REVUE

DES

DEUX MONDES

XCII[e] ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1922

054
R3274
1922 [v. 2]
NOV 8 1922
173785
B. P.

LA MAISON MORTE

DEUXIÈME PARTIE (1)

IV. — UNE VOCATION TARDIVE

Onze mois avaient passé depuis l'assassinat de Claude Couvert, et six depuis le décès de sa mère.

L'ouverture de la chasse étant prochaine, je me disposais à partir pour la Maurienne comme les années précédentes, et même j'avais écrit à Bessans pour m'assurer du concours de Benoît ou du jeune Étienne au chalet de la Lombarde, lorsque je reçus dans mon cabinet la visite du vieux Jean-Pierre qui n'était plus redescendu de sa montagne depuis qu'il avait perdu sa femme.

— Enfin vous voilà! lui dis-je en l'accueillant. Qu'êtes-vous devenu depuis si longtemps qu'on ne vous a vu? Alors quoi! pas de procès, pas de voyage, pas de bouteille. Vous vieillissez, Jean-Pierre.

Je tentais de plaisanter, mais j'étais frappé des changements, des ravages que je lisais sur sa figure et sur toute sa personne. Le fier et majestueux paysan qui prenait si aisément air de chef, qui marchait droit, les vêtements bien tenus, le visage soigneusement rasé, s'était voûté, tassé, rapetissé. Le patriarche maître chez lui et sur son domaine, toujours prêt à la lutte pour défendre ses limites, ses chemins, son eau, pour exercer ses droits dans leur plénitude, n'était plus qu'un vieux, flottant dans ses habits trop larges, la barbe mal faite, le nez

Copyright by Henry Bordeaux, 1921.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1921.

rouge et les yeux chassieux. Quel âge pouvait-il avoir? Entre soixante-cinq et soixante-dix ans, pas davantage. Il portait la vieillesse sur son dos comme un fardeau pesant qui l'écrasait. Était-ce le chagrin ou la boisson qui l'avait ainsi transformé? J'accusai tout d'abord la boisson, à cause de sa couleur de terre cuite et, plus encore, du tremblement de ses mains. Mais les yeux inquiets, tristes, presque peureux, qui ne fixaient plus l'interlocuteur directement, comme autrefois, ne trahissaient-ils pas le tourment moral? La perte de son fils et de sa femme l'avait miné. C'était l'arbre qui pourrit en dedans et que le moindre vent abat.

Je m'informai de tous les siens. Il m'en donna des nouvelles satisfaisantes. Benoît était avec les vaches au pacage, dans la vallée d'Averole. Étienne m'accompagnerait à la combe de la Lombarde avec les traqueurs. Il était aussi leste que son père, aussi adroit, aussi infatigable à la marche. Mais il connaissait moins les remises des chamois et leurs habitudes. Et puis, il était moins gai.

— Le malheur, aussi, le travaille.

— A son âge, on se remet d'aplomb.

— Sa raison n'est pas de son âge.

A cette réflexion, je retrouvai mon Jean-Pierre, observateur expert aux formules concises et exactes. L'esprit n'avait pas été atteint par l'usure du corps. Il m'exposa sans tarder l'objet de sa visite. Il me venait consulter pour le partage de ses biens. De quelle partie pouvait-il disposer?

— Vous avez deux enfants, Jean-Pierre.

— J'en ai eu quatre. Je n'en ai plus qu'un.

— Deux pour la loi : Claude est représenté par ses descendants. En sorte que vous pouvez disposer du tiers.

— J'en disposerai donc en faveur de mon petit-fils Étienne. Parce que, vous comprenez, Benoît n'est pas marié.

Rien de plus naturel en effet. Il assurait l'avenir de la famille, et rétablissait dans sa descendance le droit d'aînesse.

— Mais Benoît, objectai-je, n'est pas âgé. Il peut se marier encore.

— Oh! non.

Ce *non* me fut envoyé très vite, comme une protestation indignée contre une telle hypothèse. Je pensai qu'habitué à une situation acquise, il n'admettait pas d'en sortir.

— Pourquoi avantager Étienne aux dépens de Rina et de Jean-Marie ?

— Oh ! Rina...

Oui, Rina, je comprenais. Rina n'était qu'une fille. Sous le régime sarde, on s'en débarrassait par le moyen d'une *légitime*. Les filles, à la campagne, ne comptent pas dans le nombre des enfants. Mais le petit Jean-Marie ? Il me regarda, et ma parole ! je crus qu'il avait peur de moi :

— Étienne est l'aîné, me déclara-t-il avec autorité ainsi que je m'y attendais.

Cependant je l'engageai à ne pas se dessaisir de ses biens, lui vivant. C'est un conseil que je donne volontiers aux gens de la terre. J'ai vu trop souvent combien un vieillard est méprisé, comme il est abandonné et parfois bafoué, quand il n'a plus de part à la propriété : il ne représente plus alors qu'un parasite qui mange sans produire, et qui a fait son temps puisqu'il a testé. Il faut une délicatesse de mœurs assez rare à la campagne, — j'en ai vu pourtant de nobles exemples, — pour « honorer » avec désintéressement ses père et mère, selon le précepte divin qui a jugé inutile d'adresser aux parents la même recommandation. Il me laissa parler sans m'interrompre. Puis il conclut :

— Oui, monsieur l'avocat. Mais, moi, je m'en vas.

Où s'en allait-il ? Étonné, je le lui demandai. Il esquissa un geste dans une direction vague :

— Par là-bas.

J'affectai de me contenter de cette réponse, puisqu'il manquait de confiance en moi :

— Pour combien de temps?

— Pour toujours.

Diable! que signifiaient ces paroles énigmatiques? Il n'allait pas, à son âge, recommencer son existence ailleurs après s'être dépouillé, au préalable, de tout ce qu'il possédait. Je sais qu'il faut s'attendre à tout avec les gens de la Maurienne, qui est un pays de sortilèges et d'extases, de diablerie et de mysticité, où les imaginations sont ardentes et élaborent d'étranges projets. Elle fait aussi bien des croisés que des sorciers. On en part pour aller aux Amériques, ou pour passer de la contrebande en Italie. Trop de conquérants l'ont traversée, pour ne pas y avoir laissé la monnaie de leur génie, de leurs ambitions ou de leurs

convoitises. Ce vieillard épuisé avait-il son grain de folie? Mon amitié était tout de même assez ancienne pour insister :

— Voyons, Jean-Pierre : vous ne voulez pas me dire où vous allez?

Il eut un bon sourire qui changea brusquement son expression un peu rude et sauvage et le rajeunit de vingt ans, le sourire d'un enfant qui joue un tour ou saute les murs de l'école:

— C'est un secret.

— Ils ne le savent pas, là-haut?

— Non. Les femmes, ça bavarde.

Je compris l'allusion à Maddalena, qui peut-être avait repris son goût des pèlerinages.

— Vous êtes bien mystérieux, Jean-Pierre. Alors, vos enfants ne vous verront pas revenir à Bessans, et ne sauront pas où vous êtes? Vous n'allez pas les jeter ainsi dans l'embarras. Souvenez-vous du jour où vous attendiez Claude qui n'est pas revenu. Ne soyez pas l'occasion d'une pareille incertitude.

Ce rappel de la journée tragique où il avait espéré le retour de son fils assassiné le bouleversa plus profondément que je ne le souhaitais, car ses mains furent reprises de leur tremblement. Cependant il tenta de résister encore à mes objurgations :

— Qui est-ce qui m'attend? La femme est en paix.

— Et votre fils Benoît? Et les trois enfants de Claude, Étienne, Rina et le petit Jean-Marie? Et Maddalena?

Il parut écarter ces noms pour n'en retenir qu'un seul :

— Eh bien! c'est entendu : j'écrirai à Étienne

Puis, mis en confiance par une sympathie à quoi il ne pouvait se méprendre, soudain il se décida à me livrer son secret, et ce secret était véritablement extraordinaire.

— Voilà, me dit-il. Je m'en vas à Hautecombe.

Hautecombe est, au bord du lac du Bourget, le Saint-Denis des princes de la maison de Savoie. Là est le lieu de leur sépulture. C'est un grand bâtiment banal que flanque une tour; un couvent et un cloître bordent et gardent la chapelle des tombeaux. Qu'allait faire ce vieux paysan dans cette retraite royale? C'était à n'en pas croire ses oreilles.

— Oh! oh! dis-je émerveillé et goguenard, je savais bien que les ducs de Savoie étaient venus de la Maurienne, mais je ne savais pas que tous les Mauriennais avaient droit à la sépulture des ducs de Savoie.

— Je ne suis pas encore mort, monsieur l'avocat, me fit-il observer. Mais c'est bien là que je reposerai.

Il avait repris, soulagé de son secret, sa bonne humeur d'autrefois et même cette légère emphase dans une sorte de grandeur naturelle qui était sa manière. Visiblement il prenait plaisir à sa confidence.

— Il n'y a que des tombes, Jean-Pierre, à Hautecombe.

— Il y a aussi un couvent.

— Et vous irez au couvent ? Du diable si j'avais pensé que vous aviez l'étoffe d'un moine.

— D'un moine non, bien sûr, quand on n'a pas d'instruction, mais d'un domestique. *Ils* appellent ça des frères.

— Oui, des frères lais. Vous voulez être frère lai, Jean-Pierre ? ce n'est pas croyable.

— Et pourquoi donc, s'il vous plaît ?

— Mais parce que vous avez commandé pendant un demi-siècle et qu'avec un vieux chef on ne fait pas un jeune serviteur.

Il s'était levé en face de moi, et ce qu'il me dit lui restitua d'un coup toute sa taille, le rendit auguste à mes yeux comme l'avait été sa femme dans l'étable où elle reçut la visite du Christ :

— J'ai donné tous mes biens. Je ne suis plus qu'un pauvre, et je suis libre de servir, si je veux.

Servir à soixante-dix ans ! S'en aller manger le pain d'autrui, quand on a toujours eu son blé, sa farine et son four ! Et en quels termes l'annonçait-il ? *Je suis libre, si je veux.* De quoi ? *de servir.* Au lieu d'un ivrogne, j'avais devant moi un religieux anticipé, dépouillé de son avoir, résolu à ne plus rien posséder sur la terre, ni une maison, ni un champ, ni l'affection des siens. Si mon homme n'avait pas été né natif de cet étrange Bessans qui revendique la naissance de Jésus et qui a, depuis un millénaire ou presque, sa civilisation à lui, son caractère et ses exaltations, j'aurais cru avoir affaire à quelque halluciné. Et le voilà qui, posément, se mit à me développer son plan. Un de ses oncles avait été, au temps du régime sarde, cistercien à l'abbaye d'Hautecombe. Fort de son souvenir, il avait écrit aux moines pour offrir ses services. Et, en effet, on les avait acceptés en raison de cette mémoire encore vénérée. Ainsi gagnait-il son couvent.

— Et vous ne regretterez pas votre décision, Jean-Pierre?

— Depuis que je l'ai prise, j'ai la tête en repos.

— Ce sera dur. Plus de vin, Jean-Pierre.

— Justement il devenait cher. J'apprendrai à m'en passer.

— Et comment avez-vous pris cette vocation?

— Est-ce qu'on sait? Peut-être la femme...

Il ne pouvait m'en fournir aucune explication. D'ailleurs il n'en chercha pas. C'était un fait : il n'y avait qu'à l'admettre.

— Et quand allez-vous là-bas?

Là-bas : je parlais comme lui.

— Cet après-midi, pas plus tard. Il y a un bateau. Quand j'aurai vu le notaire, pour la donation et le partage. J'ai gardé un peu d'argent pour lui, et aussi pour vous, monsieur l'avocat.

Déjà il ouvrait son porte-monnaie pour me régler ma consultation que le moindre étudiant en droit aurait pu tout aussi bien lui donner, quand je l'arrêtai du geste :

— Ah! non, pas d'argent entre nous, voyons. Et même vous allez déjeuner avec moi, Jean-Pierre. Ce sera votre dernier repas dans le monde.

Il hésita, mais pas longtemps. Depuis son aveu, il était transformé : cordial, ouvert, presque insouciant.

— Eh bien! c'est entendu. Je vas chez le notaire et je reviens. Dans une couple d'heures.

Lui parti, je bondis à la cuisine et bouleversai mon menu. Rien ne serait assez bon pour le dernier repas de cet homme qui abdiquait comme un roi revenu de toute richesse, de tout pouvoir, de toute grandeur. Ma cuisinière effarée dut croire que je recevais quelque prince à ma table. Elle fut expédiée chez les fournisseurs avec des instructions munificentes, et revint avec un lavaret du lac du Bourget, du gibier d'avant l'ouverture, un de ces pâtés savants qui sont la gloire de Chambéry, juste à temps pour confectionner ses plats, et, par surcroît, un sambaglione à l'italienne qui renforce de rhum les œufs battus au sucre et au vin blanc. Moi-même, j'étais descendu à la cave pour en ramener mes meilleurs vins de Savoie, Chignin blanc, au parfum de fleur, joli à l'œil comme un Champagne avec son or et ses bulles, et frais et lumineux au gosier comme l'est au regard une aurore sur la neige, Saint-Jean-de-la-Porte-rouge, râblé de corps comme un cru de Bourgogne, vieux Montmélian, en bouteille depuis un demi-siècle,

autoritaire comme un seigneur d'autrefois qui exige qu'on le reçoive avec respect et le visage grave. Nous avons des crus exquis en Savoie, en petite quantité, il est vrai, et c'est pourquoi on ne les déguste guère ailleurs.

J'aidai moi-même à choisir les verres appropriés. Quand ma vieille bonne entendit le coup de sonnette, elle ne put se tenir d'entr'ouvrir la porte de la cuisine pour apercevoir le noble invité, qui déjà lui montait l'imagination et qu'introduisait la femme de chambre. Je la considérais avec ironie, ayant envahi son domaine pour me rendre compte des sauces.

— C'est encore un client, marmonna-t-elle avec dédain. Il va nous mettre en retard. On ne peut jamais déjeuner à l'heure.

— Mais non, Fanchette, c'est bien lui.

— Un paysan.

— Justement, c'est mon hôte. Et je ne l'honorerai jamais assez.

Du coup, elle me crut atteint de folie, et, si la conscience professionnelle ne m'eût été une garantie, j'aurais pu craindre au dernier moment le sabotage de l'un ou l'autre plat. Tandis que je dois lui rendre ici un hommage discret : heureusement trompée sur l'importance de l'invité, elle se distingua tout particulièrement ce jour-là, et je ne sais s'il convient de louer davantage le velours de la sauce hollandaise qui accompagna le lavaret ferme et blanc, la cuisson parfaite des perdreaux aux choux, ou l'onction du sambaglione résolument relevée par la liqueur. Mon Jean-Pierre Couvert mangeait et buvait, j'allais dire comme un moine, mais la comparaison n'est plus qu'injurieuse pour les deux parties, je dirai comme un Savoyard. J'avais retrouvé le plaideur d'autrefois, qui s'en venait, le bec aiguisé et les yeux malicieux, au Palais de Justice comme au théâtre où l'on représentait sa pièce. Il me parut avoir oublié totalement sa vocation, à moins qu'il ne puisât en elle une excitation par contraste. Libéré de tout souci, il s'élançait dans la voie de la perfection, en commençant par celle de l'appétit. Je lui servai d'entraîneur, lui proposant le retour aux mets et fournissant la petite armée de ses verres. Il ne refusait rien, et me tenait tête. Cependant il appréciait en gourmet les plats et les vins en connaisseur. Je m'émerveillai de sa complaisance et l'en louai :

— Nous enterrons, lui dis-je, votre vie laïque.

— Et royalement, monsieur l'avocat, vous pouvez le dire.

— Cela ne va pas vous manquer dans votre villégiature à Hautecombe?

— Ma villégiature?

— Oui, votre nouvelle installation.

— On s'habitue à tout, pourvu que ce soit d'un coup, et pas en petits morceaux.

— Mais enfin, qu'allez-vous faire là-bas?

— Ce qu'on me dira.

— Ce qu'on vous dira? Oui, à vous qui avez toujours gouverné.

— Justement : quand on ne gouverne plus, on est plus tranquille.

— Vous n'êtes pas préparé à cette vie.

— Oh! monsieur l'avocat, pour éplucher les légumes, nettoyer les herbes ou écumer les pots, il n'y a pas besoin de préparation. Les femmes font bien ça chez nous.

— Les femmes, pas vous.

— J'ai fait de plus rudes besognes.

Allons, il était décidé, et rien n'ébranlerait une décision dont je ne devais savoir que plus tard les causes. Le voyant bien établi, bien calé par la nourriture et la boisson, je m'aventurai à lui parler une dernière fois de l'assassinat. Avait-il, avant d'abandonner sa maison, assuré l'œuvre de la justice et stimulé ses recherches? Il me semblait que l'enquête dormait, et que le juge d'instruction et la police étaient en défaut. N'avait-on pas surveillé ces louches individus sans feu ni lieu, qui vivent sur les confins de la France et de l'Italie, toujours prêts à passer la frontière, et qui sont capables de tous les crimes? Avait-on visité les tripots de Modane et donné commission rogatoire au parquet de Turin? Peut-être, avant d'aller s'ensevelir à Hautecombe, aurait-il dû s'arrêter à Saint-Jean-de-Maurienne et causer avec les magistrats.

Jean-Pierre m'avait laissé développer ma démonstration sans m'interrompre. Il regardait son verre où brillaient les rubis du Montmélian, et il le vida d'un trait. Je crus que la vengeance de son fils ne l'intéressait plus, ou qu'il fuyait au couvent pour n'avoir plus désormais à y penser. J'étais loin de compte, car il me déclara quand j'eus fini :

— J'ai passé à Saint-Jean-de-Maurienne. J'ai vu le juge.

— Ah! que lui avez-vous dit?

— Qu'il ne fallait plus chercher.

— Qu'il ne fallait plus chercher, Jean-Pierre? Alors, vous renoncez à la réparation du meurtre?

Il hésita un instant. Je remarquai cette hésitation. Elle est demeurée dans mon souvenir. Cependant il affirma d'une voix ferme et volontaire :

— Il n'y a pas eu de meurtre.

A cette déclaration, je tombai des nues. Pas d'assassinat? Mais j'avais vu, de mes yeux vu, sur le cou de Claude Couvert, les traces évidentes de la strangulation. Le maire les avait constatées comme moi. Et, après nous, le médecin légiste et le parquet. Aucun de nous n'avait gardé le moindre doute à cet égard. Et c'était le père qui abandonnait la partie! Il fallait que le chagrin eût troublé sa cervelle, ou que son étrange vocation, subite et tardive, l'eût tout à coup rendu pacifique et pusillanime comme la dernière des femmelettes. Je le considérai avec surprise, assis en face de moi, derrière une coupe de fruits, avec surprise et presque avec pitié. Il vida un nouveau verre de Montmélian, que je lui avais versé. Cherchait-il un appui auprès du vin, son vieil ami? Il en avait tant bu qu'il ne pouvait être ébranlé par quelques bouteilles. Très posément, en homme qui a tout son sang-froid, dont un liquide généreux et loyal délie, au contraire, la langue, il commenta sa phrase, et je vis bien qu'il y avait longuement réfléchi :

— Non, monsieur l'avocat, il n'y a pas eu de crime. On aurait trouvé l'assassin. Personne, dans la vallée, n'en voulait à Claude. Cette histoire de la Guiton, vous savez bien, cette fille de Bonneval, ça n'est pas sérieux. Vos traqueurs ne sont pas méchants. Les contrebandiers, ça ne tue pas sans raison.

— Il peut y en avoir que nous ne connaissons pas.

— Mais non, mais non, Claude est tombé dans l'Arc, la nuit, voilà tout. Il avait laissé choir son falot dont on a retrouvé les débris. Il n'a plus vu son chemin. Le chien n'a pas aboyé, sans quoi on l'eût entendu de Barmanère qui est à côté. Dans l'eau, son cou s'est pris à des ajoncs. Il y en a : je suis allé sur les lieux. Le courant a tiré dessus. Ça laisse des marques. Et voilà tout.

Il revenait à l'hypothèse de l'accident que nous avions tous écartée en présence des ecchymoses indéniables relevées tout

autour du col, et même il lui donnait une force nouvelle. J'en étais, je l'avoue, décontenancé, quand il reprit avec une sorte d'autorité où se manifestait une suprême fois le vieux chef de famille, accoutumé au gouvernement :

— C'est comme ça, monsieur l'avocat. Et puisque je le dis, moi, le père de Claude, il faut croire que c'est bien comme ça. Le juge a d'abord rechigné, et finalement il s'est rendu à mon idée. Il a déjà battu toute la campagne et Modane, et son enquête n'a mené à rien, comme les chiens sur les mauvaises pistes. Alors il m'a bousculé, après quoi il m'a écouté : « Peut-être bien que vous y voyez clair, père Couvert, » qu'il m'a consenti. Et sur le seuil il m'a répété : « Évidemment, ça explique tout, Couvert, et voilà pourquoi on n'aboutissait pas. » Alors il m'a fait rentrer, et il a dicté au greffier ce que j'avais dit. J'ai signé.

Ce *j'ai signé* fut prononcé d'un ton péremptoire, catégorique, définitif, comme s'il enterrait l'enquête dirigée contre le meurtrier inconnu.

Le café, les liqueurs, — une vieille eau-de-vie de marc d'Apremont, — avaient été servis pendant le récit de la visite à Saint-Jean-de-Maurienne. Jean-Pierre Couvert ne refusait rien, reprenait de tout, et avait allumé un de ces longs cigares italiens munis d'une paille à l'intérieur que je lui avais offert et qu'il avait accepté avec un éclair de regret : — Le dernier. Il regarda l'heure et se leva.

— Mon train et mon bateau, m'expliqua-t-il.

Redressé, le teint rougeoyant comme nos rochers au soleil couchant, il avait repris son aplomb. Il n'était plus le petit vieux de l'arrivée. Était-ce mon repas ou sa vocation qui l'avait délivré de sa tristesse? Déjà il était sur le pas de ma porte, quand il revint à moi, comme s'il avait encore quelque chose à me confier qui lui tenait à cœur :

— Vous allez voir Étienne au chalet de la Lombarde.

— Je m'en réjouis, Jean-Pierre, tout en regrettant son père.

— C'est un gentil garçon, mais trop sérieux.

— Trop sérieux?

— Oui, ça l'a pris trop tôt.

— Et quoi donc?

Il me montra le front. Cela signifiait que le jeune homme pensait, réfléchissait plus que les jeunes gens de son âge. Sans doute *l'accident* de son père, — puisqu'il ne s'agissait plus que

d'un accident, — et le décès de sa grand'mère l'avaient-ils mûri et ciselé comme le font l'inquiétude et la douleur.

— Il a des idées, reprit le vieillard, des imaginations, quoi ! L'affaire du père, ça le travaille. Il ne faut pas, monsieur l'avocat, il ne faut pas. Les enfants, ça n'est pas fait pour ces histoires-là. Il y faut de grosses épaules, comme à moi. Alors je compte sur vous, monsieur l'avocat.

— Sur moi?

— Oui, pour le calmer. Qu'il se tienne tranquille, puisque c'est un accident. Qu'il soit de son âge, et qu'il s'amuse un peu, n'est-ce pas? Vous vous occuperez de lui.

— Je vous le promets, Jean-Pierre.

J'avais promis sans bien savoir à quoi je m'engageais, mais ayant deviné à l'accent de mon hôte une anxiété profonde, un peu énigmatique. Il parut soulagé par ma promesse et, m'étreignant la main dans sa rude poigne, il me fit ses adieux.

— Je vous remercie de tout, monsieur l'avocat. J'ai bien dîné.

A la campagne, le dîner, c'est le repas du midi, et le souper celui du soir. Comme il allait franchir mon seuil, je songeai avec tristesse que je ne le reverrais plus, et je le rappelai :

— Jean-Pierre, adieu !

Après quoi, ma foi ! je l'embrassai. Je m'étais attaché à lui et il partait, ragaillardi et réconforté, pour la maison du Seigneur où il ne serait plus qu'un domestique. Il parut sensible à cette marque inattendue d'affection qui supprimait entre nous toute inégalité sociale et me dit encore en s'en allant :

— Le petit. Je vous recommande...

Il mit son feutre et, dans ses pauvres habits qu'il quitterait pour revêtir un froc anonyme, il m'apparut majestueux avant de descendre l'escalier. Je devais le revoir un jour, plus tard, bien plus tard, plus majestueux et plus pathétique, vieux roi Lear sans couronne et sans enfant qui prend pour piédestal le rocher où il a échoué...

V. — LE SOUPÇON

Quelques jours plus tard, je partis pour Bessans avec un ami, Louis de Vimines, qui partageait mon goût pour la chasse alpestre. La maison Couvert, en un an, s'était vidée de trois de ses hôtes. Rien, pourtant, n'y paraissait changé. Maddalena,

devenue la patronne par le décès de la vieille Pétronille, allait et venait de la cuisine à l'écurie, toujours alerte et agile, avec son air calme de madone.

— Eh bien ! Maddalena, lui demandai-je pour la dérider, et les pèlerinages ?

— Je n'y vas plus.

— Pas même à la Salette ? Il y a une grande fête en l'honneur de Maximin et de Mélanie.

Mais ces évocations la laissaient indifférente. Je compris que le devoir journalier la fixait au logis.

— Alors le père vous a quittés ?

— C'était son idée.

— Vous le saviez ?

— Non. Il l'a écrit à Étienne.

Ce départ qui m'avait semblé extraordinaire passait presque inaperçu en famille. Comme les choses s'accomplissent aisément, alors qu'on les imagine compliquées !

— Et Benoît ? Il reste avec vous ?

Ma question était peut-être indiscrète. La disparition des parents ne créait-elle pas une situation difficile entre le beau-frère et la belle-sœur, qui s'entendaient assez mal et qui vivraient ensemble, sous le même toit, sans une autorité pour les maintenir dans la concorde ? On ne parut pas y prendre garde :

— Benoît est au chalet avec les bêtes.

— Qui est-ce qui le ravitaille avec le mulet ? Les enfants sans doute. Étienne ou Jean-Marie.

— Non, me répondit la femme, c'est moi. J'ai l'habitude.

C'était vrai que les années précédentes ce service lui était confié. Mais les années précédentes elle ne tenait pas la maison.

— Et qui vous remplace ici, Maddalena, quand vous n'y êtes pas ?

— Rina : elle a grandi.

En effet, je vis entrer une belle fille rouge et saine qui portait haut ses dix-sept ans, mais avec timidité, car elle se réfugia, tout de suite en nous apercevant, derrière son frère Étienne.

— Oh ! comme tu as poussé ! lui dis-je. On te mariera bientôt.

Ses joues déjà colorées s'empourprèrent. Cependant, tandis que je croyais lui plaire en lui parlant mariage, je vis bien que

je l'avais blessée. Sans doute, estimait-elle son deuil trop récent pour mon allusion. Et je regrettai mon indélicatesse. Avec ces paysans de Maurienne il faut prendre garde à ses mots comme auprès de la plus fine compagnie. Déjà, Étienne la couvrait de sa protection :

— Elle a le temps, me dit-il. Pas besoin de se presser.

Lui, c'était un long garçon maigre, les épaules larges et le ventre creux, solide d'apparence, et qui ressemblait au vieux Jean-Pierre avec des traits moins accentués, un nez moins busqué, un menton moins opiniâtre, quelque chose de plus doux, une expression de pensée intérieure qui lui venait de sa grand'mère. Comme il advient dans l'histoire des races où les générations se heurtent ou se mêlent, il tenait beaucoup plus de ses aïeux que de ses parents immédiats. Je considérai avec sympathie ce jeune compagnon qui allait vivre dans mon intimité pendant trois semaines, avec sympathie et, ma foi! je dois le confesser, avec un peu de méfiance tout de même. Comment remplacerait-il son père si débrouillard, si savant dans son métier, si bon cuisinier et si plaisant? Il n'y fallait pas songer. Enfin!

— Alors, je t'emmène?

— Oui, monsieur l'avocat.

— Tu connais le chamois?

— Un peu, monsieur l'avocat.

— Et la montagne?

— La montagne, oh! oui, très bien.

Je me souvins que le jeune homme était plus cultivé que ses camarades du village. Un temps, le curé de Bessans avait cru surprendre en lui une vocation ecclésiastique et l'avait fait recevoir au séminaire de Saint-Jean de Maurienne. L'enfant y réussissait dans ses études, apprenait avec facilité, mais au bout de deux ans il avait réclamé sa liberté. Le grand air, les hauts pâturages, l'Alpe lui manquaient. Pétronille qui était pieuse, et Maddalena qui était superstitieuse, en avaient eu du chagrin. Elles voyaient déjà, dans l'avenir, un petit curé qui les bénissait.

Pareille aventure n'aurait pu arriver au dernier, Jean-Marie, qui était un bon gros gars, dodu et joufflu, plein de soupe et de pommes de terre, et déjà tout frétillant et vif comme le père, et comme lui apprenant par curiosité un tas de ces trucs de métier qui facilitent la vie : connaissant les herbes, les champignons, le gibier, habile à travailler le bois, et déjà

penché sur le pot-au-feu. « Plus tard, pensais-je en le regardant opérer sous mes yeux sans me prêter la moindre attention et sans éprouver de ma présence aucune gêne, c'est lui que j'emmènerai. A quatorze ans, il en sait plus long que le séminariste avec son latin. »

Je montai donc au chalet de la Lombarde avec ma troupe composée de mon camarade de chasse, du jeune Étienne Couvert et de mes quatre traqueurs habituels, Antoine Portaz, Sérafin Ruffin, Michel Burnin et Anthelme Chabord. En route, je ne manquai pas de faire un crochet pour aller saluer, dans sa cabane, Benoît le solitaire, qui gardait ses vaches et fabriquait ses fromages. Je le retrouvai tel que je l'avais toujours vu, poli, mais taciturne. Lui aussi, comme je lui parlais du départ de son père, me répliqua :

— Puisque c'était son idée.

Chacun était libre. Il ne fallait contrarier personne. L'oncle et le neveu, mis en présence, me parurent vivre en bonne intelligence et entente. Benoît, visiblement, forçait sa nature peu expansive pour remplacer auprès des enfants le défunt. Du moins j'interprétai ainsi l'intérêt qu'il me parut prêter à la visite d'Étienne. Celui-ci qui m'escortait était accompagné du petit chien noir, Charbon, qu'il avait hérité de son père. Benoît, condescendant et qui n'avait d'amitié que pour ses vaches, voulut même caresser le roquet, mais Charbon mal luné l'évita en grondant.

Nous passâmes l'après-midi à nous installer dans le chalet de la Lombarde que je louais pour la saison. Il est au sommet de la Combe, entre les contreforts de l'Albaron et du Charbonel. De là, on voit les glaciers tout proches, dont on n'est séparé que par quelques futaies éclaircies de chétifs mélèzes et par des prés en pente. Quand on se retourne vers la vallée de l'Arc d'où l'on vient, on a en face de soi l'assemblée majestueuse du massif de la Vanoise : pointe du Vallonbrun, aiguille de Méan-Martin, Croix de Don-Juan-Maurice au nom énigmatique. Ma première soirée à la montagne me communique toujours une sorte d'ivresse : cette solitude, loin des disputes et des petitesses humaines, loin de tous les innombrables fâcheux qui nous mangent l'existence comme des mites dévorant un beau manteau fourré, cette paix infinie qui va jusqu'au ciel sombre, bientôt fleuri d'étoiles rapprochées, ce silence qui n'est troublé que par

le rythme régulier du torrent, cet air frais qui se pose sur les lèvres et descend dans tout l'être pour le vivifier, tout cet ensemble m'agite comme un chant intérieur et me calme comme une prière. Mon camarade éprouvait la même impression. Elle ne se traduit entre nous que par une phrase toute simple :

— On est bien ici.

Et cependant je dus promptement reconnaître que j'y étais moins bien que les saisons précédentes. Claude Couvert me manquait. Son fils ne le remplaçait pas. Non que ma cuisine dont Séralin Ruffin s'était chargé fût plus mal préparée : il y manquait un peu de piment et de diversité, mais je m'en accommodais. Non que nos chasses fussent plus mal conduites et moins fructueuses : nous eûmes, bien au contraire, d'heureux coups de fusil, et sur des hardes à plein galop. Mais quoi ! je vivais dans une atmosphère pénible, et ne savais au juste à quoi l'attribuer les premiers jours.

Le soir, après le dîner, j'allais d'habitude rejoindre les traqueurs installés à la cuisine. C'était presque le meilleur moment de la journée. Je revois encore la vaste cheminée où flambait un bon feu qui suffisait à éclairer la pièce, d'autant plus que des restes de lumière, dans ces interminables crépuscules de la fin d'août, s'accrochaient encore aux vitres de la fenêtre. La peau d'un chamois dépecé était pendue à un croc, le massacre posé sur un rebord du mur. Nous allumions nos pipes et nous devisions interminablement jusqu'à l'heure du coucher. Là j'ai connu l'histoire, — ou la légende, — de la chevrette domestique qui, au retour des troupeaux à l'étable à la fin de l'été, ne voulut pas redescendre des pâturages et suivit un chamois dans la montagne. Là, tout le passé de Bessans et ses coutumes intactes m'ont été révélés. Et surtout, les plus merveilleux souvenirs de chasse y ont été rappelés, et toujours à la louange du chamois, de sa puissance et de son courage. Un grand bouc, tiré presque à bout portant, tomba d'une hauteur de quinze mètres : les chasseurs l'avaient cru tué; mais non, il avait sauté, il se reçut aisément sur un éboulis et reprit son galop en descente. Une chèvre, qui entraînait son chevreau, voyant celui-ci près d'être forcé par les chiens, se remisa avec lui dans un rocher accessible d'un seul côté. Couvrant son petit, redressée, dans une attitude de fierté magnifique, elle fit face au danger. Ainsi reçut-elle deux balles sans modifier sa pose de bouclier

vivant. Une troisième qui la fit rouler découvrit le chevreau...

Ces récits héroïques nous passionnaient pour notre gibier, car telle est l'âme du chasseur. Puis nous préparions la chasse du lendemain. Chacun proposait son plan. Autrefois, le plan de Claude était presque toujours adopté : il connaissait toutes les remises.

Mes hommes gardaient le chapeau sur la tête. Le feu, ou les bouffées des pipes, ou les rayons du couchant, éclairaient leurs faces satisfaites, détendues dans le travail de la digestion. Il y avait entre nous la complicité de la même saine fatigue, de la même abondante nourriture, du même goût pour la montagne et la chasse. Nous nous entendions à merveille, malgré les jalousies qui les divisaient entre eux. Eh bien! j'avais la sensation que cette bonne entente, maintenant, était rompue. Il y avait des chutes de conversation, des silences prolongés, des mines longues, des réticences. D'où provenait ce malaise? Plusieurs jours de suite je me le demandais, et je finis par croire que la présence d'Étienne en était la cause.

— Ton Étienne a le mauvais œil, me prévint un jour mon camarade Louis de Vimines.

Peut-être sa jeunesse n'était-elle pas adaptée à nos habitudes, à nos manières d'être? Je me promis de l'observer. Il ne devait pas tarder à me fournir l'occasion que je cherchais.

Un soir, comme j'entrais dans la cuisine avec Louis de Vimines, je n'y trouvai plus que deux de mes hommes, Sérafin Ruffin le cuisinier, et Anthelme Chabord. Comme je m'informais des autres :

— C'est, me fut-il répondu, le petit qui les a entraînés.

— Où?

— A Bonneval.

— A Bonneval sans mon autorisation, et quand nous chassons demain à la première heure. Je n'aime pas beaucoup cette équipée.

— Voilà, m'exposa alors notre gargotier qui est l'orateur de la bande. Vous avez dit à table comme ça que vous vous coucheriez sitôt la dernière bouchée avalée.

— J'étais fatigué tout à l'heure, et je ne le suis plus. La belle affaire!

— Alors on a pensé que vous ne viendriez pas nous trouver.

— Et nos bonshommes en ont profité pour prendre la clé des champs.

— Pardon, c'était pour un pari. Étienne avait gagé contre eux qu'ils n'iraient pas à Bonneval en quatre heures aller et retour. Ils seront rentrés à minuit.

— Oui, fourbus pour le lendemain.

— Oh ! que non. Vous les connaissez.

— Et quel est l'enjeu ?

— La carabine de Claude Couvert.

— Diable ! c'est une vieille Martini que je lui avais donnée, et qui est bonne encore. Cet Étienne est bien imprudent. Il va perdre une belle arme de précision.

L'aventure m'avait mis de méchante humeur. Je quittai bientôt la place pour gagner mon lit. Étienne me vint réveiller à l'heure prescrite, de son air le plus naturel, et même je remarquai sur son visage un certain allègement, venu peut-être du clair soleil qui pénétrait déjà par la vitre, dès qu'il eut poussé les volets.

— Eh, bien ! et cette course à Bonneval ?

— Ah ! vous savez, monsieur l'avocat.

— Sans doute. Qui a gagné ?

— Eux. A minuit nous étions là.

— C'est stupide. Une autre fois, tu me feras le plaisir de te tenir tranquille et de ne pas éreinter mon monde.

J'allais sans retard en savoir plus long sur la cause véritable de cette course folle. Comme je grimpais une sévère paroi de rocher sur le flanc de l'Albaron pour gagner mon poste, Antoine Portaz qui m'escortait, portant mon fusil et mon sac, m'arrêta tout à coup :

— Monsieur, je veux m'en aller.

— T'en aller où ?

— Oui, monsieur, je vous quitte.

— Toi, mon vieil Antoine, un fidèle depuis le début. Montons d'abord, tu me parleras de ton affaire quand nous serons sur un palier.

Nous y parvînmes et il me répéta son antienne. Il n'entendait pas être soupçonné d'un crime.

— Eh ! mon pauvre ami, qui te soupçonne ?

Et je songeai aussitôt à l'hypothèse du juge de Saint-Jean-de-Maurienne que j'avais écartée, devinant sans hésitation qu'il s'agissait encore de l'assassinat de Claude Couvert.

— Cet Étienne donc. Il nous a emmenés hier soir, en nous

trompant, jusqu'à Bonneval. Là où la route joint la rivière, entre les chalets de Barmanère et le pont, il nous a montré l'emplacement où son père a été étranglé. — Voyez, qu'il nous a dit, Charbon connaît la place. Charbon se souvient. Ici, Charbon... Et c'est vrai que le chien s'était jeté vers le torrent en hurlant. Les chiens, ça a de la mémoire. Alors, savez-vous ce qu'il a fait, le petit? Il a pris son chien par le collier et il l'a rapproché, sans rien avouer de son plan, d'abord de Michel Burnin, et puis de moi.

— Qu'est-ce que cela signifie?

— Cela signifie qu'il voulait se rendre compte si le chien nous reconnaissait l'un ou l'autre pour l'assassin.

— Oh! voyons.

— C'est comme je vous le rapporte. Et voilà-t-il pas que ce matin il propose le même jeu à Sérafin Ruffin et à Anthelme Chabord. Qu'il garde le fusil de son père, et qu'il nous f... la paix. Moi, je ne vis pas avec la police. Et des trucs pareils, ça ne se digère pas.

Je le calmai de mon mieux, et lui promis d'intervenir. Et voilà pourquoi nos réunions de la cabane étaient gâtées. Par un instinct obscur, nous avions tous pressenti que nous étions surveillés, épiés, soupçonnés, qui sait? moi-même. Le vieux Jean-Pierre m'avait bien prévenu que le petit n'était pas taillé pour *ces histoires-là* et qu'il n'avait pas d'assez *grosses épaules*. Comme un jeune chien qui ne sait pas encore chasser, dans le désir de venger son père, il s'égarait sur toutes les fausses pistes. — Le meurtrier, avait-il sans doute raisonné, savait que Claude Couvert se rendait à Bonneval pour vendre un chamois. Or qui le pouvait savoir, sinon ceux qui vivaient avec lui et qui le jalousaient?... Et il avait compté sur la mémoire du chien pour reconnaître, sur le lieu même du crime, l'assassin. Ainsi éprouvait-il à tour de rôle ses compagnons.

Je ne l'avais pas emmené à la cabane pour qu'il s'y livrât à de telles manœuvres. Au retour de la chasse, je m'arrangeai pour le retenir auprès de moi, laissant Louis de Vimines et les traqueurs prendre de la distance. Puis, brusquement, j'éventai son plan d'enquête.

— Voilà comme tu respectes l'hospitalité que je t'offre.

— Oui, convint-il, mais mon père est mort assassiné.

— Ce n'est pas sûr, et ce n'était pas l'avis de ton grand-père.

Nous y reviendrons. Dans tous les cas, tu as manqué de confiance envers moi. Et puis, tu te crois plus malin que les autres. Ton idée, ton idée abominable qui consiste à suspecter et espionner de braves gens, d'autres l'ont eue avant toi, qui étaient plus qualifiés que toi pour l'avoir, qui avaient plus d'expérience et de meilleurs moyens d'investigation. Ils ont dû reconnaître leur erreur. C'est ce que je t'aurais appris, si tu m'avais parlé.

De mon discours, il n'avait guère retenu que cette allusion à de précédentes recherches.

— D'autres? qui? Dites-le moi, monsieur l'avocat.

— Mais le juge d'instruction de Saint-Jean-de-Maurienne, tout simplement.

Et je lui résumai l'entretien que j'avais eu avec le juge, pour en arriver à la preuve évidente que je lui avais fournie de l'innocence de mes gens : la tempête effroyable qui avait éclaté le soir du meurtre et les vêtements intacts, sans trace de pluie, qu'ils portaient le lendemain matin à la chasse, alors qu'ils n'en avaient pas de rechange.

— C'est vrai, convint Étienne. A la descente sur Bonneval, ils auraient été trempés.

J'étais donc parvenu à mes fins, puisque j'avais rassuré le jeune homme. Or, instantanément, comme j'achevais ma démonstration, un souvenir singulier venait de me traverser la cervelle. Quand j'étais allé m'informer de Claude qui n'était pas rentré à la cabane, au chalet de Benoît Couvert, en-dessous du nôtre, à dix minutes ou un quart d'heure de distance, j'avais trouvé celui-ci demi-nu occupé à faire sécher ses habits au soleil. Il était donc sorti pendant l'orage : à la recherche d'une vache, m'avait-il expliqué. On n'est pas le maître des idées qui vous traversent inopinément la cervelle. Mais on s'y complait ou on les écarte. Je ne voulais pas me complaire dans celle-ci et je ne pouvais pas l'écarter. Voyons : cette supposition était absurde et abominable. Benoît et Claude, s'il y avait entre eux une certaine incompatibilité d'humeur, vivaient, en somme, en bonne harmonie. On n'a pas le droit de penser sans aucunes preuves à une inimitié qui aurait engendré un fratricide. Je m'accusai moi-même avec violence et j'écartai résolument la mauvaise suggestion qui m'avait envahie rien que parce qu'un petit détail, facile à justifier, me revenait à l'esprit. Et puis,

Maddalena, la veille, était montée au chalet. A cause du mauvais temps, elle n'avait pu en repartir. Benoît lui-même m'en avait avisé. Il n'aurait pas osé la mettre à la porte sous les averses. Il n'y avait pas qu'une seule personne au chalet, il y en avait eu deux cette nuit-là, dont la femme du mort. Allons, allons, il me fallait veiller, moi aussi, sur mon imagination. Mes longs séjours en Maurienne commençaient-ils de me détraquer et de me livrer à toutes les diableries?

Quand je sortis de mon silence, je remarquai l'air absorbé de mon compagnon. Lui aussi avait suivi son idée.

— Tu es bien convaincu, repris-je, maintenant.

— Oui, mais...

— Quoi encore?

— Le chien n'a pas aboyé. Il connaissait donc l'assassin. Les camarades de mon père, ça allait si bien.

— Laisse tranquilles les camarades de ton père qui ne lui ont jamais voulu de mal. Qui t'assure que le chien n'a pas aboyé? Avec le bruit du torrent, on ne l'aurait pas entendu. Et puis, la chose s'est passée dans la nuit : les gens de Barmanère dormaient. Ils ont le sommeil lourd. Enfin, il n'y a peut-être pas eu de meurtre, et la justice n'est pas loin de se ranger à cet avis.

— Oh! comment?

Je lui développai l'explication que m'avait donnée son grand-père en me la transmettant avec la solennité d'un testament.

Il protesta contre une telle interprétation des faits, ajoutant :

— Le grand (son grand-père) a voulu pardonner, à cause du couvent. Les vocations, ça exige des choses. Mais moi, je suis le fils.

Il sous-entendait : un fils doit venger son père. Je l'entrepris sur son œuvre de justice. Un fils, pour venger son père, ne doit pas se laisser entraîner à des accusations nuisibles. Qu'il acceptât donc de vivre l'esprit moins tendu. Et, comme je le savais intelligent et cultivé, je lui exposai même, au cours de cette longue conversation, la théorie de Joseph de Maistre sur la punition temporelle des crimes et sur les circonstances inattendues qui décèlent les scélérats. Il m'écouta avec attention et je crus l'avoir calmé, au point que j'ajoutai même en riant :

— Et moi, Étienne, et moi? Tu ne m'as pourtant pas soupçonné?

— Vous, non.

— Pourquoi?

Je reçus de lui cette réponse stupéfiante et mortifiante pour mon amour-propre :

— Vous n'êtes pas assez fort pour avoir étranglé mon père.

— Ah! ce n'est que pour cela?

— Et puis, vous aviez de l'amitié pour lui. Et puis, vous n'y aviez pas intérêt.

Il avait parlé avec cette franchise de la jeunesse qui ne sait pas encore nuancer les sentiments. Je compris à quel point *l'affaire du père le travaillait*, selon l'expression judicieuse et pittoresque du vieux Jean-Pierre qui, à juste titre, s'en était préoccupé en disant adieu au monde. A tour de rôle, Étienne avait suivi toutes les pistes, en partant d'un unique point de repère : l'assassin était renseigné sur le voyage de Claude Couvert à Bonneval et connaissait le petit chien, sans quoi Charbon eût averti son maître d'une présence suspecte sur le chemin.

Il fallait à tout prix refréner une ardeur qui bientôt accuserait chacun. Je profitai de ses bonnes dispositions et de sa confiance revenue pour lui arracher une promesse :

— Quand tu auras des soupçons, viens m'en faire part. Nous les examinerons ensemble. J'ai été l'avocat de ton grand-père et celui de ton père. Je puis bien être le tien.

— C'est dit.

Et je le vis sourire, ce qui ne lui arrivait guère. D'avoir quelqu'un en tiers dans le colloque secret qu'il entretenait avec lui-même le soulageait. Quand nous rentrâmes, il fit bonne figure aux traqueurs et ne parla plus d'emmener à leur tour Sérafin Ruffin et Anthelme Chabord sur le chemin au bord de l'Arc.

Je croyais donc la paix revenue à la cabane, quand je faillis la perdre moi-même. A quelques jours de là, je m'aperçus un soir, assez tard, et comme je m'allais mettre au lit, — mon ami Louis de Vimines y était déjà, — que je manquais de cartouches. Cette déconvenue est cruelle à un chasseur, et même insupportable. Maddalena Couvert avait dû pourtant en recevoir à mon adresse et les déposer au chalet de Benoît, n'ayant sans doute pas eu le loisir de monter jusqu'à nous. Si j'allais les chercher? Mes traqueurs, fatigués par une rude journée où ils

avaient pratiqué la battue du haut en bas et commencé par occuper les sommets, dormaient comme des souches : je ne réveillerais pas l'un d'eux pour me rendre ce service. Bientôt décidé, je me mis en route. Dehors on y voyait comme à l'aurore. La lune à peine décroissante éclairait les prairies, les groupes de mélèzes, les buissons. Les névés et les glaciers, caressés par elle, scintillaient et semblaient vivre d'une vie spiritualisée. Qui donc a osé traiter la haute montagne de région de la mort ? Une vie supérieure y anime mystérieusement les choses et n'est-elle pas le grand réservoir qui alimente la terre par la vertu bienfaisante de l'eau ? Tout en me remémorant des souvenirs classiques, le fameux *per amica silentia lunae* de Virgile, je parvins au chalet de Benoît Couvert.

Je connaissais très exactement la disposition intérieure du chalet : en bas la cuisine et une chambre aménagée, — car les bergers, maintenant, s'offrent volontiers le luxe d'un lit, — au-dessus le grenier à foin. Je pressai le loquet : la porte extérieure n'était pas fermée à clé. Aux pâturages on ne prend guère cette précaution. Je pénétrai dans la cuisine. Il me suffisait de frapper à la porte de Benoît et de l'informer de ma pénurie : il m'indiquerait la cachette où les cartouches étaient déposées et je m'en irais. Ce plan était le plus simple du monde, le plus naturel. Je l'exécutai point par point. Il devait me remplir de confusion et d'horreur. Ayant donné deux coups de mon doigt replié contre la paroi, j'entr'ouvris la porte sans attendre de réponse, tellement j'étais sûr de ne pas déranger mon homme et tellement je me sentais autorisé à cette intrusion par nos relations de bon voisinage. Par la demi-ouverture, je vis distinctement, à la clarté de la lune qui entrait par une fenêtre sans persiennes, deux têtes sur le traversin : la tête rasée de Benoît et celle de Maddalena toute ébouriffée dans ses tresses noires.

— Quoi ? réclama une voix dans le sommeil.

J'avais déjà refermé et je me hâtai de fuir. Fuir, c'était bien cela. J'avais peur : peur du secret affreux que je venais de découvrir et qui m'avait si totalement échappé jusqu'alors. Comment aurais-je pu supposer l'inceste où je n'avais jamais distingué qu'indifférence et même aversion ? L'inceste : avais-je le droit de penser à un inceste ? Claude était mort, rompant les liens fraternels qui rattachaient, — et malgré eux, j'en avais été

souvent le témoin, — Maddalena à Benoît. Celui-ci pouvait épouser sa belle-sœur. Cela est d'une pratique courante à la campagne, et même à la ville, pour la simplification des intérêts matériels et le soin des enfants. En la prenant pour maîtresse, il n'attentait pas à l'honneur de son frère. Oui, mais depuis quand Maddalena était-elle sa maîtresse ? Et j'évoquais la nuit de tempête où elle était restée au chalet, tandis qu'on assassinait son mari. Elle était peut-être dans les bras de Benoît pendant le meurtre. Et je revoyais les deux têtes sur l'oreiller.

La vieille Pétronille savait. Et c'est pourquoi elle avait tenté, à l'heure de la mort, de joindre leurs mains, afin de les inviter à sanctifier par le mariage leur union illégitime. Mais puisqu'elle avait accompli ce geste de pardon et de prière, c'était donc qu'il n'y avait pas eu inceste. Comment croire qu'elle en eût supporté chez elle l'ignominie ?

Le vieux Jean-Pierre savait. Et c'est pourquoi il s'en allait, plein d'un dégoût silencieux, se murer à l'avance dans les caveaux d'Hautecombe. Mais, chef de famille, il eût chassé les coupables, s'il se fût douté de leur trahison pendant que Claude vivait. Non, non, je n'avais aucun droit, aucune preuve, aucune raison de soupçonner l'adultère et l'inceste dans le passé. Cette liaison avait suivi la disparition de Claude, et n'était-ce point assez qu'un oubli si rapide de la femme et qu'une si prompte injure de l'homme à la mémoire fraternelle ? Tout de même, si Étienne les avait surpris ou les soupçonnait ?

D'un pas rapide, sous la lune, je regagnai la cabane en agitant ces pensées et me promettant de ne révéler à personne ma découverte.

Le lendemain à l'aube, Benoît m'apporta les cartouches au moment de notre départ pour la chasse :

— La Maddalena me les a remises pour vous. Elle n'a pas eu le temps de vous les monter hier soir avant de redescendre.

Il tenait à lui créer un alibi quand je ne posais aucune question. A son air fureteur, je devinai qu'il cherchait à identifier son visiteur nocturne. Il ne fut rassuré que lorsque son neveu Étienne se fut avancé vers lui, sans empressement ni gêne, à la manière accoutumée. Comme il s'éloignait, je le rappelai et l'avertis dans la figure :

— Dites donc, Benoît, vous feriez bien de fermer votre chalet à clé.

Il parut confus, bien que très maître de lui. J'ajoutai ce conseil :

— A votre place, je me méfierais d'Étienne. Pourquoi n'épouseriez-vous pas Maddalena?

Loin de prendre de travers mon intervention, il s'en montra reconnaissant :

— Je le lui ai bien dit. Elle ne veut pas.

— Et pourquoi?

— A cause des enfants.

— C'est à cause d'eux qu'il vaudrait mieux régulariser... la chose.

— Peut-être bien. Peut-être bien...

Il s'en alla, de son pas allongé, à la garde de ses vaches. Lui avais-je donné un bon avis? Je redoutais pour lui les investigations d'Étienne, pour lui et plus encore pour la faible Maddalena qui, si peu de temps, était demeurée fidèle à l'assassiné. Car leur liaison avait dû précéder le décès de Pétronille dont elle expliquait le geste suprême.

Quand je quittai la Maurienne, ma saison de chasses terminée, pour reprendre mes occupations à Chambéry, je pouvais espérer qu'Étienne accepterait avec plus de calme le mystère dont la mort de son père demeurait enveloppée. Avais-je réussi à le convaincre de la possibilité d'un accident au lieu d'un meurtre, selon la recommandation quasi testamentaire que m'avait laissée le vieux Jean-Pierre avant de traverser le lac du Bourget pour s'aller enterrer à Hautecombe? Plus d'une fois, au cours de nos causeries, j'avais repris cette version. Mais s'il découvrait après moi la liaison de sa mère et de Benoît, comment réagirait-il? J'emportai cette inquiétude. La maison Couvert, à Bessans, m'apparaissait maintenant pleine de drames et hantée.

VI. — LA VENGEANCE DU CHAMOIS

Quand je retournai à Bessans l'année suivante, c'est-à-dire deux ans après l'assassinat, rien n'était changé en apparence dans la maison Couvert, et cependant j'y cherchais des fantômes. Comme les chiens, à mille indices qui guident leur instinct, flairent la trace du gibier, nous sommes parfois

avertis mystérieusement, dans nos rapports avec nos semblables, des phénomènes intérieurs qu'ils s'efforcent de nous cacher. Mais, sans preuves, pouvons-nous faire état de ces inductions? Les romanciers, quand ils écrivent un récit, ont la ressource de pénétrer au dedans de leurs personnages par un artifice : ils nous révèlent leurs plus secrètes pensées. Comment les ont-ils connues? Nous qui sommes dépourvus de leurs moyens d'investigation, nous en sommes réduits à l'interprétation des faits et à la transcription des paroles. Encore, dans cette tragédie de famille, les paroles ne m'ont-elles presque rien appris. J'ai dû lire dans les regards, observer les attitudes, traduire les silences.

Benoît et Maddalena n'avaient pas suivi mon conseil. Ils continuaient de vivre dans le péché. Ils résistaient à l'objurgation solennelle que leur avait adressée par signe la vieille Pétronille au moment de trépasser. J'attribuai cette résistance au caractère superstitieux de l'Italienne. Peut-être croyait-elle moins trahir la mémoire de Claude avec un amant qu'avec un second mari. Ou bien craignait-elle le ressentiment de son fils Étienne qu'elle traitait avec une sorte de respect, soit qu'elle eût jadis vu en lui un futur prêtre, au temps de sa vocation manquée et de ses années de séminaire, soit qu'il l'effrayât par ses yeux toujours en éveil et par ses jugements tranchants. Plus tard, je me suis mieux expliqué le refus de la malheureuse.

Mais avait-elle eu assez de prudence pour dissimuler sa liaison chez elle? Dans la promiscuité de l'habitation paysanne, en avait-elle suffisamment caché les témoignages? Si longtemps je l'avais ignorée moi-même que je pouvais me fier à la savante hypocrisie du couple. Il avait fallu un hasard pour me renseigner. Un hasard? Nous appelons peut-être hasard ces circonstances inattendues et, selon Joseph de Maistre, fatales qui décèlent les scélérats. Le même hasard avait dû servir ou desservir Étienne. Car Étienne était au courant de la faute maternelle. Je ne puis dire comment je le savais, et, pourtant, j'en étais sûr. Je l'avais laissé presque revenu au calme et à la confiance, et je le retrouvais buté, hérissé, revêche. Tout le terrain que j'avais gagné était reperdu. Il me fallait tenter de le reconquérir, si je voulais tenir la promesse faite au vieux Jean-Pierre. Comment expliquer ce changement de caractère,

sinon par la répugnante découverte au cours de l'hiver ou du dernier printemps? Comment justifier son éloignement nouveau, non pour son oncle Benoît vis-à-vis de qui il avait toujours gardé une certaine réserve, mais pour sa mère? Car il s'était passé quelque chose entre la mère et le fils, quelque chose d'assez grave pour que ni l'un ni l'autre n'en provoquassent l'explication.

Après une journée à Bessans, je gagnai la cabane dans la combe de la Lombarde. Il me manquait un traqueur, Michel Burnin atteint de rhumatismes. A ma grande surprise, Benoît s'était offert pour le remplacer.

— Et vos vaches, Benoît?

— C'est Rina et Jean-Marie qui resteront aux pâturages.

Je fus tenté de refuser. Je ne me souciais guère d'emmener à la fois l'oncle et le neveu. L'atmosphère de bien-être que j'aimais respirer à la montagne s'en trouverait alourdie, comme l'an dernier avant ma conversation avec Étienne. Je fus tenté de refuser, et cependant j'acceptai. Il y a en nous un goût de savoir, une force de curiosité qui nous poussent vers le spectacle des drames d'humanité violente. Nous croyons les empêcher quand nous désirons peut-être, secrètement, en connaître la suite. De bonne foi, je pensais exécuter les suprêmes recommandations du religieux d'Hautecombe, et je suivais les manœuvres du jeune garçon tournant autour de son oncle. Celui-ci, fermé, impassible, muré, se sentait investi et veillait aux remparts : personne ne pouvait se vanter de jeter un coup d'œil dans la place dont il assumait la surveillance. Cependant il se révélait d'une force et d'une agilité exceptionnelles. Il n'avait pas eu l'occasion de me les montrer dans son existence de berger et de fabricant de fromages. Un jour qu'il descendait une pente raide, d'une marche assurée et rapide, fixant avec aisance ses talons sur les éboulis, et portant sur ses épaules un énorme bouc d'un poids de quarante kilos, quand je le reçus en bas, accompagné d'Étienne, je ne pus me tenir de m'écrier avec admiration :

— C'est bien, Benoît. Vous êtes encore plus solide que votre frère Claude.

Je ne parvenais pas à le tutoyer comme mes autres traqueurs. Il avait sur la joue un peu de sang qu'y avait répandu la bête. Je soupesai celle-ci et constatai mieux encore la vérité de mon éloge.

— Un beau coup de fusil, marmonna-t-il entre ses dents, sans me regarder en face, et penchant sa figure sur la dépouille qu'il avait portée.

Je m'étais tourné vers Étienne.

— La dernière fois que je vis ton père, il était ainsi chargé. Quand il dégringolait la montagne, la tête couronnée d'un chamois, il était triomphant comme un Bacchus couronné de pampres.

Je compris aussitôt l'inconvenance de ma comparaison, mais l'ancien séminariste ne devait pas être assez familiarisé avec la mythologie pour l'avoir comprise. Et, afin de couvrir ma retraite, j'interpellai Benoît :

— Mais vous avez dû le voir quand il est ainsi descendu sur Bonneval.

— Moi ? non, répliqua Benoît, le visage enfoui dans le poil de notre victime.

Maddalena, restée seule à Bessans, continuait avec le mulet de ravitailler les deux chalets, celui des Couvert où elle retrouvait Rina et Jean-Marie, et ma cabane où elle rencontrait Étienne et son beau-frère Benoît. Je n'ose dire : son amant, car ils s'observaient tous les deux au point que mes traqueurs ne les pouvaient suspecter. Mais Benoît s'était réservé les courses dans la vallée. Une nuit je me rendis compte qu'il avait disparu pour reparaître au matin. Aisément j'imaginais le but de ses fugues. A quarante-cinq ans, la chair le *travaillait*, comme le soupçon Étienne. Cette Maddalena, pourtant, prenait des tons de cire jaune et se flétrissait.

A diverses reprises, elle monta jusqu'à nous, escortée de la fille de Sérafin Ruffin, notre cuisinier : une jolie fille, ma foi, non pas brune comme la plupart des femmes de Bessans, mais châtaine avec des reflets dorés et des taches de rousseur sur une peau blanche, toute jeunette, toute fraîche, rieuse, gentille. Rien de plus naturel que ces visites à son père. Elle fit notre conquête à tous. Elle aimait la toilette et les fleurs, nous arrivait avec une belle coiffe noire, auréolée de tulle, et ornée d'un ruban rose ou d'un ruban cerise qui, de l'arrière, s'en venait flotter par devant; volontiers elle s'égaillait dans les prés voisins pour cueillir de blancs chrysanthèmes des Alpes et des asters violets et en composer des bouquets dont elle fleurissait la

cabane quand elle ne piquait pas l'un ou l'autre à son corsage ou à son bonnet. Je ne tardai pas à m'apercevoir que tous ces petits manèges s'adressaient à l'un de nous et non pas à toute la compagnie qui s'en réjouissait. L'élu, c'était le plus jeune, Étienne, qui ne paraissait guère s'en douter, bien qu'il accueillît la jeune fille de bonne grâce. Les femmes sont plus perspicaces, et Maddalena avait promptement percé à jour le jeu innocent de Mélanie Ruffin, ainsi prénommée en dévotion à la Salette. Elle me dit même un jour en me les montrant :

— Il faut les marier.

— Votre fils est bien jeune.

— Il marche sur ses dix-neuf ans.

— Et le séminaire? Et sa vocation?

— Il n'y pense plus. Vous devriez lui en parler, monsieur l'avocat. Vous, il vous écoute.

Ce n'était pas là un projet déraisonnable. Il suffisait de regarder Mélanie pour l'approuver. Une mère prévoyante le pouvait préparer. Pourquoi m'en trouver choqué, rien que parce qu'il venait de Maddalena? C'était elle qui avait décidé la jeune fille à l'accompagner à la combe de la Lombarde. Elle se servait de la petite pour détourner son fils du soupçon qu'elle sentait peser sur elle : voilà ce qui m'apparaissait clairement sous ses paroles emmiellées. Ainsi pouvons-nous donner deux sens aux démarches les plus banales, les plus faciles à justifier. Une mère qui songe au bonheur et à l'avenir de son fils est aussi une maîtresse quasi incestueuse qui tente de sauvegarder sa passion coupable et d'écarter l'attention d'un entourage trop clairvoyant.

Mais le vieux Jean-Pierre ne m'avait-il pas adressé la même requête, quand il m'avait demandé de m'occuper d'Étienne, trop sérieux, trop préoccupé, trop réfléchi, et de le pousser vers sa jeunesse trop oubliée? A cause de lui, et pour tenir ma promesse, ne devais-je pas entrer dans les vues de Maddalena? Ne fallait-il pas, dans la mesure de mon autorité et de mes moyens, empêcher l'imminent conflit familial d'éclater?

— Et vous? dis-je à brûle-pourpoint à la veuve de Claude, n'allez-vous pas vous remarier?

Elle eut un sursaut, à quoi je compris que Benoît ne l'avait pas avertie de ma visite nocturne de l'année précédente.

— A mon âge, murmura-t-elle.

— Vous n'êtes pas vieille, Maddalena, et il n'y a pas besoin de chercher loin.

Elle baissa la tête, comme une coupable. Ou peut-être n'était-ce que de la confusion. Je ne voulus pas l'accabler et je convins avec elle de parler à Étienne. La petite Mélanie m'inspirait de la sympathie, et j'estimais son amoureux bien dédaigneux ou bien empêtré. Elle avait ce profil de médaille qui n'est pas rare chez la race bessanaise et qui vient, dit-on, de la longue occupation sarrasine, car il ne se retrouve pas dans le reste de la Savoie. Le demi-échec de ses gracieuses manœuvres l'attristait, et cette légère mélancolie ajoutait encore à son visage je ne sais quel charme languissant, comparable à ces refrains des vieilles chansons qui traînent sur les notes finales.

Cependant je n'eus pas à intervenir, et quel résultat eût obtenu cette intervention, je ne puis le savoir. Un simple incident de chasse, que je vais raconter dans ses détails et dont je ne pouvais supposer un seul instant l'extraordinaire importance, allait orienter Étienne dans une tout autre voie, bien plus dangereuse et douloureuse que celle où il s'était jusqu'alors engagé pour découvrir l'assassin de son père...

J'étais parti joyeux pour cette chasse. Elle s'annonçait à merveille. Le temps était sans nuages. Je n'eus pas de peine à trouver un emplacement favorable, là où la pente abrupte de la montagne se redresse en corniche avant de tomber résolument dans la combe. Sur ce plateau étroit, dans un repli de terrain, à côté d'une pyramide de pierre, je me postai. Les hardes que les cris des traqueurs pousseraient hors des vernes où elles remisaient et qui, effrayées, chercheraient à gagner les hauteurs, défileraient presque inévitablement devant moi.

Or, avant l'heure de la battue, je vis tout à coup se profiler sur l'arête, à vingt pas de mon poste, un chamois. Il ne pouvait m'apercevoir à cause de la pyramide. Le vent contraire l'empêchait de me flairer. Ma carabine, toute armée, reposait dans l'herbe, à portée de ma main. Une série de mouvements adroits, et j'épaulais à coup sûr. Je le tenais à ma merci, à l'arrêt et à bonne distance, quand je n'avais guère tiré, au cours de ces chasses difficiles, ses congénères qu'à plein galop. Cependant je ne pouvais me décider au geste de mort. Un sentiment de respect et, le dirai-je, d'admiration s'était emparé de moi et me possédait.

Certes, j'avais souvent observé, avec mes jumelles, les jeux lointains et charmants des chamois sur la neige, leurs savants quadrilles ou leurs folles randonnées. Dans l'action même, j'avais pu constater avec stupéfaction leur puissance musculaire qui attaque de front les parois verticales, la sûreté de leurs sabots qui se fixent comme des crochets de fer à la moindre saillie de rocher, leur fuite vertigineuse sur les abîmes. Mais celui qui était là, tout près, indifférent, paisible, naturel, me livrait au repos un autre secret : celui de la proportion dans toutes les lignes. De taille moyenne, il paraissait grand, porté sur les quatre pattes noires qui donnaient une impression de solidité sculpturale. Sa robe d'été, d'un fauve qui tirait sur le rouge et blanchissait au ventre, luisait et palpitait aux secousses heureuses de son corps que je voyais frémir d'aise au soleil ou dans l'absorption de la nourriture. Ce corps qui se creusait aux flancs était long et mince, mais sans maigreur. Le cou s'allongeait avec grâce. Les cornes d'ébène, recourbées en forme de crochet arrondi, et dont je distinguais même les cannelures, donnaient à la tête petite un air de fierté, comme une coiffure haute achève un visage de femme. Négligemment, dans l'absence de crainte, les oreilles pointaient en arrière, et les naseaux, ouverts de chaque côté du museau parallèlement au chanfrein, aspiraient, avant moi, le vent léger. Par instants, les yeux noirs au reflet d'un jaune foncé fixaient en bas la lisière de la forêt où travaillaient des bûcherons. Mais ce spectacle, sans doute familier, ne l'inquiétait pas. Ainsi posé, il complétait si bien l'orgueilleux paysage qu'il semblait en faire son piédestal. Auprès de lui le cerf eût paru trop lourd et trop mou le chevreuil. Il se mouvait avec aisance sur la pente, comme un seigneur sur son domaine. A force de le regarder, je lui donnais une âme. Il avait cessé d'être le gibier anonyme. Il devenait une sorte de divinité intangible. Tant qu'il resterait à cette place, je comprenais qu'il me serait aussi impossible de le tirer que d'assassiner un être humain ou de renverser une statue.

Y eut-il un caprice de l'air? Les oreilles, tout à coup, se déplacèrent pour pointer en avant, les naseaux s'ouvrirent davantage pour renifler, les yeux reflétèrent l'épouvante, et la bouche fit entendre un sifflement sourd et prolongé, analogue au cri d'alarme de la marmotte. Tous ces phénomènes, j'eus le

temps de les observer. Mais ce qui suivit m'échappa : le bond d'un fantôme, le vent de la course me frappant à la figure comme un soufflet, et déjà la bête avait forcé le passage. Elle était redevenue l'ennemie. J'épaulai et presque sans viser je fis feu. Elle disparut derrière un rocher et je crus l'avoir manquée. Elle reparut sur un névé et son galop se doublait en ombre sur la lumineuse neige. Mais elle galopait sur trois pattes : la quatrième, celle de droite en arrière, brisée à la jointure, tournait comme une roue de moulin dans cette fuite éperdue. En vain lui envoyai-je toutes les balles de mon magasin pour l'achever. Elle attaquait, blessée, la paroi de roc et la conquérait. Je ne pouvais l'abandonner ainsi mutilée, et la poursuite commença.

Par une savante manœuvre, nous parvînmes, Louis de Vimines et moi, à occuper les crêtes pour la contraindre à redescendre. Elle redescendit en effet, et passa devant un troisième chasseur, Pierre Laval, qui était demeuré dans le bas, à toute allure, et comme moi celui-ci, dont le fusil rata, remarqua la roue qu'à chaque foulée dessinait dans la course le membre cassé. Cependant nous reconnûmes qu'elle avait perdu trop de sang pour prolonger la résistance, bien que le chamois montre une déconcertante vitalité. Sur quelle saillie, dans quelle remise avait-elle pu se réfugier ? Rapprochés de la muraille qui nous faisait face et qui semblait l'avoir engloutie, nous fouillions, des yeux ou des jumelles, les moindres aspérités, les moindres buissons. Cette muraille formait des étages de pierre, striée de failles, et portant çà et là des bancs de gazon, des souches de genévrier. L'un de nous l'aperçut, juste au-dessus de nous, debout sur un de ces étages qu'elle avait réussi à atteindre. Elle se découpait en ombre chinoise sur le ciel. Ses cornes mêmes paraissaient s'accrocher à la voûte bleue. L'allongement du cou trahissait l'effroi. Longtemps, elle observa les alentours, puis, sans doute épuisée, elle se coucha. Mais le cou ne cessait pas de se tendre. Sans ces mouvements continus, nous eussions pu croire qu'elle s'était couchée pour mourir.

— Elle ne se relèvera pas, dit le moins expérimenté d'entre nous.

Les autres savaient que le chamois se redresse et fait face jusqu'à la fin. J'avais vu un bouc, les deux jambes de devant brisées, se hisser encore par les efforts désespérés des jarrets, en s'arc-boutant sur le sternum. Aucun animal n'est plus endurant

ni plus brave. Cependant Benoît Couvert, à qui l'un de nous avait passé son fusil, escalada la paroi. Lui aussi, maintenant, se profilait sur la crête, se découpait en ombre chinoise. Ils ne se voyaient pas l'un l'autre. Nous avions l'impression d'assister à un drame : l'assassin et la victime étaient là. Nous réussîmes, par des signes, à indiquer à l'homme la direction de sa proie qu'il fallait à tout prix et par pitié achever. Il s'en rapprocha en se baissant et dissimulant. Mais la bête avait senti le danger. Le cou se tendit démesurément. Elle se releva sur ses trois pattes. Elle se rapprocha du bord de la muraille lisse et l'inspecta. Déjà elle était mise en joue. En même temps que nous entendîmes la détonation, nous vîmes le chamois se jeter dans le précipice et le crûmes foudroyé. Il avait sauté à temps et se recevait sur une étroite saillie qu'il avait repérée. Un second coup partit qu'il accusa, car il retomba. Il se ramassa encore, non plus sur trois pattes, mais sur deux, et se traîna jusqu'à des vernes complices qui le cachèrent.

Le soir, lui aussi, lui apporta sa complicité. La poursuite avait duré tout le jour. Les dernières fouilles, au crépuscule, furent vaines. Et avec la nuit menaçante l'hostilité du rocher s'accrut. La montagne multipliait les sortilèges et les maléfices pour le protéger. Une odeur d'abîme flottait autour du condamné. Force nous fut de renoncer et de remettre à l'aube le dénouement de la tragédie.

Le lendemain, aux premières lueurs, j'allai avec Benoît et Étienne le chercher. Il n'était plus au même lieu. Il avait réussi à se déplacer encore et à atteindre le bord d'une cascade qui tombe des névés fondus par le soleil. L'eau de neige qui coulait entre des plantes grasses, douce litière, avait-elle rafraîchi son agonie? Quand nous le découvrîmes, il était couché et le cou tendu. Pour nous recevoir, par un dernier prodige, il se remit debout. Campé sur ce qui lui restait de membres, il nous vit venir. Ses naseaux frémissaient, mais aucun son ne sortit de sa bouche. Il avait poussé un cri dans la lutte, pour avertir du danger ses compagnons. Devant la mort, il dédaignait le gémissement. Ses yeux noirs au reflet d'or sombre se posèrent sur nous dans une expression d'angoisse humaine, non d'acceptation. Je leur prêtais, dans ce moment fatal, le regret des lacs tranquilles, des champs immaculés, du vent des glaciers qui tombe des cimes à la naissance du jour, et des herbes fines et parfumées, et de

l'immense paix de la montagne que l'homme vient troubler. Mais non : ils ne regardaient pas encore en arrière, ils ne regarderaient jamais en arrière, ils s'illuminaient de colère et d'indignation, ils annonçaient le combat.

La bête ne se rendit pas. Quand Benoît, enragé à la poursuivre depuis la veille, s'approcha, elle voulut le charger. Il la prit par les cornes. Telle était sa force dernière qu'elle le soulevait encore. Et dans l'aube riante, ils formèrent un instant, au bord de la cascade teintée de rose, le groupe d'un faune et d'un bouc dansant dans quelque fête en l'honneur de Bacchus. Puis, voulant en finir, l'homme prit la bête à la gorge, lui tordit le cou et l'étouffa.

Quand il relâcha son étreinte, le chamois s'écroula comme s'il était vidé de son âme. Il n'avait rien regretté, rien accepté, rien livré. Jusqu'au bout, jusqu'à la limite de ses forces, il avait lutté. Ainsi l'amour de la vie inspire-t-il le plus hautain courage devant la mort...

J'avais suivi les péripéties de cette lutte inégale et prolongée avec une ardeur passionnée. Pour avoir, de mon poste, avant de décharger sur lui ma carabine, contemplé dans la perfection de ses formes et la plénitude de sa force mon ennemi habituel, je lui avais prêté un esprit humain. Il me semblait que sa douleur était humaine, humaine son impavidité. J'étais devenu presque le complice d'un meurtre et, me penchant sur notre victime, j'eusse volontiers reconnu et déploré notre barbarie. Comme je me retournais vers Étienne pour lui faire part de mes regrets hypocrites, je fus étonné, puis épouvanté de l'expression que je lus, ou plutôt que je crus lire, — car, où puiser une certitude ? — sur le visage bouleversé, dans les yeux hypnotisés de ce garçon. La foudre fût tombée à côté de lui qu'il n'aurait pu en témoigner plus d'effroi. Immobile, figé à deux pas en arrière de moi, il fixait, de ce regard de fou ou de somnambule, son oncle Benoît qui, détendu par un sourire inaccoutumé, évaluait le défunt. Et involontairement, par un phénomène de télépathie ou de transmission de pensée, je sus à n'en pouvoir douter, comme si j'avais eu le pouvoir d'entrer en lui, de compter les battements de son cœur et de suivre le travail de son cerveau, la cause de ce trouble qui le possédait jusqu'à la torture. Le geste de Benoît, étranglant le chamois

devant nous avec une telle maîtrise, un tel art d'étouffer, lui avait brutalement et soudainement rappelé l'assassinat de son père. Claude Couvert avait péri de la même façon sur le chemin de Bonneval avant d'être précipité dans l'Arc. Et il avait péri *de la même main*. Voilà ce qui était apparu tout à coup, sans raison et sans preuves, rien que par la vertu d'une image, avec une clarté aveuglante, au malheureux qui avait surpris la liaison de sa mère. Voilà ce que je devinais qu'il voyait. Et quand, lâchant un instant la terrible enquête de son imagination échauffée, il redescendit dans la vie normale et me vit occupé à l'observer, je crois, je suis sûr qu'il se sentit percé à jour et dépossédé de son affreux secret. Cependant il ne prononça pas une parole et peu à peu il reprit sa physionomie naturelle.

Benoît n'avait rien pu soupçonner de ce drame muet. Il était trop occupé à ses basses et utiles besognes. Il vidait presque joyeusement la bête et l'emplissait d'orties pour assurer sa conservation. Après quoi, lui ayant lié les pattes, il se passa le chamois autour du cou et se mit en marche. Le sang des blessures lui dégoulinait sur le cou et sur les mains levées. Claude portait ainsi le trophée qu'il devait débiter à Bonneval quand il nous quitta pour la dernière fois.

Nous suivîmes le sanglant porteur, sans mot dire. Devant la cabane, tout éclairée de la lumière du matin, où nous attendaient nos camarades et les traqueurs, groupés pour fêter notre déshonorante victoire, le mulet du ravitaillement était arrêté sans qu'on eût pris encore le temps de le décharger. Des fruits et des pains dorés sortaient à demi des paniers bien remplis. Maddalena était comme en extase devant notre cortège, ou plutôt devant Benoît qui avait la tête dans l'animal, devant *son homme*. Et la petite Mélanie, aux joues fraîches malgré son air languissant, parée d'un beau ruban cerise, et des fleurs amies dans les mains, cherchait les yeux d'Étienne qui ne la voyaient pas.

Alors, j'eus la sensation de ne plus être dans la réalité. Était-ce le fantôme du roi empoisonné qui était apparu sur la terrasse d'Elseneur au jeune Hamlet, prince de Danemark? La scène des comédiens qui miment l'assassinat avait-elle été jouée devant nous par un chamois étrangement engagé dans la troupe avec le meurtrier en personne? Avais-je devant moi Ophélie couronnée de fleurs et destinée au désespoir? Avais-je devant moi le couple infâme de Claudius l'usurpateur et de

Gertrude sa complice? Hamlet allait-il poursuivre devant moi sa vengeance sur sa mère incestueuse et son oncle fratricide?

Je voulus me révolter contre cette invasion de fantômes. Je n'entendais pas être le jouet d'une hallucination et de souvenirs littéraires. N'étais-je pas dans ma montagne, entouré d'amis et de compagnons sûrs, entouré de cette famille Couvert, unie et sans complications, que je connaissais de tout temps? Et j'éclatai de rire. Mes camarades me crurent satisfait de ma chasse. Chasse maudite, où le chamois assassiné n'avait pas cessé de combattre et dans la mort avait dénoncé l'assassin...

VII. — CAS DE CONSCIENCE

L'après-midi de ce jour néfaste, nous nous contentâmes d'organiser une petite battue dans la combe pour cerner un solitaire découvert dans les vernes. Je pris un poste rapproché où je n'avais guère de chance de tirer un coup de fusil, car j'avais besoin de mettre de l'ordre dans mes pensées.

Elles se groupaient malgré moi en un terrible réquisitoire et je ne parvenais pas à les disperser. Elles s'assemblaient d'elles-mêmes et contre ma volonté. La liaison de Benoît et de Maddalena devait être antérieure au meurtre de Claude. Celui-ci ne m'en avait-il pas informé en personne, quand je lui avais dit en riant, au moment de son départ pour Bonneval : — « Ne revenez que demain matin. Couchez à Bessans. Votre femme n'en sera pas fâchée... » et qu'il m'avait répondu avec mépris : « — Oh ! ma femme !... » J'avais encore dans l'oreille son intonation. Jusqu'à cette année-là, toujours, il s'était montré vis-à-vis d'elle familier et moqueur ensemble, la faisant rire volontiers, la plaisantant sur ses pèlerinages. Et voilà qu'il avait changé : c'était donc qu'il s'était douté de quelque chose.

Benoît, le soir du crime, n'avait pas pu ignorer le voyage de son frère. Le sentier qui descend dans la vallée d'Averole passe devant son chalet. Fait plus significatif encore : Maddalena avait dû croiser son mari sur ce sentier. C'était l'heure où elle montait avec le mulet pour le ravitaillement. Quels propos avaient échangés les deux époux sur le chemin ? Ils ne devaient pas être d'accord, puisqu'il ne lui proposa pas de prendre le mulet pour le transport de son chamois et préféra en louer un à Bessans. Y eut-il entre eux une altercation ou une explica-

tion? Lui avait-il reproché ses relations avec Benoît? Avait-elle, en débarquant au chalet, transmis toute chaude la relation de cette dispute à son amant? Celui-ci, irrité, se sentant perdu, redoutant, si l'inceste était ébruité, le courroux du vieux Jean-Pierre autant que le ressentiment de Claude, avait-il dès lors juré la perte de son frère, et trouvé immédiatement l'occasion d'exécuter son projet en allant le guetter de nuit au bord de l'Arc? Il part sous l'orage, laissant Maddalena toute seule dans la petite maison de planches, — Maddalena complice et qui sait ce que les ténèbres vont recouvrir, — il choisit l'emplacement favorable derrière les buissons, au bord de la grand'-route, là même où elle longe le torrent, entre le hameau de Barmanère et le pont de Bonneval, et il attend. Il compte sur le falot pour lui désigner la victime, car, pour cheminer dans la nuit noire avec un mulet, il faut nécessairement un lumignon. La tempête le protège; personne ne sortira de chez soi et les chemins seront déserts. Il voit briller la lanterne. Le petit chien qui précède le convoi accourt le flairer, mais il ne prévient pas son maître. Son maître : qui est son maître? Il appartient à toute la famille. Il connaît Benoît presque autant que Claude. Pourquoi aboierait-il? Et Benoît laisse passer le mulet, laisse passer son frère qui le suit. Puis, d'un bond, il se jette sur Claude, par derrière, lui arrache le falot qui se brise, et dans l'obscurité, de cette poigne redoutable que j'ai vu opérer sur un chamois, il le serre au cou, il l'étrangle sans un cri, et jette le corps à l'eau. Tout cela n'a pris que quelques secondes. L'expertise du médecin légiste a constaté, aux ecchymoses du cou, la force exceptionnelle de l'assassin. Cette force exceptionnelle, j'en ai pu voir les témoignages à la chasse. Cependant, dépassant en hâte le mulet abandonné qui continuera paisiblement sa marche jusqu'à son écurie à Bessans, Benoît remonte, par la vallée d'Averole, à son chalet. Il ne faut pas beaucoup de temps pour cette ascension à un marcheur aussi entraîné; tout récemment encore, n'est-il pas allé de nuit rejoindre sa maîtresse? Il va retrouver Maddalena qui ne s'est pas endormie. Et les amants incestueux ont mis en commun leur crime comme leurs caresses.

Le lendemain matin, elle repart de bonne heure. Elle jouera l'ignorance quand elle trouvera la famille inquiète du retard de Claude et du retour du mulet. Elle simulera la douleur

quand on rapportera le cadavre. Mais elle laissera à la mère le soin de préparer la couche funèbre et d'habiller le mort qu'elle n'osera pas toucher. Comme tous les gestes s'éclairent et se comprennent quand on sait ! Là-haut, à la montagne, Benoît, levé, trouve ses vêtements encore tout ruisselants de pluie. Il les expose, pour les sécher, au soleil revenu. Je le surprends dans cette besogne qui l'accuse.

Il assiste aux obsèques de la victime. La juge d'instruction me le souffle à l'oreille : — Voyez cette nombreuse assistance. L'assassin est sûrement parmi eux... Il y est en effet, au premier rang. Puis l'enquête suit son cours. Il faut successivement abandonner toutes les pistes. Mais qui donc soupçonnerait l'inceste et le fratricide? Qui dénoncerait Benoît et Maddalena? L'impunité leur est assurée. Ne songe-t-il pas à l'épouser, à chausser publiquement les souliers du défunt? Elle s'y refuse. Pourquoi? Est-ce pour ne pas donner l'éveil? Est-ce un dernier respect pour la mémoire de Claude? Est-ce une gêne insurmontable vis-à-vis de la vieille Pétronille, ou plutôt n'est-ce pas la crainte du vieux Jean-Pierre, sans doute peu disposé à supporter une telle union? Ne serait-ce pas plutôt encore la foi religieuse qui jusque dans l'enfer où elle vit la tenaille de remords? Elle n'ose plus se rendre aux pèlerinages qui jadis sollicitaient son esprit superstitieux et crédule et son âme soupirant après la paix des sanctuaires. Elle n'ose plus se confesser, et avant de se marier devant le prêtre il faut aller à confesse. Oui, là est l'obstacle et mieux vaut s'en tenir à une liaison illégitime que le crime a scellée comme un sacrement démoniaque.

Mais cette liaison illégitime a été découverte. La vieille Pétronille s'en est aperçue. Le chagrin l'a consumée, et aussi l'horreur de la faute dont elle a surpris le secret. Certes, elle ne se doute pas que le meurtrier de son fils Claude est dans sa maison, qu'elle-même l'a créé de sa chair et nourri de son lait. Certes, elle ne se doute pas que, du vivant même de Claude, l'adultère et l'inceste ont été consommés sous son toit. Sans quoi, la honte l'aurait étouffée. Étouffée, comme son Claude le fut. Il suffit, pour torturer cette sainte femme, que Maddalena, bien vite oublieuse, soit coupable d'amour hors du mariage. Et son dernier geste, malgré sa répugnance, est pour joindre des mains qui s'évitent et les inviter à s'unir sous la bénédiction divine.

Jean-Pierre, à son tour, a deviné. Mais lui, plus perspicace, a vu bien plus loin. N'a-t-il pas tout pénétré de son œil clairvoyant de vieux plaideur accoutumé aux subtilités de la procédure comme à la logique des conclusions ? Sa vocation tardive, qui m'avait semblé si étrange, inexplicable, se justifiait pleinement. Comment un patron autoritaire, habitué à commander, aimant sa liberté, et par surcroît ivrogne, se mue-t-il tout à coup, à près de soixante-dix ans, en frère lai, voué aux épluchures et aux austérités, dans un couvent de cisterciens? Est-ce là une transformation naturelle ? Non, il n'a plus supporté sa maison, une fois renseigné. Mais comment a-t-il été renseigné ? Il a emporté son secret à Hautecombe, il ne me l'a pas révélé lors de sa dernière visite, malgré l'excitation due aux crus de Chignin, de Saint-Jean de la Porte et de Montmélian que je lui avais offerts. Les preuves sont là : elles abondent. Il a voulu déshériter Benoît le meurtrier. Mais il a déshérité aussi le dernier de ses petits-fils, l'inoffensif Jean-Marie. Aurait-il donc supposé que ce dernier ne serait pas le fils de Claude? Ferait-il remonter l'inceste à une date si éloignée? Quels indices l'auraient amené à cette conviction ? Y aurait-il entre Benoît et le petit une ressemblance compromettante que je n'avais pas observée, que je me promettais d'observer à l'avenir ?

Enfin sa démarche auprès du juge de Saint-Jean-de-Maurienne avant de s'aller ensevelir au couvent n'est-elle pas significative? Il est le chef de famille : il ne peut pas livrer à la justice le fils coupable et, d'autre part, s'il reste dans la maison, il devient son complice. Alors il décide de consacrer à Dieu le reste de ses jours pour expier le crime de sa descendance. Mais ce qu'il n'a pu faire, il n'entend pas que des étrangers l'accomplissent en ses lieu et place. Il veut, avant de disparaître, empêcher les poursuites qui peuvent conduire à de si effrayantes découvertes. Et c'est lui qui vient avertir le magistrat de ne plus rechercher l'assassin. Pourquoi ? parce qu'il n'y a pas eu crime, parce que, s'il y avait eu crime, on aurait retrouvé les traces de quelque ennemi de Claude, parce que la mort s'explique tout simplement par un accident, — une chute dans l'Arc, le corps pris par les ajoncs, entraîné par le courant, portant ainsi les marques de cette lutte entre l'eau et les plantes du bord. Il assure sa ligne de retraite par ce mensonge paternel qui a convaincu le juge d'autant plus aisé-

ment que celui-ci était mortifié de ses vaines perquisitions.

Ce n'est pas tout encore. Une autre personne a, dans sa propre demeure, l'esprit en éveil, et il faut la calmer et la rassurer. Étienne brûle de venger son père. Il cherche, lui aussi, il se jette sur toutes les pistes comme un chasseur inexpérimenté. Mais il peut rencontrer la bonne. Et Jean-Pierre me met en garde contre ces dispositions dangereuses du jeune homme. Il me confie le soin de le diriger, il me recommande presque solennellement de veiller sur son petit-fils. Après quoi, ayant réglé tous ses devoirs humains, il s'en va passer le lac pour vivre désormais dans la compagnie des tombeaux de la Maison de Savoie...

Ainsi j'avais la clé, et toutes les portes s'ouvraient, et je pénétrais dans tous les intérieurs. Tapi à mon poste, dissimulé par un rocher, j'entendais les appels des traqueurs. Mais je ne songeais pas à suivre les manœuvres du bouc dérangé dans sa solitude pour échapper à nos fusils. L'autre drame m'absorbait tout entier. Des abîmes s'entr'ouvraient sous mes pas. Je me souvenais, en montagne, d'avoir rompu un pont de neige et d'être tombé dans une crevasse. La corde qui m'attachait à mon guide et à mon porteur m'avait retenu. Mais je rencontrais de grandes difficultés à remonter : mes mains et mes genoux glissaient sur la surface polie, cependant que j'apercevais sous moi l'immense nef bleutée de la glacière ouverte. Dans cette méditation, que je ne gouvernais pas, je me sentais pareillement suspendu au-dessus d'un trou profond et perfide. Et comme alors, je tentais de remonter à la surface.

N'avais-je pas l'obligation de dénoncer le ou les coupables? Pouvais-je ignorer que les témoins sont les yeux et les oreilles de la justice et n'ont pas le droit de lui refuser leur concours? Mais qui ferais-je confident de ma découverte et de ma conviction? Irais-je trouver le juge d'instruction à Saint-Jean de Maurienne ou me contenterais-je d'avertir Étienne Couvert, mon jeune compagnon, qu'il était cette fois sur la bonne piste et de lui en fournir la raison en lui révélant le détail des habits mouillés par l'averse, qui suffisait, me semblait-il, à nous livrer Benoît? Jouerais-je auprès de cet Hamlet le rôle du fantôme qui ne laisse subsister aucun doute sur le crime? Mais de quelle aberration étais-je donc la proie? Je venais d'échafauder tout un drame shakspearien sur des interprétations sans preuves, sur

d'ingénieuses hypothèses dans le goût de celle qu'avait bâtie le juge Fouclair pour accuser mes traqueurs et que je n'avais pas eu de peine à ruiner. Reprenant l'enchaînement tendancieux des faits, j'apercevais maintenant toute la part qui était due à mon imagination échauffée. J'étais hors d'état d'assigner une date à la liaison des deux amants. La réponse de Claude : *Oh! ma femme!...* pouvait signifier tout simplement sa liberté de mari, sa préférence pour une partie de chasse qui n'entrait pas en comparaison à son idée avec le plaisir de passer la nuit à Bessans, — cela et pas autre chose. Pourquoi Benoît, occupé au soin de ses vaches ou à la fabrication de ses fromages, aurait-il vu son frère descendre à Bonneval avec un chamois sur les épaules? Maddalena avait pu déjà parvenir au chalet et ne pas rencontrer son mari. La violence de l'orage l'avait empêchée de repartir. Elle était restée avec Benoît. En ce temps-là, je les croyais en mauvaise intelligence. A les supposer déjà possédés de leur passion, ils n'auraient pu que profiter de la tempête qui favorisait leur faute. L'explication du berger, sorti sous la pluie à la recherche de son bétail, était la plus simple du monde. J'avais précédemment soutenu à l'instruction qu'on ne pouvait tirer aucun argument du silence du petit chien qui n'aurait pas aboyé : le voisinage du torrent, l'heure nocturne, la distance relative du hameau de Barmanère auraient empêché les habitants de l'entendre s'il avait hurlé. Le geste de la vieille Pétronille ne lui avait été inspiré que par sa pudeur morale, et le départ de Jean-Pierre s'expliquait par la même cause : les agissements de son fils et de sa bru lui déplaisaient, le révoltaient. Il y avait dans son cas du coup de tête, et un peu de cet illuminisme fréquent dans le caractère mauriennais. Pourquoi, enfin, n'aurait-il pas cru réellement à la version de l'accident qu'il avait pris la peine de rapporter au magistrat enquêteur? Et quant à la donation de ses biens, n'était-il pas naturel, — quand on connaît l'amour du paysan pour la terre et sa volonté de maintenir l'héritage, — qu'il désavantageât Benoît sans progéniture pour rétablir en quelque sorte le droit d'aînesse en faveur d'Étienne, premier-né de Claude?

Je n'avais aucune peine à démolir ma propre construction. Était-ce habitude d'avocat plus taillé pour défendre ses clients que pour les accuser? Mais précisément, un autre cas de conscience se posait pour moi. Le vieux Jean-Pierre était mon

client. Ce que j'avais appris à titre professionnel, je n'en pouvais rien dénoncer. Le secret devait en être jalousement gardé. Or, ce que j'avais appris à titre professionnel étayait le reste de mon réquisitoire de tout à l'heure. Ce réquisitoire formait un tout et je n'en pouvais rien détacher. Même le détail, — seul fait réel en somme, — des vêtements trempés par l'orage, y aurais-je pris garde, si mes hypothèses ne me l'avaient rendu suspect? Non, non, en aucun cas, je ne pouvais dénoncer Benoît et Maddalena, à supposer qu'ils fussent coupables, et j'étais hors d'état de prouver qu'ils le fussent.

Étienne ne m'avait rien confié. Il m'avait promis, l'année précédente, de me consulter sur ses inquiétudes et ses soupçons. Le matin, quand nous revenions ensemble derrière Benoît chargé, il ne m'avait pas adressé une parole qui me livrât les pensées dont je l'avais cru agité. N'aurait-il pas tout simplement, comme moi, pris parti pour la bête si courageuse contre l'homme si brutal, et n'avais-je pas exagéré à plaisir l'expression de son visage et de ses yeux? Un regard, une expression sont si vite déformés! Ne devais-je pas prendre garde aux suggestions dont j'étais l'objet? Avais-je une tendance à dramatiser la vie à force de passer mes vacances dans cette Maurienne tragique, habitée par trop d'histoire et de légende, par trop de sorcelleries et d'enchantements?

Et pendant que je bataillais avec moi-même, refusant tour à tour la victoire à l'accusation et à la défense, il arriva ce qui ne manque jamais d'arriver en pareil cas : je fus berné par mon gibier. Tout à coup, je vis sous moi, séparé de moi par un rocher et une touffe de genévriers, le vieux bouc solitaire que nous chassions. Je n'apercevais que sa tête, ses longues cornes noires et courbes, ses fines oreilles qui remuaient, ses yeux bruns tranquillement posés sur moi. Il me regardait sans manifester de peur, comme s'il connaissait la crise de conscience que je traversais et comptait sur elle pour m'échapper à sa guise, sans être contraint à user de la rapidité de sa course. Je n'osais pas bouger, de crainte de faire évanouir cette vision ironique et singulière. Je me demandais si je n'étais pas encore le jouet d'une hallucination. Le cerf qui apparut à saint Hubert, ayant un crucifix entrelacé dans son bois, ne dut pas lui occasionner une plus grande surprise que ne m'en causa ce tête-à-tête avec mon chamois. Et le tête-à-tête se prolongeait. C'était

invraisemblable, c'était anormal. Je me demande maintenant si ce n'est pas mon imagination qui a attribué au temps une importance disproportionnée, comme pour me préparer à ce qui allait suivre. La bête parut se pencher en avant, et cette fois je distinguai son cou, — son cou pris entre deux branches d'arbuste comme entre deux mains, pareil au cou de Claude entre les mains noueuses de Benoît.

Quand on a des visions, il ne faut pas aller à la chasse. J'épaulai ma carabine. Le tir de haut en bas n'est jamais très facile. L'animal diabolique descendit par les éboulis à grandes foulées. Il était d'un pelage foncé, bien membré, le ventre gras. Je l'avais manqué. Mais peut-être n'était-il qu'un fantôme.

— Vous l'aviez beau, me reprocha Louis de Vimines.

— C'était donc vrai?

— Et quoi donc? s'informa mon camarade étonné.

— Qu'il y en avait un.

— Je crois bien : il venait à vous par le travers. Il vous a flairé. Il s'est défilé. Mais vous l'avez tiré.

— Oh! presque sans le voir.

Je ne parlai à personne du colloque que j'avais eu avec lui. Personne, d'ailleurs, ne m'aurait cru.

Le soir, Maddalena nous quitta pour redescendre à Bessans, toujours accompagnée de la petite Mélanie au ruban cerise. Celle-ci portait des brassées de fleurs qu'elle avait passé sa journée à cueillir. Elle se retourna plusieurs fois dans le sentier pour héler son père qui, retenu au fourneau, ne se souciait guère de lui répondre; en réalité, pour attirer l'attention d'Étienne. Mais le jeune Hamlet ne daigna pas s'occuper de son Ophélie. Il observait, il guettait son oncle Benoît qui, le visage détendu depuis son triste exploit du matin, perdait son humeur bourrue, sans se douter qu'il était lui-même traqué. J'allais assister chez moi à la battue.

Allons donc! mon raisonnement ne m'avait pas trompé. Des présomptions équivalent à la preuve, quand elles sont graves, précises et concordantes. Le meurtrier était bien là, poursuivi par la vengeance filiale. Et que pouvaient être désormais mes autres chasses, auprès de celle-ci?

Henry Bordeaux

(La troisième partie au prochain numéro.)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

M. MAURICE BARRÈS

I

SOUS LES BANNIÈRES ROMANTIQUES

« Au fond, le travail de mes idées se ramène à avoir reconnu que le moi individuel était tout supporté et alimenté par la société. Idée banale, capable cependant de féconder l'œuvre d'un grand artiste et d'un homme d'action. » (*Scènes et Doctrines du Nationalisme*, p. 16.)

Au mois de janvier 1883, débarquait à la gare de l'Est un grand garçon de vingt ans, sec et maigre, au teint jaune et terreux, aux longues mèches noires rebelles, au masque anguleux et tourmenté qui n'était pas sans rappeler celui de Condé ou de Pascal. Il arrivait en droite ligne de sa Lorraine natale, dont il devait conserver toujours l'accent appuyé et un peu âpre. Comme tant d'autres avant lui, il se déracinait pour venir conquérir Paris. Il avait déjà beaucoup lu, beaucoup rêvé, et noirci un peu de papier. Son état d'âme ne devait guère différer, j'imagine, de celui de cet autre rêveur qui, un siècle auparavant, débarquait du coche de Bretagne en compagnie de la pimpante Mme Rose, et qui n'était alors que le « chevalier » de Chateaubriand. Il était dévoré d'ambition, de toutes les ambitions, — celle du grand artiste comme celle de l'homme

d'action. Orgueilleux et timide, cachant ses timidités et ses juvéniles candeurs provinciales sous les espèces, parfois bien distantes, d'une prodigieuse faculté de dédain, à la fois ardent et inquiet, intelligent surtout, d'une intelligence prompte, complexe, subtile, aiguë, il brûle « de s'associer à cette vie immense, étendue devant lui. » « Toutes les énergies assemblées de sa jeunesse aspiraient l'air, frappaient le sol de leur pied et hennissaient comme un régiment de hussards qui attend le signal de la charge (1). »

I

Si plastique qu'elle soit encore, une âme de vingt ans a déjà toute une longue histoire. D'abord, elle résume ou reflète en elle bien des âmes antérieures. Nos gestes les plus originaux sont souvent à peine nôtres et ne font guère que reproduire ceux de nos ancêtres lointains. Il ne nous est pas indifférent de savoir que, du côté paternel, M. Barrès est un compatriote de ce Pascal dont il a si bien parlé : son lyrisme lui vient peut-être de ces consuls, receveurs qu'on trouve installés à Saint-Flour dès le XV[e] siècle, et dont l'un se fixa à Blesle, en Haute-Loire, vers 1530. C'est de cette branche qu'est sorti l'auteur de *Colette Baudoche*. De père en fils, les Barrès de Blesle étaient notaires royaux. Survint la Révolution. En 1804, un de ces Barrès s'engage à vingt ans dans les vélites aux chasseurs de la garde consulaire : il fit toutes les guerres de l'Empire, devint officier supérieur, et laissa aux siens un curieux « itinéraire » manuscrit de ses campagnes. Entre temps, il s'était marié, à Charmes-sur-Moselle, avec une jeune fille du pays, et c'est là qu'il vint prendre sa retraite. Son fils unique, Auguste Barrès, ancien et brillant élève de l'École Centrale, vint aussi s'établir à Charmes. De son mariage avec une Lorraine de très vieille souche allait naître, à Charmes, le 22 septembre 1862, l'écrivain qui devait si poétiquement chanter « la colline inspirée (2). »

(1) *Les Déracinés*, édition originale, Fasquelle, p. 63. — Les ouvrages de M. Maurice Barrès ayant paru, généralement avec des retouches et des variantes, chez plusieurs éditeurs successifs, on citera ici, sauf exceptions très rares et intentionnelles, les éditions originales qui nous permettent de saisir tout près de leur source originelle la pensée et la forme de l'écrivain.

(2) René Gillouin, *Maurice Barrès* (*les Célébrités d'aujourd'hui*), Paris, Sansot,

« Race économe, calculatrice et utilitaire, » dit Vidal de La Blache des populations du plateau lorrain. Et il ajoute : « figée dans ses habitudes, ennemie des innovations. » Faut-il rapporter à cette disposition ethnique le « traditionalisme » de M. Maurice Barrès, son culte fervent du passé, son perpétuel souci de tout fonder sur « la terre et les morts? » On peut observer aussi que, sur ces « bastions de l'Est, » un patriotisme ombrageux et farouche devait tout naturellement fleurir : « éternel champ de bataille » où Celtes et Germains se sont périodiquement affrontés, la Lorraine a pour mission historique de contenir le flot du germanisme envahissant, de maintenir dans son unité permanente le clair génie gallo-romain ; elle n'est pas impunément le pays de Jeanne d'Arc.

Mais, tout en s'opposant à l'Allemagne, elle la comprend, elle la pénètre, elle est capable de s'en assimiler les secrètes aptitudes : le don philosophique et poétique, le repliement sur soi, la tendance aux rêves abondants et tumultueux. La vallée de la Moselle est un excellent poste d'écoute, et l'on y perçoit fort distinctement les voix musicales et nostalgiques du brumeux génie du Rhin.

Charmes est une jolie petite ville, mi-paysanne, mi-ouvrière, de 3000 habitants. La maison familiale de l'écrivain est située un peu en dehors de la ville, au centre d'un beau jardin français, « plein de repos et de fraicheur, » qui descend jusqu'à la Moselle. De la terrasse, le regard embrasse la noble et large vallée, les opulentes verdures de la forêt de Charmes, la côte d'Essey, et, parfois, quand le temps s'y prête, on voit à l'horizon se dresser les premiers escarpements des Vosges. C'est là, dans ce paisible milieu de bonne bourgeoisie française, que l'enfant passa ses toutes premières années. La mère, dont la fine distinction d'esprit semble avoir eu, de bonne heure, une grande

1907 (avec une excellente bibliographie); — René Jacquet, *Notre maître Maurice Barrès*, Paris, Per Lamm, 1900. — Cf. Maurice Barrès, *Scènes et Doctrines du Nationalisme*, édition originale, Juven, pp. 414-427 ; et Jérôme et Jean Tharaud, *la Lorraine racontée par M. Maurice Barrès* (*Lectures pour tous*, décembre 1910). — Sur l'ensemble de l'œuvre de M. Barrès, on pourra consulter encore le livre récent, un peu confus et tumultueux peut-être, de M. Albert Thibaudet, *la Vie de Maurice Barrès* (Paris, *Éditions de la Nouvelle Revue française*, in-8, 1921), et, surtout, les pages si fines, si bien informées, si subtilement pénétrantes, que M. Henri Bremond a publiées ici même, dans la *Revue* du 15 février 1908, et qui servent aujourd'hui d'introduction à *Vingt-cinq années de vie littéraire, Pages choisies de Maurice Barrès* (1 vol. in-16, Paris, Bloud, 1908).

action sur son fils, était de santé fort délicate : elle dut, plusieurs années de suite, aller faire une cure de repos dans une pension de Strasbourg, dirigée par des religieuses, et, l'été, à Andlau, dans la montagne alsacienne. L'enfant ne la quittait pas, et ses longues stations à la vieille cathédrale lui ont laissé dans l'âme des impressions de beauté, des émotions religieuses dont le souvenir attendri ne devait jamais s'évanouir.

Et puis, ce fut la guerre :

Si j'interroge mes premières années, j'y vois d'abord un paroxysme de tumulte français : sous un soleil fulgurant, des trains chargés de soldats, — de soldats par milliers, suants, ivres et débraillés, — couraient à la frontière (juillet 1870), alors que toute ma petite ville, les hommes, les femmes et les enfants, penchés aux barrières de la gare, leur tendait du vin, du café, de la bière et de l'alcool encore en criant : « A Berlin ! » Nous faisions pour le mieux ! Et peu de jours plus tard, sous la pluie, pendant une interminable journée de douleur et de stupéfaction, ce fut, pêle-mêle, cavaliers avec fantassins, et les soldats boueux insultant les officiers, dont un général pleurait (du moins ma jeune imagination me persuada qu'il pleurait), ce fut l'immense et sale confusion, les troupeaux en retraite sur Châlons. Et puis le surlendemain, à huit heures du soir, dans l'ombre, au milieu de notre silence, apparurent cinq uhlans, qui chevauchaient, le revolver au poing. Ils précédaient la puissante nappe des vainqueurs, *dont l'odeur immonde de graisse, de cuir, de chicorée, m'est aujourd'hui encore présente.* Après cela, tout Wagner et tout Nietzsche et leur solide administration, qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse? Ce n'est pas la question de savoir où est la supériorité. *Tout mon cœur est parti dans ma septième année par la route de Mirecourt,* avec les zouaves et les turcos qui grelottaient et qui mendiaient et de qui, trente jours avant, j'étais si sûr qu'ils allaient à la gloire (1).

Vision inoubliable, et autour de laquelle d'autres, tout aussi douloureuses, ne se cristallisèrent que trop vite. L'occupation allemande fut très dure à Charmes, et le Boche éternel s'y montra tel que nous l'avons revu depuis. Brutalités, vexations, incendies, fusillades : par folle terreur des francs-tireurs, on faisait monter sur toutes les locomotives des notables du pays. Le père de M. Barrès, son grand-père maternel, qui était maire de Charmes, furent parmi ces otages. Le dernier en tomba ma-

(1) *Les Amitiés françaises*, édition originale, Juven, pp. 22-24. — Cf. Jérôme et Jean Tharaud et René Jacquet, *op. cit.*

lade et ne put s'en relever. La guerre finie, Charmes fut occupée jusqu'au paiement intégral de l'indemnité. Il fallut loger des Prussiens : l'un d'eux, qui n'était point un mauvais homme, s'improvisa domestique, et, parfois, il conduisait l'enfant à l'école. Enfin, le dernier casque à pointe disparut à l'horizon, et la vie française put reprendre son cours normal.

Il était temps. Pendant toutes ces années troublées, les études avaient été fort négligées, et il aurait fallu les reprendre par la base. On mit l'enfant interne au collège de la Malgrange, qui était tenu par des prêtres, et où, tant bien que mal, on l'initia au rudiment, puis plus tard au lycée de Nancy. Il a gardé un détestable souvenir de ses années de pension :

J'ai passé mon enfance au collège, au milieu d'abominables imbéciles. Au bout de cinq ans, j'y trouvai une légère distraction. Pour exercer notre mémoire, on nous donna une Anthologie des prosateurs français du XIX[e] siècle. Je possède encore ce gros volume bleuâtre. A chaque fois que je l'ouvre, je retrouve *cette joie aiguë et tremblante, joie enveloppée de tristesses*, que me faisait ce bon livre pendant les longues études du soir, quand, après une journée terrible, *je me consolais parmi ces enchanteurs* jusqu'à l'heure bénie du coucher. J'avais pour d'excellentes raisons une peur terrible des récréations. Et il ne faut pas sourire, si je dis que Charles Nodier (avec *Trilby*), Alexandre Dumas (avec *Une soirée chez Charles Nodier*), Veuillot (avec *Maître Aspic*), quelques autres encore, étaient mes vrais camarades...

Un jour, il découvre la notice sur Augustin Thierry, et, s'exaltant au récit de ses souffrances, le cœur rempli « de générosité et de trouble, » il tombe sur la page, qui nous a tous si profondément remués à son âge, où le noble écrivain raconte comment est née sa vocation d'historien. « Je me mis à gesticuler d'aise, répétant moi aussi : Pharamond, Pharamond... »

O désastre ! L'homme, le préposé, le surveillant bondit... Je me souviens qu'il lisait alors, comme toujours, *les Faucheurs de la mort*. C'était sa lecture favorite et stupide... Par terreur et prudence, je m'étais coulé sous la table. D'un adroit coup de pied, m'en ayant fait sortir, il me précipita dans la boîte à houille. C'était le lieu d'humiliation habituel. Pourquoi ce singulier et incommode pénitencier ? Aujourd'hui encore, je ne comprends rien à la fantaisie de l'affreux drôle... Je m'agenouillais, terrifié, dans la houille, et, au bout de cinq minutes, l'horrible chaleur du poêle de fonte où j'étais presque

adossé m'avait perdu d'aploplexie, névralgie et autres barbares douleurs, sans oublier l'humiliation (1)...

Même en faisant la part de l'exagération littéraire, il reste que ces années de collège ont été moroses et sans joie. Aux âmes solitaires et un peu féminines, aux sensibilités souffrantes, aux imaginations rêveuses, aux intelligences vagabondes, inquiètes, capricieuses, les mœurs et les habitudes de nos internats ne conviennent guère. L'adolescent eut à souffrir d'abord d'une « grande misère physique, » des « sommeils écourtés, » du « froid et de l'humidité des récréations, » de la « nourriture grossière, » puis des « hâbleries » et de la « vigueur » des « futurs goujats, » ses camarades (2), enfin de l'incompréhension ou de l'indifférence des maîtres. Mais il ne capitulait point : « ... Tous m'ayant blessé, je disais en moi-même : « *Ils verront bien, un jour*. Chaque année, à chaque semaine presque, j'ai pu répéter : *Ils verront bien*, ce mot des enfants sans défense qu'on humilie (3). » Les exercices scolaires l'ennuyaient. « Jusqu'à l'époque de sa rhétorique, on ne lui enseigna rien que de sec, décoloré et formaliste qu'il mâchait machinalement et sans y trouver de saveur. » Il semble pourtant qu'à travers tous ces vieux textes un pâle rayon de la beauté antique ou classique, ait parfois filtré jusqu'à ce cœur endolori d'enfant sauvage. Amaryllis, Bérénice, frais fantômes échappés des vers de Virgile et de Racine, vous êtes nées sans doute un soir d'hiver, dans une salle enfumée d'études. Et j'imagine aussi que le futur auteur des *Amitiés françaises* n'a pas attendu d'être sorti du collège pour prendre contact avec Pascal.

Mais ses vrais maîtres lui viennent d'ailleurs. En 1878, il a seize ans; il est en seconde, et l'un de ses camarades, Stanislas de Guaita qui était externe, lui apporte en cachette les *Émaux et Camées, les Fleurs du mal, Salammbô*. Ce lui fut une révélation, une révélation non seulement esthétique, mais morale. Il se nourrissait, il s'enchantait de ces pages morbides et passionnées. « Leur rythme et leur désolation me parlaient, me perdaient d'ardeur et de dégoût... Voilà des voix enfin qui conçoivent la

(1) Article non recueilli en volume, cité par R. Jacquet, *op. cit.*, p. 33-35.

(2) *Sous l'œil des Barbares*, nouvelle édition, augmentée d'un *Examen des trois volumes*, Perrin, 1892. Ce début de chapitre I ne figure pas dans l'édition originale de 1888.

(3) *Sous l'œil des Barbares*, éd. originale, Lemerre, p. 196.

tristesse, le désir non rassasié, les sensations vagues et pénibles, bien connues dans les vies incomplètes. » Son ami, qui était poète, lui commente ces poètes avec ferveur. Dès lors, « *il n'est plus seul dans l'univers;* son ami et ses maîtres s'installent dans son isolement qu'ils ennoblissent. » L'initiation littéraire commençait.

« L'année suivante, a-t-il conté, un autre bonheur m'arriva : la liberté. J'étais malade de neuf années d'emprisonnement; on dut m'ouvrir les portes, et, tout en suivant les cours de philosophie au lycée, je vivais en chambre à la manière d'un étudiant (1). » Le professeur de philosophie était « ce fameux Burdeau » que, sous le nom de Bouteiller, les pages des *Déracinés* ont rendu célèbre (2). Bel orateur, chaleureux et grave, il exerça tout de suite sur ses élèves un prestigieux ascendant. A ces jeunes intelligences, avides et ingénues, il ouvrait un monde nouveau, celui des idées générales, de la pensée pure; il les plongeait dans l'atmosphère intellectuelle de leur temps. Ce fut une ivresse, un « émerveillement. » Rappelons-nous les fièvres et les enthousiasmes qui accompagnèrent nos premières spéculations abstraites, et combien de têtes, autour de nous, ont été tournées, — quelques-unes, hélas! pour toujours, — par ce vin trop fort pour elles. Comme tous les disciples de Lachelier, Auguste Burdeau était nourri de Kant et de philosophie allemande; il traduisait Schopenhauer. Mais il n'était pas seulement kantien; il se considérait comme un missionnaire de l'État laïque et il pliait sans scrupule à son roide idéal les personnalités qui lui étaient confiées. Déjà la politique l'attirait. Il semble que, tout en subissant son action, tout en se laissant « émouvoir par le pathétique de la voix et du geste, » le jeune Lorrain ait assez vite percé à jour et réprouvé les « manières électorales » de son professeur. Celui-ci d'ailleurs quitta assez vite le lycée de Nancy pour Louis-le-Grand. Il fut remplacé par Jules Lagneau, qui était une sorte de saint laïque, et qui, au lieu, comme Burdeau, d' « exposer d'une manière oratoire l'histoire de la philosophie, se mit à chercher la vérité » devant ses élèves. « Il ne la trouvait pas aisé-

(1) *Amori et Dolori sacrum*, éd. originale, Juven, p. 123-127.

(2) De l'aveu de M. Barrès lui-même, il ne faudrait pas chercher dans Bouteiller un portrait exact, minutieux et complet de Burdeau. Il y a eu transposition littéraire. « Il (Bouteiller) ressemble en plusieurs points essentiels, — *bien qu'il s'en distingue par ailleurs, fortement,* — à M. Burdeau. » (*Les Déracinés*, éd. originale, Fasquelle, p. 20.)

ment, a écrit M. Barrès, et nous ne savions même pas ce qu'il cherchait... Je me rappelle toutefois que j'avais un vague sentiment du cabotinage de Burdeau et quelque sentiment aussi de la haute moralité de M. Lagneau. » S'il est vrai que « c'est toujours une faveur du sort d'avoir approché une âme noble (1), » ces impressions de jeunesse n'ont pas été perdues.

Pour l'instant, la philosophie pure, quels qu'en fussent les secrets attraits, cédait le pas à la poésie. Guaita, à son tour, avait été rendu à la libre vie de l'étudiant, et les deux amis passèrent ainsi « en pleine indépendance » les mois de mai, juin, juillet, août 1880. Ce fut là, au témoignage de M. Barrès, « le plus beau temps de sa vie. »

Nous étions dans un état en quelque sorte mystique... Absolument étrangers aux controverses qui passionnaient l'opinion, *nous les jugions faites pour nous amoindrir*. En revanche, nous n'admettions pas qu'un romantique ou que le moindre parnassien nous demeurât fermé. Toute la journée, et je pourrais dire toute la nuit, nous lisions à haute voix des poètes... En même temps que les chefs-d'œuvre, nous découvrions le tabac, le café et tout ce qui convient à la jeunesse. La température, cette année-là, fut particulièrement chaude, et, dans notre aigre climat de Lorraine, des fenêtres ouvertes sur un ciel étoilé que zébraient des éclairs de chaleur, la splendeur et le bien-être d'un vigoureux soleil qui accablait les gens d'âge, ce sont des sensations qui dorent ma dix-huitième année. *Voilà le temps d'où je date ma naissance*. Oui, cette magnificence de la nature, notre jeune liberté, ce monde de sensations soulevées autour de nous, la chambre de Guaïta où deux cents poètes pressés sur une table ronde supportaient, avec nos premières cigarettes, des tasses de café, voilà un tableau bien simple; et pourtant *rien de ce que j'ai aimé ensuite, à travers le monde*, dans les cathédrales, dans les mosquées, dans les musées, dans les jardins, ni dans les assemblées publiques, *n'a pénétré aussi profondément mon être* (2).

De cet amoureux de poésie romantique on aurait voulu faire un magistrat. Il s'inscrivit à la Faculté de Droit de Nancy ; mais il « rêvait d'avoir du talent littéraire, » et, en bon ouvrier de lettres, il se préparait à son futur métier. « Je possède encore,

(1) Lettre de M. Maurice Barrès à M. Breistroffer (9 décembre 1911), dans *Jules Lagneau*, p. 93-96. Cet opuscule, composé, avec le concours de *l'Union pour l'action morale*, par M. Breistroffer, parent de Lagneau, en 1912, n'a pas été mis dans le commerce. Il contient aussi une lettre de Jules Lemaitre (24 avril 1912).

(2) *Amori et Dolori Sacrum*, éd. originale, Juven, p. 126-129.

nous dit-il, les cahiers d'expressions où j'ai dépouillé Flaubert, Montaigne et Agrippa d'Aubigné pour m'enrichir de mots et de tournures expressives (1). » Il dépouillait bien d'autres livres. Mais c'est décidément aux romantiques qu'allaient toutes ses préférences. Son premier article, dans le *Journal de la Meurthe et des Vosges*, était pour soutenir la candidature académique de Paul de Saint-Victor, et de Nancy il envoyait à une revue parisienne, *la Jeune France*, qui les insérait, des pages enthousiastes sur *le Théâtre d'Auguste Vacquerie* et sur *Charles Hugo*. A *la Jeune France* collaboraient Leconte de Lisle, François Coppée, Sully Prudhomme, Alphonse Daudet, Anatole France, André Lemoyne, Paul Bourget. On remarqua la prose de ce nouveau venu. Le directeur de la revue, Albert Allenet, très fier de sa découverte, fit des ouvertures au débutant, dont il publia encore, en cette année 1882, une courte nouvelle, *le Chemin de l'Institut* (2). Celui-ci, bien entendu, ne rêvait que de Paris, où déjà, à plusieurs reprises, il était venu en courant, et qui lui paraissait l'unique foyer où s'allume la gloire littéraire. Il obtint de sa famille d'aller y poursuivre... ses études de droit, et d'y rejoindre son ami Guaita. Il n'avait pas vingt et un ans.

Un cerveau de vingt ans est une nébuleuse. Les influences, les lectures, les expériences les plus contradictoires s'y sont donné rendez-vous, se disputant âprement la conquête d'une personnalité qui n'a pas pris conscience d'elle-même et qui, à proprement parler, n'existe pas encore. Qui démêlera, parmi ces divers courants, celui qui, la vie aidant, finira par l'emporter sur les autres? Deux tendances opposées, à ce qu'il semble, se partagent dès lors l'âme complexe et mobile du futur auteur de *l'Ennemi des Lois*. D'abord, à l'entendre, à le regarder penser et vivre, il est, à son insu sans doute, comme envoûté par l'Allemagne. Guaita, qui était « d'origine germanique, » en l'enrôlant parmi tous les poètes romantiques qui, de Rousseau et de Gœthe (3) à Verlaine, ont exalté les « puissances invin-

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 130. — Cf. aussi, p. 252-253 : quelques mots d'un étudiant en médecine, prononcés devant lui, font naître, chez l' « adolescent courageux » de quinze ans, l'idée « d'aller visiter à Paris les maîtres. »

(2) Stanislas de Guaita, *M. Maurice Barrès* (*Nancy-Artiste*, 15 janvier 1888).

(3) « O mon cher Rousseau, mon Jean-Jacques, *vous l'homme du monde que j'ai le plus aimé et célébré sous vingt pseudonymes, vous, un autre moi-même...* » (*le Jardin de Bérénice*, éd. originale, Perrin, p. 197.) — Cf. *les Déracinés*, éd. ori-

cibles du désir et du rêve, » prêché « le culte du moi, » l'a asservi à un génie étranger : le romantisme, nous nous en rendons aujourd'hui mieux compte que jamais, a ses vraies origines outre-Rhin. Les enseignements philosophiques de Burdeau agissaient dans le même sens : le subjectivisme kantien est apparenté de très près à l'individualisme romantique, et le pessimisme de Schopenhauer n'est que la forme aiguë du mal du siècle (1). Pour l'instant donc, sa sensibilité, son imagination, sa pensée sont tout imprégnées de germanisme ; il est en proie à une véritable intoxication, et nul ne sait s'il parviendra jamais à s'en guérir. Mais d'autre part, Lorrain mâtiné d'Auvergnat, de bonne société bourgeoise et française, petit-fils d'un soldat de Napoléon, il n'est guère vraisemblable qu'il n'ait pas, tôt ou tard, le goût de l'action. Il a souffert par les Allemands ; il a entrevu les disciplines classiques et la grande tradition nationale (2) ; il a lu Sainte-Beuve, Renan et Taine : s'ils lui ont un peu masqué les ressources et les richesses de l'idée religieuse, ils lui ont fait pressentir celles de la conception scientifique. Dans l'un de ses tout premiers articles, il écrivait :

Jeunes gens qui nous pressons vers ce siècle qui sera nôtre, avant de tourner les dernières années qui seules nous séparent encore des vastes plaines où sans encombre enfin nos vies sauront prendre leur course, jetons un suprême regard sur ces routes que nous achevons et que parcoururent nos frères. Si lointaines que nous les scrutions, elles nous apparaissent jonchées de cadavres. Les plus nobles des hommes sont là. Les uns se sont couchés, refusant désespérément un dernier et inutile effort ; d'autres sont tombés, les bras tendus vers l'avenir, l'œil illuminé des aurores qu'ils entrevoyaient ; d'autres

ginale, p. 63-64 : la lecture de *la Nouvelle Héloïse*, « un livre sublime, » empêche François Sturel, qui vient de débarquer à Paris, de s'intéresser aux funérailles de Gambetta. — « Je sais que, d'instinct, de naissance, je suis porté à ne mettre aucun esprit au-dessus de Gœthe. » (Discours prononcé au « Couarail » nancéen, *Temps* du 25 juin 1911.)

(1) « M. Henry Bérenger a bien raison de me ranger parmi les aînés. J'ai sur les lèvres une petite amertume qu'ils ne doivent point avoir... Est-ce le petit livre de Schopenhauer que ce pauvre Burdeau m'a donné, quand j'étais à dix-sept ans son élève ? » (*La Cocarde*, 1er février 1895, non recueilli en volume.)

(2) « Ainsi, je vois bien ce qu'il y a dans mon esprit d'idées et de sentiments rhénans. Mais de tout cela qu'aurais-je pu faire, si j'étais resté soumis aux seules influences du grand fleuve ? Si j'ai pu tirer quelque chose de cette matière, c'est en prenant les leçons de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce, *c'est par le bienfait de la France héritière de Rome et d'Athènes, et qui maintient les disciplines classiques.* » (Discours au « Couarail » nancéen, *Temps* du 25 juin 1911.)

furent jetés brutalement à terre par quelque embuscade du malheur ; d'autres enfin roulèrent dans le fossé, sous le genou de la folie, ou culbutés le rire aux lèvres par les désespérées consolatrices : les ivresses du vin ou des sens.

Mais leurs plaintes ne tombèrent pas avec eux ; et, par-dessus les cadavres gisants, elles viennent battre notre jeunesse, elles font vibrer nos nerfs, elles ont meurtri nos cœurs. *Et toutes elles nous enseignent que seule la science peut être notre refuge* ; que ceux qu'il aime, l'Art ne sait que les serrer contre lui, ignorés de la foule, dans l'ombre de ses ailes géantes. Et s'ils se débattent, s'ils veulent, eux aussi, déchirer leur poitrine, et, pour attirer la gloire, lui tendre les lambeaux de leurs cœurs, ils demeureront à jamais un étrange phénomène pour le vulgaire, un froid objet d'étude pour le savant (1).

Le jeune Français de vingt ans qui écrit cette belle page inspirée d'ailleurs de Taine, sera-t-il éternellement la proie ou la dupe des dangereuses incantations germaniques?

II

En attendant, il « courait au canon. » Il plaçait sa prose où il pouvait, — car, à l'inverse de Guaita, qui allait bientôt sombrer dans l'occultisme, il n'écrivait pas de vers, — dans les jeunes revues éphémères qui se montrent généralement accueillantes aux débutants. Il s'initiait à cette vie médiocre du Quartier Latin qu'il devait, peu après, évoquer en un mince opuscule (2). Il fréquentait quelques hommes de lettres, ses contemporains ou ses aînés : Jean Moréas, Laurent Tailhade, Stéphane Mallarmé, Villiers de l'Isle Adam, Anatole France, sur lequel il avait écrit un copieux article et qui lui avait dit : « Vous m'avez révélé à moi-même (3), » Leconte de Lisle enfin, qui l'accueillit avec une paternelle bonne grâce. Il croisait dans

(1) *Maurice Rollinat* (*La Jeune France*, mars 1883, p. 676-677 ; non recueilli en volume).

(2) *Sensations de Paris : le Quartier Latin*, par Maurice Barrès, 32 croquis de nos meilleurs artistes, Paris, Dalou, 1888. — Cueillons-y (p. 32) cette notation véridique : « Quoi qu'en dise la légende, les années de la première jeunesse sont laides. L'homme ne s'est pas encore fait la vie qu'il mérite ; il est emprisonné dans des distractions et dans une société qu'il n'a pas choisies. Plus tard, il aura créé son atmosphère et morale et matérielle. »

(3) *Anatole France* (avec un fac-simile d'A. France), Paris, Charavay, 1883, in-8°. Cette brochure, devenue extrêmement rare, est un extrait de *la Jeune France* (février 1883).

la rue, — avec quels sentiments de piété et de vénération ! — « les maîtres de la grande espèce, » les Taine et les Renan. Un jour, il vit Victor Hugo. « Jour inoubliable, celui où je causais avec Leconte de Lisle et Anatole France dans la bibliothèque du Sénat et qu'un petit vieillard vigoureux, — c'était le Père, c'était l'Empereur, c'était Victor Hugo, — nous rejoignit! *Je mourrai sans avoir rien vu qui m'importe davantage*. Ah ! si, quelque jour, je pouvais mériter que l'Histoire acceptât ce groupe de quatre âges littéraires! (1) » Victor Hugo, avant de mourir, eut le temps de distinguer les articles du jeune Maurice Barrès (2).

Celui-ci débutait dans la vie littéraire à un « moment » singulier : les vieilles formules, les vieilles écoles s'épuisaient; les nouvelles directions n'existaient pas encore. En poésie, le romantisme avait depuis longtemps achevé sa course glorieuse; le Parnasse jetait ses derniers feux : il n'était pas encore question de symbolisme. Dans le roman, le naturalisme triomphait avec insolence; mais il avait déjà reçu plus d'une atteinte, — on ne l'aimait pas à *la Jeune France* (3), — et ses jours étaient virtuellement comptés : les premiers romans exotiques de Pierre Loti avaient déjà paru, et M. Bourget préludait par ses *Essais de psychologie*, que publiait la *Nouvelle Revue*, à ses futurs romans psychologiques. Au théâtre, Sardou, Pailleron et Becque remplissaient l'interrègne entre Dumas fils et le Théâtre libre. En critique, Jules Lemaitre et Émile Faguet n'avaient pas encore percé; seul Brunetière, ici même, commençait à rompre vigoureusement des lances pour la défense de la grande tradition française. Planant au-dessus de toute cette production livresque, Renan et Taine poursuivaient, ou plutôt achevaient leur œuvre historique, et leurs conclusions contradictoires n'étaient point pour éclairer d'une vive et sûre lumière ceux qui auraient voulu s'inspirer d'eux pour organiser la démo-

(1) *Un homme libre*, nouvelle édition revue et augmentée d'une préface inédite, Fontemoing, 1905, p. 5-6.

(2) « Quelques mois plus tard [1882], Juliette [Drouet] remarque, au cœur d'une petite revue, *la Jeune France*, un article signé d'un nom tout nouveau : Maurice Barrès. Et la première, elle signale à Victor Hugo les dons de sensibilité et de poésie qui caractérisaient déjà le futur auteur d'*Un amateur d'âmes*. » (Louis Guimbaud, *Victor Hugo et Juliette Drouet*, Paris, A. Blaizot, 1914, p. 250, note 1.)

(3) « Mais Zola ! Même au lycée, sa *Nana* m'ennuyait. Cet homme s'agite sur un plan inférieur, où n'a que faire le véritable amateur d'héroïsme ou de plaisir. » (*Émile Zola comme littérateur*, *Écho de Paris*, 10 mars 1908, non recueilli en volume.)

cratie française : le dilettantisme anarchiste de l'un s'opposait trop fortement au moralisme traditionaliste de l'autre pour ne pas troubler, en cette fin de siècle, bien des consciences inquiètes et des intelligences anxieuses. Au total, époque de transition, d'incertitude et de confusion, que Brunetière, dès son second article, caractérisait fort justement d'un mot : « Ce qu'il y a de certain, écrivait-il, c'est que la poésie, comme aussi bien l'art en général, comme la philosophie, comme la religion, traversent en ce moment une crise dont il serait présomptueux de vouloir prédire ce qui en sortira. »

Au point de vue politique et social, la situation ne laissait pas d'être aussi un peu trouble. Sans doute, la France s'était matériellement relevée du désastre de 1870 avec une promptitude qui avait tout à la fois surpris et inquiété nos vainqueurs : les affaires étaient prospères; nos forces militaires reconstituées nous avaient procuré l'utile dédommagement d'une fructueuse expansion coloniale; on parlait moins, si peut-être on y pensait toujours, de la blessure inguérissable, et les temps paraissaient revenus de cette douceur de vivre qui forme l'un des charmes de la vie française (1). Mais, au lendemain de la mort de Gambetta, le régime politique que le pays s'était donné n'était pas encore très solidement assis; les luttes des partis étaient très vives; la France n'avait pas retrouvé encore cet équilibre intérieur qu'elle devait mettre près d'un demi-siècle à reconquérir, et qui est, nous le voyons mieux aujourd'hui, le meilleur fruit de la victoire : elle souffrait à son insu de sa défaite et, mal résignée, elle usait dans des discordes civiles une activité qu'elle sentait limitée et qui ne savait pas toujours où se prendre.

A ces impressions qui lui arrivaient de tous les coins de l'horizon, le jeune écrivain se prêtait avec complaisance. Il lisait, il observait, il causait, il écrivait, et, sans grand succès, il essayait de se faire lire. Il ne trouvait pas d'éditeur pour un recueil de nouvelles qui devait s'intituler *le Départ pour la vie*, pour un volume d'essais sur *le Nihilisme contemporain*; *la Nouvelle Revue* lui refusait les jolies pages qui débutent par la phrase célèbre : « Toujours triste, Amaryllis ! (2) » Bref, il

(1) Eugène-Melchior de Vogüé, dans sa réponse au discours de réception de M. Maurice Barrès *(Sous les lauriers*, Paris, Bloud, 1911, p. 246-247), a vivement peint cette heure de « convalescence. »

(2) Cette nouvelle alexandrine, proche parente de *Thaïs* et d'*Aphrodite*, est l'un

éprouvait à percer toutes les difficultés qui sont le lot ordinaire des débutants et qui les enferment dans un cercle vicieux souvent inextricable, et parfois presque tragique : car pour se faire imprimer, il faut être connu, et pour être connu, il faut se faire imprimer... Las d'attendre, impatient d'arriver à l'audience du grand public, il eut l'idée de forcer son attention en fondant une petite revue mensuelle, *les Taches d'encre*, qu'il rédigerait à lui tout seul. Et un soir du mois de novembre 1884, — Mme Clovis Hugues venait de tuer un diffamateur du nom de Morin, — on vit des hommes-sandwich promener sur le boulevard des affiches ainsi libellées : *Morin ne lira plus les « Taches d'encre.* » Hélas! Morin ne fut pas le seul à ne pas les lire. Les quatre livraisons invendues des *Taches d'encre* vinrent s'entasser dans les caves d'un administrateur infidèle... Et après quelques mois de repos nécessités par un peu de surmenage, l'apprenti journaliste reprenait son obscure collaboration à des revues et à des journaux qui ont assez vite sombré dans l'oubli.

Ces cinq ou six années de production juvénile n'ont pourtant pas été perdues pour le futur romancier de *Colette Baudoche*. D'abord, le grand journaliste qu'il a toujours été y a appris son métier : car « c'est un métier, a dit La Bruyère, de faire un livre comme de faire une pendule, » et la remarque s'applique également aux articles de journal. Et ces articles que le jeune étudiant dispersait un peu partout ont un réel intérêt : on y saisit sur le vif les tâtonnements de l'écrivain en formation et en quête de son style et de sa vraie pensée; on y voit germer des idées et des préoccupations qui ne s'épanouiront que beaucoup plus tard. Beaucoup plus clairs et plus dépouillés que les livres qui ont suivi, ils sont peut-être plus révélateurs de la personnalité qu'ils expriment et, en tout cas, ils en font mieux pressentir les transformations ultérieures. C'est que le journalisme, avec tous les dangers qu'il comporte et les défauts qu'il encourage et que, peut-être, il implique, offre un très grand avantage : il force l'écrivain à *sortir de soi*, il le mêle à l'actualité changeante de la vie quotidienne et réelle, il lui pose

des premiers essais de M. Barrès après son arrivée à Paris. « Leconte de Lisle... m'avait demandé de lui remettre une nouvelle ou un poème. Je n'ai jamais su faire de vers. J'écrivis ces pages. » (*La Vierge assassinée*, Paris, Sansot, 1904, p. 6). Imprimée dans *les Taches d'encre* (février 1885), sous ce titre : *les Héroïsmes superflus*, elle a été reproduite dans *Sous l'œil des Barbares*, puis publiée à part en 1904 sous ce titre *la Vierge assassinée*.

des questions et sollicite des réponses, il l'oblige à parler net et à voir clair dans sa propre pensée. Plus que bien d'autres, M. Barrès avait besoin d'une telle discipline.

Ses premiers articles, en effet, nous le montrent sous l'entière dépendance des plus fougueux coloristes, en particulier de Paul de Saint-Victor, « l'un de ses maîtres avoués de la première heure. » « Figurez-vous, disait des articles sur Vacquerie son ami Stanislas de Guaita, figurez-vous une polyphonie de vocables-cymbales, une orgie de couleur, une débauche de relief, à faire trouver Gautier trop terne et Goncourt trop poncif. » — « A d'autres, s'écriait l'ingénu critique de Vacquerie, les masques blanchâtres, les perruques à cornes, les culbutes des baladins ! Toutes ses créations, il [Vacquerie] les teinte de sa couleur, il les marque du fer rouge de sa passion, il leur met l'épée à la main et les envoie combattre les nobles combats. Sans rompre, sans fléchir, il subit le heurt des injures et des attaques, soutenu par son âpre volonté et sa foi en son œuvre. Sur l'étendard qu'il fait flotter haut en la poussière des batailles, il pourrait inscrire ces vers de Malherbe :

Vous dont les censures s'étendent
Dessus les ouvrages de tous,
Ce livre se moque de vous. »

Et l'article se termine par la pointe obligatoire : « Auguste Vacquerie n'est pas de l'Académie. Il est probable qu'il n'en sera jamais (1). »

L'article sur Anatole France est d'une tout autre venue. « Cette étude incohérente et heurtée, disait Guaita, faisait pressentir en Barrès un autre homme : de petites phrases se bousculaient, s'enjambaient, nerveusement cahotées, ramassées sur elles-mêmes ou plutôt hachées par tronçons convulsifs... Le penseur calme et serein, délicat et fort, élevait désormais sa fortune sur les débris de celle du fougueux coloriste en disgrâce. » En fait, l'article révélait surtout une remarquable faculté d'identification du critique avec son modèle. L'œuvre et le style d'Anatole France y étaient caractérisés en des phrases bien joliment imagées et caressantes :

Amoureux de l'étrange, du bizarre même, dévot de toutes les

(1) *Le Théâtre d'Auguste Vacquerire* (*La Jeune France*, 1er janvier, 1er février 1882), non recueilli en volume.

audaces, nous abordons peut-être indiscrètement cette œuvre qui, semblable à une jeune femme vêtue de soleil, allonge auprès d'un volume ouvert ses lignes harmonieuses, ses teintes fugitives, et songe, sous un voile fait de sourire, au passé qu'elle n'a pu revivre, à l'avenir où elle se veut survivre. En elle, toute émotion témoigne une chaste sensibilité, chaque parole une exquise délicatesse...

N'est-ce pas le même principe que nous retrouvons en ces phrases délicates, *enlaçantes, qui font sourire juste pour refouler une larme*, pour désarmer une indignation, et, préoccupées avant tout d'exactitude, ne troublent jamais plus par l'émotion la netteté de notre intelligence qu'un souffle ne ternit une glace? Style distingué qui retombe le long de l'idée en plis nets et gracieux, sans entraver la marche, sans rechercher d'autres ornements que les impressions du lecteur; *style savant qui converse à toute heure avec les plus exquis des anciens, les plus savants des modernes, et dédaigne de s'en vanter;* style loyal qui, à force d'énergie, saisit, comme en se jouant, le mot propre et met en fuite la tourbe tentatrice des épithètes et des métaphores; n'est-ce pas que nous y retrouvons ce même principe, le premier et le dernier de l'art, que toute œuvre, jusqu'au moindre détail, doit être traitée en harmonie avec la figure qui en fait le sujet? (1)

Évidemment, un écrivain nous était né; et l'on conçoit que le directeur de *la Jeune France* ait cru devoir mettre en note : « L'auteur de cet article n'a pas vingt ans [c'est vingt-et-un qu'il faudrait dire], — âge que le lecteur ne devinerait probablement pas, si on ne le lui faisait connaître. »

Ouvrons maintenant *les Taches d'encre*. Avec quelques nouvelles d'une saveur un peu incertaine, nous y trouvons, sous le titre de *Psychologie contemporaine*, des études, manifestement apparentées aux *Essais* de M. Bourget, sur Baudelaire, Verlaine, Mallarmé, Rollinat, des Esseintes, Leconte de Lisle, études où l'on sent percer tout à la fois l'admiration et la condamnation du « décadentisme » en littérature. Un autre article surprend davantage sous la plume d'un écrivain dont l'activité semble tournée tout entière du côté des « ouvrages de l'esprit. » Il est intitulé : *Un mauvais Français : M. Victor Tissot*. « Le patriotisme d'aujourd'hui, y déclare l'auteur, ne ressemble pas plus au chauvinisme d'hier qu'au cosmopolitisme de demain. Nous

(1) *Les Hommes de la Jeune France* : *Anatole France* (*la Jeune France*, février 1883, non recueilli en volume). — Il y aurait lieu de rapprocher cet article d'un autre article du *Journal* du 7 avril 1893 sur le même *Anatole France* (reproduit dans les *Scènes et Doctrines de nationalisme*, éd. originale, Juven, p. 48-50),

avons des pères intellectuels dans tous les pays. *Kant, Gœthe, Hegel ont des droits sur les premiers d'entre nous.* » Et il rêve d'une France large, accueillante, généreuse, sachant rendre justice à ses ennemis, « ouverte à tous les pensers, » et qui, rien qu'en restant elle-même, « se maintiendra à la tête des peuples de l'Europe. » « Nous n'aimons guère, avoue-t-il, les chants guerriers de M. Déroulède; » il déclare qu'ils manquent d'art; il trouve son chauvinisme « encombrant » et sa Ligue des Patriotes « un peu bien bruyante; » mais il rend hommage à sa « sincérité, » à son « désintéressement, » se défend « de sourire de lui. » « Celui qui se dévoue à un idéal, quel qu'il soit, affirme-t-il, mérite notre respect. » Et sans s'aviser de la contradiction, au moins apparente, voici soudain qu'il écrit :

Certes, ils sentirent des colères terribles ceux de nos aînés que nous aimons le plus! Et nous-mêmes, qui revoyons la sombre année au vague brouillard de notre jeunesse, nous sentons dans le défilé d'un régiment tenir l'honneur de la patrie; *toutes les fanfares militaires nous entraînent à la terre conquise: le frisson des drapeaux nous semble un lointain signal aux exilés; nos poings se ferment*; et nous n'avons que faire d'agents provocateurs...

Notre tâche spéciale, à nous jeunes hommes, c'est de reprendre la terre enlevée, de reconstituer l'idéal français qui est fait tout autant du génie protestant de Strasbourg que de la facilité brillante du Midi. *Nos pères faillirent un jour*; *c'est une tâche d'honneur qu'ils nous laissent*. Ils ont poussé si avant le domaine de la patrie dans les pays de l'esprit que nous pourrons, s'il le faut, *nous consacrer quelques années au seul souci de reconquérir les exilés. Il n'y faudra qu'un peu de sang et quelque grandeur dans l'âme...*

Et puis le jour que nos conducteurs agiteront le drapeau et sonneront le tocsin, *on verra ce que peut un peuple qui s'estime assez haut pour estimer ses adversaires* [5 novembre 1884].

Un autre jour, notre étudiant découvre Amiel, que lui révèlent « deux superbes articles de Renan, dans les *Débats.* » Tout son mois d'octobre, nous confie-t-il, « a vécu de ces deux articles de Renan et de quelques phrases d'Amiel. » Et à ce propos, il écrit avec quelque rudesse :

Jamais on n'imagina pareille impudence. Renan aime à faire accepter des âmes simples les plus parfaites immoralités : *il les trouble et il les charme.* C'est un parfait rhéteur et *celui qui aura fait le plus pour le nihilisme moral de la génération que nous sommes.* Les

paradoxes de Gautier étonnaient jadis : que sont-ils auprès de ceux-ci !

Je ne sais pourquoi ce génie jésuitique de Renan, ces phrases insidieuses à réticences, ce Sainte-Beuve qui fait des sermons, évoque toujours à ma mémoire Tartuffe. Il caresse si doucement le cœur de sa lectrice !

Mais comme elle repose des brutalités du journal, des aménités de la politique, cette souriante hypocrisie des sceptiques ! Et que nous chérissons tout cela !

Dans vingt ans, nous tendrons les bras à quelque catholicisme un peu modifié [5 novembre 1884].

A trois années de là, M. Maurice Barrès publiait dans une revue, puis en brochure, un article qui devait faire plus pour porter son nom au grand public que toutes ses tentatives antérieures. Ce « dialogue parisien, » probablement inspiré de l'article qui avait, du jour au lendemain, rendu célèbre Jules Lemaître (1), était intitulé *Huit jours chez M. Renan*. C'était une fantaisie de haut goût, où les attitudes, les petites manies, les propos familiers de Renan étaient évoqués avec un art, un don du pastiche, un sens du comique, une ironie supérieure qui firent la joie des « lettrés délicats et prudents. » On ne pouvait nier que tous ces traits, dont quelques-uns sont restés fameux, portaient : « Cet après-midi, quand je fus introduit dans le cabinet de M. Renan, l'illustre académicien sommeillait légèrement sur d'antiques grimoires. Avec une parfaite aisance, il se réveilla, sans secousse, comme un sage qui est accoutumé de passer du rêve aux affaires. *Et déjà il m'approuvait.* » L'auteur de la *Vie de Jésus* n'approuva pas d'ailleurs cette innocente plaisanterie, et il eut la faiblesse de s'en plaindre aux Bretons du *Dîner celtique*. Ces plaintes eurent pour résultat

(1) *Les Taches d'encre* de janvier 1885 (p. 47) engageaient leurs lecteurs à « lire la curieuse étude de Jules Lemaitre sur Renan dans la *Revue politique et littéraire.* » La brochure *Huit jours chez M. Renan* a paru chez Dupret, au début de mars 1888. Elle était la reproduction, avec quelques variantes, d'un article de la *Revue de Paris et de Saint-Pétersbourg* intitulé *A l'ermitage de Renan* (février 1888). Elle a été remaniée dans les éditions successives. Par exemple, dans l'invocation de Renan à ses anciens maîtres de Saint-Sulpice, M. Barrès a supprimé un curieux paragraphe (p. 31-32) : « Voyez ceux que je vous amenai, France, Bourget, Fouquier, Lemaitre, pour citer quelques noms profanes qui vous sont parvenus. Ils respectent vos caractères, ils aiment vos rêves, ils serviront votre mémoire. Par moi, des jeunes gens pleurent le soir en pesant votre destinée. Et combien, derrière eux, qui n'ont pas ce vain talent de mettre leurs pensées dans des mots, mais qui ont reçu de mes mains des âmes dont le parfum vous serait agréable! »

de faire condamner à cinq années de tiroir un autre « essai de critique pittoresque » qui avait pour titre : *M. Taine en voyage*. « Il m'eût été insupportable, a déclaré M. Barrès, de froisser M. Taine à qui nous devons de grands bénéfices intellectuels. » A en juger du reste par le fragment, évidemment essentiel, qu'il en a cité plus tard, il semble bien que le ton de cet autre essai fût moins « dégagé » que celui des pages sur Renan. Et cette réserve même est fort caractéristique. Brunetière observe profondément quelque part que les hommes de sa génération n'ont progressivement conquis leur originalité que dans la mesure où ils s'affranchissaient de l'influence de Renan et de Taine. La remarque s'applique à M. Barrès. A vingt-six ans, il juge déjà avec une entière indépendance les deux principaux maîtres de sa pensée ; mais déjà l'on peut pressentir ce que sera son évolution, et qu'elle consistera à se détacher de plus en plus de Renan pour se rapprocher de Taine.

L'influence de Renan est encore très sensible dans les trois « romans idéologiques » que M. Barrès a publiés de 1887 à 1891, et qu'il a groupés plus tard sous ce titre significatif : *le Culte du Moi*. Ces livres complexes, subtils, touffus, obscurs, ont suscité, au moment de leur publication, parmi leurs lecteurs, des sentiments contradictoires. Les uns, les hommes d'âge mûr, ou d'esprit clair, de sens rassis et de goût classique, tous ceux qui estiment qu'un auteur doit écrire non pour soi, mais pour le public, et qui, promptement choqués par les impertinences, les ironies, les dédains, les pétulances de la jeunesse, sont tentés de ne voir dans ses inventions que simple mystification littéraire, tous ceux-là se montrèrent fort sévères pour le nouveau romancier et lui firent payer un peu cher l'inquiétude que leur avaient causée ses livres. Les autres, les jeunes, s'enthousiasmèrent pour cette prose chantante et harmonieuse, pour cette fine, jolie et hautaine sensibilité, pour cette pensée dédaigneuse, ondoyante et diverse, volontairement hermétique, et dont ils se flattaient de saisir jusqu'aux moindres nuances. Ils ne jurèrent plus que par « notre maître Maurice Barrès, » — c'est le titre d'un de leurs livres, d'ailleurs excellent. — L'un d'eux, Jean de Tinan, sur son lit de mort, en réponse à une enquête sur le plus grand des écrivains d'aujourd'hui, demandait une plume pour tracer d'une main défaillante le nom de l'auteur des *Déracinés* Mais les tout jeunes gens n'étaient pas les seuls à prendre au sérieux

ces livres aux titres énigmatiques et somptueux : *Sous l'œil des Barbares, l'Homme libre, le Jardin de Bérénice*. Dans le grave *Journal des Débats*, M. Paul Bourget saluait d'un article généreux *Sous l'œil des Barbares*, abrégeant, pour son jeune confrère, « de quelques années le temps fort pénible où un écrivain se cherche un public (1). » Et voici comment, dans un article qu'il n'a pas recueilli en volume, le plus exquis et le moins dupe des critiques, Jules Lemaitre, traduisait l'impression que lui avaient laissée les premiers romans idéologiques de M. Maurice Barrès :

Avec ses premiers ouvrages, *Sous l'œil des Barbares, l'Homme libre*, M. Barrès débute par le dilettantisme pur, ou, si vous voulez, par l'épicuréisme intellectuel. « Cultiver son moi, » en défendre l'intégrité, « respecter et favoriser ses impulsions intérieures, » comprendre et sentir le plus de choses possible, développer également en soi le sens critique et la faculté d'être ému, bref, refléter en son esprit des parcelles de plus en plus variées et étendues du vaste univers, tel est d'abord le programme. *Ce n'est, au fond, qu'une glose, délicatement outrée, de quelques formules de Renan*. M. Barrès s'évertue assez longtemps à poser les règles et à fonder la légitimité de ce perfectionnement de la sensibilité intellectuelle en vue du plaisir. A vrai dire, il n'arrive qu'à en donner des exemples, mais charmants, et de quelle saveur !

Il est facile, du point de vue nécessaire de l'utilité sociale, de critiquer et de condamner cette attitude ; et je crois, pour ma part, qu'illégitime en elle-même, elle est de plus d'un très mauvais exemple, et présente de fort graves dangers. Mais il faut s'efforcer de tout comprendre, et il n'est pas sans intérêt de démêler les raisons d'ordre psychologique et historique qui expliquent, dans les premiers romans de M. Barrès, cette curieuse explosion d'individualisme exaspéré. D'abord, la culture philosophique et littéraire qu'il a reçue ou qu'il s'est donnée ne l'a que trop encouragé, nous l'avons déjà noté, à se faire le centre du monde et la mesure des choses, à considérer son moi personnel comme la seule réalité substantielle et saisissable, comme la seule digne d'être étudiée, cultivée et aimée : Kant et Gœthe, Fichte et Schelling, Hegel, Schopenhauer et Hartmann, en bons Allemands et fils de Luther qu'ils sont

(1) *Examen de trois idéologies*, éd. originale, Perrin, 1892, p. 5.

tous, ne lui ont pas enseigné autre chose ; et tous nos romantiques, de Jean-Jacques à Chateaubriand, de Victor Hugo à Sainte-Beuve et à Baudelaire, de Gautier à Rollinat, lui ont, sur un autre ton, tenu le même langage. Taine lui-même, le premier Taine, par son culte de l'énergie, hérité de Stendhal (1), et Renan surtout, par toute sa vie et toute son œuvre, par ses prédications finales, lui ont appris comme à beaucoup d'autres, à « caresser sa petite pensée, » à vouer à son moi un culte de latrie, à mépriser profondément les « Barbares. » Représentons-nous d'autre part l'état d'âme d'un jeune provincial de vingt-cinq ans, perdu danset immense et fiévreux Paris qui

Tous les matins dresse une gloire,
Éteint un soleil tous les soirs.

Il rêve d'être une de ces gloires, et il ne trouve même pas un éditeur. Il dirait volontiers, comme jadis Victor Hugo : « Être Chateaubriand, ou rien, » ou même, — rappelons-nous le serment des « déracinés » au glorieux tombeau des Invalides : — « Être Napoléon, ou rien (2) ; » et il se voit condamné à des compagnies médiocres ou vulgaires. Il se sent « quelque chose là ; » et ce quelque chose, pour le dégager de l'amas des influences, des imitations et des lectures, pour l'approfondir et le développer en tous sens, pour l'imposer aux autres surtout, il éprouve d'abord le très naturel besoin d'en prendre nettement et fortement conscience. Puisque la personnalité est la condition du succès, c'est cette personnalité qu'il faut avant

(1) Dans un curieux volume, *la Vieille Garde impériale* (Tours, Mame, s. d. in-4°), illustré par Job, en tête du chapitre sur *la Garde*, dont il est l'auteur, M. Maurice Barrès est représenté par l'artiste en officier de la Garde, attablé en face d'un vieux grognard qui lui raconte ses campagnes : « Ils [les soldats de la Garde] souffrirent beaucoup, écrit-il ; la vue de l'Empereur marchant au milieu d'eux les consolait. Puissance d'un excitateur d'hommes ! *Aurai-je l'honneur que l'histoire recueille ce mot : « Napoléon professeur d'énergie? »* — Cf. aussi l'enthousiaste article, non recueilli en volume, du *Journal* (14 avril 1893), déjà intitulé : *Napoléon professeur d'énergie.*

(2) « C'est à vingt ans que j'aurais dû écrire quelques pages sur Stendhal. Alors j'étais à Rome. Tout le jour je parcourais la ville avec les *Promenades* pour guide... Son œuvre s'accordait avec tous mes sentiments. A vingt ans, nous ne doutions pas de vivre cette vie italienne qu'il nous proposait pour modèle, vie de beauté voluptueuse, de gloire et de fierté. Nous croyions à la réalité présente de son Italie. Nous nous élancions sur elle comme de jeunes vainqueurs. » (Maurice Barrès, préface à la *Correspondance de Stendhal*, publiée par A. Paupe et P. A. Cheramy, Paris, Bosse, 1908.)

tout découvrir et conquérir. De là tout un long travail d'introspection, d'analyse intime, de repliement sur soi, d'expérience intérieure dont on consignera les résultats par écrit, « car on ne pense, ce qui s'appelle penser, que la plume à la main. » Et de là enfin ces « romans idéologiques, » ou mieux encore, ces « mémoires spirituels » qui forment la trilogie du *Culte du moi.*

De tels livres ne s'analysent pas : ils sont trop complexes, trop subtils, trop émaillés d'ironies, de plaisanteries insaisissables, — ou trop parlantes... A les réduire, comme nous allons le faire, à de sèches formules abstraites, sous prétexte d'en dégager le fond de pensée sérieuse, on néglige de parti pris et on laisse volontairement s'évaporer tout ce que les initiés y ont sans doute le plus vivement goûté : la grâce, l'humour, la fantaisie, l'impertinence cavalière, la virtuosité de l'artiste qui joue et qui jongle avec ses sensations les plus raffinées et ses imaginations parfois les plus osées. Juste punition peut-être de l'écrivain qui n'écrit pas pour tout le monde, mais pour lui-même, et pour de petites chapelles... A la fois roman d'analyse, poème, confession, méditation philosophique, *Sous l'œil des Barbares,* c'est la confession d'un enfant du siècle, dont son ami Guaita nous trace alors le portrait que voici : « Paradoxal jusqu'à la sincérité; mystique jusqu'au sensualisme le plus caressant; complexe, fuyant et subtil jusqu'à la plus transcendante simplicité; personnel jusqu'au dédain des personnes, antithèse vivante lui-même, et penseur ne s'intéressant en dernière analyse qu'aux différentes façons de sentir. » Ceux qu'il appelle « les Barbares, » ce ne sont pas, comme on l'a cru, les bourgeois ou les « philistins; » ce sont, au sens antique du mot, les étrangers; c'est la tourbe immense des êtres humains qui composent le non-moi. Et ces « Barbares, » il les méprise et il les hait infiniment, et non pas seulement parce qu'ils diffèrent de lui, mais parce qu'ils empiètent sur son moi et qu'ils s'efforcent d'en adultérer la pure essence. Il va jusqu'à écrire : « Il comprit qu'il était *sali,* parce qu'il s'était *abaissé à penser à autrui.* » Et encore : « Ma tâche, puisque mon plaisir m'y engage, est de me conserver intact. Je m'en tiens à dégager mon moi des alluvions qu'y rejette sans cesse le fleuve immonde des Barbares. »

Dans *Un homme libre,* l'auteur de ces truculentes formules faisait un pas de plus. Contempler passivement son moi et l'op-

poser violemment aux « Barbares, » c'est risquer de piétiner éternellement sur place, dans le plus stérile des isolements. La meilleure manière de cultiver son moi, et même de le conquérir, et de le « prendre en main, » c'est, au fond, de se mêler modestement aux « Barbares, » et de s'aider d'eux pour se mieux connaître et pour enrichir son propre fonds. C'est pour l'avoir senti sans doute que M. Barrès a recours à ceux qu'il appelle les « intercesseurs, » et qui sont, en l'occurrence, Benjamin Constant et Sainte-Beuve. Mais, à méditer leurs livres, il n'éprouve bientôt plus qu'une grande sécheresse. Or, voici qu'à entrer dans une église de Lorraine, à visiter les tombes qui l'entourent, à voir les paysans lorrains peiner sur leur dur labeur héréditaire, il se découvre une sensibilité toute neuve. Mis en goût par cette découverte, il étudie l'histoire de la Lorraine, et, se retrouvant l'un des fils de cette race qui a eu si fortement le sentiment du devoir sous la forme de bravoure militaire, il se donne pour mission d'approfondir et d'exprimer le génie ethnique où il a ses propres racines. Puis il part pour l'Italie : là, à Milan, à Venise, il a la révélation d'une beauté nouvelle qui, pour lui être en partie étrangère, ne lui en est pas moins vénérable et chère. Et à Milan même, devant un dessin du Vinci, il entrevoit que la seule attitude qui convienne en face du « Barbare, » ce n'est ni le mépris, ni la haine, mais l'acceptation. Il a débuté par l'individualisme absolu; il aboutit maintenant à l'altruisme. Son moi tend à se dissoudre et à s'absorber dans le non-moi. Il a rêvé d'être « un homme libre; » sa « libération » commencera à sa « soumission. »

Enfin, dans *le Jardin de Bérénice*, il fait un dernier pas. A travers les jolis détours d'une pensée étrangement capricieuse, folâtre et, — le mot est de M. Anatole France (1), — un peu « perverse, » l'idée qui se faisait jour dans ce livre est que le fond de notre être est l'instinct, l'inconscient, et qu'il nous faut imiter et aimer les humbles, les simples qui, sans tant raffiner, s'abandonnent aux tendances fondamentales de notre nature. « Tout notre raisonnement, a dit Pascal, se réduit à céder au sentiment. » M. Barrès dirait volontiers quelque chose d'analogue : « C'est l'instinct, bien supérieur à l'analyse, qui fait l'avenir. C'est lui seul qui domine les parties inexplorées de

(1) Anatole France, *la Vie littéraire*, t. IV, p. 225.

mon être, lui seul qui me mettra à même de substituer au moi que je parais le moi auquel je m'achemine, les yeux bandés... Alors j'aurai atteint à ce moi complet qui est mon principe et ma fin, le but et l'impulsion de ma culture... Le peuple me donne une âme, la sienne, la mienne, celle de l'humanité... Le peuple m'a révélé la substance humaine, et, mieux que cela, l'énergie créatrice, la sève du monde, l'inconscient (1). » Ainsi donc, à étudier et à explorer son moi, à dégager à sa manière « les données immédiates de la conscience (2), » il en vient peu à peu à réintégrer et à légitimer les « puissances trompeuses » contre lesquelles il avait paru tout d'abord s'insurger le plus violemment.

III

C'est qu'entre temps un événement, au premier abord assez inattendu, s'était produit, qui lui avait permis d'élargir singulièrement son horizon et de renouveler son fonds d'expérience. Au mois d'octobre 1889, l'écrivain raffiné de *Sous l'œil des Barbares* était devenu député de Nancy, et même député des ouvriers de Nancy. Beaucoup, à ce propos, éprouvèrent l'étonnement un peu ironique dont Jules Lemaitre s'est fait si joliment l'écho dans un célèbre *Billet du matin*. Dans cette vocation nouvelle de son jeune confrère, il voulait voir surtout une des formes de son dilettantisme. « Vous rêviez, lui disait-il, dans votre *Homme libre*, la vie d'action, qui vous permettrait de faire sur les autres et sur vous un plus grand nombre d'expériences et par là de multiplier vos plaisirs. Vous avez pris, pour y arriver, la voie la plus rapide (3). » « Un des articles de ce programme, écrivait-il plus tard encore, c'est qu'il faut agir, jouer un rôle, même plusieurs, être, s'il se peut, plusieurs hommes, afin de multiplier par l'action les chances et les occasions de jouir. C'était le temps du boulangisme. M. Barrès profite avec le plus

(1) *Le Jardin de Bérénice*, éd. originale, Perrin, p. 179-183. — Le livre devait s'intituler primitivement *Qualis artifex pereo!* — titre très symbolique et qui peut s'interpréter en des sens bien différents.

(2) Il n'est pas arbitraire, je crois, de rapprocher l'effort de M. Barrès de la tentative à laquelle, vers le même temps, se livrait M. Bergson. Il est à remarquer que *l'Homme libre* a été distingué, au moment de son apparition, par plusieurs philosophes de profession, Jaurès, entre autres, et M. Blondel, dans *l'Action*.

(3) Jules Lemaitre, *Contemporains*, t. V, p. 311. Cf. dans la dédicace de *l'Appel au Soldat*, la réponse de M. Barrès.

souple à-propos de cette intéressante erreur et devient député des ouvriers de Nancy. Et ceux-là seuls en furent surpris qui ne savent pas ce que c'est que le dilettantisme » (1).

L'explication n'est pas inexacte, mais elle est insuffisante. Avec toutes ses faiblesses et ses misères, le boulangisme a été un sursaut de l'orgueil national français contre les empiétements et les insolences de l'Allemagne. A ce titre, il ne pouvait manquer de séduire le jeune écrivain qui, vers ce temps-là, en des pages qui frappèrent M. Lavisse, venait de « découvrir » sa Lorraine natale, et, impatient du joug étranger, cherchait, au fond, à se « libérer » de l'influence germanique. Il dut voir dans la politique active un moyen de réaliser son nouvel idéal. Et, certes, cela pouvait paraître une contradiction de la part d'un homme qui ne cessait d'afficher son mépris des politiciens. Mais il en est de la politique comme de la métaphysique, d'après Aristote : même pour la nier, il faut en faire. Pour détruire, — ou épurer, — le parlementarisme, il faut être parlementaire. Et une occasion s'étant présentée, après une énergique campagne, M. Maurice Barrès entra au Parlement. Pareillement, il n'y a pas lieu de beaucoup s'étonner que « l'humoriste renchéri » du *Jardin de Bérénice* ait eu quelque faiblesse pour le socialisme. Les aristocrates de pensée, bien plus que les esprits « bourgeois, » ont souvent de ces inconséquences ou de ces générosités-là. Ils reprennent volontiers à leur compte le fameux mot de La Bruyère : « Faut-il opter? Je ne balance pas : je veux être peuple. » M. Barrès, lui aussi, a voulu être peuple; et Ariel, une fois de plus, s'est fait le porte-parole de Caliban.

Ce que furent, dans cette première législature, son rôle et son action à la Chambre, il est assez difficile de le dire : dans les grandes foules anonymes, les efforts individuels, sauf exceptions assez rares, se perdent et se volatilisent. Mais ce qui est sûr, c'est que, dans ce nouveau milieu, sont écloses ou se sont précisées quelques-unes de ses idées essentielles : son « nationalisme, » entre autres, et ses théories décentralisatrices. Surtout, il a pu y observer, sur le vif, des mœurs, des passions et des caractères que, jusqu'alors, il n'avait connus que par les livres, et, en essayant de les peindre, il se découvrit un genre

(1) Article cité sur *l'Ennemi des Lois* (*Figaro*, 22 novembre 1892).

de talent, jusqu'alors insoupçonné des autres, et peut-être de lui-même, et qui, d'emblée, lui conquit l'universelle notoriété que dix années d'écriture ne lui avaient pas encore assurée. Quand, en pleine crise panamiste, il fit paraître dans *le Figaro* l'article célèbre intitulé : *Leurs Figures*, chacun s'accorda à évoquer, à ce propos, le grand nom de Saint-Simon (1) : la République parlementaire avait trouvé en lui le plus vigoureux et le plus cinglant de ses portraitistes, le moins indulgent de ses annalistes.

Ayant échoué, en 1893, comme candidat à la députation de Paris, il entame, six mois durant, dans *la Cocarde*, dont il devient directeur, une campagne quotidienne en faveur du « socialisme fédéraliste. » Campagne fort intéressante, et qu'il a justifiée en ces termes : « Individualisme, voilà toujours notre formule. L'individu, *qui suit jusqu'au bout son instinct, sa force intérieure, sa vertu humaine*, a une tendance à se grouper, à se solidariser, selon ses affinités électives, d'après ses besoins, d'après ses aptitudes, d'après ses parentés, dans un corps social, et à devenir ainsi une unité dans une individualité plus large, dans cent individus, groupes locaux et moraux ! (2) » Fait à noter : comme s'il avait quelque peine à se détacher entièrement des influences allemandes, il est alors sous la dépendance de Hegel, dont la méthode et « l'admirable dialectique » l'enchantent, et dans lequel il voit, avec raison, le grand ancêtre du socialisme contemporain. « Nos différents socialismes, dit-il, sont la sensibilité de Rousseau ordonnée par la dialectique de Hegel. » Mais il n'a déjà aucun goût pour cette forme brutale, bureaucratique et autoritaire du socialisme qu'un disciple authentique de Hegel, Karl Marx, a fondé sous le nom de collectivisme, conception que peu à peu l'hégémonie allemande va faire triompher sur toutes les conceptions rivales, et dont nous voyons aujourd'hui les sinistres méfaits dans la

(1) L'article a paru dans *le Figaro* du 25 janvier 1893. Il n'a pas été recueilli en volume, mais il a été reproduit dans une petite brochure de propagande électorale : *la Corruption parlementaire : les Scandales de Panama*, Paris, Savine, 893. Et les passages essentiels en ont été repris dans le roman *Leurs Figures*.

(2) *La Cocarde*, 13 février 1895. — Les articles de *la Cocarde* n'ont pas été recueillis en volume, sauf quelques-uns dans *Scènes et Doctrines du Nationalisme* et dans le petit volume intitulé : *De Hegel aux Cantines du Nord* (Sansot, 1904). — Voyez aussi Henri Clouard, *la « Cocarde » de Barrès*, Nouvelle Librairie nationale, 1910.

Russie de Lénine et de Trotsky. « Le socialisme, s'il n'était pas fédéraliste, écrit-il, ne serait que le transfert de notre société actuelle aux mains de nouveaux dirigeants. » Et, plutôt que de Karl Marx, il s'inspire d'un penseur français, Proudhon, préludant ainsi à ce que l'on a depuis appelé « le socialisme national, » et opérant déjà cette synthèse entre l'intelligence, le capital et le travail, qui est la vraie tradition française, et qui s'oppose si harmonieusement à la barbare doctrine de la « lutte des classes, » telle qu'on l'a conçue et imposée outre-Rhin. Très préoccupé d'assainir et de renouveler « l'énergie nationale, » M. Maurice Barrès ne voit pour le pays de salut que dans une sage décentralisation. A cette France congestionnée, unitaire et où 36 millions d'individus abdiquent entre les mains d'une poignée de politiciens qui les corrompent et les oppriment, il rêve de substituer une France fédéraliste où la vie communale ne serait plus un vain mot, où seraient créées un certain nombre de régions naturelles jouissant d'une large autonomie administrative, politique et sociale, et dont l'unité pacifique serait faite du libre groupement de ces forces particulières. A cette seule condition, croit-il, on verra « la France plus forte et la paix organisée en Europe. » Dans une fort curieuse conférence qu'il prononçait à Bordeaux, le 29 juin 1895, sous les auspices du « comité intransigeant socialiste, » il s'écriait :

Vous sentez bien que les vrais individus sont rares dans ce temps de domestication universelle. Seule la décentralisation peut nous sauver. A toutes les objections que pourraient nous faire *le patriote pour qui le seul problème allemand existe*, ou l'internationaliste qui veut effacer toutes nuances de races, voici notre réponse : *le fédéralisme nous permet d'aimer la patrie, sans nous forcer de haïr l'étranger.*

Ah ! que ne suis-je un grand orateur pour jeter la lumière sur cette ascension de liberté qui, s'élevant de bas en haut, de l'individu libre à la commune libre, permet à la commune de se mouvoir dans la région, épanouit la région dans l'union nationale et *fédère la nation elle-même par un lien plus lâche avec les autres États de l'Europe* (1).

L'événement allait prouver que ces vues étaient un peu prématurées, qu'elles ne pouvaient prendre corps et faire fortune,

(1) *Assainissement et Fédéralisme*, Paris, Librairie de la *Revue socialiste*, 1895, p. 15. — Cf. la brochure *Contre les étrangers, étude pour la protection des ouvriers français*. 1893.

tant que « le problème allemand, » — autrement dit le problème alsacien-lorrain, — ne serait pas résolu. Et c'est ce dont M. Barrès n'allait pas tarder à s'apercevoir à son tour.

En attendant, il poursuivait son œuvre littéraire, et, sous une forme tantôt romanesque, tantôt didactique, il multipliait ou il s'efforçait de justifier ses expériences psychologiques. Il publiait *l'Ennemi des Lois*, « délicieux petit livre, » déclarait Jules Lemaitre. « Il ne m'a pas seulement plu, ajoutait-il, par le tour nerveux et subtil, propre à M. Barrès, par les frémissements voluptueux et courts d'une sensibilité surveillée et d'autant plus fine : mais j'y ai vu le commencement de la banqueroute heureuse, et consentie par l'auteur, de son dilettantisme. » Et Jules Lemaitre avait sans doute raison. Mais le livre devait être quelque peu obscur, car Émile Faguet, de son côté, y voyait tout autre chose, « une petite fantaisie anarchiste. » Et peut-être ces deux interprétations contradictoires étaient-elles toutes deux légitimes.

La vérité était sans doute celle-ci, et il me semble qu'elle apparaît avec une croissante netteté dans ces trois livrets successifs qui s'intitulent : *Trois stations de psychothérapie ; le Culte du Moi : examen des trois idéologies; Toute licence, sauf contre l'amour*. L'auteur de ces pages tourmentées reste bien l'un de ces « jeunes gens en qui les torrents de la métaphysique allemande ont brisé les compartiments latins, » mais, en même temps, il aspire à retrouver la tradition romaine. Il est tout à la fois épris et détaché de son moi. Féru d'individualisme, au point de tout ignorer du monde extérieur, il en vient à admettre ce qui est la négation même de l'individualisme, à savoir le catholicisme. « A notre cosmopolitisme, écrira-t-il, à notre dilettantisme, à notre cher nihilisme enfin, pour dire le mot qui résume le mieux notre déracinement moral, la grande ville catholique restitue leur sens complet, en même temps qu'elle leur donne une haute allure. A sa lueur, nos dégoûts et notre ardeur m'apparaissent ce qu'ils sont en réalité, un sentiment religieux. » Et encore : « Le catholicisme ! Voilà où tendent et s'expliquent tous les mouvements de notre cœur, qui n'est obscur et mal à l'aise que pour avoir accueilli les fièvres de cinq ou six peuples. C'est tiraillé par elles que le cosmopolite, toujours incomplètement satisfait, erre à travers l'Europe ; il les satisferait dans la capitale où convergent toutes les na-

tions. » Qu'est-ce à dire ? Et faut-il voir dans des déclarations de ce genre une adhésion intime à un ensemble de croyances dont, tout d'abord, l'écrivain de *Sous l'œil des Barbares* n'avait point paru beaucoup se soucier ? De bonne heure il s'était nourri de certains mystiques, et, pour enrichir et « sublimer » sa propre vie intérieure, il avait essayé d'appliquer leurs méthodes et de leur ravir leurs secrets. « Son mysticisme incroyant, disait de lui M. Bourget, a conduit M. Barrès à une audacieuse tentative pour appliquer à ses propres émotions la dialectique morale enseignée par les grands religieux, par les François de Sales et les Ignace de Loyola, et c'est toute la pensée de *l'Homme libre* que cette idée. » Et M. Bourget ajoutait, profondément :

Le paradoxe qui est au fond d'une pareille thèse, M. Maurice Barrès a trop de sincérité pour ne pas le découvrir un jour. Ce jour-là, il prononcera la phrase admirable de notre maître Michelet : « Je ne peux me passer de Dieu. » Tous les dons si rares de sa noble nature seront alors éclairés et harmonisés. *Mais n'est-ce pas une communication avec un hors de lui, n'est-ce pas une foi qu'il cherche quand il parle de cet instinct des foules dont il a le si profond amour* (1) ?

L'auteur de *Toute licence, sauf contre l'amour* semblait donner raison à M. Bourget.

Et en 1894, il faisait paraître, sous un titre flamboyant, un livre qui, si, à proprement parler, il ne nous révélait pas un Barrès tout à fait nouveau, précisait pourtant et développait certains traits, encore peu accusés, mais essentiels, de sa physionomie littéraire. Je crois bien que c'est à partir de *Du Sang, de la Volupté et de la Mort* que la réputation de M. Barrès qui, jusqu'alors, n'avait guère franchi un cercle assez restreint d'initiés, s'est décidément imposée à un plus large public (2).

Le livre n'est qu'un recueil, assez bigarré, de méditations ardentes, d'« idéologies passionnées, » de nouvelles, de rêveries, d'impressions de voyage. La théorie du culte du moi s'y enri-

(1) Article du 15 août 1890, écrit à propos de *Un Homme libre*, et cité avec reconnaissance par M. Barrès dans *Amori et dolori sacrum*, éd. originale, Juven, p. 307-311. — Sur la feuille de garde de *Toute licence, sauf contre l'amour*, je note encore : « En préparation : *les Exercices spirituels d'Ignace de Loyola*, avec une préface de Maurice Barrès. »

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1894, l'article de M. Doumic (recueilli dans *les Jeunes*, Perrin, 1895).

chit de quelques applications inédites. Mais surtout d'originales notations pittoresques y sont revêtues d'une forme si attachante que le lecteur le plus inattentif se sent ici en présence d'un maître incontestable « Tel paysage du *Jardin de Bérénice*, d'un trait rapide et d'une perspective infinie, est inoubliable, » disait déjà Anatole France. Et peut-être songeait-il à celui-ci :

A Aigues-Mortes, l'atmosphère chargée d'eau laisse se détacher les objets avec une prodigieuse netteté et leur donne ces colorations tendres qu'on ne retrouve qu'à Venise et en Hollande. Devant nous se découpait le carré intact des hautes murailles crénelées, coupées de tours et se développant sur deux kilomètres. Au pied de cette masse rude, campée dans l'immensité, jouaient des enfants pareils à des petites bêtes chétives et malignes. Mais mon regard détourné se fondait au loin *sur la plaine profonde et ses immenses étangs d'un silence éternel et si doux* ! (1)

Et voici maintenant, dans *Du Sang*, le puissant portrait de l'ardente Tolède :

Tolède sur sa côte, et tenant à ses pieds le demi-cercle jaunâtre du Tage, a la couleur, la rudesse, la fière misère de la sierra où elle campe et dont les fortes articulations donnent, dès l'abord, une impression d'énergie et de passion. C'est moins une ville, chose bruissante et pliée sur les commodités de la vie, qu'un lieu significatif pour l'âme. Sous une lumière crue qui donne à chaque arête de ses ruines une vigueur, une netteté par quoi se sentent affermis les caractères les plus mous, elle est en même temps mystérieuse, avec sa cathédrale tendue vers le ciel, ses alcazars et ses palais qui ne prennent vue que sur leurs invisibles patios.

Ainsi *secrète et inflexible*, dans *cet âpre pays surchauffé*, Tolède apparaît comme *une image de l'exaltation dans la solitude, un cri dans le désert*.

Et puis, c'est Ravenne :

Ravenne, tout chargé de siècles, *lourd vaisseau échoué aux sables de l'Adriatique avec son chargement de Byzance*.

Et Pise :

Cette douce Pise n'a que peu de choses à montrer, mais exquises. Elle les présente avec une complaisance charmante, sur sa petite

(1) *Le Jardin de Bérénice*, éd. originale, Perrin, p. 68-69. — Cf. encore p. 64, 96-97 ; 117, 118. 119.

prairie où les pieds poudreux des voyageurs n'empêchent point que fleurisse un magique trèfle à quatre feuilles (le Dôme, le Baptistère, le Campanile et le Campo Santo), divinement doré, ce matin, par les premiers soleils de l'année.

Et Sienne :

Étrange enfant, cette Sienne, à la fois si dure et si souple, cerclée de murailles qui la compriment et assise avec aisance sur trois collines. Ces rues étroites, enchevêtrées, qui sans trêve grimpent et dévalent, que de fois je les ai suivies dans la fraîcheur qu'y maintiennent, même en été, les lourds palais qui les bordent !

Qu'on relise maintenant les pages si poétiques, si voluptueusement luxuriantes sur *les Jardins de Lombardie;* et l'on aura là quelques-uns des paysages les plus achevés de la prose française contemporaine. M. Maurice Barrès paysagiste mériterait toute une étude. Ce n'est pas la manière de Chateaubriand qui, en quelques traits, artistement choisis, compose un tableau grandiose et complet, dont la perfection s'impose à l'imagination du lecteur. Ce n'est pas celle de Loti qui, on ne sait trop comment, par quelques mots subtilement assemblés, suggère les sensations mêmes qu'il a personnellement éprouvées en face de certains spectacles de la nature. Pour M. Barrès, un paysage est essentiellement « un état d'âme, » au sens, d'ailleurs impropre, où l'on prend d'ordinaire ce mot célèbre, et c'est cet état d'âme qu'il analyse et qu'il traduit. Très sensible aux impressions qui lui viennent du monde extérieur, il se laisse docilement faire par elles et les incorpore à son moi. Ainsi mis dans un certain état moral, il s'efforce, par des images, des épithètes, des notations appropriées, d'exprimer cet état moral au complet, avec leurs causes directes et les nuances particulières d'émotion qu'elles déterminent ; et les paysages qu'il dessine, mi-physiques, mi-psychologiques, ont tout ensemble une intensité de coloris et une saveur de spiritualité qui ont ravi tous les « amateurs d'âmes » — et de poésie.

Nous sommes aux environs de 1895. Ces dix ou douze années d'apprentissage, d'efforts et de tentatives en tous sens, ont été fécondes. D'abord, à s'exercer dans les genres les plus divers, — il a même une fois abordé le théâtre, — M. Barrès a mis au jour, il

a successivement découvert tous ses dons, les intimes ressources de son souple et riche talent : le paysagiste exquis, le satiriste redoutable, l'humoriste audacieux, le subtil psychologue, le poète incorrigible se sont tour à tour révélés à lui-même, et à un public de plus en plus large. D'autre part, et surtout, il a pris peu à peu conscience de sa véritable nature. Comme la plupart des jeunes gens, sous prétexte de préserver l'originalité de son moi des atteintes des « Barbares, » il avait commencé par se fuir lui-même, par répudier les vraies sources de son inspiration profonde. Français, Lorrain, homme de tradition réaliste et bourgeoise, il s'était germanisé, romantisé à outrance, il s'était imprudemment livré aux poètes et aux philosophes d'outre-Rhin. Puis, pour échapper au nihilisme, où ils le conduisaient, il s'était repris. Il avait retrouvé sa petite patrie ; il en avait goûté le charme. Comme le géant de la fable, il s'était senti plus fort en touchant la terre maternelle. Il comprit qu'à suivre ses directions, qu'à accepter ses disciplines, bien loin de se diminuer, il agrandirait son propre domaine ; il ferait œuvre utile, durable et féconde, et dont la grande patrie bénéficierait à son heure. Ces aspirations nouvelles, il lui restait à les exprimer dans un livre qui serait comme la synthèse de sa personnalité littéraire et morale.

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

II (1)

PENDANT LA BATAILLE DE VERDUN

Vendredi, 25 février 1916.

Voilà cinq jours que les armées du Kronprinz attaquent Verdun avec une intensité croissante. Leur offensive s'étend sur un front de 40 kilomètres; le bombardement est d'une violence sans égale.

Depuis la bataille de la Marne, c'est l'heure la plus tragique, la plus décisive peut-être de la guerre.

***

Samedi, 26 février.

L'élévation récente de Mgr Pitirim, au siège métropolitain de Pétrograde, a fait de Raspoutine le maître absolu de l'Église.

C'est ainsi qu'il vient de contraindre le Saint-Synode à capituler devant lui en ratifiant solennellement la canonisation du « serviteur de Dieu, » Jean de Tobolsk.

Son ami, le cynique évêque Varnava, n'escomptait pas une si prompte et si éclatante victoire. Pour comble, il va être promu à la dignité d'archevêque (2).

***

Dimanche, 27 février.

Si la santé n'est autre chose que l'harmonie de toutes les fonctions, le concert de tous les organes, la synergie de toutes

Copyright by Maurice Paléologue, 1921.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1921.

(2) Voir la note du 10 janvier 1916.

les forces vitales, il faut reconnaître que le colosse russe est très malade; car le corps social trahit des discordances et des disparates énormes.

Un des symptômes les plus inquiétants est le fossé, l'abîme qui sépare les classes supérieures et les masses rurales. Entre les deux groupes, la discontinuité est complète; il y a comme un écart de plusieurs siècles. Le fait est surtout sensible dans les rapports des fonctionnaires avec les paysans. Voici des exemples :

En 1897, le Gouvernement fit procéder à un recensement général de la population, d'après les règles minutieuses de la statistique moderne. C'était la première fois qu'on entreprenait une opération aussi vaste et méthodique. Jusqu'alors, on s'était borné à quelques dénombrements régionaux, sommaires et approximatifs. Les recenseurs rencontrèrent partout une méfiance extrême et souvent une résistance ouverte. Des rumeurs étranges circulaient, des légendes alarmistes s'accréditaient : les *tchinovniks* préparaient une augmentation des charges militaires, une réquisition du blé, un surhaussement des impôts, une revision agraire au profit des seigneurs, peut-être même le rétablissement du servage. Partout, les *moujiks* échangaient des regards anxieux, en murmurant : « Cela nous présage de grands maux... Rien de bon ne peut nous venir de là... C'est une œuvre diabolique ! » Naturellement, les *tchinovniks* ne se faisaient pas faute d'entretenir ces craintes puériles pour extorquer des pots-de-vin. L'abîme entre les deux castes en fut encore approfondi.

Une nouvelle de Korolenko, *l'Éclipse*, nous dépeint sous de vives couleurs la méfiance farouche et sournoise que le paysan russe nourrit envers les représentants des classes supérieures, envers tous ceux qui le dominent par leur autorité officielle ou leur fortune, par leur savoir ou leur éducation. La scène se passe dans une bourgade sur la Volga. Des astronomes viennent y observer une éclipse de soleil. La présence de ces étrangers, leurs préparatifs mystérieux, leurs instruments bizarres émeuvent aussitôt la petite ville. Immédiatement, le bruit se répand que ce sont des sorciers, des agents du Diable, des émissaires de l'Antéchrist. Une foule soupçonneuse, grondante, se presse autour d'eux; ils ont grand'peine à protéger leurs télescopes. Soudain, l'éclipse commence, le soleil se voile. Alors, la colère des assistants éclate. Les uns hurlent contre l'impiété des astro-

nomes qui osent interroger le ciel : « Dieu va leur répondre par la foudre ! » Les autres s'écrient, affolés : « C'est la fin du monde ! Nous allons tous mourir ! Seigneur, ayez pitié de nous !... » Mais bientôt, le soleil reparaît. Les esprits se calment. On se félicite d'avoir échappé à un tel péril : « Remercions Dieu de pouvoir vivre encore !... »

Non moins significatifs sont les troubles populaires que provoquent habituellement les famines et les épidémies, si fréquentes en Russie. A chaque famine, la même accusation se propage : « Ce sont les fonctionnaires et les seigneurs qui accaparent les grains !... » Ou bien encore : « Les *tchinovniks* et les *barines* ont organisé l'extermination du peuple pour lui enlever ses terres. » Dans les épidémies, la méfiance des paysans se tourne invariablement contre le médecin, qui représente à leurs yeux l'agent des autorités : « Pourquoi parle-t-il un langage incompréhensible ? Pourquoi ces airs impénétrables et ces pratiques étranges ? Nul doute : c'est lui qui sème le choléra ; c'est lui qui empoisonne les pauvres *moujiks* par ordre du Gouvernement !... » Et l'on brûle l'hôpital ; on saccage le laboratoire ; on injurie, on frappe et parfois même on tue le médecin.

A cet égard, le romancier Véressaïew, toujours si exact dans ses descriptions de la vie russe, n'a rien exagéré lorsqu'il nous raconte l'aventure navrante du docteur Tchékianow. Celui-ci, jeune et ardent, obsédé par le désir de servir les humbles, accomplit des prodiges de dévouement, au cours d'une épidémie cholérique. Il n'en est pas moins traité d'empoisonneur par les brutes ignares qu'il est venu secourir, puis invectivé, outragé, enfin roué de coups. Sur son lit de douleur, il réfléchit amèrement. Mais, loin de garder rancune à ses bourreaux, il se sent pris pour eux d'une pitié infinie et il écrit dans son journal : « Ils m'ont battu ! Oui, ils m'ont battu comme un chien enragé, parce que je suis venu à leur aide, parce que je leur ai consacré toute ma science et toutes mes forces. Aujourd'hui seulement, je comprends à quel point je les aimais. Je n'ai pas réussit à gagner leur confiance. Je les avais presque amenés à croire en moi ; quelques verres de vodka ont suffi pour les replonger dans leurs ténèbres et réveiller leurs instincts primitifs, leurs instincts sauvages. Maintenant, je sens que je vais mourir. Mais pourquoi ai-je lutté ? Au nom de quoi vais-je mourir ? Évidemment, cela devait être ainsi. Les *moujiks* n'ont jamais vu en

nous que des étrangers. Nous les évitions avec dédain. Nous ne cherchions pas à les connaître. Un abîme terrifiant nous séparait d'eux... »

* * *

Lundi, 28 février.

Depuis plusieurs mois, le peuple russe avait tendance à rabaisser le concours militaire de la France.

Malgré nos grands efforts de propagande par la presse, par l'image, par les conférences, par le cinéma, on ne se rendait pas compte de l'intensité qui caractérise la lutte sur le front occidental. Plus d'une fois, j'ai dû signaler à Sazonow, à Gorémykine, au général Soukhomlinow, les appréciations aussi injustes que désobligeantes de certains journaux.

La bataille de Verdun a tout changé. L'héroïsme de notre armée, la science et le sang-froid de notre commandement, l'énormité de notre dispositif matériel, la belle tenue de notre opinion publique sont admirés de tous.

Le président de la Douma, Rodzianko, est venu me voir aujourd'hui pour m'apporter les félicitations de l'assemblée.

Dans les rues, principalement devant les affiches des journaux, j'ai entendu, à maintes reprises, les *moujiks* parler de *Verdoun*.

* * *

Mercredi, 1er mars.

Philippesco, ancien ministre de la Guerre de Roumanie et chef du parti francophile à Bucarest, vient d'arriver à Pétrograde pour se rendre compte de la situation.

Il a reçu de l'Empereur et de Sazonow l'accueil le plus sympathique; mais, tout en affirmant les dispositions très favorables de son pays pour la cause des Alliés, il n'est pas sorti des généralités.

Il me fait dire par Diamandy qu'il serait heureux de causer avec moi, qu'il serait même déjà venu me voir s'il n'avait pris un refroidissement qui le retient au lit.

* * *

Vendredi, 3 mars.

Le Gouvernement russe s'obstine à garder le silence sur la restauration de la Pologne. On s'en inquiète à Paris, où les

comités polonais de Suisse entretiennent une propagande aussi active qu'habile.

Ici, je ne perds aucune occasion de démontrer que le Gouvernement impérial commet une faute lourde en n'organisant pas, dès maintenant, sur de larges bases, l'autonomie de la Pologne ; car il risque d'être devancé par les Puissances germaniques. Encore suis-je obligé d'y mettre beaucoup de nuances, le nationalisme russe n'ayant pas encore oublié les événements de 1863. C'est avec Sazonow que j'en cause le plus souvent et le plus librement. Comme la police, la terrible *Okhrana*, l'informe de mes moindres gestes, je ne lui cache pas que je reçois volontiers à l'Ambassade mes amis polonais, le comte Maurice Zamoyski, le comte Ladislas Wielopolski et son frère Sigismond, le comte Constantin Plater-Syberg, Roman Skirmunt, le comte Joseph Potocki, Rembiélinski, Korvin Milewski, etc. Ces fréquentations ne laissent pas de le troubler un peu pour moi. Il me disait hier :

— Méfiez-vous! La Pologne est un terrain dangereux pour un ambassadeur de France.

Je lui ai répondu, en altérant légèrement le vers de *Ruy Blas :*

La Pologne et son Roi sont pleins de précipices.

Mais les ménagements que je suis tenu d'observer envers le Gouvernement impérial sur la question polonaise, ne constituent qu'une difficulté de détail. Le principal obstacle à une solution rapide est le conflit d'opinions qu'elle suscite dans le monde russe.

Que l'Empereur soit personnellement acquis au principe d'une libérale autonomie, ce n'est pas douteux. Pourvu que la Pologne reste sous le sceptre des Romanow, il consentirait à la plupart des revendications polonaises. Sazonow partage ses idées et l'exhorte courageusement à y persévérer.

En revanche, la majorité de l'opinion russe ne veut, à aucun prix, que la Pologne cesse d'être incluse dans l'Empire unitaire. Ce n'est pas seulement dans les milieux nationalistes et dans la bureaucratie que cette hostilité se manifeste ; c'est dans la Douma et dans tous les partis. Il en résulte que la proclamation de l'autonomie par la voie législative est impossible. Je n'imagine donc pas que la question puisse être tranchée autrement

que par un *motu proprio* de l'Empereur, par un coup dÉ'tat de la volonté souveraine. On m'assure que c'est l'idée de Sazonow et qu'il l'a déjà même insinuée à l'Empereur; mais il a contre lui Sturmer et toute « la Cour de Postdam, » qui voient très habilement, dans la question polonaise, le meilleur thème de réconciliation avec l'Allemagne.

***

Samedi, 4 mars.

Cet après-midi, j'ai une longue conversation avec Philippesco, qui me reçoit à la Légation de Roumanie, n'ayant pu venir à l'Ambassade, car il est encore souffrant.

Malgré sa fatigue physique, il a une ardeur de conviction, une chaleur d'accent qui se manifestent dès les premiers mots.

Après avoir spécifié qu'il n'est investi d'aucune mission et qu'il voyage en simple particulier désireux de se renseigner, il me dit :

— Vous connaissez mes sentiments pour la France ; c'est ma seconde patrie. Vous savez aussi comme je suis impatient de voir notre armée entrer en campagne. Vous n'ignorez pas enfin que je ne suis pas un ami politique de notre Président du Conseil et qu'il me compte plutôt parmi ses adversaires. Mais je ne vous cacherai pas que j'approuve M. Bratiano de ne pas vouloir lancer notre pays dans la guerre avant que l'heure de l'offensive générale ait sonné pour les Alliés et qu'une armée russe soit prête à entrer en Dobroudja. Cette expédition d'une armée russe au Sud du Danube ne nous est pas seulement indispensable au point de vue stratégique ; nous en avons encore besoin pour rendre définitive, irréparable, la rupture entre la Russie et les Bulgares. Aussitôt que ces conditions seront réalisées, nous entrerons en Transylvanie. Mais je doute que le Gouvernement et l'État-major russes se rangent à nos idées.

Je lui réponds, sur un ton de fermeté :

— Je n'ai aucun motif de présumer que l'État-major russe ne consentirait pas à expédier une armée dans la Dobroudja. Quant à la question de savoir si un contingent roumain devrait ou non appuyer les mouvements de cette armée, c'est un détail qui serait réglé par le plan d'opérations. En tout cas, ne croyez pas que le Gouvernement russe cherche à ménager les Bulgares. La Russie est une alliée loyale. Tant que les armées

française et anglaise de Salonique auront à lutter contre l'armée bulgare, la Russie sera sans pitié pour la Bulgarie ; je vous le garantis.

Philippesco me paraît assez impressionné par la netteté de mes déclarations. A plusieurs reprises, il lance un regard d'interrogation vers Diamandy, qui assiste silencieux à notre entretien et qui répond par un signe d'acquiescement.

Alors, je pose à Philippesco cette question précise :

— Pourquoi M. Bratiano se dérobe-t-il à toute négociation ?

Avec un geste de colère, il me répond :

— Parce qu'il a une politique mesquine ! Il ne trouve jamais le marché assez avantageux ! Il laisse passer ainsi les meilleures occasions ! A force d'ajourner la décision que toute la Roumanie réclame, il fera de nous les vassaux de l'Allemagne !...

Revenant à la question essentielle, c'est-à-dire la conclusion d'une convention militaire, je représente à Philippesco les périls auxquels Bratiano expose son pays en se refusant à fixer dès aujourd'hui les modalités pratiques du concours qu'il escompte de la Russie et faute de quoi la Roumanie devra renoncer à l'accomplissement de son rêve national. Je poursuis :

— L'heure décisive peut sonner beaucoup plus tôt que M. Bratiano ne se l'imagine. Or, une convention militaire est toujours longue à négocier : deux ou trois semaines, au moins. Puis, il faut en préparer l'exécution ; il faut raccorder les chemins de fer, réunir les moyens de transport, constituer les approvisionnements, etc. Avec les Russes qui sont de si mauvais organisateurs, qui ont si peu le sens de la distance et du temps, un pareil travail est plus difficile et plus lent que partout ailleurs. Si demain l'Allemagne remettait un ultimatum à la Roumanie, M. Bratiano serait pris en flagrant délit d'imprévoyance... A la rigueur, je conçois qu'il ait scrupule de s'engager à déclarer la guerre dans un délai déterminé. Mais quel inconvénient voit-il à laisser l'État-major russe et l'État-major roumain se lier par une convention qui n'aurait nécessairement aucune valeur exécutoire, tant que les deux Gouvernements ne l'auraient pas ratifiée ? Craint-il, par hasard, une indiscrétion ? Mais la Roumanie n'est-elle pas depuis longtemps compromise envers les Puissances germaniques par son accord avec les Alliés au sujet de la Transylvanie ? Et cet accord n'est-il pas de notoriété publique ?

Après un long silence, Philippesco me dit :

— Je me demande si je ne vais pas hâter mon retour à Bucarest.

***

Dimanche, 5 mars.

Philippesco a rapporté à Sazonow notre entretien d'hier. Sazonow lui a déclaré : « J'approuve sans réserves le langage de M. Paléologue. »

Aussitôt rétabli, Philippesco partira pour Bucarest.

***

Mercredi, 8 mars.

Autour de Verdun, la lutte redouble d'acharnement. Les Allemands attaquent avec de gros effectifs sur les deux rives de la Meuse. Malgré l'intensité de leur tir et la violence de leurs assauts, notre ligne se maintient ferme.

***

Samedi, 11 mars.

Philippesco quittera Pétrograde demain pour aller visiter le front méridional des armées russes et rentrer ensuite à Bucarest.

Il vient me faire ses adieux :

— Je vous remercie, me dit-il, de m'avoir parlé aussi franchement. J'en ai déjà tiré profit ici même, d'où j'emporte les meilleures impressions. Dès mon retour à Bucarest, je presserai M. Bratiano dans le sens de vos idées, que je partage entièrement.

***

Dimanche, 12 mars.

Profitant du séjour de l'Empereur à Tsarskoïé-Sélo, je lui ai demandé une audience pour l'entretenir de la Roumanie et de la situation générale ; il me recevra demain, avec le cérémonial habituel.

Mais, hier soir, il m'a fait savoir très gracieusement qu'on développera aujourd'hui, devant ses enfants, une série de films cinématographiques, représentant des scènes du front français, et qu'il me prie d'y assister dans la plus stricte intimité, mon audience officielle restant fixée à demain.

J'arrive à Tsarskoïé-Sélo à cinq heures. Les appareils sont

disposés dans le grand salon en rotonde. Devant l'écran, il y a trois fauteuils, entourés d'une dizaine de chaises. L'Empereur et l'Impératrice entrent presque aussitôt, accompagnés des jeunes Grandes-Duchesses et du Césaréwitch; ils sont suivis par le Ministre de la Cour et la comtesse Fréederickz, le Grand-Maréchal de la Cour et la comtesse Benckendorff, le colonel Narischkine, M[lle] de Buxhœvden, le précepteur du Césaréwitch, Gilliard, et quelques fonctionnaires subalternes du Palais; des groupes de domestiques et de femmes de chambre se pressent au seuil de chaque porte. L'Empereur est en tenue de campagne; l'Impératrice et ses filles en robes de laine sans aucune recherche; les autres dames en costumes de ville. C'est la Cour impériale dans toute la simplicité de sa vie quotidienne.

L'Empereur me fait asseoir entre l'Impératrice et lui. On éteint les lumières; la représentation commence.

J'assiste avec émotion à cette longue suite de tableaux et d'épisodes, si vrais, si vivants, si pathétiques, si éloquemment expressifs de l'effort français! L'Empereur me prodigue les éloges sur notre armée. A chaque instant il s'écrie ;

— Que c'est beau!... Quel entrain ont vos soldats!... Comment peut-on résister à un pareil bombardement? Quelle accumulation d'obstacles dans ces tranchées allemandes!

L'Impératrice est silencieuse, à son habitude; elle me témoigne cependant autant d'amabilité qu'elle peut. Mais que d'effort dans ses moindres compliments! Quelle contraction dans ses sourires!

Pendant un entr'acte d'une vingtaine de minutes, où l'on nous sert du thé et dont l'Empereur profite pour allumer une cigarette dans le salon voisin, je reste seul à côté de la souveraine. Interminable tête-à-tête! Nous parlons de la guerre, de ses horreurs, de notre victoire certaine, etc.; l'Impératrice me répond en phrases entrecoupées et toujours approbatives, comme répondrait un automate.

La seconde partie de la séance n'ajoute rien à mes impressions premières.

Au moment de se retirer, l'Empereur me dit, sur ce ton d'affabilité qui lui est naturel quand il se sent à l'aise :

— J'ai été heureux de faire ce voyage de France avec vous. Demain, nous causerons longuement...

***

Lundi, 13 mars.

Je reprends, à deux heures, le chemin de Tsarskoïé-Sélo, mais cette fois en grand uniforme, avec le cérémonial accoutumé.

A l'entrée du Palais, je croise un groupe d'officiers qui viennent de présenter à l'Empereur les drapeaux turcs enlevés, le 15 février dernier, à Erzeroum.

Cette circonstance me procure un exorde tout naturel auprès de l'Empereur. Je lui parle, avec admiration, des brillants succès que son armée a remportés en Asie. Il me répond en renouvelant les éloges qu'il a prodigués hier aux héros de Verdun; il ajoute :

— On m'assure que le sang-froid et l'habileté du général Joffre lui ont permis d'épargner ses réserves. J'espère donc que, d'ici à cinq ou six semaines, nous pourrons prendre une offensive simultanée sur tous les fronts. Malheureusement, la neige, qui tombe sans répit depuis quelques jours, ne permet pas de prévoir une échéance plus proche. Mais, le jour où mon armée pourra se mettre en mouvement, soyez sûr qu'elle attaquera avec toute la violence possible.

J'expose, à mon tour, que la bataille de Verdun marque dans la guerre une date critique et que la phase décisive des opérations ne tardera plus à s'ouvrir; je conclus que les Gouvernements alliés doivent se hâter de régler entre eux les grandes questions diplomatiques, dont ils entendent imposer la solution quand sonnera l'heure de la paix.

— C'est pourquoi j'appelle toute l'attention de Votre Majesté sur l'accord que les Gouvernements français et britannique viennent de négocier au sujet de l'Asie-Mineure et dont M. Sazonow doit vous entretenir demain. Je ne doute pas que votre Gouvernement n'examine, dans l'esprit le plus libéral, les légitimes demandes du Gouvernement de la République.

Et je lui indique les lignes générales de l'accord. Il m'objecte aussitôt la constitution future de l'Arménie.

— C'est un problème des plus complexes, me dit-il, et dont je n'ai pas encore délibéré avec mes ministres. Personnellement, je ne rêve d'aucune conquête en Arménie, sauf Erzeroum et Trébizonde, dont la possession est, pour le Caucase, une nécessité stratégique. Mais je n'hésite pas à vous promettre

que mon Gouvernement apportera, dans l'examen de la question, l'esprit amical dont la France a fait preuve envers la Russie.

J'insiste sur l'urgence d'une décision :

— A l'heure de la paix, les Alliés seront singulièrement forts vis-à-vis de l'Allemagne, s'ils ont tranché par avance toutes les questions qui risqueraient de les diviser. La question de Constantinople, la question de Perse, la question de l'Adriatique, la question de Transylvanie sont, dès à présent, résolues. Hâtons-nous de résoudre la question d'Asie-Mineure.

Cette considération me paraît toucher l'Empereur, qui me promet de s'en inspirer demain dans son entretien avec Sazonow. Il achève par ces mots :

— J'espère que l'Asie-Mineure ne fera pas oublier à votre Gouvernement la rive gauche du Rhin.

La Roumanie nous retient peu. L'Empereur me répète ce qu'il a télégraphié, le 3 mars, au Président de la République, et ses déclarations sont si spontanées, si catégoriques que je ne peux rien lui demander de plus.

Comme il se lève alors, je suppose que l'audience est finie. Mais il me conduit vers la fenêtre, m'offre une cigarette et reprend la conversation devant un merveilleux effet de soleil et de neige qui étend sur le jardin comme une poussière de diamant.

Il parle d'un ton intime, expansif et abandonné, qu'il n'avait pas encore pris avec moi; il me dit :

— Ah! mon cher ambassadeur! nous aurons de grands souvenirs en commun!... Vous rappelez-vous la première fois où je vous ai vu, ici même? Vous m'avez dit que vous sentiez venir la guerre et que nous devions nous préparer. Vous m'avez aussi rapporté les étranges confidences de l'empereur Guillaume au roi Albert; cela m'a beaucoup frappé et je l'ai raconté aussitôt à l'Impératrice...

Il évoque successivement, avec une parfaite précision de mémoire, le dîner du 23 juillet à bord de *la France* et notre promenade en mer, le soir, sur son yacht, après le départ du Président de la République; puis la semaine tragique qui commença dès le lendemain; puis la scène du 2 août au Palais d'Hiver, quand, pour prononcer sur l'Évangile le solennel serment de 1812, il me fit placer à ses côtés; puis encore les inoubliables cérémonies de Moscou; puis enfin tant de conversations graves et toujours si confiantes.

Il s'émeut progressivement, à cette longue évocation, qui est presque un monologue; car c'est tout au plus si, çà et là, je complète un de ses souvenirs.

Lorsqu'il a terminé, je cherche une phrase qui résume et couronne en quelque sorte notre entretien :

— Souvent, lui dis-je, très souvent, je pense à Votre Majesté, à sa lourde tâche, à tout le poids de soucis et de responsabilités qui lui incombe. Une fois même, j'ai eu pitié de vous, Sire.

— Ah! quand cela?... Je suis heureux que vous me parliez ainsi... Quand cela?

— Quand vous avez pris le commandement de vos armées.

— Oui, ç'a été pour moi une heure terrible. J'ai cru que Dieu m'abandonnait, et qu'il fallait une victime pour sauver la Russie... Je sais qu'à ce moment vous m'avez compris et je ne l'ai pas oublié.

— Je suis sûr qu'en des heures comme celle-là, c'est la mémoire de votre glorieux père qui est, après Dieu, votre plus ferme soutien.

Et je lui montre un grand portrait d'Alexandre III, qui domine sa table de travail.

— Oui, aux heures difficiles, et j'en ai tant! je demande toujours conseil à mon père et c'est toujours de lui que je m'inspire... Allons, mon cher ambassadeur, il faut nous quitter! Je m'attarde à causer avec vous et, comme je repars demain pour la *Stavka*, j'ai encore beaucoup à faire.

Au seuil de la porte, il me serre affectueusement la main.

De cette audience, qui a duré plus d'une heure, j'emporte d'abord l'impression que l'Empereur est en bonne disposition et qu'il voit l'avenir avec confiance. Sinon, se serait-il étendu aussi complaisamment sur les souvenirs que la guerre nous a rendus communs? Ensuite, quelques traits de sa nature se sont dessinés : la simplicité, la douceur, la faculté de sympathie, la fidélité de la mémoire, la droiture des intentions, la mysticité, une faible confiance en soi et, par suite, le besoin constant d'un appui extérieur ou supérieur.

***

Mercredi, 15 mars.

C'est une heureuse et touchante idée, qui a inspiré, en 1901, à Nicolas II la fondation du *Narodny Dom*, la *Maison du Peuple*,

Derrière la Forteresse de Pétropavlowsk, au bord du canal Kronversky, s'étend un vaste édifice qui renferme des salles de concert et de théâtre, des cinémas, des promenoirs, des restaurants. La construction est d'une extrême sobriété. L'architecte s'est proposé de créer de grands espaces couverts et ingénieusement distribués; rien de plus : tout est subordonné à l'ordonnance et à l'adaptation.

La pensée du Tsar était de procurer aux classes populaires la faculté de se divertir, pour un prix très minime, dans un local bien clos et chauffé; il y voyait aussi un moyen détourné de combattre l'influence démoralisatrice des cabarets et l'action pernicieuse de l'alcool; car la *vodka* ne pénètre pas dans l'établissement.

L'entreprise a remarquablement réussi; la mode même s'y est mise. Les plus célèbres acteurs, les premiers virtuoses, les meilleurs orchestres tiennent à honneur de se faire entendre au *Narodny Dom*. Ainsi, pour une vingtaine de kopecks, la foule des humbles peut connaître les plus belles expressions de l'art musical et dramatique. Au parterre, quelques loges et quelques rangées de fauteuils s'offrent, pour deux ou trois roubles, aux gens plus fortunés; on y va en costume très simple. La salle est toujours comble.

Ce soir, l'admirable Chaliapine chante le *Don Quichotte* de Massenet. J'ai invité dans ma loge la princesse D..., Mme P... et Sazonow.

Voilà plusieurs fois que j'entends *Don Quichotte* ici même. L'œuvre n'est certes pas une des plus heureuses qu'ait écrites Massenet; on y sent trop les défauts du maître vieillissant, la facture hâtive, le développement artificiel et banal. Mais Chaliapine a trouvé, dans les mésaventures de l'*hidalgo*, l'occasion de porter au plus haut degré son art de composition, sa largeur de style, sa puissance dramatique. Chaque fois, j'ai remarqué l'intérêt passionné que le public prend au caractère du personnage et à l'action. J'en ai cherché la cause. A première vue, le roman de Cervantès, ce chef-d'œuvre de belle humeur, de bon sens, de sagesse, de raillerie sans amertume, de scepticisme sans désenchantement, n'a rien de russe. Mais, à la réflexion, j'ai découvert plusieurs traits qui doivent toucher les Russes; par exemple, la générosité, la mansuétude, la pitié, la résignation au malheur, enfin et surtout l'attrait de la chimère, la

force persuasive de l'idée fixe, le continuel mélange de l'hallucination et de la raison.

Après la scène de la mort, où Chaliapine se surpasse, Sazonow me dit :

— C'est de toute beauté, c'est sublime !... C'est presque religieux.

***

Jeudi, 16 mars.

Sazonow me déclare que le Gouvernement impérial approuve l'accord établi entre les Cabinets de Paris et de Londres au sujet de l'Asie-Mineure, sauf en ce qui concerne le Kurdistan que la Russie désire s'annexer ainsi que les régions de Trébizonde, d'Erzeroum, de Bitlis et de Van. En revanche, il propose à la France de s'attribuer les régions de Diarbékir, de Karpour et de Siwas.

L'acquiescement de Briand ne fait pas doute pour moi ; la question est donc ainsi tranchée.

***

Vendredi, 17 mars.

J'ai invité ce soir, à dîner, quelques mélomanes, l'excellent peintre et critique Alexandre-Nicolaïéwitch Benois, les jeunes compositeurs Karatouguine et Prokofiew, la cantatrice Mme Nazmanowa, puis les intimes de l'Ambassade...

Mme Nazmanowa nous chante, d'une voix chaude, avec une expression frémissante et contenue, quelques mélodies de Balakirew, de Borodine, de Moussorgsky, de Liapounow, de Stravinsky. Élégiaques, berçantes ou pathétiques, toutes ces romances trahissent leur origine populaire. C'est par des chants, nés dans les longues veillées des *isbas* ou sur l'espace infini des steppes, que s'épanche depuis des siècles la tristesse de l'âme russe, une tristesse qui est le plus souvent flottante et rêveuse, mais qui atteint parfois au désespoir farouche. Maxime Gorky a puissamment décrit l'ivresse douloureuse où la musique plonge le paysan russe. Pendant une pause de Mme Nazmanowa, un de mes convives, qui a beaucoup vécu parmi les paysans, me confirme la vérité morale d'un épisode qui m'a frappé, dans une nouvelle de l'amer et vigoureux écrivain. Un soir, deux moujiks, l'un estropié et l'autre poitrinaire, se rencontrent avec

une pauvresse dans un cabaret enfumé; tous les trois sont épuisés de misère. « Chantons! dit l'estropié. Pour mettre l'âme au point, il n'est rien de tel que la tristesse. Pour que l'âme s'allume, il faut lui jeter une chanson triste... » Et il commence à chanter, « comme s'il sanglotait, comme si sa gorge allait s'étrangler. » Son compagnon lui fait écho, mais d'une voix basse et gémissante, « en ne prononçant que les voyelles des mots. » Puis le contralto de la femme s'élève, rêveur, chaud et accablé. Une fois lancés, les trois chanteurs ne s'arrêtent plus : « Ils chantaient, hypnotisés par leurs voix, qui résonnaient tantôt lugubres et passionnées, tantôt semblables à une prière de repentir, tantôt douces et plaintives comme le chagrin d'un enfant, tantôt remplies d'angoisse et de désespérance comme toute belle chanson russe. Les sons pleuraient et planaient : on eût dit parfois qu'ils allaient s'éteindre; mais ils renaissaient aussitôt, ravivaient la note mourante, la projetaient de nouveau dans l'air, où elle se débattait un instant, puis tombait. La voix grêle de l'estropié soulignait cette agonie. Et la fille chantait. Et le phtisique sanglotait. Et cette chanson lamentable semblait devoir ne jamais finir... » Soudain, le poitrinaire s'écrie : « C'est assez! Oh! Taisez-vous, au nom du Christ!... Mon âme n'en peut plus! Mon cœur me brûle comme un charbon ardent!... »

Pour finir la soirée, Karatouguine et Prokofiew jouent quelques fragments de leurs œuvres. Musique très savante. Le temps n'est plus où l'on reprochait aux compositeurs russes leur ignorance technique. La jeune école pèche plutôt par l'excès des préoccupations théoriques. Karatouguine me semble un médiocre adepte de Skriabine; ce qu'il nous fait entendre ce soir est vide, compliqué, prolixe et prétentieux. Chez Prokofiew, au contraire, les idées abondent, mais elles sont comme écrasées par la recherche abusive des modulations rares et des sonorités imprévues. Sa suite de pièces, *les Sarcasmes*, me plaît néanmoins par beaucoup d'intelligence, de couleur et de sensibilité.

***

Samedi, 18 mars.

La Commission suprême, instituée par l'Empereur pour déterminer la responsabilité du général Soukhomlinow dans la crise des munitions et dans le désordre de l'Administration

militaire, a terminé ses travaux en concluant à ce que l'ancien ministre de la Guerre soit traduit devant une cour martiale.

Nicolas II vient d'approuver cette conclusion.

Dès à présent, le général Soukhomlinow est rayé du Conseil de l'Empire.

* * *

Mardi, 21 mars.

L'épopée de Verdun entretient ici, dans toutes les classes, une admiration enthousiaste, dont je recueille chaque jour quelques témoignages directs. Il s'y mêle toutefois un sentiment de plus en plus mélancolique et mortifiant, le sentiment de l'impuissance à laquelle sont réduites les armées russes.

Pour donner une satisfaction à la conscience publique, l'Empereur vient de prescrire, malgré les conditions mauvaises de la saison, une offensive importante au sud de la Dvina, dans la direction de Wilna. Des combats acharnés se succèdent, jour et nuit, entre les lacs Narocz et Vizniew. Les Allemands ont perdu hier quelques villages.

Aujourd'hui, le général Alexéïew adresse au général Joffre le télégramme suivant :

L'Empereur me charge de vous prier de transmettre au vaillant 20e corps français les sentiments de sa plus vive admiration et de toute son estime pour sa brillante conduite dans la bataille de Verdun. Sa Majesté est fermement convaincue que, sous le commandement de ses vaillants chefs, l'armée française, fidèle à ses traditions glorieuses, ne manquera pas d'amener à merci ses rudes adversaires. De mon côté, je suis heureux de vous témoigner mes sentiments de plus haute admiration pour la vaillance dont l'armée française a fait preuve dans ces difficiles et violentes rencontres. L'armée russe entière suit avec une attention soutenue les hauts faits de l'armée française. Elle lui adresse tous ses vœux de frères d'armes pour la victoire complète et n'attend que l'ordre d'engager le combat contre l'ennemi commun.

Signé : ALEXÉÏEW.

* * *

Mercredi, 22 mars.

Je retourne ce soir au *Narodny Dom* pour entendre Chaliapine dans *Boris Godounow*, qui est son rôle capital.

Le souffle lyrique de Pouchkine, le génie réaliste de Mous-

sorgsky et la puissance dramatique de Chaliapine se combinent si parfaitement que l'illusion du spectateur est absolue. La terrible aventure du faux Dimitry s'évoque dans une suite de tableaux d'un relief et d'un coloris prodigieux : c'est la synthèse intégrale d'une époque. On se croit transporté dans le temps et dans le cadre même du drame ; on participe en quelque sorte aux sentiments des personnages, à leurs angoisses, à leurs violences, à leurs faiblesses, à leurs effrois, à leur déraison, à leurs hallucinations. Dans la scène de la mort, Chaliapine s'est montré, comme toujours, l'égal des plus grands artistes. Quand le glas du Kremlin annonce aux Moscovites l'agonie de l'Autocrate ; quand Boris, poursuivi par le fantôme du Césaréwitch martyr, l'âme bourrelée de remords, les yeux hagards, la démarche trébuchante, les muscles crispés, les gestes convulsifs, ordonne qu'on lui apporte la robe de moine que doivent revêtir les tsars mourants, on atteint au plus haut degré de l'horreur tragique.

Pendant le dernier acte, Mme S..., qui est dans ma loge, me fait observer avec justesse l'importance que Moussorgsky a donnée à l'action des masses populaires. La foule pittoresque, qui se meut autour des protagonistes, n'est pas une multitude indifférente et passive, une simple troupe de figurants et de comparses ; elle est active ; elle intervient dans toutes les péripéties du scénario ; elle apparaît sans cesse au premier plan. Les parties chorales, qui abondent, sont indispensables à l'évolution et à l'intelligence du drame. On sent ainsi, à travers la pièce entière, le jeu des forces collectives, obscures, fatales, qui ont toujours été décisives, aux heures graves de l'histoire russe. Et cela explique l'attention fascinée du public. Mme S... ajoute :

— Soyez sûr qu'il y a dans cette salle plusieurs centaines, peut-être un millier de personnes qui, en regardant le spectacle, ne pensent qu'aux événements actuels et qui ont déjà devant les yeux la révolution prochaine... J'ai vu de très près nos troubles agraires de 1905 ; j'étais à la campagne, chez moi, aux environs de Saratow. Ce qui intéresse, ce qui passionne notre peuple dans une révolution, ce ne sont pas les idées politiques et sociales : il n'y comprend rien. Ce qui l'affole, ce sont les spectacles dramatiques, les cortèges avec des drapeaux rouges, des icônes et des chants religieux, les fusillades, les massacres, les funérailles, les scènes d'ivresse et de destruction, les viols,

les incendies, surtout les incendies, qui font un si bel effet dans la nuit...

Très vive de nature, elle s'exalte elle-même à ses descriptions, comme si elle assistait réellement aux tableaux sinistres qu'elle évoque. Puis, après un arrêt brusque, elle reprend d'une voix grave, sur un ton de rêverie :

— Nous sommes une race théâtrale... Nous sommes trop artistes, trop imaginatifs, trop musiciens... Cela finira par nous jouer un mauvais tour...

Elle se tait, songeuse, avec une expression d'épouvante au fond de ses grands yeux clairs...

***

Jeudi, 23 mars.

Dîner à l'Ambassade ; j'ai invité une vingtaine de Russes, dont Schébéko, qui était ambassadeur à Vienne en 1914, puis quelques Polonais, dont le comte et la comtesse Joseph Potocki, le prince Stanislas Radziwill, le comte Ladislas Wiélopolski, enfin quelques Anglais de passage.

Après le dîner, je cause isolément avec Potocki et Wiélopolski. L'un et l'autre, faisant allusion à des renseignements qui leur viennent de Berlin par la voie de Suède, me tiennent le même langage : « La France et l'Angleterre seront peut-être victorieuses, à la longue. Mais la Russie a dès maintenant perdu la partie ; en tout cas, elle n'aura jamais Constantinople et c'est au détriment de la Pologne qu'elle opérera sa réconciliation avec l'Allemagne : Sturmer sera l'instrument de cette réconciliation. »

Puis, une de mes invitées russes, la princesse V..., qui a le cœur très haut placé, avec une intelligence vive et instruite, me fait signe de venir m'asseoir auprès d'elle.

— Pour la première fois, vous me voyez tout à fait découragée, soupire-t-elle. J'ai tenu bon jusqu'en ces derniers temps. Mais, depuis que cet affreux Sturmer est au gouvernement, je n'ai plus d'espoir...

Je ne la réconforte qu'à demi, afin qu'elle me dise toute sa pensée ; j'insiste néanmoins sur les garanties que le patriotisme de Sazonow représente pour la continuation énergique de la guerre.

— Oui... Mais combien de temps restera-t-il encore au pou-

voir? Et que se passe-t-il derrière lui? Que prépare-t-on à son insu?... Vous n'ignorez pas que l'Impératrice le déteste, parce qu'il n'a jamais voulu s'incliner devant l'abject gredin qui déshonore la Russie. Je ne vous le nomme pas, ce bandit : je ne peux pas prononcer son nom sans cracher!...

— Que vous soyez inquiète, attristée, je le comprends. Dans une certaine mesure, je partage votre inquiétude. Mais, de là à jeter le manche après la cognée, oh! non... Plus les temps sont difficiles, plus on a le devoir d'être ferme. Et vous le devez, vous, plus que personne, parce que vous avez la réputation d'être courageuse et que votre courage en soutient beaucoup d'autres.

Elle se tait un instant, comme si elle écoutait une voix intérieure. Puis, elle reprend avec une mélancolie grave et résignée :

— Ce que je vais vous dire va vous paraître pédant, absurde. Tant pis!... Je crois beaucoup à la fatalité; j'y crois comme les poètes antiques, Sophocle, Eschyle, qui étaient convaincus que les dieux de l'Olympe eux-mêmes obéissaient au Destin.

— *Me quoque Fata regunt*... Vous voyez que de nous deux, le pédant, c'est moi, puisque je vous cite du latin.

— Qu'est-ce qu'elle signifie, votre citation?

— Ce sont des paroles que le poète Ovide place dans la bouche de Jupiter et qui veulent dire: « Moi aussi, je suis soumis au Destin. »

— Eh bien! depuis le règne de Jupiter, les choses n'ont pas changé. C'est toujours le Destin qui mène le monde et la Providence elle-même obéit à la fatalité. Ce que je vous dis là n'est pas très orthodoxe et je ne le répéterais pas devant le Saint-Synode. Mais je suis poursuivie par l'idée que la fatalité pousse la Russie à une catastrophe. J'en souffre comme d'un cauchemar.

— Qu'entendez-vous par la fatalité?

— Oh! Je ne pourrais jamais vous l'expliquer. Je ne suis pas philosophe, moi. Chaque fois que j'ouvre un livre de philosophie, je m'endors. Mais je sens très bien ce que c'est que la fatalité. Aidez-moi à le dire.

— Eh bien! c'est la force des choses, la loi de la nécessité, l'ordre naturel de l'univers... Ces définitions ne vous suffisent pas?

— Non, pas du tout. Si la fatalité n'était que cela, elle ne me ferait pas peur. Car enfin, la Russie a beau être un très

grand Empire, je ne pense pas que sa victoire ou sa défaite puisse intéresser beaucoup l'ordre naturel de l'univers...

Alors, en cherchant un peu ses mots, mais avec une spontanéité parfaite et sans la moindre affectation, elle me décrit la fatalité comme une puissance mystérieuse, aveugle, irrésistible, qui intervient au hasard dans les affaires du monde ; qui poursuit inflexiblement ses desseins, en dépit de tous les efforts humains, de toute la prudence humaine, de tous les calculs humains; qui trouve enfin une joie maligne à se servir de nous-mêmes pour nous plier à ses caprices.

— Voyez, continue-t-elle, voyez l'Empereur. N'est-il pas visiblement prédestiné à la perte de la Russie ? N'êtes-vous pas frappé de sa malchance? Est-ce possible d'accumuler dans un seul règne plus de mécomptes, d'échecs et de calamités ? Tout ce qu'il a entrepris, ses idées les plus sages, ses inspirations les plus nobles, tout a raté ou même s'est retourné contre lui. Logiquement, quelle doit être sa fin ?... Et l'Impératrice ! Connaissez-vous dans la tragédie antique une créature plus pitoyable ?... Et l'immonde sacripant, que je ne veux pas nommer ! Est-il assez marqué aussi par le Destin !... Comment expliquez-vous que, à une heure pareille de l'histoire, ces trois êtres tiennent dans leurs mains le sort du plus vaste Empire du monde ? Vous n'y reconnaissez pas l'action de la fatalité ? Voyons : soyez franc !

— Vous êtes très éloquente ; mais vous ne me convainquez pas du tout. La fatalité n'est qu'une excuse que les âmes faibles se donnent à elles-mêmes pour céder... Puisque j'ai commencé à être pédant, je le serai jusqu'au bout ; je vais encore vous citer du latin. Il y a, dans Lucrèce, une admirable définition de la volonté : *Fatis avulsa potestas*, ce qu'on peut traduire « une force arrachée à la fatalité. » Le plus pessimiste des poètes a reconnu lui-même qu'on peut lutter contre le Destin.

Après un intervalle de silence, la princesse V... reprend avec un sourire triste :

— Vous êtes heureux de pouvoir penser ainsi. On voit bien que vous n'êtes pas Russe ! Je vous promets pourtant de réfléchir à vos paroles... Mais, de grâce, mon cher ambassadeur, oubliez tout ce que je vous ai dit. Et surtout ne le répétez à personne ; car j'ai honte de m'être laissée aller ainsi devant un étranger.

— Un allié !

— Oui, et un ami... Tout de même, un étranger!... Alors, je compte sur votre discrétion : vous garderez mes condoléances pour vous seul, n'est-ce pas?... Maintenant, rapprochons-nous de vos autres convives...

***

Dimanche, 26 mars.

A Verdun, la lutte effroyable continue.

Malgré la rigueur du froid et l'abondance de la neige, les Russes essaient de nous venir en aide par quelques attaques sur le front de la Dvina. Ils ont remporté hier des succès appréciables dans le secteur de Jacobstadt et à l'ouest du lac Narotch.

***

Lundi, 27 mars.

La psychologie des criminels russes est d'un intérêt captivant; elle offre au moraliste et au sociologue, au juriste et au médecin une source inépuisable d'observations variées, bizarres, contradictoires, paradoxales, déconcertantes, invraisemblables. Chez nul autre peuple, les drames de la conscience, les énigmes du libre arbitre et de l'atavisme, les problèmes de la responsabilité personnelle et de la sanction pénale ne revêtent un aspect aussi complexe et troublant. C'est pourquoi les dramaturges et les romanciers russes ont fait de « l'âme criminelle » leur thème de prédilection.

Par le traducteur qui, chaque matin, me rend compte de la presse, je me tiens au courant de la chronique judiciaire et je peux constater que les fictions de la littérature n'exagèrent pas la réalité. Souvent même, c'est la réalité qui dépasse l'imagination des écrivains.

Un des faits que j'observe le plus fréquemment est le brusque réveil de la conscience religieuse aussitôt que la fureur homicide ou la convoitise brutale sont satisfaites. Encore faut-il préciser, — comme je l'ai noté plusieurs fois déjà dans ce *Journal*, — que la conscience religieuse du Russe s'inspire uniquement de l'Évangile. Dans les âmes les plus égarées, la notion chrétienne du péché, du repentir et de l'expiation ne s'abolit jamais. Après le paroxysme cérébral et la décharge nerveuse qui ont produit l'acte criminel, on voit presque tou-

jours le coupable s'effondrer intérieurement. La tête basse, l'œil éteint, le front plissé, il s'absorbe dans une détresse anxieuse, dans une contention accablée. Bientôt, un sentiment le domine tout entier avec la force opiniâtre d'une idée fixe ; c'est la honte, le remords, le besoin irrésistible d'avouer sa faute et de l'expier. Il se prosterne alors jusqu'à terre devant les icônes; il se frappe la poitrine à grands coups; il implore éperdument le Christ. Toute son attitude morale semble déterminée par cette pensée de Pascal : « Dieu absout dès qu'il voit la pénitence dans le cœur. »

Une anecdote, que Dostoïewsky a insérée dans le roman l'*Adolescent*, illustre d'une matière frappante ce que je viens de dire. Il s'agit d'un soldat qui, ses années de service accomplies, retourne à son village. Les habitudes qu'il a prises au régiment lui rendent bientôt insupportable la vie monotone avec les *moujiks;* d'ailleurs, il déplaît lui-même aux *moujiks*. Alors, il se met à boire et devient mauvais. Un jour, il dévalise des voyageurs. Les soupçons se portent immédiatement sur lui; on l'arrête. Mais les preuves décisives manquent. Devant le tribunal, son avocat, fort habile, est sur le point d'enlever un acquittement. Soudain, l'accusé se lève, coupe la parole à son défenseur : « Non, attends, laisse-moi parler. Je vais tout dire... » Et il dit tout *jusqu'à la dernière miette*. Puis, il éclate en sanglots, se frappe violemment la poitrine, et clame son repentir. Les jurés, très émus, se retirent pour délibérer. Après quelques minutes, ils rapportent un verdict de « non culpabilité. » L'auditoire applaudit. Les juges prononcent un arrêt d'absolution. Mais l'ancien soldat ne bouge pas : il est consterné. Quand il se retrouve enfin libre dans la rue, il marche au hasard, en proie à une torpeur morne. Le lendemain, après une nuit sans sommeil, il est encore plus déprimé : il refuse de boire et de manger, il ne veut parler à personne. Et, le cinquième jour, il se pend. Un personnage du roman, un *moujik*, devant qui l'on raconte cette aventure, Macaire-Ivanowitch, conclut : « Voilà ce qu'il en coûte de vivre avec ses péchés sur l'âme !... »

***

Mercredi, 29 mars.

L'ancien Président du Conseil, Kokovtsow, dont j'apprécie tant le patriotisme perspicace et la solide raison, vient me voir

à l'Ambassade : il est, comme toujours, fort pessimiste ; j'ai même l'impression qu'il se contient pour ne pas me laisser voir toute sa désespérance.

Dans le diagnostic général qu'il porte sur l'état intérieur de la Russie, je remarque l'importance qu'il attache à la démoralisation du clergé russe. Avec un accent douloureux qui fait trembler par instants sa voix grave, il finit par me dire :

— Les forces religieuses de ce pays ne résisteront plus longtemps à l'épreuve abominable qu'on leur impose. L'épiscopat et les hauts emplois ecclésiastiques sont presque entièrement asservis maintenant à la clique de Raspoutine. C'est comme une maladie infâme, c'est comme une gangrène qui aura bientôt dévoré tous les organes supérieurs de l'Église. Quand je pense aux marchandages ignobles qui se pratiquent certains jours dans les bureaux du Saint-Synode, j'en pleure de honte... Mais il y a pour l'avenir religieux de la Russie, — et je parle d'un avenir prochain, — il y a un autre péril, qui ne me semble pas moins redoutable : c'est le progrès des idées révolutionnaires dans le bas clergé, surtout parmi les jeunes prêtres. Vous n'ignorez pas combien la condition de nos popes est déplorable, matériellement et moralement. Le *sviatchénik* de nos paroisses rurales vit presque toujours dans une misère noire, qui lui fait perdre trop souvent toute dignité, toute vergogne, tout respect de son costume et de sa fonction. Les paysans le méprisent à cause de sa paresse et de son ivrognerie ; de plus, ils se chamaillent sans cesse avec lui sur le prix des offices et des sacrements ; aussi ne se gênent-ils pas pour l'injurier à l'occasion et même pour le rosser. Vous n'imaginez pas ce qui s'accumule quelquefois de souffrance et de rancune dans l'âme d'un pope !... Nos socialistes ont très habilement exploité cette situation pitoyable du bas clergé. Depuis une douzaine d'années, ils mènent une propagande active parmi les prêtres de campagne, surtout parmi les jeunes. Ils recrutent ainsi, non seulement des soldats pour l'armée de l'anarchie, mais encore des apôtres et des entraîneurs qui ont naturellement de l'action sur nos foules ignorantes et mystiques. Vous vous rappelez le rôle malfaisant que le pope Gapone a joué dans les émeutes de 1905 : il répandait autour de lui une sorte de magnétisme... Quelqu'un de bien renseigné m'affirmait l'autre jour que la propagande révolutionnaire pénètre maintenant jusque dans les collèges

ecclésiastiques. Vous savez que les séminaristes sont tous fils de prêtres : la plupart sont dénués de ressources ; les souvenirs que beaucoup d'entre eux apportent de leur village en font déjà, selon le mot de Dostoïewsky, « des humiliés et des offensés : » seur cerveau n'est donc que trop prédisposé à recevoir la lemence de l'évangile socialiste. Et, pour achever de leur fausser l'esprit, on les excite contre la hiérarchie de l'Église en leur racontant les scandales de Raspoutine !...

***

Jeudi, 30 mars.

La Douma vient d'achever, en comité secret, l'examen du budget des Affaires étrangères. Sazonow a été plusieurs fois amené à prendre la parole. Son patriotisme, sa franchise courageuse et simple, sa haute conscience lui ont valu un grand succès d'estime et de sympathie. Donc, tout va bien de ce côté.

Mais, dans le domaine de la politique intérieure, les relations du gouvernement et de l'assemblée deviennent chaque jour plus difficiles, plus hargneuses. En deux mois de pouvoir, Sturmer a réussi à faire regretter Gorémykine. Toute la bureaucratie rivalise de zèle réactionnaire. Si l'on voulait susciter une crise violente, on ne s'y prendrait pas autrement. Je m'attends à voir recommencer bientôt le jeu des provocations policières, les exploits des Bandes noires, les massacres de Juifs.

Un fait récent exaspère les groupes d'extrême-gauche à la Douma : le tribunal supérieur de Pétrograde vient de condamner à la déportation perpétuelle en Sibérie cinq députés social-démocrates, sur le chef de propagande révolutionnaire.

Leur arrestation remontait au mois de novembre 1914, à l'époque où Lénine, réfugié en Suisse, inaugurait sa campagne défaitiste par cette profession de foi : « Les socialistes russes doivent souhaiter la victoire de l'Allemagne, parce que la défaite de la Russie entraînera la ruine du tsarisme... » Les cinq députés, Pétrowsky, Chagow, Badaïew, Mouranow et Samoïlow, furent d'abord inculpés de trahison ; par la suite, on ne retint contre eux que le grief d'avoir essayé d'organiser une action révolutionnaire dans l'armée. Le célèbre avocat de Pétrograde, Sokolow, et le député « travailliste, » Kérensky, présentèrent habilement la défense. La condamnation ne fut pas moins rigoureuse.

Au cours de sa plaidoirie, Kérensky a déclaré : « Jamais les accusés n'ont pensé à provoquer une révolution pendant la guerre; jamais ils n'ont souhaité la défaite de notre armée; jamais ils n'ont tendu la main à l'ennemi par-dessus la tête de ceux qui meurent en défendant la patrie. Ce qu'ils redoutaient, au contraire, c'est que les réactionnaires russes ne fissent alliance avec les réactionnaires allemands... » Cette allusion à une connivence occulte de l'autocratisme russe et de l'absolutisme prussien n'est que trop fondée. Mais je considère comme non moins établis les préparatifs de trahison que le socialisme russe poursuit dans l'ombre, en s'adressant aux pires instincts des ouvriers et des soldats.

* * *

Samedi, 1er avril.

Je vais voir Sturmer pour l'entretenir de questions administratives qui ressortissent à son Département.

La figure pateline, le geste ouvert, il m'accable de promesses mielleuses :

— Excellence, j'ordonnerai à mes bureaux de faire tout le possible pour vous plaire. Et ce qu'ils déclareront impossible, je le ferai moi-même.

J'enregistre ces belles déclarations; puis, m'adressant non plus au Ministre de l'Intérieur, mais au Président du Conseil, je lui parle des difficultés que la bureaucratie ne cesse de créer aux industries privées qui travaillent pour la guerre, je lui cite plusieurs cas récents qui témoignent, dans les administrations publiques, d'autant de mauvaise volonté que d'insouciance et de désordre :

— J'invoque, dis-je, votre haute autorité pour mettre fin à ces abus scandaleux.

— Oh ! *scandaleux* est bien excessif, monsieur l'ambassadeur ! J'admets tout au plus qu'il y ait eu quelques négligences et je vous remercie de me les signaler.

— Non, monsieur le Président, les faits que je vous rapporte et que je vous certifie ne sont pas seulement des négligences ; ils révèlent un système d'obstruction, un parti pris d'hostilité.

D'un air désolé, la main sur le cœur, il me garantit l'ardent patriotisme, le zèle dévoué, l'impeccable probité de l'administration impériale. J'insiste d'autant plus dans mes récrimina-

tions; je prouve par des chiffres que la Russie pourrait aisément fournir un effort triple ou quadruple, alors que la France épuise toute sa vitalité. Il se récrie :

— Mais nous avons perdu sur les champs de bataille un million d'hommes!

— Cela signifie que les pertes de la France sont quatre fois plus importantes que celles de la Russie.

— Comment?

— Le calcul est simple. La Russie compte 180 millions d'habitants et la France 40. Pour qu'il y eût équivalence dans les pertes, il faudrait que les vôtres fussent quatre fois et demie supérieures aux nôtres. Or, si je ne me trompe, les pertes actuelles de l'armée française dépassent 800 000 hommes... Et je ne parle que de l'équivalence numérique!

Il lève les yeux au ciel :

— Je n'ai jamais su calculer. Tout ce que je peux vous dire, c'est que nos pauvres *moujiks* donnent leur vie sans marchander.

— Je le sais. Vos *moujiks* sont admirables; mais c'est de vos *tchinovniks* que je me plains.

Avec un froncement autoritaire des sourcils et un majestueux redressement du torse, il reprend :

— Monsieur l'ambassadeur, je vais faire vérifier tout ce que vous avez bien voulu m'apprendre. S'il y a eu des fautes, elles seront impitoyablement réprimées. Vous pouvez compter sur mon énergie.

J'incline la tête en signe de remerciement. Il poursuit du même ton :

— Je suis très doux par nature; mais je ne recule devant aucune rigueur, quand il s'agit de servir l'Empereur et la Russie. Ayez donc confiance en moi, Excellence. Tout ira bien; oui, tout ira bien, avec l'aide de Dieu.

Je le quitte sur cette fallacieuse assurance, en regrettant néanmoins qu'il n'ait pas relevé mon allusion à *l'équivalence numérique* des pertes françaises et des pertes russes. J'aurais voulu lui faire sentir que, dans l'évaluation des pertes subies par les deux alliés, le nombre n'est pas le seul facteur ni même le facteur principal. Sous le rapport de la culture et comme produits de la civilisation, le Français et le Russe ne sont pas au même étage. L'Empire des Tsars est un des pays les plus arriérés

du monde : sur 180 millions d'habitants, 150 ne savent ni lire ni écrire. Auprès de cette masse ignorante et primitive, que l'on se représente notre armée : tous les soldats instruits; le plus grand nombre très intelligents et de sens très fin; en tête, une légion innombrable de jeunes hommes ayant déjà fait leurs preuves de maîtrise, de science, de goût, de talent; c'est l'élite et la fleur de l'humanité. A cet égard, nos pertes surpassent énormément les pertes russes. En m'exprimant de la sorte, je ne méconnais pas que, dans le domaine de l'idéal, la vie la plus humble acquiert par le sacrifice une valeur infinie, et, quand un pauvre *moujik* se fait tuer, ce serait abominable de lui décerner comme oraison funèbre : « Tu ne savais ni lire ni écrire et tes grosses mains n'étaient bonnes qu'à pousser la charrue. Ainsi, tu n'as pas donné grand chose en donnant ta vie... » Rien n'est donc plus éloigné de ma pensée que d'appliquer à cette foule de héros obscurs le jugement dédaigneux que Tacite laissait tomber sur les martyrs chrétiens : *Si interissent, vile damnum*. Mais, au point de vue politique, au point de vue de la contribution effective à l'Alliance, il est certain que la part française est de beaucoup prépondérante.

*
* *

Dimanche, 2 avril.

Le général Polivanow, ministre de la Guerre, est relevé de ses fonctions et remplacé par le général Schouvaïew, qui est un pauvre d'esprit.

La disgrâce du général Polivanow est une perte sensible pour l'Alliance. Il avait remis autant d'ordre qu'on pouvait en remettre dans les bureaux de la Guerre; il avait réparé, autant qu'elles étaient réparables, les erreurs, les incuries, les dilapidations, les trahisons de son prédécesseur le général Soukhomlinow. Il n'était pas seulement un excellent administrateur, aussi méthodique et ingénieux que probe et vigilant; il possédait, à un haut degré, le sens stratégique, et le général Alexéïew, qui n'accepte pas volontiers les conseils, tenait grand compte des siens.

D'un loyalisme impeccable mais d'opinions libérales, il comptait de nombreux amis à la Douma, dans les rangs des « octobristes » et des « cadets, » qui fondaient sur lui beaucoup d'espérances. Il apparaissait comme une réserve du régime, capable

de le défendre à la fois contre les folies de l'absolutisme et les excès de la révolution.

La confiance qu'il inspirait à la Douma ne pouvait que le desservir et le discréditer auprès de l'Impératrice. On a surtout exploité à son détriment les relations qu'il entretenait avec le président des « octobristes, » Goutchkow, « l'ennemi personnel des Majestés. » Et, une fois de plus, par faiblesse, l'Empereur a sacrifié un de ses meilleurs serviteurs.

On m'assure toutefois que la retraite du général Polivanow ne présage aucune évolution dans la politique intérieure de l'Empire et que l'Empereur a prescrit récemment à Sturmer d'éviter tout conflit avec la Douma.

* * *

Jeudi, 6 avril.

Maxime Kowalewsky vient de succomber à une courte maladie.

Né en 1851, professeur à l'Université de Moscou et délégué par elle au Conseil de l'Empire, il était une des figures les plus marquantes du parti « cadet » (1).

Épris de justice, il pratiquait une des vertus les plus rares qui soient en Russie... et ailleurs : la tolérance. L'antisémitisme révoltait sa conscience et son cœur. Me parlant un jour du régime abominable auquel le tsarisme a soumis les Juifs, il me citait le mot de Stuart Mill : « Dans une nation civilisée, il ne doit pas y avoir de parias. » Au cours de notre dernier entretien, il m'avait laissé voir qu'il se faisait peu d'illusions sur la gravité des maux dont souffre la Russie et sur l'immense difficulté de réformer l'ordre établi sans que tout l'édifice croule. L'ignorance des masses populaires l'inquiétait par-dessus tout. Là encore, il pensait avec Stuart Mill : « Le suffrage universel a pour condition préalable l'enseignement universel. »

Par rapport au chiffre de sa population, la Russie est, après la Chine, le pays qui compte le moins d'hommes instruits et distingués, le pays où l'état-major social est le plus inférieur en nombre et en qualité. La disparition d'un Maxime Kowalewsky est donc une perte sensible au point de vue national.

(1) Voir la note du 15 septembre 1915.

*
* *

Lundi, 10 avril.

Je dîne au restaurant Donon avec le comte et la comtesse Joseph Potocki, le prince Constantin Radziwill et sa nièce la princesse Stanislas Radziwill, le comte de Broel-Plater, le comte Ladislas Wiélopolski, etc.

L'atmosphère de la réunion est toute polonaise; on s'exprime donc assez librement devant moi. Des propos qui s'échangent, des faits que l'on cite, des euphémismes auxquels on a recours, je conclus que cette guerre, où les belligérants de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale portent au maximum leur puissance d'organisation militaire et de cohésion politique, dépasse de beaucoup les forces matérielles et morales de la Russie.

Après le dîner, Wiélopolski me prend à part et s'épanche complètement :

— J'ai fait jadis mes études à l'Université de Berlin et je vous avoue que j'en ai gardé une impression profonde, je dirai même un souvenir très agréable. Cela ne m'empêche pas de détester la Prusse cordialement et d'être un loyal sujet de l'empereur Nicolas. Mais je ne peux pas m'affranchir tout à fait de mon instruction allemande, quand je me laisse aller à *philosophiren* sur les choses de Russie...

Et, avec un grand luxe d'arguments historiques, il s'applique à me prouver que, malgré ses apparences colossales, la Russie est le plus faible des États belligérants, celui qui doit fléchir le premier, parce que sa civilisation arriérée limite étroitement ses facultés productives et que, d'autre part, sa conscience nationale est encore trop imparfaite pour résister à l'action dissolvante d'une guerre prolongée.

*
* *

Mardi, 11 avril.

Dans la journée d'avant-hier, la bataille de Verdun semble avoir atteint son paroxysme d'horreur et d'acharnement. Sur toute la ligne, les vagues furieuses de l'offensive allemande ont été victorieusement repoussées.

A aucune heure de son histoire, l'âme française ne s'est élevée plus haut. Sazonow, chez qui la conscience morale est d'une rare sensibilité, me l'exprimait ce matin, avec émotion.

***

Mercredi, 12 avril.

Le comte Constantin de Broel-Plater est en partance pour Londres, Paris et Lausanne, où il va conférer avec ses compatriotes polonais.

Je l'ai invité à déjeuner ce matin, ainsi que le comte Ladislas Wiélopolski et le comte Joseph Potocki; personne autre, afin que nous puissions causer librement.

Un entretien très confiant, que j'ai eu hier avec Sazonow, me permet de leur certifier que l'Empereur persévère dans ses intentions libérales envers la Pologne.

Wiélopolski me répond :

— Je n'ai aucune inquiétude quant aux intentions de l'Empereur et de Sazonow. Mais Sazonow peut, du jour au lendemain, disparaître de la scène politique. Et alors, qui nous garantira contre une défaillance de l'Empereur?

Plater expose que les Alliés devraient prendre en main la question polonaise, de façon à l'internationaliser.

Je m'élève avec force contre cette idée. La prétention d'internationaliser la question polonaise provoquerait, dans les milieux nationalistes de l'Empire, un éclat d'indignation et paralyserait toutes les sympathies qui nous sont acquises dans les autres milieux. Sazonow lui-même se cabrerait. Et toute la bande de Sturmer aurait beau jeu à clamer contre les Puissances démocratiques d'Occident qui profitent de l'Alliance pour s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie. J'ajoute :

— Vous connaissez les sentiments du Gouvernement français pour votre cause, et je peux vous garantir que sa sollicitude ne reste pas inactive. Mais son action sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus discrète, plus exempte de tout caractère officiel. En ce qui me concerne, je ne perds aucune occasion d'amener les ministres de l'Empereur à me parler de la Pologne, à me confier leurs idées, leurs indécisions, leurs objections, sur les graves et complexes problèmes que soulève la proclamation de l'autonomie polonaise. Pour n'être formulées qu'à titre privé, leurs déclarations réitérées (car aucun d'eux, même Sturmer, n'a osé protester devant moi contre les intentions de l'Empereur), toutes ces déclarations, dis-je, finissent par constituer une sorte d'engagement moral qui, en

cas de besoin, permettrait au Gouvernement français de parler avec une singulière autorité, quand viendra l'heure de la résolution définitive.

Plater me promet de s'exprimer dans ce sens avec ses compatriotes : mais il ne me cache pas qu'il aura de la peine à les persuader.

***

Vendredi, 14 avril.

Malgré les périls, la longueur et la difficulté du voyage, il ne se passe guère de semaine où je ne voie arriver quelques Français, officiers, ingénieurs, commerçants, journalistes, etc. Pour peu que leur séjour se prolonge et qu'ils aient l'esprit d'observation, ils m'expriment tous leur pénible surprise de la réserve, de la froideur même, qu'ils constatent dans les milieux libéraux à l'égard de la France.

C'est malheureusement vrai. Et, par exemple, le *Retch*, organe officiel des « cadets, » est l'un des journaux russes qui passent le plus volontiers sous silence nos actions militaires, qui se montrent le plus avares d'éloges pour notre armée, le plus attentifs à signaler les lenteurs ou les fautes de notre stratégie. Sauf un petit nombre d'exceptions, parmi lesquelles je citerai Milioukow, Chingarew et Maklakow, la majorité du parti ne s'est pas encore affranchie de sa vieille et tenace rancune envers l'Alliance.

Le grief date de vingt ans. La guerre de Mandchourie venait de s'achever en désastre, et, par toute la Russie, ce n'était qu'émeutes, grèves, complots, assassinats de fonctionnaires, mutineries dans la marine et dans l'armée, révoltes agraires, pillages, *pogroms*. De plus, le trésor de l'Empire était à sec. Un emprunt de deux milliards deux cent cinquante millions de francs fut négocié sur le marché de Paris. Pour nos banques et notre presse, l'émission était alléchante. Le Gouvernement de la République hésitait néanmoins à autoriser l'opération, car nos partis d'extrême-gauche exigeaient que le contrat d'emprunt fût soumis à la Douma, qui aurait pu ainsi dicter ses conditions au tsarisme. Le comte Witte s'y opposait naturellement, de toutes ses forces. La position du cabinet radical, drésidé par M. Léon Bourgeois, était délicate. Allions-nous consolider l'absolutisme monarchique en Russie à l'aide de l'argent

français? Dans le conflit ouvert entre le peuple russe et l'autocratisme, prendrions-nous parti pour l'oppresseur ou pour les opprimés? Une considération, insoupçonnée de l'opinion française, détermina l'acquiescement final de nos ministres aux demandes du Gouvernement impérial. Les relations de la France et de l'Allemagne étaient mauvaises; la convention d'Algésiras n'était qu'un armistice diplomatique. D'autre part, nous connaissions les intrigues astucieuses que l'empereur Guillaume poursuivait personnellement auprès de Nicolas II, pour lui imposer une alliance russo-allemande, à laquelle la France eût été sommée de souscrire. Était-ce le moment de rompre avec le tsarisme? En autorisant, au mois d'avril 1906, l'émission de l'emprunt russe sur la place de Paris, le Gouvernement de la République resta fidèle au principe directeur de notre politique étrangère : chercher dans le développement pacifique de la force russe la sauvegarde principale de notre indépendance nationale.

Parmi les démocrates de la Douma, ce fut une explosion de colère contre la France. Et leur ressentiment couve toujours.

* * *

Samedi, 15 avril.

Je fais visite à Mme Tanéïew, femme du secrétaire d'État, directeur de la Chancellerie impériale et mère de Mme Wyroubow.

Je ne l'ai pas vue depuis longtemps, quoique j'aie toujours plaisir à causer avec elle dans son vieil appartement du Palais Michel; car ses traditions de famille l'ont enrichie de souvenirs.

Son père, l'aide de camp général Ilarion Tolstoï, vécut intimement à la cour d'Alexandre II; son aïeul maternel, le prince Alexandre Galitzine, accompagna le grand-duc Constantin dans sa vice-royauté de Pologne. Enfin, voilà plus d'un siècle que les Tanéïew se succèdent à la direction de la Chancellerie impériale.

Elle m'a prêté récemment un journal tenu par sa grand'mère, la princesse Galitzine, pendant l'insurrection polonaise de 1830-1831. On y voit quelles illusions la Russie nourrissait alors envers la Pologne et avec quelle générosité les Russes avaient pardonné aux Polonais le crime des trois partages.

Mais ce n'est pas de la Pologne que je l'entretiens aujour-

d'hui : je la questionne insidieusement sur sa fille, Mme Wyroubow, sur les fonctions absorbantes qu'elle remplit au Palais, sur la permanente assiduité que lui impose la confiance de l'Impératrice.

— Oh oui ! me dit-elle, ma pauvre Annie est quelquefois bien fatiguée. Jamais un instant de repos !.. Depuis que l'Empereur est aux armées, l'Impératrice est accablée de travail ; elle doit se tenir au courant de tout. Ce bon M. Sturmer la consulte à tout propos. Elle ne s'en plaint pas. Loin de là ! Mais il en résulte naturellement pour ma fille beaucoup de lettres, beaucoup de démarches !...

***

Mercredi, 19 avril.

Hier, les Russes ont pris Trébizonde. Ce succès va peut-être ranimer, dans l'esprit public, le rêve de Constantinople, dont personne ne parle plus.

***

Jeudi, 20 avril.

Selon l'usage, les ambassadeurs et ministres des Puissances catholiques sont conviés ce matin, en grande tenue, au Prieuré de Malte, pour entendre la messe du Jeudi saint.

Dans l'étroite église constellée de croix octogones, devant le trône du Grand-Maître et les inscriptions latines, je retrouve comme l'an dernier les souvenirs hétéroclites du tsar dément que fut l'empereur Paul.

Comme l'an dernier aussi, la pathétique liturgie qui se déroule devant moi ramène ma pensée vers les deuils de France, vers la foule innombrable, toujours croissante, de nos morts. L'histoire enregistra-t-elle jamais un pareil nécrologe ?... Plus spécialement, je songe à nos héros de Verdun qui, avec tant de simplicité, d'un cœur si ardent et si allègre, ont élevé jusqu'au sublime, jusqu'au prodige, les vertus séculaires de l'âme française.

***

Vendredi, 21 avril.

Cette année encore, les calendriers russe et grégorien coïncident pour la date de Pâques.

Vers la fin du jour, la princesse D..., qui est fort libre

d'opinions et qui aime « aller au peuple », m'emmène dans les églises des quartiers populaires.

Après un court arrêt à la Lavra étincelante et somptueuse de Saint-Alexandre Newsky, nous visitons la petite église de l'Exaltation de la Croix, qui avoisine le canal Obvodny, puis la cathédrale d'Ismaïlow, qui est à l'extrémité de la Fontanka, enfin les églises de Sainte-Catherine et de la Résurrection, qui s'élèvent au milieu des usines et des docks, non loin de la Néwa.

Partout, un luminaire éblouissant; partout, des chœurs admirables pour la beauté des voix, pour la maîtrise de l'exécution, pour la profondeur du sentiment religieux.

Partout aussi les visages reflètent une piété rêveuse et grave, timide et concentrée.

Nous nous attardons à l'église de la Résurrection, où l'assistance est particulièrement recueillie.

Soudain, la princesse D... me pousse le coude :

— Regardez! me dit-elle. N'est-ce pas émouvant?

Et d'un glissement des yeux, elle me désigne un *moujik* en prière, à deux pas de nous. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, vêtu d'une touloupe rapiécée, haut de taille, l'air phtisique, la face camuse, le front ridé, les tempes chauves, les joues creuses sous la barbe grisonnante et rare, la tête inclinée vers l'épaule droite, les mains jointes devant la poitrine et crispées autour de la casquette. A plusieurs reprises, il se frappe le front et les épaules avec ses doigts rassemblés, tandis que ses grosses lèvres bleuâtres balbutient : *Gospodi pomiliou! Seigneur, ayez pitié de moi!* Après chaque appel, il exhale un profond soupir, un gémissement sourd et douloureux. Puis il redevient immobile. Mais sa physionomie n'en est que plus expressive. Une lueur phosphorescente, extatique, baigne ses yeux pâles, qui semblent voir réellement quelque chose d'invisible.

La princesse D... me serre le bras :

— Regardez-le, regardez-le!... En ce moment, il *voit* le Christ.

Pendant que je reconduis ma compagne chez elle, nous devisons sur les instincts religieux des Russes; je lui cite le mot de Pascal : « La foi, c'est Dieu sensible au cœur ». Et je lui demande si elle ne pense pas qu'on puisse dire : « Pour les Russes, la piété, c'est Jésus-Christ sensible au cœur. »

— Oh oui! s'écrie-t-elle. C'est cela exactement.

***

Samedi, 22 avril.

Sazonow me dit ce matin, d'un air agacé :

— Bratiano continue son jeu !

Il a reçu en effet hier soir la visite du colonel Tatarinow, attaché militaire à Bucarest, qui est arrivé de Roumanie pour faire son rapport à l'Empereur. D'après lui, l'entente entre l'État-major russe et l'État-major roumain serait facile à réaliser en vue d'une action dans la Dobroudja. Ses conférences avec le général Iliesco lui permettaient même de croire que l'accord était conclu en principe sur cette base. Mais, lorsqu'il est allé prendre congé de Bratiano, celui-ci a formulé inopinément la prétention que l'armée russe reçoive, pour objectif principal et immédiat, l'occupation de Roustchouk, afin de protéger Bucarest contre une agression des Bulgares. Le général Alexéïew estime qu'une pareille prétention, qui ne tient aucun compte des difficultés que présenterait une marche de 250 kilomètres sur la rive droite du Danube, témoigne une fois de plus, chez Bratiano, le parti pris de se dérober à la conclusion d'une convention militaire.

— Et l'on dira encore à Paris, ajoute Sazonow, que c'est la Russie qui s'oppose à l'intervention de la Roumanie !

***

Dimanche, 23 avril.

Débâcle sur la Néwa ; le fleuve charrie torrentueusement des banquises énormes qui descendent du Ladoga ; c'est la fin de « l'époque glaciaire. »

Revenant d'une visite à l'extrémité du Quai anglais, j'aperçois le chambellan B..., qui marche avec peine dans la boue dégelée, sous une bise aigre et coupante. Je lui offre de monter dans ma voiture. Il accepte, et, sitôt installé près de moi, il m'amuse de sa fantaisie paradoxale, qu'il déploie certains jours avec la verve et la virtuosité d'un Rivarol.

Comme nous arrivons à la Place du Saint-Synode où se dresse le monument de Pierre Ier, chef-d'œuvre de Falconet, j'admire une fois de plus, au passage, la majestueuse effigie du tsar législateur, qui, du haut de son cheval cabré, semble commander le cours de la Néwa. B... soulève sa casquette :

— Saluons, dit-il, le plus grand révolutionnaire des temps modernes !

— Révolutionnaire, Pierre Ier ?... Je me le représente plutôt comme un réformateur brutal, impétueux, outrancier, sans scrupule et sans pitié, mais possédant au plus haut degré le génie créateur, l'instinct de l'ordre et de la hiérarchie.

— Non. Pierre-Alexéïéwitch n'aimait que détruire. Et c'est en quoi il était si profondément russe. Dans son despotisme sauvage, il sapait tout, il renversait tout. Pendant près de trente années, il a été en insurrection contre son peuple ; il s'est attaqué à toutes nos traditions nationales, à tous nos usages nationaux ; il a tout chambardé, même notre sainte Église orthodoxe... Vous l'appelez un réformateur. Mais un vrai réformateur tient compte du passé, garde la notion du possible et de l'impossible, ménage les transitions, prépare l'avenir. Lui, non. Il démolissait pour la joie féroce de démolir, pour la joie cynique de briser des résistances, de violenter des consciences, de tuer les sentiments les plus naturels et les plus légitimes... Quand nos anarchistes d'aujourd'hui rêvent de faire sauter l'édifice social sous le prétexte de le renouveler en bloc, ils s'inspirent, sans le savoir, de Pierre le Grand ; ils ont comme lui la haine fanatique du passé ; ils se figurent comme lui qu'on peut changer toute l'âme d'un peuple avec des ukases et des supplices...

— N'importe! J'aimerais qu'il ressuscitât. Il a soutenu pendant vingt et un ans la guerre contre les Suédois et il a fini par leur dicter la paix : il soutiendrait bien pendant un an ou deux encore la guerre contre les Boches... Ah ! il aurait de quoi faire, ce Titan de la volonté!...

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

LES CYCLADES

Les Cyclades !... Le beau nom, tout brillant d'azur et de lumière ! Rien qu'à le prononcer, on voit surgir des villes blanches au fond de baies rocheuses et solitaires, on entend le choc du flot contre les promontoires et le rejaillissement de l'écume autour des écueils, tandis qu'au loin les plaines onduleuses de la mer violacée resplendissent. On les voit, ces îles merveilleuses, berceau des récits légendaires et des plus belles images qui aient enchanté les yeux des hommes d'Occident, — on les voit s'égrener sur l'eau molle et bleue de l'archipel, comme un collier rompu, dont les pendentifs s'abaissent vers la grande île de Crète, sorte de continent hybride qui tient à la fois de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Leurs noms seuls composent une litanie aux syllabes sonores et évocatrices : Kéos, Kinthos, Sériphos, Siphnos, Milo dont les plages ont abrité le sommeil de la miraculeuse Aphrodite, Sikinos, Amorgos, patrie de Simonide et des riches tuniques aux fleurs peintes, Naxos où, le long des grèves désolées, Ariane se lamente, Paros, pleine de marbres et de sculpteurs, Syros, Mikonos, Délos-la-pierreuse où, parmi le foisonnement des palais et des sanctuaires, se dressait le palmier d'or d'Apollon, Tinos, Andros, Théra, ceinte du bouillonnement de ses eaux sulfureuses et dont les hautes falaises se penchent sur l'entonnoir de ses cratères éteints... terres lumineuses et âpres au-dessus desquelles planent encore des silhouettes olympiennes ou héroïques : la Vénus et le Poseidôn de Milo, l'Hermès d'Andros, le Diadumène de Délos, jeune homme presque divin...

A la gloire de ces îles sacrées et à tous leurs souvenirs, MM. Daniel Baud-Bovy et Frédéric Boissonnas viennent d'élever un véritable monument, de dédier un livre (1), haut et spacieux comme un temple, parfait en ses proportions, irréprochable et magnifique d'exécution. La seule vue de ce bel in-folio est déjà une joie pour les yeux.

Avec ses ors discrets, le vélin blanc et poli comme un marbre de sa reliure, les rouges antiques de ses fers et de ses gaufrures, les figures de dauphins qui décorent ses plats, ses motifs ornementaux du type grec le plus pur, ce volume architectural évoque la silhouette harmonieuse d'un petit sanctuaire classique comme l'Érechtéion ou la Victoire Aptère, tels du moins qu'ils devaient être au temps de leur splendeur et de leur nouveauté, lorsque leurs corniches, leurs chapiteaux, leurs parois brillantes et fraîches s'égayaient de dorures, de reliefs en couleurs et d'images peintes. Ouvrez le livre, — j'allais dire : franchissez le péristyle, — et c'est un nouvel enchantement : beauté lapidaire de l'impression, magnificence des papiers, variété des encres, douceur des teintes, polyphonie des tons, construction savante des masses typographiques, décoration ingénieuse, subtile et prodigieusement diverse, tout cela contribue à faire de ce livre un monument réellement à part, au milieu de la production hâtive d'aujourd'hui. Par ce temps de mauvais papiers, d'illustrations bâclées, de reliures économiques, ce fastueux volume prend une valeur incomparable. Étant donné l'actuelle cherté de tout, et les matières exquises employées par les éditeurs des *Cyclades*, on ne s'étonnera pas des prix royaux qu'atteint ce chef-d'œuvre de typographie.

Dès le premier feuillet tourné, tout de suite les regards sont captivés par les abondantes et comme inépuisables illustrations de ce grand livre d'images. Ce sont les héliogravures exécutées d'après les clichés de cet étonnant guetteur de paysages qu'est Frédéric Boissonnas. Il excelle à faire rendre aux ciels, aux terrains, aux surfaces mouvantes des eaux leur maximum d'effet pittoresque. Il sait les éclairages favorables, les contrastes imprévus et paradoxaux, les reflets inouïs qui transfigurent le site le plus désolé, la ruine la plus ingrate; il est rompu à tous

(1) *Des Cyclades en Crète, au gré du vent*, par Daniel Baud-Bovy et Frédéric Boissonnas. Genève, Boissonnas et Cie.

les jeux de la lumière, à ses surprises, à ses fantasmagories les plus déconcertantes. De là l'extraordinaire intérêt de ses illustrations : outre la ressemblance exacte et littérale, elles vous apportent la poésie des lieux, — elles immobilisent la minute éphémère où les grands paysages classiques atteignent à leur rayonnement total.

A mesure qu'on les feuillette, la physionomie de ces terres privilégiées se grave dans la mémoire en traits ineffaçables. On croit faire réellement le voyage. On voit les villes et les sanctuaires illustres, les grands paysages mythologiques, et l'instant d'après, les scènes les plus familières, les personnages les plus humbles...

On part d'Athènes et du Pirée, on aperçoit un instant l'Acropole fameuse et ses temples immortels... ils s'effacent dans un halo de poussière blonde, ils disparaissent comme écrasés par la masse bleuâtre du Lycabette, — et nous voici, avec notre tartane et ses matelots agiles et rusés comme les compagnons d'Ulysse, sous les roches creuses de Santorin, aux flancs desquelles s'accrochent les petites maisons blanches percées de rares ouvertures, les absides et les coupoles des bâtisses méditerranéennes. Nous débarquons : voici la campagne de notre Provence ou de notre Afrique, — le village aux toits rouges, les terrasses immaculées sous leur enduit de chaux, la ferme ou la villa à demi dissimulée par un rideau de cyprès, les vergers et les enclos plantés de grenadiers, d'oliviers, de vignes et de chênes-lièges...

Tournons la page : Nous sommes maintenant dans le port de Syra, devant une ville blanche qui ressemble à Alger et qui se déploie, en forme de triangle, aux pentes étagées de ses collines. Plus loin, c'est la cathédrale de Tinos, avec sa cour intérieure, dallée de marbre blanc, ses arcades pareilles à celles de grandes mosquées de l'Islam, sa vasque des ablutions, surmontée d'une colombe d'albâtre, ses cyprès centenaires aux fûts striés de rides épaisses, droits et sveltes comme des colonnes cannelées, — puis les ruelles blanches de la ville, aux passages voûtés et sombres comme ceux des casbahs africaines... Dans la campagne, on cueille les olives, les pâtres ramènent leurs chèvres, les laboureurs touchent de l'aiguillon leurs bœufs accouplés, les femmes, leur amphore sur l'épaule, s'en reviennent du puits... A présent, nous sommes en vue de

Délos. Il est quatre heures du matin. Le soleil se lève derrière le Cynthe, — la montagne d'Apollon. La mer a ce frissonnement léger qui annonce les premiers souffles et la fraîcheur de l'aube. On devine que l'eau est toute rose et qu'elle est extraordinairement transparente autour des écueils, noirs comme des morceaux d'ébène... Nous approchons. Voici les ruines immenses de la Cité sainte, le lac sacré, l'avenue des lions, les colonnes des palais et des sanctuaires... Voici Naxos, émergeant d'une mer glauque et triste. Au sommet d'un promontoire, le péristyle rompu du temple de Dionysos s'ouvre comme une porte triomphale sur un ciel bouleversé de nuages, tel un champ de bataille mythologique... Et voici enfin la grande île divine de Zeus, la Crète aux cent villes, le massif neigeux de l'Ida, le Labyrinthe et le palais de Minos, le taureau de Pasiphaé, les temples de Cnossos, de Phaestos et de Gortyne...

Pour commenter ces images, il y a d'abord une éclatante préface de M. Gustave Fougères, l'ancien directeur de notre École d'Athènes, Français d'Hellade, de longue date acclimaté et naturalisé dans le pays, érudit, écrivain coloré et enthousiaste, qui célèbre en termes lyriques une terre, qu'il a d'abord connue et fouillée minutieusement en archéologue; — puis un récit non moins coloré, un journal de croisière plein de bonne humeur et de bonhomie, alerte et entraînant, qui est signé de M. Daniel Baud-Bovy, un des écrivains suisses qui font le plus d'honneur à la langue française. M. Baud-Bovy, Genevois de vieille souche, se pique d'être l'homme de sa ville et de son terroir. Son récit contient nombre d'allusions aux choses et aux gens de sa petite patrie, des réminiscences de son paysage natal, de ses lacs et de ses montagnes alpestres, de ses rivages rhodaniens. Et, dans la trame d'un français excellent, d'une solidité et d'une pureté toutes classiques, il excelle à insérer des locutions, des tours de phrases d'une provenance purement locale et qui ont, comme on dit, le bouquet du cru. Il écrit couramment : « un ciel grimaud, » ou bien « au jour fermant, » ou encore « le jour se ferme, » — et il sied de l'en féliciter. Cet apport régional enrichit la langue commune, recule les limites de son empire. Pourquoi nos écrivains d'aujourd'hui n'imiteraient-ils point ceux de la Grèce classique ou ceux de notre Renaissance et des premières années de notre XVIIe siècle, —

lesquels ne rougissaient point ou bien d'écrire dans leur dialecte natal, ou d'introduire dans la langue commune toutes les formes dialectales susceptibles d'y entrer? On était alors Pindare le Thébain, —ou on signait ses livres : Pierre de Ronsard, Vendômois, — ou Jean Mairet, Besançonnois. Je sais, pour ma part, une foule de nos locutions lorraines fort bonnes à repiquer dans le grand jardin français, et qui certes n'y feraient point double emploi. Que Barrès le Charmesan, Curel le Loherrain, ou le Messin, s'y mettent, et vous verrez une jolie floraison!...

M. Daniel Baud-Bovy, dominé par la grandeur de son sujet, ne se borne pas à ces menues trouvailles ou « retrouvailles » d'expression, ni à conter agréablement des escales toujours pleines d'imprévu. Il veut nous donner, avec la figure, l'impression même des lieux. Il vise à compléter l'illustration pittoresque de son ami Boissonnas. Ses descriptions ont la couleur chaude et sobre qu'il faut pour rendre les paysages de l'Hellade et de son archipel, où les tons peuvent être, quelquefois, très violents, mais où la ligne reste nette et où les couleurs ne se confondent ni ne s'empâtent jamais. Et, outre cela, ces descriptions sont aérées, vivifiées par les brises matinales et l'odeur forte des algues, palpitantes de l'émoi des choses inconnues. Ce style, forcément lyrique, n'a pas qu'une note. Il se détend très souvent. Avec une souplesse aisée, il passe des tableaux les plus grandioses à la notation des détails ou des spectacles les plus simples, par exemple dans ce « quadro » où se retrouve comme un accent modernisé des *Thalysies* de Théocrite. C'est un déjeuner improvisé, sur la tartane qui transporte les voyageurs d'une Cyclade à l'autre, déjeuner servi par l'agoyate et cuisiné par des matelots qui portent le bonnet cônique des Dioscures : « La table, couverte d'une nappe blanche, est mise au pied du grand mât. Une omelette aux herbes odorantes, des rougets frits, du jambon, des poires fondantes, du vin doux de Tinos, quel festin! La senteur marine, le frémissement d'Amphitrite le long de la coque, les îles d'or sur lesquelles s'avance Apollon, le Cynthe qui grandit... tout nous emplit d'une joie dionysiaque... »

Voilà la note juste et un peu périlleuse. Poussée légèrement, elle ferait une dissonance.

***

Il fallait beaucoup d'art pour éviter la monotonie en un pareil sujet. Si variés que soient les spectacles de l'archipel ionien, la couleur en est partout à peu près la même. Comme toutes les régions de la Méditerranée, ce sont des pays *bleu et or*. Sans doute, les contrastes y sont nombreux et fréquents. Ces îles arides ont parfois des plaines herbeuses et des vergers luxuriants.

On nous y montre des rivières ombragées, des mares dormantes, des prairies où paissent des vaches et des chèvres. Ailleurs ce sont des torrents et des défilés romantiques. Quel effet déconcertant font les gorges d'Askiphu dans la désolation poudreuse et sèche de la Crète!... Mais toutes ces nuances se fondent dans la splendeur nue de l'ensemble. Toutes ces contrées sont le vrai royaume de l'Archer solaire, le fils de Zeus et de Latone, qu'on adora, pendant des siècles, dans les sanctuaires de la pierreuse Délos. Tout y porte l'empreinte de ses fureurs dévastatrices et tout y respire la joie brûlante de son approche. La matière sèche et dure de ces îles a été modelée et cuite comme une poterie, par la véhémence du Feu céleste. Et c'est lui encore qui a construit et sculpté ces roches éblouissantes, qui les a ordonnées comme de colossales architectures. Le paysage-type de ces régions, c'est une anse marine, avec des maisons blanches le long du rivage, et, dans le fond, en forme de dômes ou de cônes, de pyramides et de coupoles régulières, des montagnes opalines ou blondes et légèrement rosées, qui tremblent dans la vibration incessante de l'atmosphère, à travers un voile de vapeurs ténues et transparentes, — et, tout autour, sous le bleu pâle du ciel, le ruissellement doré de la lumière, — la mer glauque et bougeante, au « sourire innombrable. »

Ces pays radieux et stériles, M. Baud-Bovy nous les a représentés non pas seulement sous leurs apparences « instantanées, » au sens presque photographique du mot; ni dans leur physionomie antique et fabuleuse, mais un peu à toutes les époques de leur histoire. Il n'oublie pas que les Cyclades ont été tour à tour helléniques, romaines, byzantines, vénitiennes et turques. Les palais des seigneurs francs, les tours, bâties en des siècles barbares, avec les colonnes et les architraves des

temples détruits, tout cela a trouvé place dans son livre des *Cyclades*. Il n'a même pas omis de nous signaler les vieux repaires de pirates, tels qu'ils existaient aux beaux temps des galères barbaresques et des chevaliers de Malte : par exemple, la petite île de Kimolos, désignée par Tournefort sous le nom significatif de l'*Argentière*, et qui était, nous dit M. Gustave Fougères, « à la fois le lieu de recel et le grand paradis des corsaires, aménagé pour les dédommager des privations d'une vie aventureuse. » Vous vous rappelez, dans la *Légende des siècles*, la chanson des Aventuriers de la mer :

En partant d'Otrante
Nous étions trente,
Mais en arrivant à Cadix,
Nous étions dix !

Un écho de cette chanson nous revient à travers les pages de M. Baud-Bovy... Et, à ce propos, je ne résiste pas au plaisir de citer un trait d'un pittoresque un peu crapuleux, mais d'une si riche couleur ! — qui nous est rapporté par le plus hâbleur, le plus bravache et le plus brave de ces aventuriers, le capitaine Alonso Contreras, qui de marmiton, dit-il, devint commandeur de Malte !.. C'était après la capture d'un gros vaisseau turc. On avait fait un abondant butin en hommes et en marchandises. Les esclaves sitôt ferrés, nous dit Contreras, « nous fîmes voile pour Malte où nous arrivâmes bientôt. En route, comme la prise était si riche, le capitaine ordonna : « Que personne ne joue, de façon à ce que chacun arrive riche à Malte. » Il fit jeter cartes et dés à la mer, décréta grandes peines contre quiconque jouerait. Sur quoi, on imagina de jouer de la manière suivante : sur une table, on traçait un cercle grand comme la paume de la main, et, au centre, un autre cercle petit comme un réal d'argent. Chacun des joueurs mettait dans ce petit cercle son pou ; chacun suivait des yeux le sien et pariait de grandes sommes sur sa bête. Le premier pou qui sortait du grand cercle râflait la masse que je certifie être montée jusqu'à quatre-vingts sequins. Nous voyant si résolus, le capitaine nous laissa jouer comme il nous chantait. Si fort est le vice du jeu chez le soldat !.. » Quelle vigueur évocatrice dans le raccourci de ces quelques lignes ! On y entrevoit tout un monde mi-héroïque, mi-barbare : l'ordure de la galère,

la vie rude et sauvage de l'aventurier, son indiscipline égale à sa bravoure, sa soif de plaisir, ses noces et ses ripailles...

Mais, si vivants que soient restés de tels souvenirs dans toutes ces îles de l'archipel, et bien qu'elles se soient ouvertes, depuis longtemps, aux influences de la civilisation moderne et occidentale, ce qui domine dans les Cyclades, — telles du moins qu'elles nous sont représentées par MM. Boissonnas et Baud-Bovy, — c'est encore la couleur antique. Elles nous apparaissent comme de vastes champs de ruines, et, un peu à la façon de notre Afrique d'aujourd'hui, comme des musées en plein air. Cette résurrection presque totale de tout un passé enseveli, nous en sommes redevables, en grande partie, à la science française.

Si la Crète a été fouillée surtout par des Anglais, ce sont des Français qui ont exhumé Délos. Ici, comme à Delphes, autre cité apollinienne, M. Théophile Homolle aura été le grand initiateur. Si l'on fait le recensement des temples, des chapelles, des trésors, des gymnases, des stades, des théâtres, des portiques, des colonnes, des chapiteaux et des statues qu'il a remis au jour en sa vie d'archéologue, on peut dire qu'il a bien mérité d'Apollon. Et, après de tels services, ce serait ingratitude que de ne point rappeler ceux non moins éminents de ses collaborateurs ou de ses élèves, — de Lebègue d'abord, le premier qui se soit occupé de Délos, puis des Salomon Reinach, des Gustave Fougères, des Chamonard, des Ardaillon, — enfin de M. Maurice Holleaux qui, pendant de longues années, dirigea si brillamment notre École d'Athènes et continua l'œuvre de M. Homolle.

Grâce à tant d'efforts, de patience, de science et d'ingéniosité, une partie considérable de la ville sainte a été déblayée, — du moins la partie la plus importante, celle du port marchand et le quartier des sanctuaires. Les photographies de Boissonnas donnent l'impression d'une ville au moins aussi grande que Pompéï ou Thimgad. Au bord du lac sacré, où voguaient les cygnes d'Apollon, se déploient les blancheurs confuses des ruines amoncelées, que dominent, çà et là, des fûts de colonnes, d'un galbe très pur, surmontées du sévère chapiteau dorien. Deux d'entre elles, plus hautes que les autres, supportent un fragment d'architrave, — et cela fait comme un haut portique qui se découpe sur le bleu du ciel avec une majesté puis-

sante, et qui se reflète dans le pur miroir du lac, comme une apparition irréelle et prête à se dissoudre, un fantôme d'une grâce et d'une légèreté divines... Mais ces tas de décombres couchés par terre finissent par s'ordonner, pour peu qu'on essaie de suivre les pas des processions antiques, des « théories, » comme on disait, qui, à date fixe, en grands costumes, sous les palmes et les couronnes d'or, au son des lyres et des flûtes, débarquaient dans le port de la sainte Délos.

Elles remontaient l'avenue que flanquent, à droite, le petit portique, à gauche, le double portique de Philippe V de Macédoine. Et, après avoir franchi le seuil d'un propylée dorique, elles pénétraient dans le sanctuaire d'Apollon Délien. Une place dallée en occupe le centre. Autour, se rangent les temples : l'Artémision, où fut trouvée une Artémis archaïque du VII[e] siècle, taillée dans le marbre en forme de xoanon par un artiste de l'École de Chio et consacrée par Méandre de Naxos, — puis le Temple des sept statues, et l'ancien temple d'Apollon, du VI[e] siècle, en tuf, — le grand temple d'Apollon, édifice dorique du IV[e] siècle, le sanctuaire des Taureaux, ainsi que l'illustre autel triangulaire, ou autel des Cornes, devant lequel Thésée dansa le « géranos » à son retour de Crète, — les trésors groupés en rond autour du grand temple, comme les Cyclades elles-mêmes autour de Délos, — et les théories atteignaient enfin le portique du roi Antigone, qui servait de clôture au sanctuaire, — puis l'emplacement du bois sacré qui environnait tout cet ensemble, bois d'oliviers, de lauriers, de palmiers aussi, — le palmier, l'arbre consacré à la divinité du lieu et qui devait être répandu à profusion dans toute l'île... Au-dessus, étagée aux flancs du Cynthe, toute une Ville-haute, avec ses petites maisons, souvent précédées d'un péristyle, ses citernes, ses jardinets, ses laraires domestiques creusés dans le mur et peints de couleurs vives... Un peu plus haut, une terrasse, sorte de balcon suspendu, portait le sanctuaire des dieux orientaux. Isis, Sérapis, Anubis y étaient adorés, de même que les dieux Syriens, Astarté, Astargâtis, Hadran. Une voie sacrée reliait ce sanctuaire à l'Antre du Dragon, caverne à demi factice, toiturée de lourdes dalles de granit...

Enfin, au sommet du Cynthe, il y avait une esplanade où s'érigeait le temple de Zeus et d'Athéna. De là, on pouvait contempler toute l'île apollinienne, et, à travers les voiles brillants

de l'atmosphère, le chœur des Cyclades pressées autour de la resplendissante Délos, berceau de l'Archer solaire.

***

Évidemment le spectacle que les théories et leur cortège avaient sous les yeux, était sensiblement différent de celui qui s'offre, aujourd'hui, au voyageur égaré sur le Cynthe. Ce que nous avons sous les yeux, c'est un paysage artificiel créé par l'archéologie, émondé d'une foule d'excroissances parasites qui nous en eussent dérobé les grandes lignes. Nous avons beau voir ces lions asiatiques qui jalonnent l'avenue des sanctuaires, et ces xoana qui ressemblent à des idoles assyriennes, et ces antres consacrés à des cultes archaïques et barbares, et ces édicules où l'on adorait les dieux orientaux, rien de tout cela ne saurait prévaloir contre la vision toute classique des colonnes apolliniennes rangées autour du lac sacré. Ainsi isolées de l'ensemble auxquelles elles se subordonnaient, elles prennent une importance qu'elles n'avaient point autrefois, — et, nettoyées par le temps et les injures de l'air, des polychromies qui soulignaient leurs arêtes ou leurs reliefs, dégagées des applications métalliques, des accessoires décoratifs qui, peut-être, les alourdissaient, elles offrent à l'œil moderne une physionomie que, certes, elles n'avaient pas davantage au temps de leur splendeur. Rares débris échappés au naufrage antique, elles deviennent ainsi symboliques de toute une civilisation disparue, — de l'antiquité tout entière. C'est là certainement une vision illusoire, un mirage auquel nous cédons trop facilement aujourd'hui. Il en est de ces villes mortes exhumées par l'archéologie comme de ces constructions savantes et artificielles auxquelles se livrent des exégètes et des théologiens dissidents, logiciens aux formules trop rigides et tranchantes, qui prétendent nous restituer dans toute sa pureté on ne sait quel christianisme primitif. Ici, nous n'avons plus qu'un ossement décharné de la cité morte, — encore sans bien savoir au juste si cet ossement en était ou non une pièce essentielle, — et, là, nous n'avons plus qu'un cadavre de doctrine, cadavre mutilé et déserté par l'âme vivante de la tradition.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'on a le sentiment des valeurs, il convient de tenir le plus grand compte et de faire le plus grand

cas des éléments exquis et réellement exemplaires d'une civilisation, — pour autant du moins que nous la connaissons. Cela admis, il importe d'embrasser cette civilisation dans tout son ensemble et à toutes ses étapes historiques, si l'on veut en avoir une idée juste.

Et c'est ainsi qu'après une visite aux Cyclades, en compagnie de MM. Baud-Bovy et Boissonnas, on conclut qu'il en est de ces îles helléniques à peu près comme des autres pays de la Méditerranée. Les influences orientales qui s'y sont fait sentir à toutes les époques, n'y sont pas plus marquées qu'en Afrique. Partout, le fond immuable est grec ou latin, avec des infiltrations égyptiennes ou phéniciennes dans l'antiquité, hindoues ou persanes dans les temps modernes. L'Islam s'est borné à s'installer dans la maison bâtie à l'usage des grandes métropoles antiques : Memphis, Tyr, Athènes, Alexandrie, Carthage et Byzance.

Louis Bertrand.

LES AGENTS ROYALISTES EN FRANCE

AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

L'AFFAIRE PERLET

I

FAUCHE-BOREL

Quand, le 30 janvier 1786, Louis Fauche épousa sa cousine Augustine Borel, il était commis dans la maison de son père, Samuel Fauche, libraire-imprimeur à Neuchâtel, la jolie ville du Jura suisse, alors capitale d'une principauté placée sous la suzeraineté du roi de Prusse. Louis Fauche, beau garçon de vingt-quatre ans, solide et gaillard, expérimenté déjà et entreprenant, initié dès son jeune âge aux affaires de librairie, avait, depuis 1780, beaucoup voyagé, fait un stage dans une maison d'édition de Hambourg, séjourné plusieurs fois à Paris et visité les principales villes de France. Dans l'intervalle de ces tournées, il rentrait pour l'hiver à Neuchâtel et se plaisait dans la société des auteurs français dont quelques-uns, connus sinon célèbres, tels que Mercier ou Mirabeau, étaient les clients de la librairie paternelle où s'imprimaient leurs ouvrages.

Le jeune Fauche, en effet, aimait se frotter à ce que l'on appelait, alors comme aujourd'hui, « les gens en vue; » toute renommée l'éblouissait; il était de ceux qu'un nom noble, un

titre pompeux fascinent et ensorcellent. Aussi ne résistait-il pas toujours au vain plaisir de se hausser et à celui, plus grand encore, d'ajouter foi aux embellissements dont il agrémentait le récit des moindres circonstances de sa vie. Quelqu'un qui l'a bien connu disait de lui : « Il croyait profondément tout ce qu'il se racontait à lui-même. » Assez vulgaire et très naïf de nature, actif et remuant par tempérament, peut-être se jugeait-il supérieur à la destinée médiocre qui paraissait lui être réservée ; serviable, d'ailleurs, « comme un bon Suisse, » il ne craignait pas de conseiller les gens et de se mêler, sans qu'ils l'en priassent, à leur existence : c'est ainsi que, ayant rencontré à Lyon l'un de ses compatriotes, nommé Jérémie Vitel, fixé dans cette ville, il le décida à venir s'installer à Neuchâtel, le recommanda à son père, lui fit épouser sa sœur quelques années plus tard, vouant ainsi, sans le vouloir ni le prévoir, ce malheureux et sa descendance à un lamentable et tragique avenir. Car il semblait écrit que toutes les conceptions du pauvre Fauche tourneraient en catastrophes, sans que jamais l'implacable rigueur des réalités pût le guérir de ses illusions.

Après deux ans de mariage, il s'établit libraire à son compte ; il reçut de son père, à cet effet, « pour commencer le commerce, » un fonds de publications diverses, évalué, dans un acte notarié en date du 27 mai 1788, à la somme de 30 000 livres de France. Il s'installa, sous le nom de Fauche-Borel, à Neuchâtel même, dans une vieille maison appartenant à sa belle-mère et située rue de l'Hôpital. Ce début modeste prenait, dans son esprit entiché des grandeurs, les proportions d'un événement européen. Son imprimerie naissante devient à ses yeux « un immense établissement typographique ; » il la déclare « l'une des plus belles de la Suisse. » « Des éditions entières de *l'Encyclopédie*, de *la Description des Arts et Métiers*, dont les fondateurs n'avaient pas su tirer avantage, me procurèrent, dit-il, de grands bénéfices. » Il est possible qu'il ne s'exagérât point l'importance de son industrie ; pourtant cet avis inséré à *l'Almanach de Neuchâtel* paraît indiquer que, sept ans après sa création, sa librairie gardait les proportions d'une simple papeterie provinciale : « LOUIS FAUCHE-BOREL, *éditeur de cet Almanach, ayant une imprimerie assortie en très beaux caractères, est à même d'entreprendre tous les ouvrages que l'on voudra bien confier à ses presses : à part les articles de sa librairie..., il a un*

assortiment complet de livres à l'usage des écoles de la ville et de la campagne, ainsi que livres classiques d'histoire, de littérature, géographie, psaumes en chagrin, en maroquin et autres de différents formats, papiers à la rame de toutes grandeurs pour dessins et plans, papiers en couleurs, cartons, encres de la petite Vertu rouge et noire; livres blancs, carnets de poche, parchemin, vélin, papier de musique rayé, cire d'Espagne, crayons, encre de la Chine, cartes de visite, enveloppes, plumes à écrire... On trouvera chez lui du papier d'emballage et des maculatures à la livre..., etc. » Enfin, Fauche-Borel informe également le public qu'il continue « *la fabrique de vinaigre fondée par sa belle-mère et que, en conséquence, il achète les vins propres à le faire.* » Quant aux « bénéfices, » sans doute étaient-ils moins considérables qu'il ne les avait escomptés dans son incorrigible optimisme, puisque, ayant entrepris, en 1790, de rebâtir en pierres de taille la façade de sa vieille maison de la rue de l'Hôpital, il lui fallut grever son immeuble d'une hypothèque pour satisfaire à cette dépense, et hypothéquer encore, quatre ans plus tard, la plus-value que sa demeure prenait du fait de cette restauration. Il était donc réduit, à vrai dire, sinon au besoin, du moins aux expédients, et cette façade neuve, copieusement sculptée, plaquée sur une bicoque « en ruine, » apparaît là comme un parfait symbole du prurit de jactance qui démangeait son propriétaire.

Il n'est pas surprenant, du reste, que l'argent ne s'accumulât point dans le panier percé du jeune libraire; soit qu'il négligeât de tenir ses comptes, soit qu'il estimât productive la théorie de la poudre aux yeux, il ne se privait pas de vivre en liesse et menait le train d'un riche négociant. Chaque année, dès la fin de l'hiver, il partait pour un long voyage, visitait la Hollande, le Danemark ou l'Allemagne, et passait l'été à Paris; il trouvait des charmes à la vie d'auberges, aux rencontres de hasard, aux promiscuités de la diligence; bon vivant, il ne dédaignait pas les plantureux dîners des tables d'hôte où il trouvait, par surcroît, un auditoire appréciateur de son encyclopédique emphase. Ayant senti qu'il n'était pas prophète en son pays, peut-être espérait-il passer pour tel aux yeux de compagnons d'un soir, aussitôt quittés qu'éblouis. Et puis, il savait conter, — et avec quel aplomb! — de si mirobolantes histoires où toujours son importante personne tenait le beau

rôle! N'assurait-il pas avoir été reçu, à Versailles, par la reine de France, qui l'avait accueilli « avec une grande bonté, » et remercié chaudement de sa visite? N'était-il pas intimement lié avec le fameux Mirabeau, qui l'avait pris pour confident et dont il se disait l'élève et l'adversaire en politique? Tout prenait, dans ses hâbleries, l'allure épique ou théâtrale : ainsi exaltait-il la noble conduite de son beau-frère, Jérémie Vitel, qui, pour ne pas révéler le nom de Mercier, l'auteur anonyme du *Tableau de Paris*, imprimé dans ses ateliers, fut jeté à la Bastille, et refusa héroïquement d'acheter sa grâce au prix d'une dénonciation. Louis XVI, touché de ce beau trait, avait ordonné qu'on mît sur le champ ce Spartiate en liberté.

Soucieux de ne pas manquer une occasion de se créer des relations et d'accroître son importance, Fauche, durant l'un de ses séjours à Paris, sollicita et obtint son affiliation à la franc-maçonnerie. « C'était, dit-il, le besoin et l'obligation du moment; qui ne pouvait se dire maçon n'était rien dans le monde. » Il reçut « les trois premiers grades » dans la loge de la *Douce Union*, grâce à la puissante protection de son confrère, le libraire Guillot, lequel devait, cinq ans plus tard, être condamné à mort et exécuté comme faux monnayeur. De retour à Neuchâtel, Fauche y fonda une loge maçonnique qui ne prospéra point : la capitale du Jura suisse était trop voisine de la France pour que les événements de Paris n'y absorbassent point, dès le printemps de 1789, toutes les attentions. Les émigrés, en juillet déjà, passaient en masse la frontière, les uns à pied, chargés de paquets, d'autres à cheval ou dans des voitures dont on ne pouvait distinguer les armoiries, tant elles étaient couvertes de boue ou de poussière; les gens se tenaient à leurs fenêtres ou sur leur seuil pour voir le navrant défilé de ces proscrits volontaires; les auberges de Neuchâtel furent bientôt remplies; on dut loger les arrivants dans les maisons particulières, et Fauche obtint pour son compte l'honneur d'héberger plusieurs prêtres. Mais il fréquentait de préférence chez les émigrés à noms étincelants : de Rochechouart, de Champdivers, de Crillon, de Bombel, de Roquefort, de Montbarey ; ce dernier était prince, et Fauche-Borel réussit à l'obtenir pour locataire. Aux moins illustres, aux plus besogneux, il confiait une pacotille de ses marchandises et de ses catalogues qu'ils allaient colporter en Allemagne, en Suisse ou dans la haute Italie ; à

ceux dont le nom présentait des garanties, mais qui se trouvaient momentanément dans l'embarras, il prêtait de l'argent, — « sur leur simple parole, » proclamait-il, — « contre de grosses lettres de change, » affirmaient les mauvaises langues. C'est ainsi qu'il devint royaliste; il signala son zèle en imprimant le texte de cette *Déclaration de Pilnitz*, concertée, le 26 août 1791, entre les deux frères de Louis XVI et les souverains étrangers, premier manifeste de la coalition qui fut répandu à profusion dans toute la France.

Les avertissements ne lui manquaient pas, cependant; un drame dont fut victime son beau-frère Jérémie Vitel eût dû lui servir de leçon et le mettre en garde contre la politique. Vitel, à la suite de revers de fortune, avait résolu de s'expatrier ; il attendait à Genève une occasion de passer en Amérique. Par malheur, gagné à la cause monarchique par l'exemple de Fauche, en butte aux persécutions des jacobins genevois, accusé de pactiser avec les ennemis de la liberté, il fut condamné à mort et fusillé un jour de juillet 1794. Le malheureux laissait sans ressources sa femme et deux enfants, Édouard, qui approchait de ses quinze ans, et Charles, d'un an plus jeune. Celui-ci, apprenant la condamnation, courut vers le lieu du supplice, espérant peut-être attendrir les bourreaux : l'exécution était déjà terminée et il fallut arracher l'enfant du sol ensanglanté où le corps de son père venait de tomber. On retrouvera Édouard et Charles au cours de ce récit.

Un autre deuil dont Fauche-Borel ne dit mot dans ses copieux *Mémoires* mit en émoi les habitants de Neuchâtel : la mère de sa femme se suicida en se jetant dans le lac. Du fait de ce décès Mme Fauche-Borel héritait de la maison de la rue de l'Hôpital, déjà grevée, comme on l'a dit, de deux hypothèques. La librairie, même augmentée du commerce de vinaigre fondé par la défunte et dont Fauche continuait l'exploitation, n'était pas des plus prospères; on ne s'enrichit pas en imprimant des brochures de propagande, voire la *Déclaration* de Pilnitz, ou des tragédies sur la mort de Louis XVI composées par des émigrés poètes. Pourtant il restait au ménage Fauche-Borel bien des éléments de modeste bonheur : il eût suffi que le père de famille consentît à raccourcir ses visées prétentieuses, à s'occuper de son négoce et à ne plus se croire promis aux grandes aventures. Mme Fauche était une bonne femme, très simple, très chari-

table et laborieuse : elle avait donné à son mari cinq enfants, deux fils et trois filles, de quoi retenir au logis le nomade libraire ; en ces années de Terreur, alors qu'il ne pouvait plus songer au voyage annuel de Paris, il s'assagit quelque peu et se confina davantage dans sa librairie. Mais ce n'était là qu'une escale : au premier souffle dont se gonflerait sa vanité, il allait remettre à la voile.

Dans ce calme intérieur qui semblait voué à la monotone sérénité bourgeoise, apparut, certain soir, au début du printemps de 1795, à neuf heures, comme Fauche-Borel soupait en famille, un personnage qu'il n'avait jamais vu : taille médiocre, visage pâle, joues creuses, yeux pétillants sous de gros sourcils presque noirs, nez long, menton de galoche ; l'inconnu paraissait être bossu, ou du moins, fortement voûté ; il avait l'air « d'un juif portugais. » Il se nomma : « comte Maurice de Montgaillard, » s'installa sans façon, tout de suite fut « éblouissant » et captiva ses bonasses auditeurs. C'était le diable.

Tous les chroniqueurs qui ont dû citer ce nom de Montgaillard l'ont unaninemment accolé aux qualificatifs généralement réservés à Satan, l'infernal tentateur ; et si l'Histoire devait un jour s'avouer déconcertée, ce serait en présence de cette effrayante figure d'espion Protée qui surgit, s'évapore, reparaît, tantôt enjôleur et séduisant, tantôt cynique et implacable, vendant ceux qui l'achètent, traversant quarante ans de révolution en gardant la faveur, non seulement de tous les régimes, mais aussi celle de leurs adversaires les plus obstinés, trafiquant de ses serments, étincelant d'esprit, habile à convaincre, captieux, brutal, insinuant, autoritaire, obséquieux, arrogant et pourvu d'un de ces intrépides aplombs qui désarçonne les honnêtes gens. Il s'appelait Roques et sortait d'une famille noble, mais pauvre du Languedoc. Élevé à l'école royale militaire de Sorrèze, puis cadet gentilhomme au régiment d'Auxerrois, officier sans bravoure, démissionnaire après deux campagnes à la Martinique, il se fixe à Paris, et s'insinue à la petite cour qui entoure Mgr Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux résidant fréquemment, loin de ses ouailles, à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Montgaillard se frotte à Necker, se pousse, pateline, épouse une filleule de l'archevêque, bien rentée, sortant du couvent et comblée de magnifiques cadeaux

par l'entourage de Son Éminence. Deux garçons naissent de cette union ; mais Montgaillard ne s'attarde pas aux délices du ménage : admis dans la noble société parisienne, fréquentant chez les ministres comme chez les beaux esprits, dès le début de la révolution il s'occupe d'agiotage, s'enrôle parmi les agents secrets de la Cour, se mêle aux préparatifs de la fuite du Roi, prête, — du moins s'en vante-t-il, — une forte somme d'argent à Louis XVI et, — toujours à l'en croire, — sacrifie le reste de sa fortune au salut de la Reine, captive à la Tour du Temple. Il passe en Angleterre, vient en Belgique, rentre en France; il circule à sa fantaisie, quoique inscrit sur la liste des émigrés où son nom est bien vite rayé, — faveur insigne. Qui sert-il ? Les princes ou la révolution ? Qui le protège ? Il séjourne à Paris durant la Terreur, se montrant partout, même autour de l'échafaud quand la « fournée » vaut le dérangement. Au printemps de 1794, le voilà en mission au camp autrichien, poussant jusqu'au quartier général du duc d'York, obtient d'être présenté à l'empereur François II. Vient-il là, comme on l'a dit, en porte-parole de Robespierre ou tente-t-il à son propre et personnel profit d'engager quelque intrigue lucrative ? Il traverse « mystérieusement » les avant-postes des deux armées, traînant avec lui le ci-devant curé de son village natal, l'abbé Du Montet qu'il présente comme le précepteur, — *in partibus*, — de ses enfants. Le voilà de nouveau en Angleterre où l'envoie le duc d'York ; on y accueille comme un phénomène cet échappé de la Terreur, seul témoin oculaire et bien renseigné des tragédies parisiennes, déjà légendaires. Montgaillard devient à ce titre un objet de curiosité ; on parle de lui dans les cercles de Londres, les journaux relatent ses récits; il est reçu chez Pitt, mandé par le duc de Glocester, invité chez les ministres et chez les princes de la maison régnante; il publie un pamphlet contre la République française où il se révèle parfaitement instruit des événements et des dessous de la politique; puis, comme il est repassé sur le continent, se dirigeant vers la Suisse, il rencontre aux bords du Rhin un ancien camarade de Sorrèze qui le présente au prince de Condé. Et le voilà, changeant ses batteries et combinant de nouvelles manœuvres.

Le prince Louis-Joseph de Condé, qui commandait la petite armée des émigrés échelonnée sur la rive droite du Rhin, avait

alors, en janvier 1795, son quartier-général au joli château que les évêques de Spire possédaient à Bruchsal, bourgade badoise, voisine de Carlsruhe. Condé approchait de la soixantaine; brave, sachant commander, il joignait à ses qualités militaires renommées « un tact très fin et une courtoisie sévère. » Pourtant, s'il ne manquait pas de prévoyance, l'énergie lui faisait défaut; aussi méticuleux et timoré en affaires que résolu sur le champ de bataille, « il concevait de grands projets, mais reculait devant leur exécution. » Son armée, à cette époque, ne comptait plus que 4 à 5000 hommes, tous Français, tous volontaires. C'était un étrange spectacle que cette réunion d'anciens officiers, de magistrats, voire de bourgeois, portant le sac du fantassin ou maniant l'étrille du cavalier dans une égalité parfaite. Égalité de misère, car le corps de Condé était à la solde autrichienne, — un pain de munition et douze sous par jour pour les hommes; rien pour les officiers, nombreux cependant. A la table du quartier-général, on mangeait comme au bivouac le pain de troupe. La pénurie était telle que la princesse de Monaco, la maîtresse de Condé, dut vendre ses diamants et son argenterie pour subvenir aux besoins de la petite Cour. A vrai dire, l'armée royale mourait de faim, ce dont les Allemands demeuraient ébahis; ils ne pouvaient comprendre comment ces fous de gentilshommes français, possédant en leur pays châteaux, bonnes rentes et gros emplois, se résignaient si gaiement, pour un futile point d'honneur, à manœuvrer fusil à l'épaule, le ventre creux, sous la bise. — « Vous aviez de bons gages, disaient-ils, et vous ne deviez pas y renoncer. » Ainsi jugeaient ces âmes basses qui jamais ne devaient rien comprendre à cette guerre intestine entre royalistes et républicains. Longtemps après, sur l'un des terrains de cette lutte fratricide, à Oberkamlach, subsistait encore un cénotaphe portant cette inscription : — *Ici plusieurs milliers de Français s'égorgèrent sans que nous sachions précisément pourquoi.*

Face à ce noble corps de troupes, cantonnaient sur la rive gauche du Rhin, depuis Huningue jusqu'aux portes de Mayence, les deux armées du Rhin et de la Moselle qu'un arrêté du Comité de salut public allait bientôt réunir sous le commandement de Pichegru, le glorieux conquérant de la Hollande. Là aussi les soldats « défaillaient de misère; » ils manquaient de pain, de vêtements, de chaussures; autour de leurs bivouacs ils

erraient en haillons, sans bas, sans capotes; vivaient sous des huttes de terre et ne pouvaient rien se procurer avec les assignats de leur solde, les mendiants mêmes n'en voulaient plus. Nos malheureux soldats arrachaient les vignes et déterraient « jusqu'aux plus petites racines pour faire la soupe, » ou cueillaient du trèfle qu'ils mettaient au pot en guise de légumes. Les officiers et les généraux, même ceux dont les poches se gonflaient de papier-monnaie, n'étaient pas plus avantagés : ils vendaient leurs chevaux et leurs équipages pour se procurer du numéraire. Quand on avait quelques écus, on allait à Bâle faire bombance et les officiers de l'armée républicaine se rencontraient avec ceux de Condé aux tables d'hôte de cette ville neutre où ils échangeaient « toutes les honnêtetés imaginables. » « Les soldats sans-culottes eux-mêmes faisaient, par-dessus le Rhin, des avances aux émigrés, leur criaient des « compliments » et, pour fraterniser, les musiques patriotes jouaient, après la retraite, des airs royalistes : *O Richard, ô mon Roi!* — ou des refrains de circonstance : — *N'allez plus dans la Forêt noire!* pour envoyer, dans le calme du crépuscule, un bonsoir conciliant aux proscrits dont ces mélodies lointaines, venues de France, avivaient la mélancolie.

Avec sa perspicacité de grand aventurier toujours en éveil, Montgaillard s'était vite rendu compte de la singularité de cette situation favorable à l'exercice de son malveillant génie. Il ne s'était pas attardé longtemps à Bruchsal, avait offert au prince de Condé ses services pour la négociation d'un emprunt et, ne pouvant s'arrêter à Bâle où il n'était point permis aux émigrés de séjourner plus de vingt-quatre heures, il s'était fixé à quatre lieues de là, sous le nom de Pinault, à Rheinfelden, petite ville d'eau dépendant des états du margrave de Bade. Logé à l'auberge *de l'Ange*, il y avait composé un nouvel ouvrage, *l'An 1795* et, ce prétexte en poche, il était parti pour Neuchâtel, afin de se présenter, comme on l'a vu, chez le libraire Fauche-Borel auquel il réservait l'honneur d'éditer son manuscrit.

Nul ne s'étonnera que le naïf imprimeur se déclarât flatté de la proposition. Il avait entendu parler du célèbre comte de Montgaillard comme d'un gentilhomme de pure race et de solide loyauté et aussi comme d'un pamphlétaire à succès. Au vrai, il se figurait l'homme tout autre et, d'après son nom

éclatant, il l'avait imaginé grand, robuste, exubérant et pourfendeur. L'aspect de ce chafouin, aux yeux perçants, au ton incisif et autoritaire, le décevait un peu ; mais le visiteur se montra si fervent royaliste, il avait tant d'esprit, parlait politique en diplomate si expérimenté et faisait preuve de tant d'usage du monde que Fauche fut subjugué et sentit grandir son importance, quand ce célèbre comte de Montgaillard, l'ami de Louis XVI et de la Reine, le commensal et le confident des princes et des hommes d'État de France, d'Allemagne et d'Angleterre, accepta, sans l'ombre de fierté, l'hospitalité que lui offrit le libraire et s'installa chez celui-ci pour y terminer son livre.

Fauche-Borel fut grisé par tant de condescendance : enfin il tenait à demeure un grand personnage, familier de toutes les Cours, avec lequel il lui était loisible d'échanger des considérations sur les événements et qui appréciait, lui, l'humble et bénévole dévouement du bon Neuchâtelois à la cause royale. De ceci Montgaillard ne se cachait pas, dût en souffrir la modestie de son hôte ; il laissait habilement traîner des lettres, ou même donnait lecture des rapports qu'il adressait au comte d'Antraigues dont les bureaux de Venise concentraient la correspondance des agents royalistes, avoués ou secrets, disséminés en France et à l'étranger. Dans ces rapports de Montgaillard, le libraire surprenait des passages tels que ceux-ci : — « J'avoue hautement les obligations que je dois à M. Fauche, car sa façon de penser honorerait le cœur des ministres... Les services qu'il a rendus à la bonne cause exigent la reconnaissance du Gouvernement, car c'est la chose publique qui est redevable à M. Fauche... » Et ces lignes plus enivrantes encore : — « Je n'ai point hésité à faire part de sa conduite à l'armée de Condé et si j'avais les moyens d'en instruire M. le Régent, je m'empresserais de mettre sous ses yeux les services, si j'ose dire, *sublimes* que M. Fauche rend à la monarchie française... »

A la joie d'être si hautement prisé, de savoir les grands de la terre informés de son nom et de ses mérites, se joignait la satisfaisante vanité de traiter en intime un gentilhomme de grand nom et de pouvoir dire, à tout bout de phrases, *monsieur le comte*, ou même, *mon cher comte*, et de produire un tel personnage aux Neuchâtelois émerveillés. Bref, Fauche déjà était envoûté et ne pouvait plus se soustraire à la malé-

fique domination du roué. Celui-ci, certain maintenant de son influence sur ce pauvre homme dont sa clairvoyance avait vite pénétré la vanité et les ambitions, guettait, de Rheinfelden où il était retourné, l'occasion d'un « coup magnifique. » Il apprit que l'Angleterre, « pour aider les bons Français à rétablir dans leur patrie l'ordre et la tranquillité publique, » s'était résolue à fournir des subsides à l'armée du prince de Condé, lequel, dès la fin de mars, « acceptait avec reconnaissance les bienfaits de Sa Majesté britannique. » Aussitôt le Pactole coula à Mulheim, bourgade badoise où Condé avait porté son quartier-général ; en moins de quatre mois, outre la solde et le ravitaillement de la troupe, le pauvre prince qui, peu de temps auparavant, avait dû refuser 500 livres à sa fille, recevait plus d'un demi-million et voyait avec ébahissement, mais non sans quelque inquiétude, s'ouvrir à son actif un crédit de trois millions et demi pour « services secrets. » Il y a une corrélation frappante entre les premières averses de cette pluie d'or et l'entrée en scène de Montgaillard. Le jour même où Condé s'installait à Mulheim, Montgaillard y arrivait de son côté : avec sa jactance insinuante, son habileté à convaincre, il eut vite raison du faible prince et le conquit à son plan diabolique : il avait conçu le projet « d'acheter Pichegru, » et il se faisait fort d'amener à la cause royale ce plus illustre des généraux de la République ; il suffisait de lui offrir « le bâton de maréchal de France, le cordon rouge et la grand'croix, le château de Chambord à vie, quatre pièces d'artillerie enlevées aux Autrichiens, un à deux millions comptants, 120 000 livres de pension... » moyennant quoi, les troupes républicaines arboreront la cocarde blanche, le drapeau fleurdelysé flottera sur tous les clochers d'Alsace et la forteresse d'Huningue ouvrira ses portes à l'armée de Condé. Le prince hésitait ; il avait peur de s'engager sans l'assentiment formel du prétendant, Monsieur, frère de Louis XVI, qu'on appelait *le Regent* et qui habitait Vérone. Pour brusquer les choses, Montgaillard mit à Condé « le marché en main, » alléguant qu'il n'avait pas de temps à perdre, de graves intérêts réclamant sa présence en Italie. Condé, toujours timoré et tatillon, le supplia de temporiser et de retourner à Rheinfelden, pour y attendre sa décision. Montgaillard obéit. Une semaine n'était pas écoulée qu'il était rappelé à Mulheim : le prince consentait à tenter l'aventure et voulait en arrêter au

plus tôt les moyens d'exécution. Montgaillard répondit à cette invitation pressante par un long mémoire et prit, non point la route de Mulheim, mais celle de Neuchâtel.

Il avait réfléchi, en effet, que si « l'achat » du général Pichegru, au moyen des millions de l'Angleterre, offrait au négociateur éventuel une occasion sûre de se signaler et de s'enrichir, elle ne laissait pas que de présenter aussi quelque péril. L'homme assez téméraire pour pénétrer en France, pour aborder le conquérant de la Hollande et pour lui proposer de trahir sa patrie, risquait fort de ne pas revenir d'une expédition si hasardeuse. Pichegru, à la vérité, n'était ni jacobin forcené, ni sanguinaire ; il ne taisait à personne son mécontentement contre l'incurie des comités de la Convention auxquels il imputait la misère de ses soldats. Mais il pouvait se trouver à son quartier-général des représentants du peuple mal disposés à la conversation, et il y avait bien des chances pour que l'agent secret du prince de Condé, s'insinuant en ce milieu révolutionnaire dans l'intention de débaucher le commandant en chef, fût traité comme un vulgaire espion et fusillé sans forme de procès. Montgaillard s'était donc résolu à partager l'aubaine : il garderait pour lui-même les avantages et réserverait les dangers à son bon ami Fauche-Borel.

Arrivé chez le libraire, il y fut reçu « avec la plus grande cordialité. » On causa politique ; Montgaillard exalta de nouveau les services rendus par Fauche à la bonne cause, thème d'un effet immanquable ; puis il l'engagea vivement à entreprendre le court voyage de Mulheim et d'aller faire sa cour au prince de Condé « qui avait quelque chose de particulier à lui dire. » Fauche, alléché, pensa qu'il s'agissait de son imprimerie et se félicitait d'autant plus de mettre toutes ses presses au service de la Royauté française, que c'était l'Angleterre qui payait, — et largement, les commissaires britanniques ne paraissant inquiets que d'une chose, « c'était de ne point dépenser assez d'argent. » Il se mit donc aussitôt en route, également ravi de la perspective d'être admis chez une Altesse royale et de la lucrative affaire qu'il entrevoyait. Trente-sept lieues séparent Neuchâtel de Mulheim par la route de Soleure et de Bâle ; il n'y avait pas de quoi rebuter le nomade libraire : il lui était réservé d'entreprendre de bien autres voyages, et c'était là le premier pas d'un vagabondage qui, de vingt ans, ne devait plus cesser.

Quoique l'honneur d'être reçu par le prince de Condé lui montrât tout en beau, il eut une déception en pénétrant chez Son Altesse. Son imagination lui jouait des tours. Il s'attendait à voir un conquérant : il trouvait un homme timide qui lui fit un accueil aimable et, d'un air embarrassé, le traita en vieille connaissance : — « Mon cher monsieur Fauche... » Puis il le remercia de ses bons offices et de son dévouement ; Montgaillard n'avait point menti et avait chaudement vanté les mérites de son imprimeur. — « Or, poursuivit le prince, après s'être perdu dans quelques considérations préparatoires, je me suis déterminé à faire sonder les généraux de la Convention, et j'ai jeté les yeux sur vous pour porter les paroles du Roi au général Pichegru, afin de le déterminer à servir la cause de la monarchie en lui faisant connaître que la République n'est qu'une chimère. »

Fauche, stupéfait, craignait de comprendre. Quand le prince se tut, il essaya d'exprimer son étonnement et de se tirer au mieux de cette mauvaise affaire, protestant qu'il se sentait peu propre à remplir une semblable mission ; « d'ailleurs, il était père de famille, chef d'une maison de commerce qui réclamait tous ses soins ; au surplus, il n'avait pas d'ambition et ne désirait rien d'autre que de vivre de son travail parmi les siens... » Mais Condé ne l'écoutait pas ; s'approchant de lui, il reprit : « Monsieur Fauche, je n'en choisirai pas un autre. » La leçon lui avait été faite et bien faite : il posa la main sur la poitrine du libraire, à la place du cœur : « Vous avez cela là, et vous réussirez. » Quant à la récompense offerte, elle était intéressante : dès la Restauration accomplie, « un million, la direction de l'Imprimerie royale, l'inspection générale de la librairie de France et le cordon de Saint-Michel. » En cas d'insuccès, mille louis indemniseraient Fauche de son dérangement.

Comment résister à un si grand prince, — porteur d'un si beau nom, — qui s'attendrit en vous parlant et propose de vous défrayer royalement pour un voyage de quelques lieues ? Certes, ce voyage n'était pas sans risques ; mais... un million ! « Si vous voyez un Genevois se jeter par la fenêtre d'un cinquième étage, disait le duc de Choiseul, vous pouvez le suivre en toute assurance : il y a cinquante pour cent à gagner. » Fauche fit le saut : il ne se défendit plus, mit en bons termes son dévouement aux pieds de Son Altesse, pour qui il devint

aussitôt : *Mon cher Fauche,* — et il sortit de là rayonnant d'orgueil, comprenant qu'il entrait de plain pied dans la grande histoire. Il avait obtenu dix jours de répit, afin de se préparer à ce rôle glorieux, et, dans la diligence qui le ramenait à Neuchâtel, il commença seulement à déchanter. En rentrant chez lui, il lui fallait instruire sa femme de l'extraordinaire expédition qu'il allait entreprendre : « Tu es un homme perdu! » cria-t-elle en fondant en larmes. Lui-même ne dormit pas de la nuit. A l'aube, M[me] Fauche recommença ses lamentations; mais bientôt ses pleurs cessèrent ; elle se résigna héroïquement; sans doute son mari lui fit-il comprendre que la rémunération de son sacrifice terminerait leurs soucis d'argent et assurerait leur avenir. Et puis, Montgaillard était là, remontant les courages, s'occupant des passeports nécessaires, s'ingéniant à trouver des motifs qui justifiassent le terrible voyage : le mieux serait que Fauche prît sur la route la qualité de négociant et déclarât venir en France pour y acheter des biens nationaux. Sous le prétexte de ne point laisser le libraire se lancer seul dans cette périlleuse aventure, mais en réalité pour lui donner un surveillant, Montgaillard fit choix d'un second Neuchâtelois, ex-agent secret du roi de Prusse, nommé Antoine Courant, qu'il avait étudié à fond et qu'il jugeait être « d'un sang-froid imperturbable et d'une exceptionnelle intrépidité. » Quand il vit les deux hommes bien lestés par ses soins de papiers faux et de références mensongères, il avisa le prince de Condé de leur prochaine visite, les mit en voiture, les « recommanda à Dieu » et partit pour les environs de Bâle, où il allait paisiblement « attendre de leurs nouvelles. »

On était au cœur de l'été de 1795; quand Fauche et son acolyte parvinrent à Mulheim, le prince de Condé hésitait de nouveau. Il craignait d'agir sans l'autorisation expresse du Régent qui, depuis quelques jours, s'était, à Vérone, proclamé Roi de France et de Navarre sous le nom de Louis XVIII, par droit de succession au petit prisonnier du Temple dont on avait récemment annoncé le décès. Pourtant, Condé consentit à ce que Fauche tentât personnellement auprès de Pichegru une première démarche ; il ordonna qu'on remît au libraire 7200 francs pour ses frais. Le 26 juillet, Fauche et Courant retrouvaient à Bâle Montgaillard qui, de cette ville, assumait sans danger « la direction principale de la négociation » et

auquel les deux émissaires devaient adresser leur correspondance. Puis, le 29 au matin, ils se mirent en route, se dirigeant, à tout hasard, vers Strasbourg.

Quelques cents mètres après les barrières de Bâle est la frontière française. Il y a là un poste de douaniers et de soldats. La chaise de poste qui porte Fauche et Courant doit s'arrêter; on examine leurs passeports : « citoyens suisses; » aucune difficulté. La voiture poursuit sur le pavé d'Alsace, laissant à droite le chemin d'Huningue, première forteresse française dont on aperçoit les bastions à travers les arbres. Le soir même, les voyageurs entrent à Strasbourg par la porte ci-devant Dauphine. Dès le lendemain, Fauche se met en campagne : il apprend que Pichegru séjourne à Illkirch, village situé à six kilomètres au Sud de Strasbourg; il s'y rend. On approche assez facilement du général, auquel les Alsaciens font fête ; mais trois représentants du peuple, Rivaud, Rewbel et Merlin de Thionville, ne le quittent guère et on ne peut songer à l'aborder en leur présence : les commissaires de la Convention sont investis de pouvoirs illimités; ils ont sur les citoyens droit de vie et de mort, et un étranger trouvé, en temps de guerre, dans un camp retranché, est voué, sans espoir de miséricorde, au peloton d'exécution. Le 11 août, le bruit se répand que le général part pour Huningue; sur le champ, Fauche court à la poste, commande des chevaux, monte en voiture et le voilà roulant de nouveau sur cette grande route d'Alsace qu'il a parcourue en sens inverse quelques jours auparavant. Son projet n'est pas de pénétrer dans Huningue, forteresse alors renommée, mais de s'arrêter à Saint-Louis, qu'on appelait en ce temps-là *Bourg Libre*, et qui est situé à la bifurcation des routes de Strasbourg et de Paris à Bâle. Pourtant, comme sa voiture fait halte à Gross-Kembs, le dernier relai, tandis qu'on change les chevaux, le maître de poste, trompé par l'apparence du voyageur et le prenant pour un commissaire de l'armée, le prie de vouloir bien permettre qu'on place dans le coffre de sa chaise un panier de comestibles attendu par l'aubergiste d'Huningue où le général doit dîner avec son état-major et les commissaires de la Convention. Fauche s'empresse d'accéder à la proposition : elle lui offre un moyen imprévu de pousser jusqu'à Huningue même et de pénétrer dans l'auberge où se trouve Pichegru. Deux heures

plus tard, il passe les portes de la forteresse et sa voiture s'arrête devant l'*Hôtel du Corbeau*, le plus réputé de la ville et qui est tenu par le citoyen et la citoyenne Schultz.

L'*Hôtel du Corbeau* était une de ces vieilles maisons alsaciennes où rien n'est sacrifié à l'apparat, mais qui semblent être l'idéal du confortable tel qu'on l'entendait au XVIIIe siècle. Une vaste et claire cuisine et une salle à manger au rez-de-chaussée; une allée assez étroite conduisant à un escalier de bois qu'il fallait gravir pour arriver au salon, ou, pour mieux dire, à la « pièce d'honneur » située « au bel étage. » Fauche-Borel, descendant de voiture, est accueilli par l'aubergiste qui, tout en déchargeant les victuailles envoyées de Gross-Kembs, croyant, lui aussi, le nouveau venu attaché à l'état-major, l'invite à se rendre au premier étage où va être servi le dîner du général et de ses compagnons. Fauche, le cœur battant sans nul doute, monte l'escalier et se trouve face à face avec Pichegru qui, dans l'attente du repas, se promène de long en large en causant avec un de ses officiers. Le libraire se place « de manière à être remarqué » et, chaque fois que la promenade du général se dirige de son côté, il le fixe avec insistance et « affectation. » Soit que Pichegru reconnût cet étranger pour l'avoir déjà trouvé, les jours précédents, sur son passage, à Illkirck, soit qu'il comprît que cet intrus avait quelque chose à lui communiquer, soit encore, — ce qui est plus probable, — qu'il flairât en lui quelque solliciteur ou quelque indiscret, il dit tout à coup, en élevant la voix : « — Je ne dînerai pas ici, je vais à Blotzheim, chez Mme Salomon. » Et il quitte aussitôt la salle, descend l'escalier, sort de l'auberge. Fauche le suit; la pluie tombe « à torrents; » il offre son manteau à l'aide de camp pour en couvrir les épaules du général : — « Non, dit l'officier, le général ne craint pas la pluie; » et il ajoute, en s'éloignant, sans s'adresser particulièrement à Fauche : — « Il va à Blotzheim, dîner chez Mme Salomon; Blotzheim est à trois quarts de lieue de la route et il y a des bains à vendre. » Fauche-Borel prend cet à-parté pour une invite. Il rentre dans l'auberge, se place à la table d'hôte, résolu à se rendre à Blotzheim après son dîner. Mais, tout en mangeant, il s'avise qu'un des convives l'examine avec attention; quelque espion sans doute. Il est urgent de déguerpir. Sans donc attendre la fin du repas, Fauche sort de table, annon-

çant qu'il va revenir, appelle son postillon, lui commande d'atteler, paie sa note, s'installe dans sa chaise et donne l'ordre : — « Route de Strasbourg. » Mais à peine la voiture a-t-elle passé les portes d'Huningue qu'il met la tête à la portière et crie au postillon : — « A Blotzheim ! » Les chevaux s'arrêtent; l'homme discute ; il lui est interdit de quitter la route nationale. Un écu de six livres, talisman tout-puissant en ce temps d'assignats, a vite raison de ses scrupules et la chaise de poste, affreusement cahotée, se lance dans un chemin de culture, traverse des labours et arrive au village. Fauche s'informe des « bains à vendre, » se présente à la propriétaire, se déclare amateur, visite l'établissement, tire de sa poche un crayon, prend des notes, fait causer cette femme et apprend d'elle que le général Pichegru vient d'arriver et est descendu chez M[me] Salomon, au château voisin du village. — « Comment ! Pichegru est ici ! Je voudrais bien le voir. — Mon petit garçon va vous conduire ».

Une belle avenue, une grille entr'ouverte, Fauche la passe hardiment, demande à parler au général, « au sujet d'une fourniture de vin de Champagne réclamée par l'état-major. » Tout de suite Pichegru paraît : — « Vous cherchez à me parler? » Le libraire, visiblement ému, expose que, possesseur de manuscrits précieux de Jean-Jacques Rousseau, il en prépare une édition; il souhaiterait la placer sous le haut patronage du général : il a rédigé une courte dédicace qu'il sort de sa poche. Pichegru prend le papier, le parcourt des yeux; quelques propos s'échangent à ce sujet. Fauche est déjà congédié : c'est le moment critique : prenant sa résolution, il reprend, parlant bas : — — « J'aurais encore à vous parler de choses plus importantes... » Il joue sa vie à cette minute angoissante; peut-être, s'il ajoute un mot, la foudre va-t-elle tomber sur lui ; peut-être, d'ici un instant, va-t-il être saisi, lié, envoyé à la mort... Pourtant, il poursuit « d'une voix altérée : » — « Je n'ai pas craint de me charger d'une haute mission... — De la part de qui ? — De M. le Prince de Condé. — Et que me veut-il ? — Général... le prince désirerait se concerter avec vous pour réunir son armée à la vôtre et lui faire prêter serment de fidélité au Roi... » Pichegru paraît surpris : — « Rien que ça? » La foudre pourtant n'est pas tombée ; mais le ton du général se fait sévère : — « Quand avez-vous quitté le prince? — Le 28 juillet. — Où

l'avez-vous laissé? — A Mulheim. — Qu'êtes-vous devenu depuis ce temps? — Je n'ai pas quitté Strasbourg et ses environs, cherchant l'occasion de vous parler. — Il est vrai, je vous y ai vu : comment avez-vous pu pénétrer dans Huningue? — Par ruse et comme attaché à votre suite. — Avez-vous un passeport? Voyons-le. » Fauche présente son passeport au général, qui l'examine et le rend, disant : — « Il est en règle et peut encore servir. » Et, tout de suite : — « N'avez-vous aucun billet à me remettre de la part du prince? — Il eût craint de vous compromettre, et moi aussi. — Il faut pourtant savoir à qui l'on parle. Je connais son écriture. Qu'il me dise positivement ce qu'il me veut. S'il m'a cru bon Français,il ne s'est pas trompé. Soyez ici après-demain, à cinq heures du matin. Vous avez tout le temps pour cela. »

Pichegru rentra au salon : Fauche sortit du château, exultant de joie, n'en revenant pas de vivre encore. Il remonta dans sa chaise de poste; en une heure, il arrivait à Bâle, au moment même où les portes de la ville allaient fermer. Il courut chez Montgaillard, lui conta, sans modestie, l'éclatant succès de sa périlleuse expédition; on a voulu la rapporter ici avec quelques détails, car elle fut le début dans la « politique » de cet étonnant fantoche qui, de ce jour-là, se croira le plus rusé des diplomates et le plus irrésistible des négociateurs. Maintenant il ne lâchera plus Pichegru; on le verra évoluant sans cesse de la Cour du prince émigré au quartier-général de l'armée républicaine; au cours de cette longue intrigue, qui n'aboutira qu'à une catastrophe, il ne cessera de crier victoire, annonçant pour le lendemain l'heureuse issue de ses agissements, faisant valoir son dévouement et son habileté, persuadé qu'il s'élève, tandis qu'il s'avilit. Quel que soit l'aveuglement de sa vanité satisfaite, quelque sincères qu'il imagine ses convictions royalistes, il n'est pas vraisemblable qu'il ne sente point parfois l'odieux de son rôle. Corrompre, c'est empoisonner, et c'est le crime auquel il s'emploie.

Au jour dit, Fauche, revenu du camp royal, se présenta à Illkirch, chez Pichegru; il porte, cousue sous l'aisselle, dans la manche de son habit, la lettre du prince de Condé. Il est introduit dans le cabinet du général où se trouvent quatre ou cinq officiers supérieurs, et le voilà pris de peur : serait-ce un conseil de guerre? Mais non; Pichegru congédie ses lieutenants,

réclame la lettre, la lit d'un regard, et la remet à Fauche. Il consent donc à négocier : l'affaire est « dans le sac, » la Restauration imminente et Fauche va se trouver millionnaire.

Dès son troisième voyage en Alsace, il y arrive cousu d'or : 112000 livres qu'il a reçues de Wickham, le chargé d'affaires anglais en Suisse. Se représente-t-on ce que peut être un tel trésor en ce pays de France où l'assignat de cent francs vaut douze sous et où la monnaie d'or et d'argent, voire de billon, a depuis longtemps disparu ? Sans doute Fauche en a-t-il laissé quelque chose à Neuchâtel, où il s'est arrêté ; mais c'est encore en Crésus qu'il arrive au camp républicain. Il comble de cadeaux et de « pourboires » ces malheureux officiers français qui ne reçoivent plus que 8 livres par mois en numéraire ; il leur donne des montres, des bas, du linge. L'adjudant général Badouville, l'aide de camp et le confident de Pichegru, — *Coco* ou *Cupidon* de son nom de guerre, — s'attache aux pas du Suisse opulent, ne « le quitte plus, » se refuse à le laisser partir, — et quand il lui écrit, signe : *votre ami pour la vie*. Fauche distribue adroitement des bottes, des souliers, des pièces blanches à nos pauvres soldats exténués de misère : — « distribution, écrit-il, que j'ai l'air de faire uniquement par compassion, en me récriant sur les torts de la Convention de les laisser manquer de tout. » Il répand des brochures pour « éclairer » les troupes, et paie 100 louis par an le rédacteur de la *Gazette des Deux Ponts*, afin qu'il rédige sa feuille « dans le sens le plus convenable. » Hélas ! Pichegru lui-même est atteint par ses générosités : on éprouve une sorte de honte attristée à lire dans Fauche-Borel la page où il rapporte comment, ayant relancé jusque dans sa retraite d'Arbois le vainqueur de Menin, il lui glisse furtivement sous sa couverture un rouleau de 500 louis. Même lui, l'acheteur de consciences n'ose pas mettre cet or dans la main du glorieux héros ; un vestige de pudeur lui interdit ce geste offensant ; peut-être sent-il qu'exciter le mépris du général contre les politiciens de Paris, émousser son énergie, éteindre dans son âme démoralisée à l'égal de tant d'autres la flamme patriotique, c'est aussi souiller à jamais la gloire du plus fameux et du plus aimé des généraux de la République.

Montgaillard s'était flatté, on l'a vu, de diriger la négociation. C'est par ses mains que devaient passer tous les rapports

de Fauche ou de ses acolytes au prince de Condé, rapports qu'il se chargeait d'avantager en magnifiant son propre rôle d'initiateur et en atténuant de son mieux celui de ses collaborateurs. Mais avec son esprit fûté, il ne fut pas longtemps à s'aviser qu'il était dupé par ses compères. Fauche s'engraissait de l'aventure, tandis que lui, qui l'avait conçue et machinée, vivait de maigres subsides incessamment quémandés. Dès le début de 1796, il se confine à Rheinfelden avec son petit garçon âgé de neuf ans et son fidèle Du Montet. Durant trois mois, il affecte de ne plus se mêler de l'intrigue; mais reste-t-il aussi oisif qu'il veut le paraître : Fauche le soupçonne, dès cette époque, de vendre bribe à bribe les secrets de la négociation aux agents du Gouvernement français. Le 22 février, le Directoire a donné l'ordre d'arrêter Fauche et Courant comme « espions des émigrés et des ennemis de l'extérieur : » qui donc, si ce n'est Montgaillard, a livré leurs deux noms? Quand, au printemps de 1796, Pichegru est relevé de son commandement et rappelé à Paris, Montgaillard encore est-il tout à fait étranger à cette disgrâce? Constatant dès lors que sa combinaison ne lui a pas procuré tout le bénéfice qu'il espérait, il l'abandonne; mais il essaiera cependant d'en tirer profit, — en la dénonçant. Et le voilà en route vers l'Italie, par Carlsruhe, Stuttgart, Anspach, Munich où il s'arrête quelques jours en août. Ce diable d'homme jouit d'immunités singulières; ses poches sont bourrées de passeports de toutes mains; il voyage dans l'Europe en guerre plus facilement qu'on ne circule dans les rues de Paris. Le 2 septembre, il arrive à Venise, se présente audacieusement chez Lallement, ministre plénipotentiaire de la République française, diplomate de carrière, déjà âgé, « sans talent, mais de jugement sain et d'esprit conciliant. » Montgaillard déclare au représentant de la France qu'il est prêt à servir désormais la nation avec autant de zèle qu'il en a mis à servir les Bourbons, « non point, certes, par intérêt ou par ambition ; c'est à la gloire de son pays qu'il désire s'associer. » Encore tout chaud de cette protestation patriotique, il court chez d'Antraigues qui est à Venise l'agent principal de Louis XVIII et le grand dépositaire des secrets de l'émigration ; Montgaillard met à son service son dévouement bien connu pour la cause de la monarchie légitime et, afin de montrer son savoir-faire, il détaille toute l'intrigue Pichegru,

citant les noms des négociateurs, spécifiant les dates de leurs tentatives, les résultats obtenus, ceux qu'on escompte encore, — renseignements précieux dont d'Antraigues, qui prend note et se tient au courant de tout, s'empresse de rédiger, sous la dictée de son visiteur, un copieux exposé. Là-dessus, Montgaillard quitte Venise; il n'a plus rien à y faire. Il voudrait bien gagner Milan où se trouve un « petit gueux » de général, nommé Bonaparte, dont on parle beaucoup et qui, sans doute, serai- « à vendre : » mais son flair diabolique l'avertit que cette affairet là n'irait pas sans difficultés; aussi, repoussé aux avant-postes, il n'insiste pas, remonte vers le Tyrol, revient à Mulheim, y retrouve le prince de Condé, recommence à protester de son indéfectible attachement à l'auguste famille des Bourbons. Il est reçu froidement, lève le masque, insinue qu'il renonce à la politique, qu'il désire rentrer en France et qu'il y emportera toutes les lettres confidentielles à lui adressées au temps de l'affaire Pichegru par le prince de Condé, si celui-ci ne lui paie pas 12000 francs cette correspondance compromettante pour un si grand nombre de gens. Le prince s'engage et Montgaillard s'éloigne au plus vite emportant la traite, — et les papiers. Fauche-Borel se lance à sa poursuite; il est d'autant plus intéressé à rejoindre Montgaillard qu'il a prêté à celui-ci 75 louis et que son nom se trouve cité à chacune des pages dont le portefeuille du fugitif est bourré. Il suit sa piste jusqu'à Neuchâtel, le découvre à l'*Hôtel du Faucon;* discussion acerbe, rixe, lutte violente, pugilat dont Fauche sort victorieux, emportant, sinon les précieux documents, du moins l'indication de la cachette où ils sont déposés. Il les y dénicha et les expédia à Louis XVIII sans se douter que les plus importants avaient été soustraits ou copiés par Montgaillard qui, muni de ce viatique et, sans doute, d'autres talismans tout aussi puissants, rentra en France, quoique émigré, sans l'ombre de difficultés, avec la conviction que la démoniaque vengeance dont il avait perfidement jeté les germes lui promettait une prochaine revanche.

En quoi il prévoyait juste. Quelques jours plus tard, — le 16 mai 1797, — l'armée française prenait possession de Venise : d'Antraigues en fuite était arrêté le 21 à Trieste et conduit au quartier-général de Bonaparte; on saisissait sur lui la relation détaillée, dictée par Montgaillard, des conciliabules criminels de Fauche-Borel avec Pichegru. Bonaparte envoya la pièce au

Directoire qui la reçut vers le 20 ou le 25 juin, et si elle ne constituait pas une preuve positive de la trahison, elle fournissait du moins une arme terrible contre le général Pichegru qui, un mois auparavant, avait été élu président du Conseil des Cinq Cents. La popularité du conquérant de la Hollande était grande : tout le monde en France pressentait que « la République finirait par un militaire, » et les partis attendaient de Pichegru quelque manifestation décisive. Les Directeurs eux-mêmes, dont la majorité lui était hostile, le ménageaient et le comblaient d'hommages. Lui, imperturbable, de caractère peu liant, méfiant et soupçonneux, « laissait dire, laissait faire et se taisait. » Très modestement installé au quatrième étage d'une maison de la rue du Cherche-Midi, il ouvrait lui-même sa porte aux visiteurs, paraissait fier de son humble origine et dédaigneux des avantages auxquels lui donnait droit son illustration.

Cet été de l'an V fut une singulière époque : la France entière et particulièrement les Parisiens vivaient dans l'état d'esprit des spectateurs d'un drame auxquels un entr'acte accorde quelques instants de répit. On savait que, au signal d'un régisseur inconnu, le rideau allait se relever sur quelque chose de nouveau, mais on ignorait sur quoi. Comme unanimement on jugeait impossible le maintien du régime actuel, comme les élections du printemps avaient amené aux deux Chambres une majorité nettement anti-révolutionnaire, on prévoyait imminente la création d'un gouvernement provisoire avec Pichegru dictateur, — Pichegru, le soldat victorieux qui s'empresserait de restaurer la Monarchie. La Constitution ne fournissait, d'ailleurs, au Directoire aucun moyen légal de résister aux volontés des deux Conseils : elle ne lui attribuait le droit ni de les dissoudre, ni de proroger leurs sessions, ni d'ajourner l'exécution de leurs décrets. En cas de conflit, un seul moyen : le coup de force ; mais, de l'avis général, ni l'adroit Barras, ni le chétif La Réveillère, ni le rapace Rewbel n'assumeraient la responsabilité d'un si téméraire expédient : les deux autres directeurs, Carnot et Barthélemy, par haine de leurs collègues, étaient acquis à la réaction. Ce qu'on ignorait, c'est que Barras et ses compères du « triumvirat, » grâce aux astucieuses indiscrétions de Montgaillard, tenaient en réserve, contre Pichegru, une arme formidable et s'apprêtaient à le terrasser en le signalant au peuple comme un traître à la patrie, ayant

reçu à son quartier-général les émissaires des ennemis de la France et accepté l'argent de l'étranger.

Le Directoire avait massé des troupes à proximité de la capitale ; Augereau et ses hussards étaient à Paris, prêts à sabrer les royalistes; mais ceux-ci se sentaient en force : les chefs des Vendéens et des Chouans circulaient audacieusement par la ville comme en pays déjà conquis; on y rencontrait Frotté, Bourmont, d'Autichamp, Bruslart, La Rochejacquelein, Rivière, Polignac, Puyvert, tous ceux qui, depuis cinq ans, conduisaient à « la chasse aux Bleus » les paysans du Bas-Poitou, du Maine et de Normandie. Les émigrés rentraient en foule, grâce à de faux certificats de résidence fabriqués à Londres et qu'on vendait aux arrivants dans tous les ports de débarquement; on s'en procurait même, moyennant finance, dans les bureaux des ministères et bien des gens assuraient que Barras amassait une fortune à ce commerce vaguement clandestin. Ces revenants menaient joyeuse vie; dans leur joie de fouler enfin le pavé de ce Paris tant regretté, ils se montraient aux restaurants en vogue, aux maisons de jeu, pêle-mêle avec les mouchards de Barras et les officiers de la garde directoriale. Le 17 fructidor, au restaurant situé à l'angle de la rue du Bac, face au Pont ci-devant Royal, un dîner réunissait dans la salle du bas les principaux chefs royalistes, tandis que, au premier étage, festoyaient Augereau et son état-major. Chaque soir, dans tous les salons de la ville, on coudoyait des gens « frais débarqués d'au delà du Rhin, d'Angleterre ou de Vendée, chacun ayant un nom de guerre et conservant un demi-incognito, car, pour un incognito complet, cela leur était impossible, » tant était incorrigible leur étourderie et communicative leur belle confiance. Ces hommes aimables se préparaient au branle-bas par des badinages et des jeux de mots : on aurait cru, à les entendre, que quelques plaisanteries devaient suffire pour renverser la République : ils surnommaient les Directeurs : *les cinq schillings*, parce que cinq schillings font en Angleterre *la monnaie d'une couronne;* le Luxembourg était devenu *la maison de Saint-Cyr*, — (de cinq Sires;) — on s'extasiait de cette calembredaine d'un joueur : « nos cartes sont singulièrement brouillées; nous avons, dans le jeu, *cinq rois* (les directeurs), six valets (les ministres); en revanche, nous manquons de *cœur*, nous sommes environnés de *piques* et les républicains resteront sur le *carreau.* »

Fauche-Borel s'indignait de la légèreté de « ces Décius à collets noirs; » car, on le pense bien, estimant sa coopération indispensable aux grands événements en expectative, il était accouru à Paris. Dès le milieu d'août, installé rue de Richelieu, à l'*Hôtel du Nord*, il jugeait que Pichegru, indolent par nature, avait besoin d'une direction forte et d'encouragements stimulants; de la réussite éventuelle du général dépendait, d'ailleurs, pour Fauche-Borel lui-même, le gain du million promis par le prince de Condé, sans compter d'autres avantages également appréciables et, chaque matin, il allait, en grand mystère, rendre visite au futur dictateur, afin de l'éclairer de ses lumières; depuis deux ans il le harcelait de considérations politiques et le gardait, pour ainsi dire, à vue, comme on garde un billet de loterie sur lequel on compte pour gagner le gros lot. C'est une question de savoir si véritablement Pichegru acceptait bouche bée les délayages dont était prodigue le Neuchâtelois, ainsi que celui-ci s'en flatte, ou si, au contraire, comme le raconte Nodier, le général, excédé de cette éloquence, en reconduisant un jour le libraire jusqu'au bas de l'escalier, dit à son aide de camp : — « Lorsque monsieur reviendra, vous me rendrez le service de le faire fusiller... »

Ce qui importe, au surplus, c'est seulement de constater l'importance que s'attribuait Fauche ; persuadé qu'il était l'un des piliers de la cause royaliste, il se montrait partout, affairé, ardélion, surchargé de démarches et de préoccupations, courant de l'un à l'autre, « se concertant avec ces messieurs, » fier d'être écouté, — un peu distraitement peut-être, — par les chefs illustres du parti, M. le comte de Bourmont, M. de Frotté, M. le prince de la Trémoille, et détonnant à coup sûr, parmi ces muscadins héroïques, mais d'allure insouciante, par le ton solennel qu'il affectait maintenant, parlant de soi-même et de ses exploits diplomatiques « avec l'aplomb d'un théologien qui prêche le dogme. » Il avait eu plusieurs fois l'honneur d'entretenir Sa Majesté Louis XVIII ; Mgr le prince de Condé n'entreprenait rien sans prendre ses avis ; cette haute faveur, dont il ne faisait pas mystère, — au contraire, — lui valait une sorte de prestige aux yeux de ces braves royalistes qui, depuis cinq ans, guerroyaient pour ces princes qu'ils n'avaient jamais vus. Fauche était si certain du succès qu'il n'avait même pas pris la précaution de déposer à la police son passeport sous un faux

nom. Et voilà que, le 4 septembre, il est réveillé par un coup de canon lointain. Il se lève en hâte, descend dans la rue, avise des placards devant lesquels se groupent les passants ébahis. Il lit : c'est le récit détaillé de ses entrevues de Blotzheim et d'Illkirch avec Pichegru tel que l'indiscret Montgaillard l'a conté à d'Antraigues! Le nom de Fauche-Borel s'étale là, en toutes lettres, comme celui « du principal agent du Roi et de l'Angleterre, » qualificatif flatteur, mais redoutable. La foudre que tenaient en réserve les « triumvirs » a frappé : Pichegru est arrêté; les députés royalistes sont sous les verrous, Carnot est mort ou en fuite, Barthélemy gardé à vue. Barras est victorieux; la Terreur renaît. Que faire? Trouver un refuge. Chez qui? Sortir de Paris. Comment? Fauche se met en route vers Montrouge où habite Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris*, brave homme qu'il connaît et qui lui donnera certainement asile; mais la barrière est fermée et il regagne le centre de la ville où, la veille encore, il comptait tant d'amis. De toutes les portes auxquelles il frappe, pas une ne s'ouvre : « ces messieurs » sont déjà terrés ou fugitifs; et, tandis que le malheureux erre ainsi par les rues, s'attendant à tout moment à être happé par les agents du Directoire, apercevant à tous les carrefours l'affiche du coup d'État où son nom saute aux yeux, songe-t-il qu'il est la cause première de la catastrophe; que les signalés services qu'il se targue d'avoir rendus à la monarchie légitime l'ont compromise, au contraire, peut-être pour toujours; qu'il a perdu ceux qu'il prétendait sauver; qu'il aura sa part de responsabilité dans les fusillades, les déportations, les emprisonnements, implacables représailles du faible Directoire triomphant? Mais non, Fauche ne réfléchit pas à ces répercussions fatales; il ne pense pas à en tirer une leçon, heureux encore de ne pouvoir lire dans l'avenir que, sur la voie néfaste où il s'est engagé, par puérile gloriole et désir du gain, toutes ses entreprises aboutiront à de semblables désastres. Il ne pense, pour le moment, qu'à son million évanoui et à sa tête qu'il faut sauver. Après de longues randonnées, il est revenu aux environs du Palais-Royal; en traversant la cour des Fontaines, il rencontre un commis de la librairie Panckouke avec lequel il s'est trouvé naguère en relations d'affaires et qui demeure tout près de là : — « Puis-je monter un moment chez vous? — Oui, certainement, monsieur Fauche; montez; je vais m'informer de ce qui

se passe et je reviens aussitôt. » Fauche se glisse dans la maison et retrouve un peu de son calme; mais le commis reparaît, tout pâle; il vient de lire les placards; il a vu... Il craint d'être compromis et ne cache pas qu'il préférerait que son visiteur cherchât un autre asile. Fauche obtient de rester là jusqu'au soir; sortir avant la nuit serait risquer la mort. Et le voilà, tapi dans une armoire, tandis qu'un commissaire de police, survenu vers midi, procède à une visite domiciliaire.

A la nuit close, il vaguait dans les rues désertes, dont seules rompaient le silence les galopades des hussards d'Augereau; il traversa les ponts sans malencombre, s'enfonça dans le faubourg Saint-Germain et parvint rue Saint-Dominique au ci-devant hôtel de Luynes. Un avocat provincial, installé depuis quelque temps imprimeur à Paris et nommé David Monnier, a loué une partie de cette noble et vaste demeure pour y installer ses presses dans les grands salons dévastés. Fauche a correspondu jadis pour affaires de librairie avec ce David Monnier et celui-ci le reçoit joyeusement : « Vous êtes chez vous, dit-il, et vous êtes en sûreté; à la moindre alerte vous n'avez qu'à tirer le cordon que voici... » Il le tire lui-même, une porte dérobée s'ouvre et découvre une cachette pratiquée dans l'épaisseur du mur. Monnier conduit ensuite Fauche au jardin de l'hôtel; dans le tronc des vieux arbres voisins de la clôture sont fichées de solides chevilles de fer, formant échelons au moyen desquels on peut atteindre la crête du mur et sauter dans la rue de Grenelle. La maison est ainsi machinée depuis le temps de la Terreur. Après avoir de la sorte rassuré le proscrit contre les dangers d'une perquisition improbable, Monnier l'installe dans « un bel appartement meublé en satin jaune, » vestige de splendeurs abolies. L'imprimeur semblait, du reste, accepter d'un cœur léger la catastrophe du jour : le premier soir on prit le thé, en famille; le lendemain on eut pour invité « un Anglais » qui pouvait, à l'occasion « rendre de grands services. » « L'Anglais » revient le jour suivant et cette fois la rondeur et la bonhomie de Fauche le séduisirent si bien qu'il divulgua sa véritable personnalité : il n'était pas étranger, se nommait Botot et remplissait depuis plusieurs années les fonctions de secrétaire particulier de Barras qui l'honorait de ses plus intimes confidences. Le Neuchâtelois ne fit pas non plus mystère de son identité : il proclama qu'il était « ce fameux

Fauche-Borel, » dont le nom flamboyait sur toutes les murailles et il insista sur ce point « qu'il ne fallait pas voir en lui un émissaire royaliste subalterne, mais l'un des agents principaux de Sa Majesté Louis XVIII »; même il exhiba au secrétaire de Barras « les pouvoirs qu'il tenait directement du Roi. »

Botot prit très bien la chose : on causa des événements; Fauche vanta la générosité et le haut esprit politique des princes dont il possédait « toute la confiance ; » le secrétaire de Barras exalta de son côté la mansuétude et la puissante intelligence de son maître ; on se quitta très bons amis.

Rien ne permet de mieux pénétrer la frivole psychologie de Fauche-Borel que son propre aveu des illusions dont sa pauvre cervelle était hantée en ces terribles jours de Fructidor. Pichegru, qu'il a perdu et qu'il disait aimer, part pour Cayenne; les nobles amis dont le libraire était si orgueilleux la veille sont emprisonnés ou fugitifs; le parti qu'il servait se trouve brutalement anéanti; lui-même est réfugié chez un inconnu, tandis que les sbires du Directoire le pistent par toute la ville... Il oublie tout cela ; sa pensée est entière à la combinaison d'une nouvelle intrigue : il va maintenant « corrompre » Barras, lui acheter la France pour la rendre aux Bourbons; le million perdu sur Pichegru, il le gagnera sur Barras; déjà se développent en son esprit toutes les phases de ce mirifique projet : par Monnier il aura Botot, par Botot il aura le Directeur; dans l'Europe enfin pacifiée grâce à son génie diplomatique, il se voit gratifié d'honneurs et de richesses par les souverains reconnaissants, admis à la Cour des Tuileries, anobli, titré, chevalier des ordres du Roi, directeur de l'Imprimerie royale de France... Il rêve à ces choses éblouissantes, la main sur le cordon de la cachette où il se jettera en cas d'alarme, et guettant le bruit assourdi du pas lourd et cadencé des patrouilles guidées par les policiers qui le cherchent.

G. Lenotre.

(A suivre.)

FRANCE ET POLOGNE

DANS L'EUROPE DE DEMAIN

C'est l'Allemagne qui a voulu et déclenché, à l'heure qui lui convenait, la Grande Guerre, des suites de laquelle la vie économique du monde entier est encore ébranlée, sans parler des ruines accumulées, des vies humaines sacrifiées par millions, à cause de cette guerre. Par suite des intrigues allemandes, le bolchévisme a pu s'installer en Russie, et s'y maintenir après la paix de Brest-Litowsk, malgré les répugnances de l'énorme majorité du peuple russe, aujourd'hui livré à la misère, à la famine et aux épidémies.

Le danger du militarisme prussien auquel s'était inféodée l'Allemagne tout entière, celle du Nord comme celle du Sud, celle du Kaiser comme celle de l'ouvrier et du paysan, ce danger est-il aujourd'hui définitivement écarté?

Certes, la Révolution qui a précédé l'armistice du 11 novembre 1918, a singulièrement détendu le ressort de la discipline allemande. Les Commissions de contrôle ont démoli 32 000 canons, des centaines de milliers de fusils, des dizaines de milliers de mitrailleuses, des quantités considérables de munitions, plusieurs milliers d'avions et de moteurs; la flotte de guerre a été remise à l'Angleterre dès l'armistice; les sous-marins en construction ont été détruits, les navires de commerce de plus de 1 600 tonnes ont été livrés aux Alliés.

Cela constitue actuellement une garantie de paix.

Mais si l'âme de l'Allemagne ne change pas, si cette âme reste altérée de domination et de désir du gain, cette garantie

n'est que temporaire, car la puissance industrielle de l'Allemagne, partie importante de sa puissance de guerre, reste intacte. Son industrie chimique lui permet de recommencer demain, au prix d'insignifiantes modifications, la fabrication en grand des explosifs et des gaz asphyxiants. Sa métallurgie lui redonnera bien vite canons et fusils, moteurs d'avions et de camions automobiles, dès que le Gouvernement du Reich disposera des crédits nécessaires. L'Allemagne a toujours 60 millions d'habitants, plusieurs millions d'anciens soldats qui ont fait la guerre, des milliers d'officiers de carrière ne cessant de regretter leur ancienne profession et aspirant à se venger des défaites qu'ils ont subies, et qui ont brisé pour un moment leur confiance et leur orgueil.

L'ancien militarisme allemand, même vaincu, reste un danger pour le monde, et avant tout pour les voisins de l'Allemagne, car il ne demande qu'à relever la tête. Ce sont toujours les officiers du Grand État-major prussien, cachés dans l'ombre d'un ministre socialiste, qui dirigent les affaires militaires. Dans les services civils, l'ancienne armature des fonctionnaires impériaux maintient le même esprit que jadis.

Ce n'est pas en vain que la propagande allemande, si disciplinée, si bien montée, si bien payée hors d'Allemagne comme en Allemagne, répète à satiété que l'armée allemande n'a pas été vaincue. Ce n'est pas en vain que les généraux se montrent aux foules dans maintes cérémonies et y prononcent des discours violents. Ce n'est pas en vain que dans toute l'Allemagne se créent des sociétés régimentaires d'anciens combattants pour faire revivre les souvenirs de la Grande Guerre et de l'armée impériale. Ce n'est pas en vain que les autorités militaires officielles collaborent à ce mouvement en s'appliquant à rattacher, par le nom et les insignes, les compagnies, escadrons et batteries des régiments de la *Reichswehr* de 100 000 hommes aux régiments de l'ancien régime.

A qui fera-t-on croire que, sans la bienveillante complicité des gouvernements socialistes ou démocrates qui se sont succédé depuis novembre 1918, il aurait été possible de monter l'aventure du Baltikum de von der Goltz et de von Eberhardt en 1919, et sous nos yeux, au printemps de 1921, d'organiser l'armée de 50 000 hommes du général Hoefer en Haute-Silésie, avec artillerie lourde et légère, avions, colonnes automobiles,

lance-bombes et lance-flammes, grenades et munitions de tout genre en abondance ?

Qu'est-ce, sinon les cadres tout préparés pour une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes, que cette police verte, forte de 120 000 hommes, presque tous anciens officiers et sous-officiers de carrière, dotée de tous les moyens de combat les plus modernes et entraînés avec soin à s'en servir, largement payés, vêtus avec un luxe insultant pour les armées de tous les pays voisins ?

Une chose est bien certaine en tout cas. Qu'elle veuille ou non la revanche, l'Allemagne ne veut pas payer ses dettes. Elle le crie à tous les échos, elle fait tout ce qu'elle peut pour dénaturer sa fortune, tromper sur ses ressources. Elle n'a pas d'argent liquide pour payer les réparations qui lui incombent ; mais elle en a pour payer annuellement et par budget officiel, pour son armée de 100 000 hommes et la police qui la double, autant et plus que ne coûtait l'ancienne armée du Kaiser. Ses banquiers, les magnats de sa *Schwere Industrie*, exportent leurs capitaux par centaines de millions de marks pour créer à l'étranger des industries qui échapperont au contrôle des Alliés.

Cette tournure d'esprit, cette volonté de lutte économique à défaut de lutte militaire qu'on n'ose pas encore envisager en Allemagne, sont pour les voisins de celle-ci un indiscutable danger, et pour ses créanciers, dont la France est le principal intéressé, un risque de ne pas être payés de leur dû.

La France, qui a le plus souffert de la Grande Guerre, en pertes de vies humaines comme en ruines matérielles et en charges financières nouvelles, contre laquelle le mystérieux chef d'orchestre de la propagande allemande dirige le chœur sifflant des reptiles légendaires, a le plus à craindre des appétits de revanche qu'on cherche à faire naître et à développer en Allemagne.

Elle a donc le droit, pour sa propre sécurité et pour celle des nations nées de la défaite des Empires centraux et dont le droit à la vie a été reconnu par la Conférence de Paris, de surveiller de près l'évolution des idées, la situation politique, les mouvements économiques, l'état réel des ressources de tout genre et des finances de l'Allemagne ; elle a le devoir, pour la garantie de la paix du monde, de prendre ses précautions de

telle manière que l'Allemagne ne puisse croire qu'il lui est loisible de recommencer la terrible expérience qu'elle n'a pu réaliser en 1914. Elle a besoin d'ententes et d'alliances.

Aujourd'hui il ne peut plus, de longtemps, être question d'alliance russe. Certes, le peuple russe finira par sortir du chaos tragique où l'a plongé le bolchévisme déchaîné par les intrigues allemandes. Mais les privations, la misère et la terreur y ont tellement détendu tous les ressorts moraux que cette remise en ordre, dont on ne peut prévoir quand elle commencera, durera certainement très longtemps.

La Russie en outre, dans son bouleversement, a été amputée de nombreux territoires habités par des nationalités allogènes.

Au Sud-Est, c'est le Caucase tout entier. A l'Ouest, ce sont les pays baltiques (Finlande, Esthonie, Latvie, Lithuanie) et la Pologne, sans parler de la Bessarabie passée à la Roumanie.

Ces États nouveaux ou revenus à la vie, serviront logiquement de base à l'action européenne qui aidera à la renaissance de la Russie. Cette action doit en effet, matériellement, transiter par eux. Leur ancienne participation à la vie russe fait qu'ils possèdent un nombreux personnel de techniciens, d'administrateurs, de commerçants, d'industriels, connaissant la langue, la mentalité, les habitudes du peuple russe; la coopération de ce personnel est d'autant plus indispensable que les classes russes éclairées ont été particulièrement décimées par l'action révolutionnaire.

Nous ne pouvons pas, en raison des gros intérêts que nous avons en Russie, abandonner à nos ennemis, ni même à nos alliés, l'œuvre de la rénovation inéluctable de ce pays sans léser gravement nos intérêts moraux comme nos intérêts matériels.

Les pays baltiques ne sont pas pour la plupart immédiatement intéressés à une lutte éventuelle contre un pangermanisme redevenant menaçant.

Seule, la Lithuanie doit dès maintenant craindre une action allemande qui offre un intérêt immédiat : rouvrir le contact direct entre la Prusse et la Russie. La Lithuanie a d'ailleurs déjà subi une forte emprise politique et économique allemande accompagnée de fournitures plus ou moins occultes de matériel de guerre et de l'envoi d'instructeurs militaires camouflés, tandis que des intrigues, adroitement menées, attisent les esprits en prévision d'un conflit lithuano-polonais possible.

Mais la Latvie et l'Esthonie ne doivent pas oublier qu'elles sont d'anciens terrains de domination allemande par l'intermédiaire des barons baltes. Le général Ludendorff rêvait pendant la guerre d'en faire des colonies de peuplement où l'Allemagne achèverait, en y déversant son excédent de population, l'œuvre commencée au moyen âge par les chevaliers porte-glaives : elles ont tout à craindre du réveil de ces ambitions. Celles-ci ont été momentanément déçues depuis qu'en décembre 1919, une Commission militaire interalliée a fait évacuer le Baltikum par les bandes germano-russes nominalement commandées par Bermondt, et pratiquement par le général von Eberhardt, successeur de von der Goltz. Mais, l'Allemagne est tenace, et comme le disait, pendant cette évacuation, un des collaborateurs de l'amiral Hopmann, président de la délégation allemande : *la malheureuse aventure est liquidée. Il s'agit de la reprendre sur des bases nouvelles.*

Quoi qu'il en soit, ces États, capables d'un effort sérieux pour défendre leur jeune indépendance, sont, sauf la Lithuanie, mal placés pour s'associer à un effort militaire ayant pour but de refréner des ambitions allemandes renaissantes.

Il n'en est pas de même de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie qui, toutes deux, pour des raisons différentes, ont grandement à craindre d'un réveil du pangermanisme. La première a enlevé à l'Allemagne les fruits des anciens partages qui avaient démembré la Pologne, les terres fertiles de Posnanie qui nourrissaient l'agglomération de Berlin, la communication directe avec la Prusse. La seconde compte parmi ses citoyens 4 500 000 Allemands d'attitude assez peu conciliante. Toutes deux ont leur frontière très proche de Berlin, gros sujet d'inquiétude pour une Allemagne qui n'a pas la conscience tranquille, facteur militaire d'un grand intérêt pour nous.

La Tchéco-Slovaquie a montré sur les champs de bataille de Russie en 1917, de France en 1918, et en Sibérie, la valeur militaire de ses soldats. Elle a su conclure, avec la Roumanie et la Yougo-Slavie, la Petite Entente, qui lui donne de sérieuses garanties contre une explosion du pangermanisme dans l'ancienne Autriche. Sa situation économique est en sérieuse voie de consolidation.

La Pologne, avec ses 30 millions d'habitants, est le plus grand des États nés ou revenus à la vie à la suite de la Grande

Guerre. Ses traditions guerrières, le vigoureux patriotisme de ses enfants, les gros efforts qu'ils ont su faire, au milieu des plus graves difficultés économiques, pour repousser victorieusement l'invasion et la propagande bolchéviques, nous rendent son amitié et son concours éventuel d'autant plus précieux qu'à la communauté des intérêts se joint pour nous unir une tradition d'amitié chevaleresque et de fraternité militaire.

La France et la Pologne ont besoin de collaborer étroitement dans tous les domaines et sur tous les terrains, dans l'intérêt de l'une comme de l'autre : face à l'Allemagne pour empêcher celle-ci de troubler de nouveau la paix du monde ; face à la Russie, en prévision du jour où l'ordre y reviendra et où il faudra y faire renaître une vie économique normale.

C'est, en effet, une des conditions essentielles du problème russe que l'établissement de bonnes relations entre la Russie et la Pologne. Là encore, nous rencontrerons l'Allemagne en travers de la route de la paix européenne et du progrès humain. Elle veut exploiter la Russie au profit de son impérialisme économique, en attendant que renaisse son impérialisme militaire. Pour y réussir, il faut qu'elle empêche les contacts sympathiques entre Pologne et Russie, qu'elle excite les passions nationales et les vieux antagonismes des deux pays pour rendre toujours précaire la situation de la Pologne, alliée naturelle de la France.

La France peut beaucoup pour empêcher la réussite de ces menées allemandes. Son amitié traditionnelle pour la Pologne ne doit pas lui faire oublier que la Russie, aux heures tragiques d'août 1914, a fidèlement rempli son devoir d'alliée, que la pression russe a fait retirer du front français des troupes dont l'absence a facilité notre victoire de la Marne, que l'offensive de Broussiloff, en 1916, a soulagé Verdun. Il faut penser aussi aux gros capitaux que nous avons engagés en Russie et que nous ne pourrons récupérer que si ce pays se remet en ordre. Or, il n'y arrivera que par une longue période de paix et par un accord étroit avec ses voisins dont la Pologne est le plus grand et le plus puissant, et dont l'industrie doit jouer un grand rôle dans la renaissance de la vie économique en Russie. La France a le devoir d'aider de toutes manières au rapprochement entre la Pologne et la Russie, non seulement dans l'intérêt des trois nations, mais dans celui de l'humanité

tout entière, qui ne retrouvera son équilibre que par le rétablissement de l'ordre et d'une bonne situation économique en Russie.

Il n'est pas moins nécessaire que la Pologne et la Tchéco-Slovaquie vivent en bonne intelligence. De malheureux incidents, à propos de la Silésie de Teschen, avaient excité entre elles une aigreur, savamment attisée du reste par les intrigues allemandes. L'apaisement vient peu à peu. Les deux peuples, polonais et tchéco-slovaque, ont trop d'intérêts communs, et avant tout le besoin de résistance au pangermanisme, pour ne pas arriver à une entente. La France, amie de l'un et de l'autre, ayant pour tous les deux une même estime et une même sympathie, arrivera certainement à aplanir toute difficulté.

La Pologne ne sera tranquille et ne pourra développer normalement sa vie intérieure que si elle vit en bons rapports avec la Tchéco-Slovaquie comme avec la Russie.

Mais on peut se demander : Que vaut pour la France l'amitié polonaise? La Pologne est-elle vraiment ressuscitée, est-elle susceptible d'une vie indépendante et prospère? Représente-t-elle une puissance réelle sur laquelle on puisse s'appuyer? Peut-elle sortir des graves difficultés économiques dans lesquelles elle se débat actuellement?

Notre sympathie pour la Pologne fait que, sur tous ces points, nous voulons avoir des opinions favorables à sa cause.

Tout le monde, malheureusement, ne partage pas notre optimisme. Il ne manque pas de voix en divers pays pour laisser entendre que les Polonais ont conservé les vieux défauts qui ont jadis causé la mort de leur patrie : légèreté, manque d'union, inaptitude à l'effort méthodique et suivi, ambition, vanité et susceptibilités excessives, esprit de domination. Et, surtout, on va clamant que la situation économique de la Pologne est irrémédiablement compromise, que, mal gouvernée, elle n'aura jamais un commerce, une industrie et des finances prospères, bases indispensables de toute puissance politique.

Là encore, nous retrouvons la propagande allemande. Inlassablement, sous les formes les plus variées, par les voies les plus diverses, elle ne cesse de diffamer la Pologne, de représenter sa situation politique, militaire et économique sous les

couleurs les plus noires, de répéter sans se lasser que la Pologne n'est pas viable, qu'il est donc inutile de s'efforcer de lui donner les moyens de vivre, de lui procurer une industrie en lui rendant la Haute-Silésie, de lui donner un débouché maritime en la traitant honnêtement à Dantzig. Et, malheureusement, cette propagande fait son chemin.

D'une part, elle agite devant l'Angleterre le spectre d'un renforcement dangereux de la puissance française, si la France dispose d'une alliée solide à l'Est de l'Allemagne.

D'autre part, l'Allemagne espère bien, le moment venu, profiter d'un désordre introduit par elle en Russie pour y pêcher en eau trouble et faire de la Russie une véritable colonie d'exploitation allemande. A cet effet, de gros capitaux allemands sont dès maintenant consacrés à l'achat des forêts et des terres aux anciens propriétaires vivant en émigration, dont on exploite la détresse. Et, pour attirer l'Angleterre et la rendre favorable à l'opération, la propagande allemande fait miroiter aux yeux de ses financiers et de ses hommes d'affaires tous les avantages d'une collaboration anglo-allemande en Russie, à travers les pays baltiques, collaboration à laquelle l'Allemagne peut fournir des agents ayant l'expérience de la langue, des mœurs et des affaires russes, et de laquelle la France et la Pologne doivent être tenues à l'écart.

Voyons donc un peu, quelle est la situation réelle de la Pologne, les causes des difficultés de tous ordres auxquelles elle se heurte, et les chances qu'elle a de les surmonter.

* * *

La vitalité de la nationalité polonaise est indiscutable.

Pendant cent cinquante ans, elle a été partagée entre trois empires autoritaires, anéantie comme groupe politique, cruellement persécutée dans sa langue dont l'enseignement était presque entièrement interdit, gênée méthodiquement dans ses intérêts économiques délibérément sacrifiés à ceux d'autres races voisines et hostiles.

Et cependant, la langue comme la nationalité polonaise ont survécu. Dans les armées opposées qui se faisaient la guerre, les Polonais se reconnaissaient comme frères et ils trouvaient, tout en remplissant leur devoir militaire strict, le moyen de se communiquer leurs espoirs de voir la Pologne, à la faveur du

grand bouleversement mondial, sortir rajeunie de ses trois tombeaux. Ils misaient pour l'obtention de ce résultat sur le succès de causes politiques et d'aspirations sociales opposées ; mais le but de tous restait le même : la reconstitution de l'État polonais, de la nationalité polonaise.

La Providence les a bien servis. Après la ruine de l'Empire russe dans la Révolution bolchévique, ce fut l'écroulement des Empires centraux. Déjà, avant la réalisation de cette chute de tous les copartageants de l'ancien territoire polonais, des troupes polonaises, vivant témoignage des aspirations de la nationalité polonaise, s'étaient formées dans tous les camps : légions de Pilsudski, sous les drapeaux des Empires centraux, corps d'armée de Dowbor-Musznicki, en Russie, armée Haller en France, contingents polonais distincts à Mourmansk, à Arkhangel, à Odessa, en Sibérie. Dès le lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, marquant la défaite militaire de l'Allemagne, l'étranger était chassé de la Galicie comme de la Pologne russe : la Pologne se retrouvait vivante. Et peu après, la Posnanie expulsait à son tour en les désarmant ses garnisons prussiennes et formait les belles troupes qui, dès mars 1919, allaient permettre de débloquer Lemberg serré de près par les Ukrainiens.

L'élan de la nation polonaise s'est montré unanime, aussi bien dans le domaine civil que dans le domaine militaire. Les facultés intellectuelles de la race sont particulièrement brillantes et séduisantes. Pourquoi la position de la Pologne reste-t-elle donc si difficile, principalement dans le domaine économique ?

Pour le comprendre, il faut percevoir toutes les difficultés, tous les obstacles au milieu desquels la Pologne n'a cessé de se débattre depuis qu'elle est revenue à la vie.

Et avant tout, envisageons ses difficultés économiques et financières.

Quand l'État polonais s'est reconstitué, il est entré en ménage sans un sou. Dans aucune des trois parties de la Pologne, il n'existait une encaisse métallique garantissant la circulation fiduciaire. La Galicie avait pour monnaie la couronne autrichienne, dont on connait la triste chute. La Pologne russe voyait la valeur de ses roubles-papier baisser à mesure que s'aggravait la catastrophe en Russie bolchévisée. Bien plus,

elle était inondée de 800 millions de marks dits polonais, imposés par l'Allemagne pour payer ses dépenses en territoire russe occupé, marks soi-disant garantis par les grandes banques allemandes, mais dont pas un n'a été remboursé depuis. Seule, la Pologne allemande, disposant de marks allemands, se trouvait en moins mauvaise posture, et c'est ce qui explique que tout naturellement la situation économique y ait été notablement meilleure, mais la chute du mark allemand, quoique moins grande que celle de la couronne et du rouble, lui a également porté un tort grave.

Les autorités allemandes d'occupation ne s'étaient pas bornées du reste à inonder la Pologne russe d'un papier-monnaie sans réelle garantie. Elles avaient apporté à la lutte contre les industries locales l'âpre esprit de destruction systématique que nous avons connu chez nous et en Belgique : enlèvement des matières premières, des courroies de transmission, des pièces de cuivre des machines, etc... Tout a été à reconstituer, comme chez nous, mais sans le secours du reste d'un pays riche, comme la France le demeure malgré ses cruelles épreuves.

Enfin, pour aggraver encore cette terrible situation, la guerre étrangère commençait dès le jour même de la reconstitution de la Pologne : guerre avec les Ukrainiens, parce que les autorités austro-hongroises avaient eu soin de tenir groupés en Galicie orientale des régiments ruthènes à cadres en partie allemands, et que les Allemands, avant d'évacuer l'Ukraine, avaient préparé et facilité l'entente entre ces éléments ruthènes et le gouvernement de Petlioura ; guerre avec les bolchévistes russes cherchant à étendre vers l'Ouest leurs razzias, et à la marche desquels, malgré les stipulations de l'armistice du 11 novembre, les troupes allemandes de Russie n'opposaient qu'un semblant de résistance, quand elles ne leur vendaient ou livraient pas armes et approvisionnements de tout genre.

Et cette guerre a duré sans arrêt jusqu'en octobre 1920. Elle a amené les armées rouges jusque sous Varsovie, sauvée par le miracle de la Vistule comme Paris l'avait été en 1914 par le miracle de la Marne. Elle a forcé la Pologne à mobiliser 950 000 hommes, à consacrer à la lutte pour le sol national toutes ses ressources de tout genre, à engager d'énormes dépenses qui ont aggravé singulièrement les difficultés financières. Elle a laissé tout l'Est du territoire polonais razzié,

saccagé, privé de tout cheptel, les voies ferrées mises hors de service, les ponts, souvent sur de grandes rivières, détruits par centaines.

C'est sous la pression de cette terrible situation que l'on a traité, à la Conférence de la Paix, puis à la Conférence des ambassadeurs des grandes Puissances, toutes les questions de Pologne, tandis que la propagande allemande luttait pied à pied contre les intérêts polonais avec la ténacité et l'acharnement que l'on sait.

Pendant quelques heures, en mars 1919, Dantzig, la Mazourie et la Haute-Silésie ont été donnés à la Pologne. L'obstination de M. Lloyd George, sa pression personnelle les lui ont fait retirer.

Dantzig a été définitivement constituée en ville libre, mais son gouvernement est en majorité composé d'Allemands de l'Empire, non natifs de la ville, qui songent moins à ses intérêts qu'à ceux de la plus grande Allemagne.

La Mazourie a été appelée à un plébiscite dans des conditions odieuses, sous la pression de toutes les autorités prussiennes, gendarmes, maîtres d'école, pasteurs, hobereaux propriétaires du sol jadis volé aux paysans par la conquête des chevaliers teutoniques. Ce plébiscite, on l'a fait au moment où l'invasion bolchéviste battait son plein, portait en Pologne le pillage et le désordre. Et l'on a laissé concourir au vote, comme on l'a vu depuis en Haute-Silésie, la foule des soi-disant émigrés, fonctionnaires ou fils de fonctionnaires n'ayant rien de commun avec le pays quitté par eux depuis longtemps sans esprit de retour. Quoi d'étonnant qu'il n'ait pas été favorable à la Pologne?

Ce même processus, nous l'avons revu dans le plébiscite de Haute-Silésie, et l'on reste stupéfait des singulières assertions historiques et ethnographiques de certaines hautes personnalités anglaises à propos de la population de cette province. Malgré toutes les indications du Traité de Versailles disant que le partage se fera par zones selon les résultats du vote, nous entendons chaque jour encore le Gouvernement du Reich soutenir la thèse que la Haute-Silésie est un tout impossible à fractionner et que ce tout devait revenir à l'Allemagne.

Cependant, malgré toutes les difficultés qui se dressent autour d'elle, la Pologne est viable et susceptible d'avenir dans tous les domaines.

L'histoire nous montre qu'elle a été pendant tout le Moyen-

Age un grenier à céréales qui nourrissait les pays scandinaves, l'Allemagne, et exportait jusqu'en Angleterre? Pourquoi ne reverrions-nous pas cela de nouveau? La Posnanie avait avant la guerre les plus beaux rendements agricoles de toute l'Allemagne, grâce au savoir-faire et à l'expérience des propriétaires polonais. Les mêmes méthodes se répandront dans l'ancienne Pologne russe, qui aura des disponibilités considérables : il suffira de pouvoir les exporter par Dantzig.

Les tissages de Lodz avaient dans la Russie un débouché illimité. Que l'ordre s'y rétablisse, et ce marché se rouvrira.

Le bassin de Dombrowa, grandi de la partie de la région industrielle haute-silésienne attribuée à la Pologne, donnera le charbon et le fer.

La Galicie donne le pétrole, et ses exploitations sont encore susceptibles d'un grand développement.

Les forêts sont immenses et leurs ressources, malgré l'exploitation à blanc que les Allemands ont essayé d'en faire, restent considérables. Les bois de construction et d'industrie, la pâte à papier seront demain une source de richesse.

Il suffira de quelques années de paix pour que la situation économique et financière s'améliore rapidement.

La valeur intellectuelle des Polonais est remarquable.

Gênés par l'administration russe et allemande, les étudiants polonais n'avaient pas, sauf en Autriche, d'universités où les cours fussent faits dans leur langue. Mais en Allemagne comme en Russie, malgré la mauvaise volonté des Gouvernements, beaucoup faisaient en allemand ou en russe des études brillantes. D'autres venaient en France, en Suisse, en Belgique, suivre les cours des universités étrangères et y obtenaient de beaux succès. Nombreux étaient les professeurs, les savants, les ingénieurs polonais, et leurs différences d'origine leur ont assuré une culture d'une variété peu commune. L'obligation où ils ont été de tout temps de cultiver les langues étrangères, a rendu singulièrement réceptif, délié et souple, leur esprit naturellement fin.

De fait, dès la reconstitution de la Pologne, ses universités, anciennes ou de nouvelle création, se sont peuplées de professeurs dont beaucoup ont un renom justifié, et de milliers d'élèves ardents à l'étude.

Dans le domaine militaire, le passé est un garant de l'avenir. Sans vouloir remonter aux temps légendaires, ni même à Jean

Sobieski, nous ne pouvons en France oublier la fraternité d'armes de nos guerres de la Révolution et de l'Empire qui, en associant la gloire polonaise à la gloire de la France, ont rendu impérissables les souvenirs de la valeur et de l'héroïsme des contingents polonais fidèles jusqu'à la mort.

Actuellement, l'armée polonaise se débat encore dans d'immenses difficultés : insuffisance de matériel, disparate de celui qui existe, absence d'industrie de guerre dans le pays et nécessité de la créer, diversité d'origine et de formation militaire des officiers, venus des trois armées des Empires copartageants, sans parler de ceux des diverses légions polonaises qui se sont constituées dans les deux camps au cours de la guerre.

La guerre bolchévique et certaines résistances intérieures ont causé des retards à l'organisation d'un travail régulier, mais les résultats sont dès maintenant considérables, et la mission française, sans empiéter sur le rôle du commandement polonais, y a pris une large part.

De nombreux décrets ont réglé l'organisation générale de l'armée. Le ministère de la Guerre et l'État-major général ont enfin été normalement constitués au mois d'août dernier. Le commandement, les services et le contrôle, ont vu leurs attributions nettement définies d'après des principes généraux qui, en pénétrant dans tous les rouages de l'armée, composeront un organisme normal, base de sa vie et de son développement.

Pour compléter ce travail d'organisation, il importait de doter le corps des officiers d'un statut qui fixât leur situation. Non seulement il était équitable d'assurer légalement leur avenir, mais le besoin s'en faisait sentir pour attirer vers les écoles militaires la jeunesse polonaise. Un projet de loi a été élaboré dans ce sens et bientôt la Diète sera appelée à le transformer en loi définitive, de même que tous les importants décrets organiques concernant l'armée.

En même temps que s'exécutait ce grand travail d'organisation, l'instruction était l'objet d'efforts ininterrompus qui ont permis de réaliser dans ce domaine des progrès marqués.

Dès l'armistice, en octobre 1920, on entreprit simultanément l'instruction de l'État-major, du corps d'officiers et de la troupe.

Pour assurer l'unité de doctrine dans le commandement, il s'agissait avant tout de faire passer dans les cours, le plus grand nombre possible d'officiers.

L'avenir était encore menaçant, on ne savait ce que réservait le printemps et il fallait profiter rapidement des mois de l'hiver qui resteraient certainement calmes en raison du climat. Si les opérations reprenaient au printemps, il fallait que, grâce à la méthode adoptée, un grand nombre d'officiers polonais eussent été orientés vers les méthodes d'instruction à utiliser dans la troupe et pénétrés des principes essentiels de la conduite des opérations.

En premier lieu, l'État-major ne comptait dans ses rangs qu'un très petit nombre d'officiers ayant suivi en Russie, ou surtout en Autriche, les cours des écoles d'État-major. Il s'était montré au cours des opérations très insuffisamment préparé à son rôle délicat et méritait une attention toute particulière; il souffrait spécialement du manque d'unité de doctrine, autant que d'une bonne méthode de travail, indispensable dans sa tâche capitale.

L'école d'État-major n'avait, à cause de la crise de 1920, terminé aucun cours régulier. Sous la direction des professeurs français, un cours normal de neuf mois a fini de mettre au point 60 officiers qui avaient déjà suivi les cours hâtifs faits précédemment. Ils en sont sortis avec une doctrine homogène et bien française, quelle que fût leur origine. Leur entrée dans l'État-major va y apporter une amélioration incontestable qui influera sur le rendement de l'ensemble du personnel.

En outre, à côté de l'école d'État-major et sous la direction des mêmes professeurs français, fonctionna durant l'hiver une série de cours qui reçurent, pour des stages d'une durée d'un mois, 120 officiers servant dans les États-majors, et une trentaine d'officiers de liaison des grandes unités. L'exécution dans ces cours de travaux de caractère essentiellement pratique permit d'assurer rapidement une amélioration sensible de ce personnel, amélioration qui aurait été précieuse en cas de reprise des hostilités.

Pour atteindre le même but dans l'ensemble du corps d'officiers, de très nombreux cours fonctionnèrent pendant l'hiver. L'organisation générale fut la suivante :

Pour le Commandement supérieur, des cours d'information furent ouverts à Varsovie, Poznan et Lwow. Par stages successifs d'une durée d'abord d'un mois, puis de deux mois, les commandants de division, de brigade et de régiment, passèrent,

pour ainsi dire tous, au nombre de 400, par ces cours d'information.

En ce qui concerne les commandants de bataillon, de compagnie et de section d'infanterie, des cours furent professés dans les principaux centres militaires de Pologne. D'abord d'une durée d'un mois, jusqu'au 1er mai, le calme qui se maintenait, permit de les porter à trois mois. Il y est passé environ 2000 officiers d'infanterie et de nombreux officiers d'artillerie, cavalerie et génie.

A ces cours d'infanterie, vinrent s'ajouter des cours de liaison pour officiers et sous-officiers de toutes armes, où un millier d'élèves vinrent se familiariser avec les procédés de liaison usités actuellement.

Pour l'artillerie, des cours fonctionnant dans les centres d'instruction virent passer 200 officiers. En outre, un cours permanent de tir d'artillerie à Torun (Thorn) reçut plus de cent cinquante commandants de groupe, de batterie et officiers orienteurs auxquels commencent à se joindre maintenant les commandants de régiment et de brigade. A ce cours, une large place est réservée à la tactique des trois armes.

A Grudziadz (Graudenz) une école de cavalerie vit passer au cours de l'hiver et du printemps 80 officiers subalternes et 40 officiers supérieurs de cavalerie.

Si l'on ajoute à ces cours principaux les diverses écoles du génie, de l'aéronautique, des chars de combat, où les officiers de ces différentes armes recevaient l'instruction et l'entraînement que comportent leurs spécialités, on constate que le corps d'officiers polonais dans son ensemble a fait un effort considérable pour s'améliorer au cours de l'hiver.

Les grands services de l'armée (Intendance, Santé) ont aussi travaillé au développement de leurs connaissances professionnelles dans des cours spéciaux. En outre, leurs représentants ont pris une part effective aux exercices de l'école d'État-major et des centres d'information et participé plus tard aux voyages d'étude de l'été.

Parallèlement à l'instruction du corps d'officiers, un effort analogue était fait pour répandre dans la troupe une méthode commune et assurer le recrutement et l'instruction des gradés.

Les régiments ont été visités périodiquement par des officiers français qui, ayant partagé leur existence au cours des

opérations de l'été 1920, étaient connus d'eux et connaissaient eux-mêmes les qualités et les défauts des unités.

Dans les deux écoles centrales de sous-officiers d'infanterie de Grudziadz et de Chelmno, ainsi que dans les écoles ouvertes dans les régions de corps d'armée, 9 000 sous-officiers ou élèves-sous-officiers firent trois mois de stage: de leur côté, les sous-officiers spécialistes trouvaient à Chelmno une école de mitrailleuses et d'engins d'accompagnement.

A Varsovie et à Bydgoszcz (Bromberg), environ 1 500 aspirants d'infanterie vinrent suivre des cours réduits destinés à leur donner le minimum de connaissances nécessaires à des sous-lieutenants.

En ce qui concerne l'artillerie, 800 sous-officiers suivirent des cours spécialement ouverts pour eux à Torun et l'école d'aspirants d'artillerie de Poznan (Posen) instruisit 700 élèves, sans compter les officiers subalternes de toutes armes qui, au nombre d'une centaine, avaient été appelés dans l'artillerie pour parer à l'insuffisance numérique de ses cadres.

Les aspirants de cavalerie possédaient l'école de Grudziadz qui en forma environ 130 au cours de l'hiver.

Les écoles de liaison, du génie, de chars d'assaut, et d'aéronautique assuraient l'instruction des sous-officiers et des aspirants dans des conditions analogues.

La méthode appliquée et le travail fourni pendant cette période d'efforts intenses de l'hiver, ont porté les fruits attendus et il n'est pas douteux que l'armée polonaise avait déjà réalisé au printemps des progrès marqués.

Une notable partie des officiers et gradés ainsi instruits ont malheureusement quitté l'armée, soit par suite de la démobilisation, soit par démission. La plus-value de l'armée active est donc moins grande qu'il n'aurait été possible, mais la présence dans la réserve de ce personnel très amélioré représente une amélioration notable de l'armée mobilisable.

L'instruction ainsi répandue à tous les échelons a été précisée en outre par la diffusion, dans l'armée, des règlements de chaque armée et service. Leur rédaction, longtemps restée en suspens par suite d'erreurs de méthode, est maintenant menée à bien presque entièrement. Une commission franco-polonaise a travaillé à leur rédaction au cours de l'hiver et actuellement, entre les mains des officiers, ces règlements unifient les prin-

cipes d'instruction et de combat et les méthodes d'administration.

La paix n'ayant pas été troublée, la Pologne a pu profiter de l'été pour compléter le travail d'instruction fourni pendant l'hiver.

La durée de certains cours a été prolongée, la belle saison a permis à l'École d'État-major d'exécuter d'intéressants voyages d'étude.

Le maintien de la paix va donner la possibilité de faire prendre à partir de l'automne, à l'instruction et à l'organisation de l'armée polonaise, la forme rationnelle qui doit lui assurer un fonctionnement logique et une vie normale.

Le fonctionnement normal des écoles est assuré dans les grandes lignes de la façon suivante :

L'École d'État-major a ouvert ses portes à une promotion de soixante officiers, désignés au concours, qui suivront un cours d'une durée de deux ans.

Une mesure transitoire pour l'année qui commence fait entrer à l'École pour une durée d'un an 50 officiers servant déjà dans l'État-major, mais n'ayant suivi les cours réguliers d'aucune école d'État-major. Ils en sortiront confirmés dans le brevet de ce service, ou en seront exclus, s'ils se montrent insuffisants. D'ici la fin de 1924, tous les officiers de cette catégorie auront reçu par ce procédé leur formation définitive.

Pour le Haut-Commandement, un centre d'expériences d'armée à Varsovie recevra un petit nombre d'officiers généraux et supérieurs pour des travaux analogues à ceux de notre cours des Hautes Études militaires.

Les officiers subalternes de chaque arme et de chaque spécialité posséderont les écoles d'application où passeront également, pour recevoir l'instruction de leur arme spéciale, les aspirants sortant de l'École d'aspirants de Varsovie. Cette école doit en effet, théoriquement, réunir tous les jeunes gens reçus au concours et ce n'est qu'après un an passé en commun qu'ils iront recevoir dans les écoles d'application l'instruction spéciale à leur arme définitive.

Le concours de cette année aurait dû fournir 600 aspirants, chiffre nécessaire aux besoins de l'armée. Mais l'avenir des officiers n'ayant pas encore été assuré par un statut définitif, ce manque de garanties a fait hésiter la jeunesse polonaise qui ne

s'est présentée au concours qu'en nombre très inférieur aux besoins de l'armée. Il faut donc encore recourir cette année à la formation directe de sous-lieutenants sortant des rangs de la troupe. Mais il y a lieu d'espérer que la loi qui sera prochainement votée, en assurant la situation des officiers, attirera vers l'armée tous les candidats officiers qui lui sont nécessaires.

Enfin, pour développer l'éducation physique, non seulement dans l'armée, mais dans toute la nation, une école installée à Poznan forme une centaine d'instructeurs d'éducation physique, militaires et civils.

Ainsi, depuis la période de calme, la jeune armée polonaise s'est mise rapidement au travail pour être capable au printemps d'entreprendre des opérations dans de meilleures conditions, si les événements l'avaient exigé. Puis, le calme s'étant maintenu, elle a pu continuer son effort en organisant sa vie normale et le développement logique de son instruction.

En outre, un fait d'ordre moral, mais d'une importance capitale, a été acquis au cours de cette année. Quelle que soit la valeur plus ou moins grande du bagage de connaissances professionnelles qu'ils ont retiré de leur passage dans les cours, il est indéniable que, réunis en grand nombre dans ces stages en commun, non seulement les officiers, mais aussi les sous-officiers, venant de toutes les régions de Pologne et sortant des nombreuses armées et légions si diverses, ont appris à se connaître, à s'apprécier, à s'aimer, à fusionner leurs formations militaires différentes en une unité de doctrine.

Eux-mêmes, à la fin de chaque cours, aimaient à le constater : de cette communauté de vie, de pensée, de travail, qui leur avait été pour la première fois offerte, ils avaient senti naître une véritable camaraderie et une solide fraternité d'armes.

Tous ces résultats auraient pu et dû être obtenus plus tôt, malgré les difficultés créées par la guerre bolchévique, si, dès le début de la présence de la mission militaire française, le Haut Commandement polonais avait bien voulu, comme cela se fit dans toutes les armées pendant la Grande Guerre, accorder une place suffisante à l'instruction, et comprendre que le temps passé dans les différents cours tactiques ou de spécialités n'était pas du temps perdu, et s'il avait fait plus confiance aux conseils de ses auxiliaires français en matière d'organisation.

Même depuis l'armistice de Riga en octobre 1920, il n'a pas manqué de difficultés à surmonter et de retards dans l'application des mesures proposées par la mission française. Mais néanmoins, l'armée polonaise a sérieusement travaillé, dans tous les domaines, et son esprit évolue en même temps que son organisation et son instruction.

Il n'est pas douteux qu'en continuant cet effort de travail, elle constituera bientôt un élément de force qui comptera en Europe. Cette force promet d'être d'autant plus solide que l'armée polonaise possède au plus haut point deux richesses de la plus grande valeur : le sentiment de race, et la qualité du soldat polonais.

Ce sentiment de race, trempé par l'épreuve du joug étranger, est singulièrement vif et intense; il alimente le patriotisme et cet amour passionné de l'indépendance que la race polonaise savoure ardemment après 150 années d'oppression.

Ce sentiment de race, il est ancré chez l'ouvrier comme dans les classes supérieures, et c'est la raison pour laquelle la propagande bolchéviste, si insinuante, si adroite, soutenue par tant de moyens matériels, n'a jamais mordu sérieusement, même sur le parti socialiste polonais. Le nationalisme vivace de celui-ci est le meilleur antidote contre le communisme que Berlin, comme Moscou voudraient voir contaminer la Pologne.

Le soldat polonais, qui vient surtout du peuple paysan, est, comme lui, patient, discipliné, dur aux privations, endurant, sensible à toute bonne parole. Il est facilement susceptible d'enthousiasme et plein de confiance dans ses chefs. Le miracle de la Vistule l'a bien prouvé l'an dernier. Dans les mains d'officiers patriotes et instruits, il fera demain une armée de grande valeur, dès que la fusion des esprits et des cœurs, déjà très visible, sera devenue complète.

Après tous ces espoirs, il faut bien mentionner une ombre au tableau, et elle est grave : c'est la question juive.

Les Israélites forment 14 p. 100 de la population de l'État polonais; ils constituent dans les villes de fortes agglomérations (400 000 âmes à Varsovie), parfois même la majorité absolue; ils se trouvent dans tous les villages, sauf en Posnanie (1), comme commerçants, cabaretiers, commissionnaires, etc.

(1) Au début du XIXe siècle, la Posnanie avait la même proportion d'Israélites que le reste de la Pologne. Mais par suite de l'incorporation à la Prusse, ils ont

Ils sont tellement nombreux que, quoique une très grande partie du commerce soit dans leurs mains, beaucoup ne peuvent vivre que de petits métiers qui en font un prolétariat souffrant, d'autant plus âpre dans ses revendications que celles-ci se doublent d'un sentiment de race, aussi vif au moins que celui des Polonais.

Ce sentiment s'est exaspéré au cours de ces dernières années sous l'influence du mouvement sioniste, qui du reste, en Pologne, a pris la forme d'un nationalisme local, revendiquant, à côté des droits communs à tous les citoyens, les droits spéciaux de la nation israélite.

Il en résulte de graves frottements, tant par le choc de deux nationalismes opposés que par celui des intérêts économiques contraires des deux races. L'amour-propre des Israélites souffre de sentir dirigée vers eux une suspicion blessante; les Polonais prétendent en effet, non sans raison parfois, que jadis les Gouvernements oppresseurs, hier les Allemands pendant la grande guerre, et, depuis, les Bolchévistes ont trouvé parmi eux des agents de tout genre : économiques, politiques, miliaires, etc.

Quoi qu'il en soit, dans les deux races, on reconnaît qu'il faut arriver à vivre désormais en bonne intelligence sur ce sol habité en commun depuis des siècles, et l'on sait bien qu'on y arrivera seulement par des concessions réciproques. L'évolution si remarquable des Israélites algériens, en quelques dizaines d'années, montre que le problème n'est pas insoluble. Mais il faut que, des deux côtés, on apporte un peu de perspicacité et de bon vouloir à traiter les questions litigieuses. Le fait qu'aujourd'hui, les Israélites russes s'enfuient par milliers de la Russie soviétique pour se réfugier en Pologne, prouve bien que leur sort n'y est pas intolérable.

* * *

Telle qu'elle est, la Pologne représente dès maintenant un acteur important de la politique européenne par le chiffre de sa population, par sa position stratégique à l'Est de l'Allemagne, par la base qu'elle constitue pour les efforts en vue de la reconstitution économique de la Russie.

peu à peu quitté le pays et se sont répandus d'autant plus facilement dans toute l'Allemagne que leur langue familiale, le *jargon*, est à base d'allemand.

Elle est pour la France une alliée utile. Mais l'amitié de la France ne lui est pas moins précieuse. Nous avons déjà beaucoup fait pour la Pologne, non seulement en appuyant diplomatiquement ses revendications, mais en créant sur notre sol et à nos frais l'armée du général Haller dont l'arrivée en Pologne a permis de régler, au moins provisoirement, les affaires de Galicie orientale, en fournissant la majeure partie du matériel de guerre actuellement existant en Pologne, en aidant par notre mission militaire, au travail d'organisation et d'instruction de l'armée polonaise.

Notre amitié sincère, les services matériels que nous avons déjà rendus, ceux que nous serons appelés à rendre, et plus encore ceux que nous avons le droit d'attendre en retour de la Pologne, nous forcent à suivre de bien près tous les événements qui la touchent, tous les facteurs intéressant son avenir. Nos amis Polonais, malgré leur légitime fierté nationale, nous ont eux-mêmes demandé notre concours pour la formation de leur armée. Ils doivent trouver naturel que ce concours soit effectif, non seulement dans le domaine matériel, mais aussi dans le domaine des idées et de l'organisation.

La Pologne possède toutes les valeurs intellectuelles souhaitables. Mais il ne suffit pas que le travail de son organisation se fasse bien. Il est capital également qu'il se fasse vite, car personne ne sait ce que demain nous réserve. C'est à faire vite, tout en faisant bien, que nous pouvons et que nous devons aider la Pologne.

***

AUGUSTIN THIERRY

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE ET SES PAPIERS DE FAMILLE

IV [1]

LE CHEMIN DE GLOIRE ET DE MISÈRE

UN TRAVAIL DE BÉNÉDICTIN

Le passage Sainte-Marie, aujourd'hui remplacé par la rue Saint-Simon, avait été ouvert, en 1808, sur l'emplacement des jardins de l'hôtel de Châtillon et du couvent célèbre des Visitandines, fermé par la Révolution. Il dessinait un quadrilatère à peu près droit, se terminant en cul-de-sac à l'Ouest, mais débouchant des trois autres côtés sur les rues du Bac, de Grenelle et Saint-Dominique.

Cité plutôt que passage en dépit de son étiquette, c'était, à l'écart d'un quartier tranquille, une retraite plus paisible et plus discrète encore. Ses demeures, dont la plupart possédaient quelque bosquet, épave de l'ancien parc conventuel, abritaient volontiers des savants, des penseurs ou des artistes, épris de calme et de recueillement.

Sur les indications d'Arnold Scheffer, Mme Augustin Thierry, arrivée de Vesoul en fourrier, se rendit passage Sainte-Marie. Elle y visita au n° 11, dans une maison à présent disparue, et loua au propriétaire, M. Valleray, pour le prix de quinze cents francs, un appartement de six pièces. Situé au rez-de-chaussée

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er novembre et 15 décembre.

et formant une sorte de petit hôtel, ce logis offrait l'avantage d'éviter au paralytique la fatigue d'un escalier à gravir. De plus, il comportait la jouissance d'un jardinet, ombragé par quelques acacias où l'aveugle pourrait se donner l'illusion d'un peu d'espace et de grand air.

Avant de quitter la Haute-Saône, Augustin Thierry s'était mis en rapports avec les premiers collaborateurs qui lui avaient été désignés : MM. Émile Jollibois et Granier de Cassagnac. Suivant ses instructions, celui-ci était parti en tournée dans le Sud-Ouest de la France, afin de vérifier la situation des archives et le travail des correspondants recrutés par le ministère.

En même temps, il adressait au garde des sceaux Sauzet une requête pressante, afin d'obtenir le concours de la magistrature pour l'entreprise qu'il dirigeait, réclamant l'autorisation de faire procéder à des recherches dans les greffes des cours royales et des tribunaux civils.

Avec un zèle infatigable, il s'occupait personnellement à puiser toutes les sources possibles des pièces ou des renseignements utiles, sollicitant toutes les bonnes volontés, battant le rappel de ses amis et de ses relations. Dans ses brouillons de correspondance, les prières alternent avec les remerciements adressés à ceux qui lui ont procuré quelque document : à Pardessus, qui lui envoie de Marseille le manuscrit du *Livre des Plaids et de Justice;* à la Saussaye, qui explore les archives de Vendôme; au juge de paix blésois Naudin, — un juge archéologue, — auquel il demande de fouiller les études notariales; à Francisque Michel à Bordeaux. Il s'informe jusqu'en Allemagne, près de Lappenberg, l'historien hambourgeois.

A mesure que s'amoncelaient les cartulaires, la tâche à peine ébauchée se découvrait de plus en plus ce qu'elle était réellement : gigantesque. De longs mois s'écouleraient avant que fût terminé le travail de mise en ordre et de déblaiement préliminaire, ou même, — Guizot en était averti, — que pût être arrêté dans ses grandes lignes le plan général de la Collection.

Durant cette période d'enquêtes et de tâtonnements, il ne semble pas qu'Augustin Thierry ait songé tout d'abord à tirer parti des matériaux qu'il rassemblait pour écrire une histoire du Tiers-État. C'est ce qui résulte clairement d'une lettre

adressée, le 11 mars 1836, à Mme Cattanéo, la mère du futur défenseur de Milan contre Radetzky :

« L'ouvrage que vous avez la bonté d'attendre ne sera pas une histoire du Tiers-État, je dois vous l'avouer franchement, au prix de cette attente si flatteuse pour moi. Ce sera un simple recueil des documents inédits de l'histoire du Tiers-État, recueil qui sera énorme, s'il s'achève, et où il n'y aura rien de moi, si ce n'est le plan et quelque préface. Cela sera amusant à lire comme la collection de Muratori : ni plus, ni moins. »

A MM. Jollibois et Granier de Cassagnac étaient venus s'ajouter, sur désignation ministérielle, plusieurs de ces « jeunes gens instruits et laborieux » promis par la lettre de Guizot, chartistes et normaliens pour la plupart : MM. Delpit, Thomassy, Teulet, Bernhard, Guérard, Yanowski, érudite pépinière, que devaient compléter bientôt deux savants des plus distingués : MM. Félix Bourquelot et Charles Louandre.

Ils dépouillaient aux Archives, au dépôt des manuscrits de la Bibliothèque royale, les collections de Bréquigny, Dupuy, Leydet, etc., l'inventaire des chartes de Flandre et d'Artois, l'historien ayant décidé de porter ses premières recherches sur le Nord de la France, particulièrement sur la Picardie, et, dans cette province, sur la ville d'Amiens. En 1837, pour donner quelques chiffres, 2 287 pièces avaient été relevées par MM. Delpit, Thomassy et Teulet. Un an plus tard, l'examen des manuscrits de la Bibliothèque royale avait fourni 13 184 bulletins; celui des Archives, 2 060.

On devine à quel immense labeur de sélection, de classement, de catalogue et d'accord donnait lieu l'amoncellement sans cesse accru de ces documents. Pourtant, ils n'arrivaient pas encore assez nombreux à son gré. Les correspondants de province témoignaient, dans leurs envois, d'une regrettable nonchalance. Sur cent vingt choisis à l'origine, à peine si quarante répondaient aux objurgations, aux appels réitérés qui leur étaient adressés. Surpris et mécontent, Augustin Thierry s'en plaint à plusieurs reprises dans ses lettres à Guizot, à Pelet de la Lozère, à Salvandy, à Villemain, à tous les ministres de l'Instruction publique qui se succèdent de 1835 à 1840.

Les matériaux assemblés et confrontés. Il convoquait alors ses auxiliaires au passage Sainte-Marie, se faisant lire et relire brevets et cartulaires, rangés autour de lui comme les témoi-

gnages parlants du passé. Puis il en méditait, en rapprochait dans le silence les extraits gravés dans sa puissante mémoire, les fécondait lentement par la réflexion et dictait enfin sous une forme qu'il avait profondément travaillée en esprit, perfectionnée à plusieurs reprises et marquée du sceau de son style.

Le plan qu'il avait conçu à l'origine était véritablement colossal. Il embrassait dans une vaste synthèse quatre séries de collections distinctes : 1° État des personnes roturières, soit de condition serve, soit de condition libre; 2° l'état de la bourgeoisie considérée dans ses diverses corporations; 3° ancien état des villes, bourgs et paroisses de France; 4° rôle du Tiers-État dans les assemblées d'états généraux ou provinciaux.

Tâche démesurée, hors de proportion avec les forces humaines, celles surtout d'un infirme toujours près de défaillir. Aussi, dans un rapport officiel à Guizot, en date du 10 mars 1837, l'éditeur reculait-il devant son immensité et, tout en reportant sur l'historien de la *Civilisation française* l'honneur de lui avoir inspiré sa méthode et ses divisions, avouait-il ne plus songer qu'à la seconde et à la troisième partie du recueil, écartant la quatrième et ajournant la première qui devait faire l'objet d'un supplément spécial.

Sans se dissimuler les difficultés de l'entreprise, Thierry jugeait d'abord la pouvoir mener à bonne fin en deux ans. C'est le délai qu'il s'assigne dans une lettre à Salvandy. Mais pour réduit qu'il soit, le plan de la *Collection* n'en comporte pas moins encore de longs développements qui entraînent de minutieuses recherches, d'inévitables lenteurs d'exécution. En 1839, en 1840, son auteur se voit obligé de réclamer de nouveaux délais à Cousin et à Villemain. Ce n'est qu'à partir de 1843, en des communications à l'Institut et au comité des Travaux historiques, qu'il va pouvoir commencer d'élever le monument, qu'il a rêvé d'édifier à la bourgeoisie française, pour la glorification des classes laborieuses, des déshérités de la naissance et du privilège, des premiers berceaux de la liberté et de la démocratie.

Un deuil cruel avait attristé pour Augustin Thierry les débuts de ce grand travail. Son père était mort à Blois, le 15 août 1836. L'écrivain ressentit profondément cette perte. Son chagrin éclate douloureusement dans cette lettre à son frère, que je reproduis ici malgré son caractère intime, pour la lumière qu'elle projette sur l'évolution qui commence alors de s'accom-

plir en sa pensée, marquant le début d'un retour progressif vers les croyances et la foi de ses jeunes années.

Rosny-sous-Bois, le 17 août 1836, 7 h. du soir.

« Mon cher frère,

« L'affreuse nouvelle est arrivée. Elle me brise jusqu'au fond de l'âme. Julie m'a soutenu ; elle pleure avec moi celui qu'elle appelait comme nous son père. Depuis deux jours, elle me cachait les lettres de Blois et portait seule tout le poids de notre malheur. Ceux qui nous ont le plus aimés sont morts, et de tant d'affection pour nous, de tant de dévouement, de tant de vertus, il ne reste qu'un souvenir.

« Croyons que tout n'est pas fini avec cette vie et qu'il y a un lieu de réunion où les pères attendent leurs fils. Croyons-le, toi et moi, nous nous sommes trop détachés de ces idées.

« Ma sœur n'est pas venue à Blois. Remercions Dieu de ce qu'il t'a inspiré la résolution de faire le voyage, au moment où celui que nous regrettons pouvait reconnaître et embrasser son fils. Mon malheur est plus grand que le tien. Je n'ai pas entendu sa voix et je n'ai pas touché sa main. Je n'ai pour me consoler que la mémoire de son admirable vie, de cette vie de sacrifice, où pas une pensée n'était pour lui. J'aurais voulu que ma pauvre Julie pût le connaître. Elle sent tout ce qu'il y avait de grand dans cette âme si modeste et si forte. Elle m'en parle d'une manière digne et pénétrée qui est le langage le plus capable de me calmer. Ton aveugle souffre bien dans de pareilles épreuves. Il ne voit que ses idées et ses idées le brûlent. Tu as plus de force que moi, tu lutteras mieux contre la douleur. Adieu, je t'embrasse de tout mon cœur. Je suis accablé. »

Cette affliction si touchante fut longue à se calmer. En novembre, Mme Augustin Thierry écrivait encore à son beau-frère : « Augustin est toujours fort triste. Il essaie de se remettre au travail, mais ses idées ne sont plus avec le Tiers-État ni les Mérovingiens, elles sont toutes à des souvenirs d'anciennes scènes de famille et à des regrets que le temps seul adoucira. »

Cependant, les rudes et difficiles travaux de la *Collection du Tiers-État*, véritable toile de Pénélope qu'il fallait rentraire et raccoutrer sans cesse n'absorbaient pas seuls l'activité laborieuse de l'historien. Durant ces années 1835 et 1836, on le voit conti-

nuer à peu près régulièrement, de six mois en six mois, dans la *Revue des Deux Mondes* la publication de ses *Nouvelles Lettres sur l'Histoire de France*. Successivement avaient ainsi paru la quatrième, la cinquième et la sixième : l'histoire de Prætextat, celle de Leudaste, comte de Tours, et celle du juif Priscus. On a dit tout le succès qui les avait accueillies. Toutefois, dans ce concert d'éloges, quelques voix avaient détonné. Certaines, incriminant le tour anecdotique et pittoresque donné à ces récits, avaient paru suspecter leur valeur scientifique, insinué qu'elles n'étaient au fond que de « charmantes historiettes » sur les Mérovingiens.

Or, nul reproche ne pouvait plus sensiblement atteindre leur auteur. S'il s'appliquait à rendre attrayante la reconstitution du passé, sous la profonde connaissance des faits particuliers, il prétendait en même temps à l'intelligence supérieure de l'ensemble. Dans ces *Nouvelles Lettres sur l'Histoire de France*, dont il décida de modifier dès lors le titre en celui de *Récits des Temps Mérovingiens*, il avait cherché à mettre en relief, par une suite de tableaux épisodiques, les types variés de la société gallo-franque, à faire revivre et se mouvoir des individualités caractéristiques, mais effacées, perdues dans les grandes masses de l'histoire. Il résolut donc, pour justifier le point de vue auquel il s'était placé pour présenter le VIe siècle et pour mettre le dernier sceau à sa grande entreprise de réforme historique, de reprendre ses anciennes études, pour les compléter et les amender tour à tour. Exposant les systèmes historiques qui s'étaient succédé depuis trois siècles, tantôt blâmant et tantôt approuvant, faisant la part de ses propres erreurs, il signalerait à l'ardeur et au travail des jeunes générations, certains points demeurés obscurs de notre histoire nationale et tracerait l'édifice d'une vaste histoire de France, léguant à l'avenir l'exécution de cette idée.

Tel fut l'objet des *Considérations sur l'Histoire de France*, où pour la première fois Augustin Thierry expose en système ses théories sur les races et l'origine du Tiers-État et dans lesquelles l'extension donnée à l'historique du régime municipal, annonce également ses travaux ultérieurs.

Lorsqu'elles parurent ici-même (1), on s'aperçut d'un chan-

(1) 15 décembre 1838 et 1er janvier 1839.

gement profond dans la manière de l'écrivain. Cette lumineuse intelligence s'était encore élevée. L'ardent polémiste de 1821, l'éloquent historien de 1825 et 1827, le narrateur pittoresque de récits héroïques a fait place à un dialecticien qui envisage désormais l'histoire sans passion. Les derniers chapitres frappèrent par leur sérénité. Explicable apaisement : puisqu'à ses yeux la révolution de 1830 et la victoire du droit national sont l'aboutissement bienheureux et logique, la fin nécessaire des traditions françaises ; qu'est-il besoin de batailler à nouveau, pourquoi lutter encore pour cette bourgeoisie si longtemps opprimée, aujourd'hui qu'elle est triomphante, plaider la cause des vaincus à présent qu'ils sont devenus les vainqueurs?

Déterminé, bien qu'elles en dépassassent sensiblement le cadre, à donner les *Considérations sur l'Histoire de France* comme introduction aux *Récits des Temps Mérovingiens*, Augustin Thierry, pour acquitter un juste tribut de reconnaissance, voulut dédier au Duc d'Orléans ce livre, le dernier dans sa pensée, qu'il lui fût peut-être permis d'achever. Il fit demander l'agrément du prince par son secrétaire des commandements, M. de Boismilon, et reçut en retour la plus flatteuse réponse.

C'est donc, en quelque sorte, sous le patronage officiel de l'héritier du trône que les *Récits des Temps Mérovingiens* parurent chez l'éditeur Just Tessier, au mois de mars 1840.

De tous les ouvrages d'Augustin Thierry, ils sont demeurés le plus célèbre et le plus répandu. Les contemporains, Sainte-Beuve, Sylvestre de Sacy, Gustave Planche, Dufaï, Libri, Hippolyte Lucas, s'accordèrent à célébrer la plume « pour qui toute composition historique était un travail d'art autant que d'érudition » ,et, ne séparant pas l'historien du peintre et du poète, louangèrent sans réserves l'évocateur incomparable « qui s'était rendu le contemporain des temps qu'il prétendait faire revivre à nos yeux. » On ne s'avisa point alors de lui reprocher d'avoir outrepassé les limites du roman et de l'histoire, ni d'enjoliver Grégoire de Tours.

Dans la copieuse liasse des témoignages admiratifs de toute sorte qui parvinrent au passage Sainte-Marie et que Mme Augustin Thierry conservait avec un soin dévot, parmi ceux de Jouy, de Jules Janin, de Ch. de Rémusat, de Louis de Carné, de Nisard, de Magnin, de Paul Lacroix, etc., je ne m'arrêterai qu'au suivant pour la grande signature qu'il porte.

« Londres, 31 mai 1840 (1).

« Mon cher ami,

« Je n'ai pas voulu vous écrire avant de vous avoir lu. Et c'est une affaire de placer, dans la vie que je mène, la lecture de deux volumes, quelque plaisir qu'on y prenne. Nulle part le vice de la civilisation moderne n'est plus apparent que dans ce pays-ci ; on est toujours pressé ; on n'a de temps pour rien ; on entasse les affaires sur les affaires, les plaisirs sur les plaisirs ; tout se fait à la course et dans la foule. Il faut, pour suffire à ce mouvement, des facultés bien grandes et fortes, et c'est une pitié de voir les plus grandes facultés contraintes de se déployer au milieu d'un tiraillement continuel et avec une précipitation qui leur enlève beaucoup de leur grandeur, car elle ne leur permet rien de complet ni d'achevé.

« J'ai, comme vous, passé bien des années à contempler, du fond de mon cabinet, la majestueuse monotonie de la vie des cloîtres. Voilà dix ans que je suis plongé dans le tumulte des tribunes et le brouhaha des bazars. Quel contraste, si on avait le temps d'y songer !

« Je vous ai lu enfin et avec délices, la critique comme le drame, les jugements comme les récits. Vous avez l'imagination et la raison également vraies. C'est bien rare. Je regrette beaucoup de n'avoir pas voté pour vous à l'Académie (2) pour mon plaisir, et aussi pour le plaisir d'entendre Viennet parler de vous et de Clovis. Ne disait-on pas *le fier Arbogaste* et croyez-vous qu'Arbogaste fût plus fier que Viennet? J'ai tort de rire de lui, car je l'aime assez ; c'est un honnête homme courageux. Je lui passe tout, même de vous avoir attaqué. J'espère qu'il m'a un peu attaqué aussi.

« J'ai prêté vos deux volumes à un homme d'esprit, grand ami de nous et de nos travaux, sir Francis Palgrave qui veut en parler dans l'*Edinburgh Review*. Vous devriez bien me faire envoyer un exemplaire complet de vos rapports, (je crois qu'il y en a deux ou trois), sur la collection des origines du Tiers-État. Je ne les ai pas ici et sir Francis Palgrave me les demande.

« Dites, je vous prie, de ma part à Amédée que j'ai bien

(1) Guizot est alors ambassadeur en Angleterre, où il doit être, comme on sait, l'adversaire malheureux de Palmerston dans le règlement de la question d'Égypte.

(2) Cette lettre est postérieure à l'attribution du grand prix Gobert aux *Récits des Temps Mérovingiens*.

reçu sa lettre, mais non pas son volume. Je ne sais à qui il l'a remis, mais je ne l'ai pas. Je ne veux lui répondre, comme à vous, qu'après l'avoir lu. J'en suis très curieux. Je crois l'histoire de la Gaule romaine à peu près inconnue.

« Adieu, mon cher ami. Mes respects, je vous prie, à Mme Thierry. Gardez-moi l'un et l'autre votre bon souvenir. J'y ai droit, car tenez pour certain qu'il n'y a pas de mémoire plus fidèle que la mienne. Rien n'y fait, ni l'absence, ni le temps, ni le silence. Adieu, tout à vous.

« GUIZOT. »

Bientôt, les *Récits des Temps Mérovingiens* allaient recevoir la plus haute consécration qu'il fût possible à l'Institut d'accorder à un ouvrage historique. Le 13 mai 1840, l'Académie française leur décernait le grand prix Gobert, comme au « morceau le plus éloquent d'histoire de France, » et proclamation solennelle de cette récompense était faite le 11 juin suivant dans la séance publique des cinq académies. Malgré la résistance de Viennet, fidèle à son esthétique périmée et scandalisé de trouver Hilpérik et Mérowig si différents de son *Clovis*, Mignet, au cours des échanges de vues préliminaires, avait surmonté toutes les hésitations.

Dans une lettre qu'il lui adresse quelques jours avant le vote, Augustin Thierry, remercie avec effusion son ami de cette intervention :

« Paris, 17 avril 1840.

« Mon cher Mignet,

« Je sais tout ce que vous avez été pour moi ; j'en suis vivement touché et je vous en aimerais davantage, si la chose était possible. Votre admirable intelligence des questions historiques et des conditions de l'histoire a gouverné tout le débat ; c'est elle qui a fixé le point de la question et rallié à quelque chose de ferme et de précis des idées vagues et des opinions divergentes. J'étais informé de tout cela presque jour par jour ; bien des fois j'ai été tenté de vous écrire, mais j'ai craint, en remerciant l'ami, de blesser la conscience du juge. Maintenant, je puis vous dire tout ce que j'ai dans le cœur, et je voudrais que ce fût de vive voix ; on ne s'exprime bien que comme cela. Hier l'envie m'a pris de me faire mener en voiture à votre

porte, mais j'ai réfléchi que c'était un enfantillage dont il ne pouvait résulter que la remise d'une carte cornée J'ai un grand désir d'entendre cette parole à laquelle je dois tant, j'ai à recueillir votre jugement sur mes deux volumes et vos conseils pour l'avenir. Je partirai à la campagne à la fin du mois, j'irai m'établir à Bellevue, dans la maison que vous avez visitée en passant l'année dernière et où se conserve le souvenir de cette visite. Pourquoi ne viendriez-vous pas cette année faire votre campement d'été sur la colline où l'air est si vif et d'où la vue plonge si loin ? Le bonheur d'être votre voisin et de causer avec vous serait pour moi le couronnement du succès auquel votre amitié a si franchement et si largement contribué.

« Tout à vous de cœur et pour toujours. »

Le suffrage des écrivains et des lettrés, non moins que l'opinion publique, ratifia le jugement de l'illustre compagnie. Chateaubriand, qui avait appuyé le lauréat de sa haute influence et s'était dérangé tout exprès pour voter, répondit à ses remerciements : « Je n'ai fait que soutenir la couronne que l'on posait sur votre tête. » On a lu la lettre de Guizot ; pour Nisard, l'Académie « réparait » l'élection de Flourens (1) ; Jouy, Magnin, Libri, luttèrent de félicitations et d'éloges, et Sainte-Beuve écrivait :

« Je ne veux pas tarder plus longtemps à vous dire, monsieur, que personne n'applaudit plus vivement que moi au grand acte de justice que vient de faire l'Académie française, en couronnant en vous, ce qui est si rare, l'alliance de la plus admirable sagacité historique et de la forme la plus simplement et la plus fermement éloquente. Jamais décision de corps savant n'a aussi bien répondu à l'attente générale et à la conscience publique. »

Cet « acte de justice, » par une distinction unique dans l'histoire des lettres françaises, l'Académie devait le continuer durant quinze années, maintenant le prix à Augustin Thierry jusqu'à sa mort et justifiant ainsi l'expression de *fief littéraire* dont s'était servi Villemain pour en marquer le singulier caractère et pour en rehausser l'éclat (2).

(1) Flourens venait d'être élu à l'Académie française contre Victor Hugo.

(2) Dans son rapport sur les prix décernés en 1847. La suite de ces rapports de 1840 à 1855 forme dans leur ensemble un jugement sur le talent et les principaux ouvrages d'historiens.

LE « SALON VERT »

Les années qui s'écoulent ainsi de 1835 à 1842 marquent pour Augustin Thierry l'apogée de la réputation et de la gloire. Ce sont les meilleures et les plus belles de sa vie. Fauriel, Chateaubriand lui-même s'inspirent de ses écrits; avide de recueillir ses enseignements, de mettre à profit ses conseils, toute une ardente et jeune génération d'érudits, les Louandre, les Lalanne, les Bourquelot, les Tiby s'empresse d'appliquer sa méthode. Nul historien n'a encore exercé en France une influence si profonde et si durable. Le respect universel l'environne, qu'accroit encore le prestige du malheur. Sur sa tête les honneurs s'accumulent (1).

Sa santé même s'était améliorée. La cécité comme la paralysie des jambes restaient incurables, mais les douleurs nerveuses lui laissaient parfois quelque répit (2).

Pour sauvegarder sa fragile existence, il fallait à ce malade un train de vie minutieusement ordonné.

Augustin Thierry se levait tôt, avant huit heures et dictait jusqu'à son déjeuner qu'il prenait à dix. De onze à deux heures, trois fois la semaine, il recevait ses collaborateurs pour apprécier le résultat de leurs découvertes et leur donner ses directions. Il dînait à trois heures, se remettait au travail jusqu'au soir et de neuf à onze, après un souper léger, accueillait les visiteurs qui se présentaient au passage Sainte-Marie.

L'été, cette règle quasi-bénédictine supportait des adoucissements. Tous les ans, les beaux jours arrivés, l'historien allait s'établir aux environs de Paris. Installation modeste dans quelque pavillon meublé, à laquelle il ne demandait qu'un jardin spacieux et le voisinage des bois. De 1836 à 1843, on le voit ainsi successivement séjourner à Rosny, à Versailles, où le bibliothécaire du château, M. Vallery, lui a trouvé un logement dans le parc, à Ville-d'Avray, chez Villemain, à Montmorency, à Bellevue, à Grosbois, à Choisy-le-Roi enfin.

(1) Il a été fait officier de la Légion d'Honneur en 1837. Successivement l'Académie royale de Munich, l'Ateneo de Venise, la Société royale de Copenhague, l'Académie de Washington lui décernaient leur diplôme de membre honoraire.

(2) Le Journal de Santé d'Augustin Thierry constate cette amélioration durant les années 1838, 1839 et la plus grande partie de 1840. Le malade souffre cependant d'insomnies fréquentes que l'on combat avec des pilules d'opium.

Pour le paralytique, c'étaient alors d'heureuses promenades en voiture sous le dôme des hautes futaies frissonnantes. Ses yeux morts n'en pouvaient plus apercevoir la beauté rajeunie, mais leurs parfums, leurs murmures, le pépiement des oiseaux sur les branches, la chanson du vent dans les feuilles réjouissaient son cœur.

Plus souvent encore, c'étaient de longues et pensives stations au grand air, dans la douceur limpide des matins ou l'apaisement embrasé des soirs : *l'Histoire du Tiers-État* est née de ces méditations créatrices.

On s'est souvent demandé comment Augustin Thierry, aveugle si jeune, avait pu continuer ses recherches et poursuivre son œuvre.

Sur la façon dont il travaillait, les procédés qu'il avait dû adopter, dans l'obligation de lire et de se renseigner par les regards d'autrui, nous possédons un témoignage irrécusable : le sien. Je le trouve dans la lettre suivante adressée à William Prescott, l'historien américain, lui-même menacé par la cécité, qui réclamait ses conseils :

« Vous me demandez, monsieur, si la nécessité, mère de toute industrie, ne m'a pas suggéré quelque méthode particulière qui atténue pour moi les difficultés du travail d'aveugle. Je suis forcé d'avouer que je n'ai rien d'intéressant à vous dire.

« Ma façon de travailler est la même qu'au temps où j'avais l'usage de mes yeux, si ce n'est que je dicte et me fais lire. Je me fais lire tous les matériaux que j'emploie, car je ne m'en rapporte qu'à moi-même pour l'exactitude des recherches et le choix des notes. Il résulte de là une certaine perte de temps ; le travail est long, mais voilà tout ; je marche lentement, mais je marche. Il n'y a qu'un moment difficile, c'est le passage subit de l'écriture manuelle à la dictée. Quand une fois ce point est gagné, on ne trouve plus de véritables épines. Peut-être, monsieur, avez-vous déjà l'habitude de dicter parfois à un secrétaire : si cela est, mettez-vous à le faire exclusivement et ne vous inquiétez pas du reste. En quelques semaines, vous deviendrez ce que je suis moi-même, aussi calme, aussi présent d'esprit pour tous les détails du style, que si je travaillais avec mes yeux, la plume à la main. »

Aux champs comme à la ville, l'auteur des *Récits des Temps*

Mérovingiens vivait avec sa femme dans la plus étroite intimité de cœur et d'esprit.

Un témoin de leur vie commune (1) l'a constaté. « Elle était à la fois son œil pour lire et sa main pour écrire : nuit et jour elle épiait ses maux et ses inspirations pour calmer les uns et recueillir les autres. » L'éloge, en dépit de calomnies trop faciles, n'a rien de complaisant ni d'excessif. Julie de Quérangal avait noblement accepté sa mission ; elle en remplissait généreusement les obligations austères. Tirant de ses origines bretonnes un penchant au mysticisme, profondément religieuse par surcroît, elle se consacrait tout entière au rôle qu'elle avait choisi d'être l'ange gardien, la providence d'une âme d'élite emprisonnée dans un corps souffrant. Garde-malade, elle prodiguait sans lassitude à l'infirme les soins les plus diligents ; compagne d'un écrivain illustre, elle s'employait de tout son effort à le seconder.

En retour, l'historien vouait à celle qu'il avait baptisée son « Antigone » une affection sans bornes. Les marques de sa tendresse et de sa reconnaissance se rencontrent à chaque instant dans sa correspondance intime. Elle est sa « force, » sa « consolation, » tout son « bien en ce monde, » l' « intérêt vivant de sa pensée (2). »

C'est qu'en effet Mme Augustin Thierry ne se contentait pas seulement d'être pour son mari la plus vigilante et la mieux attentionnée des compagnes. Créatrice de bonheur, elle avait su animer sa solitude et transformer sa vie. Depuis dix ans qu'un mal implacable l'avait terrassé et durant sa retraite en province, le vide, malgré sa gloire, s'était lentement fait autour de l'aveugle. L'absence refroidit les plus chers attachements et les relations meurent qui cessent d'être entretenues. Exilé du monde par la cécité, immobilisé par la paralysie, incapable le plus souvent de se faire porter jusqu'à l'Institut, que pouvait essayer l'infirme pour lutter contre cet abandon ? Il en avait souffert à la fois dans son légitime orgueil et dans ses plus tenaces illusions d'amitié. Si la résignation l'avait à la longue emporté, ce n'était pas du moins sans amertume, ni sans mélancolie.

(1) Joseph Guigniaut.

(2) Lettres à Amédée Thierry, à Marc d'Espine, à Arnold Scheffer, à Mlle Fressigne, etc.

A peine installée à Paris, Julie de Quérangal se préoccupa de renouer le faisceau rompu des liaisons anciennes et d'en former de nouvelles, parmi les savants et les écrivains, que pouvait attirer la réputation de son mari.

Elle y réussit aisément. L'appartement du passage Sainte-Marie devint bientôt le centre des réunions les plus attrayantes.

Chaque mercredi, le « salon vert » accueillait des hôtes de choix. Bien modeste cependant ce salon, et tel qu'en rougirait aujourd'hui le moindre gribouilleur. Il tirait son nom d'un meuble empire recouvert en lampas. Sur la cheminée, une pendule en marbre Campan, supportant une *Clio* couronnée de lauriers, pinçant de la cithare. Aux murs, quelques bonnes gravures de Calamatta, d'après Ary Scheffer : *Françoise de Rimini ; Faust et Marguerite* et deux grands portraits se faisant face : celui du maître du logis par Henry Scheffer, belle toile de composition romantique, l'un des succès du salon de 1839, pour lequel Augustin Thierry avait pu donner quelques séances à l'artiste dans son atelier de la rue Notre-Dame de Lorette et celui de l'amiral de Quérangal, sans l'ancien uniforme rouge et bleu des officiers de la marine royale, poudré à frimas, le porte-voix à la main, sur le pont de sa frégate.

Les invités n'étaient jamais bien nombreux, une douzaine au plus, mais tous d'éminente qualité. Sur les listes, je relève les noms de Michelet, Villemain, Victor Cousin, Henri Martin, Mignet, Désiré Nisard, Félix Ravaisson, Patin, Auguste Trognon, les frères Scheffer, Alfred Nettement, Magnin, J.-J. Ampère, Fauriel, Guigniaut, Ludovic Lalanne, Ozanam, H. Fortoul, Egger, Letronne, Monselet, Géruzez, J.-V. Leclerc.

Parmi les femmes, Mmes Villemain mère, Cornélie Scheffer, H. Martin, D. Nisard, Ancelot, Mélanie Waldor et la plus assidue d'elles toutes, la *bellissima principessa milanese*, l'apôtre du *Risorgimento*, la lionne de tous les lions, tout à la fois conspiratrice, femme de lettres et fastueuse mondaine : la princesse Belgiojoso.

Depuis leur rencontre à Carqueiranne, Augustin Thierry était resté en rapports avec la belle enthousiaste. Revenue en France pour servir la cause italienne, elle aurait voulu gagner l'appui du gouvernement de Louis-Philippe, convertir Guizot à ses projets. Sur sa demande, l'historien était intervenu auprès de Mme Guizot, la priant de lui ménager un entretien avec son

mari. La réputation tapageuse de la femme avait contrarié les intentions de la patriote, fait échouer cette démarche obligeante.

N'ayant pu jouer le grand rôle auquel elle aspire, rentrée en possession de ses biens un moment confisqués par l'Autriche, l'*astutissima* se contente à présent de recevoir, à grand fracas, en son hôtel, rue Neuve-Saint-Honoré, la fleur du dandysme, de la littérature et des arts. Cependant, elle quitte volontiers son oratoire gothique, sa salle à manger pompéïenne, les splendeurs de sa chambre à coucher bleu et argent, même la cour d'amour empressée à lui plaire : Mignet, Bellini, Liszt, Henri Heine, Musset... Mignet surtout, pour venir « entendre causer » au passage Sainte-Marie.

J'ai déjà dit quel magicien de la parole était Augustin Thierry. Comme il avait autrefois ébloui les hôtes de Carqueiranne, il émerveilla Louis de Loménie, au cours d'une rencontre à Montmorency. Je ne puis mieux faire que de citer ici l'auteur de la *Galerie des Contemporains illustres par un homme de rien :*

« J'ai entendu beaucoup de gens qui ont la réputation de bien parler et qui parlent bien, mais je n'ai peut-être rien entendu qui égalât en facilité, en netteté, en élégance, l'élocution de M. Augustin Thierry ; c'est sans doute l'habitude de la dictée qui lui a donné cette conversation qui ressemble à du style ; toujours est-il qu'on peut dire de lui, en se servant d'une comparaison très connue, que sans effort aucun, sans prétention aucune, il parle réellement *comme un livre.* »

Quand ses partenaires étaient les hommes dont je rappelais les noms tout à l'heure, on voit à quels sommets pouvait atteindre la conversation.

Ces causeries sans égales étaient coupées d'intermèdes musicaux. Liszt, amené par la princesse Belgiojoso, s'emparait du piano ; Pauline Garcia, l'inoubliable *Rosine,* toute nouvellement mariée à Louis Viardot, que l'historien avait connu au *Globe,* égrenait de sa voix enchanteresse quelque mélodie de Mozart, pour lequel Augustin Thierry professait un véritable culte.

Parfois encore, les habitués du « salon vert » se voyaient conviés à quelque savoureux régal littéraire. Au mois de mai 1841, « l'Homère des prolétaires, » ainsi que l'avait qua-

lifié Lamartine, Jasmin, le perruquier-poète agenais, l'un des rénovateurs des lettres méridionales, qui faisait alors courir tout Paris, accepta de venir réciter passage Sainte-Marie l'une de ses élégies les plus fameuses : *l'Aveugle de Castel-Culier* (1).

Cette réception fut, pour la circonstance, entourée de quelque solennité. Aux commensaux ordinaires vinrent s'ajouter Ballanche, Sainte-Beuve, Féletz, Gustave Planche, le baron de Barante, M. et Mme Buloz, Félix Bonnaire, Dupaty, Jouy, Eugène Burnouf. Augustin Thierry prit la peine de convoquer chacun de ses hôtes par une lettre pressante, insistant sur la personne et l'originalité du troubadour gascon.

Mais quelle attraction plus captivante encore et plus rare de pouvoir entendre quelque chapitre inédit des *Mémoires d'Outre-Tombe* ! On sait l'intense curiosité provoquée dans tous les milieux par l'annonce des confessions retentissantes où Chateaubriand, sous prétexte d'étaler son âme, déshabille celle de ses contemporains, par lui composée, de son propre aveu, avec « une prédilection toute paternelle » et que dès 1831, l'on proclamait déjà devoir être scandaleuse. La publication par la *Revue* d'un fragment étendu n'avait fait qu'exciter davantage l'impatience générale. De plus, en dépit du secret qui les entourait, des indiscrétions avaient filtré au sujet des lectures faites à l'Abbaye-au-Bois, devant un petit cercle de privilégiés, et les racontars allaient leur train autour de ces révélations plus ou moins authentiques.

Or, M. de Chateaubriand, si distant à l'ordinaire et hautain, ne dédaignait point, par exception flatteuse, de se rendre, à l'occasion, passage Sainte-Marie et d'entr'ouvrir pour Augustin Thierry ses manuscrits énigmatiques.

Ces soirs-là, quittant sa maison de la rue d'Enfer, il arrivait de bonne heure, accompagné de Mme Récamier et de J.-J Ampère. Celui-ci sortait les précieux cahiers du foulard de soie cramoisie qui les enveloppait et la passionnante lecture se déroulait devant un auditoire intime, choisi et désigné à l'avance.

C'était là faveur insigne accordée par le père magnifique d'*Atala* à celui qui l'avait salué comme son inspirateur et son maître dans la préface des *Temps mérovingiens*; on doit aussi l'accepter pour sincère, car Augustin Thierry est l'un des trop

(1) *L'Abuglo de Castel-Culié.*

rares élus qu'il épargne dans ce pamphlet éloquent et redoutable que sont les *Mémoires d'Outre-Tombe*.

Écrivain glorieux, consacré par l'admiration universelle, en faveur près de l'héritier du trône, intime de Villemain et de Cousin, hautement apprécié de Guizot et de Salvandy, Augustin Thierry se voyait naturellement assiégé de sollicitations sans nombre. Elles émanaient, pour la plupart, d'anciens camarades de l'École Normale ou de condisciples malchanceux du collège de Blois. A toutes, il réservait un accueil indulgent. Durant dix années et davantage, on le voit faire office, pour tous ces quémandeurs, d'un véritable bureau de placement.

Cependant, sa plus chère sollicitude va toujours à sa femme. On connaît les ambitions littéraires de Mme Augustin Thierry. Sa mauvaise santé l'obligea bientôt d'y renoncer : de cruelles névralgies lui interdisaient toute application soutenue. Mais au début de leur union, son mari ne cessa point de l'encourager, s'employant de son mieux à servir ses projets.

Quand elle a terminé son roman d'*Adélaïde*, il intervient auprès de Buloz pour le faire accepter par la *Revue* et veut assurer en personne la correction des épreuves. Lorsque le livre paraît en librairie chez Tessier, il insiste auprès de l'éditeur afin qu'il ne ménage rien qui puisse assurer le succès : « Je tiens plus, je le répète, à une complète publicité pour les ouvrages de Mme Thierry que pour mes propres ouvrages, » et prend la peine de rédiger lui-même les papillons de lancement.

Travaux absorbants et difficiles, correspondance officielle ou privée considérable, démarches multiples, révision de son œuvre, dont paraissent successivement de 1838 à 1840, la 5e édition de *l'Histoire de la Conquête*, la 6e des *Lettres sur l'Histoire de France*, la 3e de *Dix ans d'Études* : on demeure stupéfait de l'activité déployée par ce paralytique.

Elle ne l'empêche point de rester le témoin attentif des événements politiques de son temps, le juge réfléchi de l'évolution des idées qui s'accomplit en France et en Europe.

Lorsqu'au mois de mars 1840, Thiers prend le pouvoir en des conjonctures malaisées, provoquées à l'intérieur par l'agitation républicaine grandissante, à l'extérieur par la politique orientale de Palmerston, Augustin Thierry signale à George Ticknor, l'érudit américain autrefois rencontré chez La Fayette,

les difficultés de la situation, voulant toutefois se montrer rassuré par l'énergie du président du conseil et sa dextérité.

« Mon cher monsieur,

« J'ai été bien touché de recevoir une lettre de vous et d'apprendre, que si loin de moi, vous vous rappelez encore nos causeries sur les choses et sur les hommes. Si je pouvais renouer nos conversations d'autrefois, je ne vous parlerais plus de la question du Canada morte aujourd'hui, mais de l'avenir littéraire des États-Unis qui semblent vouloir prendre sur ce point, comme en tout le reste, leur revanche sur la vieille Angleterre.

« J'ai dit à votre ami, M. Prescott, tout le plaisir que m'a fait son livre (1). C'est un ouvrage étudié à fond sur les sources et parfaitement composé; il y a là autant de talent et de style et plus de liberté que chez les meilleurs historiens anglais.

« Si vous lisez nos journaux, vous devez être grandement surpris de les trouver tous ministériels, l'année dernière; il n'y en avait pas un seul qui le fût. Je crois que, malgré nos airs d'hommes libres et le bruit de paroles que nous faisons quand il s'agit de la liberté, notre prédilection d'instinct est pour la dictature exercée par un homme qui a réussi à nous donner une haute idée de son talent.

« Je n'ai jamais vu l'opinion publique aussi calme et jamais peut-être la situation n'a été plus glissante. Tout le ministère, ou plutôt tout le gouvernement de la France est dans un seul homme, car cette fois le Roi s'efface et laisse faire. M. Thiers porte un poids immense sur le terrain le moins sûr avec une merveilleuse facilité. Il n'a rien perdu de son adresse de mouvements, de son bon sens pratique, de sa parfaite lucidité d'esprit et de paroles. Il y a de grandes chances pour que sa position se consolide et qu'il soit dispensé de recourir à l'expédient périlleux d'une dissolution des Chambres.

« M[me] de Circourt est toujours belle, gracieuse, spirituelle et très mondaine; son mari est toujours le même causeur aimable et solide, prêt sur toutes les questions, étonnant d'à-propos et de clairvoyance. Nous parlons souvent de vous, cher monsieur, et nous espérons que l'envie vous viendra quelque jour d'essayer les paquebots à vapeur qui vont diminuer de moitié la largeur de l'océan.

(1) *L'Histoire de Ferdinand et d'Isabelle la Catholique.*

« Présentez, je vous prie, à Mme Ticknor l'hommage de mes très humbles respects et agréez l'assurance de ma haute estime et de mon sincère attachement. »

En réalité, il ne s'illusionne guère. La désaffection croissante qu'il constate à l'égard du régime cher à son cœur excite son inquiétude. Ses appréhensions se trahissent dans un billet adressé à Villemain à l'occasion de sa rentrée au ministère de l'Instruction publique :

« Mon cher ami,

« Tu viens de faire pour la seconde fois acte de dévouement patriotique. Je t'en félicite et j'espère que Dieu sera en aide à la France et à vous. Je vous compare à ce Hollandais qui, voyant une digue rompue, s'assit sur la brèche et fit rempart de son corps, jusqu'à ce que les secours fussent prêts.

« Si j'étais encore bon à quelque chose, je me mettrais à votre service, mais des vœux sincères, une sympathie de cœur et d'opinions, hélas ! voilà tout ce que je puis offrir.

« Adieu, mon bon ami, je fais des vœux pour que tu portes légèrement le poids du jour; la tâche sera rude, mais il y aura de la gloire pour la noble résolution. Adieu, je t'embrasse de tout mon cœur. »

Avec Marc d'Espine, il se montre plus alarmé encore. L'instant est en effet critique : nous sommes au lendemain du Traité de Londres qui manqua d'entraîner la France dans une guerre contre l'Angleterre, la Prusse, la Russie et l'Autriche :

« Mon cher ami, pardonnez-moi le retard que j'ai mis à vous répondre. L'été de cette année a été rempli pour moi de traverses et de chagrins de tous genres : c'est la compensation du prix Gobert. Je suis parti pour la campagne au milieu de juin, fort triste parce que j'étais inquiet de la santé de ma femme. A peine était-elle mieux que son père, l'amiral de Quérangal, est tombé malade à Paris. Pendant les mois de juillet et d'août, ma pauvre femme s'est rendue à Paris presque chaque jour ! elle a soigné son père, hélas ! bien inutilement et elle a rempli jusqu'au bout, avec un courage admirable, de tristes devoirs, dans lesquels je ne pouvais l'assister (1). Toutes ces épreuves m'ont rémué de la manière la plus forte et m'ont

(1) L'amiral de Quérangal était mort le 27 août 1840.

laissé, quand j'espérais retrouver le calme, des accès de malaise nerveux qui me tourmentent fréquemment et sont quelquefois intolérables. Le seul remède à tout cela serait le repos d'esprit, mais l'état des affaires publiques ne le permet guère. Depuis quatre mois, nous marchons de périls en périls. Ils s'accumulent et se pressent de telle sorte que jamais rien de semblable ne s'est vu. Trois hommes viennent de faire un grand acte de dévouement patriotique : MM. Guizot, Villemain et Duchâtel. Que Dieu leur soit en aide à eux et à la France ! Au milieu des événements qui menacent de bouleverser l'Europe, votre Suisse enveloppée dans sa neutralité sera le dernier refuge de la paix. Je vous en félicite et je vous porte envie.

« Adieu, mon cher ami, embrassez pour moi votre père avec lequel je me trouve aujourd'hui en parfaite harmonie de sentiments, ce qui me donne du remords de nos anciennes disputes, présentez à madame votre mère et à miss Mary l'hommage de mes plus tendres respects et croyez que je vous aime de tout mon cœur. »

Dans les dernières lettres que je viens de transcrire, on a pu voir à diverses reprises Augustin Thierry, tout secoué d'angoisses patriotiques, faire appel à la miséricorde divine en faveur de la France. Ce n'est point là seulement pur effet de style : non, cette invocation est sincère. Il s'accomplit en effet dans son âme un lent travail de retour à la foi de son enfance. L'évolution encore presque insensible n'en est pas moins certaine et nous avons vu s'en manifester les premiers symptômes après la mort de son père. Le temps n'est plus, — il le reconnaît lui-même, — où son indifférentisme scandalisait l'honnête M. d'Espine. Grâce à l'éducation familiale, très attaché dans sa première jeunesse aux pratiques du catholicisme, il a bien pu s'en détacher par la suite, mais spiritualiste fervent, *intus et in cute*, sans jamais devenir anti-religieux. L'athéisme de d'Holbach ou d'Helvétius, l'hostilité même d'un Quinet ou d'un Michelet n'est point du tout son fait. Si dans ses polémiques du *Censeur Européen* et l'enfièvrement de la lutte, durant une époque de réaction outrancière, il se laisse parfois entraîner contre l'Église à des violences de plume dont on retrouve encore l'écho dans l'*Histoire de la Conquête*, elles ne sont point dirigées contre le christianisme, mais contre les abus ou les iniquités qu'on prétend abriter de son nom.

L'âge et la souffrance l'ont calmé. Son esprit même est trop fermement convaincu des nécessités d'une forte discipline morale, pour qu'il veuille se contenter en 1840 d'un vague déisme à la Rousseau. Il s'en explique nettement avec Saint-René Taillandier après que celui-ci lui a envoyé son poème de *Béatrix :*

« J'ai lu, monsieur, avec bien de l'intérêt, l'ouvrage que vous avez eu la bonté de m'envoyer, mais j'ai quelques doutes, je vous l'avoue, sur la possibilité de cette religion à venir. Je crois que l'humanité a besoin d'un idéal qui lui soit supérieur; je crois aussi que si le Christ venait à s'absorber dans l'humanité, celle-ci tomberait dans le pur déisme et dans une infatuation d'elle-même qui, selon moi, ne peut mener à rien de bon. »

Dans les années qui vont suivre, nous verrons s'accentuer les progrès de cette crise intérieure. Augustin Thierry ne songe pas encore à remanier son œuvre et, lui consacrant les derniers efforts de sa pensée, à corriger dans l'*Histoire de la Conquête* tout ce qui lui semble entaché de parti pris contre l'Église, mais d'ores et déjà, l'on peut affirmer qu'il ne renouvellerait plus les attaques qui ont fait dire à Veuillot, — avec une exagération au demeurant manifeste, — que nul, depuis Voltaire, n'avait porté des coups plus terribles au catholicisme.

10 JUIN 1844

On a bien souvent comparé l'existence humaine à une courbe, dont le sommet marquerait, pour toute créature, l'extrémité de la chance, du bonheur ou du succès, et la branche descendante, un déclin graduel vers les tristesses ou les épreuves qui lui sont réservées par son destin.

En 1842, Augustin Thierry est parvenu à ce palier fatidique.

Désormais et jusqu'à sa mort, le malheur, sous toutes ses formes : chagrins intimes, calamités publiques, va s'abattre sur lui. Aux souffrances physiques viendront s'ajouter les angoisses morales et les deuils d'affection. Cette année même, il doit perdre, avec le Duc d'Orléans, un tout-puissant protecteur; bientôt après, ce sera pour lui la plus affreuse, la plus irréparable des catastrophes : la mort de sa femme qui fait « chanceler sa raison » et « déracine » sa vie. Un à un, ses amis les plus chers ou les plus anciens : Fauriel, Chateaubriand, Arnold Scheffer se succéderont dans la tombe.

Enfin la révolution de 1848, qui attriste profondément les sentiments de l'homme, ne va pas moins ébranler les convictions de l'historien. Il y verra un démenti brutal à toutes ses théories fondées sur l'évolution progressive du Tiers-État sous une monarchie tempérée ; il s'indignera de voir, au lieu de l'union homogène qu'il croit accomplie, ressusciter entre le peuple et la bourgeoisie le plus dangereux des antagonismes. Il connaît alors le doute affreux de soi-même et de son œuvre; souvent on l'entendra s'écrier avec amertume qu'il ne comprend plus rien à l'histoire.

Au lendemain du succès triomphal obtenu par les *Récits des Temps Mérovingiens*, ces pensées funestes ne l'assaillent pas encore. La grande fresque qu'il a résolu de consacrer à la peinture de la société gallo-franque au VIe siècle, n'est pas achevée pour lui, avec l'épisode du comte Leudaste. Il médite de lui donner une suite, de tracer, dans un large ensemble, l'état de ce monde en gésine, agité d'incessantes convulsions, de le pousser jusqu'à la mort de Brunehaut et la réunion de la Neustrie et de l'Austrasie sous le sceptre de Chloter II.

Ce vaste projet comportait la rédaction de dix nouveaux récits, du 7e au 16e, formant la matière de deux autres volumes. Il ne fut pas exécuté; seul le 7e récit : la *Révolte des citoyens* de Limoges et l'*Histoire de Chlodowig*, parut dans la *Revue* le 15 octobre 1841.

L'indication des suivants, avec le plan du 8e, des notes étendues, même des fragments de mise au net, existe néanmoins dans les brouillons d'Augustin Thierry.

C'était entreprendre besogne de longue haleine et par malheur les travaux de la *Collection* n'avançaient guère. Même, ils se traînaient avec une attristante lenteur. Jules et Martial Delpit, envoyés à Londres, n'en finissaient pas d'explorer les dépôts d'archives négligés par Bréquigny, et de regrettables démêlés avaient surgi, d'autre part, avec la municipalité d'Amiens, qui refusait de laisser prendre copie des documents qu'elle possédait. Il avait fallu forcer la main aux récalcitrants : source nouvelle de retards et de difficultés. Ainsi pressé par le temps, inquiet de remplir des engagements que l'amitié de Villemain lui rendait d'autant plus impérieux, Augustin Thierry ne se crut pas le droit d'interrompre, pour un travail personnel, la mission laborieuse qu'il avait assumée.

Un incident venait en outre de se produire, apportant à l'historien le souci d'un tracas énervant.

Sous le masque transparent du docteur Néophobus, Charles Nodier lançait, en octobre 1841, dans la *Revue de Paris*, sa *Diatribe contre les fabricateurs de mots*. Non sans esprit, l'auteur de *Trilby* reprochait à l'Académie des Inscriptions en général et à Augustin Thierry en particulier de « trancher à tort et à travers dans l'orthographe étymologique et dans l'onomatologie de l'histoire, » d'introduire dans la langue, par amour exagéré de la couleur locale, des vocables rébarbatifs. Quel avantage, concluait-il, tirons-nous de savoir « que le véritable nom de Clovis est Chlodowig, qui ne s'écrivait pas Chlodowig et qui se prononçait autrement ? »

Bien qu'enguirlandée de louanges, la critique n'était pas moins incisive et celui qu'elle visait s'en montra fort ému. « Ce bon Thierry est tout affecté, » écrit à Mme Jaubert, sa « marraine, » Alfred de Musset, évidemment renseigné par la princesse Belgiojoso.

L'attaque, cependant, n'était point imprévue. Nodier ayant d'abord destiné sa *Diatribe* à la *Revue des Deux Mondes*, François Buloz crut expédient d'envoyer Ch. Labitte en ambassadeur, avec mission d'avertir Augustin Thierry et d'amadouer si possible son ombrageuse susceptibilité.

Celui-ci corrigeait, à ce moment même, à Bellevue, les épreuves du septième *Récit des Temps Mérovingiens ;* sa réponse fut fort nette : « Si la *Revue des Deux Mondes*, déclara-t-il, accueille une attaque contre moi, quels qu'en soient les termes, je me verrai contraint d'y cesser désormais toute collaboration. Il en sera de même si je suis attaqué dans la *Revue de Paris*, d'une façon personnelle ou autrement que sur un point spécial de science ou de littérature. De toute manière, je demande qu'on me communique l'article en question, afin que je puisse préparer ma réponse. »

Finalement, le docteur Néophobus dut se contenter de la *Revue de Paris*, et son adversaire, durant trois mois, prépara fiévreusement sa riposte.

Elle parut dans le même recueil, longue, érudite, narquoise par endroits, un peu solennelle cependant. En dépit d'une courtoisie de forme tout académique, le polémiste d'autrefois reparaît de temps à autre sous l'homme de science et, pour enve-

loppés qu'ils soient, ses coups de griffe n'en vont pas moins sûrement à leur adresse.

On la trouvera sous le titre : *Lettre à M. Charles Nodier sur la Restitution des noms germaniques* dans les dernières éditions de *Dix ans d'Études historiques.*

La dispute prit ainsi fin, non sans laisser au cœur de l'historien quelque ressentiment pour son antagoniste. Sa rancune toutefois ne tint pas devant cette lettre si noble et si touchante qu'il reçut de Mme Ménessier-Nodier, aussitôt après la mort de son père :

« Dans la douloureuse épreuve que Dieu vient de me faire subir, monsieur, une consolation m'est doucement restée à peu près intacte et qu'il est en votre pouvoir de m'assurer tout à fait.

« Mon père est mort, fier de n'avoir jamais conçu d'inimitié pour personne et plein d'espérance dans le pardon de ceux qu'il avait pu offenser involontairement. Je crois accomplir un de ses vœux les plus chers, en vous demandant l'oubli complet d'une vaine discussion de mots, dans laquelle, par bonheur, ni le caractère, ni le talent de l'un ou de l'autre, ne furent mis en jeu.

« Je ne saurais vous dire, monsieur, combien l'idée que ce souvenir adorable et béni vit avec amertume au fond d'une âme honorable et éminente ajouterait de peine à la peine inconsolable que je ressens. Mais il ne m'est pas permis de douter ; je sais que mon inquiétude a été comprise et devinée ; je ne veux donc chercher ici que le moyen de vous faire parvenir la profonde expression de ma gratitude et mes sentiments les plus absolument distingués.

« MARIE NODIER-MÉNESSIER. »

Désarmé par un pareil appel, il s'empressa de répondre :

26 février 1844.

« Madame,

« Je suis l'un de ceux qui ont le plus admiré tout ce qu'il y avait de bon et de beau dans le caractère et le rare talent de votre illustre père, et la circonstance dont vous avez la bonté de me parler avec regret, n'a laissé, je vous l'assure, dans ma pensée, ni aigreur, ni rancune personnelle. C'était un conflit d'opinions, je l'ai soutenu de mon mieux et voilà tout. Sans la triste fatalité qui me retient hors du monde, je serais allé m'expliquer de vive voix avec mon redoutable adversaire, et peut-être cette

dissidence imprévue aurait-elle été pour nous le commencement d'une vive amitié. Je le crois, madame, et durant vos longues angoisses pour celui que vous pleurez et qui avait tant de gloire et tant d'amis, j'ai partagé du fond de ma retraite, la sympathie universelle. Je vous rends grâce d'avoir bien jugé mes sentiments à cet égard et je suis fier d'un témoignage d'estime où se montre, si noble et si touchante, l'expression de votre douleur filiale.

« Veuillez agréer, madame, et offrir à Mme Nodier, l'hommage de mes très humbles respects. »

L'été de 1842 était venu, cette année-là, particulièrement orageux et brûlant. Un juillet torride incendiait la plaine et desséchait les bois. Retiré à Montmorency, pour y chercher un peu d'ombre et de fraîcheur, Augustin Thierry subissait la dépression d'une température épuisante, souffrant d'étouffements et d'angoisses nerveuses qui lui rendaient tout travail à peu près impossible.

Sentant décroître ses forces, envisageant sa fin prochaine et soucieux d'arrêter en faveur de sa femme ses dispositions dernières, il avait convoqué son notaire le 14, afin de lui dicter un testament en bonne forme.

Me Rousse, en arrivant tout contristé, apprit à son client l'accident fatal survenu la veille au Duc d'Orléans.

Cette nouvelle qu'on lui cachait encore jeta l'écrivain dans un abattement consterné. Il avait, au prince, les plus grandes obligations et lui vouait, en retour, une reconnaissance sans réserve. En lui confiant la garde honorifique et rétribuée de sa bibliothèque, Ferdinand-Philippe avait mis fin à l'exil infécond de son protégé; leurs relations depuis lors étaient demeurées chez l'un toutes pleines de respectueuse confiance, chez l'autre d'estime amicale et de courtoise simplicité.

L'historien comptait en outre les plus chaudes amitiés parmi l'entourage et les familiers du malheureux prince ; atterré par la catastrophe qui frappait la monarchie, en redoutant le pire, rien d'étonnant qu'il fût, par surcroît, affligé comme d'un malheur personnel, par la mort tragique qui brisait tant d'espérances.

Sa douleur se montre dans la lettre qu'il écrivit le surlendemain à Ary Scheffer, lorsqu'il eut retrouvé un peu de calme d'esprit :

Paris, le 16 juillet 1842.

« Mon cher ami,

« Je vous écris bien tard, j'étais souffrant à la campagne et l'on m'a caché pendant tout un jour l'affreux événement qui met dans mon cœur un deuil qui durera autant que ma vie. Après une nuit sans sommeil et toute remplie de l'idée d'un si grand malheur, je me débats contre la cruelle vérité. Mon esprit se refuse à croire que tant de noblesse d'âme, de perfections, de jeunesse, de bonheur, tant d'espérances pour notre pays, aient passé sans retour. Que Dieu ait pitié de la France. Tous, tant que nous sommes, le présent, l'avenir, tout est frappé du même coup.

« Je vous plains, mon pauvre Scheffer, c'est pour vous une seconde perte qui va agrandir la plaie trop saignante de votre cœur et le vide de votre vie impossible à combler.

« Vous aimiez le prince depuis vingt ans, il vous rendait une affection tendre, une confiance sans limites. Et moi, il a été mon bienfaiteur et il l'a été avec une grâce infinie, d'une manière toute royale, quoiqu'il ne fût pas encore roi...

« Je n'ose sonder l'abîme de maux qui peut-être vient de s'ouvrir. Hélas! mes plus longues perspectives n'atteignaient pas les limites probables de sa vie. Je croyais le Prince Royal destiné par la Providence à finir nos discordes, à relever la France de la France; mais Dieu n'a fait que nous le montrer. Il nous le retire aussitôt que nous l'avons connu. Pauvre prince, héritier d'une couronne, à laquelle notre liberté ombrageuse a attaché bien des épines, il avait, avec l'esprit de notre temps et une maturité précoce, le don de plaire à tous et de se faire aimer. Le deuil universel de Paris prouve ce qu'aurait été le bonheur de son règne. Les détails que donnent les journaux sont à déchirer le cœur. Quelle scène de la vie humaine dans ce qu'elle a de plus triste et de plus grand!

« Je voudrais témoigner que je ne suis pas un ingrat. Dites-moi si je dois écrire et à qui et de quelle manière. Dites-moi surtout quelque chose du Roi et de la Reine. Pourront-ils supporter une telle épreuve? Je tremble pour eux, c'est trembler pour nous tous : le sort de la France est là. Et ce pauvre Boismilon, et Trognon et vous? Je voudrais savoir comment vous êtes, sous le poids de cette douleur.

« Répondez-moi, mon cher ami, aussitôt que vous le pourrez. Je vous écris avec des larmes dans le cœur et dans les yeux. »

Quelques jours plus tard, après avoir pris l'avis de M. de Boismilon, il faisait parvenir à M[me] la Duchesse d'Orléans l'expression de ses respectueuses condoléances :

La mort du prince qu'il aimait et qui l'aimait était pour Augustin Thierry le premier avertissement du Destin. S'il avait pu voir dans l'avenir avec la même sûreté qu'il déchiffrait le passé, l'infortuné eût aperçu, planante déjà sur sa tête, l'ombre annonciatrice des suprêmes désastres.

D'année en année, la santé de sa femme s'altérait davantage et les tendres inquiétudes que lui cause ce déclin progressif apparaissent, à partir de 1841, en maints endroits de sa correspondance, dans les lettres à sa famille ou à ses intimes. Julie de Quérangal, cependant, s'efforçait stoïquement de cacher ses souffrances, et l'aveugle, abusé par son pieux mensonge, ne soupçonnait pas toute la gravité de son état.

Le cancer, à présent, précipitait ses ravages. Au cours de l'hiver 1843, des hémorragies survinrent, achevant d'épuiser la malade. Elle était si faible au printemps, qu'il fallut renoncer à quitter Paris pour l'habituel séjour à la campagne et lorsqu'elle s'alita au commencement de mai 1844, le docteur Louis qui la soignait, la considéra tout de suite comme perdue.

Averti par son frère avec tous les ménagements d'une affection profonde, face à face avec la sinistre réalité, Augustin Thierry sombra dans le plus affreux désespoir. Lorsqu'on dépouille les cahiers de notes où sont accumulés les matériaux de l'*Histoire du Tiers-État*, on voit brusquement cesser toute recherche, s'interrompre tout travail, à la date du 7 mai. Ce grand laborieux ne peut plus vivre désormais que pour sa seule et mortelle angoisse.

Pareillement, s'arrête toute correspondance. Durant vingt-cinq jours, les registres qui la conservent sont muets ou presque. Ils ne contiennent que deux lettres, deux pitoyables cris plutôt de douleur et de détresse infinies, le premier poussé vers Chateaubriand que connaissent déjà les lecteurs de cette *Revue* (1) ; l'autre, plus poignant encore dans son laconisme,

(1) Voir la *Revue* du 1[er] novembre 1916.

lancé à Martial Delpit, comme un appel de secours au dévouement de l'ami.

« Mon cher ami, j'ai besoin de vous, ma pauvre Julie est bien mal. Je suis seul avec mon chagrin de toutes les heures qui devient plus fort que moi ; venez à mon secours, votre mère vous reverra bientôt, priez-la de me pardonner.

« Tout à vous de cœur (1). »

Ce billet est du 1er juin. Huit jours plus tard, Mme Augustin Thierry succombait après une longue et pénible agonie dont on put heureusement épargner jusqu'à la fin la connaissance à son mari.

Comme s'il eût prémédité de conserver intact et toujours présent le souvenir des plus cruelles heures de sa vie, de raviver son chagrin sans cesse par leur évocation, celui-ci voulut tracer pour lui-même, entrecoupé comme un sanglot, le récit de ces instants tragiques. Je crois pouvoir le reproduire ici, tel que je l'ai trouvé dans ses papiers intimes :

« Lundi 10 juin, à onze heures, après avoir causé comme chaque matin avec M. Gabriel (2), je me suis fait porter dans le cabinet de Delpit et je me suis assis, me croyant seul. M. Gabriel qui me suivait me dit : — La Princesse est là. — Quoi ? répondis-je, la Princesse à cette heure ? Et, elle qui se trouvait à ma droite, me dit : — Oui, c'est moi, je viens pour vous emmener. J'eus un moment de doute sur ce que signifiaient pour moi ces paroles et, après quelques secondes de silence, je m'écriai : — Est-elle donc ?... — Hélas ! dit la Princesse, d'une voix faible, tout est fini maintenant, il faut partir. Et moi, frappé d'une commotion nerveuse : — Non, non, non, cela n'est pas vrai, c'est impossible, je ne le crois pas, je ne veux pas le croire. On me disait tout à l'heure ?... On m'a donc trompé. Quand est-ce ?... Ce matin, tout à l'heure ?... non, non, cela n'est pas possible... J'entendis alors beaucoup de voix autour de moi ; je ne distinguais rien de ce qu'on disait, seulement je crus reconnaître la voix de mon frère, celle de Delpit et le nom de M. Louis prononcé à plusieurs reprises. J'étouffais et il me semblait qu'on me tenait de tous les côtés... Je demandai : — de l'air, un peu d'air... et dans le silence qui se fit alors, en

(1) Ce billet porte comme suscription : M. Martial Delpit, à Castan, par Iffigeac (Dordogne).

(2) Le docteur Gabriel Graugnard, son ancien secrétaire devenu son médecin.

revenant à moi, je dis : « Amédée ? » pour m'assurer que mon frère était là. Il répondit vivement en s'approchant de moi et me prenant la main.

« Selon le récit d'Annette, le samedi 8 juin, à trois heures et demie, la Princesse se trouvant dans la salle à manger où j'allais me faire porter, ma pauvre Julie, comme s'apercevant de l'heure qu'il était, sortit de sa somnolence et demanda : « Est-ce que la Princesse n'est pas là ? je voudrais bien lui parler. » Elle lui tendit la main, recueillit ses forces et eut durant quelques moments une parfaite présence d'esprit.

« Ses derniers mots, prononcés d'un accent ferme et pénétrant, furent ceux-ci : — Ne l'abandonnez pas, prenez soin du pauvre Augustin. Depuis, elle n'a plus proféré de paroles suivies et dont le sens fût intelligible, si ce n'est une fois le dimanche : — Augustin, je suis bien mal, mais Dieu fera de moi ce qu'il voudra. »

Depuis qu'elle avait été prévenue par le docteur Louis de la fin imminente de son amie, la princesse Belgiojoso ne quittait plus en effet le passage Sainte-Marie.

Ses juges les moins indulgents n'ont jamais refusé à la séduisante héroïne de tant d'aventures tumultueuses « qui vivait à l'étroit dans son siècle, » ni la bonté du cœur, ni le dévouement généreux. A travers mille extravagances, la flamme auguste de l'idéal ne cessa jamais de brûler dans ses veines : âme étonnante et complexe enfermant toutes les folies, capable de tous les enthousiasmes.

Quels mobiles attribuer à la conduite qu'elle va tenir? Ils paraissent à la fois nébuleux et précis. Elle s'est prise pour Augustin Thierry d'une affection où la sincérité s'unit au romanesque. Elle l'aime « en esprit, » veut être sa « sœur d'âme. » Il se mêlera plus tard à ces sentiments éthérés des préoccupations moins hautes d'assistance littéraire. Pour l'instant, elle plane en plein azur, elle subit un prestige. La pitié de la femme s'est éveillée devant cette existence ravagée, mais, si l'on peut dire, c'est une pitié *artiste* où l'imagination, à son insu, a plus de part que le cœur. Sans doute, elle entend bien exaucer le vœu suprême de la morte, soulager tant de misère, réconforter une grande âme en détresse; mais ce rôle de consolatrice, de madone du foyer, d'Égérie dernière d'un écrivain illustre ne va pas non plus sans flatter obscurément sa vanité. Suivant le mot

amer du moraliste, elle s'admire elle-même dans la beauté de son œuvre.

Dans quelques mois, dissipée cette première et capiteuse griserie de charité, quand la ressaisiront d'autres chimères, elle ne sera pas longue à dépouiller son personnage d'occasion. Reprise d'humeur vagabonde, son bienfaisant ministère ne s'exercera plus que de très loin et par intermittence; la « sœur, » sans remords, délaissera son « frère. » *Woman, your name is frailty...* Heureusement le temps ayant fait son œuvre, Augustin Thierry aura pu connaître assez sa capricieuse amie pour ne pas souffrir de son abandon.

Mais en ce moment, toute à la mission secourable qu'elle s'est imposée, elle n'envisage point l'avenir et ses obligations. Avec sa fougue ordinaire, elle est persuadée de son immuable constance, et comme il fallait d'abord arracher le veuf anéanti à sa maison funèbre, déraciner sa mortelle douleur, elle alla, aussitôt célébrées les obsèques, l'installer à Port-Marly, en compagnie du docteur Graugnard.

C'est là que parvinrent à l'historien écrasé de chagrin et l'esprit en déroute, les témoignages de l'universelle sympathie qu'excitait son malheur.

Aussitôt informée, Mme la Duchesse d'Orléans voulut s'associer au deuil de celui qu'avait affectionné le mari qu'elle pleurait :

« Neuilly, 13 juin 1844.

« Que ne puis-je apporter quelque adoucissement à votre douleur, monsieur! La perte cruelle qui vient de vous frapper m'émeut profondément, et rien ne saurait vous rendre la sympathie qu'elle m'inspire; mais que peut la sympathie auprès d'un malheur comme le vôtre? Nul n'en sent plus que moi l'impuissance. Aussi ne suis-je pas venue dans l'espoir de vous distraire de votre affliction, mais pour vous dire que je demande à Dieu de soutenir votre courage et de vous donner la force d'accepter l'épreuve qu'il vous envoie. Le jour viendra où cette vie de souffrances, d'amertume et d'isolement vous paraîtra un rêve, et alors vous bénirez la main qui vous aura frappé; alors vos pleurs seront changés en joies éternelles. Cette pensée est le refuge des affligés; puisse-t-elle être votre soutien et rendre votre douleur plus calme! C'est là le vœu bien vrai et bien

ardent que je forme pour vous, monsieur, et dont je vous prie de recevoir ici l'expression de

« Votre affectionnée,

« HÉLÈNE. »

De son côté, la reine Marie-Amélie chargeait M. Borel de Brétizel d' « une mission verbale expresse. » Sa Majesté, écrivait le secrétaire des commandements, « ne veut pas que vous ignoriez sa profonde et cordiale sympathie pour un malheur qui était inattendu pour vous, lorsqu'il ne l'était déjà plus pour ceux qui vous entouraient. »

Enfin, de la liasse des lettres émues, plusieurs signées de noms célèbres, qui forment ce lugubre dossier, je veux encore citer celle-ci adressée par Guizot, cet autre veuf toujours inconsolé :

« Auteuil, dimanche, 23 juin 1844.

« Mon cher Augustin, je ne vous ai pas écrit au premier moment. Je connais trop la vanité de toutes les paroles tombant sur la plaie toute vive. La vôtre ne guérira pas; mais vous vous résignerez à la porter. Que puis-je faire pour vous y aider? Dites-le-moi, car je voudrais le savoir. Nous vivons bien séparés, mais mon amitié pour vous est entière. Je sais bien bon gré à la princesse Belgiojoso de ses soins pour vous. Elle est bonne, mérite très rare au fond, et quand on veut autre chose que les airs de la bonté. J'ai de vos nouvelles, mon pauvre ami, mais faites-m'en donner vous-même. Adieu, ma mère et mes enfants sont très occupés de vous. Ils vont bien, grâce à Dieu, mais j'ai complètement perdu le sentiment de la sécurité.

« Adieu et mille vraies amitiés.

« GUIZOT. »

L'atroce rigueur du coup qui l'abat, l'étendue de sa perte, 'intensité de son chagrin, la douceur et la joie que sa femme avait répandues sur sa vie, Augustin Thierry les crie avec une éloquence désespérée, dès qu'il est capable de rassembler deux idées et de dicter une ligne.

Sa réponse à la Duchesse d'Orléans a presque l'allure et la véhémence d'une protestation.

« Madame,

« Vous connaissez la douleur et la plus extrême douleur;

vous pardonnerez à un pauvre cœur brisé de n'avoir pu s'ouvrir plus tôt pour annoncer à Votre Altesse Royale ce qu'elle a su par d'autres que moi.

« Dieu vient de me frapper d'un de ces coups terribles qui font chanceler la raison et sont comme un démenti donné à toutes les espérances d'ici-bas. Il m'a retiré l'unique soutien de ma triste vie, celle par qui, depuis treize ans, j'oubliais que je suis aveugle. Je portais légèrement le poids de mes souffrances, j'avais retrouvé le courage, la joie, la sécurité du cœur et de l'esprit; et maintenant, me voilà retombant sous mon fardeau, jeté hors de la vie comme une tige déracinée. Mes amis m'ont trompé durant plusieurs jours, et, après l'instant fatal où j'ai tout perdu en ce monde, ils sont venus m'enlever du lieu de ma misère; ils veulent que je vive, ils me l'ordonnent. Le pourrais-je? Dieu seul le sait.

« Plaignez-moi, madame; que votre cœur si noble et si déchiré ait une pensée de sympathie pour mon veuvage, et daignez agréer pour vous et pour Mgr le Comte de Paris les vœux de celui qui pleure.

D'autres lettres à Mignet, à la comtesse Foy, à Mme de Tracy, à M. de la Saussaye, montrent la même douleur; mais, de toutes, la plus désolée, celle où s'épanche avec le plus d'abandon cette navrante tristesse, est adressée à Mlle Fressigne, l'ancienne amie de Luxeuil qui avait fait leur mariage :

« Port-Marly, 8 septembre 1844.

« Chère mademoiselle,

« Pardonnez-moi le long retard que j'apporte à répondre à votre lettre. Durant bien des jours, il m'a été impossible de dicter une seule ligne, et, depuis que j'ai retrouvé quelque liberté d'esprit, il m'a fallu donner mes heures de calme aux soins des tristes affaires qui sont nées de mon malheur.

« En dépit de mon espérance, j'ai survécu à celle qui, depuis treize ans, était le ressort et l'âme de ma vie. Cette vie est à refaire, y parviendrai-je? Dieu seul le sait.

« J'ai des amis qui sont admirables pour moi; une personne, dont l'âme et le cœur sont au-dessus de tout éloge, m'entoure de soins et d'affection, comme le ferait une sœur; mais dans les heures où je me trouve seul avec moi-même, je ressens un vide que rien ne peut remplir, un vide qui se creuse sans cesse

et dans lequel la moindre pensée me rejette, si j'essaie de me distraire par la lecture ou un peu de travail. J'ai dans l'oreille une voix que je n'entendrai plus et dont un seul mot suffisait pour éloigner de moi tout ennui. J'ai vécu treize ans de la vie de tout le monde, je ne sentais plus la perte de mes yeux et le temps que je regretterai désormais sera, non pas celui de mes années de jeunesse et de force, mais celui que j'ai passé aveugle auprès de ma pauvre Julie. Je l'aimais d'un amour absolu, d'un amour qui les renfermait tous; il y avait pour elle en moi l'affection du mari avec celle de la mère et de la sœur. Vous l'avez vu à Luxeuil, après neuf ans vous l'avez revu à Paris ; le temps n'y pouvait rien changer. Je suis en deuil de cœur et d'habit pour les années qui me restent et auxquelles je ne vois plus de but qui m'attire, d'emploi qui me commande, car tout cela était en elle. Je travaillais pour elle et par elle. On me parle de la science, mais la science est une chose morte et ma vie défaillante avait besoin d'être soutenue et doublée par un intérêt vivant. J'essaierai de la mener jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu qu'elle finisse : je ne ferai rien contre moi-même et mon désir est de reprendre ma tâche interrompue et d'ajouter une page à la dernière page qu'elle a lue et dont elle m'a dit : « Augustin, c'est bien. » Me voici retombé dans mon existence mutilée, n'ayant plus devant moi que des souvenirs. Les meilleurs jours de ma vie ont commencé à Luxeuil, sous vos auspices ; vous m'avez revu, il y a quatre ans, dans le bonheur et la sérénité ; votre souvenir se mêle à mes regrets. Dites, je vous prie, à mademoiselle votre sœur qu'elle est de moitié avec vous dans cette pensée, présentez-lui mes très humbles respects et que mon nom soit quelquefois prononcé dans vos conversations intimes.

« Adieu, mademoiselle, plaignez-moi et agréez l'expression de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués. »

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

AU PAYS DE RABELAIS

III [1]

THÉLÈME

On a certes assez disserté sur la règle des Thélémites et la philosophie qui s'en dégage, et ce n'est point notre sujet. Contentons-nous de rappeler que frère Jean prétend que ses moines et ses nonnes, dans son monastère, vivent tout au rebours de ceux des autres couvents. Et d'abord qu'ils y vivent ensemble, hommes et femmes, en toute honnêteté et politesse, comme il sied à des « dames de hault paraige » et à de « nobles chevaliers » ou à des humanistes, capables d'expliquer le saint Évangile « en sens agile » et de « fonder la foy profonde » (car Rabelais met ici les gentilshommes et les beaux esprits sur le même pied, ce qui marque une date dans l'histoire de l'opinion); puis, qu'ils ne prononcent aucun vœu, qu'ils ne soient pas astreints à la clôture, qu'ils se puissent marier, qu'ils soient beaux et belles, cultivés, richement vêtus, qu'ils jouissent de tous les raffinements du luxe et de l'esprit, bref qu'ils mènent une vie harmonieusement intellectuelle et épicurienne, conforme à l'idéal de la Renaissance. Et leur maxime sera : « Fay ce que vouldras, » parce que gens libres, bien nés, bien instruits, vivant en compagnies honnêtes, « ont par nature un instant et aguillon qui toujours les poulse à faictz vertueux et retire de vice — lequel ils nommoient honneur. »

Bref, Rabelais estime que la nature humaine est bonne, et que, libre de toute influence, elle tend d'emblée au bien. C'est sa philosophie : une sorte d'optimisme *a priori* et de naturalisme assez semblable à celui de Rousseau.

Mais cette abbaye d'Épicure, — si généreusement dotée par

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1921.

Pantagruel sur les recettes illusoires de la petite rivière peu navigable de la Dive-Mirebalaise, qui passe à trois lieues de La Devinière, — où se trouve-t-elle ? Thélème (en grec : désir, volonté) est une contrée imaginaire ; mais l'auteur la place en un lieu déterminé : « jouxte la rivière de Loyre, à deux lieues de la grande forest de Port Huault, » c'est-à-dire des lois de Chinon, dans les riches prairies où paissent les belles vaches de Brehemond, entre l'Indre, l'ancien lit du Cher et la Loire. Là, au cœur du « jardin de la France, » il élève en pensée une noble et magnifique demeure, du style que précisément lui-même et ses contemporains goûtaient le plus et que leur génie a fait fleurir sur notre terre : c'est un château de la première Renaissance. L'auteur de *Gargantua*, comme on le sait assez désormais, avait l'imagination la plus précise, une vraie imagination de romancier réaliste : l'abbaye qu'il a rêvée n'est pas un féerique palais des *Mille et une nuits*, non pas même quelque savant monument à l'antique, mais une construction habitable, un splendide château français, dans le genre de Chambord, Bonnivet ou Chantilly, plus beau encore que ces merveilles illustres dès lors, quoique à peine terminées ou inachevées. Et il nous a laissé de Thélème une description si minutieuse, qu'un architecte en pourrait dessiner le plan le plus complet. Il ne reste qu'à la bâtir ; malheureusement, les temps où nous vivons ne semblent pas s'y prêter.

L'abbaye a la forme d'un hexagone dont chaque angle est marqué par une grosse tour ronde d'un diamètre de soixante pas. Celle du Nord s'appelle Artice (en grec : septentrionale) ; elle domine la Loire qui coule à ses pieds. La première que l'on rencontre, en tirant vers l'Est, se nomme Calaer (bel air) ; les suivantes Anatole (orientale), Mésembrine (méridionale), Hespérie (occidentale) et Cryère (glacée) ; toutes sont distantes les unes des autres de 312 pas (260 mètres environ).

Ces grosses tours sentent encore leur moyen âge ; mais c'est qu'elles évoquent bien l'idée d'une demeure seigneuriale, et on les retrouve dans deux des beaux châteaux auxquels songeait maître François : à Chambord comme à Bonnivet. Pas plus que Thélème, ce n'étaient là des forteresses, pourtant : l'air et le jour y entraient largement ; en revanche, les visiteurs y pénétraient moins aisément, car les portes y sont proportionnellement bien étroites. Celles de Thélème n'étaient pas plus grandes ;

d'ailleurs, il faut avouer que Rabelais ne s'est pas fort clairement expliqué sur les entrées de son abbaye.

Au centre de chacun des deux corps de logis parallèles, qui s'étendent, l'un d'Artice à Cryère, l'autre d'Anatole à Mésembrine, il y a un escalier à vis, dit-il, une rampe plutôt, si vaste qu'une demi-douzaine de gens d'armes à cheval, la lance sur la cuisse, peuvent monter de front jusques au toit; et cela est merveilleux assurément, puisque le fameux escalier d'Amboise même n'était accessible qu'à deux cavaliers de front. Il ajoute que l'entrée de ces deux montées est « par le dehors du logis en un arceau large de six toises. » Et voilà tout ce que nous savons des portes de Thélème. Pourtant, il paraît bien vraisemblable qu'on n'y pénétrait point nécessairement par le premier étage : sans doute, ces deux grands arcs donnaient-ils également accès dans la cour intérieure de l'abbaye. — Quoi qu'il en soit, c'est au-dessus de celui du Sud-Est qu'on lit la fameuse inscription en belles lettres, non pas barbares et gothiques, à la façon du moyen âge, mais romaines antiques, comme il sied dans une demeure où la Renaissance triomphe : « Cy n'entrez pas, hypocrites, bigotz, » etc. Par ce côté arrivaient nécessairement les étrangers, en effet, puisque, au Nord-Ouest, l'abbaye était bornée par la Loire et par ses propres jardins.

Chacun des quatre autres corps de logis est de même percé en son centre par un bel escalier tournant, à vis « brisée, » c'est-à-dire à paliers, dont chaque repos s'ouvre par une arcade à plein cintre, qui lui donne la clarté, sur un cabinet « faict à claire voye, de la largeur de ladite vis. » M. Lenormant (et tout le monde après lui) a supposé que ces cabinets devaient faire saillie sur la façade et qu'ils étaient posés en encorbellement. Pourquoi? Rabelais ne nous dit pas que les escaliers remplissaient toute l'épaisseur des corps de logis. Ils pouvaient laisser place à des cabinets ajourés par lesquels on passât d'une partie à l'autre du logis sans traverser l'escalier et qui fussent assez étroits pour laisser entrer la lumière jusque dans la « vis. » Quant aux marches, — il y en a douze d'un palier à l'autre, qui sont longues de vingt-deux pieds exactement, et hautes de trois seulement, — elles sont faites de porphyre, de marbre rouge de Numidie et de marbre à fond vert, taché de rouge et de blanc. Par ce doux et splendide chemin, on monte aisément jusqu'au pavillon qui, comme à Chambord, couronne la vis

et se dresse sur le toit, au milieu de chaque corps de logis.

Tout le bâtiment est à six étages. Le rez-de-chaussée a des voûtes très surbaissées en *anse de panier* à la mode du temps. Les cinq autres étages (car cette abbaye idéale en compte deux de plus que Chambord même) sont couverts de plafonds en stuc de Flandre « à forme de culz de lampes, » c'est-à-dire à croisillons compliqués et sans doute à clefs sculptées, selon l'usage de cette époque. Et sur le tout s'étend un toit de cette ardoise fine que Du Bellay préférera au dur marbre romain, dont les plombs historiés en forme d'animaux et de bonshommes perpétuent dans l'azur leurs gestes immobiles et dorés.

De là partent les gouttières, peintes en diagonales d'or et de bleu, qui descendent le long du mur, entre les fenêtres, et aboutissent à la Loire après avoir passé sous le logis. La façade sur la cour repose sur de forts piliers de calcédoine et de porphyre et sur de beaux arcs en plein-cintre, de manière à former au rez-de-chaussée une sorte de cloître, de galerie ornée de peintures, qui abritent des tableaux ou fresques et des curiosités : cornes de cerfs, de licornes, de rhinocéros, voire « d'hippopotames, » dents d'éléphants, etc. Et au milieu de la Cour chante une grande fontaine d'albâtre, où l'on voit les trois Grâces, avec des cornes d'abondance, jeter de l'eau par les « mamelles, bouches, aureilles, yeulx et aultres ouvertures du corps, » assure gaîment maître François.

Quant à l'aménagement, il est excellent. Les deux corps de logis parallèles du Nord-Ouest et du Sud-Est, où sont les portes de l'abbaye et les deux grands escaliers, sont occupés, l'un par les bibliothèques, l'autre par des salons, comme nous dirions.

Les « belles grandes librairies en grec, latin, hébrieu, tuscan et hespaignol » remplissent toute la partie comprise entre Artice et Cryère et elles y sont réparties « par les divers étages selon iceulx langaiges. » On remarquera que l'auteur ne mentionne ni l'anglais, ni l'allemand, parlers barbares.

Le corps de logis Sud-Est, de Mésembrine à Anatole, comprend de grandes galeries, toutes peintes, — à fresque, je suppose, — « des antiques prouesses, histoires et descriptions de la terre, » c'est-à-dire de sujets historiques, de scènes exotiques et documentaires, empruntées aux relations des voyageurs contemporains, sans doute aussi de cartes géographiques; la fameuse galerie du Vatican montre comment les artistes de la

Renaissance savaient faire de ces cartes les plus agréables et les plus luxueuses images, colorées d'azur, de pourpre et d'or, où l'on voit le Peau-Rouge, le Maure et le cannibale animer leurs parties du monde, les monstres marins nager dans les mers et les vaisseaux cingler vers des terres inconnues sous leurs voiles gonflées par le souffle des vents joufflus. Ces galeries de peinture de Thélème, ce sont les appartements de réception, placés, comme il est logique, au-dessus de l'entrée par laquelle accèdent les étrangers, et ceux-ci y peuvent être introduits directement par les merveilleuses vis dont nous avons parlé.

Le reste des bâtiments est rempli par les appartements des Thélémites, comprenant chacun arrière-chambre, cabinet, garde-robe, chapelle, et ayant tous leur issue sur une grande salle, une galerie qui fait à chaque étage le tour du bâtiment. Aux dames sont réservés les logements entre la tour Artice et la tour Anatole, et aussi la moitié des galeries depuis Anatole jusqu'à la porte Mésembrine. Les coiffeurs et parfumeurs se tiennent « à l'issue des salles du logis des dames ». Les hommes occupent le reste. Et tout cela est meublé avec une étonnante magnificence.

Car ce que le luxe le plus raffiné a connu en son temps, Rabelais l'a accordé à ses Thélémites.

Leur costume est d une richesse qu'il décrit longuement. Sur le pavé de leur logis s'étend un tapis de drap vert, et non de la paille, comme il arrivait souvent alors; le lit est de broderie, les brûle-parfums ne manquent pas; à chaque saison, même, la tapisserie des murs varie. Il faut dire que les tentures n'étaient pas alors posées à demeure comme aujourd'hui, mais fixées par quelques clous à leur lisière supérieure, et flottantes : c'est pourquoi Polonius pourra se dissimuler derrière l'une d'elles, où le viendra chercher l'épée du prince de Danemark; on les ôtait donc sans peine et la mode voulait qu'on les changeât souvent : c'était vite fait. Les rois de France, qui passèrent leur vie à voyager, jusqu'à Louis XIV, emportaient leurs tapisseries sur des bêtes de somme, et on les tendait en hâte dans les châteaux où ils devaient séjourner. — Mais voici la grande merveille des ameublements de Thélème : dans chaque arrière-chambre se trouve un miroir de cristal artificiel, si grand qu'il peut « véritablement représenter toute la personne. » Quand on songe que les contemporains de maître François ne connaissaient guère que les glaces à main et qu'au XVII[e] siècle encore

un simple miroir vaudra pour Mme de Fiesque le prix d'une belle terre, on comprend que maître François ait enchâssé les miraculeuses glaces de ses Thélémites dans l'or fin, garni de perles; et ces cadres-là ne valaient assurément pas plus que ce qu'ils entouraient.

Restent les attenances de Thélème.

« Jouxte la rivière, » dit Rabelais, le jardin de plaisance : donc au Nord de l'abbaye, le long de la Loire. Le labyrinthe est au milieu; le verger planté de quinconces du côté de la tour Cryère; et le grand parc foisonnant en fauves, « au bout, » du côté de l'Ouest évidemment, puisque nous allons voir que la vénerie, qui se trouve près de la tour Hespérie, en est proche.

« Devant le logis des dames, afin qu'elles eussent l'esbatement entre les deux premières tours au dehors, » c'est-à-dire entre Calaer et Anatole, sont les lices : l'emplacement réservé aux tournois, l'hippodrome, le théâtre, les piscines et les bains.

« Entre les deux autres tours, » les jeux de paume et de ballon. Quelles tours? Évidemment Cryère et Hespérie qui correspondent symétriquement à Anatole et Mésembrine. Il est naturel que les terrains de jeux soient près du logis des hommes; d'ailleurs, dans le contexte, Rabelais parle de ce qui se trouve de ce côté. « Entre les tierces tours, » Hespérie et Anatole, donc au Sud, les tirs à l'arquebuse, à l'arc, à l'arbalète.

« Hors la tour Hespérie, » la fauconnerie, bien munie de tous les oiseaux de volerie; derrière elle, les offices à un seul étage; puis l'écurie ; et « tirant vers le parc, » comme il est logique, puisque c'est là que se faisait la chasse, la vénerie. Enfin, « autour du bois [ou parc] de Thélème, » un grand corps de maison contenant les ateliers des orfèvres, lapidaires, brodeurs, tailleurs, tireurs d'or, veloutiers, tapissiers et hautelissiers, qui travaillaient pour l'abbaye.

Telle était la somptueuse demeure de frère Jean. Il se conçoit que l'on pût s'y plaire et que Pantagruel lui-même aimât y loger. C'est ce qu'il fait durant tout le *Tiers-Livre*, comme on pourrait le montrer.

JACQUES BOULENGER.

REVUE LITTÉRAIRE

L'EXEMPLE DE CLAUDE COCHIN (1).

« Les rangs des bons ouvriers de la régénération française sont décimés. » Ces tristes mots de si poignante vérité, Claude Cochin les écrivait, à peu de jours de l'armistice, le 1er novembre 1918. Et, peu de semaines plus tard, disparut encore un bon ouvrier de la régénération française : Claude Cochin mourut le dernier jour de l'année glorieuse.

On ne finira pas d'évaluer les pertes que nous a coûtées la guerre. Les statistiques ne comptent que les quantités : si terribles qu'ils soient, les chiffres ne disent pas tout : ce qui reste immense et indéfini, c'est la somme de vertu mentale et morale qui nous a été retirée, à la veille du grand effort que demande l'œuvre nouvelle d'une patrie à réconforter. Nous ne saurons jamais ce que nous avons perdu. Il n'y a point à se dire, en manière de consolation philosophique et doctrinale, que l'histoire obéit à des lois, non pas à des volontés particulières, et suscite les hommes dont elle a besoin comme d'instruments. Il nous est impossible de concevoir ce qu'il serait advenu de la France, au lendemain de la Révolution, si Bonaparte fût mort à vingt ans ; et nous rêvons avec une tristesse inutile sur le tour que la poésie de France aurait pris, depuis la Révolution, si Chénier avait eu sa destinée. Qui l'a remplacé? Personne, en son temps ; la poésie, pendant un quart de siècle, fut abolie. Parmi les enfants qui sont morts dans

(1) *Supplément à la Correspondance du cardinal de Retz* (Hachette, 1920); *Henry Arnauld, évêque d'Angers* (Auguste Picard, 1921) ; — *Dernières pages, notes du front et de l'arrière* (Hachette, 1920); et plus de vingt brochures, relatives à des sujets d'histoire ou d'archéologie, publiées de 1906 à 1914.

les tranchées ou à la « frontière marchante, » selon la belle expression de Claude Cochin, combien, sans le savoir encore, avaient du génie et allaient nous être indispensables, dont il faut pourtant nous passer? D'autres ont laissé les premiers indices, les témoignages évidents de leur valeur acquise et de leur utilité prochaine. Ils ouvrent devant nous l'étendue vaste des regrets que ne borne pas un horizon net; Claude Cochin, dans notre pensée, est l'un d'eux.

Je ne l'ai pas connu; je l'ai seulement aperçu. Je me souviens d'un grand jeune homme fier et gracieux, au regard clair, et sérieux d'une façon charmante, à vous montrer que la raison n'est point chagrine et qu'il y a une gaieté de sagesse.

Il n'est pas mort à la guerre, où il a bien servi, où il a mérité d'être appelé brave et par le général Mangin. Mais il est mort de la guerre. Il y avait plus d'une fois respiré les gaz délétères; et « quelle guerre, écrivait-il; tousser, pleurer, cracher! Est-ce se battre? » Quand il revint, tant de fatigues l'avaient affaibli : un rhume devint une maladie et l'emporta en peu de jours.

Il était né en 1883. Il appartenait à une famille célèbre et de longtemps fidèle aux mêmes traditions et aux mêmes croyances, les plus françaises et chrétiennes, au même usage du cœur actif et de l'esprit cultivé. Il n'eut pas à inventer sa vie, mais à goûter la liberté que donne la règle intelligemment acceptée, approuvée, aimée. Il se promit de continuer sa lignée; sa modestie égalait son effort.

A vingt ans, il entrait à l'École des Chartes. Une influence qu'il subit heureusement fut celle de l'un des maîtres de l'érudition la plus parfaite, Arthur de Boislisle... Quiconque a vu ce grand Boislisle n'oublie pas comme il portait élégamment la science. Il n'était point accablé, ni confiné. Il vivait en son temps et travaillait dans un autre; il savait réunir deux ferveurs; et il avait deux fois ses disciplines, sa clairvoyance et une indulgente amabilité... Claude Cochin fut par Boislisle dirigé vers le Grand siècle, où il devait rencontrer le cardinal de Retz et les Arnauld.

En sortant de l'École des Chartes, il partit pour Rome. Son guide en Italie était, fût-ce de loin, son père. N'avait-il pas été, dès l'enfance, initié à la pensée italienne par l'humaniste auquel on doit de si pénétrantes études relatives à la Renaissance? Il a su tout petit l'aventure de Béatrice que Dante a aimée en sa vie nouvelle encore et qui devint, en sa pensée plus tardive, théologienne. Passent les années et, pendant la guerre, le 14 novembre 1914, il écrit : « Le Soissonnais vient de connaître quelques journées délicieuses, enso-

leillées et merveilleusement claires. Il n'y avait pas jusqu'au léger panache, d'un blanc d'argent, rosé par le soleil, formé par l'éclatement des *shrapnells*, qui ne fût charmant. Il monte vers le ciel pâle, comme le nuage de Béatrice, et il semble porter avec lui toutes les âmes qu'il vient de détacher brutalement de leur corps. » Le nuage de Béatrice est au vingt-troisième chapitre de la *Vita nova*.

Pendant son séjour au palais Farnèse, Claude Cochin fut le type du « Romain » parfait, qui travaille dur et qui cependant ne s'enferme pas dans le passé qu'il recherche. Un bon esprit n'est jamais à court de loisir. Claude Cochin visita l'Italie en amateur de l'art et de la nature. On le vit aussi dans les salons, joli homme du monde et qui fait apprécier la courtoisie de chez nous.

Principalement, il travaille. L'une de ses curiosités les plus vives est pour notre fol cardinal de Retz. Il trouve Retz et trouve d'autres plaisantes figures : il les accueille volontiers. Il a, comme on dit, un sujet: cela ne l'empêche pas de baguenauder aux alentours. Et il fut ainsi, toute sa vie, très méthodique, assez pour ne point refuser, le cas échéant, les attrayantes excursions. J'aime beaucoup les deux douzaines de brochures qu'il a publiées depuis les Chartes jusqu'à la guerre et qui ont trait aux questions les plus diverses. Chaque fois, il apporte un document.

Or, nous avons de beaux esprits, mais nonchalants, qui dénigrent les documents volontiers, disant que ce fatras encombre l'histoire et en cache les grandes lignes... Un document, c'est du passé tout neuf, c'est une bribe du passé qu'on a tirée de l'oubli ou de la mort. J'ai vu tirer du sol humide, par un clair soleil, à Délos, un buste d'homme de l'époque (je l'avoue) gréco-romaine, en marbre ; et le sable délayé coulait sur le visage lentement, l'animait d'une espèce de vie étrange. On eût dit que les yeux toléraient difficilement la lumière. Un document qu'on retrouve a ainsi l'air de frissonner au jour soudain.

Les documents de Claude Cochin sont tous attrayants. Et j'en citerai deux, pour la raison qu'ils m'ont fait grand plaisir.

L'un, qui nous montre, — et voyez-la, — une rue de Carpentras en l'année 1694. Ne dites pas que vous avez d'autres soucis et intérêts. Carpentras appartenait au Comtat-Venaissin, que gouvernait un vice-légat pour le pape; et les affaires du Comtat relevaient d'une congrégation d'Avignon séant à Rome. Claude Cochin, le premier, lut les archives de cette congrégation : il en eut beaucoup de joie. Et voici ce qu'il trouva. Le 23 août 1694, l'évêque de Carpentras, Buti, s'adresse

à la congrégation d'Avignon; car il est malheureux : les joueurs de ballon troublent son repos. Le vacarme qu'ils font dans la rue s'entend de la cathédrale et pendant les cérémonies. On a été obligé de murer la grande fenêtre de l'église des Ursulines, parce que le ballon plus d'une fois l'avait traversée. Puis quatre fenêtres du couvent donnent sur la rue; et qu'arrive-t-il, pour le dommage des bonnes mœurs? Les nonnes et les jeunes filles à elles confiées n'ont pas les oreilles fermées aux paroles sacrilèges ou licencieuses des joueurs. Ni les yeux : et elles risquent de les voir, au jeu, « presque dépouillés de vêtements. » L'évêque se demande s'ils n'ont pas choisi cette rue afin d'y avoir de telles admiratrices. En face du couvent des ursulines, Mgr Buti a son palais épiscopal. S'il ferme la croisée, il se condamne à l'obscurité; il expose ses carreaux à être rompus. Ouvrez donc la croisée, monseigneur! C'est donner accès tout ensemble au soleil, à la poussière, au vent et au ballon. Certain jour, le vicaire général, en termes bien civils, avertit les joueurs que « quatre ballons étaient entrés dans les appartements épiscopaux, avec bris de vitres et grande confusion des gens venus à l'audience. » Les gaillards ne firent qu'en rire; plusieurs ajoutèrent à leur gaieté injures et menaces. Le vice-légat résolut d'intervenir : défense fut par lui promulguée de jouer au ballon dans la rue principale sous peine de cent écus d'amende. Les gaillards, trop malins, attaquèrent devant la congrégation l'ordonnance du vice-légat, comme contraire à la liberté des rues et à la coutume ancienne. Et c'est alors que l'évêque eut à plaider la cause des bonnes mœurs et du silence. La congrégation lui donna raison. De sorte qu'il y a, aujourd'hui encore, à l'extrémité de la ville de Carpentras, loin des couvents, du palais épiscopal et des églises, un boulevard du Jeu de ballon, qui indique l'endroit où retirèrent leur gaieté les drilles de l'été 1694. N'aimez-vous point cette anecdote où reparaissent, font trois petits tours et s'en vont les futiles souvenirs de tranquilles ou joyeuses personnes depuis deux siècles défuntes?

L'autre document que je disais, Claude Cochin l'a publié avec son cousin, l'un des héros les plus admirables de la guerre et qui était un grand esprit, Augustin Cochin. En 1668, un certain abbé Nicolas Desisles d'Infrenville, souhaitant de convertir les hérétiques, songea qu'il fallait assurément leur prêcher la convaincante vérité, mais qu'on pouvait en outre s'adresser à leurs qualités moins recommandables que la raison raisonnante. Il parcourut les provinces, prit sur les gens d'ici et de là ses fines informations et dressa un tableau des

notables qui lui semblaient accessibles à toute sorte d'arguments. Sa liste est l'œuvre d'un garçon qui a l'air de bien connaître le cœur humain. A Castres, il y a M. Baux : « Extrêmement intéressé; il lui faudrait un établissement pécuniaire. » A Montauban, M. Gaillard : « Ambitieux; et il lui faudrait quelque dignité honorable, car il a du bien. » Dans la même ville, M. Bonnefous : « simple et pauvre, qui donnera à tout. » Un habitant de Saint-Affrique, « éloquent, agréable et galant : » il serait propre à un emploi de cour, chez la reine. A Pont-Camaretz, un avare : « il faudrait l'exempter de tailles ou l'anoblir avec pension. » Celui-ci, de Saint-Antonin, bonhomme et sage, donnez-lui des établissements pour ses enfants. Celui-là, de Réalmont, railleur et plaisant, qui n'a point de cupidité, son rêve serait de fréquenter le grand monde : il faut l'y mener. Un calviniste de Puylaurens, mais pieux et bienfaisant, on l'emploierait dans l'administration des hôpitaux et dans les bonnes œuvres. En divers endroits, il y a des gourmands : il faut leur procurer la bonne chère. M. de Croix, à Uzès : « Il se pique d'éloquence et d'érudition; » nommez-le « avocat du roi dans quelque juridiction subalterne. » M. Costabadie, de Clérac, est un « homme de poésie latine : le faire professeur royal. » Un autre est « prenable partout; » un autre, fort débauché, « se contenterait de pensions raisonnables; » un autre est « prenable par les caresses; » un autre « serait fort combattu, si l'on avançait ses enfants et qu'on mariât ses filles, etc. » Desisles d'Infrenville était un moraliste désabusé. Il n'avait d'illusions que dans la pratique : on lui refusa son projet de conversion très onéreux.

Claude Cochin était à la guerre, au mois de juillet 1916, quand il apprit la mort de son cousin... Je réunis et mêle un peu l'érudition, la guerre, les travaux du savant, les sentiments du soldat : c'est l'un des caractères d'une si courte destinée, si remplie, d'avoir tous ses épisodes serrés et drus les uns contre les autres... Il écrivait, le 9 juillet, sur la mort d'Augustin Cochin : « C'est une histoire admirable et tragique que celle d'une vie nourrie d'idées presque géniales, souffrant d'aspirations douloureuses vers un idéal complet, se jetant avec une sorte d'amère jouissance sur le chemin héroïque où règne la mort. Les liens du corps l'humiliaient en lui imposant une sorte de servitude. *Il était tout esprit.* » Quelle époque, où les jeunes gens ont eu leurs amitiés si pathétiques et où le deuil se relevait de telle admiration !

Avant de partir pour la guerre, Claude Cochin préparait deux ouvrages qu'il n'a pas eu le temps d'achever, qui sont déjà très impor-

tants. Ce devaient être bientôt ses deux thèses de doctorat. Son père vient de les publier, avec l'aide amicale et savante de M. Léon Lecestre, continuateur de Boislisle, érudit parfait, l'un des hommes qui ont le mieux étudié le XVII[e] siècle.

Dès l'École des Chartes, Claude Cochin composait une excellente dissertation, pleine de faits et d'idées, *Henry Arnauld et le jansénisme*, dont il compta faire un chapitre d'une monographie de cet évêque d'Angers, frère d'Antoine Arnauld, dit le Grand Arnauld. La monographie est restée incomplète: ce qu'on en lit rend les lacunes bien regrettables. Beaucoup moins grand que son frère Antoine, Henry Arnauld ne fut et n'a point mérité d'être plus qu'un personnage de second plan. De tels personnages ont un rôle dans l'histoire: ils sont, en quelque sorte, la transition du génie aux foules. Sans eux, l'histoire serait à peu près inintelligible : les foules, en effet, ne reçoivent pas directement les paroles et la pensée des hommes de génie; elles ne les reçoivent que par l'intermédiaire de gens plus médiocres et qui sont plus proches d'elles. Puis Henry Arnauld, tel qu'il était, montre les aspects divers d'une époque. Diplomate et homme du monde, il eut affaire au pape et au roi, aux seigneurs de la cour et des salons, à Richelieu, aux amis et aux ennemis de Richelieu, aux frondeurs et aux mazarinistes, aux gens de lettres et aux gens de robe; on l'a vu aux alentours de l'hôtel de Rambouillet, chez les bourgeois élégants ; il a traité maintes questions de la vie ecclésiastique, les évêchés, les bénéfices; les théologiens l'ont associé à leurs querelles. Claude Cochin, qui est au courant de tout cela, le mène en tous lieux familièrement et plusieurs pages de son livre exposent avec une admirable lucidité la politique au milieu de laquelle son modeste héros se trémousse. Les relations d'Henry Arnauld et des gens de lettres sont indiquées d'une manière excellente; et voici Chapelain, Costar et Balzac très vivants. Chapelain manque d'opiniâtreté. Son opinion qui a déplu, il la modifie aisément et formule cet aphorisme très commode, que « l'homme n'a point de chant plus naturel que celui de palinodie. » Balzac élude les difficultés au moyen d'une fourberie que son beau style décore. Ancien secrétaire du cardinal Bentivoglio, — que l'on appelait Bentivoille, en ce temps où la suprématie française avait sa fierté, — Henry Arnauld cherchait aux *Guerres de Flandre* que publiait son maître la louange des Illustres. Sollicité, Balzac répond : « Je ne vis jamais, dans un langage si sobre et si chaste, tant d'embonpoint. » D'autres éloges, et tous les éloges qu'on voudra! Mais, à qui ne fut pas secrétaire de Bentivoille, il écrit qu'on l'ennuie avec ces récits de batailles : « Le

rugissement de ces lions n'est pas une musique qui me soit fort agréable. Les renards, les singes et autres animaux plus fins que farouches me feraient bien mieux passer le temps avec leurs sauts et leurs gambades... » Il se moque, il était railleur et bel écrivain. Mais Costar, le « gros archidiacre du Mans, » déplorable écrivain, Claude Cochin lui dessine et lui peint sa « trogne rabelaisienne » de la manière la plus gaie. Le XVIIe siècle de Claude Cochin ne ressemble guère à l'image qu'on en a le plus généralement faite et qui est fausse. Est-elle fausse? Mais oui : elle n'est pas vivante. Le XVIIe siècle de Claude Cochin : la vie même, et bien turbulente.

Son cardinal de Retz : un drôle. Et quelle figure à la fois déconcertante et attrayante! L'esprit le plus vif, une activité perpétuelle; et, en définitive, on ne sait pas ce que Retz a voulu, ce pourquoi Retz a dépensé tant de zèle et tant de génie. Son ambition, qui nous a dit où elle tendait? Et il échoue : mais où allait-il? C'est l'homme le plus bizarre qu'il y ait eu et à peu près indéchiffrable. Sa vie est scandaleuse très longtemps; la fin de sa vie, édifiante. Et l'on n'a point l'assurance que ses dernières vertus ne soient mêlées d'hypocrisie. Claude Cochin a retrouvé cent soixante-dix lettres inédites du cardinal, lettres latines, françaises ou italiennes, et d'autres documents précieux. Une quantité de petits problèmes sont ainsi résolus. Je ne dis pas que tous les problèmes soient résolus et que l'âme de Retz nous devienne toute visible. Mais, dans les papiers du cardinal d'Este, Claude Cochin découvrit les discours échangés, le 2 décembre 1654, en cérémonie, par Innocent X et Retz. Étonnante comédie, où Retz se déclare le plus heureux et le plus infortuné des hommes : « le plus heureux, parce que, sans l'ombre de mérite, il a été exalté au cardinalat par la seule bienveillance de Sa Sainteté; le plus infortuné, parce que, sans l'ombre de démérite, il est persécuté dans un royaume dont il n'a jamais procuré, Dieu le sait, que la paix et la tranquillité : *In un regno dove (e Dio l'sa) non ha procurato se non la pace e la tranquillità di quello.* » Retz, qui se vante de n'avoir donné à son pays que la paix et la tranquillité; Retz, cardinal, et qui, devant le Pape, ne craint pas de prendre à témoin d'une contre-vérité si impudente Dieu lui-même : un tel imposteur, s'il nous déroute, c'est par une extraordinaire facilité de mensonge. Il affirme, dans ses mémoires, qu'il a « une aversion mortelle à tout ce qui aurait la moindre apparence de girouetterie. » Or, les jansénistes comptaient sur lui et mettaient à sa disposition leur influence et de l'argent. Mais, à Rome, quand il s'agit de réussir son « accom-

modement, » il n'a point honte de se déclarer leur ennemi. Toute sa politique est une trahison subtile et continuelle. A son profit, sans doute; et il resterait seulement à deviner quelle sorte de profit l'aguichait. Claude Cochin, qui le connaissait mieux qu'on n'a pu encore le connaître, n'a pas eu le temps de conclure : il a donné les documents qu'on n'utilisera pas avec la science, la justesse et le talent qu'il avait.

Son érudition, qui est exacte et méticuleuse, a le mérite aussi d'une intelligente gaieté. D'autres érudits sont ennuyeux : comment font-ils? et comment fait-on pour ôter à l'intelligence la gaieté?...

Puis la terrible année arriva. Au printemps, Claude Cochin fut élu député de Bergues. Je ne suis pas sûr que la vie politique l'ait tenté : il aimait l'étude et les livres. Seulement, son père avait résolu de prendre quelque repos, après tant d'années accordées au bien public. M. Henry Cochin était à Bergues le sixième successeur de Lamartine; Claude Cochin fut le septième : il avait le goût de continuer. Après cela, il y eut la guerre.

Claude Cochin partit : « ses électeurs se battaient; il allait se battre comme eux. » Son devoir de député? Son devoir de soldat lui parut de qualité plus impérieuse. Il n'était point un homme que les sophismes séduisent. Mais, pour ne manquer à aucune de ses tâches, voici l' « arrangement » qu'il adopta, comme l'écrit son père en termes d'une simplicité adorable : « Par la bonne grâce de ses chefs, il avait pu conclure dès l'origine un arrangement suivant lequel se combinaient ses devoirs. Tant que sa division était en action à l'avant, aux tranchées ou dans les offensives, il ne la quittait pas. Dès qu'elle était ramenée au repos, il prenait sa permission et s'en allait à ses devoirs politiques. Ainsi, il n'y eut pas un danger auquel il se soit soustrait, et il n'y eut pas non plus d'intérêt public un peu grave qu'il ait négligé. » Le courage et le dévouement bien répartis et l'un et l'autre fixés tout juste aux heures où ils ont le plus à donner, c'est l'emploi du temps que régla pour son activité Claude Cochin.

Il a passé les cinq premiers mois de la guerre sans un jour de repos. Il était en Lorraine, devant Saint-Mihiel et fut de ceux qui s'avancèrent non loin de Metz. Puis son armée se replie. Mais, il est à la bataille de l'Ourcq. Il est dans les tranchées lorsque la guerre s'immobilise; et il subit, aux alentours de Soissons, la lenteur des jours, l'hiver. Au printemps, il est en Artois, à Carency, Ablain-Saint-Nazaire, au Cabaret Rouge, à Notre-Dame-de-Lorette. Il gagne son deuxième

galon, la croix de guerre. Ses lettres sont datées de Berry-au-Bac, de Moulin-sous-Touvent, de Fleury, de Craonne. Sa dernière citation, du mois de septembre 1918, montre que, du commencement à la fin de la guerre, il était là.

Ses pages de guerre sont extrêmement belles, et sont charmantes. Elles n'ont rien de forcé ou d'emphatique. On y sent la vérité d'une âme qui se montre avec assurance et modestie, n'ayant ni à se vanter ni à se dissimuler. Il n'est pas devenu à la guerre un autre homme. Il y accomplit sa besogne de soldat, qui n'est pas celle qu'il préfère : il l'accomplit d'autant mieux, avec toute sa volonté que ne guident pas ses préférences. Et il garde son grand amour de la nature et des arts. Ses notes de guerre sont d'un poète et d'un archéologue, naïvement.

En 1917, après la glorieuse et terrible affaire de Craonne, il se souvient de ce qu'était, la précédente année, ce paysage : « Le pays de Craonne était, en mai 1916, un pays d'idylle. Les troupes allemandes qui occupaient le plateau étaient composés de placides landwéhriens. L'humeur de nos soldats, tapis dans les fourrés de Beaumarais, n'était guère plus agressive. Toute haine cédait à l'invitation pacifique de la nature. Coupés de larges clairières, les taillis pleins de muguet s'étendaient dans un repos printanier depuis le bord de l'Aisne jusqu'aux premières maisons de Craonne, voisines de nos avant-postes... Beaumarais était délicieusement calme. Les plans directeurs donnaient eux-mêmes dans la fantaisie. Le bastion de Chevreux, aux verdures découpées comme des clefs d'instruments à cordes, avait reçu le nom de Bois en mandoline. Un boqueteau situé entre les lignes était baptisé Bonnet persan. Vraie mascarade champêtre, dans ce paysage fait à souhait pour le plaisir des yeux !... Il y avait une étable. Je me souviens de ma surprise lorsque je vis dans une masure, au plus épais de Beaumarais, deux vaches normandes, les pis gonflés de lait, ruminant à quelques centaines de mètres des lignes. C'était la grande paix au milieu d'animaux familiers. Sans les rafales rituelles des artilleurs, les soirées auraient été adorables... » Cette page est bien jolie et n'est émouvante que d'une façon furtive; elle l'est ainsi davantage; elle donne à imaginer, par le contraste, les horreurs de la guerre, offense au placide conseil de la nature. Mais l'écrivain ne s'attarde point à la tristesse de ce qu'il sait : sa rêverie est d'un instant et la rude besogne l'interrompra.

Comme il fait son devoir, il éprouve un étrange plaisir à constater quelquefois qu'il est le même et à relier, par le souvenir, les présents

jours au temps passé que l'amusaient l'art et la peinture. Au mois d'avril 1917, il est aux avancées de Verdun; son secteur joint la ferme des Chambrettes; la ruine et la désolation : « De loin en loin, une corvée, portant des planches, ou des hérissons de fil de fer, se détache sur le ciel balayé de nuages. Ils montent le ravin comme un calvaire. Et j'avais très nettement l'impression d'un Vendredi-Saint par de Groux. » C'est d'une étonnante justesse, on le devine; et l'image s'impose à l'esprit, par une allusion. L'image est visuelle et, pour ainsi parler, morale : les soldats au calvaire sont visibles et pathétiques. Ce même mois d'avril, et à la veille de quitter la région meusienne : « Hier soir, le soleil nous a donné pour fête d'adieu un crépuscule admirable. Comme intermède à ce spectacle, nous avons eu un bombardement soigné de la boucherie militaire, avec de gros 150 noirs qui tombaient avec une merveilleuse précision dans les murs de brique. Les nuages rouge-feu qui en sortaient me faisaient penser aux tableaux de van Dongen. » Voilà comme dure à la guerre et au danger l'amateur d'art ou l'artiste.

L'archéologue? Veuille-t-on lire, dans *les Dernières pages*, un court chapitre intitulé : « Les potiers d'Avocourt. » Le sous-sol de ce pays contient de l'argile et du sable excellents pour la poterie; et la forêt, qui n'est pas loin, s'élève sur des gisements de « gaize, » une espèce de grès vert que le chauffage vitrifie à la surface. Dès le règne de Domitien, ce pays devint le siège d'une cohorte appartenant à la 21e légion romaine. Des artisans créèrent des ateliers et, du Ier siècle au IIIe, produisirent une quantité de pots et de vases, « portant sur leur fine pâte rouge orange une ornementation exquise; » on a identifié cinq mille poinçons différents. Avant la guerre, les gens d'Avocourt vendaient aux marchés des environs leurs nouveaux chefs-d'œuvre, moins beaux, terrines, jattes, écuelles, cruches d'argile brute ou colorée de jaune vert ou brun. Dans le sol d'Avocourt, on trouvait, en creusant un peu, les vases romains. Et maintenant? Avocourt est un village mort; l'antiquité, comme la vie nouvelle, y est anéantie : « Les pièces fragiles sont pulvérisées dans le sol qui les protégeait depuis quinze siècles... La guerre semble rendre plus rapide la fuite des âges. Elle jette pêle-mêle dans le plus lointain passé Serenus, le meilleur potier d'Avocourt, avec les cloches d'argent que les bûcherons entendaient sonner dans les puits de la forêt de Hesse, l'histoire avec la légende... » A Corbeny, que la guerre a mis en décombres, Claude Cochin regrette l'abbaye de Saint-Marcoul, aux abords de laquelle le Roi touchait les écrouelles; et il donne un

souvenir à une commerçante gallo-romaine, qui avait dédié sa chapelle laraire à Mercure, « le meilleur des dieux, » et à la Fortune. Voilà les émois d'un archéologue.

Le bon soldat de la Grande Guerre demeurait tout ce qu'il était avant cela et demeurait chartiste. Un chartiste à la guerre ! Ainsi le voulut la destinée. Or, l'École des Chartes a fourni à la défense nationale un fort contingent de héros. L'un d'eux était Robert André-Michel, l'un des plus chers amis de Claude Cochin, qui, écrivant de lui et de sa mort, dit : « J'ai compris que l'amitié vraie n'était qu'un trésor inestimable de souffrances. » Robert André-Michel, la veille de Croüy, la veille de sa mort, écrivait : « Nous n'aurons pas vécu en vain, si nous pouvons donner notre vie pour la cause sacrée de la France. » A présent, l'on n'a plus envie de railler le chartiste « aux lourdes bésicles; » ces érudits, ces historiens ne sont pas restés à l'écart; Claude Cochin veut qu'on se rappelle les avoir vus dans la bataille tels qu'évidemment leurs disciplines de l'esprit composaient leurs disciplines morales. « La recherche de l'exactitude est une manifestation de l'esprit scientifique, » et la recherche de l'exactitude forme les caractères.

Claude Cochin, qui revendique, pour les chartistes, l'honneur, s'est, pendant la guerre, occupé de ce qu'aiment tant les chartistes : les archives. Elles étaient en péril; et il a de son mieux aidé à leur sauvetage. De deux façons : par ses écrits, très judicieux, en réclamant que l'on organisât ledit sauvetage; et par son entrain personnel. Au mois de février 1915, il écrit à son père : « Omont se rend à Soissons, pour sauver les manuscrits de Prémontré qui s'y trouvent. Je l'ai accompagné. Nous avons sauvé, non sans peine, une cinquantaine de beaux manuscrits sous une grêle d'obus, que le brave Omont a supportés sans sourciller. Nous avons empilé le tout dans des sacs à grain. L'opération était vraiment très amusante, pour un vieux chartiste... » M. Omont, qui est conservateur des manuscrits à la Bibliothèque nationale, faisait à la guerre, auprès de son camarade plus jeune, son paradoxal métier de conservateur dans l'effroyable dévastation.

La dernière année de la guerre, au mois de mars, Claude Cochin profita d'une courte permission pour accomplir, comme il l'entendait, son devoir de député. La Chambre discutait le budget; à propos des Beaux-Arts, il prononça un très important discours relatif aux dégâts de la guerre et aux moyens de les réparer. Monuments, musées, objets d'art, en si grand nombre, avaient subi de tels dommages

qu'une opinion découragée parut séduisante : pourquoi ne pas laisser les crimes de l'Allemagne visibles et les ruines en l'état où elles sont des témoignages, des avertissements et des souvenirs ?... Claude Cochin répondit : « Ne cédons pas à une sorte d'attrait malsain en nous laissant séduire par la beauté de certaines ruines de la guerre. Nous avons assez de sang dans les veines et d'énergie dans le cerveau pour ne pas nous complaire à cette imagerie romantique. Il faut regarder en face la tâche d'avenir, la tâche de reconstruction. » Son discours prononcé, Claude Cochin partit pour le front. Et il comptait reprendre plus tard son idée, la présenter encore à ses collègues avec une nouvelle insistance. Il est mort ; et l'on a retrouvé dans ses papiers les éléments du second discours qu'il avait préparé. Il disait : « Croyez-vous qu'ils soient satisfaits, les propriétaires de la Grande et de la Petite place d'Arras, si on vient leur dire : Nous considérons vos maisons comme des ruines artistiques ; allez-vous-en ! laissez-y nicher les oiseaux ; vous logerez ailleurs ! Ou encore le fermier de Quennevières, dans la ferme duquel ne subsistent que des pans de murs, ne vous dira-t-il pas qu'il vaut mieux encourager la culture ? Ce n'est pas rendre hommage aux morts qui ont sacrifié leur vie pour que renaisse dans toute sa gloire la terre de France, que de transformer en landes incultes et désertes les champs de bataille où ils ont versé leur sang... Jamais les paysages de France ne pourront être les témoins glacés et figés d'un âge révolu. Que la commission n'abuse pas du classement des ruines, comme monuments à conserver. Qu'elle prescrive des relevés, qu'elle organise des missions de dessinateurs, de peintres, d'architectes. Mais qu'elle ne s'oppose pas à ce que nous effacions, partout où cela se pourra, la cicatrice qui balafre la France ! » J'ai voulu citer cette page pour sa beauté, pour sa vérité : ce qu'il y a eu de défaite avant la victoire, la victoire l'a supprimé ; supprimez-en les signes détestables. Et cette page montre comme, en Claude Cochin, ce chartiste et fervent ami du passé, le souci de l'avenir est vif et sain, comme cet historien croyait à la durable continuité de la France et de son histoire.

Mais, en essayant d'analyser son caractère et sa pensée, son activité aussi, j'ai dû séparer ce qui, en lui, fut toujours à l'état de synthèse. Érudit, archéologue, artiste, soldat, chrétien fidèle et l'homme politique le plus attentif aux résolutions opportunes, il a donné à tout ce qu'il a fait toute son âme, variée à merveille et parfaitement réunie.

ANDRÉ BEAUNIER.

SAINT-SAËNS

Camille Saint-Saëns est mort. La musique française, et même tout simplement la musique, vient de perdre un grand défenseur de l'ordre, un gardien fidèle, incorruptible, des principes et des lois. Aucun maître n'a pris et soutenu plus longtemps, avec plus de vigueur et d'éclat, le parti de l'intelligence et de la raison.

On connaît le mot de Beethoven : « La musique est esprit et elle est âme. » Dans la pensée d'un Saint-Saëns et dans son œuvre, elle fut l'un encore plus que l'autre. Chez le grand artiste disparu, « les puissances de sentiment » n'étaient pas les plus fortes. Aussi bien il se défiait d'elles. Il l'avouait volontiers, que dis-je, il aimait à le déclarer très haut. Il craignait toujours, ce pur musicien, qu'on ne réduisît ou qu'on ne contestât, au nom de l'expression, de l'émotion, ce qu'un critique allemand appela jadis, à l'allemande, « l'intelligibilité et la souveraineté en soi de la musique pure. »

Il nous écrivait un jour : « *Cet art pour l'art*, dont vous ne voulez pas, c'est, qu'on le veuille ou non, la *forme*, aimée et cultivée pour elle-même... La recherche de l'expression, pour légitime et véritable qu'elle soit, est le germe de la décadence, qui commence du moment que la recherche de l'expression passe avant celui de la perfection de la forme... »

Et encore : « L'art est fait pour exprimer la *beauté et le caractère;* la sensibilité ne vient qu'après et l'art peut parfaitement s'en passer. »

Enfin : « J'ai dit et je ne cesserai de le redire, parce que c'est la vérité, que la musique, comme la peinture et la sculpture, existe par elle-même, en dehors de toute émotion... Plus la sensibilité se développe, plus la musique et les autres arts s'éloignent de l'art pur. »

Saint-Saëns eût souscrit volontiers à la formule d'Auguste Comte : « L'esprit doit toujours être le ministre du cœur et jamais son esclave. » Hâtons-nous d'ajouter que le cœur a créé, quoi qu'il en dît, quelques-unes des pages maîtresses du grand musicien. Le cœur autant que l'esprit n'inspire-t-il pas le touchant adieu de la reine Catherine à ses filles d'honneur, (dernier acte d'*Henri VIII*)? La sublime cantilène de Samson tournant la meule est la plainte la plus poignante que puisse arracher le repentir au « cœur contrit et humilié. » Sur le seuil de ce *Déluge*, admirable de composition et d'ordonnance, ne trouverait-on pas dans le chant de violon du prélude, je ne sais quoi d'affectueux, de tendre, et comme le pressentiment de la miséricorde et du pardon final? Relisez *la Lyre et la Harpe*. Le sujet n'est autre, on le sait, que l'antithèse, le débat entre les deux âges, ou les deux âmes de l'humanité, le paganisme et le christianisme, célébrés en strophes qui se répondent, par la lyre profane et la harpe sainte. La partition tout entière témoigne de la force, de l'éclat, de la variété que donne ici la musique, encore plus que la poésie, non seulement aux deux idées, mais aux deux sentiments qui se partagent l'œuvre. *Phryné*, qui n'est qu'un opéra-comique, çà et là presque une opérette, contient une page splendide, rayonnante, et qui répand autour d'elle un émoi sacré. La symphonie en *ut* mineur enfin, — la plus admirable de toutes les symphonies françaises et d'un certain nombre de symphonies étrangères, — en est aussi par moments, qui ne sont pas rares, la plus émouvante. C'est, au début de l'andante, l'attaque, ou plutôt l'entrée de l'orgue, sur une note unique, mais laquelle ! de quelle gravité, de quelle profondeur, de quelle résonance infinie! C'est l'éblouissante péroraison du finale, qu'on ne saurait mieux qualifier qu'en l'appelant une « gloire » sonore, à la condition de bien entendre et de sentir pleinement tout ce qui, dans ce mot de « gloire, » nous émeut et nous fait battre le cœur.

Pourtant l'intelligence l'emporte. Dans le génie qui vient de s'éteindre, il est juste d'accorder la première place à la maîtrise de l'esprit, celle dont le maître fut le plus jaloux. Et c'est par là peut-être que Saint-Saëns a mérité le mieux d'être appelé classique, le plus grand de nos classiques français. « Classique, » c'est bientôt dit, pour dire bien des choses. Un écrivain classique, nous apprend Sainte-Beuve, d'après Aulu-Gelle, c'était à Rome « un écrivain de valeur et de marque, un écrivain qui compte, qui a du bien au soleil et qui n'est pas confondu dans la foule des prolétaires. »

Au soleil, au clair soleil de France, nous ne saurions en ce peu de

lignes hâtives dénombrer les biens qu'un Saint-Saëns a possédés. Ses domaines furent de plus d'une sorte : vastes étendues, ou coins de terre agréables, riants, pittoresques, qu'il ne dédaignait point. Opéras; oratorios et cantates; poèmes symphoniques et symphonies; musique de chambre, de la sonate au concerto, pièces pour piano seul, il régna sur toutes les provinces du royaume des sons. *Samson* et la symphonie en *ut* mineur, ses deux chefs-d'œuvre, l'un de musique appliquée et l'autre de pure musique, se répondent et s'égalent. Mais de l'un à l'autre il a rempli tout l'espace, ou, comme disait Pascal, tout l'entre-deux. Par les œuvres dont il l'a rempli, oui, par celles-là même, un Saint-Saëns descend de la plus illustre lignée. Si, dans une certaine mesure, il participe du génie des immortels, d'un Bach, d'un Mozart, d'un Beethoven, c'est qu'il a reçu d'eux, sans les imiter, ce qu'ils ont d'universel, ce qui fait d'eux, au delà, au-dessus de leur époque et de leur race, les maîtres de tous les pays et de tous les temps.

Être classique, dirions-nous encore, avec un peu d'orgueil national, c'est une manière, et la meilleure, sans doute, d'être français. Le classicisme, (excusez l'affreux mot), nous apparaît en toute chose comme la forme supérieure et la plus vraiment nôtre de notre génie. Être classique, pour les gens de chez nous, c'est être doué, dans la littérature ou dans l'art, de certaines qualités que les écrivains et les artistes de notre grand siècle, — le dix-septième, — ont possédées à un degré éminent : la clarté, la mesure et l'unité, l'ordre et l'équilibre, enfin, en ces deux mots où l'éloge d'un Saint-Saëns nous ramène toujours, l'intelligence et la raison.

Quelqu'un a défini la musique : Une « architecture céleste qui se passe de ciment et que soutient seule la main de Dieu. » Sans peut-être y reconnaître cette main, c'est ainsi que la concevait et la construisait un Saint-Saëns. Mais encore une fois, si belle que fût en soi, rien qu'en soi, l'ordonnance de l'édifice, plus d'une de ses pierres chantait, et leur chant touchait notre âme. Oh ! sans jamais la troubler. Et c'est ainsi que notre poésie, la plus classique également, sait parfois nous émouvoir. Au premier acte de *Samson*, le jour va paraître, il paraît. La montée des ondes sonores accompagne, imite l'ascension des ondes de lumière, la clarté se répand avec l'harmonie, et cette aurore musicale, en quelques accords, très simples, évoque cette aurore poétique, en quelques mots, les plus simples aussi :

Et du temple déjà l'aube blanchit le faîte.

Sur les lèvres de Samson captif et pénitent expirent les dernières notes de son douloureux cantique. Sa voix n'éveille plus que celle d'un hautbois désolé. Peu à peu tout se tait. Au dehors la solitude, l'abandon se devine.

Et de Jérusalem l'herbe cache les murs.

Analogies tout extérieures et vaines, dira-t-on peut-être. Je vois là plutôt, à la gloire du musicien, des correspondances mystérieuses, mais profondes, et qui ne trompent pas.

Nous avons, — nous Français, — encore une autre manière d'être classiques : c'est d'avoir de l'esprit. Saint-Saëns en eut beaucoup. Relisez, pour vous en souvenir, mainte scène de *Phryné :* soit, au premier acte, l'inauguration du buste d'un Archonte. Dans l'ordre de la caricature ou de la satire politique, toujours actuelle, la musique ne saurait montrer plus de malice. Gardons-nous aussi d'oublier une œuvre familière, mais poétique et plaisante tour à tour, *le Carnaval des animaux.* Sans paroles, rien qu'en musique pure, Saint-Saëns est spirituel, à la façon de nos vieux clavecinistes et de notre Rameau. Il l'est dans ses œuvres légères, qui sont légion, pour le piano, pour l'orchestre, et pour les deux ensemble. Il l'est par la finesse du trait et la vivacité du ton, par la grâce imprévue et piquante d'une répartie sonore, d'une cadence, d'un rythme, d'une harmonie ou d'une modulation. Tout à l'heure il rappelait Racine. Ailleurs et plus souvent, s'il fait songer à Voltaire, encore une fois ce n'est pas là non plus une médiocre façon d'être classique et français.

Il est mort, chargé d'années et de gloire, ayant eu le rare bonheur de porter jusqu'à la fin le double fardeau, sans que rien en lui, ni l'esprit, ni le corps, ait faibli. Il est mort au soleil, au doux soleil de cette Algérie qu'il aimait et qu'il a chantée. Le dernier morceau de la *Suite algérienne* est une marche militaire, que tous les deux ensemble, quelquefois, autrefois, nous avons jouée. Alerte, pimpante, elle n'est pas de celles qui pouvaient se mêler aux autres pour mener son deuil. C'est dommage. Elle est tellement sienne, tellement nôtre ! Et qui sait ! De l'entendre sonner en son honneur, la petite marche française, l'ombre du grand musicien de France, loin de s'en offenser, eût peut-être souri.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

J'ai bien peur que, ni à Washington, ni à Londres, on ne se rende un compte exact du véritable état d'esprit de l'Allemagne. Le maquillage démocratique du Reich continue à tromper nos amis. A Berlin, le chancelier Wirth et ses ministres n'exercent aucune autorité réelle ; ce ne sont que des figurants de théâtre ; ils vont et viennent en avant de la scène, mais, derrière eux, tout l'attirail du vieil Empire demeure intact. Les grandes forces sociales, militaires, industrielles, financières, restent souveraines maîtresses de la politique. Les hommes qui dirigent vraiment les affaires ne cachent pas leur mépris pour le gouvernement de façade qu'ils conservent par calcul et par intérêt. Depuis la signature du Traité de Versailles, ils n'ont eu d'autre but que de soustraire l'Allemagne à ses engagements et de préparer sa revanche. Ils espèrent maintenant être à la veille du succès et ils ne prennent plus la peine de cacher leur jeu. L'Empereur déchu lui-même donne le signal du mouvement. Il soulève hardiment le couvercle de son tombeau et il reparaît le sourire aux lèvres. Il publie un livre pour essayer de démontrer qu'il n'a aucune responsabilité dans la guerre, et le Gouvernement allemand se charge de répandre à travers le monde cet ouvrage de haute fantaisie. Guillaume II va plus loin. Il écrit au maréchal Hindenburg qu'il s'est sacrifié à son pays : « Je ne me suis décidé à quitter l'Allemagne que sur votre représentation pressante et sur celle de mes conseillers, que c'était le seul moyen de procurer à notre peuple des conditions d'armistice plus favorables et d'éviter une guerre civile sanglante. » Et il répète audacieusement : « Il n'est plus douteux aujourd'hui que ce n'est pas l'Allemagne, mais la coalition ennemie, qui a préparé la guerre systématiquement et l'a provoquée intentionnellement. » A l'appui de cette extraordinaire affirmation, l'ancien Kaiser attribue à M. Sazo-

Copyright by Raymond Poincaré, 1922.

noff, ministre des Affaires étrangères de Russie en 1914, le propos suivant: « Les dispositions pacifiques de l'Empereur d'Allemagne sont la garantie que nous pourrons fixer nous-mêmes le moment des hostilités. » Quand M. Sazonoff aurait-il tenu ce langage ? Je ne sais. Ce que je puis affirmer, c'est que ces paroles sont en contradiction avec toutes celles que M. Viviani et moi, nous avons entendues, en 1914, de la bouche de M. Sazonoff; et MM. Léon Bourgeois, Briand, Millerand et autres, qui avaient vu, comme moi, M. Sazonoff, dès 1912, ont tous pu constater que, tout en différant d'opinion avec nous sur plusieurs questions, il était sincèrement attaché à la paix. Pour conclure, Guillaume II se plaint que les Alliés n'aient pas voulu soumettre à un tribunal international la question des responsabilités de la guerre et il nous laisse entendre que l'aveu consigné par le Reich dans le Traité de Versailles n'a aucune valeur.

Le presse allemande donne naturellement à cette lettre impériale une publicité retentissante, et le *Mainzer Tageblatt* nous révèle les premières conséquences pratiques de cette campagne de réhabilitation. L'article 231 du Traité de Versailles a, nous dit-on, extorqué à l'Allemagne une déclaration qui ne peut pas avoir plus de poids que la confession d'un malheureux condamné à la torture. M. Lloyd George n'a-t-il pas lui-même reconnu, le 20 décembre 1920, dans un discours public, que personne n'avait voulu la guerre, que tous les peuples y étaient tombés en trébuchant ou en glissant? Il est vrai que M. Lloyd George a, au contraire, soutenu à Londres, avant l'envoi de l'ultimatum, que l'Allemagne était coupable. Mais il n'en a pas moins, à une heure donnée, prêté l'appui de son éloquence à la thèse allemande, et c'est là, d'après le *Mainzer Tageblatt*, un éclair qui doit illuminer le monde. Pourquoi, dès lors, l'article 231 reste-t-il intangible comme le texte de la Bible ? Jusqu'ici, il n'y a guère eu que des voix isolées pour protester contre l'injuste verdict de Versailles; mais voici qu'il se crée, pour le reviser, un nouveau tribunal international, et ce tribunal se prépare, s'il vous plaît, à inviter les juges de Versailles, de Spa et de Londres à comparaître devant lui. La *Kölnische Zeitung* nous fournit des renseignements détaillés sur cette juridiction singulière. C'est, paraît-il, un Comité neutre, qualifié d'indépendant par les journaux allemands, qui s'est spontanément constitué et qui doit se réunir à Christiania dans les premiers jours de janvier, pour étudier, non seulement les origines de la guerre, mais la manière dont elle a été conduite et dont elle a pris fin. En d'autres termes, c'est le Traité de Versailles qu'il s'agit de détruire de la base au

sommet. On nous assure qu'un certain nombre d'hommes « éminents dans les domaines de l'éthique, de l'histoire et de la politique, » ont choisi, pour composer ce comité de revision, deux délégués dans chaque pays resté neutre au cours de la guerre. La liste de ces « hommes éminents » comprend, ajoute-t-on, les noms d'archevêques et d'évêques, de recteurs d'universités, d'anciens ministres, de parlementaires, de nobles et de socialistes, de magnats de la finance, principalement des pays neutres, mais aussi de professeurs d'histoire et de professeurs de droit international des États vainqueurs. Pour nous bien montrer l'esprit dont sont animées les personnes qui prennent cette initiative, on précise : « Cette idée émane d'intellectuels d'Angleterre, d'Amérique, de France et d'Italie, qui n'ont pu être convaincus que le Traité de Versailles est juste. » Impossible de dire plus clairement que c'est le bouleversement des conditions de la paix qu'on a en vue. Si l'on a trouvé, pour cette œuvre mauvaise, des complaisances ou des complicités dans les pays alliés, et notamment en France, il faut regretter qu'au lendemain d'un épouvantable conflit, où tous nos compatriotes ont si admirablement fait leur devoir, il puisse se produire de telles défaillances.

Des savants de Christiania se sont empressés, nous affirme-t-on, de répondre favorablement à l'appel qui leur était adressé. Des dispositions ont été prises immédiatement, sous les auspices du professeur Harris Aall, de l'université de Christiania, pour convoquer des professeurs d'histoire et de droit international, ou des hommes de lettres des pays scandinaves, de Hollande, de Suisse et d'Espagne. Bien mieux, un Comité s'est formé, composé du Président du Storting, du premier évêque de Norvège, et de maîtres des universités. Ce Comité s'est réuni au Palais du Parlement et a élu deux membres norvégiens du « Tribunal neutre. » Une autre liste a été établie en Suède. Il y figure un archevêque, des évêques, des professeurs de l'Université, des officiers supérieurs, des écrivains, des financiers, et le reste. Dans les Pays-Bas, même opération ; la propagande allemande ne chôme nulle part. Un comité s'est formé à la Haye sous la direction du chef des archives royales, et il se compose, d'après la presse germanique, d'anciens premiers ministres, de commandants d'armée, de juges de la Haute Cour, de rédacteurs en chef de grands journaux, tels que le *Nieuwe Courant* et le *Utrechtsch Dagblatt*. En Argentine, un autre comité est en préparation, avec des professeurs des universités de Buenos-Aires, de Cordova et de La Plata. Des projets analogues sont à l'étude pour le Chili et pour la Suisse. Le *Mainzer Tageblatt* prend

le ton le plus sérieux pour nous dire : « Ce mouvement a été spontané dans tous les pays et il n'a aucun caractère officiel. » Que les Gouvernements norvégien, suédois, néerlandais, argentin, chilien, suisse, ne se soient pas associés à cette entreprise, nous n'en doutons pas ; mais qu'elle soit le produit d'une génération spontanée, nous n'en croyons rien. Pour nous inspirer confiance en l'impartialité du tribunal, on affecte, il est vrai, de nous dire : « Des fonds assez considérables sont assurés, pour permettre des enquêtes approfondies, et on reçoit journellement de l'argent, surtout d'Amérique. En revanche, les sommes qui seraient versées par un membre des pays vaincus ne seraient pas acceptées. » Nous voilà tout à fait rassurés. Les fonds ne viendront pas directement des vaincus, mais il suffira qu'ils passent momentanément par d'autres mains pour être bien accueillis.

Que font les Alliés pour répondre à cette campagne allemande? Ils ont été d'accord, en 1919, non seulement pour rédiger, avant la signature du traité de paix, un exposé complet des responsabilités de l'Allemagne, mais pour demander à l'ennemi vaincu une reconnaissance expresse de sa culpabilité. Admettent-ils qu'aujourd'hui quelques personnages des pays neutres s'érigent en juges d'appel ou de cassation, pour effacer l'article 231 du traité? Allons-nous assister à ce spectacle inattendu, de la formation d'un jury international, dont les membres seraient recrutés par ceux qui sont restés les témoins muets de la guerre, et par ceux qui l'auraient perdue ? Et toutes les nations libres qui sont venues, les unes après les autres, lutter contre la domination allemande sont-elles aujourd'hui d'humeur à se laisser juger par des gens qui, à l'heure du péril, se sont croisé les bras? La France, certes, n'a rien à redouter des sentences de l'histoire. Mais il serait plaisant qu'à l'instigation de l'Allemagne, l'Entente prît aujourd'hui posture d'accusée devant un aréopage dont les membres condamnent, d'avance, les principes mêmes de la paix. Le piège est un peu grossier.

Il semble malheureusement qu'à Washington et à Londres, beaucoup de nos amis ignorent ce rapide réveil des plus détestables instincts germaniques. Les illusions, l'esprit de chimère, les fumées d'un vague idéalisme obscurcissent encore, devant ses observateurs lointains ou distraits, des réalités qui ne tarderont pas à devenir dangereuses. A Washington, après les grandes séances oratoires, les Commissions se sont mises au travail, et aussitôt s'est cruellement révélé l'effroyable vide de tout ce qui s'était fait jusque là. Les discours avaient été excellents, les résultats nuls. Une fois encore, les

dispositions de l'Amérique, commandées par ses intérêts, étaient telles que cet échec était inévitable, et la seule faute que nous ayons commise a été de nous bercer de folles espérances et de nous laisser aveugler, de nouveau, par la politique sentimentale. Dans une allocution qu'il adressait naguère à la jeunesse du Palais, M. Millerand disait : « Soyez réalistes, pour défendre votre idéal. » Nous avons un peu perdu de vue cet excellent conseil, et maintenant voici qu'en regardant les choses de près, nous sommes obligés de déchanter.

Nous avons, d'abord, été très flattés dans notre amour-propre d'être associés à l'accord du Pacifique ; et il eût été fâcheux, en effet, que nous en fussions exclus. C'est quelque chose d'être admis à causer, sur un pied d'égalité, avec les autres nations intéressées, des diverses questions qui pourraient, tôt ou tard, compromettre la paix aux antipodes. Mais d'ores et déjà, nous sommes avertis, par le Gouvernement américain lui-même, que cette entente ne constitue, pour aucun des États signataires, l'obligation d'intervenir par les armes en cas de conflit. Ce n'est qu'une promesse de conversation amicale. *Much ado about a little thing*. Heureux petit commencement, sans doute, et qui peut être suivi de conventions plus précises et plus fécondes ; mais, pour le moment, la France n'a guère de profits à en attendre. Sur quoi porte, en effet, la garantie un peu théorique que les Puissances se sont mutuellement accordée dans le Pacifique? Sur les îles seulement. Et je ne prétends pas que notre domaine insulaire soit négligeable. La Nouvelle Calédonie, Tahiti, les îles Marquises, les îles Touamotou, les îles Gambier, l'archipel Toubouaï, sont les anneaux d'une chaîne dont la solidité n'est pas indifférente au maintien de l'influence française. Mais nos possessions continentales en Asie sont autrement importantes pour nous que ces petites constellations de colonies éparses à travers l'Océan ; et l'accord du Pacifique passe sous silence le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. Si jamais nous y étions menacés, même par un des signataires de l'Entente, nous n'aurions pas le droit de nous prévaloir de cet acte pour réclamer la médiation ou l'arbitrage des deux autres Puissances. Si bien qu'à supposer une des quatre nations résolue, un beau jour, à nous attaquer, elle serait assurée, en ne menaçant pas nos îles et en venant bombarder Saïgon, de ne pas rompre l'accord. Avouons que nous voilà bien parés.

Nous n'en avons pas moins été amenés à faire de graves concessions sur notre programme naval. Nous avons accepté le chiffre de cent soixante-quinze mille tonnes pour notre proportion de tonnage

en *capital ships* ou unités de première classe, et cette décision nous fait tomber à un contingent de 1, 7, en face des *five, five, three*. Pendant la guerre, nous avions arrêté nos chantiers maritimes ; nous avions dû nous consacrer tout entiers à la fabrication de notre outillage terrestre ; nous avions renoncé à construire des vaisseaux de haut bord capables d'être mis en ligne. On a complètement oublié que nous avions pris ce parti dans l'intérêt de tous les Alliés. Notre infériorité, qui pouvait n'être que momentanée, devient définitive. Nous avions, du moins, le droit d'espérer qu'après ce sacrifice, nous ne serions plus taxés d'impérialisme par personne ; cette folle accusation s'est cependant renouvelée à propos des sous-marins. M. Balfour et lord Lee ont demandé, au nom de l'Angleterre, la suppression totale des submersibles. M. Briand a, au contraire, insisté par lettre adressée à M. Hughes, pour qu'il nous fût laissé des unités légères, torpilleurs, destroyers, sous-marins. Il n'en a pas fallu davantage pour que nous fussions soupçonnés par certains journaux anglais de méditer une guerre contre l'Angleterre. Comment ne serions-nous pas stupéfaits de voir des idées aussi insensées germer dans le cerveau de gens raisonnables ? Quels que soient, aujourd'hui ou demain, nos dissentiments avec l'Angleterre, nous croit-on sérieusement capables d'oublier la fraternité d'armes qui nous a procuré la victoire ? Et, si vraiment on suppose que nous ne reculerions pas devant cette félonie, s'imagine-t-on que nous serions assez dépourvus de sens commun pour essayer de lutter sur mer avec la plus grande Puissance navale du monde ?

Il est douloureux d'avoir à relever d'aussi énormes sottises. M. Albert Sarraut, appuyé de l'amiral de Bon, a clairement expliqué à la Conférence de Washington que, si nous avions cédé sur les gros navires, nous étions, en revanche, dans la nécessité d'assurer notre défensive par une flottille de sous-marins. Certes, l'Allemagne a fait des submersibles, pendant toute la durée de la guerre, un usage abominable, qui leur a laissé, aux États-Unis et en Angleterre, une détestable réputation. Des navires de commerce ont été coulés, des passagers inoffensifs, des vieillards, des femmes, des enfants, ont été engloutis dans les flots, des violations réitérées du droit des gens ont été commises, des attentats monstrueux dont l'histoire gardera toujours le souvenir exécré ont été constamment perpétrés. Tout cela est vrai, comme il est vrai que l'arsenic est à la fois un poison et un remède. Mais le sous-marin, qui peut aider la barbarie à accomplir des forfaits contre la civilisation, n'en est

pas moins, pour une nation comme la nôtre, qui a un très grand déploiement de côtes dans plusieurs continents, et qui va, par suite d'une décision internationale, manquer de grandes unités, la seule arme défensive qu'elle puisse utiliser.

Dans l'allocution que je rappelais tout à l'heure, le Président de la République s'est plaint discrètement de l'incompréhension dont la France est parfois victime. M. Briand avait essayé d'ouvrir les yeux aux délégués qui siègent à la Conférence de Washington ; il est allé à Londres avec le désir d'y tenter la même opération. Il est parti fortifié par un double vote de confiance du Sénat. Une première fois, il avait sollicité et obtenu de la Haute Assemblée l'approbation des déclarations qu'il avait faites en Amérique et personne assurément ne pouvait rien trouver à redire à la belle plaidoirie qu'il avait prononcée pour la France. Dans le second débat, c'était sur une interpellation de M. Héry et à propos de l'ambassade du Vatican, qu'il était appelé à poser, de nouveau, la question de cabinet. Il a justifié l'envoi de M. Jonnart à Rome dans une série de discours qui compteront parmi ses meilleurs. Il a énuméré les raisons de haute politique internationale qui militaient en faveur du rétablissement de l'ambassade, traditions françaises en Orient, utilité d'une présence continue dans un poste diplomatique de première importance, avantage de nous y trouver auprès des jeunes nations qui viennent d'éclore et qui peuvent désirer nos conseils, certitude de donner une satisfaction au désir de la grande majorité des populations alsaciennes et lorraines. M. Briand a ajouté qu'il ne serait rien modifié à aucune de nos lois intérieures, et il a accepté un ordre du jour qui précisait cette pensée. Plusieurs orateurs de la gauche démocratique du Sénat, MM. Héry, François Albert, Doumergue, Renoult, Victor Bérard, ont cependant combattu, avec une grande vivacité, la thèse du Président du Conseil et exprimé des inquiétudes qui ne se seraient, sans doute, pas fait jour, si le débat avait eu lieu, en mars ou avril 1920, lorsque le projet a été déposé. Même après le vote de confiance, obtenu avec une majorité qu'il était aisé de prévoir, la question s'est représentée devant la Commission des finances et a réveillé les mêmes passions. Maintenant que le vote est acquis, il serait désirable que le calme se rétablît et que la France ne se désunît pas à l'instant où elle va avoir à résoudre les problèmes les plus formidables et où elle a, plus que jamais, besoin du concours de tous les bons citoyens.

M. Briand s'est vite trouvé, à Londres, devant un plan prémédité

de Conférence internationale et il a aisément compris le danger d'y voir noyer les quelques questions urgentes et précises qui sont vitales pour notre pays. Il a donc tâché de se mettre, avant tout, d'accord avec l'Angleterre sur un certain nombre de points essentiels. Il était, d'abord, indispensable de dissiper le malentendu causé par les accords d'Angora. Dès avant le départ de M. Briand pour Londres, s'était produite une détente. L'Angleterre était elle-même arrivée peu à peu à la conviction qu'elle avait intérêt à faire la paix avec les Turcs et que jamais l'assemblée d'Angora n'accepterait le Traité de Sèvres. Les nouvelles des Indes ne sont pas assez bonnes pour que le cabinet britannique cherche à prolonger en Asie-Mineure un état de choses incertain et précaire. L'Angleterre ne pouvait pas, d'autre part, ne pas reconnaître que le Traité d'Angora ne nous apportait, en dehors de la suspension des hostilités, aucun avantage par rapport au Traité de Sèvres et qu'il nous imposait, au contraire, de pénibles sacrifices.

Elle était donc arrivée peu à peu à des idées plus conciliantes. Sans doute, il reste toujours quelques Anglais qui croient que tout l'Orient doit leur appartenir, en vertu d'un droit d'aînesse qu'ils s'attribuent assez arbitrairement, et aussi en raison des efforts qu'ils ont faits, en Asie-Mineure, pendant la guerre. Peut-être oublient-ils que, si nous avons envoyé moins de troupes qu'eux en Palestine et en Syrie, c'est parce que, dans l'intérêt commun, nous en gardions davantage sur le front occidental. Mais, à Gallipoli, nous nous sommes assez largement associés, je pense, à une entreprise dont nous n'avions pas eu l'initiative; et à Salonique, c'est nous qui avons supporté le poids principal des opérations, ce sont nos généraux qui ont commandé en chef, et c'est le maréchal Franchet d'Esperey qui a finalement obtenu la rupture et déterminé les premiers armistices. Les Turcs ont été aussi bien vaincus dans la péninsule balkanique qu'en Asie-Mineure et l'armée française a, pour une grande part, contribué à leur défaite. Mais je ne veux pas m'attarder à des querelles de ce genre. Chacun des Alliés a rempli, à sa place, le devoir qui lui incombait; chacun s'est battu de son mieux pour la cause commune ; lorsqu'un soldat de l'armée d'Orient tombait dans les champs de Macédoine, sa mort hâtait la libération de l'Alsace et de la Lorraine; lorsqu'un poilu mourait à Verdun ou dans les Flandres, il facilitait l'action des Anglais en Orient.

L'affaire d'Angora une fois écartée et, sinon arrangée, du moins débarrassée de son venin, se présentait la question qui, pour la

France, domine, à l'heure présente, toutes les autres, celle des réparations. Elle a été trop rétrécie, depuis quelques mois, dans les discussions diverses auxquelles se sont livrés les journaux des pays alliés. Modifiera-t-on, ou non, le projet de répartition du 13 août? L'Allemagne fera-t-elle face aux échéances de janvier et de février, ou bien demandera-t-elle un moratorium? Ce sont là, je n'en disconviens pas, des points d'interrogation qui doivent retenir notre attention la plus sérieuse; il y a cependant un sujet, bien autrement grave, que nous avons à examiner : quelle est aujourd'hui, quelle sera demain, en matière de réparations, notre politique vis-à-vis de l'Allemagne? Voulons-nous assurer l'application du Traité de Versailles, en le fortifiant, au besoin, par les garanties nécessaires? Voulons-nous, au contraire, tourner définitivement le dos à ce traité et nous jeter dans l'aventure de négociations nouvelles? Depuis deux ans, nous hésitons, nous louvoyons, nous tergiversons. Un jour, on nous propose le forfait; le lendemain, on revient à l'évaluation des dommages. Un jour, on annonce qu'on est las de la mauvaise volonté allemande; on va lui mettre la main au collet; on mobilise une classe, on est prêt à entrer dans la Ruhr; le lendemain, on envoie à l'Allemagne un état de paiements qui contient des concessions multiples et on la somme de l'accepter. Elle l'accepte. On démobilise, on s'arrête à l'entrée de la Ruhr, on renonce même aux sanctions économiques. Pendant ce temps-là, l'inquiétude grandit en France. Sera-t-on jamais payé? Que faire? Faudra-t-il recourir à la force? Et alors les conseillers de faiblesse se remettent en mouvement : « Non! Plus de violence! Nous avons assez chèrement acheté la paix; nous ne voulons pas recommencer la guerre; nous n'entendons pas qu'on mobilise de nouveau une seule classe. » Épouvantails ridicules, car, aujourd'hui, pour faire plier l'Allemagne, nous n'avons besoin, ni de guerre, ni de mobilisation. M. Briand a dit lui-même, un jour récent, que, pour le moment, nous étions maîtres, si nous le voulions, d'entreprendre, sans coup férir, une promenade militaire à travers l'Allemagne. Cette supériorité ne durera pas. Mais elle est encore intacte, et l'Allemagne le sait. Nous n'avons donc qu'à vouloir pour être obéis. Mais voulons-nous?

Nous, oui, j'aime à le croire. Nos Alliés, c'est malheureusement autre chose. Ils croient que nous avons un goût fâcheux pour la politique du coup de bâton et, surtout, ils redoutent que les mesures auxquelles nous pourrions recourir ne retardent le relèvement économique de l'Allemagne. L'Angleterre se rend très bien compte de l'in-

térêt capital qu'a la France à être indemnisée de ses dommages et ce n'est pas de parti pris qu'elle s'oppose à la réalisation de nos vœux; elle a, au contraire, le désir sincère de nous aider. Mais la terrible crise de chômage à laquelle elle est en proie la précipite dans la recherche des remèdes empiriques. Elle a chez elle une remuante équipe d'économistes et de financiers, qui ont conçu l'ambition de ramener l'ordre dans le monde bouleversé. Les uns croient avoir la science infuse et, du haut de leur chaire, donnent des leçons à tous ceux qui, dans les autres pays, ne s'inclinent pas devant leurs oracles; les autres ont l'habitude de brasser les idées comme des affaires, de les lancer comme des spéculations et de les abandonner, dès qu'ils voient qu'elles ne produisent rien. La plupart de ces gens, obsédés par le mal immédiat, ne cherchent qu'un résultat, relever le mark, de façon à enrayer la concurrence des exportations allemandes et à rouvrir les marchés du Reich aux marchandises anglaises. Pour eux, ne nous le dissimulons pas, nous ne sommes plus que des gêneurs. Pourquoi sommes-nous si exigeants? Que n'offrons-nous une diminution de notre créance? Que n'aidons-nous l'Allemagne à se relever? Que ne lui tendons-nous la main? Comment ne comprenons-nous pas que, si elle tombe, l'Europe entière ressentira le contre-coup de la catastrophe? Et peu à peu, nous sommes ainsi conduits, après tant de concessions faites, à discuter encore des concessions nouvelles; et nous avons à opter, définitivement peut-être, entre les sanctions et l'indulgence, comme si la seconde ne devait pas devenir de plus en plus dangereuse, comme si les premières ne risquaient pas d'être de plus en plus difficiles à imposer.

Il est pourtant, au moins, une sanction qui ne coûterait pas le plus petit effort. Elle n'aurait pas, peut-être, la valeur d'un gage très productif; mais elle serait un sérieux moyen de coercition. Elle consisterait simplement à prévenir l'Allemagne que les délais d'évacuation des territoires occupés ne courent pas, puisque les obligations contractées par le Reich n'ont pas été remplies. Après la Conférence de Paris, M. Briand avait expressément déclaré aux Commissions parlementaires qu'il était d'accord, à cet endroit, avec nos alliés. Mais, jusqu'ici, cet accord ne s'est traduit par aucun écrit, ni même par aucune parole du Gouvernement britannique. Il semble, tout au contraire, que le désir d'abandonner le plus tôt possible la rive gauche se soit insinué dans l'esprit de nos alliés et que, sous prétexte d'alléger les charges de l'Allemagne et de lui donner un témoignage de confiance, assurément bien mérité, ils aient tendance

à ne pas même conserver, jusqu'aux dates fixées par le Traité, les garanties territoriales. M. Jacques Bainville a remarqué, avec son habituelle finesse, qu'il y avait là, chez certains Anglais, comme un ressouvenir de ce qui s'était passé en 1818, trois ans après Waterloo, au moment du Congrès d'Aix-la-Chapelle.

A cette époque, l'Angleterre a conseillé aux Puissances de ne réclamer à la France, sur sa dette de guerre, qu'un dernier versement, de la libérer du surplus, de l'admettre dans la Sainte-Alliance et d'évacuer son territoire. Dans un pays de tradition comme la Grande-Bretagne, il n'est pas impossible, en effet, qu'un précédent de ce genre, si lointain qu'il soit, exerce sur les imaginations une influence persistante.

Il n'y a cependant aucune comparaison à établir entre les deux situations. Louis XVIII était, par tempérament et par nécessité, un souverain pacifique. L'occupation de la France par les armées étrangères n'avait pas été, du reste, stipulée seulement pour la sûreté de l'Europe, mais aussi pour celle des Bourbons; et, à Aix-la-Chapelle, Richelieu avait soutenu que l'armée française, réorganisée par Gouvion Saint-Cyr, suffisait à la sauvegarde de la monarchie. Au surplus, en 1818, la plus grosse part de la dette française était payée. Il n'y a donc aucun exemple à tirer d'une mesure qui se justifiait par des considérations dont aucune ne s'adapte aux événements actuels. L'occupation prévue par le Traité de Versailles a déjà le grave inconvénient de cesser longtemps avant que l'Allemagne se soit entièrement acquittée. Le droit, qui est reconnu aux Alliés, de rentrer sur la rive gauche du Rhin, si, après l'évacuation, l'Allemagne se dérobe à ses engagements, est d'un exercice très difficile. Lorsque nous en userons, il nous donnera figure d'agresseurs; il exigera de délicates délibérations entre Alliés; il nous contraindra à modifier toutes nos dispositions militaires; il risquera d'inquiéter l'opinion en France et dans le monde entier. Reprendre un gage dont on s'est dessaisi, c'est une opération hasardeuse. La prudence la plus élémentaire nous commande de tout faire pour l'éviter.

Ni sur ce point, ni sur aucun autre, les conversations de Londres n'ont abouti à des conclusions précises. Tout au plus peut-on dire qu'elles ont réussi à écarter provisoirement certaines inquiétudes. Il avait été dit, à la suite d'un des derniers discours de M. Churchill, que l'Angleterre se proposait de nous entraîner dans une entente tripartite avec l'Allemagne, établie sur le modèle de l'accord du Pacifique. Si cette idée a été envisagée, elle est abandonnée. Mais il reste que

nos alliés persistent à considérer l'organisation d'une solidarité économique internationale comme la condition primordiale de l'amélioration de leur propre sort et qu'ils mettent ce dessein, à la fois grandiose et obscur, au premier rang de leurs préoccupations. Le projet théâtral d'une grande Conférence ou même d'un Congrès, où seraient représentés tous les États de l'Europe, y compris, sans doute, l'Allemagne, continue à hanter les esprits. Dans ces vastes assises, tout serait remis en question. Les changes, les émissions de papier, les réparations, le Traité de Versailles, l'avenir du monde, les sujets les plus variés, enchaînés les uns aux autres, se dérouleraient devant les Congressistes. Cette fois, ce serait bien l'éclatant triomphe de ce que je me suis permis d'appeler la diplomatie du cinéma. Que gagnerait la France à cette manifestation tapageuse ? Rien. Qu'y pourrait-elle perdre ? Tout. Qu'y perdrait l'Allemagne ? Rien. Qu'y pourrait-elle gagner ? Tout.

M. Briand a clairement vu le péril et il a essayé d'y échapper. Il a voulu prendre ses précautions avant de s'engager dans cette aventure. Mais comment être sûr de ne pas tomber, lorsqu'on commence à mettre les pieds sur un sol glissant ? Demander que la Conférence ne modifie aucun des droits que la France tient, soit du Traité, soit de l'état de paiements, rien de mieux. Mais qui empêchera les délégués réunis de toucher à tout et de remanier tout ? Qui préviendra les intrigues ? Qui a la certitude de pouvoir déjouer les manœuvres allemandes ?

Nous avons, par bonheur, quelques instants de répit avant d'arriver au bord du précipice. Une étape nous est offerte, sur la Côte d'Azur, dans la charmante ville de Cannes, et le Conseil suprême, qui ne veut pas mourir, même de langueur, va soigner sous le ciel méditerranéen sa santé chancelante. S'il entreprend de préparer l'ordre du jour d'un Congrès universel, il est à craindre qu'il ne s'égare dans le pays des chimères. Il serait mieux inspiré, certes, si, en l'absence des reporters et des photographes, il s'appliquait simplement, sans discours et sans bruit, à faire exécuter les traités et à réaliser la victoire.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

rité
de
à la
ons.
, où
ute,
ses,
ier,
jets
vant
e ce
gne-
ait-
ait-

Il a
re.
e à
ne
de
ués
les
lle-

'ar-
ôte
qui
di-
du
le
des
is-
re.

SUPPLÉMENT A LA *REVUE DES DEUX MONDES*
DU 1er JANVIER 1922

DISCOURS PRONONCÉS AU DINER DE LA REVUE DES DEUX MONDES

Le lundi 12 décembre, à l'Union Interalliée, la Revue *offrait un diner à ses collaborateurs. De nombreuses personnalités du monde des lettres et des arts, de la diplomatie et de l'armée, s'étaient jointes à la rédaction de la* Revue. *Le Président de la République s'était fait représenter. MM. Paul Bourget, G. Hanotaux, de l'Académie française, et Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique, ont prononcé des discours dont nous sommes heureux de publier le texte.*

M. PAUL BOURGET

de l'Académie française

Mon cher directeur et ami,

Permettez à l'un des plus anciens collaborateurs de la *Revue* de lever son verre en votre honneur, au nom des écrivains plus particulièrement voués à la pure littérature, que vous avez su ou conserver, ou recruter autour de vous.

C'est en 1873 que j'ai porté mon premier article, sous les auspices de l'excellent M. Saint-René Taillandier, aux bureaux de la rue Bonaparte, où logeait alors la *Revue*. François Buloz vivait encore. Je revois, à cette minute, la haute taille, la carrure puissante, le masque autoritaire de ce rude meneur d'hommes, dont les moindres gestes dénonçaient l'énergie. Depuis plus de trente ans, il dirigeait cette *Revue*, ne respirant, n'existant que pour elle, uniquement, passionnément.

Vous vous rappelez l'anecdote que Cherbuliez aimait à raconter. Buloz et lui, se promenant en Savoie par une belle après-midi d'été : « Ah ! dit Buloz au romancier en lui montrant un banc de gazon dans l'ombre d'un bouquet de grands arbres, comme on serait bien là pour corriger des épreuves ! » C'est le pendant de la pomme de Newton et de son mot : « En y pensant toujours ! » Aussi, quelle œuvre ! A feuilleter les numéros de la *Revue*, c'est toute la littérature française du XIXe siècle qui se rencontre dans ces pages, — ou presque toute : George Sand et Sainte-Beuve, Hugo, Lamartine et Musset, Stendhal, Vigny, Mérimée, — je cite au hasard, — Taine, Renan, Feuillet, Baudelaire, Sully Prudhomme. J'allais oublier Balzac, lequel, il est vrai, ne fit qu'y passer. Buloz et lui s'étaient brouillés avec éclat. Vous venez, mon cher Doumic, de les réconcilier en faisant rentrer dans la vieille maison, avec les lettres à la *Dilecta*, le génial romancier du *Lys dans la Vallée*.

Si ce fervent et infatigable Buloz avait pu se choisir un successeur selon son rêve, c'est vous sans aucun doute qu'il aurait appelé à continuer sa tâche. Cette passion qui l'animait pour sa *Revue*, nous la constatons en vous tous les jours, nous, vos collaborateurs d'à présent. Brunetière avec son ardeur combative, Francis Charmes avec sa judicieuse fermeté, avaient réussi à lui faire traverser les années difficiles, celles où le succès obtenu risque de se détruire par sa propre durée. Vous avez pris, vous, la direction, dans une période plus difficile encore, en pleine guerre, et quand tout semblait devoir manquer, les écrivains pour écrire, les lecteurs pour lire, jusqu'aux ouvriers pour composer, et au papier pour imprimer les livraisons. Et voici que jamais les abonnements n'ont été plus nombreux, jamais plus vif l'intérêt du public, jamais la *Revue* plus vivante. Mais aussi quelle assiduité dans votre labeur ! Quelle entente de ce qu'il faut demander à celui-ci, à celui-là ! Quel accueil aux talents nouveaux ! — n'est-ce pas, Jérôme et Jean Tharaud ? Quel don absolu, complet, de toutes vos heures ! Aussi, quand vous montez l'escalier de l'hôtel de la rue de l'Université, qui a remplacé la maison de la rue Bonaparte, avez-vous le droit de dire comme jadis Bersot parlant de son École Normale, après la guerre de 1870 : « Il y a là un coin de France qui va bien. »

Oui, un coin de France, — la formule n'est pas prétentieuse. Elle traduit une simple vérité : les grandes publications périodiques importent aux Lettres, et les Lettres importent au pays. La puissance d'une nation n'est pas faite seulement de ses forces économiques et militaires, ni même de ses forces industrielles et scientifiques. La

littérature est une des conditions, d'abord de sa vie intérieure, dont le *tonus* s'exalte ou s'abaisse avec la pensée de ses écrivains ; puis de sa vie extérieure, dont le rayonnement est dû à cette pensée. Maintenant plus que jamais, cette propagande intellectuelle est urgente. La défense de notre génie national n'est pas un devoir moins sacré que celle du territoire. Mais comment les susciter, ces défenseurs de la pensée française? Comment leur assurer le contact avec le public, si malaisé quand le nom de l'auteur est inconnu? C'est ici que les Revues ont un rôle à jouer, incomparable. Un volume signé de cet inconnu aurait cent lecteurs. La Revue lui en donne aussitôt vingt mille, trente mille, cinquante mille. L'auteur connu voit également son public, ou s'agrandir, ou se confirmer, et quand cette Revue est une maison presque séculaire et qui porte en elle une tradition, tous deux, le débutant et le vétéran, se sentent, en écrivant, regardés et jugés par les aînés. Ces grandes mémoires leur commandent de les continuer ou du moins de l'essayer.

Voilà de bien graves paroles pour un toast prononcé à la fin d'un banquet intime. Ces messieurs et vous, mon cher directeur et ami, ne me les reprocherez pas. Vous y reconnaîtrez l'expression de deux sentiments que nous portons tous au cœur : le fervent amour des lettres, et le culte de la Patrie. Où les affirmerait-on plus légitimement qu'entre fidèles d'une Revue, dont le service de ces deux nobles causes a toujours été la profonde raison d'être ?

M. GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie française

Messieurs, et, permettez-moi de dire, chers amis,

Je préfère ne pas compter, mais il me semble bien qu'il y a quelque trente-cinq ans que j'ai franchi, pour la première fois, un manuscrit à la main, le seuil de la maison de la *Revue*. L'ombre de Buloz rendait ce passage très frais pour un débutant. Brunetière gardait l'entrée. Je mourais de peur... et je fus admirablement accueilli. Après quarante ans, j'ai encore peur quand je franchis le seuil de la vieille maison; car je sais ce qu'elle est en droit d'exiger de nous; mais je suis toujours si cordialement accueilli ! C'est donc à titre de très ancien rédacteur que je prends la parole aujourd'hui.

M. Doumic, qui est un chef, un patron, m'a dit : « Il faut parler. » Et il a ajouté : « Parlez-nous de l'histoire, de la politique, de la diplo-

matie pendant la guerre. » Que cela!... Bon, si j'avais son art de résumer toute une question en quarante lignes, comme il le fait chaque quinzaine sur la première page de la couverture saumon! Mais comment faire, quand il s'agit d'un tel sujet et d'un tel auditoire?

Je dirai donc, tout simplement et en deux mots, que, dans cette crise inouïe de la Grande Guerre, la *Revue des Deux Mondes* a été digne de son nom, qu'elle a été réellement la Revue des deux continents et de la terre entière.

La lutte était universelle; si l'une ou l'autre des parties du monde eût manqué à son devoir, la cause était perdue, la civilisation et la liberté périssaient d'une même ruine. Or, les deux mondes se sont levés, l'ancien et le nouveau, et il n'est pas douteux que la propagande qui les a jetés et unis dans la lutte ait été menée surtout par la pensée française.

Qui pouvait exprimer cette pensée au loin et avec autorité? Comment se traduirait-elle, comment s'exporterait-elle, comment dominerait-elle le bruit de la propagande adverse? Paris menacé, les hommes dans les camps, les femmes dans les hôpitaux, la vie publique et particulière bouleversée... Nous avons vécu ces temps; plus de domicile, plus de lendemain : où et comment écrire, composer, publier, se faire lire, se faire entendre? Ni papier, ni imprimeurs, ni lecteurs... Or, au milieu de ce désordre immense qui ne laissait intacte que l'âme du pays, la *Revue* continua à remplir toute sa tâche, en se tenant, si j'ose dire, *collée* à cette âme.

Ainsi, elle restait une digne héritière de ses traditions et de son passé. Elle était patriote en 1914 comme Buloz l'avait été en 1870, intelligemment, assidûment, fortement. De même que ces gens du XVIe siècle, qu'on appelait les « bons François, » elle n'avait qu'à rester elle-même, en se tenant, les yeux fermés, les bras serrés, attachée au grand mât de la patrie.

Francis Charmes, qui est comme présent ici, René Doumic qui saisit après lui le drapeau, et leur fidèle collaborateur Joseph Bertrand, se multipliaient dans toutes les besognes, les plus hautes et les plus astreignantes, tandis que ceux des collaborateurs que leur âge tenait éloignés des armées, venaient apporter à la *Revue* les *vestigia flammæ*, leur seule offrande possible au milieu de l'immense holocauste.

Quelles journées et quelles nuits! Il fallait méditer, écrire, combattre dans le bruit des armes, avec le canon tonnant sur les têtes, moins terrible encore que les coups dont, pendant cinq ans, les « communiqués » alternés martelaient nos cœurs!

L'histoire, la politique, la diplomatie... mais elles frappaient à nos portes et c'est elles qui les secouaient si terriblement! Comment aurions-nous vécu d'autre chose? Même les œuvres d'imagination, même la poésie, même l'esprit, même l'humour, tout était histoire, politique, par le simple fait que l'on vivait. Ce Bourget, ce Loti, ce Boutroux, ce Barrès, ce Donnay, et Mme de Noailles, et Mme de Régnier, mais ils ont été les meilleurs diplomates de la France! Vos imperturbables numéros, sonnant la cloche de la France au monde tous les quinze jours, ont continué à la faire aimer, à la faire admirer, à ne pas la laisser une minute, ni oublier, ni dépriser. Nos penseurs, nos écrivains, nos poètes ont établi régulièrement et périodiquement que, pendant que nos enfants se battaient, ni l'âme, ni l'esprit de la France n'avaient éprouvé nulle défaillance.

Ainsi, toute notre vieille histoire respira autour de nous, tous nos demi-dieux se penchèrent sur nous, tous nos grands capitaines combattaient près de nos chefs : ils étaient au Grand Couronné, aux deux Marnes, à Verdun; ils passaient la revue au défilé de l'Arc de Triomphe.

Voilà les recrues que la *Revue des Deux Mondes*, luttant coude à coude avec les autres Revues et avec l'admirable presse de Paris, ont appelées à la rescousse, tant qu'a duré cette guerre où les morts eux-mêmes combattaient... Et, à l'heure de la paix, je veux croire que ni Richelieu, ni Mazarin, ni Talleyrand ne s'étaient absentés : l'avenir jugera cela plus équitablement.

Je voudrais pouvoir énumérer tous ceux qui ont travaillé avec vous en ces heures sombres que la victoire a soudain illuminées. La liste serait longue. Je dirai seulement, pour rappeler cette union de l'action et de la pensée, que Raymond Poincaré, tout fumant encore de la lutte, est venu dans cette maison, pour y achever la paix par cette « création continue » qu'il a, dès le premier jour, si ardemment réclamée. L'ancien et illustre Président s'est mis à son rang dans l'équipe. Et cela, c'est encore de l'histoire.

René Doumic! Après Francis Charmes, vous avez été notre maître et notre guide; vous avez regroupé le bataillon et tenu ferme la hampe : vous avez été solide et fin, énergique et nuancé, optimiste aux mauvais jours, modéré aux heures prospères, bon combattant, bon victorieux, digne de la *Revue*, digne de la France. Nous vous saluons comme un chef et, si le mot paraît un peu rude à votre amitié et à votre modestie, nous vous aimons comme un ami.

***

Se levant à son tour, le directeur de la *Revue* a exposé l'objet de cette réunion, destinée à remercier les collaborateurs qui lui ont, avec un inlassable dévouement, prêté leur concours pendant la guerre et pendant la période à peine moins difficile qui a suivi. A Francis Charmes revient l'honneur que, même en août et septembre 1914, la *Revue* n'ait jamais cessé de paraître : il ne manque pas un numéro à sa collection. Pendant la guerre, la *Revue* s'est efforcée d'assurer la continuité de la pensée française. Aujourd'hui, elle a pour rôle de maintenir en France cette haute culture dont le ministre de l'Instruction publique a pris la cause en mains avec une vigueur dont lui savent gré tous les lettrés, et pour laquelle des écrivains, tels que M. Maurice Barrès, font, ici même, si noblement campagne. Elle espère y réussir en restant fidèle aux traditions de large curiosité, d'indépendance vis à vis des écoles et des partis, de courtoisie, de mesure et de goût, qui ont fait d'elle une exacte représentation de l'esprit français et une force nationale.

***

M. LÉON BÉRARD

ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts

Messieurs,

On demande qu'une voix de l'extérieur se fasse entendre. J'accepte d'être, — pour un moment très court, — cette voix. Je ne me suis pas levé pour ajouter un discours à tous ceux que la rigueur de la saison parlementaire m'a contraint de prononcer depuis quarante huit heures. Je ne veux que remercier M. René Doumic des paroles d'indulgente sympathie qu'il m'a adressées et de ce qu'il a bien voulu me convier à cette fête littéraire.

J'avoue que je n'ai pas songé, avant d'accepter son invitation, à m'informer des précédents. Les précédents, menue monnaie de la tradition par quoi la puissance publique peut répondre « non » avec politesse ou ajouter du prix à ce qu'elle accorde ; les précédents, il est bien rare qu'il convienne à un ministre de les négliger par principe, même s'il ne s'agit que de dîner en ville. Cette fois, pourtant, il m'a semblé que la chose allait de soi. La *Revue des Deux Mondes* et le

ministère de l'Instruction publique! J'ai pensé qu'un statut non écrit, et d'autant plus certain par là-même, régissait les rapports des deux institutions et que ces rapports dérivaient de la nature des choses. Et je me suis rendu, avec grand plaisir et avec un empressement naturel, à l'invitation de M. René Doumic.

Un ministre de l'Instruction publique ne trouverait-il pas sous quelques-unes des grandes rubriques de la *Revue*, de bons préceptes, de bons exemples, de bons modèles à suivre dans ses propres rubriques, je veux dire dans les domaines divers où son activité s'exerce, au hasard des délibérations, des inaugurations et des centenaires? Critique littéraire, critique dramatique, histoire, critique d'art: je touche à tout cela, au gré de l'ordre du jour et du calendrier, sous la double caution du contrôle parlementaire et de la solidarité gouvernementale. Sur tous ces sujets, je rencontre dans la *Revue* des leçons parfaites. J'y rencontrerais au besoin, si l'Instruction publique n'était un ministère de technicité rigoureuse, de hautes leçons de politique proposées par un maître à qui m'attache depuis vingt ans la plus respectueuse, la plus reconnaissante affection.

Je me suis demandé ce que je pouvais bien vous apporter en échange de ces secours spirituels. Il ne dépend pas de moi sans doute que la *Revue des Deux Mondes* et les Revues, ses voisines, qui sont représentées autour de cette table, trouvent encore des lecteurs dans vingt-cinq ans d'ici. Telle n'est point ma prétention .Je ne songe ni à créer une panique intellectuelle, ni à me révéler devant vous comme le maître du destin.Je dirai seulement que je travaille à vous préparer un public pour demain, en servant de mon mieux, selon mes moyens et selon mon pouvoir, ce que vous servez vous-mêmes : les intérêts de la haute culture et l'influence de l'esprit français.

M. René Doumic a bien voulu parler avec faveur d'un projet de restauration des humanités classiques. J'ai dit *restauration*... Comme le mot propre est souvent un mot dangereux! Car nous sommes tout justement en un sujet où tout deviendrait assez facile si le sophisme n'usait de certains mots, et si de certains mots n'avaient la terrible vertu de susciter et de nourrir le sophisme. La controverse et même la dispute sont légitimes et utiles en un tel débat.

Que ne s'accorde-t-on à en exclure des arguments qui rappellent de moins nobles polémiques? Vous professez qu'il convient de faire à la tradition sa part dans un plan d'études. Vous affirmez la solidarité historique de la prose française et de la prose latine, telle qu'un des plus illustres collaborateurs de la *Revue*, M. Paul Bourget, la définis-

sait aujourd'hui même, devant le buste de Gustave Flaubert... On vous répond : réaction, enseignement de classe !... Vous proposez de disposer suivant des règles vérifiées par une longue expérience la maison du savoir et de l'enseignement... On vous dit : avant tout, faites y entrer la démocratie !... Certes, je veux qu'elle y entre aussi librement que possible ; je veux même qu'elle y soit chez elle. Je demande seulement à quelques-uns de ceux qui prétendent la conduire, suivant une image que j'emprunterai à l'éloquence politique, de ne pas jeter le mobilier par la fenêtre, mais de respecter l'ordonnance de la vieille maison. Je les prie, puisqu'ils réclament sincèrement que l'on institue une élite, de vouloir les conditions de ce qu'ils souhaitent. Puissent-ils être persuadés que les lois de la formation des esprits sont depuis assez longtemps connues et qu'ils en demanderaient en vain le secret au matérialisme économique ou à quelque notion complaisante et sommaire de l'évolution !

Dans cette discussion où sont intéressées des causes que la *Revue des Deux Mondes* a constamment soutenues, vous m'avez donné, mon cher directeur, un précieux appui. Je tiens à vous en remercier de tout cœur en faisant des vœux pour la prospérité de l'illustre maison qui vous a confié son destin. Mon éminent ami, M. Hanotaux, vient de vous comparer à un chef de guerre. Permettez-moi de vous dire, par une comparaison qui soit mieux à ma portée, que vous aurez été un très bon ministre de la *Revue des Deux Mondes*. On peut croire qu'au moment où vous aviez pris le pouvoir, vos relations intérieures devaient être singulièrement troublées. Je n'aurai pas l'indiscrétion de parler des finances. Encore n'est-il pas téméraire de supposer que chez vous, comme dans tous les États du monde, le mystère des changes, la relativité des évaluations monétaires, le tourment de l'équilibre ont dû modifier profondément tous les principes de gestion et les règles mêmes de la sagesse économique. Vous avez, nous le savons, vaincu toutes les difficultés et surmonté tous les obstacles.

Je bois à vos succès.

Je bois à la *Revue des Deux Mondes* et aux écrivains qui se sont assis à sa table.

Et afin de résumer tous les vœux qui sont formés ici à la fois pour l'honneur des lettres et pour la grandeur de la patrie, je bois à l'avenir de la culture française.



Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LA MAISON MORTE

TROISIÈME PARTIE (1)

VIII. — LA POURSUITE

L'attaque ne fut pas différée. Elle s'exécuta devant moi, devant mes compagnons de chasse, Louis de Vimines et Pierre Laval, et devant deux ou trois de mes traqueurs. Mais je fus seul à en suivre les phases. Nous prenions un jour de repos, et nous l'utilisions, aux alentours de la cabane, à inspecter avec nos jumelles les vernes et les rochers qui pouvaient servir de remise à notre gibier. Une corniche, qui surplombait un vide de deux à trois cents mètres, était l'objet de notre minutieux examen. Antoine Portaz prétendait y avoir vu un chamois.

— Comment y serait-il monté? protestait Laval, sceptique.

— Mais, répliqua mon Antoine vexé, Claude Couvert y a bien grimpé, un jour, et ce n'était qu'un homme.

— Claude Couvert, allons donc! Il n'y a que les corneilles pour hanter cette caverne.

— L'année de son décès, précisa le traqueur.

Une discussion s'engagea sur la possibilité de cette ascension. Antoine Portaz invoqua le témoignage de l'un ou l'autre de ses camarades. Force fut de lui donner raison.

— Quelle perte que celle de Claude! fis-je en manière d'oraison funèbre. Le maître de la montagne.

Or, Benoît et son neveu Étienne assistaient à la querelle

Copyright by Henry Bordeaux, 1922.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1921 et 1er janvier 1922.

sans y prendre part. Quand ce fut fini, le jeune garçon adressa à son oncle cette demande devant tout le monde :

— Tonton Benoît, vous n'êtes jamais allé voir la place où le père a été assassiné. Je vous y mènerai quand vous voudrez.

Ce *tonton* familier servait de prélude à la plus perfide proposition.

— Quoi faire? répliqua Benoît. Puisque c'est un accident.

Il se rangeait à l'avis du vieux Jean-Pierre. C'était une réponse plausible. Cependant j'y voulus voir encore un aveu. Il avait trop d'avantage à accepter la version du pieux mensonge paternel qui le couvrait. Et parce que j'avais la clé, je pénétrais aisément le sens véritable qui se cachait sous l'apparence des mots. Étienne, quand il avait offert de servir de guide à son oncle, avait près de lui le petit chien noir. Il reprenait le plan qui avait échoué l'année précédente, lorsqu'il accusait mes traqueurs. Le seul témoin de l'assassinat, c'était Charbon. Charbon, ramené sur le terrain, reconstituait instantanément la scène dans sa mémoire. Si l'assassin était présent, il le reconnaîtrait. Avec le chien, Étienne aurait enfin la certitude qu'il poursuivait. Il ne variait guère ses procédés de police. En avait-il d'autres à sa disposition? Et voici que je découvrais un fait nouveau, qui avait dû frapper Étienne : jamais je n'avais vu Benoît caresser le petit chien noir, et le petit chien noir, volontiers, montrait les dents à Benoît. Mais peut-être cet état d'hostilité existait-il avant la mort de Claude. Benoît ne manifestait pas beaucoup de tendresse aux animaux.

J'avais été seul à opérer ce rapprochement et à interpréter l'offre d'Étienne à son oncle dans un sens d'enquête. Mes traqueurs ne se souvenaient déjà plus de la suspicion dont ils avaient été l'objet. Du moins je croyais être seul, quand je surpris le regard de Benoît posé sur Charbon. Il retrouvait tout à coup sa méfiance et se mettait en garde. A son tour, il avait compris. J'en eus la preuve quelques jours plus tard : Charbon se tua dans les rochers. Le meurtrier se débarrassait de ce gênant témoignage. Mais les chiens se tuent si aisément sur ces pentes vertigineuses et dans ces éboulis que, pour le chamois, nous avions dû renoncer à la chasse aux chiens courants pour adopter la chasse au traque. Pourquoi faut-il que les événements revêtent si aisément deux visages?

Étienne n'avait pas pris à la légère l'accident qui le privait de son chien. Il n'hésita pas à en accuser Benoît, — non au dehors, intérieurement, mais je le devinai à sa colère, à son attitude. La guerre était déclarée entre les deux hommes, guerre d'embuscades, de traquenards et de guets-apens. Et je tremblais pour le plus jeune. L'autre s'abritait à nouveau derrière son humeur farouche. Sa possession de soi, sa force, l'enjeu formidable de la partie qu'il jouait, tout le rendait dangereux dans ses silences calculés et sous ses airs doucereux et faux. Oui, je tremblais pour ce pauvre Étienne qui, selon les prévisions du vieux Jean-Pierre, n'était pas *taillé pour ces histoires-là*, n'avait pas d'assez *grosses épaules*. N'était-ce pas le cas d'Hamlet que l'aïeul ignorant avait analysé? Le prince de Danemark n'avait pas, lui non plus, d'assez grosses épaules pour accomplir le devoir imposé par le fantôme apparu sur la terrasse d'Elseneur. Il ne suffit pas de savoir pour exercer l'œuvre de justice.

Le fils de Claude perdait peu à peu l'avantage. Il livrait du fer. Il posait des questions maladroites, qui tournaient à sa confusion. Si bien qu'un jour Benoît osa passer à l'offensive. Le chamois signalé par Antoine Portaz sur la corniche fut aperçu à la jumelle par l'un de nous.

— Veux-tu y aller? proposa Benoît à son neveu. Ton père y a grimpé. Tu grimpes aussi bien que lui. Antoine Portaz a trouvé le chemin. On prend à droite par une cheminée et ensuite à gauche par le travers.

Il avait donné ces explications sans regarder en face le jeune garçon qu'il prenait par l'amour-propre. Je songeais au petit chien noir qui avait péri par accident. C'était l'accident qu'il offrait au fils de son frère. Cependant Étienne, dans un premier élan, allait céder à la tentation, quand il dut faire la comparaison qui s'était imposée à mon esprit. Ne voulant pas battre en retraite, il biaisa :

— J'irai si tu y vas, tonton.

Benoît ne s'attendait pas à cette réplique. Il me parut peser des chances, et il accepta de courir la sienne.

— Entendu, petiot, nous irons tous les deux.

Il employait ce terme méprisant : *petiot*, quand il voulait exaspérer son neveu. Et tous deux, cette fois, se mesurèrent du regard, comme deux duellistes qui vont s'engager dans une

lutte sans merci et évaluent leur capacité de résistance. Ne serait-ce pas, en effet, un duel dans la montagne ? Tous deux pouvaient y rester, ou l'un d'eux, ou personne. Ainsi rétabliraient-ils au grand jour, sur une paroi de rocher, le jugement de Dieu. Mais ce jugement ne serait-il pas faussé ? Au cours de l'escalade, l'un ou l'autre ne tenterait-il pas de pousser l'adversaire et de le précipiter dans l'abîme ? Qui le saurait ? Qui s'en douterait? Une main que l'on tend peut se retirer brusquement. Un pied que l'on soutient peut être abandonné sans point d'appui. Il est si aisé de confondre de loin l'aide que l'on donne avec l'invisible retrait de cette aide. Et nous, demeurés en bas, assisterions-nous, impassibles, avec nos jumelles, à ce spectacle de mort ?

J'intervins de toute mon autorité, après avoir envisagé les conséquences de cet incident :

— Je vous défends à tous les deux de monter là-haut, vous entendez.

— Bien, bien, céda Benoît sans insister.

Étienne fut plus lent à se soumettre. Il avait trouvé dans ce tournoi l'occasion d'agir qu'il cherchait.

De crainte qu'il ne lui arrivât malheur, comme à Charbon, je m'arrangeai désormais pour le garder à la chasse dans mon voisinage, lui donnant la préférence pour lui confier mon sac de nourriture ou le soin de rapporter mon gibier. L'esprit tourné à l'analyse, il se rendit compte de cette surveillance que je prétendais exercer sur lui. En devina-t-il la raison ? Avec fierté il tenta de s'y soustraire. Puis, brusquement, — fut-ce le fruit d'un travail intérieur? — il m'en sut gré, et me le montra à sa manière qui était dans les actes plus que dans les paroles. Et précisément cette manière m'inquiétait : il n'avait confié à personne le secret qui le rongeait, tandis qu'Hamlet a des amis, se dépense en phrases et en déclamations. N'apprendrais-je pas un jour que son secret l'avait dévoré, — un jour que l'on aurait retrouvé le cadavre de Benoît dans la montagne ? Entre ces deux hommes je vivais dans des transes continuelles, me demandant lequel des deux réussirait le premier à se débarrasser de l'autre sans esclandre. Comment parvenir à les désarmer ? Tout de même, si le justicier abandonnait la poursuite, le criminel cesserait de faire tête, comme un sanglier prêt à découdre les chiens. La recommandation du vieux Jean-Pierre

me revenait à la mémoire : « Qu'Étienne soit de son âge, et qu'il s'amuse un peu... » Il fallait distraire Étienne si je voulais éviter un malheur.

Ce fut lui-même qui m'en fournit l'occasion. Il m'interrogea, un jour, à la chasse, sur l'époque de sa majorité et me demanda si l'on ne pouvait pas l'avancer.

— On le peut, lui expliquai-je, par le moyen de l'émancipation. Veux-tu te marier ?

— Moi ? non, fit-il presque avec indignation. Pourquoi ?

— Parce que le mariage t'émanciperait de plein droit. Épouse cette petite qui s'en vient ici avec ta mère. Ne l'as-tu donc pas remarquée ? Elle te reluque tout le temps. Elle te trouve à son goût, tu sais. Et ce qu'elle est jolie, cette Mélanie, avec ses joues fraîches et ses yeux clairs ! Jolie et plaisante, toujours une bonne parole et des fleurs dans les mains. A ta place, je n'hésiterais pas, mon garçon. Son père Sérafin est le plus brave homme de Bessans où il y en a beaucoup. Parce qu'il faut aussi regarder la famille.

Il avait écouté ma harangue, tout rougissant et ému comme si j'étais chargé de lui transmettre un aveu, et je pus croire que le cachottier nous avait tous trompés en feignant l'indifférence à l'égard de Mélanie. Mais quand j'eus terminé, il hocha la tête avec décision :

— Je ne veux pas me marier.

Alors je songeai que j'avais eu peut-être une péroraison désastreuse en faisant allusion à la bonne réputation qu'il faut rechercher dans les familles. J'essayai de reprendre le même thème sur un ton moins grave :

— Si ce n'est pas Mélanie, ce sera une autre. Il ne manque pas de belles filles à Bessans.

— Les filles, répéta-t-il comme un écho, mais comme un écho lointain qui assourdit les syllabes.

Ainsi avait-il mis dans ces deux mots, sans le savoir, une inflexion presque douloureuse : nostalgie d'une terre promise qui lui serait fermée, désir de douceur et de tendresse, regret des renoncements, appel des impossibles amours. Je ne puis traduire autrement ce soupir de l'ancien séminariste qui a gardé la pudeur et peut-être la peur des choses de la chair.

— Mais non, je ne veux pas me marier, redit-il avec énergie.

Et je pensai à la mine languissante de Mélanie. Déjà il s'informait :

— N'y a-t-il pas, monsieur l'avocat, un autre moyen d'être majeur en avance ?

— Si, un orphelin peut être émancipé à dix-huit ans. C'est ton cas. Le conseil de famille délibère et décide l'émancipation.

— Est-ce moi qui la réclame ?

— Non, c'est le tuteur. C'est ta mère.

— Alors, demandez à ma mère de m'émanciper.

— Je veux bien, mais qu'est-ce que tu en auras de plus ?

— Je ne sais pas. Je pourrai toujours disposer de mes biens.

Et il me parut qu'il voulait devancer les temps pour se préparer au besoin à la mort en rédigeant son testament. Cependant il se relâchait de sa poursuite, desserrait son étreinte, laissant Benoît reprendre du souffle dans les relations quotidiennes, soit qu'il fût à bout d'inventions, soit qu'il eût perdu la certitude qui le contraignait à agir.

Un matin, tandis que son oncle était parti avec les traqueurs, il sollicita de moi l'autorisation de rester à la cabane. Redoutant ses machinations, je commençai par m'y opposer. Il m'expliqua que c'était le jour du ravitaillement, et qu'il avait à causer avec sa mère.

— Avec ta mère, et peut-être aussi avec Mélanie, n'est-ce pas?

Au lieu d'écarter la jeune fille à son habitude, cette fois, il se montra plus galant :

— Peut-être aussi avec la Mélanie.

— Alors, c'est entendu : reste.

A mon poste, sur la pente de l'Albaron, je ruminai ce dialogue. Il m'était agréable de penser que la gentillesse de la petite Bessanaise finirait par avoir raison de l'âpre jeunesse d'Étienne. Elle serait l'oasis fraîche de ce désert aride, l'oasis où l'on trouve l'eau et l'ombre, la paix, la douceur de vivre. Mais elle serait aussi l'endormeuse, celle qui fait oublier la vengeance et la justice, les devoirs sacrés. Éternelle femme qui soulage et qui diminue, qui sauve et qui rapetisse, qui se dévoue en rognant les ailes. Puis il me vint un doute affreux. Et si Étienne, ne parvenant pas à pénétrer dans l'enceinte fortifiée de Benoît, tournait ses batteries contre sa mère? S'il avait imaginé de faire

parler Maddalena, moins prudente et circonspecte, hors de la présence de Benoît? S'il s'était décidé à marcher sur le respect filial pour connaître enfin la vérité?

Absorbé par la guerre qu'il menait contre Benoît, il n'avait pas dû mesurer dans quel abîme il précipitait sa mère, s'il découvrait la preuve du crime, cette faible Maddalena aux charmes fanés qui avait dû subir l'autorité de l'amant, mais qui était sa complice. N'avait-elle pas attendu le meurtrier dans la nuit au chalet, et passé avec lui le reste de cette nuit tragique? Étienne dénoncerait-il sa mère quand il l'aurait confessée? Je ne pouvais sans un frisson reconstituer à distance leur entrevue. Il fallait être là. Je le devais au vieux Jean-Pierre qui m'avait confié son petit-fils.

Dès que la trompe m'eut annoncé la fin de la battue sans que le gibier fût venu du côté de mon poste, au lieu de rejoindre mes amis pour déjeuner avec eux sur le terrain, au bord d'une source où notre vin rafraîchissait selon la bonne méthode de Claude, je rentrai subrepticement à la cabane. Les quelques provisions que j'avais emportées pour prendre patience suffiraient à mon repas. J'avais calculé que le mulet du ravitaillement ne devait guère m'avoir devancé. En effet, je l'aperçus qui, déchargé et attaché à une boucle de fer, mâchait devant la porte sa ration de foin. Dans un pré en pente, deux jeunes filles ramassaient des fleurs : Mélanie sans doute, et peut-être Rina qui montait quelquefois de son chalet. J'arrivais trop tard peut-être : Étienne devait être seul avec Maddalena. Depuis combien de temps, et à quel endroit?

Pour poser ma carabine et mes cartouches, j'entrai dans ma chambre. Elle est aménagée au premier étage, avec une porte-fenêtre et un balcon donnant sur la vallée d'Averole, du côté opposé à la porte d'entrée qui fait face à l'Albaron et nous accueille à notre retour de chasse. Un banc est appuyé au mur, juste sous ce balcon. J'entendis des voix que je reconnus : Maddalena et son fils étaient assis là. Ils n'avaient pas dû se douter de mon retour, car leur conversation ne subit aucune interruption. Je me trouvais l'écouter sans en avoir le droit. Mais j'en savais trop long maintenant pour ne pas accepter cette confidence livrée par le hasard qui me débarrasserait moi-même de mon doute, et me permettrait d'intervenir plus efficacement pour empêcher peut-être de nouveaux crimes et la

ruine de la maison Couvert. Je me démasquerais en temps et lieu, si cette intervention devenait nécessaire.

Contrairement à mes prévisions, c'était la femme qui conduisait le débat. Étienne répondait à peine, la bouche close encore par le sentiment filial : il avait dû croire plus aisé l'interrogatoire qu'un fils impose à sa mère et il s'arrêtait dans l'épouvante au seuil d'un tel entretien. Du moins interprétai-je ainsi la lenteur de ses réponses. Maddalena parlait comme la reine au prince Hamlet, tant la parité des situations commande la parité des scènes. Elle engageait son garçon à ne plus chercher son père sur la terre : « Tu sais que c'est chose commune ; tout ce qui vit doit mourir, passant du temps à l'éternité... » Si elle n'employa pas les mêmes termes, c'étaient des termes équivalents. Elle l'invitait aux plaisirs de la jeunesse et, comme une bonne entremetteuse qui vante la chair fraîche dont elle se fait l'annonciatrice, elle entreprit l'éloge de Mélanie, sage et saine, laborieuse et bien charpentée quoique maigre encore, et les seins bien ronds sous la robe. Il y avait dans sa façon de célébrer la jeune fille quelque chose de sensuel qui m'expliquait son propre caractère. Jadis, les pèlerinages avaient pu la distraire et la contenir : sa passion coupable l'avait déchaînée. Elle ne savait pas le dissimuler dans ses paroles. C'était comme si elle se dévoilait devant moi, et je ne la voyais pas. Comment opposerait-elle la moindre résistance à une enquête menée avec quelque vigueur sur sa complicité dans un autre crime? Étienne la tenait à sa merci et l'ignorait. Mieux préparé par l'âge et la profession, je le savais déjà.

Comme son garçon continuait de se dérober par le moyen de paroles évasives, elle le pressa de plus près :

— La Mélanie vient ici pour toi. C'est que tu es un bel homme, Étienne. Alors, à quand la noce?

Presque impatienté, il la repoussa, mais poliment :

— Oh! rien ne presse, mama.

Il l'appelait *mama*, comme il appelait son oncle *tonton*. Et ces dénominations familières, tout à coup, restituaient à la tragédie son terre-à-terre paysan.

Était-il ému de la sollicitude maternelle, ou hésitant devant le devoir sacrilège qu'il s'était imposé : je suis persuadé que rien ne se fût passé entre eux, si Maddalena n'avait pas achevé l'entretien sur une recommandation qui lui tenait à cœur et

qui allait restituer à son fils en un instant la haine oubliée et le souci de la vengeance. N'est-ce pas là une de ces circonstances à la Joseph de Maistre où le destin conduit à leur perte les plus habiles scélérats?

— Il y a encore autre chose, Étienne, reprit-elle donc, que je voulais te dire, puisque je vois que nous causons de bonne amitié. Ton oncle Benoît te veut du bien. Pourquoi lui montrer une vilaine figure?

— Il te l'a dit, mama ?

— Il me l'a dit, oh! sans se plaindre, comme ça, en parlant. En somme, il remplace ton père à la maison.

Il remplace ton père : mot malheureux, mot effroyable que je reçus à mon balcon comme une injure, et qui dut retentir en bas sur la joue filiale comme un soufflet. Alors, rendu à lui-même, libéré de son respect, Étienne à son tour interrogea, — telle une troupe immobile derrière un bois entre en ligne et surprend l'ennemi :

— Tu étais sur le sentier d'Averole, mama, quand tu l'as vu pour la dernière fois.

Elle ne demanda pas de qui il était question et répondit en toute simplicité :

— J'arrivais devant notre chalet, avec le mulet chargé, quand je l'ai vu qui descendait avec le chamois.

— Et il t'a parlé?

— Bien sûr : on s'est dit bonjour.

— Et il n'a pas fait de recommandations pour nous autres, pour moi, pour Jean-Marie, pour Rina?

— Oh! voyons, comment veux-tu? Il allait à Bonneval vendre sa bête. Il était content. Il ne pensait pas à autre chose.

— Oui, on ne pense pas à autre chose. Et tonton Benoît, n'est-ce pas? il était avec vous.

— Oui, Benoît était là, avec nous. Il attendait le mulet, devant la porte.

— Il a causé aussi avec vous.

— Je ne me souviens plus. Tu comprends, il y a déjà deux ans passés.

— Deux ans, ce n'est guère.

— Les affaires se brouillent dans la cervelle. Pourquoi me demandes-tu tout ça?

— Parce que je pense à mon père.

— Il n'y faut pas tant penser. Veux-tu que j'appelle la Mélanie?

— Pas encore, mama, pas encore.

Craignait-elle soudainement d'en avoir trop dit? elle revint prudemment en arrière :

— Peut-être bien que Benoît n'était pas là.

— Il était devant la porte, attendant le mulet pour le décharger.

— Je n'en suis pas bien sûre. Tu pourrais le lui demander.

Il y eut un silence, puis Étienne, d'un ton presque bas, murmura :

— Oui, mama, appelle la Mélanie.

— Tu es raisonnable, Tiénot : je te remercie.

J'entendis un pas qui s'éloignait, et la voix chantante de Maddalena héla la jeune fille.

Moi qui avais la clé, j'entrai à ce moment même dans le cœur et le cerveau d'Étienne. Il savait ce qu'il désirait de savoir. Dalila, une fois de plus, avait livré Samson. Nous étions ensemble, lui et moi, quand j'avais rappelé à Benoît portant un chamois en collier autour de la tête la dernière descente de son frère Claude : — « Vous avez bien dû le voir, ajoutai-je alors, quand il a passé devant votre chalet pour s'en aller à Bonneval ? » — Et Benoît, qui venait de poser sur l'herbe son fardeau, avait répondu non, en se cachant le visage dans les poils de la bête. Pourquoi avait-t-il nié cette rencontre? Parce que, l'avouer, c'était avouer par surcroît qu'il n'ignorait pas le voyage nocturne de son frère. Or, le crime, prémédité, comme le démontraient le choix du lieu et l'agression par derrière, avait dû être commis par quelqu'un qui fût au courant de ce voyage. Cette négation avait frappé Étienne dont elle ruinait l'enquête. C'est pourquoi il avait résolu d'interroger sa mère à ce sujet. Longtemps il avait hésité à poser sa question, laissant parler la femme qui tentait de le détourner du mort. Celle-ci l'avait elle-même provoqué par la plus insupportable des comparaisons. Ainsi lisais-je, à travers les murs, les pensées qui devaient s'agiter derrière le front de mon pauvre petit Hamlet paysan.

Dans un élan de sympathie, et non pas de curiosité, je m'approchai du balcon et me penchai, quitte à me laisser voir. Le spectacle que j'aperçus me secoua de pitié. La tête dans les

mains, replié sur lui-même, Étienne pleurait. On ne pleure guère à la montagne, et plutôt, devant un accident ou devant la mort, pousse-t-on des cris. Il s'abandonnait silencieusement à sa douleur. Les années de séminaire l'avaient sans doute affiné et prédisposé à sentir plus vivement et plus profondément. Sur quoi pleurait-il? La certitude qu'il avait acquise, c'était par sa mère, sa maman, sa *mama*. J'aurais voulu aller à lui, le prendre dans mes bras, le bercer, le consoler dans son dur chagrin de jeunesse aux prises avec une trop lourde tâche. Mais je ne le pouvais pas. C'était lui dire que je savais tout, moi aussi, le crime de Benoît et celui de Maddalena, — l'inceste et le fratricide, — le crime de sa *mama*.

Un pas furtif qui contournait la maison nous fit tressaillir, lui en bas, moi à ma fenêtre. J'eus le temps de le voir se redresser, puis, machinalement, comme si je ne devais pas être pris en faute, je me dissimulai à nouveau à l'intérieur de ma chambre. Ce ne pouvait être que Mélanie. Elle s'en venait gracieuse, heureuse, toute fraîche et toute rougissante, — je l'imaginais si bien ainsi de ma cachette, — à ses mélancoiques fiançailles. Car, pour commencer, elle trouva le garçon dans les larmes :

— Tu es fâché, Étienne, ou malade? questionna-t-elle doucement dans son patois que je traduisais sans peine.

— Moi ? mais non.

Un silence, puis c'est lui qui reprend :

— Alors, c'est vrai, Mélanie ?

— Et quoi, Étienne?

— Que si je te demande pour femme, tu seras d'accord?

— Je suis bien d'accord.

Encore un silence. Les voilà engagés, et ils se taisent. Puis :

— Tu as un beau bouquet, Mélanie.

— Le veux-tu ?

— Il est trop gros. Seulement une partie.

— Ces fleurs-là?

— Les bleues violettes, oui. Elles ne sentent rien.

— Non, elles ne sentent rien.

Et le silence retombe encore entre eux, plus lourd cette fois, plus prolongé, et sans doute plus embarrassant à mesure qu'il se prolonge. Enfin :

— Allons le dire à mama, veux-tu, Mélanie? Ça lui fera plaisir.

Une petite voix que j'ai à peine surprise a soupiré :

— Déjà !

Et c'est tout. La scène d'amour est terminée. Ils ne se sont même pas embrassés. Je me demande si Étienne ne s'est pas prêté aux desseins de sa mère pour se fuir lui-même et abandonner la mission qu'il s'est donnée. Lui aussi, il traîne après lui sa victime et étouffe une vie qui se confie à lui. Ses mains ne sont pas plus nettes que celles de son oncle Benoît. Elles sont plus fines, et il ne leur faut pas tant d'efforts pour serrer le cou d'un oiseau.

Maintenant je puis me montrer. Et de mon balcon je vois encore le couple qui s'en va. Ils ne se tiennent pas par la taille. Ils marchent l'un à côté de l'autre, gravement; lui, grand et maigre, robuste pourtant dans sa taille élancée, elle flexible et agile, les mains pleines encore de ce gros bouquet dont il n'a pas voulu. Comme elle ressemble peu au portrait que traçait d'elle Maddalena ! Son pied léger foule à peine l'herbe. Elle se montre un peu de profil, et ses traits ont quelque chose de si pur, de si noble ! Elle est d'une autre race que l'Italienne, une race de travail opiniâtre, mais aussi de spiritualité et même de mysticité. Comme elle va souffrir, la pauvre enfant ! N'ai-je pas vu là, sur le banc, les fleurs violettes oubliées ?...

Le soir, au moment de repartir pour Bessans, derrière Maddalena qui conduisait le mulet, Mélanie revint embrasser son père, Sérafin Ruffin, qui se tenait sur le seuil de sa cuisine. En donnant ce baiser sur des joues cuites et mal rasées, elle regardait Étienne. Le brave Sérafin recevait sans le savoir ce qui était destiné au fiancé.

Car il n'avait pas été informé, ni lui ni personne, de la grande nouvelle. Pourquoi la garder mystérieuse ? Le garçon l'avait peut-être exigé. Après le dîner, comme j'allais à mon habitude dans la salle des traqueurs fumer une pipe et deviser de la chasse, je dus chercher des yeux Étienne qui se perdait dans l'ombre, au fond, et qui observait, sans un mot, son oncle Benoît. Le témoignage qui lui servait de preuve n'était-il pas bien fragile ? Celle qui le lui avait donné le démentirait sur un signe de son complice. Mais lui ne doutait plus. Je le savais. Comment frapperait-il l'assassin ? directement et sans intermédiaire, ou par une dénonciation en justice ? S'il le dénonçait,

j'étais décidé à lui apporter le détail des vêtements trempés de pluie. Mais ne renonçait-il pas, au contraire, à son rôle de justicier et cette première et solitaire soirée de fiançailles n'était-elle pas le prélude de son abdication ? Ainsi regardait-il, peut-être, sa proie lui échapper.

Quelques jours plus tard, je dus quitter la cabane et rentrer à Chambéry. Mes chasses et mes vacances étaient terminées. Bien que j'eusse tenté à diverses reprises de le mettre sur la voie, lui parlant du religieux d'Hautecombe, lui recommandant sa mère Maddalena, si éprouvée par la vie, afin de l'encourager à cette abdication où il trouverait plus facilement la paix, Étienne ne m'avait rien laissé connaître de ses plans d'avenir. Comme il m'aidait à boucler mes valises et introduire mes armes dans leur gaîne de cuir, j'essayai de provoquer une dernière fois ses confidences :

— Alors, tu désires toujours être majeur avant l'âge ?

— Oui, monsieur l'avocat.

— Et le moyen du mariage ne te dit toujours rien qui vaille ?

— Peut-être bien que si, monsieur l'avocat.

— Avec Mélanie Ruffin ?

— Avec la Mélanie.

— Eh bien ! mes compliments : elle est fine et vaillante, cette petite, et jolie par-dessus le marché. Tu m'inviteras ?

— Une noce chez nous, monsieur l'avocat, ça n'est guère pour vous.

— J'irai tout de même, si tu m'invites.

— On vous attendra.

— Et puis, tu sais, compte sur moi, mon petit.

Avais-je prononcé avec une certaine solennité cette dernière phrase ? Il me fixa dans le blanc des yeux, comme pour pénétrer le sens exact caché sous les mots. N'étions-nous donc pas confidents du même secret, depuis que nous avions vu ensemble son oncle étouffer le chamois ? Et quand, mes bagages chargés, les mulets en route, je défilai devant mes traqueurs réunis pour leur serrer la main à tous et leur dire au revoir jusqu'à l'année prochaine, il me suivit du regard avec attention pour voir comment je me comporterais envers Benoît placé le dernier. Je sentais ce regard qui pesait sur moi. Que pouvais-je

faire, sinon ce que je fis? Je pressai, tout comme celles de mes braves gens, la main du fratricide et m'éloignai sans regarder en arrière, dans la honte et les mauvais pressentiments, au lieu de me retourner, comme après les séjours précédents, pour emporter une dernière vision de la cabane, frêle bâtiment de bois perdu sous les gigantesques murailles de l'Albaron et du Charbonel.

IX. — LES FIANÇAILLES D'HAMLET

La Savoie a gardé la charmante coutume des fiançailles. C'est une cérémonie toute simple. Les deux fiancés s'en viennent à l'église, accompagnés de leurs familles. Ils échangent leur promesse devant le prêtre qui les bénit. Dès lors ils doivent se garder l'un à l'autre toutes leurs pensées qu'ils ne disjoindront plus sans parjure, mais ils ne peuvent jusqu'au mariage passer la nuit sous le même toit

Je reçus en octobre, c'est-à-dire un mois après mon départ de la Maurienne, une lettre appliquée et bien rédigée d'Étienne Couvert qui me convoquait à ses fiançailles pour le jour de la Toussaint. Le mariage ne serait célébré qu'en hiver, et avec les neiges les chemins ne seraient peut-être pas sûrs. Mieux valait faire le voyage au premier novembre. Il comptait sur ma présence.

Je ne manquai pas de me rendre à son invitation. Je quittai Chambéry dans les brumes automnales, douces brumes qui se dissipent vers le milieu du jour pour laisser voir un ciel nettoyé, d'un bleu ardent comme le ciel d'Italie. Mais là-haut, le soleil brillait dès le matin. Quand ma voiture atteignit le sommet sauvage du petit col de la Madeleine qui sépare Lanslevillard de Bessans, mes yeux retrouvèrent avec ravissement le paysage familier, — la vallée de l'Arc élargie, le clocher de tôle miroitant comme s'il m'adressait des signes, et les montagnes, mes chères montagnes, poudrées de neige à mi-pente. Mais l'arrière-saison donnait un éclat nouveau à ces formes connues. Jusqu'à la neige, ce n'était que de l'or, or mat et pâle des bouleaux, or rouillé des chênes, or rouge des fayards, or de feu des osiers au bord du torrent, or fauve des buissons, or écarlate des touffes d'airelle, or pur enfin, or vierge des forêts de mélèzes noyant la teinte sombre des sapins uniformes. La richesse incomparable de cette tapisserie, dont la gamme des couleurs

passait du vert au pourpre, ressortait sous la bordure de la neige qu'incendiait le jour. L'automne et l'hiver se disputaient la montagne, et les deux saisons rivalisaient de splendeur.

L'église de Bessans, je l'ai dit, s'élève au sommet d'un tertre. Elle domine l'assemblée des maisons pressées, serrées les unes contre les autres, comme un de ces pâtres landais qui se dressent sur des échasses au-dessus de leur troupeau. Le chemin montant qui y mène passe devant un calvaire qui se profile sur le fond de la vallée et dont le Christ tragique rappelle ces Christs espagnols tout chargés de la douleur humaine et comme contractés et raidis pour la porter sur la croix la tête haute. Sur la même colline, le cimetière assemble ses tombes tout autour de la vieille petite chapelle Saint-Antoine dont les murs sont décorés de fresques à demi effacées. C'est de là que je vis venir, pour la grand'messe de la Toussaint, la population du village et celle des hameaux qui en dépendent. Les femmes des vallées d'Averole et de Ribon, à cause de la distance, chevauchaient leurs ânes ou leurs mulets. Elles sautaient assez lestement à terre, même celles qui faisaient figure de matrones mûres et paisibles. Toutes se glorifiaient du sombre costume bessanais, évasé aux hanches. Quelques-unes l'enrichissaient de châles et de tabliers brodés bruns ou bleus. Toutes avaient le visage nimbé du bonnet de tulle noir : les jeunes éclairant la coiffe d'un ruban rouge ou orangé. Quelques-unes arboraient leurs bijoux de famille, — le cœur et la croix d'or reliés par un ruban de velours, ou de lourds ornements d'or massif dont le goût avait été peut-être légué par les ancêtres d'Orient. Les hommes portaient le bonnet à boucle d'acier, la ceinture rouge ou verte, la veste courte aux boutons de métal, le gilet de couleur fermé avec des boutons jaunes et des galons rouges. Les hommes? pas tous. Un grand nombre, et surtout parmi les jeunes gens à qui le service militaire avait donné l'habitude des villes, renonçaient déjà aux costumes pour revêtir le banal uniforme des *complets* noirs. Sans leur trahison, on aurait pu se croire reporté à des siècles en arrière, au temps où les Clapier peignaient sur bois les retables, où la représentation des mystères se déroulait dans la chapelle Saint-Antoine, comme à Lanslevillard dans la chapelle Saint-Sébastien changée en théâtre, devant une foule recueillie qui prenait l'étable où naquit le Sauveur pour un intérieur de Bessans.

A mes pieds, le cimetière était transformé en jardin à cause de la fête des morts. Les tombes disparaissaient sous les chrysanthèmes dès le matin apportés et rangés avec un grand souci de l'ordre et de la symétrie. Une pauvre femme descendit de son âne, portant une brassée de branchages plus colorés que tous les bouquets du monde. Elle avait eu l'idée, pour honorer ses parents défunts, de leur apporter ces ramures. Comme elle avait eu raison ! La tombe qu'elle décora se mit à resplendir parmi toutes les autres. Elle prit les tons des candélabres qui sont aux églises. Et me tournant vers la montagne voisine, je la vis tout entière pareille à un immense, à un prodigieux jardin où les tiges des fleurs avaient la dimension des arbres.

La cérémonie fut célébrée, après la grand'messe, dans une chapelle latérale, sans autres témoins que les deux familles. Étienne et Mélanie, tous deux fidèles à la tradition, dans leur toilette de fête, formaient un couple bien appareillé, si jeunes, mais déjà graciles et souples comme ces sarments de vigne qui cherchent où se suspendre pour mieux porter les raisins futurs. Je les regardais avec amitié et, je le sens bien, avec une sorte de crainte pour leur avenir. Ainsi appuyés l'un à l'autre, feraient-ils un long chemin de paix et de bonheur? Les pensées de haine et de vengeance étaient-elles éteintes dans ce cœur d'homme par la tendresse d'une femme? Malgré moi, je l'observais, tâchant de lire en lui. Le visage concentré, les lèvres serrées, il ne livrait rien de son for intérieur. Mais il me parut que sa main tremblait quand le prêtre l'invita à prendre celle de sa fiancée. Celle-ci levait la tête, comme en extase, vers lui qui la dominait un peu de la taille. L'auréole du bavolet achevait si bien le profil pur de vierge, tandis que le teint marqué de taches de rousseur, frais et rosé quand elle montait à la cabane, avait pâli et lui donnait par sa pâleur même plus de distinction et de délicatesse. Comme le portrait qu'avait tracé d'elle un jour à son fils Maddalena était peu ressemblant! Comme il révélait peu de compréhension et de clairvoyance! Il n'y a que la piété ou ces amours totales et quasi mystiques qui sont, elles aussi, une religion, pour communiquer à une jeune fille cet air angélique, — l'air d'une Bernadette de Lourdes ou d'une Mélanie de la Salette, humbles bergères, devant les apparitions.

Les deux familles composaient autour d'eux un cercle de

sympathie. La fille de Sérafin Ruffin comptait de nombreux frères et sœurs, tous présents, tous joyeux. Mais elle avait perdu sa mère. Mon brave traqueur, sensible sauf à la chasse, gonflé d'aise comme s'il avait déjà mangé de sa cuisine, écrasait une larme de son gros pouce, comme on écrase un insecte insolent, sur ses joues basanées. Rina se tenait tout contre son amie, comme si elle voulait l'aider à bien servir Étienne, qui était son idole et son guide. Cependant, je considérais avec attention le bon gros Jean-Marie déjà grandelet, bien poussé pour ses quinze ans. Avec attention, pourquoi? Parce que je cherchais sur ses traits, malgré moi, une ressemblance. Tenait-il de Claude, son père légal, ou de Benoît? De celui-ci n'avait-il pas la bouche cousue et les oreilles collées à la tête? Mais de Claude, il avait hérité cet aspect jovial, ce dessin rond de la face qui s'opposait aux saillies osseuses de l'autre. La jovialité, la rondeur, cela s'acquiert avec de la bonne soupe et avec les impressions de la première enfance. La victime avait eu le temps, avant le meurtre, de déposer l'empreinte de son caractère sur un enfant malléable. Voilà comment j'interprétais une physionomie qui n'aurait dû que me plaire, parce que je savais, et parce que j'étais le seul, désormais, à suivre le développement du drame de famille, Étienne ayant abdiqué.

Avait-il abdiqué? Dans tous les cas, son oncle et sa mère y comptaient bien. Je les trouvais tous deux rassérénés. Ou peut-être l'imaginais-je. Elle avait ressorti d'une armoire, — après deux ans de veuvage, n'était-ce pas son droit? — un de ces beaux rubans couleur de feu qu'elle affectionnait autrefois, et qui jetait des lueurs sur la coiffe pour retomber en avant et éclairer le corsage. Elle renaissait au plaisir de vivre.

Après la bénédiction du prêtre, nous sortîmes en chœur. Le cérémonial ne comportait plus qu'un dîner chez le fiancé, auquel j'étais le seul étranger convié. Mais, sur le seuil de l'église, Mélanie désigna le cimetière à Étienne, qui semblait enfin céder à sa gentillesse et à sa grâce :

— Veux-tu y aller?

Avec le goût que je lui connaissais pour les fleurs, elle avait dû orner spécialement la tombe du malheureux assassiné. Sans doute désirait-elle montrer son œuvre, et associer à leur bonheur le souvenir sacré du mort. Comment aurait-elle pu deviner qu'il ne faut pas conduire Hamlet au cimetière parce

qu'il y prononce des paroles trop raisonnables s'il y entend d'étranges conseils? Elle agissait en toute franchise ingénue, et par générosité. Son intuition d'amoureuse ne l'avait pas trompée en lui révélant le mal qui endolorissait le fils de Claude Couvert. Et son intuition la portait à détruire de ses propres mains la félicité qui venait de lui être solennellement promise. Car je ne pus me méprendre au sursaut de son ami :

— Au cimetière, pourquoi?

Surprise de la question, elle n'insista pas. Mais déjà il avait changé d'avis et l'entraînait vers le portail de fer, vers l'escalier, vers la tombe dont il aurait pu gagner l'emplacement les yeux fermés. Je ne les suivis pas, je ne me crus pas autorisé à les suivre. En me retournant, tandis que j'accompagnais les deux familles, je les aperçus de loin, parmi les fleurs, lui profilé en noir, allongé, grandi, elle toute petite parce qu'elle avait dû s'agenouiller. Et le grand Christ sur sa croix paraissait les couvrir de son ombre douloureuse, dresser sa tête vers le ciel pour supplier son Père de les épargner.

Nous allions nous mettre à table dans la vaste pièce commune encadrée sur deux côtés par les stalles des vaches qui, troublées par le bruit des voix, agitaient leurs sonnailles, quand ils revinrent. Étienne avait repris son mauvais air, celui que je lui voyais à la cabane au temps de ses terribles enquêtes. Tout de suite, je redoutai un incident.

Ce fut immédiat. Benoît allait s'asseoir au centre de la longue table dressée, en face de Maddalena. N'étaient-ils pas tous deux chez eux, puisqu'il n'y avait pas eu de partage, et ne devaient-ils pas, dans une occasion importante comme celle-ci, faire ensemble les honneurs de la maison? Déjà Étienne se précipitait :

— Tonton Benoît, où vas-tu?

Maddalena répondit, et avec cette maladresse fatale qui est le privilège de certaines personnes spécialement aptes à provoquer des scènes :

— Là. Il remplace ton père.

Déjà n'avait-elle pas, sur le banc de la cabane, précipité les événements en se servant de la même phrase? Nous vîmes alors, déployée comme un drapeau dans les batailles d'autrefois, la colère d'Étienne. Ses yeux lançaient des étincelles; il s'était emparé, d'autorité, de la place centrale, et sa voix retentit :

— C'est moi qui remplace mon père, et personne d'autre, entends-tu, mama, personne d'autre

La progéniture de Sérafin Ruffin se serra contre son chef. Mélanie regardait, effrayée et toute pâle, son fiancé transformé qu'elle ne connaissait guère que timide et taciturne. Mais il pouvait changer, se montrer dur et impitoyable : visiblement, elle s'était consacrée à lui pour toujours et offrait son cœur pour l'adoucir. Maddalena, perdant sa tranquillité à peine revenue, se sentait glacée et terrifiée. Mais Benoît? Je le savais redoutable, peu commode, jaloux de ses droits. Supporterait-il l'injure qui lui était jetée en public? S'inclinerait-il, chez lui, devant l'ordre de son neveu? Et celui-ci, déchaîné, tiendrait-il sa langue? L'heure n'avait-elle pas sonné de la dénonciation du crime et de sa vengeance? En vérité, je crus qu'elle avait sonné, tant il y avait de violence et de haine sur tout le visage assombri d'Étienne. Préparé par sa visite à la tombe paternelle, les nerfs à fleur de peau à la suite de la cérémonie des fiançailles qui lui avaient coûté parce qu'elles impliquaient une sorte de renonciation, cette fois il ne se contenait plus, il n'exerçait plus aucun empire sur lui-même.

— Mais dis donc...! commença Benoît qui n'avait pas reculé d'un pas, en sorte que les deux hommes se touchaient au milieu de nos groupes, la figure dans la figure, bouche à bouche, à portée directe de l'injure et même de la morsure.

— Tais-toi, prononça le jeune homme.

L'autre se tut, parce qu'Étienne allait peut-être parler. J'eus compassion du regard suppliant que m'adressa Mélanie. La fureur n'est pas bonne conseillère. Il ne fallait pas que, si le fils de Claude Couvert voulait poursuivre une œuvre de justice, il y fût déterminé par un accès de rage dont il pourrait ensuite éprouver des regrets. Qu'il accomplît sa tâche filiale en connaissance de cause, en pleine conscience, et non sous le coup d'une passagère démence. J'intervins donc avec douceur, et ce fut un soulagement général :

— Voyons, voyons, Étienne, tu ne vas pas te fâcher comme ça. Tu montes comme une soupe au lait. Si ta mère ne t'a pas mis au milieu, c'était pour te laisser à côté de ta Mélanie, sans que tu aies la peine de t'occuper d'autrui pendant le repas. Mais Benoît sait bien que le fils seul remplace le père. Il te cédera la présidence de bonne grâce. N'est-ce pas, Benoît?

J'avais employé un ton de courtoisie aimable, avec un air bon enfant destiné à calmer la discussion. Ma qualité d'hôte et les traditions d'hospitalité de la Maurienne, ma situation dans la famille Couvert, ma profession, tout concourait à me recouvrir de prestige. Et surtout Benoît et Maddalena avaient soudain compris le danger qui les menaçait. Qu'ils l'eussent alors compris, je n'en eus jamais pour témoignage que leurs mines décomposées, cet air du gibier forcé qui attend le coup de fusil. Nous étions quatre, dans cette salle, à connaître la vérité; mais, sauf les deux complices, chacun de nous vivait dans la sienne sans la communiquer aux autres. Benoît céda tout de suite à ma prière, et gagna le bout de la table en marmonnant pour couvrir sa défaite :

— C'est bien pour vous, monsieur l'avocat.

Tandis qu'Étienne, ayant aperçu sa mère effondrée, rentrait dans son silence.

Le repas se ressentit du début de ce pénible incident. Peu à peu l'abondance des plats et des vins répandit une atmosphère plus cordiale. La troupe des Ruffin, en bel appétit, se rua sur le cochon, prématurément égorgé sans qu'on eût attendu la Noël, qui revenait de la cuisine sous diverses formes, boudins, côtelettes, jambon. J'avais apporté quelques-uns de mes crus appréciés du vieux Jean-Pierre, qui rencontrèrent des gosiers favorables. Au dessert, je prononçai même un toast où je me contentai d'une allusion au pauvre Claude, pour ne pas attrister l'assistance et montrer néanmoins à Étienne que je me souvenais de mon fidèle traqueur. Je rappelai l'ermite d'Hautecombe, qui verrait avec orgueil se perpétuer sa race. Enfin, je louai Mélanie, non avec de grosses épithètes de campagne, mais avec des mots qui lui pouvaient convenir et que je souhaitais légers, fluides, transparents. Nous sommes sensibles à l'éloge de ce que nous aimons, et parfois nous y puisons de nouvelles raisons d'aimer. Si l'amour se passe de raisons, il ne redoute pas de les avoir dans son camp. J'espérais aiguillonner ainsi mon pauvre Étienne vers le bonheur conjugal où il s'enlizerait dans l'oubli. Penchée sur son assiette, sa fiancée confuse paraissait ne rien entendre, ne rien mériter.

Puis l'on chanta, Sérafin Ruffin une chanson à boire, Maddalena, prompte à se remettre de ses émotions tristes, une ritournelle italienne.

— Et toi? demandai-je à Mélanie. Tu chantais là-haut en cueillant des fleurs. De la cabane je t'entendais bien.

Ses joues blanches s'empourprèrent. Elle tenta de résister, mais ses frères et sœurs la livrèrent, nous assurant qu'elle avait une très jolie voix. Sans fausse timidité elle se leva et nous chanta le vieux Noël de Bessans, tout perdu dans les siècles passés et tout pimpant, reluisant et gaillard pourtant quand il sort d'une bouche fraîche. Notre patois ne s'écrit pas. Ceux qui ont voulu le transcrire n'y ont jamais réussi, car ce n'est qu'une langue parlée qui n'a ni règles, ni ossature, ni syntaxe, et seulement un accent qui frémit et tremble comme les feuilles sous le vent. Voici pourtant ce Noël, tel que des érudits maladroits ont tenté de le fixer (1) :

NOEL DE BESSANS

Gens qui êtes dans vos maisons, — tapis comme des marmottes, — ne chaussez pas vos galoches, — prenez seulement vos sabots. — Sortez : dehors est chose étrange; — vous y verrez mieux qu'à midi; — sortez, vous y verrez les anges — qui donnent à tous le bonjour.

Ils sont là-haut sur Clapay vert, — tout à travers de l'Aiguille joyeuse, — qui fignolent un beau motet — tout par cœur et non par lecture. — Courons demander à dom Pierre — qui sait quelque peu de latin — qu'il nous explique ce mystère : — *Gloria in excelsis Deo.*

Ils ont chanté cette chanson, — pour le moins vingt-cinq fois, — mais nous ne nous y sommes pas arrêtés, — nous n'entendions pas ce langage. — Demandons-leur un peu la grâce, — qu'avant qu'ils quittent cette place, — ils la chantent en Bessanais, — non pas une fois, mais deux ou trois.

Le Clapay vert, c'est la prairie d'où sont descendus les bergers, apportant à l'enfant Jésus leurs dons de bienvenue : lait, œufs, fromages, poulets, perdrix blanches, petit agnelet, et leur cœur par-dessus le marché. Ce pré est au-dessus de Bessans : chacun sait ici que la Vierge a accouché dans une étable du village.

Mélanie avait une voix un peu fruste et grêle, mais d'un timbre agréable, et surtout d'une fraîcheur dont nos cantatrices à la mode, que je vais applaudir sans enthousiasme à Aix

(1) Voyez *Chansons des Alpes, Savoie et Dauphiné,* recueillies par Julien Tiersot (Ducloz imprimeur à Moutiers).

l'été, nous ont déshabitués. Cette voix jeune et pourtant mélancolique traînait sur les finales, comme ces oiseaux blessés qui volent bas après avoir plané dans le ciel.

D'avoir cédé à nos prières, elle recueillit la plus douce récompense, car Étienne la buvait des yeux. Je l'avais déjà vu ainsi, à la grand'messe de Bessans, pendant les cantiques et plutôt encore pendant l'élévation. Il devait sentir la musique et l'associer à sa dévotion de séminariste.

Pendant ce petit concert familial, le soir, était venu. Il vient si vite, en novembre, dans ces vallées étroites. Par les fenêtres, un dernier rayon du soleil qui affleurait la montagne tomba précisément sur Mélanie qui s'était rassise. Il la désignait parmi nous tous. Elle serait la paix de cette demeure tragique. Allons! je pouvais partir sans crainte. Il ne se passerait plus rien chez les Couvert. Étienne subirait le joug bien doux de cette gentille femme. Il ne verrait plus le fantôme de son père assassiné lui apparaître. Cette fois, Ophélie triomphait d'Hamlet. Et n'était-ce pas à souhaiter, quand il ne pouvait séparer dans la vengeance le meurtrier de sa complice et quand cette complice était sa mère ? Oui, mais l'inceste et le fratricide continueraient de vivre impunis, et même ils seraient les maîtres de la maison, car Benoît, tôt ou tard, par insinuation et progression lente selon sa méthode, reprendrait sa place.

Je partis, à la fois rassuré et un peu écœuré, pour Lanslebourg où je devais passer la nuit afin de me rapprocher de Modane et de prendre le train pour Chambéry dès le lendemain.

Mes prévisions ne devaient guère se réaliser. Vers la Noël, alors que je le croyais marié, je reçus une lettre embarrassée d'Étienne qui m'annonçait le recul de son mariage jusqu'au printemps et qui me demandait de lui indiquer par écrit les formalités à remplir pour obtenir l'émancipation. Cette émancipation dont l'idée le tourmentait à la cabane, il ne la voulait pas seulement pour lui, mais encore pour sa sœur Rina qui venait d'atteindre ses dix-huit ans. En outre, il me priait d'écrire à sa mère pour faciliter les choses.

Aussitôt mon optimisme m'abandonna. Le fils de Claude avait dû être repris de ses doutes, de ses inquiétudes, de ses velléités. A distance, je le devinais en proie au pire tourment.

Cependant je fis exactement ce qu'il me demandait et à ma consultation de droit je joignis quelques mots affectueux où je glissai des compliments pour Mélanie.

Le mariage s'accomplirait-il au printemps? Au printemps, je vis débarquer chez moi Étienne que suivait une jeune femme et je crus tout d'abord qu'il me venait rendre visite en petit voyage de noces paysan. Mais je reconnus Rina au lieu de Mélanie que j'espérais. Le frère et la sœur se trouvaient devant moi, empêtrés et muets, et je dus les interroger :

— Eh bien ! Étienne, pas encore marié?

— Oh ! non, monsieur l'avocat. On est venu vous dire adieu, parce que vous avez toujours été bon pour nous.

— Il ne s'agit pas de cela, mais vous partez? Tous les deux ?

— Tous les deux.

— Où allez-vous?

— A Paris.

— A Paris ? quoi faire ? Et quand revenez-vous ?

— Oh ! bien, on ne reviendra pas.

Instantanément j'évoquai une autre visite, celle de l'ancêtre, Jean-Pierre Couvert, — une autre visite toute pareille, *pour la même cause*. Les jeunes gens désertaient la maison de Bessans, fuyant le même cauchemar. Et leur démarche projetait une lumière aveuglante sur celle du vieillard, si j'avais conservé quelque doute sur son mobile. J'aurais été seul avec Étienne, peut-être aurais-je cherché quelque moyen de le confesser avant son départ. La présence de Rina qui ne savait rien me paralysa. Elle ne devait rien savoir, à en juger par la placidité de son visage. Elle suivait la volonté de son frère, à quoi elle s'était toujours soumise.

Comme ils se taisaient, je dus réclamer des précisions :

— Alors, leur dis-je, c'est une vocation religieuse?

— Peut-être bien, monsieur l'avocat.

— Tous les deux?

— Tous les deux.

Je finis par apprendre qu'ils devaient entrer, lui au séminaire des Lazaristes pour les Missions étrangères, elle au noviciat de la rue du Bac pour y prendre plus tard la grande cornette des Filles de la Charité. Ils avaient arrangé cela ensemble, au cours du long hiver, pendant les veillées. Les années de

séminaire avaient laissé leur empreinte sur Étienne : dans le malheur, il avait retrouvé sa vocation. Il s'y réfugiait comme dans un abri. Il y entraînait sa sœur fidèle, prête aux œuvres de dévouement, qui n'avait jamais pensé à elle-même, ni à son propre avenir, et qui était reconnaissante à l'aîné de lui épargner cette peine. Plus tard, tous deux s'en iraient très loin, en Chine dont ils avaient entendu parler, car le pieux Bessans donne des missionnaires qui écrivent ou rapportent des récits étranges et romanesques sur l'Extrême-Orient dont on fait le commentaire, l'hiver, dans les chaudes étables. Eux aussi, comme Jean-Pierre, ils rompaient tous les liens, d'un seul coup.

Et comme le vieux Jean-Pierre encore, ils entendaient régler avant le grand départ le sort de leurs biens. Voilà pourquoi ils avaient réclamé l'émancipation. Étienne surtout, avantagé par la donation de son grand-père, disposait de la plus grande part des immeubles de famille. Tous deux désiraient instituer le petit Jean-Marie pour héritier.

— Après vous?

— Non, tout de suite. On ne veut rien emporter.

Considéraient-ils leur avoir comme un argent maudit? Je leur communiquai les indications nécessaires avant de les envoyer dans une étude, et les conviai, eux aussi, à déjeuner, mais ils refusèrent à cause de l'heure de leur train. Sur le pas de ma porte, je posai enfin la question qui me tracassait :

— Eh bien! Étienne, et Mélanie?

Il fut tout secoué de cette question si naturelle. Avait-il espéré que je ne la lui poserais pas? Elle devait contenir pour lui un remords peut-être, et plutôt le renoncement douloureux dans son acceptation à toute une douceur de vie qu'il ne connaîtrait jamais après s'en être approché.

— Mélanie, répéta-t-il comme s'il goûtait, à prononcer ce nom une dernière fois, une tristesse voluptueuse et défendue.

— Elle doit pleurer, la pauvre petite.

Alors il protesta :

— Elle ne m'en veut pas. Je lui ai expliqué.

Mais que lui avait-il expliqué? Pour justifier la rupture, lui avait-il révélé son secret? Ce n'était pas à croire. Elle avait dû se fier à lui jusque dans l'abandon, l'écouter, lui pardonner et peut-être le comprendre jusque dans l'ignorance et la détresse.

Elle devait être de celles qui ne se défendent pas, qui se laissent meurtrir le cœur sans élever de plainte ni de protestation, parce qu'elles ne savent qu'aimer.

— Il y aura peut-être un autre mariage, par là-haut, ajouta-t-il entre ses dents.

J'avais deviné, et n'insistai pas. Voilà pourquoi il fuyait, emmenant sa sœur.

Eux aussi, comme l'aïeul, je les embrassai au moment du départ. Je ne les reverrais plus jamais, et, *seul*, je connaissais la cause secrète de leur vocation. — « Adieu, Étienne, adieu, Rina. » J'étais plus ému que je ne voulais le paraître. Il me fallait respecter jusqu'au bout la volonté de ce jeune homme qui n'avait pas trahi le secret de la faute dont il emportait le poids sur ses épaules. Et sans doute n'avait-il pas eu *d'assez grosses épaules* pour le porter, mais il avait réclamé du secours et il en avait reçu de qui ne le refuse jamais.

Je les regardai descendre mon escalier, le frère et la sœur. Eux aussi, comme l'autre, ils rachetaient. Et je revis dans ma mémoire le grand Christ du calvaire de Bessans, contracté et raidi sur la croix pour garder, sous l'avalanche des misères humaines, la tête haute...

X. — DANS LES CREUTES DE L'AISNE

Des années avaient passé, et je n'étais pas retourné à Bessans. Après l'exode d'Étienne et de Catherine, j'avais appris, d'un paysan de la vallée, le remariage de Maddalena avec son beau-frère. Ces secondes noces n'avaient surpris personne. Benoît et la femme de Claude ne pouvaient guère continuer d'habiter le même immeuble sans contracter union. C'était plus commode, pour les terres qui n'étaient pas partagées, pour le qu'en dira-t-on du village, et encore pour Jean-Marie qui devenait grand garçon et qui avait besoin d'être dirigé dans la culture par un homme. Mon nouvelliste mauriennais m'expliqua au long et au large toutes ces bonnes raisons, et j'eus l'impression qu'il m'en voulait imposer.

Eh bien! que l'assassin et sa complice achevassent leur vie ensemble, impunis et considérés, débarrassés de tous les juges familiaux et n'ayant plus auprès d'eux qu'un adolescent, fruit peut-être de leurs incestueuses amours, préservé par son âge

même de fouiller le passé, il fallait m'y résigner, puisque je ne pouvais pas les dénoncer sans trahir le sacrifice du père et des enfants. Mais voir de mes yeux leur prospérité, je me refusais à ce spectacle. Ainsi résiliai-je le bail par lequel la commune m'accordait droit de chasse sur une partie de son territoire. Désormais, changeant de canton, j'allai annuellement rejoindre mes amis Louis de Vimines et Pierre Laval qui avaient chasse gardée en Dauphiné, au bord du lac Lovitel.

Puis vint la guerre qui, sur le drame de la maison Couvert, comme sur bien d'autres peut-être, jeta l'immense voile national. Par un de ces hasards auxquels il semble qu'on ne puisse échapper et que Joseph de Maistre estime conformes à un ordre invisible, elle allait me confronter avec le dernier descendant de Jean-Pierre et me contraindre à connaître l'imprévu dénouement...

Au moment des troubles militaires de mai-juin 1917, qui faillirent compromettre la force de notre armée, j'avais été retiré de mon unité territoriale en raison de ma profession d'avocat pour être envoyé aux conseils de guerre en qualité d'officier-rapporteur. On sait avec quel mélange de fermeté et d'intelligente pitié humaine, le commandement dissipa ces troubles néfastes. L'armée reprit confiance aux victoires de Verdun et de la Malmaison. Or, au lieu d'être rendu à mon régiment, j'avais été détaché à l'état-major du 11e corps commandé alors par le général de Maud'huy, et c'est ainsi que j'assistai à cette prise du fort de la Malmaison où je rencontrai, oh ! le plus naturellement du monde si l'on veut, et pourtant de la manière la plus étrange, la plus providentielle, Jean-Marie Couvert.

Dois-je à cette rencontre, qui devait compléter mon instruction intérieure sur le crime de Bonneval, la précision des souvenirs que cet épisode heureux de la guerre m'a laissés?

Le général de Maud'huy m'avait pris en amitié à son état-major, parce que je lui avais donné la réplique, en bon lecteur des *Légendes épiques* de Bédier, sur les chansons de geste qu'il avait en grande connaissance et admiration, sachant par cœur des fragments des *Quatre fils Aymon* et de la *Chanson de Roland*. Volontiers il me citait, des *Quatre fils Aymond*, les conseils d'honneur, de respect filial, de fraternité d'armes qu'il y avait trouvés. Il aimait à me rappeler que Tristan avait eu

pour précepteur un chevalier qui lui apprit à ne jamais mentir.

— Cela, ajoutait-il, explique la qualité de son amour pour Yseult.

Il m'emmenait souvent avec lui dans ses visites à ses troupes. Quand celles-ci voyaient arriver ce diable de petit homme, le torse droit, les épaules dégagées, le pas rythmé, le sourire et la pipe aux lèvres, chacun avait envie de murmurer : — Ah ! comme ça va mieux depuis un instant ! — Il distribuait les grâces et les bonnes paroles, et aussi les paquets de tabac, — il en a jeté une fortune, à moins qu'il n'ait recommencé le miracle de la multiplication. Un bon mot, une pirouette, et il récoltait sur des faces sombres, un éclair de gaîté. Car le mot était juste, et la pirouette adroite. Il tenait du prestidigitateur son art de la distribution rapide et sûre, et du maître de ballet son perpétuel mouvement cadencé. Mais il y ajoutait les sortilèges de l'enchanteur Merlin qui transformait les lieux et les visages : les tranchées, un instant, fleurissaient; les visages, une minute, se détendaient. Et ses enchantements, il les tirait tous de la même petite boîte miraculeuse, qui était son cœur.

Plus tard, je devais me trouver encore auprès de lui, quand il dut se replier sur la forêt de Villers-Cotterets lors de la grande offensive allemande sur l'Aisne. Il sauva la forêt : si l'ennemi y avait pénétré, c'était Compiègne bientôt compromis et le chemin de Paris ouvert. Dans la joie comme dans l'anxiété, dans la victoire et dans la retraite, j'ai toujours vu son charme opérer. Les traits pouvaient être plus tirés, la fatigue physique plus évidente : une âme indomptable dominait la carcasse pour le cas où celle-ci se fût permis une plainte. Et cette âme, dans les pires traverses, restait claire, spirituelle, ingénieuse, en vérité joyeuse. Quand il passait, il rassurait, il rassérénait. Je n'ai jamais rencontré un fantassin, et surtout un chasseur, — car il avait ses préférences et les montrait, — à qui sa vue ne fît du bien. Mais il n'a jamais confondu un homme avec un autre. De chacun, il prenait l'empreinte au passage. Pour lui, il n'y avait pas d'anonymes, rien que des frères d'armes.

— Je collectionne les yeux, me dit-il l'avant-veille de la Malmaison. J'en ai tant vu depuis le commencement de la guerre. Je pourrais reconstituer l'histoire de la guerre rien que par l'expression des yeux. Yeux d'espérance et de foi au début,

yeux d'angoisse infinie dans la retraite de Sarrebourg, yeux triomphants, mais graves, après la Marne, comme si l'on sentait que la victoire n'était pas définitive, yeux d'indifférence dans la boue et la fatigue de 1915, yeux terribles et volontaires de Verdun, les plus farouches de toute la campagne, yeux presque découragés et si douloureux de mai dernier. Il me semble que les yeux sont redevenus ardents et croyants. Nous aurons la Malmaison et le Chemin des Dames.

Puis il ajouta cette citation de l'une de ses innombrables lectures :

— Vous rappelez-vous, dans *Guerre et paix*, la page sur Borodino? Le prince André dit à Pierre Bézhoukov : Le succès ne saurait être et n'a jamais été la conséquence ni de la position, ni des armes, ni du nombre. — De quoi donc alors? — Du sentiment qui est en moi, qui est dans chaque soldat.

Aussitôt je profitai de ses bonnes dispositions :

— Ce sentiment, je voudrais le voir de près, mon général. Autorisez-moi à suivre les opérations.

— Tâchez d'en revenir, sourit-il, pour me renseigner. Avec qui voulez-vous marcher?

— Avec les chasseurs. Il doit y avoir beaucoup de Savoyards parmi eux.

— C'est vrai : vous êtes fidèle à votre patelin. Mais c'est le 4ᵉ zouaves qui doit prendre le fort de la Malmaison.

— Alors j'irai avec le 4ᵉ zouaves, d'autant plus que j'y connais le commandant de Clermont-Tonnerre.

— Ah! vous connaissez Clermont?

— D'avant la guerre. A propos d'œuvres sociales. C'est un futur Albert de Mun... Vous me permettez bien auparavant de rendre visite aux chasseurs, mon général?

— Sans doute. Comme j'aimerais être avec eux! Mais il faut achever notre préparation.

Son corps d'armée se composait de deux divisions, la 38ᵉ, — tirailleurs et zouaves, — la 66ᵉ, groupes de bataillons de chasseurs. Il était, pour la bataille, à la droite du dispositif. Il s'agissait d'enlever le Chemin des Dames qui passe au pied du vieux fort déclassé de la Malmaison, et d'aller border l'Ailette. Ce Chemin des Dames est une arête qui, avec ses contreforts, donne l'image d'une peau de bête à l'échine longue, aux innombrables pattes, jetée en relief sur le terrain. Une arête, entre

deux cours d'eau, l'Aisne et l'Ailette, forme un puissant obstacle. Obstacle aggravé encore par la nature même du Laonnois, tout percé de grottes, creutes, champignonnières, parfois si vastes et profondes qu'elles peuvent abriter un régiment, en sorte qu'à la conquête du sol l'assaillant devait joindre celle du sous-sol.

Le fort ruiné de la Malmaison domine tout ce plateau en pente. Le bataillon Giraud du 4e zouaves était chargé de le prendre.

— J'appellerai mon poste de commandement là-haut le poste Joséphine, me dit en plaisantant le commandant Giraud, et je vous invite à y prendre le thé.

— Entendu, j'accepte.

Il devait être appuyé à sa droite par un bataillon de tirailleurs chargé d'occuper la ferme de l'Orme et par le 6e bataillon de chasseurs opérant sur le bois de Veau. De la creute Avricourt, sur le plateau du Mont-sans-Pain, qui servait de poste de commandement au jeune colonel Besson, chef de cet admirable 4e zouaves, le régiment de Montceau-les-Provins, d'Ypres, de Vaux-Chapitre, de Douaumont, de Louvemont et d'Hurtebise, — quelle prodigieuse énumération qui vaut à elle seule tous les exploits de la Grande Armée ! — je résolus de me rendre, la veille de l'affaire, sur le plateau de la ferme Hameret, à la creute du Caïd et à la Carrière du Pingouin, où ce 6e bataillon de chasseurs se groupait. Le commandant Frère qui le commandait, — accaparé par les ordres, — me remit aux mains de son adjoint, le capitaine Chalumeau et je fis avec celui-ci, distribuant le tabac et les encouragements de mon général, le tour des compagnies tassées dans les abris et les grottes avant d'occuper les parallèles de départ. Je m'informai de mes compatriotes et en découvris quelques-uns que je favorisai. Volontiers, les contingents de la Savoie sont versés dans les chasseurs à pied. A l'une des compagnies, le capitaine répondit à ma question :

— Des Savoyards? Je n'en ai qu'un seul, je crois. Un bon, par exemple. Le petit Couvert.

— Couvert? Jean-Marie Couvert de Bessans en Maurienne?

— Vous le connaissez ? On va l'appeler.

Et pendant qu'un de ses camarades le cherchait, le capitaine que j'avais cru lourd et indifférent, me révéla cette

paternité spirituelle qui est l'honneur du commandement chez nous :

— Le petit Couvert est votre compatriote. Eh bien! il ne va pas, le petit Couvert. Il faut m'aider à le remettre d'aplomb.

— Avez-vous à vous plaindre de lui, mon capitaine?

— Au contraire, je n'ai qu'à me louer de lui. C'est le boute-en-train, ou plutôt c'était le boute-en-train de la compagnie. Gai, débrouillard, adroit comme un singe, habile à sculpter des cannes ou ciseler des bagues d'aluminium aussi bien qu'à cisailler des fils de fer ou lancer des grenades, cuisinant comme personne, trouvant des bouteilles dans les caves les plus démolies, chantant des chansons de chez vous, faisant de sa figure mille grimaces, jusqu'à remuer les oreilles et la peau du front. Un vrai trésor, quoi! pour distraire mes hommes et les emballer.

Mon interlocuteur ne pouvait se douter du plaisir qu'il me procurait en me traçant ce portrait de Jean-Marie Couvert. Car c'était le portrait même de Claude. Le fils ressemblait au père à s'y méprendre. Benoît n'y était pour rien. N'était-il pas impossible que le caractère fût pareil et le physique différent?

— Un excellent soldat, quoi! approuvai-je.

— Oui, mais tout est changé. A ne plus le reconnaître. Maintenant il est sombre, triste, susceptible, il ne parle à personne. Je lui ai demandé s'il était malade et je l'ai même envoyé d'office à la visite. Rien, il n'a rien. Il n'a rien, et il n'est plus le même homme. Comment expliquer ce phénomène? Et par surcroît, il se propose pour toutes les missions un peu... un peu délicates. Cette nuit, il nous faut une patrouille pour explorer la tranchée du Casse-tête : il en est.

— Eh bien! mais, il a du cran.

— On ne cherche pas tant que ça le danger, mon cher camarade. Devant la mort on ne fait pas de zèle. Il s'est passé quelque chose que nous ne savons pas. Je l'ai interrogé : il se tait. Puisque vous le connaissez de longue date, essayez donc de le confesser. J'y tiens beaucoup, à ce garçon. Comme coureur, je n'ai pas mieux. C'est lui que j'enverrai demain au fort de la Malmaison, pour assurer notre mouvement en accord avec les zouaves.

— Au fort? j'y serai peut-être... Je l'ai surtout connu dans son enfance. Mais de quand date ce changement?

— Tenez : d'une permission qu'il a prise il y a quelque temps et qu'il a même écourtée. Généralement, ils nous reviennent des permissions avec de bonnes mines réjouies. Lui, il y a ramassé le cafard. A-t-il eu des chagrins d'amour? Sa belle l'a-t-elle trahi en son absence? Ces misères-là, ça arrive. L'arrière est dégoûtant. Mais quelle importance attachent-ils donc tous à de si pauvres aventures? Une femme en vaut une autre, n'est-il pas vrai?

A quoi je vis bien que j'avais affaire à un philosophe détaché des problèmes sentimentaux. Cependant je craignais d'attribuer une autre cause, que je pouvais seul imaginer, à la tristesse et au marasme de Jean-Marie Couvert, et dès lors je brûlai de le revoir, de l'interroger. Le reconnaîtrais-je seulement? Des années s'étaient écoulées depuis mes dernières chasses en Maurienne, dont trois années de guerre lourdes, épaisses et noires. Je l'avais laissé adolescent aux fiançailles de son frère Étienne : je retrouverais un homme fait déjà mûr pour le risque mortel. Et lui-même, comment accueillerait-il mes avances? Se souviendrait-il de l'ami de son grand-père, de son père et de son frère aîné? Se montrerait-il confiant ou revêche, cordial ou indifférent?

La creute où une partie du bataillon était massée s'enfonce dans la terre au point que l'on y entendait à peine le concert de l'artillerie. Elle était comme divisée en plusieurs compartiments par les caprices de la pierre. A la lueur d'une installation électrique de fortune, vivait là-dedans une foule grouillante attendant les ordres : chasseurs, groupements du génie, pionniers, brancardiers. Les ampoules étaient rares et l'on y voyait mal. Parmi ces hommes qui demain attaqueraient, les uns jouaient aux cartes, d'autres mangeaient avec cette capacité du soldat toujours prêt à absorber de la nourriture pour compenser les jours où il en manquera, d'autres dormaient, quelques-uns écrivaient à la lueur d'une petite bougie. C'était la vaste vie collective avant le combat, dans l'abri sûr où l'on respire, d'ailleurs mal. Qu'il y eût de l'angoisse dans l'air, comment le mettre en doute? Mais elle ne transparaissait pas. La chose terrible, pour un esprit délicat, c'était de ne pouvoir s'isoler. Dans la guerre il n'y a plus d'individus. Le corps, c'est le bataillon. On mange, on dort, on joue, on pense, on lutte, on meurt en commun. Personne n'a plus rien à soi, ni sa vie qui n'est rien, ni ses

pensées, ni ses amours qui pour chacun sont tout. Et je regardais toutes ces jeunes figures avec grande pitié et amitié. Qui de nous était sûr de vivre demain?

On m'appela. Je me retournai. Jean-Marie Couvert était devant moi. Je l'illuminai d'un éclair de ma petite lampe de poche et le reconnus à sa ressemblance évidente avec son père. Il portait la marque de Claude au physique, comme il la portait au moral selon l'image tracée de lui par son capitaine. J'en fus si content que mon abord s'en ressentit. Je lui fis fête et parvins à le dérider en évoquant toute sorte de scènes de Bessans et de la cabane qui étaient demeurées dans sa mémoire d'enfant. Puis j'abordai les sujets qui lui devaient tenir à cœur :

— Et ton frère Étienne, qu'est-il devenu? A la guerre?

— Non, mon lieutenant, réformé.

— Réformé, lui? Un beau gars de chez nous.

— Pour un creux au poumon. A ce qu'*ils* disent. Enfin, *ils* ne l'ont pas voulu. Alors il est parti pour la Chine.

— Comme missionnaire?

— Oui, mon lieutenant; ça s'appelle Tien-tsin. Ma sœur Rina l'a suivi. Elle est dans un hospice tout près.

— Ils t'écrivent tous les deux?

— Quelquefois, mon lieutenant. Ils sont si loin.

Et il esquissa un vague geste, comme si l'on ne pouvait attendre des nouvelles de gens qui habitent à l'autre bout de la terre, et comme s'ils étaient définitivement perdus pour lui. Il s'exprimait avec cette aisance du paysan mauriennais, et surtout du paysan de la Haute-Maurienne, qui a *du bien*, comme on dit en Savoie, qui est libre et fier et ne s'en laisse pas accroire. Mais il n'avait pas l'instruction, ni l'intelligence de son aîné. Ainsi n'aurait-il pas exercé sa clairvoyance sur le drame de famille, et d'ailleurs l'assassinat de Claude Couvert remontait déjà si loin. Je calculai mentalement les dates : huit ans déjà, huit ans, donc pas encore la prescription pour le meurtrier et sa complice. Mais pourquoi ce calcul? Le passé était endormi : il ne fallait surtout pas le réveiller. Cependant je n'avais pas fini de m'informer des siens :

— Et ton grand-père Jean-Pierre?

— Je ne sais rien de lui.

— Toujours à Hautecombe? Toujours vivant?

— Je crois que oui.

— Il doit marcher sur les soixante-quinze. Il ne t'écrit pas?

— Jamais.

— Pourtant il n'est pas mort?

— On le saurait, mon lieutenant.

L'aïeul était déjà comme décédé dans son ermitage. Il s'était dessaisi de tout ce qu'il possédait, il ne comptait plus. Et lui-même le comprenait ainsi, ne donnait plus signe d'existence, s'ensevelissait par avance dans la compagnie des princes de la Maison de Savoie. Une dernière question me restait à poser, qui visait deux êtres ensemble, une dernière question que j'avais réservée malgré moi, alors qu'elle était si naturelle, et que je posai négligemment, comme par acquit de conscience, ce qui lui restituait sa simplicité :

— Et ta mère, Jean-Marie, comment va-t-elle?

— Mama, prononça-t-il, comme si c'était là une réponse.

Peut-être n'était-il préparé qu'au silence. Peut-être, dans le voisinage de la mort, et dans la décision qu'il avait prise, se refusait-il à toute simulation. Il ne se rendait pas compte, le pauvre enfant, il ne pouvait pas se rendre compte que ses réticences me livraient son douloureux secret tout comme s'il me l'avait confié. Il *savait*, lui aussi, puisqu'il lui était devenu impossible de parler de sa mère, et il ne savait que depuis sa dernière permission, puisqu'au retour il avait perdu le rire, l'insouciance et la jeunesse. Comme l'aîné, il était aux prises avec l'effroyable vérité. Comme l'aîné, il se débattait dans son angoisse filiale. Le drame d'Hamlet recommençait.

Comment avait-il deviné ou surpris les deux complices? Les avait-il épiés à la façon d'Étienne, ou ceux-ci, d'un seul coup, s'étaient-il révélés par une de ces imprudences qui décèlent les criminels après des années de surveillance et d'application? J'inclinais à croire que la découverte avait été brusque et récente, peut-être, probablement à sa rentrée inopinée dans la maison où il n'était pas attendu. Je ne devais être renseigné sur ces circonstances que plus tard, et bien incomplètement, et d'ailleurs conformément à mes prévisions. Dans la compassion qui m'envahissait je n'avais pas le droit de lui laisser apercevoir mon trouble. Il ne fallait pas qu'il me supposât instruit de la faute. Et peut-être, d'ailleurs, m'exagérais-

je sa résistance à me répondre. Peut-être avait-il mal supporté le remariage de sa mère et l'ingérence de son beau-père. Peut-être des discussions d'intérêt avaient-elles éclaté entre eux. On trouve toujours des explications. Et les événements ont toujours deux visages que j'avais déjà regardés tour à tour...

Cependant, je n'osai pas prononcer le nom de Benoît. Je redonnai à la conversation un tour banal, m'inquiétant de ce qui peut manquer à un soldat, tabac, eau-de-vie, argent. Il daigna accepter, par faveur, — car il opposait à mes offres sa fierté mauriennaise, — quelques plaques de chocolat. Au moment de lui dire adieu, je le pris par les épaules familièrement :

— Écoute, mon petit : j'ai été l'ami de ton père et de ton grand-père. Si tu as besoin de quelqu'un, compte sur moi.

— Merci, mon lieutenant, je n'ai besoin de rien.

— On ne sait jamais. Et puis, fais bien ton devoir, mais sois prudent, hein ?

Au nom de quoi lui recommander la prudence? Aux jeunes, on parle de leur mère. Mais à celui-ci? Je cherchai qui invoquer :

— Tu n'as pas de fiancée à Bessans?

Et je revis en imagination la jolie abandonnée d'Étienne.

— Non, mon lieutenant.

— Tant pis. Au retour, tu te marieras. Parce que tu es l'héritier. La maison est à toi. C'est la volonté de ton aîné et de ta sœur.

Je tâchais par là de le rattacher à la vie. Il garda le silence, comme s'il entendait se réserver ce sujet.

Ne trouvant plus rien, j'allais partir quand ce fut lui qui ouvrit la bouche :

— Il y aurait bien quelque chose, mon lieutenant.

— A ta disposition, Jean-Marie.

— C'est une lettre pour Étienne.

Et il sortit de la poche de sa vareuse une enveloppe toute prête et fermée.

— Pour Étienne en Chine? Je l'enverrai. Par l'état-major elle partira plus tôt.

— Ce n'est pas cela, mon lieutenant. Il ne faudra l'envoyer qu'en cas... en cas d'accident.

— Entendu. Je te la garderai en dépôt. Parce que des accidents, j'espère bien que tu n'en auras pas. Un montagnard

comme toi, ça les connait, les accidents. Et puis, j'en rencontrerai peut-être avant toi.

Il eut encore ce geste vague, ce geste de détachement. N'avait-il pas tout prévu, puisqu'il avait écrit cette lettre, — cette lettre testamentaire ? Je pris un air dégagé, afin de ne pas paraitre attacher d'importance à son pressentiment et lui serrai la main :

— Au revoir, mon petit. Peut-être à la Malmaison demain, si ton bataillon t'y envoie.

Il me regarda bien en face avant de me saluer et s'éloigna. Il avait les yeux du vieux Jean-Pierre et d'Étienne quand ceux-ci m'avaient quitté sur le pas de ma porte pour s'en aller à leur vocation, — des yeux volontaires, décidés, illuminés. J'avais embrassé les autres : pourquoi pas celui-ci qui s'en allait peut-être plus loin encore ?

— Eh bien ! m'interrogea son capitaine.

— Eh bien, c'est un brave garçon. Ménagez-le ; il irait partout.

— Oui, mais pas gaiment comme autrefois.

— On n'est pas toujours gai.

— Évidemment. C'est dommage.

Henry Bordeaux.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA QUESTION TURQUE

I

CONSTANTINOPLE

SOUS LE CONTRÔLE INTERALLIÉ

Aux derniers jours de février 1920, la Conférence de la Paix, siégeant à Paris, décida que les Turcs resteraient à Constantinople. Cette nouvelle, succédant d'une manière assez inattendue aux rumeurs persistantes, d'après lesquelles le peuple turc et son gouvernement devaient être expulsés de l'Europe, produisit en Turquie une impression de soulagement et de confiance. Le grand-vizir, Ali Riza Pacha, voulut l'annoncer lui-même aux principaux fonctionnaires de l'Empire. « Je suis heureux de vous faire savoir, — ce sont les termes de son message, — que Constantinople, siège du califat et capitale de l'Empire ottoman, demeure en notre possession ; ainsi en a décidé la Conférence de la Paix. Grâces soient rendues à Dieu. »

Cependant, quelques jours après, une escadre britannique venait mouiller à l'entrée du Bosphore ; le 29 février, les marins anglais défilaient, baïonnette au canon, dans la grande rue de Péra ; le 1er mars, même parade à Stamboul, et le 3 mars à Scutari. Les Turcs, étonnés et inquiets, se demandèrent quel était exactement le sens de la décision que les Alliés avaient prise et quel sort cette décision leur réservait. Ils se le demandent encore aujourd'hui.

Une promenade de quelques heures à travers Constantinople occupée révèle à l'esprit le moins averti les signes évidents du

désordre et du malaise qui résultent d'une situation paradoxale. Un séjour de six mois m'a donné tout loisir d'analyser, d'approfondir cette première impression et n'a fait que la confirmer. En interrogeant tour à tour les représentants des diverses « nations » qui, tant bien que mal, depuis des siècles, vivent côte à côte dans la capitale comme dans les provinces de l'Empire ottoman, en étudiant sur place les divers aspects de la « question turque, » telle qu'elle se pose aujourd'hui, j'en suis venu parfois à me demander si n'importe quelle solution n'eût pas mieux valu que cette absence de toute solution, cette confusion systématique et compliquée qu'entretient depuis trois ans en Turquie l'indécision des Alliés, ou leur désaccord. Pourtant, à la réflexion, on reconnaît que certaines des solutions proposées auraient entraîné des conséquences peut-être irréparables, et que ce chaos prolongé, quelques dommages qu'il cause, a du moins l'avantage de réserver l'avenir. Encore ne saurait-il plus le réserver très longtemps.

Qu'il s'agisse de Constantinople ou des Détroits, de l'Asie-Mineure ou de la Thrace, ces questions ne peuvent plus être réglées selon la pure convenance de l'État ou du groupe d'États qui se trouvera assez fort pour imposer sa volonté. Un problème les domine, qu'il faut d'abord étudier et essayer de résoudre : « Les Turcs musulmans forment une nation et ont, par des conquêtes successives, constitué un État. Cet État doit-il et peut-il subsister, dans quelles limites et à quelles conditions ? Cette nation, qui possède un caractère spécifique, une histoire, des institutions politiques et militaires, religieuses et juridiques, en un mot une certaine organisation, peut-elle être admise dans le concert, comme on disait autrefois, ou comme on dit aujourd'hui, dans la société des nations civilisées, ou bien doit-elle en être rejetée ? La religion islamique et la législation qui en découle condamnent-elles le peuple turc à l'immobilité, ou, au contraire, lui laissent-elles la faculté de s'accommoder progressivement aux exigences et aux obligations que comporte la vie régulière d'un État moderne ? » A ces questions difficiles, des réponses sommaires et catégoriques ont été faites récemment par des hommes politiques considérables. Peut-être n'en est-il que plus nécessaire de les soumettre à un examen sérieux et objectif.

Mon dessein n'est pas de procéder méthodiquement à cet examen, qui, pour être complet et définitif, exigerait les compé-

tences réunies d'un historien, d'un économiste, d'un statisticien, d'un juriste et même d'un théologien. Je voudrais seulement en faire ressortir l'opportunité, et, s'il se peut, le préparer, en apportant ici, avec des témoignages recueillis et le plus souvent critiqués les uns par les autres, le résultat de mes propres observations. J'ai demandé aux Turcs de m'éclairer sur les choses de leur pays, m'adressant tour à tour aux hommes politiques et aux journalistes de tous les partis, aux professeurs et aux religieux, aux fonctionnaires de l'État et aux hommes privés ; j'ai interrogé sur la question turque des Grecs, des Arméniens et des Juifs, choisissant, parmi les ecclésiastiques et parmi les laïques, les personnes les plus qualifiées. Quelquefois, pour éclairer et compléter cette enquête, que les circonstances ont bornée à la seule capitale et à ses proches environs, j'ai fait appel aux souvenirs d'un voyage antérieur, qui m'avait conduit, de Jérusalem à Smyrne et de Diarbékir à Bagdad, à travers toutes les provinces de l'ancien Empire, et mis en contact avec les éléments les plus divers de leur population.

POLICE ET POLITIQUE

Je n'avais pas revu Constantinople depuis l'automne de 1912. Je m'attendais à y trouver des changements profonds, au dehors comme à l'intérieur, dans les choses comme dans les esprits. Mais ni la physionomie actuelle de la capitale ottomane, ni l'atmosphère mêlée d'aspirations confuses et de sourdes haines où s'agitent ses habitants, ne se peuvent imaginer ni pressentir. J'essaierai de montrer ce qui m'en est apparu et ce que j'en ai cru deviner.

De loin, rien n'est changé à la silhouette fameuse de Stamboul : coupoles et minarets découpent dans un ciel vaporeux et nacré leur ligne immuable. Le premier signe qui révèle au voyageur arrivant par mer la dernière aventure de ce coin de terre où tant d'histoire est inscrite, c'est, à la Pointe du Sérail, un amoncellement de charbon et de vieille ferraille. Pourquoi l'administration militaire française, qui n'avait que l'embarras du choix, a-t-elle jeté son dévolu sur ce lieu célèbre, gâtant comme à plaisir par cette masse noire et informe la claire harmonie d'un décor merveilleux ? Je n'ai pas réussi à le savoir. Le bateau s'engage dans la Corne d'Or ; on débarque. De Galata, toujours encombré et grouillant, la rue étroite et tortueuse qui

monte vers Péra livre malaisément passage aux automobiles et aux camions militaires qui montent et descendent en file ininterrompue. La foule qui se presse aux abords du Grand Pont est pittoresque et variée ; mais ce n'est plus la même bigarrure : la note disparate et vive, autrefois donnée par les costumes éclatants, brodés d'or et d'argent, dont les couleurs et la forme différaient selon les provinces, n'est plus guère constituée aujourd'hui que par les uniformes des militaires alliés, les houppelandes des Russes et les haillons des *mohadjirs* (réfugiés turcs). Les trompes et les sirènes des autos mêlent leur vacarme aux cris des marchands ambulants et aux roulements de sifflet des agents de police. Dans la rue de Péra, des patrouilles circulent : ce sont tantôt des marins anglais, tantôt des Américains, tantôt même des Grecs qui, en vertu d'un accord assez mal conçu, participent au maintien de l'ordre. Dans les locaux de leur ancien consulat, en plein Péra, les Hellènes ont installé une mission militaire : c'est là qu'est affiché le communiqué de Papoulas, et que le drapeau du roi Constantin est hissé chaque matin, amené chaque soir en grande cérémonie. A quatre pas de la mission hellénique, en tournant dans une petite rue, on trouve un *Karakol*, ou poste de police turc. Ce triangle dangereux est soigneusement surveillé, et l'on voit passer et repasser sur le trottoir, tantôt deux gendarmes français, tantôt deux carabiniers italiens, puis deux hommes de la police britannique.

Dans une ville immense et surpeuplée, où les éléments les plus hostiles vivent côte à côte, sans parler des réfugiés de tous les pays, le maintien de l'ordre est une opération terriblement difficile. La fiction en vertu de laquelle les Hellènes ne sont en état de guerre déclarée qu'avec les nationalistes d'Anatolie, et entretiennent par ailleurs avec le gouvernement de Constantinople les mêmes relations que les Anglais, les Français ou les Italiens, vient encore compliquer la situation. J'ai vu des recruteurs hellènes en uniforme arrêter dans les rues de Constantinople des Grecs réfractaires et les emmener, parmi les protestations d'une foule menaçante; les policiers turcs se retiraient à l'écart ou regardaient ailleurs. Lorsque les bateaux de la flotte de guerre hellénique rentraient à leur base, c'est-à-dire à l'entrée du Bosphore, après avoir bombardé quelque village turc des bords de la Marmara, les matelots du roi Constantin descendaient à terre, envahissaient les caboulots de Galata et y vantaient bruyamment

leurs exploits. A la fin de juillet et au début d'août, lorsque les Hellènes étaient victorieux en Anatolie, sous-officiers et soldats grecs parcouraient la ville, montés sur des camions, en agitant des drapeaux et en hurlant des chansons patriotiques, qu'accompagnaient des gramophones, et ce vacarme se prolongeait pendant une partie de la nuit. A la même époque, sur les murs des établissements grecs s'étalaient d'énormes portraits du roi Constantin à cheval avec la légende : « Erchetai! » (Il arrive!) Si ces provocations n'ont pas abouti à des émeutes sanglantes, c'est que les Turcs, d'ailleurs indifférents et tolérants par tempérament, sentaient peser sur eux la terrible menace d'une répression militaire interalliée.

En dépit de ces difficultés, qu'ils semblent avoir créées eux-mêmes, les Alliés maintiennent tant bien que mal l'ordre public à Constantinople; mais ils n'y font pas régner la sécurité. Jamais les assassinats, les vols, les enlèvements n'y ont été aussi fréquents et n'y sont demeurés aussi généralement impunis que depuis l'occupation. Et cela s'explique aisément. A la police turque, on a substitué, ou plus exactement superposé une police interalliée, dont le chef suprême est un Anglais et dont les agents sont, en proportion à peu près égale, des Anglais, des Italiens et des Français. Ainsi le soin de découvrir, de surveiller et de poursuivre les malfaiteurs est confié à de braves gens qui savent peut-être très bien leur métier, mais qui ignorent tout du pays où ils ont mission de l'exercer : la topographie de la ville et de ses environs, les langues et les mœurs des habitants. Lorsque, le 12 mai, deux agents de la police britannique emmenèrent à la fourrière, pour excès de vitesse, l'automobile du Grand-Vizir et le Grand-Vizir lui-même, qui l'occupait, les bonnes langues de Péra racontèrent que c'était un coup monté, en vue de mettre la main sur certains papiers qui se trouvaient dans la voiture, et vantèrent l'habileté diabolique de M. Maxwell! Je crois, plus simplement, que les policemen qui arrêtèrent Tewfik Pacha ne le connaissaient pas, et que s'ils l'avaient connu, ils l'auraient laissé passer, comme, dans les mêmes circonstances, ils auraient laissé passer M. Lloyd George.

Mais cette même police, qui menait le Grand Vizir au poste, laissait généralement courir les cambrioleurs et les brigands. Les rues les plus fréquentées de Stamboul et de Péra devenaient peu sûres dès que la nuit était tombée. Quant à se promener le

soir hors de la ville, il n'y fallait pas songer. C'est à peine si l'on osait rentrer de Thérapia en voiture. Lorsqu'un ambassadeur voulait régaler ses invités d'une promenade au clair de lune à travers le célèbre cimetière de Scutari, il en avisait préalablement la police turque, qui prenait des mesures pour protéger l'expédition : et sous les cyprès vénérables, les coups de sifflet se répondaient sans relâche, jetant l'émoi parmi les tourterelles endormies. Pas de semaine que l'on n'apprît l'enlèvement de quelque riche bourgeois, surpris par des brigands dans sa villa du Bosphore et emmené par eux dans la montagne. La famille du disparu, avisée qu'il ne serait rendu que contre rançon, s'empressait de faire porter l'argent au lieu indiqué.

Que faisait donc la police interalliée ? Pendant le temps que j'ai passé à Constantinople, elle était surtout occupée à découvrir des complots, ou à suivre la trace de ceux que venaient lui dénoncer d'innombrables indicateurs. L'industrie de la délation florissait, comme aux plus tristes jours d'Abdul-Hamid. Et comment n'en eût-il pas été ainsi ? Au mois d'avril 1921, il n'y avait pas à Constantinople moins de quatre services de renseignements français, indépendants l'un de l'autre, qui tous, bien entendu, faisaient ou prétendaient faire du renseignement politique (1). J'imagine, sans en être certain, que chacun des Alliés en entretenait tout autant. Les « collaborateurs » de la police n'avaient vraiment que l'embarras du choix. Il n'y avait pas dans Péra un aigrefin, un courtier véreux, un entremetteur ou un chanteur de cabaret de nuit, qui n'émargeât au budget de quelque S. R. allié. Aux agents subventionnés s'ajoutaient les indicateurs bénévoles, soucieux d'obtenir une faveur ou d'assouvir une rancune. Les lettres de dénonciation affluaient aux ambassades, aux divers offices de l'armée, de la marine et de la gendarmerie. Le plus souvent, elles allaient tout droit aux archives, ou au panier. Il arriva pourtant que les renseignements qu'elles apportaient fussent pris au sérieux.

Bien qu'elle fût placée sous les ordres d'un Anglais, la police interalliée de Constantinople était soumise à l'autorité collective des trois hauts commissaires, britannique, italien et français. Le jour où le général Harington prit le commandement suprême des forces alliées d'occupation, il revendiqua du

(1) Au mois de juillet 1921, ces quatre services ont été enfin réunis en un seul qui fonctionne sous le contrôle du Haut-Commissaire.

même coup le contrôle unique de la police; n'était-ce pas à lui seul qu'il appartenait désormais de veiller à la sécurité des troupes et de leurs chefs? On pouvait objecter que la police est un instrument du pouvoir politique et administratif, plutôt que de l'autorité militaire. Mais le général Harington insistait sur les graves responsabilités qu'impliquait sa fonction. Si sa prétention ne fut pas admise, il fit comme si elle l'avait été. Quelques jours après, le 29 mai, la police anglaise procédait à l'arrestation d'une trentaine d'individus, plus ou moins suspects de propagande bolchéviste. Quelques-uns furent relâchés, les autres furent embarqués sur un voilier et déposés à Sébastopol, après avoir été dépouillés de toutes leurs pièces d'identité. L'impression, à Péra, fut très vive, mais, dans l'ensemble, favorable aux auteurs responsables de cette procédure sommaire; le bruit s'était répandu d'un complot terroriste, de bombes et d'engins explosibles découverts dans une chambre d'hôtel; heureusement, la police veillait, on se sentait protégé. Cette première expérience démontra qu'en prenant les gens par la peur, on leur ferait aisément accepter les actes les plus arbitraires.

Six semaines après, le 11 septembre, éclatait le coup de théâtre du « grand complot. » Le commandant en chef des forces alliées d'occupation, prévenu qu'une vaste conspiration s'était formée en vue de susciter une révolution à Constantinople et de l'assassiner lui-même, avec quelques autres officiers, remettait aux autorités turques la liste des présumés coupables et en exigeait l'arrestation dans un délai de sept jours, faute de quoi il serait obligé de prendre contre la population des mesures de rigueur. La liste remise par le général Harington au ministre de la guerre ottoman comprenait vingt-huit noms, dont onze appartenaient à des hommes politiques turcs résidant alors à Angora, tandis que les dix-sept autres désignaient d'une manière insuffisante des personnages parfaitement inconnus. Un prénom et un lieu d'origine, voilà par quoi la police anglaise désignait les auteurs d'une conspiration redoutable. D'arrêter les gens d'Angora, il n'était pas question; mais comment découvrir dans Constantinople Ali de Yalova ou Mehmed de Trébizonde?

Les Turcs ne furent pas embarrassés pour si peu. Ils félicitèrent le général Harington d'avoir heureusement échappé à un grand danger, se félicitèrent eux-mêmes de ce que la honte

d'un forfait épouvantable eût été épargnée à leur capitale, et promirent de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour assurer l'arrestation des coupables. Les quelques noms d'hommes politiques inscrits sur la fameuse liste jetaient une lumière suffisante sur son origine : le commandant des forces alliées était certainement de bonne foi, mais ceux qui lui avaient dénoncé le complot se proposaient simplement de mettre dans l'embarras les hommes qui détenaient alors le pouvoir et de s'installer à leur place. Cependant, plutôt que de mettre en doute la réalité du complot ou même l'existence des inculpés, les autorités ottomanes se dirent qu'il y avait bien dans Constantinople une douzaine d'Ali et de Mehmed qui ne valaient pas la corde pour les pendre. Le 17 septembre, on en avait déjà trouvé huit; le général Harington rendit publiquement hommage à la loyauté du gouvernement turc et retira ses menaces.

L'aventure est simplement ridicule; mais elle pouvait facilement tourner au tragique. Les mesures de rigueur annoncées, si elles avaient été prises, n'auraient pas manqué de susciter des protestations et des troubles. A qui eût incombé la tâche pénible et dangereuse de rétablir l'ordre? aux Anglais, qui l'avaient imprudemment compromis? oui, mais tout autant aux Italiens et aux Français.

LA JUSTICE A CONSTANTINOPLE

Trop de polices, et trop peu de justice : deux conditions également favorables aux entreprises malhonnêtes ou criminelles, et qui m'ont paru être assez bien réalisées à Constantinople. On peut dire que, du jour où les Alliés s'y sont installés, la justice a cessé d'y être rendue.

Dès notre arrivée, nous avons protesté, comme il convenait, contre l'abolition des privilèges capitulaires, que les Turcs, en 1916, avaient solennellement décrétée. Protestation de pure forme, le Gouvernement ottoman n'ayant pas consenti, en ce qui le concerne, à rétablir les capitulations : pour lui, elles n'existent plus, alors que pour nous elles n'ont pas cessé d'exister. Les Puissances jouissant du régime capitulaire en Turquie n'en ont pas moins rétabli leurs tribunaux consulaires; mais ceux-ci n'ont guère à juger que les litiges entre sujets de ces Puissances.

Si un Français veut citer un Ottoman en justice, il ne peut le faire que devant un tribunal ottoman, et il s'abstient; si un Ottoman croit avoir à se plaindre d'un Français, il ne peut porter sa plainte devant aucune juridiction. Je laisse de côté, pour ne pas compliquer la question, le cas des Puissances qui, comme la Pologne, la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie, n'ont même pas de tribunaux consulaires, et celui de la Russie, dont les citoyens, n'étant plus protégés, comme pendant la guerre, par le Gouvernement des Pays-Bas, n'ont aucun moyen régulier de se faire rendre justice. Pour ne parler ici que de la situation qui est faite aux sujets des Puissances alliées vis-à-vis des sujets ottomans, et aux sujets ottomans vis-à-vis de ceux des Puissances alliées, on peut la définir d'un mot : déni de justice universel et prolongé au delà de toute limite raisonnable. Depuis trois ans, les délits s'accumulent, impunis. Contrats non exécutés, faillites frauduleuses, escroqueries, vols : le coupable n'a rien à craindre, et la victime n'a rien à dire; l'un et l'autre sont priés d'attendre la ratification du traité de paix.

Il existe, il est vrai, pour les crimes et les flagrants délits, des tribunaux de police alliés. Plusieurs de ceux-ci se sont même arrogé une compétence étendue et arbitrairement fixée; ils distribuent généreusement les fortes amendes et les mois de prison. En vertu de quelle loi, de quel décret? Personne n'en sait rien. Selon quelle procédure? On l'ignore. Je dirai seulement que les Turcs en viennent à regretter la sévérité régulière et méthodique des tribunaux militaires allemands et que, pour le bon renom des Puissances alliées, mieux vaudrait encore dénier toute justice, que de laisser fonctionner ces tribunaux singuliers.

Par trois fois, la Sublime-Porte s'est émue des inconvénients d'une pareille situation et a demandé aux hauts-commissaires des trois Puissances occupantes de bien vouloir y remédier; la première démarche remonte au mois d'avril 1919. Nos Chambres de commerce ont fait entendre à Paris de justes doléances. A Constantinople, nos commerçants, nos hommes d'affaires renouvellent à chaque instant leurs réclamations. Tous obtiennent la même réponse : « Attendez la ratification du traité de paix. » Or l'attente menace d'être longue, les affaires souffrent, et la morale encore davantage.

J'ai connu à Péra un affréteur, pour le compte de qui un Grec avait touché indûment à Londres une prime d'assurance de 20.000 livres sterling. L'escroquerie n'était pas douteuse; mais le Grec refusa de rendre l'argent, sachant fort bien qu'il n'existait aucune juridiction devant laquelle il pût être cité. Mon homme est ruiné, et le Grec mène tranquillement, avec l'argent volé, une existence fastueuse.

Le premier soin des Gouvernements alliés devrait être de réorganiser les tribunaux de police, en leur donnant un statut légal et une compétence définie. Si l'on pense qu'en raison de l'occupation ces tribunaux doivent être militaires, qu'on laisse juger les militaires. Mais qu'il soit bien entendu, d'abord, qu'ils appliqueront strictement une législation déterminée d'après une procédure certaine, ensuite qu'aucune des trois Puissances occupantes ne sera subordonnée aux autres, mais que toutes seront également représentées.

Si l'on peut, à la rigueur, confier aux militaires l'administration de la justice pénale, il ne saurait être question d'étendre leur compétence aux affaires civiles et commerciales : il faut ici des juges professionnels, des magistrats ou des consuls. La solution la plus équitable consisterait assurément à associer l'élément ottoman à l'élément interallié. Avant la guerre, il existait à Constantinople une institution spécialement destinée à régler les différends d'ordre commercial entre Ottomans et étrangers, le *Tidjaret;* il comprenait une Chambre maritime et une Chambre commerciale ordinaire. Les juges ottomans y étaient assistés de deux assesseurs, de la même nationalité que la partie étrangère; de plus, le jugement n'était valable que si le drogman de l'ambassade intéressée y avait apposé sa signature. On pourrait inviter la Sublime-Porte à remettre le *Tidjaret* en fonction.

On peut encore envisager, et je crois qu'on l'a fait en France, la création, à titre provisoire, de tribunaux mixtes, où siégeraient des représentants des trois Puissances occupantes et un délégué du Gouvernement ottoman. Ils connaîtraient de tous les cas dont l'urgence serait manifeste et jugeraient suivant la loi ottomane et la coutume du lieu. Si la Porte refusait aux Alliés sa collaboration, elle porterait, vis-à-vis des ressortissants ottomans, la responsabilité de ce refus, et les tribunaux mixtes seraient constitués exclusivement par des magis-

trats alliés, qui appliqueraient les lois du pays où ils siègent (1).

L'état d'anarchie juridique dans lequel vit à Constantinople une agglomération composite d'un million et demi d'habitants ne peut être prolongé indéfiniment. Les aventuriers et les aigrefins de toute provenance sont seuls à bénéficier de cette situation paradoxale; tous les autres en souffrent, et beaucoup très gravement. Quant à l'autorité morale et au prestige des trois Puissances qui ont assumé la charge d'occuper Constantinople et d'y maintenir le bon ordre, je laisse à penser ce qu'ils peuvent y gagner.

L'ADMINISTRATION, LES FINANCES

La capitale ottomane, qui ne fut jamais administrée à la façon d'une grande ville moderne, était pourtant, avant la guerre, à peu près habitable : elle ne l'est plus guère aujourd'hui. Les progrès accomplis peuvent se résumer ainsi : construction d'un énorme abattoir en face d'Eyoub, au fond de la Corne d'Or, et d'une usine d'électricité entre Eyoub et les Eaux Douces d'Europe; réservoirs à pétrole alignés sur la rive asiatique du Bosphore; exploitation de la forêt de Belgrade à la manière anglaise, c'est-à-dire destruction sans retour d'une partie des admirables futaies qui s'étendaient des environs de Thérapia jusque vers Rouméli-Kavak.

Quant aux dommages causés soit par la guerre, soit par l'occupation, la liste en serait trop longue : signalons les principaux. D'immenses quartiers ont été dévastés par l'incendie et ne sont point reconstruits. Les grands aqueducs, faute d'avoir été réparés, ou du fait des prises d'eau arbitrairement pratiquées sur leur parcours, ne suffisent plus à alimenter la ville; d'innombrables fontaines sont taries, des quartiers populeux sont privés d'eau. Les rues défoncées par la circulation intense des voitures et des camions militaires, sont devenues impraticables dans la plus belle saison : que peuvent-elles devenir en hiver? Le nombre des habitations, déjà considérablement réduit

(1) C'est la pire solution qui a prévalu. Un arrêté, publié à Constantinople au début de novembre 1921, décide que la justice interalliée sera rendue respectivement dans chacun des secteurs attribués aux trois Puissances occupantes, par des tribunaux militaires français, anglais et italiens.

par les incendies, est encore diminué, presque chaque jour, du fait de réquisitions nouvelles. Chaque service, utile ou inutile, est établi en triple, aucun des Alliés ne voulant, du moins sur ce point, paraître le céder aux autres. Des offices restreints s'étalent dans des immeubles énormes. Dans certains quartiers, dans certains faubourgs, les lycées, les écoles ont été réquisitionnés par l'autorité militaire. Tandis que les logements sont devenus plus rares, la population s'est accrue de tous les émigrés turcs, venus de Thrace ou d'Asie-Mineure, et des innombrables réfugiés russes.

Le prix énorme des matières premières, plus encore que celui de la main-d'œuvre, empêche de reconstruire. La détresse financière ne permet ni de réparer les aqueducs et les fontaines, ni d'entretenir les voies publiques. Un jour que je me trouvais au ministère de l'*Evkaf*, dont dépend le service des eaux, le ministre m'avoua qu'il avait cent quarante livres dans sa caisse : cela faisait alors un peu moins de treize cents francs. Les taxes municipales ne sont payées que par une infime portion des habitants : les étrangers en sont exempts, les Grecs et les Arméniens, quoique sujets ottomans, s'en dispensent d'eux-mêmes; les Syriens en font autant, comme aussi les innombrables indigènes, qui peuvent se réclamer de quelque protection étrangère. Les impôts d'État rentrent aussi difficilement et aussi peu que les taxes municipales.

Les Alliés disent au Gouvernement de Constantinople : « Nous allons renforcer la gendarmerie et les services de sûreté. Coût : tant de centaines de mille livres par mois. » Le Gouvernement répond : « Bien ! Alors, laissez-moi élever les droits de douane; permettez que la patente commerciale soit perçue sur les étrangers comme sur les Ottomans, et ne mettez pas cet épicier turc, qui paie patente, dans la cruelle nécessité de vendre ses denrées plus cher que cet épicier grec, qui tient boutique trois maisons plus loin et ne paie rien. » La requête paraît juste ; les hauts commissaires français, anglais et italien se mettent d'accord pour consentir à ce que les droits de douane soient relevés de 11 à 15 p. 100, et que la *temettu* (patente) soit étendue à tous les commerçants. Mais le haut-commissaire américain, qu'on n'avait point consulté, s'y oppose, et voilà le projet dans l'eau.

Le Gouvernement de Constantinople, dont l'autorité ne

s'étend guère au delà des murs de la capitale, doit assurer l'existence d'autant de fonctionnaires que s'il administrait tout le territoire de l'ancien Empire; car les fonctionnaires provinciaux se sont repliés en bon ordre sur les ministères dont ils dépendent, et où ils viennent faire, à tour de rôle, quelques heures de présence. L'usage est depuis longtemps établi de ne pas les payer régulièrement. Mais enfin un jour arrive où il faut leur donner tout de même un à-compte sur leurs appointements arriérés. Les fêtes du *Baïram* approchent : peut-on manquer à la tradition immémoriale qui oblige l'État à entr'ouvrir ses guichets à l'occasion de cette solennité? On décide que chaque fonctionnaire touchera un mois de traitement. Cela coûtera au Trésor un million deux cent mille livres, dont il n'a pas le premier sou. Toute tentative d'élever des impôts nouveaux ou d'élever le taux des anciens a échoué devant l'opposition de quelqu'une des Puissances alliées. Alors on demande des avances à la Dette, à la Banque ottomane, à la Régie des Tabacs. Pour les obtenir, l'État donne en gage ses dernières sources de revenu et fait un pas de plus, non point seulement vers la banqueroute, mais vers la ruine et l'impuissance. Lorsqu'il y sera parvenu, il ne restera plus aux États occupants que de se substituer à l'État ottoman et d'assumer eux-mêmes, directement et souverainement, l'administration de l'Empire. A en juger par les procédés qu'ils mettent en œuvre, on dirait vraiment que les Alliés ont hâte d'en venir là : de fait, la faillite totale de l'État ottoman pourrait favoriser les desseins d'une certaine politique anglaise; en revanche, elle léserait très gravement nos intérêts. Aussi, n'arrive-t-on pas à comprendre que nous consentions parfois si facilement à des mesures, dont nous serons les premiers à souffrir.

Un Français, qui a longtemps exercé à Constantinople des fonctions importantes, me faisait observer que, durant toute la guerre, l'Administration de la Dette publique avait effectué ses rentrées très exactement : il est vrai que les sommes recouvrées étaient envoyées à Berlin, où elles furent converties en marks; mais enfin, cet argent existe et permettrait de payer aux porteurs leurs coupons. De même la Régie des Tabacs, les Chemins de fer n'avaient été que très légèrement atteints dans leurs intérêts. La situation a changé rapidement depuis l'armistice ; la prolongation de la guerre gréco-turque la rend chaque

jour plus critique. Désormais toutes les recettes sont en Anatolie, où nul ne peut les atteindre, et toutes les dépenses à Constantinople, sur qui pèsent, outre les charges financières et administratives de l'ancien Empire, les frais énormes de l'occupation interalliée.

L'économie et les finances privées ne se ressentent pas moins que les finances publiques de cette situation exceptionnelle. Constantinople, privée de la Thrace, coupée de l'Anatolie, ne vit que d'importations, pour la plupart anglaises et américaines; il lui faut donc payer en livres sterling et en dollars. D'autre part, la Turquie n'exporte pour ainsi dire plus rien : le cours de sa devise, qu'elle n'a aucun moyen de soutenir, est à la merci des spéculateurs, qui opèrent en grand et en petit à l'étranger et à l'intérieur. Les banques, même les plus importantes, s'étaient résignées, faute de mieux, à travailler avec les commerçants et à consentir des prêts sur marchandises. On a vu s'accumuler des stocks invendables; puis la baisse est survenue. Les maisons de commerce ont fait faillite, entraînant dans leur ruine les petites banques et infligeant aux plus grandes des pertes sensibles. Une seule faillite, celle de la maison arménienne Dilsizian et Cie, survenue au mois de juillet dernier, atteignait huit banques de premier ordre, pour une somme totale de deux millions et demi de livres turques. Aujourd'hui Galata ne vit plus guère que sur les opérations de change. La spéculation n'a d'autres limites que celles que s'imposent entre eux les spéculateurs, celui-ci s'engageant, par exemple, à ne pas opérer sur l'or monnayé, ou sur l'or en lingot, et exigeant une redevance mensuelle des concurrents qui se sont réservé cette partie du marché.

Dans cette ville improductive et privée de ressources, envahie par des étrangers, — fonctionnaires civils, militaires et leurs familles, — dont la monnaie fait prime, et de combien ! sur celle du pays, le prix de la vie a atteint des hauteurs fabuleuses. Constantinople est probablement aujourd'hui la résidence la plus coûteuse de l'Europe. Et les difficultés, presque insurmontables, du problème économique, sont encore accrues par l'afflux des émigrés chassés de Thrace ou d'Asie-Mineure et par la présence des réfugiés russes.

ÉMIGRÉS ET RÉFUGIÉS. — LES RUSSES A CONSTANTINOPLE

Les *moadjirs*, les émigrés, on les rencontre partout, le long des rues de Stamboul, dans les cours des mosquées, aux abords des casernes. Mais c'est surtout à Galata, aux environs du port, que leur nombre et leur misère attirent l'attention : vieillards chancelants, conduits par des enfants en guenilles, troupeaux de femmes, au corps serré dans un châle, au visage strictement voilé, qu'affole le brusque passage d'une automobile ou d'un tramway, paysans au regard résigné et fier, assis le long d'un trottoir comme sur le bord d'un chemin. On compte ainsi dans la ville cent mille abandonnés, qui n'ont ni l'espoir d'un gîte, ni la certitude d'un morceau de pain ; mais ils sont à Constantinople, où réside leur chef et leur père, le Sultan-Calife, et, de sentir voisine cette protection, si impuissante, ils éprouvent une vague sécurité, qui adoucit leur détresse.

Le Sultan et son gouvernement ont fait ce qu'ils ont pu : vingt mille *mohadjirs* ont été recueillis dans des baraques ou sous des tentes, dans les écoles et dans les mosquées. On leur distribue du pain et, trois fois par semaine, une soupe chaude. J'ai voulu voir ces privilégiés. Accompagné par le directeur de l'office des Émigrés, Hamdi Bey, un jeune fonctionnaire actif, intelligent, organisateur, j'ai fait le tour des camps et des abris. Le hangar, la baraque ont pour plancher la terre nue. Des toiles à sac, retenues par des cordes, séparent les familles entre elles, suivant les exigences de la loi musulmane. Si telle baraque n'est pas divisée en compartiments, c'est qu'elle n'abrite que des veuves avec leurs enfants encore petits.

La plupart des réfugiés, fuyant aux approches de l'invasion et du massacre, n'ont sauvé que leur vie. Ceux qui ont pu emporter quelques hardes, une cruche, un tapis, s'efforcent de donner à leur « carré » l'aspect d'une de ces chambres de paysans identiques dans tout l'Orient. On admire tant de propreté et de décence parmi tant de misère, et l'on s'étonne qu'aucune mauvaise odeur ne se dégage de ce troupeau humain si étroitement parqué. Quelquefois devant la baraque on rencontre un âne, une vache, une couple de poules, que quelque *mohadjir* a sauvés du village et dont il n'a pas voulu se séparer. Il est rare qu'on entende le bruit d'une dispute, ou même les

pleurs d'un enfant : tout ce monde est morne, silencieux et attend.

Dès que nous entrons, un murmure s'élève, les yeux et les lèvres posent la même question anxieuse : « Quand nous renverrez-vous? quand pourrons-nous rentrer? » Le directeur répond par quelques mots d'encouragement et d'espoir. « Inchallah ! plaise à Dieu ! » répètent invariablement les malheureux, et nous passons. Voici les émigrés arrivés hier du golfe d'Ismid : tous sont du même village, que les Grecs ont incendié. Une femme, tenant un jeune enfant par la main, s'approche de mon guide, le salue et lui raconte sa lamentable histoire : les soldats hellènes ont brûlé vif, devant elle, son fils aîné, un garçon de treize ans. D'autres femmes se lèvent et témoignent d'autres horreurs, dont leurs yeux égarés sont encore remplis. Rien que des femmes et des enfants dans ce dernier convoi : aucun homme n'a échappé à la captivité ou au massacre.

La caserne Dahoud Pacha, dont l'énorme bâtisse domine les mosquées de Stamboul et les tours à demi ruinées de la muraille byzantine, abrite cinq mille émigrés, dont quinze cents enfants. J'ai demandé qu'on réunît dans la grande salle, où des maîtres volontaires leur apprennent à lire, quelques centaines de ces petits, pour une distribution de bonbons. Il n'y a ni cris de joie ni bousculade : chacun reçoit son carnet gravement, sans rien dire. Tandis que la tournée s'achève, une voix d'enfant, très chaude, très pure, s'élève du fond de la salle; bientôt d'autres voix, à l'unisson, se joignent à la première : leur chant, simple et monotone, exprime une tristesse infinie. J'interroge mon compagnon.

— C'est, me dit-il, une chanson de berger : tous les pâtres d'Anatolie la redisent depuis longtemps. On l'appelle *la Flûte désespérée*, et voici les paroles du refrain :

L'eau coule toujours dans la rivière d'argent,
La verdure des arbres est toujours brillante;
Mais mon cœur n'en ressent plus de joie,
Depuis que les étrangers ont tué mon père et ma mère.

Des hauteurs de Dahoud Pacha, nous descendons sur Eyoub. Dans la petite ville sainte, chaque mosquée, chaque *médressé* (école) sert de refuge à quelques familles d'émigrés. Des cloîtres

abandonnés abritent les cuisines ; entre les colonnes, les femmes ont suspendu des hamacs, où dorment les enfants. Je vois sortir d'une cellule un grand vieillard, qui courbe sa taille pour passer sous la porte basse : dans l'hiver de 1912, il quitta Janina, pour se réfugier en Thrace; au printemps dernier, chassé de Kirk-Kilissé, il est venu à Constantinople ; demain, s'il le faut, il ira plus loin, vers l'Orient, où Dieu voudra; et sa main, d'un geste las, montre la direction des lieux saints.

A l'étage supérieur du couvent, une salle assez vaste, où par hasard il y a un plancher, sert d'infirmerie; trois larges fenêtres s'ouvrent sur la Corne d'Or. Nous approchons du lit où repose, plutôt accroupie que couchée, une vieille femme à la peau très brune, d'une extraordinaire maigreur. C'est une Arabe de l'Yémen, échouée ici, qui sait comment? « Laisse-moi partir, dit-elle au directeur en lui prenant les mains. Tu vois bien que je ne puis pas vivre ici. » Et, relevant d'un geste brusque la manche de sa robe noire, elle découvre un bras de squelette. Le directeur lui répond doucement, dans sa langue, qu'il a demandé aux Anglais de la rapatrier, et que les Anglais n'ont pas voulu. Alors la vieille Arabe se laisse retomber sur son lit; ses yeux se tournent pleins de colère vers la fenêtre, vers l'admirable spectacle qu'offrent la colline et la mer baignées dans l'or du soleil couchant. Puis les yeux se ferment comme pour revoir le désert infini où elle est née, et où elle désespère de mourir.

Tandis que nous roulons vers Galata, mon compagnon résume en quelques chiffres toutes ces misères, celles que j'ai vues et celles que je ne soupçonne pas encore. 65 000 réfugiés sont venus de Thrace, de Smyrne et d'Aïdin ; 410 000, des autres vilayets d'Anatolie, ont fui vers l'intérieur ; 870 000 ont été chassés par l'invasion russe entre 1915 et 1917. Depuis le début de la guerre balkanique jusqu'au 10 juin 1921, le nombre des *mohadjirs*, des malheureux qui ont abandonné leurs foyers et qui ne les retrouveront peut-être jamais, s'est élevé en Turquie à 1 772 822. Cependant, en Asie, on continue à brûler les villages, à massacrer et à déporter les populations, et l'on continuera « jusqu'à ce qu'une décision obtenue par les armes ait nettement tranché le différend. » Ainsi en ont décidé les grandes Puissances d'Occident, ou du moins ceux qui parlent en leur nom.

Dieu sait si, dans ce coin de terre surpeuplé et privé de ressources qu'occupent Constantinople et son énorme banlieue, la présence de 150 000 Russes était désirable. C'est pourtant là qu'ils débarquèrent, après que la victoire bolchéviste les eut chassés de Sébastopol. Les débris de l'armée Wrangel furent rassemblés dans des camps militaires à Gallipoli et dans l'île de Lemnos ; la population civile se dispersa dans la capitale, dans les faubourgs, le long du Bosphore, dans les villages et dans les couvents des Iles des Princes. Jusqu'à l'automne dernier, le Gouvernement français a pourvu à l'entretien des soldats et des officiers russes vivant dans les camps. Heureusement, de mois en mois, leur nombre allait décroissant : les uns, sur leur demande, étaient renvoyés en Russie ; d'autres émigraient, comme ouvriers agricoles, dans les États de l'Amérique du Sud ; la Yougoslavie, la Bulgarie, la Tchéco-Slovaquie en recueillaient sur leur territoire quelques dizaines de mille. Le général Wrangel et son état-major sont demeurés sur le Bosphore, à bord d'un yacht transformé en petit navire de guerre ; et il reste à Constantinople, outre les civils, les nombreux officiers et soldats qu'on a autorisés à y habiter, sur l'assurance qu'ils possédaient ou qu'ils étaient aptes à se procurer des moyens d'existence : assurance souvent illusoire.

Les rues de Péra sont pleines de Russes, de toute provenance et de toute condition : officiers de la Garde, portant sur leur tunique ou sur leur blouse, à côté des décorations, les insignes du corps où ils servaient ; Cosaques du Don à la taille élégante et mince, bien prise dans la longue redingote ajustée ; Kalmouks aux yeux bridés et au nez aplati, princes du Caucase, paysans de Crimée. Les émigrés russes qui disposaient de quelques ressources ont ouvert dans le quartier européen des restaurants et des pâtisseries, des boucheries et des épiceries, des maisons de tailleur et des boutiques de modes. Leurs magasins sont bien fournis et on y est moins volé qu'ailleurs ; leurs restaurants, où, dans les premiers temps, le service était fait par de grandes dames authentiques, dont les noms et les titres étaient soigneusement affichés sur les tables, ont attiré tout de suite la clientèle riche et vaniteuse de Péra. D'autres établissements du même genre se sont ouverts avec le même succès, à Prinkipo et à Halki, à Arnaut-Keui et dans les stations les plus mondaines du Bosphore. Un plus grand nombre de réfugiés, moins fortunés

ou moins ingénieux, se sont faits marchands ambulants et offrent au passant, sans dire un mot, des crayons et du papier à lettres, des bas de soie et des bourses de cuir, des livres dépareillés et des pièces d'argenterie. D'autres travaillent dans les fermes et dans les ateliers. D'autres, et ils sont nombreux, mendient ou meurent de faim.

Il y a quelque chose de tragique dans la destinée de ces Russes qui, après avoir si longtemps caressé le rêve d'entrer en vainqueurs à Constantinople, y vivent aujourd'hui en vagabonds et en mendiants. Et il y a quelque chose d'émouvant dans l'attitude sympathique et respectueuse que gardent les Turcs envers leurs ennemis de toujours, aujourd'hui misérables et désarmés. Désirables ou non, ces hôtes ont été bien accueillis, parce qu'ils étaient des hôtes, et parce qu'ils étaient malheureux. Les camelots de la rue de Péra et ceux du Grand-Pont ont laissé les meilleures places à ces confrères inattendus, dont ils admirent le silence et la haute taille. La plupart des émigrés civils portent la casquette et la blouse de soldat; s'ils grimpent dans un tramway et murmurent timidement : *Asker* (militaire), le receveur hausse les épaules et se contente de la moitié du prix.

Il a fallu, pour indisposer les Turcs et réveiller leur inquiétude, la turbulence d'une partie de l'entourage du général Wrangel. On sait comment celui-ci s'avisa de constituer à Constantinople une sorte de Gouvernement, qu'il appela le « Conseil Russe. » Le jour où ce Conseil fut inauguré (9 avril 1921), quelques-uns de ses membres prononcèrent des dicours fort imprudents. M. Alexinski parla de la « nouvelle conscience russe » qui se formait sur les rives du Bosphore, au lieu même où la première avait pris naissance; le Métropolite développa un thème analogue, insistant sur le lien religieux qui rattache tous les Russes à Constantinople, berceau et trône de l'orthodoxie. Les journaux de Stamboul s'émurent; le 24 avril et les jours suivants, *l'Alemdar* publia une série d'articles sur le « péril russe; » on y énumérait les diverses organisations, politiques, économiques, sociales, scientifiques et religieuses que les Russes avaient fondées dans la capitale ottomane : n'y avait-il point là l'indice d'une installation définitive? Abusant d'une hospitalité confiante et largement offerte, les Russes étaient en train de faire, tranquillement et sans risques, la conquête de Constan-

tinople. Enfin le journal turc s'élevait contre l'abus des loteries, bazars et bals de bienfaisance, patronnés par des dames russes, dont les parures coûteuses, exhibées dans des lieux publics, insultaient à cette misère qu'elles prétendaient soulager.

Certes le « péril russe » n'a pas cessé d'exister pour la Turquie ; mais il n'est pas encore près de se réaliser sous la forme que rêvent quelques Slaves mystiques. Quant aux organisations russes de Constantinople, elles sont si nombreuses, si éphémères, si anarchiques, qu'elles ne semblent pas constituer une menace bien sérieuse. Ce qui a directement atteint le peuple turc, c'est la concurrence économique. Il a dû partager avec les émigrés russes le ravitaillement, le logement, le travail, tout ce dont il n'avait même pas assez pour lui ; encore le partage fut-il souvent inégal, le Russe étant aussi patient que le Turc, aussi résistant à la fatigue, mais plus entreprenant et plus ingénieux. Accoutumés à voir leur ville encombrée d'étrangers, les Turcs s'étonnaient pourtant que tant de malheureux y cherchassent un refuge, alors qu'elle offrait si peu de ressources et abritait déjà tant de misère.

MISÈRE ET CORRUPTION

On imagine l'état pitoyable auquel trois années d'occupation, succédant à trois années de guerre, et aggravées de circonstances telles que le double exode des musulmans de Thrace et d'Anatolie et l'émigration russe, ont réduit la population de Constantinople : je ne veux pas y insister davantage. Mais je ne puis me tenir d'observer à quel point la bienfaisance des pays d'Occident, à moins d'un long apprentissage, est impuissante et maladroite à secourir la misère orientale. Les Alliés ont fondé à Constantinople plusieurs organisations de secours ayant un caractère officiel ; l'initiative privée y a adjoint des comités innombrables. Les fêtes de charité, les bals, les ventes, les loteries se succédaient sans interruption. Le résultat de tant d'efforts, ou de tant d'agitation, n'apparaissait guère.

Comment ne s'est-on pas avisé de confier l'organisation et la direction des œuvres d'assistance aux spécialistes, aux hommes et aux femmes qui, recueillant et perpétuant une tradition de plusieurs siècles, ont consacré leur vie à soulager toutes les misères physiques et morales de l'Orient, je veux dire aux

congréganistes français ? Pour assurer le fonctionnement de cette œuvre admirable, qu'on appelle *Near East Relief*, les Américains ont largement utilisé l'expérience de leurs missionnaires de Syrie, de Mésopotamie et d'Arménie ; on s'étonne que nous n'ayons pas eu l'idée d'en faire autant. Le premier soin de nos religieux, lorsqu'ils rentrèrent à Constantinople après l'armistice, fut d'y réorganiser leurs œuvres d'assistance : asiles, hôpitaux, dispensaires. Quelques-unes d'entre elles avaient fonctionné clandestinement pendant toute la guerre : j'ai retrouvé au couvent de Saint-Benoît un vieux lazariste qui, ayant échappé aux mesures d'expulsion, avait ouvert dans une échoppe de Galata une « cuisine populaire » et contribua pendant trois ans, par des moyens de fortune, trouvés au jour le jour, à soulager la misère de tout un quartier. Quels résultats n'auraient pas obtenus ces professionnels de la charité en Orient, Lazaristes, Jésuites, Filles de la Charité, Petites Sœurs des Pauvres, et tant d'autres encore, si l'on avait mis à leur disposition les ressources éparpillées entre tant de comités tapageurs et malhabiles !

A un diplomate étranger, qui lui demandait à quoi il occupait ses loisirs, le prince héritier de Turquie, Abdul-Medjid Effendi, dont le palais reflète sa longue façade blanche dans les eaux du Bosphore, répondit en souriant : « Quand je m'ennuie, je braque ma lunette à une fenêtre et j'observe ce qui se passe sur vos bateaux de guerre. Le spectacle est peu varié, mais agréable : on y danse toujours. » Le diplomate s'empressa d'observer qu'on y dansait le plus souvent par charité. L'impression produite sur un simple curieux, comme j'étais, par cette succession ininterrompue de réjouissances diplomatiques, militaires et navales, étalées aux yeux d'un peuple malheureux et souvent affamé, était franchement déplaisante. La meilleure excuse de tous ces organisateurs de fêtes, c'est qu'ils ne soupçonnaient que très vaguement la misère qui les environnait.

En quelques années, l'alcoolisme a fait, parmi la population indigène, des progrès dont j'ai pu constater l'effrayant résultat en visitant les hôpitaux et les asiles d'aliénés. L'alcool américain arrivait à Constantinople en quantité si énorme, que les exportateurs des États-Unis se sont avisés d'en faire transiter une partie par Rotterdam : le poison est vendu comme marchandise hollandaise et, si l'effet produit est le même, les

chiffres qui figurent aux statistiques des douanes sont moins scandaleux. Les maisons de jeu sont devenues innombrables, également fréquentées par les Européens et par les indigènes, et protégées par la complaisance, souvent intéressée, de la police britannique.

Péra n'a jamais été l'asile de toutes les vertus ; mais il est devenu, depuis l'occupation, un mauvais lieu si flagrant, si caractérisé, que les musulmans de Stamboul en interdisent l'accès à leurs familles, et que la police ottomane a reçu l'ordre d'expulser les femmes turques non accompagnées qui seraient rencontrées, de jour ou de nuit, dans un café ou dans un restaurant pérote. Tout cela n'est pas fait pour rehausser, dans l'opinion des Turcs, le prestige de la civilisation occidentale. On objectera que de tels inconvénients accompagnent nécessairement la présence, dans une ville occupée, de forces militaires considérables et le plus souvent inactives. Rien n'est plus exact, et toute la question est de savoir s'il était vraiment indispensable de prolonger aussi longtemps l'occupation de Constantinople.

Voilà comment m'est apparue la capitale ottomane sous le régime de l'occupation interalliée. Une agglomération d'un million et demi d'habitants, dont un quart environ est sans logement et plus d'un dixième sans moyens d'existence. L'ordre public maintenu à grand fracas et à grands frais par des étrangers qui généralement ignorent tout du pays. Des fonctionnaires alliés innombrables qui, se gênant les uns les autres, n'administrent point, et empêchent les autorités indigènes d'administrer. La justice absente, ou si l'on veut, suspendue ; la police absorbée par des besognes politiques, et laissant les criminels exercer librement leurs multiples industries. Le grand commerce arrêté, la spéculation florissante, le vol et la corruption sous toutes les formes et à tous les degrés. Une misère effrayante, et une démoralisation qui dépasse tout ce que j'ai pu observer en deux ans de voyage à travers une Europe que la guerre a bouleversée.

L'ESPRIT PUBLIC. SENTIMENT NATIONAL ET ZÈLE RELIGIEUX

Qu'en pensent les Turcs? C'est ce que j'ai d'abord essayé de savoir. L'entreprise était malaisée. La lecture assidue des jour-

naux ne m'apportait pas grande lumière, la presse étant soumise au double contrôle d'une censure ottomane et d'une censure interalliée. Je demandai et j'obtins communication des « comptes rendus de censure, » c'est-à-dire des articles ou des fragments d'articles dont les censeurs avaient exigé la suppression : je n'en fus pas beaucoup mieux édifié. Respectivement, le censeur français, ou l'anglais, ou l'italien, coupait une information ou une appréciation qu'il jugeait devoir nuire au prestige de son pays ou gêner l'action de son Gouvernement. Au surplus, peu d'indications sur les dispositions, sur les sentiments, sur les « réactions » du peuple turc. Une presse qui est sous le coup de la censure se censure elle-même, préalablement, et ne dit pas ce qu'elle pense : à plus forte raison, une presse orientale.

Il ne me restait donc qu'à interroger les Turcs, à leur demander de me faire connaître eux-mêmes leurs impressions, leurs craintes et leurs griefs, leurs regrets et leurs espérances. Que de choses j'aurais voulu savoir, et sur combien de points ma curiosité ne put-elle être satisfaite ! Comment les Turcs étaient-ils entrés dans la guerre? quels souvenirs avaient-ils gardés de leurs alliés allemands? de quelle manière envisageaient-ils à présent la réorganisation de leur pays et l'avenir de leur race ? que restait-il des anciens partis et dans quelles directions évoluaient les nouveaux? quels sentiments enfin les animaient à l'égard de ces nations étrangères, dont les Gouvernements ne savaient pas encore s'ils démembreraient la Turquie jusqu'à l'anéantir, s'ils la prendraient en tutelle, ou si, tout en l'aidant à se relever, ils lui laisseraient son indépendance?

A voir les Turcs de Constantinople chez eux ou dans la rue, à causer superficiellement avec eux, on eût pu croire qu'un sentiment dominait en eux tous les autres : l'acceptation résignée du fait accompli, la passivité engendrée par le fatalisme, ou même l'indifférence. Là-bas, en Anatolie, d'autres Turcs se battaient, mouraient pour leur pays et pour leur foi; mais le sultan-calife, conseillé ou contraint par des étrangers, les avait solennellement déclarés rebelles et excommuniés. Des hauteurs de Stamboul, quand le temps était clair, on pouvait voir sur la côte d'Asie les fumées des incendies allumés par les Grecs; les musulmans, assis dans les cafés en plein vent qui dominent la Marmara, contemplaient ce spectacle sans s'émouvoir. Dans les

rues ils coudoyaient des soldats hellènes, tout pareils à ceux qui, de l'autre côté de l'eau, massacraient leurs frères, brûlaient leurs villages et ravageaient leurs provinces; ils passaient à côté d'eux sans frémir. C'en était donc fait de l'orgueil de ce peuple, dont l'esprit national et le sentiment religieux, blessés profondément, ne s'exprimaient même point par un geste de haine ou par un sursaut d'instinctive révolte?

Il n'était que de mieux regarder. Les nuits de Ramazan m'en donnèrent une première occasion. Pendant un mois, suivant la coutume, Stamboul ne commença de vivre qu'après le coucher du soleil. Au coup de canon qui marque la fin du jeûne, rues et places s'animaient brusquement, cafés et boutiques s'emplissaient de clients; les marchands d'eau fraîche et de limonade s'empressaient, faisant sonner deux verres l'un contre l'autre d'un mouvement rapide et continu; les balcons des minarets jetaient dans le ciel leurs couronnes de lumière.

Accompagné d'un guide musulman, j'allais de mosquée en mosquée. Dans les plus humbles, comme dans les plus célèbres, prières et prédications s'étaient succédé sans interruption durant toute la journée. Des groupes de fidèles, attardés devant les portes illuminées, discutaient les derniers événements. Non content de contribuer, avec toute sa maison, à la souscription ouverte en faveur des blessés d'Anatolie et de leurs familles, le Sultan-Calife avait ordonné des prières solennelles, pour demander au Tout-Puissant la victoire des armes nationales et pour honorer les « martyrs de la foi. » A cette occasion, il avait fait les frais d'une distribution de bonbons et d'eau de rose, faite en son nom dans toutes les mosquées de la capitale. Hier, à la Yéni-Djami, un orateur, qui osait critiquer les dirigeants d'Angora, avait été contraint de quitter la chaire, hué par la foule, et remis par elle aux mains des agents de police. Dans d'autres églises, quelques prédicateurs, jugés par le public trop malhabiles, ou trop peu instruits, avaient dû être remplacés immédiatement par des théologiens en renom; plusieurs d'entre eux étaient venus exprès d'Anatolie pour prêcher le Ramazan à Stamboul.

Nous nous dirigeons, par les petites rues qui longent le haut mur du Séraskiérat, vers la mosquée de Bayazid. Aux vitrines des boutiques, sur de petites estrades au milieu des places, est exposée l'image du héros national, le portrait de Moustapha

Kemal, entouré de fleurs et de lumières. Aux portes des mosquées et des turbés, s'étalent, en lettres arabes ou turques, de larges inscriptions lumineuses. Ici on lit : « Au bout de la patience est la victoire, » et là ce seul mot : « Patience. » Un artiste plus traditionnel a reproduit la maxime fameuse qui se déroule sous la coupole de la vieille mosquée d'Eyoub : « Celui qui t'a fait du bien, bénis-le; celui qui t'a fait du mal, laisse-le à Dieu. » Et mon guide d'ajouter : « Nous répétons cela matin et soir, en pensant aux Grecs. »

Soudain un mouvement se produit, et l'on voit déboucher en trombe les vendeurs de journaux, criant à tue-tête l'*Ikdam* et le *Peyam-Sabat*. Il est minuit et demi. L'édition que ces deux journaux font paraître pendant le mois de Ramazan à cette heure insolite est enlevée en quelques minutes. Tout ce monde, qui passe la nuit dans les cafés, dans les cours de mosquées, autour des turbés, est avide de nouvelles, ne se préoccupe et ne parle que de la guerre. On se rassemble autour de celui qui a acheté le journal et a commencé de le lire tout haut. On commente, on discute. Rarement le ton des voix s'élève; curiosité, enthousiasme ou indignation ne s'expriment pas ici en éclats bruyants; un même murmure les traduit, si singulier, si émouvant, que les voyageurs qui reviennent de l'Orient l'entendent longtemps encore bourdonner dans leurs oreilles.

Ainsi, à quelques pas de Péra mal endormi, des ambassades où l'on danse, des cabarets où des princesses russes plus ou moins contestables versent aux clients un champagne problématique, une autre ville veille et s'agite passionnément, du crépuscule jusqu'à l'aube. Pendant trente nuits, les Turcs de Stamboul, assis dans les cafés, où une ordonnance de la police interalliée n'autorise la présence que des seuls musulmans, rassemblés sur les places ou autour des églises, poursuivent leurs conciliabules, leurs méditations et leurs rêves. Méditations mélancoliques sur un passé glorieux et évanoui, rêves de violence et de vengeance? qui peut savoir?

Le Ramazan, avec ses jeûnes, ses prédications, ses cérémonies, semblait avoir réveillé tout ensemble, dans la vieille ville musulmane occupée par l'étranger infidèle, la force du sentiment national et l'ardeur de la foi religieuse. Le vingt-cinquième jour du mois de pénitence, la solennité de la « Grande Prière » me ramena à Stamboul, quelques heures après le cou-

cher du soleil. Quand je pénétrai dans Sainte-Sophie, l'immense basilique était déjà pleine : le parvis était réservé aux fidèles, on avait abandonné aux curieux la galerie circulaire du premier étage. Des officiers, des diplomates et leurs invités causaient bruyamment et faisaient les cent pas en attendant la cérémonie. En bas, c'était le recueillement, l'immobilité et le silence. Régulièrement alignés dans le sens des longues nattes étendues sur le parvis, assis sur leurs talons ou prosternés la face contre terre, les croyants priaient déjà. Sur le même rang, on voyait coude à coude des hommes et des enfants revêtus de la longue robe traditionnelle, d'autres en veston ou en bras de chemise, des officiers, des soldats et des marins en uniforme. Au premier rang de la tribune qui s'élève face au *member*, deux vieillards à longue barbe, enveloppés l'un d'un manteau pourpre, l'autre d'une soie verte brochée d'argent, semblaient être des figures de roi ou de prophète, détachées de quelque mosaïque. Jamais Sainte-Sophie ne m'était apparue si belle. La demi-obscurité rendait presque invisibles les affreux boucliers verts accrochés aux piliers; tous les détails fastidieux, tous les ornements choquants étaient noyés dans l'ombre. Seules les grandes lignes d'architecture se révélaient, soulignées par des rampes de veilleuses blanches, en une composition grandiose et comme simplifiée.

Une voix s'éleva, grêle et aiguë, mais prodigieusement agile et souple. Par intervalles, cinq mille voix lui répondaient. Un seul rythme, commandé par l'oraison, courbait toutes ces échines et toutes ces têtes, puis brusquement les relevait. Parfois, surgie d'on ne savait où, une prière isolée, criarde, venait contrarier, dominer même la prière officielle. Personne, en bas, ne semblait y prendre garde, et les galeries seules s'en étonnaient : libre à chaque fidèle d'invoquer le Très-Haut à sa guise et suivant le propre élan de son cœur. Quelqu'un, près de moi, relève le contraste que forme avec le cadre classique, parfait, savamment raisonné de la basilique justinienne, cette liturgie primitive, directement importée du désert. Il me semble que le contraste existe surtout dans notre esprit, entre ce qu'il comprend d'instinct, sans hésitation, et ce qu'il devine mal et interprète confusément. L'impression que j'emporte est celle d'une foule ordonnée, recueillie, si complètement absorbée dans sa prière, que, durant toute la cérémonie, pas un regard

ne s'est élevé du parvis vers la galerie curieuse et bruyante. Si indiscrète, si gênante que pût leur paraître la présence d'un public doublement étranger à leur race et à leur religion, tous ces hommes agenouillés ou prosternés ne daignaient même pas s'en apercevoir et ne souffraient pas un instant qu'elle vînt distraire ou diminuer l'ardeur avec laquelle, sans doute, ils suppliaient Allah de balayer ces infidèles, de rendre à son calife une indépendance souveraine et à son peuple une tranquille liberté.

LE NATIONALISME TURC

Quelques jours plus tard, je confiais à un homme politique, membre naguère important de *l'Entente libérale*, les réflexions que m'avaient suggérées mes promenades nocturnes à travers Stamboul, pendant le mois de Ramazan. « Il me semble, lui disais-je, que tous les Turcs de Constantinople sont nationalistes. » Il me répondit : « Comment en serait-il autrement? Nous pouvons ne point partager les idées politiques de Moustapha Kemal et de ses amis; les accointances du gouvernement d'Angora avec *l'Union et Progrès*, avec les Juifs et avec les Bolchévistes peuvent nous déplaire et même nous inquiéter. Mais il nous est impossible de ne pas être de cœur avec ceux qui défendent le territoire de l'Empire contre les envahisseurs et qui, pour le moment, incarnent en eux la défense nationale. Entre les nationalistes et les Grecs, notre choix n'est pas libre : nous sommes nécessairement pour les nationalistes. »

Voilà le sentiment d'un adversaire irréductible de l'ancien Unionisme. Mais la majorité des Turcs de Constantinople me semble aller beaucoup plus loin. Si, par attachement à la tradition, ils déplorent que la capitale de la Turquie, le cœur de l'Empire aient été transportés d'Europe en Asie, ils reconnaissent que, dans les circonstances actuelles, ce changement a bien des avantages.

— Constantinople n'est plus à nous, me disait un Turc. Les Alliés l'occupent en maîtres et nous obligent à y tolérer la présence des Grecs, nos ennemis. Les officiers hellènes, leurs camions, leurs patrouilles, leurs recruteurs encombrent nos rues. Matin et soir, les honneurs sont rendus solennellement, chez nous, sous nos yeux, au pavillon du roi Constantin; un

croiseur grec est à l'ancre devant le palais du Sultan. Dites vous-même si cette ville peut être la capitale d'un État en guerre. Entre Stamboul et Angora, il pouvait y avoir un certain antagonisme, tant que l'exécution du traité de Sèvres était en question. Aujourd'hui que l'impossibilité d'appliquer le traité sans modification est reconnue de tous, cet antagonisme n'a plus de raison d'exister. Il reste, si vous voulez, un certain dualisme dont nous avons intérêt à maintenir l'apparence, mais qui disparaîtra à son tour au moment que nous jugerons opportun, c'est-à-dire lorsqu'aura sonné l'heure de la paix.

En dépit de ces explications, je pouvais difficilement admettre que le danger grec eût suffi à établir l'*union sacrée* entre des partis que divisaient profondément entre eux leurs doctrines politiques, les ambitions de leurs chefs, et jusqu'à leur manière d'envisager l'avenir de la Turquie. Je n'apercevais pas non plus très clairement l'évolution qu'avait subie l'ancien parti de l'*Union et Progrès*, et le rôle qu'il jouait actuellement dans le mouvement dirigé par Moustapha Kemal. Le jeune rédacteur en chef de *l'Ikdam*, Yacoub Cadri Bey, avait séjourné récemment à Angora ; il était à la veille d'y retourner; je lui demandai de vouloir bien m'éclairer sur ces deux points.

— Lorsqu'on parle en Occident de l'*Union et Progrès*, — me dit Yacoub Cadri, — on se figure volontiers un parti homogène, composé d'hommes qui professent la même doctrine et poursuivent le même idéal. Jamais le parti unioniste n'a présenté cette cohésion. Il y a toujours eu, il y a encore aujourd'hui, dans l'*Union*, des musulmans et des juifs, des *hodjas*, des francs-maçons et des libres-penseurs, des libéraux et des radicaux. Quelques-uns d'entre les Unionistes portant la responsabilité d'avoir entraîné la Turquie dans la guerre, les résultats de la guerre ont naturellement affaibli l'autorité et diminué le prestige du parti tout entier. La grande majorité des Unionistes a renié, après coup, Enver, Djemal et leurs amis. Il n'en restait pas moins que c'était l'*Union et Progrès* qui avait fourni à l'Allemagne l'occasion et les moyens d'asservir, et par la suite de ruiner l'Empire ottoman.

« Les événements qui suivirent l'armistice : occupation de Constantinople par les Alliés, arrivée au pouvoir de Damad Férid, coup de force des Anglais, rendirent la position des Unionistes de plus en plus intenable. La Chambre dissoute et le

mouvement nationaliste déclenché par Moustapha Kemal, ceux qui le purent passèrent en Anatolie : ils y furent diversement accueillis, suivant leurs précédents et leurs tendances. Moustapha Kemal avait toujours été l'adversaire de l'*Union et Progrès*. Toutefois, il ne pouvait refuser le concours de ces officiers, de ces hommes qui accouraient sous ses drapeaux, se proclamaient nationalistes et demandaient à le prouver. De nombreux Unionistes se battent dans l'armée de Kemal; quelques-uns, — une dizaine environ, — ont été envoyés à la Grande Assemblée, où, jusqu'à présent, ils semblent exercer peu d'influence; enfin, on en trouve dans les « à côté » de la politique, dans les organisations de propagande, dans les journaux d'Angora. Mais je suis convaincu, pour ma part, que si Djemal, Enver, ou tel autre des anciens chefs du parti voulait entrer demain en Anatolie, il trouverait porte close.

« La plupart des Unionistes sont aujourd'hui nationalistes. Mais, dans le mouvement d'Anatolie, ils constituent un élément de médiocre importance. D'autre part, cette diversité d'origine et de tendances que je vous rappelais tout à l'heure, et que les événements n'ont pas atténuée, est pour eux une cause de faiblesse et une occasion de malentendus. Ainsi vous entendrez soutenir ici, dans certains milieux, que l'*Union et Progrès* fait à Angora le jeu des bolchévistes russes, à qui les juifs servent d'intermédiaires. Cela est vrai de quelques fanatiques et de quelques aventuriers qui, ayant trouvé refuge en Anatolie, y vivent des subsides de Moscou comme ils vivaient naguère à Constantinople des subsides de Berlin, mais on ne saurait sans injustice impliquer tout le parti de l'*Union* dans la folie du bolchévisme ou dans l'ignominie de la trahison.

« La vérité est que, entre les directions préconisées par les *Unionistes* et celles dont s'inspirent les chefs du gouvernement d'Angora, il y a des différences profondes. Les *Unionistes* se sont faits les apôtres d'une politique d'action. « Si la Turquie reste passive, — ainsi raisonnent-ils, — elle sera dévorée. Or, elle n'a que deux moyens d'agir : ou marcher carrément avec les Anglais, ou marcher carrément avec les bolchévistes. » Au fond de leur cœur, ils ne souhaitent point que la Turquie s'engage dans la première voie, qui ne les ramènerait certainement pas au pouvoir. La seconde semble ouvrir des perspectives plus favorables à leurs desseins politiques et à leur ambition.

« Moustapha Kemal et les hommes qui l'entourent n'envisagent pas la situation de la même manière. Pour eux, tout est subordonné à un but unique, exclusif : la défense du sol national, le salut de l'Empire ottoman. S'ils ont traité avec le gouvernement de Moscou, c'est d'abord parce qu'ils étaient dans la nécessité absolue d'assurer un de leurs fronts, pour consacrer toutes leurs forces à défendre l'autre ; c'est ensuite parce qu'ils avaient besoin d'un matériel de guerre, que seuls les Russes étaient en état de leur fournir sans retard. Le gouvernement d'Angora a conclu un accord formel avec celui de Moscou ; mais il n'en interdit pas moins l'accès de son territoire aux agents de propagande que Lénine essaye d'introduire en Anatolie ; il n'en retient pas moins en prison les directeurs des deux journaux que le « Comité d'action pour l'Orient » avait fondés à Trébizonde et à Eski-Chéhir, et qui ont dû, l'un et l'autre, cesser leur publication.

« Ce n'est pas à dire que le bolchévisme ne joue aucun rôle dans les desseins de Moustapha Kemal. Pour le chef du mouvement national turc, le bolchévisme constitue la réserve suprême, l'extrême ligne de repli. La pensée de Kemal pourrait, à ce qu'il semble, s'exprimer par ce dilemme : « Ou les Grecs sont vaincus, notre but est atteint et nous redevenons maîtres chez nous ; ou les Grecs sont vainqueurs : alors, nous ouvrons les écluses et nous laissons le flot bolchéviste déferler sur l'Anatolie, au plus grand dommage des États européens. » Et croyez bien que les gens d'Angora sont en situation d'évaluer la gravité de la menace qu'ils tiennent ainsi suspendue : témoins des efforts inouïs que fait le gouvernement de Moscou pour étendre son influence au delà du Caucase, ils ont parfaitement compris que les grandes Puissances occidentales, à peu près invulnérables chez elles, peuvent au contraire être facilement et sensiblement atteintes en Asie.

« Pour le moment, Moustapha Kemal fait la guerre, il accepte tous les concours, il met en œuvre toutes les forces. Les préoccupations politiques, les distinctions de parti passent au second plan. Elles reprendront leur importance, quand le but sera atteint. Qu'on aperçoive mieux alors la distance qui sépare l'idéal du chef nationaliste et celui des *Unionistes*, cela est assez probable. Mais l'espoir de tous les Turcs est qu'à l'heure décisive, le patriotisme et le sentiment de l'intérêt national

l'emporteront sur les préférences de doctrine, comme sur les ambitions de parti. »

Je demandai à Yacoub Cadri de quels moyens ses amis et lui disposaient pour se maintenir en contact avec le Gouvernement et l'Assemblée d'Angora, et dans quelle direction, en fonction de quel programme ils orientaient leur action commune.

— Entre nous et nos amis d'Angora, me répondit le rédacteur de l'*Ikdam*, l'accord s'établit plus souvent encore par intuition que par correspondance. Toutefois les agents de liaison ne manquent pas, entre l'Europe et l'Asie; enfin nous recevons assez régulièrement les journaux anatoliens. Il est vrai qu'à Constantinople la vente en est interdite; mais il n'est pas de club et presque pas de café où on ne les trouve.

« Quant à notre programme, je n'ai pas qualité pour le définir dans tous ses détails, et les circonstances peuvent le modifier. Néanmoins, je puis vous indiquer les idées directrices du groupe auquel j'appartiens, et qui travaille en union étroite avec les nationalistes d'Asie. Le groupe se compose essentiellement d'intellectuels, de professeurs d'université, d'étudiants et de journalistes. Nos principes sont, du moins dans la forme, ceux du *Tanzimat :* nous voulons réformer la Turquie, en faire un pays moderne et civilisé, tout en réservant expressément l'institution monarchique et la foi religieuse. Nous voulons développer ou introduire dans notre pays le parlementarisme, la liberté de conscience, l'émancipation de la femme. Mais, pour le fond, nous différons d'avec les anciens réformateurs, et plus encore d'avec les Jeunes-Turcs de 1908. Ceux-ci étaient des idéalistes, ou même des idéologues : nous sommes des réalistes. Ils s'exaltaient aux idées de liberté et d'égalité, nous nous inspirons surtout de l'idée nationale.

« Le malheur nous a conduits à prendre mieux conscience de nous-mêmes. A l'Empire Ottoman, entité métaphysique, nous voulons substituer l'Empire Turc, réalité ethnique et politique. Nous limitons notre domaine aux seuls territoires où les Turcs musulmans forment la majorité de la population, c'est-à-dire à la Thrace, avec Constantinople, et à l'Anatolie. Le sacrifice des provinces arabes, syriennes, et même arméniennes, sous réserve d'une équitable délimitation, est considéré par nous comme nécessaire; il est, d'ailleurs consenti désormais par la plus grande partie de la nation. Nous admettons que les mino-

rités doivent être protégées, comme elles l'ont toujours été, par un statut spécial ; mais nous nous révoltons à l'idée que ces minorités, déclarant insuffisants les privilèges et les garanties attribués à leurs patriarcats, prétendent recourir à l'appui des Puissances étrangères pour nous imposer, à nous Turcs musulmans, qui sommes chez nous, leurs propres conditions.

« Enfin nous sommes démocrates, tout en restant attachés à la monarchie, comme à la seule forme de gouvernement qui convienne à ce pays. Quelques-uns d'entre nous sont libres penseurs; mais nous avons tous le respect profond des croyances et des institutions religieuses. Vous savez d'ailleurs qu'il ne peut y avoir en Turquie ni anticléricalisme, ni cléricalisme, puisqu'il n'y existe pas de cléricature. Je puis me faire *hedjà* demain et redevenir laïque huit jours après. Nous reconnaissons, pour notre part, la double autorité, temporelle et spirituelle, du Sultan-Calife. Si vous me demandez quelle est, sur ce dernier point, l'attitude de nos amis d'Angora, je vous répondrai qu'ils considèrent le Sultan comme étant effectivement prisonnier des Alliés et privé de l'indépendance qui lui est nécessaire pour exercer son pouvoir temporel ; quant à sa dignité et à son autorité religieuses, elles demeurent intactes, en Asie comme en Europe, et c'est au nom du Calife que Moustapha Kemal enrôle les paysans anatoliens pour la défense de la patrie et de la foi. »

LE TURQUISME. — STATUT TERRITORIAL ET STATUT POLITIQUE

Le rédacteur en chef de l'*Ikdam*, tout en insistant peut-être avec quelque complaisance sur la modération du programme nationaliste, avait fort bien marqué les différences qui le séparent de celui de l'*Union*. Entre l'un et l'autre, il y a la grande guerre et l'échec désastreux du système politique conçu par Talaat. Enver, Djemal et leurs amis. Sans doute, on peut rattacher le mouvement kémaliste de 1919 au mouvement jeune-turc de 1900 ; mais c'est méconnaitre une partie de la réalité que de vouloir les confondre. Le Kurde Loufti Fikri Bey, ancien député du Dersim et l'un des leaders de l'Entente Libérale, au temps où ce parti groupait autour des Turcs modérés les allogènes : Arabes, Arméniens, Kurdes et Albanais, avait formulé un jour devant moi ce jugement frappant, mais sommaire : « La révolution d'Angleterre fut inspirée par un prin-

cipe religieux, la révolution française par des idées philosophiques; celle qui se prépare en Anatolie s'accomplira par la force et au nom d'une idée nationale. »

Encore faut-il définir exactement cette idée : Est-ce l'idée ottomane? Nous avons vu que les nationalistes de Constantinople, par nécessité ou par conviction, semblent l'avoir abandonnée. La conception dont ils se réclament aujourd'hui m'a paru se rapprocher sensiblement de celle que, déjà il y a dix ans, j'avais trouvée très répandue, soit à Constantinople, soit en Asie-Mineure, et qu'on désignait alors sous le nom de *Turquisme*. Curieux de savoir jusqu'à quel point ce rapprochement était justifié, je posai la question à un professeur de l'Université de Stamboul, qui est en même temps un poète original et un écrivain politique de talent, Yahya Kémal Bey.

— Lorsque se forma, m'expliqua-t-il, le courant d'idées qu'on a appelé turquisme, son caractère essentiel fut généralement méconnu, soit à l'étranger, soit même dans notre pays. Les Turquistes raisonnaient ainsi. Les réformateurs de l'époque du Tanzimat ont inventé le mot *ottoman*. A les en croire, il ne devait plus y avoir en Turquie ni Turcs, ni Grecs, ni Arméniens, ni Arabes, mais seulement des Ottomans. Qu'est-il arrivé? Les Turcs ont fait le sacrifice de leur nationalité; mais tous les autres ont soigneusement conservé la leur. L'*Ottomanisme* ne pouvait donc être réalisé qu'aux dépens des Turcs. Il n'a pas fait l'unité dans notre pays, et il y a maintenu, au contraire, une diversité qui constitue la principale faiblesse de l'Empire. Mieux vaut un empire moins étendu et plus fort. Seuls en feront partie les territoires peuplés, en majorité, par des Turcs musulmans.

« Dans les milieux officiels ottomans, le turquisme fut mal accueilli : on y vit une doctrine de renonciation. Bientôt éclata la guerre balkanique, dont les leçons justifièrent en partie le système qu'on avait si dédaigneusement écarté. Puis ce fut la grande guerre, et le traité de Sèvres. Je vous assure que si les Puissances s'étaient bornées à détacher de l'Empire les territoires peuplés en majorité d'allogènes, la Syrie, la Palestine et la Mésopotamie, le plus grand nombre eût accepté sans grand regret cette décision, et plusieurs même s'en seraient félicités. C'était, en somme, à quelques différences près, la réalisation du programme turquiste. Mais les Puissances nous retiraient

en outre la plus grande partie de la Thrace, qui est à nous et sans laquelle nous ne pouvons pas vivre ; enfin le 15 mai 1919, nous voyions les Grecs débarquer à Smyrne, sous la protection de l'Angleterre et de la France. Alors nous n'y avons plus rien compris. Au lieu de s'appuyer sur le turquisme, dont les conceptions s'accordaient sensiblement avec leurs propres desseins, — j'entends avec leurs desseins raisonnables, — les Alliés ont suscité eux-mêmes le nationalisme, et, ce qui est plus dangereux, ils ont précipité dans ce mouvement tous les éléments révolutionnaires : Unionistes germanophiles, panislamistes, et jusqu'aux Bolchévistes.

« Heureusement pour nous, et pour l'Europe, Moustapha Kemal est homme à canaliser et à dominer tous ces courants désordonnés et excessifs. Parmi ses conseillers, plusieurs connaissent assez bien l'Occident pour comprendre que la Turquie ne peut vivre sans son agrément et sans son concours. Les Alliés ont commis la grande faute de reléguer en Asie les éléments les plus actifs, les plus efficaces de la nation turque. Ceux-ci ne commettront pas à leur tour la faute lourde d'y rester définitivement. Mais les nationalistes, quand bien même ils le pourraient, ne rentreront pas à Constantinople avant que les Alliés n'en soient sortis. Ils préfèrent mille fois l'indépendance en Asie à l'esclavage en Europe. Ils ne professent ni hostilité contre le souverain, ni mépris pour son grand-vizir; mais ils savent que ce n'est ni le sultan qui règne à Constantinople, ni Tewfik Pacha qui gouverne. L'autorité suprême, unique, est celle d'un Anglais, le chef de la police, et ils se refusent à la reconnaître.

« Je vais un peu plus loin : le jour où la capitale de l'Empire sera revenue à des conditions de vie normales, je ne pense pas que les nationalistes s'y précipitent. Ils attendront quelque temps. Non seulement parce qu'ils se défient des Alliés, mais parce qu'ils n'ont une entière confiance, ni dans le souverain qui s'est résigné à une demi-déchéance, ni dans les hommes actuellement au pouvoir, qui se sont soumis à un contrôle et à des restrictions incompatibles avec l'exercice du gouvernement. Il se peut que les Anatoliens demandent certaines garanties, exigent même certaines exécutions : on leur attribue le dessein de remplacer le Sultan actuel par un autre membre de la famille impériale. Cependant il n'est pas probable qu'à ce

moment-là les questions de personnes jouent un rôle prépondérant : c'est l'intérêt suprême du pays qui dictera leur conduite aux hommes de Constantinople comme à ceux d'Angora et qui, en dépit des différences de programme et des querelles de parti, imposera l'union nationale. Cette union est nécessaire aux Alliés aussi bien qu'à nous : il leur appartient de la rendre possible et d'en hâter l'événement. »

Presque tous les Turcs que j'ai interrogés à Constantinople, qu'ils fussent professeurs, journalistes, parlementaires, ou membres du gouvernement, se sont rencontrés sur ces trois points : la Turquie doit renoncer aux territoires non turcs; elle doit conserver la Thrace et le vilayet de Smyrne, qui sont des territoires turcs; elle ne peut souffrir aucune restriction, aucune atteinte à ses droits souverains, à son indépendance politique et économique. Les Turcs me semblaient faire assez bon marché de la Syrie, de la Palestine et de la Mésopotamie; au fond, leur pensée était à peu près celle-ci : « Vous avez voulu ces provinces; prenez-les. Vous ne les gouvernerez ni mieux ni plus que nous. » Ils faisaient toutes réserves sur le Kurdistan, dont ils ne reconnaissent pas l'autonomie, et sur l'Arménie dont ils contestent les limites. Enfin ils revendiquaient avec la dernière fermeté la Thrace et l'Anatolie tout entière. Voilà pour le statut territorial. Mais, sur le statut politique, je les trouvais beaucoup plus intransigeants; tous les raisonnements qu'ils tenaient à ce propos traduisaient, en même temps que l'exaspération causée par un contrôle provisoire dont on ne voyait pas la fin, l'impérieuse volonté d'être enfin maîtres chez eux. Même chez les plus raisonnables, je constatais cette résistance, cette révolte du sentiment national contre toute limitation apportée à l'indépendance de leur pays, à la souveraineté de la Turquie. L'esprit nationaliste a soufflé partout, même dans les milieux réactionnaires : et voilà où apparaît l'erreur de ceux qui ne voient dans le mouvement actuel qu'une phase nouvelle de la révolution de 1908.

Je n'irai pas jusqu'à prononcer, en parlant des Turcs de Constantinople, le mot de xénophobie. On ne hait pas les étrangers, mais on est las de les voir tout diriger, tout contrôler et... tout embrouiller. Un ministre du cabinet Tewfik, reprenant à son compte le mot célèbre, me dit : « L'homme malade n'était que malade; mais il meurt de tous les médecins qui encombrent

son chevet. » Le directeur d'un grand journal de Stamboul me supplie de dénoncer le « régime asiatique » imposé à Constantinople par les Puissances occidentales. Abdullah Bey, alors ministre des finances, me démontre, — ce n'était pas difficile, — l'impossibilité où il est de faire face aux dépenses du budget, si on ne l'autorise pas à créer des recettes, et il conclut : « Vous administrez peut-être mieux que nous, c'est-à-dire selon des méthodes plus perfectionnées; mais vous administrez ici dans votre intérêt et non pas dans le nôtre. » La prétention de « fare da se » a envahi la Turquie officielle : c'est, pour une part, la conséquence du mouvement d'opinion soulevé par la guerre, par la proclamation des principes wilsoniens, par l'émancipation des peuples de l'Europe centrale, et, pour le reste, la réaction contre les exigences, tantôt légitimes et nécessaires, tantôt excessives et inutiles, de l'occupation étrangère.

Tout ce qui ressemble à un empiètement sur les « droits souverains » de l'État ottoman est devenu insupportable aux Turcs : ils oublient que les contrôles dont ils réclament l'abolition constituent simplement la garantie du créancier envers son débiteur; ils oublient que le maintien de certains soi-disant privilèges représente le minimum de ce qui est nécessaire pour assurer la protection des minorités non turques et non musulmanes; ils oublient même, assez souvent, qu'ils ont déclaré la guerre aux Alliés, qu'ils ont soutenu contre eux la mauvaise querelle des Empires centraux, et qu'ils ont été vaincus.

CONSTANTINOPLE ET ANGORA

Enfin Constantinople subit l'influence d'Angora. Les Turcs de la capitale songent avec mélancolie que, de l'autre côté de la Marmara, il y a des gens de leur race, de leur religion, de leur nation, qui vivent dans une indépendance complète, en dehors de tout contrôle européen. La grande Assemblée nationale administre les provinces d'Asie comme il lui plaît, vote les impôts et les perçoit librement, décrète des tarifs douaniers. L'Anatolie se passe de l'Europe, et elle vit : le pain coûte moins cher à Angora qu'à Constantinople. On néglige, il est vrai, cette circonstance, que le Gouvernement de Moustapha Kemal ne fait qu'exploiter à son profit une organisation toute montée, et montée par des Européens; qu'il utilise les services

de la Banque ottomane, encaisse les recettes de la Dette publique et réquisitionne les stocks de la Régie des tabacs. Mais le public n'entre pas dans ces détails.

Il y a plus : Constantinople a peur d'Angora. Au lendemain de la victoire d'Inn-Eunu, combien de fois ai-je entendu des Turcs souhaiter que le triomphe des nationalistes ne fût ni trop complet, ni trop éclatant. Et cela se comprend. A côté des défenseurs de la foi, des champions de l'indépendance nationale, de ceux qui ont versé leur sang pour délivrer la patrie de l'invasion étrangère, quelle figure feraient les Turcs d'Europe, qui ont assisté en spectateurs à cette lutte désespérée, dont l'enjeu semblait être l'existence même de la Turquie? Aucune surveillance ne peut empêcher les officiers turcs de passer en Anatolie, pour prendre du service dans l'armée de Moustapha Kemal : le nombre de ces volontaires, d'après des statistiques officielles, atteignit au printemps dernier près de mille par mois. Il faudrait y ajouter les quelques milliers d'étudiants qui ont rejoint le front d'Asie comme simples soldats. Ceux qui restent ont, malgré tout, le sentiment de ne pas faire leur devoir, d'être des Turcs de deuxième catégorie.

Les hommes politiques, craignant d'encourir une déchéance analogue, faisaient au gouvernement d'Angora des offres de service. « Vous avez assumé la tâche militaire, — disaient-ils à Moustapha Kemal et à ses amis ; confiez-nous la tâche diplomatique, pour laquelle nous sommes mieux placés, mieux outillés, mieux préparés que vous. » Mais Angora repoussait l'idée d'une collaboration avec des hommes qui vivaient en pays occupé, soumis à tous les contrôles et à toutes les influences. Il était souvent pénible, presque humiliant pour les ministres du Sultan, de laisser deviner à des étrangers leur ignorance de ce qui se passait en Anatolie : le gouvernement d'Angora ne les tenait directement au courant, ni des événements militaires et politiques, ni de ses propres intentions. On s'explique l'embarras des hommes d'État de Constantinople, obligés de traiter les affaires turques avec les représentants des Puissances, et obsédés par la crainte de se mettre en désaccord avec les Anatoliens, de se compromettre à leurs yeux, alors que bientôt peut-être, c'était aux Anatoliens qu'il leur faudrait rendre des comptes.

Lorsque, le 12 juin 1921, Tewfik Pacha modifia la compo-

sition de son cabinet, en y faisant rentrer deux anciens grands-vizirs, le maréchal Izzet Pacha, ministre des Affaires étrangères, et Salih Pacha, ministre de la marine, qui passaient l'un et l'autre pour avoir quelque crédit à Angora, on crut que le moment approchait où, l'accord étant réalisé entre l'Europe et l'Asie, il deviendrait possible aux gouvernements alliés d'intervenir utilement, pour mettre fin au conflit gréco-turc et rétablir enfin la paix en Orient. Nul homme ne semblait plus propre à ce rôle de conciliateur, que le maréchal Izet, dont les nationalistes admiraient les talents militaires et les vertus civiques, et qui comptait parmi les dirigeants d'Angora des amis nombreux et dévoués : Ismet Pacha, le commandant en chef des armées de l'Ouest, avait été pendant la grande guerre son chef d'état-major.

La situation fut aussi difficile pour le nouveau cabinet que pour les précédents : s'il faisait mine de se rapprocher du gouvernement nationaliste, il éveillait les soupçons des Alliés; s'il paraissait marcher d'accord avec les Alliés, c'est aux défiances d'Angora qu'il était en butte. La double réserve qu'il était obligé de s'imposer lui rendait précisément impossible la tâche pour laquelle il semblait avoir été choisi. Voici assez exactement les conditions auxquelles le cabinet de Constantinople, à cette date, estimait que la paix pourrait être rétablie entre les grandes Puissances et l'Empire ottoman :

Restitution de l'Asie-Mineure à la Turquie;

Rectification de la frontière d'Europe, laissant à la Turquie la partie de la Thrace qu'elle est en droit de revendiquer pour des raisons ethnographiques, ou dont elle a besoin pour assurer la défense de Constantinople;

Garde des détroits confiée à la Société des Nations, qui en autorisera ou en interdira souverainement le passage, après les avoir mis, par des fortifications appropriées, en état d'être défendus;

Suppression des zones d'influence économique prévues par l'accord tripartite;

Réformes judiciaires ayant un caractère temporaire et compatible avec la souveraineté de la Turquie;

Droits des minorités définis et garantis, à l'égard de la Turquie, comme ils l'ont été à l'égard de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie;

Autorisation de recruter par conscription la totalité de

l'armée et une partie de la gendarmerie, aussi longtemps que la Grèce et la Russie menaceront l'intégrité du territoire turc.

On aperçoit aisément, à travers ces formules, la préoccupation de ménager les exigences et les susceptibilités du gouvernement d'Anatolie. On voit aussi, en se reportant au traité de Sèvres et à l'accord tripartite, que les conditions économiques énumérées sont autant de concessions, que la Turquie demandait aux Puissances alliées de lui octroyer. Invités à faire connaître celles que, de son côté, la Turquie était prête à offrir aux Puissances alliées, les hommes d'État de Constantinople gardaient le silence ou répondaient en termes très vagues : ou bien ils n'osaient pas s'engager sans l'aveu d'Angora, ou bien ils avaient la simple honnêteté de reconnaître que les engagements pris par eux seuls ne vaudraient rien.

Entre les représentants des Puissances et le Gouvernement de Constantinople subsistait une équivoque, ou un malentendu, que d'une part et de l'autre on se gardait bien de définir, et qui peut se traduire ainsi. Les Alliés disaient aux ministres du Sultan : « Mettez-vous d'accord avec Angora ; après quoi, nous ferons la paix avec la Turquie. » Les ministres du Sultan pensaient : « Jamais les Nationalistes d'Angora ne reviendront à Constantinople, avant de savoir ce qu'ils y trouveront ; et jamais nous ne pourrons exécuter les conditions d'une paix qu'ils n'auraient pas consentie. Ce sont les Alliés qui ont creusé le fossé entre l'Europe et l'Asie ; c'est à eux qu'il appartient de le combler : eux seuls en ont les moyens. »

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

M. MAURICE BARRÈS

II (1)

EN ATTENDANT LES BARBARES

Sauf de bien rares exceptions, ce n'est que par des œuvres d'imagination qu'un écrivain s'impose au grand public. Le *Génie du Christianisme* lui-même n'aurait pas fait entrer du premier coup Chateaubriand dans la gloire, sans les deux « épisodes » d'*Atala* et de *René* que l'auteur y avait subtilement insérés. Plus près de nous, les *Essais de psychologie contemporaine* ont eu certainement moins de lecteurs qu'*Un crime d'amour* et que *Cosmopolis*. C'est sans doute ce qu'avait obscurément senti M. Barrès en réservant, dès ses débuts, à l'art du roman, son effort littéraire le plus soutenu. Le roman, dans la littérature d'aujourd'hui, remplit exactement la fonction que remplissait la tragédie dans la littérature classique. Cette forme d'art est si souple, elle se prête à des talents si divers, à des conceptions si variées, qu'elle ne peut manquer d'attirer et de retenir tous ceux qui ont quelque imagination dans la pensée (2). Mais les premiers romans de M. Barrès étaient d'une

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.
(2) Le théâtre, où M. Barrès s'était essayé en 1894, en donnant *la Comédie*

qualité si singulière et, pour tout dire, si étrangement obscurs et si ésotériques, qu'ils ont déconcerté, et même découragé, je le sais, la bonne volonté de bien des lecteurs qui n'étaient point tous méprisables. Les « Barbares » se vengeaient de leur dédaigneux « adversaire » ... en n'achetant point ses livres. Celui-ci était trop fin, trop amoureux de la gloire pour ne s'en point aviser, et pour ne point changer de méthode. Il dut rêver d'un grand roman conçu suivant une formule nouvelle, et où il se mettrait tout entier, avec toutes ses idées, philosophiques, politiques et sociales, avec son expérience de la vie et des âmes contemporaines, avec ses multiples dons d'écrivain : sorte d'épopée symbolique où il inscrirait, dans l'évocation de quelques destinées individuelles, l'histoire morale de sa propre génération. Et ce serait *le Roman de l'Énergie nationale*.

I

L'œuvre une fois conçue (1894), elle fut bâtie tout entière, puis présentée à une Revue. Elle effraya par ses dimensions démesurées. On se contenta d'en insérer la première partie, qui fut baptisée d'un titre tout à fait heureux, et qui devait faire fortune : *les Déracinés*. De 1897 à 1903, les trois parties de la trilogie parurent successivement en librairie : *l'Appel au soldat* et *Leurs Figures* suivirent *les Déracinés*. Comme ils mettaient en scène nombre de personnages encore vivants, chacun de ces livres, ainsi qu'il était naturel, souleva de vives polémiques. L'ensemble s'imposa à l'attention générale : les critiques les moins indulgents durent convenir qu'après ce gros effort, M. Maurice Barrès était quelque chose d'autre et de plus qu'auparavant, et qu'il fallait désormais compter avec lui.

On se rappelle la donnée de ce *Roman de l'Énergie nationale*. C'est, entre 1879 et 1894, l'histoire de sept jeunes Lorrains, anciens élèves du lycée de Nancy, qui, brûlés du désir d' « arriver, » grisés des discours de leur professeur de philosophie, le politicien Bouteiller, sont venus chercher fortune à Paris. Ils ne croient qu'en eux-mêmes, et leur grand maître,

parlementaire, dont la censure interdit la représentation, convenait évidemment beaucoup moins à son genre de talent et à sa tournure d'esprit. « Cette gazette, étant littéraire, s'occupera rarement des théâtres, » écrivait-il dédaigneusement dans *les Taches d'encre* (5 novembre 1884, p. 62).

leur « professeur d'énergie, » est Napoléon (1). Le journalisme, la politique, ces deux grands modernes « moyens de parvenir, » leur réussissent assez mal, au moins à quelques-uns d'entre eux : l'un, Racadot, entraîné au crime, meurt sur l'échafaud; son complice, Mouchefrin, achève de se dégrader par des opérations du plus bas chantage. Deux autres, Renaudin et Suret-Lefort, aussi peu scrupuleux, mais plus habiles et plus heureux, deviennent, l'un agent principal d'une grande maison de publicité, l'autre député influent de la majorité républicaine, et le successeur désigné de Bouteiller. Un autre, Saint-Phlin, catholique et conservateur, retourne s'enraciner dans son pays. Un autre, Rœmerspacher, solide travailleur de Sorbonne, finira sans doute à l'Institut. Quant au dernier, François Sturel, nature inquiète, fine et nerveuse, il ne sera rien complètement : sa liaison avec le général Boulanger, ses indignations et ses velléités d'action pendant la période panamiste n'aboutiront qu'à lui faire constater son impuissance. Ce « roman de l'énergie nationale » nous laisse à dessein sous l'impression, par suite d'une mauvaise application, d'un fâcheux gaspillage de l'énergie nationale.

Cette œuvre puissante, et qui fait songer à certains romans sociaux de Balzac, n'est point sans défauts. Elle est trop touffue et elle est inégale. Les belles pages, que guettent les anthologies, y abondent. Mais le style, dans sa luxuriance, avec toutes ses qualités d'éclat, de force, d'ingéniosité aiguë, n'a pas toujours la limpidité, la simplicité, l'aisance heureuse qui distinguent les vrais classiques. Ce fleuve abondant et tumul-

(1) Il faut rapprocher le célèbre chapitre des *Déracinés, Au tombeau de Napoléon*, de l'article, non recueilli en volume, du *Journal* (14 avril 1893), sur *Napoléon professeur d'énergie*. Citons-en quelques lignes : « Je suis sûr que nous manquons d'énergie, de volonté, d'enthousiasme, et puis aussi d'une qualité moindre, de la flamme romanesque. Le vrai traitement, la réelle *psychothérapie* ne serait point de conduire nos enfants dans les maisons d'idiots et de leur dire : « Sois semblable à ceux-ci pour être heureux. » Mais racontons-leur la vie de Bonaparte. Même, n'ayez point de scrupule de leur dire : « Petit enfant, si tu le peux, sois semblable à celui-ci. » Pour ma part, je considère que tout individu qui n'est point malade d'admiration, d'enthousiasme sans issue à la lecture du *Mémorial de Sainte Hélène*, doit être jeté dehors à coups de pied... Ah ! s'il est quelqu'un de qui ces noms : Bonaparte ! Napoléon ! l'Empereur ! M. de Buonaparte ! ne fasse pas battre le cœur, je ne suis pas de sa race, il m'est plus étranger qu'un nègre ou qu'un sous-préfet. Quant à moi, j'entends bien ne mourir que de mon cœur usé pour avoir trop aimé l'homme de Brumaire, et, avec lui, cinq ou six héros, des hommes qui surent marcher sur les flots et n'y furent pas engloutis, parce qu'ils avaient confiance en eux-mêmes... »

tueux charrie encore dans son cours quelques débris des vieilles roches qu'il a arrachés à ses rives; la pureté de ses eaux est encore troublée par le limon germanique qu'elles transportent. Mais que l'écrivain consente à faire un choix parmi les sensations qui l'assaillent; qu'il n'en retienne, pour les exprimer brièvement, que celles qui dominent et emportent les autres, et il lui arrivera de dessiner des paysages ou de tracer des portraits dont on ne saurait dépasser la vérité vivante et la force évocatrice.

Tous ceux qui ont senti et goûté la grandeur mélancolique des fins d'automne à Versailles croiront revivre leurs émotions passées en contemplant cette noble toile :

Le tapis du parc varie selon l'essence des arbres et la facilité qu'eut la pluie à le ternir. Quand le sol se bombe ou se rentre, les rayons réfractés avec des angles inégaux y fournissent mille feux non pareils. Parfois, dans le lointain, un bassin de marbre s'offre au bout des charmilles dont l'ombre zèbre le sol. Sur les côtés filent des sentiers étroits entre des haies rigoureusement taillées, et chacun d'eux aboutit à des bosquets où des bancs de Carrare délavé assistent à la chute des feuilles dans l'eau des vasques. De ces ronds-points déserts, huit chemins abandonnés mènent chacun à des solitudes d'où rayonne encore un système d'allées, toujours mélancoliques et de même enchantement, mais plus pressantes à mesure que leurs dédales se multiplient. Les feuilles se détachaient et glissaient en se froissant de branche en branche. Avec le moindre bruit, elles se couchaient, ne voulaient plus que pourrir. Un vent léger se leva qui les entraînait doucement, les faisait rouler comme des cerceaux d'enfants, les poussait jusqu'aux vasques croupissantes où des plombs bronzés, que gâte l'humidité poisseuse, émergent à fleur d'eau. O mort émouvante, formes ambiguës de la décomposition, couleurs liquéfiées où rampent les animaux répulsifs! Nul passant, rien que la mort et la gamme de ses marbrures...

Veut-on maintenant des portraits, enlevés d'un trait de plume qui flagelle ou qui grave, ou ramassés en quelques lignes, ou amoureusement composés et dressés en pied, ou infatigablement pris et repris et qui s'acheminent à la ressemblance par des retouches successives? C'est Constans, « avec ce ton bonhomme et cet air de maraîcher qui a des économies. » C'est Rouvier, « avec son aplomb de sanguin fortement musclé, ses larges épaules, son regard de myope qui ne daigne s'arrê-

ter sur personne, avec tout cet aspect d'Arménien transporté des quais de Marseille à Paris, et toujours parlant haut, de cette admirable voix autoritaire qui, depuis quatre ans, brutalise, subventionne et soutient tout ce monde-là. » C'est Clemenceau, « né agressif et qui, même dans la vie familière, procède par interpellation directe et par intimidation, les bras croisés, le regard insulteur, la figure verte, cherchant son souffle. (1) » C'est Bouteiller, « avec son teint pâle, sa redingote où l'on cherchait instinctivement des traces de craie. » C'est Boulanger, « très simple, avec sa belle allure d'homme sûr de sa destinée et avec cette expression à la fois puissante et douce qui donnait tant de charme à sa physionomie, » mais avec « un fonds de vulgarité » qui reparaissait dans les moments décisifs (2). Et c'est enfin Taine :

Le philosophe avait alors cinquante-six ans. Enveloppé d'un pardessus de fourrure grise, avec ses lunettes, sa barbe grisonnante, il semblait un personnage du vieux temps, un alchimiste hollandais. Ses cheveux étaient collés, serrés sur sa tempe, sans une ondulation. Sa figure creuse et sans teint avait des tons de bois. Il portait sa barbe à peu près comme Alfred de Musset qu'il avait tant aimé, et sa bouche eût été aisément sensuelle. Le nez était busqué, la voûte du front belle, les tempes bien renflées, encore que serrées aux arcades du front et l'arcade sourcilière nette, vive, arrêtée finement. *Du fond de ces douces cavernes, le regard venait, à la fois impatient et réservé, retardé par le savoir, semblait-il, et pressé par la curiosité.* Et ce caractère, avec la lenteur des gestes, contribuait beaucoup à la dignité d'un ensemble qui aurait pu paraître un peu chétif et universitaire dans certains détails, car M. Taine, par exemple, portait cet après-midi une étroite cravate noire en satin, comme celle que l'on met le soir.

Ce sont là des pages qui classent une œuvre. Mais un paysagiste, un portraitiste même ne sont pas un romancier. Il faut encore, il faut surtout, pour mériter pleinement ce titre, savoir conter et créer des figures vivantes. Savoir conter, c'est donner

(1) Cf. dans un article, non recueilli en volume, sur *Clemenceau littérateur* (*Figaro* du 20 mai 1896), cet autre portrait : « C'est un homme. Considérons avec plaisir cette physionomie indomptable, son teint jaune et les plans violemment accusés de cette figure si vivante où éclate le besoin de vous expliquer à vous-même ce que vous alliez lui exposer. »

(2) *L'Appel au soldat*, éd. originale Juven, p. 95, 222, 226 ; — *Leurs Figures*, éd. originale Juven, p, 135-136.

au lecteur l'illusion d'une histoire vraie, c'est fixer son attention et piquer sa curiosité au moyen d'une intrigue à la fois si attachante et si claire que pas un instant l'intérêt ne faiblira. A cet égard, le « roman de l'énergie nationale » n'est pas une parfaite réussite. Le don latin de la composition y fait un peu défaut. Très différent en cela, par exemple, de M. Bourget, qui est un si puissant constructeur, M. Barrès ne tient pas d'une main très ferme tous les fils de l'écheveau qu'il doit dérouler sous nos yeux; il les laisse s'entrecroiser, et même s'embrouiller quelquefois. Les destinées de chacun de ses héros ne sont point *centrées* autour d'un point fixe, et, à les suivre parallèlement, l'intérêt se disperse et se dilue. Joignez à cela que, pour des raisons de fantaisie personnelle ou de doctrine, l'écrivain se laisse volontiers entrainer à des longueurs, des digressions, des hors-d'œuvre, qui nous font perdre de vue la ligne générale du récit et rompent à chaque instant l'impression d'ensemble. Grave défaut dans un ouvrage d'imagination : le lecteur n'appartient corps et âme qu'à l'écrivain qui s'empare de son esprit dès la première ligne et ne le lâche qu'à la dernière, après l'avoir conduit, par la voie la plus directe, la plus rapide, au terme secrètement poursuivi. Au romancier qui lui procure ce singulier plaisir d'être constamment dominé, et pris, et emporté dans un vigoureux engrenage, il n'est pas loin de presque tout pardonner, même de ne point posséder le don de vie et de ne pas « faire concurrence à l'état civil. »

Cette dernière faculté, on a parfois prétendu que M. Maurice Barrès en était dépourvu. Et si l'on veut dire par là que les personnages imaginaires qu'il met en scène ne surgissent pas devant nos yeux, ses livres fermés, avec cette netteté, ce relief, cette force d'obsession qu'ont les images des êtres réels que nous coudoyons dans la vie, on a peut-être raison. Je ne *revois* pas Rœmerspacher et Mme de Nelles comme je revois Eugénie Grandet ou le père Goriot. Mais a-t-on remarqué qu'il n'en va pas de même pour les personnages que M. Barrès a peints d'après nature et qui appartiennent à l'histoire? Je revois fort bien Bouteiller, — copié, comme l'on sait, fort librement d'ailleurs, sur Auguste Burdeau; — j'entends sa belle voix grave et pathétique, et, instinctivement, je cherche, moi aussi, des traces de craie sur sa redingote de professeur. Je revois surtout Boulanger et toutes ces « figures » de « pana-

mistes » et de parlementaires qui s'agitent au Palais-Bourbon. Et ce que le romancier n'a pas moins bien senti et rendu, c'est l'atmosphère toute spéciale où vivent, intriguent, spéculent et quelquefois tremblent ses héros. Telles séances de la Chambre, — la « Journée de l'Accusateur, » celle de « la Première charrette, » — sont de la grande psychologie collective en action et nous laissent une impression ineffaçable, — une impression analogue à celle que l'on emporte de certaines pages de Saint-Simon.

Et tout ceci revient à dire que l'art de M. Barrès, inférieur peut-être à son rêve, quand il s'agit de créer et de faire mouvoir des êtres fictifs, ne prend tout son prix que quand l'écrivain travaille d'après le modèle vivant. Son imagination est moins inventive qu'évocatrice de choses vues. « *L'Appel au soldat*, écrivait Jules Lemaitre, me paraît être de l'histoire, au même titre, par exemple, que les *Mémoires* de Saint-Simon, les *Mémoires d'outre-tombe* ou les visions de Michelet, et à plus forte raison que les admirables chapitres de *l'Éducation sentimentale* où est racontée la Révolution de 1848. Toute histoire est forcément « subjective, » c'est-à-dire interprétée et par suite transformée par le narrateur, à moins que celui-ci soit un esprit tout à fait indigent. L'histoire est, dans *l'Appel au soldat*, d'un subjectivisme qui avoue, voilà tout (1). » Historien, je ne sais, car peut-être se mêle-t-il trop de passion à cette représentation des mœurs contemporaines; mais chroniqueur ou mémorialiste assurément : M. Maurice Barrès est par excellence le chroniqueur de la vie politique sous la troisième République.

Ce chroniqueur, enfin, est un écrivain qui pense; il ne se contente pas d'évoquer : il juge la réalité qu'il peint; il a écrit, et il faut l'en louer, un roman à thèse. L'idée générale qui domine et qui inspire son livre, c'est celle qui forme l'une des assises doctrinales des *Origines de la France contemporaine*, et que nous avons déjà vue esquissée ou développée dans maint article de journal. Aux yeux de M. Barrès, comme aux yeux de Taine, la France d'aujourd'hui souffre surtout d'un excès de centralisation. Centralisation intellectuelle : l'enseignement universitaire, tout pénétré d'esprit classique et d'humanisme, détache les jeunes êtres qui lui sont confiés du sol

(1) Jules Lemaitre, *l'Appel au soldat* (*Écho de Paris*), non recueilli en volume.

natal et des traditions familiales, les coule dans un moule uniforme et artificiel; il fabrique des « déracinés » et des hommes de lettres parisiens. Centralisation politique : tout le pouvoir est concentré entre les mains de quelques centaines de mandataires qui, organisés en partis, choisissent ou imposent les ministres, et, accessibles à toutes les corruptions, battent monnaie de leurs votes, de leur influence, sans aucun souci de l'intérêt public. Centralisation administrative : une immense armée de fonctionnaires couvre le pays, recevant le mot d'ordre de Paris, appliquant des règlements qui ne tiennent pas compte des diversités locales et qui répriment impitoyablement toute velléité d'originalité, toute initiative individuelle. A ce régime, la France se meurt, la France est morte. Il n'y a qu'un moyen de la ressusciter : c'est de restreindre de plus en plus le rôle de l'État dévorateur et tout-puissant; c'est de réchauffer ou même de recréer la vie régionale; c'est de combattre sans trêve le parlementarisme irresponsable et incompétent.

La thèse ainsi présentée est spécieuse, et j'en dirais même volontiers ce que Pascal disait de l'athéisme, qu'« il est vrai, mais jusqu'à un certain point seulement. » Car certes, nous n'allons pas nier les réels inconvénients d'une centralisation excessive. Mais nous n'irons pourtant pas jusqu'à charger ce seul bouc émissaire de tous les péchés et de tous les malheurs d'Israël. Ce n'est pas d'un excès de centralisation que la France de 1880-1910 a particulièrement souffert; c'est, — nous le voyons mieux aujourd'hui, — de sa défaite de 1870. On pourrait même soutenir que c'est sa centralisation, qui a permis à la France vaincue de sauvegarder jalousement et de consolider son unité nationale, et de pouvoir, à l'heure du danger, faire face de toutes ses forces réunies à l'ennemi commun. La France de la grande guerre n'a pas eu, comme la Belgique, ses « flamingants, » ni, comme l'Angleterre, son Irlande. Elle est actuellement, et de beaucoup, la plus une de toutes les nations européennes : ce résultat est assez appréciable pour être payé, fût-ce un peu cher. Et cela assurément ne veut pas dire qu'il n'y ait pas lieu, maintenant surtout, de corriger les défauts et d'atténuer les excès d'une centralisation trop rigide, de décongestionner un organisme, où quelques organes, d'ailleurs essentiels, ont pris une extension démesurée, de rendre aux membres atrophiés la souplesse et la libre aisance de la vie. Mais l'opération

doit être conduite avec tact, mesure et prudence. En matière sociale, où tout est affaire de nuances et de sage opportunité, les erreurs sont toujours graves, et, sous prétexte de fuir un excès regrettable, il ne faudrait pas tomber dans l'excès contraire, peut-être plus fâcheux encore. Les décentralisateurs d'aujourd'hui et de demain devront entendre les discrètes et justes réserves qu'Émile Boutmy formulait déjà sur les vues décentralisatrices de Taine. « Dans notre société nivelée et pulvérisée, disait-il, l'État est actuellement la seule expression de la patrie, le seul symbole visible d'une communauté historique glorieuse. Si l'on entreprend de diminuer cette grande figure, ce doit être sans raideur théorique, avec beaucoup de ménagements et de précautions, et en lui laissant toujours de quoi soutenir un haut personnage. Autrement, le patriotisme perdrait le dernier et le seul centre de conscience par où il se saisit et se reconnaît (1). »

La thèse du « déracinement » appellerait des réserves analogues (2). Comme la thèse de « l'étape, » dans le roman célèbre de M. Bourget, elle n'est juste qu'à la condition de n'être pas érigée en dogme, en principe rigide et absolu. Oui, sans doute, il serait bon qu'un grand nombre de ceux qui viennent chercher fortune à Paris trouvassent dans les cadres naturels de leur province natale un utile emploi de leur activité. Mais il y a des ratés, même en province, et je ne suis pas sûr que les six « déracinés » de M. Barrès, même s'ils n'avaient jamais quitté leur Lorraine, eussent beaucoup mieux tourné que sur le pavé de Paris. Plus que de leur « déracinement, » ils me paraissent les victimes de leur amoralité personnelle, et c'est ce que l'écrivain aurait dû plus nettement indiquer, et c'est ce qu'il aurait fait peut-être, s'il n'avait pas cru devoir affecter, au cours de ses trois volumes, un air et un ton d'amoralisme qui se traduit par maints détails d'une crudité inutile et un peu voulue, et qui rappelle trop les écarts de sa première manière... Pour en venir à des cas réels et concrets, plus probants que des cas imaginaires, à chaque instant ne constatons-nous pas autour de nous les heureux effets de certains « déracinements? » Les lettres

(1) Émile Boutmy, *Taine, Scherer, Laboulaye*, A Colin, 1901, p. 43. — Cf. pp. 120-123, une très forte page dans le même sens, et dans les *Questions politiques* d'Émile Faguet (A. Colin, 1899), la belle étude intitulée : *Décentralisateurs et Fédéralistes.*

(2) Voyez là-dessus, dans la *Revue* du 15 novembre 1897, l'article de M. Doumic sur *les Déracinés.*

françaises et « l'énergie nationale » eussent-elles gagné à ce que M. Maurice Barrès s'enfermât dans sa vallée de la Moselle et limitât sa destinée à être magistrat, ou même journaliste, à Nancy? Enfin, l'enseignement universitaire peut avoir toute sorte de défauts; mais, — ne nous laissons pas ici abuser par de mauvais souvenirs personnels de collège, — s'il se propose pour objet de franciser, d'humaniser, — c'est tout un, — les jeunes provinciaux qui lui sont soumis, de les acheminer à des conceptions moins locales, plus générales du monde et de la vie, il remplit exactement sa fonction propre, et il faut l'en féliciter. *Élever* un enfant, — la langue même l'indique avec une force merveilleuse, — c'est le détacher de lui-même, c'est le dégager de sa gangue originelle, et le faire progressivement passer d'un état voisin de l'animalité primitive à un état d'humanité supérieure. Élever, c'est épurer, c'est affranchir; c'est, si l'on veut, « déraciner » en chacun de nous l'instinct égoïste et lui substituer une claire volonté d'altruisme. En ce sens, le « déracinement » est une chose non seulement légitime, mais nécessaire; c'est le dernier mot et la fin dernière de toute éducation véritable... Mais ne faut-il pas maintenant reconnaître qu'un livre qui, sans parler de ses autres mérites littéraires, soulève de pareilles questions, n'est pas un roman ordinaire. En écrivant son *Roman de l'énergie nationale*, M. Barrès a pris rang, décidément, parmi les premiers écrivains d'aujourd'hui.

II

Son œuvre de romancier, si importante qu'elle fût à ses yeux (1), n'absorbait pas son activité tout entière. Il écrivait d'autres livres, il poursuivait son labeur de journaliste ; surtout il se mêlait à l'action politique. « Depuis mon premier livre, livre d'enfant, *Sous l'œil des Barbares*, a-t-il dit, je n'ai donné au travail pour lequel je suis né que les instants que je dérobais à ma tâche politique. » Il avait cessé de trouver Déroulède « encombrant » et il avait adhéré à la Ligue des Patriotes. Lorsqu'en 1898, la douloureuse « Affaire » éclata,

(1) « Ai-je un talent? Si faible qu'il soit, en interprétant les aventures de *l'Énergie nationale* dans ces dernières années, j'ai mieux servi l'esprit français, que par les trois cents réunions où j'ai dénoncé les parlementaires. » (*Scènes et doctrines du Nationalisme*, éd. originale, Juven, p. 6.)

rompant avec des amitiés et des admirations dont beaucoup lui étaient chères, il prit fortement position contre ceux qui lui paraissaient mettre en péril les plus graves intérêts du pays ; il fut l'un des plus ardents promoteurs et organisateurs de la *Ligue de la Patrie française*; et s'il ne l'a peut-être pas inventé, c'est lui qui, plus que personne, a fait la fortune du mot *nationalisme*.

Un nationaliste, c'est d'abord essentiellement un homme qui rapporte tout à la France, et qui juge de tout, même de la vérité abstraite et métaphysique, en fonction de l'intérêt français. « L'assertion qu'une chose est bonne ou vraie a toujours besoin d'être précisée par une réponse à cette question : Par rapport à quoi cette chose est-elle bonne ou vraie? Autrement, c'est comme si l'on n'avait rien dit. » Et, d'autre part, « un nationaliste, c'est un Français qui a pris conscience de sa formation. Nationalisme est acceptation d'un déterminisme (1). » « Pour moi, messieurs, — s'écriait un jour M. Maurice Barrès, dans une conférence célèbre, — dévoyé par ma culture universitaire, qui ne parlait que de l'Homme et de l'Humanité, il me semble que je me serais avec tant d'autres agité dans l'anarchie, si certains sentiments de vénération n'avaient averti et fixé mon cœur. » Un jour, à Metz, au cimetière de Chambière, en face du monument élevé à la mémoire de sept mille deux cents soldats français morts aux ambulances de 1870, il a eu la révélation de la solidarité inéluctable qui le rattache à tous ces morts, à la terre, aux traditions qu'ils défendaient. « A Chambière, devant un sable mêlé de nos morts, par un mouvement invincible de vénération, notre cœur convainc notre raison des grandes destinées de la France et nous impose à tous l'unité morale. »

Cette voix des ancêtres, cette leçon de la terre que Metz sait si bien nous faire entendre, rien ne vaut davantage pour former la conscience d'un peuple. La terre nous donne une discipline, et nous sommes les prolongements des ancêtres. Voilà sur quelles réalités nous devons nous fonder.

Que serait donc un homme à ses propres yeux, s'il ne représentait que soi-même? Quand chacun de nous tourne la tête sur son épaule, il voit une suite indéfinie de mystères, dont les âges les plus récents s'appellent la France. *Nous sommes le produit d'une collectivité*

(1) *La Terre et les Morts* (*sur quelles réalités fonder la conscience française*), Paris, Bureaux de *la Patrie Française*, 1899, p. 12.

qui parle en nous. Que l'influence des ancêtres soit permanente, et les fils seront énergiques et droits, la nation une (1).

Appuyé sur ce fondement solide, M. Barrès espérait rallier à sa doctrine tous les éléments sains de la communauté française. « La Patrie française, disait-il, liera partie avec les patriotes de Déroulède, avec les régionalistes, et avec tous ceux, catholiques ou positivistes, qui veulent une discipline sociale. » Les circonstances, de profondes divergences politiques entre les hommes firent avorter ce mouvement. Ceux-là mêmes qui eussent été tentés naguère de le condamner le plus sévèrement doivent reconnaître aujourd'hui, après l'expérience que nous avons faite de la volonté de guerre allemande, que ces « tumultes français, » boulangisme, nationalisme, ont eu leur raison d'être historique et leur utilité nationale. Trop absorbée dans ses querelles intérieures, endormie dans une sécurité trompeuse par les prédications pacifistes, la France risquait d'oublier le péril militaire qui croissait à sa frontière. Boulangistes et nationalistes l'ont tenue en haleine; leurs excès mêmes ont entretenu, dans la jeunesse surtout, la flamme sacrée du patriotisme et « le sens de l'ennemi, » et à l'heure voulue, le pays tout entier s'est trouvé moralement prêt. Ses plus violents adversaires doivent aujourd'hui à Déroulède la juste réparation de leur gratitude.

Chose plus essentielle peut-être encore, le nationalisme a entretenu dans la pensée française la méditation du problème alsacien-lorrain. Le mot célèbre de Gambetta : « Y penser toujours, n'en parler jamais, » impliquait une profonde erreur psychologique : les hommes sont ainsi faits qu'ils ne pensent quelquefois qu'aux objets dont ils parlent toujours; et la formule du grand tribun risquait fort de devenir une emphatique invitation à l'oubli. Il fallait empêcher l'odieuse et impie prescription. M. Maurice Barrès fut parmi les plus ardents à s'y employer. Ses origines mêmes le prédisposaient à cette tâche. Au sortir du « long travail de forage » auquel il s'était livré à ses débuts, il avait retrouvé dans sa petite patrie « la source jaillissante » de sa propre personnalité. Ses souvenirs d'enfance et de jeunesse lui avaient rendu familières toutes les choses de Lorraine et d'Alsace. Chaque année il revenait à Charmes passer de longues semaines dans la maison familiale; il visitait l'Alsace et la Lor-

(1) *La Terre et les Morts*, p. 16-20.

raine annexée. Un jour de juin 1899, il avait, sur le champ de bataille de Reichshoffen, rencontré le docteur Bucher, qui, « barrésien » de la première heure, avait voué un culte touchant au maître aimé de sa jeunesse et s'offrit à le guider dans son enquête sur l'âme alsacienne. La collaboration de ces deux hommes fut extrêmement féconde pour l'un et pour l'autre. Bucher dut à M. Barrès, avec d'incomparables encouragements, la révélation de son propre idéal et la claire conception de son œuvre. Et M. Barrès dut à Pierre Bucher de mieux comprendre, dans sa complexité et sa profondeur, la question d'Alsace-Lorraine. En décembre 1899, il faisait, sous les auspices de la *Patrie française*, une conférence sur *l'Alsace et la Lorraine*. Il se défendait d'apporter à ses auditeurs « des déclamations, » mais simplement « un état sincère des gens et des lieux. » « Allons à Metz, » disait-il, et il dépeignait vivement cette ville charmante, « château de la Belle-au-Bois dormant : » « une caserne dans un sépulcre. »

Les femmes de Metz, ajoutait-il, touchent par une délicatesse, une douceur infinie, plutôt que par la beauté. Leur image, quand elles parcourent les rues étroites, pareilles aux corridors d'une maison de famille, s'harmonise au sentiment que communique toute cette Lorraine opprimée et fidèle. *Quelque chose d'écrasé, mais qui éveille la tendresse*, pas de révolte, pas d'esclaves frémissantes sous le maître, *mais l'attente quand même, le regard et le cœur tout entiers vers la France.*

Puis l'orateur, par des anecdotes et des faits précis, décrivait la lutte sourde qui, depuis 1871, était engagée à Strasbourg entre l'administration allemande, qui a déclaré une « guerre féroce à la langue, aux habitudes, à tout ce qui est d'essence française, » et une population invinciblement récalcitrante, et qui se venge en apprenant et en sachant mieux le français qu'avant la guerre. Et, généralisant, il retraçait à grands traits « le développement des âmes alsaciennes et lorraines » depuis l'annexion. Tout d'abord, « sous la douleur de la déchirure, » « ce fut la période *héroïque* et de *protestation*. » Le système n'ayant pas produit les résultats positifs qu'on en attendait, on en changea. Ce fut alors la phase de la résistance légale. Les Alsaciens ont pris conscience de la supériorité de leur culture sur la culture germanique, et sans violence inu-

tile, ils imposent ce sentiment à leurs maîtres d'un jour. « Dans l'Empire d'Allemagne, ils ont introduit des idées et des goûts français : un peu de France, en un mot. Au rapt du sol par la violence ils ont répondu par une lente et sûre conquête morale. » « Français ne puis, Allemand ne daigne, Alsacien suis : » telle est leur devise présente. » Et nous aussi, concluait le conférencier, nous devons travailler à cela : les maintenir dans la conscience française... Notre devoir, c'est de fortifier la France le plus possible... Si vous créez une France forte, armée, organisée, vous pouvez être certains que, de l'autre côté de la frontière, *à l'instant que la politique aura choisi comme favorable, on entendra un immense cri d'amour s'élever vers la France quand elle pourra faire le geste nécessaire* (1). » Nous savons aujourd'hui combien la réalité des faits a justifié cette prédiction.

Tout en constituant et en développant les thèmes principaux de son nationalisme, et comme s'il était incapable de se laisser enlizer dans une préoccupation unique, M. Barrès ne s'interdisait pas de noter et d'orchestrer les émotions d'un autre ordre qui, au hasard des jours, venaient solliciter son ardeur lyrique. C'est ainsi qu'en plein procès de Rennes, il allait visiter Combourg, pour « s'épurer dans l'atmosphère d'un grand poète de l'honneur. » Et ce pieux pèlerinage nous a valu une fort belle méditation sur la jeunesse de René. « Fils des romantiques, je rentre dans ma maison de famille et je sonne à l'huis d'un château, survivance du passé, où je reconnais en même temps le principe de mon activité littéraire. » Fils des romantiques encore, l'auteur du livre intitulé *Amori et Dolori sacrum* (1903), et qui, de son propre aveu, contient des pages appartenant à la même veine que *Du sang, de la Volupté et de la Mort*. Parmi ces pages, certains admirateurs fanatiques de M. Maurice Barrès ont particulièrement distingué celles qui sont consacrées à *la Mort de Venise*, et ils déclarent volontiers, selon le mot de Sainte-Beuve sur Chateaubriand, qu' « en prose il n'y a rien au delà. » Je leur donnerais volontiers raison, si je ne croyais discerner dans ce morceau célèbre, avec quelques longueurs, un peu d'artifice, un peu de « littérature » aussi,

(1) La *Patrie française* : Septième conférence, par Maurice Barrès : *l'Alsace et la Lorraine*, Paris, Bureaux de la *Patrie Française*, 1900. — Cette conférence, comme la précédente, sur *la Terre et les Morts*, a été reproduite dans les *Scènes et Doctrines du Nationalisme*, mais avec bien des coupures et des variantes.

et même, — soyons franc, — quelques traces de ce mauvais romantisme que ses premiers maîtres ont inoculé au poète, et dont il aura grand'peine à se défaire. Mais j'avouerai bien volontiers que « l'Incendie de Venise » est une superbe « opale, » à placer tout à côté de ce pur joyau qu'est la fameuse *Lettre sur la Campagne romaine* :

Là-bas, sur notre droite, Venise, au ras de la mer, s'étendait et devait faire une barre plus importante à mesure que le soleil s'anéantissait. Des colorations fantastiques se succédèrent, qui eussent forcé à s'émouvoir l'âme la plus indigente. C'étaient tantôt des gammes sombres et ces verts profonds qui sont propres aux ruelles mystérieuses de Venise; tantôt ces jaunes, ces orangés, ces bleus avec lesquels jouent les décorateurs japonais. Tandis qu'à l'Occident *le ciel se liquéfiait dans une mer ardente*, sur nos têtes des nuages enivrants de magnificence renouvelaient perpétuellement leurs formes, *et la lumière crépusculaire les pénétrait, les saturait de ses feux innombrables.* Leurs couleurs tendres et déchirantes de lyrisme se réfléchissaient dans la lagune, *de façon que nous glissions sur les cieux. Ils nous couvraient, ils nous portaient, ils nous enveloppaient d'une splendeur totale, et, si je puis dire, palpable.* Vaincus par ces grandes magies, nous avions perdu toute notion du réel, quand des taches graves apparurent, grandirent sur l'eau, *puis nous prirent dans leur ombre.* C'étaient les monuments des doges (1).

Certes, l'auteur de cette page est un grand artiste. A Venise, il s'est efforcé de retrouver les traces de Wagner et de Taine, de Gautier et de Léopold Robert, de George Sand et de Musset, de Byron, de Chateaubriand et de Gœthe. C'est là ce qu'il appelle le « Conseil des Dix. »

— Ils ne sont que neuf, me dit un lecteur.
— Qu'on réserve le dixième siège. Je connais telle candidature...

J'en connais une autre. Et qui sait? si modeste qu'il soit, M. Maurice Barrès doit bien la connaître aussi.

A le prendre dans son ensemble, le recueil *Amori et Dolori sacrum* paraît d'une inspiration encore toute romantique, et au lieu d'être daté de 1903, il pourrait l'être de 1890 : pourquoi les pages sur *Une Impératrice de la Solitude* ne seraient-elles pas contemporaines de *Sous l'œil des Barbares*, plutôt que de

(1) *Amori et Dolori sacrum*, éd. originale, Juven, p. 53-54.

l'Appel au Soldat? A y regarder pourtant d'un peu plus près, il est visible que l'auteur ne s'abandonne pas sans quelques remords à son lyrisme éperdu, à ses émotions un peu troubles et, parfois, malsaines, aux anciens guides de sa pensée et de son art. Et artiste très conscient de ses moyens et de son objet, pour mieux nous signifier que ce livre, s'il n'est pas un démenti, est tout au moins un adieu à son passé, il l'a couronné par une fort curieuse et suggestive méditation, *Le 2 novembre en Lorraine*, où, résumant tout son développement antérieur, il nous montre « le culte du Moi » aboutissant, nécessairement et logiquement, au culte vivifiant de la terre et des morts et, dans « un vertige délicieux, » « l'individu se défaisant pour se ressaisir dans la famille, dans la race, dans la nation, dans les milliers d'années, que n'annule pas le tombeau. » Sur la « sainte colline nationale » de Sion-Vaudémont il a « trouvé l'apaisement, » il a « compris son pays et sa race, » il a « vu son poste véritable, le but de ses efforts, sa prédestination : »

Voici la Lorraine et son ciel : le grand ciel tourmenté de novembre, la vaste plaine avec ses bosselures et cent villages pleins de méfiances. *O mon pays, ils disent que tes formes sont mesquines! Je te connais chargé de poésie.* Je vois sur ton vaste camp des armes qui reposent. Elles attendent qu'un bras fort les vienne ressaisir... Plus que tout au monde, j'ai cru aimer le musée du Trocadéro, les marais d'Aigues-Mortes, de Ravenne et de Venise, les paysages de Tolède et de Sparte ; mais à toutes ces fameuses désolations, je préfère maintenant le modeste cimetière lorrain où, devant moi, s'étale une conscience profonde... Comme furent nos pères, nous sommes des guetteurs. Qu'est-ce que la pensée maîtresse de cette région? Une suite de redoutes doublant la ligne du Rhin. *Ce fut la destinée constante de notre Lorraine de se sacrifier pour que le germanisme, déjà filtré par nos voisins d'Alsace, ne dénaturât point la civilisation latine.*

Fortes paroles, et de grande conséquence. Ouvrons, pour nous en mieux convaincre, le livre charmant que M. Barrès a publié, vers le même temps, sous ce titre plein de promesses : *les Amitiés françaises*. Ce sont, — un sous-titre nous en avertit, — des *Notes sur l'acquisition par un petit Lorrain des sentiments qui donnent un prix à la vie*. Ce « petit Lorrain » est le propre fils de l'écrivain, Philippe, celui dont on a bercé l'enfance des récits de 1870, et auquel on a dit : « Les Français

seront vainqueurs... le jour que tu seras grand. » Il faut noter à ce propos que les fougueux individualistes sont bien rarement d'honnêtes pères de famille; ils ressemblent tous plus ou moins à leur maître Jean-Jacques qui, pour mieux discuter sur l'éducation, avait commencé par envoyer ses enfants à l'hôpital : n'ayant pas charge d'âmes, ils peuvent prêcher à leur aise, à l'abri de l'expérience et des responsabilités, le culte du moi et le mépris des traditions séculaires. Il en va tout autrement pour les éducateurs dignes de ce nom ; ceux-là veulent armer pour la vie réelle des êtres humains qu'ils rêvent aussi complets que possible ; ils savent quelle tâche complexe, délicate, presque effrayante, est celle qui consiste à élever un enfant; aux théories toutes faites, aux aventures métaphysiques ils préfèrent l'autorité des faits et la leçon des ancêtres. « Nous ne rêvons pas d'un Eldorado, écrit M. Barrès. Nous ne sommes pas les éternels émigrants qui dessinent au bord d'une mer mystérieuse et sur le sable d'un rivage détesté les épures d'un vaisseau de fuite. *Nous sommes des traditionalistes.* Quand toutes les idées entrent en concurrence dans l'âme d'un enfant, je m'applique à favoriser la poussée de ses ancêtres. » Et il conduit son fils sur la côte de Vaudémont, berceau de la légende et de l'histoire lorraine, à Domrémy, à Niederbronn, en Alsace, à Lourdes ; il s'efforce de lui mettre dans l'âme de vivantes images françaises, et, en le maintenant dans la droite lignée de ses pères, de lui suggérer « la noble et la seule féconde discipline qu'il nous faut hardiment élire. » « Il s'agit de concevoir une sage économie de nos forces, d'organiser notre énergie et de sortir d'un désordre barbare pour l'accomplissement de notre destin. » Telle est la tradition de la France, celle « qu'il faut maintenir et développer, » « et ce soin suffirait presque à donner un sens à notre activité. » Et certes, cette subordination volontaire du sentiment à la raison implique de réels sacrifices.

Quand je reviens toujours à ma rude Lorraine, croyez-vous donc que j'ignore tant de douceurs, tant de merveilles épandues sur le vaste monde? *Si je m'en tiens à Corneille, à Racine*, ne distinguez-vous point que j'ai subi comme d'autres, *et plus peut-être*, ce flot de nihilisme et ces noirs délires que, par-dessus la Germanie, nous envoie la profonde Asie?... Et, par exemple, croyez-vous qu'on ignore les somptueuses et déchirantes ivresses, tout le vaste flot de

l'Asie, qu'un Tristan, qu'une Yseult, nous versent à nous submerger? Leurs philtres m'enivrèrent, me corrompirent, m'allaient dissoudre. *Ah! combien ils me gênent encore!* On ne chasse plus Tristan et Yseult, s'ils mirent un jour leur poison dans nos veines... Voyons clair et, si c'est notre lâche dessein de nous abandonner, livrons-nous à ce flot stérile, à cet appétit du néant. *Mais si nous préférons l'allégresse créatrice, la belle œuvre d'art française, rejetons le poison de l'Asie...*

Désormais, le choix du poète est fait. Il a renoncé au néant. L'âge, la réflexion, l'expérience, l'action, la paternité ont exercé leur salutaire influence, exorcisé les séduisants et dangereux fantômes dont s'enchantait sa romantique jeunesse ; les « amitiés françaises » ont agi doucement, mais puissamment sur son âme, l'ont définitivement affranchie du lourd tribut qu'elle payait aux divinités d'outre-Rhin. Elle est libre maintenant d'entonner son « chant de confiance dans la vie. »

III

Le Roman de l'énergie nationale appelait une contre-partie. A ces six jeunes Lorrains qui, pour leur malheur et celui de la communauté nationale, avaient déserté leur pays, il fallait en opposer d'autres qui ne commissent pas la même faute. A l'exemple des « déracinés » il fallait substituer celui des « racinés dans la terre de leurs morts. » A cet égard, quel cas plus intéressant, plus pathétique même à étudier que celui des Alsaciens-Lorrains qui n'ont pas émigré? C'est toute la question d'Alsace-Lorraine qui se pose à leur sujet. Question, observons-le, qui n'est pas seulement actuelle, mais éternelle. « Ce grand drame moral n'est qu'une scène dans la longue tragédie qui se joue sur le Rhin entre le Romanisme et la Germanie. » « Les populations d'outre-Rhin ont envahi vingt-huit fois la France... Cette querelle pour la possession du Rhin ressemble assez à la lutte entre le soleil et la pluie qui se perpétue d'alternative en alternative. » Situées face à l'Allemagne, nos deux marches frontières sont les citadelles avancées de la civilisation latine, nos « bastions de l'Est. » Elles ont une mission historique à laquelle M. Maurice Barrès avait longuement et souvent réfléchi et que, depuis plusieurs années, il se proposait de décrire. C'était là « une œuvre à laquelle il se préparait, alors même qu'il ignorait devoir, un jour, l'entreprendre. »

Ce sera, — écrivait-il en 1901, à propos des *Oberlé*, — ce sera l'honneur de ma carrière d'écrivain, si je puis quelque jour apporter plus de lumière sur les magnifiques luttes rhénanes, luttes entre les intelligences *et dans chaque intelligence*. Aux frontières de l'Est, ma petite nation, à travers les siècles, a joué un rôle principal dans cet antagonisme de race où je suis, à mon tour, un modeste combattant. *Nous avons filtré les races inférieures*. Je ne m'écarte des querelles électorales que pour mieux me préparer à ce devoir difficile de fermer les défilés et de ralentir le flot étranger (1).

Ces « magnifiques luttes rhénanes, » l'écrivain se proposait de les mettre sous nos yeux par une série d'« épisodes » qu'il publierait successivement. Le premier de ces épisodes, c'est le beau récit intitulé *Au service de l'Allemagne*.

Le livre doit beaucoup à Pierre Bucher (2) qui a servi de modèle, — de modèle très librement interprété, — pour le portrait du volontaire Ehrmann. Il semble d'ailleurs que ces pages aient tout d'abord un peu surpris les Alsaciens, comme ces photographies qui font douter de la parfaite ressemblance, parce qu'elles mettent en saillie un trait profond, involontaire et insoupçonné, d'une physionomie trop connue. En fait, la ressemblance intérieure était si subtilement attrapée, et, comme toutes les grandes œuvres d'art, le portrait fictif concentrait et exprimait si fortement les tendances intimes, presque inconscientes et inavouées, bref, toute la vie secrète, actuelle et prochaine, du modèle, il en éclairait, il en réalisait si lumineusement les virtualités, que bientôt les volontaires Ehrmann devinrent légion sur la terre d'Alsace. Une fois de plus, la vie se mit à imiter l'art. Et cela, sans doute, parce que l'art est une des forces constitutives de la vie : mais aussi, mais surtout parce qu'en étudiant l'Alsace nouvelle, l'artiste l'avait comprise, devinée et percée de part en part, et lui avait fourni la juste formule de son développement provisoire. « Jean Oberlé, écrivait-il déjà à la fin de son article sur le roman de M. Bazin, Jean Oberlé, généreux garçon que je salue avec respect, voulez-vous être un héros? Ne quittez point l'Alsace... *Demeurez un caillou de France sous la botte de l'envahisseur.*

(1) *Figaro* du 10 novembre 1901.

(2) « Je dirai un jour, comment de nos entretiens acharnés, pleins d'une foi profonde, sortirent mes livres alsaciens et lorrains... » (Discours prononcé par M. Maurice Barrès aux funérailles de Pierre Bucher, *L'Alsace* du 19 février 1921).

Subissez l'inévitable et maintenez ce qui ne meurt pas. » Voilà la devise de l'âme alsacienne durant les années qui ont précédé la guerre. Mieux que jamais nous voyons aujourd'hui combien elle était féconde et combien elle a servi la cause de la France.

Les idées abstraites n'ont toute leur action sur les âmes que lorsqu'elles prennent corps et vie en de parlants symboles. C'est à Sainte-Odile que M. Maurice Barrès a eu la claire révélation du « devoir alsacien » et de « sa juste tâche. » Taine était venu à Sainte-Odile, et, dans des pages célèbres, exalté par la beauté du paysage, il avait évoqué la haute et pure figure de l'Iphigénie de Gœthe. Fâcheuse erreur d'un déraciné ! Sainte-Odile se suffit à elle-même : elle ne serait pas la patronne de l'Alsace, si elle n'était pas « le nom d'une victoire latine » et catholique sur la brutalité barbare et germanique. Son histoire, sa légende résument et symbolisent des siècles d'efforts et la continuité d'une même volonté nationale. Cette volonté est plus forte que les changeantes contingences historiques. « Ainsi, de nos jours, il nous faut le même miracle qu'au temps d'Odile, fille d'Adalric. *Nous attendons que notre sol boive le flot germain et fasse réapparaître son inaltérable fond celte, romain, français, c'est-à-dire notre spiritualité... La romanisation des Germains est la tendance constante de l'Alsacien-Lorrain.* Telle est la formule où j'aboutis dans mes méditations de Sainte-Odile. »

Mais cette formule générale, comment l'adapter aux circonstances présentes? Comment traduire dans les faits contemporains « la pensée de Sainte-Odile. » C'est ici qu'intervient l'histoire qui forme le fond du livre *Au Service de l'Allemagne.* Fils d'un industriel qui, pour ne pas laisser tomber son usine aux mains des Allemands, est resté en Alsace après la guerre, Ehrmann, convaincu lui aussi que son devoir est de ne pas quitter le pays natal, a fait ses études de médecine à Strasbourg, puis il est entré au régiment pour y accomplir comme volontaire ses six mois de service obligatoire. Sa première journée de caserne allemande lui est si dure, qu'il songe à déserter. Mais il se ressaisit, et il mettra son point d'honneur à être un excellent soldat, à s'imposer comme tel à ses chefs, à ses camarades, à leur arracher leur estime et l'aveu de sa supériorité d'Alsacien français. Et peu à peu, à force de patience, d'empire sur soi, de souple adaptation, de dignité et de gentillesse, il sort vainqueur

du duel qui s'est engagé entre le militarisme prussien et son âme irréductible de Français annexé. Le jour de son départ, il est allé prendre congé du maréchal des logis, qu'il trouve en pleurs, au chevet de son unique enfant qui vient de mourir. Il lui serre la main et lui envoie une couronne. Le lendemain, le brave homme fait irruption dans sa chambre, sanglotant, les mains tendues :

— Vous êtes vraiment un grand cœur, monsieur Ehrmann. *Au moment où je ne peux plus vous servir de rien!* monsieur, on doit le dire, *les Français ont plus d'humanité que les autres.*

Il m'a traité de Français ! C'est le dernier mot que j'ai entendu de cette caserne, et l'un de ceux qui, de ma vie, m'auront le plus donné de plaisir.

Cette sorte de tragédie intime est traitée, comme il convenait, à la manière classique. Pas de grands mots, pas d'éclats de voix, pas de considérations théoriques formant longueur. Des faits, de brèves notations psychologiques, une action vive et continue; quelque chose de net et de souple, de direct et de vigoureusement ramassé qui rappelle les meilleures nouvelles de Mérimée; une forme dépouillée, rapide, incisive; une sobriété un peu hautaine, mais puissamment suggestive. Cela est d'un très grand art, fort et fin tout ensemble, et qui s'accorde admirablement avec la donnée morale du sujet traité. Nous voilà assez loin du romantisme d'inspiration et d'expression que l'on pouvait reprocher encore à l'auteur des *Déracinés* et de *la Mort de Venise*. Il s'est « romanisé » lui aussi. « Comment ne serais-je point prêt, écrivait-il naguère, à tous les sacrifices *pour la protection de ce classicisme qui fait mon épine dorsale?* » Sans rien répudier de ses heureuses acquisitions antérieures, ces sacrifices, il a eu le courage de les accomplir. Il s'est modelé sur son héros. Il a accepté une discipline intérieure. Il a voulu faire sentir à tous ses lecteurs, fussent-ils Allemands, la supériorité ordonnatrice du génie latin. Son œuvre est devenue l'un de nos « bastions de l'Est. »

Quelques années après, il la poursuivait et la complétait en publiant un second « épisode, » *Colette Baudoche, Histoire d'une Jeune fille de Metz.* « Colette Baudoche, nous dit l'auteur, est la sœur de l'Alsacien Ehrmann. L'un et l'autre, j'ai essayé de les présenter avec les mots les plus unis et sans aucun arti-

fice, pour ne pas diminuer devant le lecteur une position d'un romanesque si vrai. » Ce désir tout classique de simplicité n'a-t-il pas, ici, conduit M. Barrès un peu au delà du but, très légitime et très élevé, qu'il poursuivait? Simplicité, sobriété ne sont pas, en art, — et fût-ce dans l'art le plus attique, — synonymes de sécheresse, et il y a, nous le verrons, un peu de sécheresse dans l'exécution de ce « petit roman, plein de sens, qui éclaire *d'un jour net et froid* l'état des choses franco-allemandes en Lorraine. » D'autre part, le sujet lui-même, avec tout le « romanesque si vrai » qu'il comporte, impliquait-il cette largeur et cette profondeur de pathétique qui caractérisent les grandes œuvres de la littérature et de l'art? On peut en douter. On peut plaindre et admirer profondément les récentes générations d'Alsace et de Lorraine, croire que « ces captifs et captives continuent d'ajouter au capital cornélien de la France, » et trouver que la touchante Colette Baudoche aurait quelque peine à se transfigurer en une Pauline ou une Chimène. « Petite fille de mon pays, écrit bien joliment M. Barrès, je n'ai même pas dit que tu fusses belle, et pourtant, si j'ai su être vrai, direct, plusieurs t'aimeront, je crois, à l'égal de celles qu'une aventure d'amour immortalisa. Non loin de Clorinde, mais plus semblable à quelque religieuse sacrifiée dans un cloître, tu crées une poésie, toi qui sais protéger ton âme et maintenir son reflet sur les choses. » — « A l'égal » est peut-être beaucoup dire; mais « il y a plusieurs demeures dans la maison de mon père, » et, parmi les héroïnes du sacrifice volontaire, la « jeune fille de Metz » est assurée de ne pas périr.

On connait sa modeste et douloureuse aventure. Les dames Baudoche, — la grand'mère et sa petite-fille Colette, — ont loué deux de leurs chambres à un jeune professeur allemand, Frédéric Asmus. Celui-ci, un bon pédant, mal dégrossi, mais candide et plein de bon vouloir, se laisse prendre peu à peu au charme subtil de la vieille cité messine et de la vie lorraine; il visite Nancy, admire la noble et discrète beauté de la place Stanislas, et, les commentaires de ses hôtesses aidant, il s'ouvre lentement à un ordre de pensée et de civilisation supérieures, bref, à l'ordre français. Peu à peu, la grâce opère, sous les espèces aimables, ingénieuses et sensées de la jeune fille, et un beau jour, l'Allemand la demande en mariage. Après un mois d'indécision, à la messe anniversaire des soldats français

morts pendant le siège, messe qui, chaque année, le 7 septembre, se célèbre à la cathédrale, Colette a la claire révélation de son devoir de Française : les morts ont parlé; elle ne peut pas, elle ne doit pas épouser un Allemand : car elle perdrait l'estime des Dames de Metz.

Certes, cette « petite Française de la lignée cornélienne » est touchante. Peut-être le serait-elle davantage, d'une part, si la lutte qui s'engage dans sa conscience était moins brièvement analysée et nous était rendue plus sensible, et, d'autre part, si son sacrifice lui était, osons le dire, plus rude. Car elle n'aime pas d'amour Frédéric Asmus, lequel, en vérité, n'est pas très séduisant. Il y a des Chimènes bourgeoises, et je crois bien que Colette Baudoche a le cœur et l'âme de l'une d'elles ; mais son Rodrigue des bords de la Sprée, avec toutes ses qualités de sérieux et de bonhomie, n'est pas fait, — du moins en France, — pour provoquer quelque grande passion : il mérite estime, sympathie, amitié, tout ce que lui donne généreusement Colette, mais rien de plus. Et je suis d'ailleurs bien aise que Colette Baudoche n'ait pas le cœur brisé en disant adieu à Frédéric Asmus : la vie lui ménage peut-être quelque heureuse compensation, et, en tout cas, si elle avait épousé son Prussien, elle aurait trop souffert quelques années plus tard... Il est probable que son cas a dû être assez fréquent dans les pays annexés, au cours des quarante-trois ans qui ont suivi nos désastres.

A ce titre, le petit roman de M. Barrès, comme celui qui l'a précédé, a une portée représentative et symbolique qui en rehausse l'intérêt et le prix. Poser des cas de conscience largement humains, en étudier la répercussion sur des âmes d'aujourd'hui, fines, complexes, hautes et vibrantes, peindre avec une sobre discrétion les situations émouvantes où la vie et leur sensibilité les engagent : la littérature classique n'a pas fait autre chose, et n'est-ce pas là le commun idéal d'art qui a inspiré des œuvres telles que *le Cid*, *Andromaque* ou *la Princesse de Clèves?* L'auteur d'*Au service de l'Allemagne* et de *Colette Baudoche* s'est définitivement rallié à la meilleure tradition de chez nous. Il a très délicatement ouvragé les fines tragédies tempérées qu'il avait conçues. La peinture des sentiments des Alsaciens et des Lorrains à l'égard des vainqueurs, leur « volonté de ne pas subir, leur volonté de n'accepter que ce qui s'accorde avec leur sentiment intérieur » lui a paru une riche

et noble matière d'art français. « J'ai tenté, nous dit-il, d'incorporer à notre littérature les grands exemples de constance et de fierté qu'ils fournissent chaque jour, là-bas, afin que leur vertu continue de s'exercer au milieu de nous. » Il y a excellemment réussi (1).

IV

Ce dépouillement progressif de son romantisme originel s'est opéré, chez M. Barrès, d'une façon parfaitement consciente. A cette évolution si marquée du goût et de l'art, il a fait coopérer les circonstances changeantes de sa vie individuelle aussi bien que les expériences nouvelles qu'il lui plaisait de tenter. C'est ce que l'on perçoit fort nettement dans un livre qui, commencé en 1900, n'a été achevé et publié qu'en 1905, sous ce titre : *le Voyage de Sparte*. Le livre n'est point parfait : il n'est pas d'une seule venue, et l'on y sent trop les retouches et les reprises; les longueurs, les digressions y abondent : l'histoire de Louis Ménard, celle de Tigrane, les pages sur l'*Iphigénie* de Gœthe n'ont avec la relation d'un voyage en Grèce qu'un rapport bien lointain; il se mêle aussi trop de « littérature, » — je veux dire des souvenirs de lectures trop voisines et trop fraîches, — aux impressions personnelles de l'auteur. Mais, « la part de l'envie » ainsi faite, comment ne pas savoir gré à l'écrivain d'une sincérité dont il nous donne des preuves touchantes et multipliées? En un sujet où l'excitation factice est si facile, qu'elle aurait droit à l'indulgence, il s'y dérobe de parti pris. Il nous avoue que le polythéisme de Louis Ménard l' « ennuie, »

(1) Pour mesurer l'action d'un écrivain sur ses lecteurs, rien ne vaut les « petits faits vrais, » les témoignages précis et positifs. De ces témoignages involontaires, il m'en tombe un sous les yeux, dont il est, je pense, bien inutile de souligner l'intérêt. Je l'emprunte à une lettre qui m'est communiquée, et qui est datée du 20 août 1913 : « ... Deux de mes amis étaient, l'autre dimanche, à Metz. Étant allés faire leur pèlerinage au monument du Souvenir français, au cimetière, ils virent se diriger vers eux un soldat portant l'uniforme allemand. Tout d'abord, ils essayèrent de l'éviter. Le soldat insista et, franchement, les aborda d'un : « Bonjour, Messieurs ! » Il avait deviné des Parisiens et des patriotes, et il avait besoin de s'excuser à leurs yeux. Il leur dit : « Que l'uniforme que je porte ne vous indispose pas... *Nous sommes ici les soldats de Barrès !* » Et comme l'un de mes amis lui faisait remarquer que le numéro de son régiment était le même que le sien : « Avec cette différence, répondit le jeune Lorrain, que, vous, c'est de l'autre côté ! » En se serrant la main, pour se quitter, tous trois avaient les larmes plein les yeux... »

que la Grèce ne l'attire pas spontanément comme l'Espagne, qu'il s'y rend pour obéir aux suggestions imaginatives des maîtres parnassiens de sa vingtième année. « La curiosité qui m'oriente vers Athènes, dit-il, m'est venue du dehors plutôt que de mon cœur profond... C'est avec une sorte de maussaderie et *pour remplir un devoir de lettré* que je vais me soumettre à la discipline d'Athènes. Saurai-je l'entendre? » Il l'entend d'ailleurs fort bien, mais non pas du premier coup, et, si l'on peut dire, avec son intelligence plus qu'avec son cœur. « Je ne puis y contredire, déclare-t-il, la beauté de Phidias s'impose avec domination à tous les hommes raisonnables. » Et pourtant, — Renan l'avait déjà pressenti, — un moderne ne pourra, sur l'Acropole, adresser à Athéné la prière d'un Grec du v[e] siècle. « Le Parthénon n'éveille pas en moi *une musique indéfinie comme fait, par exemple, un Pascal...* Entre le Parthénon et nous, il y a dix-neuf siècles de christianisme. J'ai dans le sang un idéal différent et même ennemi. Bien que je reconnaisse l'interprétation hellénique de la vie comme très haute et d'immense portée, elle m'est étrangère et sans résonance. » Ce qui l'intéresse et le touche plus que tout, ce sont les souvenirs des ducs français d'Athènes, c'est la petite église catholique de Daphné. Et sans doute, en relisant *Antigone* au théâtre de Dionysos, il connaît des « instants de plénitude » qui lui seront une très vive jouissance et un enrichissement spirituel. Mais c'est qu'Antigone est déjà, à bien des égards, une héroïne moderne. Tout au fond, Athènes désoriente un peu ce Lorrain par sa sobriété un peu nue, par sa « dure perfection. » A Athènes il préfère Sparte.

Que de force et de grandeur dans les mouvements du Taygète, quand il s'appuie largement sur la plaine conseillère de voluptés et qu'il se jette par cinq pointes neigeuses dans le ciel!... *A quarante ans c'est Sparte où je me veux fixer.* Sparte n'est point comme Venise une note de tendresse qui sonne au milieu du plaisir; elle ne jette pas comme Tolède un ordre, un cri dans la bataille; elle laisse Jérusalem gémir. *Le Taygète entonne un péan.*

Un cœur noyé de poésie, s'il connaît une fois la virilité du mont sous lequel tressaille la plaine pécheresse, veut mourir pour un idéal. *Sa volonté d'être un héros jaillit, claire et joyeuse.* Rien désormais ne le contentera qu'un fier repos au sein de la cité, une mémoire bien assise et resplendissante.

Qu'on veuille méditer cette page, si riche de substance. Elle nous explique l'inspiration et l'exécution, toutes « spartiates » des livres, — qui lui sont postérieurs, — *Au service de l'Allemagne* et *Colette Baudoche*. La vue du Taygète « aux cinq doigts, » la contemplation des lieux où fut bâtie Sparte, « la dompteuse d'hommes, » n'ont pas été étrangères à la conception des *Bastions de l'Est*. Sur le sol foulé par Léonidas, le petit-fils du soldat de Napoléon a senti se réveiller en lui l'instinct d'une vieille race militaire.

Et quand, deux années plus tard, s'interrogeant d'une âme plus sereine sur le bénéfice littéraire et moral qu'il a retiré de son voyage de Grèce, il se livre à une sorte d'examen de conscience spirituel, il se laisse aller à des aveux plus significatifs encore. Non sans résistance, il accepte « la leçon classique. » « Je reconnais, dit-il, les Grecs pour nos maîtres. Cependant il faut qu'ils m'accordent l'usage du trésor de mes sentiments. Avec tous mes pères romantiques, je ne demande qu'à descendre des forêts barbares et qu'à rallier la route royale; mais il faut que les classiques *à qui nous faisons soumission* nous accordent les honneurs de la guerre, et qu'en nous enrôlant sous leur discipline parfaite ils nous laissent nos riches bagages et nos bannières assez glorieuses. » Il ne veut pas renoncer à « son aigre Lorraine, » qu'après Athènes il a retrouvée avec un plaisir indicible, et qu'il chante en des termes qu'eût enviés Virgile : « C'était le temps de la cueillette des mirabelles dans nos étroits vergers qu'entoure la grande paix lorraine; un doux ciel bleu pommelé de nuages, d'immenses labours que parsèment des bosquets, un horizon de molles côtes viticoles, et *des routes qui fuient avec les longs peupliers chantants.* » Oui, certes, il y a un « miracle grec; » mais il y a aussi un « miracle français; » et pourquoi l'un abdiquerait-il devant l'autre?

Épictète disait malheureux l'homme qui meurt sans avoir gravi l'Acropole. Ah! s'il existait un pèlerinage que Pascal nous eût ainsi recommandé comme la fleur du monde! Je rêve d'un temple dressé par un Phidias de notre race dans un beau lieu français, par exemple sur les collines de la Meuse, à Domrémy, où ma vénération s'accorderait avec la nature et l'art, comme celle des anciens Grecs en présence du Parthénon...

Mais l'homme qui fait ce rêve, ce n'est pas en vain que, de ses yeux de chair, il a vu le Parthénon :

La déesse m'a donné, comme à tous ses pèlerins, *le dégoût de l'enflure dans l'art.* Il y avait une erreur dans ma manière d'interpréter ce que j'admirais : *je cherchais un effet, je tournais autour des choses jusqu'à ce qu'elles parussent le fournir.* Aujourd'hui, j'aborde la vie avec plus de familiarité, et *je désire la voir avec des yeux aussi peu faiseurs de complexités théâtrales que l'étaient les yeux grecs*... Si la France relève, par l'intermédiaire romain, de la Grèce, c'est une tâche honorable, où je puis m'employer, de maintenir et de défendre sur notre sol une influence civilisatrice... Reste, m'a dit la Grèce, où te veulent tes fatalités... Demeure à l'Orient de la France, avec ta petite nation, à combattre pour ma beauté que tu n'es pas prédestiné à vivre (1).

Ce dégoût de l'enflure, heureuse leçon du génie grec, nous l'avons constaté dans les romans alsaciens de M. Maurice Barrès. Nous le constaterions encore dans le petit livre sur *Greco ou le secret de Tolède*, ou encore dans *la Colline inspirée.* Je ne sais, à vrai dire, si, dans ce dernier cas, « son aigre Lorraine » a très heureusement inspiré l'auteur de *Colette Baudoche.* De bons juges ont regretté le temps qu'il a passé en compagnie de ces trois prêtres schismatiques, que leur mysticisme individualiste a poussés hors de l'Église, et dont l'histoire morale est si loin de présenter l'intérêt largement humain qui s'attache, par exemple, à la destinée spirituelle d'un Lamennais ou d'un Luther, d'un Renan, ou même d'un Loyson. S'il y a des sujets qui « portent » un écrivain, assurément ce n'est pas celui-là; et il semble que le biographe des frères Baillard aurait pu aisément trouver, dans l'histoire religieuse de sa province natale, quelque épisode qui fût plus complètement digne de son talent. N'a-t-il donc jamais été tenté d'écrire une *Vie de Jeanne d'Arc* (2)?

Entre temps, la vie d'action l'avait repris dans son engre-

(1) *Le Voyage de Sparte*, éd. originale Juven, p. 278-283. — De ces déclarations, on peut rapprocher les dernières lignes de la réponse au discours de réception de M. Jean Richepin : « La règle toute seule et défendue avec superstition mène droit au formalisme stérile; l'indépendance cultivée pour elle-même, c'est la confusion, le caprice, l'incohérence ! Heureux celui qui parvient à conquérir son équilibre entre ces tendances ennemies, qui, sans paralyser aucune de ses puissances de désir, et sans rien négliger de ses réserves héréditaires, ne fait qu'une seule âme des deux âmes qui nous sollicitent tour à tour, une seule âme, à la fois audacieuse et disciplinée. »

(2) On a recueilli en un petit volume intitulé : *Autour de Jeanne d'Arc* (Paris, Champion, 1916), les articles que M. Barrès a consacrés à la sainte de la patrie.

nage. En 1906, il était rentré au Palais-Bourbon comme député de Paris. Il y rentrait à un mauvais moment, au lendemain de la loi de Séparation, au plus fort de nos discordes civiles. Longue et néfaste période où « les Français ne s'aimaient pas, » où la France, indifférente en apparence au péril extérieur grandissant, semblait prendre plaisir à se déchirer elle-même. Le peintre et le pamphlétaire de *Leurs Figures* a eu sous les yeux, plusieurs années durant, la plus riche matière d'observation qui pût tenter la plume d'un psychologue de la vie parlementaire. C'est cette expérience qui a alimenté nombre d'articles dont la verve sans indulgence a réjoui la malice, piqué la curiosité, enchanté le goût de tous ceux qui lisent, et même de plus d'un des bénéficiaires des abus que l'écrivain attaquait. Si l'étranger n'écoutait pas aux portes, quel est le Français cultivé et libéral qui n'applaudirait pas à quelques-unes au moins des pages vengeresses qui s'intitulent avec une truculente franchise : *Dans le cloaque?*

M. Barrès ne s'en tenait pas d'ailleurs à ce rôle, tout négatif, d'observateur ironique et d'écrivain d'opposition. Il intervenait dans les discussions pour défendre, avec une autorité croissante, les causes qu'un intérêt supérieur lui rendait particulièrement chères. A vivre parmi des passions contradictoires, il prenait fortement conscience de dispositions intérieures que la vie, jusqu'alors, semblait avoir un peu obnubilées. « Je ne me connais pas comme un croyant, écrivait-il, mais l'infernale stupidité de nos anticléricaux m'oblige à sentir, à voir dans mon cœur *la divine nécessité de la religion de mes pères*. Auprès du cercueil de Brunetière, l'autre matin, je songeais que nous rendions à notre respecté ami, dans cette sublime atmosphère des mots latins les plus émouvants, un hommage que nulle puissance ne pourrait ni interdire, ni suppléer. *Ce n'est pas que je subisse l'influence des dogmes, mais je m'incline avec amour sous l'inévitable et très chère influence du passé* (1). » C'était retrouver l'état d'esprit, et presque les termes du testament de Fustel de Coulanges. Et, quelques jours après, à la tribune de la Chambre, il déclarait :

Sous couleur de guerre au cléricalisme, c'est la guerre au catholicisme qu'on veut faire. Or je me range parmi les défenseurs du

(1) *Le ton de M. Clemenceau* (*Écho de Paris*, 15 décembre 1906), non recueilli en volume.

catholicisme... Je ne vais pas parmi ces défenseurs en qualité de fidèle ou de croyant, je n'y vais même pas en invoquant le principe de liberté... *Je rejoins et défends le catholicisme menacé, parce que je suis patriote, au nom de l'intérêt national.*

Je considère que la nationalité française est liée étroitement au catholicisme, qu'elle s'est formée et développée dans une atmosphère catholique et qu'en essayant de détruire, d'arracher de la nation ce catholicisme, si étroitement lié avec toutes nos manières de sentir, vous ne pouvez pas prévoir tout ce que vous arracherez... (1)

Ce patriotisme prévoyant et généreux lui tenait les yeux constamment ouverts sur le péril extérieur. Il maintenait énergiquement contre les empiétements du germanisme les droits et la dignité de la communauté française ; il dénonçait les maladresses de ceux qui se montraient trop prompts à oublier (2) ; il signalait sans relâche les graves dangers de l'émigration dans l'Alsace-Lorraine annexée. Il écrivait : « Si les folies de nos Méridionaux, ce qu'à Dieu ne plaise ! devaient livrer à l'Allemagne une nouvelle bande de territoire, je ne quitterais pas ma Lorraine. Je demeurerais à Charmes pour être un élément de résistance française, de persistance latine et lorraine. Je supporterais de voir l'épais nuage des sauterelles affamées s'abattre sur mon plateau lorrain. Elles ne mangeraient tout de même pas ce que je couvrirais de terre ! » (3) En 1911, dans un moment particulièrement critique, appelé à Metz pour y commémorer les morts de 1870, il y prononçait un vibrant discours, fort audacieux dans sa discrète franchise, et qui dut faire sourciller plus d'un pangermaniste. Il y célébrait la constance de la fidélité lorraine et la profondeur de la tendresse française. « Vous savez qu'en France, déclarait-il, sur tous les sujets, nous sommes profondément divisés : c'est notre vieux défaut national ; c'est une maladie dont nous avons toujours souffert et dont nous nous sommes toujours guéris. Quand il y fallait un miracle, eh bien ! une jeune paysanne de Lorraine s'en chargeait. Vive la Lorraine ! C'est toujours elle qui rétablit l'unité française. S'il s'agit de vous, il n'y a plus qu'un senti-

(1) Discours à la Chambre, 21 décembre 1906.

(2) *Le Voyage des trente et un maladroits; Encore nos trente maladroits; Réponse à un germanophile* (*Écho de Paris*, 5 mai, 11 mai 1908, 24 février 1910), non recueillis en volume.

(3) *Il ne faut plus émigrer* (*Éclair* du 18 avril 1907), non recueilli en volume.

ment, une seule voix, un seul peuple. » Il rappelait avec joie une magnifique parole récente de Jaurès : « L'Alsace et la Lorraine sont comme ces arbres qu'on peut séparer par une muraille de la forêt, mais qui, par les racines profondes, vont rejoindre sous la muraille de l'enclos les racines de la forêt primitive. » Il notait avec finesse les curieuses affinités électives qui, des deux côtés des Vosges, rapprochaient entre elles les générations nouvelles, « ce rythme, disait-il, qui soulève dans la même cadence notre jeunesse et la vôtre. » « Nos fils et vos fils ne se sont jamais vus, ils se ressemblent et ils s'aiment. » Il citait avec attendrissement ce mot qu'il avait lu « dans un cimetière de la Lorraine heureuse : » « Qu'il soit béni celui qui posa l'espérance sur les tombes. » Espérance, foi dans l'avenir, « tous ces grands cris de vigueur et de *confiance indéterminée* qui sont l'âme de notre nation » scandaient infatigablement les phrases, on serait tenté de dire les strophes de cette noble harangue.

Attachons-nous, concluait l'orateur, à cette vertu d'espérance. Et puisqu'ayant à parler, dans Metz, de la France, je me suis imposé de n'y rien dire que je ne puisse penser en présence d'un digne Allemand, et par exemple d'un Gœthe, c'est à celui-ci que j'emprunterai le mot par lequel je veux clore et résumer tout ce que nous avons éprouvé au cours de ces trois journées. Oui, nous prendrons pour mot d'ordre le beau mot de Gœthe dans le deuil : « Allons! par-dessus les tombeaux, en avant! » (1)

Et comme si ces paroles n'étaient pas assez explicites, il les commentait en deux articles qui en soulignaient le sens et la portée : « Au reste, disait-il, c'est très clair, très simple et très net, ce que nous attendons, ce que nous souhaitons des annexés: qu'ils restent Alsaciens et Lorrains, qu'ils demeurent pareils à eux-mêmes, de manière *qu'au jour où nous reviendrons les prendre,* nous nous reconnaissions les uns les autres sans peine et *que la vie recommence, la vie de la famille française, comme si les dures années de la séparation n'avaient pas existé. Nous arriverons, et ils diront : Nous vous attendions; nous reconnaissez-vous?* » — « Eh bien! la bataille continue, —

(1) *Un discours à Metz* (15 août 1911), édition originale, Emile-Paul, p. 12-23. — Sur les circonstances où ce discours a été prononcé, cf. *l'Ame française et la Guerre*, t. I, p. 49-54; édition originale, Emile-Paul.

écrivait-il encore. — *Qu'est-ce qu'un armistice de quarante années? Sommes-nous prêts, sommes-nous les meilleurs?* Voilà l'unique question, la grande question toute claire, toute crue, qui chasse les vaines songeries. » Se faisant l'écho des impressions vécues qu'il avait recueillies en Lorraine, il répondait à la question ainsi posée avec un optimisme auquel la guerre, au total, devait donner pleinement raison. Soldats et officiers, artillerie, haut commandement, sur tous ces points essentiels, les Lorrains annexés estimaient l'armée française nettement supérieure à l'armée allemande; et ils se laissaient aller à des « pensées de libération. » « J'entendais vraiment, nous confie M. Barrès, des captifs saluer l'espérance (1). » A cette date, exprimer ces pressentiments qui, si tôt, allaient devenir prophétiques, ce n'était pas rendre un mauvais service à son pays.

En attendant l'inéluctable échéance, c'était lui en rendre un autre que d'évoquer et de chanter *la Grande Pitié des églises de France.* — Ce beau livre, — l'un de ceux où les divers aspects et les contrastes mêmes de la pensée et du talent de M. Barrès s'expriment le plus complètement et se concilient de la façon la plus harmonieuse, — est à la fois le plus personnel peut-être et le plus impersonnel de tous ceux qu'a écrits l'auteur des *Déracinés.* Il y a dans *le Voyage de Sparte* quelques lignes qui pourraient servir d'épigraphe à l'œuvre tout entière de l'écrivain. Il n'en saurait vouloir, nous dit-il, au voiturier lacédémonien qui le berce et l'ennuie de sa monotone et intarissable chanson : « Si je cours, avoue-t-il, dans ces montagnes du Péloponèse, c'est pour y ressentir des humeurs nouvelles et les traduire en phrases longues, brèves, lourdes, ailées, pareilles à des barques mouvementées sur mon cœur. *Quand je suis si personnel* que je ne parviens pas à fixer mon attention sur le terrain de Mantinée, sur les vestiges de Tégée, ni sur le lion de Piali, convient-il que je blâme un pauvre cocher *qui ne s'occupe, comme moi, qu'à produire son âme* ? » Ne nous étonnons pas que ce grave sujet des églises de France lui ait été un nouveau prétexte « à produire son âme : » c'est le propre des questions religieuses, par quelque biais qu'on les prenne, d'émouvoir en chacun de nous et de faire affleurer à la surface de

(1) *Autour d'un discours à Metz* — (*Écho de Paris* 1er et 15 septembre 1911), non recueilli en volume.

notre être ce qu'il y a en nous de plus intime et de plus profond. M. Maurice Barrès ne pouvait échapper à la règle générale.

Non pas, on l'entend bien, qu'il aborde le problème religieux en théologien, ou en critique. Son point de vue est bien plutôt celui d'un libre philosophe et moraliste, doublé d'un poète et d'un artiste. « Il n'est pas nécessaire, écrit-il, de posséder une foi parfaite pour prendre un plaisir de vénération devant l'image sereine de la foi. » Lui qui a si souvent dit : « L'intelligence, quelle petite chose à la surface de nous-mêmes ! » il sait qu'« il ne faut pas compter sur le rationalisme non plus que sur la science pour cultiver toute l'âme. » « Connaissez mieux, s'écrie-t-il en pleine Chambre, *connaissez mieux la nature humaine*, celle des simples et celle des plus grands : il y a chez nous tous un fond mystérieux et qui ne trouve satisfaction que dans ce phénomène mystérieux lui-même qu'on appelle la croyance. Il y a une part dans l'âme, et la plus profonde, que le rationalisme ne rassasie pas et qu'il ne peut même pas atteindre. » « C'est qu'aussi bien, dira-t-il encore, quelques notions de plus ou de moins n'y changent rien, *nous sommes tous le même animal à fond religieux*, inquiet de sa destinée, qui se voit avec épouvante, encerclé, battu par les vagues de cet océan de mystère dont a parlé le vieux Littré et pour lequel nous n'avons ni barque, ni voile. » Eh bien ! ce fond religieux « à la fois très fécond et très redoutable, » « l'Église y met une discipline ; » elle *canalise*, si l'on peut ainsi dire, le sentiment religieux. Et de cela on doit lui savoir un gré infini. Par elle, le sentiment religieux est réglé, épuré ; il reste, dans nos médiocres sociétés modernes, la grande source profonde et irremplaçable d'idéalisme et de poésie. Qu'on aille au village, qu'on assiste à la procession du 15 août, — que le poète nous décrit en des pages qui ont l'air échappées du *Génie du Christianisme*. « J'ai entendu, nous dit-il, *Parsifal* à Bayreuth ; tout y est lourd, grossier, volontaire, près de cette fête de la pureté... C'est ici que la petite ville peut prendre le sentiment de sa beauté morale, et *s'évader des soins matériels*... J'ai vu passer la poésie dont je suis un fils reconnaissant et dévoué. » Détruire les églises, tracasser ou paralyser ceux qui veulent les sauver de la ruine, c'est pécher contre l'Esprit, c'est prêter main forte à la Bête. Écoutez le poète méditer dans la cathédrale de Reims : « Que me demande-t-on si je crois ? Je suis sûr

que j'appartiens à la civilisation du Christ, et que c'est mon destin de la proclamer et de la défendre... J'accueille le chant des chrétiens et m'y associe dans mon cœur... *J'ai le cœur serré, moins du passé que de l'avenir, devant cet incomparable édifice menacé...* » — Pressentiment tragique, et qu'un très prochain avenir n'allait que trop justifier. — « J'ai vu la mort envahir les parties les plus périssables de l'édifice, mais, je le jure, son âme demeure... Ici les générations héritent les leçons et les exemples d'une haute civilisation. »

Défendre les églises, c'est, proprement, « défendre l'éternel. »

Rien ne sert d'objecter que Messieurs X... Y... Z... et Madame Trois-Étoiles, adversaires déclarés du christianisme, font voir des vertus de sacrifice et le plus beau sens de l'honneur. Est-ce que l'on songe à le nier? Le fait ne va pas contre ce que je dis. Ces anti-chrétiens vivent dans une société toute formée par le catholicisme; ils sont eux-mêmes compris et interprétés par une société catholique; ils bénéficient de l'atmosphère, et leur noblesse morale, que des observateurs superficiels seraient tentés de prendre pour une qualité naturelle, ils la reçoivent de l'Église même.

Plusieurs années avant la publication du livre de *la Grande Pitié des Églies de France*, l'un des plus fins critiques d'aujourd'hui, pénétrant et subtil historien des idées et des âmes religieuses, M. Henri Bremond, écrivait déjà, à la fin d'une longue étude sur l'auteur des *Amitiés françaises* : « Si le xxe siècle doit avoir son *Génie du Catholicisme*, ni les artistes, ni les docteurs ne s'étonneront de lire, à la première page d'un pareil livre, le nom de M. Barrès. » M. Barrès a tenu à justifier ce pronostic : avec les plus nobles d'entre les écrivains ses contemporains ou ses aînés, il a pris rang parmi les apologistes du dehors.

Ces généreuses et hautes pensées étaient exprimées sous une forme des plus originales. Le livre de *la Grande Pitié*, c'est, munie de ses pièces justificatives, l'histoire intérieure et extérieure de la campagne que, six années durant, M. Maurice Barrès a poursuivie, au Parlement et dans la presse, en faveur des églises de France, que la haine imbécile de quelques sectaires aurait voulu vouer à la destruction ou à la ruine. Discours à la Chambre, lettres, méditations, rêveries, confidences, articles de journaux, il y a un peu de tout dans ce livre, — je veux dire

un peu de tous les genres où s'est exercé M. Barrès, et l'auteur de *Leurs Figures* y donne la main à celui de *la Colline inspirée.* Aucun désordre d'ailleurs dans cet apparent pêle-mêle : un goût très sûr, une discipline très sévère président à la distribution des matières ; la complexité des sentiments, des idées et des faits que l'auteur met en œuvre est librement, mais fortement soumise à la souple régularité d'un ordre latin, d'un art parfaitement classique. En même temps que nous voyons s'instruire, au jour le jour, sous nos yeux, une grande cause nationale, nous assistons à la suggestive genèse d'une large pensée religieuse.

Nous sommes en mars 1914. Réalisant un vieux rêve d'origine peut-être romantique, M. Maurice Barrès, comme Chateaubriand et comme Lamartine, est allé « se soumettre aux cités reines de l'Orient, » et recueillir sur place les éléments d'une enquête sur le rôle et la situation de la France dans le Levant. Par son œuvre et son action d'homme de lettres et d'homme politique, par son évolution morale et littéraire, par la nature d'un talent tout à la fois très personnel et très hospitalier, très ouvert notamment aux tentatives juvéniles, il est sans contredit le plus en vue, le moins discuté, le plus « représentatif » des écrivains qui viennent d'atteindre la cinquantaine. Les jeunes de toutes les écoles, en France et à l'étranger, le saluent et même le vénèrent comme un maître : ils écrivent sur lui des articles, des brochures, et même des livres; ils lui consacrent de copieuses, naïves ou touchantes « enquêtes (1). » Sa « chanson heurtée, elliptique » s'est peu à peu imposée à tous. Surgisse le tragique duel ethnique que si souvent il a pressenti : nul ne sera plus qualifié pour exprimer et pour chanter « l'âme française et la guerre. »

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

(1) Voyez, dans la *Revue française* du 3 août 1913, *Maurice Barrès et la Jeunesse étrangère.* On y a recueilli le curieux témoignage d'un Allemand, le Dr Curtius, qui, depuis, a consacré tout un livre à l'auteur des *Déracinés.*

LES AGENTS ROYALISTES EN FRANCE

AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

L'AFFAIRE PERLET

II[1]

L'AGENCE ROYALE

David Monnier et Botot, flairant en Fauche-Borel un songe-creux gonflé de prétentions plutôt qu'un dangereux conspirateur, jugèrent que ce naïf ne valait pas d'être arrêté ; il serait plus utile d'entretenir une correspondance avec ce prolixe agent des Princes que de l'envoyer à Cayenne ; ils lui procurèrent donc un passe-port au nom de Louis Frédéric Borelly, en lui laissant entendre, pour mieux l'amorcer, que cette faveur lui était accordée par Barras en personne, « comme preuve de ses dispositions franches et loyales. » Pour faciliter sa sortie de Paris, Monnier l'accompagna même, « en vertu d'un ordre spécial, » jusqu'à Charenton, lui fit promettre qu'on s'écrirait et accepta une traite de 7 200 francs que le libraire lui glissa dans la main avec sa magnificence habituelle. Cinq jours plus tard, Fauche passait la frontière, arrivait, de nuit, à Neuchâtel, où sa femme et ses enfants le pleuraient, le bruit de son arrestation et de son exécution s'étant répandu en même temps qu'on apprenait en Suisse les événements de Paris. Mais il ne séjourna

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

pas longtemps dans sa petite ville : il se sentait trop indispensable pour consentir à priver de ses services la cause des Bourbons: en outre, il avait hâte d'entamer avec les confidents de Barras la négociation dont il venait de poser si habilement les bases; enfin l'armée française menaçait la principauté de Neuchâtel et il ne doutait pas que sa capture ne fût le but de l'expédition. Il quitta donc de nouveau les siens, passa en Bavière, gagna Augsbourg où il retrouva bon nombre de « fructidorisés; » il y fut présenté à M. de Vezet, à M. de Précy, tous deux agents de Louis XVIII, et c'est ainsi qu'il s'affilia définitivement à cette vaste conspiration royaliste dont le Roi proscrit tenait les fils et qui comptait, disséminés dans toute la France et presque dans toute l'Europe, des complices en nombre infini dont l'histoire, si jamais on peut l'écrire, composera le plus étonnant chapitre des chroniques clandestines de la Révolution.

Le drame auquel sera mêlé Fauche-Borel paraîtrait invraisemblable si l'on ne s'arrêtait à portraire tout d'abord le monde singulier auquel il va désormais s'adapter. Il ne s'agit pas, bien entendu, de présenter ici un tableau complet de ces agences secrètes qu'entretint en France le parti royaliste, depuis 1792 jusqu'en 1814, et de leurs insaisissables ramifications ; il suffit de fixer certains points de repère dans ce dédale presque inexploré et d'esquisser quelques-unes des figures les plus caractéristiques de ce grouillement d'inconnus. Si cet aperçu semble peu flatteur, on ne doit pas oublier que les monarchistes se trouvaient mal préparés à la propagande politique : leur conviction, plus instinctive que réfléchie, était de celles qu'on ne discute guère; elle tenait moins du raisonnement que d'une dévotion chevaleresque: de là leur ferveur intransigeante, leur foi volontairement aveugle dans le succès toujours prochain, et, par suite, leur imprévoyance et leurs maladresses.

Après les grandes déceptions de 1792, le comte de Provence, régent de France depuis la mort de son frère Louis XVI, avait erré de Coblentz à Namur, à Hamm en Westphalie, à Livourne, à Turin; il s'était fixé durant l'été de 1794 dans les États de Venise, à Vérone, et c'est là qu'il se proclama précipitamment Roi dès que circula le bruit de la mort de Louis XVII au Temple, événement depuis longtemps prévu, — on n'oserait écrire « désiré, » — en l'attente duquel Louis XVIII occupait

son impatience à « étudier dans les ouvrages spéciaux le cérémonial du Sacre ; » il en avait même répété avec ses intimes les principales scènes « comme s'il eût été au moment de partir pour Reims. » Sa Cour de Vérone était modeste, encore qu'il y tînt opiniâtrément son rôle de Roi ; dès son « lever, » il était paré selon l'étiquette, « décoré de ses cordons et ceint de son épée qu'il ne quittait que pour se mettre au lit. « Quand il ne donnait pas audience, il s'enfermait chez lui « et on l'entendait se promener en long et en large avec beaucoup d'agitation, » seul exercice que lui permettaient sa goutte et sa corpulence. Jamais il ne sortait, passant des heures à lire le *Moniteur* et autres journaux venus de France ; il s'intitulait et les Cours étrangères le nommaient *Comte de Lille* et lorsqu'un visiteur lui donnait le titre de *Majesté*, il poussait de profonds soupirs. Sa table était peu abondante, sans élégance ; sa domesticité mal vêtue, son appartement pauvrement meublé.

Le comte d'Avaray, son « capitaine des gardes, » était le grand favori, l'intime, l'inséparable, « un véritable ami, une sorte de frère ; » poitrinaire, mélancolique, homme d'honneur et de loyauté, mais opiniâtre, il était de ceux qui souhaitaient de formidables représailles comme don de joyeux avènement de de la monarchie restaurée. Le duc de la Vauguyon, « premier ministre » du monarque exilé, se montrait plus modéré ; aussi d'Avaray l'avait-il pris en grippe : le maréchal de Castries, bientôt évincé, le baron de Flachslanden, le marquis de Jaucourt complétaient le « Conseil du Roi : » quelques gentilshommes, un chapelain, un secrétaire, deux commis formaient sa Cour et composaient ses bureaux. La maison de Vérone était « le temple de l'ennui ; » toutes les figures y étaient « allongées et bâillantes. »

Il fallut pourtant quitter ce morne asile ; l'armée de Bonaparte approchait et quoiqu'on ne redoutât pas beaucoup « toute cette ladrerie de la Provence et du Languedoc conduite par un capitaine gueux, » la sérénissime république de Venise invita Louis XVIII à s'éloigner. Il protesta et partit *incognito*, le 21 avril 1796, à trois heures du matin, seul dans une berline légère avec son fidèle d'Avaray, par la route de Bergame et du Saint-Gothard, tandis que la Vauguyon, « qui lui ressemblait beaucoup, » prenait ostensiblement la route du Tyrol. Le comte de Lille traversa la Suisse, se rendant à l'armée des émi-

grés; le 28 avril, dans la nuit, il arrivait à Riegel, en Brisgau, où le prince de Condé avait son quartier général.

Louis XVIII put se croire là véritablement Roi, tant les Condéens l'acclamèrent. Leur foi était si ferme qu'ils s'imaginaient tenir en lui la victoire; lui-même en fut grisé; il prit goût à la représentation; il montait à cheval, exercice qui lui était peu familier; il passait ces revues dont on faisait au Directoire des gorges chaudes et où l'on voyait paraître, ricane Barras, « des régiments de quinze, de dix et même de quatre hommes. » « Sire, voilà votre régiment d'Auvergne, disait sérieusement le prince de Condé, voilà votre régiment de Champagne, votre régiment de la Couronne... Les tambours battaient aux champs, le canon tirait... » Mais la présence du Roi à l'armée gênait l'Autriche qui, comptant encore sur la victoire, ne voulait pas en partager les profits : il reçut l'ordre de s'éloigner et dut obéir. Où s'arrêter? Ce Bourbon errant épouvantait toutes les Cours de l'Europe, qui redoutaient, en lui donnant asile, les représailles de la République française. Seul, le duc de Brunswick consentit, par pitié, à le recevoir, sous la condition qu'il n'habiterait pas sa capitale et qu'il se logerait à l'auberge. C'est ainsi que, à la fin d'août 1796, la « Cour de France » s'installe à Blankenbourg, au pied du Harz, pays froid et brumeux, dans la chétive maison d'un épicier « dont la façade est toute en vitrages et dont les chambres sont à peine logeables. » Trois pièces : l'une devient l'appartement du Roi; l'autre est réservée aux « gentilshommes de service » et sert en même temps de chapelle; la troisième est « la Galerie, » à la fois salon et salle à manger. O Versailles! Dans ce taudis Louis XVIII allait régner dix-huit mois, si c'est régner que de dire : « Mon peuple, mon sceptre, ma couronne, » et d'assurer, au moyen de correspondances incessantes, la liaison entre une nuée d'agents secrets ou se croyant tels, disséminés dans toutes les régions du « royaume de France. »

Dès avant la chute de Robespierre, le Roi avait à Paris un émissaire, un espion pour mieux dire, chargé de surveiller et d'activer les progrès de l'esprit public. C'était Lemaître, désigné dans la correspondance sous les noms de *Letraine*, *Boissy*, *le Juif*, et sous bien d'autres encore. Lemaître était né conspirateur : la trigauderie, le mystère, les caches, les dangers, les poursuites, les travestissements lui étaient aussi indispensables

qu'à tout autre l'air et le pain. On le voit, ou on croit le voir, parmi les émigrés, à Bâle, en 1794; il avait dû se signaler, au temps de la Terreur, comme un habile homme et rendre à la cause royale d'éminents services, qui n'ont pas été révélés, puisque, dès Thermidor, en dépit d'antécédents peu recommandables, Louis XVIII l'élisait son représentant à Paris et lui confiait la direction de sa plus importante agence. Il faut croire que Lemaître ne prit pas la chose très au sérieux; même après la défaite de l'insurrection des sections, au 13 vendémiaire, il n'eut pas la précaution de se confiner chez lui : il fut « cueilli » par un inspecteur de police, au café de Valois, où il venait tranquillement lire les journaux et prendre sa demi-tasse; on trouva dans la cuisine de son logement, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, à peine dissimulée, mais très bien classée, toute la correspondance de l'agence royale, et Lemaître, traduit devant une commission militaire, fut guillotiné en place de Grève. Comme il était l'une des très rares victimes de la répression conventionnelle, on estima généralement que ce conspirateur obstiné savait trop de choses; « chacun souhaitait qu'il disparût pour qu'il n'eût personne à faire rougir ou périr. »

Déjà, par ordre du roi de Blankenbourg, une seconde agence fonctionnait à Paris, composée de l'abbé Brotier, du chevalier Despomelles et de Duverne de Praile, tous trois collaborateurs du malheureux Lemaître. Brotier, helléniste réputé, éditeur de Plutarque et du *Théâtre des Grecs*, quoique extrêmement ferré sur la morale d'Épictète, n'avait point peut-être les qualités de discrétion et de prudence qu'exigeait la délicate mission de représenter à Paris la monarchie proscrite. Il passait pour être disputailleur et inconséquent; l'abbé Maury disait de lui : « S'il ne s'agit que de tout brouiller, on ne pouvait trouver mieux que l'abbé Brotier; il désunirait les légions célestes. » Despomelles, ancien maréchal de camp, était plus ordonné; mais il vivait à Bourg-la-Reine et s'occupait presque exclusivement de diriger une vaste association, qui, sous le nom d'*Institut philanthropique*, étendait ses ramifications dans toute la France. Despomelles se faisait illusion sur la puissance de cette société secrète; il était, écrit Mallet du Pan, « de ces hommes qui voient des clochers dans la lune. » Duverne de Praile, ancien officier de la marine royale, émigré rentré et

caché sous le nom de *Dunan* dans sa propriété du Nivernais, était venu offrir ses services à Louis XVIII, lors du passage de celui-ci à Zurich, en avril 1796; on l'avait employé à quelques missions en Angleterre et en Vendée. Tels étaient les agents que le frère de Louis XVI autorisait « à parler et à agir en son nom pour tout ce qui concernait le rétablissement de la monarchie. » Il leur adjoignit La Villeurnoy, ex-maître des requêtes, dépossédé de sa charge par la Révolution, homme fin, de manières distinguées, mais besoigneux, soucieux surtout de trouver un mari pour sa fille et de gagner le titre de ministre de la police dans la monarchie restaurée. L'agence avait pour mission de se concilier les militaires, de corrompre l'Administration, de préparer des élections royalistes, tâche écrasante qu'auraient à peine menée à bien des politiques experts, connaissant à fond le personnel gouvernemental et l'opinion du pays : les commissaires royaux étaient des novices, très confiants en leur propre adresse et trop enclins à prendre leurs désirs pour des faits acquis; conspirateurs de comédie, fort communicatifs avec tout le monde et gardant entre eux seuls une réserve soupçonneuse, s'accusant réciproquement « d'imprudents bavardages, d'ambitions cachées, de défauts de zèle, de basses convoitises et même de trahison. »

La première préoccupation des représentants du Roi avait été l'organisation de leurs bureaux, centre d'un va-et-vient incessant de complices et d'émissaires de tous rangs, pêle-mêle de turbulents, de fidèles, de vendus, de traîtres aussi : on y verra Rochecotte, l'intrépide chouan, qui se fait fort, avec cinquante hommes, d'enlever les cinq Directeurs; — Bourmont, sous le nom de *Reynard*, agent principal du Roi en Bretagne et en Vendée, — l'héroïque et tenace Frotté et son ancien camarade du régiment de colonel-général, le prince Louis de la Trémoille, tous deux de même âge, également dévots de la Royauté ; — un avocat de talent, Jean-Marie François, ex-émigré, ex-précepteur des ducs d'Angoulême et de Berry, qui vit, rue de la Lune, dans une chambre machinée et pourvue d'une armoire tournante, permettant, en cas d'alerte, la fuite par un escalier dérobé; — Carlos Sourdat, jeune garçon de vingt ans, petit, chétif, au teint brun, aux cheveux et aux sourcils très noirs, aux yeux de braise, âme candide et cœur résolu ; — deux vieilles filles, effacées et silencieuses, Madeleine et Josèphe More

de Prémilon, servant de secrétaires à l'agence ; — Bénard, employé dans les bureaux du Directoire, un des « corrompus, » sans doute, qui s'est offert pour conquérir Barras à la cause royale ; — le baron allemand Léonard de Poli, éclopé à béquilles chargé spécialement d'enrôler de « bons garçons » pour le coup décisif ; — Dandré, l'ex-constituant, inféodé à l'Angleterre « et à tous les partis qui peuvent payer, » homme d'une laideur repoussante, mais d'une pénétrante sagacité et qui fait sa fortune à servir un Roi sans royaume ; — Jouve, autre « corrompu, » chef de bureau au ministère de l'Intérieur, acquis au parti monarchique ; — un chanteur populaire, Ange Pitou, tour à tour et sans cesse arrêté, mis en liberté, hué, applaudi et chantant toujours ses vaudevilles aux carrefours ; — un grand seigneur, le prince de Carency, jeune débauché sceptique et séduisant qui, en sa qualité de fils du duc de la Vauguyon, premier ministre de Louis XVIII, est le confident de tous les secrets de la conspiration ; — un pauvre abbé normand, Julien-René Leclerc, qui vit depuis quatre ans, tantôt caché dans les fourrés du bois de Vincennes, tantôt à Paris même, exerçant « l'emploi simulé » de clerc de procureur; signe caractéristique : un œil vairon ; — un tailleur à façon, mué pour la circonstance en « homme de loi ayant patente de commissionnaire » et nommé Béranger-Mersix : il est l'un des dépositaires des fonds de l'agence, et son petit garçon, âgé de dix ans à cette époque, se rappellera plus tard que son père l'employait à porter aux conjurés de l'argent, « dont ceux-ci, disait-il, paraissaient user plus pour leurs besoins particuliers que pour l'accomplissement de leurs projets. » Ce petit garçon deviendra le chansonnier Béranger.

L'or anglais coulait à flots, en effet ; le chargé d'affaires en Suisse du cabinet britannique, Wickham, se tenait en relations constantes avec l'agence au moyen d'un émissaire « probe et roué » appelé Bayard. C'était le moment où les commissaires royaux estimaient si bien préparées les voies de la Restauration qu'ils souhaitaient tenir sous la main, à Paris, un prince de la famille royale tout prêt à cueillir la couronne. Louis XVIII réservait cette tâche facile et glorieuse à son neveu le duc de Berry, alors âgé de dix-neuf ans. L'un des membres de l'agence, Duverne de Praile, avait entrepris le voyage d'Angleterre afin de préparer l'entrée en France du jeune prince : il répondait de la tête de celui-ci comme de la sienne : il le conduirait

par la Hollande et la Belgique jusqu'à Saint-Omer; de là il gagnerait avec lui les environs de Paris, lui procurerait une carte de sûreté pour entrer dans la ville où vingt abris sûrs devaient s'ouvrir, afin de recevoir l'avant-coureur du Roi. La chose était donc décidée et Duverne revenait de Londres, fier d'un autre succès : il avait décidé les ministres anglais à verser 300 000 francs par mois à l'agence, plus 188 000 francs « pour habiller les troupes royales! »

Et voilà que tout s'effondre en une demi-heure. Le 31 janvier 1797, Duverne, Brotier et La Villeurnoy, fidèles à leur mission de « gagner habilement les officiers, » se sont rendus chez le chef d'escadron Malo qu'ils se flattent d'avoir circonvenu et avec lequel ils ont pris rendez-vous à l'École militaire qu'il habite et où sont casernés ses dragons. Malo a caché deux de ces hommes sous les matelas de son lit : il reçoit les naïfs conspirateurs qui n'ont déjà plus de secrets pour lui; ils lui exhibent, sans nulle méfiance, les pleins pouvoirs qu'ils tiennent de Sa Majesté Louis XVIII et dont ils ont pris grand soin de se munir. Aussitôt ils sont tous les trois happés par les soldats, conduits au bureau Central, puis à la Tour du Temple redevenue depuis peu prison d'État. L'agence royale de Paris avait vécu. L'effet de cette arrestation fut, pour le petit monde de comparses qui gravitaient autour d'elle, celui d'un coup de bêche dans une fourmilière ; chacun courut au plus pressé : le chevalier Despomelles, le seul des commissaires royaux qui fût encore en liberté, eut le temps de détruire les plus compromettantes des pièces conservées dans les archives; la sœur de Duverne de Praile brûla en hâte d'autres papiers; Carlos Sourdat s'empara des brevets signés en blanc par le Roi et des portraits de Louis XVIII destinés à la propagande; quant au pauvre abbé Leclerc, l'homme à l'œil vairon, il escamota les dossiers de Brotier et les croix de Saint-Louis que les commissaires royaux avaient le droit « de fabriquer et de distribuer. » La police s'empara donc seulement des pièces que les conjurés ne parvinrent pas à détruire, et il arriva ceci, qui est vaudevillesque : au nombre des écrits saisis se trouvait une noble et généreuse proclamation de Louis XVIII que l'agence avait été fort empêchée de répandre : cette proclamation fut publiée au *Moniteur*, et reproduite dans nombre de journaux; le retentissement en fut immense et le chevalier Despomelles pouvait, sans

hâblerie, écrire au Roi : — « Votre Majesté ne se doute pas du merveilleux effet qu'a produit sa proclamation... Cela lui a conquis une foule de partisans... » L'arrestation de ses commissaires valait donc à Louis XVIII un succès que ne lui avait jamais procuré leur maladroit dévouement.

Il faudrait raconter comment l'un de leurs affidés, — Sourdat bien probablement, — tenta audacieusement de les tirer de leur prison; comment, lorsqu'on apprit qu'ils allaient comparaître devant le Conseil de guerre, le brave Ange Pitou, le chanteur des rues, s'évertua à les sauver en achetant leurs juges : il dépensa à cette « acquisition » tout l'argent gagné à chansonner le gouvernement et les sommes qu'il emprunta sous sa garantie à des royalistes aussi peu fortunés que lui; comment, quelques jours avant l'ouverture des débats, Duverne de Praile, pris de peur, « avant même qu'on lui eût donné l'assurance de la vie, comme il l'avait demandé, » révéla le fonctionnement complet de l'agence, dénonçant tous les affiliés, « leur résidence, leurs ressources, les attenances de chacun. » On devrait esquisser aussi le procès des conjurés devant le Conseil de guerre siégeant à l'Hôtel de Ville : outre Brotier, La Villeurnoy et Duverne dont ses compagnons ne soupçonnaient pas les délations, comparurent devant les juges le baron de Poli, Carlos Sourdat, Béranger-Mersix, les demoiselles More de Prémilon et une douzaine de complices obscurs. Après un mois de débats, les quatre premiers accusés furent, à l'unanimité des voix, déclarés coupables et condamnés à la peine de mort, immédiatement commuée, et non moins unanimement, par le tribunal, en quelques années de détention. Les révélations de Duverne de Praile, et aussi l'argent d'Ange Pitou, avaient contribué à émousser les rigueurs de la répression. Brotier, Duverne et La Villeurnoy furent écroués à la Tour du Temple où l'on se promettait de les oublier. Le désarroi gouvernemental était tel à ce printemps de 1797, les fonctionnaires de tous ordres croyaient si peu à la durée du régime directorial que l'emprisonnement ralentit à peine l'activité des commissaires royaux : du fond de leurs cachots ils continuaient à participer aux « travaux » de l'agence dissoute dont était seul titulaire leur collègue Despomelles, demeuré, comme on l'a dit, en liberté. Il correspondait avec un comité royal installé à Augsbourg et dont Wickham était l'homme important. Mais ce n'était là qu'un

expédient : la monarchie comptait en France trop de partisans pour que le Roi n'eût point, à Paris même, un représentant presque officiel : les prisonniers du Temple désignèrent donc à l'honneur périlleux de leur succéder l'abbé d'Esgrigny.

Ancien vicaire général de Mgr de Cicé, archevêque de Bordeaux, l'abbé d'Esgrigny, émigré en 1792, ayant fait partie de l'expédition de Quiberon, s'étant soustrait à la fusillade par un subterfuge ingénieux, erra durant un an dans la Vendée et en Anjou. C'est là que vint le trouver l'avis de se rendre à Paris pour y remplir une mission importante. Il se dirigea vers la capitale, toujours se cachant, réussit à passer les barrières, se présenta chez Rochecotte et prit l'intérim de l'agence. Mais la tâche était trop nouvelle pour ce pauvre prêtre depuis si longtemps vagabond; et l'abbé d'Esgrigny, tiraillé et déçu, s'efforçait à se dérober. On en était là à l'approche de Fructidor : la légèreté, les divisions, l'imprudence, les querelles, les irréductibles illusions des royalistes avaient compromis cette institution que nul ne prenait au sérieux, et cela précisément à l'heure où la France, lassée de désordres et d'intrigues, appelait de ses vœux un gouvernement fort, honnête et stable qui lui rendît son calme bonheur depuis tant de mois aboli.

Le tableau serait trop incomplet si n'y figurait pas, au moins par spécimens, la foule d'émissaires utiles ou encombrants, de besoigneux plus doués d'aplomb que d'adresse, de contre-révolutionnaires sincères et ardents, de mystificateurs, d'étourdis, d'utopistes qui, par dévouement réel ou par intérêt, mettaient spontanément au service du Roi et de ses agences leur zèle souvent brouillon et compromettant. Bon nombre de royalistes, accoutumés depuis des années à la vie aventureuse de la Chouannerie, retrouvaient, en ces équipées, « l'espèce de satisfaction » d'aller de cache en cache et de vivre de cette existence de romanesques dangers « dont les hommes de ce parti avaient une si longue habitude. » Ils s'exposaient à la mort, à la déportation ou, tout au moins, à l'emprisonnement; mais il semble que ce risque était pour eux un attrait de plus : cette lutte de ruses avec la police aiguillonnait leur activité.

Au premier rang de ceux dont on retrouvera les noms au cours de ce récit, il faut citer l'abbé de La Marre; « quarante à quarante-cinq ans, grand bel homme, cheveux noirs poudrés,

figure pleine; » au moral, si l'on en croit un bulletin de police, c'est un « atroce scélérat, » jadis très lié avec Saint-Just et certains membres du Comité de salut public. Il a des amis dans tous les camps, se présente à Blankenbourg, séduit d'Avaray et obtient la confiance du Roi dont il devient le courrier préféré, sorte de plénipotentiaire nomade. Il s'appelle tantôt *Falike*, tantôt *Bellecombe* ou *David Pachaud*, et cette simple précaution déroutera toutes les polices.

Un autre ecclésiastique, l'abbé Ratel, quoique mentionné parfois comme « agent principal des princes, » est moins en vue que de La Marre. Ce n'est point qu'il ne s'agite; complice de Brotier et condamné comme tel à la déportation, il s'échappe, passe en Angleterre, est chargé par le cabinet britannique de porter une somme d'argent considérable aux militants du parti, rentre en France sous le nom de *Lemoine*, y reste peu, retourne à Londres, vit là « joyeusement, » forme de grands projets, n'en exécute aucun. — Est-ce lui cet abbé R... qui s'offrira, en 1800, pour « frapper » le premier Consul? — Et quand on lui demandera des comptes, il les fournira si peu limpides qu'il cessera d'être employé.

Sur Danican tout le monde est d'accord : « le plus vain, le plus bavard, le plus fanfaron et, en même temps, le plus nul des hommes, » disait Réal. Soldat au régiment de Barrois, en 1782, gendarme en 1789, son avancement fut rapide : quatre ans plus tard il était général de brigade et divisionnaire en 1795, malgré quelques heurts dans sa carrière : on a dit qu'il fut protégé par Camille Desmoulins et qu'il compta au nombre des « gardes du corps » de Robespierre. Comment ce pur révolutionnaire se trouva-t-il investi du commandement des sections royalistes insurgées, au 13 vendémiaire, contre la Convention? Personne n'a pu le dire, ni lui-même; cet inexplicable promotion lui valut d'être, durant une soirée, l'adversaire, — vite en déroute, — de Bonaparte, grand honneur pour un stratège de sa taille. Il était loin déjà quand la commission militaire du Théâtre Français le condamna à mort. En Angleterre, où il se réfugia, sa quasi-gloire fut payée d'une pension de 12 000 fr.; pour la gagner, le « général » parcourra l'Europe, formant contre la République des plans d'attaque dont pas un ne recevra un commencement d'exécution. Il ira chez le Roi, à Blankenbourg; chez Wickham, en Suisse; se posera en

fier-à-bras; on l'accusera, sans preuve, de l'assassinat des plénipotentiaires de Rastadt; il menacera de débarquer à Paris et « d'enlever » le Directoire; plus tard, il parlera d'escamoter Napoléon. Les bulletins de police font de lui un épouvantail; puis, comme il n'entreprend rien, on l'oublie.

La monarchie proscrite n'avait pas que des partisans de cette sorte : beaucoup d'hommes modérés et sages lui restaient obstinément fidèles et la servaient activement, mais sans fracas : tels Imbert Colomès, l'ancien premier échevin de Lyon; Camille Jordan, autre Lyonnais, d'une droiture et d'une pureté modèles; le vieux président du parlement de Besançon, de Vezet; Précy, le héros malheureux de l'insurrection lyonnaise contre la Terreur, et nombre d'autres dont la coopération, quoique plus efficace que celle des tapageurs, resta volontairement effacée. On peut même assurer qu'ils ne considéraient pas sans tristesse la vaine agitation de tant d'étourdis, voire de tant d'imposteurs avérés que la misère incitait à guigner le succès éventuel de la cause royale comme une spéculation profitable, et qui s'y consacraient « à corps perdus, » d'autant plus bruyants et prometteurs qu'il ne se sentaient pour talent que leur audace, pour préparation que leur besoin de se signaler ou de soutirer quelques louis : — « des fantômes dans les ténèbres, » écrivait d'eux Mallet du Pan. Ceux-ci sont légion : on les reconnaît tout d'abord à une disproportion flagrante entre l'énormité de la tâche qu'ils s'offrent à remplir et la modicité du salaire qu'ils mendient : comme cet inconnu qui, moyennant 720 francs, prétendait acheter les cinq Directeurs et les amener soumis et repentants aux pieds du Roi; — ou cet autre qui, plus tard, sollicite l'envoi de douze louis qui lui sont nécessaires pour rallier Bonaparte au parti des Bourbons; — ou ce troisième, médecin au pays de Gex, qui, à très bas prix, propose au prince de Condé « d'introduire la peste en France. » Hors les quémandeurs atteints de folie manifeste ou les fanatiques offrant leurs poignards, Louis XVIII ne rebute personne; il répond à tous; non point qu'il imagine tirer jamais parti de ces extravagances; mais il ne veut décourager aucun dévouement, si obscur et si saugrenu soit-il. Quoique chacune des heures de son exil lui apporte une leçon, et qu'il acquière peu à peu « cette grande vertu royale » dont parle Casanova « et qu'on nomme la dissimulation, » il demeure crédule à tout ce qui le flatte. Il est

entouré de conseillers méfiants dont l'affection le devrait mettre en garde : d'Avaray veille à écarter les indiscrets; le duc d'Havré a montré le danger d'employer des personnes « qui, jouissant de peu de crédit, compromettent à la fois ceux qu'ils servent et ceux qui les secondent; » mais eux-mêmes, par amour pour leur maître, écoutent les dupeurs dont les vantartises bercent leurs illusions. Qu'importent, au reste, ces vilenies? Louis XVIII se sait armé d'une force qu'aucune puissance humaine ne peut entamer ni détruire : son « droit. » Il est sans ressource et sans asile; il n'a pas de quoi vêtir ses valets ni garnir sa table; mais il est le Roi de France; c'est parce que personne au monde ne peut lui ravir ce titre que les guerres sévissent et que tous les trônes sont ébranlés. Quels que soient les hommes qui usurperont sa place, tyrans redoutés ou conquérants invincibles, ils ne seront jamais que des aventuriers et des éphémères. Lui-même ne peut pas vouloir qu'il en soit autrement; sa disparition ne changerait rien à cette imprescriptible préordination; sa mort ne serait qu'un incident sans portée : et c'est là sa pensée constante, sa religion, sa foi, sa certitude. Le jour où il quitta l'armée de Condé, à Dillingen, dans la Forêt-Noire, comme la balle d'un assassin demeuré inconnu avait effleuré son front, et que son entourage épouvanté manifestait ses craintes et son indignation, quelqu'un dit : — « Une ligne plus bas pourtant! — Eh bien! fit Louis XVIII, le Roi de France se fût appelé Charles X. » Telle était toute sa politique, et l'habileté des plus experts diplomates, la formidable puissance des armes, devaient rester sans prise contre ce roc inattaquable.

Ce succinct exposé des moyens et du personnel dont le parti royaliste disposait est nécessaire à l'intelligibilité des incidents qui vont suivre : sans ce préambule, on serait en droit de s'étonner que, débarquant à Augsbourg, parmi les émigrés, Fauche-Borel fût pris un seul instant au sérieux. Il y retrouvait toutes les « fortes têtes » du parti, composant ce qu'on appelait « l'agence de Souabe, » — Précy, de Vezet, Imbert Colomès, Dandré, — sans parler d'un certain nombre de « fructidorisés » groupés là pour garder le contact avec Wickham, le grand distributeur des millions de l'Angleterre. Ces gens, sagaces pourtant, avaient tous été en rapport avec tant de visionnaires ou

d'exploiteurs qu'ils n'en étaient plus à compter leurs erreurs et leurs déceptions : soit indélébile courtoisie, soit conviction que le négociateur de l'affaire Pichegru pouvait rendre d'importants services, le libraire Neuchâtelois fut reçu en renfort appréciable. C'est ainsi que, trop porté déjà à se croire un personnage, il prit, de la confiance qu'on lui témoigna et de la politesse avec laquelle on écouta ses amplifications, une opinion démesurément avantageuse de sa valeur. Tout concourait par malheur à entretenir cette illusion : lorsque, quittant Augsbourg, il arriva à Berlin, comme on était curieux de questionner un échappé de Paris, il fut prié à dîner par le prince de Reuss, avec Son Excellence le comte Panin, ambassadeur de Russie, Son Altesse le feld-maréchal Repnin, envoyé extraordinaire du Czar, et lord Elgui, ambassadeur d'Angleterre auprès de Sa Majesté prussienne. Fauche les intéressa « vivement » en leur parlant du 18 fructidor et de Pichegru; il confia aux éminents convives, — et par la même occasion à tous les serviteurs qui tournaient autour de la table, — « le projet qu'il avait conçu de gagner Barras à la cause des Bourbons. » — « Tout ce que je leur dis parut leur faire impression, » écrit-il, et cela doit être authentique, car ces diplomates de carrière, taciturnes et impénétrables par habitude professionnelle, devaient juger unique en son genre ce conspirateur qui prenait, en leurs personnes, pour confidents tous les cabinets de l'Europe. Il aurait bien voulu s'en expliquer avec le roi Frédéric-Guillaume et sollicita une audience qu'il n'obtint pas; le Roi se privait des conseils du libraire « pour ne pas contrarier la politique de ses ministres. » Fauche se contenta donc d'exposer ses vues au comte Haugwitz, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil. Il fut écouté « avec beaucoup de soin » et l'Excellence lui exprima sa gratitude par ces paroles textuellement rapportées : — « C'est bien précieux ce que vous nous dites, M. Fauche, nous vous en devons des remerciements. » Sur quoi le libraire se retira et se prépara à partir pour Londres « où il était appelé par le ministère britannique. » Il l'assure et, peut-être, le croyait-il : car, on n'en saurait douter, le malheureux était dès lors atteint d'une aberration d'un genre assez rare et qu'on pourrait désigner sous le nom de mégalomanie diplomatique. Les crises de cette vésanie allaient désormais se succéder avec une intensité progressive, jusqu'au jour, lointain encore,

où le pauvre homme succomberait à son mal dans un dernier coup de délire.

En août 1798, il s'embarque pour l'Angleterre, et, là encore, révèle à qui veut l'entendre, qu'il se dispose à « corrompre » Barras et va clore par ce coup d'éclat l'ère des révolutions. Il donne quelques avis au cabinet britannique, indique « la route qu'il faut suivre pour obtenir des résultats décisifs, » secoue la torpeur des agents du Roi, et s'insinue en conseiller chez tous les hommes d'État. — « Il y a dans les Cours, écrivait La Bruyère, des apparitions de gens aventuriers, d'un caractère libre et familier, qui se produisent eux-mêmes, protestent qu'ils ont dans leur art toute l'habileté qui manque aux autres, et qui sont crus sur leur parole. » Fauche-Borel était de ceux-là.

Quand, au début de l'hiver, il se décida à regagner Hambourg, une désagréable surprise l'attendait : il avait si souvent et à tant de monde exposé son projet de « corrompre » Barras, qu'un émigré, M. de la Maisonfort, auquel il avait ressassé sa combinaison, se l'était appropriée, jugeant l'idée fructueuse, et s'en faisait gloire auprès de Louis XVIII. Fauche cria « au voleur; » en vain l'infortuné libraire revendique l'idée de « l'affaire, » s'efforçant d'en évincer la Maisonfort et d'y reprendre le premier rôle : elle l'absorbe durant toute l'année 1799. Il court de Hambourg à Berlin, à Mitau, en Courlande, où se trouve maintenant Louis XVIII, se fixe à Wesel, sur le Rhin, pour être plus à portée des espions que lui dépêche Barras et que Fauche prend sottement pour des émissaires. Il se dit sûr de réussir, et peut-être ici ne s'illusionne-t-il pas, car il est très possible que Barras ait conçu le projet de vendre aux Bourbons la République qu'il sentait parvenue à son terme et dont il n'attendait plus aucun avantage. Fauche reçoit de Paris des lettres encourageantes : *tout va bien*, ou : *sous peu de bonnes nouvelles*. Il va les attendre à Francfort et là il apprend, avec stupeur, par les gazettes, la chute du Directoire : un nouveau pouvoir s'élève; Barras s'effondre et, avec lui, la machination de Fauche-Borel qui, pour la seconde fois, voit, à la veille du succès, sa diplomatie déjouée par les soubresauts de la politique française.

Ce grand événement se répercuta, comme on le sait, dans toute l'Europe; la Révolution était terminée; les Puissances armées contre la France allaient se résigner à traiter avec le nouveau Consul. Fauche-Borel, lui, ne désarme point; au prin-

temps de l'année 1800, il part pour l'Angleterre « dans l'intention d'éclairer les ministres de Sa Majesté britannique. » Ceux-ci, pour se débarrasser sans doute de cet encombrant rêveur, le chargent de porter une dépêche à Wickham, qui se trouve aux environs de Vienne. Fauche traverse l'Europe « à toute chaise; » il voyage à présent en personnage de marque, heureux de vivre, de rouler sans arrêt, de descendre aux bonnes auberges; il aime ce mouvement continu qui berce ses chimères, la traversée des petites villes, l'admiration des bonnes gens qui, du pas de leur porte, contemplent au passage ce grand seigneur vite entrevu, bien rencogné sur les coussins, se rengorgeant, la face épanouie, ses gros yeux à fleur de tête, tandis que le postillon, le cornet aux lèvres, sonne une fanfare et que le maître du relai, bonnet bas, s'empresse à servir *Son Excellence*. Il va ainsi, en moins d'un an, de Vienne à Wesel, à Hambourg, retourne à Londres, retraverse l'Europe pour atteindre Baireuth, revient à Francfort et, pour la première fois depuis quatre ans, s'arrête enfin, dans l'été de 1801, à Neuchâtel, — chez lui, — et revoit sa maison, sa femme et ses enfants.

Sa bourse était bien garnie, car, pendant ce séjour, il acheta cinq cents louis un beau terrain à quelque cent toises de la ville, dans un site agréable, au lieu dit *le Vieux Châtel* et s'occupa aussitôt d'élever là une maison de campagne. Mais il était écrit que la politique aurait toute sa vie et, comme sortaient à peine de terre les fondations de l'immeuble projeté, Fauche reçut de Londres une lettre l'invitant à se rendre au plus tôt auprès des ministres anglais. L'Europe, — en paix cependant pour la première fois depuis dix ans, — a besoin de son concours : il part, prend la route de France, traverse Paris, bien qu'il n'ignore pas que la police consulaire le guette, gagne Calais sans être inquiété, et arrive à Londres. Il apprend là que le cabinet britannique lui réserve une mission de haute confiance et dont la réussite exige une habileté sans pareille : quoique le Gouvernement anglais ait signé la paix avec la République francaise, il n'a pas renoncé à replacer les Bourbons sur le trône : il veut abattre Bonaparte et, pour obtenir ce résultat, opposer à son prestige, de jour en jour grandissant, celui de deux hommes dont le nom est demeuré populaire et qui sont aimés de l'armée : Pichegru et Moreau. Pichegru, échappé par prodige à son exil de Cayenne, est à Londres; il

consent à se rapprocher de Moreau et c'est lui qui a désigné aux ministres de George III Fauche-Borel comme étant le seul homme capable de mener à bien la réconciliation désirée. Fauche partira donc pour Paris, afin de tâter les intentions du vainqueur de Hohenlinden. Telle est la version du libraire ; il est probable que la vérité s'y trouve tout au moins « embellie. »

Ce qui est sûr, c'est qu'il quittait Londres le 5 juin 1802 et, soit qu'il poussât l'inconscience jusqu'à la témérité, soit que l'amour des lucratives intrigues l'eût aveuglé au point de lui ôter toute prudence, six jours plus tard, il s'établissait à Paris où, depuis près de cinq ans, son nom et son signalement étaient connus des policiers de tous grades. On peut croire que, semblable en cela à beaucoup de ses contemporains, il jugeait attrayante cette vie romanesque et périlleuse du conspirateur contraint à la double face, à la dissimulation, aux feintes incessantes, à une perpétuelle lutte d'astuce contre les espions qui foisonnaient dans le Paris de cette époque si bien machiné pour ces existences clandestines : rues étroites et sinueuses, encombrées et grouillantes, maisons à double sortie, raccourcis imprévus, angles sombres, longs passages à nombreuses issues; dès le déclin du jour on circule dans l'ombre, les rares lanternes des carrefours repèrent, mais n'éclairent pas; à vingt pas de chez soi, on est un étranger, et l'on trouve dans tous les quartiers des logements avec caches, trappes, armoires tournantes, cheminées à échelles, enseignes réceptacles, alcôves à coulisse, que fabrique secrètement avec art un marguillier de la paroisse Saint-Laurent, nommé Spin. Fauche-Borel se logea rue et *hôtel des Bons Enfants;* il comptait que sa nationalité et son apparence de placide libraire, venu à Paris pour affaires de son commerce, lui épargneraient les tracasseries de la police; il ignorait que son double jeu était connu et qu'il était déjà noté comme un incorrigible meneur ayant toujours « un projet de complot dans une poche et un manuscrit à éditer dans l'autre. » Cette fois, le but avoué de son voyage était « de renouveler connaissance avec ses confrères » et il apportait des écrits inédits de Jean-Jacques Rousseau, — les mêmes dont il avait jadis pris prétexte pour pénétrer chez Pichegru à Blotzheim, — qui, dès son arrivée, furent acceptés par Bossange, Masson et Besson, libraires éditeurs, rue de Tournon, n° 6.

Dans cette même maison habitait un autre libraire nommé

Charles-Frédéric Perlet avec lequel, quoiqu'il s'en défende, Fauche dut lier connaissance, car il retrouvait en lui un compatriote, Perlet étant né à Genève, où il avait vécu longtemps et où il s'était marié. Devenu veuf, établi imprimeur à Paris, il y avait entrepris, en novembre 1790, la publication d'un journal qui connut la vogue et prospéra. Quoique cette feuille portât le titre de *Journal de Perlet*, celui-ci n'y écrivait guère : il passait pour fort peu instruit et même pour « ne posséder aucune espèce d'aptitude, » en quoi on se trompait, comme on le verra... D'ailleurs Perlet devait inspirer confiance à Fauche-Borel, car il était bon royaliste : il se vantait d'avoir contribué, en 1795, par un article retentissant, à la libération de Madame Royale, fille de Louis XVI. Compris dans les proscriptions de Fructidor, déporté à Cayenne, rappelé d'exil au début du Consulat, il fit en Europe une dramatique rentrée en scène : le bateau qui le portait se brisa sur les côtes d'Écosse ; Perlet, jeté au rivage, recueilli par des pêcheurs, transporté à Édimbourg, avait séjourné en Angleterre et visité l'Allemagne avant de rentrer à Paris où il s'était fixé depuis deux ans précisément dans cette maison où Fauche fréquentait, en l'été de 1802, sous le prétexte d'imprimer ses inédits de Jean-Jacques Rousseau. Perlet, marié en secondes noces à la sœur de l'écrivain Fiévée, essayait alors de retrouver son succès d'antan ; mais ruiné par la proscription, sans crédit, sans talent, il végétait dans un vague commerce de librairie et se trouvait réduit aux expédients. C'était un homme de quarante-trois ans, de belle taille, aux yeux bruns et portant sur le visage quatre « signes particuliers » périlleusement signalétiques pour un ex-proscrit dont les démêlés avec la police ne sont pas terminés, — deux au côté gauche de la bouche, l'autre au dessus du nez près de l'œil gauche et un petit trou au milieu du menton.

Après quelques jours passés rue des Bons-Enfants, Fauche-Borel crut prudent de s'établir dans un quartier plus solitaire : il confia ce désir à Mme Masson, femme de son éditeur, et celle-ci lui trouva un logement discret rue Saint-Hyacinthe, non loin de la place Saint-Michel. Il transporta là ses papiers les plus importants et commença les démarches dont le cabinet britannique l'avait chargé : il vit Moreau, dans la coquette maison que celui-ci occupait à Chaillot, rue Saint-Pierre, lui parla, avec son abondance accoutumée, de Pichegru, du parti royaliste, de

la Restauration prochaine de la Monarchie; commis voyageur en corruption et « marchand de consciences, » il montra au général les prometteuses lettres patentes rédigées par Louis XVIII à l'adresse de Barras et qui n'avaient pas été utilisées; il les sortait volontiers de sa poche, ainsi qu'une lettre autographe du Roi, qu'il portait sur lui en manière d'honorable référence. Moreau ne se laissa pas tenter: Fauche lui prête un long discours; mais il paraît manifeste qu'il fut mis froidement à la porte, car il ne risqua pas une seconde visite. Il fut plus heureux chez un fervent royaliste qui n'était autre que cet abbé Leclerc, affligé d'un œil vairon, qu'on a vu, en janvier 1797, sauver au péril de sa vie, les dossiers et les croix de Saint-Louis de l'agence Brotier. L'abbé Leclerc vivait, caché sous le nom de *Boisvalon*, dans une maison de la rue du Pot de fer; Fauche le trouva « très au courant de tout ce qui se passait en France » et très déterminé à reprendre, dès l'occasion, la vie d'aventures. Depuis près de quinze jours le libraire neuchâtelois courait ainsi les rues de Paris, menant de front son commerce et sa conspiration : le 7 juillet, comme il sortait de chez ses éditeurs, Bossange et Masson, et qu'il tournait l'angle de la rue de Tournon pour s'engager dans la rue du Petit-Lion, deux hommes surgirent derrière lui, le poussèrent dans un fiacre et le conduisirent à la Préfecture de police. Le soir même, il entrait à la prison du Temple, était écroué dans les formes et enfoui sous des portes de fer, dans la Tour tragique, au grand secret.

III

PRISON D'ÉTAT

Sans prétendre que Fauche se réjouît d'être en prison, on discerne aisément qu'il acceptait avec philosophie ce désagrément. Son incarcération consacrait de façon éclatante l'importance des services par lui rendus à la cause royale, et il n'y a pas besoin de lire entre les lignes de ses abondants *Mémoires*, ou des lettres demeurées à son dossier, pour constater combien il était intimement flatté de compter au nombre des détenus de cette déjà légendaire Tour du Temple, réservée aux captifs de marque, où devaient plus ou moins séjourner les plus zélés

champions de la Monarchie ; la détention de la famille royale avait rendu cette prison fameuse et, depuis lors, si l'on excepte quelques noms d'obscurs anarchistes depuis longtemps disparus, le livre d'écrou ressemblait à un armorial : pour combler de faveurs ses plus fermes soutiens, la Restauration prochaine n'aurait qu'à puiser en cette liste de fidèles persécutés.

Fauche prit donc sa captivité en patience : le premier mois, passé au secret, fut, certes, peu agréable ; dans l'étroit réduit où il gisait enfermé, il souffrait du manque d'air et d'exercice ; à part les gardiens chargés de lui apporter sa nourriture, il ne voyait personne de tout le jour et ne recevait d'autres visites que celles des chauves-souris dont la vieille tour foisonnait ; mais, ces jours d'épreuve terminés, dès qu'il fut admis au régime commun, il jugea la réclusion très supportable. C'est que le Temple alors ne ressemblait en rien à ce qu'on imagine d'une prison : le concierge en était le maître absolu, à la fois directeur, économe, geôlier-chef et administrateur ; pourvu qu'il représentât à toutes réquisitions les pensionnaires que lui envoyait le Grand-Juge ou la Préfecture de police, il faisait dans son domaine la loi à sa guise, décrétait le règlement qui lui était le plus commode et traitait en camarades les détenus selon son humeur ou ses sympathies. Or le concierge du Temple était, en 1802, le geôlier le plus jovial, le plus « arrangeant, » le moins vétilleux qu'on pût souhaiter : il s'appelait Louis-François Fauconnier, était âgé de cinquante ans, et avait femme et cinq enfants. On ne peut dire comment il gagna ses grades et la place enviable qu'il occupait ; il assurait, dans un rapport, « avoir servi la Révolution de sa personne et de toute sa fortune ; » c'était un homme bien bâti, au nez busqué, aux cheveux bruns, au front dégarni ; bon vivant, assez instruit, s'exprimant bien, aimant à rire et facile à vivre, pourvu qu'on ne lui demandât rien qui l'exposât à perdre sa place. Il commandait au Temple depuis quatre ans et se flattait d'avoir apporté au régime des prisonniers certaines modifications appréciables : à sept heures du matin, ses guichetiers ouvraient les portes des cachots et les détenus étaient libres de se promener dans tout l'enclos jusqu'à dix ou onze heures du soir, suivant la saison. Il autorisait les visiteurs du dehors à pénétrer au Temple à toute heure du jour et de la soirée, à partager les repas des prisonniers, à monter dans leur chambre et à y

séjourner; de sorte que la sinistre tour dont les locataires forcés ne manquaient pas d'argent, prenait, à certains jours, l'aspect d'un hôtel de bon ton où l'on faisait bombance à tous les étages : d'ailleurs, Fauconnier avouait ses préférences pour ceux de ses pensionnaires qui, friands de bonne chère, ne négligeaient pas de l'inviter à dîner : il leur recommandait aussi la prudence, n'étant pas sûr de tous les détenus, au nombre desquels pouvaient se glisser des espions, — des *moutons* en terme d'argot pénitentiaire ; — « Il ne faut rien dire devant moi qui puisse être répété à la police, car si je ne le rapportais pas, d'autres s'en chargeraient, et je perdrais ma place. » Une telle liberté d'action était laissée aux détenus que l'un d'eux, ecclésiastique vénérable, transforma sa cellule en oratoire et y conservait le Saint-Sacrement.

Dès que Fauche fut libéré du secret, Fauconnier tint à le présenter lui-même aux autres détenus : le libraire, que les belles fréquentations chatouillaient agréablement, trouvait là de quoi se satisfaire : il allait, durant son séjour au Temple, lier connaissance avec nombre de gentilshommes dont il dresse orgueilleusement la liste : le duc de Bouillon, le prince Pignatelli, le marquis de Puyvert, le marquis de Rouzière, les comtes de Valmorel et de Frotté, le baron de La Rochefoucauld, les chevaliers de Vaudricourt, de Mézières et de Velcourt ; un richissime Anglais, lord Camelfort, beau-frère de lord Grenville, sans compter d'autres personnages notables dont il se targuera toujours d'avoir partagé la captivité. De si belles relations le rehaussent à ses propres yeux et lui font apprécier le séjour de la prison ; d'autant qu'il ne s'y trouve pas matériellement malheureux : il a de l'argent ; il semble même en avoir beaucoup. Et puis il reçoit des visites : on n'a pas oublié, peut-être, les deux enfants de son beau-frère Vitel, qu'on a vus pleurant leur père, fusillé à Genève au temps de la Terreur : l'aîné, Édouard, a maintenant atteint sa vingt-troisième année ; il tient à Paris, rue des Saints-Pères, un petit établissement de commissionnaire en librairie ; quotidiennement, souvent même deux fois par jour, il vient au Temple causer avec son oncle Fauche et se charge de sa correspondance au dehors, car, dans cette prison de bonne compagnie, on s'abstient de fouiller les visiteurs. Fauche-Borel voit fréquemment aussi une de ses parentes, Neuchâteloise fixée à Paris où elle a épousé un officier de cavalerie

originaire d'Alsace, nommé Scholl. Même l'attentionné concierge, plein de sollicitude pour le libraire, lui offre d'installer dans son logement un dépôt de livres que placera dans Paris le fils Fauconnier ; Fauche s'empresse d'adopter cette combinaison où il voit l'avantage de continuer ses affaires et surtout d'y intéresser le concierge. Avec la belle assurance dont il est coutumier, il trouve en cette association une telle garantie de sécurité que le voilà, du Temple même, complotant de nouveau et poursuivant la mission dont l'a chargé le cabinet britannique : il écrit à Moreau qui, d'ailleurs, s'obstine à ne pas répondre ; il envoie son neveu Édouard Vitel chez le général, au château de Grosbois et chez l'abbé Pichegru, frère du proscrit de Fructidor ; il correspond même avec l'Angleterre par l'entremise de son co-détenu, lord Camelfort, et jamais, sans doute, prisonnier d'État n'aura, du fond de son cachot, conspiré aussi audacieusement contre l'autorité qui le tient captif.

Tout cela, du reste, paraît assez louche : la police n'ignorait pas la téméraire et ténébreuse besogne à laquelle le libraire neuchâtelois employait les loisirs de sa détention ; elle savait, sans qu'il s'en doutât, le but de son voyage en France, et cette réconciliation de Pichegru avec Moreau qu'il avait entreprise n'était pas pour gêner le Premier Consul. Bonaparte, en effet, soucieux d'évincer ces deux illustres rivaux, les voyait sans déplaisir ruiner leur popularité par des compromissions avec ce Fauche-Borel, agent soudoyé de l'Angleterre ; et, peut-être, tandis que le détenu s'applaudissait de son astuce, servait-il inconsciemment les plans de celui qu'il voulait combattre. Fauriel, bien renseigné, quoiqu'il n'appartînt plus à la police au moment où Fauche jouait ce rôle étrange d'agent provocateur sans le savoir, Fauriel, à coup sûr perspicace, semble avoir pénétré la complication de cette obscure intrigue : — En poursuivant Moreau de ses propositions, « Fauche-Borel, écrit-il, ne pouvait agir que par l'influence même de l'autorité qui le retenait dans les fers ; » et une note ajoutée à son manuscrit complète le diagnostic : — « Je crois qu'il était de bonne foi. » C'est bien ça : toute sa vie Fauche, si infatué de ses talents diplomatiques, sera, « de bonne foi, » le jouet et la dupe de ses adversaires; et, si l'on croit devoir s'étendre sur son séjour au Temple, c'est parce que la police consulaire le gardait là, — en observation, pourrait-on dire, — étudiant ce phénomène de

vanité et de maladresse, en prévision du profit qu'elle tirerait tôt ou tard de tant de présomption, d'incompétence et de crédulité.

Il arriva que, après dix-huit mois de supportable captivité, pressentant que les événements politiques allaient se précipiter et que, si l'on n'y mettait obstacle, Bonaparte usurperait le trône de France, Fauche-Borel jugea qu'il était le seul homme capable de contrarier un si audacieux projet; il lui fallait au plus tôt gagner l'Angleterre, afin d'éclairer les monarchies européennes et de leur dicter un plan de conduite. Il résolut donc de s'évader du Temple, et il faut reconnaître qu'il manigança ingénieusement cette difficile entreprise. Édouard Vitel qui, comme on l'a dit, venait au Temple deux fois par jour, et était en conséquence parfaitement connu des guichetiers, commanda à un modeleur un masque en cire fait à sa ressemblance; de son côté, Fauche manifesta le désir de célébrer par une solide bombance le 1er janvier de l'année 1804, et il convia à cette agape, outre quelques-uns de ses co-détenus et deux ou trois amis du dehors, le concierge Fauconnier qu'il avait souvent invité à sa table et qui s'en était bien trouvé. Fauche l'allécha par la perspective d'une ripaille monstre, avec vins des bons crus, Champagne à discrétion et liqueurs de choix.

Au jour dit, dès le matin, il tira de sa réserve particulière de vénérables bouteilles et les distribua, en manière d'étrennes, aux guichetiers et aux porte-clefs. Il eut soin de les abreuver durant toute la journée, afin de les entretenir en de favorables dispositions. Le soir, les invités se présentèrent, entre autres Édouard Vitel, portant sous son ample manteau le masque de cire et, sous prétexte d'une rage de dents, tenant sur sa joue un bandeau qui lui cachait la moitié du visage. Les guichetiers compatirent à la malchance du jeune homme et l'introduisirent dans la pièce où le couvert était dressé : c'était une petite salle située au premier étage du bâtiment du greffe.

On se mit à table : on mangea et l'on but fort, sauf le malheureux Vitel que la douleur empêcha de prendre sa part de la gaîté générale. Vers neuf heures, au moment du café, l'amphitryon se leva, afin d'aller jusqu'à sa chambre et d'en rapporter une bouteille de crème des Barbades dont Fauconnier était particulièrement friand. En traversant l'antichambre, le libraire jeta sur son dos le manteau d'Édouard Vitel, plaqua sur son

visage le masque figurant les traits de son neveu, rabattit son chapeau jusqu'au nez de cire et, tenant son mouchoir appliqué sur sa joue de façon à dissimuler du mieux possible la compromettante fixité du postiche, il descendit en hâte l'escalier, passa devant le guichetier endormi et cuvant son vin, traversa la cour, parvint à la loge du portier qui, occupé comme les autres à fêter le ci-devant 1er janvier, demanda, — le prenant pour Vitel, — « comment allait sa fluxion. » Fauche répondit par un grognement de douleur. Le cordon était tiré, la porte entrebâillée; il l'ouvrit, la referma derrière lui et se trouva dans la rue. Il était libre. Tout en brisant et en éparpillant au hasard de sa marche le masque auquel il devait sa délivrance, il se dirigeait vers la rue Saint-Lazare qu'habitait son parent Scholl, l'officier de cavalerie dont on a déjà cité le nom. Fauche savait trouver là asile, en attendant de risquer le départ pour l'Angleterre. Scholl l'attendait, en effet, et lui fit fête : Fauche était ivre de joie; la seule ombre à son bonheur était le remords d'avoir laissé Édouard Vitel aux mains de son geôlier et l'anxiété de savoir comment ce dernier accepterait la mystification si habilement perpétrée par son prisonnier.

Fauconnier avait attendu, d'abord patiemment, en vidant le fond des bouteilles, que Fauche-Borel apportât le précieux flacon de liqueur; ne le voyant pas reparaître, il alla à sa recherche et Vitel profita de son absence pour s'esquiver; ce qu'il réussit sans peine : un seul des guichetiers, à demi ivre, s'étonna : — « Mais n'êtes-vous pas déjà sorti, monsieur Vitel? — Oui, mais ne m'avez-vous pas vu rentrer? » Il passa la porte, mêlé à un groupe de plusieurs personnes venues au Temple pour fêter la nouvelle année avec des prisonniers, arriva rue Saint-Lazare presque en même temps que son oncle, puis il rentra chez lui, rue des Saints-Pères. Le lendemain, il reprit son train ordinaire, s'acquitta, sans se cacher, des obligations de son commerce; mais, à la tombée du jour, il venait de rentrer chez lui, quand il vit paraître Fauconnier, accompagné d'un commissaire et d'une douzaine de policiers : il fut mené par eux à la Préfecture, pressé de questions, et comme il refusa de révéler l'asile de son oncle, il rentra le même soir au Temple, non plus en visiteur, cette fois, mais en captif. Presque à la même heure, Fauche-Borel repassait, lui aussi, encadré de gendarmes, la porte de la prison. Il avait été arrêté chez Scholl au

moment où il venait d'écrire à sa femme une lettre annonçant sa prochaine arrivée à Neuchâtel, retour au bercail qui était, d'ailleurs, bien loin de ses intentions; il avait inséré dans cette lettre un court billet qu'il priait Mme Fauche de mettre aussitôt à la poste et qui était destiné à égayer l'ami Fauconnier. Par ce billet il s'excusait, en termes goguenards, d'avoir quitté le geôlier de façon un peu brusque; « mais celui-ci était mari et père et il partagerait certainement la joie qu'éprouvait Fauche-Borel à retrouver enfin sa femme et ses enfants. » Tel était le thème de ce badinage : on s'en divertit beaucoup au Temple, — pas Fauche-Borel, — quand, deux semaines plus tard, arriva de Neuchâtel à l'adresse de Fauconnier, ce persiflage de l'évadé réintégré dans son cachot depuis une quinzaine de jours.

La situation du pauvre libraire n'était pas enviable : son ex-ami Montgaillard, vendu au régime triomphant, le dénonçait avec une diabolique insistance et signalait à la police qu'elle tenait en lui, sous les verrous, l'un des plus incorrigibles agents des princes. On était au début de cette année 1804 qui devait marquer dans les annales de la Tour du Temple, déjà si chargées de drames. Journées tragiques, nuits d'angoisses, expectatives d'épouvantes. Cela commença par un cri lugubre qui retentit, un matin, dans le silence du donjon. — « Au secours! Un couteau! Un couteau! » L'un des détenus, nommé Bouvet de Lozier, présumé agent de Louis XVIII, venait de se pendre : on coupa à temps la cravate de soie qu'il avait prise comme hart et Fauconnier le rappela à la vie. Interrogé, tout pantelant, il dévoila une vaste conspiration dont les princes proscrits, Moreau, Pichegru, Cadoudal étaient les chefs et qui avait pour but l'enlèvement ou l'assassinat du Premier Consul. Et, dans les jours qui suivirent, Fauche-Borel vit successivement arriver au Temple tous ceux que ce moribond avait dénoncés : Moreau, d'abord, calme et résigné; Pichegru, qu'il aperçut, traversant le préau, vêtu d'un frac bleu, « boitant tout bas, » un mouchoir blanc enveloppant sa main gauche; Georges Cadoudal, le terrible Breton, un colosse trapu, agile et imposant, en dépit de son obésité : Fauche le voyait, par le trou de sa serrure, couché sur son lit, les mains liées sur le ventre et surveillé par deux gendarmes. Bientôt le Temple regorgea : plus de cent détenus étaient entassés dans les quatre étages de la Tour; il y avait là de tout : paysans du Morbihan,

officiers de la marine anglaise, gentilshommes français, pêcheurs normands, ci-devant grands seigneurs, généraux, gens du peuple, même deux enfants de neuf à dix ans, mousses de l'équipage du capitaine Wright et captivés avec lui, qui dessinaient au charbon, sur tous les murs du préau, des potences au fil desquelles était suspendu Bonaparte : les compagnons de Cadoudal se groupaient sous les arbres pour réciter le chapelet ou chanter des cantiques; d'autres jouaient aux barres, la plupart insouciants, résignés à la mort, mais redoutant les interrogatoires dont certains revenaient les doigts mutilés par les poucettes des policiers. On voyait aussi, parmi cette population hétéroclite, circuler un prêtre, septuagénaire, dont la sainteté, la sérénité et l'indulgence avaient conquis les plus hostiles : c'était le Père Picot de Closrivière : de même qu'il avait traversé la révolution en quête de crimes à absoudre et de misères à soulager, il se mêlait à la foule turbulente des détenus, parlant à tous de pardon et d'espérance. On l'avait emprisonné parce qu'il avait reçu trop d'aveux et savait trop de choses; la police insinuait à ce « vieux fou » qu'il obtiendrait sa liberté en échange de quelques confidences : il n'avait même pas compris et il s'estimait heureux d'être là, puisqu'il y trouvait des âmes à fortifier et des incrédules à convaincre. Fauche-Borel ne se douta jamais que de pieuses femmes, dans Paris, sollicitées par son saint compagnon de captivité, adressaient au ciel des prières afin d'obtenir sa conversion au catholicisme.

Et puis, il arriva qu'on entendit, un matin d'avril, un grand vacarme dans la prison. Les guichetiers s'empressaient, consternés; Fauconnier bousculait ses gens; une terreur planait, sans qu'on sût encore quel nouveau drame s'ajoutait à tous ceux dont le vieux donjon avait été le théâtre : il vint des juges en robe, des officiers; enfin passa une civière sur laquelle un cadavre était étendu : celui de Pichegru qu'on emportait vers le Palais de Justice à fin d'autopsie solennelle. Fauche, que ce décès imprévu émeut particulièrement, questionne les geôliers, s'informe, enquête, s'évertue à établir que son voisin de cellule ne s'est pas donné la mort, ainsi qu'on le proclame, mais qu'il a été assassiné; et pas un instant il ne conçoit un remords de ce lamentable dénouement. Si le conquérant de la Hollande, au désespoir de sa gloire avilie, est mort misérablement dans l'oubliette de cette Tour maudite, c'est parce que sa déchéance

eut pour origine cette rencontre dans un village d'Alsace où, pour la première fois, quelqu'un l'incita impunément à trahir son devoir. L'a-t-on assez pourchassé à lui offrir des millions, des châteaux de rêve, à lui promettre la reconnaissance du monde, à lui persuader que l'honneur même lui commandait la désertion ! L'a-t-on assez grisé de fallacieuses paroles et d'illusions flatteuses ! Tout cela pour aboutir à cette flétrissure du trépas volontaire et de l'inhumation clandestine.

Les quarante-cinq accusés du grand procès qui s'ouvrit en mai quittèrent le Temple pour la Conciergerie; le 9 juin l'arrêt était rendu : vingt-et-un furent acquittés, dix-neuf étaient condamnés à mort; la peine de sept d'entre eux fut commuée; ils devaient avec les cinq autres, punis de deux ans de prison, traîner de geôle en geôle jusqu'à la chute de l'Empire récemment institué. Quant à Fauche-Borel, soit que le suicide de Pichegru eût rendu inutile sa comparution devant le tribunal, soit que la police estimât opportun de ménager cet étourneau prétentieux et bavard, il fut extrait du Temple et expédié à la prison de la Force, parmi les détenus de droit commun. La Force était un cloaque sordide et infamant; mais de ce transfèrement, le libraire souffrait plus dans son orgueil que dans ses aises : et c'est bien là-dessus que l'on comptait.

Cette police consulaire, encore que, depuis près de deux ans, elle ne fût pas officiellement sous la direction de Fouché, conservait les traditions de la forte organisation dont il l'avait armée, alors qu'il en était le chef. Elle continuait ses errements et ses procédés; d'ailleurs, il est avéré que, même durant son interrègne, il exerçait sur cet important service l'autorité occulte d'un créateur. Les deux acolytes éminents dont il avait fait choix et qu'il allait conserver durant toute la durée de son second ministère, Réal et Desmarest, avaient été dressés à son école et s'inspiraient de ses leçons. L'un et l'autre sont de ces gens dont on peut dire, comme du « fameux cardinal, » qu'ils ont fait trop de bien pour en dire du mal et trop de mal pour en dire du bien. Ainsi que Fouché lui-même, ainsi que tous ceux qui disposent en maîtres de la vie et de la liberté de leurs contemporains, ils ont eu des détracteurs acharnés et des apologistes fervents. Réal qui, au dire des uns, était de figure « irrégulière, mais charmante d'expression et éclairée par un regard bleu, lucide et transparent, » avait, selon d'autres « une

tête de chat-tigre qui restait toujours présente à la mémoire, quand on l'avait une fois aperçue. » Tous s'entendent à lui accorder infiniment d'esprit et de malice; il était « tout police des pieds à la tête. » D'après Pasquier, qui le connut bien, « il n'avait pas le cœur aussi mauvais que pouvait le faire supposer une sorte de jovialité qui ne l'abandonnait jamais, même dans l'exécution des mesures les plus rudes... Il interrogeait les prévenus sur un ton de dureté et d'ironie tout à fait inconvenant. » Mais il lui arrivait parfois de « témoigner des sentiments généreux exprimés avec une sensibilité expansive. » Il fut, jusqu'à la rentrée de Fouché au pouvoir, le directeur de la police sous l'autorité du Grand Juge. Desmarest, son sous-ordre, chef de la division de la sûreté générale et de la police secrète, prêtre défroqué, naguère jacobin bruyant, habile homme d'affaires et, pour tout dire, assez déclassé, était « intelligent, prudent et habile. » Homme d'ordre et de probité, il avait, a dit Sainte-Beuve, « cette gravité, cette discrétion qui prouvent l'honnête homme... » à moins que, comme d'autres l'ont assuré, il ne fût « étranger à toute délicatesse... ne répugnât à aucune trahison, employant sa profonde et criminelle habileté à devenir... l'instigateur des plus odieuses mesures. » Au vrai, l'habitude l'avait rendu, sinon impitoyable, du moins insensible : il excellait dans les interrogatoires, trompant les malheureux qui tombaient entre ses mains, par une allure bonasse et presque de camaraderie, « les désorientant, les déroutant, les désarçonnant par des questions insidieuses » et les servant à la justice merveilleusement « cuisinés » et, en même temps, persuadés qu'ils avaient trouvé en lui un soutien, voire un défenseur. Fauche-Borel devait tomber dans ce panneau-là.

Réal et surtout Desmarest commandèrent durant toute la durée de l'Empire l'armée « ténébreuse et bigarrée » de la police secrète. Plusieurs milliers de cartons d'archives témoignent de leur perspicace activité : il y a là de quoi fournir pendant des siècles les chroniqueurs de sujets singulièrement variés : drames, parfois affreux, où jouent leur rôle des odieux espions, des naïfs pris au piège, des magistrats implacables, des femmes hardies et rusées. Les dissensions politiques ont de vilains dessous. Certes, la fusillade et la guillotine sont trop souvent la conclusion des questionnaires si facétieux de Réal et si enlaçants de Desmarest; mais, respectueux du précepte

de Fouché, ils ne veulent pas de parti pris « la mort du pécheur; » ce qui leur importe avant tout, c'est « d'être renseignés. » Leur rabat-on quelque chouan, quelque émissaire d'une de ces agences royales dont on a essayé d'esquisser le fonctionnement, ils ne leur laissent de répit qu'après les avoir confessés, vidés de tout ce qu'ils peuvent connaître : si le pauvre homme éperdu, séduit, terrifié, affolé par les promesses et les menaces, résiste encore et répugne à livrer ses secrets, il « marinera » dans un cachot, supprimé du monde, se croyant oublié, jusqu'au jour où, n'en pouvant plus, il consentira à livrer ses amis. Comme ce boueur enrichi qui, pour que ses fils ne rougissent pas de son ancienne profession, exigeait, avant de les doter, qu'ils se plongeassent jusqu'au cou en un tonneau rempli de fange, Réal et Desmarest imposaient à leurs patients « un bain de police » et une épreuve de forfaiture; ils y gagnaient de tenir à jamais le malheureux par la preuve de sa félonie forcée, soigneusement conservée à son dossier, et de pouvoir, à leur fantaisie, le discréditer aux yeux de son parti. Combien, et des plus nobles, et peut-être des plus braves, qui auraient courageusement subi, sans un aveu, les tortures physiques, ne supportèrent pas sans faiblir cette torture morale. Des noms éclatants de notre histoire étaient devenus ainsi des noms de traîtres; on doit les taire et se borner à citer les plus obscurs : Bayard, le courrier de Wickham, — l'ancien précepteur des ducs d'Angoulême et de Berry, François, dont les noms ont déjà figuré dans ce récit, passèrent ainsi du service des princes à celui de Fouché; Dubouchet, chef d'une agence royaliste de la Provence, après avoir mérité le sobriquet de *Cadoudal du Midi*, fut enrôlé parmi les mouchards de Desmarest; Alphonse de Beauchamp, gentilhomme désemparé, devint, lui aussi, « l'un des rouages de la formidable machine; » d'autres, comme Rivoire ou Vernègues, transfuges du camp royaliste, « moutonnaient » pour Réal dans les prisons; le pur et chevaleresque Carlos Sourdat, l'ancien agent de Brotier et de La Villeurnoy, rallié à force de harcèlements, suppliait qu'on l'envoyât à l'armée et n'obtint de porter l'uniforme qu'après avoir « donné des gages » de sa contrition.

Fauche-Borel eut moins de résistance; après trois jours passés dans l'abjection de la prison de la Force, il était, pour emprunter un mot au vocabulaire de la police, « cuit à point. »

Il adresse à Desmarest une humble supplique, protestant de son repentir, attestant que la mort de Pichegru, avec lequel il était lié, le libère complètement ; il proclame « son attachement au Gouvernement ; » sa soumission est sans ambages, et rien de plus net : — « Je me livre entièrement à vous, ainsi que j'en ai eu souvent le désir : vous savez que je puis vous servir *bien directement* et que peu de personnes en ce moment peuvent le faire avec autant d'avantages que moi. Je vous développerai mes moyens et saurai mériter votre confiance par ma discrétion, mon zèle et mon dévouement : c'est en m'attachant aux personnes qui savent travailler et distinguer les intrigants des honnêtes gens que je puis espérer mon avancement et l'avantage de ma famille. »

Desmarest expérimenta-t-il aussitôt ce zèle dont lui faisaient hommage la platitude et la peur? Fouché, rentré au ministère quelques semaines plus tard, tira-t-il du libraire, comme entrée de jeu, des dénonciations ou des renseignements utiles? C'est probable ; car, le 16 août, Fauche obtenait de rentrer au Temple, sans doute en qualité de « mouton. » Il y revenait non plus comme prévenu de *conspiration*, mais seulement de *manœuvres* contre la sûreté de l'État ; la différence était appréciable et tel était le prix dont on payait son reniement. Il ne restait plus qu'à lui rendre la liberté; mais pour lui conserver son crédit et ne pas le « brûler » aux yeux des émigrés vers lesquels il devait retourner, non plus en féal, mais en espion, il fallait à son élargissement quelques atermoiements.

D'abord il appela à Paris son frère François, le libraire de Hambourg, qui arriva porteur d'instructions très pressantes adressées par le roi de Prusse à son ministre en France, le marquis de Lucchesini ; tandis que celui-ci postulait en faveur du détenu, François Fauche, profitant de son séjour dans la capitale pour conclure quelques affaires, entra en rapports avec ce libraire Perlet dont on a conté sommairement ci-dessus la réussite première, les vicissitudes et la déchéance. Perlet, on l'a dit, était de Genève, presque un concitoyen de Fauche; il se montra très serviable, offrit l'appui de ses relations : quoique chaud royaliste, — du moins à l'en croire, — il était lié d'amitié d'enfance avec un personnage bien autrement influent que ne pouvait l'être le ministre de Prusse : c'était Veyrat, l'inspecteur général de la Préfecture de police, — une

puissance. Veyrat lui aussi était Genevois ! nul doute qu'il ne s'entremît avec empressement à obtenir la libération sollicitée. De ces rencontres et de ces démarches aucune trace ne subsiste aux dossiers : on en est réduit aux *Mémoires* de Fauche-Borel qui, sur ces incidents, est, par trop rare exception, singulièrement laconique et dont le récit témoigne même de quelque embarras. Bref, grâce à l'action combinée du ministre de Prusse et d'un policier redouté, Fauche vit enfin s'ouvrir les portes de sa prison après trente et un mois de détention. L'arrêté ordonnait qu'il serait conduit par la gendarmerie jusqu'à la frontière et déposé sur le territoire de Sa Majesté prussienne. Son frère et le concierge Fauconnier lui-même, qui avait eu le temps de s'attacher à son prisonnier, l'accompagnèrent jusqu'à Saint-Denis, première étape du long trajet ; là, le libraire fut lié d'une corde dont deux gendarmes enroulèrent à leur poignée les extrémités, et on se mit en route, à pied : telle était l'étiquette du voyage « par la correspondance, » c'est-à-dire de brigade en brigade. Le soir venu, on déposait pour la nuit, dans une prison de village, l'infortuné libraire, dont la délicatesse souffrait grandement de ce régime. A Laon, il obtint de la complaisance du brigadier de gendarmerie une chaise de poste; il traversa Namur, Aix-la-Chapelle, passa le Rhin et arriva enfin, le 6 mars, à Wesel, hors du territoire de l'Empire : il était entré en France, deux ans et demi auparavant, agent royaliste; il en sortait espion aux gages de Fouché.

Il semble bien qu'il ne comprit pas, dès l'abord, la gravité et le danger de cette évolution. On l'eût bien étonné en l'avertissant qu'il avait rivé une chaîne dont il ne se déchargerait pas aisément. Il ne pouvait raisonnablement se flatter de l'avoir rompue par le seul fait de passer la frontière : la police de Réal et de Desmarest étendait ses tentacules sur toute l'Europe et nul de ceux dont elle avait à se plaindre, fussent-ils à Berlin, à Rome ou à Vienne, n'échappait à son étreinte... « Toute la Suisse, l'Allemagne, la Prusse, le Danemark étaient sous l'influence de Bonaparte, à tel point qu'il eût suffi d'un mot de son ambassadeur auprès d'une de ces Puissances pour nous faire ramener en France prisonniers, » écrivait un chouan évadé des geôles de l'Empire. Or l'arrivée de Fauche-Borel en Prusse était déjà signalée de Paris à M. de la Forest, l'ambassadeur de

France à Berlin; on le recommandait « à sa surveillance spéciale. » A quel parti allait s'arrêter Fauche ? Servirait-il ses nouveaux maîtres ou les Bourbons? Essaierait-il de jouer l'alternance ou même de cumuler les deux emplois ? Pour débuter, il adressa, de Wesel même, un premier rapport à Desmarest; puis il se dirigea vers Berlin. Comme il faisait halte à Munster, il eut un instant d'émotion en y rencontrant ce Leclerc-Boisvalon, l'homme à l'œil vairon, l'infatigable royaliste qui, depuis si longtemps, vivait de hasards et passait de cache en cache; celui-là même auquel Fauche-Borel avait rendu visite l'avant-veille de son arrestation. Les deux hommes s'abordèrent avec une méfiance réciproque: Fauche, que sa conscience tourmentait peut-être, s'inquiétait de trouver là, juste à point pour constater son passage, ce nomade de la « bonne cause, » dont les agissements et les moyens d'existence restaient mystérieux. Cet énigmatique Leclerc était-il un mouchard de Fouché, chargé de s'assurer que le transfuge restait fidèle au pacte qu'il avait conclu, ou un agent de l'Angleterre déjà informé de la défection du libraire ? Celui-ci préféra ne pas approfondir la question et s'éloigna au plus vite; car, à cette époque, et dans ce monde douteux qui composait ce qu'on pourrait appeler les résidus de l'émigration, on ne savait jamais si l'on avait affaire à un ami sûr ou à un faux frère; combien de ces malheureux, repoussés de partout, à bout de misères, d'humiliations, de dégoûts, s'étaient résignés à vendre leur âme dans l'espoir d'obtenir du pain et de mériter plus tard la grâce de rentrer en France?

En arrivant à Berlin, Fauche dut se présenter à l'Ambassadeur de France, qui lui donna le choix entre trois résidences : Breslau, Dantzig ou Varsovie, où il serait placé sous la surveillance de la police française. La perspective de ce noviciat ne le réjouissait guère : qu'irait-il faire là? Comment y retrouver, au service secret de l'Usurpateur, une situation égale à celle que lui avait value la confiance des Princes? Il fallait aviser, car il ne possédait plus un thaler; à Wesel, il avait dû mettre ses deux montres en gage; il lui était interdit de rentrer à Neuchâtel, ce dont il se consolait, du reste, sa vieille maison de la rue de l'Hôpital étant, pour sa valeur, un théâtre trop mesquin, car il vit, à présent, dans la fréquentation des « têtes couronnées. » Payant d'audace, il a résolu de servir

Fouché, pour ne point s'attirer de ce côté-là des désagréments, mais de poursuivre en même temps sa carrière d'agent des Bourbons, si malencontreusement interrompue, alors qu'elle s'annonçait brillante et productive. Il ne traverse pas une capitale sans se croire obligé de rendre ses devoirs au souverain du pays : c'est ainsi que, à Brunswick, il se présente à Son Altesse sérénissime le duc régnant; à Potsdam, il obtient une audience du roi de Prusse Frédéric-Guillaume et de la reine Louise, dont les paroles bienveillantes « resteront burinées dans son cœur. » Il va voir à Berlin M. Jackson, ministre d'Angleterre, M. le comte de Nowosiltzoff, ambassadeur de Russie, auquel il remet trois notes « importantes » destinées à S. M. le Tsar. Partout il raconte sa captivité au Temple; on l'écoute « avec attendrissement. » Il s'occupe ensuite à « réveiller en Prusse l'esprit militaire » dont le sommeil, sous cette latitude, n'est jamais bien profond, et il publie, dans ce dessein, à ses frais, une brochure de d'Antraigues : car il sait rendre ses démarches lucratives : il faut le croire, puisque, dès le début de son séjour à Berlin, il dispose déjà de sommes assez importantes. Si grand est son désir de paraître bien renseigné qu'il lui advient de transmettre à Londres, par la voie d'un courrier de cabinet, l'heureuse nouvelle de la sanglante défaite subie par Napoléon... à Austerlitz! Le bruit d'une victoire des Russes s'était, en effet, propagé à Berlin, et Fauche se pressait un peu trop de l'authentiquer conformément à ses vœux.

Entre temps, pour endormir les méfiances de l'ambassadeur de France sous la surveillance duquel il est placé, il envoie, par l'entremise de cette Excellence, des rapports à Desmarest, — rapports insignifiants, il est vrai, mais qu'il promet de compléter prochainement. De fait, il adressa bientôt, et par deux voies différentes, à la police de Paris un document de première importance : c'était la copie, faite, insistait-il, « sur l'original qui lui avait été communiqué, » d'une déclaration indignée et émouvante de Louis XVIII protestant solennellement contre l'occupation de son trône par le général Bonaparte. Fauche rendait un véritable service aux acolytes de Fouché en leur signalant cette pièce à sensation dont l'introduction clandestine en France aurait pu raviver des souvenirs redoutés. Mais, tandis qu'il dénonce hypocritement à Desmarest cet écrit subversif, Fauche l'imprime à Berlin, le tire à dix mille exemplaires et

se charge de l'expédier à toute la société parisienne, à tous les gens en place, à tous les libraires qu'il connaît en France, à nombre de particuliers qu'il sait disposés à le propager et même à son ami Fauconnier, le concierge du Temple. Quand, avisé par des peureux, tremblants de recevoir, sans savoir d'où, cet imprimé compromettant, Desmarest eut fait saisir à la poste une bonne partie des envois; quand il eut constaté que toutes les adresses étaient de la main de Fauche-Borel et que celui-ci s'activait à répandre le manifeste dénoncé par lui comme séditieux, il ne lui fallut pas longtemps pour lire dans le double jeu de ce fourbe ingrat : un rapport fut adressé à l'Empereur et l'ordre fut expédié à Berlin de mettre ce mystificateur en arrestation. Le roi de Prusse y consentit volontiers, car, s'apprêtant à combattre Napoléon, il s'ingéniait à faire figure du plus docile de ses alliés; il joua même l'indignation en apprenant la scélérate impertinence du libraire... auquel il conseilla secrètement de se mettre à l'abri des poursuites de ses gendarmes. Fauche l'assure dans ses *Mémoires*, et ce doit être vrai, car cette duplicité porte bien la marque prussienne. Profitant sans tarder de cet amical avis, Fauche s'embarqua pour l'Angleterre. Il croyait échapper ainsi à la vengeance de Desmarest; mais déjà celui-ci, d'esprit inventif et plein de ressources, mûrissait sa revanche en policier de génie. — « Il est très probable, écrivait-il à l'Empereur, que le trompeur sera un jour pris au piège qu'il a tendu. »

G. LENOTRE.

(A suivre.)

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

III [1]

LA MISSION DE MM. VIVIANI ET ALBERT THOMAS A PÉTROGRADE

Lundi, 24 avril 1916.

Briand me télégraphie que Viviani, Ministre de la Justice, et Albert Thomas, Sous-secrétaire d'État de l'Artillerie et des Munitions, sont envoyés en mission à Pétrograde pour établir un contact plus intime encore entre le Gouvernement français et le Gouvernement russe.

J'en informe aussitôt Sazonow, qui me promet d'assurer à ces deux missionnaires le meilleur accueil. Mais, sous la promesse officielle qui est formulée avec toute la courtoisie et toute la spontanéité nécessaires, je devine une inquiétude vague : il me questionne, en effet, longuement sur Albert Thomas, dont le socialisme ardent et contagieux n'est pas fait pour lui plaire.

Je lui expose le rôle qu'Albert Thomas a joué dans la guerre, son patriotisme, sa rare intelligence, sa puissance de travail, ses loyaux efforts pour maintenir l'accord entre ouvriers et patrons, enfin tout ce qu'il a dépensé de force et de talent au service de « l'union sacrée. »

Sazonow, qui ne manque pas de cœur, se laisse toucher par mon panégyrique :

Copyright by Maurice Paléologue, 1922.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1921 et du 1er janvier 1922.

— Je répéterai à l'Empereur tout ce que vous venez de me dire... Mais vous ferez bien de le répéter vous-même à MM. Sturmer et consorts.

***

Mardi, 25 avril.

Je vais prendre le thé cet après-midi chez la princesse L..., vieille dame fort agréable, dont le visage resté fin et la parole toujours vive expriment d'une façon charmante l'ouverture d'esprit, la richesse de cœur, l'indulgente raison des êtres qui ont beaucoup vécu, beaucoup aimé. Je la trouve seule avec sa fidèle amie, la comtesse F..., dont le mari occupe un des plus hauts emplois de la Cour.

Mon arrivée interrompt brusquement leur dialogue, qui devait porter sur un sujet pénible : car toutes deux ont l'air consterné. La comtesse F... se retire presque aussitôt.

Dans la conversation qui se poursuit entre la princesse et moi, je crois apercevoir au fond de ses yeux le flottement d'une pensée douloureuse, obsédante, qui m'intrigue.

Alors, me rappelant que le comte F... vit dans l'intimité quotidienne des souverains et qu'il n'a pas de secrets pour sa femme, je demande insidieusement à mon interlocutrice :

— Comment va l'Empereur?... Il y a longtemps que je n'ai eu de ses nouvelles.

— L'Empereur est toujours à la *Stavka* et je crois qu'il ne s'est jamais mieux porté.

— Il n'est donc pas revenu à Tsarskoïé-Sélo pour les offices de Pâques?

— Non. C'est même la première fois qu'il ne célèbre pas les liturgies pascales avec l'Impératrice et ses enfants. Mais il n'a pu s'absenter de Mohilew : on dit que nos troupes vont bientôt prendre l'offensive.

— Et l'Impératrice, que devient-elle?

A cette simple question la princesse répond par un regard et un geste désespérés. Je la supplie de s'expliquer. Elle finit par me dire :

— Imaginez-vous que jeudi dernier, quand l'Impératrice a reçu la sainte communion au *Féodorowsky Sobor*, elle a voulu, elle a ordonné que Raspoutine communiât en même temps qu'elle. Et ce misérable a reçu les saintes espèces, le

corps et le sang du Christ, à côté d'elle!... C'est de cela que ma vieille amie, la comtesse F... me parlait, il y a un instant. N'est-ce pas lamentable?... Vous m'en voyez encore toute bouleversée.

— Oui, c'est désolant. Mais, au fond, l'Impératrice est conséquente avec elle-même. Puisqu'elle a foi en Raspoutine; puisqu'elle voit en lui un Juste, un Saint, persécuté par les calomnies des Pharisiens comme la victime du Calvaire; puisqu'elle fait de lui son guide et son refuge spirituels, son médiateur auprès du Christ, son témoin et son intercesseur auprès de Dieu, n'est-ce pas naturel qu'elle veuille le sentir à côté d'elle quand elle accomplit l'acte le plus important de sa vie religieuse?... J'avoue que cette pauvre âme égarée m'inspire une pitié profonde.

— Oh! oui, ayez pitié d'elle, monsieur l'ambassadeur..., et de nous aussi! Car enfin quel avenir tout cela nous prépare!

***

Mercredi, 26 avril.

Nitchevo!... C'est assurément le mot qui revient le plus souvent dans la bouche des Russes. A tout instant, à tout propos, on les entend dire avec un geste d'insouciance ou de renoncement: *Nitchevo!* « Cela ne fait rien! Cela n'a aucune importance! »

L'expression est si usuelle, si répandue, qu'on est obligé d'y reconnaître un trait du caractère national.

De tout temps, il y a eu des épicuriens et des sceptiques pour proclamer la vanité des efforts humains, pour se délecter même à la pensée de l'universelle illusion. Qu'il s'agisse de puissance ou de volupté, de richesse ou de plaisir, Lucrèce ne manque jamais de laisser tomber : *Nequicquam!* « C'est si vain! »

Très différente est la signification du *nitchevo* russe. Cette façon sommaire de déprécier l'objet d'un désir ou d'affirmer par avance l'inanité d'une entreprise, n'est généralement qu'un prétexte qu'on se donne à soi-même pour ne pas persévérer dans l'effort.

Voici quelques détails complémentaires, d'une provenance directe et secrète, sur la participation de Raspoutine à la communion de l'Impératrice.

La messe était célébrée par le Père Wassiliew dans la crypte mystérieuse et rutilante du *Féodorowsky Sobor*, — cette petite église aux formes archaïques dont la svelte coupole se

profile si étrangement sur les futaies du parc impérial, comme une survivance ou une évocation du passé moscovite. La tsarine y assistait avec ses trois filles aînées; Grigory se tenait derrière elle, accompagné de Mme Wyroubow et de Mme Tourowitch. Quand Alexandra-Féodorowna s'est approchée de l'iconostase pour recevoir le Pain eucharistique et le Précieux Sang, elle a fait signe du regard au *staretz* qui, l'ayant suivie, a communié aussitôt après elle. Puis, devant l'autel, ils ont échangé le baiser de paix, que Raspoutine a déposé sur le front de l'Impératrice et qu'elle lui a rendu sur la main.

Pendant les jours qui ont précédé, le *staretz* a passé de longues heures en prière à Notre-Dame de Kazan, où il s'est confessé, le mercredi soir, au Père Nicolas. Ses ferventes amies, Mlle G... et Mme T..., qui ne l'ont presque pas quitté, ont été frappées de sa tristesse. Plusieurs fois, il leur a parlé de sa mort prochaine. Il a dit notamment à Mme T... : « Sais-tu que je mourrai bientôt dans des souffrances atroces?... Mais que faire? Dieu m'a imposé la mission sublime d'être immolé pour le salut de nos chers souverains et de la sainte Russie. Malgré mes péchés, qui sont épouvantables, je suis un Christ en miniature, *malenkii Kristos...* » Une autre fois, passant avec ses deux amies devant la Forteresse des Saints-Pierre-et-Paul, il a formulé cette prophétie : « Je vois là beaucoup de personnes torturées; je ne dis pas des personnes par unités, mais en foule; je vois des entassements, des nuées de cadavres, *toutchy troupow*, plusieurs grands-ducs et des centaines de comtes, *neskolko velikikh kniaseï i sotni grafiew...* La Néwa sera toute rouge de sang. »

Raspoutine est parti dans la soirée du vendredi saint pour son village de Pokrowskoïé, près de Tobolsk, où Mme T... et Mlle G... sont allées le rejoindre...

*
* *

Jeudi, 27 avril.

Visite à Mme D... qui se dispose à partir pour ses terres, dans le *Tchernoziom*, au Sud de Voronèje.

Sérieuse et active, elle s'intéresse beaucoup à la vie des paysans; elle s'occupe, avec intelligence, de leur bien-être, de leur instruction, de leur moralité. Je la questionne sur leurs sentiments religieux. Elle me décrit leur piété comme très simple et très naïve, quoique profonde, rêveuse, toute imprégnée

de mysticisme et pleine de superstitions. Leur foi au miracle est particulièrement ingénue. Rien ne leur paraît moins surnaturel, plus normal, qu'une intervention directe de la divinité dans les affaires humaines. Puisque Dieu est tout-puissant, qu'y a-t-il de surprenant à ce qu'il exauce nos prières, à ce qu'il nous accorde un témoignage exceptionnel de sa miséricorde et de sa bonté ? Dans leur esprit, le miracle est un phénomène rare, insolite, inexplicable, sur lequel on ne peut pas compter, mais parfaitement naturel. L'idée contraire que nous nous faisons du miracle suppose en effet une notion très forte de la nature et de ses lois. Pour croire au surnaturel ou le rejeter, la première condition est de savoir qu'il y a des méthodes rationnelles et des sciences physiques.

Mme D... me signale ensuite, comme un des traits les plus caractéristiques et les plus inquiétants, du paysan russe, la brusquerie, la soudaineté avec laquelle il saute parfois d'un extrême à l'autre, de la soumission à la révolte, de l'inertie à la fureur, de l'ascétisme à la luxure, de la douceur à la férocité; elle conclut par ces mots :

— Ce qui rend nos *moujiks* si difficiles à comprendre, c'est que la même âme porte en elle toutes les possibilités contraires... Quand vous serez rentrés chez vous, prenez votre Dostoïewsky, cherchez dans *les Frères Karamazow* le portrait du « rêveur, » et vous n'oublierez plus ce que je viens de vous dire.

Voici ce portrait :

« C'est une forêt en hiver, au milieu de laquelle se tient un *moujik*, vêtu d'un caftan loqueteux. Il semble réfléchir ; mais il ne réfléchit pas : il est perdu dans un rêve obscur. Si on le touchait, il tressauterait et regarderait sans comprendre, comme un dormeur qui s'éveille. Il reviendrait probablement très vite ; mais si on lui demandait quel était son rêve, il ne saurait le dire, ne se souvenant de rien. Pourtant, il garde de cet engourdissement des impressions profondes qui le délectent, et elles s'accumulent en lui inconsciemment... Un jour, peut-être après une année de telles rêveries, il partira, il quittera tout, il s'en ira jusqu'à Jérusalem *pour faire son salut*, ou bien il incendiera son village, ou bien fera-t-il d'abord le crime, puis le pèlerinage. Il y a beaucoup de semblables types dans notre peuple... »

*
* *

Dimanche, 30 avril.

La Kchéchinskaïa danse, ce soir, au Théâtre Marie, *Gisèle* et *Paquita*, chefs-d'œuvre de l'ancienne chorégraphie, de l'art conventionnel et acrobatique où triompha jadis la virtuosité des Fanny Elssler et des Taglioni. L'archaïsme des deux ballets est encore accentué par les défauts et les qualités de la principale interprète. La Kchéchinskaïa est totalement dépourvue de charme, d'émotion et de poésie; mais son style sévère et froid, la vigueur inlassable de ses pointes, la précision mécanique de ses entrechats, l'agilité vertigineuse de ses pirouettes font le ravissement des vieux dilettantes.

Au dernier entr'acte, je vais passer quelques minutes dans l'arrière-loge du directeur des Théâtres impériaux, Téliakowsky, où l'on célèbre en termes dithyrambiques les prouesses de la Kchéchinskaïa et de son partenaire Wladimirow. Un vieil aide de camp général de l'Empereur me dit, avec un sourire assez fin :

— Notre enthousiasme doit vous paraître un peu excessif, monsieur l'ambassadeur; mais l'art de la Kchéchinskaïa représente pour nous, du moins pour les hommes de mon âge, quelque chose que vous n'apercevez peut-être pas.

— Et quoi donc?

Il m'offre une cigarette et reprend sur un ton mélancolique :

— Les anciens ballets, qui ont fait la joie de ma jeunesse, — hélas! c'était vers 1875, sous le règne du cher empereur Alexandre II... — ces ballets nous donnaient une très juste image de ce qu'était, de ce que devrait être la société russe. Partout, de l'ordre, de la correction, de la symétrie, du travail bien fait. Et, comme résultat, un plaisir élégant, une jouissance de haut goût... Tandis que les affreux ballets d'aujourd'hui, les *Ballets russes*, comme vous les appelez à Paris, cet art dissolu et empoisonné, c'est de la révolution, c'est de l'anarchie!...

*
* *

Lundi, 1er mai.

Les Anglais ont subi, le 29 avril, en Mésopotamie, un échec grave. Le général Townshend, qui s'était retranché dans Kut-el-Amara, sur le Tigre, a été obligé de capituler, faute de vivres et de munitions, après un siège de cent quarante-huit jours; la garnison n'était plus que de 9000 hommes.

En même temps, une insurrection grave, fomentée par des agents allemands, a éclaté en Irlande. Une véritable bataille entre les rebelles et les troupes anglaises a mis Dublin à feu et à sang. L'ordre paraît enfin rétabli.

***

Mercredi, 3 mai.

Échange de télégrammes entre le Haut-Commandement russe et le Haut-Commandement français au sujet du concours militaire que la Roumanie nous promet depuis si longtemps.

Le général Alexéïew fait valoir combien sont excessives, déraisonnables, les prétentions nouvelles de l'État-major roumain; le général Iliesco déclare en effet qu'il ne se contenterait plus des deux conditions précédemment acceptées, c'est-à-dire : 1° une attaque de l'armée de Salonique ayant pour objet d'attirer sur elle une partie importante des forces bulgares, et 2° une intervention de forces russes dans la Dobroudja pour neutraliser le reste de l'armée bulgare; il exige aujourd'hui que les Russes occupent entièrement la région de Roustchouk, sur la rive droite du Danube. Le général Alexéïew expose très judicieusement au général Joffre : « Cette nouvelle prétention aurait pour conséquence de nous obliger à occuper la ligne Varna, Schoumla, Razgrad et Roustchouk. Même si nous acceptions cette condition qui déplacerait le centre de gravité de nos opérations vers le Sud et à l'extrémité de notre aile gauche, les Roumains émettraient certainement une nouvelle exigence selon leur habitude, afin de gagner du temps jusqu'au moment où ils seront certains d'atteindre sans effort le résultat qu'ils se proposent. Il faut faire comprendre aux Roumains que l'adhésion de la Roumanie n'est pas un besoin absolu pour les Puissances alliées. La Roumanie peut compter pour l'avenir sur une compensation qui correspondra exactement aux efforts qu'elle aura déployés et à ses actions militaires. »

Le général Joffre me confirme absolument l'opinion du général Alexéïew : « Je pense comme lui qu'il serait utile de faire connaître à la Roumanie que son concours, tout en étant désirable, ne nous est pas indispensable et que ce pays, s'il veut obtenir ultérieurement les compensations qu'il désire, doit se résoudre à prêter aux armées alliées le concours effectif de ses armes dans la forme où nous le lui demandons... »

***

Jeudi, 4 mai.

Viviani et Albert Thomas arriveront demain soir à Pétrograd. Leur mission, annoncée hier par la presse, a mis en émoi tous les partis. Le nom d'Albert Thomas surtout produit un grand effet dans les milieux ouvriers et un non moindre effet, en sens contraire, dans la coterie autocratique.

Konovalow, député libéral de Moscou, richissime filateur, esprit généreux, acquis à toutes les utopies humanitaires, vient me voir, au nom du « Comité industriel de guerre, » dont il est le vice-président. Il est accompagné d'un de ses amis politiques, Joukowsky, président du « Comité de l'industrie et du commerce. » Après m'avoir exposé que le président du « Comité industriel, » Goutchkow, n'a pu venir, étant retenu par la maladie en Crimée, Konovalow m'exprime le désir d'entrer, le plus tôt possible, en relations avec Albert Thomas :

— Notre comité central, qui centralise l'activité de tous les comités russes, comprend 120 délégués, nommés par l'Union des villes, par l'Union des Zemstvo, par les municipalités de Pétrograde et de Moscou, par les administrations gouvernementales, enfin par les ouvriers eux-mêmes. Sur ces 120 membres, il y a dix ouvriers. Mes amis et moi, nous souhaitons vivement que M. Albert Thomas assiste à une de nos délibérations; il nous dirait certainement des choses excellentes et qu'on se répéterait dans toutes les usines.

Je réponds qu'une visite d'Albert Thomas au comité central me paraît, non seulement possible, mais désirable; qu'il excelle en effet à se faire entendre des ouvriers comme des patrons; que je compte toutefois sur la sagesse du Comité pour que la visite ne dégénère pas en manifestation politique...

***

Vendredi, 5 mai.

Le général Soukhomlinow, ancien Ministre de la Guerre, a été arrêté ce matin et conduit à la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul. Qu'il soit coupable de prévarication, c'est notoire. Qu'il ait trahi, comme on l'affirme, j'en doute, si, par « trahison, » on entend le fait d'intelligence avec l'ennemi. Je ne crois pas qu'il ait été complice du colonel Miassoïédow, pendu en mars 1915; il se bornait vraisemblablement à fermer les yeux sur les crimes

du traître, qui était son pourvoyeur de pots-de-vin. Mais je suis prêt à croire que, par haine du grand-duc Nicolas et par calcul politique, il a contrecarré, sous main, les plans du Haut-Commandement. C'est à son inertie voulue et à ses dissimulations conscientes qu'est due la crise des munitions, cause des premiers désastres.

Arrivant de Bergen par Christiania, Stockholm et Tornéo, Viviani, Mme Viviani et Albert Thomas débarquent, un peu avant minuit, à la gare de Finlande.

Ces vingt-deux mois écoulés ont sensiblement marqué Viviani, qui en paraît plus grave, plus digne, plus contenu. Mme Viviani porte, sur son visage calme et pur, l'empreinte d'un deuil inconsolable, — le deuil d'un fils né d'un premier mariage et qui fut tué au début de la guerre. Albert Thomas, que je ne connaissais pas, respire la santé physique et morale, l'énergie, l'intelligence, l'entrain.

J'accompagne mes voyageurs à l'hôtel de l'Europe, où ils sont hébergés par la Maison de l'Empereur. Un souper leur est préparé.

Tandis qu'ils se restaurent, Viviani m'expose l'objet de leur mission :

— Nous sommes venus, me dit-il en substance : 1° constater les ressources militaires de la Russie et chercher à les développer; 2° insister pour l'expédition de 400 000 hommes en France par envois successifs de 40 000; 3° presser Sazonow afin que l'État-major russe se montre plus accommodant à l'égard de la Roumanie; 4° essayer d'obtenir quelque promesse en faveur de la Pologne.

Je réponds : Sur le premier point, vous vous ferez vos impressions à vous-mêmes; je crois que vous ne serez pas mécontents du travail accompli depuis quelques mois, surtout par l'Union des Zemstvo et le Comité industriel de guerre. Quant à l'expédition des 400 000 hommes, le général Alexéïew s'y est toujours refusé, en alléguant que le nombre des réserves instruites dont dispose l'armée russe est tout à fait insuffisant par rapport à l'immensité des fronts, et il a convaincu l'Empereur; mais, en insistant, vous obtiendrez peut-être l'envoi de quelques brigades. Quant à la Roumanie, vous trouverez Sazonow et le général Alexéïew tout acquis à vos idées; mais la difficulté n'est pas ici : elle est à Bucarest. Enfin, quant à la Pologne, je vous con-

seille d'ajourner toute conversation jusqu'à la veille de votre départ; vous jugerez vous-même alors si le sujet peut être abordé; j'en doute.

***

Samedi, 6 mai.

Après un déjeuner intime à l'Ambassade, nous partons, Viviani, Albert Thomas et moi, pour Tsarskoïé-Sélo.

Pendant le voyage, Viviani a l'air soucieux; il est visiblement préoccupé de l'accueil que Nicolas II réserve aux demandes qu'il a mission de lui présenter. Albert Thomas, au contraire, se montre joyeux, plein de verve, tout amusé par l'idée de comparaître devant l'Empereur. Il s'écrie : « Ah ! mon vieux Thomas, tu vas donc te trouver face à face avec Sa Majesté le Tsar autocrate de toutes les Russies !... Quand tu seras dans son palais, ce qui t'étonnera le plus, ce sera de t'y voir. »

A la gare de Tsarskoïé-Sélo, deux voitures de la Cour nous attendent. Je monte dans la première avec Albert Thomas. Viviani et le maître des cérémonies, Tiéplow, qui nous accompagnent, occupent la deuxième.

Après un silence méditatif, Albert Thomas m'insinue :

— Il y a quelques personnes que je voudrais bien rencontrer pendant mon séjour à Pétrograde... oh ! très discrètement. Mais je serais gêné vis-à-vis de mon parti, si je rentrais en France sans les avoir vues. Il y a Bourtzew d'abord.

— Oh !

— Il s'est très bien conduit pendant la guerre; il a tenu un langage très patriotique aux camarades français et russes.

— Je le sais. Et c'est l'argument dont je me suis surtout servi pour obtenir son retour de Sibérie, quand le Gouvernement m'a chargé, l'an dernier, de cette commission délicate. Mais je sais aussi qu'il a toujours l'idée fixe d'assassiner l'Empereur... Or, veuillez vous rappeler à qui je vais vous présenter dans un instant. Regardez cette belle livrée rouge sur le siège. Et vous comprendrez que votre idée de rencontrer Bourtzew me séduise médiocrement.

— Alors, cela vous paraît impossible ?

— Attendez la fin de votre séjour. Nous en recauserons.

Devant le Palais Alexandre, un grand mouvement d'équipages. Toute la famille impériale, qui est venue saluer l'Impératrice pour sa fête, reprend le chemin de Pétrograde.

On nous conduit pompeusement au vaste salon d'angle qui termine la façade orientée vers le jardin. Sous le ciel radieux, le parc développe ses perspectives lumineuses; les arbres, libérés enfin de leur manteau de neige, semblent étirer au soleil leurs ramures fines. Il y a quelques jours, la Néwa charriait encore des glaçons. Aujourd'hui, c'est presque déjà le printemps.

L'Empereur entre; il a le teint clair, le regard souriant.

Après les présentations et les compliments rituels, un long silence.

Lorsque l'Empereur a surmonté l'embarras que lui causent toujours les premiers contacts, il porte la main au plastron de sa tunique, orné de deux décorations seulement, la Croix de Saint-Georges et la Croix de guerre française.

— Vous voyez, messieurs, dit-il, je porte toujours votre Croix de guerre, quoique je n'en sois pas digne.

— Pas digne ! se récrie Viviani.

— Mais non, puisque c'est la même récompense qu'on accorde aux héros de Verdun.

Nouveau silence. Je prends la parole :

— Sire, M. le président Viviani est venu vous parler de graves questions, de questions qui dépassent la compétence de vos états-majors et de vos ministres. C'est donc à votre autorité souveraine que nous faisons appel...

Viviani commence alors son exposé; il s'en acquitte avec cette séduction de parole, cette chaleur et cette douceur de la voix, qui le rendent parfois si persuasif. Quand il montre la France épuisée de sang, ayant irréparablement perdu l'élite et la fleur de sa race, il trouve des accents qui émeuvent l'Empereur. Il s'étend, avec un heureux choix d'exemples, sur les prodiges d'héroïsme qu'on a vus chaque jour s'accomplir à Verdun. L'Empereur l'interrompt :

— Et l'Allemagne qui prétendait avant la guerre que le Français n'était plus capable d'être soldat !

A quoi Viviani réplique très judicieusement :

— En effet, Sire, le Français n'est pas *soldat :* il est *guerrier*.

Maintenant, c'est Albert Thomas qui parle, apportant de nouveaux arguments à la même thèse. Sa culture classique et normalienne, le désir de plaire, l'importance de la discussion, l'intérêt historique de la scène, communiquent à son discours et même à sa personne une vertu singulière de rayonnement.

L'Empereur, que ses ministres n'ont pas habitué aux prestiges de l'éloquence, paraît ému ; il promet de « faire tout le possible » pour développer les ressources militaires de la Russie, l'associer encore plus intimement à l'effort de ses alliés. Je prends acte de ses paroles. Et l'audience est finie.

Vers quatre heures, nous rentrons à Pétrograde.

*
* *

Lundi, 8 mai.

Déjeuné chez Mme Sazonow avec Viviani, Mme Viviani et Albert Thomas. Les autres convives sont le Président du Conseil et Mme Sturmer, le Ministre des Finances et Mme Bark, le Ministre de la Guerre, le Ministre de la Marine, etc.

Le déjeuner se passe bien. Viviani cause agréablement; Mme Viviani ne peut qu'éveiller la sympathie par sa physionomie douloureuse ; Albert Thomas plaît par sa bonne humeur et la vivacité de son intelligence.

Après le déjeuner, les groupes se forment ; on parle d'affaires. Un instant, j'aperçois Albert Thomas en colloque avec Sturmer. Je m'approche et j'entends :

— Vos usines ne travaillent pas assez, dit Albert Thomas; elles pourraient produire dix fois plus. Vous devriez militariser vos ouvriers.

— Militariser nos ouvriers! s'écrie Sturmer... Mais nous soulèverions toute la Douma contre nous!

Ainsi devisaient, en l'an de grâce 1916, les représentants les plus qualifiés du socialisme français et de l'autocratisme russe!

*
* *

Mardi, 9 mai.

Viviani et Albert Thomas, qui partent cet après-midi pour le Grand-Quartier général, viennent déjeuner à l'Ambassade, avec Mme Viviani. Je n'ai convié personne autre ; car, après leur avoir tant parlé de la Russie, je voudrais qu'ils me parlent un peu de la France, dont je suis éloigné depuis deux ans.

Tout ce qu'ils me racontent de l'âme française est superbe et me remplit de confiance. Mais que de médiocrités, que de petitesses dans le monde politique! C'est à croire que le Palais Bourbon oublie parfois que nous sommes en guerre. Si cruel que soit l'exil, j'y aurai du moins gagné de ne voir la France

que dans le recul où la verra l'Histoire, dans son aspect glorieux et sublime.

*
* *

Mercredi, 10 mai.

Mon nouveau collègue d'Amérique, Romuald Francis, qui succède au sympathique Marye, vient me faire sa première visite.

Après l'échange des banalités protocolaires, j'essaie d'amener mon visiteur à parler de la guerre, à s'expliquer sur les intentions de son pays. Mes efforts restent vains. Francis se dérobe ou ne laisse tomber que des phrases insignifiantes, d'où je conclus que la conscience américaine est encore insensible aux grands intérêts moraux qui se débattent dans le monde...

*
* *

Jeudi, 11 mai.

Viviani revient du Grand-Quartier général, tandis qu'Albert Thomas est allé visiter des usines en province.

Il n'est qu'à demi satisfait de son voyage. L'accueil qu'il a reçu du chef d'État-major général a été froid ou, du moins, réservé, ce qui ne me surprend pas. Le général Alexéïew est un réactionnaire farouche, un passionné de la tradition et de la hiérarchie, de l'autocratisme et de l'orthodoxie. L'intrusion d'un civil dans les affaires militaires, et quel civil !... un socialiste !... doit naturellement lui paraître un scandale abominable.

Pour engager la conversation, Viviani lui a remis une lettre personnelle du général Joffre, en le priant de la lire immédiatement. Le général Alexéïew l'a lue, sans un mot d'observation.

Viviani a repris :

— M. le général Joffre m'a chargé, en outre, d'une confidence verbale pour Votre Excellence. Il espère pouvoir entreprendre, du 1er au 15 juillet, une opération de large envergure ; il serait heureux si, de votre côté, vous pouviez prendre l'offensive, au plus tôt le 10 juin, afin qu'il ne s'écoule pas plus d'un mois entre les deux attaques et qu'ainsi, les Allemands n'aient pas le temps de transporter des renforts d'un front vers l'autre.

Le général Alexéïew a répondu brièvement :

— Je vous remercie; je traiterai la question avec M. le général Joffre, par l'entremise du général Gilinsky (1).

(1) Représentant du Haut-Commandement russe au Grand Quartier général français.

Une conférence a été tenue ensuite, sous la présidence de l'Empereur. Viviani a éloquemment réclamé l'expédition de 400 000 Russes en France, par envois mensuels de 40 000. Le général Alexéïew s'est peu à peu détendu. La discussion n'en a pas moins été longue et difficile. A la fin, l'Empereur a affirmé sa volonté. La décision suivante a été prise : outre la brigade déjà expédiée en France et celle qui doit partir le 15 juin pour Salonique, cinq brigades, de 10 000 hommes chacune, seront envoyées en France, entre le 14 août et le 15 décembre.

Je félicite Viviani de ce résultat, qui a bien sa valeur. Mais nous sommes loin encore des 400 000 hommes qu'on avait espérés.

* * *

Vendredi, 12 mai.

Le général Janin, qui remplace le général de Laguiche à la tête de notre mission militaire, vient d'arriver en Russie.

Je le reçois à déjeuner ce matin. De caractère simple et gai, d'intelligence ouverte, souple et nuancée, il plaira aux Russes.

* * *

Samedi 13 mai.

Je reçois d'une amie varsovienne, qui est réfugiée à Kiew, une lettre pleine de critiques, de soupçons, de reproches, d'excommunications, d'anathèmes, à l'égard de tous les Polonais qui, plus ou moins habilement, travaillent à la restauration de la Pologne. Nul ne trouve grâce devant son patriotisme, impulsif et turbulent. Hélas! fera-t-on jamais comprendre aux Polonais la nécessité de la discipline dans l'effort commun?

Toute l'histoire de la Pologne avant et depuis les partages pourrait servir d'argument à une étude sur *les effets de l'individualisme en politique*.

* * *

Lundi, 15 mai.

Dans l'après-midi, je reçois à l'Ambassade la colonie française de Pétrograde, pour lui faire connaître Viviani et Albert Thomas.

Livrée de gala, buffet, discours, présentations, orchestre, foule énorme et qui s'attarde... Avant la guerre, ce genre de réception me semblait une corvée odieuse. Aujourd'hui, où l'exil est si cruel, on éprouve comme une dilatation du cœur à se sentir entre Français.

*
* *

Mardi, 16 mai.

La grande-duchesse Marie-Pavlowna a invité Viviani et Albert Thomas à déjeuner; Mme Viviani, souffrante, s'est excusée.

Afin de pouvoir placer Viviani à sa droite et Albert Thomas à sa gauche, elle m'a prié de m'asseoir en face d'elle. Les autres convives sont la princesse Wladimir Orlow, le prince Serge Bélosselsky, la comtesse Schouvalow, Dimitry Benckendorff, et le service d'honneur.

Déjeuner très animé. De part et d'autre, on se prodigue les égards.

L'Altesse Impériale semble radieuse. En dépit, ou en raison de ses origines germaniques, elle ne manque jamais l'occasion d'affirmer sa sympathie pour la France. Et cela suffirait à expliquer les invitations d'aujourd'hui. Mais il y a plus. La Grande-Duchesse entretient depuis longtemps le rêve secret de voir un de ses fils, Boris ou André, monter sur le trône. Aussi est-elle toujours attentive à se saisir des rôles extérieurs que l'Impératrice néglige. Sous ce rapport, il n'est pas indifférent qu'on sache dans le public que, seule de la famille impériale, elle a reçu à sa table les missionnaires du Gouvernement français.

Ce soir, la Douma de l'Empire et le Conseil municipal de Pétrograde offrent un banquet à Viviani et Albert Thomas.

Le président de la Douma, Rodzianko, a pris l'initiative de cette manifestation. Ç'a été assez pour mettre les ministres de l'Empereur en défiance, d'autant plus que les adhésions ont afflué et que c'est devenu presque un événement politique. Il n'y a pas moins de 400 convives! Tous les partis, même l'extrême-droite, mais surtout la gauche, sont représentés. Aucun des ministres n'a cru pouvoir se dérober. Mes collègues du Japon, d'Angleterre et d'Italie sont venus également.

La question des discours n'a pas été réglée sans difficulté. Les ministres ont estimé d'abord qu'ils n'avaient pas à prendre la parole dans une réunion d'un caractère privé. J'ai dû laisser entendre à Sazonow que, si aucun membre du Gouvernement impérial ne consentait à parler, je conseillerais à Viviani de ne pas assister au banquet. Finalement, tout s'est arrangé. Il a été convenu que Sazonow porterait un toast au nom du Gouvernement.

A notre entrée dans la salle du banquet, nous sommes accueillis très chaleureusement. Rodzianko préside la table d'honneur; je suis placé à sa droite, Viviani à sa gauche; j'ai, à ma droite, le président du Conseil Sturmer, qui a lui-même Albert Thomas comme voisin de droite.

Le festin sera long; car le menu est interminable et le service très lent; puis il y aura les discours. J'en ai au moins pour deux heures de contact avec le président de la Douma et le président du Conseil.

De Rodzianko, je n'ai plus grand'chose à apprendre. Sa haute et vigoureuse carrure, son œil direct, sa voix profonde et chaude, son activité bourdonnante, ses maladresses mêmes de langage et de conduite, tout révèle en lui la franchise, la droiture, le courage. Depuis longtemps, nous entretenons les plus confiantes relations. Il se dépense infatigablement à prêcher la bonne cause.

De Sturmer, au contraire, j'ai beaucoup à apprendre. Je ne sais s'il mourra « en odeur de sainteté, » comme disent les mystiques; mais je sais qu'il dégage une insupportable « odeur de fausseté. » Sous sa bonhomie apparente et sa politesse affectée, on le devine bas, intrigant et perfide. Son regard aigu et doucereux, fureteur et clignotant, est l'expression même de l'hypocrisie, d'une hypocrisie ambitieuse et madrée. Mais il ne manque pas de culture; il a le goût de l'histoire, surtout de l'histoire anecdotique et pittoresque. Chaque fois qu'une occasion nous rapproche, je l'interroge sur le passé de la Russie et sa conversation ne m'ennuie pas. Enfin, dans la position exceptionnelle, prééminente, où les circonstances l'ont placé, le personnage vaut qu'on l'étudie.

Ce soir donc, nous parlons d'Alexandre Ier et de sa fin mystérieuse, de Nicolas Ier et de son agonie morale pendant la guerre de Crimée. Cela me conduit à faire ressortir l'intérêt que la Russie et la France ont toujours eu à s'entendre et à s'allier; je rappelle que, dès 1856, mon brillant prédécesseur, Morny, eut l'idée de l'alliance et que, si on l'eût écouté, nous n'en serions pas où nous sommes aujourd'hui. Sturmer reprend:

— Le duc de Morny! Comme il m'aurait plu!... Je crois avoir lu tout ce qu'on a publié à son sujet. Hé bien! il me semble qu'il avait les qualités essentielles d'un homme de gouvernement : l'amour de son pays, l'énergie et l'audace.

Je l'interromps :

— Il en avait deux autres, peut-être plus précieuses encore : le sens du réel et le doigté dans l'exécution.

— En effet, ces deux qualités-là sont bien nécessaires. Mais, lorsqu'on gouverne, il faut, avant tout, savoir prendre des responsabilités et saisir le joint des événements... Tenez : voici là-bas notre sympathique Préfet de police, le prince Alexandre-Nicolaïéwitch Obolensky. C'est un excellent serviteur de l'Empereur et j'ai pour lui beaucoup d'amitié. Mais il y a une chose que je ne lui pardonne pas. Il était gouverneur de Riazan, en 1910, quand Tolstoï est allé mourir si étrangement dans la petite gare d'Astapovo. Vous vous rappelez que la famille montait la garde autour du mourant, afin qu'aucun prêtre ne pût approcher (1). A la place d'Obolensky, je n'aurais pas hésité : j'aurais fait enlever la famille par mes gendarmes et j'aurais introduit de force un prêtre. Obolensky objecte qu'il n'avait pas d'instructions, que les enfants de Tolstoï étaient malheureusement dans leur droit, etc. Mais peut-il être question de droit et a-t-on besoin d'instructions, lorsqu'il s'agit de reconquérir l'âme de Tolstoï pour notre sainte Église?

(1) Voici quelques détails sur l'étrange fin de Tolstoï. — Agé de quatre-vingt-deux ans, il partit brusquement de Yasnaïa Poliana le 10 novembre 1910 au soir, accompagné du docteur Makovitsky; sa fille Alexandra, que Tchertkov appelle sa « collaboratrice la plus intime, » était dans le secret du départ. Il arriva le lendemain au couvent d'Optina; il y passa la nuit à écrire un long article sur la peine de mort. Dans la soirée du 12, il alla au monastère de Chamordino, où sa sœur Marie était nonne; il dîna avec elle, et lui exprima le désir qu'il avait de finir sa vie à Optina, « en s'acquittant des plus humbles besognes, mais à condition qu'on ne l'obligeât point à entrer dans l'église. » Le soir, il eut la surprise de voir arriver sa fille Alexandra. Sans doute le prévint-elle que sa retraite était connue, qu'on était à sa poursuite ; ils repartirent aussitôt pour Kozelsk, avec l'intention de gagner les provinces du Sud. En route, Tolstoï tomba malade, à la gare d'Astapovo, et dut s'y aliter, atteint de congestion pulmonaire. On l'installa dans le logement du chef de gare.

Son état s'étant subitement aggravé, des médecins de Moscou furent appelés en consultation ; la famille accourut de son côté.

Le soir du 18 novembre, l'higoumène d'Optina, le Père Varsonofi, descendit à la gare d'Astapovo, et demanda qn'on le laissât pénétrer auprès du mourant : il déclarait que le Saint-Synode l'avait chargé de réconcilier Tolstoï avec l'Église orthodoxe. Les médecins et la famille, invoquant l'état du malade, refusèrent l'entrevue sollicitée. En effet, les forces de Tolstoï déclinaient rapidement, bien qu'il gardât son entière connaissance. Le 19, il eut deux crises cardiaques, dont la seconde faillit l'emporter.

Tolstoï s'éteignit doucement le 20 novembre à six heures du matin. Il avait eu le temps de formuler sa dernière volonté : des obsèques sans rites, sans couronnes, sans fleurs. Deux jours après, le corps fut ramené à Yasnaïa Poliana, où s'accomplirent très simplement les funérailles.

Que penseraient Viviani et Albert Thomas, s'ils entendaient ?

L'heure des toasts est venue. Le toast de Rodzianko est patriotique, banal et boursouflé ; le mien est tout protocolaire ; celui de Sazonow est terne et guindé.

Dans l'intervalle, les assistants ont entonné l'hymne russe. Puis Chaliapine, le génial Chaliapine a chanté la *Marseillaise;* il y a mis un art de diction, une ampleur de style, une puissance de lyrisme et de passion, qui a fait passer sur l'assemblée un souffle d'enthousiasme révolutionnaire, un souffle de Danton. J'ai mesuré alors comme le public russe est inflammable.

C'est dans cette atmosphère brûlante que Viviani prend la parole. En grand ténor parlementaire, il sent tout de suite que son auditoire ne demande qu'à vibrer. Sa voix ardente, son geste large et varié, son regard tour à tour pathétique et tendre, ses périodes d'un rythme puissant et prolongé font merveille. Lorsqu'il s'écrie : « Pas de paix séparée ! La guerre commune ! voilà le pacte d'honneur qui nous lie ! Nous irons ainsi ensemble jusqu'au bout, jusqu'au jour où le droit profané sera vengé... Nous le devons à nos morts; car ils seraient tombés en vain. Nous le devons aux générations qui nous suivent, etc., » on lui laisse à peine achever sa tirade et la salle croule sous les applaudissements. Chaliapine, le visage inspiré, les yeux pleins de larmes, s'est peu à peu avancé jusqu'à la table d'honneur. On lui redemande *la Marseillaise* ; il remonte sur l'estrade, et, de nouveau, l'hymne sublime soulève l'auditoire.

Les ministres de l'Empereur se regardent avec une vague inquiétude ; ils semblent se dire : « Ah çà ! où allons-nous?... Que va-t-il se passer ? »

Enfin, le leader du parti « cadet » à la Douma, Basile-Alexéïéwitch Maklakow, se lève. Dans un français excellent, avec une articulation mordante et un geste tranchant, il rappelle qu'il a été un pacifiste et il ajoute qu'il reste un pacifiste impénitent, ce qui ne l'empêche pas d'être passionnément belliqueux : « car cette guerre sera le suicide de la guerre : car, au jour de la paix, nous ferons une carte de l'Europe qui rendra désormais la guerre inutile... » Sa péroraison est une invocation à la France, « à la France dont l'univers a besoin d'entendre la voix, à la France qui, au XVIIIe siècle, a proclamé les principes immortels, symboles de l'idée pacifiste, à la France de l'avenir

qui va fonder la paix éternelle qu'on nomme déjà *la paix française !...* »

L'enthousiasme du public est au comble. La figure des ministres s'est encore assombrie. En les regardant, je comprends que toute visite d'un homme d'État français en Russie est, par soi seul, un acte de propagande démocratique.

Pendant tout le discours de Maklakow, Albert Thomas a peine à se contenir. Ses yeux flamboient. Je m'attends à le voir se lever soudain et se lancer dans une improvisation oratoire.

Mais Rodzianko prononce les paroles d'adieu. Nous sortons au milieu des acclamations.

Dans le vestibule, durant quelques minutes, nous échangeons, Viviani, Albert Thomas et moi, nos impressions sur la soirée. A propos du discours de Maklakow, je dis :

— Beau discours et qui produira grand effet en Russie. Mais quelle chimère de croire que la paix prochaine sera éternelle ! Je me figure, au contraire, que le monde va entrer dans une ère de violences et que nous semons actuellement le germe de guerres nouvelles.

Après un instant de réflexion, Albert Thomas me répond :

— Oui, après cette guerre, dix ans de guerres... dix ans de guerres !

***

Mercredi, 17 mai.

Viviani et Albert Thomas ont fait ce matin leur visite d'adieu à Sazonow. Je ne les accompagnais pas, afin d'enlever toute apparence officielle à leur entretien, qu'ils voulaient diriger principalement sur la Roumanie et la Pologne.

Quant à la Roumanie, Sazonow a protesté qu'il souhaite vivement son accession à notre cause :

— Mais je ne peux, a-t-il ajouté, la considérer comme un facteur sérieux, tant que M. Bratiano se refusera à négocier avec nous une convention militaire.

Quant à la Pologne, Sazonow a insisté, dans les termes les plus pressants, sur le danger que ferait courir à l'Alliance une immixtion, même discrète, du Gouvernement français dans la question polonaise.

Les résultats de la mission Viviani se réduisent donc à

l'envoi de 50 000 hommes en France, ou plutôt à la promesse de cet envoi.

Mais l'influence d'Albert Thomas a été réellement efficace. Son activité prodigieuse, son sens pratique ont galvanisé les services industriels de la guerre... pour combien de temps? Il a été fort habilement secondé dans son œuvre par un de ses adjoints, le grand entrepreneur de travaux publics, Loucheur, un des hommes qui ont le plus contribué au réveil industriel de la France.

A une heure, Viviani et Albert Thomas viennent prendre leur dernier déjeuner à l'ambassade, avec le grand-duc Nicolas Michaïlowitch, mes collègues du Japon, d'Angleterre et d'Italie.

Nicolas-Michaïlowitch, « Nicolas-Égalité, » toujours curieux des idées avancées et des hommes nouveaux, m'avait dit :

— Je tiens énormément à connaître Albert Thomas.

Et cette connaissance paraît lui être fort agréable, car il le comble d'attentions.

A sept heures du soir, toute la mission repart pour la France, par la voie d'Arkhangelsk.

***

Jeudi, 18 mai.

Ce soir, au *Narodny Dom*, on représente *Don Quichotte*. Je retrouve, à entendre Chaliapine, mes belles impressions d'il y a deux mois; j'imagine que Cervantès lui-même serait ravi d'une interprétation qui donne à son hidalgo un caractère si individuel et si large, si comique et si touchant, si caricatural et si humain. Le génie du grand ironiste n'a jamais été mieux compris.

Le public n'est pas moins intéressant que la dernière fois; j'y observe les mêmes sourires d'indulgence, le même courant de sympathie pour la personne de l'aventureux chevalier, pour la figure de ce héros doux, généreux, pitoyable, patient, résigné, sage autant que fou, non moins lucide qu'extravagant, crédule à toutes les chimères, docile à tous les enchantements, désemparé devant toutes les réalités.

***

Vendredi, 19 mai.

Le général Alexéïew presse, avec une implacable sévérité, les préparatifs de la grande offensive qu'il médite pour les per-

miers jours de juin. L'action principale se développera en Galicie, sur la Strypa et le Pruth, entre Tarnopol et Czernowitz; l'opération sera commandée par le général Broussilow. On m'assure que le moral des troupes, ranimé par le retour de la belle saison, est excellent.

Ce soir, j'ai à dîner mon collègue d'Espagne, le comte de Cartagena, la princesse Orlow, la princesse Serge Bélosselsky, la princesse Cantacuzène, le comte Sigismond Wiélopolski, le comte Koutousow, lady Muriel Paget, lady Sibyl Grey, etc.

La princesse Bélosselsky et la princesse Cantacuzène ont reçu dernièrement des lettres de leurs maris, qui se battent l'un en Arménie et l'autre en Bukovine; elles me confirment, d'après ces lettres, que les soldats sont pleins d'ardeur. La même note m'est donnée par lady Muriel et lady Sibyl, qui viennent d'inspecter leurs ambulances de Volhynie.

*
* *

Dimanche, 21 mai.

Le chef du cabinet de Sturmer, le digne exécuteur de ses basses œuvres, l'ineffable Manouïlow, vient me voir pour m'apprendre qu'il m'a fait donner satisfaction dans une insignifiante affaire de police. Puis nous causons. Avec un accent de sincérité qui me frappe, — car il ne ment pas toujours, — il me décrit la situation intérieure sous des couleurs très sombres; il allègue notamment le progrès de l'esprit révolutionnaire dans l'armée.

Je lui objecte les impressions si favorables qu'on me donnait avant-hier sur le moral des troupes.

— Oh! me répond-il, cela n'est pas vrai seulement des troupes combattantes. L'armée de l'arrière est pourrie. D'abord, les hommes sont désœuvrés ou, du moins, très peu occupés. Vous savez que l'hivernage est toujours une mauvaise période pour l'instruction militaire. Mais, cette année, il a fallu réduire et simplifier encore les exercices parce qu'il n'y a pas assez de fusils, de mitrailleuses, de canons et, plus encore peut-être, parce qu'on manque d'officiers. Ajoutez que les soldats sont très mal logés dans les casernes. On les entasse les uns sur les autres, n'importe comment. Au quartier des Préobrajensky, où il y a place pour douze cents hommes, on en a logé quatre mille.

Vous les voyez d'ici, dans leurs chambres enfumées, sans aération, sans éclairage : ils pérorent depuis la soupe du soir jusqu'au matin. N'oubliez pas qu'on trouve parmi eux des gens appartenant à toutes les races de l'Empire, à toutes les nationalités, à toutes les religions, à toutes les sectes, même des Juifs. Ah! c'est un fameux bouillon de culture pour les idées révolutionnaires. Nos anarchistes n'ont pas été les derniers à s'en apercevoir!

— Et M. Sturmer, que pense-t-il de tout cela?

— M. Sturmer demande simplement qu'on le laisse faire, et je vous garantis, Excellence, qu'il ferait de la bonne besogne.

***

Lundi, 22 mai.

La mission Viviani et Albert Thomas a laissé derrière elle, dans tous les milieux, un sillage d'émotion.

Ici même, Joseph de Maistre, qui fut un des observateurs les plus sagaces de la Révolution française, faisait une remarque, dont j'éprouve aujourd'hui la justesse : « Il y a dans le caractère des Français, il y a dans leur langue surtout une certaine force prosélytique qui passe l'imagination. La nation entière n'est qu'une vaste propagande. »

***

Mardi, 23 mai.

Au Trentin, entre l'Adige et la Brenta, une violente offensive des Autrichiens oblige les Italiens à abandonner leurs lignes. L'émotion est forte en Italie, où l'on se représente déjà l'armée du Frioul contrainte de battre en retraite, pour n'être pas coupée de la Lombardie par une irruption de l'ennemi sur Vicence et Padoue.

Autour de Verdun, la lutte a repris avec fureur. Après un magnifique assaut, les troupes françaises ont enlevé l'ancien fort de Douaumont.

***

Mercredi, 24 mai.

En 1839, Nicolas Ier disait au marquis de Custine : « Je conçois la république ; c'est un gouvernement net et sincère ou qui, du moins, peut l'être. Je conçois naturellement la monarchie absolue, puisque je suis le chef d'un semblable régime.

Mais je ne conçois pas la monarchie représentative; c'est le gouvernement du mensonge, de la fraude, de la corruption, et, plutôt que de l'adopter jamais, j'aimerais mieux reculer jusqu'à la Chine. » Nicolas II pense comme son aïeul.

*
* *

Vendredi, 26 mai.

Bilan de ma journée :

Ce matin, P... m'apporte des renseignements inquiétants sur la propagande révolutionnaire dans les usines et les casernes.

A cinq heures, la comtesse N..., qui, sans appartenir à la coterie de l'Impératrice, est intimement liée avec Mme Wyroubow, me raconte comment Raspoutine a démontré l'autre jour à la souveraine « qu'on doit servilement obéir à un homme de Dieu; » il lui a ensuite confié que, depuis sa dernière communion de Pâques, il se sent des forces nouvelles contre ses ennemis et qu'il se considère plus que jamais comme le défenseur providentiel de la famille impériale et de la sainte Russie; Alexandra-Féodorowna s'est alors jetée à ses genoux en implorant sa bénédiction avec des larmes de ravissement.

Ce soir, au club, je surprends ce propos : « Si l'on ne supprime pas la Douma, nous sommes perdus!... » Puis une longue tirade pour établir la nécessité de ramener immédiatement le tsarisme aux pures traditions de l'orthodoxie moscovite.

Comme conclusion, je me répète l'oracle que Mme de Tencin prononçait, vers 1740, sur la monarchie française : « A moins que Dieu n'y mette personnellement la main, il est physiquement impossible que l'État ne culbute. »

Mais je crois qu'il ne se passera pas quarante ans, ni même quarante mois, avant que l'État russe ne culbute.

*
* *

Samedi, 27 mai.

Le roi Victor-Emmanuel a télégraphié à l'Empereur pour le prier de hâter, le plus possible, l'offensive générale des armées russes, afin de décongestionner le front italien.

Mon collègue Carlotti se prodigue en démarches dans le même sens...

*
* *

Lundi, 29 mai.

La foi dans le Tsar, dans sa justice, dans sa bonté, reste

encore vive parmi les *moujiks*. Et cela explique le succès personnel que Nicolas II est assuré d'obtenir lorsqu'il entre en contact direct avec les paysans, les soldats et les ouvriers.

Réciproquement, le peuple est plus que jamais convaincu que les bureaucrates, les *tchinovniks*, trahissent ou paralysent toutes les bonnes intentions du monarque. Jamais on n'a plus souvent répété ces deux proverbes :

« Le Tsar est bon; ses valets sont méchants. »

« L'Empereur dit *oui;* mais son petit chien aboie *non.* »

***

Mardi, 30 mai.

La comtesse N..., amie de Mme Wyroubow, m'a prié mystérieusement de venir prendre le thé. Après m'avoir fait promettre le secret, elle me dit :

— Je crois que Sazonow va être renvoyé et j'ai voulu tout de suite vous prévenir. Il est très mal vu des Majestés. Sturmer mène contre lui, dans l'ombre, une campagne très vive.

— Mais qu'a-t-il à lui reprocher?

— Il lui reproche ses idées libérales et ses ménagements pour la Douma. Il lui reproche encore, — mais vous m'avez promis le secret! — de subir beaucoup trop votre influence et celle de Buchanan... Vous savez que, malheureusement, l'Impératrice déteste Sazonow; elle ne lui pardonne pas son attitude envers Raspoutine, qu'il traite d'Antéchrist, alors que Raspoutine affirme, au contraire, que Sazonow est marqué du Diable.

— Mais Sazonow est la piété même!... Et l'Empereur, que dit-il?

— En ce moment, il est tout à fait dominé par l'Impératrice.

— C'est de Mme Wyroubow que vous avez appris cela?

— Oui, c'est d'Annie... Mais, de grâce, n'en dites rien à personne!

***

Mercredi, 31 mai.

Depuis l'avènement de Sturmer, l'autorité de Raspoutine s'est beaucoup accrue. Le *moujik* thaumaturge tourne, de plus en plus, à l'aventurier politique et à l'escroc. Une bande de financiers juifs et de spéculateurs tarés, Rubinstein, Manus, etc., ont lié partie avec lui et le rémunèrent généreusement. Sur leur indication, il envoie des notes aux ministères, aux banques, à

tous les personnages influents. J'ai vu plusieurs de ces notes, d'une écriture informe et d'un style grossièrement impératif. On n'ose jamais se dérober à ses demandes. Nominations, avancements, sursis, grâces, dispenses, subsides, on lui accorde tout.

Quand l'affaire est plus importante, il remet directement sa note à la Tsarine :

— Tiens ! Fais faire cela pour moi !

Et elle en donne l'ordre aussitôt, ne se doutant pas qu'elle travaille pour Manus et Rubinstein qui, eux, travaillent notoirement pour l'Allemagne.

***

Jeudi, 1er juin.

Ce matin, en arrivant chez Sazonow, je suis frappé de sa mauvaise mine, de ses yeux caves, de son air abattu. Il se plaint d'une grande fatigue nerveuse, qui lui enlève le sommeil et l'appétit; il parle d'aller prendre un repos « de quelques semaines » en Finlande.

Bien des fois, depuis le début de la guerre, je l'ai vu fatigué, souffrant de migraine et d'insomnie. C'est notre sort à tous. On ne porte pas impunément, sous un pareil climat, un fardeau si lourd, si continu, si obsédant, de labeur et de soucis. Mais cette fois, quelque amitié que j'aie pour lui, ce n'est pas sa santé qui m'inquiète le plus; ce sont les ennuis secrets qui l'ont mis dans cet état et que la confidence reçue avant-hier m'a clairement révélés.

***

Vendredi, 2 juin.

L'attitude du Gouvernement hellénique est devenue intolérable; sa collusion avec le Gouvernement bulgare est manifeste. La complicité personnelle du roi Constantin n'est pas douteuse.

Longue conversation, à ce sujet, avec Sazonow de qui j'obtiens de pouvoir télégraphier à Paris qu'il approuve, par avance, toutes les mesures que la France et l'Angleterre croiront devoir prendre contre la Grèce.

Entre l'Adige et la Brenta, les Italiens commencent à se ressaisir. L'offensive autrichienne est presque arrêtée.

***

Dimanche, 4 juin.

Pour satisfaire aux instances du roi Victor-Emmanuel, l'Em-

pereur a ordonné de précipiter l'offensive qui se préparait en Volhynie et Galicie. L'opération, engagée avec vigueur par le général Broussilow, s'annonce bien.

***

Mardi, 6 juin.

Je parle des *moujiks* avec la princesse Sch... qui préside une société de propagande pour le travail, de *Koustarni vechtchy*, ces ouvrages et ustensiles de bois, de cuir, de corne, de fer, d'étoffe, où se révèlent le sens artistique des paysans russes, leur goût si original et si ingénieux de l'ornementation.

Elle est ainsi amenée à déplorer les changements profonds que l'extension des grandes industries mécaniques opère depuis une quinzaine d'années dans l'esprit et la moralité des classes rurales :

— Ces raffineries de sucre, ces distilleries d'alcool, ces filatures, ces forges, ces fabriques, ces innombrables usines, qu'on voit maintenant s'élever partout au milieu des terres, ont répandu parmi nos *moujiks*, des habitudes, des besoins, des idées, auxquels leur passé ne les préparait aucunement. L'initiation a été trop brusque pour leurs cerveaux primitifs... Le gain et l'appât des gros salaires industriels ont démoralisé des régions entières. Songez que, en dehors des villes, la monnaie était rare jusqu'à ces dernières années. Dans beaucoup de villages, les transactions se faisaient couramment par des trocs : on échangeait de l'avoine contre une touloupe ou de la *vodka;* on payait un cheval ou une charrue avec des journées de travail... Aujourd'hui, tout cela est changé. La plupart de nos paysans ont perdu leurs qualités simples et naïves, mais en restant trop arriérés pour s'adapter moralement à leur vie nouvelle. Ils sont désorientés, ahuris, détraqués... Si Dieu ne nous épargne pas la révolution après la guerre, il y aura de grands malheurs dans les campagnes.

***

Jeudi, 8 juin.

L'offensive du général Broussilow se poursuit brillamment; elle prend même une allure de victoire.

En quelques jours, le front austro-allemand a été enfoncé sur une étendue de 150 kilomètres. Les Russes ont capturé 40 000 hommes, 80 canons et 150 mitrailleuses.

Du côté italien, à l'Est du Trentin, les combats continuent; mais l'avance autrichienne est arrêtée.

***

Vendredi, 9 juin.

Depuis les temps lointains de la Moscovie, les Russes n'ont peut-être jamais été aussi Russes que maintenant.

Avant la guerre, leur vagabondage natif les poussait périodiquement vers l'Occident. Les mondains essaimaient, une ou deux fois l'an, à Paris, à Londres, à Biarritz, à Cannes, à Rome, à Venise, à Bade, à Gastein, à Carlsbad, à Saint-Moritz. Les moins fortunés, la foule des « intellectuels, » avocats, professeurs, savants, médecins, artistes, ingénieurs, etc..., allaient faire des stages d'études, des cures balnéaires, des voyages de vacances en Allemagne, en Suède, en Norvège, en Suisse. Bref, la majeure partie de la société brillante ou pensante, laborieuse ou oisive, prenait un contact régulier, souvent même prolongé, avec la civilisation européenne. Des milliers et des milliers de Russes allaient ainsi s'approvisionner de robes et de cravates, de bijoux et de parfums, de meubles et d'automobiles, de livres et d'objets d'art. Inconsciemment, ils rapportaient aussi des idées plus modernes, un esprit plus pratique, une conception plus positive, plus ordonnée, plus rationnelle de la vie générale. Ils y étaient d'ailleurs prédisposés par la faculté d'assimilation que les Slaves possèdent à un degré si éminent et que le grand « occidentaliste » Herzen appelait « l'acceptivité morale. »

Mais, depuis vingt-deux mois, la guerre a élevé entre la Russie et l'Europe une barrière infranchissable, une muraille de Chine. Depuis près de deux ans, les Russes sont confinés dans leur pays, astreints à vivre sur eux-mêmes. La médication tonifiante et régulatrice qu'ils allaient chercher en Occident leur manque et à l'instant où elle leur est le plus nécessaire. C'est un fait d'observation courante que les névropathes à tendance dépressive ont besoin de distraction et que le voyage leur convient spécialement parce qu'il stimule leur activité, soutient leur attention, ranime leur conscience.

Je ne m'étonne donc pas de noter sans cesse autour de moi, chez des personnes qui, naguère encore, me semblaient parfaitement saines, de la fatigue, de la mélancolie, du nervosisme, du

désarroi, de l'incohérence, une crédulité maladive, des obsessions étranges, un pessimisme superstitieux et dissolvant.

* * *

Samedi, 10 juin.

L'intrigue contre Sazonow aurait-elle échoué? Sentirait-il sa position raffermie? En tout cas, il a meilleure mine, il se plaint moins de sa fatigue. Toutefois, il laisse encore entendre qu'il a grand besoin de repos.

* * *

Dimanche, 11 juin.

Le financier G..., qui a de gros intérêts industriels à Varsovie et dans la région de Lodz, me dit très justement :

— Le problème de Pologne réserve plus d'une surprise aux négociateurs de la paix. On a l'habitude de n'envisager ce problème qu'au point de vue national, à travers les catastrophes du passé, à travers la légende héroïque et romantique. Mais, quand viendra l'heure des solutions positives, on verra surgir au premier plan deux éléments d'une importance capitale, l'élément socialiste et l'élément juif... La social-démocratie polonaise a pris dans ces trente dernières années un développement énorme, qu'on peut mesurer par le chiffre croissant de la population ouvrière. Songez qu'une ville comme Lodz, qui comptait à peine 25000 habitants vers 1850 et 100000 vers 1880, en compte aujourd'hui 460000! Et les centres usiniers de Sosnowice, de Tomaszow, de Dombrowa, de Lublin, de Kielce, de Radom, de Zgierz, se développent aussi avec une rapidité extraordinaire. Le prolétariat y est organisé très fortement et manifeste partout une vitalité puissante. Les rêves historiques des grands patriotes polonais ne l'intéressent en aucune façon. Dans la résurrection prochaine de la Pologne, il ne voit qu'une occasion de réaliser son programme économique et social. Soyez sûr qu'il parlera haut et fort... Les Juifs ne manqueront pas non plus de jouer un grand rôle. Tout en partageant les idées de la social-Démocratie polonaise, ils ont une organisation spéciale, exclusivement juive; ils agiront en tant que prolétariat juif. Avec cela, très intelligents, très audacieux, très fanatiques. Tous les ghettos polonais sont des foyers d'anarchie...

***

Jeudi, 15 juin

Les Russes progressent, sans arrêt, vers Tarnopol et Czernowitz; ils ont franchi la Strypa et le Dniester. Le total de leurs prisonniers s'élève aujourd'hui à 153 000.

***

Vendredi, 16 juin.

A dîner, quelques intimes.

La table est dressée dans la salle des fêtes, devant la grande baie vitrée qui s'ouvre au Nord, sur la Néwa, et le service est commandé pour neuf heures et demie, afin que nous puissions jouir de l'extraordinaire spectacle que le ciel nocturne de la Russie septentrionale offre dans la semaine du solstice.

Quand le repas commence, il fait grand jour encore. Mais, depuis Okhta jusqu'à la Forteresse, toute la rive s'enlumine de couleurs fantastiques. Au premier plan, le fleuve étale sa nappe d'un vert sombre et métallique, où se glissent par instants des coulées rougeâtres, semblables à des flots de sang. Plus loin, les toits des casernes, les coupoles des églises, les cheminées des usines se détachent sur un fond tragique de pourpre, d'améthyste, de bitume et de soufre. Le décor change incessamment. De minute en minute, et comme sous la main d'un alchimiste prodigieux, d'un Tubalcaïn titanique, les couleurs surgissent, rayonnent, s'exaltent, se dégradent, se fondent, se transmuent, se volatilisent. Les apparences les plus diverses, toutes les combinaisons imaginables se succèdent. On dirait tour à tour des cataclysmes de la nature, des éruptions volcaniques, des écroulements de murailles, des rutilations de fournaises, des incandescences de météores, des éblouissements d'apothéoses.

Mais, vers onze heures, le ciel se décolore peu à peu, la fantasmagorie s'éteint. Depuis la terre jusqu'au zénith, le firmament se voile d'une vapeur diaphane, une vapeur d'argent et de perles. Çà et là, une fluorescence trahit la palpitation d'une étoile. Dans une harmonie de pénombre et de silence, la ville s'endort avec sérénité.

A minuit et demi, quand mes hôtes me quittent, une éclaircie rose annonce déjà l'aurore, aux confins de l'Orient...

***

Dimanche, 18 juin.

L'armée russe de Bukovine a franchi le Pruth et occupé Czernowitz; les avant-gardes sont déjà sur le Séreth moldave, aux environs de Storotzynetz.

***

Lundi, 19 juin.

Le général Biélaïew, chef d'État-major général, un des officiers les plus instruits, les plus consciencieux, les plus honorables de l'armée russe, va se rendre bientôt en France pour y régler diverses questions relatives aux commandes d'artillerie et de munitions. Il vient déjeuner ce matin avec moi.

Tout d'abord, je le félicite des succès que le général Broussilow continue de remporter en Galicie et qui, hier, ont amené ses troupes à Czernowitz. Il accepte mes félicitations avec réserve, ce qui est conforme à sa prudence et à sa modestie habituelles.

A table, il m'expose en détail les dernières opérations du front galicien, s'exprimant toujours avec cette sagesse et cette précision qui, depuis longtemps, me font estimer si haut ses opinions.

Puis, revenus dans le grand salon et nos cigares allumés, je lui demande :

— Où en sommes-nous de la guerre et sous quelle impression allez-vous partir?

Pesant bien ses mots, il me répond :

— L'Empereur est résolu plus que jamais à poursuivre cette guerre jusqu'à notre victoire totale, jusqu'à ce que l'Allemagne soit obligée de subir nos conditions, toutes nos conditions. Ce que Sa Majesté a daigné me dire, lors de mon dernier rapport, ne me laisse aucun doute à cet égard. Mais, si notre situation militaire s'est beaucoup améliorée ces derniers jours en Galicie, nous n'avons même pas commencé d'attaquer les forces allemandes. A mettre les choses au mieux, nous devons prévoir une lutte très dure encore et très longue. Je ne considère, bien entendu, que les conditions stratégiques du problème; je n'ai pas à tenir compte des conditions financières, diplomatiques et autres. C'est en vue de ce grand effort suprême que je vais négocier à Paris, afin que notre armée, qui est si riche

en hommes, ne soit plus arrêtée par l'insuffisance de son armement... Mais il y a une question plus urgente et plus importante que toutes : l'artillerie lourde. Le général Alexéïew m'en réclame chaque jour et je n'ai plus un canon, plus un projectile à lui envoyer.

— Pourtant, vous avez 70 pièces lourdes, débarquées à Arkhangelsk !

— Oui; mais les wagons nous manquent. Vous savez dans quelle pénurie nous sommes, sous ce rapport. Toute la suite de notre offensive, si brillamment engagée, risque d'en être paralysée.

— C'est grave. Mais pourquoi votre administration des chemins de fer n'a-t-elle pas un peu plus d'ordre et d'activité? Voilà des mois que Buchanan et moi nous en parlons à M. Sazonow, que nous lui remettons note sur note. Et nous n'obtenons rien. Nos attachés militaires et navals multiplient aussi leurs démarches. Ils n'obtiennent pas davantage. N'est-ce pas désolant de penser que la France prélève une part considérable de sa production industrielle pour approvisionner vos armées et que, par désordre, par inertie, vos armées n'en profitent pas ! Depuis que le port d'Arkhangelsk est rouvert à la navigation, les navires français y ont débarqué, en plus des 70 canons lourds, un million et demi de projectiles, six millions de grenades, cinquante mille fusils ! Et tout ce matériel reste en détresse sur les quais ! Il faut, à tout prix, que le débit quotidien de la voie ferrée soit augmenté. Trois cents wagons par jour, c'est dérisoire. On m'assure que, avec un peu de méthode et d'énergie, ce chiffre serait facilement doublé.

— Je m'épuise à lutter contre l'administration des chemins de fer et l'on ne m'écoute pas beaucoup plus que vous... Mais, comme vous dites, c'est si grave que nous n'avons pas le droit de nous décourager. Aussi, je vous prie, parlez-en de nouveau à M. Sazonow, demandez-lui d'intervenir encore, de votre part, devant le Conseil des ministres.

— Comptez sur moi. Dès demain, je reviendrai à la charge...

***

Samedi, 24 juin.

Depuis quelques semaines, je constate dans les cercles politiques de Pétrograde, un curieux mouvement de réaction contre le projet d'annexer Constantinople à la Russie.

On fait valoir que cette annexion, loin de résoudre la question d'Orient, ne ferait que la perpétuer en l'aggravant, car ni l'Allemagne, ni l'Autriche, ni les États danubiens ne se résigneraient jamais à laisser les clefs de la Mer-Noire dans les serres de l'aigle russe. L'essentiel, pour la Russie, est de s'assurer le libre passage des Détroits ; il suffirait donc qu'un État neutre, garanti par les Puissances, fût créé sur les deux rives. On allègue aussi que l'incorporation du Patriarcat grec à l'Église russe soulèverait des problèmes inextricables et très douloureux pour la conscience orthodoxe. Enfin, sous le rapport de la politique intérieure et de l'évolution sociale, on estime que la Russie commettrait une grave imprudence en faisant pénétrer dans son organisme les virus turco-byzantins.

Ces raisons me paraissent la sagesse même. On aurait pu toutefois s'en aviser plus tôt.

* * *

Dimanche, 25 juin.

C'est en Russie qu'il faut venir pour bien comprendre cette pensée de Tocqueville : « La démocratie immatérialise le despotisme. »

Par essence, la démocratie n'est pas nécessairement libérale ; elle peut, sans faillir à son principe, se concilier avec toutes les formes de l'oppression, politique, religieuse, sociale, etc. Mais, sous le régime démocratique, le despotisme est insaisissable, parce qu'il est épars dans les institutions, parce qu'il ne s'incarne en personne, parce qu'on le retrouve à la fois partout et nulle part ; c'est comme une vapeur diffuse, invisible et asphyxiante, qui se confond pour ainsi dire avec le climat national. On s'en irrite, on en souffre, on s'en plaint ; mais on ne sait à qui se prendre. Aussi, le plus souvent, on finit par s'accommoder à son mal et s'y résigner ; car on ne peut pas haïr fortement ce qu'on ne voit pas.

Au contraire, sous le régime autocratique, le despotisme se réalise à l'état le plus dense, le plus massif, le plus concret. Il se personnifie dans un homme, dans un seul homme : il provoque le maximum de haine.

* * *

Mardi, 27 juin.

L'entrée des Russes à Kimpoloung, au Sud-Ouest de Czerno-

witz, les rend maîtres de toute la Bukovine et les amène au pied des Carpathes.

Tandis que nous regardons, sur une carte, le progrès des opérations, Sazonow me dit :

— C'est maintenant que les Roumains devraient marcher!... Ils trouveraient la route libre jusqu'à Hermannstadt, jusqu'à Témeswar... jusqu'à Pesth!... Mais Bratiano n'est pas l'homme des décisions simples et franches. Vous verrez qu'il laissera passer ainsi toutes les occasions!...

* * *

Mercredi, 28 juin.

D'une source intime et sûre :

« L'Impératrice traverse une mauvaise phase. Excès de prières, de jeûnes, de pratiques ascétiques. Agitation, insomnies. Elle s'exalte et se concentre de plus en plus dans l'idée qu'elle a mission de sauver la Sainte Russie orthodoxe et que les lumières, les grâces, la protection de Raspoutine lui sont indispensables pour y réussir. A tout propos, elle fait demander au *staretz* un conseil, un encouragement, une bénédiction. »

Les relations de la tsarine et de Grichka ne demeurent pas moins fort secrètes. Aucun journal n'y fait jamais allusion. Et les gens du monde n'en parlent qu'à voix basse, entre intimes, comme d'un mystère humiliant qu'il vaut mieux ne pas approfondir; on ne se gêne pas d'ailleurs pour inventer mille détails fantastiques.

En principe, Raspoutine franchit assez rarement les grilles de la résidence impériale. Ses rencontres avec la souveraine ont presque toujours lieu chez Mme Wyroubow, dans le petit cottage de la Sredniaïa ; il y reste quelquefois durant des heures, enfermé seul avec les deux femmes, tandis que les policiers du général Spiridowitch font le vide et le guet autour de la maison.

Dans le cours ordinaire de la vie, c'est par les colonels Loman et Maltzew que s'opèrent pratiquement les communications incessantes du Palais avec le *staretz* et sa clique.

Le colonel Loman, adjoint au Commandant des Palais impériaux et curateur de l'église préférée de la Tsarine, le *Féodorowsky Sobor*, est le secrétaire particulier d'Alexandra-Féodorowna, dont il possède toute la confiance; il s'est donné comme

auxiliaire, pour ses rapports quotidiens avec Raspoutine, le colonel d'artillerie Maltzew, qui est, d'autre part, préposé à la défense aérienne de Tsarskoïé-Sélo.

Pour les commissions intimes, l'Impératrice emploie d'habitude une jeune religieuse, attachée à l'hôpital militaire du Palais, la sœur Akilina.

Il y a quelques années, cette nonne résidait au couvent d'Okhtaï, qui s'abrite dans les forêts de l'Oural, non loin d'Ekaterinbourg. D'origine paysanne et de santé robuste, elle manifesta un jour des troubles étranges, qui s'aggravèrent bientôt en devenant périodiques. Sous le regard de ses compagnes atterrées, elle éprouvait tour à tour des accès convulsifs, des extases délirantes, des sensations effroyables : on vit ainsi apparaître en elle tous les signes de la possession démoniaque. C'est pendant une de ces crises qu'elle connut Raspoutine. Voyageant alors en pèlerin, en *strannik*, à travers l'Oural, il vint un soir demander l'hospitalité au couvent d'Okhtaï. On l'accueillit comme un messager providentiel et on l'amena immédiatement auprès de la pauvre possédée, qui se débattait contre les assauts torturants de l'Esprit infernal. Resté seul avec elle, il l'exorcisa en quelques minutes, par une adjuration si impérative et compulsive, que le Diable n'osa plus jamais la toucher. Depuis cette délivrance, la sœur Akilina s'est vouée de toute son âme au *staretz*.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

POÉSIES

TITUS AUX ENFERS

I

Pâle clarté des morts, ô saison monotone,
Je regrette toujours, sous vos ifs toujours verts,
La canicule ardente et le gel des hivers.
Sur la rive où languit l'éternelle anémone,
Par pitié, qu'un rayon du soleil des vivants
Se glisse !..... Éveillez-vous, ô murmure des vents;
Enveloppez mon front, que je respire encore
Le frisson du feuillage, et cette âcre senteur
Qui des vignes du soir s'exhale avec lenteur,
Et le parfum mouillé des roses dans l'aurore !
Depuis que je les vis pour la dernière fois,
Comme ils ont dû pousser, les arbustes des bois!
Tous ces lieux tant aimés, ah ! les reconnaîtrai-je?
Titus n'est plus qu'une ombre au souterrain séjour,
Et, changeant de couleurs, de plaisirs tour à tour,
Les mois à travers champs déroulent leur cortège...
Cette heure ténébreuse est trop longue... J'attends
Qu'une rumeur d'eau vive annonce le printemps.
Dites, vous qui restez aux jardins de la terre,
L'alouette au soleil lance-t-elle son cri,
Et l'amandier précoce a-t-il déjà fleuri?
Ma cendre, qui dormait dans cette urne de pierre,
Tressaille, et sent peser plus lourdement la nuit.
Compagnons de Titus, souvenez-vous de lui!

Qu'à l'ombre des rameaux dont sa tombe est ornée,
Votre voix familière enchante son exil !
Dites-lui la douceur de ce nouvel avril,
Et comme l'aubépine est blanche cette année !

II

Vous me suivez partout, printemps insidieux,
Et vos charmes toujours irritent mon supplice :
Vos jardins, votre ciel revivent dans mes yeux.
Sous les arbres en fleurs je revois Bérénice.
Mais ce n'est pas en vain que le dieu de l'amour,
Printemps, fougueux printemps, inéluctable ivresse,
Pour ses jeux déchirants choisit votre retour.
Sur les bords qu'une mer étrangère caresse,
Ma tendre Bérénice, apaise enfin tes pleurs!
Comme tu l'avais dit, ta vengeance m'accable.
Vois : tu peux triompher au sein de tes douleurs.
Trop rapides instants ! Ah ! que je fus coupable
D'éloigner, pour l'empire et le lustre romain,
Tandis que près de moi tu respirais encore,
L'amour qui ne reviendra plus sur mon chemin.
L'Achéron n'éteint pas le feu qui me dévore.
Peut-être mes soupirs arrivent jusqu'à toi.
Douce et mélancolique, et toujours aussi belle,
Tu sens, en m'écoutant, renaître ton émoi.
Quel penser t'accompagne en cette heure nouvelle?
Vois-tu nos jours anciens briller sur l'horizon?
A mes tristes regards offre encor ton visage,
Montre-moi ton pays, tes dieux et ta maison.
Que, pour mieux t'évoquer, j'en retienne l'image,
Et que je te possède et ne te quitte plus,
Et, si déjà la Parque a tranché ma jeunesse,
Les jours longs et fervents que je n'ai pas vécus,
Permets que dans un rêve au moins je les connaisse !

III

Sous d'étranges rayons l'eau morte a palpité.
Quelles nouvelles fleurs dans ces lieux vont éclore ?

La nuit enfin décline, il semble qu'une aurore
Éveille des enfers l'indécise clarté.

Surgissant de la brume où le matin commence,
Une ombre, depuis peu captive sur ces bords,
Hésite à s'engager dans le chemin des morts,
Elle veut me rejoindre et lentement s'avance.

Hélas! pourquoi des pleurs me cachent-ils ses yeux?
Pourquoi tant de beauté n'est-elle plus que cendre?
A-t-on vu quelquefois dans l'Erèbe descendre
Tant de grâce et d'amour et de tristesse...
O dieux!

Mon cœur bat et s'élance, à peine je respire,
Et c'est la même attente et les mêmes émois
Qu'au jour où je te vis pour la première fois,
Et le faible Titus invoque ton sourire.

Ne te détourne pas! j'embrasse tes genoux...
Écoute un seul instant ma plainte, ô Bérénice!
Que par mon repentir ta peine s'adoucisse,
Et que la paix des morts se répande sur nous!

— Je désirais en vain la nuit la plus obscure...
Le mal que tu me fis ne m'abandonne pas,
Amour, amour cruel qui survis au trépas!
Triomphe, viens rouvrir ma récente blessure!

— Si nous avons souffert, les dieux l'ont exigé.
Je fus coupable aussi... Mais sache, par clémence,
Oublier le départ, et les maux de l'absence,
Et le ressentiment de l'amour outragé!

— Il ne suffisait pas qu'au rivage d'Ostie,
J'eusse laissé Titus... Quand j'eus franchi les mers,
Que les jours furent longs, qu'ils me furent amers!
— J'ai caché dans ma gloire une lente agonie...

— Je doutais du destin, j'attendis ton retour.
Mais bientôt, renonçant aux folles espérances,
Une triste langueur éteignit mes souffrances...
Je vous cherche, ô mes sœurs qui mourûtes d'amour!

— Loin de toi, je t'aimais chaque jour davantage.
Dans la nuit sans pardon, j'emportai mon remords.
Faut-il qu'abandonné des vivants et des morts,
Le silence et l'exil demeurent mon partage?

En franchissant le seuil qu'on ne passera plus,
L'empereur a quitté la pourpre et la couronne.
Me voici pauvre et nu, le vide m'environne.
Titus n'est plus qu'une ombre, aime encore Titus!

— Si je te suis fidèle, ô Titus, si je t'aime!
Ah! je bénis la Parque, et les dieux sont témoins
Qu'au faîte des honneurs je te chérissais moins
Qu'en ces lieux où mon cœur ne trouve que toi-même.

— Le printemps va renaître, et j'espère, et je vis!
Pour nous refleuriront le myrte et l'asphodèle.
Aimons-nous et goûtons, dans la joie éternelle,
Aux seuls biens que la mort ne nous a point ravis.

— J'ai gardé ma jeunesse, à travers l'amertume,
Impatiente et prompte, ainsi qu'au premier jour
Où j'éprouvais par toi les tourments de l'amour.
Même un feu plus secret l'exalte et la consume!

— Couvre-moi de rayons, sombre étoile des nuits!
Bérénice, tends-moi tes cheveux et tes lèvres!
Penche, penche vers moi, pour apaiser mes fièvres,
Tes longs regards plus frais que l'eau noire des puits,

Et repose en mes bras ta chair ardente et lasse!...
Mais quoi!... Lorsque Vénus exauce mon désir,
Tu n'es plus, sous la main qui cherche à te saisir,
Qu'un peu d'ombre, et déjà ton visage s'efface!

***

Comme un quartier de lune à travers la forêt,
Tour à tour Bérénice échappe et reparaît.
Mais en vain son amant s'efforce de l'atteindre :
Elle s'évanouit quand Titus va l'étreindre,
Et, pleurant de désir, l'attend un peu plus loin,
Et s'efface à nouveau quand Titus la rejoint.
Ainsi, le front courbé sous les lois de la terre,
Chacun de vous vécut et mourut solitaire,
Et le même destin qui vous a déchirés
Vous tient l'un près de l'autre, et pourtant séparés.
De la fourbe Vénus le suprême artifice
A fait de votre espoir un mutuel supplice.
Poursuivez-vous, appelez-vous, pauvres amants!
La nuit seule répond à vos embrassements.
Mais que le champ des pleurs vous ouvre ses allées!
Votre fuite s'achève, ombres inconsolées,
Parmi ceux que Vénus a privés de repos.
D'un impossible amour échangez les sanglots,
Et que le myrte obscur à jamais réunisse
Dans la même douleur Titus et Bérénice!

LOUIS PIZE.

UN CONSEILLER DE BALZAC

LE L^{T}.-COLONEL PÉRIOLAS (1)

Bien des lecteurs voient sans doute ici pour la première fois le nom parfaitement obscur de Périolas. Quelques-uns se rappelleront peut-être que *Pierre Grassou* (2) lui fut dédié par Balzac « comme un témoignage de l'affectueuse estime de l'auteur. » D'autres l'auront entrevu en de rares passages de la *Correspondance* du romancier. Et cependant Balzac en faisait grand cas. Relisons attentivement ces quelques lignes d'une lettre adressée à Mme Carraud, en 1838 :

« Ce serait un des bonheurs de ma vie d'avoir M. Périollas [telle est l'orthographe de Balzac] auprès de moi ; c'est un des caractères que j'ai remarqués, estimés et il y en a très peu. Il a eu un élan, un jour, en apprenant mes malheurs, que j'ai compté comme dix ans d'amitié ; aussi, malgré la rareté de nos entrevues, avais-je le projet d'inscrire son nom... en tête de quelque scène de la vie militaire. Je lui suis redevable de quelques précieux renseignements. C'est un des rares gens à qui je reconnaisse le talent d'écrire à un très haut degré : je le prendrais volontiers pour un de mes conseils. »

Quels éloges ! Voilà, certes, un jugement bien fait pour exciter la curiosité des chercheurs. La correspondance que nous

(1) *Copyright by* Marcel Bouteron, 1922.

(2) Cf. H. de Balzac, *Œuvres complètes*, tome VII, p. 480 [Notes sur la dédicace de *Pierre Grassou*], éd. M. Bouteron et H. Longnon, ill. par Ch. Huard. Paris, L. Conard, 1913, in-8, et *Revue de France* (Commentaires), 15 juillet 1921, p. 404-411.

publions plus loin va la satisfaire en partie ; mais, pour mieux en comprendre le sens et la portée, il n'est pas inutile de lire, d'abord, ces quelques notes.

Louis-Nicolas Périolas naquit, le 23 octobre 1785, à Tournon (Ardèche), d'une famille d'ingénieurs des Travaux publics du Vivarais. Il fit ses études au célèbre collège des Oratoriens de sa ville natale, devenu École centrale sous le Directoire. Nous savons même que ce futur guerrier y remporta en l'an IX un accessit de grammaire et un prix d'histoire qu'il vint recevoir le 28 fructidor, vêtu de neuf et « les cheveux bien poudrés, en présence de la plus belle assemblée. »

Son père, inspecteur des ponts et chemins du Vivarais, devint officier du génie en l'an III, fit campagne sous l'Empire, principalement en Italie, avec le prince Eugène et, directeur des ponts sur pilotis de la Grande armée, mourut à Dantzig en 1813. Son frère cadet, Michel, fut aussi militaire, débuta dans l'armée comme vélite et « est péri, » nous dit un certificat de 1815, « dans les dernières guerres d'Espagne. »

Notre Périolas entra à dix-huit ans au service, comme lieutenant de 2e classe dans l'armée italienne. Successivement sapeur, artilleur à pied, artilleur à cheval, il parcourut l'Italie, la Dalmatie, l'Allemagne, le Tyrol, la Russie, prit part au siège de Raab, où il fut décoré et assista à dix-huit batailles, dont Caldiero, Wagram, Ostrovno, la Moskowa. Quels souvenirs ! Mis en non-activité à la chute de l'Empire, il reprend du service aux Cent-Jours, est remis en non-activité après Waterloo, puis rappelé à l'activité au 3e régiment d'artillerie à pied de Valence, comme capitaine, et en 1820 nommé capitaine instructeur d'artillerie à Saint-Cyr. C'est là que, huit ans après, Balzac le rencontra : Balzac avait vingt-neuf ans, Périolas quarante-trois.

Au physique, le capitaine était d'une taille au-dessus de la moyenne et d'une figure si impassible et si belle que ses élèves en gardèrent un ineffaçable souvenir. « Froid et réfléchi, calme et ferme, quelquefois un peu roide, quoique soumis, d'une grande instruction théorique, connaissant à fond toutes les manœuvres, parlant l'allemand et l'italien, » ainsi le notent ses inspecteurs. Ajoutons, pour compléter le portrait, que Périolas, en dehors du service, n'était pas ennemi de la plaisanterie, même la plus salée. Mais Balzac n'était-il pas semblablement

UN CONSEILLER DE BALZAC

LE L[T].-COLONEL PÉRIOLAS (1)

Bien des lecteurs voient sans doute ici pour la première fois le nom parfaitement obscur de Périolas. Quelques-uns se rappelleront peut-être que *Pierre Grassou* (2) lui fut dédié par Balzac « comme un témoignage de l'affectueuse estime de l'auteur. » D'autres l'auront entrevu en de rares passages de la *Correspondance* du romancier. Et cependant Balzac en faisait grand cas. Relisons attentivement ces quelques lignes d'une lettre adressée à M[me] Carraud, en 1838 :

« Ce serait un des bonheurs de ma vie d'avoir M. Périollas [telle est l'orthographe de Balzac] auprès de moi ; c'est un des caractères que j'ai remarqués, estimés et il y en a très peu. Il a eu un élan, un jour, en apprenant mes malheurs, que j'ai compté comme dix ans d'amitié ; aussi, malgré la rareté de nos entrevues, avais-je le projet d'inscrire son nom... en tête de quelque scène de la vie militaire. Je lui suis redevable de quelques précieux renseignements. C'est un des rares gens à qui je reconnaisse le talent d'écrire à un très haut degré : je le prendrais volontiers pour un de mes conseils. »

Quels éloges ! Voilà, certes, un jugement bien fait pour exciter la curiosité des chercheurs. La correspondance que nous

(1) *Copyright by* Marcel Bouteron, 1922.

(2) Cf. H. de Balzac, *Œuvres complètes*, tome VII, p. 480 [Notes sur la dédicace de *Pierre Grassou*], éd. M. Bouteron et H. Longnon, ill. par Ch. Huard. Paris, L. Conard, 1913, in-8, et *Revue de France* (Commentaires), 15 juillet 1921, p. 404-411.

publions plus loin va la satisfaire en partie ; mais, pour mieux en comprendre le sens et la portée, il n'est pas inutile de lire, d'abord, ces quelques notes.

Louis-Nicolas Périolas naquit, le 23 octobre 1785, à Tournon (Ardèche), d'une famille d'ingénieurs des Travaux publics du Vivarais. Il fit ses études au célèbre collège des Oratoriens de sa ville natale, devenu École centrale sous le Directoire. Nous savons même que ce futur guerrier y remporta en l'an IX un accessit de grammaire et un prix d'histoire qu'il vint recevoir le 28 fructidor, vêtu de neuf et « les cheveux bien poudrés, en présence de la plus belle assemblée. »

Son père, inspecteur des ponts et chemins du Vivarais, devint officier du génie en l'an III, fit campagne sous l'Empire, principalement en Italie, avec le prince Eugène et, directeur des ponts sur pilotis de la Grande armée, mourut à Dantzig en 1813. Son frère cadet, Michel, fut aussi militaire, débuta dans l'armée comme vélite et « est péri, » nous dit un certificat de 1815, « dans les dernières guerres d'Espagne. »

Notre Périolas entra à dix-huit ans au service, comme lieutenant de 2e classe dans l'armée italienne. Successivement sapeur, artilleur à pied, artilleur à cheval, il parcourut l'Italie, la Dalmatie, l'Allemagne, le Tyrol, la Russie, prit part au siège de Raab, où il fut décoré et assista à dix-huit batailles, dont Caldiero, Wagram, Ostrovno, la Moskowa. Quels souvenirs ! Mis en non-activité à la chute de l'Empire, il reprend du service aux Cent-Jours, est remis en non-activité après Waterloo, puis rappelé à l'activité au 3e régiment d'artillerie à pied de Valence, comme capitaine, et en 1820 nommé capitaine instructeur d'artillerie à Saint-Cyr. C'est là que, huit ans après, Balzac le rencontra : Balzac avait vingt-neuf ans, Périolas quarante-trois.

Au physique, le capitaine était d'une taille au-dessus de la moyenne et d'une figure si impassible et si belle que ses élèves en gardèrent un ineffaçable souvenir. « Froid et réfléchi, calme et ferme, quelquefois un peu roide, quoique soumis, d'une grande instruction théorique, connaissant à fond toutes les manœuvres, parlant l'allemand et l'italien, » ainsi le notent ses inspecteurs. Ajoutons, pour compléter le portrait, que Périolas, en dehors du service, n'était pas ennemi de la plaisanterie, même la plus salée. Mais Balzac n'était-il pas semblablement

rabelaisien aux heures de détente, méditatif et concentré aux heures de travail ?

Bref, en 1828, le romancier et le capitaine se rencontrèrent chez des amis communs, les Carraud, logés à Saint-Cyr où le commandant Carraud était directeur des études. Carraud était un vieux compagnon d'armes de Périolas, M[me] Carraud était amie d'enfance de Laure, la sœur chérie de Balzac et admirait le talent naissant du romancier. Dans ce petit cercle, aucune contrainte : on bavardait, on jouait au tric trac, au reversi ; on plaisantait le brave commandant Carraud, surnommé Piston, et beaucoup d'autres. On contait aussi des histoires et nul doute que bien des épisodes guerriers de la *Comédie humaine* ne soient sortis de ces petites réunions.

En juillet 1831, le commandant Carraud fut nommé inspecteur à la poudrerie d'Angoulême et des amis d'Honoré il ne resta plus à Saint-Cyr que le capitaine Périolas.

Mais Balzac avait ses projets et Périolas plus encore que les Carraud y trouvait sa place marquée. Souvenons-nous qu'en 1831, si Balzac commence à être connu du public, il enrage d'être célébré comme faiseur de nouvelles. Son ambition est plus grande. *Les Chouans*, la *Physiologie du mariage*, *la Peau de chagrin*, les articles innombrables qu'il donne à *la Caricature* (le plus souvent sous des pseudonymes), tout cela compte peu. Après les *Scènes de la vie privée*, il veut composer les *Scènes de la vie militaire* et qui sait si ce n'est pas dans les causeries de Saint-Cyr, dans ce milieu saturé de souvenirs de guerre, qu'il en a conçu le dessein, auprès de Périolas ? Nous savons en tout cas que, dès janvier 1830, il avait proposé au libraire Mame de lui faire *la Bataille de Wagram* pour 2 500 francs.

En 1831, le programme s'élargit et Balzac s'engage, le 28 août, à donner à Mame de préférence à tout autre libraire : *les Scènes de la vie militaire*, 2 vol. in-8. Mais, entre temps, il vend ce même ouvrage au libraire Boulland, puis au libraire Dieulouard et en reçoit 500 francs d'acompte. Ces dates de 1830 et 1831 nous indiquent suffisamment de quelle ancienneté fut, dans l'esprit de Balzac, le projet d'écrire cette *Bataille* et ces *Scènes de la vie militaire* qu'il n'arriva jamais à composer. Et ces dates nous prouvent aussi que ce projet coïncide

avec les années où Balzac fréquenta le monde de Saint-Cyr.

Enfin, en 1832, Balzac décide de se mettre à l'œuvre. Talonné par l'éditeur qui veut sa copie, qui a même acheté son papier, il se met au travail, sans douter d'une exécution rapide et facile. Il n'a qu'à étendre la main, à puiser dans le trésor des souvenirs de Périolas. Jusqu'ici le temps seul a manqué au romancier pour composer l'œuvre projetée, le temps, que lui mangent avidement ses besognes mercenaires dans les petits journaux. Ce temps nécessaire, il va le créer, il va, suivant sa formule, « se faire du temps » par une retraite loin de Paris, et, dès que Périolas l'aura garni de documents, il s'en ira à Saché, chez son ami M. de Margonne, mettre au jour dans le grand calme des champs l'œuvre depuis si longtemps conçue.

Quelle était exactement son ambition? Il nous l'a dit à maintes reprises et nous lisons dans l'album où il inscrivait pêle-mêle pensées, projets et comptes :

Faire un roman nommé *la Bataille*, où l'on entende à la première page gronder le canon et à la dernière le cri de victoire, et pendant la lecture duquel le lecteur croit assister à une véritable bataille comme s'il la voyait du haut d'une montagne, avec tous les accessoires, uniformes, blessés, détails. La veille de la bataille et le lendemain. Napoléon dominant tout cela. La plus poétique à faire est Wagram...

C'était précisément une des batailles de Périolas. Donc en mai 1832 Balzac annonce à son ami qu'il va « tomber à Saint-Cyr comme un aérolithe » et lui demande de « rechercher qui dans les hommes, les livres, les choses, les souvenirs, dans vos amis, etc., peut me donner les meilleures réponses à mille questions que j'ai à faire, à mille recherches sur la bataille de Wagram. — Rassemblez vos souvenirs... »

Périolas obéit ponctuellement et convoque pour la date fixée par Balzac, le 20 mai, « quatre troupiers finis échappés aux gloires de Wagram. » On attend Balzac, il ne vient pas : il est tombé de voiture. Le voilà cloué sur son lit qu'il ne quittera plus jusqu'au moment de partir pour Saché au début de juin. Il ne retrouvera plus jamais l'occasion qui s'est offerte, mais il espère que les souvenirs personnels de Périolas pourront largement compenser ceux des quatre grognards. Il se trompe et Périolas le lui déclare très nettement :

Je doute fort qu'un seul individu puisse satisfaire votre envie et

je crois que vous en apprendrez beaucoup plus en jasant avec de vieux soldats qu'en consultant les officiers.

Mais il faut lire dans son entier la belle et longue lettre de Périolas, — lettre VII, — que nous publions plus loin.

Balzac est pressé, il passe outre. Ses éditeurs qui lui ont donné des acomptes, ses amis auxquels il a tant parlé de *la Bataille*, ses ennemis qu'il faut confondre par quelque coup d'éclat, tous semblent conspirer à lui faire tenter cette folie : peindre des choses, des hommes, des sentiments qu'il ne connaît pas à fond, lui, le peintre de la réalité.

Le résultat n'était pas douteux : de juillet 1832 à janvier 1833 à Saché, à Angoulême, à Aix, il lutta désespérément, la nuit, le jour, essayant en vain, dans son exaltation, d'étreindre ce sujet qui se dérobait devant lui. Mais il ne put en saisir que des fragments et *la Bataille* ne fut pas écrite : ce fut *le Médecin de campagne* avec Genestas, Gondrin, Goguelat et la veillée dans la grange. Balzac remboursa son éditeur, et sans avouer sa défaite, en tira la leçon qui s'imposait : il se mit à collectionner patiemment tous ces menus faits innombrables et nécessaires qui lui manquaient en 1832. Jusqu'à la fin de sa vie, il rêvera de cette *Bataille*, qu'il n'a pu évoquer, que Stendhal lui fera entrevoir, mais que Tolstoï seul devait décrire. Pour cette *Bataille* il amassera cartes, plans, mémoires, visitera les champs de bataille, Dresde, Wagram et en 1845, — cinq ans avant sa mort, — il inscrira dans le *Catalogue des ouvrages que contiendra la Comédie humaine*, — parmi les titres des *vingt-deux Scènes de la vie militaire*, — *la plaine de Wagram*. De ces vingt-deux scènes nous n'en connaîtrons jamais que deux, celles qu'il publia en 1829 et 1830, avant son grand dessein : *Les Chouans* et *Une passion dans le désert*. Encore peut-on dire que la *Passion dans le désert* n'a rien d'une scène de la vie militaire et n'a été placée à côté des *Chouans* que pour en masquer la solitude.

Mais revenons à Périolas. Désormais son rôle dans la vie intellectuelle de Balzac est terminé. En juillet 1832 il est nommé chef d'escadron au 2e régiment d'artillerie à Metz, puis, avec le 12e régiment, il tiendra garnison à Bourges, où nous le trouvons en 1835, à Besançon en 1837, à Lyon en 1839. Lieutenant-colonel en 1843, il finira sa carrière avec ce grade comme

sous-directeur de l'artillerie au Havre. On verra par le ton des lettres que, malgré la rareté de leurs entrevues, les deux amis continuaient à se porter la même chaleureuse affection.

Périolas mourut en 1859 âgé de soixante-quatorze ans, à Lyon où il avait pris sa retraite en 1845. Depuis 1822, il était chevalier de Saint-Louis et depuis 1837 officier de la Légion d'honneur.

Sa fille Fanny, qui épousa plus tard M. Alexandre Rocher et vécut à La Côte-Saint-André (Isère), transmit fidèlement à ses enfants les lettres de Balzac que son père avait conservées.

Remercions les petits enfants du colonel, M. Fernand Rocher et Mme Xavier de Montclos, de nous avoir si généreusement confié ces reliques. Grâce à cette précieuse communication, nos lecteurs pourront désormais ajouter un nom à la liste des informateurs du romancier, apprendre quelques curieux détails sur le lamentable avortement de *la Bataille* et connaître le « bon et cher colonel, » pour qui Balzac avait une si chaude affection.

MARCEL BOUTERON et AUGUSTE LE SOURD.

LETTRES INÉDITES

(1832-1845)

I

Périolas à Balzac

École spéciale militaire, Saint-Cyr, 12 (?) février 1832.

Mon cher monsieur Honoré,

J'espérais vous voir vendredi chez M. Auguste (1) et vous avez manqué d'inspiration en oubliant d'y venir ; car outre le

(1) Il s'agit sans doute du peintre orientaliste Auguste Borget auquel Balzac a dédié *la Messe de l'Athée*. Né à Issoudun en 1809, Borget fut présenté à Balzac par sa compatriote Mme Carraud. Il habita quelque temps, 1, rue Cassini, en compagnie du romancier et devint l'un de ses plus chers amis. C'était Borget qui, en cas de mort de Balzac, devait détruire les lettres de Mme Hanska, contenues en une précieuse cassette. Borget mourut en 1877. Balzac habita rue Cassini de 1829 à 1838.

plaisir que vous auriez eu de voir deux personnes qui vous aiment, vous eussiez déjeuné suivant votre goût, c'est-à-dire en épicurien. Mais vous êtes insaisissable et je renonce presque à l'espoir de vous voir matériellement. Je prends donc le parti de vous écrire ce que j'aurais désiré pouvoir vous exprimer de vive voix : il s'agit de certaine préface qui doit servir d'introducteur à un pauvre diable de roman, ou, pour mieux dire, au roman d'un pauvre diable. Cette préface, mon cher monsieur, n'est pas seulement une affaire d'argent, c'est une question de pain, et je vous prie à mains jointes de revenir sur votre première résolution. Le libraire dit : point de préface, point d'impression; si vous persistez à retourner la proposition, la solution sera : point d'argent pour le traducteur et foi d'honnête canonnier, le pauvre homme a un besoin extrême des 100 francs que le libraire lui retient. Au nom de nos amis communs d'Angoulême (1), au souvenir de cet air de supplicié du pauvre M. Dupac (2), à ma prière enfin, faites donc cette préface. Que diable ! ne pouvez-vous donc la formuler sans lire l'ouvrage? Il me semble qu'un semblable tour de force est digne de vous. Au surplus, mon cher Honoré, personne ne peut vous contester le droit de faire votre corvée; un ministre viendrait pour vous en empêcher, vous pourriez lui dire que vous ne le connaissez pas, que vous n'avez d'autres inspirations à suivre que celles de votre excellent cœur et d'autres prières à écouter que celles d'un vieux canonnier qui vous veut du bien.

Mme Carraud m'a écrit que vous avez manifesté l'intention de venir à Saint-Cyr, vous seriez en vérité bien aimable de me donner cette marque d'amitié. Sans trop compter sur cette faveur colossale, je tiendrai cependant mon hameçon amorcé avec de l'excellent saucisson de Lyon, puis si le poisson mord, ma foi tant mieux, je l'accommoderai au vin de Champagne. Veuillez, mon cher monsieur Honoré, prendre en considération ma très humble et très fervente prière et agréer l'expression du bien sincère attachement de votre tout dévoué

PÉRIOLAS.

(1) Les Carraud : le 30 juillet 1831, le commandant Carraud avait été nommé inspecteur de la poudrerie d'Angoulême.

(2) Le lieutenant Dupac, traducteur d'un ouvrage allemand, dont nous ignorons le titre, était un ancien élève de Périolas, promotion 1827-1829. Depuis plus de six mois on réclamait en vain de Balzac une préface qui eût permis au pauvre lieutenant de vendre son travail à un libraire.

II

Balzac à Périolas.

Paris, 1, rue Cassini, 13 (?) février 1832.

Mon cher capitaine,

J'ai le manuscrit depuis 6 jours; mais, en conscience, je ne puis pas le lire; pour nous tirer d'affaire, j'irai probablement dimanche [19 février] à Saint-Cyr; l'on me contera en dix minutes le roman, et vous ne me laisserez pas partir sans vous donner la préface; seulement, écrivez-moi si je puis trouver une écurie pour mon cheval auquel je tiens à cause du prix de ce susdit lapin.

Tout à vous de cœur,

Balzac.

III

Périolas à Balzac.

Saint-Cyr, 14 février [1832].

L'expédient est parfaitement combiné, mon cher monsieur Honoré, décidément je vous attends sans faute dimanche 19. Je ferai en sorte que vous trouviez M. Dupac, préparé à vous insinuer avec sentiment et solennité les beautés capitales du Roman, puis vous donnerez votre bénédiction à l'œuvre et votre tâche sera accomplie, mais au nom de Dieu, ou plutôt de la légitimité (1), arrangez-vous de manière que mon programme n'ait pas le sort malencontreux de celui de l'Hôtel de Ville (2).

Soyez sans inquiétude à l'égard de votre monture : elle sera traitée confortablement.

Quant à vous, ma foi! il faut vous attendre aux privations, au malaise d'une vraie garçonnière, mais je vous procurerai un excellent journal.

Je compte sur vous et suis votre dévoué,

Périolas.

(1) Allusion aux sentiments carlistes de Balzac, qui fut en 1832 un ardent champion de la duchesse de Berry.

(2) Allusion au fameux programme promis aux insurgés par La Fayette, à l'Hôtel de Ville, le 30 juillet 1830 et que Louis-Philippe n'exécuta point. On a dit depuis : « Menteur comme un programme. »

IV

Balzac à Périolas.

Paris, 1, rue Cassini (avant le 20 mai 1832).

Mon cher capitaine,

Attendez-vous à me voir tomber chez vous comme un aérolithe, un des jours de la semaine prochaine, — et si vous avez quelque souci de la littérature et de ses progrès, ayez la bonté de rechercher qui dans les hommes, les livres, les choses, les souvenirs, dans vos amis, etc., peut me donner les meilleures réponses à mille questions que j'ai à faire, à mille recherches sur la bataille de Wagram, — rassemblez vos souvenirs et croyez à l'amitié bien sincère et dévouée de votre serviteur

HONORÉ.

V

Périolas à Balzac.

Saint-Cyr, le 21 mai [1832].

Je vous ai attendu hier toute la journée, et c'est fort mal à vous de m'avoir fait ainsi bonne bouche, puis de m'avoir laissé là sans parfaire la jouissance. Vous n'avez pas manqué seulement à votre parole, mais vous avez encore été mal avisé, et pour un homme d'esprit ceci est autrement désolant : sachez donc que vous auriez fait un excellent dîner servi par la main de la délicieuse Mme Bergeron (1).

La circonstance était on ne peut plus favorable pour prendre un avant-goût des douceurs de la survivance. De plus, vous eussiez siroté le champagne avec quatre troupiers finis échappés aux gloires de Wagram et les renseignements que vous désirez eussent tombé sur vous comme la mitraille céleste. Eh bien! voilà ce que vous avez perdu; dites-moi si les pâles sensations de votre journée de Paris ont pu approcher de celles qui vous attendaient ici? Non sans doute, aussi je vous abandonne sans

(1) Sans doute Mme Xaxier Bergeron, femme du commandant Bergeron, également affecté à l'École Saint-Cyr et compatriote de Périolas.

pitié à vos regrets et je vous le répète : vous êtes un mal avisé. Maintenant, vous pouvez venir quand vous voudrez, mais avec la meilleure volonté du monde, je ne pourrai vous donner à exploiter une mine aussi riche de sensations et de renseignements : vous ne trouverez que des atlas, des livres et mon triste verbiage. Mme Bergeron vous boude, moi je vous abomine.

Tout à vous,

PÉRIOLAS.

VI

Périolas à Balzac.

[Saint-Cyr, 5 juin 1832.]

J'ai appris avec peine, mon cher Honoré, l'accident bien fâcheux qui vous retient au lit; votre lettre (1) me fait craindre que vous n'ayez quelque blessure à la tête, ce que je déplorerais de toute mon âme; aussi, fou que vous êtes, pourquoi diable aller si vite, ou pourquoi songer à autre chose qu'à conduire gentiment la bête? Sans doute vous n'étiez pas uniquement à votre affaire et je suis persuadé que votre chute est le triste résultat de quelque imprudence. Quoi qu'il en soit, je vous plains bien sincèrement et fais, faute de pouvoir faire mieux, des vœux ardents pour votre prompt et parfait rétablissement. Souvenez-vous que vous avez à votre disposition un moyen unique de vous conformer rigoureusement aux exigences médicales : c'est celui de venir à Saint-Cyr . ce n'est en effet qu'ici où vous pourrez trouver le calme plat qui vous serait si nécessaire pour mettre votre imagination en panne. Je voudrais que vous fussiez aussi pénétré de l'efficacité de ce moyen curatif que vous êtes convaincu, j'espère, du plaisir que j'aurais à vous recevoir et à vous donner des soins. La vigilante exactitude de Chapuis (2) ne m'a point étonné ; pour nous autres, vieux soldats, une promesse est aussi sacrée qu'une consigne, et il faut à tout prix que le service se fasse. Vous pouvez en toute occasion avoir recours à lui sans craindre de lasser son obligeance. J'ai reçu

(1) Lettre perdue.

(2) Le capitaine Chapuis, capitaine d'une des compagnies de Saint-Cyr et qui, à Waterloo, commandait une compagnie de grenadiers du 85e régiment.

hier vos *Scènes de la vie privée* (1). Je vous remercie avec effusion de vous être souvenu d'un pauvre solitaire qui a besoin de charmer son ennui par des lectures attrayantes. Vos quatre volumes m'aideront à attendre plus patiemment la visite très prochaine que vous m'avez promise.

Agréez, mon cher Honoré, l'expression du sentiment pénible que j'éprouve en pensant à votre situation présente et recevez l'assurance de mon bien sincère attachement.

PÉRIOLAS.

VII

Périolas à Balzac.

[Saint-Cyr,] 10 juin [1832.]

J'aime à penser, mon cher Honoré, que l'accident malencontreux qui vous a forcé à la retraite n'a pas eu de suites fâcheuses et je vous en félicite bien cordialement. Vous m'avez parfaitement jugé, j'abhorre le plumitif et par une fatalité assez commune au reste, ma vie n'est qu'une chaîne de contrariétés, car je l'use à écrire sur des sujets qui répugnent à la tournure de mes idées. Si vous me croyez oisif, vous vous trompez grandement. Chaque journée a sa corvée plus ou moins abrutissante : mes seuls jours de fête sont ceux où vous venez me voir. Malgré mes occupations obligées, je trouverais assurément le temps de faire ce que vous désirez, mais après un examen consciencieux de mes souvenirs et surtout de mes facultés intellectuelles, j'ai reconnu en moi l'impossibilité de réaliser les élans de ma bonne volonté : vous me connaissez assez, je pense, pour être bien persuadé que ceci n'est point une méchante défaite. C'est, je vous le jure, l'expression d'une conviction profonde. Ensuite, je dois vous dire que je n'ai fait la guerre qu'avec des troupiers aussi graves que les machines qu'ils mettent en jeu et cette race d'hommes, tout à fait à part, est peu discoureuse, peu anecdotière. J'ai eu rarement l'occasion d'observer les autres armes (2) et c'est là qu'on rencontre des individualités piquantes et des mœurs qui, moulées dans

(1) *Scènes de la Vie privée*, par M. de Balzac, 2e édition, Paris, Mame et Delaunay, 1832, 4 vol. in-8.
(2) Périolas est artilleur.

un style original, pourraient en effet intéresser même un lecteur *andeolien* (1). Mais le fond et la forme d'un tel suje sont entièrement hors de ma sphère. Puis il faut que vous sachiez qu'à la guerre l'esprit est tellement préoccupé et rétréci qu'on observe peu les détails, surtout sous le point de vue qui conviendrait au romancier; on ne songe guère qu'à se faire vivre et à marcher; tout le reste est insensé ou indifférent. Aussi je doute fort qu'un seul individu puisse satisfaire votre envie et je crois que vous en apprendrez beaucoup plus en jasant avec de vieux soldats qu'en consultant des officiers. Nos campagnes fournissent de ces types que vous cherchez (2).

Ayez seulement le courage de vous mettre en quête. Tout ce que je pourrais faire pour vous, à l'égard de l'objet en question, ce serait de vous dire mon avis, car je discernerais, je crois, parfaitement, le vrai du faux, le naturel de l'exagéré; mais en conscience, je ne sais pas le premier mot de ce qu'il faudrait dire.

C'est en toute humilité, mon cher Honoré, que je vous confesse mon insuffisance, désespéré que je suis de ne pouvoir vous être bon à quelque chose. J'espère que mon incapacité romancière ne me nuira pas trop dans votre esprit; et, pour vous prouver mon dévouement, je vous promets que, si je fais une autre campagne, je vous rapporterai de riches matériaux, foi d'artilleur, j'en prends l'engagement. Ma promesse peut être assimilée, je le sais, à l'apport sur la table d'un cornichon après dîner, mais n'importe! Vous pourrez quelque jour me sommer de la tenir, car vous n'épuiserez pas cette fois la mine.

Adieu! Que le séjour des champs vous soit salutaire! Comptez toujours sur mes sentiments affectueux et, malgré mon extrême nullité, confirmez-moi votre amitié.

PÉRIOLAS.

(1) Les habitants de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche) dont la réputation d'intelligence va de pair, dit-on, avec celle des bourgeois de Falaise.

(2) Souvenons-nous du pontonnier Gondrin et de *l'Histoire de Napoléon racontée dans une grange*, par le fantassin Goguelat, dans *le Médecin de campagne*.

VIII

Périolas à Balzac.

Saint-Cyr, le 12 juillet [1832].

Mon cher Honoré,

J'ai fait à pied, à pied, dis-je, le voyage du Palais-Royal (1) à la rue Cassini, et jugez de mon désappointement lorsqu'en arrivant chez vous, haletant, j'ai su que vous n'étiez pas de retour (2); le gracieux accueil de madame votre mère (3) n'a pu vaincre ma préoccupation, ni même comprimer le sentiment de dépit qui absorbait toutes mes facultés; aussi ai-je dû lui paraître au moins fort singulier. Vous m'aviez pourtant bien assuré que vous seriez dans les régions de l'Observatoire vers les premiers jours de juillet. Mais j'oubliais que vous êtes poète, ou conteur par inclination et par état : cette réflexion, qui me vient un peu tard, est votre meilleure excuse. J'allais chez vous d'abord pour vous voir, ensuite pour vous faire part de mon changement de grade et de destination (4), circonstance qui m'oblige à rétablir à la bibliothèque de l'École *l'Atlas* et *le Guide du pontonnier* que je vous ai prêtés. Je vous prie donc de me renvoyer le plus prochainement que vous pourrez ces deux ouvrages (5). Il est cependant possible que je

(1) C'était auprès du Palais-Royal que débarquaient des voitures les voyageurs de Saint-Cyr et de Versailles. Les *Gondoles parisiennes*, de vingt minutes en vingt minutes, les *Espérances* d'heure en heure les *Accélérées* de demi-heure en demi-heure faisaient le trajet de la Place d'Armes de Versailles à la rue de Rivoli, de six heures et demie du matin à neuf heures du soir.

(2) Au lieu de rentrer à Paris, Balzac était parti pour Angoulême où l'appelaient ses amis Carraud.

(3) Pendant l'absence de son fils, Mme de Balzac mère était installée rue Cassini, recevant le courrier, les épreuves, soignant le ménage, faisant les courses, soldant les créanciers, avec un dévouement que Balzac n'oublia jamais.

(4) Nommé le 2 juillet 1832 chef d'escadron au 2e régiment d'artillerie à Metz.

(5) Balzac, qui les avait emportés en voyage, les expédia à sa mère, le 22 août 1832, en quittant Angoulême. Mme de Balzac mère les fit remettre à Saint-Cyr, de la part de Périolas, le 20 septembre, au bibliothécaire Alexis de Villemejane. Ils sont toujours à la bibliothèque de l'École et nous avons pu, en mars 1914, feuilleter le *Guide du pontonnier*, par A.-F. Drieu, Paris, 1820, in-8, qui fut prêté à Balzac. La simple lecture du sous-titre de l'ouvrage : *Mémoire sur les ponts militaires, contenant les passages de rivières les plus remarquables* permet, à elle seule, de supposer quel parti Balzac eût tiré de ce *Guide* pour le chapitre de l'Ile Lobau dans sa *Bataille*.

ne quitte Saint-Cyr qu'en septembre; une demande a été faite à cet effet. Mais comme il est fort douteux qu'on m'accorde ce délai, je me mets en mesure de pouvoir partir dans la fin du mois pour Metz, où je vais reprendre le métier de troupier qui, soit dit entre nous, ne me sourit pas d'une manière très gracieuse. Mais enfin il faut aller jusqu'au bout et suivre sa destinée. Je sais que vous vous portez bien et je vous en félicite. J'espère que vos inspirations de Touraine seront aussi fraiches, aussi gracieuses que par le passé, et, s'il en est ainsi, je ne vous en voudrai pas trop d'avoir prolongé votre séjour dans ce beau pays, bien qu'il en soit résulté pour moi la cruelle corvée de faire à pied, à pied dis-je, le voyage du Palais-Royal à la rue Cassini.

Recevez, mon cher Honoré, l'assurance de mes sentiments bien affectueux.

PÉRIOLAS.

IX

Balzac à Périolas.

Frapesle (1), près Issoudun, 5 août 1835.

Mon cher commandant,

Voulez-vous avoir la complaisance de me faire retenir la première place dans la diligence qui partira dimanche matin de Bourges (2) ? Vous acquerrez des droits à la reconnaissance de votre vieux ami Honoré de Balzac qui viendra vous donner une poignée de main, accompagné sans doute de M[me] Carraud. Je vous remercie d'avance et je vous envoie mille gracieusetés.

A bientôt.

HONORÉ DE B.

Rose (3) me presse, je n'ai que le temps de vous écrire la chose, embarbouillé que je suis dans les langes du sommeil.

(1) Frapesle, maison de campagne des Carraud.

(2) Pour rentrer à Paris. En 1835, Périolas tenait garnison à Bourges.

(3) Rose, la fameuse cuisinière de Balzac : la grande Nanon, d'*Eugénie Grandet*; lui doit plus d'un trait.

X

Balzac à Périolas.

Aux Jardies (1), à Sèvres [juin 1839].

Cher commandant,

M. Carraud m'a appris que vous étiez pour le moment caserné à Lyon avec l'alternative de faire feu quelque matin sur les républicains (2), ce qui vous amusera beaucoup moins que de tirer sur les Kaiserlick. Que Dieu vous garde! J'ai pensé que vous deviez vous ennuyer passablement dans cette grande scélérate de ville où il y a peu de poésie et beaucoup de mercantilisme, et j'ai pensé à vous voler un peu de temps en vous donnant une petite commission. Vous aura-t-on dit que j'ai renoncé à Paris du moment où je me suis aperçu que je serais plus près du Palais-Royal à Sèvres qu'à la rue Cassini ou à la rue des Batailles (3), forcé que je suis d'habiter un faubourg pour avoir la paix (4) nécessaire à mon état de noircisseur de papier, et que ce fait est arrivé par la vertu du chemin de fer (rive droite) (5).

Et j'ai fait bâtir une maisonnette, deux maisonnettes, trois maisonnettes et bientôt un village, dans la vallée de Sèvres, à Ville-d'Avray, au lieu dit les Jardies (6) et de manière à me trouver sur le débarcadère même de ce chemin de fer. En sorte que d'une allée de mon jardin je monte en vaggon (*sic*) Commandant, j'ai planté là ma tente pour une dizaine d'années, temps nécessaire à l'achèvement d'une bâtisse littéraire bien autrement longue, coûteuse et chanceuse (7). Vous devez en voir de temps en temps quelque fragment, si vous

(1) Balzac y séjourna de juillet 1838 à l'automne de 1840.

(2) Périolas tint garnison à Lyon de 1839 à 1842. On craignait en juin 1839 que le procès de Barbès et des insurgés du 12 mai n'eût sa répercussion en province et surtout à Lyon.

(3) Où il habita, de 1835 à 1838, au n° 13, sous le nom de Mme Vve Durand, sans abandonner légalement la rue Cassini. Le salon de la rue des Batailles a été décrit dans *la Fille aux yeux d'or*. Aujourd'hui la rue des Batailles n'existe plus. Elle a été remplacée par la partie de l'Avenue d'Iéna située entre la place d'Iéna et les jardins du Trocadéro.

(4) Surtout pour fuir ses créanciers et la garde nationale.

(5) Inauguré officiellement le 2 août 1839.

(6) Balzac a décrit sa maison des Jardies dans les *Mémoires de deux jeunes mariées :* c'est le châlet de Louise de Chaulieu. Gambetta le démolit.

(7) *La Comédie humaine.*

avez du loisir pour ces sortes de choses. J'ai donc réuni là toutes les aises de la vie. J'ai même une maison louée à une famille (1) qui me permet de n'être pas seul quand je suis trop fatigué de veilles, et de travaux. J'ai de vastes écuries, des remises, etc., et j'ai aussi, enfin, une cave à moi, mais une cave vide et ne sais où est votre cousin ou neveu Robin (2). Mais vous êtes près de l'Hermitage (3), vous êtes à deux doigts de Tournon; ainsi, si ce n'est pas trop présumer de votre vieille amitié pour un pauvre écrivain public, je vous demanderai de me faire envoyer une pièce de vin rouge et une de blanc, *à M. de Balzac, à Sèvres, rue de Ville-d'Avray, aux Jardies.* Il n'y a ni entrées, ni rien à payer; nous n'avons pas d'octroi. Faites les prix pour moi, en pensant que je suis devenu plus gueux qu'en aucun temps, car, hélas ! commandant, cette maison ou ces maisons ont fait la boule de neige et ont augmenté ma dette qu'un jour ou l'autre le succès doit payer. Ma vie est toujours celle de l'armée d'Italie, moins Napoléon. Je me bats, je verse des flots d'encre, je passe les nuits, je mange un pain trempé de cervelle et n'aperçois point de Léoben, ni de triomphe matériel. La contrefaçon belge m'a enlevé déjà douze cent mille francs. La librairie se meurt et je ne peux vivre qu'avec les journaux qui me font le traitement d'un maréchal de France (4), ce qui ne suffit pas à éteindre l'arriéré. Voilà ma situation, dear commandant, et il faut toujours écrire, être toujours neuf, jeune, ingénieux, et achever mon histoire de la société moderne en action. Je puis vous dire ces choses à vous qui êtes une vieille connaissance et qui m'aimez un peu, malgré l'isolement, les séparations et nos traverses car nous sommes deux vieux lutteurs et nous sommes liés par une estime réciproque. Je vous dois plus d'un détail, je suis votre débiteur de plus d'une manière; aussi ne croyé-je pas nécessaire de vous demander la permission de vous dédier quelqu'une de mes histoires. J'éprouverai bien du

(1) La famille Guidoboni Visconti. *Béatrix* est dédié à « Sarah : » Mme Guidoboni Visconti, née Sarah Lowell. Mme Hanska en était fort jalouse.

(2) Michel Robin, négociant à Lyon.

(3) Balzac goûtait fort le crû de l'Hermitage : Genestas le buvait de préférence au thé que lui offrait le *Médecin de campagne*.

(4) Balzac fit paraître la plupart de ses romans dans des revues ou des journaux (notamment, en 1839, *le Curé de village* dans *la Presse*), avant de les publier en volumes et se faisait en effet payer très cher. En 1839, le traitement d'un maréchal était de 30 000 francs.

plaisir à inscrire votre nom sur une des pierres de ce que je voudrais voir devenir un monument (1). Voilà que je vous ai beaucoup parlé de moi, mais j'imagine que vous comprendrez qu'en retour vous ne me parlerez que de vous dans la réponse; autrement, j'aurais eu tort. Mme Caraud, dans sa visite (2), m'a dit que vous viendriez achever de ronger vos rations à Versailles et j'ai bondi de joie. Est-ce vrai? Vous seriez dans un faubourg de Paris.

Adieu, cher commandant, prenez là une bonne et amicale poignée de main de

Votre dévoué serviteur
DE BALZAC.

XI

Périolas à Balzac.

Lyon, ce 30 juillet [1839].

Je rends grâce à l'horreur que vous avez du vide, mon cher Honoré, puisque ce sentiment répulsif, si naturel, m'a valu une marque de votre bon souvenir. Selon votre désir, vous aurez de quoi meubler votre cave: deux tonneaux d'Ermitage vous arriveront, j'espère, bien conditionnés; le rouge est de 1836, vous le paierez 180 francs, le blanc est de 1835 et il vous coûtera 100 francs, le demi-tonneau. Bien entendu que les frais de transport sont à ajouter et à votre charge. Ce sont là les meilleures conditions que j'aie pu obtenir et la cave amie où je puise n'a en ce moment rien de plus distingué à vous offrir, toutes les récoltes antérieures sont écoulées.

Vous semblez me plaindre de tenir garnison à Lyon. Mais je vous assure qu'on n'y est point si mal. La *place* est peu poétique à la vérité, et qu'importe? Alors on fait autre chose que de la poésie, même quand on est poète et à plus forte raison lorsque, comme moi, on ne l'est pas du tout. Au total, la vie s'écoule ici comme ailleurs, c'est-à-dire beaucoup trop vite. Quant à la république, il n'en est pas du tout question (3); elle

(1) En 1844, Balzac lui dédia *Pierre Grassou*.

(2) En décembre 1838. Balzac écrit aussi inexactement le nom de Mme Carraud que celui de Périolas.

(3) Périolas pense sans doute à l'émeute de novembre 1831, qui fut non une émeute politique, mais une émeute de misère.

pousse la navette et le pain moisit sur la planche; ce qui prouve que l'Amérique se prélasse dans la soie et que la patrie est fameusement gouvernée. Au surplus, on n'a rien à gagner ici à jouer avec l'émeute, on la laisse dormir et on fait bien.

Je comprends parfaitement tout le dommage que vous cause la contrefaçon. Mais elle débite à bon marché les idées, et, à vous dire vrai, je ne lui en veux pas tout à fait autant que vous. A côté de la question d'intérêt posé, il en est une de progrès qui mérite d'être bien étudiée. Et ce qui me tient en défiance, c'est que, parmi ceux qui soutiennent le plus chaleureusement vos intérêts, il y a des amateurs d'obscurantisme et de despotisme qui s'inquiètent fort peu de vous, ainsi que de vos confrères, et qui, sans aucun doute, ont un tout autre but que celui que vous voudriez atteindre. Au reste, vous êtes, ce me semble, à même condition que les grands écrivains du XVIII[e] siècle, sous le rapport des garanties de propriété ; bien plus heureux qu'eux, vous vivez comme des pachas à trois queues; et que diable voulez-vous donc de plus ?

Ma foi ! vous ferez de moi ce qui vous plaira, mais, quelque haute idée que j'aie de votre verve, je ne vois pas trop à quoi je puis vous être bon, car je n'ai jamais été qu'un bon homme fort obscur. N'importe, à votre aise, mon cher Honoré, je suis corps et âme à mes amis; bien entendu quand ils ont du cœur et de l'esprit, car quant à ceux qui n'en ont que peu ou point, loin de me livrer à discrétion, je me garde *jalousement*.

Depuis que vous êtes en Seine-et-Oise je ne suis point allé dans ces parages. Autrement, je serais certainement allé sonner à votre chartreuse. Je dis chartreuse parce que la disposition de ces maisons non mitoyennes est un perfectionnement des cloîtres chartreux, et ensuite parce qu'on m'a conté que vous dilatiez volontiers votre abdomen dans un costume approchant la robe de saint Bruno (1). Enfin, chartreuse ou pagode, je vous aurais donc visité, non par un sentiment de curiosité ou de simple courtoisie, mais par bonne amitié; et je le ferai quand j'irai vers le nord. Je ne pense pas que ce soit cette année. Mais si vous allez en Berri (2) vers l'automne, mandez-le moi et peut-être pourrai-je quitter mes canons, aller vous joindre et

(1) Le fameux froc blanc de Balzac, caricaturé par Benjamin Roubaud, entre autres.

(2) Chez les Carraud.

passer quelques jours avec vous. Dans tous les cas, santé et contentement, mon cher Honoré, que tous les dieux d'Épicure vous assistent, chacun en ce qui lui appartient.

Soyez heureux sans soucis d'aucune sorte et souvenez-vous parfois de votre tout dévoué,

Le capitaine Périolas.

XII

Balzac à Périolas.

[Saint-] Pétersbourg (1) [octobre (?) 1843].

Mon cher Colonel,

J'expédie par les bateaux à vapeur une malle contenant mes effets et l'adresse à M. Albrecht, *Douane restante*. Comme les autorités (2) sont bien entr'elles, auriez-vous l'amitié de me concilier celle du directeur des Douanes? D'ici je vais à Berlin voir les Prussiens, puis à Dresde étudier le champ de bataille et le défilé de Culm où Vandamme, etc. Je reviens par le Rhin et la Belgique, en sorte que je ne viendrai pas chercher cette malle et vous faire une petite visite avant le 10 novembre; mais j'y viendrai, en sorte que je vous dirai encore mieux mes amitiés que par écrit, car on est bien bête en voyage, et vous savez qu'une dame prétendait qu'elle ne pouvait pas mettre l'orthographe avec des plumes d'auberge; néanmoins, comme il n'y a pas d'orthographe pour le cœur, permettez-moi de me dire ici l'un de vos vieux et plus attachés amis

Honoré de Bc.

Ma malle ne doit être ouverte qu'à mon arrivée, et si j'éveille votre sollicitude, et vous dérange d'au milieu de vos canons, c'est qu'il est reconnu que les poètes remplacent difficilement leurs effets. Au 10 novembre au plus tôt, vous me verrez frappant à votre porte et vous donnant des nouvelles de tous ceux qu'on a enterrés à Dresde.

(1) Où Balzac séjourna auprès de Mme Hanska de juillet à octobre 1843.

(2) Périolas était sous-directeur de l'artillerie au Havre et non directeur comme l'écrivait Balzac.

XIII

Périolas à Balzac.

Au Havre, le 28 novembre 1845.

Mon cher Honoré,

Pour répondre à votre question, la douane demande par quel navire vos colis (1) ont été débarqués au Havre et approximativement l'époque de leur arrivée. Sans ces renseignements, il y aurait à compulser d'énormes registres; ce dont MM. les employés ne se soucient pas du tout, attendu qu'ils sont accablés de besogne. Envoyez-moi donc ces informations et je coulerai à fond votre affaire.

Quant à l'entrevue demandée par M. Guillot, armateur, elle n'avait nullement pour objet de vous entretenir de vos colis, non du tout. Il s'agit, parbleu, de bien autre chose! Ce digne armateur, de concours avec ses associés, désire votre assentiment pour promener votre célébrité sur l'Océan, c'est-à-dire pour donner votre nom à un beau navire (2), en ce moment en construction. Cette proposition flatteuse, vous ne pouvez la dédaigner et il me semble qu'elle vaut une de ces lettres de touche gracieuse et incisive que vous savez si bien faire quand vous le voulez. Si tel est votre sentiment, envoyez-moi la missive et je la remettrai à cet excellent M. Guillot que j'aime de tout mon cœur, puisqu'il fait de vous grande estime.

Vous avez beaucoup voyagé, je vous en félicite, car le voyage ne vieillit point, témoin le Juif errant.

Moi, depuis vous, j'ai fait force pattes de mouche, ou, si vous voulez, de la prose sans le savoir et surtout sans le vouloir. Ce supplice m'a été légué par ce bon gros directeur (3) obligeant qui vous a piloté en Douane.

Il plante ses fraisiers depuis un an et à sa place je coule la phrase, ce qui ne m'amuse ni ne m'intéresse nullement. Mais,

(1) Des achats faits au cours d'un voyage en Hollande en compagnie de Mme Hanska. Ce voyage, qui est de 1845, ne doit pas être confondu avec celui dont il est question dans la lettre précédente.

(2) Et Balzac écrivait à Mme Hanska : « ... Votre serviteur va être sculpté à la proue d'un navire et montrera sa grosse face à toutes les nations; qu'en dites-vous? » Nous n'avons pu retrouver trace du navire *Le Balzac*.

(3) Le colonel Hortet.

encore quarante jours, et ma chaîne sera usée et brisée (1). Hâtez-vous donc, mon cher Honoré, si vous pensez que mon dévoûment puisse vous être de quelque utilité au Havre.

J'irai vous voir en passant à Paris, en attendant que je vous serre la main bien affectueusement.

Tout à vous de cœur,

PÉRIOLAS.

XIV

Balzac à Périolas.

Passy (2), 3 décembre [1845].

Mon cher, mon bon colonel,

Voici la lettre que vous m'avez demandée pour M. Guillot (3); et j'irai, soyez en sûr, au Havre le remercier, mais surtout vous voir, avant mon départ pour l'Italie qui aura lieu vers les ides de mars prochain (4).

J'ai reçu des nouvelles de Hollande, le nom du vaisseau est *Koophandel* et *Zuvaurt*, capitaine *Timmer* (5).

Je ne sais pas si je n'aimerais pas mieux aller au Havre chercher mes colis que de les laisser transporter du Havre à Paris, les frais sont énormes. Si c'est possible, j'irai avec mon argent les payer et les remporter. On m'a fait dernièrement d'énormes frais au Havre et pour la même somme, j'aime mieux aller passer un jour ou deux avec vous, car vous savez que je vous aime et je vous le dis sans phrases, car il est affreusement occupé,

Votre ami,

HONORÉ.

Mettez vous-même une enveloppe à la lettre de M. Guillot et remettez-la lui. A bientôt, j'espère et je le veux.

(1) Périolas fut mis à la retraite par ordonnance du 6 décembre 1845, avec une pension de 2400 francs.

(2) 19, rue Basse, actuellement, 47, rue Raynouard. C'est là que se trouve le Musée Balzac. Le romancier y vécut de 1840 à 1848, avant de s'installer rue Fortunée (aujourd'hui 22, rue de Balzac).

(3) Cette lettre n'a pas été retrouvée.

(4) Balzac partit en avril 1846.

(5) Nous avons transcrit exactement l'orthographe de Balzac. Il faut certainement lire *Koophandel en Zeevaart*, ce qui signifie : *Commerce et Navigation*.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UNE NOUVELLE " VIE DE JÉSUS "[1]

Il y avait naguère un jeune écrivain italien, redoutable et un peu cynique, fameux par ses boutades, par la cruauté de ses sarcasmes, et par l'âpreté agressive de ses convictions nihilistes. Il ne respectait rien ni personne. Ne proclamait-il pas les bienfaits de la guerre et l'utilité des massacres? Sur quoi, un journal catholique dénonçait ce « petit Néron » et ce « dangereux histrion, » et réclamait pour lui les rigueurs de la censure, comme l'Ancien Régime mettait Voltaire à la Bastille. Mais voici que, brusquement, tout change : Giovanni Papini fait une volte-face éclatante. L'athée, l'iconoclaste est touché par la Grâce. Il rentre dans le sein de l'Église, et nous en donne pour gage une *Vie de Jésus-Christ* qui est le plus populaire des livres de l'année ; les éditions s'enlèvent par vingt mille exemplaires. Et la *Civiltà Cattolica* salue comme un signe des temps le retour de la brebis perdue qui, d'un objet de scandale, devient publiquement un objet d'édification.

Il n'y a pas de roman plus dramatique qu'une conversion, mais il faut savoir ce qu'était en Italie, depuis vingt ans, le sacrilège auteur des *Mémoires de Dieu*, pour se figurer l'émotion et la curiosité qu'a pu y susciter l'apparition de la *Vie du Christ*. A la vérité, le mystère s'explique sans trop de peine. M. Papini était de ces passionnés que guette la croyance. Il appartenait à l'espèce des chrétiens qui s'ignorent.

(1) Giovanni Papini : *Vita di Cristo*, 1 vol. in-16 de XXIX-638 pages, Florence, Vallecchi, édit. 1921. Cf. Maurice Vaussard, *L'intelligence catholique dans l'Italie du XX*e *siècle*, préface de Georges Goyau, 1 vol. in-16, Paris, V. Lecoffre, 1921.

On pouvait s'en douter à sa façon de malmener les maîtres de la pensée moderne : quel carnage d'idoles dans son *Crépuscule des philosophes !* Un autre trait significatif, c'était le sens très vif de sa petite patrie. Après un immense circuit, qui lui avait fait faire le tour de toutes les idées, le jeune amoraliste, aux environs de la trentaine, en était arrivé à reconnaître une vérité : le fait d'appartenir à un petit groupe humain, et particulièrement à la famille toscane. Le paysage toscan a fait son éducation. C'est de cette nature un peu sèche, un peu nue, de cette terre pudique, sans luxe, où l'on sent l'os, c'est de ce paysage maigre, aigu, aux arêtes vives, que M. Papini tient le style, ce dire « brillant et affilé, » à faire honte aux « parfumeurs » de toutes les littératures. Mais ce ne sont pas seulement des leçons de goût que M. Papini retrouvait dans sa tradition. Beaucoup d'autres trésors latents, toute une vieille expérience religieuse, un tissu de disciplines antiques, se révélaient à lui en même temps que l'amour du pur parler natal.

Tout cela était déjà visible dès 1912, dans cette confession de la trentième année, dans ce roman d'autobiographie mentale, intitulé *Un homme fini*, qui demeure le maître-livre de M. Papini. L'auteur de ce guide de l'athée est encore bien loin de la foi. Mais, à travers toutes les étapes parcourues par cet esprit inquiet, il y a des caractères qu'on retrouve encore aujourd'hui dans le nouveau converti et dans l'auteur de la *Vie du Christ*. Il y a d'abord chez cet analyste et chez ce destructeur, chez ce maniaque intellectuel et ce don Juan cérébral, qui dévore les systèmes les uns après les autres, une soif tragique de certitude, une âme « altérée comme le désert. » Il y a un sentiment profond de la misère humaine et de l' « indestructible malheur » de notre espèce ; il y a le dégoût de la vie, et en même temps désir ardent de « faire quelque chose pour les hommes, » et ce qu'un chrétien appellerait l'angoisse du salut. Il y a jusqu'à des formules, jusqu'à des programmes caractéristiques qui seront encore textuellement ceux de l'écrivain devenu apôtre : l'humanité est actuellement quelque chose de mixte, d'indécis, d'intermédiaire entre Caliban et Ariel, entre la bête et l'homme. Il s'agit de commencer une nouvelle époque, d'entamer « un dernier volume de l'histoire du monde, » d'achever la transformation de cet être hybride et absurde. Il s'agit de l'arracher bon gré mal gré à la matière, d'en faire une créature « plus pure, plus parfaite, plus angélique, plus divine. » Et cette révolution ne peut être qu'intérieure : « Renouveler les âmes, c'est renouveler le monde. » Et

l'auteur effrayé de la tâche, accablé quelquefois de sa propre misère, écrivait cette plainte admirable : « O mon idéal, mon indescriptible idéal, suis-je tel que sans rougir je puisse m'approcher de la mort? »

Quelle fut la raison fortuite, l'occasion ou l'accident qui a conduit M. Papini, après tant d'autres, au pied de la croix? Je l'ignore, et il est indifférent de le savoir. Tout le chemin était fait; il ne restait plus qu'à se mettre à genoux. M. Papini est bien encore, dans la *Vie du Christ*, le même que nous avions connu dans *Un homme fini*. Il y a des convertis qui renient leur passé, qui en répudient toutes les idées, qui ne se croient jamais assez délivrés, dépouillés du vieil homme; il y en a d'autres qui l'incorporent à leur conversion, et qui font de leur foi nouvelle une suite logique de leur système. M. Papini appartient à une troisième espèce. Il s'est jeté dans le catholicisme avec toute la fougue de son tempérament. Il est toujours le révolté « qui n'accepte pas le monde, » l'intrépide, le violent, l'homme d'opposition, le chercheur d'absolu, l'incorrigible misanthrope « sentimental et injurieux, » dont l'amour prend naturellement la forme de la colère, et qui, devenu chrétien, pour éveiller ses frères, leur assène avec roideur les « coups de la vérité. »

On s'explique qu'une *Vie du Christ* écrite dans cet esprit devait exciter un vif mouvement de curiosité. Chaque siècle, nous dit l'auteur, refait son Évangile; il lui faut une version neuve de l'éternelle « Bonne nouvelle. » Chaque époque a le droit de s'assimiler le Christ, et de s'en composer une image appropriée à ses besoins.

Il va sans dire que le Christ de M. Papini ne ressemble guère au Christ des manuels de piété, ni à celui de l'exégèse et de la critique allemande. La littérature de sacristie passe, dans sa préface, un aussi mauvais quart d'heure que la morgue officielle des universitaires. L'auteur fait de l'une et de l'autre la critique la plus piquante : au fond, il leur reproche à toutes les deux d'être illisibles. Le style fade et sirupeux des écrivains dévots, comme le style abstrait et métaphysique de la « science, » sont également insupportables. La première qualité d'un livre, c'est de se faire lire, et par conséquent, d'être *écrit* : l'immense supériorité de la *Vie de Jésus* de Renan, ce ne sont pas ses théories, c'est d'être une œuvre littéraire. L'artiste ne perd pas ses droits chez M. Papini, et l'apôtre s'en trouve bien. Tout le monde ne va pas à l'église, mais on s'arrête volontiers à l'étalage du libraire. C'est pour ceux-là que l'auteur écrit, et il peut se flatter d'avoir atteint son but.

Ainsi le goût, l'instinct de l'artiste auront été, une fois de plus, la règle la plus sûre. M. Papini nous prévient qu'il n'a pas voulu faire une œuvre scientifique. Il écrivait à la campagne, dans un village de l'Apennin, n'ayant sous la main que les Évangiles, le recueil des *agrapha* et des *logia*, et une dizaine d'ouvrages modernes. Il avait bien vu, en effet, que dans un tel sujet la science mène à une impasse. Une vie de Jésus est une entreprise chimérique. Les textes évangéliques ne constituent pas une histoire ; ils forment un recueil d'exemples et d'enseignements, un résumé de traits d'où résulte une idée de la personne et de la doctrine de Jésus, mais d'après lesquels il est impossible d'écrire une biographie. Les difficultés infinies de la concordance des Synoptiques suffiraient à nous avertir : on ne peut établir d'une manière positive aucune chronologie de la vie de Jésus. Il y a en outre pour l'historien (et pour l'historien catholique beaucoup plus que pour tout autre) des problèmes insolubles dans la donnée même du sujet. L'union des deux natures dans la personne du Christ, les rapports de l'humain et du divin, ouvrent des perspectives qui sont de l'ordre du mystère ; la théologie les formule, mais sans les expliquer. Quelle idée Jésus s'est-il faite de sa mission divine et de ses rapports avec son Père? En a-t-il eu une révélation progressive ou une connaissance immédiatement parfaite? Ces énigmes de la psychologie de Jésus peuvent sans doute se réduire, pour le critique rationaliste, à une série d'explications ou d'hypothèses naturelles; c'est un cas que l'on peut étudier comme celui des visions de Mahomet ou du démon de Socrate. Mais l'écrivain croyant n'ose s'aventurer qu'en tremblant dans ce domaine interdit. La divinité de Jésus est un fait qui échappe à l'analyse, à la loi ordinaire du développement et de la croissance des choses, et par conséquent à l'histoire.

Pour toutes ces raisons, le procédé de l'artiste et du poète était le seul praticable. L'auteur ne s'est même pas astreint à suivre dans le détail l'ordre des Évangiles : il se borne à en reproduire le mouvement d'ensemble, de la naissance à la Passion, groupant dans l'intervalle, avec un art caché, les différents chapitres : la doctrine de Jésus, les Béatitudes, le *Pater;* ensuite les miracles, les paraboles ; puis, l'entourage de Jésus, les disciples, les enfants, les femmes. Dans tout cela, il n'a cherché nullement à faire étalage d'une vaine science, ni même de ce qu'on appelle le pittoresque et la couleur ; au lieu d'éloigner l'Évangile, de le situer exactement dans le temps et l'espace, il le rapproche de nous, il le replace dans une

atmosphère qui est celle où nous respirons. La divine églogue cesse d'être une chose du passé, arrivée une fois pour toutes et à jamais irrévocable; elle demeure actuelle, vivante, comme une possibilité permanente, un miracle qui peut se reproduire aujourd'hui.

Pour l'homme d'imagination, tout est neuf et présent. Toute étoile qui palpite et brille au ciel nocturne, peut vous enseigner la maison où vient de naître un fils de Dieu; toute étable a une crèche qui peut devenir berceau, quand elle se remplit de foin léger et de paille luisante; une montagne nue, qui s'enflamme des lueurs de l'aurore au-dessus des brumes de la vallée, peut toujours être le Thabor ou le Sinaï... L'âne qui porte sur son bât la laitière qui vient de traire, est celui que montait le prophète se rendant vers les tentes du peuple d'Israël, ou celui qui descendait de Béthanie à Jérusalem pour la fête de la Pâque. Le pigeon qui roucoule au bord du toit de tuiles, est la colombe de l'Arche, ou le Saint-Esprit qui plana sur les eaux du Jourdain. Tout, aux yeux du poète, est éternellement pareil, égal, omniprésent; toute histoire est une histoire sainte.

Cette magnifique déclaration vaut mieux sans doute qu'une promesse de fallacieuse érudition. En effet, M. Papini n'a pas fait une œuvre savante; il a fait mieux: une œuvre qui vit. Son livre se compose d'une suite de tableaux, d'une série de fresques rappelant d'assez près celles des peintres primitifs, ou mieux encore les grandes toiles décoratives de l'école vénitienne, de Tintoret, de Véronèse ou de Bonifazio : depuis la Nativité jusqu'à l'Adoration des Mages, de la fuite en Égypte jusqu'à la scène de Jésus au milieu des docteurs, du baptême du Christ aux Noces de Cana, nous reconnaissons tous les sujets favoris des vieux maîtres, ceux des retables et des églises, des chapelles et des musées, et tout ce qui compose la matière éternelle de l'art chrétien. Peut-être se plaindra-t-on d'abord de cette extrême abondance, surtout dans la première partie; on regrette la céleste simplicité de l'Évangile. Et cependant, il faut reconnaître que M. Papini a plutôt abrégé que développé sa matière; à peine esquisse-t-il çà et là une silhouette de la Vierge; et peut-être se réserve-t-il de lui consacrer quelque jour un second poème semblable à la *Vie de Jésus*, où il rêve de dire sur la plus pure des femmes « ce que personne n'a jamais dit d'aucune autre. »

Ou plutôt, cette *Vie du Christ* fait penser à une série de « méditations » sur l'Évangile, analogues à celles de Bossuet ou à celles qui sont attribuées à saint Bonaventure. Sans nulle recherche d'exotisme, de costume ou de pittoresque, il nous propose à tout moment de courts poèmes, des élévations, des rêveries qui nous aident à mieux

comprendre. Le passage suivant, sur le Sacrement de la Cène, me paraît un très bon exemple de sa manière.

Il est doux au cœur de l'ami, de partager avec ses amis le pain fils de la terre, ce pain, d'abord brin d'herbe éclairé par les lys, pour devenir épi mûr, élevé sur sa hampe, et un peu courbé sur sa tige par le poids de son fuseau blond. Dans ce morceau de pain, que de travaux, d'anxiétés, de peines! etc...

Et c'est, en une page, tout une *Géorgique*, un tableau du labour, des semailles, de la moisson, de toutes les opérations qui font le prix auguste de notre pain quotidien. On voit ce qu'il y a de personnel dans cette interprétation, et le genre d'intérêt qu'ajoutent au vieux sujet l'imagination et le talent de l'auteur. A vrai dire, c'est là ce que nous y cherchons, plus que toute autre chose : ce n'est pas du nouveau sur la doctrine de Jésus, mais c'est de savoir quelle émotion un de nos contemporains a pu recevoir de cette histoire, comment il l'a vécue, et ce qu'il y retrouve de ses propres passions. Or, je l'ai dit, M. Papini, en devenant chrétien, n'a rien perdu de sa virulence et de son génie combatif : il est toujours le colérique que dégoûtent la platitude et le pharisaïsme; sous les noms des scribes et des docteurs, des publicains et des marchands, il flagelle les mêmes vices qu'il a poursuivis depuis vingt ans. Il est celui qui « n'accepte pas », qui souffre de la vulgarité, des mensonges, de la turpitude du siècle ; l'homme qui pense, avec Hamlet, qu'il y a quelque chose de pourri dans le monde, le Don Quichotte qui fait la guerre à toutes les injustices et à toutes les hypocrisies, le bilieux, le mécontent, dont le geste instinctif est « celui de l'assaut » et dont le langage ordinaire est la diatribe et l'invective.

Il cite quelque part avec admiration le cri naïf de Clovis, écoutant la Passion de Jésus : « Ah! si j'y avais été avec mes Francs! » M. Papini s'est fait chrétien par besoin d'héroïsme : dans cette même doctrine où Nietzsche ne voyait qu'une morale d'esclaves, il aperçoit au contraire ce qu'il a cherché toute sa vie, la liberté suprême, l'absolue indépendance, le perpétuel miracle, le défi à toutes les bassesses et à toutes les lâchetés. Il y a de la chevalerie dans son idée du christianisme. Peut-être lui arrive-t-il d'insister avec quelque excès sur le côté révolutionnaire de l'enseignement de Jésus, sur le renversement des « valeurs » qu'il comporte, sur cette nouvelle échelle de grandeurs où les premiers seront les derniers, sur cette charte des Béatitudes, qui annonce une idée si inouïe du bonheur, et enfin sur ce que saint Paul a lui-même appelé le scandale et

la « folie » de la croix. Sans doute, il y a dans le christianisme une force intarissable de renouvellement de la vie, une puissance d'excitation et de soulèvement moral qui n'a jamais été complètement exploitée. Chaque fois qu'elle est comprise par un François d'Assise, le monde en demeure stupéfait comme d'une merveille. Cependant, l'esprit de Jésus est-il réellement un esprit de révolution? Est-ce bien là le fait chrétien le plus essentiel? J'entends que M. Papini ne prête pas au mot son sens politique et vulgaire. Toujours est-il que rien ne lui plaît comme de faire voir en Jésus la puissance de bouleversement, le radical, l'anti-bourgeois, l'horreur de la routine, la divine liberté du saint et du poète. Il lui plaît de montrer le « divin ironiste » (*il supremo Paradossista*) qui confond par une parabole, par un mot d'un charme ravissant, la science des sages et l'orgueil des pontifes. » Le « Renverseur, » le « Culbuteur, » (*Rovesciatore*, *Capovolgitore*), l'homme à l'âme d'enfant, qui déroute les habitudes, déclasse les jugements, abolit toutes les conventions, voilà le héros de M. Papini : et quel plaisir, quand il brandit le fouet et bouscule les marchands du Temple ! C'est bien le Jésus qui devait se charger de sa cause, et tel que devait l'imaginer le critique exaspéré du *Crépuscule des philosophes*.

Il faut avouer que nous devons à ce parti pris involontaire quelques-unes des meilleures pages de M. Papini. Son œuvre n'a pas plus de valeur « historique » que n'en a, par exemple, le Jésus de Rembrandt : mais elle a une valeur exactement du même genre, et nous ne pouvions pas en attendre autre chose. Nul n'a le droit d'exiger de l'artiste une image « ressemblante » de la personne du Christ : il suffit qu'elle soit intime, que l'auteur y ait mis du sien, pour qu'elle soit vivante et mérite de nous émouvoir. A cet égard, l'éloquence sacrée n'a peut-être pas, depuis Veuillot, de plus beaux morceaux à nous offrir que certains endroits de cette *Vie du Christ* de M. Papini. Chaque fois qu'il s'en prend à ses vieux ennemis, aux idoles du monde, à l'égoïsme, à l'ambition, à la cupidité, à la tartufferie, l'auteur trouve des accents d'une sincérité et d'une verve admirables. De quel orateur ou de quel poète citerait-on aujourd'hui un fragment comparable à cette page de « sermon » sur l'argent, cet argent que l'auteur, avec une verdeur de cordelier, ne craint pas d'appeler l' « excrément du démon? »

Ces jetons de métal frappé, qui passent et repassent entre des mains souillées de sueur et de sang; usés par les doigts rapaces des filous, des marchands, des banquiers, des entremetteurs, des avares ; ronds, vis-

queux crachats des Monnaies, désirés, convoités, volés, enviés, aimés plus que l'amour, parfois plus que la vie; ces sales morceaux de matière historiée que la haine donne à l'assassin, l'usure à l'affamé, la fourberie au traître, le trafic à la concussion, l'hérétique au simoniaque, le luxurieux à la femme vendue et achetée ; cet argent, cette matière, emblème de la matière, est la plus effroyable invention de l'homme. L'argent, qui a fait mourir tant de corps, chaque jour tue des millions d'âmes.

Mais plus que ces apostrophes et que ces invectives, j'aime certains passages plus calmes, certains replis du récit, des retours sur soi-même, courtes élévations qui sont ce qu'en termes propres, le langage ascétique appelle des « oraisons. » Ce sont ces épanchements, ces moments d'effusion qui me paraissent faire tout le prix de cette *Vie du Christ*, les moments où l'auteur oublie ses colères et ses haines, oublie même l'histoire, pour se souvenir seulement qu'il est poète. Que ne puis-je traduire ici ces brefs « poèmes en prose » que l'on pourrait intituler *Haceldama*, ou le *Reniement de Saint Pierre!* « Pleure, Simon, pleure puisque Dieu te fait la grâce des larmes... »

Ceci revient à dire que cette *Vie du Christ* (pouvait-il en être autrement ?) est avant tout une œuvre lyrique; il faut la prendre comme une sorte d'oratorio, où le récitatif est à chaque moment coupé d'invocations, de soupirs, d'élégies, d'élans et de prières. Je doute que la physionomie de Jésus, pour une âme tant soit peu chrétienne, en ressorte plus vivante que de l'œuvre des mystiques, et surtout de la simple lecture des Évangiles. Ce qui nous touche ici, mais quoi de plus touchant? c'est le spectacle d'une âme qui se livre à Jésus, qui se modèle sur lui, qui cherche à reproduire en elle le reflet de son image, et qui nous dit ses émotions à mesure que l'histoire divine se déroule dans son cœur.

Or, il se trouve que cette âme est une des plus passionnées qui soient, une de celles qui, par hasard, étaient le plus propres à ressentir dans toute leur énergie quelques-uns des phénomènes du christianisme primitif. On sait au milieu de quelles préoccupations millénaires s'est produite la prédication de l'Évangile : Jésus lui-même décrit l'avènement du règne de Dieu, comme attaché à la suprême révolution du monde. Les origines chrétiennes se sont passées dans l'attente de cette Apocalypse. Depuis longtemps, l'Église a cessé d'assigner une date à l'échéance des « fins dernières, » et le fidèle répète chaque jour la phrase : « Que votre règne arrive, » sans attacher le plus souvent à ces paroles d'autre sens que celui

d'une justice et d'une bonté progressives, peut-être d'une réforme toute intime, d'une bonne préparation à la mort.

Mais M. Papini pense différemment. Depuis longtemps, il est hanté par l'idée du Jugement dernier. Dès sa confession de 1912, longtemps avant sa conversion, il nous trace le plan d'un immense poème, qui avait pour titre *Dies iræ*. Il a transporté cette idée dans son catholicisme. Peut-être les désordres de la guerre, les craquements du monde, l'effroi où se débat l'univers, semblent-ils autoriser des visions de ce genre : comme les chrétiens de l'an Mil, ou comme le rêveur de l'Évangile éternel,

E il calabrese abbate Gioachinno,

il supputo, il calcule; il aperçoit les signes du ciel, il écoute les grincements de la machine vermoulue, et il discerne dans les ruines du monde les symptômes de la fin des temps. Et c'est ce qui achève de donner à son livre son frémissement intérieur et son accent tragique.

Les jours sont comptés, le temps presse. Qu'attendons-nous? Qui nous dit que nous avons encore un si long répit devant nous? *Le christianisme n'est pas encore commencé.* Loin d'être, comme on le croit parfois, une vieillerie absorbée, en ce qu'elle a de meilleur, par la conscience moderne, il n'a même pas reçu un commencement d'exécution. Hâtons-nous. Qu'en coûte-t-il? Au point où nous en sommes, rien ne doit plus nous effrayer. Nous avons essayé de tout. Ah! on ne dira pas que le temps nous a manqué. « Depuis des semaines de millénaires, nous ne sommes occupés qu'à multiplier les expériences. » Nous avons essayé la cruauté et le plaisir; nous avons essayé la Loi, et la Raison, et l'Art, l'Argent, et nous nous sommes trouvés plus pauvres, la Force, et nous nous sommes réveillés plus débiles. Il est temps de tenter la dernière expérience, celle que personne n'a faite, l'expérience de l'Amour.

Ainsi parle M. Papini. Et l'on croirait entendre, en lisant ces pages brûlantes, une autre voix florentine, une voix qui parlait déjà, il y a quatre cents ans, des terreurs de la fin du monde, la voix de Jérôme Savonarole, qui troubla Michel-Ange. Comme le rappelle avec fierté M. Giovanni Papini, Florence est la seule ville du monde qui ait élu Jésus comme roi, et qui ait fait l'essai la monarchie divine. Sur la porte de la Seigneurie, une inscription, qui se lit encore, nous rappelle ce règne étrange. L'expérience ne fut pas heureuse. L'Évangile n'est pas un programme politique. Les seules sociétés humaines qu'on ait

fondées sur la morale de Jésus sont des couvents, et ces maisons ne se passent pas de gouvernement. Qui peut dire si les Césars, si les grands capitaines, les rudes brasseurs de l'univers, ne sont pas des instruments entre les mains de Dieu et des ouvriers nécessaires à son œuvre? Les réalistes ont leur rôle à côté des martyrs, des poètes et des saints. Il peut être dangereux de mettre trop de rêve sur la terre. On ne gouverne pas les hommes au nom de celui qui a dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde. »

Quoi qu'il en soit, quelle âme demeurerait insensible à cette faim, à cette soif, à ce besoin du christianisme, plus que jamais nécessaire dans cette fange empoisonnée et ce sordide bourbier de convoitises et d'intérêts? Qui ne tressaillirait à la sublime grandeur de cette *Prière au Christ* qui termine le livre, et qui mérite, on l'a dit, d'être opposée à la *Prière sur l'Acropole*, comme le témoignage d'une génération? Pour cette seule page, le livre de M. Papini a des chances d'être immortel, et qui sait dans combien d'âmes — ne fût-ce que dans une seule — cette flamme d'amour et de passion ne réveillera pas l'étincelle sacrée? Nous, les indifférents, les tièdes, les mondains, les chrétiens endurcis et à demi païens, nous ne pouvons nous empêcher d'être secoués malgré nous par les cris de cette éloquence : puissent nos cœurs calleux en recevoir un peu de fraîcheur et de vie!

Nous, les Derniers, nous t'attendons. Nous t'attendrons toujours, en dépit de notre indignité et contre tout espoir. Et tout l'amour que nous pourrons exprimer de ces cœurs dévastés sera pour toi, Crucifié, qui as, pour l'amour de nous, enduré toutes les tortures, et qui à ton tour nous tortures de la toute-puissance de ton implacable amour.

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA GUERRE DES GAZ ET L'AVENIR

Pour avoir oublié que les nations, à l'instar des individus, sont guidées avant tout par l'intérêt ; pour avoir bénévolement attribué à autrui les qualités que nous nous dénions entre nous avec acharnement, nous sommes revenus de Washington avec quelques désillusions, que d'autres bientôt nous feront oublier. Mais ceci est de la politique qui n'est point de mon ressort...

Pourtant, il est une des conséquences de la Conférence de Washington qui s'impose à notre scientifique attention. Les agences télégraphiques nous ont annoncé, en effet, qu'elle est parvenue au résultat suivant, qui lui, du moins, est acquis : éclairée par les délibérations des chimistes experts qu'elle s'était adjoints, la Conférence est arrivée à la conclusion qu'il y a un..., au moins..., des articles du Traité de Versailles dont les prescriptions sont inopérantes. C'est l'article 171, qui déclare : « L'emploi des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues, étant prohibés, la fabrication et l'importation en sont rigoureusement interdites en Allemagne. »

Des chimistes éminents et même illustres ont été appelés à donner là-dessus leur avis à Washington. La délégation française s'était spécialement attachée dans ce dessein le professeur Moureu, qui est une des plus hautes autorités de notre pays, et le professeur Mayer, spécialiste des gaz toxiques. Avec leurs collègues anglais et américains, ces savants ont dû constater que l'article 171 du traité de Versailles est parfaitement inutile et d'une efficacité illusoire.

Mais point n'était besoin de faire délibérer les experts à Washing-

ton pour être fixé là-dessus, et il était évident dès longtemps qu'aucun chimiste, aucun élève en chimie n'aurait, s'il eût été consulté, rédigé ce fameux article 171 qui ne constitue rien qu'un ridicule coup d'épée dans l'eau.

C'est en effet une chose bien connue que les gaz asphyxiants, lacrymogènes et toxiques peuvent être fabriqués en un temps très court au moyen des substances industrielles et des appareils en usage courant dans les usines de produits chimiques et en particulier dans les fabriques de matières colorantes.

C'est ainsi que le chlore est utilisé abondamment dans l'industrie des colorants (chlororation du benzène, du toluène, etc.), dans celle des chlorures décolorants (eau de Javel, chlorure de chaux). Or, non seulement le chlore est l'élément actif de la plupart des produits de guerre toxiques, mais il constitue lui-même un corps très agressif, et c'est avec des vagues de chlore que les Allemands, en 1915, inaugurèrent sur le front d'Ypres leur offensive chimique qui ne devait s'arrêter qu'à la fin de la guerre.

Autre exemple : le phosgène est un produit constamment employé dans l'industrie pour fabriquer notamment ce corps courant en matières colorantes qui s'appelle la cétone de Michler. Ne fût-il pas couramment employé et fabriqué, le phosgène pourrait être réalisé presque instantanément par n'importe quelle usine à partir du chlore et de l'oxyde de carbone. Mais le phosgène n'est pas seulement un produit industriel, il est en même temps un corps terriblement toxique qui a été largement employé dans la guerre des gaz et qui est si dangereux qu'à la dose de 1 décigramme par mètre cube d'air, il amène la mort.

D'autres gaz, — et on peut dire à peu près tous les autres gaz toxiques, — s'obtiennent aisément et de même en partant de matières premières courantes qu'on ne peut songer et qu'on n'a jamais songé à prohiber, car leur emploi est trop répandu et leurs usages industriels sont multiples.

Voici par exemple la chloropicrine, qui est un liquide suffocant et lacrymogène apparu pour la première fois sur le front en mars 1917, dont les Allemands fabriquèrent pour leurs besoins environ 250 tonnes par mois et qui est extrêmement toxique.

M. Gabriel Bertrand, de l'Institut Pasteur, a proposé récemment d'utiliser les stocks que nous en possédons pour la destruction des parasites et la dératisation. La chloropicrine s'obtient en faisant agir le chrorure de chaux (des blanchisseurs) sur l'acide picrique obtenu

lui-même par l'action de l'acide nitrique ou sulfo-nitrique sur le phénol. Tous ces produits sont usuels.

Prenons maintenant l'ypérite, le fameux gaz moutarde, qui fut le produit agressif le plus abondamment employé vers la fin de la guerre et dont la première apparition au combat date de 1917. La production mensuelle chez les Allemands de ce terrible gaz vésicant n'a pas été inférieure à 300 tonnes par mois.

Aux usines de la *Badische Aniline* et aux usines Bayer on fabriquait de la façon la plus simple ce corps qui est un sulfure d'éthyle dichloré, en faisant agir l'éthylène sur le chlorure de soufre. Or, le gaz éthylène s'obtient en déshydratant par catalyse les vapeurs d'alcool sur du kaolin porté à une certaine température. Quant au chlorure de soufre, il suffit de faire agir le chlore sur le soufre. Et d'ailleurs le chlorure de soufre est un corps employé couramment dans la vulcanisation du caoutchouc. Alcool, soufre, chlore, voilà les substances qui permettent à l'Allemagne, quand elle voudra, de fabriquer en quelques heures des quantités illimitées de la terrible ypérite. Or, ces substances sont d'un emploi constant, et en grandes quantités, dans l'industrie du temps de paix.

Citons encore, — car notre démonstration ne sera jamais trop forte, — la *surpalite*, qui porte chimiquement le nom de chloroformiate de méthyle trichloré, nommé ésotériquement *per-stoff* par les Allemands et dont les usines de Hœchst ont fabriqué plus de 3500 tonnes pour la guerre. Ce fut un des gaz allemands les plus employés et les plus redoutables. On obtient ce produit soit en faisant agir le chlore sur le formiate de méthyle (corps inoffensif), soit le phosgène sur l'alcool méthylique, puis en chlorant le produit obtenu. Tous ces produits sont courants.

Pour obtenir des lacrymogènes puissants, il suffit de faire agir le brome sur certaines molécules organiques très simples : par exemple sur le toluène, qui est un carbure extrait des benzols provenant du gaz d'éclairage.

Certaines *arsines*, qui sont des substances sternutatoires très puissantes, très gênantes et dangereuses, sont fabriquées très aisément à partir des mêmes matières premières que les médicaments utilisés dans le traitement de la syphilis : 606, 914, etc.

En un mot, et pour résumer cette énumération qui pourrait être centuplée sans peine, il est absolument impossible de songer à faire un choix, une discrimination entre les matières premières qui permettront de fabriquer des produits nocifs utilisables à la guerre, et celles

qui serviront à faire des parfums, des matières colorantes, voire des médicaments !

La vérité donc (qu'il importe de dire ici, si désagréable qu'elle soit) c'est que nous n'avons aucun moyen d'empêcher l'industrie allemande de produire en quarante-huit heures, et sans transformer ses appareils, d'énormes quantités de gaz mortels. L'interdiction édictée par l'article 171 du traité de Versailles est donc parfaitement illusoire. Disons plus, elle est grotesque, et les Allemands doivent bien en rire. Il est vrai que les sujets de rire ne leur manquent pas.

Si l'on voulait mettre les Allemands dans l'impossibilité d'avoir à portée de la main un arsenal chimique propre à les alimenter en quelques heures de quantités illimitées de produits agressifs très dangereux, il y avait un moyen, il n'y en avait qu'un seul : c'était d'interdire chez eux toutes les fabrications chimiques pouvant être utilisées en vue de la guerre ; c'était en un mot, — car il faut appeler les choses par leur nom, — de briser leur industrie chimique. Il eût fallu de l'énergie pour appliquer cette mesure, plus encore qu'il n'en eût fallu pour appliquer d'autres mesures presque anodines qu'on a décrétées et qui sont restés lettre morte. Mais il eût fallu sans doute encore plus d'énergie pour obtenir cette mesure que pour l'appliquer, et il est fort probable que les veto simplistes et autoritaires qui tombaient du haut de l'Olympe wilsonien n'eussent pas rendue possible la mesure que j'indique ici et qui eût été pourtant la seule efficace pour obtenir le désarmement chimique de l'ennemi.

Les Romains s'y prenaient d'autre sorte pour juguler leurs adversaires vaincus. Ainsi leur empire a duré, et leur paix aussi.

Du moins si l'Olympe wilsonien avait daigné consulter quelque petit chimiste, fût-ce le moindre préparateur en pharmacie, il se fût évité le ridicule de rédiger le fameux article 171, qui, — chose plus grave que le ridicule, — est en fait un trompe-l'œil qui a pu, un temps, dissimuler la vérité.

Cette vérité, la voici : en cas de conflit nouveau avec les Allemands, quelques heures après le départ de nos commissions de contrôle, même cent fois plus nombreuses et compétentes qu'elles ne le sont actuellement, l'ennemi sera en mesure d'utiliser contre nous des quantités redoutables des substances chimiques les plus dangereuses. A moins que..., mais ici encore il faudrait, il eût fallu plus d'énergie qu'il n'est accoutumé..., à moins que nous n'occupions en permanence les centres de fabrication chimique ennemis, et ne les fassions sauter, — ce qui est aisé, — au moindre danger de conflit.

Mais je doute qu'on songe même à des mesures de ce genre, qui seraient pourtant les plus véritablement humaines, les plus réellement pacifiques qu'on puisse imaginer.

Car enfin, — on a un peu trop tendance à l'oublier, — *qui veut la fin veut les moyens.*

***

Qu'on ne croie pas que les détails qu'on vient de lire sur les facilités de fabrication des produits toxiques aient été à Washington une révélation pour les techniciens. Seuls les diplomates et hommes politiques ont pu éprouver, à les connaître, les naïfs étonnements que cause l'ignorance.

Il y a belle lurette, je le répète, que les chimistes savent ces choses. Ces détails techniques de fabrication que j'ai synthétisés ci-dessus sont à peu près tous empruntés à une remarquable étude de ces questions déjà anciennes due à la plume avertie de M. Daniel Florentin, chef de la section des gaz au laboratoire municipal de Paris, et qui fut là le principal collaborateur de M. Kling, l'éminent directeur de ce laboratoire. Ce qu'ont fait pour la défense nationale M. Kling et la pléïade de jeunes savants à qui il communiquait sa flamme intelligente, on le saura un jour. Pour n'en citer qu'un exemple, alors que les artilleurs professionnels doutaient et même niaient avec un ensemble touchant, c'est M. Kling, c'est ce chimiste qui le premier affirma et démontra, et dès le premier jour, que les projectiles de la Bertha provenaient bien d'un canon. Il y a des balisticiens qui n'en sont pas encore revenus.

Dans la guerre chimique, le laboratoire de M. Kling a joué un rôle de premier plan. Ses initiatives, ses succès, ses méthodes d'analyse des engins et produits de nos ennemis ont été pour beaucoup dans la riposte chimique finalement victorieuse que nous avons si bien su improviser en réponse à l'initiative allemande. Cela veut-il dire que des hommes comme M. Kling et M. Florentin, qui sont non seulement des savants, mais des combattants terriblement efficaces et utiles, — ils l'ont prouvé, — soient aujourd'hui employés au mieux des intérêts nationaux, pour préparer notre défense dans les futurs conflits? J'ai bien peur que non... mais ceci, comme dit Kipling, est une autre affaire, sur laquelle il faudra bien que nous revenions quelque jour. La patrie a besoin d'utiliser à plein rendement des hommes comme eux. On n'a pas le droit de négliger pour sa défense d'aussi belles et utiles énergies.

Pour aujourd'hui, m'aidant des données précieuses que ces éminents « chimistes de guerre » nous ont fournies, je voudrais simplement tirer des prémisses que nous avons posées ci-dessus les enseignements qui s'imposent.

Car enfin, le fait que les Allemands ont la possibilité de fabriquer quand et comme ils voudront des gaz de combat en quantité, ce fait, dis-je, a, ou n'a pas, une grande importance, selon que le rôle futur de la guerre chimique sera ou non primordial.

Or là-dessus, nous avons des éléments d'appréciation suffisamment nombreux pour pouvoir nous former une opinion nette.

On a dit et même imprimé, à l'époque des hostilités, beaucoup de sottises sur les gaz toxiques, dont la chimie belliqueuse des Allemands a commencé d'user abondamment à dater du 22 avril 1915, jour de leur fameuse attaque précédée de vagues chlorées entre Bixchoote et Langemarck.

On a supposé et affirmé d'abord qu'il s'agissait là de substances inconnues et nouvelles jaillies des cornues miraculeuses de quelque Faust monstrueux, et que les chimistes, les bons chimistes des temps préhistoriques où la paix régnait sur la Terre, n'avaient pas soupçonnées. Il n'en est rien, comme a suffi à le montrer l'énumération succincte des produits dont il a été question ci-dessus.

Tous les rats de laboratoire connaissaient ces corps toxiques, vésicants, sternutatoires ou simplement lacrymogènes, qui depuis longtemps, parmi les cornues insensibles et dans l'assemblée peu sentimentale des matras et des éprouvettes, — dans ce milieu où les agitateurs eux-mêmes ne sont qu'en verre, — leur avaient mis parfois la larme à l'œil.

L'emploi à la guerre de substances chimiques nocives était si peu une chose imprévue que, dans la convention de la Haye du 29 juillet 1899, toutes les nations européennes s'étaient interdit l'emploi de projectiles ayant « pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères. »

D'ailleurs on avait envisagé dès longtemps auparavant la guerre chimique. L'éminent historien G. Lenotre nous a narré naguère qu'au xvᵉ siècle et plus avant encore les artilleurs allemands devaient, comme ceux des autres pays, jurer « de ne construire aucun globe empoisonné et de ne s'en servir jamais pour la ruine et la destruction des adversaires, estimant ces actions injustes autant qu'indignes d'un homme de cœur et d'un véritable soldat. »

En somme, il n'y avait donc rien de spécifiquement nouveau —

sinon l'ampleur de son emploi tactique — dans l'offensive chimique déclenchée par les Allemands en avril 1915.

On a écrit beaucoup de choses fort indignées, fort sentimentales et fort puériles sur l'emploi de l'arme chimique. On en avait dit, sinon écrit, autant et de pareilles, — l'écriture étant alors moins répandue, — lorsque l'arme à feu se substitua à l'arme blanche. On compara alors la traîtrise et la perfide lâcheté du projectile qui meurtrit, sans danger pour le bras qui de loin l'a déclenché, à la loyauté chevaleresque de l'arme blanche dont le pouvoir vulnérant n'est jamais très éloigné de la main responsable. On peut disserter à l'infini sur tout cela. Du moment que le sentiment se mêle de hiérarchiser les diverses manières de mettre à mal son prochain, il n'y a pas de bornes ou de conclusions possibles à la discussion.

Notre avis sincère, — et nous savons qu'il est partagé par beaucoup d'éminents chimistes et physiologistes français, — est que *en soi* (et abstraction faite des conventions qui sont censées lier les parties) l'arme chimique sous ses différentes formes n'est pas plus inhumaine que les autres armes. Il y a même actuellement en Angleterre et en Amérique, — et à sa tête l'éminent brigadier général Fries, — toute une école qui affirme que l'arme chimique est en moyenne réellement plus humaine que les armes balistiques habituelles, parce que le pourcentage des accidents mortels et des mutilations définitives produits est moins élevé avec la première qu'avec les secondes.

Si les Allemands ont mérité l'indignation lorsqu'ils ont entrepris la guerre chimique, c'est, à notre humble avis, uniquement parce que, ce faisant, ils ont violé les conventions signées par eux. Un point c'est tout. Ils les avaient pareillement violées en bombardant par avions dès le début de la guerre des villes ouvertes.

Ces choses ont besoin d'être dites, car une sentimentalité absurde, enfantine, — nous venons de le dire, injustifiée, nous a dès le début du conflit empêché d'utiliser des armes précieuses que certains de nos chimistes, à nous, avaient aussitôt proposées. C'est jouer un rôle de dupes, et servir maladroitement le pays et les soldats qu'on doit protéger que de se tenir pour lié par des conventions que l'adversaire a violées délibérément. Si on avait pensé autrement, si un humanitarisme sans autre fondement que des préjugés, — et qui ne protégeait que les ennemis au détriment des Français, — ne s'était pas interposé c'est l'armée française sans doute qui aurait eu l'initiative de la guerre des gaz, et des centaines de milliers de vies françaises, peut-être, eussent été épargnées.

Mais tout ceci ne peut être aujourd'hui qu'esquissé.

Ce qui est sûr, ce qui est maintenant établi, c'est que : 1° aucun moyen *actuellement décrété* n'existe, d'empêcher l'Allemagne d'être en un temps très bref prête à la guerre chimique; le désarmement de l'Allemagne au point de vue chimique est inexistant; 2° nos alliés et spécialement les Américains considèrent que la guerre de l'avenir sera surtout une guerre chimique; ils n'y voient pas d'inconvénient moral et considèrent l'engin chimique comme aussi humain, sinon plus, que les autres engins. Ils se préparent activement à la guerre chimique; à cet égard, il importe que l'opinion publique et les pouvoirs publics français soient éclairés.

Un livre vient de paraître à New-York, *Chemical Warfare*, qui a pour auteur le brigadier général Amos A. Fries et le major C. J. West. Ce sont deux des très éminents techniciens militaires des États-Unis; le brigadier général A. A. Fries a été et est encore aujourd'hui le chef suprême du service chimique de guerre des États-Unis. Cela donne une autorité et une importance particulières à ses opinions. Voici notamment ce qu'il écrit dans son récent ouvrage :

Il n'y a aucun domaine où les possibilités futures soient plus grandes que dans la guerre chimique, et il n'y a aucun domaine où le temps perdu pour la recherche et la préparation puisse avoir des conséquences plus désastreuses. Le gaz toxique dans la guerre mondiale s'est montré une des armes de combat les plus efficaces. Ne serait-ce que pour ce motif, cette arme ne sera jamais abandonnée. On ne peut pas la supprimer par un accord...

Ce livre du brigadier général A. A. Fries et du major C. J. West contient relativement au service chimique de guerre américain plus d'un renseignement et plus d'un enseignement qui seraient bons à méditer chez nous.

Partant littéralement de rien, les Américains en neuf mois ont élaboré un service qui a obtenu très vite un maximum d'« efficiency... » J'emploie à dessein le mot anglais qui est difficile à traduire dans la langue française et plus difficile encore à traduire dans les habitudes de nos administrations. Rien qu'à Washington, le service des recherches utilisait un personnel de 1 200 chimistes, parmi lesquels des savants de réputation mondiale.

L'usine d'Edgewood, véritable arsenal chimique construit dans un endroit désert du Maryland, suffit à donner une idée de l'effort chimique américain. A partir d'octobre 1918, on y a employé 10 247 hommes et on a fabriqué en quantités la chloropicrine, le

phosgène, l'ypérite, la bromobenzylcyanide, etc., et l'usine avait par surcroît une production de 100 tonnes de chlore liquide par jour. Voilà qui donne une belle idée de ce qu'on peut réaliser sans plan préconçu... et sans idées préconçues.

Parmi beaucoup d'autres renseignements précieux, le brigadier général Fries et le major West donnent la formule d'un gaz dont on a beaucoup et mystérieusement parlé depuis quelque temps, la fameuse « Lewisite » dont les Américains attendent des effets redoutables. Ce corps n'est autre que la chlorovinyldichloroarsine. Ce nom, un peu barbare et qui dérive de l'excellente nomenclature organique actuellement d'usage international, indique clairement par lui-même, à ceux qui possèdent les éléments de la chimie, la nature et la composition exacte de ce corps dont on avait beaucoup parlé sous le manteau.

D'ailleurs, nous ne croyons pas personnellement à ces histoires souvent colportées de super-gaz, inventés en Amérique ou ailleurs, et qui, même en très petites quantités, suffiraient à détruire des armées entières. Le général Fries est lui-même d'avis qu'on ne produira jamais dans l'avenir de gaz de ce genre.

On n'en a pas produit dans le passé. Mais un gaz peut être découvert qui pénétrera dans les masques de protection actuels, et si les masques ne sont pas aussitôt modifiés utilement en conséquence, — ce qui est toujours possible, — les effets seront désastreux pour l'armée en contact avec ce produit nouveau. C'est le rôle de la défense contre les gaz de prévenir un cas de ce genre. On a résolu avec succès dans le passé tous les problèmes analogues; il est bien probable qu'il en sera de même dans l'avenir. Mais ce n'est pas sûr. La domination du monde par la guerre, — supposé qu'il y ait encore des dominations de ce genre, et l'hypothèse n'a rien d'invraisemblable, — appartiendra peut-être à la nation qui aura trouvé avant les autres un produit nocif contre lequel l'adversaire n'aura pas la parade chimique nécessaire.

Il faut en tout cas se tenir prêt. Je me suis laissé dire qu'aux États-Unis, les fonds affectés *actuellement* aux recherches chimiques de guerre atteignent des millions de dollars par an. Et chez nous? Atteignent-ils 100 000 francs par an?

Et pourtant, il importe de ne pas oublier que toutes les nations, les ex-ennemis comme les Alliés, — pour un peu j'allais écrire les ex-alliés, — tendent avec vigueur et ténacité leur effort dans ce sens.

Voici comment s'exprimait naguère le sous-secrétaire d'État britannique à la guerre en défendant devant le Parlement une demande de crédit pour les recherches chimiques de guerre :

« Aussi longtemps qu'il y aura danger que d'autres nations poursuivent l'étude de ces méthodes de guerre, nous devons continuer les recherches et les expériences chimiques de guerre. Les recherches doivent être dirigées non seulement vers les gaz et appareils propres à être utilisés dans l'avenir, mais aussi vers la protection contre tous les gaz possibles. L'entraînement à l'emploi offensif des gaz doit être limité à des unités spéciales, mais l'entraînement dans les mesures de défense doit s'appliquer à l'armée tout entière.

« Nous devons continuer nos études de ce qui est connu dans l'armement chimique. Aucune nation n'a renoncé à l'usage des gaz empoisonnés comme conséquence de la Conférence de la Paix. Il y a des nations dont la parole ne mérite aucune créance si elles déclarent y renoncer. Il est essentiel d'étudier le côté offensif de l'armement chimique si nous devons nous préparer pour la défense. La grande importance d'une défensive adéquate provient de ce que les préparatifs de l'offensive par le gaz peuvent être en temps de paix faits dans un grand secret et peuvent avoir des résultats importants et même fatals aux premières périodes de la guerre...

« ... Pour ces raisons il est indispensable de faire les dépenses nécessaires pour la recherche, l'expérimentation et la préparation en rapport avec le matériel de guerre. Il est également nécessaire d'éviter les doubles emplois et les gaspillages et de ne pas substituer pour la recherche scientifique des institutions militaires à des institutions civiles existantes qui réaliseront mieux ces recherches. Notre politique est de confier à des institutions scientifiques civiles toutes les recherches pures qui peuvent leur être confiées avec profit, et, en un mot, de restreindre le rôle des établissements militaires à l'application de ces recherches et à la construction des appareils. »

Ce texte se passe de commentaires. Pour compléter ce bref exposé, je me bornerai à reproduire l'opinion qu'un des chefs les plus éminents de l'armée française, le général Debeney, directeur de l'École supérieure de guerre, exprimait naguère dans les colonnes d'un journal américain, le *Pittsburgh Dispatch :*

« Si la guerre recommence, l'aviation et spécialement le gaz joueront des rôles très importants. Les progrès de l'aviation rendront l'arrière des fronts extrêmement dangereux et les progrès de la chi-

mie permettront l'emploi des gaz sur des zones d'une étendue telle qu'on ne peut l'imaginer.

« La fabrication des gaz est naturellement très vite réalisable, parce que toutes les usines de produits chimiques encore si nombreuses en Allemagne peuvent être réquisitionnées. Mais la fabrication des avions de guerre est plus lente.

« La défense contre le gaz semble plus difficile que contre les aéroplanes. Je pense que contre ceux-ci l'artillerie anti-aérienne est susceptible de faire des progrès rapides et peut-être dans ce cas le gaz serait-il un des meilleurs moyens de défense, si avec des obus appropriés l'air peut être empoisonné autour des aéroplanes qui attaquent. Il serait bien plus efficace de créer par exemple une sphère d'air toxique d'un kilomètre tout autour de l'aéroplane que d'essayer de le détruire directement avec les éclats d'obus. »

Ainsi qu'on le voit par ces textes, on est à peu près partout d'accord pour penser que la guerre future, — je n'ose écrire la guerre prochaine, — sera surtout une guerre chimique.

Une des causes de l'efficacité de l'arme chimique est, comme le remarque justement M. Kling, qu'elle introduit un facteur nouveau, qui n'entrait pour rien dans l'efficacité des armes antérieures : le facteur *durée*. L'éclatement d'un obus, le choc d'un projectile ou d'une arme blanche, la brûlure d'une flamme sont des phénomènes rapides presque instantanés dont l'efficacité très intense tombe immédiatement à zéro. Au contraire, beaucoup de produits chimiques répandus sur le terrain ou en suspension dans l'air ont une action plus ou moins durable et peuvent rendre longtemps intenable une zone étendue. Certains ont même une action retardée comme l'ypérite dont les brûlures ne se font généralement sentir que quelques heures après qu'elle est entrée en contact avec les téguments.

A ces divers points de vue, la gamme presque indéfinie des produits toxiques dont dispose l'armement chimique permet de doser à volonté à la fois l'intensité immédiate, la durée, les effets nocifs physiologiques qu'on veut obtenir selon le but tactique poursuivi.

Les produits *lacrymogènes* sont des produits dont les vapeurs diffusées dans l'atmosphère produisent à dose très faible des réactions douloureuses de l'œil qui aveuglent momentanément le sujet. Ils mettent hors de combat sans aucun accident durable.

Les produits *suffocants* dont le chlore est le type provoquent une irritation dangereuse des voies respiratoires avec suffocation, et entraînent souvent la mort par asphyxie.

Les *vésicants* dont l'ypérite est le type déterminant des brûlures de la peau et des muqueuses, même souvent sous les vêtements. Ils produisent des accidents d'autant plus terribles qu'ils sont insidieux. Tandis que les produits précédents par leur action immédiate auraient un rôle agressif, les vésicants de la nature de l'ypérite sont au contraire l'idéal du produit défensif propre à rendre intenable toute zone à protéger.

Mais dans ces diverses catégories, comme parmi les sternutatoires et les nauséabonds, il y a des degrés dans l'agressivité et dans la persistance des produits qui sont un peu en raison inverse l'une de l'autre. Il est évident qu'on utilisera des produits fugaces sur une zone qu'on aura soi-même à traverser peu après, etc.

Qu'on les emploie directement en nappes éjectées à l'air libre, dans des projectiles d'avion, d'obusier ou de canon, il est clair que tous ces produits constituent un clavier complet dont le commandement suivant les besoins peut tirer tous les partis tactiques possibles.

Il est très probable que les prochaines mobilisations se feront de part et d'autre sous la protection d'une zone frontière où l'on aura au préalable répandu des gaz toxiques à effets suffisamment persistants. Il est probable aussi que chacun s'efforcera de troubler la mobilisation adverse ainsi protégée : il n'aura pour cela qu'un moyen, l'avion ou le dirigeable qui par des projectiles explosifs et surtout toxiques projetés sur les nœuds de rassemblement tâchera de contrecarrer la concentration adverse.

Tout cela promet encore de beaux jours aux rédacteurs de communiqués. Mais serons-nous préparés à tout cela ? Il faut l'espérer, et, pour pouvoir l'espérer, il faut qu'on s'en occupe.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre de Paris. — *La Possession*, pièce en quatre actes, par M. Henry Bataille.

Rien ne ressemble plus à une pièce de M. Bataille qu'une autre pièce de M. Bataille. Même atmosphère, mêmes personnages, mêmes sentiments, pris parmi ceux dont une société aurait tort de se montrer fière. Aux années d'avant guerre, ce théâtre apporta une note de perversité qui, dans le répertoire moderne, déjà si osé, parut nouvelle. Mais tout s'use. L'aventure qui nous est contée dans *la Possession*, — une jeune personne résolue à entrée dans la galanterie par la porte dorée et qui risque de manquer son entrer, — n'est qu'un banal épisode de la vie parisienne. L'auteur a eu beau s'ingénier, la pièce se traîne péniblement le long de ses quatre actes, dans une incohérence morne.

Mme Cordier a fait de mauvais placements : elle est complètement ruinée, obligée de mettre en location son élégante villa de Louveciennes. Sa fille, l'aimable Jessie, qui n'a guère que vingt ans, mais chez qui l'expérience n'a pas attendu le nombre des années, regarde la situation bien en face. C'est une personne pratique, dénuée de préjugés et de toute vaine sentimentalité. Devant elle s'ouvre un avenir de vie médiocre et besogneuse : d'avance, elle en a la nausée. Or, elle est belle, et la beauté est un capital : elle entend en faire un placement moins hasardeux que ceux de madame sa mère. Cherchez et vous trouverez : un vieux libertin, le duc de Chavres, lui offre une position sérieuse. C'est la belle occasion, et l'occasion perdue ne se retrouve pas : Jessie le sait, Jessie en est convaincue, pénétrée.

Ah ! ce duc de Chavres ! Dans le monde de la galanterie, où Jessie va entrer, c'est une opinion courante qu'il n'y a plus que les vieux messieurs pour avoir les égards dus à une femme entretenue. En

contraste avec l'égoïsme et la brutalité des jeunes, ils sont, eux, réservés, discrets et reconnaissants de la moindre offrande. Tel est le protecteur de Jessie, type classique et falot du fêtard à la vieille mode. Il faut entendre de quel ton ému et déférent il accueille, et même il provoque, au seuil des noces illégitimes, les recommandations de Mme Cordier, sa belle-mère de la main gauche. La scène, avec un brin d'humour, aurait pu être vraiment drôle. Hélas! elle est traitée avec un imperturbable sérieux. Ces gens-là n'ont pas le sourire.

Tout est donc convenu; tout est au mieux dans le meilleur des demi-mondes ; c'est l'irrégularité la plus régulière, l'inconduite la plus familiale. Jessie met la dernière main à ses préparatifs de départ, lorsque quelqu'un vient troubler la fête. C'est un adolescent, Max, ami d'enfance de Jessie. Ils ont tous deux polissonné dans les coins, et le jouvenceau réclame ses droits. En vain Jessie essaie-t-elle de l'apaiser, en lui faisant pour un prochain avenir les promesses les moins honnêtes et les plus sacrées; il ne veut rien entendre : il reste énigmatique et menaçant. Mais le temps presse. Déjà l'automobile fleurie, qui doit emmener Jessie vers Cythère, est au perron. Alors, s'adressant à Mme Cordier et aux autres membres de la famille, et parlant à leur personne, le jeune Max leur jette à la figure un gros mot, qui est éminemment le mot de la situation.

Une mère qui vend sa fille, une demoiselle qui entre en galanterie, un vieux galantin qui fait le jeune homme, certes ce n'est pas la première fois que nous voyons ce joli monde au théâtre. Il a déjà défrayé je ne sais combien de vaudevilles. Mais dans le vaudeville, l'énormité de la fantaisie fait passer bien des choses. Il n'y a pas de fantaisie dans *la Possession*, pas d'ironie, pas de drôlerie, pas d'esprit. Un cynisme ingénu, dont rien ne vient égayer la platitude.

Au second acte, de plus en plus, le vaudeville nous guette. Cette fois, c'est le vaudeville à portes et fenêtres. Chez le duc; la chambre à coucher, somptueusement préparée pour la nuit de noces : il y a des viandes froides et des vins fins, il y a des tziganes ! Jessie est un peu émue; le duc, toujours très convenable, commence à s'enhardir, lorsque le maître d'hôtel lui apporte un message : il est mandé d'urgence auprès de son fils, victime d'un accident. Sortie du duc. Aussitôt, on gratte à la porte-fenêtre. Une voix appelle, que Jessie reconnaît pour la voix de Max. Que vient-il faire, à pareil endroit et à pareil moment? Ce garçon est insupportable ! C'est lui qui a imaginé le truc de l'accident. Il s'est caché parmi les musiciens, et, pendant que deux de ses camarades tiennent le duc éloigné, il compte bien

procéder à l'enlèvement de Jessie. Refus irrité de Jessie; supplications et menaces du petit ami : la scène du premier acte recommence. Soudain nouvelle entrée. On entre dans cette chambre à coucher comme au moulin, et tout le monde s'y retrouve. Le nouvel arrivant n'est autre que le fils du duc, Serge, avec qui nous avons déjà fait connaissance au premier acte. Fringant, piaffant, bruyant, il affecte de traiter sans aucune considération la fiancée de son père ; puis, peu à peu, il change de ton, s'adoucit, prend sous sa protection le gamin auquel il trouve du cran, conseille à Jessie d'écouter l'appel de la nature, et de suivre le jeune amant sans barbe à la barbe du vieux. Elle, qui d'abord a trouvé le conseil médiocrement de son goût, hésite, fléchit, et, prenant tout à coup son parti, file avec Max... C'est ici l'invraisemblance la plus choquante et la plus criante. Telle que nous la connaissons, jamais Jessie ne fera cette folie. C'est une personne bien trop sérieuse, trop réfléchie, trop raisonnable. Jamais, au grand jamais, elle n'ira, pour une niaiserie de sentiment, compromettre une situation superbe et gâcher son avenir. Ces sautes de caractère ne sont admises que dans le vaudeville, où l'inconsistance est la règle. Et voilà le malheur de cette pièce : elle veut être une comédie, et elle nous fait sans cesse songer à un vaudeville, un vaudeville sans gaieté.

Brusquement elle tourne au drame. Et quel drame ! Après avoir, quelques mois, fait de la misère à Paris, Max et Jessie sont venus chauffer au soleil de Nice la fin de leur idylle et demander au produit de la roulette d'incertaines ressources. Ils mènent une basse vie d'expédients dans la promiscuité des villes de plaisir. Les jours de grande dèche, le gérant de l'hôtel, entremetteur bénévole, brandit la note en retard et propose à Jessie de lui trouver un payeur, sans sortir de l'établissement. Jessie s'indigne, ayant, pour ces quarts d'heure difficiles, un autre moyen de se tirer d'affaire. Une certaine Passerose, sur l'honnête métier de qui le doute n'est pas possible, apporte à point nommé aux jeunes gens l'indispensable liasse de billets de banque. D'où vient tout cet argent? Passerose prétend avoir joué pour le compte de ses amis, et gagné. La vérité, que l'innocence de Max finit tout de même par découvrir, est que l'argent vient de Serge, comme de Serge viennent les perles, prétendues fausses, du magnifique collier de Jessie. Douleur de Max, révolte du noble jeune homme, qui va, dans un beau geste de fierté, rendre le collier et remmener Jessie à Paris se refaire une virginité. Jessie préfère prendre le premier train avec Serge, laissant à Passerose le soin

d'avertir Max, et, autant que possible, de le consoler. Passerose est bonne fille : elle fait de son mieux. Pour se donner du courage, elle se bourre le nez de cocaïne et s'abreuve de champagne. La voilà complètement saoule. Il faudra, pour la dégriser, le coup de pistolet que Max se tire en pleine poitrine. Prostitution, cocaïne, scène d'ivresse et suicide sur la scène, rire convulsif et convulsions d'agonie, boue et sang, rien n'y manque.

Dernier acte. A Louveciennes, dans un paysage de neige, retour du cimetière où Max a été enterré. Serge a cru devoir venir en personne offrir ses condoléances. Il est reçu de la belle manière. Comme il s'en retourne, contrit et l'oreille basse, il se croise avec son père : je vous dis que, dans cette pièce, tout se passe en famille. Une fois de plus, le vieux duc est exquis de politesse, irrésistible de gentilhommerie. Loin de lui toute arrière-pensée dont pourrait s'offenser la douleur de Jessie! Mais le hasard veut qu'il possède dans les environs une maison des champs, qui est tout à fait de deuil; il la met à la disposition de la jeune veuve : il n'y a que lui pour avoir de ces délicatesses. Le temps de boucler sa valise et Jessie repart dans l'auto du premier acte, dégarnie de ses fleurs. Ainsi tout rentre dans l'ordre. Jessie reprend sa carrière au point où elle l'avait laissée : elle en aura été quitte pour un détour. Un peu de retard, un peu d'aventure, et tout finit bien : il n'y a qu'une inconvenance de plus dans le théâtre contemporain.

Mlle Yvonne de Bray est excellente, quoique un peu trépidante, dans le rôle de Jessie : elle le joue avec beaucoup de vie et trop de nerfs. M. Paul Bernard, dans le rôle de Max, donne à merveille l'impression de la jeunesse et de la passion juvénile. Et Mlle Sylvie a composé le personnage de Passerose avec un réalisme qui ne laisse rien à désirer.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

S'il est vrai, comme l'a dit Gœthe, que la nature ait voué sa malédiction à l'immobilité, les premiers ministres alliés sont, de tous les hommes, les moins maudits. Ils nous donnent depuis l'armistice l'exemple du mouvement perpétuel. Londres, Calais, Boulogne, Bruxelles, Spa, San Remo, Washington, Cannes, Gênes, tous ces déplacements successifs font honneur à l'agilité et à l'endurance des gouvernants; ils ne semblent pas, jusqu'ici, avoir favorisé la renaissance des peuples, ni hâté, en particulier, le relèvement de la France. A chaque villégiature, nous avons eu à subir une nouvelle amputation de nos droits et un effondrement plus complet de nos espérances. La victoire, cette victoire que nous avons si longtemps attendue et si chèrement achetée, s'est peu à peu éloignée de nous, confuse et humiliée des traitements que nous lui infligions. Les réparations se sont rétrécies, comme une peau de chagrin, au point de n'être plus aujourd'hui, devant nos yeux, qu'un objet imperceptible et insaisissable. Le Traité de Versailles s'en est allé lambeau par lambeau, et ceux-là mêmes qui en avaient le plus hautement proclamé l'insuffisance ont été les premiers à le ruiner, au lieu de le renforcer. Nous voici maintenant au bas de cette pente savonnée, dont je n'ai que trop parlé depuis deux ans. La politique du glissement a consommé son œuvre. Il n'y a plus de Traité. L'état de paiements lui-même n'existe plus qu'à titre de document historique. L'ultimatum du mois de mai est oublié. Nous avons derrière nous un immense monceau de protocoles, de déclarations collectives, de papiers jaunis, de lettres déchirées, de clauses abolies et devant nous, quoi ? De la brume, des nuées, des ténèbres.

Lorsque M. Briand, de retour de Londres, s'apprêtait à partir pour

Copyright by Raymond Poincaré, 1922.

Cannes, M. Ribot l'avait, dans un discours merveilleux de bon sens et de finesse, mis en garde contre les périls de la conférence qui allait s'ouvrir. « Dans une réunion où seront appelés, disait-il, nos anciens ennemis et tous les neutres, presque tout le monde nous dira : Faites donc encore un sacrifice, abaissez votre créance. » A quoi le Président du Conseil répondait avec énergie : « Jamais, nous ne pourrons consentir à cela. » Et M. Ribot répliquait doucement : « Sans doute, sans doute, vous déclarez : nous ne sacrifierons pas notre créance, mais vous ne serez pas maître de ce qui viendra. Quand vous aurez lancé la machine, elle nous passera sur le corps. » Et l'éminent orateur ajoutait : « Voyez-vous, cette créance sur l'Allemagne, c'est une question vitale pour notre pays. Elle doit rester au premier plan de toutes les conférences, de toutes les conversations que vous pourrez avoir. Vous ne devrez pas la perdre un instant de vue, parce que c'est la vie même de ce pays qui est en jeu. » M. Briand ne différait pas, à cet endroit, d'opinion avec M. Ribot. Loin de là. Il a même tenu à préciser : « La première question à l'ordre du jour de la Conférence et qui devra être résolue, est celle des réparations. L'autre (c'est-à-dire la réunion d'une conférence économique européenne) est une question d'avenir. » Contrairement au vœu de M. Ribot, contrairement au désir de M. Briand, c'est cependant la direction opposée qu'a prise, dès sa première séance, le Conseil suprême. Avant l'ouverture officielle de la session, les ministres des pays représentés avaient eu des conversations préparatoires et, une fois de plus, M. Lloyd George avait eu la bonne fortune de rallier autour de lui la majorité. Lorsqu'a eu lieu la réunion publique, l'heure des délibérations utiles était passée ; c'était l'heure des discours qui sonnait. M. Lloyd George a pris le premier la parole et, avec son talent incisif, il a, tout de suite, mis au premier plan ce vaste dessein de reconstitution européenne, où M. Briand discernait naguère plus de mystique que de sens positif ; et il ne nous a pas caché que, dans sa pensée, la question des réparations était dominée par la nécessité de rétablir, avant tout, la santé universelle. C'était, à vrai dire, ce qu'avait expressément avoué le communiqué donné par Downing Street, après les entretiens de Londres : « En ce qui concerne les réparations, aucune divergence d'opinion sérieuse ne s'est révélée entre les deux premiers ministres, mais il est évident que ce problème ne saurait être séparé de la question plus ample de la reconstruction économique de l'Europe. »

Lorsqu'il avait été interrogé sur ce communiqué, M. Briand avait répondu qu'il ne l'avait pas connu avant publication et que ni lui, ni

aucun de ses subordonnés, n'y avait collaboré; et il est assurément fâcheux que les bureaux de Downing Street aient ainsi livré à la presse un communiqué unilatéral. Mais le texte n'en exprimait que plus sûrement la pensée britannique, et il était évident qu'à Londres, suivant une habitude déjà trop ancienne, les Alliés ne s'étaient entendus que dans un malentendu. M. Lloyd George a parfaitement montré à Cannes qu'il persistait dans son idée favorite, si inconciliable qu'elle fût avec celle de M Briand. Il s'est présenté comme l'avocat de la prudence et de la modération, non pas, a-t-il dit, que l'Angleterre eût des motifs de ménager l'Allemagne, mais parce que, dans l'intérêt de l'Europe et du monde, il fallait éviter de précipiter le Reich dans la banqueroute et le chaos; c'est en restaurant le commerce extérieur de l'Allemagne qu'on augmentera sa capacité de paiement et qu'on lui facilitera, par suite, le règlement des dommages de guerre. M. Lloyd George a soutenu cette thèse avec beaucoup de force et il a ainsi fourni, par avance, à l'Allemagne les arguments dont elle se servira pour poser devant la Conférence européenne la question des réparations. Nous aurons grand'peine, désormais, à empêcher que les vaincus et les neutres ne se croient autorisés à engager, par des voies obliques, un débat sur les clauses essentielles du Traité de Versailles.

Mais, pour relever le commerce extérieur de l'Allemagne, M. Lloyd George s'est bien gardé de proposer que les nations qui s'étaient jadis glorifiées de leur fidélité aux doctrines du libre échange ne s'entourent pas aujourd'hui d'une muraille de Chine. Non. Il n'a point celé que l'Angleterre n'était pas disposée à ouvrir largement son marché; elle a d'innombrables chômeurs: elle souffre d'un mal qui lui était jusqu'ici inconnu; elle ne désire pas laisser entrer chez elle une grande abondance de produits allemands. Mais n'y a-t-il pas la Russie? Voilà longtemps que M. Lloyd George frappe à la porte de la République des Soviets. Il y a frappé, d'abord, sans succès, pour le compte de l'Angleterre. Ne pourrait-on y frapper maintenant, tous ensemble, pour le compte de l'Allemagne et même pour le compte de l'Europe entière? Sans doute, les bolchévistes ont des idées contestables et des méthodes fâcheuses. Mais les Turcs, eux aussi, n'ont-ils pas commis quelques méfaits? Et pourtant M. Briand n'a-t-il pas mis sa main dans la main des Turcs? Il suffira, concluait M. Lloyd George, que nous prenions certaines précautions pour éviter la contagion. Nous préviendrons franchement la Russie que nous ne traiterons avec elle que si elle est prête à respecter les principes communs des nations

civilisées, à payer ses dettes passées et présentes, à rendre les biens confisqués et à s'abstenir dorénavant de toute propagande extérieure.

Ce discours n'a été une surprise pour personne et aucun des délégués n'a cru nécessaire de prendre le temps de réfléchir sur cette nouvelle création du monde, avant de donner son adhésion aux propositions de M. Lloyd George. M. Bonomi a offert immédiatement le plein assentiment de l'Italie, M. Theunis celui de la Belgique; et M. Briand, tout en se plaignant spirituellement d'avoir vu tomber une grosse pierre dans son jardin, s'est empressé d'ajouter qu'elle n'avait écrasé aucune plate-bande et qu'il était, lui aussi, d'accord avec le premier ministre britannique. Il a seulement insisté, et avec raison, sur l'importance des garanties à prendre.

Dans la séance suivante, le programme de M. Lloyd George a été adopté à l'unanimité, et une résolution préparée dans la coulisse a été lue sur la scène. Il a été convenu que la fameuse Conférence économique et financière, celle dont il avait déjà été parlé à Bruxelles et à Spa et qui, jusqu'à ce jour, n'avait pas réussi à sortir du néant, serait enfin convoquée pour le commencement de mars et que toutes les Puissances européennes, Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie et Russie comprises, y seraient invitées. On a même pris soin d'ajouter que les premiers ministres de chaque nation devraient, autant que possible, assister en personne à cette Conférence, de manière à rendre les travaux plus rapides et plus décisifs. Si les chefs de tous les Gouvernements européens répondent favorablement à cet appel, ce sera, cette fois, pour les photographes une aubaine inespérée. Oncques ne se sera vue une assemblée plus imposante. MM. Lloyd George, Briand, le chancelier Wirth, Lénine, et les autres, quel rapprochement imprévu de talents et de gloires ! Quel triomphe de la diplomatie nouvelle ! Quelle défaite pour les vieux usages et les méthodes surannées ! Il sera bien démontré, dorénavant, que les ambassadeurs ont fait leur temps, que l'expérience des affaires est un luxe inutile, que, si l'incompétence n'est pas une vertu, la compétence, du moins, est un défaut, et que, dans le maniement des choses humaines, l'art oratoire suffit à tout.

La résolution collective contient ensuite quelques phrases dont la paternité pourrait être légitimement revendiquée par un personnage qui n'est peut-être pas allé à Gênes, mais qui est mort, non loin de là, devant Pavie, et qui, un quart d'heure avant sa mort... Nous savions que M. de la Palisse ne manqua de rien, tant qu'il fut dans

l'abondance. La Conférence de Cannes nous a appris que « la reprise du commerce international et le développement des ressources de tous les pays sont nécessaires pour augmenter la quantité de main-d'œuvre productive et pour alléger les souffrances endurées par les peuples européens. » Développons donc les ressources de tous les pays. Mais comment? D'abord, par un consortium de banquiers, puis, par une réunion des premiers ministres. Ce sont là, pour tous les maux, des remèdes souverains.

Je ne suis pas de ceux qui se voilent la face, lorsqu'on parle des négociations commerciales avec la Russie. J'ai hautement désapprouvé, ici même, le Gouvernement français, lorsqu'il a encouragé et soutenu la folle équipée du général Wrangel; j'ai signalé, il y a quelques mois, les conversations échangées entre Moscou, Londres et Berlin en vue d'entreprendre des affaires communes, et j'ai demandé que la France ne se laissât pas évincer des marchés orientaux. Des États voisins de la Russie et amis de notre pays ont adressé à nos agents la même recommandation. « Faites attention, nous ont-ils dit, le moment favorable va passer et vous arriverez bons derniers. Plusieurs d'entre nous ont signé des accords économiques avec la Russie. Vous, vous restez à l'écart, vous attendez, et, pendant ce temps, tout le monde prend sa place, les Allemands, les Anglais, les Scandinaves. La France a des intérêts considérables en Russie. Si elle persiste dans son abstention, sera-t-elle plus tard assez forte pour faire révoquer les concessions qui auront pu être accordées à des étrangers sur les fabriques et sur les usines qui étaient hier la propriété des nationaux français? » — Et lorsqu'à ces observations, nous répondions que l'Amérique, elle aussi, se gardait de tout contact avec les Soviets, nos amis reprenaient discrètement : « N'en croyez rien. Soyez sûrs, au contraire, que les envoyés de la *Red Cross* et du *Relief* sont d'excellents fourriers pour les industriels et les commerçants des États-Unis. Seuls, nous vous le répétons, vous êtes absents de Russie, et cela, au moment où vous pourriez y pénétrer avec profit. »

Mais était-il nécessaire de donner à ces tractations commerciales la consécration solennelle d'une conférence où seraient convoqués les chefs de tous les gouvernements européens et, en première ligne, ceux des gouvernements russe et allemand? On a traité M. Wilson d'idéaliste et de rêveur. Le covenant de la Société des Nations, si défectueux qu'il fût, exprimait, du moins, quelques idées précises et, en fait, malgré la regrettable défection des États-Unis, l'institution

créée n'a pas été sans rendre des services. Mais avec la conférence de Gênes, nous plongeons dans l'inconnu. M. Lloyd George se propose-t-il de détourner les exportations allemandes de la Grande-Bretagne et d'ouvrir au Reich de larges débouchés dans les plaines de Moscovie? S'il en est ainsi, il procurera, sans le vouloir, à l'Allemagne la victoire qu'elle a vainement cherchée sur les champs de bataille et que, du reste, elle était à la veille d'obtenir sur tous les points du globe, le jour où, dans l'espoir de brûler les étapes, elle a eu la folie de déclarer la guerre. Relisons les beaux livres de M. Charles Andler sur le Pangermanisme et de M. Henri Hauser sur les méthodes allemandes d'expansion économique. Nous y retrouverons exposé tout ce qui se passait avant-hier et tout ce qui recommencera demain, si nous nous chargeons nous-mêmes de relever l'Allemagne. Nous reverrons le *Deutschtum* employant les mêmes moyens à l'étranger, réorganisant ses services de renseignements, ses consulats, ses agences, son espionnage commercial; nous reverrons l'Allemagne exportant, non seulement ses produits, mais ses usines elles-mêmes, cherchant à conquérir partout la prépondérance industrielle, accaparant les matières premières, extériorisant le système du *dumping*, appliquant en un mot, dans son développement économique, sa vieille théorie nationale du *Deutschland über alles*. C'est alors qu'en Angleterre se multiplieront les chômeurs et que M. Lloyd George regardera avec effroi l'éclosion des œufs qu'il aura couvés.

D'autre part, toutes les garanties que réclamait, à juste titre, M. Briand, ont-elles été prises vis-à-vis des Soviets? On peut croire, à certains signes nouveaux, que la Russie bolchéviste est en pleine évolution. Depuis que le gouvernement a autorisé le commerce, au mois d'août dernier, un certain nombre d'entreprises se sont formées; il s'est même constitué, notamment pour l'exploitation des régions boisées qui avoisinent la Mer blanche, des trusts autonomes, régis par des conseils privés. Lénine est allé jusqu'à rétablir une Banque d'État, qui a toutes les apparences d'un établissement capitaliste; et il n'est pas impossible que la révolution russe finisse, tôt ou tard, par s'embourgeoiser; certains amis de Lénine, dédaignant déjà l'évangile communiste, réclament le rétablissement de l'héritage. Mais, pour le moment, la Russie n'en reste pas moins dans un état voisin de la sauvagerie primitive. La plupart des usines sont démolies ou fermées; les chemins de fer ne fonctionnent que très irrégulièrement; le pays produit peu et manque de tout. La Banque, organisée par Lénine, n'a pas le droit d'émission, parce que le

Conseil des Soviets a tenu à se réserver pour lui-même cette prérogative, et il en use de telle façon que personne n'est aujourd'hui en mesure de connaître la quantité exacte de roubles-papier mise en circulation. Ce qui est sûr, c'est que l'unité monétaire n'a plus aucune valeur, que la situation intérieure ne s'améliore guère, que la famine sévit encore dans plusieurs provinces, notamment dans la République des Tatares et dans la contrée de Samara, que la crise du combustible est elle-même, depuis le commencement de l'hiver, devenue effroyable, que le charbon du Donets a presque complètement disparu, qu'on ne trouve plus de naphte à Bakou, ni de bois dans le bassin du Volga, et qu'au milieu du désarroi général se multiplient tous les jours les attentats criminels. Les magasins de l'État, les trains, les gares sont pillés. Le désordre est partout.

Quelles assurances le représentant de ce régime de régression devra-t-il donner aux Puissances occidentales pour s'asseoir à leurs côtés dans la conférence de Gênes? Il devra, en premier lieu, nous dit-on, reconnaître toutes « les dettes et obligations publiques qui ont été ou qui seront contractées ou garanties par l'État, les municipalités et les autres organismes publics. » Il devra, en second lieu, « reconnaître également l'obligation de restituer, de restaurer ou, à défaut, d'indemniser tous les intérêts étrangers pour les pertes ou les dommages qui leur ont été causés du fait de la confiscation ou de la séquestration de la propriété. » En d'autres termes, les Soviets devront accepter de payer les intérêts des emprunts extérieurs contractés, notamment en France, par le Gouvernement impérial russe; et ils seront obligés de réparer les dommages que des mesures de force auront causés, depuis la Révolution, à nos nationaux. Rien de mieux. Cette double condition est sage; elle est nécessaire; il reste à la faire accepter, et quand elle sera acceptée, il restera à la faire appliquer.

La déclaration ne se borne pas à ces premières exigences; elle stipule que les nations auxquelles seront accordés des crédits auront à établir « un système légal et juridique sanctionnant et assurant l'exécution impartiale de tous les contrats commerciaux ou autres. » Il n'est pas, sans doute, très aisé de concilier cette formule avec le principe inscrit au frontispice de la déclaration : « Les nations ne peuvent revendiquer le droit de se dicter mutuellement les principes suivant lesquels elles entendent organiser à l'intérieur leur régime de propriété, leur économie et leur gouvernement. Il appartient à chaque pays de choisir par lui-même le système qu'il préfère à cet

égard. » Sous l'inspiration de la délégation française, le consortium financier, préparé avant la conférence de Cannes, avait demandé que des crédits ne fussent ouverts qu'aux États qui reconnaîtraient la propriété privée. Le Conseil suprême n'a pas voulu aller jusque là. Il a admis une rédaction transactionnelle et obscure : « l'exécution impartiale de tous les contrats. » C'est encore grâce à un malentendu qu'on a eu l'illusion de s'entendre.

La condition suivante n'est pas moins équivoque, et elle reflète, comme tout le contexte, la forme vague d'une rédaction improvisée : « Les nations devront disposer de moyens d'échange *convenables*. D'une manière générale, des conditions financières et monétaires doivent exister qui offrent au commerce des garanties *suffisantes*. » Telles sont les heureuses épithètes qui permettaient à des ministres, assez mécontents des résolutions arrêtées à Cannes par les Alliés, de murmurer, ces jours derniers, dans les couloirs des Chambres : « Rassurez-vous, la déclaration du Conseil suprême restera platonique. On ne se mettra jamais d'accord sur les conditions définitives. » Une précaution encore plus illusoire a été prise sous le paragraphe 5 : « Toutes les nations doivent s'engager à s'abstenir de toute propagande subversive de l'ordre et du système politique établis dans d'autres pays. » A l'heure présente, les bolchévistes de Sibérie fabriquent des pièces pour troubler l'opinion à Washington et faire croire que nous avons passé des conventions secrètes avec le Japon ; les bolchévistes de Moscou entretiennent, dans nos possessions africaines, des agents qui cherchent à exciter les indigènes contre nous ; ils inspirent même discrètement des feuilles publiées en langue arabe ; ils envoient à Berlin des documents, vrais ou faux, mais présentés à leur façon, qu'ils prétendent avoir découverts dans les archives impériales et dont la presse allemande se sert avec fracas, à la veille de la conférence de Cannes, pour essayer de déplacer les responsabilités de la guerre. Ne doutons pas que les bolchévistes ne soient tout disposés à nous promettre la cessation de cette propagande polymorphe, mais ce qu'il importerait de définir, c'est comment nous les contraindrons ensuite à tenir leur promesse.

Enfin, la déclaration contient un paragraphe 6, dont l'ambiguité ne laisse pas d'être inquiétante : « Tous les pays doivent prendre en commun l'engagement de s'abstenir de toute agression à l'égard de leurs voisins. » Quelle sera la sanction de cette clause ? Par quels moyens la fera-t-on respecter ? L'article 10 des statuts de la Société des nations, si décrié à Washington, prévoyait, au moins, que les

membres de la Société s'engageraient, non seulement à respecter, mais à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de chacun d'eux; et en cas d'agression, de menace et de danger d'agression, le conseil de la Société devait aviser aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. Aujourd'hui, rien de pareil; des mots, du vent, et c'est tout. Les nations honnêtes seront seules liées par le texte et, parmi elles, la France aura même à redouter que, si la résistance opposée par l'Allemagne à l'exécution du Traité de Versailles nous oblige, un jour, à prendre des gages ou simplement à prolonger notre occupation, des signataires mal intentionnés de la déclaration commune ne qualifient perfidement d'agression les mesures indispensables à la sauvegarde de nos droits.

Toutes ces conditions, exprimées en phrases quelque peu sibyllines, la Russie soviétique sera invitée à les accepter et, si elle y souscrit, elle obtiendra, en retour, la reconnaissance officielle. C'est ce que dit, sans le dire, la fin de la déclaration : « Si le Gouvernement russe réclamait la reconnaissance officielle, les Puissances alliées ne pourraient accorder cette reconnaissance que si le Gouvernement russe acceptait les stipulations qui précèdent. » On ne précise donc pas que, si les conditions sont acceptées, la reconnaissance sera de droit; on n'indique pas davantage si chacune des Puissances conservera sa liberté d'appréciation ou si elle sera liée par l'avis de la majorité; on se borne à spécifier que la reconnaissance ne pourra avoir lieu qu'après acceptation; on ne parle qu'à demi-mot, tout bas, comme dans une chambre de malade, mais on n'empêche pas les Soviets d'entendre et ils traduiront : « La reconnaissance suivra l'acceptation, » tout comme après l'ultimatum du mois de mai, l'Allemagne s'est dit : « Acceptons, pour sauver le Reich ; nous verrons ensuite. »

Rien n'est donc plus confus, plus incertain, plus indéterminé, que le programme de la future conférence et, si on ne dresse pas des barrières solides le long des précipices dont il est entouré, il risquera de nous jeter dans de redoutables aventures ; nous verrons les Puissances réunies à Gênes remettre en question les droits de la France, et anéantir les quelques morceaux du Traité de Versailles qui ne sont pas encore réduits en cendres. Déjà, quoi qu'on en dise, le Conseil suprême a fait bon marché de ce Traité dans les singulières décisions qu'il a prises à Cannes. Il a, une fois de plus, et sans aucun motif, dessaisi la Commission des Réparations. Il s'est substi-

tué à elle dans l'examen de la situation financière de l'Allemagne et, au lieu de la laisser tranquillement remplir son mandat, il a lui-même discuté les réponses du Reich à la Commission et convoqué à Cannes les représentants de Cabinet de Berlin. Or, c'est devant la Commission qu'aux termes du § 10 de l'annexe II à la partie VIII, il doit être donné au Gouvernement allemand « l'équitable faculté de se faire entendre, » et cela, « sans qu'il puisse prendre aucune part, quelle qu'elle soit, aux décisions de la Commission. » Malheureusement, nous semblons nous être hypnotisés, je ne sais pourquoi, sur les échéances immédiates et, dans la crainte que la Commission ne fût amenée à accorder, conformément au paragraphe 13 de la même annexe, un report total ou partiel des prochains paiements, nous avons cherché à sauver notre mise, au risque de sacrifier l'avenir au présent. Voilà plusieurs mois que j'ai signalé les dangers de cette myopie financière.

Il est beaucoup moins important pour nous de toucher demain cent ou deux cents millions de plus que de nous assurer, pour après-demain et pour plus tard, le maintien total de notre créance et le droit de nous faire payer. Nous avons discuté à perte de vue sur la revision de l'accord du 13 août et sur la priorité belge, et nous avons maladroitement donné au Cabinet de Bruxelles et à nos amis de Belgique l'impression que nous avions l'arrière-pensée d'engager avec eux, ou contre eux, je ne sais quel marchandage. Visiblement, il y avait eu, à cet égard, des imprudences commises dans les entretiens de Londres. Lorsque M. Briand était arrivé en Angleterre, il avait trouvé M. Lloyd George occupé à étudier un vaste plan destiné à bouleverser de fond en comble l'état de paiements. On aurait fait remise à l'Allemagne des obligations de la série C, et, en retour, l'Angleterre et l'Amérique auraient renoncé à leur créance sur la France. Mais l'Amérique ne paraissant pas se soucier d'être mêlée à ces combinaisons, les projets de M. Lloyd George avaient été provisoirement relégués dans un dossier d'attente, sans que nous fissions nous-mêmes connaître clairement nos volontés futures, et tout le débat avait alors porté sur la situation actuelle. Dans l'impatience d'obtenir, tout de suite, un avantage, nous avons réclamé, pour la France, une sorte de privilège dans les versements de cette année, sans songer qu'une fois ce privilège obtenu, nous n'aurions plus la même autorité pour demander, dans notre intérêt permanent, des garanties et des gages. En procédant ainsi, nous nous exposions naturellement à ce qu'on nous répondît : « Du moment où vous allez

être payés, en nature ou en espèces, que vous importe que le contrôle à installer en Allemagne soit plus strict et plus sévère? Attendez, nous verrons plus tard. Pour le moment, nous qui ne sommes pas payés, nous trouvons ce contrôle suffisant. De quoi, dès lors, vous plaignez-vous? »

Dans cette affaire comme dans celle de la Conférence financière, nous avons eu, à tort ou à raison, la pénible sensation d'être à la remorque. C'est alors qu'un peu loin de nous, près du rivage, un chant de sirène s'est élevé au-dessus des flots et, autant qu'il était possible de discerner les paroles, c'était la promesse d'une alliance anglaise qui venait nous consoler de nos déboires. Qu'il y eût, depuis quelque temps, un peu de cette espérance flottant dans les airs, une interview de M. Briand dans le *Daily Mail* nous l'avait déjà révélé. Le Président du Conseil est trop prudent et trop avisé pour solliciter publiquement une alliance qu'on ne lui offre pas, et lorsqu'il a exprimé son souhait de nouvel an, il savait, à n'en pas douter, que ses vœux trouveraient, de l'autre côté de la Manche, un écho sympathique. La foi dans une convention franco-anglaise explique même vraisemblablement les concessions que M. Briand a cru devoir faire aux vues du Gouvernement britannique; il a pesé le pour et le contre, et il s'est décidé pour l'alliance. Lorsque nous connaîtrons exactement l'ensemble des résolutions prises, nous vérifierons la pesée.

Au moment où j'écris cette chronique, je ne sais rien encore du pacte annoncé. Mais lorsqu'un de nos plus sûrs amis d'Angleterre, Lord Derby, et de grands journaux comme le *Morning Post*, ont commencé, il y a quelques mois, une vaillante campagne en faveur d'une alliance, j'ai eu l'occasion d'expliquer ici qu'à mon sens, avant de contracter cette union, d'ailleurs très désirable, il serait bon de procéder, comme en 1904, à une liquidation générale des difficultés pendantes, et j'ai eu la satisfaction de constater que cette opinion était alors partagée, non seulement par presque toute la presse française, mais par une grande partie de la presse britannique. Les circonstances n'ont pas changé. Le pacte qui nous sera proposé n'aura réellement de prix que dans la mesure où il mettra à l'unisson la politique des deux pays; mais, si l'unisson n'est, à proprement parler, qu'un son unique, encore faut-il qu'il soit rendu par plusieurs voix ou par plusieurs instruments. Dans une alliance franco-anglaise, il est indispensable que la voix de la France puisse se faire entendre aussi librement que celle de l'Angleterre.

J'ai déjà montré que la promesse d'assistance militaire, qui nous

avait été faite conjointement, en 1919, par l'Amérique et par la Grande-Bretagne, pour le cas d'une agression non provoquée, n'allait pas sans de graves inconvénients. Il n'en résultait pour nous aucune assurance, ni sur l'étendue, ni sur la rapidité de la coopération promise; et comme, d'autre part, nous ne prenions nous-mêmes aucun engagement vis-à-vis de l'Angleterre, cette garantie sans réciprocité nous laissait la physionomie d'une nation protégée et semblait, par suite, autoriser la nation garante à exercer sur nos actes une surveillance indiscrète. Dans tout contrat nouveau, il conviendra d'éviter des clauses qui pourraient justifier les mêmes objections. Assurément, l'alliance, positive et officielle, de l'Angleterre nous serait très précieuse; elle nous donnerait, sur le continent, beaucoup de la sécurité qui nous manque; elle nous aiderait, par suite, à alléger nos charges militaires; elle nous permettrait de nous consacrer plus tranquillement aux travaux de la paix. Mais, pour que nous soyons tout à fait rassurés, il faudra que l'armée anglaise, ajoutée à la nôtre et à celle de la Belgique, soit en mesure de repousser, et même de prévenir, une agression allemande. Pourrions-nous désarmer, si l'Angleterre désarme et si l'Allemagne ne désarme pas?

S'il était vrai, du reste, qu'en retour de cette alliance, nous dussions nous engager à ne pas prolonger notre occupation des territoires rhénans, ou même à l'abréger, et si l'Angleterre ne s'obligeait pas formellement à assurer avec nous, au besoin par la prise de nouveaux gages, la scrupuleuse application du Traité, l'alliance ne serait plus qu'un trompe-l'œil. Si enfin elle se concluait, sans que l'accord se fût nettement établi, entre l'Angleterre et nous, sur l'attitude à observer devant la conférence financière et sur le règlement ultérieur de la dette allemande, elle aurait le grave inconvénient de nous lier les mains par avance, elle nous enchaînerait, résignés et impuissants, à la politique anglaise, et la France n'aurait plus, tôt ou tard, qu'à prendre le deuil de sa souveraineté. Espérons que les conventions préparées écarteront ces sombres présages, que l'alliance n'affaiblira aucune des deux nations au profit de l'autre, et qu'elle ravivera le Traité de Versailles, au lieu de l'ensevelir.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.



LA MAISON MORTE (1)

DERNIÈRE PARTIE (2)

XI. — LA MALMAISON

Quand je sortis de la creute où j'avais rencontré Jean-Marie Couvert, pour rejoindre le poste de commandement du 4e zouaves sur le plateau du Mont-sans-Pain, les ombres commençaient d'embrumer un jour déjà maussade. Les pentes du Chemin des Dames qu'il faudrait gravir demain apparaissaient fantômatiques. Je distinguais à peine la dentelure du Fort de la Malmaison sur la colline. L'arbre à deux branches, en forme d'Y, cher à nos artilleurs à cause de leurs réglages, me servait de point de repère. Je savais que trois premières lignes de tranchées allemandes, auxquelles nous avions donné les noms de tranchées du Casse-tête, de Leibnitz et de la Carabine, devaient être franchies avant de parvenir au fossé du fort. Et je regardais avec des yeux dévorants ce paysage qui se perdait dans le soir : au delà, c'était Laon, au delà, c'était Mézières, la Meuse, c'était la libération du territoire. Ah ! si demain nous pouvions de là-haut découvrir Laon et les tours de sa cathédrale !

Notre artillerie tonnait sans arrêt. J'entendais le passage continu des obus sur ma tête. Ils devaient construire au-dessus de nous une voûte d'acier. La riposte allemande n'avait pas cette cadence, mais elle était empoisonnée.

(1) Mme la baronne Surcouf avait déjà publié sous le titre de *la Maison Morte* un ouvrage qu'elle avait signé : Mme Meunier-Surcouf, à la Société générale d'éditions illustrées. Elle a bien voulu m'autoriser à ne pas modifier le titre de mon roman et je désire lui en exprimer ici toute ma gratitude. H. B.

(2) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1921, 1er et 15 janvier 1922.

Copyright by Henry Bordeaux, 1922.

— Il faut mettre les masques, mon lieutenant, m'avertit doucement le zouave qui m'accompagnait.

C'étaient ces gaz vésicants qui brûlaient les yeux et la peau. Une corvée masquée nous croisa. Les servants d'une batterie que nous longeâmes portaient le masque Tissot avec un tuyau qui de la bouche allait à un réservoir d'oxygène. Cette vision, dans les taillis à demi écrasés, prenait un caractère diabolique. Nous semblions traverser une région hantée et pleine de maléfices. Qu'étaient les enfantines sorcelleries d'autrefois auprès de nos inventions maudites?

Nous nous engloutîmes, pour gagner le poste Avricourt, dans le boyau de l'Intendance, battu par les canons ennemis et même éboulé par endroits. Il était de pente assez raide. Et pourtant ce serait par là que demain se feraient, sous le feu, les évacuations, les relèves, les corvées. Quels hommes, dans le passé, ont osé ce qu'exécutent naturellement les nôtres?

Le poste Avricourt, à peine à cinq cents mètres des lignes, est une ancienne carrière. Deux compagnies y sont entassées, plus une section du génie, plus le petit état-major du colonel, coureurs, téléphonistes, etc., plus les brancardiers du poste de secours. On y est un peu serré. Tout à l'heure, à la nuit, les compagnies iront occuper les parallèles de départ. Avant qu'elles ne fassent mouvement, je regarde ces hommes à qui le général de Maud'huy a dit simplement : — Vous êtes les vainqueurs de Douaumont, vous serez les vainqueurs de la Malmaison, — qui le savent et qui n'en doutent pas une minute. Le fort de la Malmaison leur est *donné :* c'est une affaire entendue, c'est à l'avance chose faite. Vainqueurs, oui, mais pas tous. Ce qu'ils pensent, ils ne le disent pas. Ils se distraient, ils se préparent, leur heure est là.

Un régiment, comme une nation, est composé du chœur des vivants et des morts. Il a sa tradition comme il a son drapeau. Celui-ci est un être unique. Les zouaves d'Alger qui le formaient au début de la guerre sont maintenant les zouaves de toutes les provinces de France et d'Algérie : il y a des Bretons, des Vendéens, des soldats des pays envahis. Mais ce sont toujours les zouaves. Ils portent fièrement au repos la chéchia qui dans la caverne, aux lumières, multiplie ses taches rouges.

Je rejoins le lieutenant-colonel Besson, un *as* de l'état-major, tout jeune, calme d'apparence, le cœur chaud sous ces dehors

mesurés, d'une exceptionnelle sûreté de jugement dans la conduite des opérations. Il a auprès de lui son adjoint, ce commandant de Clermont-Tonnerre qui est un apôtre, mais un apôtre exerçant son autorité morale par l'extrême politesse, la courtoisie, et une douceur persuasive dont le danger n'a jamais pu le faire se départir. On l'a vu à Hurtebise ramener au combat ses hommes qui venaient d'être relevés, avec ce même calme rassurant, le calme et la sérénité de ceux qui se sont donnés tout entiers et dès lors s'oublient. Et voici l'aumônier, le petit père Joyeux, tout maigre et chétif, qui n'est qu'une âme.

Dans une petite salle éclairée par des lampes de mineurs à acétylène, le commandant Giraud, chef du 3e bataillon à qui a été plus spécialement *donné* le fort de la Malmaison, a réuni ses officiers pour les ordres. Une longue planche posée sur des chevalets supporte la carte fixée par des punaises. Il y a, derrière le groupe, une glace immense, amenée là on ne sait comment, qui double l'assemblée et prolonge la caverne. Un peu en arrière pour ne pas troubler le colloque, je contemple ces têtes assemblées. Le général de Maud'huy m'a-t-il passé son goût pour les yeux? Le commandant Giraud, debout, donne ses explications. Il est grand, mince, avec des yeux bleu d'acier, et, déjà, l'auréole légendaire, car, blessé à Guise au début de la campagne et laissé sur le champ de bataille, il a trouvé le moyen d'échapper à la mort et à l'ennemi ensemble. La plupart de ses officiers, capitaines, lieutenants, sont presque imberbes. De ces tout jeunes gens, honneur d'une race, d'une famille, d'un pays, combien reviendront?

Le benjamin, est-ce Marasquin qui commande les pionniers, ou de Champfeu qui est venu de la cavalerie, et dont les yeux lancent de la flamme? On m'a conté l'arrivée de celui-ci au régiment, en avril dernier, pour l'offensive du 16 avril. Il se présente : — Vous arrivez plus tôt que je ne vous attendais, lui dit le colonel. Nous attaquons demain, les postes sont au complet, vous rallierez le dépôt divisionnaire, et à la première vacance je vous appellerai. — Vous attaquez demain, et je rallierais le dépôt divisionnaire? Mon colonel, je suis d'une race de soldats. Regardez-moi : c'est vrai que je suis un inconnu pour vous, mais regardez-moi. Et ne me demandez pas une chose pareille... On l'a gardé.

Et parmi ces jeunes hommes est assis un sous-lieutenant

qui pourrait être leur grand-père. C'est Villebois-Mareuil qui atteint la soixantaine. Il a pris la place laissée vacante par ce sous-lieutenant Trincart, âgé de soixante-quatre ans, que les zouaves appelaient grand-papa en effet et qui avait déjà fait la campagne de 1870. Trincart a été tué à la Lizerne, devant Ypres, en mai 1915. Villebois-Mareuil, cousin du fameux colonel de Villebois-Mareuil qui fut tué au Transvaal, de brancardier a voulu passer soldat, et peu à peu a conquis ses grades. Toujours content de tout, souriant comme un grand seigneur affable qui reçoit dans son château, il a cette dignité que l'âge confère — l'âge, et aussi le voisinage de la mort.

Il écoute, flegmatique, sans donner d'avis. Champfeu ne peut cacher son exaltation. Sur la carte, Marasquin montre un point que le commandant explique. Quel tableau à la Rembrandt, mi-ombre mi-lumière, — et la plus pure lumière est en dedans, — ce cercle de figures plus ou moins éclairées par une lampe de mineur, tendues par l'attention, graves, volontaires, soumises avec décision à la destinée !

Vers minuit, les deux compagnies se mettent en marche. Elles vont prendre leur place pour l'assaut. Je sors un instant ; il pleut et l'orage de nos batteries s'est changé en tempête. La nuit est tout agitée de secousses de feu. C'est une palpitation d'éclairs dans une orchestration formidable des canons lourds et des canons de campagne. L'ennemi réagit peu. L'occupation des parallèles et tranchées de départ s'effectuera sans pertes. A ma rentrée, le poste de commandement, vidé de troupes, me paraît désert. Tous les ordres sont donnés, il n'y a plus qu'à attendre, on se met à causer. Le commandant Giraud, qui ne rejoindra son bataillon qu'à minuit cinquante, nous raconte son évasion. Laissé pour mort à Charleroi, atteint d'une balle au poumon, il est transporté dans un village voisin. Le médecin-major allemand qui le soigne paraissant lui témoigner de l'intérêt, il lui demande s'il consentirait à transmettre une lettre à sa femme, une lettre qui ne contiendra aucun détail, rien que des nouvelles de sa vie, et qui d'ailleurs, sera remise ouverte. Le major refuse tout d'abord. — La situation serait inverse, je le ferais pour vous, dit le blessé. — Oui, les Français! répond le major. Le lendemain, le major lui tend une enveloppe au nom de sa propre femme : — Elle fera parvenir. Mettez votre lettre dedans. — Le blessé l'introduit ouverte. Le médecin

l'invite à la cacheter. La lettre est parvenue un mois après.

— Elle est arrivée à temps, achève notre narrateur. Les journaux avaient annoncé ma mort. Ma femme, il est vrai, n'y voulait pas croire. — L'a-t-on vu mort ? demandait-elle. — Blessé à mort. — Cela ne me suffit pas... Elle avait la foi.

Il parle d'une voix lointaine, et l'on croirait entendre un revenant en effet. Ce refus d'admettre la mort, dans combien de foyers ne fut-il pas opposé? Mais le sort ne fut pas toujours si clément. Cependant la fille du maire qui soigne le blessé, dans le village où il a été hospitalisé près de Guise, lui procure une à une les pièces d'un vêtement de cheminot. Un soir, il lui dit : — Je suis prêt. Vous m'avez promis la clé. — Elle hésite, le cœur lui manque, elle tâche de le retenir, puis elle donne la clé. Il s'évade, exerce tous les métiers, débarque à Saint-Quentin, croit traverser aisément les lignes, mais depuis Charleroi il y a eu la Marne, et la course à la mer, et la guerre de tranchées. De la mer aux Vosges, on ne passe plus. Il lui faut remonter jusqu'en Belgique, tour à tour palefrenier, comptable, charbonnier, et même saltimbanque. Enfin il franchit la frontière hollandaise et revient en France après six mois. Tel est l'homme qui prendra la Malmaison.

Il s'est levé : l'heure s'est écoulée pendant son récit et notre conversation. Comme il part, le colonel l'embrasse. Une étreinte virile et brève.

— Je vous rejoindrai tout à l'heure, lui dis-je.

— Le poste Joséphine nous attend, avec le thé.

Vers trois heures, après une légère collation : des sardines et de la confiture, — car l'on a grand'faim et manger rend gai, — je pars à mon tour, avec le commandant de Clermont-Tonnerre qui veut rendre visite à son ancien bataillon et achever de l'enflammer. C'était lui qui, à Hurtebise, commandait le bataillon Giraud. Nous montons au-dessus de la carrière. Mais on nous a changé les batteries allemandes. Elles concentrent leurs feux sur nous : un feu effroyable, qui rappelle les pires jours de Verdun, — qui arrose sans relâche tout le terrain compris entre le plateau du Mont-sans-Pain et nos premières lignes. Les pertes vont être lourdes. N'influeront-elles pas sur le moral des troupes d'assaut? On dirait que l'ennemi prévoit l'heure prochaine de notre offensive. Pour aller aux parallèles, on ne peut songer à suivre le boyau qui est obstrué par les soldats entassés d'un

autre bataillon, dos confus, casques bleus aperçus dans la nuit aux éclairs des batteries ou des fusées. Il faut escalader le parapet et trotter dans le bled, en se couchant quand un éclatement se produit trop près, trop heureux si l'on ne reçoit que de la terre ou des cailloux. Un homme qui me précède tombe : il a le crâne fendu et la cervelle sort. Un gémissement, et c'est fait. Une plainte derrière moi : un autre homme est blessé à l'épaule et rebrousse chemin. Moi-même, je me sens un bras lourd. Par une chance incroyable, je n'ai dû recevoir que de la terre ou une pierre. Je tâte mon portefeuille : il est à sa place. Tout de même, s'il m'arrive malheur, que deviendra la lettre de Jean-Marie Couvert? J'aurais dû la laisser au poste Avricourt et n'y ai point songé. Comme je tiens mal ma promesse! Ce garçon avait mis toute sa confiance en moi. Bah! il en reviendra, et moi aussi, et je lui rendrai son testament. Au fait, est-ce un testament, et que peut-il écrire à son frère aîné? Le secret de la famille est peut-être là, et je ne le connaîtrai donc jamais par un aveu ou un témoignage directs.

Maintenant je n'y pense plus. Marcher dans les ténèbres déchirées de lueurs, sous cette grêle et parfois sur les cadavres, est un travail qui absorbe toutes mes facultés. Voici les parallèles, sur trois lignes. Mes yeux, habitués à la nuit, distinguent les levées de terre. Nos hommes sont là, pressés les uns contre les autres, immobiles, muets. La tenue prescrite est sans sac, afin d'alléger la marche. Mais chaque soldat porte autour du corps des musettes contenant les vivres, les grenades, qui lui grossissent la silhouette en forme de losange. De temps à autre, une fusée des Allemands affolés précise dans ses moindres détails le tableau de cette troupe qui attend. Quelques-uns, dressant la tête, fixent l'objectif qui apparaît par intermittences : dessin en forme de ruines dentelées au-dessus de la ligne du plateau. La plupart, indifférents en apparence, ont cherché la meilleure position pour éviter la fatigue. Adossés aux parois de terre, ou accroupis, ou s'étayant les uns les autres, ils sommeillent à demi. Puis tout retombe dans l'obscurité. Un mot de temps à autre s'échange, mais on n'est pas bavard. Chacun pense pour soi, mais s'appuie aux autres. Il n'y a pas un seul être isolé : c'est ici un bataillon où chacun puise sa force et son courage, être collectif par qui le courage et la force de chacun sont multipliés.

J'ai reconnu l'aumônier, et aussi le lieutenant de Champfeu qui ronge son frein, impatient. Debout sur le parapet, comme si les obus qui tombent autour de nous n'avaient pas été fondus pour lui, Louis de Clermont-Tonnerre cherche des visages quand la nuit s'éclaire, parce que les hommes l'ont en amitié. Puis il va rejoindre son poste, auprès du colonel.

A cinq heures cinq, — surpris, j'ai regardé ma montre, me doutant bien qu'il était trop tôt, — le commandant Giraud s'est dressé. Il a regardé par-dessous le parapet. Son voisin a cru que c'était le signal. De proche en proche, comme par une transmission télépathique, tout le monde se redresse. — Pas encore, dit le chef. Et docilement, chacun reprend sa position.

Qu'a-t-il examiné? Le jour tarde, la nuit est noire, il ne pleut pas, mais il bruine légèrement. Le départ, dans cette obscurité, sera difficile. Il faudra veiller à maintenir l'ordre de la ligne. La cadence prévue pour la marche est assez lente : on s'en servira pour régler cet ordre.

Cinq heures quinze : cette fois, c'est bien l'heure. De nouveau, le grand commandant s'allonge, se dresse, et immédiatement, sans un mot, chacun est prêt. Alors se passe cette chose : le départ pour l'assaut. Oh! ce n'est point ce qu'on imagine de loin : une ruée dans l'exaltation, dans l'enthousiasme, une hâte fébrile, un élan vainqueur. Non, c'est une chose toute simple. Par les marches aménagées, il faut se hisser tant bien que mal sur le parapet. Beaucoup grimpent droit devant eux, soit en s'entr'aidant, soit en utilisant les défoncements des obus. Alors on devine plutôt qu'on ne voit, et l'on finit par voir, — car les yeux s'accoutument aux ténèbres, car ils veulent voir, — la montée des ombres massives, liées comme à la chaîne, se tirant les unes les autres, se rangeant. Pas de bruit, pas de cris, pas de paroles : mais sous l'épouvantable averse d'obus qui éclatent devant, derrière, à droite, à gauche, parfois dessus, en silence ces hommes, après s'être rangés, s'ébranlent, se mettent en marche. Avec les colis qui les embarrassent, ils ont l'air de paysans qui, avant le lever du jour, partent pour aller à la foire. Non, ce n'est pas cela : avec cette tranquillité, avec ce calme, cet ordre, cette volonté d'aller en avant tous ensemble, comme il a été prescrit, ils ont l'air de prendre part à un office mystérieux, à une cérémonie sacrée. Ils vont servir la messe de la patrie. Leurs grosses apparences paysannes, voici qu'elles

revêtent un caractère sacerdotal. Pas un n'a hésité une seconde, pas un ne s'est retourné. Ils se sont débrouillés pour sortir de la tranchée le plus promptement possible, et ils partent. L'un ou l'autre est frappé et s'affale en gémissant. Petit incident prévu qui ne retarde pas la marche de l'ensemble. Tout cela s'écoule, s'enfonce dans l'ombre qui se désagrège. On ne remarque pas tout d'abord qu'il y a de l'ordre et de la méthode là-dedans. Mais, à quelques pas, on distingue parfaitement la ligne et les petites colonnes plus épaisses. A la lueur de l'une ou de l'autre fusée, je vois les casques luire, les silhouettes alourdies plonger, se redresser, plonger encore : c'est la marche dans les trous d'obus, car l'artillerie a fait de ce terrain un affreux chaos. Cette marche tranquille, presque lente, cette marche quasi paisible, cette marche d'affaires, c'est l'assaut.

Il ne pleut pas, mais comme le jour est lent à venir ! Que n'avons-nous une aube de temps clair? Sur ce terrain éventré, éboulé, percé de trous et de crevasses, les zouaves avancent, collés au barrage, régulièrement, sans hâte et sans précipitation inutile. De temps en temps un : *Doucement!* des chefs ralentit la cadence des plus pressés. En effet, il ne faut pas aller plus vite que l'artillerie. Aucune fusée n'est lancée. Cependant la marche est ralentie par l'obscurité où l'on trébuche, et le bombardement a rendu très dur le décalage. Une fois les deux ou trois cents premiers mètres franchis, on a l'impression que l'averse d'obus ennemis est moins dense.

On franchit la tranchée du Casse-Tête détruite par notre tir, et la plupart de nos soldats ne se doutent pas qu'ils ont dépassé la première ligne. La tranchée de Leibnitz est à peu près démolie, elle aussi. La défense y est nulle. Mais il y a des trous d'obus organisés, et des mitrailleuses tirent dans le dos des zouaves après qu'ils ont passé. La troupe d'attaque ne se retourne pas. Une compagnie spéciale est chargée du nettoyage des abris.

Maintenant, les Allemands lancent sans discontinuer des fusées rouges. Ils appellent, ils implorent leur artillerie, ils la supplient de raccourcir son tir pour les protéger contre l'assaut qu'ils pressentent, qu'ils devinent. Ces signaux lumineux paraissent et disparaissent, se croisent dans les airs. A droite, apparaissent des fusées vertes. Et nos artilleurs tirent sur le fort de la Malmaison des obus incendiaires qui font de grandes clartés rouges : les ruines du fort se découpent sur ce fond

d'incendie. Heureuse inspiration qui, sur tout le champ de bataille, redresse la marche des assaillants, car le fort, ainsi révélé, sert de point de direction. Le régiment colonial du Maroc, qui tendait vers nous, appuie à gauche, les chasseurs appuient à droite, les zouaves vont tout droit au but.

Signaux, lueurs sanglantes, premières clartés du jour, tout cela vient à bout de l'obscurité, compose avec les ténèbres rompues un extraordinaire tableau de clair-obscur. Les colonnes noires des éclatements rapprochés semblent un retour offensif des ombres. Roulement des canons, tac-tac des mitrailleuses, cris des blessés, tout un orchestre infernal accompagne la marche en avant.

La tranchée de la Carabine, qui est au bas de la butte sur laquelle s'élève le fort, oppose quelque résistance bientôt brisée. Et le fort est abordé. Sans doute ne distingue-t-on plus les murs d'escarpe et de contre-escarpe. La Malmaison n'est plus qu'un chaos. Mais, telle quelle, pour une troupe décidée, comme elle pourrait encore se défendre ! Un fossé immense l'isole, la protège. L'obstacle est prévu, et le bataillon manœuvre pour le contourner. Il faut maintenant aborder les murailles en ruines, les tourelles, le cavalier. Et quand la superstructure sera entre nos mains, il faudra encore nettoyer la partie souterraine, les voûtes, le reste des casemates, les abris défendus par des mitrailleuses.

Les deux compagnies de tête et une compagnie de mitrailleurs, après avoir débordé le fort par l'Ouest et par l'Est, pénètrent dans l'ouvrage par les brèches qu'a pratiquées l'artillerie lourde. Le premier qui est entré, — j'ai pu savoir son nom, — s'appelle Barré. C'est un paysan du Poitou, réserviste marié qui n'a point souci d'aventure, qui n'a pas fait un pas plus vite que l'autre, mais qui, flairant le terrain, a marché régulièrement sans trébucher, — vrai paysan de France sûr, solide, clairvoyant et paisible.

Cependant on se bat à l'intérieur. Six ou huit mitrailleuses allemandes y sont disséminées, qui pourraient causer d'affreux ravages. La rapidité de l'attaque étouffe ces résistances isolées.

Il est six heures du matin. « Je serai maître du fort à six heures, » avait promis le commandant. A six heures, en effet, il est maître du fort. Il veut lancer la fusée tricolore convenue pour annoncer la nouvelle. La fusée rate. Un zouave monte sur

le cavalier et y plante le fanion bleu, blanc, rouge, tandis que les signaleurs transmettent : *objectif atteint*. Et la nouvelle reçue au poste Avricourt, transmise par le téléphone, par la télégraphie sans fil, courra de poste de commandement en poste de commandement, parviendra à la division, au corps d'armée, à l'armée, volera au Grand-Quartier, se posera, frémissante, sur Paris, sur la France.

L'avion de la division, à la même heure, survole le fort et reconnaît le nouveau poste de commandement du chef du bataillon. Quel spectacle, dans le jour qui s'est enfin levé : la ruine du fort, dominant le terrain brunâtre, avec ce petit bout de drapeau qui flotte, et l'avion qui décrit des cercles au-dessus!... Mais voici Laon sur sa colline, et les tours de sa cathédrale...

La prise de la Malmaison ne fut qu'un épisode de la bataille qui se livra du Moulin de Laffaux à la Royère. Déjà, pourtant, il signifiait la victoire. Victoire sanglante et dure à cette aile droite, l'aile des zouaves, des tirailleurs et des chasseurs. Car nos pertes étaient lourdes. Nous apprenions coup sur coup la mort de nombreux officiers : Villebois-Mareuil tué dans la marche au fort, Marasquin qui tomba non loin de moi et que je crus seulement blessé. Champfeu devait installer sa section de mitrailleurs en avant du fort : il l'installa, puis fut criblé d'éclats d'obus, la cuisse traversée, la tête meurtrie. Je le vis comme on l'emportait :

— Une chic attaque, n'est-ce pas? me dit-il en se soulevant.

Les autres bataillons du régiment devaient dépasser le fort pour s'emparer de la ferme Many, clé du village de Chavignon. Du côté du régiment voisin qui était le régiment colonial du Maroc, les nouvelles étaient bonnes. Elles l'étaient moins à notre droite, du côté des bataillons de chasseurs, très éprouvés au départ par la défense des cavernes du Panthéon et des Bovettes et plus tard par la résistance du bois de Veau. Au 6e, le commandant Frère blessé avait dû passer le commandement à son adjoint, le capitaine Chalumeau. Le chef du 46e, le commandant de Bellegarde, avait été tué.

Vers quatre heures du soir, nous vîmes arriver au poste de commandement deux chasseurs envoyés en liaison. Mon Jean-Marie Couvert en était naturellement et me retrouvait une fois

encore. Ils transmirent de vive voix les ordres que le chef avait évité d'écrire, parce que les coureurs traverseraient une zone encore disputée. Pendant qu'ils attendaient avant de rejoindre leur corps, je pus causer avec le fils de Claude :

— Eh bien ! tu vois, on s'en tire.

— Oui, mon lieutenant.

Mais il gardait un visage contracté, soit qu'il eût fait effort pour accomplir sa difficile mission, soit qu'il fût désormais fermé à tout autre souci.

— Veux-tu que je te rende ta lettre ?

— Pas la peine.

La bataille n'était pas finie. Je n'osais l'interroger sur le contenu de cette lettre et cependant je cherchais l'occasion de provoquer chez lui une détente. Il me semblait qu'il soulagerait son mal intérieur en me le confiant. Mais je devinais bien qu'il ne me le confierait jamais. Nous parlâmes du village de Bessans, de la cabane, des chamois.

— C'est toi que j'emmènerai à la chasse après la guerre.

Il sourit par politesse, pour m'être agréable. Je ne savais tenir que des propos insignifiants à cet homme qui cherchait à mourir. Ainsi en est-il de nous dans les circonstances les plus tragiques.

On l'appela pour le mettre au courant, en même temps que son camarade, des renseignements oraux qu'il devait emporter. Et tous les deux s'éloignèrent dans la direction de ce bois de Veau, repaire de mitrailleuses et fouillis d'embuscades.

Le couchant tout rouge embrasait l'horizon, se reflétait dans les plaques, donnait un relief dangereux aux moindres aspérités de ces longs plateaux bruns désolés. Et je souhaitai la descente rapide de la nuit sur les deux petits chasseurs encore en vue...

Les bataillons de chasseurs, avec ténacité, avaient repris leur attaque échouée contre la garde impériale allemande. Le 25 octobre, ils débusquaient l'ennemi, s'emparaient de Pargny-Filain, bordaient l'Ailette. Je m'informai au 6e bataillon du soldat Couvert. Il avait été porté disparu. Il n'était pas revenu de la Malmaison. On retrouva son corps dans le bois de Veau. J'étais là quand il fut identifié. Les blessures, toutes provenant de balles de mitrailleuse, avaient déchiré la poitrine et le ventre, mais respecté le visage qui était plein de boue, les yeux grands

ouverts. Le baiser d'adieu que je n'avais pas donné au vivant, je le déposai sur le front du mort. Mais je ne pus fermer les yeux.

Il s'en était allé plus loin encore que son grand-père et son frère aîné. Mais, comme eux, secrètement, sans se trahir, il avait expié le crime de famille. Quand je l'avais rencontré dans une creute de l'Aisne, quand je l'avais revu à la Malmaison, il ne tenait déjà plus à la vie, il s'était offert en sacrifice. Pauvre petit qui avait eu bien plus de mérite et de courage que ne pouvaient soupçonner ses chefs et ses camarades, lui qui avait traversé l'horreur filiale et n'avait pas voulu survivre à sa découverte !

Lorsque je revins à l'état-major, le général de Maud'huy me fit aussitôt appeler :

— Eh bien ! Charlieu, et les yeux ?

— Des yeux de foi, mon général, des yeux d'espérance, des yeux de douleur et d'amour.

— De douleur ?

— De douleur aussi, mon général.

Il portait un cœur de père, apte à comprendre toutes les infortunes. Il n'insista pas, me laissant à mes pensées. Je revoyais les yeux de Jean-Marie que je n'avais pu fermer : des yeux de douleur, oui, mais d'amour aussi, et du plus grand amour, celui qui rachète.

XII. — BENOIT ET MADDALENA

J'avais envoyé au Père Étienne Couvert, lazariste à Tien-tsin, la lettre testamentaire de Jean-Marie en y joignant tous les détails que j'avais pu recueillir, non seulement sur la mort, mais sur la vie militaire du petit chasseur, quelques témoignages de ses chefs et de ses camarades, le texte de la citation dont il avait été l'objet. Mais je n'avais pu expédier le dossier que près d'un mois après la bataille : le temps de rassembler les documents, et mon brusque départ pour l'Italie à la suite du général Maistre, l'admirable vainqueur de la Malmaison, le futur vainqueur du Monte-Tomba, lorsque nous allâmes aider les Italiens à tenir sur la Piave après l'offensive austro-allemande du Caporetto, avaient causé ce retard.

La réponse de Chine fut très lente à me parvenir. Je ne la

reçus qu'en mai 1918, c'est-à-dire après six mois. Paris était alors menacé, et Amiens. L'Allemagne, jouant sa dernière carte, tâchait à brusquer le dénouement. Quelle mise au point pour nos peines individuelles que l'effroyable drame des nations! Le père Couvert me remerciait en termes émus. Sa lettre montrait une âme sereine, pour qui la vie n'était plus qu'une occasion de mériter la mort, porte ouverte sur la lumière éternelle. Il me confiait une double mission : il me demandait d'aller voir sa mère à Bessans, afin de lui raconter la fin du *petit*, et aussi de rendre visite au vieux Jean-Pierre, toujours en service à Hautecombe. Je n'avais pas eu le courage d'écrire directement à Maddalena. Si Étienne me priait de lui parler, c'était donc qu'il me croyait ignorant du crime. Avais-je mal interprété ses regards et ses attitudes? N'étions-nous pas complices du même secret? Ces pensées, je l'avoue, ne me tourmentèrent pas longtemps. Je m'occuperais de la famille Couvert quand les événements me le permettraient. Pour le moment, il y avait d'autres obligations plus urgentes.

Cependant, prévoyant bien que je n'irais pas en Savoie avant une date éloignée, je me décidai à transmettre à Maddalena les renseignements qui la pouvaient édifier sur Jean-Marie. La guerre n'était-elle pas une école de pitié? J'avais trop vu souffrir pour ne pas désirer épargner de la souffrance. La pauvre femme n'avait plus d'enfants : les deux aînés l'avaient abandonnée, et le dernier, le pays l'avait pris. N'était-elle pas frappée suffisamment?

Ma lettre me revint avec la mention : *décédée*. Je fis cette réflexion : « Comment son affreux mari ne l'a-t-il pas ouverte? » et n'y songeai plus. Désormais aucun lien ne me rattachait à la famille Couvert. Seul, l'assassin demeurait le maître de la maison. Je ne me souciais pas de le rencontrer.

Puis ce fut l'armistice. Je terminai la guerre à Mayence et ne fus démobilisé qu'au mois de février suivant. Je repris alors le courant de mes affaires interrompues cinq ans et demi. J'en appelle à tous mes camarades rendus à la vie civile après une telle interruption : nous fûmes quelque temps désemparés, les bras ballants, le cerveau vide. On nous a reproché cette *vague de paresse*. Il est vrai que le reproche venait de ceux qui n'avaient pas fait la guerre. Nous étions sans décision, sans

volonté. L'effort avait été trop violent ensemble et trop prolongé.

Quand vinrent les vacances, mon ami Louis de Vimines qui m'avait à peine donné de ses nouvelles pendant la campagne, se contentant de cartes laconiques adressées des cantonnements de repos, m'écrivit une grande lettre pressante pour m'inviter à le rejoindre au lac Lovitel en Dauphiné. Les chamois foisonnaient sur les pentes de la Muraillette, du Peyron, du Signal, et dans les rochers de Malhaubert. Les braconniers ayant été mobilisés, — car il faut des muscles de jeunes gens pour ce sport, — les troupeaux s'étaient accrus librement. On avait repéré des hardes de plus de cinquante têtes sur un névé. Il me fallait vérifier ma carabine et mon équipement, et monter à la cabane où la plus cordiale hospitalité m'attendait. Ainsi la guerre n'avait-elle été pour ce chasseur qu'un intermède un peu long entre les parties de son plaisir favori.

J'acceptai, cela va sans dire. Mais cette invitation eut pour résultat de me sortir de ma torpeur. Moi aussi, je me retrouvai tel que j'étais auparavant, — c'est-à-dire avant l'immense bagarre internationale. Je humais à l'avance l'air salubre de la haute montagne. Assez des cotes 304 et 344 : à moi les pics de roc et de glace, les altitudes de plus de trois mille mètres où l'on est seul avec son fusil, ses pensées et son gibier quand celui-ci daigne venir ! Et en même temps les souvenirs de mes chasses en Maurienne m'assaillirent, m'envahirent comme nous avions assailli et envahi le fort de la Malmaison. Il n'y en avait plus que pour eux. J'éprouvais le besoin invincible d'aller revoir ce théâtre de mes opérations d'autrefois. Le meurtre de Claude Couvert redevenait un événement récent après s'être perdu dans les brouillards des années révolues. Je rassemblais mentalement les preuves, ou plutôt, — n'étais-je pas avocat ? — les présomptions, mais les présomptions graves, précises et concordantes, qui désignaient, qui accablaient Benoît et son incestueuse compagne Maddalena. Les présomptions ? Une seule m'appartenait en propre : celle tirée des vêtements trempés de pluie. Toutes les autres n'étaient que des interprétations. Réunies en faisceau, pourtant, elles imposeraient la conviction des juges.

La conviction des juges? S'agissait-il encore de poursuivre l'assassinat? Les crimes se prescrivent par dix ans. La prescription n'était-elle pas acquise ? Je fis un calcul de dates. Claude

Couvert avait été étranglé et jeté dans l'Arc un douze septembre. Quelques jours manquaient encore pour assurer à Benoît l'impunité. Et voici qu'un nouveau cas de conscience se posait nettement à mon esprit. N'avais-je pas le devoir de dénoncer le coupable avant qu'il fût hors la loi? Ce devoir, il me restait peu de temps pour l'accomplir. Étienne n'avait pas parlé, par respect pour sa mère. Jean-Marie s'était tu par sentiment filial. Mais auraient-ils épargné leur oncle, maintenant que leur mère n'était plus? Quelle conduite me dictaient de loin le mort et l'absent? Laisseraient-ils le fratricide recueillir tout l'héritage et occuper la maison de famille sans protester? Ne remplirais-je pas leur vœu en m'instituant son accusateur?

A ces sollicitations ne répondraient-ils pas, au contraire : « Respectez la mémoire de notre *mama*. Elle est sacrée. Ce que nous n'avons pas cru devoir accomplir, vous qui avez surpris notre secret, pourquoi en abuseriez-vous? Imitez notre silence. Ne nous trahissez pas. Ne trahissez pas l'œuvre de salut que nous avons entreprise. Le crime, nous l'avons payé, expié, racheté. Que l'oubli, maintenant, le recouvre... » A ces voix venait s'ajouter, plus impérieuse, celle du vieux Jean-Pierre qui, lui, avait épargné son fils.

Et cependant la tentation grandissait en moi de me rendre une fois encore à Bessans, de revoir la maison Couvert, d'y entrer, de me trouver face à face avec Benoît, de démasquer enfin celui-ci. Il me fallait une certitude. Je n'acceptais plus de demeurer dans le doute. Ou plutôt, — car le doute, dès longtemps, m'avait abandonné, — je voulais prendre ma revanche sur le meurtrier. Je l'avais épargné, moi aussi, à cause des siens, j'avais même accepté de serrer cette main qui avait servi au crime et dont j'avais pu constater la poigne quand elle avait étouffé le chamois qui s'était vengé en le dénonçant. Je ne serais pas sa dupe. Il saurait que je n'avais pas été sa dupe. Quand je le tiendrais à ma merci, je consentirais peut-être alors à laisser venir la prescription.

Je n'y pus résister et, avant de rejoindre Louis de Vimines à la cabane du lac Lovitel, j'entrepris mon voyage de justicier. Je m'étais préparé à cette expédition. Ne devais-je pas prévoir une résistance qui pouvait être redoutable? Se sentant perdu, acculé, Benoît se défendrait par tous les moyens. Ses mains savaient comment on tue sans verser le sang. J'emportai donc

le petit revolver anglais, facile à dissimuler dans une poche, qui m'avait accompagné pendant toute la campagne : il me servirait au besoin à maintenir quelque distance entre le malfaiteur et moi jusqu'à ce que j'eusse terminé mon enquête. Les paroles que je prononcerais, je les repassais dans ma mémoire. Mon accusation serait brutale et directe comme un coup de massue. Je lui annoncerais les poursuites immédiates, l'arrivée sur mes pas du procureur et du juge d'instruction. Ainsi ne pourrait-il se dérober à l'orage. Sans délai, je lirais sur son visage l'aveu enfin arraché. J'avais fait la guerre à des ennemis anonymes. Cette fois, je la ferais à un criminel connu de moi, et de moi seul. Je revoyais les yeux grands ouverts du petit Jean-Marie étendu sur le dos. Ces yeux avaient vu, ces yeux avaient compris. Ils m'invitaient à l'œuvre de justice. Même si je ne livrais pas Benoît, je le rappellerais du moins à la honte, au remords, à la peur.

Ainsi agité, je traversai la Haute-Maurienne en voiture. C'était un beau jour de la fin d'août, mais les beaux jours eux-mêmes ont en Maurienne une certaine mélancolie. A l'étroitesse de la vallée, on les devine précaires. Les pentes des montagnes descendent trop brusques. Elles portent des forêts de sapins et de mélèzes qui sont des arbres plus sévères et tristes en été qu'en automne. Cependant, après le col sauvage de la Madeleine, je vis avec une joie qui me rajeunissait la plaine s'élargir et le clocher de Bessans miroiter. Là n'avais-je pas été heureux de ce bonheur physique fait de grand air, d'insouciance, de contact avec la nature et de liberté? Je souriais au paysage familier dans une douce impression de détente. Pourquoi venir ici avec des pensées de vengeance, quand l'air était si pur et le jour si éclatant, quand il ferait si bon de grimper là-haut à la poursuite des chamois?

Je laissai mon équipage à l'hôtel qui est à l'entrée du vieux bourg, proche le calvaire qui assemble autour du Christ tous les instruments de la Passion, et je montai seul le chemin de l'église. Mes pieds retrouvaient les contours des cailloux usés. Je marchais vite, allègrement, comme si j'allais rendre visite à des amis. Il en était ainsi autrefois, quand je débarquais chez les Couvert. Gravement, deux poules qui cherchaient du grain, me précédaient. Les habitants devaient être aux pâturages ou aux champs, car je n'en voyais guère. Une

vieille que je croisai me reconnut, me salua d'un : — Bonjour, Monsieur Charlieu, vous voilà revenu, — qui me fit plaisir. Je causai quelques instants avec elle, et de quoi? sinon des morts de la paroisse qui dépassaient la quarantaine. Cependant, je ne lui demandai pas des nouvelles de Benoît. Ayant continué ma route, je ne tardai pas à m'arrêter devant la cour qui précédait la demeure de celui-ci. Dans quelques instants, je serais devant le meurtrier de Claude. Ne convenait-il pas de reprendre haleine avant de l'aborder, puisque j'étais résolu à lui retirer son masque?

Cette cour, où l'on pénétrait par une arcade sans porte, était déserte. Une de ces petites voitures à bras qu'on appelle des *balladeuses* était remisée sous l'avancement du toit, accotée à un tas de bois régulier. Le sol n'avait pas dû être balayé de longtemps, à en juger par les restes de paille pourrie qui traînaient. La porte de la maison, abritée d'un auvent, était fermée malgré la chaleur, et de même les fenêtres. Comment respirait-on à l'intérieur? Il est vrai que les paysans, gorgés d'air, bouchent volontiers leurs ouvertures. Tout de même, je découvrais dans ce silence et cet abandon une sorte d'hostilité. Autrefois, on entrait chez les Couvert comme dans un moulin. Maintenant on eût dit une forteresse déclassée. Mais elle avait son gardien.

Ayant tâté mon revolver dans la poche de mon veston, je frappai résolument. Je tenais un gibier d'importance. Personne ne me répondit. Je frappai encore. Rien. Avec le pommeau de ma canne. Même insuccès. Mais une femme du voisinage accourut au bruit et apparut sur le seuil de la cour. Je m'informai de Benoît auprès d'elle.

— Parti, me répondit-elle laconiquement, et je vis bien qu'elle me dévisageait avec méfiance.

Celle-ci était jeune. Autrefois j'étais connu de tous les Bessanais. Mais l'oubli est prompt.

— Parti pour où?

— Je ne sais pas.

Si l'on ne savait pas, c'est qu'il ne devait pas être allé bien loin et ne tarderait pas à revenir.

— Est-il monté à son chalet avec les vaches dans la vallée d'Averole?

— Non.

— Va-t-il rentrer?

— Je ne pense pas.

— C'est bien : je vous remercie.

Et je restai, devant l'huis fermé, quelque peu décontenancé, je l'avoue. J'avais tablé sur la présence de Benoît. Il me jouait un méchant tour en se dérobant à mon interrogatoire comme s'il avait prévu l'œuvre de justice que je poursuivais. Son absence serait-elle longue? Je ne pouvais rien induire des renseignements brefs et vagues fournis comme à contre-cœur par cette paysanne peu encline à lier conversation. Ne voulant pas m'éterniser devant cette porte close, l'idée me vint alors de me rendre chez un de mes anciens traqueurs, Sérafin Ruffin, le père de Mélanie. Il avait hérité de Claude Couvert l'art d'accommoder le gibier et je lui avais confié jadis la cuisine de la cabane. C'était un gai compagnon qui aimait à boire et à manger, la probité même et le dévouement aussi. Veuf, il avait élevé de nombreux enfants, dont la jolie fiancée d'Étienne.

Cette fois, je trouvai du monde au logis, et du monde qui me fit fête. On m'obligea à m'asseoir dans la belle étable reluisante de propreté. Mélanie et sa sœur cadette, en un clin d'œil, mirent une nappe sur la table, y déposèrent une assiette, deux verres, un couteau, m'apportèrent du pain, du fromage et du vin et me regardèrent goûter, tandis que leur père remplissait les verres et trinquait avec moi. Tous accomplissaient les rites de l'hospitalité paysanne, l'homme assis et les femmes debout.

— Eh bien! mon brave Sérafin, nous avons vieilli tous les deux.

— Il faut bien.

Je pensais, comme on pense volontiers : « Lui surtout. » De fait, il s'était courbé. Son nez turgescent impliquait des habitudes d'intempérance, — habitudes sans doute régulières et quasi innocentes. Et pourtant le visage, avec l'âge, s'était assombri. Je n'y lisais plus la belle humeur. J'en compris la cause en l'interrogeant. Un de ses fils avait été tué, un autre était revenu amputé d'une jambe.

— Et toi, Mélanie, pas encore mariée?

Elle aussi avait changé à son désavantage, le teint plus jaune, le corps déjà desséché, la toilette négligée. Je sais bien que les femmes vieillissent vite à la campagne, dans les gros travaux et les soucis ménagers. Mais celle-ci, tout de même,

c'était une jeunesse. Dix-sept ou dix-huit ans au temps de la cabane, plus huit dès lors, le calcul était facile. A vingt-cinq ou vingt-six ans, une jeune fille n'est pas flétrie, que diable! A ma question, ses joues s'étaient empourprées, tandis qu'elle protestait vivement :

— Oh! non, monsieur l'avocat.

— C'est ta faute. Autrefois, tu portais de jolis bonnets avec un ruban rouge. Maintenant, plus de coquetterie. Autrefois, tu chantais des Noëls. Je parie que tu ne chantes plus.

— Oh! non, monsieur l'avocat.

Ses yeux, restés beaux et lumineux dans le visage fané, me considéraient avec étonnement. Comment pouvais-je rappeler le passé avec tant de désinvolture? Ils m'adressaient des reproches. La dernière fois que j'avais rencontré Mélanie, n'était-ce pas le jour de ses fiançailles? Elle avait chanté le Noël de Bessans. Avais-je oublié tout cela? Mais une fiancée n'est pas une veuve. Elle était alors presque une enfant, presque une petite fille. J'avais cru, j'avais pensé que la vie la reprendrait. Jolie comme elle était, les amoureux ne devaient pas manquer aux longues veillées d'hiver, quand les promesses s'échangent et que les futurs mariages se concluent. Je comprenais bien que je m'étais trompé. Elle était restée fidèle à son Étienne. Ophélie n'oublie pas Hamlet. Il n'y avait qu'à lire dans ces yeux purs et tristes pour y découvrir une image de fidélité.

— Elle est comme ça, dit son père.

Il s'inclinait devant un fait qui ne lui plaisait qu'à demi. Plus d'une fois, il avait dû tenter de secouer la douce résistance de sa fille. Sans délicatesse, sans pudeur, j'avais rouvert une blessure. Mon premier contact avec le passé m'avertissait de n'y pas toucher sans précaution. Malgré mon envie de porter la conversation sur les Couvert, j'écartai momentanément ce sujet, afin qu'on ne pût y découvrir une allusion. Nous parlâmes des récoltes, puis des chamois.

— Il n'y manque pas sur l'Albaron et le Charbonel. Mais vous ne venez plus.

— Je vais les chasser en Dauphiné.

— Oui, notre Bessans ne compte plus pour vous.

Je protestai et demandai des nouvelles de tous mes anciens traqueurs. Ainsi devais-je fatalement aboutir à la question qui me tourmentait :

— Et Benoît Couvert?

— Parti.

— Parti pour où?

— Je ne sais pas.

— Va-t-il bientôt revenir?

— Je ne sais pas.

— Ce soir dans tous les cas?

— Oh! ce soir, ça m'étonnerait.

— Il est donc allé bien loin?

— On ne sait pas où il est allé.

C'étaient, presque dans les mêmes termes, les mêmes réponses vagues que celles données par la voisine. Je flairais un mystère dont on ne désirait point parler. Avait-on découvert le crime et Benoît s'était-il sauvé? Je le crus un instant, mais je compris bientôt que cette interprétation était fausse.

— Pourquoi est-il parti?

— Parce que ça lui chantait.

Il s'en était donc allé librement, et non pas en malfaiteur qui s'évade. Visiblement, Sérafin Ruffin se dérobait à mon interrogatoire, l'éludait, le décourageait par la brièveté de ses répliques. C'est assez l'habitude des paysans. Ils ne disent que ce qu'ils veulent dire. Force me fut de tourner la difficulté, quitte à me renseigner par d'habiles recoupements. Quand Benoît rentrerait-il chez lui? Il me fallait à tout prix le savoir, afin de pouvoir le guetter. Car je n'abandonnais point ma proie. Au contraire, elle m'attirait, elle excitait davantage mes appétits retrouvés de chasseur. Jamais je n'avais plus souhaité de le tenir à portée de ma main, quitte à l'abandonner à sa propre pourriture, pour obéir aux exigences du vieux Jean-Pierre, d'Étienne et du petit Jean-Marie. Je cherchai donc un autre thème qui, pourtant, ne nous écarterait pas de celui-là:

— Alors, Maddalena est décédée. Elle n'était pas âgée, Maddalena. Je lui avais écrit sur son fils, et la lettre m'est revenue. Y a-t-il longtemps que cela s'est passé?

— Il y aura deux ans au mois des morts.

— Deux ans déjà?

— Et quel est le mal qui l'a emportée, avec le chagrin?

— Elle n'a pas eu de maladie.

Une idée me vint : se serait-elle punie elle-même de sa faute? Se serait-elle frappée après avoir perdu son dernier né

et reconnu dans cette perte l'arrêt de Dieu? Superstitieuse comme je l'avais connue, elle avait pu se voir condamnée dans son fils et vouloir le rejoindre par un châtiment volontaire.

— Elle ne s'est pourtant pas suicidée? dis-je avec un sourire, pour atténuer la rigueur de mon hypothèse.

— J e ne crois pas.

Je ne crois pas : toujours ces réticences, ces refus de parler! Je commençai de m'en irriter :

— Écoutez, Sérafin, vous me laissez le bec dans l'eau, quand je m'enquiers des nouvelles de Bessans. Je m'intéresse à tous ces Couvert. Claude était mon premier traqueur. Quand on a repêché son corps dans l'Arc, j'en ai eu de la peine comme si j'avais perdu un parent. A ce propos, on n'a donc pas retrouvé l'assassin?

— Non, monsieur l'avocat.

Et il ajouta entre ses dents :

— C'est peut-être qu'on n'a pas bien cherché.

— Vous avez une idée, Sérafin?

— Moi? oh! non, comment voulez-vous? se hâta-t-il de répondre, comme si je l'avais attiré dans un guêpier.

— Vous connaissez toute la vallée : vous auriez pu soupçonner quelqu'un.

— C'est déjà si ancien! Les crimes, monsieur l'avocat, c'est comme les chamois : le sang brûle les doigts et c'est vite sec.

Il ne livrerait pas sa pensée de derrière la tête, s'il en avait une. Je me décidai à revenir à Maddalena :

— Après Claude, j'avais engagé Étienne. Mais Dieu l'a appelé. Petite Mélanie, n'en sois pas jalouse.

— Je n'en suis pas jalouse, monsieur. Étienne a bien fait.

Comme elle avait défendu son ancien fiancé, la voix rapide, les yeux brillants! Une poule grimpée sur la table pour y picorer dans mon assiette la croûte du fromage permit à la jeune fille de reprendre contenance en la pourchassant. Un bruit de lourdes ailes et des piaulements nous séparèrent. Je recherchai le contact tant bien que mal :

— Il est en Chine maintenant. Je ne sais plus rien de lui depuis la mort de son frère.

Sérafin prit la place de la fiancée abandonnée et m'expliqua que celle-ci était restée en correspondance avec Catherine, la

petite sœur des pauvres. Par Catherine, on savait de temps en temps quelque chose d'Étienne :

— Mélanie, conclut-il simplement, voulait bien les rejoindre. Après moi, si elle veut encore, ou quand la cadette aura grandi...

Cette fois, la jeune fille inclina la tête, comme si elle n'osait pas supporter mon regard, comme si devant moi sa pudeur eût été offensée. En quelques mots, tout le drame d'amour m'était révélé. Elle n'avait plus rien à me cacher de son cœur. Elle était de celles qui n'aiment qu'une fois et pour toujours. Mais sa tendresse humaine s'était spiritualisée, muée en charité, prête à se donner à tous pour le souci d'un seul qui n'était plus lui-même qu'un reflet divin. Et je reconnus en elle les traces de cette race mauriennaise prompte aux ardeurs mystiques parfois rabaissées en illuminisme et sorcellerie, intactes en cette âme pure et ce corps vierge. Instinctivement, je cessai de la tutoyer. Elle portait sur elle un caractère sacré. Elle aussi, par amour, expiait le crime de la maison Couvert.

— Je vous ai peinée tout à l'heure, Mélanie. Il faut me le pardonner. Maintenant, je vous comprends.

Étonnée de ma démarche, elle eut un geste de protestation, comme si une humble fille ne pouvait avoir quelque chose à pardonner et comme si elle désirait entre nous rétablir les distances; mais elle ne parla pas. Sa vocation lointaine l'enveloppait d'un voile délicat et transparent, à la façon des madones : un respect nouveau naissait devant elle.

Je repris la litanie interrompue des Couvert :

— Restait le petit Jean-Marie. Un gentil gars, vif et gai à ce qu'il paraît.

— Oh! pour ça, oui, affirma Sérafin.

— Le portrait de son père Claude.

— Tout craché, monsieur l'avocat.

— Je l'ai retrouvé dans la guerre, après l'avoir laissé tout petit. Il a été tué à la Malmaison, dans une mission de confiance qu'il avait demandée.

— Qu'il avait demandée, comme ça?

— Mais oui, Sérafin.

— Ça ne se demande pas, ces machines-là. Quand on vous y envoie, c'est déjà bien beau d'y aller.

— Il y en a qui les demandent, Sérafin. Jean-Marie était de ceux-là.

— Il avait peut-être ses raisons.

Cette réflexion n'était sans doute qu'un de ces correctifs paysans qui diminuent les grands sentiments et les grands mots et les contraignent à rentrer dans les cadres ordinaires. Je lui attribuai sur le moment un sens plus profond, comme si le secret du petit chasseur eût été pénétré dans son village, et je poussai plus avant mon enquête :

— Dites-moi, Sérafin, vous rappelez-vous la dernière permission de Jean-Marie à Bessans ? Quand il en était revenu, on ne le reconnaissait plus à son bataillon : il avait perdu son entrain, son élan, son rire. Aurait-il eu des discussions d'intérêt avec son beau-père, à cause de la donation d'Étienne et de Catherine ?

— Ah ! ça, je ne sais pas, monsieur l'avocat. Benoît et sa femme n'étaient pas toujours bien accordés. Ils vivaient à part. Les voisins les entendaient crier, et quelquefois dans la nuit. Justement, le chasseur est arrivé en pleine nuit sans s'être annoncé, la dernière fois qu'il est venu. Peut-être bien qu'il est tombé sur une querelle. Peut-être bien.

— Maddalena l'aimait beaucoup, intervint Mélanie de son coin d'ombre.

— Oui, répétai-je, Maddalena l'aimait beaucoup. Et comment a-t-elle appris sa mort ?

— Ah ! voilà, raconta enfin mon hôte. Elle était seule dans sa maison, parce que Benoît descendait du bois de la montagne. Le maire l'a visitée en personne, pour lui donner la nouvelle. Quand elle a su, elle a fait un grand vacarme. Dans son pays, c'est l'habitude. Chez nous, on se tient. Et tout à coup, elle est partie comme une folle... On croyait qu'elle grimpait à l'église ou au cimetière. On l'a vue qui prenait le chemin d'Averole. On a pensé qu'elle rejoignait son homme. Mais quand Benoît est rentré le soir, elle ne l'accompagnait pas, et il ne l'avait pas rencontrée. On l'a cherchée avec des lanternes. On a pensé qu'elle avait couché au village d'Averole. Le lendemain, on a recommencé les recherches dans cette direction. Des enfants l'avaient bien remarquée : elle avait dépassé le hameau de Plan-du-Pré. C'est là que finit le chemin muletier. Mais le chemin, déjà, disparaissait sous la neige qui tombait depuis la veille. Sa trace avait été recouverte. Une caravane a frayé le sentier du col d'Arnès, une autre est

montée à l'oratoire de Notre-Dame des Neiges. C'est là qu'on l'a retrouvée à moitié ensevelie. La nuit et le froid l'avaient surprise. Elle s'était réfugiée sous l'oratoire. Elle a dû mourir sans douleur. Le froid, ça vous engourdit.

— Pauvre femme! déclarai-je en manière d'oraison funèbre. Autrefois, les pèlerinages l'attiraient. Sa mort aura été le dernier.

Puis, comme Sérafin était en veine de confidence, j'en profitai sans retard :

— Et Benoît?

— Benoît a aidé à la ramener. Il ne cause guère. Il a passé tout seul l'hiver qui a suivi, allant et venant, comme un muet. Au printemps, il a mené son bétail à la foire de Bourg-Saint-Maurice, vous savez bien, dans la Tarentaise. Il l'a vendu. Un bon prix, à ce qu'on dit. Mais, moi, je n'y étais pas. Après, il a vendu ses champs, et il a vendu ses prés. Il n'y a que la maison qu'il n'a pas vendue.

— Les immeubles ne devaient pas lui appartenir, Sérafin?

— Mais si, monsieur l'avocat, mais si. Tout lui appartenait par héritage.

— Comment? Jean-Marie aurait testé en sa faveur?

— Non, mais les autres ont renoncé. Le vieux Jean-Pierre, et Étienne, et la Rina. Alors tout lui revenait. Vous voyez bien.

— Oui, à Bessans, vous avez tant plaidé, les uns ou les autres, que vous connaissez la loi mieux que les avocats. Et qu'a-t-il fait de son argent?

— Ah! ça, je ne puis pas vous le dire. Un matin, il a décampé. Il y a eu un an à la Saint-Jean. Il a pris le chemin de sa femme, mais il n'est pas resté à l'oratoire. Il a dû passer la montagne pour s'en aller en Italie.

— Avec son argent?

— Peut-être que oui, peut-être que non. M. le curé dit qu'il l'a tout laissé pour des œuvres de bienfaisance et pour les pauvres de la paroisse. Il le dit à qui veut l'entendre. Mais les curés disent ce qu'ils veulent.

— La vérité, déclara Mélanie presque solennellement.

Son père ne releva pas le mot, comme s'il désavouait son propre scepticisme à l'égard de la donation de Benoît.

— Et la maison, Sérafin, que va-t-elle devenir?

— Oh ! bien, elle restera où elle est.

— Je pense bien. Qui l'achètera ou la louera?

— Personne.

— Comment, personne? C'est une belle maison, avec de beaux murs solides.

— Oui, c'est bâti pour les temps.

— Et personne ne l'occuperait?

— Vous pouvez y entrer : la clé est sur la porte.

— La clé est sur la porte, Sérafin? Et les meubles?

— Les meubles sont à leur place.

— Personne ne va les prendre pour s'en servir?

— Non, monsieur l'avocat, personne.

— C'est bien extraordinaire. On n'abandonne pas une maison.

— Faut croire que si, monsieur l'avocat.

— Allons, allons, Sérafin : quelle plaisanterie ! Les maisons ne meurent pas. Il n'y a que les gens. Les maisons, on s'y remplace, on s'y succède. Après les Couvert, ce sera le tour d'un autre.

— Ou de personne. Les maisons, ça meurt aussi.

— Elles tombent en ruines, quand nul ne veut s'en occuper. Mais ce n'est pas la même chose.

Sérafin jugea sans doute inutile de prolonger cette discussion au sujet des pierres. Maintenant, je savais par lui tout ce que j'avais désiré de savoir, et même bien plus que je n'aurais pu supposer. Il m'avait fallu de la patience pour tirer de lui ce récit qui contenait le dénouement de la tragédie. Cette tragédie, l'avait-il devinée lui-même, et avec lui tout le village dont il n'était ni le plus malin, ni le plus malveillant? Je le crois, si je rapproche ses réserves, ses réticences, ses silences mêmes au cours de notre conversation. Sur la recherche insuffisante du crime, sur les raisons qu'avait eues Jean-Marie de s'exposer au feu, sur le refus de toute la paroisse de cohabiter avec les fantômes des Couvert, n'avait-il pas laissé échapper deux ou trois phrases, anodines isolément, assez probantes réunies? Le village savait peut-être, mais ne l'avouerait jamais. Les propos qui s'échangeraient encore sur le meurtre de Claude et la disparition de Benoît, ne seraient jamais qu'à double entente, n'offriraient jamais une seule interprétation dénonciatrice. Et même l'on éviterait d'en parler. Et bientôt les ténèbres s'épaissiraient autour de tous ces disparus, vivants ou morts.

Au moment de prendre congé, pourtant, je fixai les yeux de Mélanie. Étienne l'avait-il faite dépositaire de son douloureux secret avant de rompre leurs fiançailles? S'était-il contenté de lui demander sa confiance et de lui donner rendez-vous en Dieu, origine et fin de tout amour immortel? Tranquillement, sûre de lui, elle accomplirait son devoir quotidien jusqu'à l'heure de l'aller rejoindre.

XIII. — LE FOYER SANS FEU

De la maison de Sérafin Ruffin, je remontai jusqu'à l'église qui, de son tertre, domine l'assemblée du village. De tous les toits sortait un mince filet de fumée bleue. C'était l'heure où les femmes préparent le repas du soir pour le retour des hommes : l'heure de la paix après le travail. La nature elle-même se recueille alors dans la douceur qui précède la venue des ombres. Une maison n'est pas une maison sans un panache de fumée. Les enfants eux-mêmes savent cela quand ils en dessinent une sur une feuille de papier blanc. Ils font un carré pour la façade, d'autres petits carrés pour les portes et fenêtres, une sorte de trapèze allongé pour la toiture, et là-dessus ils ajoutent des ronds pour la fumée. Jamais ils n'oublient la fumée. Seul dans le troupeau des maisons vivantes, le toit des Couvert ne portait pas de fumée.

Je résolus d'entrer chez eux une dernière fois. J'étais venu en justicier, et je n'avais plus que de la compassion. Il me revenait à la mémoire un passage de *la Cité antique*, dont un de mes professeurs de droit, lors de mes années d'études, m'avait transmis l'admiration. C'est celui où Fustel de Coulanges célèbre le culte du foyer chez les anciens : « La maison d'un Grec ou d'un Romain, — écrivait-il, et je suis à peu près sûr de ne pas commettre une erreur dans la transposition de son texte, — renfermait un autel : sur cet autel, il devait toujours y avoir un peu de cendre et des charbons allumés. C'était une obligation sacrée pour le maître de chaque maison d'entretenir le feu jour et nuit. Malheur à la maison où il venait à s'éteindre! Chaque soir, on couvrait les charbons de cendres pour les empêcher de se consumer entièrement; au réveil, le premier soin était de raviver ce feu et de l'alimenter avec quelques branchages. Le feu ne cessait de briller sur l'autel que lorsque

la famille avait péri tout entière : foyer éteint, famille éteinte, étaient des expressions synonymes chez les anciens. »

J'avais retenu ce tableau de la vie domestique sous l'influence d'un maître qui s'enthousiasmait en nous lisant du Fustel de Coulanges. Il y introduisait une sorte de lyrisme, et pour le paraphraser il nous déclamait les plus belles strophes de Lamartine, celles de *la Vigne et la Maison*. Le texte de l'historien s'est fixé dans mon souvenir, quand j'ai oublié le poème.

Dans une formule de Fustel que j'ai retenue, mon professeur découvrait la solidité et la force d'un vers-médaille de Corneille, et c'était celle-ci : *Un foyer qui s'éteint, c'est un culte qui meurt*.

Telles étaient les pensées qui me venaient sur le tertre d'où je distinguais la maison morte des Couvert. J'y avais connu trois générations. Ces trois générations étaient encore représentées dans la vie, par l'ermite d'Hautecombe, par Benoît disparu, par le frère et la sœur exilés au bout du monde. Toutes trois avaient déserté le foyer et secoué les cendres sur le feu éteint.

Je redescendis et de nouveau je franchis la porte charretière de la cour. Sérafin Ruffin ne m'avait pas trompé. L'huis était poussé, et non fermé. J'entrai dans le couloir en contre-bas que je connaissais bien : à gauche, le bûcher encore garni pour résister aux rigueurs de l'hiver; à droite, la cuisine avec ses ustensiles de cuivre, ses bassines, ses coquemars, sa vaisselle ; au fond, la vaste pièce qui servait d'étable, de salle à manger et de dortoir, qui confondait dans la même chaleur bêtes et gens, où l'existence quotidienne s'écoulait en commun. Une odeur de renfermé, — cette odeur des lieux inhabités qui ont gardé des relents d'autrefois et y mêlent de la moisissure, — me suffoqua à mon arrivée. Les cadavres des maisons se corrompent-ils donc aussi? Je me précipitai sur les croisées pour les ouvrir. Le jour qui pénétra me permit une inspection plus complète.

L'écurie avait été nettoyée avec le plus grand soin. Benoît, homme d'ordre, avait tout rangé avant de s'en aller. Les assiettes et les verres étaient disposés en rang sur les tablettes. Les lits-armoires portaient des piles de couvertures bien pliées. Les chaises entouraient la table qui servait au repas. Sur celle-ci deux petites statuettes de bois grossièrement taillées et peintes de couleurs voyantes, — un saint Jean-Baptiste et un saint Antoine,

ce dernier patron du village, — se faisaient vis-à-vis. Elles étaient sans doute l'œuvre de Jean-Marie renommé à son bataillon pour les cannes dont il travaillait le pommeau. Le jeune homme avait retrouvé l'art fruste des Clapier et autres sculpteurs de Bessans. Juste au-dessus, sa photographie en uniforme de chasseur était accrochée. Je cherchai celles de son frère et de sa sœur et ne les découvris pas. Il devait être le favori de Maddalena, et peut-être le cœur dur de Benoît s'était-il amolli à son endroit de quelque tendresse quasi paternelle. Peut-être cette affection adoucissait-elle le couple criminel dans son isolement.

Comme il était facile de reconstituer la scène! Une nuit, le jeune homme était arrivé inopinément en permission. De Lanslebourg il avait dû faire la route à pied. Dès la cour, il avait entendu des éclats de voix. Les voisins les entendaient bien. Sa mère et son beau-père, aigris et tourmentés par la peur ou le remords, se disputaient parfois violemment, selon le récit de Sérafin Ruffin. Il avait pressé le loquet et pénétré dans le corridor. C'est là qu'il avait surpris l'affreux secret par une allusion ou plutôt par une injure lancée de l'un à l'autre des coupables. Il avait eu la force de dissimuler sa surprise et sa honte. Écourtant son séjour, il était revenu à l'armée, si changé de caractère que ses camarades ni ses chefs ne le reconnurent. Et, vaincu plus promptement que son frère Étienne, moins instruit et moins scrupuleux que lui, ou peut-être accablé par une révélation trop inattendue et trop subite, il n'avait pas opposé de résistances à l'appel désespéré qui lui offrait l'oubli et la paix définitive. Ainsi l'avais-je retrouvé dans une creute de l'Aisne et, le lendemain, à la Malmaison. Il servait au salut de tous et il était déjà hors la vie.

Sa mort, pourtant, avait déterminé l'achèvement du cycle par la punition des coupables qui s'étaient eux-mêmes condamnés. Maddalena, ne la pouvant supporter, s'était sauvée dans la montagne. Son instinct la poussait vers le pays natal où l'on croit toujours rencontrer un refuge dans les pires agonies du cœur. Elle avait pris le chemin de l'Italie. Un instinct plus profond encore l'avait arrêtée, épuisée, au pied de l'un de ces oratoires qui jadis attiraient sa dévotion vagabonde. Le froid l'avait engourdie et la neige l'avait à demi recouverte. Quant à Benoît, positif et âpre, il avait lui-même fixé sa rançon. Comme Judas portant aux princes des prêtres le prix du champ qui lui avait

été attribué pour sa trahison, il avait réalisé tout l'avoir qui lui était venu de son crime et il en avait remis l'argent au curé de la paroisse avec l'indication précise de son usage. Puis, s'étant dépouillé, il avait disparu. Où s'était-il retiré? Personne ne le saurait jamais. Orgueilleux, renfermé, tenace, il n'était pas à croire qu'il se fût humilié dans un monastère. Peut-être vivait-il comme journalier dans quelque métairie de l'autre côté des Alpes. Il n'aurait pas fui devant les gendarmes. Il avait senti peser sur lui la réprobation de la maison où il traînait tout seul son existence misérable. C'était la maison qui l'avait chassé.

Car, cette maison Couvert, je la devinais maintenant tout emplie d'une détresse sans nom. Des générations s'y étaient succédé depuis qu'elle avait été bâtie trois siècles auparavant. Des générations d'honnêtes gens laborieux et dignes, Dieu même l'avait visitée, et j'en avais été le témoin quand la vieille Pétronille l'avait reçu avant de mourir. Comme dans les demeures des anciens, le feu y avait été entretenu sans interruption. Un sacrilège avait renversé l'autel domestique.

Un foyer qui s'éteint, c'est un culte qui meurt. J'avais l'impression d'une désolation sans bornes. Qu'une maison eût un corps et une âme, j'en avais la preuve devant moi. Celle-ci n'était pas qu'une construction de bois et de pierre, aménagée pour abriter une famille, l'aider à durer, lui offrir son image physique. Si elle n'était que cela, Benoît l'eût mise en vente; elle eût trouvé des acquéreurs. Un esprit l'habitait et cet esprit venait de ce qui reste de nous après nous, invisible et présent, de tous les Couvert passés qui naquirent et moururent ici et qui menèrent ici une vie de labeur et d'honnêteté. Cet esprit, un jour, s'était envolé. L'inceste et le crime avaient aboli les mérites de toutes les générations antérieures. Benoît et Maddalena, les deux coupables, n'avaient pas pu rallumer la flamme du foyer. Celle-ci était morte avant eux.

Je refermai les croisées et je m'en allai, comme si je ne pouvais plus supporter cette odeur de décomposition qu'exhalait la maison déserte. Aux fenêtres voisines je vis, de la cour, des visages qui m'observaient. Le premier, j'avais osé pénétrer dans le lieu maudit. N'étais-je pas un profanateur? Ces regards qui pesaient sur moi ne m'avertissaient-ils pas que Bessans soupçonnait, comme moi, l'horrible secret de la famille Couvert? Et je songeai au vieux Jean-Pierre qui vivait encore à Haute-

combe, pour expier, et qui, seul au monde, détenait peut-être la vérité. Selon le vœu d'Étienne, j'irais le voir à son couvent. Je lui raconterais la fin du petit Jean-Marie, la punition volontaire des deux complices, la triste mort de sa maison. Alors, sans doute, le vieillard se laisserait aller à me parler. Désormais, que pouvait-il craindre des hommes? La prescription serait acquise dans quelques jours et Benoît ne reviendrait pas...

XIV. — L'HOMME D'HAUTECOMBE

A mon retour de Bessans, je me rendis à l'invitation de mon ami Louis de Vimines, car l'ouverture de la chasse était proche. Il m'attendait à la cabane du lac Lovitel. Nous ne nous étions pas revus depuis notre saison de 1913, et nous ne parlâmes pas de la guerre qui nous avait séparés, mais bien des chamois que nous avions tués et, de préférence, de ceux que nous allions tuer. Notre tableau fut brillant : j'en inscrivis sept à mon compte. Mais les braconniers nous faisaient une terrible concurrence : tous les gars de la vallée qui avaient été mobilisés avaient rapporté des fusils Mauser et des bandes de cartouches. Je suis sûr que pendant toute la campagne ils avaient pensé aux beaux coups de fusils qu'ils tireraient au retour sur ce gibier royal.

Puis je revins à Chambéry pour y préparer ma rentrée au palais. Cependant je n'oubliais pas mon voyage projeté à Hautecombe. Ce voyage se compliquait : l'unique bateau qui fait le service sur le lac du Bourget avait déjà pris ses quartiers d'hiver dans les roseaux du Grand-Port. Il me faudrait fréter une barque de pêcheur. Je me mis en relations avec un patron et, la petite expédition étant décidée pour le lendemain, je disposai de ma soirée pour lire de vieilles chroniques où la fondation du Saint-Denis de la Maison de Savoie est racontée tout au long.

D'un grand geste, Lamartine s'est emparé du lac du Bourget pour en faire le lac d'Elvire. Mais, bien avant lui, le lac du Bourget fut le lac des cœurs passionnés. Hautecombe est un pèlerinage d'amour. Hautecombe est un tombeau d'amour. Il est vrai que c'était un amour légitime. Son histoire est plus intéressante que celle de la famille Couvert. Au XIIe siècle, l'abbaye

construite par les moines de Citeaux sur un rocher baigné des eaux du lac, et comme repoussée par les forêts qui descendent le versant sauvage du mont du Chat, n'était encore qu'un asile de piété et de solitude lorsque le comte de Savoie, Humbert III, y fit ensevelir sa seconde femme, Anne de Zœringen. Inconsolable, Humbert, se détachant de ses États, s'installa dans l'abbaye, comptant y finir ses jours dans le silence et le deuil. Ces lieux mélancoliques, protégés par la montagne et les eaux, convenaient à sa douleur.

On l'en vint promptement déloger. Les nobles, le clergé et le peuple étaient d'accord pour déplorer une retraite qui privait l'État d'une direction et le trône d'un successeur. Une ambassade, composée d'élus des trois corps, fut dépêchée au veuf qui pensait gémir à l'aise dans son isolement. Les ambassadeurs partirent de Chambéry, vinrent au village du Bourget, et de là se mirent sur le lac pour voguer jusqu'à Hautecombe. Quand ils furent débarqués, le comte les reçut bien doucement et, devinant la cause pourquoi ils venaient, n'en fit point semblant. Le chef des ecclésiastiques prit enfin la parole. Sa remontrance fut rude, à ce que narre le chroniqueur : « ... Quelle chose faites-vous ici ? et qui vous a mis cette fantaisie en tête que vous ne vous mariez? Mieux vaudrait qu'il ne fût jamais religion que ce que votre terre demeure sans hoir et sans successeurs. Hélas! si vous n'avez lignée, qui nous gardera, qui nous défendra, qui nous gouvernera, qui nous régira? Ah! pays désolé! bien pourra dire que ce seigneur sera cause de ta destruction! Hélas! hautain seigneur, ne veuillez être cause de telle destruction et de tel mal, de délaisser votre terre veuve, seule et morne. Pourtant, cher seigneur, plaise vous remarier, afin que de vous puissions avoir hoir et lignée dont le pays puisse être restauré. »

A ce discours matrimonial, le comte répondit sans barguigner : « Vous parlez en vain, car je suis où je demeurerai et finirai mes jours. » Mais les ambassadeurs répliquèrent qu'il pouvait tout aussi bien faire son salut dans l'état de mariage. Les mérites y sont faciles à acquérir. « Il vous convient marier! » crièrent-ils.

Cependant Humbert était encouragé dans sa résistance par l'abbé et les moines de l'abbaye. Ce que voyant, les barons, les nobles et le peuple prirent à part le dit abbé et les dits moines

et leur jurèrent que s'ils ne se joignaient pas à eux pour sortir le comte de céans et le rendre à la vie conjugale, le feu serait mis à l'abbaye, de telle façon que jamais plus l'on n'y chanterait messe. Aussitôt les moines et l'abbé, pris de peur, engagèrent Humbert à capituler. Et le comte promit de se remarier, à la condition, toutefois, qu'on lui trouvât une femme convenable.

Ainsi contraint, il épousa Béatrix de Vienne et en eut un héritier, Thomas, lequel laissa lui-même une lignée magnifique, quatorze enfants légitimes, nous assure Guichenon, plus deux bâtards. Le discours des ambassadeurs avait produit son effet. Quant à Humbert III, il demanda par testament à être enseveli à Hautecombe, afin de rejoindre dans la mort la préférée de ses trois femmes. Il avait fait mettre les deux autres ensemble dans un cimetière éloigné.

Et voilà pourquoi Hautecombe fut choisi par les princes de Savoie pour le lieu de leurs funérailles...

Comme les ambassadeurs dépêchés à l'infortuné veuf, j'ai pris une barque au village du Bourget et me suis mis sur le lac, par une de ces journées d'octobre qui commencent dans les brouillards et finissent en apothéose. Le chemin d'eau longe la montagne qui descend en pentes raides striées de ravins et que l'automne fleurissait de buissons de toutes les couleurs, verts, dorés et pourprés. Le château de Bourdeau, vieille forteresse carrée avec des échauguettes aux quatre angles, se dresse en terrasse sur un ressaut de la paroi, avec ses châtaigneraies, ses jardins en prairies. Quand on l'a dépassé, il n'y a plus sur ce versant ni habitations ni cultures, rien que la sauvagerie des rochers couronnés d'arbustes. Entre ma barque et le bord, le lac prenait une teinte d'un vert sombre, presque tragique, tandis que, du côté du large, à mesure que le soleil dissipait les nuages, les buvait comme la terre la rosée, l'eau devenait d'un bleu pâle presque gris-perle, puis d'un bleu clair et transparent, puis d'un bleu plus accentué mais qui refusait de se foncer. L'autre rive est plus riante, et douce aux yeux. C'est la colline de Tresserve qui dissimule Aix à demi, c'est le coteau de Saint-Innocent avec son clocher dans les arbres, c'est la Chambotte, diminutif des Alpes, et c'est la trouée large de l'horizon qui, au delà du château de Châtillon, à peine haussé sur un monticule, déverse le lac dans les roseaux de la Chautagne.

Après quelques contours qui ramènent devant la barque les rudes contreforts du mont du Chat, j'aperçus enfin l'abbaye d'Hautecombe. Ainsi abordée, elle paraît s'avancer dans le lac comme un grand vaisseau blanc. Une tour gothique, la Tour du Phare, achève cette ressemblance. Du bateau qui appareille, elle serait la mâture. Entre la montagne et l'eau, il n'y a place que pour ces bâtiments qui protègent et gardent des tombeaux royaux. Lieu bien choisi pour une solitude et pour y méditer sur la mort, si le beau temps ne donnait à ce coin de Savoie un éclat de fête qui invite à goûter la vie. Il n'est pas jusqu'aux feux d'Aix qui, les soirs d'été, ne doivent rappeler aux moines en prière les agitations humaines. Agitations bien médiocres et mesquines, il est vrai, des stations balnéaires, mais que la distance et le renoncement exagèrent et exaltent volontiers.

J'abordai au ponton, je montai la petite avenue de platanes qui longe le mur des terrasses. Je passai devant la célèbre fontaine qui coule à flots dans son large bassin, et sonnai à la porte. Le frère qui m'ouvrit m'offrit aussitôt de visiter la chapelle. Je déclinai son offre et demandai le frère Couvert.

— Ah! le vieux? me fut-il répondu.

Il me fallut montrer patte blanche et obtenir la permission du supérieur. Celui-ci me reçut dans le cloître qui borde un parterre de roses. Ces roses rouges avaient refleuri. Elles donnaient à cet étroit espace un aspect aimable de cloître florentin caressé de lumière.

— Voici votre homme, m'avertit le supérieur. Par ce soleil, vous serez mieux au jardin.

Et il nous poussa tous les deux vers ces jardins en terrasse au-dessus du lac, qui sont la grâce d'Hautecombe. Je n'avais pas eu le loisir de regarder *mon homme,* à peine de lui adresser un mot de bienvenue. Resté seul avec lui, je pus l'examiner, tout en lui parlant, pour commencer, de sa santé et du temps qui représente aux yeux d'un paysan le destin des saisons. Au premier abord, je ne l'aurais pas reconnu, après neuf ans, si je n'avais su que c'était lui. Il devait approcher des quatre-vingts. Dans sa robe de bure, ses pauvres membres, son buste amaigri flottaient, comme si le vêtement ne contenait plus qu'un squelette. Rapetissé, voûté, il paraissait si vieux, si

chétif. La terre l'attirait. Il se penchait sur elle comme s'il allait une dernière fois la bêcher, y creuser sa fosse. Les joues du visage avaient été avalées, comme dit Saint-Simon de Fénelon, je crois. Les poils d'une barbe mal rasée recouvraient l'ossature des joues et du menton d'une buée blanche. Cependant je retrouvai la régularité des traits, cette médaille bien dessinée des races de la Haute-Maurienne. Et les yeux, enfoncés sous l'orbite, les yeux aux lueurs jaunes gardaient ce rayonnement qui atteste les dernières puissances de vivre, la persistance d'une volonté et d'une intelligence. L'âge le courbait sans avoir ployé son esprit. *Mon homme* était intact à l'intérieur. Il pouvait suivre ma conversation, en percevoir les nuances, me comprendre, me répondre à demi-mot s'il lui déplaisait de déchirer trop nettement les voiles.

Mais, si l'intelligence veillait par les fenêtres des yeux, je crus la sensibilité atteinte, émoussée, tarie comme une source après une longue sécheresse. Les vieillards s'émeuvent trop ou pas assez : ils ne réagissent plus contre les émotions ou cessent de les éprouver. J'avais raconté à Jean-Pierre la mort quasi volontaire du petit Jean-Marie qui sollicitait les missions périlleuses, et il m'avait écouté sans m'interrompre, laissé achever sans un mot du cœur. Son indifférence me parut telle que j'abordai sans scrupule un récit plus tragique, celui de la punition des coupables. Il avait appris, par une lettre d'Étienne, le décès de Maddalena; mais il en ignorait les circonstances : la fuite dans le désespoir, l'enlizement dans le froid et la neige au pied d'un oratoire. A ma profonde surprise, il lui fit cette courte oraison funèbre :

— Il ne faut pas chercher femme hors de son pays.

Claire dénonciation de l'erreur commise par son fils Claude qui, au lieu d'épouser quelque brave fille de Bessans, de Bonneval ou de Lanslevillard, avait passé les Alpes pour ramener une Italienne de famille inconnue. De la femme serait donc venue tout le mal; l'étrangère avait corrompu le foyer. Était-ce elle qui avait séduit le taciturne Benoît, que j'avais connu si dédaigneux et méprisant, au début, vis-à-vis de sa belle-sœur? Avait-elle, pour vaincre son hostilité, par gentillesse d'abord, par coquetterie ensuite, et, plus tard, piquée à son propre jeu, par passion, déployé ses rubans et ses fichus de couleur, puis ses airs de vierge enamourée et pudique? Jean-Pierre le savait-

il ou le soupçonnait-il? Il ne pouvait le savoir, puisqu'il n'avait surpris le secret de leur liaison qu'après l'assassinat de son fils Claude et la mort de sa femme Pétronille. Mais peut-être l'accusait-il pour innocenter son fils, ou du moins pour lui valoir le bénéfice des circonstances atténuantes.

J'en vins à Benoît. De Benoît il n'avait aucune nouvelle. Étienne, que renseignait le curé de Bessans, ne lui avait pas fait part de sa disparition. Cette abstention même ne prouvait-elle pas que, si Étienne avait pardonné, il n'avait pas oublié? Le nom de son oncle, de son beau-père n'avait pas pu sortir de sa plume. Il s'était refusé à l'écrire. Là encore, je pouvais découvrir une preuve. Je racontai ce que m'avait appris Sérafin Ruffin: l'hiver solitaire après le décès de Maddalena, l'isolement absolu, puis, au printemps, la vente du bétail, celle des champs et des prés, l'étrange donation au curé de la paroisse, et le mystérieux départ on ne savait dans quelle direction. Alors, le pauvre vieux, tout perdu dans sa robe trop large, tout ratatiné et rabougri, et déjà comme détaché de son corps presque absent, eut un cri que j'entends encore retentir à mon oreille, le cri du chef de race qui voit l'abîme s'ouvrir et la famille y y disparaître :

— Et la maison?

Sa maison avait passé avant son fils. Il ne voyait pas, de ses yeux encore vifs, Benoît errant dans les brumes de la montagne, chassé de chez lui par le remords et la peur. Il apercevait distinctement la vieille maison séculaire sans fumée au-dessus du toit, la maison morte, le foyer sans feu.

Tout de même, cette maison, il l'avait quittée le premier. Il n'avait pas accepté d'y vivre en compagnie de l'inceste et du fratricide. C'était son exemple que tous avaient successivement suivi, Étienne et Rina, Jean-Marie et, le dernier, Benoît lui-même. Je lui retraçai le tableau de ma visite: je lui dis la désolation de la grande salle abandonnée, et même l'odeur de décomposition que j'y avais respirée. Je ne pesais pas mes paroles ou peut-être attendais-je de leur évocation véridique l'aveu qui me livrerait le vieillard. Mais non, je ne calculais pas avec cette cruauté. Plus simplement, j'étais pris moi-même au drame de famille et je m'y mêlais, à force de l'avoir vécu en pensée, comme si j'en avais été l'un des acteurs.

Il m'écoutait avec attention. Je sentais ses regards pointer

sur ma bouche tandis que je parlais. Il me dit enfin, mais comme s'il échangeait une réflexion avec lui-même :

— Il y a bien des Couvert aux Amériques.

Instantanément, je refis le chemin que son imagination venait de parcourir. La maison morte ne pouvait-elle ressusciter? Ces parents fixés aux Amériques, si on les sollicitait de renvoyer un rejeton au pays natal ? Sur le vieux tronc pourri une pousse nouvelle reverdirait. Ce serait l'arrivée de Fortinbras au dernier acte d'Hamlet. N'étais-je pas un ambassadeur pareil à ceux qui vinrent jadis, à Hautecombe, implorer le comte Humbert de Savoie et lui demander de revenir à son royaume? Une maison, n'est-elle pas un royaume aussi?

— Ah! repris-je, il y a des Couvert aux Amériques? Des parents rapprochés?

— Des fils d'un frère cadet.

— Et vous avez leur adresse?

— Je la retrouverai.

— Et où?

— Là.

Il me montra son front. Mais tout de suite l'éclat des yeux s'affaiblit, et il murmura :

— Cela vaut mieux ainsi.

Qu'est-ce qui valait mieux ainsi? Que personne ne rentrât dans la maison, que la race s'éteignît, que le crime s'expiât dans le silence? Je le supposai à voir le visage du vieillard redevenir immobile. La tentation était passée. Et je compris que jamais je n'oserais plus le provoquer aux confidences, ni faire devant lui une allusion au secret que j'avais pénétré. Je lui dis adieu, mais il voulut m'accompagner jusqu'à ma barque.

Il m'y laissa monter. Puis il posa le pied sur la banquette d'arrière comme s'il allait monter à son tour.

— Venez, Jean-Pierre, lui dis-je, mi-plaisant, mi-grave.

Il me regarda. Je le regardai. Ses yeux étaient troubles, soit qu'ils fussent embués de larmes comme il arrive souvent aux gens d'âge, soit que tous les regrets du passé tinssent dans ce regard humide. Je suis certain qu'une dernière tentation le remua jusqu'aux entrailles. La chair et l'esprit nous tourmentent, nous travaillent, jusque dans la vieillesse, jusqu'à la mort. Cette barque lui représenta un instant le retour à la

liberté et au commandement, le retour chez lui. Une seconde, il se vit rouvrant en maître la porte de la maison morte. Puis il rentra dans l'ordre et se soumit à la règle. Un seul mot l'avait dompté, qui du cœur vint aux lèvres, à peine perceptible :

— Benoît.

Pour Benoît, il avait tout quitté, pour Benoît, il s'était humilié dans la servitude, pour Benoît, il expiait. Et Benoît, fugitif, errant, perdu, n'avait pas encore rendu ses comptes, n'avait pas encore, selon l'expression des anciens, *acquitté* sa vie.

Il ne put pas croire que je l'avais entendu. Il ne put pas supposer que je l'avais compris. Pourtant, je revins sur le bord et l'embrassai, comme sur mon seuil autrefois :

— Adieu, Jean-Pierre.

Puis je m'embarquai. De l'arrière de mon bateau, je vis sa silhouette grêle diminuer. Il n'attendit pas de me voir disparaître pour reprendre le chemin du couvent.

XV. — LES COVASSES

Cette robe de bure sous les platanes de la petite avenue qui longe les terrasses, avec, pour fond de toile, la grande carcasse de blanc navire que figure assez bien le monastère d'Hautecombe, et le lac dont les eaux étaient devenues mauves et lilas aux lumières du soir, — tel est pour moi le dernier tableau du drame que j'ai tout entier reconstruit avec certitude, sans en être instruit directement par personne.

Au village du Bourget, je repris le chemin de terre pour revenir à Chambéry. Dans les champs les paysans avaient allumé ces feux de mauvaise herbe qu'en Savoie on appelle les *covasses*. Ils servent à purifier le sol que l'on pourra ensuite ensemencer. De toute sorte de détritus et de plantes parasites, ils font une joyeuse destruction.

J'étais encore sous l'empire de ma rencontre avec Jean-Pierre en contemplant, sur le ciel presque sanglant d'un couchant d'automne, les mouvantes dentelles rouges de ces feux.

« — Oui, pensais-je, ils purifient la terre qui, leur œuvre accomplie, est de nouveau prête à recevoir le grain, à le féconder, à le rendre au centuple en froment, en seigle, en avoine. Le même phénomène ne peut-il s'accomplir dans l'ordre

spirituel? Une race ne peut-elle être ainsi dépouillée de ses mauvaises actions? Les mérites d'une race ne peuvent-ils la racheter quand une des générations qui la composent l'a compromise et avilie?... N'avait-il pas raison, le vieux Jean-Pierre, quand il songeait à réinstaller un Couvert des Amériques dans la maison de ses pères, afin d'y remuer les cendres du foyer éteint? Le crime, aujourd'hui, n'est-il pas racheté?... »

Et je voyais autour de moi s'allumer d'autres *covasses* aux flammes plus hautes et plus claires : feux sur le cimetière de Bessans où reposaient les ancêtres laborieux et honorables et, la dernière, cette sainte Pétronille que Dieu même avait visitée dans son étable ; feu sur la haute terrasse d'Hautecombe, pieusement entretenu par le moine presque octogénaire qui avait prosterné son orgueil et son autorité dans l'obéissance et la vie servile ; feux au bout de l'horizon où Étienne et Rina, voués aux missions charitables, jetaient, comme des branches au brasier, leurs prières, leurs mortifications, l'aumône de leur chair et de leur esprit; feu jailli d'un bois mutilé et fracassé par les obus là-bas, sur le Chemin des Dames, au pied du fort de la Malmaison, feu montant droit vers les cimes comme celui du sacrifice d'Abel; feu brûlant du cœur fidèle et pur de Mélanie qui avait renoncé aux joies de l'amour terrestre pour se consacrer à un autre amour...

Si les *covasses* purifient la terre, comment toutes ces lampes allumées ne chasseraient-elles pas les ténèbres? Comment l'œuvre de justice ne serait-elle pas satisfaite par toutes ces expiations volontaires qui attestaient, dans l'épreuve, la solidarité de la race et ses puissances de rachat?...

HENRY BORDEAUX.

NOCTURNE

PREMIÈRE OFFRANDE

Ægri somnia.

J'ai les yeux bandés.

Je suis étendu sur le dos dans mon lit, le torse immobile, la tête renversée, un peu plus basse que les pieds.

Je soulève légèrement les genoux pour donner une inclinaison à la tablette qui s'y trouve posée.

J'écris sur une étroite bande de papier où il n'y a que la place d'une ligne. J'ai entre les doigts un crayon agile. Le pouce et le médius de ma main droite, appuyés sur les bords de la bande, la font glisser à mesure que le mot est écrit.

Je sens, avec la dernière phalange du petit doigt de ma main droite, le bord inférieur ; et je m'en sers comme d'un guide pour conserver l'alignement.

Mes coudes sont immobiles contre mes flancs. Je cherche à donner au mouvement des mains une extrême légèreté, de manière que leur jeu ne dépasse pas l'articulation du poignet, que nul tremblement ne se transmette à ma tête pansée.

Je sens dans toute mon attitude la rigidité d'un scribe égyptien, sculpté dans le basalte.

La pièce est privée de toute lumière. J'écris dans l'obscurité. Je trace mes signes dans la nuit qui pèse sur mes deux cuisses, comme la planche clouée du cercueil.

J'apprends un art nouveau.

Quand la dure sentence du médecin me renversa dans l'obscurité, m'assigna dans l'obscurité l'étroit espace que mon corps

Copyright by G. D'Annunzio, 1922.

occupera dans le sépulcre, quand le vent de l'action se glaça sur mon visage, l'effaçant presque, et quand les fantômes de la bataille furent d'un seul coup bannis du seuil noir de mon tombeau; quand le silence se fit en moi et autour de moi; quand j'eus abandonné ma chair et retrouvé mon esprit, dominant ma première anxiété confuse, se réveilla le besoin d'exprimer, de signifier. Et presque aussitôt je me mis à chercher quelque ingénieux moyen d'éluder les rigueurs de la cure et de tromper le médecin sévère sans toutefois enfreindre ses commandements.

Il m'était défendu de discourir et tout spécialement de parler en sculptant les mots à ma façon ; en outre, il ne m'était pas possible de vaincre ma vieille répugnance pour la dictée, ni cette pudeur secrète de l'art qui ne veut pas d'intermédiaires ou de témoins entre la matière et celui qui la traite. L'expérience me dissuadait d'essayer d'écrire la page, les yeux fermés: la difficulté n'est pas dans la première ligne, mais dans la seconde et dans les suivantes.

Alors il me revint à la mémoire la manière des Sibylles qui écrivaient leur brève sentence sur des feuilles dispersées au vent du destin.

Je souris d'un sourire que personne ne surprit, dans l'ombre, quand je reconnus le froissis du papier que la Sirenetta (1) découpait à mon intention en minces bandelettes, étendue sur le tapis de la chambre voisine, à la lueur d'une lampe basse.

Elle doit avoir le menton éclairé, comme par la réverbération du sable brûlant, quand nous étions allongés l'un à côté de l'autre sur la plage pisane, au temps joyeux.

Le papier fait un bruit régulier qui, dans mon imagination, évoque celui du ressac au pied des tamaris et des genévriers brûlés par le vent d'Afrique.

Sous le bandeau, le fond de mon œil blessé flamboie comme le midi d'été, à Bocca d'Arno.

Je vois le sable ridé par le vent, baigné par la vague.

Je peux compter les grains, y plonger la main, m'en remplir la paume, les laisser couler entre mes doigts.

La flamme grandit, la canicule sévit. Le sable brille dans le champ de ma vision comme le mica et le quartz. Il m'éblouit;

(1) La petite sirène, Renée, la fille du poète.

il me donne le vertige et la terreur, comme le désert libyque, un matin que j'allais à cheval, seul, vers les tombes de Sakkarah.

Mes paupières ne me défendent plus; plus rien ne me protège. La terrible ardeur est sous mon front, inévitable.

Le jaune devient vermeil, la plaine est en travail. Tout se fait épineux et coupant. Puis, de même qu'une main créatrice pétrit les figures dans la glaise docile, un souffle mystérieux soulève l'étendue éblouissante en des reliefs et des formes d'hommes et de bêtes.

A présent, le feu, solide, est traité comme la pierre par le ciseau.

J'ai devant moi une paroi rigide de rocher brûlant, sculptée d'hommes et de monstres. De temps en temps, elle claque comme une voile immense et les apparitions s'agitent. Puis tout s'enfuit, emporté par le tourbillon rouge, comme un pêle-mêle de tentes dans le désert.

Le bord de ma rétine arrachée brûle en se recroquevillant comme le papyrus de Dante; et le brun efface peu à peu les mots qui là sont écrits. Je lis : « Pourquoi, deux fois, m'as-tu trompé? »

Une sueur salée coule jusque dans ma bouche, mêlée aux larmes des cils comprimés.

J'ai soif. Je demande une gorgée d'eau.

L'infirmière me la refuse, car il m'est défendu de boire.

« Tu te désaltéreras dans ta sueur et dans tes pleurs. »

Le drap adhère à mon corps comme celui qui enveloppe le noyé dégouttant de sel, tiré sur le rivage et déposé sur le sable jusqu'au moment où quelqu'un viendra le reconnaître, clore ses paupières écumeuses et hurler sur son silence.

Quand la Sirenetta, de son pas attentif, s'approche de mon chevet et m'apporte la première liasse de bandes égales, je détache doucement mes mains qui depuis si longtemps adhéraient à mes hanches. Je sens qu'elles sont devenues plus sensibles, avec, dans leurs dernières phalanges, quelque chose d'insolite, qui ressemble à un afflux de clarté.

Tout de suite mes mains trouvent les gestes, avec cet infaillible instinct qui est dans les membranes des chauves-souris, quand elles effleurent les aspérités des cavernes ténébreuses.

Je prends une bande, je la palpe, je la mesure. Je reconnais la qualité du papier à son léger bruit.

Ce n'est pas l'habituel papier que me fabriquaient à la main,

page par page, les artisans de Fabriano, et où ils imprimaient le filigrane de ma devise qui, aujourd'hui, me fait peur, comme un supplice perpétuel : *Per non dormire*. Il est lisse, un peu dur, coupant sur les bords et aux angles.

Il y a quelque chose de religieux dans mes mains qui le tiennent. Un sentiment vierge renouvelle en moi le mystère de l'écriture, du signe écrit.

Et je tremble devant cette première ligne que je vais tracer dans les ténèbres.

Art poursuivi avec tant de passion et entrevu avec tant de désir!

Amour désespéré du mot gravé pour des siècles !

Mystique ivresse qui, parfois, de ma propre chair et de mon propre sang faisait le verbe !

Feu de l'inspiration qui, tout à coup, fondait l'ancien et le nouveau en un alliage inconnu !

Ma main soupesait la matière. La matière avait une couleur, un relief, un timbre.

La plume était comme le pinceau, comme le ciseau, comme l'archet du musicien. La tremper était un plaisir glorieux.

L'esprit, humble et superbe, tremblait en considérant la rame compacte et intacte à transformer en un livre vivant.

La qualité de l'huile pour la lampe était choisie comme pour une offrande à quelque dieu sévère.

Et dans les heures de création heureuse, la chaise dure devenait un prie-dieu grinçant sous les genoux qui supportaient la violence de mon corps plié en arc.

A présent mon corps est dans un cercueil, étendu et serré.

Hier mon esprit se débattait comme un grand aigle pris au piège. Aujourd'hui il est recueilli, attentif, sagace.

Mais mon cœur bat sans mesure.

Je palpe le papier. La main qui tient le crayon est convulsée, presque douloureuse.

Tout à coup, dans le champ ardent de mon œil m'apparaît la figure de Vincent Gemito, le sculpteur, tel que je le vis aux premiers temps de sa folie, montant vers sa prison par une pente pierreuse et éblouissante, où des troupeaux démoniaques de chèvres mordillaient les herbes sèches.

Je le vois, dans une pièce étroite comme une cellule, s'agiter entre la porte et la fenêtre, avec ce mouvement continuel du fauve en cage.

Une grande tête chevelue et barbue de prophète devenu fou au vent du désert, mal soutenue par un corps mince et courbé sur deux jambes brisées de fatigue et tenues debout par une résistance invaincue, telles que devaient être celles de Michel-Ange sur les échafaudages de la Sixtine.

La main droite dans sa poche, il gesticule de l'autre, et il ne sort jamais celle-là, comme si elle était paralysée.

La même pitié et la même angoisse aujourd'hui m'étreignent, qui m'assaillirent quand j'appris que, depuis sa démence, il avait, dans sa main cachée, un morceau de cire rouge à modeler et qu'il répétait sans cesse, avec le pouce et l'index, le mouvement que fait le modeleur pour l'amollir et l'amincir.

Heurté au front, dépossédé de toute puissance créatrice, il n'avait conservé que ce geste instinctif, ce mouvement plastique, cette habitude technique d'artisan cellinien, de fondeur à cire perdue.

Il est là dans l'enfer de mon œil bandé, vivant d'une vie terrible.

Il me regarde du fond de sa tristesse désespérée.

La vision prend une intensité si cruelle que je fais un effort pour ne pas crier d'épouvante et de douleur.

Ma fille s'est éloignée. J'entends venir de la chambre voisine le léger froissis du papier qu'elle coupe.

Dominant le frisson, je pose la pointe du crayon sur le bord de la bande.

J'écris ces mots :

« O ma sœur, pourquoi deux fois m'as-tu trompé? »

Anxieux, j'appelle la créature vigilante qui accourt.

Je lui dis : « Prends, regarde si tu peux lire. »

Elle emporte la bande qui fait le bruit d'une feuille de palmier.

Silence.

Les instants me semblent éternels, que bat mon cœur éperdu.

J'écoute.

Dans l'autre chambre, la voix mélodieuse lit d'un trait la phrase qui, certes, doit lui sembler sibylline : « O ma sœur, pourquoi deux fois m'as-tu trompé? »

La première fois, la mort l'emporta de peu sur la gloire, en tuant mon compagnon qui s'était juré de faire avec moi le voyage sans retour.

La seconde fois, par suite d'un jeu fatal d'heures, c'est à un autre qu'elle donna le beau destin pour lequel lui-même m'avait désigné, m'en reconnaissant digne de par droit divin.

Un ange ou un démon de la nuit souffle sur l'incendie clos de mon œil perdu.

Les étincelles innombrables jaillissent au vent.

J'ai la tête renversée, j'ai la tête à l'abandon, j'ai la tête suspendue dans le vide.

Je ne sens plus l'oreiller, je ne sens plus le lit.

J'entends un bruit confus, j'entends la pulsation du vol, j'entends le crépitement du combat.

Une main pitoyable et rude m'a écarté, m'a poussé. J'ai la tête transpercée : elle pend sur le vide, par-dessus le bord de la carlingue qui vibre.

L'ombre de l'aile droite est sur moi, l'astre aérien de l'hélice me couronne.

Ce n'est plus du feu, mais du sang qui jaillit. Ce ne sont plus des étincelles, mais des gouttes. Le pilote héroïque rapporte à la patrie le poète sacrifié.

O gloire immense!

Quelle main divine ou humaine a jeté aux sillons de la terre une semence plus auguste?

Dans la rapidité guerrière, le sang inépuisable se disperse comme la graine au vent.

Chaque flot se divise en myriades de gouttelettes, comme la poudre de la cascade bouillonnante où se forme l'arc-en-ciel. Il ne ruisselle pas, mais il vole ; il ne tombe pas, mais il s'élève.

Auprès de cette aspersion sublime, que devient la tête d'Orphée flottant sur la lyre?

Le mythe nouveau est le plus beau.

Je vois mon visage transfiguré dans les siècles prochains de la grandeur.

L'âme ne s'enfuit pas, mais elle est toujours attachée à la blessure, comme au flambeau la flamme qui, dans la rafale, se détache et se rattache, cesse et se ranime, se plie et se redresse, seulement retenue par un invisible lien que la volonté de brûler rend plus fort que la tempête.

Longue douleur, changée en allégresse soudaine, longue misère transmuée en une cime de pureté! — l'âme voit le merveil-

leux visage qui aujourd'hui est vraiment son visage, celui qu'elle a tant désiré, sans pouvoir l'obtenir.

Elle savait que la mort était une victoire, mais pas aussi grande.

Immortelle, toujours elle est radieuse dans la mort, et le vent du vol funèbre ne la déracine point.

La chair était son fardeau, et voici qu'elle est son ravissement.

Le sang était son trouble, et voici qu'il est son miracle.

La vie était sa limite, et voici qu'elle est sa liberté.

Elle est emportée par le corps, comme par la fougue d'une beauté créatrice.

Pas une tête de confesseur ni de martyr sur le billot ne fut aussi belle que cette tête sur ce bord fragile de l'abîme matinal.

Pas un aigle blessé ne fut aussi fier d'ensanglanter la lumière au battement de ses plumes.

Ce sang étincelle pour l'éternité comme le lait de la déesse blanchit pour l'éternité le ciel nocturne.

Voici la terre, voici le but.

La dernière goutte s'est perdue dans le grondement du vol.

Sur les ailes intactes, le pilote héroïque rapporte à la patrie le corps exsangue du poète sacrifié.

La nouvelle est prompte comme la foudre, lointaine comme la mémoire d'une geste.

Tous les rivages de l'Italie en frémissent comme les bords de ses drapeaux.

La gloire s'agenouille et baise la poussière.

Qui a représenté les aveugles comme des voyants tournés vers le futur, comme des révélateurs de l'avenir ?

De même que Tirésias plongeait sa bouche de devin dans le sang du bélier noir égorgé sur la fosse, ainsi, depuis bien des nuits, je bois mon sacrifice ; et je ne vois pas le futur et je ne vis pas dans le présent.

Seul, au contraire, le passé existe, seul le passé est aussi réel que le bandage qui m'enveloppe, aussi palpable que mon corps crucifié.

Je sens l'haleine et la chaleur de mes visions.

Dans mon œil blessé se reforge toute la matière de ma vie, toute la somme de ma connaissance. Il est habité par un feu évocateur, continuellement en travail.

Celui qui s'approche de mon lit est moins vivant que le trépassé qui me fixe avec son visage de braise, comme s'il se levait d'un sépulcre embrasé de l'*Enfer*.

Je n'écris pas sur le sable, j'écris sur l'eau.

Chaque mot tracé s'enfuit comme emporté par un torrent obscur.

Entre la pointe de l'index et du médius, je crois voir la forme de la syllabe que je trace.

C'est un instant accompagné d'une lueur, d'une sorte de phosphorescence.

La syllabe s'éteint, s'efface, se perd dans la nuit fluide.

La pensée semble courir sur un pont qui derrière elle s'effondre. L'arche qui s'appuie sur la rive est détruite : soudain s'écroule l'arche médiane. Mon anxiété atteint la rive opposée dans un effarement de fuite, tandis que la troisième arche cède et disparaît.

J'écris comme celui qui jette l'ancre, et le câble file, toujours plus rapide, et la mer semble sans fond, et le bec ne parvient jamais à mordre ni le câble à se tendre.

* * *

Mon compagnon est dans l'île des Trépassés, là-bas derrière le mur de briques salées, derrière le rideau lugubre des cyprès. Il est dans le rectangle de terre où sont ensevelis les marins, soigneusement placé dans le cercueil de plomb que je vis sceller avec la flamme sifflante.

Il est sous le cippe en pierre d'Istrie qui fut planté au chevet du tertre.

Mon compagnon est mort; il est enseveli, il est dissous.

Je suis vivant, mais immobilisé aussi exactement dans ma nuit que lui dans la sienne. Je respire, mais je sens que mon haleine passe par des lèvres violacées, comme les siennes aux premières heures; elle entr'ouvre une bouche devenue presque insensible, durcie par la saveur métallique de l'iode qui circule dans mon corps.

Je lui ressemble jusque dans ma blessure : je revois le tampon d'ouate qui recouvrait son orbite droite, brisée par le choc.

De sorte que sa mort et ma vie ne sont qu'une même chose.

De son immobilité de là-bas il m'arrive tout ce qu'en lui

je sus aimer; de mon immobilité d'ici s'en va vers lui tout ce qui, en moi, fut digne de son amour.

Je souffre, et il ne souffre plus; mais pour l'un et pour l'autre la chair est abolie, tandis que les esprits se rejoignent.

Son dernier mot par moi entendu sur la rive qui s'enfuyait, sa main livide et glacée effleurée de mes lèvres, avant que le couvercle me la dérobât : depuis ce mot jusqu'à ce froid, ai-je vécu avec lui ou suis-je mort avec lui?

Ce n'est plus une apparition, c'est une présence continuelle.

C'est la veille de l'enterrement.

C'est le soir de saint Étienne. Son feu est allumé. Je suis assis où il avait coutume de s'asseoir. Par moments, il m'anéantit. Je me perds en lui.

Je n'entends plus ce que, près de moi, disent les vivants.

Cinerina est là aussi, avec son étrange visage génial qui me fait penser au jeune Beethoven, les yeux plus grands qu'à l'ordinaire, ces yeux dont le regard s'enrichit de mélancolie et d'ironie mêlées comme en un mystérieux collyre. Manfred Gravina est là, lui aussi, pour me consoler, pour me faire croire qu'il y a encore des amis de par le monde, qu'il y a encore des camarades liés par un serment pour la guerre.

— Quel temps fait-il, dehors?

Cinerina dit qu'à sept heures, quand elle est arrivée, le ciel était magnifique. Manfred dit qu'il y a maintenant un brouillard épais.

Il est dix heures. Il est temps de s'en aller. Renée a sommeil.

Je mets mon grand manteau gris sur mon gros maillot d'aviateur. Tous les gestes, dans l'antichambre, se répètent comme au temps où il était là. Mais son petit manteau noir n'est plus accroché à la patère dorée; on n'entend plus sa voix gracieuse et ironique.

Nous sortons. Nous mâchons le brouillard.

La ville est pleine de fantômes.

Les hommes marchent sans bruit, enveloppés de brume.

Les canaux fument.

Des ponts, on ne voit que la bordure de pierre blanche, sur chaque degré.

Un chant d'ivrogne, un bruit de voix, des caquetages.

Les lanternes bleues dans la fumée.

Le cri des sentinelles aériennes enrouées par le brouillard.

Une ville de songe, une ville d'outre-monde, une ville baignée par le Léthé ou par l'Averne.

Les fantômes passent, vous effleurent, se dissipent.

Renée va devant moi comme *alors*, et Manfred marche à côté d'elle. Ils parlent, comme Renée et mon compagnon parlaient.

Par moments, le brouillard s'interpose entre eux et moi.

Nous franchissons les ponts. Les lampes luisent, comme des feux follets dans un cimetière.

La Piazza est pleine de brouillard, comme une vasque d'eau opaline.

Les vieilles Procuraties sont presque invisibles. Le sommet du Campanile se perd dans la vapeur.

La Basilique semble un écueil dans une mer brumeuse.

Les deux colonnes de la Piazzetta sont pareilles à deux colonnes de fumée qui montent de deux tas de cendre égaux.

Sur le quai des Esclavons, les lanternes des bateaux accostés.

La musique légère du Café oriental, derrière les portes embuées : un air de danse.

Le chant des ivrognes.

Les fantômes errants.

Les morts se promènent, cette nuit, comme dans la nuit qui va de la Toussaint au 2 novembre.

Nous nous séparons dans le vestibule de l'hôtel Danieli. Je souhaite que Renée dorme cette nuit.

Je regagne la Casa Rossa, tout seul. Mon ami est avec moi, en esprit. Mon cœur distille un regret profond.

Je regarde la rive où abordait son canot, où chaque soir nous nous serrions la main en nous disant : au revoir.

Sur la Piazzetta un homme se retourne au bruit de mes pas.

Il se retourne encore ; il s'éloigne, devient une ombre de fumée ; il se perd.

J'entre sous les Procuraties éclairées par les lampes bleues. Je suis surpris d'entendre une famille nombreuse parler de choses usuelles, avec la stupidité pesante de gens qui viennent de faire bombance. Sont-ils vivants? Sont-ils morts? Je les dépasse. Ils deviennent des ombres.

Au delà du pont Saint-Moïse, comme je pense, avec un frisson, qu'il va me falloir passer devant la ruelle de la cour

Michel, j'aperçois quelqu'un qui marche à mes côtés sans bruit, comme s'il avait les pieds nus.

C'est quelqu'un qui a la taille de mon compagnon, sa minceur, son allure.

Il porte un vêtement neutre, indéfinissable, de couleur grisâtre, avec une casquette également grisâtre.

Il est silencieux, d'un silence singulier, comme s'il n'y avait en lui ni voix, ni souffle.

Il marche sans talons, sans chaussures ou sandales.

J'ai une sensation instinctive de terreur. Je ralentis le pas. Je le vois devant moi.

L'allure est celle de mon compagnon. Un peu après, il se retrouve à mes côtés, là, devant le passage qui conduit à la cour Michel. La rue est déserte.

J'allume ma lampe au tournant et je ralentis le pas. Je réussis à me tenir à deux ou trois mètres de distance. Il ne se retourne jamais. Son pas est si paisible et si étrange que les rares passants le regardent en s'arrêtant un peu.

Nous sommes à Sainte-Marie-du-Lys. Le brouillard pénètre dans la bouche, emplit les poumons. Vers le Grand Canal, il flotte et s'épaissit.

L'inconnu devient plus gris, plus ténu ; il se fait ombre.

Alors je presse le pas pour ne pas le perdre.

Sous la maison où, le soir, on entend toujours un piano, sous la maison où se trouve l'antiquaire, il disparaît soudain.

Il n'est pas tombé dans le canal, il n'a point passé le pont, il n'est pas entré dans une porte. Portes et boutiques sont fermées. Je les explore avec ma lampe. Je reviens sur mes pas pour m'en assurer.

Puis j'escalade le pont et cours dans la *calle*, pour m'assurer que je ne me suis pas trompé et qu'il n'est plus devant moi.

La *calle* est déserte. Déserte aussi la place Saint-Maurice.

Je le retrouverai peut-être dans la très étroite *calle* qui conduit à la Casa Rossa? Mon cœur tremble. Un flocon de brouillard me frôle la joue. Un troupeau d'ivrognes hurle là-bas au fond du traghetto.

Je revis les jours funèbres, heure par heure, instant par instant. Avec mes yeux bandés, je cherche à voir. Avec mon front qui me fait mal, je cherche à comprendre.

Ce qui est arrivé me semble inique.

Nous connaissions le péril auquel nous nous étions voués avec une liberté qui ne se révélait qu'à nous-mêmes par quelque sourire furtif. Nous savions que notre entreprise était désespérée et nous n'avions aucun désir d'échapper à notre beau destin.

Dans les derniers jours, les figures de notre existence se dessinaient, grandies, sur le sombre horizon marin. La mélancolie énergique de l'adieu augmentait le prix de chaque heure écoulée.

Le couple viril, le couple de bataille, ressuscité par la création de l'aile humaine, pilote et combattant, arme de hauteur, arme céleste, maniée par une seule volonté, comme la double lance du jeune Grec.

Le compagnon, c'est le compagnon.

Il n'est pas aujourd'hui de plus noble lien que ce pacte tacite qui fait de deux vies et de deux ailes une seule rapidité, une seule prouesse, une seule mort.

Le plus secret frisson de l'amour inexprimé ne vaut pas certains regards qui, *aux heures légères*, raffermissent entre les deux compagnons la fidélité à l'idée, la gravité de la résolution, le sacrifice muet du lendemain.

Or la mort qui devait prendre les deux n'en prit qu'un, un seul, contre le pacte, contre l'offrande, contre la justice, contre la gloire.

A la cime de la gloire, pour le couple ailé, il y a l'holocauste : le sacrifice dans lequel se consume toute la victime.

Le destin du feu est leur vrai destin.

Leur aile grondante devient leur bûcher flamboyant.

Comme dans la huitième *bouge* dantesque, ils sont deux « au milieu d'un seul feu, » mais le feu n'est pas divisé. Ils ne parlèrent point là-haut ; ils n'eurent pas besoin de *l'oraison brève* pour être hardis ; et ils ne parlèrent point dans les croulements de la flamme.

De même que le vol était un silence bleu mesuré par le chant rythmique de la combustion, ainsi l'holocauste se résout en un noir silence.

La nécessité héroïque pour le couple ailé, quand il est vaincu, c'est la destruction totale par le feu.

De celui qui se rend prisonnier et livre son aile, on peut dire en vérité qu'il pèche contre la patrie, contre l'âme et contre

le ciel. Infortuné ou honni, il perd tous ses droits à la gloire.

Heureux le couple héroïque dont les restes méconnaissables se mêlent sur la civière comme des tisons fumants !

Les grands jets de lumière se succèdent avec une rapidité spasmodique comme en cette nuit d'août, quand nous allions ensemble, pareils à deux aveugles, serrés l'un contre l'autre, le long de la Riva qu'inondait l'averse, blessés par le tranchant des éclairs ininterrompus chaque fois que nous entr'ouvrions les paupières.

Je demande une trêve, afin de fixer son visage tel que je le vis pour la dernière fois.

Comment m'éveillai-je ce matin-là ? Quel fut le songe qui accompagna mon âme au seuil de la lumière ?

Comme les arbres exposés aux rayons du couchant, les actions projettent derrière elles une ombre que personne ne mesure.

Me voici levé, habillé ; j'ai mon manteau, j'ai mon courage de chaque matin. Rien ne m'attache à la maison. Cette maison est moins qu'une tente passagère. Je suis libre avec mon dessein, et mon dessein est tout pour moi.

Je sors. Cette petite maison a une porte de fer qui se referme d'un seul coup.

Bora (1). Pluie. Le canal n'est qu'un ululement.

20 décembre.

Le canot de Saint-André ronfle contre la rive. J'emporte avec moi les valises et le sac des messages.

La lagune agitée.

L'eau qui gicle.

Le mécanicien de Sicile avec qui je cause.

Arrivée à Saint-André. Beppino m'attend. Il a son uniforme neuf, sa vareuse bleue à boutons d'or et des culottes dans des guêtres. Étrange sensation. Mon regard de myope ne le reconnaît pas tout de suite. Quelque chose d'indéfinissable flotte à cet instant entre lui et moi.

Je descends à terre en traversant les barques pontées. Il m'accompagne, avec cette gentillesse presque déférente qu'il a toujours conservée même dans notre familiarité, le long de la rive boueuse où le vent souffle plus violemment.

(1) Vent d'est-nord-est.

Nous entrons dans la maison de bois.

Le corridor très chaud.

Le poêle qui brûle, rouge.

Il me conduit dans son bureau, il me montre le gui qu'on lui a envoyé et qu'il veut emporter sur notre appareil pour nous porter chance. Il fait mettre de côté les valises et le sac.

C'est l'heure du déjeuner.

Les trois officiers français viennent à notre table.

Des fleurs, des plats spéciaux, de la recherche, tout en mon honneur.

Je m'asseois à côté de mon compagnon.

Conversation générale. On parle du mystère, du monde occulte, et puis de la chance, des talismans, des fétiches, des maléfices. Beppino écoute; il dit de temps en temps une parole fraîche, originale, profonde.

Nous nous levons pour prendre le café. Il me montre quelques gravures amusantes qui doivent décorer le corridor.

Sont avec nous Manfred Gravina, Louis Bresciani, Albert Blanc.

On parle de l'appareil inventé par Louis Bresciani.

Le type de ce jeune Véronais : blond, fluet, pâle, avec de courts favoris, une bouche délicate, des yeux clairs, un air de petit officier anglais du temps d'Horace Nelson.

Beppino s'amuse à taquiner Albert Blanc, fabricant de bombes incendiaires et de télémètres.

Il est deux heures. Il faut partir. Le canot est prêt.

Le chat noir se cache sous le divan. Pendant le déjeuner, il a mangé dans son écuelle avec un tel plaisir que sa queue s'agitait comme au temps où les chats sont en amour.

Nous nous levons pour sortir. Beppino m'accompagne. C'est lui qui est de garde ce soir. Nous parlons de la solitude, du repos qu'il y a dans la solitude.

Il se couchera de bonne heure, il dormira longtemps. Nous aussi, Renée et moi, nous serons seuls; nous n'acceptons pas l'invitation d'Albert au cabaret, puisque notre ami ne peut venir.

A travers les barques, toujours accompagné par lui, je descends dans un canot avec Manfred, avec Albert, avec Louis Bresciani, qui paraît soucieux.

Beppino est content de venir dîner demain avec moi, dernier repas avant le vol sans retour...

« Ça, mon frère, soupons et trinquons! Nous ne serons demain qu'un festin pour les poissons... » Ses yeux rient avec une allégresse enfantine.

Nous nous disons adieu. Il est sur le bord de la barque et me regarde.

Je me retourne deux ou trois fois pour le saluer de la main. Il disparaît.

Il fait froid; il bruine; le vent souffle. Je suis enveloppé dans mon grand manteau gris.

La lagune est jaunâtre, agitée. Passe une barque noire à voile rousse.

Je garde le silence, tandis que mes amis parlent. Ils parlent de lui.

Une flambée de gaîté presque tendre, tant nous l'aimons, tant nous goûtons sa grâce bizarre! L'humidité cendrée éteint le rire et la plaisanterie.

De grands murs. D'énormes engins.

Nous entrons dans l'Arsenal. Louis Bresciani va travailler à son hydravion de bataille. Manfred Gravina retourne à l'Amirauté. La volonté brille à travers la mélancolie de l'instant qui n'est plus.

Tristesse morne. La vie se rompt à l'improviste, comme une corde tendue. Difficulté de la renouer.

Renée aussi est triste. Je décide d'aller dîner avec Albert pour la distraire. Elle aussi regrette l'absence de notre ami. Il semble que pour nous il n'y a plus, à présent, de plaisir sans lui.

J'écris à Cinerina pour lui dire de venir.

Renée va s'habiller.

Nous sortons vers huit heures, dans l'obscurité, en nous tenant par la main.

Très mauvais dîner, conversation languissante.

Nous refusons le café, pour l'aller prendre au cabaret des Baretteri. Nous nous acheminons dans le noir, mélancoliquement.

Après quelques instants, nous commençons à apercevoir le clair de lune. Par le portique, nous débouchons sur la Place, nous entrons dans l'enchantement.

La lune est presque pleine. L'air est froid.

La Merceria se fait sombre, étroite et encombrée. Avant de parvenir au pont des Baretteri, nous sentons le parfum excitant du

café, comme on le sent aux abords de certains petits cafés arabes.

Nous montons les degrés ; nous entrons. La fille rousse semble chercher des yeux Beppino, le compagnon habituel, qui n'est point là.

Nous prenons le café debout. Albert boit le verre de cédrat qui paraît le dérider.

Quand nous sortons, Manfred et Renée vont devant.

Le quai des Esclavons est blanc de lune. Du café Oriental, à travers les portes closes, nous parvient un son d'instruments à cordes.

Nous accompagnons Manfred Gravina jusqu'à l'Arsenal. Nous allons regarder les lions envoyés en offrande à la Patrie par François Morosini, le conquérant de la Morée. Nous nous attardons à chercher lequel est le plus beau.

Nous nous séparons. Nous repassons le pont.

Nous accompagnons Renée à l'hôtel. Nous sommes tristes comme après une soirée perdue.

Je rentre seul.

Je m'arrête, comme toujours, devant Sainte-Marie-du-Lys et je touche le bas-relief de Zara.

Je pense à mon ami qui est seul, là-bas, de garde, à Saint-André.

21 décembre.

Nuit agitée. Réveillé à trois heures sans pouvoir me rendormir. Je lis jusqu'à cinq heures. Puis je m'endors d'un sommeil sans profondeur.

Par les fenêtres, je vois le soleil qui frappe mon oreiller.

Une journée claire et sans vent : admirable pour entreprendre le grand vol.

Une angoisse obscure est dans mon cœur. J'enrage de perdre cette journée inespérée. Ma pensée se tourne sans cesse vers Saint-André.

Survient Renée.

Je suis si anxieux et taciturne qu'elle me demande : « Qu'as-tu ? » Je ne sais que répondre.

Il est midi moins quelques minutes. Le ciel est bleu. Je regarde les plantes du jardin : le vent est faible. J'entends le ronflement d'un avion qui passe au-dessus du Grand Canal.

Pourquoi tant d'ombre s'épaissit-elle dans mon cœur ? Suis-je malade ?

Nous descendons pour déjeuner. Je ne parle pas. Je suis sous l'empire de l'idée fixe. Je mange machinalement.

Renée a disposé les fleurs dans les vases: des roses rouges, des jonquilles, des violettes, des œillets.

Beppino a promis de venir dîner ce soir. Elle sourit. Nous ne serons que nous trois, suivant la douce habitude.

Je n'ai aucune envie d'aller poser pour mon portrait dans l'atelier des Zattere ; mais Cinerina m'attend. C'est peut-être ma dernière image. Renée veut m'accompagner. Nous sortons.

Tiédeur printanière sur la rive claire.

Les torpilleurs gris à l'ancre.

Les trois numéros écrits à la craie sur la porte rouge de la maison où se trouve l'atelier : 41, 5, 9.

Renée me laisse là et revient sur ses pas. Je monte.

Je ne sais pas dissimuler mon humeur noire. Cinerina est là ; elle n'a que des yeux et un menton ; ce n'est plus une femme, mais une volonté d'art, avec sa tunique de toile blanche, avec ses sobres pinceaux en mains. Je prends la pose, rêveur. Je n'écoute pas les choses qu'elle dit pour le plaisir de bavarder. Un temps passe indéfini, certainement bref.

Quelqu'un monte les escaliers de bois ; nous l'entendons frapper à la porte, m'appeler.

C'est la voix de Renée. J'ouvre.

Renée est pâle et bouleversée.

— Viens, il est arrivé un malheur.

— Quel malheur ?... Miraglia?

Tout de suite j'ai pensé à lui.

— Descends, Genua est en bas. Il te dira...

Je descends, le cœur palpitant. Je trouve Genua sur le seuil, tout ému. Il me raconte qu'il vient d'apprendre par les téléphones des belvédères de défense que l'avion monté par Joseph Miraglia s'est abîmé dans la mer et que le pilote est grièvement blessé. Le mécanicien Georges Fracassini, notre cher Fracassini, n'est pas retrouvé! Peut-être est-il allé au fond.

Je remonte en courant, je prends congé de Cinerina qui s'agite. Je redescends.

Genua, Renée et moi, nous nous mettons à courir sur les Zattere à la recherche d'une gondole, d'une embarcation quelconque.

Miraglia a été transporté à l'hôpital de la Marine. J'interroge sans cesse Genua pour savoir la vérité vraie.

Les jambes me manquent. Ma langue s'embarrasse. Je laisse Renée sur la place Saint-Maurice. Je poursuis par la rue du 22-Mars. Je passe devant la maison de Beppino, à l'entrée de la cour Michel. Les gens me regardent. Je ne sais plus dominer mon horrible anxiété.

Nous rencontrons un matelot qui presse le pas. Genua l'arrête. Je n'entends pas ce qu'il lui dit. Je comprends que le corps a été transporté à l'hôpital Sainte-Anne.

Le corps!... Il est mort.

Genua me soutient.

Je me mets à courir, à la recherche d'un moyen quelconque de me rendre là-bas et d'échapper à la curiosité des passants. Le matelot nous rejoint et nous offre un canot qui attend à Sainte-Marie-du-Lys. Nous y allons.

Le bassin de Saint-Marc, bleu.

Le ciel, partout.

Stupeur, désespoir.

Le voile immobile des larmes.

Silence.

Le battement du moteur.

Voici les jardins.

On tourne dans le canal.

A droite, la berge avec les arbres nus, quelque chose de funèbre et de lointain.

Devant nous, dans le ciel bas, à proximité de son hangar, la forme stupide d'un ballon, couleur d'argent.

Il est trois heures de l'après-midi, à peu près.

Nous arrivons. Je saute sur l'embarcadère. J'entre.

Je demande Joseph Miraglia à l'officier de garde. On m'indique une porte. J'entre.

Sur un lit à roulettes est étendu le cadavre

La tête bandée.

La bouche serrée.

L'œil droit blessé, livide.

La mâchoire droite fracassée ; l'enflure commence.

Le visage olivâtre : une expression de sérénité insolite.

La lèvre supérieure un peu saillante, un peu enflée.

Des tampons d'ouate dans les narines.

L'aspect d'un prince indien au turban blanc.

Les mains jointes sur la poitrine, jaunâtres.

Ses deux pieds enveloppés de gaze blanche.

Le pied droit est cassé. Le pouce d'une main est cassé. Une jambe est cassée. Plusieurs côtes sont cassées.

Il a sa vareuse bleue à boutons d'or, celle d'hier.

On veut m'entraîner dehors. Je refuse. Je reste à genoux. Je prie qu'on me laisse seul.

Quand je suis seul, je me penche sur le mort, je l'appelle plusieurs fois. Mes larmes pleuvent sur son visage. Il ne répond pas ; il ne bouge pas.

Je retombe à genoux.

Les rumeurs du jour.

Halètement des canots à pétrole sur le rio.

Le bruit sourd des pas sur le ponton.

Un matelot entre avec un faisceau de cierges : il met les quatre cierges aux angles du lit.

Entre Louis Bologna, entre Charles della Rocca. Je ne peux me remuer, je ne peux me lever.

Quelqu'un dépose aux pieds du cadavre un bouquet de fleurs. Je crois reconnaître Silvio Montanarella, notre plus jeune aviateur.

Entrent deux matelots, baïonnette au canon ; ils se placent à la tête du lit ; ils se tiennent immobiles.

Un autre marin suspend au mur du fond, contre la fenêtre, le grand pavillon d'un navire de guerre.

Un drapeau est déployé au chevet.

Après un temps que j'ignore, un autre matelot survient, portant un autre faisceau de cierges et ouvre la porte qui s'encadre dans le mur, en face de moi.

J'entends un bruit de pas. Deux marins portent sur une civière le cadavre de Georges Fracassini, retrouvé deux heures plus tard, au milieu des toiles déchirées et des fils entortillés, tandis que l'on transportait à Saint-André les débris de l'appareil.

Ils franchissent le seuil ; ils le déposent dans l'autre chambre.

Je me relève pour l'aller voir. Je me penche sur lui.

Il a l'air de dormir. Son visage est paisible, sévère. Il porte son vêtement de cuir brun.

On dirait un moine qui s'est béatifié dans le trépas. Ce visage mâle, presque toujours luisant et ruisselant de sueur, aux yeux

clairs et hardis, au front dénudé, au nez crochu, s'est apaisé et ennobli. Véritablement il repose.

Je rentre dans la chambre voisine, et je trouve le corps de mon compagnon recouvert du drap noir portant la croix d'or.

Son visage aussi est couvert de gaze.

Un marin va pour enlever le drapeau du chevet et le remplacer par un fanion de la Croix-Rouge. Je l'en empêche.

Entre Humbert Cagni, accompagné d'autres officiers. Je l'entrevois à travers mes yeux brûlés. Il s'approche, découvre le visage du mort, murmure je ne sais quoi. Il va regarder aussi le mécanicien. Puis il s'approche de moi qui suis adossé au mur et m'efforce de dominer mon horreur. Il me prend la main, il me la serre, en disant d'une voix rude, soldatesque, presque violente : « Bonjour ! » Il s'en va.

Les explosions du moteur. Le canot qui s'éloigne.

Voici Manfred Gravina ; voici Albert Blanc. Je ne bouge pas. Un marin glisse sous mes genoux un coussin noir, le coussin du prie-dieu.

La nuit est venue. J'entends le premier cri des belvédères : « Bonne garde, là-haut ! » Je pense à Renée, je pense aux fleurs qu'elle a mises dans nos vases pour lui.

Je me lève. Je sors sur le ponton.

La lune d'or resplendit dans le ciel, basse, en face de moi.

Je descends dans le canot ; je repasse par le canal.

Le mur des jardins ; la berge aux arbres dépouillés ; le hangar du ballon.

Genua m'accompagne, pour prendre les paquets que j'avais préparés et pour les remettre à Albert Blanc qui devait les porter à Rome.

J'ai avec moi la mort, l'odeur de la mort. Renée m'attend : elle sait tout. Nous nous embrassons en pleurant. Elle veut l'aller voir.

J'entre dans la salle à manger pour prendre les fleurs. Il y a trois couverts. Je recueille toutes les fleurs de tous les vases.

Je les emporte avec moi en une seule gerbe.

Je rentre dans la chambre mortuaire.

Les cierges brûlent. Leurs flammes vacillent, reflétées par les lames des baïonnettes. Les deux matelots montent la garde, immobiles.

Je dispose les fleurs aux côtés du cadavre : je sens la forme de ses flancs, de ses jambes.

Je pose les jonquilles blanches sur le rouge et sur le vert du drapeau.

Je découvre le pauvre visage. La joue droite s'enfle et noircit. La bouche semble fermée.

La réalité par instants m'échappe. Je réfléchis. Je ferme les yeux. Je l'imagine vivant comme hier ; puis je regarde et je le vois inerte, exsangue. Est-ce vrai ?

La veillée commence.

En face de moi est la porte de l'autre chambre mortuaire où est étendu Georges Fracassini, illuminée, avec un vacillement d'ombres.

Les deux marins immobiles ; le luisant rigide des baïonnettes nues.

Le clapotement du canal, sous la fenêtre.

Le cri des belvédères.

On entend ronfler le moteur du canot. Puis tout retombe dans le silence.

Vers minuit, arrive le commandant Jules Valli. Il s'asseoit à côté de moi. Il me parle du mort.

Regrets, remords affectueux.

Il avoue que l'on a demandé aux forces de Joseph Miraglia tout ce qu'elles pouvaient donner, et au delà.

Aux premiers jours de la guerre, seul, avec un misérable appareil, et un vieux pistolet Mauser, il volait contre l'ennemi, il défendait Venise, il explorait Pola !

Il me parle de la confiance que l'aviateur avait en moi et de celle qu'il m'inspirait. Joseph Miraglia, deux jours plus tôt, lui avait dit : « Si je proposais à Gabriele d'Annunzio de voler au-dessus de Vienne, il répondrait simplement : « Allons ! » il s'asseoirait sur ce siège et il ne se retournerait plus. »

Le commandant exprime son regret devant ce couple détruit, qui avait de si grands desseins et qui était capable de les exécuter. Puis il parle de la bonté de l'homme.

Ma douleur reçoit, roule, engloutit comme un tourbillon ses paroles mesurées.

Jules Valli est un homme fin, un philosophe tempéré d'ironie, indulgent, énergique et souple, fait pour comprendre et

pour apprécier une nature comme celle de Joseph Miraglia.

Vers deux heures du matin, il s'en va. J'envoie Louis Bologna et Charles Della Rocca se reposer. Silvio Montanarella doit venir à quatre heures.

Je suis à bout de forces. Charles descend, dans son sarrau noir, et me prie d'aller prendre un peu de repos. Je m'y refuse.

Les marins de garde sont remplacés, toutes les deux heures. Ils sont presque tous beaux, grands, sévères, avec une expression très noble de douleur. Ils portent la ceinture de cuir, la cartouchière. Ils sont vêtus de bleu sombre, avec le grand col d'azur clair et le béret de drap.

Cinq heures sonnent. Le belvédère voisin a crié, d'autres répondent dans le lointain.

Le clapotement continue.

J'ai les pieds gelés sur le carrelage nu. J'ai de la glace dans tous les os.

Je rentre chez moi, à bout de forces. Je me déshabille. Mon uniforme, me semble-t-il, a une odeur de mort. La même odeur est dans mon linge. J'enlève tout. J'entre dans le bain chaud. Quelque chose du cadavre est-il en moi? Je me demande soudain si l'on a lavé le corps blessé avant de le revêtir.

Sentiment de désert, de désolation dans la maison.

Souvenirs de la vie légère.

Son plaisir délicat devant mon petit Watteau. Son sourire de mandarin quand je lui disais une image concise d'un poète de l'Extrême-Orient.

Renée survient. Elle est pâle. Elle n'a pas dormi. Elle m'interroge. Je lui raconte...

Il faut que je retourne à Sainte-Anne pour midi. Je commande une couronne, quelques gerbes de roses.

Renée veut venir avec moi.

Nous ne mangeons presque rien. Le canot est à quai. Nous partons.

Venise en cendres. La mort partout.

Les mouettes par bandes sur le bassin. Leur rire bas à la fleur de l'eau morne.

Renée porte une gerbe de roses rouges, liée avec un ruban bleu.

Silence.

Je lui recommande de se contenir. Elle me regarde avec deux yeux courageux.

Nous sommes au débarcadère. Nous descendons. Aucun officier de garde n'est là.

Renée dépose aux pieds du cadavre les roses, s'agenouille, prie, le visage entre ses mains jointes. Elle ne pleure pas.

Après quelques minutes angoissées, je la secoue, je la reconduis. Elle repart seule. Je reste.

Vingt-quatre heures sont passées depuis l'heure de la mort.

Deux marins apportent ma couronne de roses blanches et rouges. Je la place près de sa tête. Je place aussi, près de sa joue droite, la gerbe de Renée.

***

23 décembre.

C'est le matin désigné pour le grand vol : un matin glorieux. Pas un souffle de vent. La lagune n'a pas une ride. Le ciel est immaculé.

S'il était vivant, à cette heure-ci on se préparerait; nous revêtirions nos pelisses, nous vérifierions nos armes, nous passerions nos camails de laine, nos chaussons de fourrure. Nous serions joyeux, actifs, confiants. Georges serait là et préparerait tout sur nos sièges. Le sac des messages serait déjà placé sous le coffre du moteur, comme celui de Trieste.

J'entre dans la chambre mortuaire.

Ange Belloni est là. Une tête triangulaire, un vaste front, de grands yeux, perçants comme ceux des faucons, sans battements.

Nous nous serrons les mains.

La pièce est déjà remplie de couronnes, posées sur des tréteaux.

Des formes sans beauté.

La forme pure de la couronne est altérée.

Stupidité des couronnes funéraires composées par des fleuristes prétentieux. Il y en a une qui est fausse, en porcelaine et en zinc.

Les ombres des couronnes tremblent sur le mur. Les petites flammes des cierges vacillent en se reflétant sur les baïonnettes.

Ange Belloni s'asseoit à côté de moi.

C'est un grand et sincère ami du mort. Il me parle de lui. Comme il le connaît!

Tendresse des amitiés juvéniles.

Il imite certaines de ses façons, il raconte certaines de ses petites manies.

Il loue spécialement sa bonté profonde, secrète, pudique. Il cite exemple sur exemple.

Il me dit, lui aussi, combien il m'aimait.

Nous suffoquons dans l'odeur asphyxiante des fleurs, des cierges, de la mort. La saveur atroce est sur la langue. Nous sortons, nous voyons par la porte vitrée qu'il fait grand jour! Combien d'heures sont passées ?

C'est le jour, le jour du grand vol. Il est bientôt huit heures. A cette heure-ci, nous serions déjà en train de voler vers Ancône. Nous aurions déjà dépassé le grand Cap; nous serions au delà de toute misère, au delà de cette vie, au delà de nous-mêmes.

Je sors sur l'embarcadère.

Le soleil rouge à fleur d'eau. Le ciel pur. Le soleil jeune et fort, le soleil qui s'élance, qui aspire au zénith.

La lagune est d'une soie changeante comme l'opale. Le campanile incliné de saint Pierre semble de nacre.

Anxiété, regret, fin de tout.

Je rentre dans la chambre.

Je suis offensé par les formes stupides des couronnes sur leurs supports de roseaux, par les larges rubans inertes, pendant avec des lettres dorées. Seules les roses de Renée semblent vivantes et sensibles. Seuls les gros bouquets de violettes sombres semblent dignes de la mort.

Je n'y tiens plus. Je m'en vais à pied, par le quai. Dans le canal se reflète la maison rouge aux dix cheminées. La vie déjà reprend, misérable et bavarde. Les gens regardent mon visage pâle de survivant.

Je vais à l'Arsenal. L'Amiral me reçoit tout de suite. Mon cœur a sursauté. Le style de guerre commandait de remplacer l'homme tombé, et de tenter l'entreprise, ce matin, au jour dit. C'était la meilleure manière d'honorer le héros mort.

En face de cette haute et sévère conscience, j'expose brièvement la nécessité de ne pas renoncer au grand vol. Il comprend; il consent. Il me déclare qu'il appuiera l'expédition, comme il l'a promis. Il me conseille de m'entendre avec le pilote qui me semblera digne de remplacer le disparu. Il est

simple, rude, franc. Déjà je l'admirais. Désormais je l'aime.

On parle de la mise en bière, des funérailles. Bientôt quarante-huit heures seront écoulées. On décide que le cadavre sera scellé aujourd'hui à quatre heures de l'après-midi.

Je prends congé. Je rentre chez moi.

Le jour est si beau qu'il me semble n'en avoir jamais vu un plus beau. Le 23 décembre, notre jour !

Le Destin non seulement a tué d'un coup mon compagnon, mais encore, par dérision, a tiré du fond de la mer un matin de gloire. Le soleil monte avec je ne sais quelle insolite vigueur qui peut-être semble extraordinaire à mon extrême fatigue.

Je rencontre un de nos bons camarades, un jeune pilote qui a déjà donné de belles preuves d'audace. Je l'emmène à l'écart, je le conduis sur le ponton de l'embarcadère et je lui parle. Je lui demande s'il veut prendre la place du disparu, dans l'expédition dalmate.

Il hésite. Il finit par dire qu'il croit fermement qu'il n'y a aucune chance de succès ; mais, en bon soldat, il obéira s'il reçoit un ordre net.

Il ajoute : « Un seul moteur. Un appareil traître. Environ neuf heures de vol. On est sûr de tomber et de rester en mer. Il n'y a pas à compter sur le secours des torpilleurs. Moi, du reste, je suis habitué à passer des heures et des heures dans l'eau. — Et moi, je m'habitue vite à tout, » lui répliqué-je, retrouvant pour un instant mon sourire.

L'ardeur dissimulée de mon compagnon perdu m'enveloppe. Je revois ses mains au volant, ses yeux verdâtres derrière les verres du masque. Et je sens que je ne retrouverai peut-être jamais plus mon égal dans l'amour du hasard.

Nous décidons d'en parler au commandant Valli. Devant mon visage résolu, le jeune homme se reprend et m'assure qu'il sera heureux de tenter avec moi le vol si l'on juge nécessaire de le tenter. Mais un de ses compagnons, survenu, ravive le débat, estimant que la réalisation de ce vol serait une offense à la mémoire du mort.

Le soir est d'opale, d'or et d'ambre. L'horizon est gemmé comme une longue rangée de trônes.

Puis cette richesse se voile et se refroidit. Le ciel et la lagune sont deux suavités glacées.

S'il y a une douceur qui blesse, c'est bien celle-ci...

Je rentre. Je vois emporter les couronnes. Les matelots sont en train de vider la chambre funèbre.

Par terre, auprès du lit, j'aperçois le cercueil ouvert. Le couvercle est appuyé au mur, verticalement.

Le cœur me tremble si fort que je m'appuie à l'épaule de Louis Bresciani; mais il me semble que lui aussi aurait besoin d'être soutenu.

Je ressaisis mon courage, j'éloigne de moi quelqu'un qui fait le geste de m'entraîner dehors. Je suis résolu à ne pas abandonner mon ami, jusqu'au dernier instant. Je reste debout, silencieux.

La chambre, à présent, est vide. Les marins l'ont débarrassée de toutes les couronnes. Les cierges sont déplacés. De mes fleurs, qui étaient sur le drap noir, je laisse emporter les premières et les dernières, à part le bouquet de roses blanches au ruban blanc.

Le cercueil ouvert est sur le carrelage, parallèlement au lit. Il est doublé de plomb; il repose sur des pieds dorés.

Je me tiens le menton pour empêcher mes dents de claquer.

Les quatre matelots soulèvent le suaire.

Seul je m'avance, je m'agenouille, je regarde le cadavre, je dépose le bouquet de roses sur ses pauvres pieds brisés et enveloppés.

J'ai le courage d'effleurer les mains avec mes lèvres.

Je me relève suffoquant; je me retourne, je reviens vers Louis qui n'a plus de couleur, qui a une bouche convulsée de petit enfant. J'incline le visage sur son épaule en sanglotant.

Le couvercle de bois est appliqué à sa place, pressé, ajusté Un des hommes enfonce et tourne les vis.

Sur le couvercle il y a une croix dorée et une plaque de cuivre gravée.

Je me penche pour lire la plaque gravée : le nom et deux dates. Il naquit le jour du *solstice d'été*, 21 juin 1883; il mourut le jour du *solstice d'hiver*, 21 décembre 1915, à trente-deux ans et six mois.

*
* *

24 décembre.

Sur le quai de Sainte-Anne, une foule de femmes du peuple qui se presse contre les grilles de l'hôpital.

Des visages douloureux de Maries, des visages travaillés par la fatigue et par le malheur, des visages de pitié.

Des enfants malingres qui ne sont que des yeux, sordides, tristes.

L'eau du canal, malade.

La maison rougeâtre avec ses dix cheminées à entonnoir.

Un ciel gris, humide, froid.

Quand je passe le seuil de la chapelle, je ne vois plus rien, à part les deux catafalques entre des murailles de couronnes.

Les cierges de l'autel sont allumés.

Quelqu'un me dit : « Voici son frère. » Je vois son frère, petit comme lui, avec un visage osseux et énergique, avec une courte barbe noire.

Il a un mouvement continu et convulsif dans la mâchoire, comme s'il mâchait quelque chose d'atrocement amer.

Il vient de Valona, du commandement d'une escadrille de torpilleurs. Il a quitté sa croisière nocturne et diurne, pour accourir. Il trouve le cercueil fermé, le catafalque drapé. Il apporte avec lui le souffle de la guerre, l'odeur verte de la basse Adriatique, quelque chose du pont d'un torpilleur de chasse, quelque chose du sillage d'une torpille bien dirigée. C'est un homme.

Je n'ai pas envie de dire un mot. J'ai les dents serrées. Je passe devant un groupe d'officiers. Je vais m'agenouiller seul, à côté du cercueil, près de l'endroit où repose sa tête.

Nous sommes encore une fois seuls, seuls comme dans la carlingue en plein vol. Tous les autres me semblent étrangers, même son frère. Nous sommes seuls.

Le prêtre dit la messe funèbre. Du fond de la chapelle monte une prière murmurée par des marins, un chœur de chuchotements rauques.

Toutefois, mon ami est là. Quand la cérémonie se termine, je sens qu'il y a encore plusieurs degrés à franchir dans la séparation.

Maintenant il est là, encore à moi. Je vois les roses blanches sur ses pieds enveloppés.

Mais quatre marins s'avancent pour soulever le cercueil, à l'aide de larges courroies. Ils l'emportent.

Mon cœur se serre, convulsé. Le mort s'éloigne, un peu plus.

D'un mouvement instinctif, je m'approche et je passe les

mains sous le cercueil : je le sens peser. Le drap noir me couvre les bras jusqu'au coude.

Je vais, sans rien voir d'autre que le noir et l'or et les fleurs. Les fleurs de Renée sont là, avec leur ruban bleu clair, mêlées aux miennes.

On va. On va. On sent la présence de l'eau. Nous passons sur un pont de planches. Derrière moi vient l'autre cercueil, qui nous suit.

Le canot paré de noir et d'argent, avec son gouvernail recouvert d'un drap, est contre l'embarcadère. Je suis sur le bord. Le cercueil vacille, m'échappe. Je ne le touche plus. Je ferme les yeux.

Les marins le descendent dans le canot, le posent là, les pieds tournés vers l'avant. L'autre cercueil est placé à côté.

Puis des couronnes, des couronnes, des couronnes, l'une sur l'autre. C'est comme un songe, c'est comme un spectacle, c'est comme une figure de ballet.

Sous le ciel gris, le jaune crie, le rouge hurle. Passent, passent, toujours portées par des marins, des couronnes sans nombre.

Elles passent, elles s'embarquent, elles remplissent le canot funèbre, elles remplissent deux autres barques.

On dirait la fête de Juin, quand les péottes s'en viennent des îles avec leur charge de fleurs et de fruits.

Encore, encore des couronnes !

C'est quelque chose d'antique et de païen. L'émerveillement arrête la douleur.

Les barques sont pleines. Les moteurs ronflent. Le cortège marin s'ébranle, passe sous le pont de bois couvert de gens qui regardent et s'apitoient.

Le peuple fait sa couronne compatissante sur l'arc du pont, en silence.

On navigue lentement, à travers les lagunes décolorées que fend le sillage pâle, le sillage de la mort, le long du chenal indiqué par des pieux.

Les eaux sont basses, les grèves apparaissent.

Voici les murs rougeâtres qui entourent l'île des morts.

Je me retourne pour regarder, là-bas, le Pavillon des Esprits, les jardins de Thomas Contarini, ces lieux de nos délices. (Soirs d'été, soirs de lune; gondoles pleines de femmes qui n'étaient pas à nous ; mélancolie et dédain.)

Nous atteignons la rive ; nous sommes sous un mur de briques rongées, que dépassent les cyprès.

On accoste.

C'est comme un songe d'outre-mer, d'outre-monde.

Je me retrouve sur les dalles de pierre.

Je marche de nouveau derrière le cercueil, de nouveau je le touche, je le reprends.

Au sortir de la chapelle, l'organisateur de la cérémonie, le commandant Valli, arrête les deux cercueils au milieu de la cour.

Je vois un carré d'hommes. Les suivants font le cercle. Je vois les amiraux, les généraux, les officiers, tête nue. Son frère est près de moi. Il se fait un grand silence. Qu'est-ce qu'on attend ?

Je regarde autour de moi, je vois des yeux tournés vers moi. Que va-t-on faire ?

Le commandant Valli s'approche de moi, et me demande si je veux parler.

Je crois que je suis encore plus pâle, car avec empressement on me dit : « Non ! Non ! si vous ne pouvez pas, si vous ne vous sentez pas la force de parler... »

Et il y a, autour de moi, un silence effrayant.

Le ciel gris s'abaisse sur ma tête, comme une chape de fer.

Et le silence semble éternel.

Je dois arracher les mots de mon cœur serré. Son frère me regarde. L'attention de tous est sur moi. C'est une attente angoissée qui s'accroît d'instant en instant.

Je fais un pas en avant ; puis je me tourne vers le cercueil.

Je ne vois pas l'autre cercueil ; j'oublie l'autre mort.

Je parle avec une voix qui me fait trembler dans toutes mes fibres et que je reconnais à peine.

Je vois, sur un visage, couler des larmes. Et ma parole se brise...

Quand la salle du dépôt est pleine de fleurs entassées, les gardiens la ferment. Je l'entends fermer derrière moi.

Le cortège retourne vers le quai, où les barques nous attendent.

Quelqu'un m'aborde et me montre un billet qu'un rameur, sur un sandal, vient de lui apporter du Pavillon des Esprits.

Rosalinde est là ; elle est arrivée ce matin, à l'improviste. Elle est allée au Pavillon pour assister au passage de la barque mortuaire, au débarquement. Elle désire me voir, me parler. Elle me prie de venir la rejoindre.

Je ne peux. Je n'ai plus de forces. Je l'attendrai à la Casa Rossa, si elle peut venir avant son départ. Elle doit repartir à deux heures. Il est déjà midi.

Ma barque, au retour, côtoie les murs de Saint-Michel, rouges de brique avec leur base en pierre claire.

Je me rappelle une nuit d'été, une nuit d'août. Nous étions allés à Murano en gondole. Rosalinde était avec nous. La lagune était si phosphorescente que chaque coup de rame soulevait de longues flammes blanches. Et nous nous penchions pour regarder. Le menton des femmes nous apparaissait éclairé.

Le long des murs du cimetière, nous cessâmes de rire et de plaisanter.

On entendait la plongée mesurée des rames. Et sous ces murs funèbres la phosphorescence créait des anneaux et des guirlandes de lumière.

Une mélodie lumineuse entourait l'île des morts.

***

Tandis que j'écris dans l'obscurité, ma pensée se brise et ma main s'arrête.

Alors la bande de papier que j'ai tournée, se relève et retombe sur mes doigts, sans bruit.

J'ai un frisson d'épouvante. Et je reste immobile, avec tout le corps roidi, n'osant plus tracer un seul signe dans les ténèbres.

GABRIELE D'ANNUNZIO.

Traduit par ANDRÉ DODERET.

(A suivre.)

LA QUESTION TURQUE

II[1]

ANGORA

LES TURCS ENTRE L'OCCIDENT ET L'ORIENT

Le 16 mars 1920, à l'aube, le général anglais Milne, commandant la place de Constantinople, faisait occuper militairement les points les plus importants de la capitale ottomane : le ministère de la Guerre et celui de la Marine, la préfecture de la Ville, l'hôtel des Postes et Télégraphes, le Grand-Pont de Galata, la Douane, l'Arsenal et les portes principales. Le même jour, le général faisait arrêter à leur domicile un certain nombre d'anciens ministres, de députés et de sénateurs, suspects d'hostilité à l'égard des autorités d'occupation. L'état de siège était proclamé. Toutes ces mesures avaient été approuvées par les trois hauts-commissaires français, anglais et italien, bien que l'initiative en revînt exclusivement aux agents anglais, et correspondît aux seuls desseins de la politique britannique : par exemple, les personnes arrêtées étaient presque toutes connues pour leurs sentiments favorables à la France.

Deux jours après, la Chambre ottomane des Députés votait à l'unanimité une motion protestant contre l'occupation militaire de Constantinople et les arrestations dont des membres du Parlement avaient été victimes. Après quoi, elle s'ajournait *sine die*. Le Sénat en fit autant.

Le 5 avril, les Anglais renvoyaient le Grand-Vizir, maréchal Salih Pacha, pour ramener une fois de plus au pouvoir Damad Férid, leur créature. Celui-ci, d'accord avec le Cheik-ul-islam,

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

Durri-Zadé-Abdullah, faisait signer par le Sultan-Calife le *fetva* du 13 avril, par lequel les Nationalistes étaient déclarés rebelles et solennellement exclus de la communion religieuse. Dès lors, l'Asie turque était séparée de l'Europe, le plan conçu par quelques Anglais, et adopté par leur gouvernement, était réalisé.

Je ne veux point dire par là que le mouvement nationaliste turc fût une conséquence du coup de force anglais du 16 mars 1920 : cette opinion, qu'ont soutenue et répandue quelques écrivains, a contre elle la vérité et les propres déclarations de Moustapha Kemal. Les pages qui suivent le montreront, en rappelant l'origine et les premières manifestations du nationalisme en Anatolie. Mais ce qui me paraît hors de doute, c'est que les initiatives prises par les Anglais et docilement suivies par leurs Alliés, entre le 15 mars et le 13 avril 1920, ont rompu les derniers fils qui rattachaient l'Anatolie à Constantinople. Le 18 mars, le jour même où cessaient de siéger dans la capitale de l'Empire les deux Chambres du Parlement ottoman, Moustapha Kemal invitait les députés à se réunir en Assemblée Nationale à Angora. Puis, comme les Alliés s'opposaient à cet exode, le chef nationaliste ordonnait qu'il fût procédé à de nouvelles élections. Légitime ou non, la représentation nationale turque, la seule, allait siéger en Asie. En réponse à l'excommunication du 13 avril, une assemblée de muftis et de théologiens, présidée par le mufti d'Angora, promulguait dans les formes traditionnelles le fetva-chérif destiné à justifier l'attitude des nationalistes turcs devant tous les croyants de l'univers et à transformer l'insurrection en guerre sainte.

1° L'obligation incombe-t-elle à tous les musulmans de combattre de toutes leurs forces pour délivrer le calife des musulmans des atteintes ennemies et de l'esclavage? Daignez répondre.

Réponse. — Dieu est omniscient. Oui !

2° Les peuples musulmans qui luttent et proclament le *Djihad* (guerre sainte) pour sauvegarder la puissance du Calife et ses droits légitimes et nettoyer le pays de ses ennemis peuvent-ils être considérés comme rebelles? Daignez répondre.

Réponse. — Dieu est omniscient. Non!

3° Ceux qui périront dans cette lutte seront-ils *chehids* (martyrs), et ceux qui resteront en vie seront-ils *ghazis* (croyants ayant bien mérité de la foi)? Daignez répondre.

Réponse. — Dieu est omniscient. Oui!

Bien entendu, le *fetva* nationaliste débutait par la formule consacrée : « Que Dieu garde toujours le Calife des Musulmans, garant de l'ordre dans le monde. » Ainsi, en quelques jours, une situation nouvelle était créée ; ainsi se trouvait réalisé un état de choses que les Alliés auraient dû prévenir à tout prix : les insurgés d'Asie devenaient, aux yeux de leurs compatriotes, les seuls représentants d'un État ottoman indépendant et souverain, et, pour l'Islam tout entier, les défenseurs du Calife et de la Foi.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT ANATOLIEN

Mais, pour bien comprendre l'évolution du mouvement nationaliste en Anatolie, il faut revenir à ses origines. A la fin de janvier 1919, les Anglais refoulèrent sur Trébizonde les 15000 Turcs qui tenaient encore au Caucase. Cette petite armée, au cours de sa retraite, souleva et organisa les musulmans de Transcaucasie et d'Azerbaidjan. Le but semblait être tout à la fois de résister aux Anglais et de s'opposer à la réalisation des projets que les Arméniens, soutenus par les Anglais, poursuivaient alors parallèlement à Erivan et à Constantinople. C'est dans cette dernière ville que, vers la fin de 1918, les Arméniens et les Grecs avaient conclu entre eux l'alliance politique, aux termes de laquelle les territoires situés le long de la Mer-Noire devaient être partagés entre les deux peuples et former à l'Est l'État arménien, à l'Ouest l'État grec du Pont. Les Turcs, dans leur effort pour reconquérir ou pour conserver cette partie de leur domaine, luttaient donc en même temps contre les Alliés, — en l'espèce, les Anglais, — et contre les chrétiens ottomans d'Asie.

Dès ce moment, l'*Union et Progrès* joue un rôle important dans l'organisation de la résistance turque : c'est Nouri Pacha, le frère d'Enver, qui dirige à Bakou le mouvement azerbaidjanais; c'est Chevfik Pacha, l'ancien commandant de la IXe armée, qui soulève et enrôle les Lazes et les Kurdes; le Comité a son propre délégué en Arménie : c'est Naïl Bey. Mais le Comité a changé de nom : l'*Union et Progrès* s'appelle maintenant *Tédjeddoud*, Rénovation.

Cependant tous les chefs du mouvement n'étaient pas des Unionistes : on trouvait parmi eux des officiers qui n'avaient jamais été mêlés à la politique, ou même qui étaient ouverte-

ment hostiles aux doctrines et à l'action de l'ancien Comité. Tel était Moustapha Kemal Pacha, qui, après avoir commandé une armée aux Dardanelles, s'était trouvé en butte à certaines hostilités, et qu'une intrigue de palais, disent les uns, une instance formelle des Alliés, prétendent les autres, avait fait reléguer en Asie, peu de temps après l'armistice, avec le titre d'inspecteur général de la IIIe armée. Moustapha Kemal se trouvait à Erzeroum lorsque, au mois de mai 1919, les Grecs débarquèrent à Smyrne, sous la protection des Alliés, et occupèrent une partie du Vilayet. La nouvelle de l'occupation de Smyrne suscita parmi les musulmans d'Asie une effervescence considérable. Moustapha Kemal en profita pour convoquer en un congrès les chefs civils et religieux, ainsi que les notables des provinces orientales, et les inviter à délibérer sur la situation. Le Congrès d'Erzeroum fut le véritable point de départ du mouvement de la défense nationale.

Il se réunit le 10 juillet et siégea, avec des interruptions, pendant près de deux mois. C'est le Congrès d'Erzeroum qui donna à Moustapha Kemal pleins pouvoirs pour organiser la résistance du pays; c'est son Comité qui lança la fameuse proclamation du 7 août et élabora le programme dont s'est constamment inspirée, par la suite, la politique nationaliste. La proclamation du 7 août faisait ressortir que toute occupation de territoires ottomans en Asie devait être considérée comme tendant à y établir une organisation grecque ou arménienne, et que la nécessité où pouvait se trouver le gouvernement central « d'abandonner ou de négliger quelques-uns de ces territoires sous la pression de certaines influences, » rendait légitime toute mesure prise en vue de garantir l'existence et les droits de la Nation, « sans que fût en rien diminuée la fidélité au trône impérial du Sultan-Calife. » Enfin, le Comité, qui prenait le nom de « Comité pour la défense des droits de l'Anatolie orientale, » déclarait reconnaître pour ses membres et affiliés « tous les compatriotes musulmans. »

Le programme d'Erzeroum est un document long et prolixe, dont les articles essentiels auraient pu tenir en quelques lignes. Le Congrès décide : de défendre l'indépendance et l'intégrité de l'Empire; de résister aux exigences des minorités chrétiennes, particulièrement à celles de l'Arménie; de repousser tout mandat étranger impliquant tutelle, mais, en

revanche, d'accepter « l'aide technique et matérielle de toute puissance étrangère qui s'engagera à respecter l'indépendance de la Turquie. » Il décide, en outre, de suppléer, par tous les moyens en son pouvoir, au gouvernement de Constantinople, considéré comme défaillant.

Cependant le Comité d'Erzeroum recevait chaque jour des adhésions nouvelles : Sivas, Trébizonde, Van, Diarbékir, Samsoun demandaient à prendre part au mouvement de défense nationale. Des soulèvements locaux éclataient, soit dans les vilayets de l'Est, à Erzindjan et à Bitlis, soit même aux environs de Smyrne. Moustapha Kemal partit pour Sivas, où il réunit un nouveau congrès. Cette, fois les délégués étaient beaucoup plus nombreux, représentant un ensemble de territoires beaucoup plus considérable. L'Assemblée de Sivas (septembre-octobre 1919) confirma les décisions déjà approuvées par celles d'Erzeroum et réclama l'élection immédiate d'un Parlement national. On saisit ici sur le vif la lutte engagée dès ce moment entre les deux tendances : les anciens Unionistes, ceux qu'on appellera bientôt les *Orientalistes*, s'efforcent de couper les ponts derrière l'Anatolie soulevée ; les patriotes, avec Moustapha Kemal, voudraient éviter la rupture. C'est évidemment sous l'inspiration de ces derniers que fut rédigé le télégramme adressé au Sultan par le Congrès de Sivas. En voici les parties essentielles :

Nous prenons la liberté de déposer au pied du trône de Votre Impériale Majesté l'assurance formelle que le mouvement national qui commence à se développer dans ces régions n'a rien de commun avec les vils intérêts des partis politiques. C'est pourquoi, d'un commun accord, nous avons la témérité d'exposer à Votre Majesté ce qui suit :

1° Les Turcs ne consentent point et ne consentiront jamais à ce que leur indépendance soit limitée en quoi que ce soit, ni à ce que leur échappe la moindre parcelle des vilayets peuplés par des Turcs;

2° Nous sommes prêts à accorder à nos compatriotes non musulmans le maximum d'égalité de droits et à leur assurer tout le bien-être possible : les préceptes mêmes de notre Coran nous y obligent;

3° Il est impossible qu'un seul pouce de terrain de nos vilayets soit attribué à l'Arménie ou à quelque autre État. Nous nous sommes engagés par serment, et nous sommes fermement résolus à ne point mettre bas les armes, tant que durera l'occupation ou l'administration étrangère d'une région, — fût-ce la plus reculée du territoire de

nos ancêtres, — située au Nord de la ligne idéale qui rejoindrait la partie méridionale de Mossoul au golfe d'Alexandrette;

4° Les puissances européennes doivent retirer immédiatement leurs contingents des territoires qui nous appartiennent, comme Adana, Smyrne, etc.;

5° Si Votre Majesté désire mettre l'Empire à l'abri de toute division et de toute décomposition, il faut qu'un gouvernement constitué par des personnalités honorables, expérimentées et dignes de la confiance de toute la nation ottomane, soit appelé à prendre le pouvoir, et que les élections soient hâtées, de façon que le Parlement puisse être réuni dans le plus bref délai possible;

6° Les présentes résolutions devront être soumises également aux puissances de l'Entente, aux sentiments humanitaires desquelles on devra faire appel, avant de prendre une résolution définitive;

7° Nous attendons impatiemment devant le récepteur télégraphique une réponse favorable à nos sollicitations, laissant à Votre Majesté Impériale le soin d'apprécier les graves conséquences qui pourraient résulter d'un refus. Dès lors, en effet, nous serions obligés de nous considérer comme abandonnés, et contraints de nous défendre par nos propres moyens, et nous laisserions toute responsabilité de ce chef à la charge du gouvernement actuel.

Selon la version accréditée dans les milieux nationalistes, le Congrès tout entier, après l'expédition de ce télégramme, aurait attendu, les yeux fixés sur l'horloge, que le délai fixé pour la réponse fût expiré. Au bout de ce temps, l'appareil télégraphique restant muet, les communications auraient été coupées entre l'Asie-Mineure orientale et Constantinople. La rapidité avec laquelle les légendes se sont formées autour de la geste anatolienne est vraiment prodigieuse. Les documents les plus officiels, dont j'ai pu me procurer un grand nombre, portent des dates incertaines, déforment certains faits, en bouleversent la chronologie, et même se contredisent entre eux. Évidemment, il est encore trop tôt pour écrire l'histoire méthodique et rigoureusement scientifique des événements qui se sont succédé dans le proche Orient entre 1918 et 1921. Je m'excuse ici, une fois pour toutes, des imprécisions, — je crois avoir évité les précisions inexactes, — qui pourront apparaître au cours de cette étude : combien de fois ai-je dû me résigner, et reconnaître qu'il est difficile d'atteindre la vérité dans un pays où nul n'a jamais pris grand souci de la fixer!

Il paraît certain qu'après le télégramme de Sivas, qui porte

la date du 1er septembre 1335 (1919), il y eut encore des échanges de vues entre les chefs du mouvement anatolien et le gouvernement de l'Empire. Mais le fait à retenir, c'est qu'à cette date, le Congrès national des provinces d'Asie soumet au Sultan ses résolutions, s'en remet à lui du soin de constituer un gouvernement digne de la confiance du peuple, et reconnaît à ce gouvernement la prérogative de réunir les comices électoraux dans tout l'Empire ottoman. A vrai dire, les Unionistes ne se préoccupaient alors que de faire les élections en Asie, et ils étaient seuls à savoir comment on les fait. Moustapha Kemal s'en rendait compte, et différait autant qu'il pouvait un acte qui eût, du même coup, signifié la rupture complète avec Constantinople et probablement assuré l'avantage à une tendance politique contre laquelle il avait toujours lutté.

Mais Damad Ferid songeait bien à faire des élections! Le silence et l'inaction de Stamboul rendaient chaque jour plus difficile la situation de Moustapha Kemal. Force lui fut de se rendre au désir expressément formulé par le Congrès de Sivas, et d'inviter les provinces de l'Asie-Mineure orientale à choisir leurs députés. Les élections se poursuivirent lentement, irrégulièrement, pendant plusieurs mois. Entre temps (20 octobre 1919), Damad Férid avait dû céder le pouvoir au maréchal Ali Riza Pacha : mais ce changement n'eut aucune conséquence, touchant la situation respective de l'Anatolie et de Constantinople. De leur côté, les Anglais, qui avaient de nombreux agents en Asie-Mineure, s'efforçaient d'arrêter les progrès du mouvement nationaliste, en suscitant des révoltes à Sivas, à Malatia et parmi les Kurdes du Dersim. Le seul résultat de cette politique fut de fortifier les Unionistes, qui prirent prétexte des troubles pour justifier des mesures de surveillance rigoureuse, et presque de terreur. Les opérations électorales furent placées sous le contrôle des militaires : la plupart des chrétiens renoncèrent à voter, ou en furent empêchés ; beaucoup de Kurdes s'abstinrent. La plupart des élus étaient, comme par hasard, des unionistes intransigeants et fanatiques. Le fameux comité de Salonique, irresponsable et tout-puissant, allait-il ressusciter en Asie? C'est précisément ce que Moustapha Kemal ne voulait point.

Le coup de force du 16 mars 1920 semble avoir produit en Asie un double résultat : il amena, comme nous l'avons vu,

Kemal Pacha et les patriotes à protester contre la double excommunication, civile et religieuse, lancée par le Sultan-Calife contre les « rebelles » d'Anatolie, et à refuser eux-mêmes au Gouvernement de Constantinople toute autorité légitime ; mais il inspira aux Unionistes encore plus de peur que d'indignation. Les Anglais n'étaient-ils pas désormais les maîtres absolus de la situation? ne fallait-il pas songer à se rapprocher d'eux? Il y eut un moment d'hésitation, de confusion, dont Moustapha Kemal sut profiter. Le 25 mars, il donnait lui-même l'ordre d'arrêter les officiers anglais de la mission de contrôle ; le 29, sous prétexte qu'un certain nombre de députés ne pouvaient pas rejoindre, il ordonnait de procéder à de nouvelles élections. La Grande Assemblée Nationale qui en serait issue devait se réunir à Angora, où siégeait désormais le gouvernement nationaliste.

LE GOUVERNEMENT D'ANGORA. — ORIENTALISTES ET OCCIDENTALISTES

Le 23 avril 1920, l'Assemblée nationale turque inaugurait ses travaux par des prières solennelles, et choisissait aussitôt dans son sein les membres d'un « Grand conseil de Gouvernement, » chargé d'exécuter ses décisions souveraines. Entrèrent dans le Conseil, avec Moustapha Kemal, Djelaleddine Arif, le Grand-Chélébi de Konia, chef religieux des Derviches, le Cheik des Alévis, Djemaleddine Bey, etc... Le premier acte politique de l'Assemblée fut de déclarer la guerre aux Anglais. Il semble que, pour justifier cette décision, les dirigeants d'Angora aient fait état d'une prétendue convention, qui aurait été passée à Constantinople le 12 septembre 1919 entre les représentants du Sultan et ceux du gouvernement britannique, et aux termes de laquelle l'Angleterre, pourvue d'un mandat général sur l'Empire ottoman, exclusivement chargée de la garde et du contrôle des Détroits, investie enfin de droits souverains sur la Syrie et sur la Mésopotamie, s'engageait à garantir l'indépendance de la Turquie et à prêter au Sultan son appui contre les entreprises des nationalistes rebelles. J'ai eu sous les yeux le texte de ce document : il est très probablement apocryphe. Un journal parisien l'ayant publié plus ou moins exactement au lendemain des incidents suscités par l'accord franco-kemaliste du 20 octobre 1921, le gouvernement de Londres en a nié l'authenticité.

Le Grand Conseil fut bientôt (10 mai 1920) transformé en un cabinet régulier, mais qualifié « provisoire : » on craignait toujours à Angora que les étrangers ne prêtassent aux nationalistes l'intention de renoncer définitivement à Constantinople. Le ministère des Affaires étrangères fut confié à Békir Sami Bey, qui est originaire du Daghestan, et dont la famille joua un rôle important dans la guerre de résistance du Caucase contre les Russes.

Dès la fin de juin 1920, on connaissait en Anatolie les conditions générales de la paix qui devait, bientôt après, être signée à Sèvres : on devine l'impression qu'elles y produisirent. Constantinople chercha alors à se rapprocher d'Angora; mais Angora regardait de plus en plus du côté de l'Asie. La politique des nationalistes devint plus violente et plus ouvertement xénophobe. Au cours du mois d'août, les derniers agents français étaient obligés de quitter Trébizonde. Quant à nos écoles, elles devaient rester ouvertes encore quelque temps : ce n'est qu'au mois de janvier 1921 que celles de Samsoun et de Sivas furent réquisitionnées et occupées par les troupes nationalistes. Les Italiens semblent avoir été un peu moins maltraités que nous : il est vrai que, depuis le jour où les Grecs étaient débarqués à Smyrne, ils n'avaient point cessé de faire passer en Anatolie des armes et des munitions.

Il n'entre pas dans mon dessein de relater jour par jour la chronique des événements qui se déroulèrent en Anatolie. Les plus importants sont encore dans toutes les mémoires. On sait comment Moustapha Kemal organisa la défense du territoire, laissant agir d'abord des bandes irrégulières, à l'abri desquelles il formait peu à peu une armée solide et disciplinée. Tout en forgeant l'instrument militaire, il ne négligeait point l'action diplomatique. Au mois de février 1921, il chargeait Békir Sami Bey de défendre à la Conférence de Londres la thèse du gouvernement nationaliste. Le ministre des Affaires étrangères d'Angora assumait, conjointement avec les délégués du Sultan, la mission de représenter la Turquie devant les puissances occidentales, et finalement signait avec les gouvernements de la France et de l'Italie deux accords que l'Assemblée nationale ne devait point ratifier.

Puis, les Grecs ayant refusé l'envoi en Asie-Mineure d'une commission d'enquête, que les Turcs avaient accepté, c'est aux

armes que l'on a recours pour résoudre le conflit. La première offensive hellénique vient se briser à Inn-Eunu contre la résistance des nationalistes. La seconde, entreprise trois mois et demi plus tard avec des moyens beaucoup plus puissants, et conduite par le roi Constantin lui-même, débute par une série de victoires : les Grecs occupent Kutahia, Eski-Chehir, Afioum-Karahissar, et s'avancent jusque sur la ligne du Sakaria. Mais les efforts qu'ils font pour passer ce fleuve et poursuivre leur marche vers Angora aboutissent à un échec complet. Les contre-attaques des nationalistes obligent les Hellènes à abandonner le terrain conquis, pour se retirer sur leur ligne de départ du mois de juillet. Les Anglais, qui avaient largement pourvu l'armée grecque de moyens financiers, matériels et techniques, sont les premiers à reconnaître que l'affaire est manquée ; pour ce qui est de la reprendre, ni l'état des troupes hellènes, ni les dispositions de l'esprit public en Grèce ne permettent d'y songer. Le gouvernement d'Athènes envoie M. Gounaris à Rome, à Paris et à Londres, pour s'enquérir des conditions auxquelles les puissances alliées offriraient leur médiation. Cependant Moustapka Kemal, fortifié par le prestige d'une résistance victorieuse, maintient énergiquement les prétentions inscrites aux programmes d'Erzeroum et de Sivas, recrute de nouvelles troupes, augmente et perfectionne son matériel de guerre, proclame enfin qu'il ne déposera les armes qu'après que le dernier soldat hellène aura évacué l'Asie-Mineure et la Thrace, et que l'indépendance et l'intégrité de la Turquie auront été reconnues sans restriction ni réserve.

Je voudrais mettre en lumière une autre face de cette histoire, et marquer les phases principales de la lutte intérieure qui mettait aux prises, à Angora, les partisans de deux systèmes politiques opposés. Dès l'origine du mouvement, au Congrès d'Erzeroum, l'antagonisme se révèle, entre Moustapha Kemal et ses amis, qui ne se soucient pas de rompre complètement ni avec Constantinople, ni avec les puissances occidentales, et les intransigeants qui, au contraire, sont tout prêts à sacrifier la Turquie d'Europe, déclarent que l'avenir de leur pays est en Asie, et, décidés à lutter contre l'Occident, cherchent un appui à l'Est : en Perse et en Afghanistan, au Caucase et en Russie. La question demeure ouverte encore aujourd'hui, et il s'agit de savoir si ce sont les « Orientalistes » ou les « Occi-

dentalistes » qui feront triompher en Turquie leurs aspirations et leur politique.

En observant les péripéties de cette dispute, qui ne se rappellerait comment le même problème s'était posé devant l'Empire byzantin? Lorsque les rescrits souverains qualifiaient officiellement l'Asie de « force de l'Empire, » ils ne faisaient pas seulement allusion à la fertilité des provinces situées au delà des mers, mais ils consacraient l'importance essentielle des territoires asiatiques, au point de vue politique et militaire. Dans la hiérarchie byzantine, les gouverneurs d'Asie occupaient un rang bien plus élevé que ceux des provinces européennes et leur traitement était beaucoup plus considérable. Du jour où l'Empire byzantin a perdu l'Asie-Mineure, sa décadence commence et sa ruine apparaît inévitable. Constantinople, sans l'Asie, ne se défend point. Mais que deviendrait, pour les Turcs, l'Asie sans Constantinople? La première fois que je rencontrai Izzet Pacha, qui revenait alors d'une mission à Angora, je lui dis que j'avais naguère traversé l'Anatolie et que j'avais gardé le souvenir d'un pays merveilleusement riche. « Oh! — reprit vivement le maréchal, — c'est une belle province, mais nous en avions de meilleures : l'Anatolie toute seule ne fait pas la Turquie »; et une tristesse grave passait dans son regard et dans sa voix. Telle était, évidemment, l'opinion de Moustapha Kemal; mais, en 1919, elle n'était point partagée par tous les dirigeants du mouvement nationaliste.

Certains documents, relatifs au Congrès d'Erzeroum, font connaître une série de résolutions, qui devaient rester secrètes. Elles ont trait à la préparation d'une alliance avec les Géorgiens et les Tatares de l'Azerbaïdjan, à l'organisation de soulèvements locaux en Mésopotamie et en Arabie, enfin à la réoccupation des territoires abandonnés par les Russes au traité de Brest-Litovsk. Les mêmes questions sont portées au Congrès de Sivas, et on y reconnaît la double nécessité d'un rapprochement avec les trois républiques unies du Caucase, et d'un contact permanent avec les éléments musulmans de la Perse, de l'Afghanistan et des Indes. Durant toute l'année 1920 et jusqu'aux derniers jours de mars 1921, Angora hésite entre deux politiques : porter secours à la Géorgie et empêcher les Russes bolchévistes de s'installer en vainqueurs dans les républiques caucasiennes; ou bien aider les Russes à conquérir le Caucase et partager avec

eux les fruits de la conquête. Quand les relations avec l'Entente s'améliorent et quand l'occidentalisme triomphe, c'est le premier système qui prévaut; et c'est le second, lorsque les relations sont plus tendues avec Paris et avec Londres, et que, par suite, l'orientalisme gagne du terrain.

On peut apercevoir les fluctuations de cette politique à travers les journaux unionistes d'Angora. Dès que surgit à l'horizon la menace de quelque arrangement, de quelque négociation avec l'Italie, l'Angleterre ou la France, les organes du parti intransigeant redoublent la violence de leurs attaques contre l'Occident Leur acharnement atteint au paroxysme lorsque Békir Sami Bey part pour Londres, et la campagne se poursuit durant toute la conférence et jusqu'au retour des délégués nationalistes à Angora. C'est le moment où le *Hakimiet-i-Milié*, qui avait affecté jusqu'alors une certaine modération, publie, sous le titre de *Ruse latine*, un article féroce, dont voici la conclusion : « Il n'y a pas d'entente possible entre nous et les Français. La France fera bien de songer qu'à côté du péril allemand, il existe aussi un péril turc. »

Le résultat de cette campagne, c'est le rejet des accords de Londres par l'Assemblée d'Angora, la démission de Békir Sami et le remaniement du cabinet nationaliste (mai 1921). L'autorité de Moustapha Kemal est mise en échec ; lui et ses amis sont traités en suspects, pour avoir voulu conclure la paix avec l'Occident. Ceux qui triomphent sont les Unionistes, et plus particulièrement les Unionistes demeurés fidèles aux principes radicaux et xénophobes de Talaat, d'Enver et de Djemal. Ils révèlent alors hardiment leurs desseins : la Turquie doit être reconstruite sur des bases nouvelles, former un grand empire exclusivement asiatique; elle n'admet aucun contrôle et se refuse même à toute collaboration avec les grandes Puissances d'Occident. C'est le moment où le gouvernement d'Angora négocie des accords avec l'Afghanistan et avec la Perse, où Djemal Pacha, l'ancien ministre de la marine, est officiellement chargé de réorganiser l'armée afghane, tandis qu'Enver, l'ancien ministre de la guerre, envoie de Bakou des émissaires à Trébizonde, avec mission de préparer son retour en Anatolie.

L'Unioniste radical Yonous Nadi, qui fut chargé par le Comité d'accompagner et de surveiller Békir Sami à la Conférence de Londres, et qui, de retour à Angora, a fourni aux

accusateurs du ministre leurs meilleurs arguments, consacre le triomphe de son parti dans un article-programme publié le 11 mai par le *Yéni-Guné*, sous ce titre caractéristique: *Orient ou Occident?* Les ambitions et les convoitises de l'Europe occidentale, — déclare Yonous Nadi, — sont incompatibles avec le but que poursuit la Turquie. Malgré l'état de misère où il est réduit, l'Occident refuse de reconnaître l'indépendance des Turcs : tant qu'il ne sera pas acculé à une impasse, il s'obstinera à nier la réalité. Tout autre est la politique orientale, celle qui a pris naissance au lendemain de la grande révolution russe. Celle-là est une politique mondiale, qui vise à renverser en même temps le capitalisme et l'impérialisme. Elle pénètre lentement jusqu'aux nations musulmanes, qui sont les plus misérables victimes de l'impérialisme européen. Le journaliste d'Angora réfute en passant l'objection tirée de l'antagonisme traditionnel entre la Russie et la Turquie et de la confusion que le gouvernement de Moscou cherche à établir, avec une arrière-pensée d'intérêt et de conquête, entre les principes sociaux et la politique. « Mais tranquillisons-nous, — répond Yonous Nadi, — les Russes ont fait des progrès, et actuellement nos relations avec eux sont fondées sur le respect mutuel de l'indépendance et de la vie nationale. » Entre l'Occident et l'Orient, la Turquie peut-elle hésiter? L'Occident méconnaît ses droits et s'efforce de l'écraser; l'Orient lui tend la main et s'offre à combattre avec elle l'ennemi commun. « L'Europe est un édifice dont les fondements sont ébranlés. Elle ne peut plus faire un mouvement sans qu'apparaissent, sous ses ambitions, les faiblesses et les misères qui la rongent. L'énergie persévérante de notre nation, la force irrésistible de la politique orientale contraindront tôt ou tard à l'obéissance ce vieux monde occidental, affaibli et prêt à s'effondrer. »

L'INFLUENCE BOLCHÉVISTE. — ANGORA ET MOSCOU

Il n'est pas difficile de reconnaître, dans les idées et jusque dans le style de ce morceau, une inspiration étrangère : ne dirait-on pas que Yonous Nadi écrit sous la dictée de Tchitchérine? La politique à laquelle il prétend associer les nationalistes turcs, c'est évidemment la politique des Soviets. Comment deux nations que séparent, plus encore peut-être qu'une rivalité séculaire, leur race, leur religion, leur civilisation, leur

état social, en sont-elles venues à admettre l'éventualité d'une collaboration ? Il faut l'expliquer.

Dès le printemps de 1919, c'est-à-dire dès l'origine du mouvement national turc, les bolchévistes regardent du côté de l'Anatolie et observent avec attention tout ce qui s'y passe. On a prétendu, sans preuves certaines, qu'ils avaient des agents aux Congrès d'Erzeroum et de Sivas. Ce qui est bien démontré, c'est qu'ils s'installent à Trébizonde et y fondent deux journaux : l'un de langue turque, le *Selamet*, l'autre de langue grecque, l'*Epokhi*. Les résultats de cette première entreprise sont à peu près nuls. Les agents de Moscou font un nouvel essai à Eski-Chékir, où vivent de nombreux Tartares émigrés de Russie : ils y achètent un petit journal, le *Kouroultaï*, et commencent à exposer les doctrines communistes. Cette propagande agit sur les émigrés, mais laisse les Turcs indigènes parfaitement indifférents. Il faut recourir à d'autres moyens : dès que le mouvement insurrectionnel a pris une forme régulière, et que la Grande Assemblée s'est installée à Angora, le gouvernement de Moscou décide de lui envoyer des délégués. A Bakou, au Congrès des Peuples d'Orient, Zinoview avait affecté le plus grand dédain pour le concours que pouvaient offrir au bolchévisme les populations orientales prêtes à se soulever au nom du principe nationaliste. Mais Lénine ne partageait point là-dessus l'opinion de Zinoview. Il avait clairement aperçu le parti qu'on pouvait tirer, contre les puissances de l'Entente, de l'exaspération du sentiment national, en Asie comme en Europe. Dans un document daté de Moscou, qui semble remonter aux derniers mois de 1920 et qui prédit avec une étrange clairvoyance les événements qui se produisirent un peu plus tard en Haute-Silésie, on lit ce qui suit :

Nous devons utiliser l'état d'esprit des sphères dirigeantes allemandes. Les informations relatives à l'Allemagne montrent à l'évidence que la diplomatie des Soviets devra sortir de la sphère étroite des intérêts de parti, et, au lieu de prendre pour base le principe des intérêts de classe, adapter son action aux principes de l'État national. Si nous savons nous en rendre compte, notre succès est assuré, *aussi bien là qu'en Turquie, où, sous le couvert de la lutte nationale, nous travaillons pour la Troisième Internationale, et où le mot d'ordre : A bas le Traité de Sèvres ! à bas l'Entente ! a transformé le pacha turc en ardent défenseur des intérêts bolchévistes.*

On estimait donc à Moscou, vers la fin de 1920, que l'expérience tentée en Anatolie avait parfaitement réussi : la nécessité la plus urgente, pour le gouvernemeut des Soviets, était de se procurer des alliés, qui fussent en situation de menacer et d'atteindre ses propres ennemis. Les Turcs d'Anatolie n'avaient-ils point une frontière commune avec la France en Syrie, avec l'Angleterre en Mésopotamie ? Mais, pour s'assurer la collaboration des Turcs, il fallait encourager et soutenir leurs revendications nationales, et non pas tenter de les convertir au communisme.

C'est pour avoir ignoré ou méconnu la tactique du gouvernement de Moscou, que l'opinion occidentale traita si légèrement de « bluff » et de chantage les avis alarmants qui venaient de Constantinople. Certes, l'Anatolie était un médiocre terrain pour la semence bolchéviste. Tout paysan turc est un petit propriétaire. Le droit de propriété individuelle, imprescriptible, on pourrait dire éternel, est à la base de la législation et de l'organisation sociale islamiques. Le Turc musulman, rebelle au socialisme pour des raisons historiques et économiques, est hostile au communisme pour des raisons traditionnelles et religieuses. Tout cela est vrai, mais les agents de Moscou le savaient, ils s'en étaient rendu compte : aussi ne parlaient-ils plus de communisme aux Turcs d'Anatolie ; ils se contentaient d'entretenir, et au besoin d'exaspérer leur ressentiment et leur haine contre les puissances d'Occident.

A Angora, leur tâche fut assez facile. Les Unionistes intransigeants, les amis d'Enver et de Talaat s'y trouvaient en grand nombre, tandis que les plus modérés, ceux qui passaient pour francophiles, étaient enfermés à Malte, par les soins des Anglais. On retrouvait dans la capitale nationaliste la plupart des journalistes marrons qui naguère, à Constantinople, s'étaie t vendus aux Allemands, et qui ne demandaient à présent qu'à se faire acheter par les Russes. Le « Comité d'Action et de propagande pour l'Orient » n'eut que la peine de choisir. Le mot d'ordre fut d'empêcher tout rapprochement entre le gouvernement d'Angora et les puissances de l'Entente. L'Angleterre étant suffisamment compromise par sa propre politique, c'est contre l'Italie et surtout contre la France que la presse devait s'acharner.

En même temps qu'ils manœuvraient l'opinion, les délégués bolchévistes agissaient sur l'Assemblée et sur le gouvernement. La défiance de Moustapha Kemal était difficile à endor-

mir; sa résistance fut longue, et se traduisit quelquefois par des actes violents : emprisonnements, expulsions. Mais lorsque le chef du mouvement nationaliste eut rompu avec Constantinople, il sentit le besoin de s'appuyer sur quelque chose : à partir de ce moment, l'évolution devint rapide. L'aide offerte par le gouvernement de Moscou fut acceptée, les ministres d'Angora prirent officiellement le titre de commissaires du Peuple; le vendredi, quand la musique militaire jouait l'*Internationale* sur la grand'place, les Turcs assis dans les cafés se levaient et les officiers faisaient le geste du salut.

Le 16 mars 1921, était signé à Moscou le traité formel d'alliance, qui couronnait les longs efforts de la diplomatie bolchéviste en Anatolie. Le gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie et la République fédérative et socialiste des Soviets russes décidaient la conclusion d'un accord, destiné à assurer entre les deux pays des relations amicales et fraternelles. Les parties contractantes s'engageaient mutuellement à ne pas reconnaître les conventions internationales qui leur seraient imposées contre leur volonté. La Russie reconnaissait l'intégrité du territoire turc, dans les limites définies par le Pacte national du 28 janvier 1920. La Turquie cédait à la Géorgie, devenue bolchéviste, la ville et le port de Batoum. La Russie déclarait nuls et non avenus le régime des capitulations et les obligations qui en résultent. Les deux parties convenaient d'ouvrir les Détroits à la navigation de toutes les nations et de confier l'élaboration d'un règlement international sur cette matière à une conférence composée des délégués des États riverains. Le gouvernement des Soviets déclarait la Turquie libérée de tous les engagements financiers et de toutes les conventions conclues avec l'ex-gouvernement des Tsars. Les parties contractantes s'engageaient à ne pas tolérer sur leurs territoires respectifs le séjour d'organisations constituées en vue de s'arroger un droit de gouvernement sur le pays d'origine de ses membres ou de lutter contre ce pays. Elles convenaient enfin de compléter au plus tôt ce traité par des accords consulaires, économiques et financiers.

On voit de quel esprit s'étaient inspirés les négociateurs : c'est contre l'Europe occidentale, ses privilèges et ses contrôles qu'étaient évidemment dirigées les stipulations les plus importantes de la convention turco-bolchéviste. Il est assez piquant

de rapprocher ce texte de celui des deux accords signés à Londres par Bekir Sami avec la France et avec l'Italie, surtout si l'on songe que l'une et les autres ont été conclus par le même gouvernement à un intervalle de quelques jours. L'aversion et la défiance que le bolchévisme inspirait aux patriotes turcs n'apparaissent guère que dans la clause relative aux organisations étrangères. Quant aux concessions faites par la Turquie, dont la plus importante concerne la ville et le port de Batoum, il y a tout lieu de croire qu'elles avaient leur contrepartie dans l'engagement secret, pris par les Soviets, de fournir aux nationalistes des moyens financiers et du matériel de guerre. C'est à ce moment, en effet, que commencent à affluer, dans les ports turcs de la mer Noire, les cargaisons d'or, d'armes et de munitions.

Il n'était plus que de hâter la ratification du traité signé à Moscou et d'empêcher celle des accords passés à Londres. La mission soviétique d'Angora s'y employa de toutes ses forces, et trouva des auxiliaires efficaces dans les Unionistes intransigeants, adversaires de Moustapha Kemal et de Békir Sami. Ce dernier fut contraint de donner sa démission, et l'Assemblée choisit pour le remplacer Youssouf Kemal Bey, celui-là même qui avait préparé et signé le traité de Moscou. Avec le remaniement ministériel, le rejet des accords de Londres et la ratification du traité russo-turc, le mois de mai 1921 marque l'apogée de la fraction intransigeante et xénophobe, le triomphe des influences unioniste et soviétique à Angora.

LA CAPITALE NATIONALISTE. — MOUSTAPHA KEMAL

La capitale nationaliste devait offrir alors un spectale singulier. D'une part, le petit groupe formé par Moustapha Kemal et par ses amis : Kiazim Kara Békir, Fevzi Pacha, Ismet Bey, Réfet, généraux patriotes, qui n'entrent pas dans le détail de la politique et ne songent qu'à sauver la Turquie; Békir Sami, Zékiaï Bey, Réouf, Férid, plus directement mêlés aux luttes de parti, le dernier, adversaire acharné de l'*Union et Progrès*. D'autre part, le groupe plus nombreux et surtout mieux organisé des Unionistes : Kutchuk Talaat, Nouri Nahil, le docteur Nazim représentant l'ancien comité secret de la direction du parti à Constantinople; à côté d'eux, la bande des journalistes

germanophiles, devenus révolutionnaires et alliés des Soviets : Yonous Nadi Bey, qui, pendant la guerre, écrivait au *Tasviri-Efkiar* et dirige maintenant le *Yéni-Guné;* Mouheddine Bey, l'ancien rédacteur du *Tanine*, devenu directeur du Bureau de Presse d'Angora; Hussein Raghib, qui le remplacera bientôt dans cette fonction; Nébi-Zadé-Hamdi, naguère sous-directeur de l'*Agence Milli*, aujourd'hui agent officieux de la mission moscovite.

Puis les délégations étrangères : représentants des principaux États de l'Asie centrale, envoyés de l'Émir Faïçal et du Grand Senoussi, délégués de Syrie, d'Arabie, d'Égypte et de Tripolitaine; parmi les soi-disant Syriens, quelques-uns semblent bien provenir de Tunisie et d'Algérie. Ambassadeurs des grandes confréries religieuses, venus de la Perse, de l'Afghanistan et des Indes : derviches, muftis, théologiens et prédicateurs.

Les services civils sont dirigés en grande partie par les anciens fonctionnaires locaux qui se sont rangés volontiers au nationalisme, et auxquels on a adjoint des volontaires, venus de Constantinople. L'administration, relativement régulière, utilise les cadres des grandes organisations européennes : dette publique, banque ottomane, régie des tabacs, chemins de fer d'Anatolie. Les recettes perçues par les agents de la Dette sont versées au Trésor d'Angora, qui, pour chaque somme encaissée, fait parvenir un reçu à l'administration centrale, à Stamboul. On procède de même pour les prélèvements opérés sur les réserves ou les revenus de la Banque, et sur les stocks de la Régie. De temps en temps, pour l'exemple, on expulse ou l'on pend quelque agent grec de la Régie, de la Banque ou de la Dette, suspect d'intelligence avec l'ennemi.

L'esprit qui règne à l'Assemblée et autour d'elle rappelle, en quelque mesure, celui qui soufflait sur la Convention : patriotisme ardent et emphatique, haine et mépris de l'étranger, manie de l'égalité, maladie du soupçon. Dans les rues, les longs cortèges de recrues alternent avec des bataillons nouvellement formés, qui vont à la manœuvre : les recrues sont silencieuses et résignées, les soldats ont bon air et sont bien vêtus. Une foule enthousiaste acclame les troupes qui, rappelées de la frontière orientale, traversent Angora pour se rendre au front d'Occident. Sur la route d'Ineboli, c'est un va-et-vient ininterrompu d'arabas et de charrettes, qui apportent du matériel de guerre ou vont en chercher : les attelages de buffles sont le plus sou-

vent conduits par des femmes. Presque toujours, la réquisition a été inutile. Les paysans l'ont prévenue en offrant gratuitement leur travail, leurs voitures et leurs bêtes. Quelques femmes même se sont enrôlées : on en a formé un bataillon.

A Angora comme dans les provinces, les tribunaux exceptionnels siègent en permanence. Les espions, qui pullulent, sont traqués avec soin et punis avec rigueur. Les suspects sont jetés en prison et parfois y demeurent longtemps avant d'être jugés. Le procès de Moustapha Saguir, agent hindou à la solde des Anglais, a passionné pendant un mois, non seulement l'Anatolie, mais tout l'Orient. Saguir savait beaucoup de choses : il fit des aveux complets et n'en fut pas moins pendu.

A l'Assemblée, les séances sont souvent passionnées et tumultueuses. Les adversaires de Moustapha Kemal lui reprochent avec violence sa politique trop modérée à l'égard des puissances occidentales, ses tendances réactionnaires, ses allures de dictateur. Les attaques se font plus violentes, lorsque le jeune général n'est pas présent. Pour peu qu'elles se prolongent et prennent une tournure inquiétante, on va le chercher. Au moment où il paraît, les clameurs redoublent : « Il faut que tu t'expliques devant nous, que tu justifies tes actes. Après tout, tu n'es qu'un homme comme les autres, un député comme nous : la Constitution n'établit aucune différence entre les élus de la nation. » Moustapha Kemal a quarante ans à peine ; la peau brune, le visage régulier, les pommettes saillantes révèlent, autant que la minceur de la taille, des origines circassiennes; il porte la moustache coupée au ras des lèvres et des cheveux châtains rejetés en arrière. Qu'il soit en tenue civile ou en uniforme militaire, il est toujours extrêmement soigné. Il commence à répondre, d'une voix calme, assez basse, qui commande le silence, parce que tous veulent l'entendre. Peu à peu il s'anime, le ton s'élève, le débit devient plus chaleureux et plus rapide. Lorsqu'il descend de la tribune, l'auditoire reconquis acclame le héros national.

Si le général compte dans l'Assemblée et dans les clubs des ennemis nombreux, on ne lui en connaît guère dans l'armée. Ses prétendus dissentiments avec Fevzi Pacha, puis avec Kiazim Kara Bekir semblent bien n'avoir existé que dans l'imagination de ceux qui avaient intérêt à y faire croire. Moustapha Kemal, adoré par les soldats, est estimé par les chefs, même par ceux

dont la valeur technique est peut-être supérieure à la sienne. Il écoute leurs conseils, ils subissent son ascendant, et admirent en lui le grand patriote, l'entraîneur d'hommes et l'organisateur.

Cependant on retrouve dans l'état-major-général la même bigarrure que partout ailleurs dans Angora. Kemal a accepté tous les concours, et surtout les concours techniques qui, au début, lui étaient indispensables. Les bureaux de la guerre comptent un certain nombre de collaborateurs étrangers : officiers russes de l'armée rouge, officiers bulgares, officiers allemands. Ces derniers sont les plus nombreux. Vers la fin de 1920, un rapport sérieux en signale nommément dix-sept à Angora: plusieurs sont installés avec leurs femmes, qui travaillent elles-mêmes dans les organisations d'assistance ou enseignent dans les écoles publiques. Ce sont les épaves de la mission von Kroess. De même on rencontre à Batoum, à Tiflis, à Bakou, des agents de propagande germano-bolchéviste, qui ne sont autres que les officiers allemands attachés aux armées turques durant la campagne contre les Arméniens, ou accourus au secours de la Géorgie, lorsque celle-ci, au mois de mai 1918, se déclara indépendante sous la protection de l'Allemagne.

ANGORA ET BERLIN. — L'INTRIGUE ALLEMANDE EN ASIE

Pour Moustapha Kemal et ses amis, les nationalistes modérés, le but suprême, c'est la libération du territoire, c'est l'indépendance de la Turquie. Afin d'atteindre ce but, ils ont accepté la collaboration des Unionistes les plus intransigeants, et même l'alliance des bolchévistes russes. De leur côté, les Unionistes veulent bien, eux aussi, chasser les Grecs de l'Asie et libérer la Turquie du contrôle de l'Occident ; mais, dans leur dessein, l'alliance avec la Russie des Soviets n'est pas seulement un moyen, elle est à la base de toute politique turque, à l'intérieur et au dehors. Quant aux bolchévistes russes, sans abandonner leur projet de révolution sociale universelle, ils le dissimulent pour mieux adapter leur action aux milieux orientaux et la rendre plus immédiatement efficace.

Est-ce tout? Non, pas encore : au-dessus du plan bolchéviste, il y a le plan allemand. Angora est manœuvré par Moscou,

mais Moscou est de connivence avec Berlin. Revenons de quelques années en arrière. En mai 1917, la prise de Bagdad par les Anglais arrête la poussée allemande dans sa marche vers l'Asie Centrale par la Mésopotamie. Cette voie étant coupée, Ludendorff en choisit aussitôt une autre : celle qui passe par l'Anatolie, l'Arménie, la Géorgie, le Nord de la Perse et le Turkestan. Cette voie n'a pas été choisie au hasard : elle parcourt, en sens inverse, la ligne jadis suivie par l'invasion turque qui, venant du plateau de Pamir, envahit d'abord les plaines du Turkestan, puis traversa la Perse septentrionale, remonta par l'Azerbaidjan sur la rive occidentale de la Caspienne, pour se répandre finalement à travers l'Anatolie. Les Allemands n'ignoraient point que partout sur leur passage les Turcs avaient laissé des colonies de leur race, qui n'ont jamais abandonné ces régions, pas plus qu'elles n'ont oublié leurs origines. Le plan de l'État-major allemand est simple et bien conçu : s'appuyer, pour la marche vers l'Est, sur tous ces éléments de race turque qui, unis entre eux, constitueront une force redoutable. Si l'Allemagne réussit à armer, puis à organiser les populations échelonnées entre l'Anatolie et la Caspienne, rien n'arrêtera plus ses progrès vers l'Asie Centrale. « C'est de l'expérience que les Turcs feront avec nous, — écrivait Paul Rohrbach en 1915, — que dépendront dans la suite notre prestige et notre succès auprès des autres peuples orientaux : les Persans, les Afghans, les Hindous musulmans, et même les Arabes et les Égyptiens (1). »

Ludendorff a exposé lui-même dans ses *Souvenirs de Guerre* l'effort politique et administratif accompli, sur son ordre, par les officiers allemands dans les pays du Caucase. Après l'armistice de 1918, le plan de l'État-major garde toute sa valeur, et la réalisation s'en poursuit d'autant plus aisément que personne n'a songé à expulser de l'Azerbaidjan, de la Géorgie et du Transcaucase les agents allemands chargés de l'exécuter. A la fin de 1918, nous trouvons à Batoum, aux côtés de Nouri Pacha, frère d'Enver, et de Chevfik, commandant de la IX[e] armée turque, des officiers de la division allemande qui avait débarqué à Poti au mois de mai pour protéger la Géorgie (2). En 1919, ces mêmes officiers travaillent en étroit accord avec

(1) Voyez un article très intéressant du commandant Poidebard, dans la *Revue des Études arméniennes*, 1920.

(2) P. Rohrbach, *Unsere Koloniale Zukunfturbeit*, p. 62.

les comités du *Tedjeddoud*, succédané de l'*Union et Progrès*, surveillent les délibérations des deux Congrès d'Erzeroum et de Sivas, contrôlent enfin les relations de l'Anatolie avec les républiques du Caucase; dès qu'ils se seront rendu compte de la situation, leur principal et constant effort tendra à préparer, puis à maintenir l'accord entre Angora et Moscou, entre la Turquie nationaliste et la Russie bolchéviste.

La tâche n'est point aisée, car, au contact de cette terre d'Orient, l'ancien impérialisme russe se réveille, même chez les représentants des Soviets; et, parallèlement, on voit renaître chez les Turcs l'antagonisme traditionnel et les vieilles rancunes contre l'ennemi héréditaire. Russes et Turcs sont également pénétrés de l'importance du Caucase, qui peut servir de base, soit au bolchévisme pour ses opérations en Asie, soit à ses adversaires pour arrêter l'invasion russe. L'ancienne idée allemande, reprise par les Soviets, d'unir en confédération l'Azerbaidjan, la Géorgie, le Daghestan et l'Arménie, est retournée contre eux par Moustapha Kemal, au moment où, craignant d'être débordé par les Russes, il cherche à élever une barrière entre eux et l'Anatolie (février 1920). Ainsi s'explique cette curieuse lutte autour de la Géorgie, que les Kémalistes commencent par soutenir, puis trahissent au bénéfice de l'armée rouge. Les Allemands employèrent alors tous leurs efforts à rétablir l'union entre Turcs et Bolchévistes, que la marche sur Batoum avait fort compromise. Ils devaient avoir le dernier mot. Le 18 mars 1921, lorsque toutes les missions étrangères quittèrent Batoum, cédée par les Turcs à la Géorgie bolchévisée, le consul allemand Raucher, conformément aux ordres reçus de Berlin, alla rejoindre le nouveau gouvernement géorgien à Tiflis. Il y représente encore aujourd'hui le *Reich*, en qualité de ministre plénipotentiaire, tandis que les intérêts français, considérables en Géorgie, sont confiés à un Oriental, le consul général de Perse.

Il a fallu qu'un Arménien assassinât Talaat à Berlin, pour que la diplomatie française voulût bien s'apercevoir et se préoccuper de l'action que l'ancien grand-vizir avait entreprise, des bureaux qu'il avait fondés, des sommes importantes qu'il avait dépensées pour mettre sur pied toute une organisation de combat. Malheureusement, c'était un peu tard : la liaison était désormais établie entre Berlin, Tiflis et Angora, et elle passait

par Moscou. Tant qu'ils seront, directement ou indirectement, les maîtres au Caucase, les Russo-Allemands n'auront pas grand'-peine à contrôler toute la politique de l'Asie Centrale ; c'est eux qui tiendront les fils des divers nationalismes, comme aussi des différents mouvements politico-religieux, grâce auxquels le panislamisme est en train de devenir une dangereuse réalité. Le plateau arménien et le massif du Caucase, quel admirable observatoire et quelle position avantageuse, commandant à la fois l'Anatolie et la Mésopotamie, l'Afghanistan et la Perse! Pour les conquérir et les conserver, les Romains soutinrent des luttes coûteuses contre les Perses et contre les Parthes; pour s'y maintenir, les Byzantins employèrent tour à tour les efforts de leurs armes et de leur politique. On sait quel prix la Russie des Tsars attachait à la possession de cette contrée et comment elle s'y heurta aux convoitises et aux défiances de l'Angleterre. Il y a un fond immuable à la politique : c'est la géographie. De même que nos Conventionnels rentrèrent, dès qu'ils le purent, dans les voies tracées par Henri IV et par Richelieu, ainsi Lénine et Tchitchérine, bon gré mal gré, reprennent à leur compte les desseins de la Grande Catherine et de ses successeurs. Mais aujourd'hui la Russie bolchéviste, ignorante et dépourvue de moyens techniques, est guidée par l'Allemagne instruite, méthodique, et forte de l'expérience acquise et des influences établies au cours de la guerre.

Il y a en Allemagne des généraux, des banquiers qui connaissent le bolchévisme comme s'ils l'avaient fait, et il y au Caucase et en Anatolie des Allemands qui ont appris à manœuvrer les peuples de l'Orient. Entre eux et ces peuples, quel intermédiaire plus efficace que l'organisation bolchéviste, avec ses multiples agents, unionistes, juifs, persans, afghans, hindous et arabes? Nationalisme turc en Anatolie, nationalisme arabe en Syrie, en Mésopotamie et jusque sur les bords de la mer Rouge, agitations politico-religieuses en Perse, en Afghanistan et aux Indes : c'est un mouvement considérable, quoique jusqu'à présent mal coordonné, qui secoue depuis trois ans l'Asie Centrale et Occidentale. Il serait aussi imprudent d'en méconnaître la gravité, que de le considérer isolément. C'est en Russie, et c'est en Allemagne qu'il faut chercher l'explication de ce qui se passe à Téhéran et à Caboul, à Médine et à Bagdad, à Diarbékir et à Angora.

LE PANISLAMISME ET LA POLITIQUE DES ALLIÉS

Il semble que, dès le début, Moustapha Kemal ait vu très clair dans le jeu des Unionistes extrémistes et de leurs alliés ou de leurs inspirateurs russo-allemands. Mais, menacé sur deux fronts, à l'Ouest par les Hellènes, à l'Est par les Russes, il ne pouvait pas plus refuser l'aide que lui proposaient les Bolchévistes, qu'il n'avait pu décliner les offres de service des anciens membres de l'*Union et Progrès*. A un Français qui lui demandait pourquoi il s'appuyait sur Moscou et sur Berlin, Kemal répondit : « C'est un peu la faute des Alliés : je prends mon point d'appui où je le trouve. » Lorsqu'on lui représentait le péril auquel il exposait son pays en ouvrant la porte aux Russes, il en convenait volontiers, mais il ajoutait : « Nous sommes entre deux dangers : l'un, le danger bolchéviste, est futur et hypothétique, car le Turc est réfractaire aux idées de communisme et de révolution sociale; l'autre, le danger grec, est présent, pressant. Pour parer au danger grec, nous sommes obligés de risquer le danger russe : voilà tout. »

Les succès obtenus par l'armée d'Anatolie au printemps de 1921 produisirent, au point de vue politique, des résultats contradictoires : d'une part, ils augmentèrent le prestige et l'autorité du jeune dictateur; de l'autre, ils enflammèrent davantage le nationalisme turc, le rendirent plus intransigeant et préparèrent ainsi un terrain favorable à cette action panislamique, dont Moustapha Kemal s'efforçait par ailleurs d'enrayer les progrès. Ce fut un jeu pour les agitateurs d'exalter l'enthousiasme patriotique et religieux de ce peuple qui, par un effort désespéré et héroïque, venait de repousser l'étranger, d'écraser l'infidèle. L'Anatolie devenait le noyau d'un vaste empire oriental, qui défierait l'Europe et la ferait trembler, Angora, rempart de l'Islam, rassemblait sous son drapeau glorieux toutes les tribus de la grande communauté musulmane : la Perse et l'Afghanistan, l'Inde et l'Égypte, la Tunisie et le Maroc dirigeaient vers la ville héroïque des regards chargés de gratitude et d'espérance. Ce n'était plus le dessein précis et limité de Kemal et de ses amis qui triomphait, c'était le vaste plan de révolution mondiale qu'avaient élaboré les Soviets, et au profit duquel ils canalisaient les forces, éparses à travers l'Asie, des grands courants nationaux et religieux.

Moustapha Kemal usa en même temps d'énergie et de patience. Le sentiment religieux, l'influence du clergé et des grandes confréries étaient des facteurs trop puissants pour qu'il lui fût permis de les négliger. Les ulémas, les prédicateurs, les aumôniers militaires ont joué dans le mouvement nationaliste un rôle considérable, mais soigneusement inspiré, défini, contrôlé par le dictateur. On prêchait la guerre sainte en Anatolie, on y levait des armées pour la défense de la foi ; mais on les levait au nom du Sultan Calife et, si le but lointain était le triomphe de l'Islam, le but prochain, immédiat, était le salut de l'Empire. Kemal ne perdait pas une occasion de dénoncer lui-même, ou de faire dénoncer par ses amis le caractère utopique et dangereux du panislamisme. Certes, il souhaitait ardemment que toutes les nations musulmanes du monde devinssent indépendantes et prospères ; mais l'union politique de tous les États de l'Islam sous un régime unique, dans le cadre d'un seul Empire, lui semblait une chimère. Sachant que tel était le but poursuivi, ou du moins proclamé par Enver et par Djemal, il se demandait avec raison si leur dessein ne servait point à déguiser un autre dessein plus vaste, et dans lequel l'Islam n'apparaissait plus que comme un instrument.

L'idée d'opposer à la politique « chrétienne » de la France et de l'Angleterre en Orient une politique musulmane et même panislamique, a hanté, dès avant la guerre, de nombreux cerveaux allemands ; elle était même devenue assez forte pour que M. Albert Wirth prît la peine de la combattre. Dans une brochure publiée en 1912 sous le titre *Turquie-Autriche-Allemagne*, il se demande si la diplomatie allemande a raison de fonder de si grands espoirs sur un mouvement panislamique, et il conclut qu'elle a tort : « D'une part, nous nous abusons sur la force actuelle de l'Islam ; d'autre part, l'Islam, qui n'est rien moins que favorable au christianisme, et qui n'a fait avec nous que des expériences mauvaises, voudra-t-il mettre délibérément à notre disposition cette force qui n'existe pas (1) ? »

Tel n'était pas l'avis de M. Frédéric Naumann, qui soutenait que, la protection des chrétiens étant assumée en Orient par des puissances qui y étaient venues avant l'Allemagne,

(1) Albert Wirth, *Turkei, Oesterreich, Deutschland*, p. 22.

celle-ci était obligée de chercher pour sa politique un autre point d'appui. « En tant que chrétiens, nous désirons tous les progrès de la foi qui assure notre salut ; mais notre politique n'a point pour tâche de faire œuvre de mission chrétienne. Les deux choses se trouvent mieux de ne pas s'engager dans une voie commune... Ce fut, croyons-nous, une bonne fortune, que la volonté de l'Allemagne de servir le christianisme en Orient se soit heurtée à de graves obstacles, à Rome comme à Paris. » Et ce pasteur évangélique déclarait sans détour : « *L'Allemagne doit se désintéresser des massacres des chrétiens en Orient* (1). »

Encore si l'Allemagne s'était simplement désintéressée des massacres ! mais on sait qu'elle n'hésita point à les provoquer, et que même elle prit soin d'en régler méthodiquement l'ordonnance. Pendant la guerre, la déportation et l'extermination des chrétiens de la Turquie d'Asie forment une partie essentielle du plan de campagne dressé par l'État-major allemand : le rapport présenté au Ministère français des Affaires étrangères par le R. P. Berré, missionnaire dominicain, aujourd'hui archevêque de Bagdad, sur les massacres de Mardin, qui coûtèrent la vie à 127 700 chrétiens des deux sexes (juin 1915), conclut formellement, *tout au moins à la complicité du gouvernement de Berlin :* « Les Turcs, — écrit Mgr Berré, — étaient incapables d'organiser, à eux seuls, d'une manière aussi savante, aussi habile, aussi méthodique, une entreprise de cette envergure. » Ce témoignage est celui d'un homme qui a vécu et travaillé en Turquie pendant trente-quatre ans.

Les chefs de *l'Union et Progrès,* qui gouvernaient alors l'Empire, et les agents civils et militaires de la politique allemande se trouvèrent complètement d'accord sur la nécessité de détruire l'élément chrétien. Le fanatisme religieux et révolutionnaire qui inspirait les premiers devint un instrument commode aux mains des seconds, qui voulaient faire place nette et se débarrasser de populations riches, intelligentes, relativement organisées, qu'ils savaient fort attachées à la tradition française et d'autant plus réfractaires à leurs projets. « Je n'ai pas oublié, — écrit encore Mgr Berré, — la parole d'un officier supérieur de l'armée allemande qui disait, en tendant le poing vers les montagnes du Liban où les maisons des chrétiens étaient par-

(1) Frédéric Naumann, *Asia* (1913) p. 148.

tout pavoisées à l'occasion de la présence, en rade de Beyrouth, d'une escadre française : « Si j'étais le maître de ce pays seule-« ment pendant huit jours, les Maronites paieraient cher leurs « démonstrations d'amitié pour la France ! »

La victoire des Alliés interrompit l'exécrable entreprise et sembla, pour un temps, réduire à l'impuissance l'effort des Allemands en Asie. Cependant le plan conçu par les pangermanistes et remis au point par Ludendorff ne fut jamais complètement abandonné. A aucun moment, les Allemands n'ont perdu pied au Caucase. L'insurrection nationaliste devait bientôt leur rouvrir l'Anatolie ; et, un peu plus tard, le mouvement d'indignation et de révolte soulevé dans l'Islam asiatique par certaines clauses du traité de Sèvres leur offrait l'occasion d'élargir leur dessein et d'étendre leur action de propagande à toute l'Asie occidentale. Le but général, bien que les résultats de la guerre l'eussent éloigné, demeurait le même pour les Allemands : fonder sur la race turque et sur l'Islam leur domination en Asie; mais ils y superposaient désormais un but plus immédiat : rendre intenables la position de la France en Syrie, celle de l'Angleterre en Mésopotamie; unir entre elles les nations de l'Islam et les dresser contre les deux puissances qui avaient vaincu l'Allemagne.

Pour y parvenir, le concours apporté par les nationalistes turcs était insuffisant; il fallait décupler cette force : la Russie en offrait les moyens. Le système fut bientôt monté : Talaat à Berlin ; à Moscou, le « Comité d'action pour l'Orient; » au Caucase, Enver et les officiers allemands; Djemal en Afghanistan ; en Anatolie, les organes unionistes, secondés ou dirigés par la mission des Soviets.

Un ami de Moustapha Kemal, grand patriote et bon musulman, m'a fait un jour cet aveu : « Le panislamisme, par lui-même, est impuissant : il n'est pas armé, *il n'a même pas un canif*. Il ne devient dangereux que s'il est organisé, équipé, mené par le bolchévisme. » C'est exactement ce qu'avaient compris les Allemands. Le plus tragique de l'affaire, c'est que la politique des Alliés, loin de contrecarrer les efforts de la propagande germano-russe, semblait s'ingénier à lui préparer le terrain. En soulevant imprudemment la question de Constantinople, on avait posé du même coup celle du Califat : la cause des Turcs devenait celle de l'Islam tout entier. Pour la première

fois, on vit les musulmans de l'Inde arborer l'étendard vert et s'armer pour défendre les droits du Calife de Constantinople. En Afghanistan et en Perse, des révoltes éclatèrent, où le zèle religieux exaspérait la violence du sentiment national. Un Anglais, qui connaît bien l'Asie, a pu dire avec raison que, par l'erreur persévérante et opiniâtre de quelques hommes, — les « Indiens » de Londres et de Constantinople, — le panislamisme, qui n'était qu'un idéal, devenait une réalité.

Avait-on assez souvent répété depuis dix ans, à Londres et à Paris que le Califat turc ne possédait plus dans l'Islam ni autorité ni prestige ! A force de l'entendre dire par les Grecs, on avait fini par le croire. Et voilà que les événements démontraient le contraire. L'établissement du Califat à Constantinople a évidemment contre lui quelques textes des livres sacrés musulmans. Mais il a pour lui six siècles d'histoire et d'acceptation, formelle ou tacite, de la plus grande partie du monde islamique. Les Musulmans de l'Inde et de l'Arabie distinguaient, il est vrai, le *centre personnel* de l'Islam, constitué par le Calife, du *centre local*, qu'ils placent dans les villes saintes et dans la région environnante. Plusieurs fois, ils ont envisagé la séparation du pouvoir spirituel du Calife d'avec la possession temporelle des saints lieux : ce système eût présenté l'avantage de diviser les responsabilités, au cas d'une guerre sainte ou d'une vaste agitation panislamique. Mais jamais l'idée anglaise, de transférer à la Mecque le siège du Calife, n'a été acceptée par le monde musulman. Tout cela avait été exposé très clairement d'abord à M. Lloyd George, puis au Conseil suprême, par le président de la délégation musulmane des Indes, Mohamed Ali, au mois de mars 1920. De l'enquête que je faisais un an plus tard à Constantinople, dans les milieux politiques, intellectuels et religieux, un fait se dégageait nettement : le Califat n'était peut-être plus une puissance positive ; mais il demeurait à coup sûr une puissance négative, en ce sens que toute attaque dirigée contre son autorité, ses droits, son indépendance, soulèverait aussitôt la protestation violente du monde musulman tout entier.

En menaçant l'indépendance du Calife, les Alliés avaient commis une faute, que Berlin et Moscou ne pouvaient manquer d'exploiter contre eux. Ils n'avaient qu'un moyen de la réparer, c'était d'offrir aux Turcs des conditions de paix raisonnables, et de s'entendre avec eux, simultanément à Constantinople et à

Angora : l'accord avec les Turcs, c'était un coup décisif porté à la politique germano-russe en Asie, c'était l'effondrement de toute la machine habilement montée contre nous par Berlin et par Moscou. La diplomatie française eut le sentiment très net de cette opportunité; les Italiens de Constantinople en furent bientôt persuadés, et même quelques Anglais, qui malheureusement n'avaient pas grand crédit.

Une médiation était possible au lendemain de la victoire d'Inn Eunu : Londres n'en voulut pas entendre parler. L'armée grecque, au sentiment des Anglais, n'avait été battue que faute d'un matériel suffisant : on lui fournirait du matériel, de l'argent, du personnel technique, et le succès était certain. Les Turcs eussent compris, à la rigueur, que l'Europe les laissât vider leur querelle avec les Hellènes sur les champs de bataille d'Anatolie et donnât raison aux vainqueurs. Leur sentiment de la justice se révolta, lorsqu'ils virent les Alliés assurer à leurs ennemis, soit un matériel de guerre perfectionné, auquel eux-mêmes ne pouvaient opposer que des armes moins efficaces, soit des facilités de ravitaillement et de transport, dues à l'occupation de leur capitale, de leurs territoires et de leurs mers par les forces européennes.

Cependant l'accord avec Moscou commençait à produire ses effets. Les gros canons qui défendaient Kars contre l'armée rouge étaient transportés sur le front occidental ; Kiazim Karabékir, qui gardait la frontière russe, ramenait ses troupes contre les Grecs. Rien n'empêchait plus les bolchévistes d'entrer en Anatolie ; s'ils y entraient, s'y arrêteraient-ils? Les Anglais furent les premiers à s'inquiéter : l'idée que désormais les routes de l'Asie s'ouvraient devant les Russes leur était insupportable. Ils prièrent le gouvernement de Constantinople d'intervenir auprès de celui d'Angora, pour que l'entrée du territoire turc fût interdite aux bolchévistes; en même temps, ils prenaient, d'accord avec les Alliés, une série de mesures destinées à défendre éventuellement la capitale occupée. Fort heureusement, Moustapha Kemal ne se souciait pas beaucoup plus que les Alliés de voir les armées rouges envahir l'Anatolie. Il accepta le matériel de guerre et l'argent envoyés par Moscou, mais refusa les renforts ; il s'opposa à ce que Broussiloff, — dont le nom fut alors prononcé avec insistance, — ou tout autre général russe assumât le commandement sur une partie du

front turc, enfin il obtint du gouvernement des Soviets l'engagement, de valeur assez douteuse, qu'aucune troupe russe ne passerait la frontière anatolienne. En fait, malgré les efforts d'Enver, de Nouri et de Djemal, cet engagement fut respecté et, même durant la période la plus menaçante de l'avance grecque, les renforts bolchévistes ne s'avancèrent point au delà des limites de la Géorgie : les bruits qui coururent au mois d'août, touchant la présence de contingents russes en Anatolie, ont été reconnus faux.

Les deux victoires par lesquelles débuta la seconde offensive hellénique (juillet-août 1921) ne brisèrent point la résistance des Turcs d'Asie et exaspérèrent le ressentiment de ceux de Constantinople contre les Alliés. Toute possibilité d'intervention s'évanouit. « Nous ne demandons pas aux puissances — écrivait un journal de Stamboul, le *Tevhid-i-Efkiar* — de proposer ou d'imposer leur médiation; car, même après la chute d'Afioum-Karahissar, de Kutahia et d'Eski-Chéhir, nous nous sentons de force à nous mesurer avec les Grecs. Mais du moins qu'on les laisse seuls avec nous! Que la Grèce ne puisse plus fonder d'espoir sur une assistance étrangère. Car tout le monde sait que si les Grecs sont entrés dans la Marmara, et s'ils ont même poussé jusqu'au littoral de la Mer-Noire, c'est parce que nous avons ouvert de nos propres mains les portes de notre capitale aux grandes puissances. Tout le monde constate aujourd'hui les conséquences déplorables au point de vue de l'humanité, d'un système qui a permis aux Grecs de profiter des avantages obtenus, non par leur propre force, mais par la force des autres. »

Ce système, contraire à la plus élémentaire justice, n'eut même pas le mérite de procurer la décision attendue : arrêtés net sur le Sakaria aux premiers jours de septembre, les Grecs durent rebrousser chemin et revenir à leur ligne de départ. La solution militaire du conflit étant désormais reconnue impossible, force fut bien d'envisager à nouveau la négociation diplomatique, dont le gouvernement d'Athènes se déclarait lui-même partisan. Mais, pour les Alliés, la difficulté restait entière : les Turcs de Constantinople les renvoyaient à ceux d'Angora; ces derniers ne consentaient à traiter, qu'à la condition que les pourparlers fussent étendus à tous les problèmes concernant la Turquie. Sur les questions purement anatoliennes, comme

l'échange des prisonniers et la définition des frontières, l'accord était relativement facile. Mais avant de conclure la paix, les gens d'Angora voulaient savoir quel sort les Alliés réservaient à Smyrne, à la Thrace, à Constantinople, et comment serait réglée la question des Détroits. Tandis que la diplomatie française, soucieuse de rendre possible, au moment voulu, une conversation décisive entre les Alliés et la Turquie, s'employait à favoriser le rapprochement entre Angora et Constantinople, une certaine diplomatie anglaise s'appliquait au contraire à renverser le cabinet Tewfik, pour le remplacer par un ministère hostile aux nationalistes.

Enfin, le 30 octobre 1921, M. Franklin-Bouillon, délégué à cet effet par le Gouvernement français, concluait avec Moustapha Kémal à Angora un accord franco-turc. Les Anglais, qui avaient tenté plusieurs fois d'aboutir à un résultat analogue, ont reproché à la France de s'être séparée de ses alliés et d'avoir conclu avec la Turquie une « paix séparée ». Nous n'avons pas eu de peine à justifier notre attitude et je ne crois pas utile de revenir sur une discussion qui s'est close à notre avantage. Je n'insiste pas, d'autre part, sur les imperfections de l'arrangement signé à Angora. L'accord du 20 octobre, c'est l'application médiocre d'un principe excellent. A l'heure où les nationalistes anatoliens, qui tout de même représentent l'élément le plus vivant, le plus agissant de toute la nation turque, hésitaient entre l'Europe et l'Asie, et où leur adhésion au système asiatique organisé par Berlin et Moscou eût exposé plusieurs puissances européennes à de très graves dangers, le devoir de ces puissances était d'user de modération envers les Turcs et de les détourner ainsi des résolutions extrêmes que suggèrent le ressentiment et le désespoir. En prenant la première ce parti raisonnable, la France ne s'est pas inspirée seulement de ses intérêts particuliers, elle a servi la cause de l'Europe et celle de la paix.

Maurice Pernot

(A suivre.)

AUGUSTIN THIERRY

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE ET SES PAPIERS DE FAMILLE

V [1]

LA PRINCESSE BELGIOJOSO

UNE « SŒUR D'AME »

Cependant l'été s'avançait, il fallait bientôt songer à regagner Paris. Depuis qu'au grand scandale du monde, son mari, l'« admirable » et volage Emilio, l'avait abandonnée définitivement pour s'enfuir avec la jeune duchesse de Plaisance et filer le parfait amour sur les bords enchanteurs du lac de Côme, Mme de Belgiojoso, toute indifférente qu'elle fût à la ruine de sa vie conjugale, avait quitté son hôtel de la rue Neuve Saint-Honoré, et s'était installée rue de Courcelles.

Mais le logis ne lui plaisait guère : elle en cherchait un autre et, quand elle crut l'avoir trouvé, elle offrit à Augustin Thierry de le partager avec elle. L'appartement du passage Sainte-Marie ne rappelait plus à l'historien que de lamentables souvenirs ; il était résolu de n'y point rentrer. Tout en sauvegardant son indépendance, cette combinaison d'une amitié prévoyante lui rendrait, pensait-il, un foyer : il l'accepta d'un cœur reconnaissant. Dans la lettre qui suit, il explique à Guizot les raisons qui le décident, les conditions de sa vie nouvelle et le met au courant de ses projets futurs.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er novembre et 15 décembre 1921 ; 1er janvier 1922.

Port-Marly, 22 août 1844.

« Mon cher ami,

« Pardonnez-moi les trop longs retards que j'ai mis à répondre à des paroles qui, venant de vous, ont été pour moi, dans l'accablement de la douleur, une consolation et un appui. Placé entre une vie de bonheur détruite pour jamais et une vie incertaine qui est à refaire, j'ai eu des semaines, des mois de vertige, durant lesquels je ne pouvais rien dire de moi qui fût une promesse de calme, de force et de résignation. L'amitié si noble et si douce, l'amitié de sœur qui m'entoure ici de soins et d'affection, m'a soutenu au milieu de déchirements et d'angoisses sans lesquels j'aurais succombé, si Dieu ne m'avait pas envoyé un pareil secours.

« J'ai mieux résisté à mon affreux malheur qu'on ne l'espépérait et que je ne le pensais moi-même; ma santé n'a pas décliné, du moins en apparence, mais au fond, il y a des menaces qui ont inquiété mes amis et leur ont fait désirer que dans l'arrangement de ma vie, j'eusse auprès de moi, pour aide et pour commensal, un médecin. J'ai cédé à ce conseil d'autant plus volontiers que le choix n'était pas difficile. Un jeune médecin qui comme assistant de M. le docteur Louis a rendu à ma pauvre femme, durant ses deux mois d'horribles souffrances, les soins les plus dévoués, M. Gabriel Graugnard, a été mon secrétaire, il y a sept ans; depuis lors il m'est resté attaché de souvenir et d'affection. Il quittera pour se réunir à moi la place d'agent de la Société géologique de France et une clientèle médicale qui commençait à se former. Son caractère est bon et facile, sa raison très sûre et son intelligence applicable à tout. Mme la princesse de Belgiojoso, dont le jugement compte pour une grande part dans mes déterminations, a pour lui estime et bienveillance; mon frère, Scheffer et M. Louis pensent qu'il me convient parfaitement.

« Protection sans tutelle, assistance amicale et pourtant subordonnée, voilà les deux conditions de la nouvelle vie qui commence pour moi, sans lesquelles je n'aurai plus ni liberté, ni dignité, ni force. La Providence m'a frayé la voie en m'ouvrant l'asile où je suis; je m'occupe de faire le reste; y réussirai-je complètement?

« Le choix que j'avais à faire d'un logement, choix plus difficile pour moi que pour tout autre, est à peu près arrêté. Je prendrai le rez-de-chaussée d'un grand pavillon, situé au milieu

des jardins, 10, rue Taranne. La princesse prendra le premier et les combles. Chacun de nous deux aura son bail et sera complètement libre. Cette maison, qu'on remet à neuf, ne sera guère habitable pour moi avant le printemps prochain; jusque-là et à partir d'octobre, il faut que je trouve un logement provisoire dans quelque maison meublée, ayant un jardin ou une cour, où je puisse me faire promener; je m'occuperai de cette recherche dans le courant du mois prochain. Ce genre de souci et les tristes affaires nées de mon malheur sont à présent ma seule occupation. Plus tard, dès que j'aurai l'esprit un peu libre, je reprendrai ma tâche interrompue : cette introduction qui formera la tête d'un volume de 950 pages maintenant imprimé.

« Voilà bien des détails et une bien longue lettre ; je vous écris comme si je causais avec vous et sans songer que vous n'aurez pas le temps de me lire. Dites, je vous prie, à madame votre mère que, si la chose était possible, je me ferais transporter auprès d'elle, pour lui demander le secours de sa parole et de ses conseils et me fortifier par l'exemple d'une âme si haute et si résignée. Dites-lui qu'elle est au premier rang des personnes que je vénère et que j'admire et recommandez-moi à son souvenir et à ses prières. Je sais que vos enfants, sans me connaître, ont pensé à moi avec sympathie. Je voudrais pouvoir les en remercier.

« Adieu, mon cher ami, rappelez-vous quelquefois nos anciens jours, ces jours où nous espérions ensemble, et qui ont été suivis pour vous de tant d'honneurs et de tant de souffrances. J'y remonte souvent dans mes rêveries et je trouve là près de vous, pleine de grâce et de bonté pour moi, celle qui fut le charme de votre vie et qui, en partant de ce monde, vous a laissé au cœur un deuil éternel. C'est en son nom que je vous demanderai du secours dans mes défaillances, à vous qui avez pleuré et qui, au milieu des larmes, avez su rester fort et poursuivre noblement le travail qui vous est assigné ici-bas. Adieu, encore une fois, et croyez pour la vie à mes sentiments de tendre amitié et d'admiration. »

Pour trouver ce « logement provisoire » dont nous le voyons préoccupé, Augustin Thierry recourut à l'obligeance de ses amis.

Vainement le docteur Graugnard, Ary Scheffer, Amédée Thierry s'employèrent à battre le faubourg Saint-Germain sans rien découvrir. Cédant à ses instances réitérées, force fut donc à

l'historien dans l'embarras d'accepter l'hospitalité que lui offrait, rue de Courcelles, sa « sœur » la princesse Belgiojoso.

Le quartier du Roule, il y a trois quarts de siècle, n'était pas comme aujourd'hui un pâté continu de bâtisses. Situé alors presque aux confins de la ville, il présentait à peu près l'aspect qu'offre à présent Neuilly, et de vastes jardins entouraient les hôtels assez disséminés que l'on commençait d'y construire.

Vers la fin de 1843, Mme de Belgiojoso était venue s'installer avec sa fille Marie (1) dans une propriété appartenant à Mme Bernard, au numéro 36 de la rue de Courcelles, environ l'emplacement actuel du boulevard Haussmann.

La demeure était spacieuse, mais triste; la princesse s'en dégoûta bientôt, et, songeant à cette acquisition de la rue Taranne qui ne put être réalisée, n'y avait transporté qu'une partie de ses meubles. Deux étages restaient vides, inhabités, sauf des domestiques; toute la vie de la maisonnée était concentrée au rez-de-chaussée : établissement un peu bohême, selon les goûts fantasques de l'occupante du logis.

Dans le jardin, en retrait du corps de bâtiment principal, s'élevait un pavillon indépendant, composé de cinq pièces. C'est là, au prix d'un loyer annuel de quatorze cents francs, qu'il avait exigé de payer, qu'au mois d'octobre 1844 vint, à son retour de la campagne, habiter Augustin Thierry.

Encore tout endolori de son deuil, il arrivait plein d'illusions. Confiant dans les assurances de son amie, il croit avoir trouvé près d'elle le port de refuge, l'asile sûr où s'achèveront désormais ses jours, « dans une vie d'intimité familiale et de soins affectueux. » Il en attend la tendresse protectrice que réclame sa faiblesse et la douceur attentive qui soulagera sa peine. Elle sera la lumière de ses ténèbres immobiles, son « pilote, » sa « boussole, » et, dans une métaphore habituelle, il se compare à la barque amarrée au navire, le suivant au sillage et protégée par lui des périls de la mer.

Il ne sera pas longtemps à découvrir la vanité de son rêve, à constater qu'entre toutes il a choisi « l'affection la plus périlleuse, celle qui vit d'agitations et de luttes, qui excite les orages, parce qu'elle en a besoin, et qui ne comporte aucune règle, aucun obstacle, aucun frein (2). » Avec mélancolie, il

(1) Née en 1838 plus tard, la marquise Trotti-Bentivoglio.
(2) Lettre de la princesse Belgiojoso : 5 décembre 1844.

écrira plus tard à Mme de Tracy : « Sauf quatre à cinq mois, la chimère dont je m'étais épris n'a rien produit qu'une longue absence. J'ai passé le temps à compter les jours et à attendre. »

La princesse rentre, en effet, à Paris, frémissante de grands projets. Avec la versatilité qui n'est pas son moindre trait de caractère, elle renonce à la vie mondaine pour se lancer derechef dans la politique la plus turbulente. Plus que jamais, elle se juge indispensable à l'Italie, elle croit à son rôle, à sa mission. Pour la mieux accomplir, férue des théories que vient de formuler Cesare Balbo, dans ses *Speranze d'Italia*, elle a fondé la *Gazzetta italiana*, prône l'émancipation du prolétariat, l'éducation des masses, l'amélioration matérielle et morale des paysans, dans lesquels elle voit les pionniers de l'avenir.

Si, dans son entourage, les « gens de la raison glacée, » comme elle les nomme, Mme Jaubert, Ravaisson, Scheffer, Mignet, Laprade, s'efforcent de refroidir son enthousiasme, lui montrant les complications de la tâche, l'incertitude du résultat; en revanche, la cohue cosmopolite qui l'environne d'une nuée de parasites, exilés italiens, réfugiés grecs, patriotes moldaves, l'applaudit par complaisance intéressée, l'encourage à tenter pour la « Cause » une grande expérience.

Cet essai, la réformatrice prétend l'opérer dans son domaine lombard de Locate, à une heure de Milan, la ville de sa grande popularité. De Port-Marly, sans avertir encore son « frère, » elle avait fait tenir aux principaux tenanciers ses observations et ses projets de soulagement. A Paris, elle révéla son dessein.

Tout déconcertant qu'il apparaisse d'abord, cet avatar inattendu, en bienfaitrice rurale et en économiste agraire, ne doit pas trop étonner de celle que Paris avait déjà vue métamorphosée tour à tour en conspiratrice, en théologienne, en *lionne* des salons littéraires. Vainement, la voix d'Augustin Thierry se joignit-elle aux remontrances des prêcheurs de sagesse. Malgré sa douloureuse surprise, il dut s'incliner devant une volonté d'autant plus opiniâtre qu'elle était plus soudaine. Ses instances les plus vives ne pouvaient au demeurant que cesser, lorsque la princesse invoqua des nécessités financières, l'intérêt qui exigeait sa présence à Milan, afin d'y écouler les actions de la *Gazetta*, d'obtenir l'appui d'argent indispensable au succès de sa propagande.

Après de tristes adieux, laissant l'aveugle désolé de retomber

« à la solitude de sa nuit sans étoiles, » d'être privé du rire et des ébats de Marie qu'il chérit tendrement et qui l'appelle son « oncle-ami, » Mme de Belgiojoso quitta la rue de Courcelles, le 11 novembre 1844. Elle gagnait Marseille par le Bourbonnais, afin de s'embarquer pour Gênes.

Donna Cristina, avant leur séparation, avait juré « sur son nom de Trivulce » que son absence serait de courte durée, qu'elle ne dépasserait point en tous cas le printemps de 1845. Pour adoucir le chagrin qu'elle lui cause, elle apprend en outre à Augustin Thierry qu'elle vient d'acquérir un vaste terrain rue du Mont-Parnasse, où chacun d'eux pourra faire construire un pavillon suivant ses goûts. Et de s'enflammer à cette idée : « Oui, mon frère, ce sera là votre port, la retraite calme, riante et assurée où nous vieillirons à peu de distance de temps et d'espace, où vous achèverez vos beaux travaux, où ceux qui aiment la grandeur viendront vous trouver et où, si Dieu veut que vous me précédiez, je chasserai les ombres qui obstruent quelquefois le dernier passage et l'assombrissent. Reposez-vous sur cette pensée et soyez assuré que vos doux projets ne seront jamais dérangés par ma volonté. Vous avez en moi une sœur dévouée qui vous place au premier rang parmi les devoirs qu'elle affectionne (1). »

Intention assurément sincère ; mais combien décevante allait être la réalité !

La voyageuse arriva le 29 en Lombardie. Alors commence avec celui qu'elle laisse à Paris, une longue correspondance beaucoup trop étendue pour être reproduite ici, malgré son intérêt (2).

C'est d'abord la narration enthousiaste d'un accueil triomphal qui flatte délicieusement son orgueil : Locate en fête et tout illuminé ; les huit voitures de cortège passant sous un arc de triomphe ; dix mille paysans accourus des alentours, jetant des fleurs, parmi les acclamations sans fin et le vacarme des pièces d'artifice.

Puis, les mois suivants, se déroule l'exposé des améliorations de tout genre qui transforment en une sorte de phalanstère le fief ancestral des Trivulce, « car il a bien l'air, à présent, d'être sorti des mains fouriéristes. » Mme de Belgiojoso s'ingénie,

(1) Lettre de Locate : 30 janvier 1845.

(2) Elle ne comprend pas en effet moins de 38 lettres pour le seul hiver 1843-1845 et chacune de huit à dix pages.

s'agite et se dévoue ; elle construit des logements salubres pour les ouvriers, ouvre une cuisine économique, un chauffoir, fonde une fabrique de gants, organise dans les appartements du château des salles de lecture et de récréation.

La description de ces réformes s'accompagne de demandes répétées de conseils et d'assistance littéraire. La princesse n'entend pas seulement poursuivre son apostolat par le geste, mais veut aussi le réaliser par la plume. Elle médite une *Histoire des municipes italiens*, pour quoi elle fait entreprendre des recherches; prépare un *Tableau de l'Italie moderne* dont elle demande à Augustin Thierry de lui tracer le plan. De 1844 à 1848, en effet, celui-ci va être plus ou moins l'inspirateur des articles que sa lointaine amie enverra, sous de prudents pseudonymes, à la *Revue des Deux Mondes* ou à la *Revue Indépendante*. Il recourt, sans se lasser, à son influence sur François Buloz pour les lui faire accepter, en retouche le style, en revoit les épreuves.

Cependant que Christine Belgiojoso se dépense ainsi à Locate, que devient son « frère-enfant » à Paris?

La séparation, la solitude où il est retombé ont ravivé sa douleur mal assoupie. Ses premières lettres le montrent en proie au découragement, « plein de langueur et de défaillance, » incapable de se remettre au travail.

« Pour ce qui me regarde, confesse-t-il, je ne puis encore rien faire de bon; je cause quand j'en trouve l'occasion, je me fais lire et voilà tout. Je corrige des brouillons de notices que m'apporte M. Bourquelot, deux ou trois fois par semaine, mais mon Introduction reste au même point. »

Malgré les instantes prières qu'elle leur a adressées avant son départ, les brillants amis de la princesse délaissent l'infirme dans sa morose thébaïde; ses intimes eux-mêmes, Mignet, Villemain, Ary Scheffer ne témoignent pas non plus d'un grand empressement.

L'abandon surtout de ce dernier blesse Augustin Thierry qui le tient en affection profonde et l'amertune qu'il en conçoit se trahit dans ses reproches attristés :

« Mon cher Ary,

« Il y aura dimanche trois mois que vous êtes venu dire adieu à la princesse et que, par la même occasion, vous m'avez

serré la main. Depuis, vous n'avez eu aucun souci de voir comment je passais mes journées sous le poids de la solitude et d'une vie à refaire de nouveau. Dans un autre temps vous disiez pour vous excuser de ces négligences : Thierry est heureux, il n'a pas besoin de moi, ou bien : j'irai le voir, mais je ne plais pas à sa femme. Maintenant, je ne suis pas heureux et je n'ai plus ma pauvre femme ; quel prétexte pouvez-vous donc donner? Quand vous diriez, chose impossible à croire, que vous n'avez pas trouvé dans tant de jours, une heure pour moi, je répondrais qu'au moins une fois, vous auriez pu choisir entre une amitié de trente ans et la musique de Félicien David. Ce jour-là, vous aviez toute une soirée disponible.

« Vous voulez être pour moi l'ami consolateur, le médecin de l'âme; eh bien, celui qui aurait pris pour tâche d'ajouter à mes souffrances morales une petite torture de plus n'aurait pas agi autrement. J'ai compté les jours, j'ai compté les semaines, puis les mois, j'ai dit et redit : d'autres viennent, mais lui ne vient pas. C'est une pensée qui me distille des gouttes d'amertume et c'est une faiblesse dont je prie Dieu de me guérir.

« Je ne vous demande rien, je ne sollicite rien; nous avons tous au dedans de nous-mêmes un juge qui est la conscience; je vous renvoie à la vôtre, c'est elle qui vous parlera.

« Tout à vous de cœur, mais avec une tristesse plus grande que je ne saurais le dire. »

Pour réconforter l'affligé et soulager sa peine, la princesse prodigue les exhortations, les tendres assurances : « Oui, mon cher frère, je suis sûre, si je vis, de vous consacrer la meilleure partie de ma vie, de vous entourer de soins, de vous aimer toujours comme aiment les bonnes sœurs et de ne jamais regretter l'engagement que j'ai pris avec vous. » Berceuse musique de paroles douces, dans la minute absolument sincère, mais pour lesquelles on ne peut se défendre de quelque ironie à les voir demeurer toujours à l'état d'intention !

Ne pouvant se rendre compte à distance des causes réelles de l'isolement où vit Augustin Thierry, elle incrimine ses goûts, des habitudes contractées du vivant de sa femme. Prêcheuse de morale, fidèle à son rôle d'Égérie spirituelle, on la voit décocher au passage une flèche à de menus travers :

« Il me revient de plusieurs côtés que vous avez repris vos anciennes habitudes de réclusion. On les blâmait déjà du vivant

de M[me] Thierry; elles semblent bien plus inexplicables aujourd'hui. Vous êtes seul, pourquoi fermer votre porte? Pourquoi ne jamais demeurer seul avec ceux qui viennent vous voir? Cette espèce de surveillance décourage les visiteurs et les froisse. Encore une fois, mon cher Thierry, ceux qui viennent vous voir, viennent pour vous et pour eux; il faut qu'ils puissent vous parler de leurs affaires, s'ils en ont. Ce ne sont pas des livres, ce sont des êtres vivants qui ne sont pas composés d'esprit seulement, mais aussi de cœur, d'âme et de caractère. Sans compter que la présence continuelle d'un tiers prend un aspect de défiance tout à fait révoltant.

« Pardonnez-moi, pardonnez à votre sœur son ton grondeur. Vous savez que de près comme de loin, je suis occupée de vous. Votre vie est bien un peu mon affaire maintenant et lorsque je l'ai arrangée comme il me semble bien, je ne puis consentir à voir mes arrangements laissés de côté (1). »

Tant de promesses, d'encouragements et de conseils raffermissaient une âme dont les ressorts paraissaient brisés, la sauvaient du désespoir, lui restituaient la confiance et la foi dans l'avenir. Ce fut le grand bienfait de la princesse Belgiojoso à Augustin Thierry, de lui rendre le goût du travail et la fierté de son œuvre. Il n'est presque point de ses lettres où elle ne lui renouvelle à ce propos, au nom de son passé, de sa dignité d'écrivain, des engagements d'honneur qu'il a souscrits, du souvenir même de la morte, les appels les plus véhéments et les plus persuasifs : « Je n'aurai point de cesse, répète-t-elle toujours, que je ne vous aie remis la plume entre les mains. »

Elle eut la grande joie de réussir à provoquer la réaction morale qu'elle ambitionnait. L'historien reprit sa tâche abandonnée depuis huit mois, poussa fort activement la vaste Introduction synthétique, destinée à précéder son Recueil de Documents. A la fin d'avril 1845, remerciant Salvandy pour sa nomination de Commandeur, il l'avertissait en même temps que le premier volume des monuments du Tiers-État était envoyé à l'impression et que le second presque achevé devait suivre dans l'année. Peu après, il demandait au baron Walckenaer, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de lui fixer un jour pour la lecture, en séance publique, d'un

(1) Lettre du 27 décembre 1844.

morceau détaché du long mémoire qu'il adressait à l'Académie sous le titre : *Fragment d'une histoire de la formation et des progrès du Tiers-État, XIIIe et XIVe siècles.*

Faite le 1er août par J.-A. Letronne, cette lecture, qui comprend l'histoire des légistes, fondateurs et ministres de l'autocratie royale et le tableau des États Généraux de 1302, 1355 et 1356, obtint une unanime approbation. C'était pour l'auteur, après un long silence de cinq ans, une belle rentrée de carrière et la sympathie universelle, après le malheur qui venait de ravager sa vie, allait à la force d'âme qui le dressait encore pour un nouveau « dévouement à la science. »

Mme de Belgiojoso assistait à la séance. Revenue de Locate au commencement de mai, elle n'avait fait que toucher barre à Paris pour aller presque aussitôt retrouver Augustin Thierry à Port-Marly.

Joyeux d'une réunion que l'un et l'autre pensaient définitive, que de projets d'avenir ne formaient-ils point! De tous, le plus chèrement caressé par l'historien, était cette installation côte à côte rue du Mont-Parnasse, en deux pavillons voisins, isolés sous les charmilles d'un grand jardin. La Princesse l'encourageait : « Nous n'aurons plus besoin de campagne, affirmait-elle, le Mont-Parnasse nous en tiendra lieu. »

De fait, elle exagérait à peine. Le revers extrême de la Montagne Sainte-Geneviève, l'antique *Mons Lucotitius*, où Balzac situait quelques années plus tôt la demeure de son baron Bourlac, était alors une quasi-solitude, assez mal accessible, mais riche d'ombrages et de beaux arbres, épaves des parcs conventuels dévastés par la Révolution. Une petite colonie d'artistes et de gens de lettres commençait de s'y établir : Sainte-Beuve habitait le numéro 11 et quelques maisons plus loin Henri-Martin et Edgar Quinet.

Il avait été convenu qu'ils feraient construire, chacun pour son compte, ces deux pavillons, reliés entre eux par un jardin d'hiver, l'un ayant presque les proportions d'un petit château pour la Princesse; l'autre, de dimensions plus modestes, pour Augustin Thierry.

Ce dernier se préoccupait beaucoup du logis, où, dans sa pensée, il devait terminer ses jours. Il avait tenu à se transporter sur place, pour mieux apprécier la disposition des lieux et s'était fait soumettre tous les plans qu'on avait modifiés selon

ses désirs. Les aménagements intérieurs retenaient surtout son attention. Ses yeux morts, mais qui se souvenaient d'avoir admiré et compris la beauté, réclamaient l'agencement d'un décor, où rien ne vînt offenser les regards. Il se montrait difficile, exigeant, réglant minutieusement chaque détail, choisissant les étoffes, désignant l'emplacement des meubles.

Mme de Belgiojoso courait avec bonne grâce magasins et boutiques, rapportant les popelines, les damas de laine, les mousselines brochées ou les toiles de perse. Ils n'avaient pas toujours les mêmes goûts et c'étaient alors d'affectueuses discussions sur l'éclat d'un coloris, l'harmonie d'une nuance. Augustin Thierry n'accepta qu'après un long débat, pour son salon, certain papier gris de lin à reflets d'or, dont la tonalité discrète avait enchanté sa compagne.

Ainsi coulait le temps à Port-Marly, apportant à l'infirme ses premiers jours de détente heureuse, depuis la mort de sa femme, avec un plaisir d'intérêts nouveaux qui distrayait son esprit et l'attachait à l'avenir. Douceurs trop éphémères. Vers la fin de septembre, de mauvaises nouvelles parvinrent de Locate à la princesse. Là-bas, tout périclitait en son absence; la fabrique de gants fermait ses portes, les paysans retournant à leurs habitudes de crasse et de paresse, quittaient leurs maisons-modèles et désertaient l'école ; la cuisine populaire n'avait plus de clients. Quelques mois encore et l'œuvre poursuivie à si grands frais, au prix de tant d'efforts, serait à jamais compromise. Des rapports aussi désastreux troublèrent profondément Donna Cristina qui se considérait comme engagée d'honneur à la rénovation qu'elle avait entreprise. Elle résolut de retourner en Lombardie. Afin d'éviter cependant à celui qu'elle avait bercé de tant d'espérances, la déconvenue d'une séparation nouvelle, elle lui proposa sérieusement de l'emmener en Italie. A l'en croire, ses amis de Milan réserveraient un accueil enthousiaste à l'historien français qu'ils admiraient le mieux, au champion des vaincus et des opprimés. Elle l'assurait de tout leur empressement, de toute leur sollicitude. A Locate, ils continueraient de mener ensemble la vie qui leur était chère et, pour épargner toute fatigue au paralytique, elle traça même l'itinéraire d'un voyage par eau depuis Chalon-sur-Saône.

Ce fut pour l'entreprenante princesse, une surprise un peu dépitée, lorsque Augustin Thierry déclina son aventureuse

proposition. De Lombardie encore, elle revient plusieurs fois à la charge et lui reproche assez vivement de s'acagnarder dans ses habitudes : « A qui la faute, si nous nous quittons? Ne vous avais-je pas proposé de rester ensemble au moins trois années? N'avais-je pas aplani toutes les difficultés? Ne vous avais-je pas promis mes soins, ma compagnie, ceux et celles d'amies et d'amis sur lesquels je puis et vous pouvez compter? Et qu'était-ce que vos objections? Des misères, mon ami, des misères que l'on ne retrouve plus, lorsqu'on veut se les rappeler de sang-froid. Le dérangement de vos habitudes? Et, depuis deux ans, que d'habitudes qui vous semblaient enracinées, ont disparu sans que vous vous en soyez seulement aperçu (1)! » Vains efforts, Augustin Thierry ne se laissa point persuader. Bien qu'elle soit pénible encore, la séparation lui est déjà moins douloureuse et son esprit commence à s'accommoder d'une absence qui le désespérait naguère. Il a réussi de nouveau à grouper autour de soi une petite société d'amis éprouvés et de relations agréables. Le docteur Graugnard lui sert en quelque sorte d' « agent de liaison » avec le monde. Il l'a fait admettre chez les Sacy, chez les La Fayette, chez les Tracy, jusque chez Guizot où le « bon M. Gabriel » remplit avec dévouement son office de recruteur. Les premières réceptions que, depuis la mort de sa femme, le veuf se hasarde ainsi à donner rue de Courcelles, réunissent les noms de Mignet, Ravaisson, Henri Martin, Arnold et Ary Scheffer, M. et Mme de Circourt, de Gasparin, de Lagrange, Dupin, Guigniaut, Letronne, de la Villemarqué, Ch. Louandre, Ulrich Güttinguer, Mmes Jaubert et de Saulcy.

Ce sont des soirées intimes, consacrées à la musique ou à la conversation. Parmi les plus brillants causeurs, remarquable à la fois par l'étendue et la sûreté de l'érudition, la grâce fleurie du langage, la profondeur des aperçus, se distingue un jeune hébraïsant, récemment présenté par Henry Scheffer, qui deviendra bientôt son gendre et qui s'appelle Ernest Renan.

Le travail qui absorbe toutes les heures qu'Augustin Thierry peut lui donner, ne contribue pas moins à soulager le poids de son esseulement. Félix Bourquelot et Charles Louandre se rendent presque tous les jours rue de Courcelles

(1) Lettre du 28 décembre 1845.

et l'*Introduction à l'histoire du Tiers-État* avance à grands pas. Dès le mois de mars 1846, il est en mesure d'en adresser à l'Institut un second fragment : *Les États généraux de 1484; le Tiers-État sous Louis XII, François Ier et Henri II*, et c'est par scrupule de reconnaissance et d'amitié envers la princesse, qu'il attendra son retour, pour fixer la date de la lecture en séance publique des Cinq académies (1), et ajournera la publication du morceau dans la *Revue* (2).

Il continue d'entretenir avec Locate une correspondance suivie. Obéissant aux suggestions de son entourage italien, Mme de Belgiojoso est conquise à l'idée de substituer une revue à la *Gazetta* qui périclite. Ce sera la *Rivista italiana*, destinée à n'avoir elle-même qu'une existence éphémère, et qui subira bientôt une complète métamorphose, pour ressusciter, sous le titre classique d'*Ausonio*, avec Manzoni et Massimo d'Azeglio pour coryphées littéraires.

L'entreprise exige des capitaux et la trop imprudente princesse a eu le tort de remettre les siens avec ceux de ses amis entre les mains d'un certain Falconi qui les utilise pour acquitter ses dettes personnelles. Augustin Thierry lui signale les agissements du personnage; mais Falconi, en sa qualité d'Italien, a toute la confiance de sa dupe. Bien loin de remercier le donneur d'alarme, celle-ci se répand en reproches, l'accusant d'accueillir sans contrôle d'absurdes calomnies. Il faut, pour la convaincre enfin, le déficit bientôt constaté dans la caisse de la revue italienne, les réclamations des fournisseurs et les avertissements réitérés d'une sorte de *factotum*, auquel elle a remis à Paris la gestion de ses intérêts.

Le nom de ce dernier revient fréquemment et sans bienveillance aucune sous la plume irritée de l'historien du Tiers-État. Il s'appelle Victor Mercier, de son état présent surnuméraire au ministère de l'Instruction publique. Avant de se muer ainsi, en subordonné de M. de Salvandy, il a exercé différents métiers, successivement maître-maçon, architecte et serrurier. Admirateur fervent de la princesse, il lui a voué une « amitie de caniche » et lui rend avec bonheur les services les plus désintéressés. Avant son départ pour Locate, elle a donc fait appel à son dévouement, l'a chargé de surveiller les travaux

(1) 2 mai 1846.
(2) Numéros des 15 mai et 1er juin 1846.

de la rue du Mont-Parnasse, même d'en diriger l'exécution.

Mercier est honnête, ordonné, consciencieux, mais aussi susceptible, entêté, difficile d'humeur. Il a dressé ses plans, arrêté ses devis, et n'entend plus rien y changer. De son côté, Augustin Thierry se montre exigeant, formule des prétentions jugées inacceptables par le vétilleux constructeur. Il s'ensuit entre eux des piques, des tiraillements, force incidents désagréables qui manquent d'aboutir à la brouille complète. Acrimonieuses ou plaintives, les doléances contre Mercier remplissent les lettres expédiées à Locate, et M[me] de Belgiojoso a fort à faire pour rétablir entre les deux ennemis un accord bientôt rompu.

L'achèvement des pavillons pâtit de cette mésentente. Celui de l'historien doit être terminé pour juin et c'est à peine si les murs commencent au printemps à s'élever du sol.

Lorsque Donna Cristina regagne Paris à la fin d'avril, elle trouve « son frère » tout énervé de ces longs retards et, pour calmer son agitation, l'emmène passer l'été, près de Montgeron, aux Camaldules d'Yerres.

Elle rentre en France, toute soulevée d'enthousiasme. Le rêve de sa vie va-t-il enfin s'accomplir? Depuis 1840, la stagnation politique est complète en Italie, mais les signes d'un réveil prochain commencent d'apparaître aux yeux avertis. En Lombardo-Vénitie, au Piémont, les colères grondent contre l'Autriche, les relations se tendent entre Vienne et Turin, où l'on commence à parler guerre. L'avènement de Pie IX galvanise libéraux et réformistes, enflamme à nouveau leurs espoirs. On prête au nouveau Pontife l'intention d'appliquer les idées exposées par Gioberti dans son livre de la *Primauté*, et, de Venise à Naples, la Péninsule acclame le Pape-libérateur.

La « savante Uranie » se rend compte cependant que, réduits à leurs seules forces, Charles-Albert et même Pie IX restent voués à l'impuissance. L'appui qui affranchira l'Italie doit lui venir de l'étranger et cet appui, elle a pu se convaincre aussi que ni Louis-Philippe, ni son gouvernement ne le prêteront jamais. Elle se résout donc à le demander à l'Angleterre et c'est la voix puissante de Disraëli qu'elle ira tout d'abord implorer.

Augustin Thierry avait autrefois approché le grand Orateur *tory*; bien que sans grande illusion sur le résultat probable de cette tentative, il lui recommanda chaudement la visiteuse et sa démarche :

« Monsieur et ami,

« Je profite avec empressement d'une occasion bien agréable de me rappeler à votre souvenir. Une personne dont le monde vous a dit la haute distinction et dont j'éprouve chaque jour la parfaite bonté, Mme la princesse de Belgiojoso, va passer quelques semaines à Londres.

« Elle désire vous parler de l'Italie qu'elle aime en patriote et à laquelle, vous aussi, vous devez quelque chose. Maintenant que votre grande crise intérieure est vidée (1)...

«... *Si Pergama dextra,*
« *Defendi possint...*

« n'allez-vous pas vous tourner parfois vers les questions extérieures? Un discours dans le Parlement anglais, et un discours de vous, monsieur et ami, est une puissance qui peut abattre ou relever.

« De ce côté-ci du détroit, nous nous sommes remis à espérer un peu de soulagement pour le pays le plus noble et le plus malheureux. Ah! si l'Angleterre et la France voulaient s'entendre cordialement là-dessus! Lord Palmerston aurait là une belle occasion pour se blanchir et pour mieux appliquer sa finesse diplomatique de 1840.

« Et la pauvre Irlande? Ne vous joindrez-vous pas à ceux qui veulent qu'elle puisse vivre enfin de la vie commune des nations civilisées? Je l'ai aimée, il y a vingt-cinq ans, comme si j'eusse été l'un de ses fils. Je me souviens qu'en parcourant les tristes pages de son histoire, il m'arrivait de prononcer tout haut la devise nationale si touchante : *Erin mavournín, Erin go bragh!*

« Pardonnez-moi, monsieur et ami, ces divagations rétrospectives et veuillez agréer l'expression de ma haute estime et de mon entier dévouement. »

La princesse demeura six semaines à Londres, sans rapporter autre chose que de vagues assurances et, de retour aux Camaldules en octobre, se hâta de boucler ses malles à destination de Milan.

Ce départ laissa cette fois l'infirme sans étonnement et presque sans tristesse. Le labeur assidu qu'il poursuit sans

(1) L'agitation libre-échangiste qui aboutit à l'abrogation de la loi sur les céréales.

relâche lui rend l'absence moins cruelle, qui luí semblait autrefois « un supplice » et plongé dans le passé, les blessures du présent le trouvent plus insensible. Pourtant, sans qu'ils le soupçonnent ni l'un ni l'autre, les grelots des postiers emmenant la princesse, sonnent le glas de leur intimité. Tout entière à sa fièvre de patriotisme, redevenue, comme au temps de sa jeunesse, l'héroïne de la *Jeune Italie*, Donna Cristina commence dès lors les tournées de propagande qui la rendront un instant l'idole des Romains et des Napolitains, l'âme de la résistance milanaise aux fusillades de Radetzky. Elle ne fera plus à Paris que de brèves apparitions, jusqu'au jour où, après l'expédition de Rome, elle ira, de fureur et de désespoir, disparaître, cinq ans, chez les Turcs, en un lointain exil.

Sa résolution n'en était pas moins pour Augustin Thierry une cause de sérieux embarras. Avant de quitter la France, Mme de Belgiojoso avait donné congé rue de Courcelles ; au printemps suivant, si le pavillon du Mont-Parnasse restait toujours inachevé, — et son vindicatif architecte ne se pressait pas, — l'historien se voyait menacé d'être sans logis.

Obsédant motif de préoccupations qui fait l'objet d'épîtres désolées à Locate. Donna Christina n'y répond guère, elle est tombée malade et s'en va dorloter sa convalescence à Venise. Ses lettres au surplus se font rares et, pour tout dire, les soucis dont on l'entretient, la laissent assez froide. Ses préférences altruistes ont trouvé à s'exercer ailleurs, en la personne d'un séduisant poitrinaire, son jeune secrétaire Stelzi, pour qui elle s'est prise d'une affection si passionnée, qu'elle ressemble furieusement à de l'amour.

Les appréhensions de l'écrivain se réalisèrent ; au mois d'avril, il lui fallut déménager, aller s'établir en hôtel meublé, rue Neuve-de-Berry. Dans son état de misère physique, cette nécessité prit les proportions d'une catastrophe. L'achèvement de l'Introduction, parvenue au règne de Henri IV, subit un nouvel arrêt, duquel il lui faut s'excuser encore auprès de Salvandy.

Par bonheur, ce désagrément fut de courte durée. La princesse s'était enfin décidée à intervenir, à houspiller sérieusement Mercier. L'effet de sa mercuriale ne se fit point attendre : en juillet 1847, l'historien pouvait enfin s'installer chez soi.

Il en éprouve une joie enfantine qui se traduit dans les lettres qu'il adresse en Italie.

« Je me trouve bien, très bien de mon pavillon, du jardin, de l'air et du soleil, et je me prends à dire quelquefois dans mes promenades : *Home, sweet home!...* Oui, mon logement me plaît et pour le traiter selon ses mérites, je viens de lui donner des rideaux de damas et des portières en tapisserie. Je suis heureux et pour vous le prouver, je m'attache autant que je puis au travail. »

Les cahiers de comptes d'Augustin Thierry, ses commandes aux fournisseurs montrent en effet avec quelle attention, quel soin, pourrait-on presque dire amoureux, il veille aux embellissements de sa demeure. Le choix et l'assortiment des papiers sont l'objet de plusieurs conférences avec l'entrepreneur Gobert, une longue note au tapissier Munier stipule pour les bibliothèques, des rideaux bleu-clair à bordures violettes, afin de s'harmoniser mieux avec la teinte de leur vieil acajou. « Je ne veux pas, dit-il à la princesse, qu'à votre retour vous aperceviez aucune dissonance. »

Hélas! ce retour se fait chaque mois plus incertain. De ville en ville, à Florence, à Bologne, à Rome, à Naples, Christine Belgiojoso poursuit à présent son apostolat libérateur. Ses lettres respirent l'enthousiasme, la griserie des accueils qui lui sont ménagés, du renom qu'elle s'acquiert, des triomphes qu'elle remporte.

« Je viens d'être invitée à Florence à une assemblée populaire et m'y étant rendue, j'ai été reçue par des *cheers* et des vivats. On m'a fait asseoir sur un siège élevé qu'ombrageait un arrangement de drapeaux tricolores; on m'a adressé des discours auxquels il m'a fallu répondre. Jamais femme ne s'est trouvée placée comme moi et les émotions que j'éprouve sont de nature à détraquer des nerfs féminins. Qu'est-ce que l'émotion d'une actrice comparée à la mienne? Mlle Rachel présente au public les traits et le cœur de Camille ou de Phèdre; moi, c'est bien mon visage et ma personne que je lui apporte (1). »

Elle n'assiste point à la dernière communication que l'historien adresse à l'Institut (2) et voyant de tous côtés s'assombrir l'horizon politique, pressentant les convulsions qui vont secouer l'Europe, elle essaie vainement de mettre en garde son persistant optimisme.

(1) Lettre du 30 décembre 1847.
(2) 11 février 1848.

Augustin Thierry n'entend point une Cassandre qu'il juge inspirée par la rancune et dont il met volontiers les alarmes au compte de son exaltation. La monarchie constitutionnelle est toujours à ses yeux le Gouvernement définitif, que les Français doivent bénir le ciel de leur avoir accordé. Convaincu de sa durée, il ne veut apercevoir ni ses causes de faiblesse, ni les dangers qui le menacent. Sa confiance est si profonde, qu'il a même fait venir près de lui la plus jeune de ses nièces, sa filleule Julie, désireux de retrouver à son foyer une intimité de famille.

C'est donc en pleine sécurité que vient le surprendre le coup de foudre de Février.

LA « CATASTROPHE » DE FÉVRIER

« Quand vint éclater sur nous la catastrophe de 1848, peut-on lire, dans la préface de l'*Essai sur l'histoire du Tiers-État*, j'en ai ressenti le contre-coup de deux manières, comme citoyen d'abord et comme écrivain. Par cette nouvelle révolution... l'histoire de France me paraissait bouleversée autant que l'était la France elle-même. » Consternation, regrets inconsolables, angoisse de l'avenir, doute chagrin de son œuvre et de son idéal, tels sont les sentiments qui remplissent alors l'âme d'Augustin Thierry et que le temps n'affaiblira qu'à peine. Toujours, jusqu'à sa mort, il restera « un fidèle et un pleureur de 1830, » et n'oubliera jamais la « lune de miel de Juillet. »

Maintes fois déjà, au cours de ce récit, on a pu trouver formulée par celui-là même qui avait tant célébré les efforts de la bourgeoisie au Moyen Age, l'expression de sa tendresse raisonnée pour le régime dans lequel il aperçoit si parfaitement réalisée « l'alliance de la tradition nationale et des principes de liberté. » L'heure de son désastre, s'il rend cette conviction douloureuse, ne fait que l'enraciner davantage.

A chaque instant, sa Correspondance nous apporte, avec l'affirmation d'une certitude désolée, l'écho de sa tristesse et de ses anxiétés : « J'avais arrêté à 1830 tous mes désirs et tous mes rêves politiques. Je n'ai rien compris à l'opposition fougueuse que des hommes d'esprit et de patriotisme faisaient au Roi le plus sensé et le plus patriote que la France ait jamais eu. Ils ont amené sans le savoir et sans le vouloir cette République dont

le nom seul est peut-être encore plein de nouveaux orages (1). »

Même profession de foi dans cette lettre à la princesse Belgiojoso : « *Et campos ubi Troja fuit...* J'applique ce triste vers à notre régime monarchique, si merveilleusement continué durant plus de sept siècles pour être à la fin et en même temps traditionnel et libre. Les princes d'Orléans étaient nos princes légitimes comme Bourbons constitutionnels; ils ont perdu le trône et nous la liberté, la seule liberté possible pour les grands États et la civilisation moderne. »

Nous pourrions multiplier ces extraits, ils produiraient tous un identique témoignage. C'est, en effet, qu'indépendamment des regrets laissés au penseur par la monarchie tombée, la République ne lui inspire que frayeur et répulsion. Elle signifie pour lui l'écroulement des principes de 1789, le triomphe des maximes de 1793 qui en « sont la négation, conduisent à l'anarchie et au chaos. » Parce qu'elle se confond avec la démagogie, dont elle encourage tous les bas instincts, elle mène tout droit au socialisme, avec sa conséquence inévitable, le communisme, destructeur de toutes libertés, auxquelles il substitue la plus avilissante tyrannie. Or, nous connaissons l'horreur d'Augustin Thierry pour le socialisme, cause principale de sa rupture avec Saint-Simon, et nous avons cité les jugements qui, pour être prononcés dans son âge mûr, représentent déjà l'opinion de sa jeunesse.

Durant ce tragique printemps de 1848, il suit avec une attention de jour en jour plus inquiète, la marche trouble des événements. S'il rend hommage à Lamartine ou à Dupont de l'Eure, il ne les aperçoit pas moins hésitants et timorés, débordés par les meneurs de la « Révolution prétendue philosophique, » les prêcheurs de clubs, « tous les fous criminels déchaînés sur la France. »

« Le mauvais de la situation n'est pas dans les hommes, mais dans les choses ; la majorité du gouvernement provisoire est admirable, les hommes du *National* sont pleins de sens et de cœur. Lamartine a des moments sublimes d'éloquence et de courage, mais sa force ira-t-elle jusqu'au bout ? Sera-t-il contraint de quitter la place seul ou avec les meilleurs ? Seront-ils tous balayés par une avalanche ? Voilà ce qu'on se demande

(1) Lettre à M. d'Espine, 17 avril 1848.

avec angoisse et nul ne peut répondre du lendemain. Il faudrait que le Gouvernement pût se maintenir contre ce qui le déborde jusqu'aux élections qui vont se faire, qu'il sortît de ces élections gigantesques une Assemblée raisonnable et que cette Assemblée décrétât la Constitution américaine : un Président et deux Chambres ; mais que de doutes et de périls jusque-là (1) ! »

Après le tumulte du 15 mai, devant le péril imminent, ses amis l'adjurent de quitter Paris, d'aller se réfugier en province. Il reste sourd à tous les conseils. A la princesse Belgiojoso, qui, dans un appel pressant, insiste à nouveau pour qu'il vienne la rejoindre en Italie, lui vantant la douceur de vivre à Portici, « dans un paradis sur le bord de la mer, sous des bosquets d'orangers, de palmiers et d'aloès, dans un air qui semble imprégné d'intelligence, tant il est sympathique et vivifiant, » il oppose le même refus obstiné : « Je suis vivement touché, ma chère sœur, mais, hélas ! il n'y faut point songer, à présent moins que jamais ; je vivrai et je mourrai avec mon pays. »

Les journées de Juin le trouvent inébranlable dans sa volonté, et c'est le 26, au fracas de la canonnade, qu'il fournit à Ulric Güttinguer ces explications d'un si noble stoïcisme :

« Monsieur et ami,

« Votre souvenir est de ceux qui me font du bien, quand ils viennent me chercher, soit dans les bons, soit dans les mauvais jours.

« J'ai reçu des conseils de retraite en province ou à la campagne et je les ai tous rejetés. Voici mon plan de vie et de mort. Je suis un soldat de la science, je resterai à mon poste, c'est-à-dire à Paris, car nulle autre part, mon travail ne peut se continuer et, si le péril extrême arrive pour moi, il me trouvera occupé comme Archimède, entre une phrase dictée et des notes pour la suivante.

« Je ne puis vous dire que j'ai une grande confiance dans la paix que l'énergie du général Cavaignac vert nous procurer. Les doctrines des soi-disant socialistes survivront à la défaite des atroces fanatiques qu'elles ont armés contre la liberté, la propriété, la raison, la morale, en un mot contre la conscience du genre humain. Ces doctrines délétères nous assiègent de toutes parts et sous toutes les formes : elles seront un poison lent pour

(1) Lettres à la princesse Belgiojoso, 25 mars 1848.

la société, si elles ne sont pas une mine qui éclate sous elle.

« A ce propos, je crois que le vers de Virgile, qui vous rend si triste, ne ment pas tout à fait à votre égard. La terre est ce qui tiendra le plus longtemps dans les mains de ceux qui la possèdent. C'est la chose la plus résistante, elle sera grevée et regrevée bien des fois, avant d'être partagée, suivant les Babouvistes, ou de tomber dans le domaine de l'État, suivant les socialistes de toutes couleurs. On peut donc vous dire avec le poète : *ergo tua rura manebunt*, et, par comparaison du moins, vous appeler heureux. Les capitaux partiront avant la terre et avant les capitaux, tout avantage possédé à un titre intellectuel. Pour moi, la chose est déjà faite ; ç'a été un balayage complet. La République m'a traité comme l'un des abus du dernier règne. Rendez grâces à Dieu de ce que vous n'êtes pas seulement un auteur plein de grâce et d'esprit.

« Adieu, Monsieur et ami, pensez à moi dans vos promenades solitaires et me croyez tout à vous de haute estime et de sincère attachement. »

Dans cette lettre, où l'historien du Tiers-État montre une si claire prescience des félicités réservées à l'univers par le collectivisme intégral, une phrase fait discrètement allusion aux préjudices matériels que lui a causés la Révolution.

Ceux-ci ne laissaient pas d'être considérables, si l'on s'en rapporte à d'autres aveux moins déguisés, épars dans la Correspondance. « La catastrophe de Février, et ses suites, se plaint-il en 1850 à M. de Circourt, m'ont enlevé 10 800 francs de revenus, qui sont irrévocablement perdus pour moi et, malgré tous mes efforts, je n'ai jamais pu retrouver un centime. » L'un des premiers actes, en effet, du Gouvernement provisoire avait été de supprimer les pensions littéraires accordées par Louis-Philippe et l'Assemblée Constituante, malgré les efforts de Lamartine, ne les ayant pas rétablies, toutes celles, qu'à des titres divers touchait Augustin Thierry, avaient cessé d'être payées. Il en résultait pour lui un désarroi financier d'autant plus inquiétant qu'il s'était endetté pour meubler à neuf son pavillon du Mont-Parnasse.

Les alarmes qu'il éprouve à ce sujet se traduisent en confidences accablées. « La Révolution m'a rudement appris que je n'étais rien, rien qu'un des abus du régime brisé par elle et la folie que j'ai faite, après votre départ, de meubler mon salon

en rideaux de soie, portières en tapisserie, grand lustre, etc... m'a endetté de 5000 francs, en sus du reste. Cela amusait, il y a deux mois, mon imagination d'aveugle, et maintenant cela me pèse comme une dérision de ma fortune présente : je crois voir une tête de mort qui me sourit (1). »

Du moins, croyait-il pouvoir conserver dans ce désastre le traitement de 4 500 francs qui lui avait été alloué pour diriger les travaux de la *Collection des Documents du Tiers-État*. Carnot, Vaulabelle, ni Falloux, n'avaient, à cet égard, rien voulu changer aux décisions de Guizot ; mais à la fin de 1849, M. de Parieu arrivant à l'Instruction publique, par un arrêté en date du 29 décembre, transformait ces émoluments en une indemnité éventuelle, payable à la publication de chacun des volumes du Recueil.

Augustin Thierry se montra fort ému d'une mesure qu'il considéra comme « une marque publique de blâme et de défiance » à son adresse et protesta vivement auprès du Ministre. A l'inutilité de ses efforts, il comprit amèrement que les temps n'étaient plus où il pouvait compter sur la bienveillance du Pouvoir et les égards jusqu'alors accordés à celui dont toutes les heures de travail étaient glanées sur les jours de souffrances.

Afin de pouvoir contenter plus vite les exigences ministérielles, modifiant à regret le plan qu'il avait arrêté, l'historien se résolut donc à interrompre en 1715 l'introduction générale destinée au premier volume de la collection, à renvoyer en tête du second le *Tableau de la France Municipale*, auquel il travaillait avec Louandre et Bourquelot, réservant pour un troisième, la conclusion de l'Histoire du Tiers-État, qui devait comprendre les règnes de Louis XV et de Louis XVI, jusqu'à la réunion de l'Assemblée Nationale.

L'année 1850 s'écoule ainsi pour lui, dans un labeur forcé, qu'il poursuit sans entrain, presque sans conviction. Les théories qu'il construisait naguère avec tant de foi sur l'ascension progressive du Tiers-État, l'avènement de la monarchie constitutionnelle, terme logique de cette évolution et fin providentielle du travail de huit siècles, lui semblent à présent contestables et peut-être caduques.

A diverses reprises, il se plaint « de ne plus voir clair sur sa

(1) Lettre à la princesse Belgiojoso : 11 avril 1848.

route » et lorsque paraît enfin le volumineux in-quarto qui donne satisfaction aux impatiences de M. de Parieu, il accompagne de cette lettre désenchantée son envoi à Henri Baudrillart :

« Monsieur et ami,

« Voici le volume auquel vous avez la bonté de vous intéresser. Je désirerais qu'il vous fût possible de venir en causer avec moi, lorsque vous l'aurez lu entièrement.

« Cette question de la destinée du Tiers-État est le nœud de toute notre histoire ; elle me semblait jusqu'à ces derniers temps d'une clarté incontestable ; je croyais y voir le secret des vues de la Providence à notre égard. Aujourd'hui, je l'avoue, des doutes me viennent et je sens le besoin de me raffermir.

« Comment poursuivre avec la même conviction jusqu'à 1789, cette histoire que j'ai conduite du XIIe siècle à la fin du règne de Louis XIV, en croyant que depuis 1830, nous étions arrivés au but marqué pour nous, il y a six cents ans ? Où placer maintenant l'avenir de la France qui me semblait être évidemment l'alliance de la tradition monarchique et des principes de liberté : le Gouvernement constitutionnel ? Voilà, Monsieur, les incertitudes qui me gagnent et qui ont remplacé dans mon esprit la foi la plus entière. Si la vôtre ne partage pas mes défaillances, je trouverais là, pour continuer ma route, un encouragement et un appui. »

La mort de Louis-Philippe, achevant de ruiner les espoirs de restauration qu'il conserve au fond du cœur, vient encore augmenter sa tristesse : « Elle m'a été sensible à un point que je ne saurais dire, écrit-il à M. de Circourt ; j'en ai souffert comme si elle rendait plus misérable encore le malheureux état de mon pays. Tant que vivait le chef de notre dynastie constitutionnelle, il me semblait qu'entre elle et nous, la séparation n'était pas encore complète. C'était une illusion, je le sais bien, mais cette illusion me rendait moins lourd le poids de la réalité. Aujourd'hui, rien ne me dissimule plus la profondeur de l'abîme creusé entre le présent et un passé auquel m'attachaient mes idées, mes affections, mes études, tout ce que j'avais dans la raison et dans le cœur. »

Il garde contre Louis-Napoléon la même défiance et les mêmes préventions qu'il manifestait dix ans plus tôt contre l'auteur des échauffourées de Boulogne et de Strasbourg : mais la République

ne pouvant, dans sa pensée, conduire qu'à deux solutions, l'anarchie socialiste ou la dictature, il préfère encore cette dernière, malgré ses répugnances, au « chaos de honte et de sang. »

Après l'élection du 10 décembre, sa conviction est faite : c'est la marche à l'Empire : « Ou ce qui se prépare, ou l'anarchie complète, prévient-il lady Holland, voilà la triste alternative où le pays est placé ; la France continue à boire le calice de sa révolution républicaine : c'est ce qu'il faut dire en baissant le front et la honte date pour nous de ce jour-là. » Le coup d'État ne lui cause donc aucune surprise, mais non plus aucune révolte. Il l'accepte sans joie, comme le remède héroïque qui doit permettre au pays de se sauver du pire.

C'est le sentiment qu'il exprime à la princesse Belgiojoso, aussitôt après le plébiscite : « Je ne sais si Mignet vous a écrit depuis les derniers événements, il est profondément triste de l'exil de Thiers à qui la France est interdite. Quant à moi, j'ai vu disparaître le régime parlementaire, ce rêve de ma jeunesse, cet objet de tous mes vœux de publiciste, avec une douleur véritable, combattue, mais non tempérée par le sentiment de l'horrible danger vers lequel nous marchions à grands pas. Je me suis trouvé dans l'état d'un homme qui se sent la vie sauve et qui sent aussi qu'il a perdu tout ce qui faisait le prix de sa vie. »

Et quelques mois plus tard, résigné, mais non converti, réfractaire à l'enthousiasme soulevé par la proclamation de l'Empire, il porte sur l'enchaînement des circonstances qui le rendirent inéluctable le jugement réfléchi de ses méditations d'historien.

« Je ne suis pas prophète, mais j'ai dit au lendemain du 24 février que telle était la fin dernière de cette triste et incroyable folie d'une république française. C'était forcément l'anarchie, et, pour en sortir, toutes les portes se trouvant fermées, hors une seule, on devait s'y précipiter. Le vote du 10 décembre 1848, que nos amis orléanistes regardaient comme une illumination de l'instinct national, menait, même sans un coup d'État, au vote du 20 décembre et, comme les nations, une fois lancées, vont aussi droit et ne s'arrêtent pas plus qu'un boulet de canon, le 20 décembre, c'était la restauration de la dynastie impériale.

« Il se peut que mon métier d'historien me fasse illusion, mais je vois là une preuve de la puissance de l'histoire dans les affaires humaines qu'on s'imagine gouvernées avec la raison

pure et la logique. Nous avions été séparés par une catastrophe imprévue de notre grande histoire, de celle de huit siècles; nous ne pouvions plus y rentrer, parce qu'elle était malheureusement divisée contre elle-même : nous nous sommes amarrés à la petite, à celle du Consulat et de l'Empire et nous nous y sommes accrochés, comme les gens qui se noient, avec frénésie.

« Voilà le fond des choses. On a beau rechigner en paroles et multiplier les épigrammes, il n'y a pas d'épigrammes qui puissent prévaloir contre cela : le 24 février portait en soi le 2 décembre, et le 2 décembre portait l'Empire (1). »

Augustin Thierry verra les premières années, les années heureuses du nouveau règne, sans en subir le prestige. Cette apparente prospérité demeure fallacieuse à ses yeux. Fidèle aux principes de l'école libérale de 1822 qui ont décidé les convictions de sa vie, il ne cessera point de considérer l'Empire comme un régime d'accident, promis, de par son illogisme même, à toutes les vicissitudes, parce qu'il brise la tradition nationale, entrave le développement normal du pays, dont il a bouleversé l'histoire.

L'heure de l'action est passée pour lui et ses infirmités le retiennent à l'écart de la mêlée. Son opposition restera donc toute doctrinale et académique, non pas même frondeuse comme celle de Villemain, mais plutôt distante et hautaine comme celle des Cousin, des Guizot et des Sacy. Vainement, Fortoul, qu'il a protégé au temps de ses débuts universitaires, avec lequel il a longtemps maintenu des rapports amicaux, voudra-t-il essayer de la séduction, faisant miroiter à ses yeux la plaque de grand-officier : l'apologiste de 1830, le contempteur du césarisme, ne se ralliera jamais à Napoléon III.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

(1) Lettre à la princesse Belgiojoso, 19 décembre 1852.

LA LOI DE HUIT HEURES

JUGÉE PAR LES FAITS

La question de la limitation légale de la durée du travail, c'est-à-dire de l'intervention du législateur sur un domaine duquel pendant de longs siècles il s'était tenu écarté, a pris, au cours des dernières années, et particulièrement depuis la guerre, un développement extraordinaire. Non seulement elle a donné naissance à des lois et règlements qui, chez de nombreuses nations, ont traité de la matière; mais elle a débordé les frontières des peuples et a fait l'objet des délibérations d'organes internationaux, essayant d'établir une législation internationale et de lier ainsi les divers groupements humains les uns vis-à-vis des autres.

La loi de huit heures, brusquement imposée à la France par une sorte d'improvisation gouvernementale et parlementaire, a produit un véritable bouleversement dans les conditions du travail, de la production industrielle, de l'activité commerciale de notre pays. Appliquée avec un zèle qu'il est permis de qualifier d'excessif, elle a entraîné des conséquences que personne n'entrevoyait d'abord, ou plutôt sur lesquelles on a voulu fermer les yeux. Le réveil a été rapide et douloureux. De toutes parts il a fallu constater le relèvement des prix de revient, qui, à une époque où le renchérissement de la vie est un des plus graves sujets d'inquiétude, rend plus difficile la solution des problèmes économiques. C'est par milliards que se chiffrent les pertes annuelles que subit de ce chef la communauté, et cela au moment où la concurrence étrangère est plus pressante que jamais. Les augmentations invraisemblables d'effectifs du personnel auxquelles il a fallu procéder, l'accroissement soudain

des charges imposées aux entreprises, ont ébranlé jusque dans leurs fondements un certain nombre de celles-ci. Aussi des plaintes s'élèvent-elles de tous côtés. Des voix innombrables réclament une modification de l'état de choses actuel. Le lecteur ne s'en étonnera pas, lorsque nous aurons mis sous ses yeux les faits qui jugent la législation des huit heures.

I. — HISTORIQUE

Remontons aux origines, dont quelques-unes sont lointaines. La Grande-Bretagne avait inauguré en 1802 la règlementation légale du travail en limitant à douze heures la journée des « apprentis des paroisses, » c'est-à-dire des enfants des indigents assistés. La mesure fut généralisée par la loi Ashley (*factory act*) de 1833, qui établissait un maximum de 48 heures par semaine pour tous les enfants jusqu'à 13 ans et de 69 heures par semaine pour les adolescents de 13 à 18 ans, avec interdiction du travail de nuit et création d'inspecteurs des fabriques. La journée de 10 heures pour les femmes et les enfants employés dans les grandes industries fut votée en 1847.

En France, la première loi sur le travail des enfants fut promulguée le 22 mars 1841. En 1848, un décret du 21 mars fixa la journée de travail des adultes à 10 heures à Paris et à 11 heures en province : mais il n'a pas été appliqué ; il fut remplacé par la loi du 9 septembre 1848, qui fixait le maximum de la journée à 12 heures. Cette dernière loi resta en vigueur jusqu'à l'établissement de celle de 8 heures, pour les fabriques occupant exclusivement des hommes adultes. Depuis 1904, la limite légale était abaissée à 10 heures dans les établissements industriels occupant à la fois des hommes et des femmes. Parmi les inconvénients de cette dernière disposition, on a signalé celui de faire regagner le logis simultanément par le mari et sa compagne, au lieu de permettre à celle-ci de rentrer plus tôt et de préparer le repas familial. Quoi qu'il en soit, on voit que l'intervention du législateur s'était surtout exercée en faveur des femmes et des enfants; en aucun cas, il ne s'était préoccupé de se lier vis-à-vis des nations étrangères ni de demander à celles-ci de prendre des engagements envers nous. Cette phase nouvelle du problème est apparue à la suite de la Grande Guerre.

L'article 427 du Traité de Versailles, qui en forme à lui seul la section II intitulée : « Principes généraux, » débute ainsi : « Les hautes parties contractantes, reconnaissant que le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international, ont établi, pour parvenir à ce but élevé, l'organisme permanent prévu à la section I et associé à celui de « la Société des Nations. » Puis, parmi les méthodes et principes que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer, autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient, le même article 427 inscrit l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures, comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu. La Conférence générale de l'organisation du Travail de la Société des Nations, réunie à Washington en octobre 1919, exécuta cette recommandation en adoptant un projet de convention à ratifier par les membres de l'organisation internationale du travail.

Ce projet énumère les établissements industriels auxquels la convention s'applique, les soumet à la loi de huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine, sauf exceptions, n'autorise d'ailleurs de dépassements passagers qu'à la condition de ramener ensuite la moyenne du travail à un maximum de 48 heures par semaine, accorde 56 heures par semaine dans les travaux à effectuer par équipes, indique les dérogations permanentes ou temporaires autorisées pour les travaux intermittents ou de surcroît, oblige les Gouvernements adhérents à communiquer au bureau international du Travail les renseignements sur tous les cas ayant donné lieu à une dérogation à la loi. Le projet contient des dispositions particulières à un certain nombre d'États, tels que le Japon, l'Inde, la Grèce, la Roumanie. Il prévoit que la convention peut être suspendue dans tout pays par ordre du Gouvernement, en cas de guerre ou d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale. Ne sont liés que les membres ayant expressément ratifié la convention.

Si nous examinons la question au point de vue philosophique, nous pouvons nous demander quelle est la portée du passage du Traité de Versailles déclarant que « le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise

ou un article de commerce. » Certes, nous ne songeons pas à proclamer identique le travail intellectuel ou manuel de l'homme et le produit matériel de ce travail, né de la conception d'un inventeur et de l'exécution par un manœuvre.

Cependant nous ne pouvons pas ne pas reconnaître que la vie de l'humanité est faite de marchés dans lesquels le travail s'achète et se vend. Lorsque Pasteur recevait à l'École normale le prix des leçons qu'il y professait, ou lorsque le maçon touche le salaire de la journée au cours de laquelle il a édifié le mur d'une maison, le premier donnait sa science, et le second dépense sa force musculaire contre une rémunération en argent. Si ce n'est pas un acte de commerce, c'est tout au moins un acte d'échange, sans que pour cela le mérite ni la valeur de l'enseignement du grand savant ou de l'effort du tailleur de pierres se trouvent le moins du monde diminués.

Il est bien peu d'actes de notre existence qui n'impliquent pas l'utilisation de notre travail en vue de l'obtention d'une récompense matérielle, qui en est le prix direct ou indirect. C'est là un commerce qui n'a rien de contraire à la dignité humaine. En dehors du nombre très restreint d'hommes, qui, ayant hérité d'un capital, lequel d'ailleurs n'était lui-même que du travail accumulé, peuvent, pendant un certain temps, vivre du produit de ce capital, sans y ajouter un effort nouveau, l'universalité des êtres humains gagne sa vie, c'est-à-dire vend son travail.

Ajoutons que beaucoup d'hommes qui ont travaillé pendant une partie de leur existence passent, à un certain âge, par suite de l'organisation moderne des retraites, de la première dans la seconde catégorie. On connaît le développement considérable pris par ces institutions, soit que l'État intervienne, soit que les employeurs particuliers organisent les Caisses qui serviront des rentes à leur personnel au fur et à mesure qu'il acquiert le droit au repos. Si les retraites ouvrières et paysannes, créées par la loi de 1910, ne fonctionnent pas encore dans la mesure espérée par le législateur, les compagnies de chemins de fer, les charbonnages, la Banque de France, de nombreuses entreprises privées servent à leur personnel, après qu'il a quitté leur service, des retraites souvent élevées. Tous les fonctionnaires de l'État et des administrations publiques sont dans le même cas. On sait quelle fraction de plus en plus grande ils

représentent dans la population. Voilà donc des millions de Français qui, après avoir travaillé pendant 25 ou 30 ans, c'est-à-dire la moitié de leur vie, ont droit à un revenu viager. Ils entrent ainsi dans la classe des oisifs. Certains d'entre eux recherchent un nouvel emploi de leur activité. On voit des hommes de 50 ou 55 ans, vigoureux de corps et d'esprit, recommencer une carrière et en joindre le produit à la pension qu'ils touchent en vertu de leur travail antérieur. Le législateur va-t-il s'aviser un de ces jours d'intervenir de ce côté, et, après avoir limité les heures du travail, prétendra-t-il borner le nombre des années au cours desquelles il sera permis à chacun de nous de s'occuper ?

Le travail, de plus en plus en honneur dans les sociétés modernes, à mesure que leur existence se complique davantage et que la nécessité pour chacun des membres de la communauté de contribuer pour sa part au résultat d'ensemble apparait plus clairement, n'est plus abandonné aux esclaves comme dans certaines sociétés antiques. Il n'est évidemment pas une marchandise comme une autre ; il en est une d'une nature spéciale, infiniment respectable, puisqu'elle n'existe que par l'énergie morale et physique de l'homme. Il dépend au premier chef de la personnalité humaine, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus élevé et de plus précieux sur cette terre. Mais il s'échange, et dès lors il fait l'objet d'un acte commercial.

Cette conception, si elle avait été clairement réalisée par les auteurs du Traité de Versailles et les membres de la Conférence de Washington, les aurait peut-être arrêtés dans la voie de la réglementation à outrance dans laquelle ils ont engagé l'univers. Si la liberté de commerce est aujourd'hui proclamée chez la plupart des peuples, n'y a-t-il pas contradiction entre ce principe et l'intervention de l'État dans les rapports entre ouvriers et patrons, entre travailleurs et employeurs ?

Notons d'ailleurs que patrons et employeurs travaillent en général beaucoup plus qu'ouvriers et employés, et que le législateur n'a pas songé à limiter ce travail intellectuel des chefs d'entreprise, qui use les forces bien autrement qu'une simple contraction musculaire. Si la loi devait véritablement protéger l'homme contre lui-même, c'est-à-dire l'empêcher de travailler au delà de ce qui est raisonnable, elle viserait en première ligne ceux qu'on appelle parfois les capitaines d'industrie et

dont le labeur dépasse fréquemment, et comme durée et comme intensité, la commune mesure. La conservation de ces individus importe autant à la nation que celle des autres. Cependant le législateur les ignore, de même qu'il laisse libres ceux qui travaillent isolément, en famille ou avec un petit nombre d'ouvriers.

On arguë de la nécessité de protéger l'homme dénué de ressources, qui est obligé de conquérir chaque jour son salaire en luttant contre les exigences de celui qui détient le capital. Mais, dans le monde moderne, le travailleur, sans lequel aucune entreprise ne peut vivre, est dans une position de plus en plus forte : il a à sa disposition la puissance de l'association. Partout nous avons vu s'organiser des groupements d'ouvriers qui défendent leurs intérêts. Ne sont-ils pas de taille à discuter et à obtenir satisfaction ? De leur côté, l'État et les municipalités peuvent intervenir en vertu de leurs droits de police et s'assurer, notamment au point de vue de l'hygiène, que les prescriptions sanitaires sont observées.

Il est à remarquer que l'article 427 du Traité de Versailles ne parle que des communautés « industrielles » et ne mentionne en aucune façon le travail agricole, auquel on a voulu étendre les projets de réglementation internationale.

Nous examinerons l'état actuel de la législation française, l'effet qu'elle a eu sur un certain nombre d'industries. Nous jetterons ensuite un coup d'œil sur les principales législations étrangères. Nous terminerons en exposant les desiderata qui se font jour à l'heure actuelle au point de vue de l'abrogation, de la suspension ou de la modification de la loi de huit heures.

II. — LÉGISLATION FRANÇAISE

Sans attendre la réunion d'une conférence internationale, appliquant chez elle les principes qu'elle faisait inscrire dans le Traité de Versailles, la France établit, par la loi du 23 avril 1919, la journée de huit heures. Cette réforme a été opérée par une modification du titre 1er du livre II du Code du travail : elle s'est traduite par le texte suivant : « Dans les établissements industriels ou commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseigne-

ment professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un ou l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine. Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de cet article. »

Postérieurement à cette loi fondamentale, sont intervenus des lois et des décrets réglementant, pour chaque profession, l'application de la loi de huit heures en France. Nous en citerons un certain nombre, afin de montrer dans quel sens se sont développées les prescriptions législatives ou administratives.

La loi du 24 juin 1919 s'applique aux mines de combustibles ; elle admet des dérogations en cas de guerre ou de tension extérieure et pour travaux continus. Le décret du 30 août 1919 concerne les industries du livre, des cuirs et peaux ; il permet la récupération des interruptions au moyen de journées de 10 heures au maximum. La ganterie fait l'objet d'un décret du 27 août 1920 ; le vêtement, d'un décret du 12 décembre 1919. Celui-ci autorise 120 heures par an de travail supplémentaire, réparties par moitié sur 15 samedis et sur 60 journées autres que le samedi. La dérogation est élevée à 250 heures par an pour la teinturerie de plumes.

Le même décret s'applique aux textiles. Si le mode adopté est la semaine anglaise de 48 heures, le repos du samedi après-midi peut être remplacé par un repos égal les jours de marché local. L'inspecteur du travail peut autoriser la récupération des heures de chômage de morte saison jusqu'à concurrence de 100 heures par an.

Le personnel employé à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries, chaudières, cuves et bacs, les mécaniciens, électriciens, chauffeurs, réparateurs de matériel, peuvent travailler 2 heures après la fin du travail des autres ouvriers. Le personnel dont le travail est coupé de longs repos, tel que surveillants, gardiens, aiguilleurs, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, magasiniers, service d'incendie, peuvent aller jusqu'à 12 heures de travail, nous aurions dit de « présence. » En cas d'accident ou de force majeure, les heures per-

dues peuvent être récupérées, avec un maximum de 10 heures de travail sur 24.

Pour les chaussures en gros, les décrets du 19 novembre 1919 et du 16 mars 1921 prévoient la semaine de 48 heures, avec un maximum de 9 heures les cinq premiers jours et de 5 heures le samedi matin. Dans le département de la Seine, la limite est de 8 heures 40 minutes et 4 heures 40 minutes le samedi. Cette différence de vingt minutes nous laisse rêveurs.

Pour la batellerie fluviale, le décret du 28 novembre 1919 prend comme base non pas la durée du travail, mais la présence, qui est fixée à 9, 10 ou 11 heures, selon les mois de l'année; des dérogations sont autorisées pour les chauffeurs, charretiers, conducteurs de tracteurs. C'est un des cas très rares où le législateur, se rendant à l'évidence, a consenti à distinguer entre l'effort véritable du travailleur et sa présence sur les lieux où il est occupé de façon intermittente.

Pour les hôtels, restaurants et cafés de la région parisienne, un décret du 2 août 1920 exige un repos ininterrompu de douze heures entre deux journées de présence, accorde des dérogations pour les cuisiniers, lingères, chauffeurs, chefs d'équipe, surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs, pompiers. Ne bénéficient pas du décret, les directeurs, secrétaires, gérants, maîtres d'hôtel, chefs de cuisine, chefs sommeliers, cavistes, premières caissières, premières lingères.

Les magasins de coiffure et postiches (décret du 26 août 1920) ont droit à 51 heures de travail par semaine à Paris, 54 heures dans les villes de plus de 25 000 habitants, 60 heures dans les autres communes. Il y a des dérogations pour les jours fériés; un surcroît de travail est autorisé.

Nous pourrions multiplier les citations. Il est bien peu de branches de l'activité humaine qui ne se soient vues gratifiées d'un règlement particulier. Un décret spécial a organisé un régime temporaire pour les entreprises de bâtiments et de travaux publics dans les régions libérées.

C'est un véritable code de la durée du travail qui a été rédigé depuis deux ans. On voit quelle en est l'extrême complexité. Ne démontre-t-elle pas à elle seule l'erreur du législateur, qui, après avoir voulu coucher dans un lit de Procuste toutes les formes de l'activité humaine, a dû reconnaître aus-

sitôt que ces formes sont essentiellement variables, qu'elles ne se manifestent pas également à toutes les époques de l'année, qu'il est des besognes dont l'ordre est commandé par les lois naturelles et ne saurait se plier au joug d'une règle uniforme, que d'autre part le mot travail sert à désigner des efforts d'une intensité bien différente les uns des autres, qu'il n'y a par exemple aucune comparaison à établir entre le labeur d'un métallurgiste qui manie des lingots d'acier à une température de 1 500 degrés et celui d'un garde-barrière qui, en vingt-quatre heures, regarde passer deux trains montants et deux trains descendants.

Voyons maintenant quelles ont été, dans la pratique, les effets de ces mesures. Il nous suffira de passer en revue quelques-unes de nos principales industries pour constater le désordre qu'elles ont provoqué.

III. — EFFETS DE LA LOI DE HUIT HEURES DANS QUELQUES INDUSTRIES FRANÇAISES

Commençons par les chemins de fer, cette industrie essentielle, de laquelle toutes les autres dépendent. La mesure fut mise en vigueur au moment le plus critique, alors que le parc national de matériel était amoindri de près d'un septième du nombre de wagons et de voitures qu'il comptait au début des hostilités et qu'il était en fort mauvais état d'entretien : le chiffre moyen des locomotives réformées s'était accru dans la proportion de 1 à 12, celui des wagons de 1 à 10 et demi. La reprise de la vie économique exigeait cependant un trafic intense et un redoublement d'activité. C'est l'heure que l'on choisit pour limiter la durée du travail. Les réseaux émirent, à l'unanimité, l'avis que la loi ne pourrait être appliquée intégralement sans porter un grave préjudice au régime des transports : ils n'en durent pas moins s'incliner et modifier de fond en comble les conditions d'exploitation.

La loi de huit heures a nécessité une augmentation brusque de plus de 100 000 agents, dont 10 000 pour la seule catégorie des mécaniciens et chauffeurs. L'effectif s'est accru dans la proportion de 25 à 32 pour 100 pour les agents des gares, de 30 à 37 pour 100 pour les agents des trains, de 40 à 42 pour 100 pour les mécaniciens et chauffeurs. En même temps, la

dépense moyenne par agent passait de 2 160 francs avant la guerre à 6 632 francs. Les frais du personnel ont représenté, en 1920, 58 pour 100 des recettes d'exploitation, au lieu de 36 pour 100 en 1913.

Cette multiplication des emplois, loin d'améliorer le trafic, a amené une diminution du rendement. Il a fallu instantanément élargir les cadres et recruter du personnel à tout prix. La nécessité d'assurer le service a fait abaisser les périodes de stage. C'est ainsi que le certificat d'aptitude a dû être accordé aux mécaniciens au bout de quelques mois, au lieu de trois ou quatre ans. Les résultats inévitables n'ont pas tardé à se faire sentir; le nombre des accidents s'est accru. Au lieu de 61 tués et 412 blessés en 1913, il y a eu 122 tués et 1 164 blessés en 1920. D'autre part, les vols, pertes et avaries ont passé de 17 millions de francs en 1913 à 242 millions de francs en 1920; cette formidable aggravation est due en grande partie à l'inexpérience des agents; des hommes insuffisamment préparés encombrent les services, où ils mènent une vie de paresse obligatoire. Leur nombre a été doublé dans mainte petite gare où il passe un ou deux trains par jour. Aux heures de désœuvrement, les employés exercent un second métier et contribuent ainsi à augmenter le chômage parmi ceux dont ils prennent la place. Une protestation du syndicat des ouvriers tonneliers de la Seine a été significative à cet égard : beaucoup de tonneliers, disait-elle, ne peuvent trouver de travail, parce que leur place est prise, dans les chais et les magasins, par des bénéficiaires de la loi de huit heures, et en particulier par des cheminots. L'augmentation de l'effectif de ceux-ci a eu pour résultat de faire abandonner les campagnes par un grand nombre d'ouvriers agricoles. Un préfet écrivait à une compagnie de chemins de fer que « si elle continuait à drainer les ruraux, le jour arriverait vite où la population ouvrière de la campagne serait tellement réduite que la terre ne pourrait plus être cultivée. » Cette remarque s'applique d'une façon générale à toutes les augmentations d'effectifs d'ouvriers industriels provoquées par la loi de huit heures. M. Jeanneney, rapporteur au Sénat du budget des Chemins de fer de l'État, a déclaré « qu'enlever aux campagnes, comme on l'a fait, des travailleurs dont elles ont tant besoin, pour surpeupler et encombrer des bureaux et des gares, pour les y entretenir, faute de travail, dans une

oisiveté pernicieuse pour eux, démoralisante pour ceux qui la constatent et ruineuse pour les finances publiques, c'est faire œuvre lamentable. »

Cette loi a diminué le rendement du personnel, prolongé la crise des transports, née de la guerre, ralenti et contrarié l'effort de la réorganisation ; elle a augmenté les dépenses d'exploitation et par suite relevé le prix des transports. Malheureusement, les règlements interprétatifs, loin d'essayer d'appliquer la loi dans un esprit large, semblent n'avoir eu pour but que de la rendre plus vexatoire. On sait qu'elle ordonne que les règlements à intervenir soient pris, d'office, ou bien à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières doivent être consultées : elles forment alors ce qu'on appelle les commissions paritaires. Or la minutie des prescriptions dans lesquelles elles sont entrées a quelque chose de déconcertant. En voici un exemple pris au hasard : il est emprunté au Régime du repos du personnel sédentaire. « Dans les services organisés en trois postes successifs de huit heures, chaque agent effectuera en vingt-quatre jours huit périodes de nuit, suivies d'une interruption de cinquante-six heures, et cinq périodes de soirée suivies d'une interruption de trente-deux heures. Dans les services organisés en deux postes, les repos périodiques seront donnés par alternance des agents d'un poste à l'autre. » Ces quelques lignes ne sont que le début d'une infinité de dispositions rigides, dont les effets économiques ont été désastreux. C'est ainsi qu'il est prescrit que le repos de l'agent doit commencer à telle heure. S'il se produit le moindre retard, non seulement la Compagnie paie une indemnité en argent, mais elle doit, ce qui est infiniment plus grave, la payer aussi en repos supplémentaire. On voit ainsi des mécaniciens ne travailler parfois que quatre heures sur vingt-quatre.

Le service des gares est plus mal fait avec trois équipes de huit heures qu'il ne l'était avec deux de douze heures. Quand par exemple la relève se fait à quatorze heures, beaucoup des arrivants ont travaillé le matin, en dehors du chemin de fer ; lorsqu'ils se mettent à l'ouvrage, ils sont déjà fatigués.

Autrefois, les Compagnies s'arrangeaient de façon à avoir leur personnel présent aux heures d'affluence. Dans l'intervalle,

elles leur laissaient une certaine liberté, dont ceux qui habitaient le voisinage profitaient même souvent pour rentrer chez eux. Le système actuel, qui implique la clôture des gares de midi à deux heures, fait que les expéditions sont singulièrement ralenties. Des colis en grande vitesse mettent trois ou quatre jours à arriver à destination. Certains grands magasins parisiens ont renoncé à solliciter des commandes de fin d'année en province : à cause de la lenteur des envois, elles ne pouvaient pas garantir à leur clientèle qu'ils leur parviendraient avant le 1er janvier. Une de nos compagnies affirme qu'il lui faut 15000 wagons de plus du seul chef de ce ralentissement des chargements.

Les calculs du temps compté comme travail sont abusifs : quand certains poseurs de la voie ont un trajet de plus de deux kilomètres à effectuer pour se rendre au lieu de leurs occupations, on leur paie le temps qu'ils mettent à venir et on le compte à raison de 15 minutes le kilomètre. Ici encore, ces dispositions ont eu pour effet d'augmenter brusquement le nombre des ouvriers, dont le recrutement est d'autant plus difficile et la qualité d'autant plus médiocre. Les voies sont moins bien entretenues qu'autrefois, ce qui a contribué à la plus grande fré quence des accidents.

La loi, étroitement ou plutôt inexactement interprétée, a obligé les compagnies à ne pas compter les heures de travail, mais les heures de présence. Sur des lignes à faible rendement, il a fallu de ce chef doubler le nombre des agents : si par exemple un train passait à six heures et le suivant à dix-neuf heures, deux équipes étaient nécessaires, alors même que dans l'intervalle le calme fût absolu. Dans le service de l'entretien de la voie, les agents travaillent peu en hiver ; ce temps perdu était jadis regagné dans la belle saison, de sorte qu'ils travaillaient en moyenne dix heures par jour. Désormais, ils sont toujours payés à raison de huit heures, même s'ils n'en font que cinq ou six. Pour la traction, chaque mécanicien entretient sa machine et reçoit une prime sur l'économie de houille ; le temps de service étant réduit, il a fallu plus de mécaniciens et plus de locomotives. Les Compagnies ont dépensé 2 milliards de francs à acheter au dehors des machines aux plus hauts prix, à bâtir des remises pour les machines, des logements pour le personnel ; il a fallu organiser ces installations sur les divers points

où le service abrégé s'arrêtait. Ces travaux ont été exécutés au moment où le coût de la construction était au maximum. Cela a été une des conséquences les plus onéreuses de la réglementation. L'application étroite qui en a été faite a eu pour conséquence, d'après M. Margot, directeur général du Paris-Lyon-Méditerranée, de réduire à six heures par jour la durée moyenne du travail effectif.

Les conséquences financières directes sont évaluées à 1 100 millions de francs de dépenses supplémentaires annuelles. A ce chiffre il convient d'ajouter l'intérêt et l'amortissement des 2 milliards dépensés pour locomotives, remises et logements ouvriers, soit au total 1 250 millions de francs. Tels sont les résultats pour les chemins de fer de la loi de huit heures; elle a entraîné en outre des conséquences indirectes que nous avons indiquées et qu'il est malaisé de chiffrer.

Le travail dans les houillères a été réglementé par la loi du 24 juin 1919. L'article 9 en fixe la durée maximum à huit heures; l'article 10 porte qu'« en ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée par chaque poste et chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure d'entrée réglementaire dans le puits des premiers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontés. » Il a aussi été accordé aux mineurs que le repas qu'ils prennent au fond, appelé le briquet, serait compté comme temps de travail. Il en est résulté une diminution générale de la production, que le Comité central des Houillères de France, dans son rapport à l'Assemblée générale du 18 mars 1921, évalue à un cinquième environ par rapport à l'avant-guerre. De ce chef, c'est 10 millions de tonnes de moins que produit notre pays, et qu'il est forcé d'importer. Au prix de 250 francs la tonne, c'est un tribut additionnel de 2 500 millions de francs que nous payons à l'étranger. Si l'on ajoute cette somme à celle de 1 250 millions que nous avons indiquée pour les chemins de fer, on voit que, pour ces deux industries seules, le surcroît de charges annuel atteint 3 750 millions de francs.

D'une enquête faite dans les industries métallurgiques et mécaniques, il résulte que, en ce qui concerne les travaux à feu continu, pour une production journalière restée constante, les effectifs ont dû être augmentés de 45 à 50 pour 100, et, comme la loi oblige de maintenir à chaque ouvrier le même salaire

journalier que sous le régime des dix heures, la majoration des dépenses de main-d'œuvre a été, elle aussi, de 45 à 50 pour 100. D'autre part, il a été établi que la réduction de la journée de travail a été sans influence sur la productivité horaire des ouvriers. Dans les travaux mécaniques et à feu continu, l'augmentation de frais a été de 20 pour 100.

Pour les industries textiles, le travail dans les usines étant limité par le fonctionnement des machines et la vitesse de celles-ci ne pouvant plus être développée, la diminution de production est proportionnelle à la réduction intervenue. Sur les marchés mondiaux, la France se heurte à la concurrence des nations qui n'appliquent pas la loi de 8 heures; la durée du travail dans les tissages et filatures de coton des États du Sud de l'Union américaine est de 54 heures par semaine; en Angleterre, les accords entre ouvriers et patrons, pour des heures supplémentaires au delà des 48 heures normales, sont constants. Au Japon, les tissages de coton travaillent à raison de deux équipes de dix, ou même de onze heures. Aux Indes, la semaine paraît devoir être ramenée à 60 heures, mais en fait la durée en est encore bien supérieure.

Dans les autres industries, nous recueillons des résultats analogues. Une observation faite dans beaucoup de cas, c'est que, contrairement à un espoir qui avait été exprimé, la production de l'ouvrier travaillant 8 heures n'a pas été proportionnellement supérieure à ce qu'elle était lorsqu'il travaillait 10 heures. Non seulement le rendement ne s'est pas amélioré, mais souvent il a diminué; on a constaté des cas où, au lieu de se réduire du cinquième, il avait baissé du tiers.

Nous savons que d'autres circonstances n'ont pas été étrangères à ce fléchissement du rendement au cours des dernières années. La santé de certains travailleurs avait été éprouvée par la guerre : beaucoup de ceux qui représentaient l'élément le plus vigoureux manquent à l'appel; la proportion des malingres, qui n'avaient pas été reconnus aptes au service militaire, diminue la valeur moyenne des équipes; les tout jeunes gens, dont l'éducation s'était achevée ou plutôt s'était arrêtée pendant que leurs pères mobilisés n'étaient plus là pour les surveiller, s'étaient prématurément fatigués. Mais, même en tenant compte de ces faits, il n'en est pas moins certain que l'on ne saurait espérer trouver dans l'intensification du travail au cours d'une

période plus courte une compensation, même partielle, à l'abréviation du temps de présence à l'atelier.

Il en résulte qu'au point de vue économique, la loi de 8 heures, contrairement à ce que pourrait faire croire un raisonnement superficiel, augmente, au lieu de les restreindre, les risques de chômage. En effet, la diminution de rendement de la journée de travail se traduit par un relèvement du prix de revient et par conséquent du prix de vente. Dès lors, les débouchés se restreignent, les commandes se font plus rares, la fermeture totale ou partielle de l'usine est à redouter.

La loi de huit heures n'a pas seulement eu un effet direct sur les frais de main-d'œuvre, elle a eu, sur cet élément de la production, des répercussions multiples. Comme elle a majoré les prix de revient industriels, elle a indirectement fait monter ceux des produits agricoles, par suite de l'augmentation du prix du matériel nécessaire à la culture, de la hausse des frais de transport et surtout de l'accroissement des salaires que l'agriculteur a dû consentir à ses ouvriers, de plus en plus sollicités par les conditions plus avantageuses du travail industriel et par l'attrait des centres urbains. Dès lors, l'ouvrier, voyant diminuer la puissance d'achat de son salaire, en réclamait la hausse ; et le renchérissement gagnait de proche en proche.

Certaines usines ont dû s'arrêter. On cite celle de Mouterhouse dans les Vosges, où une industrie métallurgique, utilisant des chutes d'eau et brûlant le charbon de bois fourni par les forêts du voisinage, existait depuis le XVI[e] siècle. Elle occupait 260 ouvriers travaillant en deux équipes. Du jour où il a fallu en avoir trois, les frais sont devenus prohibitifs ; et d'ailleurs, la population du village n'aurait pas suffi à fournir le nombre voulu d'ouvriers. Il a fallu fermer l'établissement.

Pour la marine marchande, la loi du 2 août 1919 a posé le principe de la journée de 8 heures et du repos hebdomadaire. Le décret du 20 février 1920, qui en a réglé l'exécution, stipule ce qui suit : « Est considéré comme temps de travail effectif le temps pendant lequel le personnel embarqué est, par suite d'un ordre donné, à la disposition du capitaine, hors des locaux qui lui servent d'habitation à bord. » Il faut n'avoir jamais navigué pour assimiler à un travail d'atelier les périodes de veille ou d'attente, si fréquentes dans la vie du matelot. M. Raymond Leygue, rapporteur au Sénat, déclarait que « du fait

de l'application de la loi de 8 heures, le taux du fret français augmente dans de telles proportions que notre commerce ne peut plus l'utiliser. »

Les vapeurs qui, avant la loi, avaient six hommes de pont et deux officiers en dehors du capitaine, sont maintenant tenus d'avoir un effectif de neuf hommes et de trois officiers. En outre, le travail du dimanche à la mer est payé au titre d'heures supplémentaires. Sur la plupart des cargos, l'augmentation du personnel a été de 30 pour 100, ce qui représente une dépense additionnelle annuelle de 84 francs par tonne de jauge brute.

Les résultats n'ont pas tardé à se faire sentir dans notre industrie de la pêche maritime. Nous avons vu les comptes d'armement d'une flottille dans laquelle le produit de la vente du poisson suffit tout juste à couvrir les frais de l'équipage, sans laisser un centime à l'armateur. Aussi les pêcheurs anglais apportent-ils leur poisson dans nos ports du Havre, de Dieppe, de Fécamp, de Dunkerque. Celui de la Belgique arrive par camions automobiles dans nos villes du Nord, celui de l'Allemagne et de la Hollande, dans nos régions de l'Est. Nos voiliers désarment les uns après les autres: sur une belle flotte de quatre-mâts qui allait chercher du fret dans les deux Amériques, deux bâtiments seuls naviguent à l'heure actuelle. Les chargeurs étrangers viennent, jusque dans nos ports, faire concurrence aux nôtres. Nos bateaux de 1500 tonnes sont obligés d'avoir un effectif de pont égal à celui des vapeurs de 6000 tonnes.

Dans l'ensemble, la surcharge imposée à l'armement français par la loi du 2 août 1919 peut être évaluée à 50 millions de francs par an. Les pertes indirectes atteignent un chiffre supérieur. Les autres nations ont refusé d'imiter la France. La loi de 8 heures n'est pas appliquée par les Anglais, c'est-à-dire la nation dont la flotte marchande dépasse de beaucoup en importance celle de n'importe quel autre pays. La conférence de Gênes, à laquelle un accord international avait été proposé, a échoué devant le refus de la Grande-Bretagne.

IV. — ÉTAT DE LA QUESTION A L'ÉTRANGER

La conférence générale de l'organisation internationale du travail de la Société des Nations, convoquée à Washington par

le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919, a décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures : elle a rédigé en conséquence un projet de convention qui a été soumis à la ratification des États membres de l'organisation internationale du travail. Mais quatre États seulement : Grèce, Roumanie, Inde, Tchécoslovaquie, y ont adhéré jusqu'ici. Et encore la Grèce s'est-elle réservé le droit de ne mettre la loi en vigueur qu'au 1er juillet 1923, et même, pour certains établissements, le 1er juillet 1924. La Roumanie a reporté l'exécution au 1er juillet 1924. L'Inde a obtenu un régime spécial de 60 heures par semaine. La Tchécoslovaquie a stipulé des exceptions pour l'industrie sucrière.

Si nous recherchons la conduite adoptée par d'autres pays, nous voyons qu'en Allemagne la journée de huit heures a été établie par les ordonnances des 23 novembre et 17 décembre 1918 pour les ouvriers et par celle du 18 mars 1919 pour les employés. Le code du travail agricole du 30 juin 1919 limite à 2 900 heures par an le travail à la campagne.

Le rapport du directeur du bureau de la Conférence internationale du Travail à Genève prétend que ces ordonnances sont mieux observées qu'on ne l'assure. Une enquête récemment faite aurait établi que la semaine de 48 heures est généralement respectée dans la métallurgie allemande. Cette affirmation est contredite par les rapports de nombreux voyageurs qui ont eu l'occasion de parcourir les districts industriels d'outre-Rhin. En tout cas, l'Allemagne tarde à consacrer législativement le régime des huit heures : le Gouvernement hésite à le proposer au Reichstag.

Le ministre du Travail a soumis au Conseil d'Empire un projet qui, tout en paraissant respecter le principe, cherche à l'adapter aux nécessités économiques. Ce projet ne s'applique d'ailleurs qu'aux travailleurs des usines ; il laisse de côté les employés, le personnel des hôpitaux, les domestiques, les agents de chemins de fer, tramways, canaux et autres moyens de communication d'intérêt public, les pêcheurs et marins. Une clause qui mérite d'être relevée est celle qui défend aux ouvriers d'effectuer un travail de la nature de leurs occupations habituelles auprès d'un autre employeur, si de ce fait la durée légale se trouve dépassée. Les prescriptions ne

s'appliquent pas aux travaux urgents. Le Ministre du Travail peut autoriser par décret un travail supplémentaire de 2 heures par jour dans certains cas déterminés, tels que surcroît de commandes, et pour des industries saisonnières. D'une façon générale, le projet consacre les dérogations, intervenues à la suite d'ententes entre patrons et ouvriers.

Le ministre peut prolonger la durée du travail au delà de 9 heures pour économiser le combustible, à la condition que la durée hebdomadaire ne dépasse pas 48 heures. Il peut, pour motifs d'intérêt public, accorder des dérogations à l'ensemble des dispositions légales. En réalité, cette dernière disposition permet au Gouvernement allemand d'apporter à l'application de la loi tous les tempéraments qui lui paraîtront justifiés par la situation économique.

En Bavière, les démocrates ont proposé un règlement en vertu duquel, dans les industries saisonnières, patrons et ouvriers pourront convenir d'une durée de travail supérieure à 8 heures par jour.

Le ministre de la prévoyance sociale, Oswald, estime qu'il vaut mieux « laisser purement et simplement les choses suivre leur cours et accorder toute liberté aux parties intéressées dans leurs conventions. » Au même moment, M. Mohlich, commissaire d'Empire dans la Ruhr, adresse un appel pressant aux mineurs pour les engager à consentir des heures supplémentaires.

D'autre part, les règlements spéciaux aux chemins de fer distinguent entre le temps de travail et le temps de service, lequel peut atteindre quinze heures.

La Belgique vient à peine de voter la loi de 8 heures qu'elle recule déjà, effrayée des conséquences qu'elle entrevoit. Pour les cheminots, les employés de chemins de fer et de tramways, la durée sera celle du travail effectif et non pas de la présence : le temps des pauses et des relèves d'équipes ne comptera pas dans le calcul des huit heures. De nombreuses associations réclament une adaptation de la loi aux conditions de leurs travaux.

La Grande-Bretagne est, de tous les pays industriels, celui où la journée de huit heures, instituée par des conventions collectives entre associations patronales et ouvrières, est le plus généralement pratiquée et le mieux entrée dans les mœurs. A

l'exception de l'agriculture et de la marine marchande, la plupart des industries sont dans ce cas. La loi n'est intervenue que pour les houillères (*coal mines act 1919*). Néanmoins, l'Angleterre refuse d'adhérer à la convention de Washington. Les associations ouvrières, satisfaites du régime des accords librement consentis par elles, n'insistent pas pour cette adhésion. Les accords prévoient des dépassements de la durée hebdomadaire du travail, payés à un salaire majoré, pour faire face aux nécessités de service. Le Gouvernement anglais déclare que, selon lui, « une méthode rigide de réglementation des heures supplémentaires par voie de législation ou de règlements, ne donne pas des résultats aussi satisfaisants que le système souple des contrats collectifs. »

Nous voyons se dresser là, contre l'idée d'une soumission à un code international, le désir anglo-saxon de conserver sa liberté d'action.

La Grande-Bretagne d'ailleurs n'a peut-être pas à se féliciter de la réduction excessive des heures de travail ni surtout des limitations que les Trade Unions ont apportées à l'intensité du travail. C'est à elles en partie que sont dues les souffrances que traverse en ce moment l'industrie anglaise et les difficultés que rencontre son exportation.

En résumé, des trois grands pays industriels, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la dernière seule a une loi générale de huit heures, dont on peut dire qu'elle n'a guère que la valeur d'un geste théorique. Aucun d'eux n'a adhéré à la convention de Washington.

Le fait que ces nations ne signent pas cette convention est de la plus haute gravité. C'est en effet la perspective de leur adhésion qui avait décidé un certain nombre des groupements qui avaient été consultés par le Gouvernement français, à se prononcer en faveur de la loi de huit heures. La délégation patronale, après avoir énergiquement formulé et développé ses réserves de doctrine et ses objections d'opportunité, avait pris acte de l'éventualité, qu'on lui présentait comme certaine, d'un accord international; elle déclarait que cette considération l'empêchait d'ajourner l'examen de la loi, et qu'il n'eût pas été patriotique de refuser de « collaborer à l'étude des modalités de nature à en atténuer les dangers. » D'un autre côté, les patrons enregistraient l'affirmation des délégués ouvriers que la limita-

tion de la durée du travail ne nuirait pas à la production et même l'accroîtrait. Nous avons montré plus haut qu'il n'en a rien été.

Le directeur du bureau de la Conférence internationale du Travail est aujourd'hui forcé de reconnaître qu'une réaction s'est produite contre le mouvement qui entraînait en 1918 et 1919 les Parlements à voter des lois consacrant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures. Nous retenons l'aveu suivant échappé à sa plume : « L'opinion, se demande-t-il, a-t-elle été frappée par les conséquences économiques de la réforme? ou bien la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue telle que les États industriels ne puissent y souscrire? Comment, à l'heure où les demandes paraissent inférieures aux offres, envisager le développement, ou même le maintien, d'une réforme qui peut constituer une charge pour l'industrie? et cela en présence du fait que les plus grands pays industriels du monde, les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, restent en dehors de l'organisation internationale du Travail? »

Le problème a été résumé par M. Jonnart dans le discours qu'il a prononcé au mois de novembre 1921 à l'Assemblée générale de la Fédération des Associations agricoles du Pas de Calais et des départements voisins. « En Angleterre, disait l'éminent homme d'État, pas de loi. Les industries où la journée de huit heures est en vigueur, la doivent à des accords collectifs librement consentis entre les Trade Unions et les patrons. Aux États-Unis, la durée du travail n'est limitée que pour les ouvriers travaillant au compte de l'Union ou dans une entreprise adjudicataire de travaux publics. Les autres ouvriers ne bénéficient des huit heures que là où un contrat collectif l'a établie. En Australie, au Canada, dans les colonies Sud-Africaines, pas de loi de huit heures. En Allemagne, le projet déposé comporte des dérogations telles qu'il n'en subsiste guère qu'un principe abstrait. Il en est de même en Autriche, en Pologne, en Espagne, en Suède. Ce n'est qu'en France que la loi est strictement appliquée. »

Ce n'est pas l'heure qu'il faudrait choisir pour songer à étendre à l'agriculture une réglementation du travail qui, sur ce domaine, est en contradiction avec la nature elle-même. L'organisation du labeur agricole ne dépend pas de la volonté

de l'homme, elle est commandée par les éléments qui se rient des prescriptions du législateur : c'est le soleil, la pluie, la chaleur, la sécheresse, l'avance ou le retard de la germination, de la floraison, qui dictent les occupations du campagnard. Comment assujettir les efforts, qu'il doit soudainement faire à des époques impossibles à prévoir et pour une durée essentiellement variable, aux articles d'un règlement d'administration publique? Il convient d'écarter les tentatives de mise en discussion du problème de la main-d'œuvre agricole par la question préalable, en invoquant le texte même de l'article 427 du Traité de Versailles.

Un débat s'est engagé le 1er décembre 1921 à la Chambre des députés sur la question de savoir si la Société des Nations était compétente ou non pour connaître de la question. L'article 427 ne parle que des communautés industrielles comme devant « appliquer des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail. » Néanmoins, le gouvernement français, par son mémoire du 13 mai 1921 (1), paraissait avoir admis la compétence du Bureau international du travail, tandis que, le 7 octobre de la même année, il a non seulement soulevé la question d'opportunité, mais fait des réserves sur la compétence. Il est ainsi revenu sur une première démarche qui avait certainement dépassé la portée du Traité de Versailles.

Nous ferons d'ailleurs remarquer que, si on en arrivait, dans une hypothèse qui nous semble devoir être exclue, à réglementer le travail agricole en France, la loi ne s'appliquerait qu'à un petit nombre d'individus. Que nous apprend en effet la statistique? D'après le recensement de 1911, notre population agricole comprenait 8 510 000 personnes, dont 5 220 000 patrons propriétaires, fermiers, métayers, patrons, jardiniers et 3 290 000 employés et ouvriers. Dans cette seconde catégorie se trouvent 2 400 000 individus dénommés « ouvriers journaliers agricoles, » qui sont en réalité de petits propriétaires exploitant leur terre et travaillant chez autrui pendant le temps où leur modeste domaine ne les occupe pas : ce sont des salariés d'occasion, dont le caractère distinctif est de posséder une parcelle du sol et d'échapper en conséquence à toute réglementation du travail. Il ne reste dès lors que 890 000 salariés proprement dits, savoir 745 000 domestiques agricoles, 30 000 charretiers, 115 000 ou-

(1) Cité par M. Queuille à la tribune de la Chambre des députés, le 2 décembre 1921.

vriers jardiniers, auxquels s'appliquerait une loi de huit heures agricole. On voit combien faibles en seraient les répercussions.

V. — ÉTAT DE L'OPINION EN FRANCE

Les vœux tendant à une modification de la loi de huit heures arrivent de tous côtés.

Les Conseils généraux de l'Aube, des Alpes-Maritimes, de la Charente, de la Moselle; les Chambres de commerce de Montluçon, de Foix, de Carcassonne, de Blois, de Calais, de Thiers, de Lyon, de la Roche-sur-Yon, d'Auxerre, de Mazamet, de Bougie, la Chambre syndicale du cycle et de l'automobile, la Ligue de Navigation fluviale ont demandé l'abrogation de la loi. D'autres Conseils généraux, de très nombreuses Chambres de commerce, des groupements tels que le Comité républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, la Conférence internationale du bâtiment et des travaux publics, ont demandé qu'il fût sursis à l'application de la loi. Des dérogations ont été et sont journellement réclamées par les Chambres de commerce, les Conseils généraux, et des groupements de plus en plus nombreux : citons parmi ces derniers l'Union des Chambres syndicales lyonnaises, l'Association nationale d'Expansion économique, le Syndicat général du Commerce et de l'Industrie, la Fédération des commerçants détaillants de France, la Société industrielle du Nord de la France, l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises, l'Union syndicale des banquiers de Paris et de la province, le Congrès de la meunerie. L'une des manifestations récentes les plus significatives a été le dépôt, à la Chambre des députés, par M. Isaac, ancien ministre du Commerce, d'une proposition de loi tendant à suspendre jusqu'au 1er janvier 1925 l'application de la loi du 23 avril 1919. A partir de cette date, la durée du travail dans l'industrie et le commerce serait fixée à neuf heures de travail effectif, sauf pour certaines professions dont le tableau serait dressé par le ministre du Travail. Il serait réservé à une loi ultérieure de fixer la date de la remise en vigueur définitive des dispositions de la loi du 23 avril 1919.

Le débat engagé autour de la loi de huit heures est un des aspects du duel qui se poursuit entre les deux conceptions de la société humaine, l'étatisme et la liberté. D'un côté se rangent

ceux qui estiment que la société, représentée par un certain nombre de mandataires, est plus apte à connaître les besoins des hommes que les individus eux-mêmes et qu'elle a par conséquent le droit et le devoir de leur imposer des règles de conduite de plus en plus nombreuses, de plus en plus astreignantes. De l'autre côté, nous voyons les partisans du libre arbitre, ceux qui croient à la volonté humaine, à la responsabilité de chacun de nous et qui, en assurant l'exercice des facultés individuelles, considèrent qu'il n'y a pas lieu d'intervenir, ou qu'il faut intervenir le moins possible dans les conventions qui, selon la forte expression du Code civil, font la loi des parties.

La législation sur la durée du travail est un des produits les plus remarquables de l'esprit interventionniste. En présence de cette multitude d'actes et de décrets essayant de réglementer l'application d'une sorte d'idéal, une réflexion ne se présente-t-elle pas à l'esprit? Combien le principe d'une loi doit être contestable, à laquelle, dès sa naissance, on est obligé d'apporter tant de dérogations! Cette effroyable complication de prescriptions innombrables ne doit-elle pas nous mettre en garde contre l'atteinte fondamentale portée à la liberté humaine? Voilà à peine deux ans que la loi d'avril 1919 a été présentée au peuple comme un fruit de la victoire, comme une sorte de récompense des efforts et des sacrifices consentis par lui au cours de la guerre; et à chaque pas nous nous heurtons à des difficultés de toute nature. Certes, il n'est pas un de nous qui ne désire procurer à ceux qui travaillent, c'est-à-dire, on l'oublie trop souvent, à la quasi universalité des hommes, la vie la moins pénible possible; mais il s'agit de savoir si c'est en réglant minutieusement chacune de ses journées, en organisant l'emploi de chaque seconde de son temps que l'on rendra le meilleur service à l'ouvrier.

Que se passe-t-il d'ailleurs dans un grand nombre de cas? Personne n'ignore que tel ouvrier, après avoir travaillé huit heures dans une fabrique, se rend chez un autre patron, où il s'occupe pendant un temps additionnel plus ou moins long. Il va parfois cultiver la terre, ce qui est à coup sûr le plus hygiénique de ses loisirs. Ce n'est cependant pas à cet effet que les Compagnies de chemins de fer paient à leur personnel un salaire élevé et lui assurent des pensions de retraite de plus en plus avantageuses. C'est un des plus étranges paradoxes de la situa-

tion créée par la loi que cette latitude laissée aux ouvriers de travailler autant qu'ils le veulent, pourvu que ce ne soit pas plus de huit heures chez un même patron ? Est-ce ainsi que le législateur croit protéger la santé de l'ouvrier et ménager ses forces?

Il est peut-être difficile de demander aujourd'hui une abrogation de la loi, qui apparaît comme tutélaire aux yeux de la foule. Mais il est permis d'en réclamer une application conforme à l'esprit et même à la lettre de son texte. Or il semble bien que, partout où la nécessité s'en fait sentir, les règlements d'administration publique, autrement conçus et rédigés qu'ils ne l'ont été, amélioreraient la situation. Tout d'abord, ils peuvent prescrire des périodes au cours desquelles la durée du travail, tel qu'il était pratiqué avant le 23 avril 1919, ne serait ramenée qu'en une ou plusieurs étapes à la limitation nouvelle. D'autre part, des dérogations permanentes devront être autorisées pour les catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent. On sait combien ces catégories sont nombreuses, par exemple dans l'industrie des chemins de fer, pour lesquels maint passage de la loi semble avoir été rédigé. Des dérogations temporaires sont admises pour des surcroîts de travail extraordinaire. N'y a-t-il pas lieu d'appliquer ces dérogations, chaque fois par exemple que des commandes pressantes nécessitent une production plus intense?

Il faudrait que plus de souplesse fût donnée à la législation, que, en dehors des dérogations qui découlent du texte même de la loi de 1919, toutes celles sur lesquelles patrons et ouvriers, employeurs et employés se seraient mis d'accord fussent autorisées. Pourquoi refuser à des hommes majeurs, citoyens libres, le droit de faire entre eux telles conventions qu'ils jugent opportunes? En dehors de l'abrogation pure et simple, ou de la transformation des règlements, une troisième solution, qui consisterait à suspendre provisoirement l'application de la loi du 23 avril 1919, présenterait de sérieux avantages. En rendant la liberté au monde du travail, par exemple pour les trois années à venir, on provoquerait un sentiment de soulagement chez tous ceux qui souffrent de la réglementation tyrannique et méticuleuse qui a si gravement altéré les conditions de fonctionnement d'un grand nombre d'industries. Et que l'on ne croie pas que les patrons sont les seules victimes de cette erreur. Les ouvriers ne sont pas les derniers à ressentir directement

et indirectement les effets funestes du renchérissement de toutes choses, provoqué par la diminution de la production, — directement parce que leur salaire réel se trouve ramené au-dessous du salaire normal, indirectement parce que la difficulté de vendre les produits dont le prix de revient est élevé, tend à augmenter le chômage. Tout récemment un de nos plus grands établissements métallurgiques du Nord faisait savoir à son personnel qu'en présence des pertes continues que lui causait un prix de revient supérieur au prix de vente, il allait se voir obligé de fermer ses ateliers. Spontanément, les ouvriers ont offert de travailler dix heures : le chômage a été évité.

Si l'on songe aux bienfaits que la nation retirerait du retour à une exploitation plus économique d'une seule branche d'industrie, de celle des transports, on ne peut s'empêcher de penser que les intéressés eux-mêmes seraient les premiers à s'en réjouir. Une période de liberté rendue aux employeurs et aux employés leur permettrait de réajuster la vie économique du pays. Les milliards que nous dépenserions en moins pour l'exploitation de nos chemins de fer, de nos houillères, de notre marine marchande, s'appliqueraient à des dépenses productives et donneraient une sève nouvelle aux branches de l'activité nationale qui dépérissent aujourd'hui.

La question est mûre pour un examen nouveau. Bien que la loi de huit heures ne soit pas vieille de trois ans, elle a déjà eu des répercussions telles que chaque citoyen a pu se rendre compte de la nécessité de la reviser. Certes, en se lançant généreusement dans la voie d'une législation qu'elle croyait de nature à améliorer le sort des travailleurs, la France, une fois de plus, donnait au monde la preuve de son ardeur toujours prête à servir les nobles causes. Mais, en présence du refus des grandes nations industrielles d'adhérer à la convention de Washington et des résultats constatés sur un grand nombre de domaines dans notre vie économique, bien des Français sont disposés à reprendre l'examen de la question.

Les ouvriers eux-mêmes, tous ceux du moins qui n'apportent pas dans l'étude de ces problèmes des idées préconçues ou des partis pris irréductibles, devraient voir sans déplaisir l'ouverture d'une période au cours de laquelle la liberté reprendrait ses droits. Instruits par l'expérience des trois dernières années, employeurs et employés, s'étant rendu compte du trouble que

la loi de huit heures a jeté dans les conditions de la production, chercheraient et trouveraient les bases d'accords contractuels qui les satisferaient les uns et les autres bien mieux que les règlements d'administration publique. Une fois de plus, le libre jeu des forces économiques ferait sentir son action bienfaisante, en assurant aux travailleurs la juste rémunération de leurs efforts et en permettant aux chefs d'industrie de proposer à leur personnel des conditions d'exercice de leur activité favorables à la fois au bien-être des ouvriers et au succès des entreprises.

Si le principe des huit heures devait rester inscrit dans notre législation, nous voudrions qu'il ne le fût qu'à titre de base du salaire et qu'il fût toujours permis, en vertu d'accords librement consentis, d'y ajouter des heures supplémentaires. Par ailleurs, il nous paraîtrait équitable d'exiger de nombreuses catégories de fonctionnaires un travail effectif de la durée légale. Ce n'est un secret pour personne que la médiocrité des efforts d'un certain nombre de titulaires de fonctions publiques, dont l'indolence contraste avec l'énergie déployée par les hommes dont l'intérêt est directement en jeu dans les carrières privées. Mais, pas plus pour ceux qui travaillent douze heures que pour ceux qui n'en fournissent que quatre ou six, nous ne souhaitons de contrainte légale. C'est aux chefs d'un personnel de savoir stimuler l'activité de chacun et d'obtenir le maximum d'effort et d'effet utile. D'autre part, même parmi les partisans de la loi, il en est beaucoup qui reconnaissent aujourd'hui qu'il n'est pas possible de prendre à son égard des engagements internationaux. A l'intérieur de nos frontières, des modifications de l'état de choses actuel permettraient à chacun de retrouver son équilibre, de considérer le problème non pas au point de vue d'une sorte de mysticisme égalitaire et d'une codification rigide de préceptes aussi variables que les forces de chaque individu, mais à la lumière d'expériences séculaires et d'accords nés d'une longue tradition.

La paix sociale, que nous appelons de tous nos vœux, gagnerait à cette solution, que seuls les adeptes de l'étatisme combattront. L'heure est venue d'une revision de laquelle doit sortir une amélioration notable de l'état économique du pays, dont tous les citoyens ressentiront l'effet bienfaisant.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

SIX MOIS

A L'UNIVERSITÉ YALE

I

J'ai brusquement interrompu mon voyage le long des grands lacs. Car je me suis senti pris d'une irraisonnable inquiétude, et j'ai une hâte presque fébrile de me trouver sur le lieu qui va devenir ma sphère d'activité pendant l'hiver. Il me semble que, si je puis prendre contact à l'avance avec les êtres et les choses, je serai mieux préparé à la tâche qui, à mesure qu'elle se rapproche, m'apparaît de plus en plus délicate. L'Université Yale a demandé un professeur français. C'est la première fois qu'elle fait pareille démarche, sortant enfin d'une réserve que l'empressement de sa rivale, Harvard, avait rendu singulière. Et je suis le premier missionnaire qui va instituer des relations intellectuelles avec cette grande université américaine. Mission redoutable! Il importe de ne pas tromper l'attente de nos amis et de faire estimer la science française. De la réussite de mes efforts peuvent découler d'importantes conséquences. Mais je vais, du jour au lendemain, faire partie intégrante d'un milieu qui m'est inconnu. Représentant d'un enseignement étranger, comment vais-je soutenir les réactions d'esprits différents du mien et pour qui chacune de mes pensées sera peut-être une surprise? Il me faudra séduire des intelligences exigeantes et qui, sans doute, ont été soumises à un entraînement sévère. Et pour comble, on dirait que tout, dans mon cas, vise à jouer la difficulté. Je vais là-bas enseigner la littérature anglaise, en anglais, à des gens dont l'anglais est la langue nationale. Ne trouvera-t-on pas ce Français bien outrecuidant de vouloir parler à ses auditeurs de choses qui les touchent de si près?

Cependant que je retourne ces scrupules en mon esprit, l'ex-

press m'emporte de son mouvement irrésistible vers cet inconnu. Depuis deux mois que je voyage, je ne découvre, je le sens bien, que des apparences. J'ai vu des paysages grandioses, des villes affairées; j'ai connu le confort des hôtels et visité des bâtiments officiels; j'ai été invité dans des clubs. Mais partout je suis resté l'étranger pour lequel on se montre aimable, mais dont on se garde instinctivement. Voici qu'enfin je vais pouvoir entrer réellement dans la compagnie d'Américains, vivre leur vie. Pourquoi donc aurais-je peur de me heurter à des esprits différents, quand c'est précisément pour moi l'occasion d'une expérience unique? Me voilà adopté par Yale; je deviens un des membres de sa « faculté. » J'aurai mêmes préoccupations, mêmes sentiments, mêmes passions que mes collègues; je vais « feuilleter » l'esprit de mes élèves, et pénétrer en ami dans ce qu'il y a de plus intime en eux. Je vais en un mot, voir cette déconcertante Amérique du dedans et non plus du dehors. Pourrais-je rêver meilleures conditions pour comprendre?

J'en étais là de mes réflexions quand j'entends annoncer la prochaine station. C'est New Haven, siège de l'Université Yale. Et en effet déjà se dessinent les abords de la gare. Me voici dans la ville où je vais passer six mois, des mois qui seront, je l'espère, fertiles en découvertes et en leçons.

NEW HAVEN. — LA VILLE ET L'UNIVERSITÉ YALE

Quelques centaines de mètres à peine séparent mon hôtel de l'Université. Et voici d'abord le Green ou place centrale de New Haven. C'est un immence espace gazonné. Des arbres y forment de place en place des oasis ombragées; mais parmi eux je cherche en vain les magnifiques vétérans qui, m'avait-on dit, faisaient la gloire de la ville, surnommée en leur honneur, Elm-City, la Cité des Ormes. Depuis quelques années, un insecte venu d'Europe, ravage la côte est de l'Amérique. Il s'attaque, lui le pygmée, aux géants de l'opulente nature, et il a déjà détruit des milliers de ces arbres royaux. Seuls quelques spécimens ruinés nous permettent d'imaginer ce que dut être la voûte élancée qui abritait la fraîche promenade en bordure du Green et dont de vieilles gravures nous ont conservé la pastorale image. Ils dressent maintenant vers le ciel leurs bras lamentables, tout dépouillés en cette saison de pleine vigueur.

Leurs troncs rugueux et noirs donnent encore l'illusion d'une robuste pérennité et leurs branches tordues en un enchevêtrement où l'œil se perd disent assez l'exubérance d'une croissance joyeuse. C'étaient presque les derniers survivants; l'hiver prochain, il ne restera plus qu'à les abattre et ainsi aura disparu à tout jamais l'originale beauté de ce Green.

Une rue peu passante, Temple Street, coupe en deux cette nappe de verdure. Alignées sur l'un des côtés de cette rue, trois églises symétriquement placées, une au centre, Centre Church, une à chaque extrémité, Trinity et United Church, surveillent le vaste espace à leurs pieds et nous rappellent que la ville fut fondée par des hommes aux convictions religieuses ardentes. En 1638, en effet, quelque deux cent cinquante Puritains, conduits par le Révérend John Davenport, et fuyant les persécutions de leur pays, après avoir séjourné plusieurs mois dans les environs de Boston, se mirent à la recherche d'un climat moins rude, vers le Sud. Ils fixèrent leur choix sur la région fertile que les Indiens appelaient Quinnipiac. Pour une douzaine de vêtements, autant de houes, d'écuelles, de hachettes, auxquelles ils ajoutèrent douze couteaux et quatre boites de ciseaux français, ils obtinrent un terrain où installer la colonie. En cet endroit, ils tracèrent un carré, qui devint la place du marché, — le Public Green, — et, tout autour, ils édifièrent des maisons. Tels furent les humbles débuts de New Haven. Les années ont passé. Sauf deux ou trois maisons de bois, dans le style dit colonial, datant du XVII[e] siècle et encore debout, toutes les bâtisses qui, à l'origine, bordaient ce lieu ont été démolies, reconstruites pour être démolies et reconstruites à nouveau. Des monuments officiels comme des parvenus, étalent maintenant leur pierre et leur marbre. Deux ou trois *sky-scrapers* ont rompu de leur laideur utilitaire la modeste ligne des toits. Mais le Green est resté tel qu'il était autrefois et proteste contre les transformations trop radicales. Dans la grande cité industrielle de plus de 180 000 habitants, il conserve un petit air vieillot, et il assemble les souvenirs qui s'attardent sur la ville et l'empêchent de se détacher complètement de son passé. Qu'elle le veuille ou non, New Haven est une vieille ville, — pour l'Amérique s'entend, — âgée de près de trois siècles, et dont on peut encore lire l'histoire sur ce carré de verdure, avec ses trois églises, témoins impassibles du temps qui s'écoule.

Sur le côté occidental du Green s'élèvent les bâtiments principaux de l'Université, ceux qui délimitent le vieux Campus. Autrefois une simple clôture de bois séparait Yale du centre civique de New Haven. Les arbres du Campus rejoignaient fraternellement ceux de la cité et les étudiants se servaient de la pelouse publique pour leurs jeux. En des temps qui ne sont pas très éloignés, on pouvait voir la foule des citoyens oisifs, mêlée aux étudiants, s'étager sur les marches du State House, bâti en face du collège, pour y suivre les passes violentes des équipes de football. Aujourd'hui, des murs altiers, tout le long de College Street, se dressent à l'endroit même où courait l'ancienne barrière, et forment une enceinte que de solides portes de fer peuvent rendre impénétrable quand il le faut. Car c'est quelquefois nécessaire.

Ce matin, avant de quitter l'hôtel, j'ai trouvé un bavard qui m'a longuement expliqué l'opinion de New Haven. La ville est naturellement fière de son Université qui, étant, par rang d'âge, la seconde des États-Unis, a des titres au respect de chacun. Mais, d'un autre côté, Yale jouit de privilèges qu'elle acquit à une époque où l'on ne pouvait pas prévoir toutes les complications de l'existence moderne. Elle est dispensée de certains impôts, et elle possède des quartiers entiers. Elle représente donc pour la masse ignorante une personne gênante, qui profite largement des dépenses générales et y contribue relativement peu. « Voyez-vous, monsieur, me dit mon interlocuteur, ce n'est pas juste. Nous citoyens de New Haven, nous avons à payer les impôts auxquels échappe l'université, et nous ne profitons guère des avantages qu'elle offre à ses étudiants presque tous venus d'ailleurs. » Je devine à ce trait la jalousie naturelle du boutiquier paisible et médiocre contre la jeunesse riche et probablement exubérante de Yale. C'est l'antique rivalité de « Town and Gown, » — de la ville et de la toge, — si vive autrefois dans les Universités anglaises, et que je retrouve ici d'une manière inattendue. Rivalité qui va parfois jusqu'à la bataille, comme celle qui eut lieu, il y a quelques mois à peine, entre citoyens et étudiants. Après l'armistice, lors du retour du régiment de New Hawen. Dans ce pays où la loi de Lynch est encore appliquée, les passions ont quelque chose de primitif, toujours prêt à sourdre sous les réglementations sévères qui, en temps ordinaire, font des États-Unis la plus fortement disciplinée des nations.

Aujourd'hui, rien ne subsiste de cette effervescence. Les portes sont hospitalièrement ouvertes. Je passe sous la voûte monumentale de Phelps Hall, et me voici dans le vieux Campus. Au sortir des rues monotones et banales, avec leurs maisons en briques, d'un rouge vif ou d'un jaune sale, faites pour l'usage plus que pour flatter l'œil, j'éprouve la plus brusque des surprises. J'ai devant moi un rectangle de quelque huit cents pieds de long sur quatre cents de large, limité par des bâtiments collégiaux, aux architectures ambitieuses, se prolongeant en immenses façades percées d'une multitude de portes en ogive, de fenêtres cintrées ou à meneaux et çà et là surmontées de pignons aigus et de grêles clochetons. Tout le milieu est occupé par une pelouse que raient obliquement des passages dallés. Une barrière de bois, reproduction exacte de la « fence » qui autrefois séparait l'Université de la ville, enclôt cette cour verdoyante. Des arbres qui ne sont ni assez nombreux ni assez vieux pour obstruer la vue du ciel qui, à cette heure, flamboie, mettent un peu de vie bruissante sur le fond d'impassibilité silencieuse de la pierre. Le vert de leurs feuillages s'harmonise avec quelques pieds de lierre, qui, plantés par des classes successives, commencent à tisser sur les halls un frissonnant manteau. Quel contraste avec l'agitation furieuse du dehors ! Contre le rempart de ces murailles vient se briser le vacarme de la rue américaine, — la plus bruyante que je connaisse. Par comparaison avec la fournaise qui, sur les larges espaces ouverts, lance à cette heure des jets suffocants d'air surchauffé, c'est presque la fraîcheur. Les gazons demeurent verts sous la protection des hautes murailles et des arbres. De temps à autre, sans toutefois dissiper la langueur qui accable toutes choses, un souffle léger comme le soupir d'un dormeur s'éveillant de sa sieste, agite mollement les branches et fait tressaillir les ombrages. Je suis seul, sauf qu'un jardinier, sûr que nul surveillant ne viendra le relancer par cette chaleur caniculaire, en prend à son aise et fait une chasse indifférente aux premières feuilles qui tombent.

Il se dégage de cette scène un charme si pénétrant que j'en oublie presque où je suis. Aussitôt surgit le souvenir de sensations pareilles éprouvées dans la lointaine Oxford. Je me reporte à vingt ans en arrière et j'ai à nouveau l'émotion qui me saisissait lorsque, en temps de vacances, je m'aventurais dans

le rectangle désert d'un antique collège. Quelque chose de l'atmosphère anglaise baigne le vieux Campus. Les liens qui rattachent une Université comme celle-ci aux traditions de l'ancienne patrie n'ont pas été complètement rompus. Les premiers colons qui fuyaient l'Angleterre et en maudissaient le Gouvernement, dans l'intimité de leur être, ne devaient pas concevoir la vie autrement qu'ils ne l'avaient vécue jusqu'alors. Révoltés politiques, leur rêve n'en était pas moins de reprendre l'existence qu'ils avaient menée là-bas. Les meilleurs parmi eux avaient été élevés à Oxford ou à Cambridge et ils s'appliquaient à recréer devant leurs yeux les images inséparables des souvenirs de leur jeunesse. Cet attachement à leurs origines était si fort qu'il s'est transmis à leurs successeurs, et ceux-ci, peut-être à leur insu, en sont encore tout pénétrés. Ces bâtiments de style collégial, combinaison de gothique et de Tudor, ne trahissent-ils pas, en effet, clairement le désir de perpétuer sur la terre d'adoption une vision qui fut chère aux fondateurs et de proclamer ainsi une filiation intellectuelle dont on est fier? Qui donc ose prétendre que les Américains n'ont pas de traditions? Mais leur besoin de se rallier à leur passé éclate partout dans ce rectangle qui épouse encore le tracé de la première et modeste fondation, dans cette tentative touchante pour copier une architecture qui ne fut jamais celle de ce pays, dans la piété enfin avec laquelle on conserve le souvenir et le nom du premier bienfaiteur, Elihu Yale, dont la donation, — cinq cents livres, — était pourtant bien minime comparée aux millions que de plus riches amis ont depuis libéralement versés dans les caisses de l'Université.

Et pourtant, dès qu'on s'est laissé aller à l'attrait d'évoquer un très vieux passé dans ce pays très neuf, avant même d'avoir épuisé la douceur de revivre des émotions chères, un revirement se produit. Je n'arrive pas à superposer l'impression ressentie dans ce Campus, pourtant si attachant, et les impressions pareilles éprouvées dans les médiévales Oxford ou Cambridge. Un instinct m'avertit qu'il y a dans cette analogie quelque chose de trompeur. Et l'esprit, une fois éveillé, distingue des différences qui se précisent vite au point de dissiper presque le charme qui les avait obscurcies. Dans la ligne trop nette de ces pierres taillées il y a une vigueur qui décèle une fausse vieillesse. Je prends le guide de l'Université et j'apprends en effet, que sauf

Connecticut Hall, qui date de 1750, tous les bâtiments sont modernes. Le plus ancien, la « vieille » bibliothèque, malgré son apparence de chapelle gothique, est de 1842. Les moins jeunes parmi les autres, comme l'École des Beaux-Arts, ont cinquante-six ans à peine. La plupart furent construits entre 1888 et 1895. L'un, Wright Hall, est de 1911 seulement. Je m'approche et sur une tablette, comme sur une plaque funéraire, je lis qu'il s'élève à la place d'Alumni Hall. C'était la première bâtisse érigée avec le produit d'une souscription entre étudiants, et elle n'avait que cinquante-huit ans, quand elle a été démolie pour faire place à la nouvelle.

Cette fois, sans erreur possible, je retrouve l'Amérique dont j'ai eu maintes fois l'occasion de constater, au cours de mes déplacements dans le middle-west, la turbulente jeunesse, — cette Amérique qui donne parfois l'impression d'être un éternel chantier où d'innombrables Sisyphes seraient condamnés à rouler des pierres inlassablement. La soif de destruction qui torture ce pays est impossible à satisfaire: le progrès le veut!

Il est difficile de résister à cette poursuite folle du toujours neuf, car si vous la ralentissez, vous passez pour un ennemi du progrès. Une Université comme Yale, où se maintient si vif le respect des traditions et qui cherche si sincèrement à sauvegarder le culte du passé, est forcée, toute la première, de céder à ce mouvement qui entraîne le pays dans une course vertigineuse que jalonnent seuls de perpétuels recommencements. Pour en avoir la preuve, je n'ai qu'à sortir par cette porte qui mène du Campus à High Street, et là je tombe au milieu d'un chantier immense. Un « dormitory » monumental, le Harkness Memorial, où pourront loger à leur aise plus de six cents étudiants, est en train de jaillir de terre. Un journal local qui précisément publie aujourd'hui une interview de l'architecte, me permet de me documenter à peu de frais. « Ce sera, dit le rédacteur, le plus grand *dormitory* qui ait jamais été entrepris au cours de l'histoire du monde et le bâtiment en pierre le plus important en voie de construction dans ce pays à l'heure actuelle. » Cette énorme bâtisse, que borderont quatre rues, couvrira, en effet, cent soixante mille pieds carrés de terrain, surface équivalente à la moitié du vieux Campus. C'est le don d'une mère reconnaissante à Yale d'avoir élevé son fils, et aucune limite n'a été fixée à la dépense. Le devis, avant la guerre, avait

été établi à douze millions de francs. Mais les matériaux et la main-d'œuvre ont augmenté dans de telles proportions que l'on parle maintenant de dix-huit millions. Vraisemblablement, on atteindra les vingt millions. Quand les travaux seront terminés, on aura, comme par un miracle, transporté en plein New Haven une véritable petite ville médiévale, avec ses rues, ses places, ses jardins et ses tours élancées, le tout dans le plus pur style gothique du xve siècle. Ce sera magnifique et bien fait pour répandre au loin la gloire de Yale, Université puissante entre les puissantes! Mais pour élever cette merveille, il a fallu abattre le Pierson Hall, le Peabody Institute qui, eux aussi, étaient les témoins de la pieuse affection que Yale garde à ses bienfaiteurs et à ses hommes illustres. Ainsi l'a voulu le besoin de toujours se surpasser. Et sous ces décombres ont été à jamais enfouis les souvenirs qui auraient permis aux générations futures de fortifier en elles le respect de ce qui n'est plus, et de satisfaire ainsi l'un des instincts les plus essentiels de l'homme cultivé. Je ne puis m'empêcher de penser qu'il y a quelque chose de pathétique dans le spectacle de cette Université qui fait effort pour se créer des traditions, mais se voit obligée, pour marcher avec son siècle, de détruire indéfiniment les témoins de son passé.

LE DÉVELOPPEMENT ET LA FORTUNE D'UNE UNIVERSITÉ AMÉRICAINE

A ces renouvellements continuels, l'Université, par ailleurs, gagne une vitalité prodigieuse. Il y a les éléments d'une épopée dans l'histoire de son développement, — histoire dont les chapitres se lisent sur ses innombrables bâtiments. Car le vieux Campus, même si on lui adjoint le Harkness Memorial, ne constitue qu'une petite partie de Yale. Il me faut presque une journée pour visiter tous les halls, *dormitories*, écoles, laboratoires, etc., qui sont sortis du sol avec une étonnante rapidité dans les quinze dernières années, faisant éclater les limites primitives et se répandant au travers des espaces libres de la ville. Voici d'abord, en face du Harkness Memorial, de l'autre côté de Elm Street, le Gymnase et l'École d'Artillerie, auprès de laquelle est blottie, dans une petite maison, — serait-ce un symbole? — le laboratoire de Psychologie expérimentale. Un peu plus loin, toujours sur Elm Street, faisant face au côté septentrional du Campus, s'étend le Berkeley Oval, ainsi nommé en souvenir de l'évêque

George Berkeley, l'un des premiers bienfaiteurs de Yale, avec ses trois halls immenses, ensemble architectural de brique rouge, simple, mais imposant dans sa sévérité, et que flanquent les quatre bâtiments occupés par l'École de Théologie.

Ici, l'Université s'est heurtée aux propriétés privées qui bordent le Green. Une incursion sur ce terrain protégé lui a permis de dresser l'École de Droit presque en face de United Church. Mais elle a dû vite détourner sa marche et refluer vers le Nord. Le long de College Street, qui déjà limitait le Campus au Levant, elle a continué sa poussée volontaire, postant des constructions à droite et à gauche de la rue : presse universitaire, École de Musique, les bâtiments administratifs de Woodbridge Hall, Woolsey Hall, Memorial Hall, le grand réfectoire où, trois fois par jour, sont servis plus de mille repas, et enfin l'ensemble, puissant et massif, que forment les dortoirs de l'École des Sciences ou *Sheffield School.* Au total, une surface d'un million de pieds carrés, une vraie ville, mais une ville qui ne serait composée que de maisons splendides où le grès brun, la brique rouge et la pierre blanche luttent à qui produira les effets architecturaux les plus majestueux.

Cette croissance surprenante ne s'est pas arrêtée là. Contournant le mur du vieux cimetière, où dorment les célébrités de New Haven et de Yale, — Samuel Morse, peintre et inventeur du système télégraphique qui porte son nom; Noah Webster, le lexicographe; Théodore Winthrop, soldat et romancier; Timothy Dwight, l'un des premiers présidents de Yale; Eli Whitney, qui imagina la machine à égréner le coton, — l'Université a continué de s'étaler. Sur Hillhouse Avenue et sur Grove Street, elle a construit des dortoirs, des laboratoires et des salles de cours; pour Sheffield, huit bâtiments ayant coûté plusieurs millions; puis, sur Prospect Street, encore des salles de cours, d'autres laboratoires, pour la chimie. D'un bond, elle a atteint la colline qui la dominait, Sachem Wood, plus connue sous le nom de Pierson Sage Square, et sur le terrain où étaient déjà ses « courts » de tennis, elle a bâti un vaste laboratoire de physique, et les fameux Osborn Memorial Laboratories, pour la botanique, la zoologie et l'anatomie comparée, un modèle du genre avec ses aquariums et insectariums, et dont on pourra imaginer l'importance quand on saura que la partie consacrée à la zoologie a coûté environ huit millions. Gravissons encore

la pente raide de Prospect Street. Cinq cents mètres plus loin, nous trouvons l'infirmerie, un charmant hôpital perdu dans la verdure, surplombant un vallon boisé, puis l'École Forestière avec son parc, et enfin, sur les confins de la ville, l'Observatoire avec ses terrains où l'on distingue encore des restes de forêt.

Où s'arrêtera cette aventure d'une Université géante qui grandit presque à vue d'œil, et forme à elle seule une communauté dans la communauté de New Haven? Encore n'ai-je vu, au cours de ma visite, que les bâtiments les plus importants. Pour être complet, il faudrait mentionner que l'Université a une clinique, un dispensaire et des laboratoires dans le voisinage de l'hôpital civil; une usine qui produit la lumière électrique et distribue la chaleur; qu'elle possède encore à New Haven un terrain d'athlétisme où sont dispersés, de façon à ne pas se gêner, un manège, des champs d'exercice pour l'artillerie et le fameux « Bowl, » stade en ciment armé avec sièges pour soixante-dix mille spectateurs; — en dehors de la ville, sur le bord de la mer, l'Adee Boat House, pour le sport du canotage; — plus loin encore, des terres, notamment quinze cents acres qui servent aux expériences de l'École Forestière; enfin, un autre collège et une École de Médecine!

A combien de millions ou de milliards faut-il évaluer l'avoir de l'Université? C'est difficile à dire. On peut tout au plus se faire une idée de la fortune mobilière. J'ai eu entre les mains le rapport que publie tous les ans le trésorier. La lecture de ce volume de plus de deux cent cinquante pages, peut, au premier abord, paraître un peu aride. Mais qui se met à le feuilleter ne le quittera pas. De toutes les pages où l'Argentier de Yale, éloquent sans chercher à l'être, entr'ouvre pour nous son coffre-fort, sort une éblouissante vision. Voici le passage où sont additionnés les fonds dont dispose l'Université et qui se montent à plus de cent trente-huit millions de francs, en y comprenant les douze millions qui constituent l'avoir propre de l'École des Sciences. La plus grande partie de cette somme, — environ cent trois millions, — est représentée par des valeurs hypothécaires, des actions industrielles, des obligations, et elle est donc presque instantanément réalisable. Les revenus nets, disponibles pour les dépenses ordinaires, s'élèvent, en chiffres ronds, à la somme de huit millions six cent mille francs. En fait, l'an dernier, les dépenses ont dépassé dix millions, creusant

dans le budget un déficit de plus de quinze cent mille francs. Mais, sur un signe de l'Université, le trou a été immédiatement comblé par les anciens élèves, qui se sont cotisés pour tirer leur Alma Mater d'embarras. Hardiesse étonnante, qui va droit de l'avant, fait le nécessaire, sans hésiter, dans la certitude que l'équilibre est toujours rétabli quand on le veut! La fortune ne favorise-t-elle pas les audacieux?

Oui, hardiesse étonnante! Mais aussi admirable entente des affaires! Cette Université est administrée comme une entreprise industrielle. Nous avons vu qu'elle a une usine; elle a en outre un bureau de poste et un bureau d'achats où sont centralisées toutes les commandes. D'ailleurs, point de bureaucratie routinière et paperassière, point d'intervention tyrannique de l'État. A la Corporation, ou Comité qui gère l'Université, à côté du président et du secrétaire, représentant l'élément pédagogique, et du Gouverneur, défenseur des intérêts de l'État de Connecticut, figurent seulement d'anciens élèves, élus par leurs camarades. Ce sont, pour la plupart, des hommes d'affaires qui ont acquis par leur richesse ou leur intelligence des situations importantes. Et, pour exécuter les décisions de ces hommes qui ne se paient pas de mots, un spécialiste de la finance. Au moment où j'écris, je le revois dans son cabinet, le visage jeune, mais grave, de gestes délibérés, fort aimable, mais avare de paroles, comme pour vous faire comprendre à vous, le parleur de profession, qu'en affaires le plus court est le mieux dit. Sa carrière est claire comme les bilans qu'il a l'habitude de dresser. Il a commencé par être « clerk » dans les bureaux de son père, agent de change à New York. Puis il devint associé, chef de maison. Maintenant il a vendu sa charge pour administrer la fortune de l'Université dont il est fier d'être alumnus. Cette fortune est en de bonnes mains. En fait, elle augmente avec une prodigieuse rapidité. Il y a dix ans, les fonds proprement dits n'étaient que de cinquante-deux millions six cent mille francs; il y a cinq ans, ils approchaient de soixante-dix-sept millions; en 1918, ils avaient dépassé cent seize millions. Les revenus ont naturellement grandi en proportion et les dépenses aussi, pour le bien des études.

LE MILIEU UNIVERSITAIRE

L'hospitalité américaine est sans égale. Je n'en connais pas du moins qui soit plus chaude ou aussi spontanée.

Et c'est pourquoi moi, vieil Européen, je me trouve, du jour au lendemain, admis dans des maisons où l'on me traite en ami de toujours. En peu de temps, je connais tous les représentants de la haute société de New Haven. Car ici, la société et l'Université ont partie liée. L'Université recrute assez souvent ses membres dans les anciennes familles de New Haven et celles-ci, de leur côté, s'enorgueillissent de compter parmi leurs ancêtres quelque professeur célèbre, ou simplement un des bienfaiteurs de Yale. Cette union est si intime, que ces vieilles familles ont leur résidence tout près, à l'ombre, pourrait-on dire, de l'Université : Hillhouse Avenue, Whitney Avenue, Prospect Street, c'est-à-dire tout le quartier élégant, bordent ou traversent les terrains de l'Université. Et quand on voit un magnifique palais aux pelouses soignées, on ne sait jamais si c'est la somptueuse demeure de quelque heureux de ce monde ou l'une des « fraternités » luxueuses que les admirateurs de Yale ont érigées à profusion dans ce voisinage.

Les professeurs et leurs amis constituent, je ne tarde pas à m'en apercevoir, un milieu à part, qui a ses façons de penser et de sentir à lui, fier soit de sa richesse, soit de sa suprématie intellectuelle, et assez fermé, bref une caste. J'emploie ce mot à dessein, bien que je sache devoir choquer toutes les idées reçues en France sur le peuple américain... A nos yeux, les États-Unis sont par excellence le pays de la démocratie. Nous en sommes persuadés depuis qu'a paru le livre, d'ailleurs admirable, d'Alexis de Tocqueville. Et les Américains, de fort bonne foi, entretiennent en nous cette idée par leurs affirmations. Ils aiment à faire remarquer qu'ils sont l'expression la plus parfaite de l'idéal démocratique. Je me souviens d'avoir entendu un millionnaire de New-York, qui vivait dans un palais et devant la volonté duquel tout pliait, vanter avec chaleur et en toute sincérité l'égalité absolue qui règne entre les hommes de son pays. « Nous n'avons pas, me disait-il, et c'est là en quoi nous sommes uniques, ces classes insolentes qui, en Europe, prétendent s'imposer par la seule vertu de leur naissance et acca-

parent de droit toutes les hautes situations. Ici chacun est le fils de ses œuvres et le mérite est la seule pierre de touche de la valeur individuelle. Nous sommes tous égaux et nous avons tous mêmes « opportunités. » A ceux qui savent les saisir appartiennent le succès et la fortune. Et c'est bien en effet cette égalité, en apparence absolue, qui frappe tout d'abord l'étranger. Pas de pays où les différences extérieures aient été plus radicalement abolies. Dans la rue, au théâtre, au restaurant, dans tous les lieux publics, aucune hiérarchie, aucune tentative chez les uns pour faire reconnaître leur supériorité par les autres. Pas de préséances, pas de marques de respect. Vous vous trouvez nez à nez devant une porte, avec quelqu'un qui manifestement est de situation sociale inférieure à la vôtre, il se glisse le premier sans même s'excuser. Pourquoi pas? C'était à vous d'être plus prompt que lui. Un domestique parle à son maître sur le ton de familiarité qu'il a avec ses pareils, et le patron est avec son employé sur un pied de confidentielle amitié. Évidemment le dogme de l'égalité originelle de tous n'est pas discuté.

Mais il n'en est pas moins vrai que l'observateur attentif qui ne s'arrête pas aux apparences peut découvrir sans trop de peine le lent établissement d'habitudes qui entament cet axiome de l'égalité absolue et nécessaire. La richesse se fait moins instable et tend à devenir héréditaire. Des dynasties se fondent de grands seigneurs de la finance et des trusts. Surtout, il s'introduit une tendance à mesurer le respect dû aux individus par la continuité des efforts dont ils sont l'aboutissement. Une sorte de classement se fait qui tient compte du temps, lequel apporte ainsi son coefficient et multiplie certaines valeurs. Et le parvenu d'aujourd'hui s'incline devant l'homme qui, à ses propres succès peut ajouter ceux d'ascendants dont le nom est associé à l'histoire de la ville ou du pays. En un mot, on est insensiblement amené à mettre la fixité du mérite prolongé à travers les générations au-dessus de réussites dues peut-être à des hasards heureux. J'en avais déjà eu l'intuition cet été. Il m'avait été donné d'observer dans un État du Sud un fait curieux qui m'avait fait songer. J'avais été invité à une fête des « Daughters of the American Revolution, » société qui n'admet comme membres que des dames ayant eu un ancêtre dans la guerre de l'Indépendance. L'existence d'une pareille organisation est en soi suffisamment significative. Mais, détail plus instructif, la Présidente était une

simple photographe, fort distinguée d'ailleurs. Elle avait été choisie, me dit-on, bien que sa situation actuelle ne fût pas des plus brillantes, parce qu'elle appartenait à une des familles qui avaient fondé la colonie. Et les membres les plus riches de la ville n'étaient pas ceux qui lui témoignaient le moins de respect. Ainsi, dans ce cas, la naissance avait primé la fortune. Et voici que je constate ce même état d'esprit dans cette ville d'Université. J'entends répéter : « Vous savez, il descend d'un tel. » (Ici, un nom fameux dans l'histoire de Yale). On ne dit pas : « C'est le fils d'un tel, » mais : « Il compte au nombre de ses ancêtres tel président bien connu. » Le sentiment qui porte tant de gens à se vanter d'avoir eu quelqu'un de leur nom sur le *Mayflower* n'est qu'une preuve, émoussée à force d'être banale, du besoin qu'a ce pays de se constituer une aristocratie, ou une bourgeoisie, — appelez-la comme vous voudrez, — de naissance.

C'est après tout une tendance commune à toutes les sociétés dès qu'elles sortent de la période de formation. Nous avons là un exemple de ce que certains ethnologues appellent la « conservation de l'acquis. » Car il semble bien que, pour le développement et surtout l'affermissement d'une nation, l' « initiative novatrice individuelle » ne suffise pas. Il y faut joindre la résolution de recueillir et d'arracher aux variations perpétuelles ce qu'il y a de meilleur et de décisif dans les progrès accomplis. Sans quoi, la poursuite ininterrompue du changement annihilerait toute expérience et risquerait d'ailleurs de nous ramener par un caprice à la barbarie d'où nous sommes sortis. Les États-Unis me paraissent être au moment où, la période d'organisation ayant pris fin, ils cherchent à entrer dans la période de consolidation. Ces désirs sont encore timides, à demi inconscients. Peut-être le mot de mot de velléités serait-il plus juste. Nous sommes seulement au début d'un mouvement, d'un courant d'idées qui trace lentement son lit.

L'ENSEIGNEMENT. — LA *GRADUATE SCHOOL*

Je sais maintenant ce que sera mon service à Yale : je suis attaché à la *Graduate School* où je vais diriger un « cours de séminaire » sur Shakspeare. Cet arrangement m'enchante, car il va me permettre, plus facilement que tout autre, de ne rien changer à mes méthodes. La *Graduate School* est, en effet, dans

cette Université si différente des Universités françaises, ce qui se rapproche le plus de nos facultés des lettres et des sciences. Elle sert de complément au Collège, car elle n'admet que les jeunes gens ayant fait quatre années d'études et déjà pourvus du baccalauréat. On y prépare le degré de maître ès arts et le doctorat. C'est avant tout le lieu où ceux qui sont vraiment épris du savoir peuvent se spécialiser dans des études avancées et s'adonner à la recherche scientifique originale.

Ils n'avaient certes pas prévu ce développement les dignes fondateurs de la *Collegiate School*, laquelle devait être simplement une école de culture générale, capable de faire des hommes à l'esprit ouvert, possédant des connaissances variées, propres en un mot aux « emplois publics tant religieux que laïques. » Et bien qu'il ait considérablement évolué depuis son origine, le Collège répond toujours à ces intentions premières. Pour bien des parents c'est uniquement l'école où, au sortir des « high schools, » une élite vient parfaire son éducation et acquérir ce minimum de connaissances indispensable à qui veut devenir un « gentleman » comme disent les Anglais, un « honnête homme » comme nous disions autrefois. Le collège américain est donc comparable, quant au but, à nos établissements d'enseignement secondaire. En fait, il ne donne ce que nous appelons l'enseignement supérieur que dans les troisième et quatrième années, celles des juniors et des seniors. Les deux premières années, — celles des freshmen et sophomores, — par les méthodes de travail sont assimilables aux deux dernières années de nos lycées plutôt qu'à nos facultés. Et c'est précisément parce que le Collège ne faisait pas une part suffisante au travail scientifique proprement dit qu'a été créée la *Graduate School*.

Cette école n'est pas la seule innovation apportée par l'Université à son organisation première. Yale a toujours senti soigneusement le pouls du pays et l'histoire de ses adaptations successives aux nécessités du moment est aussi riche en incidents que celle des constructions dont j'ai conté la triomphale épopée. Dès le début du XIXe siècle, on peut noter un effort pour élargir l'action du Collège : en 1810, Yale, s'alliant avec la Société médicale du Connecticut, fonde un Institut de Médecine. En 1822, on sépare l'enseignement religieux pour créer un département à part de caractère technique lui aussi : le Département

de Théologie. Deux ans plus tard, Yale s'adjoint une école de Droit qui jusque-là avait été une institution privée. Mais c'est au milieu du siècle que se produisent les additions les plus significatives. En 1847, pour reconnaître l'importance que prend de plus en plus la science, on fonde, outre la *Graduate School*, une école de Chimie appliquée. En 1852, c'est le tour d'une école d'Ingénieurs qui sera réunie plus tard à l'École de Chimie pour former l'école des Sciences, connue aujourd'hui sous le nom de *Sheffield School*. Après avoir fait une large part aux connaissances utiles, il ne restait plus à l'Université qu'à sacrifier un peu au beau. C'est à quoi l'on s'emploie en créant une école des Beaux-Arts (1863) et une école de musique (1890). En 1900, une école forestière est venue augmenter le nombre des instituts professionnels : elle répond à la nécessité de reconstituer les forêts américaines prodigalement dévastées par les premiers colons.

Ainsi en moins d'un siècle, Yale a donné naissance à tous les organes qui ont fait du petit collège du début une vaste Université ultra-moderne où sont étudiés tous les sujets qui peuvent solliciter l'esprit humain. Et il faut dire à sa gloire que, pour la plupart de ces nouveautés, elle a montré le chemin à ses rivales. Mais ce développement, comme toutes les croissances rapides, ne s'est pas fait sans entraîner des complications, sans soulever des problèmes qui doivent parfois embarrasser ceux qui ont charge d'administrer l'Université. Comment par exemple combiner les écoles nouvelles avec l'ancien collège? Théoriquement, les écoles professionnelles techniques devraient se surajouter simplement au collège et ne recevoir que les étudiants ayant acquis une culture générale suffisante. Et pour certaines de ces écoles, la question a été résolue dans ce sens. D'autres plus récalcitrantes, — l'École de Droit, l'École de Médecine, — ont fait valoir qu'à des jeunes gens ayant à acquérir de nombreuses connaissances techniques on ne pouvait raisonnablement imposer quatre années d'études désintéressées, dont la plupart, si elles étaient indiscutablement utiles, n'avaient guère de rapport avec la profession future des étudiants. Elles ont néanmoins fait preuve de sagesse et elles se sont contentées d'entamer légèrement le temps passé au collège. Il a décidé que les étudiants se destinant à la médecine et au droit pourraient commencer les études spéciales au cours de leur quatrième année.

Avec *Scheffield School* les arrangements ont été plus difficiles.

Il s'agissait dans ce cas d'un organisme vigoureux et qui était soutenu par les intérêts puissants et exigeants de l'industrie. Le développement de cette école devait, par la force des choses, être envahissant. Au début, on l'a vu, c'était une école de sciences appliquées, mais elle a de plus en plus étendu son domaine. Elle ne pouvait pas se désintéresser de la science théorique, puisque l'une de ses raisons d'être, d'après la charte d'incorporation de son conseil d'administration, était « d'avancer l'étude des sciences physiques, naturelles et mathématiques. » Et à mesure qu'elle recevait des dotations et qu'elle grandissait, elle empiétait à ce point sur les attributions du Collège qu'elle avait fini par donner chez elle l'enseignement littéraire dont ne peut se passer malgré tout l'homme de science. En fait, à la veille de la guerre, Sheffield était devenu un second Collège, offrant aux étudiants, qui y entraient en qualité de freshmen, un enseignement complet, général aussi bien que spécial. Elle n'était plus une école purement scientifique; on y apprenait aussi les langues vivantes, l'anglais, l'histoire, l'anthropologie, l'économie et les sciences politiques. Ceux qui croyaient à la valeur de la culture par les sciences y pouvaient faire des études complètes, menant au baccalauréat de philosophie.

En un mot, on en était venu à avoir deux collèges : l'un littéraire, où l'on enseignait aussi des sciences; l'autre scientifique, où l'on enseignait aussi les lettres. Cette duplication n'était assurément pas favorable à la meilleure utilisation des ressources de l'Université. Et c'est sans doute pour remédier à ce défaut que la Corporation a entrepris une réforme qui va remettre un peu d'ordre dans un jardin où la végétation était trop touffue. Sheffield va céder au Collège la préparation du baccalauréat de philosophie et, par compensation, va préciser et élargir son rôle d'institut scientifique. Pour emprunter à un document officiel la définition qu'en a donnée la Corporation, ce sera désormais « l'école pour l'étude professionnelle de la science et de l'art de l'ingénieur. » Tout en continuant de fournir un minimum indispensable de culture littéraire, elle va pouvoir s'orienter plus nettement vers la préparation des techniciens dont a besoin l'industrie. Les étudiants seront groupés en deux sections principales, selon la profession qu'ils comptent embrasser : section des sciences de l'ingénieur et section des sciences naturelles.

Cette réforme satisfait la logique. On peut se demander si elle résout la difficulté fondamentale. Car c'étaient des choses infiniment profondes qui étaient en question et peut-être échappent-elles aux réglementations. Derrière cette opposition naturelle entre Sheffield et le Collège, il y a en réalité le conflit de deux buts, de deux méthodes, de deux idéals pédagogiques, presque de deux mondes. Yale College porte encore la marque de conditions très anciennes. Il a beau s'être modernisé, son origine est encore visible. C'est le descendant du vieux collège anglais, avec son idéal de culture classique et littéraire. Chose curieuse, les universités américaines, si jeunes et si modernes, sont par leurs collèges beaucoup plus près du système médiéval que les Universités d'un pays ancien comme le nôtre où l'organisation napoléonienne a rompu le lien qui les rattachait, elles aussi, au moyen âge. Mais en face de cette relique du passé se dresse ardente la conception pédagogique du présent, une conception plus particulièrement américaine par l'importance qu'elle attache aux sciences appliquées. Dans ce pays où l'industrie se développe à grands pas, où l'idée de progrès est inséparable de celle de science, où des usines ne cessent de sortir du sol, réclamant des techniciens, la place faite aux études désintéressées est forcément restreinte. Déjà, du temps de Tocqueville, qui l'avait constaté, l'éducation tendait à ne poursuivre que « les applications dont l'utilité présente était reconnue. » Cet esprit utilitaire anime encore une trop grande partie des générations nouvelles. Faire vite, gagner vite, ou formule du « get-rich-quick, » tels sont les mots que l'on entend souvent sortir de la bouche des jeunes gens. « Pourquoi voulez-vous entrer dans une école de sciences? » demandais-je à deux étudiants, rencontrés par hasard cet été au cours de mes vagabondages. — Pour être ingénieurs. — Et pourquoi voulez-vous être ingénieurs? — Parce que c'est la profession où l'on gagne le plus vite de l'argent, » répondirent-ils sans hésitation, et presque d'un même souffle. Si l'on écoute ces affamés d'argent, les écoles techniques et professionnelles seront bientôt jugées seules nécessaires pour l'éducation des hommes.

Ainsi cette pression de la vie moderne américaine, toute dans l'effort qui fait bondir de progrès en progrès sans jamais regarder en arrière, cette pression que je sens partout s'exercer

sur cette Université issue d'une autre conception et gardienne d'un vieil idéal, je la retrouve encore qui agit cette fois sur l'organisation des programmes, par conséquent sur l'esprit même de l'enseignement. Finira-t-on par céder à l'utilitarisme qui va de pair avec les grands efforts industriels? Là pourrait être un danger, d'autant plus grave qu'il se produirait en Amérique. Nous aussi, nous avons des utilitaires qui rêvent d'une éducation toute tendue vers le profit immédiat et pour qui préparer à un métier est un but suffisant. Mais leurs naïvetés pédagogiques se heurtent à des croyances ancrées dans l'esprit des Français et d'autant plus difficiles à détruire qu'elles sont le fruit d'une expérience ininterrompue. Ici, rien de semblable. Les traditions que veulent maintenir les vieilles Universités sont forcément instables, parce qu'elles ne plongent pas leurs racines dans le plus profond du pays. Jusqu'ici Yale a su concilier les exigences du progrès et le culte de la pensée pure. D'après les dernières statistiques, il y avait au Collège 1393 étudiants et à Sheffield 1016. Le goût de la culture pour elle-même n'a donc pas disparu. Mais il ne faudrait pas que la proportion fût renversée. L'on frémit à la pensée de ce que serait une Amérique où seuls les manieurs d'argent auraient leur mot à dire sur l'organisation de l'enseignement..

LES ÉTUDIANTS

Cependant le Campus s'anime. Quand je suis arrivé, il était désert et je pouvais, tout à mon aise, entre deux séances à la bibliothèque, promener au travers de ses pelouses reposantes mes rêveries d'étranger pour qui tout est matière à réflexion. Puis, un jour, j'ai vu rôder du côté d'Osborn Hall des figures juvéniles : c'était le moment des examens d'admission que Yale, dans son souci de bien recruter ses étudiants, a placés comme une barrière à l'entrée. Puis, des camions sont venus en trombe décharger des lits, des matelas, des bureaux, des malles devant les différents halls. Enfin, voici les étudiants qui font leur apparition, — les nouveaux ou *freshmen*, d'abord, tout désemparés, errant de çà et de là, perdus dans leur étonnement; les sophomores ensuite, l'air connaisseur; et, en dernier lieu, les juniors et seniors, vétérans blasés pour qui la rentrée a perdu toute fraîcheur de nouveauté. Maintenant

c'est un va-et-vient continuel. D'un jour à l'autre, ce désert s'est peuplé d'une multitude circulant sur les passages dallés en files ininterrompues, qui, vues de loin, font songer à des chenilles processionnaires. Des « hullo » retentissants, poussés par des poumons vigoureux, sont échangés entre camarades heureux de se retrouver. Parfois un groupe composé du père, de la mère et d'un étudiant déambule avec lenteur, admirant bouche bée. Et à l'air attendri du père je devine que c'est quelque ancien Yale man conduisant son fils là où lui-même a passé sa jeunesse. Par les fenêtres des *dormitories*, on entrevoit des silhouettes qui vont et viennent, s'approchent du grand jour et disparaissent de nouveau dans l'ombre. Des gramophones commencent à nasiller et emplissent l'air de refrains populaires et de chansons comiques. A ce trait je reconnais que les étudiants sont enfin installés.

J'ai tout loisir d'observer ceux avec qui je vais maintenant vivre en commerce journalier. Et je suis frappé de voir combien le type classique de l'Américain est peu fréquent. En revanche, les spécimens de la race britannique abondent. Par moments, cette impression que j'ai eue tant de fois de me trouver transporté dans quelque collège anglais revient avec une irrésistible force. Ce jeune homme élancé et anguleux, aux cheveux châtain clair, et qui avance vers moi à grandes enjambées, une raquette de tennis à la main, est-il Américain, est-il Anglais? Voici indubitablement un fils d'Écossais, ce gros géant aux cheveux oxygénés et rebelles, aux yeux gris dans un visage couvert de taches de rousseur et comme ébauché à coups de poing. Les types étrangers ne sont pourtant pas absents. Ce petit brun, à la figure mobile et aux yeux qui luisent, à la peau basanée et aux gestes vifs, c'est, à ne pas s'y tromper, un descendant d'Italiens. Et cet autre, au corps massif, avec son front à triple étage surmonté d'une tignasse épaisse haut dressée, aux yeux vacillant derrière des lunettes rondes, quel beau modèle il ferait pour le caricaturiste Hansi! Ou encore ce grand garçon svelte et blond, dont les yeux sont d'un bleu si tendre qu'ils semblent se liquéfier dans le visage aux traits réguliers et fins, peut-on douter une minute qu'il ne soit d'origine scandinave? Mais ces représentants des nations tard venues en Amérique sont en somme peu nombreux; ils sont perdus dans cette foule d'aspect si caractéristiquement britannique, malgré

les modifications que le type primitif a pu subir. Évidemment, cette loi selon laquelle les descendants des colons anglais seraient ici la race dirigeante se vérifie une fois de plus.

Ces étudiants sont, pour la plupart, vêtus avec recherche. Peut-être n'ont-ils pas cette sobriété dans la mise qui fait de leurs cousins anglais les hommes les mieux habillés d'Europe. On voit trop de vestons exagérément cintrés, trop de cravates voyantes, trop de chaussettes de soie. Cette coquetterie confirme du moins un renseignement que l'on m'a donné : Yale est de toutes les Universités américaines celle où l'on reçoit le plus de jeunes gens riches. Autrefois, sa clientèle se recrutait en grande partie dans les familles du Sud. Depuis la guerre de Sécession, les étudiants viennent d'un peu partout. Mais c'est encore l'Université où l'on peut se créer d'utiles et flatteuses relations. Car, — et ceci, soit dit en passant, est une autre preuve de l'influence anglaise, — on ne vient pas à l'Université seulement pour travailler; on y recherche aussi l'avantage de pouvoir nouer des amitiés avec ceux qui sont destinés à occuper un jour de hautes situations et dont l'aide pourra par suite être précieuse.

Cela ne veut pas dire, d'ailleurs, que les pauvres n'y aient pas accès. Je sais que, parmi ces étudiants, il y a un bon nombre d'hommes actifs, énergiques, pour qui la vie n'a aucune tendresse et qui voient précisément dans l'instruction le moyen d'échapper à la paralysante pauvreté. J'en ai eu une bien curieuse preuve au cours d'une de ces rencontres de hasard, si fréquentes dans ce pays de la familiarité. Un jeune homme qui avait appris que j'étais le professeur français, me voyant dans le Campus, était venu à moi et, sans façon, m'avait adressé la parole. Il avait fait partie de l'armée expéditionnaire, et il était heureux de trouver un Français : *I like the French*, me dit-il gauchement, mais avec un accent où tintait la sincérité. Nous avions causé de choses et d'autres, de ces sujets indifférents qui viennent naturellement à l'esprit de gens qui se voient pour la première fois et ne savent rien l'un de l'autre. Et la conversation s'épuisait en banalités, quand,pour battre en retraite, il tira sa montre et me dit : « Excusez-moi, il faut que j'aille prendre mon service. — Votre service?... — Mais oui, répondit-il, étonné de mon étonnement, mon travail, si vous voulez. Je suis emballeur-homme de peine tous les jours de deux heures à

quatre heures. Je me fais ainsi un dollar par jour. » Puis, d'un air d'excuse : « Ce n'est pas beaucoup, assurément, mais les heures sont commodes, car elles ne me gênent pas pour les cours. C'est dur, parfois... Il y a des jours où je rentre dans ma chambre tout courbaturé, incapable de travail intellectuel. Mais à quoi sert de se plaindre? Il le faut. » Et serrant ses poings, comme s'il appelait la vie au combat : « Je veux arriver! » Intrigué, je le fis parler, et sans se faire prier, pendant que je l'accompagnais au magasin où il travaillait, il me conta son histoire.

C'était le fils d'un petit contre-maître. Son père mourut pendant que lui était tout enfant. Par suite de cette imprévoyance qui est fréquente chez l'ouvrier américain, le *foreman* ne laissait pas un « cent. » La mère accepta une situation de vendeuse dans un « drug-store, » de quoi vivre, et l'enfant, après avoir été dans une école, juste assez pour prendre le goût du savoir, dut gagner son pain à son tour. Il entra chez un quincailler; mais il se lassa vite : « Je n'apprenais rien, monsieur. Au bout de huit jours, je connaissais le métier; ce n'était que routine. Je n'avais aucune occasion de me développer. » Il s'embaucha dans une usine où l'on fabriquait des automobiles en série. Il avait imaginé que là, au moins, on lui enseignerait de merveilleuses choses qui le conduiraient à la fortune. Mais une autre déception l'attendait. On le mit à une tâche toujours la même, qu'il répétait incessamment. Un chariot apportait devant lui des pièces, délicats organes d'un moteur, qu'il limait, ajustait et envoyait plus loin. Et ainsi tout le long du jour. Les petits morceaux d'acier brillant arrivaient, s'arrêtaient, repartaient; d'autres morceaux, tout pareils, arrivaient à leur tour, s'arrêtaient et repartaient. Il comprit alors que sans instruction il ne sortirait jamais de cette médiocrité. Il s'en alla à New-York : c'est le paradis des autodidactes. Pendant le jour il travaillait chez un commissionnaire en fruits, du côté de Christopher Street, chargeant et déchargeant des caisses, en « overall » bleu, dans le fracas d'un « elevated » dont les trains roulaient presque sans arrêt avec un bruit de ferraille assourdissant. Puis, son travail fini, il dépouillait sa salopette et il devenait l'un des voyageurs que le subway transporte par millions. Il remontait vers la 116e rue et allait suivre les cours du soir que l'Université Columbia offre à tous les affamés de savoir de l'immense

ville. C'étaient, chaque jour, cinq ou six heures d'études voraces, cours ou lectures, et pendant deux ans il avait non seulement appris beaucoup, mais encore acquis pas mal de ces « crédits » dont la somme lui vaudrait le diplôme convoité. La guerre était survenue. Il était parti pour la France, où il s'était battu. Et au contact d'un peuple étranger il avait senti grandir encore son ambition.

— Voyez-vous, monsieur, m'expliquait-il, un titre de Columbia, acquis dans ces conditions, malgré tout, ce n'était pas grand chose. Quand je regardais autour de moi, quand j'interrogeais le passé des hommes supérieurs que j'avais approchés, c'étaient tous des Harvard men, des Yale men. Ceux-là seuls avaient eu cette éducation de choix qui permet d'atteindre à tout. Je ne veux pas être un simple foreman, comme mon père. Et alors l'idée m'est venue d'aller moi aussi à l'une de ces vieilles Universités. Pourquoi pas ? En Amérique, quiconque veut réussir le peut. Mais comment faire? La vie dans une institution comme celle-ci coûte cher. Pensez donc! » Et il me fit le détail de ses dépenses avec la minutie et la précision d'un homme qui les avait maintes et maintes fois additionnées dans l'espoir d'en comprimer le total. « Deux cent quarante dollars pour les frais d'études; trente dollars pour frais de laboratoires; soixante-dix dollars pour ma chambre ; deux cents dollars pour ma nourriture ; nous arrivons déjà à un total de cinq cent quarante dollars. Puis, il y a les livres, le blanchissage, les menus frais. Je ne puis pas m'en tirer à moins de six cents dollars. Or, quand je suis revenu de France, j'avais à peine cent dollars. J'aurais pu avoir davantage, mais nous autres Américains, nous ne sommes pas comme les Français : nous ne savons pas faire à l'économie sa part. L'argent avait coulé entre mes doigts. Enfin!... Mais où trouver les deux mille quatre cents dollars nécessaires pour mes quatre années d'études? Alors je me suis dit que si je continuais à aligner des chiffres sur le papier, je n'arriverais jamais à la solution du problème. *I took my chance!* J'ai risqué le coup! Yale m'avait toujours attiré. Je suis venu. J'ai expliqué mon cas. L'Université m'a accordé un prêt, qui me débarrasse pour l'instant des frais d'études. Ah! monsieur, ajouta-t-il avec orgueil, c'est beau d'appartenir à un pays où tout est fait pour aider les courageux! Ces prêts consentis par l'Université, ne

trouvez-vous pas cela admirable? J'ai signé un papier comme quoi je m'engage à rendre la somme moins de cinq ans après avoir mes grades. Si je rembourse dans le délai prescrit, je n'aurai à payer aucun intérêt. Si je dépasse l'échéance, je paierai un intérêt de six pour 100. Et j'ai eu de la chance. J'ai trouvé cette besogne qui me rapporte six dollars par semaine, le prix de ma pension. Les cent dollars que j'ai combleront pour cette année le déficit. Pendant les vacances, j'irai vendre des cartes postales aux chutes du Niagara. On m'a dit qu'on pouvait se faire facilement deux ou trois cents dollars de bénéfice. Cela me remettra en selle pour l'année prochaine. Et voilà monsieur, je suis tiré d'affaire! Je suis sûr d'arriver!

— Et vous êtes beaucoup comme cela à Yale?

— Plus de cinq cents sur les trois mille.

— Et vos camarades riches ne vous font pas sentir... comment dirai-je?...

— Je vois ce que vous voulez dire. Vous pensez peut-être qu'ils me méprisent. Je ne le crois pas. Pourquoi le feraient-ils?

Mon jeune ami avait dit vrai. Ils sont des centaines à Yale, les étudiants qui, selon leur expression, « work their way through the University, » — qui défraient leurs dépenses à l'Université en travaillant. Et Yale encourage ces vaillants. Elle fait tout ce qu'elle peut pour les aider. Elle accorde des bourses, elle donne des prix aux plus méritants. Elle leur prête de l'argent. Dans tous ses annuaires elle indique aux étudiants pauvres les moyens de se tirer d'affaire. Elle a même une organisation spéciale, le « Bureau of Appointments, » qui sert de trait d'union entre les employeurs intelligents et les étudiants besogneux, sorte de « clearing-house » de toutes les offres et demandes de travail qui se produisent à New Haven.

Admirable prévoyance de l'Université, qui trouve son intérêt à faire le bien, car elle s'assure ainsi le recrutement d'une élite aux énergies imbrisables! Mais non moins admirable est cette foi en l'éducation qui anime même les plus pauvres, comme ce fils de contre-maître dont je viens de conter l'histoire. Elle est générale en Amérique, cette prosternation devant le savoir que l'on met avec soi comme un dieu tout-puissant dans la lutte pour parvenir. L'auteur d'*Outre-Mer* a déjà signalé ce fait. Depuis que je suis ici, je vérifie à tout instant la justesse de cette remarque. J'en ai eu surtout une frappante confirmation

dans l'Université populaire qui se réunit tous les étés sur les bords du Lac Chautauqua. Les gens cultivés ont l'habitude de sourire quand on parle de cette institution. A la vérité, c'est une des plus touchantes et des plus respectables manifestations de cette ambition d'apprendre qui possède toute la nation. Dès que le mois de juillet arrive, on voit se diriger vers Chautauqua des milliers et des milliers d'étudiants d'occasion. Il y a de tout dans cette foule : des jeunes gens que leurs parents veulent initier aux jouissances intellectuelles; des professeurs d'enseignement primaire et secondaire qui viennent combler une lacune dans leurs études; des jeunes filles du monde, rieuses et sérieuses à la fois ; beaucoup de gens âgés qui désirent se tenir au courant de la pensée contemporaine ou espèrent entendre des conférenciers illustres. Et à tous ces affamés de culture, Chautauqua offre le plus abondant et le plus hétéroclite des banquets. Depuis huit heures du matin jusque tard dans la soirée, se succèdent les conférences, les sermons, les concerts, les lectures. Pas une minute l'on ne cesse de déverser les flots d'éloquence. Et rien n'est plus admirable que de voir ces pèlerins enthousiastes, débordant d'admiration, — quel que soit le sujet traité, — courir d'une salle à l'autre, passant d'une leçon de modelage à l'analyse de la pensée de Walt Whitman, d'une exposition de l'état des affaires dans les Balkans à un récital de piano, toujours ardents, toujours convaincus et pleins d'une joie sacrée à l'idée qu'ils dissipent les nuages de l'ignorance. Je ne crois pas qu'il y ait au monde un autre peuple qui se laisserait persuader de passer ainsi ses vacances !

Cette foi en l'éducation est une des grandes forces sociales aussi bien que morales des États-Unis. Ce n'est pas dans ce pays que l'on verrait des ouvriers chasser leurs ingénieurs et prétendre mener une usine par la seule vertu de leur incapacité. Les ouvriers ont le respect de ceux qui savent et n'ont qu'une ambition : savoir autant que leurs chefs pour s'élever à leur tour. Cette foi tempère aussi l'utilitarisme des grands industriels. Les « progressive men » mettent de préférence dans les postes importants des jeunes gens qui ont reçu une forte culture. Il n'est pas rare de voir dans la salle des pas perdus des grandes Universités, à côté des notes officielles, des annonces comme celle-ci : « La Compagnie X. qui s'est spécialisée dans le commerce des conserves désire deux ou trois jeunes gens pour-

vus de leur baccalauréat pour occuper positions lucratives dans ses bureaux. La connaissance de l'espagnol est nécessaire. » Ou bien : « MM. Y et Co, de New-York, offrent bonnes situations à gradués du Collège de A. dans leur bureau central d'exportation. Pour tous renseignements s'adresser au Doyen. » Et quel optimisme une pareille croyance ne donne-t-elle pas! « Au savoir tout est possible » est une formule un peu simple, mais magique, qui stimule les ambitions et fait surgir les mérites. Puisque pour réussir il suffit d'avoir appris, quelle hésitation arrêtera celui qu'aiguillonnent l'énergie et la volonté? C'est ainsi que s'explique, en partie, l'audace tranquille des hommes de ce pays. Sans doute, il y a dans cette qualité un reste de l'esprit d'aventure qui animait les premiers colons de ce vaste continent. Ils partaient, ces pionniers, au hasard, vers l'inconnu, sans savoir ce qui les attendait aux profondeurs émouvantes de la forêt ou dans les déserts effarants de la prairie. Et cette habitude qu'ils avaient prise de se fier à la chance, de ne compter que sur eux-mêmes, ils l'ont léguée à leurs descendants. Mais maintenant que forêt et prairie ont perdu beaucoup de leur mystère, ces instincts n'auraient plus où se prendre s'ils n'étaient soutenus par cette religion du savoir tout-puissant.

Voilà donc la force qui pousse ces jeunes gens au front clair, aux regards assurés, aux mâchoires volontaires, et qui développe en eux cette confiance facilement bousculante assez semblable au premier abord à de l'effronterie mais qui est seulement l'affirmation un peu brusque d'une conviction profonde ignorant les obstacles et bien décidée à n'admettre aucune entrave dans la poursuite du succès. Quand ils entrent à l'Université, ces jeunes conquérants doivent cependant abdiquer un peu de leur farouche indépendance. La liberté dont ils jouissent, si grande soit-elle, n'est pas entière. Elle est limitée par une surveillance discrète, sans tracasseries, mais réelle. Les étudiants sont divisés en petits groupes sous le contrôle de professeurs qui jouent le rôle de mentors auprès de cette jeunesse ardente. Des conseils de discipline jugent tous ceux qui se conduisent mal. Et puis, il y a les *dormitories*. Tous les élèves du Collège, à moins que leurs parents n'habitent à New Haven, sont tenus d'avoir leur chambre dans l'un des halls. Ils peuvent aller et venir à leur guise; aucune heure n'est fixée pour la rentrée du soir. Mais dans ces *dormitories* logent aussi des instruc-

teurs et leur présence est suffisante pour assurer l'ordre et la bonne tenue.

Les étudiants ne sont pas d'ailleurs à plaindre. Ces dortoirs n'ont rien de commun, en dehors du nom, avec les lugubres salles où s'entassent les élèves de nos lycées. Ils ont été, pour la plupart, bâtis par de riches donateurs qui ont voulu procurer à la jeunesse studieuse quelque chose du luxe dont ils jouissaient eux-mêmes. Les prix varient : les plus aisés peuvent, s'ils le désirent, avoir plusieurs pièces et mettre au loyer de leur appartement jusqu'à six cents dollars par an. Mais on trouve des chambres à soixante dollars seulement. Le plus souvent les étudiants logent à deux ou à trois. Une « living-room » sert de pièce commune pour lire et recevoir; les chambres à coucher sont individuelles. Chacun devant meubler son propre appartement, on s'ingénie à lui donner un air coquet et confortable. Des fauteuils profonds accueillent l'étranger, et invitent aux longues causeries. Sur les murs des photographies d'êtres chers, d'une sœur, de la « girl » ou des « girls » préférées; des gravures aussi, scènes de sport, vues du vieux Yale; et bien haut, dominant la pièce et comme pour la protéger, une bannière aux couleurs de l'école où l'étudiant a été élevé; enfin, le long et à hauteur de la fenêtre à guillotine, une large planche, assez semblable à une étagère, sur laquelle sont empilés des coussins multicolores. C'est là que l'occupant de la chambre passera le meilleur de son temps quand il restera chez lui. Et c'est, à certaines heures de l'après-midi, un spectacle curieux que de distinguer derrière les vitres, à demi enfouie dans les coussins, la forme vague de ces adolescents, paresseusement couchés sur le dos, les genoux au menton, un livre sous le nez, pendant que les yeux alertes surveillent le Campus. Qu'un malin observe quelque chose d'anormal et l'on entend un coup de sifflet, un cri sauvage. Aussitôt, derrière chaque fenêtre c'est la résurrection brusque de tous ces corps étendus; des têtes curieuses se penchent au dehors, sifflant, hurlant. Puis quand le besoin d'espièglerie est satisfait, les bustes retombent, les genoux se rapprochent du menton, et la lecture reprend.

J'ai entendu discuter en Amérique la valeur de cette vie en commun. Les étudiants sérieux regrettent de ne pas être mieux protégés contre les visites intempestives des oisifs ou contre le vacarme qui, à certaines heures, ébranle la maison du haut en

bas. Les autres se plaignent de la contrainte en laquelle on les tient. Les professeurs, de leur côté, font remarquer qu'il n'est pas sage d'exposer des jeunes gens, dont beaucoup sont encore des enfants, aux tentations de la vie. En un temps où l'on n'avait pas assez de *dormitories* pour loger tous les étudiants du Collège, on avait recours à des gens de la ville qui louaient des chambres. La morale y perdait. On ajoute que ce système a cela de bon qu'il apprend au jeune homme à supporter ses semblables, but suprême de toute éducation. Il me semble aussi que ce frottement journalier a le grand avantage d'empêcher les étudiants de vieillir trop tôt. La jeunesse a besoin pour se maintenir de se retremper incessamment en elle-même. C'est en grande partie à cette action d'individualités exubérantes les unes sur les autres qu'est due cette *boyishness* que les Américains conservent pendant tout le cours de leurs études et souvent même longtemps après. Chaque fois que je traverse ce Campus, tout animé de visages juvéniles, je ne puis m'empêcher d'évoquer le souvenir de ce que fut notre vie d'étudiants à nous : la chambre garnie, aux meubles usés par des générations d'hôtes de passage ; les rencontres hâtives et les quelques paroles toutes chargées de préoccupations scolaires échangées rapidement entre deux cours ; comme délassement, la « manille » dans une salle empestée et bleuie de fumée ; et puis, la solitude dans des réduits sans agrément et sans intimité.

MŒURS UNIVERSITAIRES. — UN « RUSH. »
LE « MATRICULATION SERVICE »

J'ai été, à un jour d'intervalle, le témoin de deux scènes que je veux noter, car elles ne sont pas seulement pittoresques, mais profondément significatives. La première se passe dans le Campus à huit heures du soir. Depuis quelque temps des bruits couraient un peu partout : un « rush » allait avoir lieu. C'est une vieille pratique, abandonnée pendant la guerre, et que les étudiants veulent remettre en honneur. Elle est née de la rivalité qui existait autrefois entre freshmen et sophomores. Ceux-ci ont toujours voulu exercer sur les nouveaux une sorte de tyrannie. Et les querelles entre les deux classes étaient, dans le vieux Yale, pour ainsi dire continuelles. Quand des sophomores croisaient des étudiants de première année, ils ne manquaient

pas de les railler. On leur jetait leur jeunesse à la face comme une honte : « My poor freshy! My poor freshy! », leur criait-on. Quand les insultés étaient peu endurants, c'était la riposte, puis les coups. D'autres sophomores, d'autres freshmen arrivaient et la bataille devenait générale. C'est cet état de guerre, aujourd'hui presque oublié, qui se rallume une fois par an dans la lutte connue sous le nom de « rush » et qui a lieu traditionnellement pendant la première semaine de la rentrée.

Grâce à X., à qui ses fonctions dans un des bâtiments du Campus permettent d'être au courant de toutes les nouvelles, j'ai été averti du moment où doit avoir lieu la rencontre entre les deux plus jeunes classes. En raison des troubles qui ont éclaté au printemps, on ne veut pas donner aux éléments louches de la ville une occasion d'intervenir et les portes sont gardées par des forces de police. Pour passer, il faut montrer patte blanche.

Quand j'arrive, la nuit enveloppe déjà le Campus. Seules des torches tenues par des étudiants, projettent sur le fond d'ombre une lumière fumeuse, blafarde et dansante. Le vacarme est assourdissant. Des cris, des hurlements partent de tous côtés comme d'une foule en révolte, et cette clameur monte, descend et vient se briser sur les murs. Ce sont les deux classes qui se groupent et s'invectivent à la manière homérique. Enfin un certain ordre se met dans cette confusion. Deux masses se forment face à face, deux masses compactes où s'entremêlent des corps, des bras et de laquelle se détachent seules les boules mouvantes de centaines de têtes.

Sur le devant, chaque parti a placé ses hommes les plus vigoureux, de véritables géants, qui vont faire office de bélier. Et brusquement, dans un redoublement de cris, les deux masses se jettent l'une sur l'autre avec un élan fou. Le choc est formidable. Ces corps entrelacés qui font massue entrent dans les rangs opposés. On ne distingue maintenant qu'une agglomération d'hommes accrochés les uns aux autres qui luttent désespérément, tirent en tous sens, s'écroulent, se relèvent, écrasent, sont écrasés. Des bras raient l'air; des chapeaux volent; des vêtements sont déchirés. Parfois un des lutteurs que ses adversaires ont réussi à dépouiller s'échappe tout nu. Sa peau blanche sur laquelle danse la lueur indécise des torches, fait dans la nuit une brusque déchirure. Et il disparaît, comme une traînée lai-

teuse, derrière un groupe de spectateurs qui se referme sur lui pour cacher sa honte. Un grand garçon est retiré avec difficulté de la masse hurlante. Il est sans connaissance. On l'étend à l'écart, et des amis essaient de le faire revenir. Mais cet incident qui pourrait être tragique passe inaperçu, ou personne n'y prend garde. La lutte n'en continue pas moins ardente. Les deux troupes entremêlées, se tordant comme un monstrueux nid de serpents, avancent, reculent. Elles se détachent pour reprendre haleine, puis se précipitent de nouveau l'une sur l'autre. Une autre foule, composée des étudiants plus anciens auxquels se mêlent quelques professeurs venus pour revivre leur jeunesse, flue et reflue elle aussi. Chacun suit les péripéties du combat, les mâchoires serrées. Enfin, après une demi-heure d'efforts, le rush prend fin. Les sophomores, semble-t-il, moins nombreux, ont été acculés à la terrasse de Wright Hall, sur laquelle ils sont réfugiés. Et les vainqueurs saluent leur triomphe du cri de guerre de Yale, ponctué de celui de la classe

Rah-rah-rah-rah-rah-rah-rah!
Twenty-three, twenty-three!

poussé d'une voix rauque, pendant que les poings battent l'accompagnement à grands coups sur le sol.

La seconde scène est bien différente. C'est un dimanche, un dimanche lumineux et doux de la fin de septembre. Comme décor la grande salle de l'Université, Woolsey Hall, une salle toute blanche, de style classique, sans autre ornement que les écussons des différentes promotions de Yale et les sculptures répandues à profusion sur les murs. Un drapeau étoilé, largement déployé devant le grand orgue, dans le fond, met la seule note de couleur gaie dans ce grand vaisseau, mélange inanalysable de luxe et de sévérité froide. Le « matriculation service, » ou service religieux à l'occasion de la rentrée, va avoir lieu. Ces mêmes jeunes gens qui, hier soir, luttaient si sauvagement sont là calmes et paisibles. Leur attitude est parfaite. Ils obéissent docilement aux indications des moniteurs et gagnent en silence les places qui leur sont réservées au rez-de-chaussée. Ils sont recueillis et prennent évidemment au sérieux la cérémonie qui va avoir lieu. Dans les tribunes, les professeurs et leurs familles sont presque tous présents.

Brusquement les grandes orgues éclatent. Un adagio de Louis Vierne étale son ample phrase, qui vient comme s'enrouler majestueusement autour de la salle, et presque en même temps, par une porte sur le côté de l'estrade, entrent le Président et les Doyens. Ils sont revêtus de la robe académique, une robe noire, presque ecclésiastique, sans un ornement, sans la moindre touche de couleur. Sur leur tête, le bonnet carré des Universités anglaises, cette coiffure qui tient de la barrette et de la czapska, toute noire elle aussi avec son gland de soie qui ballotte sur le côté. Ils défilent lentement, réglant leur pas sur la phrase de l'orgue. Contre la blancheur des murs, le noir de leur personne se détache et paraît encore plus foncé, d'une profondeur funèbre. Ils sont grands, pour la plupart, et minces, et du lointain où je suis, leurs corps semblent s'étirer comme des personnages du Greco. Graves, presque austères, ils s'arrêtent face au public, devant les chaises qui leur sont assignées et qui se réfléchissent en ombres brunes et obliques sur le parquet nu, luisant comme une glace.

Quand l'orgue a lancé ses dernières notes en un large crescendo de triomphe, le doyen de la Faculté de Théologie s'avance sur le bord de l'estrade et récite le *Pater*. Puis l'orgue entonne l'hymne :

> Des choses glorieuses sur toi ont été rapportées,
> O Sion, cité de notre Dieu,

que la salle tout entière chante avec ferveur. Encore une prière pour attirer l'inspiration divine sur l'assemblée; un second hymne en lequel tout le monde communie

> Éveille-toi, mon âme, tends tous tes nerfs
> Et presse de l'avant avec vigueur;

et enfin le Président, du haut de la chaire dressée en avant de l'estrade, commence son sermon, — un sermon laïque mais tout vibrant de paroles bibliques. Il s'adresse surtout aux jeunes gens, à ces esprits neufs qui viennent chercher à Yale non seulement l'instruction, mais aussi des règles de conduite dans la vie. Il passe en revue les qualités qui font l'homme fort et juste; il leur révèle les beautés séduisantes de la vertu...

Mais déjà je n'écoute plus. (Puisse l'éloquent président de Yale me pardonner, si ces pages tombent sous ses yeux!). L'im-

pression que je reçois de cette salle recueillie est si forte que mon esprit malgré moi déserte et se laisse entraîner dans les capricieux sentiers de la rêverie. Dans la demi-hypnose où je me sens plongé, tout ce qui m'entoure pâlit et se fond dans une brume d'où peu à peu, luttant pour sortir de l'indécision, une autre image finit par se dégager. Je ne comprends pas tout d'abord, car la scène, bien que différente, semble pourtant se confondre avec celle qui l'a précédée. Ce sont toujours les mêmes hommes vêtus de noir, assis sur les mêmes chaises, dans la même attitude pieuse. Mais le costume a maintenant quelque chose d'antique dans sa sévérité. On dirait une de ces assemblées que Hawthorne aime tant décrire. La lumière se fait en moi. Je suis dans l'Amérique puritaine. J'ai devant les yeux les premiers trustees de Yale College, — James Noyes, Israël Chauncey, Abraham Pierson..., ma mémoire engourdie essaie de se rappeler les autres et n'y réussit pas. Et sans doute que celui dont on voit seulement le buste émergeant de la chaire est le Révérend James Pierpont, le premier recteur. Je n'entends pas ce qu'il dit, mais aux visages austères de ceux qui l'écoutent, à la vigueur des gestes dont il ponctue ses phrases, il s'agit, à n'en pas douter, de la laideur du péché et des flammes d'enfer qui guettent les méchants.

Je fais effort pour m'arracher à cette illusion. Une voix me crie que ce ne peut être qu'un rêve, que les temps sont changés, que bien morts sont les puritains qui fondèrent le collège dans une atmosphère de mélancolique suspicion de la vie. Mais l'image persiste et continue à recouvrir sans l'oblitérer tout à fait la vision réelle qui par moments réapparaît, comme une esquisse imparfaitement effacée se distingue parfois sous le dessein qui l'a remplacée.

Les orgues éclatent de nouveau. Un grand brouhaha m'arrache à ma rêverie, et je me sens porté au dehors par le flot de la foule qui s'écoule. Je me retrouve dans l'aveuglante clarté de midi. Le soleil prodigue à tous les objets ses caresses chaudes, presque voluptueuses, et fait flamber les couleurs des vives toilettes d'été que les dames ont revêtues par cette belle matinée. Des trolley-cars se précipitent à toute allure et appellent désespérément pour écarter la foule dense qui obstrue la rue. Des moteurs sont mis en marche et ronronnent. Les portières claquent. Les automobiles dérapent d'un bond volontaire et filent

brusquement, écorchant l'air de leurs sirènes. C'est la civilisation moderne qui me reprend, si différente de celle qui, il y a deux cents ans à peine, façonnait ce pays. Si différente? Dans ce qu'il y a de plus extérieur peut-être, mais pas dans ce qui est intime. Les deux scènes auxquelles j'ai assisté, en moins de vingt-quatre heures, ne sont-elles pas la preuve que le vieux fond apporté par les premiers colons persiste? Hier soir, j'ai vu combien les particularités physiologiques sur lesquelles reposent les caractères d'une race sont permanentes. Quelle distinction peut-on établir entre ces étudiants qui luttaient comme des tigres et les jeunes barbares que Matthew Arnold croyait discerner chez ses compatriotes? C'est la même passion du jeu brutal, qui met sa gloriole dans un triomphe du muscle, que ce soit au football, dans un match de boxe ou dans une de ces mêlées sans règle. Peut-être y a-t-il seulement une question de degré, car ici le recours à la force a dû être exaspéré par la nécessité de briser une nature hostile. Et aujourd'hui, je viens de sentir combien cette autre clé de voûte du caractère anglais, le sentiment religieux, était encore solide. Cette grande force idéaliste qui a soutenu la primitive Amérique demeure encore active. Sans doute le Puritanisme n'est plus qu'un souvenir à Yale. L'Université se fait gloire d'admettre toutes les sectes et de n'appartenir à aucune. Mais le sérieux et l'ardeur que la vieille religion a déposés dans le cœur des premiers colons inspirent leurs descendants. Ainsi se retrouvent intactes, du moins dans cette partie de la nation, les deux traits les plus frappants de la race anglaise. La vie a pu changer, façonner les hommes à d'autres habitudes. Mais les corps et les âmes sont restés les mêmes et perpétuent une parenté que rien sans doute ne pourra effacer.

A. FEUILERAT.

(A suivre.)

NEDROMAH (1)

L'imposant Ali Tahar, professeur à la médersa de Tlemcen, nous accompagne à la mosquée de Sidi Bou-Médine. Un « seroual » bouffant le vêt et le fez grenat couvre son front, mais le ruban rouge traverse la boutonnière d'un veston à l'européenne.

— Vous allez connaître, en la personne du cheick El-Djamii, gardien de la mosquée, un musulman à la mode des anciens âges dans la vieille maison de Dieu, chère à son cœur, me confie-t-il.

Nous traversons un sous-bois harmonieux, Élysée islamique où, parmi l'ombre argentée des oliviers et des pistachiers flexueux, quelques tombeaux à coupoles pâles luisent faiblement, fantômes d'une ville sultane dont le souvenir s'abolit devant la laideur de la sous-préfecture moderne. Car l'Islam n'est plus guère qu'un grand cimetière fleuri et nous apercevons l'image d'une civilisation qui rejoindra, bientôt, sous le sol verdoyant, les monuments de Chaldée, d'Assyrie et de Phénicie.

— Notre vénérable Sidi Bou-Médine, l'un des derniers lieux où se respirent encore les parfums d'Arabie, annonce Ali Tahar en poussant une porte de bronze patinée à gros clous en étoiles. Une première cour dallée de marbre résonne sous nos pieds. Une sorte de cloître à colonnade l'entoure, car la piété humaine retrouve, sous tous les cieux, les formes architecturales propices aux effusions de l'âme.

Aux claveaux des cintres quelques girandoles de Venise oscillent comme des encensoirs et leurs cristaux scintillent. Dans la pénombre mystérieuse d'une chapelle où fleure l'oliban,

(1) Voyez *Mazouna*, dans la *Revue* du 15 novembre 1921.

sous des tissus colorés comme les prairies de mai, reposent en leur sommeil éternel les saints Seigneurs Bou-Médine d'Andalousie et Ab-el-Salem le Tunisois. D'énormes cierges cantonnent leurs tombeaux sur lesquels les verrières des coupoles, traversées du soleil, répandent un glorieux arc-en-ciel. Remplis de terre de la Mecque, quelques œufs d'autruche, rapportés du grand pèlerinage, se balancent sur ces « Sidis » vénérés.

A gauche, un étroit escalier aux céramiques bleu de paon, permet de descendre dans une cour de poupée, aux marches et entablements réduits à des dimensions de jouets.

Au centre, fleurit un rosier écarlate. Lassé de prier Bou-Médine dans l'ombre colorée de la coupole, un fidèle descend respirer l'air sous cet arbuste dont il porte à sa bouche les roses et màche voluptueusement les pétales. Sur l'autre côté de cette chapelle, un escalier de marbre sous une voûte aux stalactites de stuc, conduit à une vaste cour au pavage vert, jaune et blanc. Supportée par quatre colonnettes d'onyx, la fontaine aux ablutions rituelles y pleure, jour et nuit, et le tintement cristallin des gouttes dans la vasque rafraîchit les oreilles. Sous ses ténébreux plafonds de cèdre, l'intérieur de la mosquée s'aperçoit à travers son quinconce de piliers. L'encens et le benjoin embaument l'air. De l'azur radieux de la cour des abeilles descendent en averse d'or. Elles pénètrent dans la nef, mais, effrayées par ses ténèbres, elles en ressortent aussitôt. Le bruissement de leurs ailes vibrantes se mêle au bourdonnement confus des prières. A la base des colonnes quelques blanches statues humaines qui, jusqu'alors, conservaient l'immobilité des œuvres de l'art, s'animent, se balancent doucement comme des arbres soufflés par la brise. Tout à coup une psalmodie véhémente s'élève et, comme sous l'effet d'une tempête, ces fidèles tombent en avant, tournés vers un « mirhab » dont l'hémicycle aux majoliques persanes reluit comme un grand œil bleu à l'ombre des voûtes.

A ce moment, un musulman gras et onctueux, aux prunelles de jais dans un visage de cire rose, que couronne un turban immaculé, nous fait une révérence à l'orientale : son sourire découvre ses dents; ses mains écartent les pans de son burnous neigeux et, vraiment, il semblerait, en sa courtoisie, que ce cheick veuille nous embrasser. Le professeur Tahar le présente :

— Si El-Djamii, le pieux conservateur de Sidi Bou-Médine.

Nous nous congratulions sur l'infini bonheur de notre rencontre en ce lieu béni, quand, rapide, violent, hautain, un vieillard, image parfaite des chefs guerriers des tribus sémites, se profila sur l'obscurité bleuâtre de la nef. Une haute crosse aidait ce solennel arrivant dans sa marche. A chaque enjambée, il la plaçait en avant de lui avec l'autorité d'un pontife et ce bâton résonnait sur le dallage de la mosquée.

— Un prince déchu : Chadli Ben Chélia, me souffle Tahar. C'est l'un des derniers représentants de notre féodalité musulmane. Jadis sa famille régentait toute la province des Traras. Maintenant Ben Chélia n'est plus que l'ombre de lui-même sur cette terre, et le beau cavalier arabe, fêté par votre cour impériale, brigue seulement le sceptre du maraboutisme. Cette crosse que vous lui voyez au poing, devient l'insigne de sa nouvelle dignité.

... Cependant Chadli, en marche vers le mirhab, paraît le provoquer de son regard audacieux, et, soudain, s'abat de toute sa haute stature. Le front au sol, les mains ouvertes, étendu, il semble d'une dimension formidable. Il évoque ces patriarches de puissante vitalité, Abraham et Jacob, qui, quoique chenus comme les vieux chênes, reverdissaient à chaque printemps en donnant encore des rejetons.

El-Djamii, une main en rabat-voix devant ses lèvres, nous chuchote :

— Envions ce noble seigneur qui connaît la jeunesse éternelle. A soixante-treize ans ne vient-il pas de prendre une épouse de seize ans ? Notre Dieu tout-puissant accorde vraiment ses grâces à ses fidèles. Qu'il soit béni !

— Les enfants de Ben Chélia, déjà gens sur l'âge et pères de famille, doivent être désolés, fait remarquer Tahar.

El-Djamii salue avant de repartir sentencieusement :

— Ce qui est écrit est le bien. Allah Aoun (1).

Ses dévotions terminées, Chadli Ben Chélia se redresse de toute sa hauteur et toise encore le mirhab d'un air qui signifie :

— As-tu remarqué, ô Mohamed ! de quelle façon j'honore mon Dieu? Tâche de t'en souvenir et accorde-moi les faveurs dues à une personne de ma qualité.

... Son grand bâton à la main gauche, Chadli Ben Chélia

(1) Dieu t'aide.

nous fait la salutation la plus courtoise. Malgré son âge, la beauté de cet Arabe retient l'attention. La nature lui donna tous les attributs physiques d'un chef; la stature et le profil impérieux. Lorsque ses yeux de velours noir se fixent sur un homme du peuple, ils ont une telle autorité qu'ils doivent obtenir aussitôt l'obéissance. Le nez cartilagineux, dans le prolongement d'un front élevé et fuyant, a la courbure d'un yatagan. Le menton, d'un ovale allongé, s'avance au-dessus d'un cou svelte, le cou de ces cavaliers sahariens qui appréhendent l'embuscade et considèrent sans cesse les quatre points cardinaux où la mort rôde. Bleuies par le « koheul, » les paupières de ce seigneur africain lui donnent une trouble expression qui ravit les fellahs, simples d'esprit, car ils veulent y voir une preuve des macérations de ce marabout. Il est nécessaire, en terre d'Islam, qu'un dévot personnage présente l'aspect d'un homme consumé par l'ardeur de ses pieuses veilles.

Après s'être courbé respectueusement, le cheick invite ben Chélia à vouloir bien accepter une tasse de café en l'appartement qu'il occupe dans les dépendances de la mosquée.

Avec la mine d'un roi accordant une grâce à l'un de ses humbles sujets, le vieillard, frappant sur sa crosse, nous précède.

Au centre du patio blanc et azur sur lequel ouvrent les chambres habitées par le doux cheick, notre hôte, un jet d'eau murmure, puis se tait, disparaît comme intimidé et reprend de la voix.

Les ferronneries qui s'ajustent aux encadrements en marbre des ouvertures, sont voilées de tentures d'un jaune de pollen. Quelques petites perruches, à gorges vermillon, bavardent dans des cages en forme de chapelles coraniques aux grillages dorés. Des cyprins d'écarlate tournent dans la vasque du jet d'eau où quelques pots d'arum se baignent. Le silence n'est traversé que par la psalmodie monotone des « sourates » qui nous arrive parfois de la mosquée. En cette quiète atmosphère blanche, bleue et safranée, nous sommes assis sur des bancs à fuseaux, dans une salle céramiquée aux scintillements de gemmes. Au-dessus de nos têtes les étagères bariolées exposent des faïences hispano-moresques aux reflets de feu et d'or. Une négresse, en tunique coquelicot, apporte dans une aiguière niellée d'argent, au long col de flamant, le breuvage parfumé. Le seigneur

Chadli ben Chélia qui domine ses hôtes de sa prestance princière, complimente le cheick de savoir perpétuer la tradition musulmane de sagesse, simplicité et charme.

— Lorsque je parle ainsi, continue-t-il avec un sourire aigu, ce n'est pas que j'ignore l'ancien Tortoni et les cafés boulevardiers. Il me souvient aussi d'avoir reçu un morceau de sucre de l'impératrice Eugénie à une réception des Tuileries. Je n'étais pas alors le vieil homme que vous apercevez, mais un cavalier très vif. Revenu vers Dieu, j'estime que lui seul vaut qu'on s'incline à son service. Toutes les œuvres de gouvernement humain sont vaines. Pourtant j'appartiens à une race puissante, aujourd'hui brimée, qui sut commander. Que la volonté du Rétributeur soit faite!

A ces mots, Ben Chélia incline le front jusqu'à lui faire toucher sa canne; puis, relevé dans toute la majesté de sa stature, il me dit avec le plus affable des sourires :

— Il est entendu que vous viendrez visiter Nedromah. Vous excuserez ma réception, car je n'y administre plus que ma pauvre âme dont on ne put encore me dépouiller.

Après une grimace, celle d'un malade prenant un amer opiat, Chadli continue :

— Venez parcourir cette Nedromah, l'une des dernières villes où s'aperçoive un reflet de nos mœurs musulmanes, cette Nedromah, capitale des Traras, dont Allah nous retira le commandement.

Le vieillard nous salua le plus galamment du monde et sortit avec la pompe d'un acteur quittant la scène où il vient de tenir le rôle du héros. Lorsque Ben Chélia traversa le « sehan (1) » de la mosquée, plusieurs fidèles baisèrent au passage la main qu'il laissait pendre et il abaissait sur eux ses regards rendus langoureux par les cernes artificielles de ses paupières.

— Depuis combien de temps ce Sidi prétend-il au maraboutisme? interroge le professeur Tahar.

Sur les lèvres dodues d'El-Djamii fleurit un sourire, et il répond avec un geste bénin de ses grosses petites mains :

— Le temps ne fait rien à la chose. Il n'est que de bien se lancer dans les œuvres de piété pour atteindre vite jusqu'à la

(1) Cour à galerie dans une mosquée.

« ziarah » (1), la ziarah bienfaisante aux seigneurs de la lignée des ben Chélia.

Avec une mine innocente, le cheick continue de trahir son hôte, en ajoutant :

— Depuis que ce prince guerrier, qui enrage de ne pouvoir habiter une kasbah, commander des troupes et mener nos coreligionnaires à la façon de nos anciens khalifes asiatiques, a perdu la confiance du gouvernement français, il verse dans le maraboutisme. Ce spirituel Parisien, buveur de champagne, ce beau cavalier des grandes soirées de Paris, ce nouvel Antar qui croyait avoir conquis l'Europe par sa haute mine, s'affirme un saint. Quelle conversion impressionnante, inattendue! Tant que ce fastueux Chadli s'imagina représenter aux yeux des Français l'Arabe chevaleresque, il affectait de paraître le plus indifférent des mahométans. Généraux et ministres étaient reçus par lui avec une liberté de pensée qui les confondait. Les dames européennes, assure-t-on, raffolaient de cet Abencérage algérien qui l'emportait sur ses rivaux en jaquette par sa prestance et même son esprit.

Mais un jour vint où un maladroit préfet, M. M..., ulcéra notre orgueilleux seigneur de Nedromah en l'empêchant d'être renommé conseiller général. C'était d'ailleurs une injustice. Rien dans la conduite de Ben Chélia ne justifiait cette mesure désobligeante. Alors, brusquement, Chadli donna dans la piété, et la confrérie des Derkaouas l'accueillit. Quittant ses bottes vernies, notre prince courut les chemins, jambes nues, comme un ascète. Pour mieux saisir le bâton des pèlerins, il rejeta sa cravache à pomme d'or. Les Nedromi le virent s'abîmer en exercices de piété au pied des tombeaux, et les « zaouias » (2) devinrent ses lieux de prédilection. Un jour, enfin, il se crut digne de se maquiller la face au « koheul, » afin de mieux nous donner l'illusion qu'il agonise en ses extases. Et sa renommée grandit.

Malheureusement, il existe près de Nedromah une confrérie de Taibyah que gouverne un chérif venu d'Ouezzan-la-Sainte, un prestigieux chérif marocain, thaumaturge admirable qui vend, même aux colons français et espagnols, ses infaillibles amulettes.

Sur ces mots hasardeux, le cheick inquiet rougit.

(1) Droit d'aumône et sorte de prébende en pays d'Islam.
(2) Chapelles de pèlerinage.

Avec un air de réprobation affectée, le professeur Tahar réplique :

— Oh! nous laisseriez-vous croire à une empreinte de l'Islam sur les chrétiens?

— Inch Allah! répond El-Djamii en riant, et il continue : Le succès du vénéré marocain d'Ouezzan risquait de ruiner à jamais l'avenir religieux de Ben Chélia. Comme ce seigneur ne manque pas de génie politique, il découvrit lui-même, au Maroc, un chérif âgé, simple d'esprit, mais de cœur pur, Ben Sliman, et l'établit près de Nedromah. Désormais, il peut opposer chérif à chérif. Les Nedromi ne savent plus à quel saint personnage se vouer. Enfin, comble d'adresse, Chadli Ben Chélia, cet ancien féodal qui ne comptait aucune célébrité sacerdotale dans sa famille, vient d'épouser l'unique fille de seize ans de ce vénérable marocain. Si Ben Sliman meurt, et plaise à Dieu! Chélia, son gendre, hérite de son chérifat et devient une puissance sacrée.

— Et alors, la France est en danger? dit froidement le professeur à la médersa.

Après une réflexion pendant laquelle il ferme ses paupières et joint les pouces sur sa poitrine, le cheick répond :

— Je ne crois pas que de si vastes desseins hantent l'esprit de Chadli. Ce qu'il lui faut, c'est du prestige. Le prestige lui est aussi nécessaire pour vivre que le pain. Dominer par le turban vert, le burnous de pourpre, le sabre ou le bâton maraboutique, il faut aux Chélia la prééminence. Peut-on leur en faire un crime? Leur sang de dominateurs réclame le premier rang. Avec quelques décorations et quelques sinécures, la France les eût conquis.

Puis, El Djamii fait tourner ses pouces l'un autour de l'autre et incline sa tête aux joues rebondies. Il écoute le chant de ses canaris, don d'un prince tunisien, et respire l'oliban dont le parfum nous arrive de la mosquée. Là-bas, sous la nef ténébreuse, des fidèles récitent des litanies coraniques d'un air si monotone, qu'à distance, leur psalmodie semble le ron-ron de chats caressés.

— Le Miséricordieux soit loué! murmure enfin le cheick; quant à moi, je me sens l'âme discrète d'une violette, et, de même que ces fleurs vivent sous les oliviers, je me réjouis de végéter à l'ombre de Sidi Bou-Médine.

Sur cette déclaration, El Djamii nous salue afin de prendre congé, en ouvrant comme de larges ailes les côtés de son burnous, et son geste découvre sa gandourah fleur de pêcher aux petits boutons d'argent. Pendant qu'il s'éloigne à reculons, le cheick, exquisement poli, s'incline encore plusieurs fois. Sous la coupole obscure, il semble bientôt aussi diaphane qu'une vapeur. Il se dissipe enfin, comme une nuée, derrière les piliers de la mosquée.

A cet instant, de la chapelle aux tombeaux, sortent en courant sur la pointe de leurs orteils, une douzaine de fillettes aux doux yeux de chevrettes. Des « foutahs » rayées de cerise, d'azur ou d'émeraude moulent la cambrure de leurs reins. Leurs sourcils en arc semblent tracés à l'encre de Chine sur leurs fronts d'ambre. Elles tourbillonnent autour de la fontaine aux ablutions, s'y trempent les mains et le visage avec des cris d'hirondelle; puis, comme de petites danseuses, les bras remontés en anse jusqu'à toucher leurs cheveux dont les nattes frétillent, elles bondissent autour des musulmans en prière, immobilisés dans la contemplation du grand œil bleu du mirhab Pas un de ces fidèles ne s'offense de leur sarabande· Reconnaissent-ils la grâce de Dieu dans le jeu de ces fillettes, qui, plus tard, houris délectables, seront promises aux élus de Mohamed?

***

Par cette matinée printanière, penché sur les merlons du minaret de Nedromah, la ville de Chadli Ben Chélia, Seigneur des Traras, m'apparaît. Nous touchons à la frontière marocaine. Nemours, dernier port d'Algérie, scintille au Nord. Vers le Sud, la montagne encapuchonnée de brumes semble vouloir protéger sa tête bleuâtre avec des haïks de lin. La cité berbère, chère aux anciens sultans de Tlemcen, se découvre à vol d'oiseau et les maisons, aux façades aveugles sur leurs ruelles, révèlent leurs secrets. Il faut l'audace d'un « roumi » pour oser scruter ces intérieurs musulmans où l'existence intime des Nedromi se dévoile. Par douzaines, les patios délicieux de blancheur à travers leurs treilles, s'encadrent entre les portes-fenêtres de leurs chambres. Près d'un pampre tortillé, une svelte musulmane, en toge d'un violet de campanule, crible de l'orge. Elle tient son tamis à bout de bras, et, persuadée qu'elle joue

d'un tamtam, cette femme-enfant le balance en chantant. Contre un seuil, peint d'ocre rouge, une jeune mère berce un nourrisson emmailloté de bandelettes comme une petite momie; elle le pose sur le sol, telle une quille, et le laisse verser sur son coude en riant avec des roucoulements de colombe. A l'autre extrémité de cette cour, le père accroupi, ses lainages drapés autour de lui en vagues de crème, joue d'une flûte arabe, maintient une note plaintive et rêve, le front au ciel.

Dans la plus vaste cour d'une demeure voisine, un nègre d'une noirceur de poix semble faire un trou de sa personne dans la muraille éblouissante. Ce domestique panse un cheval dont il démêle avec amour la queue soyeuse comme la chevelure d'une jeune fille. Près de lui une négresse en tunique bariolée souffle le feu d'un « kanoun » (1). Agenouillées devant de larges plats de bois, deux vieilles servantes roulent sous leurs paumes la semoule afin de préparer le grain du couscous Le maître de ce logis, opulent personnage à triple menton, assis sur le bord de son puits, embrasse son fils au petit crâne rasé, bleu comme l'azur.

De l'entassement de tous ces cubes de maçonnerie dont le ramas forme la ville de Nedromah, une maison plus pompeuse que ses voisines, les dépasse. Elle a dans le désordre de sa construction quelques prétentions à l'architecture. Une galerie à rampe de bois court le long d'un étage en encorbellememt sur une cour profonde d'où s'échappe le rythme allègre des pilons. Ce tapage seul renseignerait sur l'importance de ses habitants, car les humbles ménages ne peuvent faire retentir, chaque matin, les mortiers de cuivre où se préparent les fards de la toilette et les poudres de la cuisine. Ce soir, nous pénétrerons dans cette grande bâtisse qu'habitent Chadli Ben Chélia et son fils le caïd.

Deux femmes aux cheveux nattés dans des foulards cramoisis surgissent derrière le petit mur qui sert de garde-fou à l'une des terrasses de cette vaste demeure. Comme des chattes qui redoutent quelque chien dévorant, ces musulmanes tournent des yeux craintifs autour d'elles; sans doute assurées qu'aucun homme ne pourra les apercevoir, prestes et hardies, elles sautent, un bras ramené sur leurs visages bistrés. Leurs hanches

(1) Fourneau de terre primitif.

fines ondulent. Par-dessus leurs épaules flottent, comme des étendards, les foutahs rayées qu'elles étaient allées chercher sur les cordes où elles séchaient. Les bracelets et les anneaux de cheville de ces fugitives s'entrechoquent et tintent. On ne voit plus ces belles filles, qu'encore leurs bijoux rendent le son frais d'un ruissellement de source.

Ailleurs, en d'autres patios pittoresques de Nedromah, l'imagination arabe inventa les aménagements les plus capricieux. Escaliers en faïences, larges comme la main, ouvertures par lesquelles il faut entrer à quatre pattes, couloirs coudés, niches suspendues, terrasses ondulées, s'enchevêtrent, se chevauchent, s'entrecroisent ou se superposent. Chats, poulets, chiens, pigeons, ânes, canards, mulets, singes s'ébrouent, volètent, piaillent, braient, crient et se combattent dans des cours peuplées comme l'arche de Noé. Papillons éclatants de ces ménageries, les enfants ajoutent à leur confusion. Cependant, contraste à tant d'agitation, de loin en loin, sur des toitures écartées, quelques jolies créatures oisives laissent s'écouler les heures dans une délectation tout orientale. Jeunes mariées sans charge d'enfants, leurs yeux ténébreux qui ne connaissent du vaste monde que ce coin de ciel africain, se tournent vers lui pour l'interroger. Peut-être ne pensent-elles à rien...

Ces amoureuses s'épanouissent comme des fleurs au soleil, sans plus de réflexion qu'elles, dans leur beauté voulue d'Allah pour la satisfaction de ses fidèles. Être aimées, être admirées du seul homme qu'elles approcheront jamais, puis se faner et s'effeuiller enfin dans le petit cimetière aride qu'on aperçoit du minaret, voilà l'horoscope qu'elles lisent au ciel incandescent.

Traversant la galerie du minaret, je me penche sur le quartier plus rustique de Nedromah, étagé au flanc de la montagne, qu'enlinceuillent ce matin les brouillards.

Dans les logis de ce faubourg, beaucoup d'ouvertures en fer à cheval, soulignées de rouge ou de vert, encadrent des fileuses accroupies devant leurs rouets. Ces femmes lancent le fuseau de leurs bras nus cerclés de larges anneaux d'argent, tandis que, devant elles, leurs nombreux enfants, guère plus gros à distance que des insectes, donnent l'impression d'une fourmilière.

A sa fenêtre cintrée, une houri, coiffée d'un hennin pailleté d'or, vient bâiller d'une bouche aux lèvres rouges et dont les dents d'ivoire semblent le croissant de la lune, écrirait un

poète arabe. Cette belle Fatmah ouvre des bras grassouillets constellés de bijoux, des bras qui cherchent à étreindre le ciel, la terre et son Mohamed! Un marmonnement me fait me retourner. Le vénérable mueddin de la mosquée me salue. Sa barbe molle comme la toison d'une brebis flotte sur sa poitrine.

— De ce minaret, m'explique-t-il, les yeux bridés par un sourire, je suis comme Dieu, je vois tout, tout, tout!

Après une pause, et comme pour me rassurer sur son aveu, il reprend :

— Mais je suis vieux, vieux comme le Mathusalem des Juifs. Ah! parlons-en des juifs de Nedromah! Ah! ah! nous en avons beaucoup de ce côté.

Son index tremblant me désigne une étrange rue verte, violette et indigo. Sur la chaussée, entre les façades aux tons effarants, passent de petits hommes fébriles et de grosses femmes dévoilées qui roulent comme des barques de porte à porte.

— Les juifs et les juives, ça! déclare le mueddin.

Retourné vers la blanche cité arabe aux patios à treilles, il me montre, le long des rues inanimées, les hommes en djellabas brunes ou en burnous, accroupis dans la bordure d'ombre des seuils.

— Les Musulmans, ici! fait le vieillard.

Il salue profondément et reprend :

— Sidi Chadli Ben Chélia vous attend. Il m'a prié de vous avertir.

L'étroit escalier descendu, nous traversons la mosquée dont les piliers massifs s'opposent à la poussée de voûtes sans prestige. Dans de vieilles torchères, des cierges ramollis par la chaleur, se prosternent. A leur clarté clignotante un splendide fidèle, agenouillé, lève les bras, puis les abaisse avec des gestes plus militaires que dévots. Ce croyant semble réclamer impérieusement à Dieu d'exaucer sa prière. Une fillette au teint de citron, moulée dans une tunique safranée qui dessine son corps de guêpe, s'avance, portant sur sa paume renversée, et le coude haut ployé, un verre d'eau. Aux oreilles de cette enfant, des boucles d'argent, larges comme des coupes, sont relevées et soutenues par des filets attachés à ses cheveux d'un roux vénitien. Quand elle atteint le redoutable fidèle, la petite musulmane, gracieusement inclinée, lui tend l'eau. Chadli Ben Chélia laisse un moment l'enfant penchée vers lui dans la posture

d'un petit coureur antique qui prend son élan ; l'ardeur de sa piété semble l'empêcher de rien apercevoir des gestes de ce bas monde. Enfin il daigne saisir, sans un remerciement, le verre qu'on lui tend. Il le boit d'une gorgée, reste un instant dans l'attitude dolente d'un malade qu'un remède ne saurait sauver et se relève sur son bâton maraboutique. Il chancelle, aux premiers pas, comme un homme tombé du paradis et tout désolé de se retrouver en cette vallée de larmes. En nous apercevant, il se redresse avec superbe. Aussitôt dans la rue, il nous dit d'un air fier :

— Soyez le bienvenu dans Nedromah ! Jadis cette ville et sa province relevaient de la seule autorité des Chélia. Maintenant !... Inch Allah !

Son visage altier aux paupières assombries par le koheul, exprime une immense désillusion.

— Oh ! Dieu puissant ! avoir possédé les droits de haute et basse justice, comme l'on disait jadis en France, et n'être plus sur la terre qu'un spectre sur lequel le plus humble des « meskines » peut souffler. Quelle douleur !

Après s'être excusé de nous avoir découvert l'amertume de son âme, il nous assure de sa véritable satisfaction à nous voir dans sa chère ville de Nedromah.

— Vous plairait-il de vous asseoir quelques instants dans mon cabinet de consultations ?

— Cabinet de consultations ! Seriez-vous médecin ou avocat, Sidi Chadli ?

L'air glorieux, le vieillard répond qu'un homme de Dieu doit être un peu l'un et l'autre, car tout remède comme tout conseil nous viennent du ciel.

Nous traversons le quartier israélite, reconnaissable aux badigeons criards de ses murailles.

— Voulez-vous achever de vous aveugler? me propose Ben Chélia. Entrons chez ces Juifs.

Dans le patio d'une vieille maison, les colonnes verdâtres possèdent des chapiteaux du plus insoutenable jaune canari. Autour de la cour les soubassements semblent barbouillés avec du sang de bœuf et les seuils sont cernés d'indigo. Une femme anémique, le front couvert d'un foulard lilas, coud de ses longues mains squelettiques un séroual.

— Je gagne quelquefois trente sous, gémit-elle, sans pou-

voir oublier que mes ancêtres furent jadis de riches banquiers en Andalousie. Nous sommes d'Espagne, nous autres.

L'ouvrière s'est relevée, et ses yeux, trop grands dans sa face amenuisée par les privations, brillent d'un éclat mystique.

A travers un couloir chocolat, en forme de tunnel, nous passons dans une cour voisine, peinte d'un ton glauque, où quelques femmes aux teints olivâtres sont agenouillées devant un feu de charbon qu'elles soufflent, les joues gonflées. Dans un retrait de cette maison aux ouvertures rechampies d'outremer, un cheval d'un noir bleuâtre, aux reflets d'acier, mange de l'orge en herbe. Soufflés par les courants d'air, quelques rideaux cramoisis apparaissent aux fenêtres. Dans un vaste vestibule émeraude, à l'atmosphère d'aquarium, quelques juifs aux turbans sombres chargent un âne gris. Ces gens vont parcourir les douars et céderont leurs épices aux cultivateurs musulmans.

S'apercevant de notre surprise à l'aspect du bariolage de leur logis, ces colporteurs prononcent du ton le plus lugubre :

— Nous aimons les couleurs gaies.

Sous leurs tapes le bourriquet sonne le creux comme une jarre vide, et sa tête aux babines rechignées, descendue jusqu'aux pâturons, il sort en jetant les pattes de côté comme une écrevisse, suivi de ses maîtres aux mollets boucanés.

— Vous venez de rendre visite à vos concitoyens, m'avertit malicieusement Chadli, lorsque nous nous retrouvons dans la ruelle. Ces pauvres diables, qui ne savent guère votre langue et ignorent tout de la France, sont vos électeurs algériens!

Ben Chélia frappe presque gaiement la chaussée de son bâton, lorsqu'il s'arrête au seuil d'une maisonnette. Un peu en côté du seuil, quelques poteries rustiques, remplies de beurre ou de miel, étaient rangées. Le vieillard affecta de ne point remarquer ces humbles offrandes des fellahs à leur marabout et me désigna sa chaise la plus confortable.

Ce que Ben Chélia nommait : son cabinet de consultations, était meublé comme l'officine d'un huissier de village. Paperasses, journaux et dossiers en désordre encombraient un secrétaire calamiteux qui devait provenir de la vente après décès de quelque pauvre officier ministériel.

Un banc pour les Arabes accoutumés aux stations accrou-

pies et quelques sièges dépareillés achevaient de garnir cette pièce empoussiérée.

Chadli prit place sur son banc avec la superbe d'un khalife montant à son trône.

— Voilà ce qui me reste de mon royaume, prononça-t-il. Les volontés de Dieu sont insondables. Qu'Il soit remercié! Jadis, les trente-cinq mille habitants des huit tribus ressortissant à Nedromah tenaient dans les mains des Chélia, et, aujourd'hui, il ne me reste de pouvoir que dans cette canne. Que Mohamed, mon maître, soit loué! Jadis mes aïeux, à la tête de cinq cents cavaliers, pouvaient recevoir avec faste le sultan de Tlemcen, quand il venait en pèlerinage à notre mosquée; maintenant, je puis offrir une chaise usagée à mes visiteurs. Allah soit glorifié! Jadis les Chélia, vrais suffètes puniques, avaient droit de vie et de mort sur leur peuple; aujourd'hui, je salue votre garde-champêtre, car je puis tout redouter de sa malignité. Que Mohamed nous donne la paix!

... Quelques garçonnets aux petits corps cuivrés, d'un galbe aussi exquis que celui du David de Donatello, traversaient la rue en portant sur leurs têtes des galettes d'orge qui fumaient encore à la sortie du four. En théorie, les uns derrière les autres, légers sur la pointe des pieds, ils se suivaient avec une religieuse gravité. Chadli considérait avec mélancolie ces enfants beaux de toute la grâce de l'antiquité, car en terre d'Islam pas une attitude qui ne surgisse du plus lointain des âges.

Une Bédouine s'en revenait de la fontaine sacrée de Sidi-Bou-Ali dont l'eau apaise les cœurs torturés. Le bras recourbé en col de cygne, cette Africaine tenait sa cruche suspendue par un cordon et, à chaque enjambée, la balançait comme un encensoir.

Jambes reployées sous son fin burnous, Chadli, rêveur, murmura :

— Nedromah! Paris! Londres! La cour impériale! Les sultans Almohades! La République! La Mecque! Foules noires! Multitudes blanches! Où est le bien?

Un bruyant cortège de Nedrohmi, précédé par des joueurs de flûtes et de tamtams, défilait. Au rythme de leur musique, les indigènes claquaient des mains. Assis sur l'épaule d'un grand paysan consumé comme un tison, un garçonnet aux vêtements éclatants laissait tomber avec langueur sa tête sur le turban de son porteur.

— Cette famille se rend au tombeau de Sidi Yahya Ben Younès, demander la guérison de cet enfant, prononça Si Chadli.

Son sourire ambigu reparut sur sa bouche mince, lorsqu'il continua :

— Étrange confusion ! mes coreligionnaires se doutent-ils que Yahya Ben Younès cache le saint chrétien : Longinus, fils de Joseph. Un bois sacré entoure cet apôtre du Christ que, seuls, les musulmans invoquent dans la « kouba » qu'ils lui ont édifiée.

Devant le bureau de Ben Chélia, une européenne traversait la chaussée. Dédaigneux, il la toise en murmurant :

— L'époux de cette dame la fait surveiller par ses serviteurs indigènes. S'il l'osait, il la cloîtrerait. Ah ! ah ! l'ambiance agit en Afrique. C'est notre petite revanche. Combien de Françaises, en Algérie, s'enferment peu à peu dans leur logis et finissent par prendre goût aux mœurs de nos Mauresques. Je vous citerai la veuve d'un de vos hardis explorateurs du Maroc, qui, depuis trente années, ne sort plus guère de sa grande villa meublée à l'arabe avec les souvenirs rapportés par son mari. Même dans la ville d'Alger, si française, combien de ménages subissent notre influence à leur insu ! Dieu me pardonne ! à mes retours de Paris, quand je me retrouve dans la société européenne de mon Afrique natale, j'éprouve le sentiment que nous commençons à l'islamiser (1) !

Un sourire illumine Ben Chélia qui reprend, les mains levées :

— Remporterions-nous une secrète victoire ?

Plus sérieusement, il dit encore :

— Il faut toujours compter avec le climat. Le brûlant soleil, voilà l'arbitre de nos destinées. Laissons les générations succéder aux générations, et le feu du ciel, sa langueur et sa lumière, accompliront leur œuvre. On est normand en Normandie et provençal en Provence. Avant quelques siècles, l'Algérie ne comptera plus que des Algériens !

Tapotant avec le bout de son bâton le plancher, Chadli, tout en souriant à ses babouches de maroquin abandonnées devant le banc, chuchote :

(1) Opinion toute personnelle d'un musulman.

— La terre natale se défend toujours d'une défense qui leurre la politique des hommes. Assimilation ! Association ! Psst ! Psst !

Le grand vieillard souffle sur ses doigts réunis et allonge le bras vers le ciel d'un geste impertinent.

A ce moment, une petite averse crépite sur la chaussée. Avec un ravissement qui rajeunit son visage ridé, Ben Chélia déclare :

— Je ne puis oublier que je suis agriculteur. La pluie ! Que le miséricordieux soit célèbre ! Un dicton arabe proclame :

Une goutte d'eau sur un champ, c'est richesse.

Une goutte d'eau sur une vipère, fait venin.

...En posant le pied sur la marche du seuil, un musulman corpulent à la robe d'un rose violacé d'hortensia, prononce :

— Et une goutte d'eau dans une huître, fait une perle.

A la vue du Français assis, l'arrivant, discret, veut se retirer.

— Entre, Ali, ce Français est un ami, s'écrie Chadli.

Le visiteur, après s'être prosterné une main au front, s'accroupit sur le banc à côté de Ben Chélia. Le nouvel hôte devait être affilié à la confrérie des Derkaoua, car les gestes de Chadli semblaient maintenant ordonnés par Allah lui-même, et son langage ravissait par son onction.

— N'es-tu pas de mon avis, cher Ali Taza ? ne penses-tu pas notre Coran le code suprême de la sagesse pour les peuples agricoles de petits besoins ? L'écouter, le suivre, c'était une certitude de bonheur, car nous ne sommes pas de ces idéologues qui attendent seulement de l'au-delà leur récompense.

Le volumineux bourgeois s'incline, les paumes appuyées sur le cœur, et respire avec le bruit de la brise dans un feuillage.

— La raison de notre mésintelligence avec les peuples chrétiens, continue Chadli, c'est qu'obstinément fidèles à notre Coran qui ne veut pas tenir compte des erreurs modernes, tout choque les Européens dans nos mœurs : notre indifférence au labeur et notre mépris du gain. Vivre d'une poignée de couscous, une fleur à la narine ; aimer une houri en écoutant le chant de nos oiseaux privés et puis rendre grâces à Dieu, restera notre idéal.

Charmé par cette poétique déclaration, Ali Taza se balance comme une cloche et sa poitrine, accablée par la bonne chère, bruit comme un soufflet sur un feu rebelle à la flamme.

Ses yeux bleuis par le koheul, remontés vers le ciel, Ben Chélia prononce d'une voix émue :

— Pourquoi faut-il que la société islamique et la civilisation industrielle se heurtent chaque jour davantage? C'est-à-dire, hélas! que le prétendu progrès nous frappe et nous repousse sans que nous ripostions, car Islam veut dire Résignation. Nous sommes vraiment les « Résignés ! »

Le gros Ali souscrit à cette proposition en saluant jusqu'à rapprocher son triple menton de ses genoux ployés. Chadli reprend avec force :

— Une fois que je discutais avec le supérieur d'un couvent de Pères Blancs, saint homme en qui la croyance en notre prophète manquait seulement pour atteindre à la perfection, je dis à ce religieux : « Croyez-vous que vous dépasserez les vérités de vos Évangiles comme nous dépasserons nous-mêmes les certitudes de nos Livres? »

Le Père me regarda sérieusement, et je continuai : « Ainsi donc, puisque vous et nous, avions atteint à la vérité suprême, tout le reste n'est-il pas du relatif? Et n'est-il pas pitoyable de voir les hommes se damner pour un prétendu bien-être qui ne se conquiert que par un atroce effort? »

« Laissez-moi vous conter encore un souvenir personnel.

« Il y a quelques années, un ministre des Affaires étrangères, croyant m'intéresser, et peut-être me convaincre! me fit accompagner à Saint-Étienne dans une immense fabrique où, dans le tapage formidable des marteaux-pilons, le fer était ouvré. Une odeur d'huile chaude, de pétrole et de houille empuantissait l'atmosphère empoussiérée. Vingt-mille hommes et femmes besognaient dans cet antre infernal. En drapant peureusement sur moi mes lainages blancs et la soie de ma gandourah, je dis au directeur qui me guidait : « Comme vous avez raison de penser que les Arabes resteront de méprisables sauvages, car mes coreligionnaires sont des êtres assez absurdes pour préférer leur pauvre liberté sous le soleil de Dieu, à cette confortable fabrique! Tant pis pour vous! me répondit cet ingénieur, vous disparaîtrez. Soit! nous disparaîtrons, lui accordai-je, mais après avoir respiré les parfums de cette terre et tous ses acides. » Sur mon passage, les milliers de visages souillés des mécaniciens souriaient du chef algérien en toilette archaïque qui traversait leurs rangs laborieux. Et, dans tous leurs yeux, je

lisais ces pensées moqueuses : « Ce bonhomme d'Afrique peut-il rien comprendre à nos travaux et saura-t-il persuader ses Africains de notre supériorité ? » La cervelle des « bicots » n'est-elle point irrémédiablement cristallisée dans les formes d'un passé suranné ? »

En face du cabinet de consultations de Chadli, un joueur de pipeau, aveugle, qu'accompagnait un Marocain en djellabah d'une écarlate fanée, s'était adossé à la muraille. C'étaient de ces chanteurs nomades qui traversent l'Afrique du Nord en psalmodiant l'épopée de leur race. Entre chaque strophe du récitateur moghrebien, la flûte soupirait et la peau sonore de la « darbouka » rythmait les derniers vers. Ainsi, jadis, l'Iliade dut être produite aux foules émerveillées des Grecs à la longue chevelure.

Laissant tomber son front sur ses paumes, l'orgueilleux Ben Chélia, descendant des princes de cette province, présenta tout à coup l'image d'un vaincu :

— Pas de moyen terme, prononça-t-il, ou bien, dans l'avenir, notre Islam s'effacera, ou bien la civilisation des Européens devra revenir à notre idéal ?

Disparaître ! L'œuvre de Dieu peut-elle s'évaporer comme les vapeurs du ciel ?

A cette interrogation le gros Ali roula d'une hanche sur l'autre et la cadence du tam-tam des troubadours arabes semblait régler le mouvement de son oscillation.

***

— Chadli Ben Chélia, un sage ? un résigné ! s'écrie gaiement M. E... Quelle plaisanterie ! Les plaintes de ce seigneur dépossédé ne cessent de retentir. Ce magnifique gentilhomme algérien me paraît bien représentatif de sa race inquiète et pour laquelle l'Islam fut encore un opium insuffisant.

« En Chadli Ben Chélia deux âmes contraires se font une guerre perpétuelle. Parfois l'esprit philosophique l'emporte chez ce chef, ancien élève de nos lycées, et souvent aussi son vieux cœur d'Africain lui fait chérir des sectateurs fanatiques qui ne peuvent pas vouloir notre bien. Tour à tour charitable ou avide, peu scrupuleux et fastueux, faux ou chevaleresque, Ben Chélia peut trahir un jour son ami et se sacrifier le lendemain pour son ennemi. Cet aristocrate du burnous possède l'art de savoir

paraître. Il charme et conquiert. Les vertus qu'il proclame, il semble les pratiquer. Jadis nos ministres, des préfets et quelques généraux crurent en lui. A cette époque, peut-être était-il vraiment sincère ? A la vérité, ce seigneur qui séduisait nos Parisiennes par sa galanterie poétique et imagée, naquit trop tard dans un monde trop discipliné. La vie moderne encage Ben Chélia et ce grand aigle s'est brisé à nos grilles. Ce féodal ne comprend pas encore que nous ne sommes plus aux temps médiévaux et qu'il existe une justice régulière et des lois égales pour tous. Au milieu du cercle de fer de nos institutions, il tourne et se retourne, sans autorité et sans fortune, désolé de ne pouvoir conquérir l'une et l'autre.

« Par désespoir, Chadli s'est jeté dans un maraboutisme qui lui promet des miracles, et ce septuagénaire s'est remarié à la fille unique d'un chérif, afin d'en obtenir une postérité chérifienne. A tous ses malheurs, — et il en est d'injustifiés, — Ben Chélia tient tête et son ambition attend encore l'impossible de l'avenir. En somme, ce personnage de haute allure mérite de la pitié, quelque intérêt et notre surveillance la plus attentive. Avant que vous ne vous rendiez à l'invitation de ce prince déchu, j'ai voulu vous esquisser son portrait. J'ajouterai cette anecdote qui caractérise ce chef arabe. Une quête ayant été faite pour une œuvre de guerre, Chadli nous remit un don royal. Or, le mois suivant, on surprit ce généreux donateur comme il faisait planter des arbres autour d'un terrain dérobé par lui sur un bien domanial. Quand la remarque lui en fut faite, il rit de bon cœur en nous disant : « Je vous ai remis un sac d'or et je vous prends un « douro. »

Nous sommes quatre Français invités chez le seigneur Ben Chélia. Une horloge tinte dix coups sous un ciel dont les étoiles entourées d'un halo paraissent des veilleuses enfermées dans des lanternes de papier. La mousseline d'un nuage voile à moitié la lune et l'on dirait une musulmane couvrant ses joues par pudeur. Perchées sur des arbres, quelques hulottes chuintent et leurs appels mélancoliques se répondent de quartier à quartier.

Nous traversons les pâles venelles de Nedromah et des gardiens de nuit, enveloppés dans leurs burnous comme dans des suaires, sont étendus au seuil des boutiques qu'ils doivent surveiller. Les couloirs bleuâtres et jaunâtres du « mellah » sont traversés. Quelques porteurs de fanaux occupent la croisée de

rues tortueuses. Leurs lumières dorent les tissus de leurs tuniques en leur communiquant une sorte de diaphanéité. Au bruit de nos pas, lanternes hautes, ils s'avancent vers nous et, comme on ne les entend pas marcher sur leurs molles babouches, ils paraissent des fantômes aux grandes ailes laineuses. A leur suite nous franchissons une voûte blafarde. A la base d'un escalier extérieur, une grande statue de pierre blanche est éclairée verticalement par deux flambeaux qu'élève à bout de bras un nègre posté sur un palier supérieur. Brusquement la statue s'anime et, sous un capuchon blanc, le visage d'un Arabe à la barbe noire frisée, se découvre. A la flamme des lampes ses larges yeux scintillent comme du jais. M'hamed, fils aîné de Ben Chélia, nous précède, en se retournant à chaque degré pour nous sourire de toutes ses dents et nous saluer. Il faut gravir des escaliers biscornus et rébarbatifs qui semblent les avancées périlleuses d'une place de guerre avant d'atteindre un vestibule où le seigneur Chadli, en gandourah bleu de mer, nous attend, solennel et presque sévère. Sa bouche mince exprime l'amertume et le souci bride ses yeux agrandis par le fard. Des rides en éventail remontent vers ses tempes et lui donnent une expression à la fois sarcastique et désolée. D'abord il nous observe d'un regard fureteur, comme s'il se défiait de lui-même ou de ses hôtes; enfin il s'écrie avec une feinte humilité :

— Excusez-moi de vous recevoir avec cette mesquinerie. Si les Ben Chélia furent presque les rois des Traras, il ne leur reste que le souvenir de leur prospérité. La volonté de Dieu nous réduit à cette pauvre maison. Que le Rétributeur soit béni!

Superbe de dignité, Chadli nous introduit dans son salon. Aussitôt arrivé dans cette pièce, il s'empresse avec courtoisie autour des dames françaises qui voulurent bien accepter son invitation. Le grand marabout halluciné des Derkaoua s'efface devant le galant gentilhomme, qui, s'il était vêtu en pourpoint de l'ancien régime, donnerait de la jalousie à un petit maître.

Le vaste salon de Chadli se ressent du fâcheux goût des Arabes, nos contemporains. Des sièges de style simili-oriental de la « Place Clichy, » meublent cette salle pavée de céramiques. Aux murailles, peinturlurées à l'italienne, sont suspendues des étagères aux nuances vives et quelques glaces. Une vingtaine de hauts chandeliers de cuivre, semés au hasard, assurent l'éclairage. Brodées de laines éclatantes, quelques nattes sont jetées

sur le sol. Des piliers séparent le salon de deux alcôves garnies de divans. Contre les piliers de chaque alcôve des domestiques noirs, immobiles, semblent les figurants du spectacle joué par leurs maîtres. Seules les prunelles d'or de ces serviteurs remuent dans leurs faces d'ébène.

A l'extrémité de la salle, le noble M'hamed, quittant ses babouches, s'accroupit, pieds nus, devant un samovar marocain, étincelante tour de cuivre qui chantonne sous la poussée de la vapeur. Son léger capuchon de laine blanche sur la tête, M'hamed rejette en arrière, de ses poignets, comme un prédicateur qui veut gesticuler avec plus d'aise, les amples manches de sa lumineuse robe. Pas une partie du vêtement de M'hamed qui n'ait l'éclat de la neige.

Son teint lui-même, ses délicates mains, ses pieds nus ont une blancheur que nacre la flamme des bougies. Tout autour de lui, ce charmant mahométan dispose ses gracieux ustensiles : une « midah » incrustée d'ivoire supporte des tasses syriennes à revêtements d'argent. Au fond de chaque tasse un petit chaton retient la parcelle d'ambre qui parfume subtilement le café. Sur un tabouret de cèdre un plateau niellé contient des flacons de cristal ou de porcelaine. De la menthe en tiges est disposée comme un bouquet. Le jeune homme promène un regard affectueux sur cette vaisselle précieuse, relève encore les bras, comme s'il invoquait Allah, puis avec des gestes d'officiant, commence la préparation du thé à la marocaine.

Le couvercle du sucrier retiré, du pouce et de l'index il saisit des morceaux de sucre avec la prestesse d'un oiselet picorant des graines; il cueille ensuite du thé, par pincées, avec des mines de jeune fille dérobant ses roses au rosier; enfin il prend à son bouquet de menthe, quelques brindilles, qu'il jette dans le samovar. Et comme ravi de son habileté, le corps rejeté en arrière, mains ouvertes en actions de grâce, il écoute ronronner la liqueur bouillante. Le temps de réciter une « sourate » s'est écoulé. Il s'incline avec l'air de saluer un tabernacle. La belle tour de cuivre vibre sous le feu de l'alcool. M'hamed verse quelques gouttes du liquide dans une tasse azurée, goûte l'infusion, le front renversé vers le ciel, secoue négativement la tête, ajoute du sucre en poudre qui tombe comme du grésil et quelques fleurs de menthe, attend, les mains unies

contre la poitrine, recommence sa dégustation, et, cette fois, satisfait, se relève souplement et vient nous servir l'odorante boisson.

Son père, qui bavardait le plus spirituellement du monde, se précipite vers des assiettes et offre à ses invitées le « rahat-lokoum » à l'essence de jasmin, les dattes farcies aux pistaches ou les petits cônes de pois chiches.

— Faites-moi la grâce de goûter ces amandes grillées au miel, mesdames. Reprenez de cette confiture aux pétales de rose.

— Ah! Si Chadli, s'écrie l'une des Françaises, pourquoi mesdames Ben Chélia ne peuvent-elles pas se trouver parmi nous? Elles nous serviraient avec toute leur amabilité.

Une brusque rougeur farde le beau vieillard qui pense à sa petite femme-enfant de seize ans.

— Oui! oui! s'exclame-t-il en riant, vous pourriez ensuite raconter à vos amis de Paris cette soirée africaine. Nos mœurs, hélas! m'empêchent de satisfaire à votre gracieux désir, à moins que ces messieurs ne veuillent vous quitter? ce qu'à Dieu ne plaise! D'ailleurs, nos musulmanes vous désillusionneraient. Elles n'unissent pas comme vous, mesdames, les dons de la beauté aux dons de l'intelligence. Voilà peut-être la raison de notre modestie quand on nous parle d'elles. Ah! cachons nos fleurettes! Dérobons-les à l'ombre de nos vieilles mœurs islamiques.

Ses grands yeux de jais, mi-clos par le respect, M'hamed considère son père. L'étonnante bouche de Chadli aux lèvres minces, sans cesse en mouvement, dessine la forme d'un croissant. N'exprimerait-il qu'une partie de sa pensée?

— Lorsque les Musulmans seront instruits comme les Européens, ils libéreront leurs femmes du harem, déclare l'une des Françaises.

— Je me crois au moins instruit comme la moyenne de vos compatriotes, madame, riposte Ben Chélia piqué. Aurai-je la vanité de vous rappeler que je suis bachelier et presque licencié en votre droit! Il me paraît même, qu'en ma jeunesse, j'oubliai les œuvres de la piété pour mes dévotions à la science. Ce n'était d'ailleurs point contredire aux enseignements de notre religion. Notre savant Ibn Wahb raconte qu'un jour qu'il travaillait dans la mosquée de la Mecque, l'heure de la prière de midi fut annoncée et il quitta ses livres afin d'y satisfaire. L'Imam

Malek protesta : « Où vas-tu ? Est-ce que le mérite de la prière pour laquelle tu t'es levé est supérieur au mérite de la science qui t'occupait avant ? » Voilà ce que proclame l'un de nos plus grands théologiens. Je m'en suis plutôt trop souvenu et je n'ai pas lieu de m'en féliciter.

Bras ouverts, le vieillard nous considère l'un après l'autre, d'un air moqueur, avant de reprendre :

— Les Français n'aimeraient-ils la science que pour eux-mêmes, car ils tiennent en suspicion les musulmans qui savent ? Les petits bédouins, poussiéreux d'esprit et de corps, à la bonne heure ! Mais au diable les raisonneurs de mon espèce ! Lorsqu'il nous arrive, — les événements les plus audacieux sont voulus de Dieu ! — que nous nous rencontrions avec vos administrateurs moins versés que nous-mêmes dans votre propre littérature ou leur code, oh ! alors ! haro sur l'Arabe ! Un burnous prétendrait-il draper un philosophe ? Et depuis quand les turbans dissimulent-ils les fortes têtes ?

Ben Chélia riait encore doucement lorsqu'il reprit les coupes de pâtisseries.

— Ces dattes fourrées... Je vous en supplie ! Si vous me refusez, je croirai que vous me tenez pour un frondeur... Goûtez de ces petits gâteaux du Bey, mesdames ; une recette de harem... Oui, ma disgrâce est méritée, car j'ose être un citoyen conscient, comme s'expriment vos syndicalistes... M'hamed, du thé ? La menthe qui poivre ce breuvage n'offusque-t-elle pas vos goûts délicats, mesdames ?

Le svelte jeune homme à la barbe assyrienne, agenouillé devant le samovar, recommença de faire voltiger comme des palombes les blanches ailes de ses manches au-dessus des porcelaines.

Maintenant, les regards inquiets de son père examinaient tour à tour la salle et ses hôtes. Enfin il prononça d'un ton âpre :

— Je suis honteux de vous avoir reçus aussi misérablement. Comme les hommes de ma lignée, j'aimai le faste et la prodigalité. Ces vertus sont aujourd'hui des vices. A l'image de vos princes de l'ancien régime, si nous prenions l'impôt d'une main, nous répandions nos dons de l'autre. Nous souhaitions l'or pour le dispenser et en combler nos hôtes. Comment donc, avec cet affreux défaut, pourrions-nous être supportés dans une

société qui n'est plus qu'une vaste administration de l'épargne.

Les yeux fardés du vieillard prennent une expression mourante :

— Alors, continue-t-il, lorsque je compris que je survivais à une forme de civilisation condamnée, je me consacrai au service de Dieu et de son prophète. Ne croyez pourtant pas à mon fanatisme. Parmi les chrétiens, ceux que je préfère, sont vos religieux. J'éprouve de l'amitié pour un Père blanc de mon voisinage qui croyait autrefois que je désirais la guerre sainte. Afin de le rassurer, je lui récitai cette sourate de notre Coran : « Dieu revêtit du ministère d'apôtre Jésus, fils de Marie. Il lui donna l'Évangile et mit dans le cœur de ses disciples la pitié, la miséricorde et le désir de vie monastique. » A partir de ce jour, ce bon père Blanc comprit qu'il pouvait y avoir des douleurs justifiées chez les Musulmans, les Résignés, et voulut bien me témoigner quelque sympathie. Il m'accorda même que nous autres Arabes étions les derniers figurants de l'antiquité biblique sur une terre d'usines et d'intérêts économiques. Touché par son opinion, je lui répondis :

— Frère, il nous faut donc mourir ?

Et votre religieux s'inclina devant mon fils et moi, comme si nous n'étions déjà plus que les reliques d'une noble race, — aimés des seuls poètes et compris par les sages.

CHARLES GÉNIAUX.

UN GRAND LINGUISTE DANOIS

VILHELM THOMSEN

La part que les nations civilisées prennent au développement de la science n'est nullement en proportion du nombre des hommes qui les composent. Il y a de petits peuples qui sont particulièrement doués pour certaines sciences, et dont, à certains moments, le rôle est décisif.

Le Danemark a en linguistique une place éminente.

Jusqu'au début du XIXe siècle, on avait à peine signalé les ressemblances frappantes que présentent entre elles les principales langues de l'Europe; ou, quand on les avait remarquées, on n'y avait guère vu plus qu'une curiosité sans portée, et personne n'avait entrepris de fonder sur ces ressemblances toute une science : la grammaire comparée des langues indo-européennes.

Or, au seuil de la création de cette science toute neuve, c'est le nom d'un Danois qu'on rencontre. Dès avant Bopp, le Danois Rask avait reconnu nettement, — et en publiant sa trouvaille, — que toutes les grandes langues de l'Europe sont des formes diverses prises au cours du temps par une même langue commune, dont il ne subsiste aucun monument, qui ne s'est sans doute jamais écrite, mais qu'il faut supposer pour expliquer les ressemblances observées. Sans doute, il était réservé à l'Allemand Bopp de fonder vraiment la science nouvelle et de lui donner son premier développement; il était réservé à un autre Allemand, Pott, de compléter la découverte en reconnaissant la plus large part de l'étymologie des langues indo-européennes. Les circonstances d'une vie peu tranquille et assez brève,

l'absence d'un protecteur tel que celui trouvé par Bopp en la personne de Guillaume de Humboldt, et aussi le manque à utiliser le sanscrit qu'on commençait seulement alors à étudier en Europe n'ont pas permis à Rask de tirer parti de ses idées. Mais la netteté, la sobriété, la précision de vues de Rask donnent lieu de croire que si la grammaire comparée des langues indo-européennes avait suivi son impulsion, et non celle de Bopp, bien des constructions vaines n'auraient pas été élevées.

A ses rapprochements exacts, et, pour une large part, définitifs, Bopp a eu le tort de mêler un nombre énorme d'hypothèses sur la façon dont se seraient constituées, « à l'origine, » les formes grammaticales des anciennes langues indo-européennes. Ces spéculations sur des « formes primitives, » qu'aucun témoignage ne permet d'atteindre, ni même d'entrevoir, ont plus fait sans doute au début pour le succès de la grammaire comparée que la partie solide de l'œuvre de Bopp. Mais, de 1870 à 1880, il en a fallu déblayer la science.

M. Vilhelm Thomsen, né à Copenhague en janvier 1842, et dont on célèbre en ce moment le quatre-vingtième anniversaire, a été, parmi les « comparatistes, » l'un des premiers qui ait renoncé aux théories imaginaires sur la constitution « primitive » de la langue indo-européenne commune et qui se soit attaché, non aux hypothèses sur les « origines » imaginées à plaisir, mais à l'histoire des langues, fondée sur des faits positifs.

Tandis que, jusque-là, des Allemands avaient été presque seuls à cultiver la grammaire comparée, on commençait vers 1870 à étudier la nouvelle science hors de l'Allemagne. Le Français Bréal, l'Italien Ascoli orientaient la recherche vers l'observation de faits relativement modernes, et se souciaient plus d'histoire que d'une préhistoire imaginaire. Un peu plus tard, de jeunes maîtres tels que le Genevois Ferdinand de Saussure, le Russe Fortunatov, devaient donner à la théorie des langues indo-européennes des formules rigoureuses. Les savants allemands contribuaient largement à développer la grammaire comparée ; mais ils n'en avaient plus le monopole.

C'est un Danois, K. Verner, qui, en 1877, a publié l'une des découvertes qui ont donné un tour nouveau à la recherche. Avec une pénétration singulière, il a expliqué par un rapprochement avec l'accentuation des vieux textes de l'Inde, l'irrégularité la plus surprenante qui subsistait dans l'histoire de la pro-

nonciation du germanique ancien. Par là, il a contribué d'une manière décisive à établir que la prononciation évolue suivant des règles fixes et constantes et à bannir le caprice de l'histoire des langues en général, de l'étymologie en particulier.

* * *

Le travail de M. Vilhelm Thomsen est d'un caractère plus historique encore, et plus proche de la réalité positive. Il n'a pas seulement apporté des faits nouveaux à la linguistique, il lui a donné une orientation nouvelle dont les travaux les plus récents montrent de plus en plus l'excellence.

A côté des langues indo-européennes, il se parle, dans l'Est de l'Europe, des langues d'un autre groupe qui est représenté aussi par quelques parlers sibériens. Les deux langues de ce groupe qui ont fait la plus grande fortune sont le magyar, d'une part, le finnois de Finlande, de l'autre. Mais il y en a toute une série d'autres, notamment le lappon à l'extrémité septentrionale de l'Europe et divers parlers qui subsistent en Russie dans l'Oural et dans le bassin du Volga. C'est le groupe connu sous le nom de finno-ougrien.

Au lieu de borner son attention au groupe indo-européen seul ou au groupe finno-ougrien seul, M. V. Thomsen a étudié les rapports que les deux groupes ont entretenus au cours de leur histoire. Les groupes sociaux les moins civilisés « empruntent, » comme disent les linguistes, beaucoup de mots aux groupes de civilisation plus avancée : les Romains ont beaucoup reçu des Grecs, les Germains des Romains, et ainsi toujours. Les populations de langue finno-ougrienne, dont un habitat peu favorable a longtemps retardé le développement, n'ont cessé de recevoir des mots de leurs voisins de langue indo-européenne. Le magyar, par exemple, est plein de mots slaves. Durant une période beaucoup plus ancienne, en un temps où l'ensemble du finno-ougrien formait encore une unité, le groupe tout entier a emprunté des mots à un parler de type indien ou iranien : le nom de nombre « cent, » en finno-ougrien est indo-iranien. M. V. Thomsen a décrit en 1869 les emprunts du finnois au germanique, et en 1890 les emprunts du finnois au groupe que l'on appelle baltique, celui auquel appartiennent le lithuanien et le letton parlés aujourd'hui encore.

La portée de ces travaux a été grande. La maîtrise de

l'auteur était telle, les données sur lesquelles il s'appuyait étaient si sûres, les conclusions qu'il en tirait si évidemment solides, que dès l'abord les résultats en ont été acquis à la science. Paru en 1869, le travail sur les emprunts du finnois au germanique était traduit en allemand dès 1870 par les soins d'un linguiste, jeune alors, M. Sievers, qui était destiné à devenir l'un des principaux germanistes de sa génération. Ce mémoire apportait, en effet, à l'histoire des langues germaniques comme à l'histoire du finnois, des faits qui éclairaient à la fois l'une et l'autre. Empruntés à une date très ancienne, antérieurement à l'existence de toute littérature écrite en germanique, les mots que le finnois a reçus des Germains ont une forme qui égale ou dépasse en archaïsme ce que l'on trouve même dans les plus anciens monuments gothiques ou scandinaves.

Mais, pour précieux qu'il soit, le profit que les techniciens ont retiré du grand travail de début de M. V. Thomsen est peu de chose auprès de l'intérêt qu'offrait d'une manière générale ce type de recherches.

Jusque-là, les linguistes observaient le développement pour ainsi dire linéaire d'une langue considérée en elle-même, sans attacher grande importance aux actions exercées du dehors. Et même on cherchait plus à deviner la forme initiale, « primitive, » des langues considérées qu'à en suivre de près le développement au cours des siècles. C'était en 1869 une nouveauté singulière que de concentrer toute l'attention sur des emprunts d'un groupe de langues à un autre, que de montrer le parti qu'on en pouvait tirer pour observer le développement des deux groupes considérés, et que d'éclairer par là, non seulement l'histoire des faits linguistiques, mais l'histoire des nations elles-mêmes, que de mettre en évidence les actions exercées par une civilisation sur une autre.

Si le second travail de M. V. Thomsen, celui sur le contact entre les langues baltiques et les langues finnoises, paru environ vingt ans plus tard, en 1890, a fait moins de bruit, ce n'est pas qu'il soit de valeur moindre. La maîtrise de l'auteur est la même, les données sont tout aussi sûres, — et moins connues encore, — les conclusions tout aussi certaines. La portée pour l'étude du finnois en est même plus grande, parce que les emprunts au baltique sont plus anciens que ceux qui ont été faits au germanique et s'étendent à un nombre plus grand de parlers

finnois. Et l'intérêt pour les langues baltiques n'en est pas inférieur à celui que présentait le premier travail pour le germanique. Mais les langues « baltiques » intéressent peu de gens. Il a fallu la grande guerre pour donner leur indépendance aux deux petits peuples qui les emploient encore : les Lithuaniens et les Lettons; parlées presque uniquement par des paysans, les deux langues qui subsistent, le lithuanien et le letton, n'étaient guère étudiées jusqu'ici que par quelques linguistes curieux. La plus grande part de leur domaine est passée à d'autres langues à l'époque historique : la troisième des langues baltiques connues, le vieux prussien, qui au XVIe siècle se parlait encore couramment dans la province de Prusse orientale, a été remplacée par l'allemand, si bien qu'aucun pays n'est aujourd'hui plus allemand que ce territoire dont la langue était tout autre il y a trois siècles, et l'on n'a une idée du vieux prussien que par quelques vieux documents, très misérables ; à l'Est et au Sud, c'est le slave qui a entamé le domaine baltique : la ville de Vilna, dont le nom est si manifestement lithuanien, n'est plus aujourd'hui en territoire linguistique lithuanien, et la limite du parler lithuanien passe un peu à l'Ouest de Vilna. Mais les populations de langue baltique ont eu autrefois une grande puissance. On sait que les princes lithuaniens avaient étendu leur empire jusque par delà Kiev, et c'est d'eux que la dynastie des Jagellons et, après l'union définitive de la Pologne et de la Lithuanie, la Pologne, ont hérité leur domination sur les populations russes occidentales. En montrant comment les populations finnoises ont, à une date ancienne, subi fortement l'influence de populations de langue baltique, apparentées aux Lithuaniens et aux Lettons d'aujourd'hui, et qu'elles n'ont subi de la part des Slaves aucune action ancienne, M. V. Thomsen a mis en évidence un grand fait sur lequel les historiens n'enseignent presque rien : le rôle immense qu'ont joué les populations de langue baltique durant les siècles qui ont immédiatement précédé et suivi le début de l'ère chrétienne.

En dépit de leur intérêt et pour la linguistique et pour l'histoire, ces conséquences qui résultent des travaux de M. V. Thomsen n'ont cependant qu'une valeur particulière. Il y a une conséquence théorique beaucoup plus importante, et que le tour pris par la linguistique, dans les dernières années, a fait ressortir mieux qu'elle ne pouvait apparaître en 1869 ou même

en 1890. Plus on a étudié de près le développement des langues, et plus le rôle des influences de civilisation, qui se traduisent par des emprunts d'une langue à une autre, s'est révélé grand. Sans doute le français est une forme prise par le latin dans des conditions historiques particulières, et le fonds principal du vocabulaire français usuel se compose de mots latins qui se sont transmis d'âge en âge, en subissant au cours de cette transmission des changements de forme et de sens. Mais on ne peut presque pas écrire une phrase française sans y mettre des mots empruntés au latin écrit ; s'il est vrai que *entendre* est un vieux mot, l'abstrait correspondant *audition* ou le nom d'agent *auditeur* sont de purs emprunts au latin écrit. Avant d'avoir étudié de près les parlers populaires, on s'imaginait qu'on y trouverait dans leur pureté les résultats de l'évolution du latin sur le sol français ; le jour où on les a examinés dans le détail et où, d'autre part, l'*Atlas linguistique* de la France de M. Gilliéron a permis de restituer, grâce à la comparaison, l'histoire d'un bon nombre de mots locaux, on s'est aperçu que le vocabulaire des patois se compose dans une large mesure d'emprunts, et que les patois sont beaucoup plus nourris de français littéraire que le français ne l'est de patois.

En prenant pour objet de ses recherches les problèmes que pose l'emprunt d'un vocabulaire à un autre, M. V. Thomsen avait donc reconnu dès ses premiers travaux l'une des directions où la linguistique devait, durant les années suivantes, trouver une de ses principales voies.

***

Une découverte plus personnelle, et qui devait le placer au nombre des grands déchiffreurs, a mis dans un jour plus éclatant encore la rigueur de méthode de M. V. Thomsen et la pénétration de son esprit.

On avait relevé en Sibérie, sur les bords de l'Orkhon et de l'Iénisséi, des inscriptions écrites en un alphabet inconnu. Ces inscriptions avaient été publiées; mais on n'avait jamais réussi à les lire ni par suite à les interpréter. En 1893, M. V. Thomsen publiait le principe du déchiffrement de cet alphabet, et, peu après, il donnait une transcription avec traduction complète de l'ensemble des textes connus. Il avait à lui seul réussi à déterminer la valeur de tous les signes de l'alphabet. Bien que non

turcisant, il avait reconnu du turc dans ces textes. Et, comme tous les parlers turcs sont semblables les uns aux autres et qu'ils ont peu changé durant les huit ou dix siècles pendant lesquels des textes permettent d'en suivre l'histoire, la traduction donnée par M. V. Thomsen était quasi définitive du premier coup.

Le procédé employé par M. V. Thomsen pour déchiffrer cet alphabet inconnu est celui grâce auquel l'Allemand Grotefend a commencé, en 1802, le déchiffrement des inscriptions cunéiformes de Darius et de Xerxès, posant ainsi la première pierre de tout le déchiffrement des textes cunéiformes, et grâce auquel, en 1822, Champollion a trouvé la clé des hiéroglyphes de l'Égypte. Ce procédé consiste à déterminer des mots qui ont chance d'être des noms propres connus : Grotefend a deviné Darius et Xerxès, Champollion a deviné Ptolémée et Cléopâtre, M. V. Thomsen a deviné un roi turc connu par des textes chinois. Une fois quelques caractères déterminés, si le texte à déchiffrer se trouve être composé en une langue connue, on a chance d'identifier quelques mots qui fournissent de nouveaux caractères, et, de proche en proche, tout l'alphabet finit par être déterminé, chaque trouvaille rendant beaucoup plus facile la découverte d'autres mots intelligibles et par suite la détermination de caractères non encore déchiffrés.

La condition, pour qu'une découverte de ce genre soit possible, c'est que la langue qui se cache sous l'écriture inconnue soit une langue connue au moins en partie. Si l'on a pu déterminer la valeur de tous les caractères des inscriptions cunéiformes des rois perses, c'est que le perse en lequel elles sont composées se laisse interpréter, pour la plus grande part, d'un côté par le persan qui en est la forme moderne, de l'autre, par des langues anciennes de type très voisin, la langue de l'Avesta, et, d'un peu plus loin, par le sanscrit. Mais, comme néanmoins le perse diffère sensiblement de toutes ces langues, il a fallu les efforts de toute une série de savants, — et entre autres, du Danois Rask, — et quarante-cinq ans de travail pour achever la lecture complète des inscriptions des rois perses achéménides. Si la langue que M. V. Thomsen a rencontrée n'avait été aussi voisine de parlers turcs déjà bien connus, le déchiffrement n'aurait été ni aussi prompt ni aussi parfait du premier coup. Mais ç'a été un triomphe de la méthode et de la pénétration de M. V. Thomsen que d'avoir, sans être turcisant, ajouté à la

turcologie tout un domaine nouveau et, en interprétant les vieux textes, fourni des données fondamentales pour l'histoire du turc durant la période la plus ancienne qu'on connaisse.

Il y a bien des preuves de la difficulté, de la quasi-impossibilité même, où l'on est de comprendre un texte en écriture connue, mais en langue inconnue. On a trouvé à Cypre des textes écrits en une écriture inconnue; bien que le principe de cette écriture diffère tout à fait de l'alphabet grec classique, on a déchiffré ceux de ces textes qui sont composés en grec, et ils ont apporté aux hellénistes des données curieuses. Mais ce même alphabet a servi aussi à noter une autre langue; or, si l'on a pu, à l'aide des valeurs fournies par les textes grecs cypriotes, lire ces textes en langue inconnue, il a été jusqu'ici impossible de les interpréter et de leur arracher aucun sens. On lit complètement les inscriptions lyciennes trouvées en Asie-Mineure, les inscriptions étrusques que le sol italien a livrées en grand nombre. Mais, comme l'étrusque et le lycien ne ressemblent à rien de connu, on n'est parvenu jusqu'ici à interpréter ces inscriptions que dans une mesure très restreinte. M. V. Thomsen lui-même s'est essayé sur ces textes, et, si intéressants que soient les résultats obtenus par son ingéniosité, par la pénétration de son esprit et la sûreté de son jugement, ils sont bien minces, quand on les compare à ce que le même auteur a obtenu en matière de turc.



Ces grands travaux ne sont pas les seuls qu'ait publiés l'illustre maître de Copenhague; ce sont ceux qui ont fait sa gloire. Les mémoires qu'il a donnés sur diverses questions ne montrent pas moins la puissance de son esprit à la fois fin et hardi. Il n'en est aucun qui n'ait une portée. Ainsi l'article où il a proposé pour le verbe français *aller* la seule explication plausible qui ait été avancée repose sur l'hypothèse que, dans certaines circonstances spéciales, un mot peut avoir une prononciation spéciale et peut dès lors évoluer d'une manière non normale; et ce principe s'est montré fécond. Toute la linguistique actuelle porte ainsi la marque des idées de M. V. Thomsen.

Et cette grande figure scientifique n'est pas isolée à Copenhague. Pour ne rien dire du scandinaviste Wimmer, de l'illustre romaniste M. Nyrop, l'un des hommes qui connaissent

le mieux l'histoire du français, M. V. Thomsen compte parmi ses disciples immédiats deux des linguistes les plus originaux du temps présent : M. Jespersen et M. H. Pedersen.

M. Jespersen s'est surtout occupé de l'histoire de l'anglais. Il a montré comment le développement des langues indo-européennes a conduit à l'anglais, la langue dont le type diffère le plus de l'indo-européen commun, et comment, au contraire de ce qu'imaginaient bizarrement les romantiques, le langage devient plus clair, plus maniable, plus utile au fur et à mesure qu'il se dégage plus de l'inextricable complication des anciennes formes grammaticales, telles qu'elles apparaissent encore dans les Védas et chez Homère.

M. Pedersen a une ampleur de connaissances singulière. Du slave au celtique, en passant par l'albanais, il s'est attaqué aux sujets les plus difficiles, semant partout les idées personnelles. Il est le premier qui ait osé écrire une grammaire comparée de ces parlers celtiques dont l'obscurité décourage tant de linguistes.

M. V. Thomsen est, aujourd'hui, le plus grand nom de la linguistique. Mais on le comprendrait mal, si l'on ne voyait en lui un successeur du grand découvreur qu'a été Rask, l'émule de Verner, le maître de MM. Jespersen et Pedersen. Tous ces savants unissent l'entière indépendance de l'esprit à l'absolue rigueur de la méthode, le sens de la réalité à une imagination puissante. Si leur œuvre avait manqué, on se représente mal ce que serait la linguistique d'aujourd'hui.

A. Meillet.

REVUE LITTÉRAIRE

RONSARD ET L'ANTIQUITÉ (1).

Il y aurait un charmant livre à écrire : ce serait l'histoire posthume de l'Antiquité, l'histoire de l'idée qu'on se fit de l'Antiquité depuis deux mille ans bientôt qu'elle est morte ; enfin ce serait l'histoire des contresens qui, d'âge en âge, ont modifié, ont perpétué en la modifiant la défunte et, ainsi, l'éternelle Antiquité.

Au moyen âge, Rome et Athènes périmées semblent des cités bien féodales où les barons commencent leurs querelles ; et Virgile est honoré comme un prophète annonciateur du Christ : le même Virgile à qui les républicains de Quarante-huit ne craignirent pas d'attribuer l'invention de la philosophie humanitaire, et le même Virgile à qui de bons Tolstoïens prêtent la religion de la souffrance. Les écoliers du Latium prenaient dans *l'Énéide* une leçon d'orgueil national, y trouvaient de valables raisons de préférer leur patrie et leurs dieux aux dieux étrangers et aux diverses patries. L'Antiquité, à l'époque de la Renaissance, devint un symbole de libération mentale et morale, un argument de révolte, l'affirmation d'un panthéisme abondant et d'un indulgent naturalisme, l'un des prétextes honorables qu'on ait sincèrement imaginés pour un magnifique déploiement de paganisme et pour une immense débauche ornée de beauté. Au XVIIe siècle, l'Antiquité apparut comme une époque privilégiée, dégagée de la chronologie, où vécut, si l'on peut ainsi parler, une humanité emblématique. Les écrivains d'alors plaçaient en Grèce et dans le Latium des personnages d'une réalité si générale qu'ils sont les types mêmes des

(1) *Ronsard et l'humanisme*, par M. Pierre de Nolhac (Champion) ; — du même auteur, chez le même éditeur, *Pétrarque et l'humanisme*.

vertus, des vices, des passions. L'Antiquité leur fut le moment singulier d'une quasi vraie et quasi fausse humanité, historiquement fausse, idéalement vraie. Les hommes, — et aussi les femmes, — de la Révolution s'étaient épris de Plutarque; sans lui, sans ce rhéteur ingénieux, sans cet éloquent bonhomme, le langage de la Révolution n'aurait pas été ce qu'il fut, très emphatique, absurde et assez beau, sans ce Plutarque hyperbolique et solennellement bavard qu'elle fit siéger à la Convention, la Fureur eût peut-être été plus laide encore en ses manières... Ainsi a vécu l'Antiquité parmi les tribulations des siècles.

Non la véritable Antiquité, sans doute : mais une Antiquité que les générations successives transforment à leur image, au gré de leur passion, de leur commodité, de leur intelligence, selon l'usage, — exorbitant, parfois, — qu'elles veulent en faire. L'Antiquité avait succombé, avec ses hommes, un beau jour : ce qui a subsisté d'elle n'est que l'idée que l'on en garde et qu'on n'en garde pas intacte. Et cette idée-là, pour qu'elle dure, il faut qu'elle soit erronée, sans doute, et changeante. Il faut, en effet, que les siècles s'intéressent à elle ; or, l'égoïsme des siècles veut qu'ils s'intéressent au passé quand ils le sentent analogue à eux, quand ils le rendent analogue à eux, en quelque chose, et de cette façon l'emploient, l'exploitent, lui prennent la substance de leur pensée nouvelle et, bref, le manient à leur guise. Le contresens est l'inévitable loi qui a toujours dominé l'histoire des idées ; c'est à lui qu'est due, pour une part importante, la continuité morale des âges.

Il y a plusieurs années, M. Pierre de Nolhac s'était promis d'écrire une *Histoire de l'humanisme*. C'est dommage qu'il ait abandonné son projet. Cependant, il n'a point flâné : d'autres études l'ont diverti, belles études et qu'il a joliment traitées, avec une érudition gracieuse; et la poésie l'a tenté, sans le décevoir. De son grand ouvrage, il aura composé deux chapitres : *Pétrarque et l'humanisme*, au temps de sa jeunesse, et voici *Ronsard et l'humanisme*, où l'on voit ce que fut l'Antiquité, pour les poètes de la Pléiade, pères de notre poésie.

Hormis Marot, qu'il trouvait gentil, Ronsard méprisait tous ses devanciers français. Je ne crois pas qu'il connût à merveille la poésie du moyen âge ; puis la récente poésie des Rhétoriqueurs ne méritait pas son estime. Aucun d'eux n'avait rien donné qui pût satisfaire un lettré que les poètes grecs et latins enchantaient. Au surplus, nos meilleurs poètes, durant la première moitié du XVIe siècle, écrivaient en latin. La poésie française était dans le marasme. Il semblait que

l'on dût choisir : ou n'être qu'un poète de langue morte, ou rimailler « en vulgaire » un peu sottement. Ronsard écarte cette alternative déplaisante.

Contre l'usage d'écrire en latin, écoutez-le : « Je te conseille d'apprendre diligemment la langue grecque et latine, voire italienne et espagnole ; puis, quand tu les sauras parfaitement, te retirer en ton enseigne comme un bon soldat et composer en ta langue maternelle, comme a fait Homère, Hésiode, Platon, Aristote et Théophraste, Virgile, Tite Live, Salluste, Lucrèce et mille autres qui parlaient même langage que les laboureurs, valets et chambrières. Car c'est un crime de lèse-majesté d'abandonner le langage de son pays, vivant et florissant, pour vouloir déterrer je ne sais quelle cendre des anciens... » Ces lignes sont admirables ; et l'on y sent le patriotisme de Ronsard. Il ne veut pas que la majesté de la France vivante et florissante soit lésée par un affront fait au langage de ce pays. Et il se moque des mauvais fils de la France qui prennent leur parti d'emprunter un idiome étranger : « Comment veux-tu qu'on te lise, Latineur, quand à peine lit-on Stace, Lucain, Sénèque, Silius et Claudian?... Et tu veux qu'on te lise, quand tu as appris en l'école à coups de verges le langage étranger, que sans peine et naturellement ces grands parlaient à leurs valets, nourrices et chambrières ?... Je supplie très humblement ceux auxquels les Muses ont inspiré leurs faveurs de n'être plus Latineurs ni Grécaniseurs, comme ils sont plus par ostentation que par devoir, et prendre pitié, comme bons enfants, de leur pauvre mère naturelle ! » La poésie latine de son temps, Ronsard l'appelle un « bouquet fané » : il en refuse l'odeur.

Les savants appelaient le français « langage vulgaire » et ne le jugeaient pas digne de rendre leurs idées. Voilà ce qui fâche Ronsard : il n'admet pas que la France n'ait point sa langue et sa littérature. Va-t-il se ranger parmi les ignorants? Ce fut son entreprise, de créer un vocabulaire et une poésie de chez nous. Il fallut recourir à l'Antiquité, mais pour en faire du français.

Le passage que j'ai cité, qui est si beau, est un passage du *Discours sur la poésie héroïque*, publié après la mort de Ronsard et composé par lui probablement à la fin de sa vie. Alors, son œuvre est accomplie, l'œuvre de créer un vocabulaire et une poésie de chez nous. Alors, il écrit : « N'eût été le chant de nos églises, et psaumes chantés au lutrin, longtemps y a que la langue romaine se fût évanouie, comme toutes choses humaines ont leur cours... D'une langue morte l'autre prend vie, ainsi qu'il plaît à l'arrêt du destin et à Dieu,

qui commande, lequel ne veut souffrir que les choses mortelles soient éternelles comme lui, lequel je supplie très humblement, lecteur, te vouloir donner sa grâce et le désir d'augmenter le langage de ta nation. » L'œuvre est debout : Ronsard ôte les échafaudages. Le grec et le latin lui ont servi à augmenter le langage de sa nation. Maintenant, le latin « ne sert plus de rien, dit-il, que pour nous truchemanter en Allemagne, Pologne, Angleterre et autres lieux de ces pays-là. » Ce Ronsard du *Discours sur la poésie héroïque* ne ressemble point à celui que blâmait Boileau d'une injuste manière.

Ce Ronsard est en plein dans la polémique. Et ce Ronsard n'a plus affaire aux ignorants : les petits poètes ignorants sont vaincus. C'est aux savants qu'il a toujours affaire, savant lui-même, aux savants qui se réfugient dans la défunte et regrettable Antiquité, tandis que lui, Français, allait à l'Antiquité comme à l'école ou chapardait à l'Antiquité de quoi nourrir le vocabulaire et la poésie de chez nous.

Le voici, dès sa jeunesse, à l'école et qui prépare ses glorieux larcins.

Bon humaniste, Louis de Ronsard son père inscrivait sur les murs de la Possonnière les devises latines que la première curiosité de l'enfant dut épeler. Son précepteur le mit en état de lire bientôt Virgile. Un peu plus tard, il eut pour ami un jeune Piémontais, Claudio Duchi, seigneur de Cressier. « Ce gentilhomme avait fort bien étudié, dit Binet, les poètes latins et même, lorsqu'il était page, avait aussi souvent un Virgile qu'une baguette, interprétant aucunes fois à Ronsard quelques beaux traits de ce poète. » Claudio était un peu plus âgé que Pierre de Ronsard ; tous deux avaient été de l'écurie du duc Charles d'Orléans, « école de tous honnêtes et vertueux exercices. » Pierre de Ronsard connut à seize ans Lazare de Baïf, humaniste parfait. Lazare de Baïf l'emmena dans son ambassade auprès des princes allemands ; l'adolescent put rencontrer les humanistes fameux d'Alsace et d'Allemagne, Jean Sturm, Bucer, Sleidan et l'éditeur de Lycophron, Nicolas Gerbel, de Strasbourg. Enfin la chance de Ronsard et, comme dit notre auteur, « la fortune des lettres françaises » voulurent qu'il eût pour guide et pour maître, à la recherche de l'Antiquité, Jean Dorat qui avait l'érudition vive et enflammée.

Lazare de Baïf, ayant confié son fils à Jean Dorat, convia le jeune Ronsard à profiter d'un tel enseignement. Puis Ronsard et Baïf, on le sait, suivent leur maître à Coqueret, s'enferment dans ce collège ; et Baïf, plus tard, se souvenait avec délices de leurs veillées,

Quand c'est que, mangeant sous Dorat d'un même pain,
En même chambre nous veillions, toi tout le soir,
Et moi devançant l'aube dès le grand matin.

Dorat lut « de plein vol » à Ronsard le *Prométhée* d'Eschyle, « pour le mettre au plus haut goût d'une poésie qui n'avait encore passé la mer de deçà. » Et Ronsard : « Quoi ! mon maître, m'avez-vous caché si longtemps ces richesses ? » Et Ronsard disait que Dorat lui avait « appris la poésie. » L'influence de Dorat sur toute la Pléiade est merveilleuse. Ronsard l'appelle « réveil de la science morte ; » Binet l'appelle « source de tous nos poètes ; » Rémi Belleau dit que, par le labeur de Dorat, « se sont polis mille gentils esprits à la connaissance des lettres, ayant été un des premiers qui a soigneusement recueilli les cendres de la vénérable antiquité ; » André Thevet salue en lui le « père de toute la troupe ; » Edouard du Monin, l' « homérique Lucine des Français ; » Étienne Tabourot voit sortir de lui « comme d'un cheval Troyen les meilleurs esprits de notre France. » Voilà quel a été Jean Dorat.

C'était un petit homme, pâle et de chétif aspect ; Limousin de naissance, et qui aurait eu le visage des paysans de sa province : mais une flamme l'animait. Il y a, au Cabinet des Estampes, un ravissant portrait de lui ; M. de Nolhac se demande si ce n'est point une œuvre de Nicolas Denisot. Mince visage, aux traits tirés, émacié par l'étude, par les veilles longues, un visage marqué du beau métier de pensée. Les yeux sont pleins d'une rêverie analogue à une tristesse ; pourtant ce serait, plutôt que tristesse, l'enchantement de poésie. Et la bouche, qu'on devine très mobile, est bien faite pour l'éloquence. A regarder ce visage, on imagine comme s'y éveillait le sourire, le sérieux sourire d'un lettré content lorsque les Muses de Grèce et d'Italie revivaient à son commentaire.

Moins jeune, il sera plus gai, joyeux même dans les occasions favorables. Il aura un peu plus d'argent et recevra, dans sa maison du faubourg Saint-Victor, « séjour des Muses, » ses amis et amis des Muses : il les régalera de bons repas. En attendant, il les accompagne au cabaret volontiers, ou aux champs, à Villeneuve ou à Médan, si le savant et bien aimable conseiller Jean Brinon les invite à dîner avec la belle Sidère, sa bien-aimée... « A une réunion du premier janvier, il apporte en étrennes au châtelain un charmant poème, contant comment la nymphe Villanis fut métamorphosée en une source qu'il veut rendre aussi fameuse que la fontaine Bandusie ; et il se fait acclamer à table en le récitant, par la troupe des poètes que mène

chez Brinon l'auteur des *Amours;* un autre jour, on applaudit Baïf créant à son tour le mythe de la nymphe Médanis. Vers la fin des repas, à l'heure des hymnes bachiques, Dorat n'est point le dernier à chanter « le père Lycean » d'une voix qu'il a fort belle et qu'il accompagne lui-même sur le luth... Le voyage d'Arcueil est fameux. Avant l'aurore, les jeunes gens et Dorat sont partis de l'université, portant les provisions et le vin. L'on déjeune sur l'herbe et l'on fait mille folies à l'imitation de celles que recommandent les poètes bucoliques d'Athènes et de Rome. On s'égaye aux jours anciens. Il y a du Bellay, Baïf, Denisot, Ligneris, Des Mireurs et Bergier. Ronsard aussi. Quand paraît l'étoile du soir, Dorat compose et il récite une belle ode latine où il réunit à l'évocation de la mythologie l'émoi de l'heure nouvelle et qui va s'éteindre... On croyait ce poème perdu, ce poème latin qui est lié aux souvenirs de notre poésie commençante. M. de Nolhac l'a retrouvé. Où l'a-t-il retrouvé, en quel lieu d'un abord difficile ou en quelle cachette ésotérique ? Mais, tout simplement, il l'a retrouvé dans les recueils imprimés de Dorat, qui sont à la disposition de tout lecteur attentif. On ne l'avait pas cherché là; c'est que l'on travaille très mal : M. de Nolhac, lui, travaille bien.

Dorat, comme Ronsard, aimait la nature. Il l'aimait en grec et en latin; mais il l'aimait d'un cœur sensible et fervent. Baïf, compagnon fréquent de ses promenades, le montre sur les chemins, à la campagne, et qui s'amuse à regarder danser les villageoises ou le « bestial » lever le mufle à son passage...

Tantôt, le long d'un frais rivage,
Sous l'ombre pâle aux saules verts,
Nous pourpensons quelques beaux vers...

M. de Nolhac se plaît à grouper maints petits détails, qui ne semblent pas importants, qui sont admirables et sacrés : notre poésie française prélude à ses prouesses en folâtrant avec l'Antiquité.

Ronsard, que l'Antiquité charme, ne sera point égaré hors de la belle route par les vains rimeurs qui avant lui sont toute la poésie française et ne sont rien. Dès la première édition des *Odes*, en 1550, il écrit : « L'imitation des nôtres m'est tant odieuse (d'autant que la langue est encore en son enfance) que pour cette raison je me suis éloigné d'eux, prenant style à part, sens à part, œuvre à part, ne désirant avoir rien de commun avec une si monstrueuse erreur. » Il s'est lancé « dans le sentier inconnu ; » il a résolu de « ressusciter les

vieux lyriques, » de continuer Pindare et Horace. Il a vingt-cinq ans.

Les savants, autour de lui, découvraient l'Antiquité. Des poètes, que l'on n'avait pas lus depuis des siècles, renaissaient. Et quand renaît Anacréon, par exemple, Ronsard en a une allégresse telle qu'il vient à ne plus tant aimer Pindare. L'Antiquité avait alors une exquise fraîcheur de nouveauté. Il fait un rêve : si les poèmes de Sapho allaient reparaître ! Il ne veut pas mourir avant cela :

Mon Belleau, si cela par souhait avait lieu,
Je ne voudrais pas être au ciel un demi-dieu
Pour ne lire en la terre un si mignard ouvrage !

Et le doux Simonide? Et Bacchylide, Alcée et Stésichore? Vont-ils reparaître au jour avant que Ronsard ne soit mort?...

Nous les lirons exprès
Pour choisir leurs beaux vers pleins de douces paroles...
Mais Dieu ne le veut pas, qui couvre sous la terre
Tant de livres perdus, misères de la guerre,
Tant d'arts laborieux et tant de gestes beaux
Qui sont ores, sans nom, les hôtes des tombeaux!...

Ne dirait-on d'une variante au regret que Brantôme a proclamé sur le trépas (je crois) de Diane de Poitiers? « C'est dommage que la terre couvre un si beau corps ! » Brantôme, qui « entendait le grec autant comme le haut allemand, » se connaissait à la beauté des femmes davantage. Et Ronsard : « C'est dommage que la terre couvre un si beau livre ! » Un si beau livre, de Sapho, de Stésichore, d'Alcée, de Simonide le doux, et de Bacchylide.

Or, quand Ronsard déplorait la mort et l'ensevelissement des livres et des précieux « chantres grecs, » son ami Henri Estienne préparait l'édition des Fragments de neuf poètes, princes de la poésie lyrique, ceux-là même que regrettait Ronsard entre tous. Il dut les imprimer trois fois, de 1560 à 1567. Et Ronsard, avant d'être au ciel un demi-dieu, put contenter sa curiosité d'humaniste.

Il a lu, il a étudié toute la littérature ancienne connue de son temps. Son érudition, dit M. de Nolhac, est d'une étonnante richesse; et l'on s'en aperçoit si l'on essaye de repérer les sources de ses poèmes.

Le *Discours sur l'équité des vieux Gaulois* conte ceci. Pour suivre un aimable Gaulois, une femme a quitté son Milésien de mari. Passe quelque temps et le Milésien, qui a fait le voyage, vient réclamer l'infidèle. Que fera le Gaulois? L'infidèle, et si amoureuse, l'engage à

tuer le Milésien; l'amour l'y engagerait aussi. Mais le Gaulois, qui a reçu le Milésien chez lui, ne trahira point l'hospitalité : il croit faire honneur à son hôte en sacrifiant sur l'autel des dieux la femme qu'il aime. Ronsard a trouvé cette rude anecdote, où les passions de l'amour ont de cruelles vicissitudes, dans Parthénios de Nicée, qui est un auteur que de bons hellénistes négligent. Parthénios de Nicée avait été publié en 1531 par Janus Cornarius.

Le recueil des *Hymnes* suppose la lecture de Denys le Périégite, dont Robert Estienne avait imprimé en 1547 la *Description du monde*, la lecture de Michel Psellos, et la lecture de maints écrivains grecs, maintenant oubliés, une seconde fois oubliés : la ferveur de la Renaissance leur avait rendu quelques années de vie.

Les humanistes étaient en quête de manuscrits. Parfois des Grecs, chassés de chez eux par les Turcs, venaient à Paris et, pour être accueillis, offraient leurs ballots d'antiquaille. Ce n'était le plus souvent que fatras de théologie byzantine. Mais, une fois, Jean du Thier, seigneur de Beauregard et secrétaire d'État du roi de France Henri II, eut l'aubaine de recevoir obligeamment deux Crétois qui, pour beaucoup d'écus, lui vendirent

du vieil Pindare
Un livret inconnu, et un livre nouveau
Du gentil Simonide éveillé du tombeau.

Jean du Thier était l'un des protecteurs de Ronsard. Il pratiquait lui-même la poésie. Et, par lui, Ronsard eut le bonheur de lire, l'un des premiers, les poèmes qui avaient pathétiquement surmonté les âges d'oubli.

Guillaume Colletet dit de Ronsard : « Il pénétra si avant dans les bibliothèques publiques et particulières qu'il fit un recueil des vers de plusieurs poètes grecs dont nous ne connaissons presque plus que les noms, dans le dessein de les communiquer au public, et qu'à cet effet en mourant il laissa ce recueil dans les mains de son intime ami Jean Galandius, qui eût pu et dû même nous faire part de ces antiques et nobles productions d'esprit. » Guillaume Colletet ne l'invente pas ; il tient le fait de Georges Crichton, qui a prononcé au collège de Boncourt l'oraison funèbre de Ronsard. Et voilà que Ronsard n'est plus seulement l'humaniste que l'on sait, l'amateur de littérature latine et grecque : il est un philologue. Émule de Dorat, de Turnèbe, il utilise les livres imprimés, il ne s'en contente pas et il va aux manuscrits, comparer les diverses leçons, préférer l'une à l'autre. Il est paléographe et, avec son ami Baïf, de très bonne heure,

il a pris l'enseignement du « scripteur » Ange Vergèce. Ledit Ange Vergèce a la « librairie » du Roi, qui est à Fontainebleau, que Charles IX transportera au Louvre. La « librairie » de Catherine de Médicis, aux Tuileries et plus tard au château de Saint-Maur-les-Fossés, lui fut ouverte, ainsi que la « librairie » de Henri de Mesmes, et celle du premier président de Thou, et celle de Jean Hurault, seigneur de Boistaillé, ancien ambassadeur à Venise, à Constantinople, et qui avait acquis là-bas de remarquables volumes.

Concluons avec M. de Nolhac : « Il faudra nous imaginer Ronsard penché sur les volumes vénérables, tournant avec respect les feuilles de papier ou de parchemin, retrouvant sous cette forme nouvelle les ouvrages que les éditions de Lyon ou de Venise, de Bâle ou de Strasbourg, lui ont rendus familiers... » N'est-ce là qu'une imagination ? Remi Belleau dit à un papillon de s'envoler vers Ronsard :

Tu le trouvras dessus Nicandre,
Sur Callimaque ou sur la cendre
D'Anacréon, qui reste encor
Plus précieuse que n'est l'or,
Tout recourbé, moulant la grâce
De ses traits à l'antique trace
Sur le patron des plus secrets
Poettes romains et poettes grecs
Pour nous reclaircir leur vieil âge.

Ce Ronsard, que Remi Belleau connaît bien, c'est un philologue. J'en suis fâché pour diverses personnes qui, de nos jours, prétendent séparer comme deux choses très différentes, et à peu près incompatibles, l'humanisme qu'elles approuvent et la philologie qu'elles dédaignent. L'on va même jusqu'à nous raconter que l'humanisme est de chez nous et que la philologie est allemande. Puis l'on essaye de ridiculiser la besogne des érudits. Or, l'humanisme et la philologie ne sont pas incompatibles : et, tout au contraire, l'humanisme a besoin du secours de la philologie. Un secours ? Non. La philologie est sœur de l'humanisme. On le sait pourtant, que la littérature de la Grèce et de Rome ne nous a pas été transmise en bon état, mais endommagée par des copistes ignorants ou pressés. L'on sait que tous les livres imprimés sont pleins de fautes ; et, si l'on a cherché un jour un peu d'exacte vérité dans les livres, l'on sait qu'il convient de se méfier d'abord et constamment. Si vous aimez, en bon humaniste, l'Antiquité, si vous êtes curieux du vrai visage d'Athéna, vous

aurez à cœur de le bien laver des souillures qui le rendent moins beau.

Folie, de mépriser la philologie ! Autre folie, de l'abandonner aux Allemands, qui l'annexent trop volontiers à leur culture et qui se targuent de l'avoir inventée. Ils ne l'ont pas inventée. Il y a une philologie de chez nous : et Ronsard ne l'a point méconnue ; et, plus tard, Chénier ne l'a pas méconnue.

Ronsard est un érudit. Cela étonne, parce qu'on se figure l'érudition triste ou chagrine et, peu s'en faut, une manie de vieilles gens tout déconfits. L'érudition n'est pas triste ou chagrine, mais gaie. Du moins vaut-elle ce que vaut l'érudit, lequel aurait tort de ne pas s'amuser. Il y a, et l'on en a vu même en Sorbonne, des érudits et des philologues très bêtes. L'érudition ni la philologie de Ronsard et de Chénier ne sont dérisoires, mais bien des signes de leur génie. C'était Ronsard et c'était Chénier ? Sans doute ! Mais il suffit, pour que la philologie soit digne d'estime et d'amitié, qu'on ne l'ait pas séparée de l'humanisme. Elle ne saurait se passer de l'humanisme plus que lui ne se passe d'elle sans inconvénient. La philologie et l'amour des lettres ne sont qu'une même vertu de l'esprit.

L'érudition ni la philologie n'ont accablé Ronsard et ne l'ont rendu moins vif : relisez le livre des *Amours ;* voire, lisez le *Livret de Folâtries.* Ou bien accompagnez Ronsard dans la maison de Jean Morel, seigneur de Grigny, maréchal des logis de Catherine de Médicis et maître d'hôtel du roi : maison charmante où fréquentent les humanistes. C'est rue Pavée, tout près de Saint André des Arcs. Jean Morel a voyagé ; il a vécu, un peu de temps, à Bâle dans la familiarité illustre d'Érasme. Il a suivi les leçons des grands maîtres dans les universités d'Italie. Maintenant, on l'admire pour la jolie facilité de son langage, pour sa pensée fine et ornée. Ronsard lui dédie la *Nouvelle continuation des Amours*, « petits sonnets bien faits, belles chansons petites, » et l'appelle « fleur de ses amis. » Jean Morel avait épousé Antoinette de Loynes, qui savait le latin. Ses trois filles, Camille, Lucrèce et Diane, étaient éprises de toute poésie grecque, latine et française. A dix ans, Camille parlait le grec ; elle écrivait l'hébreu ; elle chantait sur le luth les vers de Ronsard et de Du Bellay. On l'appelait la dixième muse ; elle avait les grâces d'une jeune fille. Elle écrivait, pour Dorat, des vers grecs ; pour Ronsard, des vers français ; en retour, ils la célébraient sous les noms de Corinne et de Sapho. « Du Bellay, dit M. de Nolhac, voulut lui faire réciter, avec Diane, Lucrèce et leur jeune frère, un grand épithalame dialogué, au

festin du mariage du duc de Savoie et de la bonne Marguerite de France. Le festin n'eut pas lieu et l'on dut se contenter d'une représentation en famille ; mais les strophes légères du poète évoquent à merveille la mise en scène à l'antique qu'il avait réglée, le chant et la danse des jeunes récitantes, le vol de *leurs tresses blondoyantes.* » Au surplus, il n'y a, dans la maison de Jean Morel, aucun pédantisme. L'on y voit une heureuse famille, bien gaie, bien vivante et qui, avec beaucoup de bonhomie, se plaît aux jeux de l'intelligence que l'Antiquité renaissante éveille.

A la fin de sa vie, Ronsard retourne au collège. Ah ! le bel épisode !... Il se souvient des jours de Coqueret, quand, avec Baïf et sous la conduite avisée de Jean Dorat, jeune et ardent, il partait pour l'Antiquité attrayante. Le collège de Boncourt était au chevet de l'église Saint-Étienne. Baïf ne demeurait pas loin, sur la contrescarpe de l'enceinte bâtie par Philippe-Auguste, entre les portes Saint-Victor et Saint-Marcel. Le maître de Boncourt était Jean Galland, parfait ami de Ronsard. Et, pendant ses dix dernières années, Ronsard, quand il venait du Vendômois à Paris, descendait à Boncourt ; on l'y accueillait, on l'y retenait longtemps.

Il prenait ses repas avec les élèves et les professeurs ; il leur donnait de bons avis de poésie et de piété. Quand il faisait sa promenade dans le jardin du collège, on l'entourait ; et il était habile à discourir : le jardin ressemblait au jardin d'Académus. Agrippa d'Aubigné raconte qu'il recommandait aux jeunes gens d'aimer le français, beau langage, et de le préserver. Il leur disait : « Mes enfants, défendez votre mère (la langue maternelle) de ceux qui voulent faire servante une damoiselle de bonne maison. Je vous recommande par testament que vous ne laissiez point perdre ses vieux termes... contre des marauds qui ne tiennent pas élégant ce qui n'est point écorché du latin et de l'italien et qui aiment mieux dire *collauder, contemner, blasonner* que *louer, mépriser, blâmer.* Tout cela, c'est pour l'écolier limousin ! » Il détestait le pédantisme et la sotte affectation des mondains. Sans doute reconnaissait-il à part lui qu'autrefois il avait mis un peu trop de grec et de latin dans son français, à l'époque où il fallait enrichir la langue. Il la croyait assez riche désormais et ne voulait pas qu'on fît après lui la besogne qu'il avait rendue inutile, et qui avait été la sienne, et qu'il avait accomplie. Lorsque les élèves ou les maîtres lui signalaient un passage obscur d'un vieil auteur, il l'expliquait. Le « bonhomme Ronsard » émerveillait une jeunesse attentive. Elle lui prodiguait les soins et les hommages, veillait à lui alléger le

souci de l'âge et à le divertir de son mal, si la goutte le tourmentait. Il appelait Jean Galland sa « seconde âme ». Jean Galland l'aida quand il fut à publier la dernière édition de ses œuvres, l'in-folio à deux colonnes daté de 1584. Et, pour cette édition, Pierre de Ronsard demandait au libraire « soixante bons écus, afin d'avoir du bois et d'aller, disait-il, se chauffer cet hiver avec son ami Gallandius. » Il mourut à Saint-Cosme-lez-Tours le 25 décembre 1585. Au collège de Boncourt, on fit en l'honneur du cher bonhomme une cérémonie où le chartrain Jacques Velliard et l'écossais Georges Crichton louèrent en latin ses mérites ; M. du Perron les célébra dans la langue qu'il n'était plus permis de nommer « vulgaire », le français que le patient labeur de Ronsard et son génie avaient promu à cette dignité d'être l'égal du grec et du latin.

Qu'est-ce que l'Antiquité ? Je disais que toutes nos époques ont, les unes après les autres, vu l'Antiquité à leur manière. Mais elle a été deux fois, pour notre poésie, une fontaine de Jouvence, au temps de Ronsard et au temps de Chénier. Avant Ronsard et avant Chénier, notre poésie montrait une lassitude et comme une vieille débilité : Ronsard et Chénier, savants humanistes et philologues, l'ont rajeunie à la même fontaine. Or, à présent, nous avons d'impétueux reformateurs qui n'admettent pas que l'on demande à l'Antiquité la nouveauté : cela leur paraît illogique. La nouveauté, ils l'inventent ; ils annoncent qu'ils vont l'inventer. C'est qu'ils méconnaissent les conditions de la vie, de la littérature et de la rêverie dans un monde qui a de longs siècles de souvenirs. Et ils méconnaissent l'Antiquité, qui fut la jeunesse du monde et qu'il faudrait appeler la Nouveauté. Ils croient supprimer les siècles par le moyen trop facile de l'ignorance ; ils croient supprimer la continuité par la révolte : leur essai d'émancipation trahit leur esclavage, tandis qu'une docilité intelligente leur donnerait toute la liberté possible.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le coup de théâtre qui prive, pour un temps, la *Revue des Deux Mondes* de son éminent chroniqueur et donne à la France, en la personne de M. Raymond Poincaré, le chef expérimenté et ferme qui saura défendre ses intérêts dans une crise difficile, est un grand événement de notre vie politique. Il ne s'agit point ici d'un de ces accidents parlementaires qui, sous de futiles prétextes, déplacent la majorité et font succéder, à une équipe fatiguée, des ministres plus frais. Il n'y a pas eu de vote : une vague de fond de l'opinion nationale a emporté M. Briand. C'est l'avenir même de la France qui est en jeu ; c'est sa sécurité militaire et son équilibre financier; c'est l'orientation de sa politique extérieure et le choix de ses alliances. C'est plus encore, car la crise n'intéresse pas seulement notre pays ; elle implique toute la question de l'exécution du Traité de Versailles, la restauration d'un ordre économique et financier en Europe, la consolidation de la paix.

M. Poincaré, dans sa dernière chronique, a relaté les premières journées de la Conférence de Cannes et les inquiétudes qu'elles éveillaient en lui. M. Briand, qui avait déjà pris à Londres des engagements préliminaires très graves, a été, à Cannes, habilement amené au pied du mur. Il s'est trouvé en face de deux alternatives également redoutables : ou paraître rejeter l'occasion d'un pacte avec la Grande-Bretagne, ou accepter toutes les conditions que le cabinet de Londres jugerait opportun de lui présenter. C'est bien ainsi que la question se trouvait posée ; c'est l'impossible option qui était offerte à M. Briand. Le *Times*, organe de nos meilleurs amis d'Angleterre, écrivait : « La chose essentielle est l'accord entre les deux pays... Que les hommes politiques français réfléchissent à la valeur d'une semblable alliance tant pour la France que pour l'Europe entière. La

décision leur appartient, mais il faut qu'ils se rappellent qu'il est peu vraisemblable que l'occasion de conclure un pareil pacte se présente à nouveau et que son rejet ne saurait manquer d'exercer de déplorables effets sur les relations franco-britanniques et sur l'exécution du Traité de Versailles. » Ainsi une pointe de menace apparaissait sous les appels à l'entente. Nous savons de reste que, dans certains milieux britanniques, où le *business* est roi, on dit ouvertement qu'à défaut d'une entente avec la France que rend difficile son nationalisme intransigeant, — c'est ainsi qu'on s'exprime, — un rapprochement avec l'Allemagne pourrait servir les intérêts du commerce et de l'industrie britanniques.

Mais le pacte nous était offert sous une forme qui le rendait presque illusoire et entouré de conditions qui le rendaient onéreux. M. Briand, dans son discours d'adieu à la Chambre, a déclaré que l'on s'était alarmé sur de faux bruits. Voyons donc les faits et les textes. Les journaux ont publié le 12 le texte de l'« aide-mémoire » remis le 4 à M. Briand ; c'est le résumé des conversations de Londres. Les deux documents sont inséparables et s'éclairent l'un par l'autre. Il est bon de les étudier de près.

M. Briand, revenant d'Amérique avec l'impression d'un échec et l'étonnement de ne s'être pas senti en communion avec l'opinion des États-Unis, prit la résolution d'aborder directement avec le cabinet britannique la question de l'alliance ; le comte de Saint-Aulaire eut à ce sujet un premier entretien avec lord Curzon. Le Président du Conseil, arrivé à Londres, reprit la conversation. Il souhaitait de conclure une alliance défensive. Qui dit alliance dit réciprocité d'engagements, parité d'avantages et d'obligations, dans l'égale dignité des deux parties. Il se heurta à un parti pris obstiné du *Foreign Office;* « de telles alliances sont contraires aux traditions britanniques. » De fait, il n'y a guère d'exemple dans l'histoire des deux derniers siècles que l'Angleterre ait conclu une alliance d'égale à égale avec une grande Puissance. Tantôt elle subventionne des « soldats continentaux, » comme au temps des guerres contre Napoléon. Tantôt il s'agit d'une coopération temporaire pour une fin déterminée : ainsi l'entente avec la France pour la guerre de Crimée. Tantôt enfin, sous le nom d'alliance, se cache la réalité d'une sorte de protectorat : telles sont les relations de l'Angleterre et du Portugal depuis le traité de lord Methuen. M. Lloyd George offrit à M. Briand non une alliance, mais un « pacte de sécurité. » Les mots ont, certes, leur importance ; cependant si le « pacte de sécurité » nous apportait

une garantie efficace, il serait maladroit de nous montrer trop pointilleux. Que nous promet donc le projet de « pacte de sécurité ? »

« Article premier. — Dans le cas d'une agression directe et non provoquée contre le territoire de la France par l'Allemagne, la Grande-Bretagne se rangera immédiatement aux côtés de la France avec ses forces navales, militaires et aériennes. »

Quelle est valeur de cet engagement ? Si, dans quelques années, l'Allemagne se sent assez forte pour nous faire la guerre, elle n'ira pas se jeter sur l'Alsace ou sur les territoires occupés de la Rhénanie; c'est dans l'Europe orientale ou centrale qu'éclatera le conflit. La guerre naîtra à propos de la Pologne, ou de la Tchécoslovaquie, ou de toute autre façon impossible à prévoir ; elle naîtra indirectement, comme elle est sortie en 1914 de l'attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie. Que fera la France ? Laissera-t-elle détruire sous ses yeux l'ordre de choses et le statut territorial créés par les traités ? Si elle intervient, c'est à ses risques et périls; l'Angleterre s'en lave les mains: il n'y a pas agression *directe*. Que si la France se contente, pour intimider l'Allemagne, de mobiliser sur le Rhin sans entrer en campagne, et que l'Allemagne en prenne prétexte pour commencer la guerre, l'Angleterre ne prétendra-t-elle pas que l'attaque a été *provoquée* ? Sur de tels mots on peut toujours épiloguer. L'attaque indirecte est le seul cas vraisemblable ; l'Allemagne s'arrangera toujours pour ne pas tomber dans le cas prévu par le pacte. Si, au contraire, la France regarde, l'arme au pied, écraser ses amis de l'Europe centrale, elle aura préparé sa propre ruine ; elle connaît, pour l'avoir déjà parcourue, la route qui mène au désastre : du Slesvig à Sadowa, de Sadowa à Sedan. La France ne laissera pas faire. Les projets des militaristes allemands, à qui la défaite n'a rien appris, ne sont pas un secret. Ils veulent reprendre la Haute-Silésie, réannexer Gdansk, rouvrir le couloir entre Berlin et la Prusse orientale. Ils se vantent d'y être encouragés par les Anglais. C'est ici que le désaccord devient tragique. Il règne en Angleterre, à l'égard de la Pologne, les sentiments les moins bienveillants; elle est une gêneuse, et d'ailleurs, comme elle est incapable de s'organiser et de vivre, à quoi bon s'occuper d'elle ? L'Angleterre a pourtant mis sa signature au bas des traités qui la ressuscitent.

« Participer à des entreprises militaires dans l'Europe centrale et orientale, dit l'aide-mémoire, ne répondrait pas aux intentions du peuple britannique. Une alliance impliquant, ou même paraissant impliquer pareille responsabilité, n'aurait pas l'appui cordial du peuple britan-

nique. Au contraire, elle se heurterait à l'opposition de groupes importants dans les diverses parties de la communauté des peuples britanniques. Elle n'aurait pas, par conséquent, pour la France, la même valeur qu'un engagement pris sous une autre forme. » Ainsi s'exprime l'« aide-mémoire. » Quoiqu'on nous accuse souvent d'être incapables de faire un effort pour comprendre le point de vue des autres peuples, nous admettons parfaitement qu'il répugne à un insulaire anglais, à plus forte raison à un Australien, à un Canadien, à un Sud-Africain, de se trouver impliqués dans une guerre à propos des frontières de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie. Mais ils doivent de leur côté se rendre compte que la France est aussi directement menacée si les Allemands entrent à Poznan que s'ils assiègent Metz. L'Angleterre comprendrait mieux, si elle avait une frontière continentale, qu'il n'y a en Europe qu'une grande question : le maintien et l'exécution des traités. L'Empire britannique est attaqué, si Varsovie ou Prague sont attaqués; il s'en apercevrait sans doute si le cas venait à se produire, pas assez vite cependant pour prévenir des catastrophes. Le pacte de garantie pourrait avec avantage se limiter à une affirmation nouvelle de l'étroite solidarité militaire et diplomatique des deux pays pour le maintien et l'exécution intégrale des traités, sauf à déterminer d'un commun accord les voies et moyens. Si une telle affirmation était suivie d'un prompt effet, l'Angleterre et la France auraient travaillé pour le rétablissement de l'ordre économique et la consolidation de la paix plus efficacement que ne fera la conférence de Gênes.

Par l'article 2, « les Hautes Parties contractantes affirment de nouveau l'intérêt commun que présentent pour elles les articles 42, 43 et 44 du Traité de Versailles... » Ces articles, dont le texte est rappelé dans le préambule, sont ceux qui interdisent à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications sur la rive gauche du Rhin et dans un rayon de 50 kilomètres sur la rive droite, de rassembler des troupes dans cette même zone, d'y maintenir des facilités matérielles de mobilisation, et qui considèrent toute infraction à ces dispositions comme « un acte hostile vis-à-vis des Puissances signataires du présent Traité. » On s'attend, après en avoir lu les premiers mots, à ce que l'article aboutisse à quelque mesure exceptionnellement énergique, à un texte tel que : « mobiliseront immédiatement toutes leurs forces, » et c'est avec stupeur que l'on trouve : « et se concerteront, s'il y avait une menace d'une violation quelconque des dits articles ou si un doute venait à s'élever quant à leur interprétation. » Est-ce bien la peine de répéter des stipula-

tions écrites en toutes lettres dans le Traité de Versailles pour déclarer qu'on « se concertera » si elles sont violées?

L'article 3 pourrait avoir une réelle valeur, puisqu'il vise le « cas où des mesures militaires, navales ou aériennes quelconques, incompatibles avec le Traité de Versailles, seraient prises par l'Allemagne, » s'il n'aboutissait, lui aussi, à un insuffisant « se concerteront » et si nous ne savions de reste, par l'aide-mémoire, que l'Angleterre entend bien, en aucun cas, ne s'engager à autre chose qu'à défendre « le sol français, » s'il est attaqué directement. Que reste-t-il alors de la valeur de l'article?

L'article 4 précise que « le présent traité n'imposera aucune obligation à l'un quelconque des Dominions de l'Empire britannique, à moins et jusqu'à ce qu'il ait été approuvé par le Dominion intéressé. » Ceci est grave. Les Dominions ont été parties contractantes au Traité de Versailles; leur signature y figure et les stipulations du Traité, dûment délibérées par leurs plénipotentiaires, les engagent aux mêmes obligations que tous les autres signataires. L'article 4 du « pacte de sécurité » nous retirerait donc une garantie que le traité nous assure. A y regarder de près, on se demande si, pour le cabinet britannique, cet article 4 n'est pas le plus important. Ne savons-nous pas que la garantie à accorder à la France a été discutée, l'été dernier, à la Conférence impériale? Il est à supposer que les Dominions ont demandé à être dégagés des obligations contractées par eux aux termes du Traité de Versailles.

L'article 5 et dernier dit que le Traité sera en vigueur pendant dix ans et sera renouvelable d'un commun accord. Le délai est court. Il n'est guère probable que l'Allemagne se trouve en mesure de faire une guerre sérieuse avant une dizaine d'années. Si, ce terme écoulé, le traité n'est pas renouvelé, quelle sera la situation? Aurons-nous de nouveau le droit de nous prévaloir des articles du Traité de Versailles? Il faudrait préciser si le pacte qui nous est offert est destiné à remplacer certains articles du Traité de Versailles, considérés comme abrogés de fait. Si oui, c'est porter la plus grave atteinte à un instrument diplomatique qui est, à l'égard de l'Allemagne et pour la solidarité des Alliés entre eux, la seule base de droit. C'est encourager les résistances de l'Allemagne, qui aurait, depuis longtemps, apporté plus de bonne volonté à l'exécution du traité, si la politique britannique ne semblait pas s'appliquer à lui en faire entrevoir la revision. Sinon, à quoi bon un texte nouveau? On oublie trop que l'article 10 du Pacte de la Société des Nations, qui

est partie intégrante et inséparable du Traité, est ainsi conçu :

« Les membres de la Société [des Nations] s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

Voilà qui est autrement clair et précis que le texte du « pacte de sécurité. » Devrons-nous, si nous acceptons ce pacte, tenir le texte de l'article 10 pour nul et non avenu? C'est alors tout le pacte de la Société des Nations qui s'effondre et, avec lui, c'est tout le Traité, ou plutôt tous les traités! Si c'est cela, nous avons le droit de le savoir et de prévoir les conséquences. Le vicomte Grey, dans un discours plein de bon sens et de loyauté, disait récemment : « Il y a eu trop de Conseils suprêmes et pas assez de Société des Nations. »

Tel est le traité que M. Briand a rapporté de Cannes. Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'il est dénué de toute valeur : chaque affirmation nouvelle de la solidarité de la France et de l'Angleterre en face de l'Allemagne a une valeur; mais il ne nous apporte qu'une garantie insuffisante et souvent illusoire; il n'ajoute rien à des stipulations déjà acquises dont il vaudrait mieux consolider qu'ébranler l'autorité. Le traité, sous cette forme, ne vaut pas que la France l'achète par des concessions nouvelles et accepte des conditions. Or, l'aide-mémoire comporte les unes et les autres. Nous y trouvons d'abord un long développement sur les sous-marins qui alarment l'opinion britannique à un point qui ne se conçoit guère entre pays amis. Le meilleur moyen de dissiper toute inquiétude n'est-il pas de conclure une alliance? Comment l'aide-mémoire peut-il parler d'une « concurrence navale entre la Grande-Bretagne et la France? » Et comment peut-on nous dire : « Le Gouvernement de Sa Majesté [britannique] propose donc, comme condition du traité et de l'entente qu'il envisage, que les Amirautés des deux pays se concertent au sujet de leurs programmes navals? » Il faut que les Anglais connaissent bien mal la France pour croire qu'elle acceptera des « conditions, » et qu'elle accordera à l'Amirauté britannique un droit de regard sur les constructions navales qu'il lui conviendra de faire. Si les deux pays sont alliés, il va de soi que leurs Amirautés auront avantage à se concerter. La France n'entend pas limiter par un engagement écrit son droit de construire des sous-marins, si bon lui semble. Elle est une Puissance indépendante.

Enfin il a été question, à Londres et à Cannes, — l'aide-mémoire y

fait allusion, — du règlement général des difficultés pendantes entre la France et la Grande-Bretagne, notamment de la question turque, de celle de Tanger. Il est évident que les deux pays ont intérêt à régler de telles difficultés d'un commun accord, pourvu que les concessions soient réciproques. Les Conseils suprêmes nous ont donné trop d'exemples d'accords dont la France faisait tous les frais. L'opinion publique, inquiète, lasse de toujours céder sans recueillir jamais « la substantifique moelle », s'est demandé si, une fois de plus, nous n'allions pas payer de concessions très importantes un accord nouveau et d'ailleurs illusoire. Le pays, et, avec lui, le Parlement, ont eu l'impression d'un marchandage dont nous serions les mauvais marchands. On eut le sentiment, que donne très nettement la lecture de l'aide-mémoire, que nous allions payer très cher une garantie que l'Angleterre nous doit.

Car on oublie trop dans quelles conditions est née cette idée de garantie; elle est une compensation due à la France pour sa renonciation aux garanties qu'elle demandait sur le Rhin; pour adoucir l'âpreté de leur refus, l'Angleterre et les États-Unis offrirent en échange à M. Clemenceau le pacte « d'assistance, » annexé au Traité de Versailles, que la carence des Américains a rendu caduc (1). L'Angleterre a loyalement compris et reconnu qu'elle avait une dette à notre égard; au moment où l'on a cru, en France, qu'elle se disposait à la payer, elle nous a donné l'impression douloureuse qu'elle cherchait à en faire un objet d'échange, de compensation. C'est alors que l'opinion et le Parlement ont eu le sentiment très net que M. Briand s'était trop et trop vite engagé et l'ont averti que, mis au pied du mur, il ne devait pas céder.

Le 11 c'est la rentrée des Chambres. L'inquiétude est générale; on redoute des concessions nouvelles de la part de M. Briand; l'opinion s'alarme des projets, qu'elle juge chimériques, de reconstruction européenne, de l'invitation adressée aux Allemands et au Gouvernement des Soviets. Les discours des deux Présidents, qui recommandent la fermeté, sont énergiquement applaudis. A la Chambre, M. Klotz demande à interpeller « sur les contradictions qui existent entre les récentes déclarations de M. Briand et l'attitude du Gouvernement français à Cannes. » La commission des finances, par 23 voix contre 2,

(1) « Quand le Traité de paix fut signé, écrit le *Daily Mail* du 13, le peuple français avait reçu la promesse d'une alliance avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis comme garantie de la sécurité future de la France, à condition qu'elle renonçât à quelques-unes de ses demandes. Elle renonça donc à ces demandes et vit s'évanouir l'alliance. Il est de toute justice de rappeler ces faits... »

vote une motion de M. de Lasteyrie rappelant à M. Briand l'engagement qu'il a pris de ne consentir aucun nouveau sacrifice. Au Sénat, la Commission des réparations vote un texte où se marque davantage encore une inquiétude défiante. Le 12, l'alarme a encore grandi : on a lu « l'aide-mémoire. » Le Président de la République adresse à M. Briand un avertissement pressant. Télégramme de « l'intergroupe républicain » qui compte 240 membres; télégramme de la commission des affaires extérieures du Sénat après un bref discours de M. Poincaré. Une très forte opposition se manifeste au sein même du cabinet. M. Briand revient précipitamment dans la nuit du 12 au 13; il s'explique au Conseil des ministres et rallie ses collègues, mais il sent, à la Chambre, l'opposition grandissante, l'inquiétude ; il termine son discours par l'annonce de sa démission.

Parmi les éléments qui ont déterminé la retraite de M. Briand, il faut faire une place très importante à la question de la priorité belge. M. Poincaré a expliqué ici que des imprudences avaient été commises qui pouvaient faire croire aux Belges que la France cherchait un avantage à leurs dépens. La Chambre, le jour de sa rentrée, soulignant une phrase heureuse de M. Raoul Péret sur la Belgique, se tourna tout entière vers la tribune diplomatique où se tenait l'ambassadeur du roi Albert et lui fit une longue, unanime et chaleureuse ovation. La fraternité franco-belge est pour nous sacrée ; y toucher c'est provoquer l'indignation générale ; il n'est même pas permis de faire passer nos intérêts avant ceux des Belges. M. Briand, sans mauvaises intentions, vient d'en faire l'expérience à ses dépens. Il nous sera permis de regretter que certains journaux belges n'aient pas compris toute la portée et tout le prix de cette colère française et fassent encore écho à la presse anglaise quand elle accuse la France d'être un obstacle à la reconstruction de l'Europe.

La crise qui s'ouvrait brusquement par la démission de M. Briand devait être, dans les circonstances délicates où elle se produisait, rapidement dénouée. Dans la soirée du 13, M. Raymond Poincaré était appelé à l'Élysée où M. Millerand faisait appel à son dévouement pour assumer la lourde charge du pouvoir. L'ancien Président de la République s'assurait d'abord, pour les Finances, de la haute compétence de M. de Lasteyrie, pour l'Intérieur de l'impartialité résolue de M. Maurice Maunoury; dès le lendemain, le succès de la combinaison était si certain que M. Poincaré pouvait, à titre officieux mais avec la certitude de ne pas faire œuvre vaine, s'entretenir avec M. Lloyd George qui, revenant de Cannes par Paris, avait exprimé le désir de le voir,

et lui donner l'assurance que le changement de ministère ne signifiait pas, dans la politique française, un changement d'orientation, mais seulement un changement de méthode. « Il pourra, termina M. Poincaré, y avoir entre nous des différences, il n'y aura jamais de différend. »

Le 19, le Cabinet, au complet, se présenta devant le Parlement. M. Poincaré lut à la Chambre une déclaration ministérielle concise, ferme, précise, qui a été très bien accueillie. Les attaques des communistes, les calomnies de quelques journaux d'extrême-gauche n'ont fait que souligner la signification d'union sacrée, d'ordre intérieur, de fermeté conciliante, de sécurité nationale et de paix générale qu'apporte avec lui le Cabinet que dirige l'homme qui fut, durant la grande guerre, le Président respecté de la République française.

Ce que contient la déclaration ministérielle de M. Poincaré, il est presque superflu de le commenter pour les lecteurs de la *Revue* ; ils y ont reconnu les idées que l'éminent chroniqueur a développées ici avec son sens éclairé de tous les intérêts nationaux. Il affirme d'abord les revendications essentielles de la France : « Nous ne pouvons être assurés de sauver les finances françaises que si l'Allemagne, pour le compte de qui nous avons avancé déjà tant de milliards, exécute enfin les engagements qu'elle a pris et répare les dommages qu'elle a causés. » Lorsque nous réclamons notre dû, « une propagande éhontée » s'efforce de dénaturer notre attitude et nos intentions. « On nous représente comme atteints de folie impérialiste et l'on nous accuse de nourrir en secret des desseins suspects. » Cette belle protestation de la conscience française était vraiment nécessaire et a porté loin. Les Allemands ont réussi à persuader à beaucoup d'Anglais, d'Italiens, d'Américains que seules les revendications de la France empêchent la prospérité universelle de renaître, le commerce de prospérer, l'industrie de trouver des débouchés, le prix de la vie de baisser. Pour ne pas réparer le mal qu'elle a fait, l'Allemagne prétend ameuter l'humanité contre la France. La thèse de M. Lloyd George est: restaurons d'abord la prospérité en Allemagne et en Russie et nous pourrons ensuite exiger de l'Allemagne ce qu'elle doit payer. Pour M. Poincaré, au contraire, l'Allemagne peut payer, car « elle organise sa misère apparente » en avilissant sa monnaie, mais ses industries et son commerce sont prospères et sa force économique se développe chaque jour. « La condition essentielle d'une réorganisation économique générale est la restauration des provinces dévastées, particulièrement dans les deux pays qui ont été les premiers attaqués par

l'Allemagne, qui ont été inséparables dans l'épreuve et que l'épreuve a rendus pour jamais inséparables : la Belgique et la France. » Le problème des réparations domine tous les autres. Il faudra prendre des mesures : « la première sera certainement, sans préjudice des gages et garanties dont la nécessité pourra être reconnue, l'établissement d'un contrôle sérieux et efficace sur le budget du Reich, les émissions de papier et les exportations. » Voilà le premier article d'un programme positif.

Après avoir rappelé le désarmement de l'Allemagne et la punition des coupables, M. Poincaré en arrive à l'accord avec les Alliés. Parmi les garanties de la paix, il n'a garde de passer sous silence la Petite Entente. La France est avant tout une Puissance continentale et elle a besoin d'alliances continentales. L'activité intelligente et pacificatrice de M. Benes, Président du Conseil de la République tchécoslovaque, travaille avec bonheur à la consolidation, en Europe centrale, de l'état territorial et du statut politique issu de notre victoire et des traités. Par la Petite Entente, la Tchécoslovaquie est liée au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et à la Roumanie. Un rapprochement s'est opéré dernièrement entre la Tchécoslovaquie et la Pologne et un traité d'alliance défensif a été signé le 6 novembre. Et voici qu'une convention toute récente fait entrer l'Autriche dans le système politique et économique dont la Petite Entente est le pivot. Pour la France, cette reconstruction de l'Europe centrale en face de l'Allemagne est d'importance capitale. M. Poincaré n'y pouvait faire qu'une brève allusion ; elle suffit. La politique française n'a pas qu'une corde à son arc.

A la Société des Nations, dont M. Lloyd George semble faire si peu de cas, M. Poincaré rend hommage en passant et promet « son concours le plus actif. » Puis il aborde la question du pacte franco-britannique. Il lui donne ainsi sa véritable place, celle d'une conclusion. « Nous ne doutons pas que, devant profiter aux deux pays, il ne soit conclu entre eux sur un pied de parfaite égalité. Nous ne doutons pas davantage qu'il ne maintienne intégralement les garanties présentes ou futures que nous reconnaissent les traités. » Par ce que nous avons dit plus haut, on appréciera la valeur et la portée de cette phrase, courte, mais capitale.

Nous aurons « en même temps » à examiner avec l'Italie et l'Angleterre les affaires d'Orient. M. Poincaré s'en tient ici aux généralités. Après un passage consacré aux États-Unis et à l'amitié qui nous lie à eux, le Président conclut. La politique française sera tou-

jours modérée, franche, amicale, mais nous savons que nos alliés « ne se froisseront jamais de nous voir soutenir, avec une courtoise fermeté, les intérêts de la France, comme eux-mêmes ils soutiennent les leurs. »

Et M. Poincaré, fort de l'approbation du Parlement et de la confiance du pays, s'est mis à l'œuvre. Avec l'Angleterre il reprend, par la voie diplomatique, la conversation. Les points de vue des deux pays sont à la fois très voisins et très éloignés; le discours par lequel M. Lloyd George a voulu, le 21, répondre à la déclaration de M. Poincaré en est une nouvelle preuve. Ils sont très rapprochés, en ce sens que les deux Gouvernements veulent, au fond, la même chose et visent au même résultat : faire régner l'ordre, rétablir la vie économique normale, consolider la paix et ramener la prospérité dans le monde. Ils sont très éloignés par la conception des méthodes à employer pour y réussir. La France accepte d'aller à la Conférence de Gênes; elle prouvera une fois de plus qu'elle souhaite autant que toute autre nation la reconstruction générale de l'Europe; mais elle entend d'abord obtenir les garanties nécessaires et surtout préparer, par des négociations préalables, un programme précis et limité pour ce grand Parlement universel des peuples. Elle ne se fait d'illusions ni sur l'efficacité d'une telle manifestation, ni sur ses dangers. Le programme de M. Lloyd George rappelle par bien des traits celui que M. Nitti a récemment tracé dans son livre *l'Europa senza pace*; ce rapprochement ne suffit pas à le recommander à notre approbation. Comment ne pas rester sceptique sur les résultats d'une combinaison qui consiste à confier l'exploitation des richesses de la Russie à une société par actions dans laquelle toutes les nations de l'Europe auront leur part? Les espoirs exagérés que fait naître la Conférence de Gênes pourraient bien n'aboutir qu'à des déceptions; et l'on est tenté de conclure avec un excellent historien et journaliste, M. Lucien Romier, dans *la Journée industrielle* : « La dernière crise apparaît comme une réaction un peu exaspérée du sang-froid français contre un emballement international. » Dans la question russe, le point de vue français aura toujours quelque peine à se rapprocher de celui de l'Angleterre : la France souhaite une Russie forte et puissante; l'Angleterre préfère une Russie politiquement faible et divisée mais économiquement prospère.

Les problèmes redoutables qui se dressent devant M. Poincaré ne seront pas résolus en un jour, et il serait dangereux qu'ils le fussent : précipitation n'est pas sagesse. Les Français font crédit

au patriotisme du Lorrain qu'ils ont mis à la tête de leurs affaires et ils applaudissent ce que disait un journal anglais, le *Daily Telegraph*, du 14 : « L'ancien Président est pour la France d'abord et toujours. Pour cela les Anglais l'estimeront, car, après tout, c'est le devoir d'un Président ou d'un premier ministre d'être le champion ardent de son propre pays. » Si on escompte, à Berlin, un désaccord persistant et croissant entre Londres et Paris, on fait, une fois de plus, un faux calcul.

Au moment où, après la grande tempête, son pontificat commençait à s'épanouir, une fin prématurée enlève à l'Église catholique Sa Sainteté Benoît XV. Élu le 3 septembre 1914, Giacomo marquis della Chiesa n'a régné que sept ans. Ami de la paix, il a occupé le siège apostolique pendant la plus effroyable des guerres. *Religio depopulata* : jamais la fameuse prophétie de saint Malachie ne s'est plus tragiquement vérifiée. Jamais le successeur de Pierre n'a vu, autour de sa barque, les grandeurs terrestres s'abîmer dans une catastrophe plus terrible que celle de l'Empire des Tsars, plus complète que celle des Habsbourg. Jamais non plus il n'avait été donné à un pape d'assister à la résurrection de deux nations catholiques, la Pologne et l'Irlande, et de se réjouir parce que deux grandes injustices historiques étaient réparées. Les révolutions rouvraient à l'action du Saint-Siège l'Europe orientale; Benoît XV tendit, vers les Slaves séparés, sa main paternelle. Pour l'étude des problèmes orientaux il créa une congrégation nouvelle. Vers la consolidation de la paix, vers la justice sociale, vers l'union des Églises, Benoît XV, suivant les traces de Léon XIII, a marqué la voie; il a semé pour l'avenir; d'autres récolteront. Lui, du moins, a eu la grande satisfaction, ardemment désirée et patiemment ménagée, de voir restaurée en France la paix religieuse et rétablies les relations diplomatiques entre le Saint-Siège et sa « fille aînée. » Il avait préparé d'autres réconciliations : auprès de son lit de mort, deux ministres du roi d'Italie, deux « populaires, » officiellement introduits, sont venus s'agenouiller. Le rôle de Benoît XV, pendant la guerre, a été très discuté : mais, de son vivant déjà, l'histoire lui a rendu justice. Il meurt pleuré de Rome, regretté de toute la catholicité, honoré de toute l'humanité.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

ires
Tele-
d et
st le
pion
sac-
fois

nen-
e Sa
lella
iège
opu-
plus
tour
atas-
plète
à un
, la
tices
n du
laves
ux il
vers
t les
utres
ment
paix
Siège
uprès
res, »
e de
ivant
gretté

L
colli
les s
vie
rizi
herb
mar
la hy
le li
Dab
fair
bleu
Dab
som
bab

—
guer
dan

—
en

C
(1

LA RANDONNÉE

DE

SAMBA DIOUF

I

La dépêche toucha Dakar. De là, elle courut à travers le pays, du Cayor au Kidougou, du Diolof au Saloum, du Sine au Damantang, de Podor à Kankan; elle franchit les collines rougeâtres et les montagnes du Fouta; elle traversa les sables semés d'arbres de kadde qui ne demandent pour leur vie que trois jours de pluie par an, les champs d'arachides et les rizières, et la brousse aux arbres malingres, où dans les hautes herbes sèches s'allument les grands incendies, et les plaines marécageuses coupées de forêts épaisses, séjour de l'antilope, de la hyène, des singes et des chiens de prairie qui mettent en fuite le lion lui-même. Quand elle arriva au bureau du télégraphe où Baboukar Kamara et le boy Modi M'Benga étaient en train de faire la sieste, elle s'inscrivit d'elle-même sur la bandelette bleue, sans réveiller les dormeurs; et, lorsqu'il ouvrit un œil, Baboukar Kamara trouva devant lui le télégramme mystérieusement tombé du ciel. Il le déchiffra aussitôt, et lançant sa babouche sur le boy toujours endormi :

— Ouaï ! Ouaï ! dit-il, Modi M'Benga, les Toubabs (1) font la guerre dans leur pays ! Cours porter ça au bureau du Commandant !

— Ce que tu dis, Kamara, dépasse ma cervelle ! dit le boy en enfilant son m'boubou.

Copyright by Jérôme et Jean Tharaud, 1922.

(1) Nom donné aux Européens par tous les Noirs de l'Afrique Occidentale.

— C'est ce qu'ils viennent de m'envoyer, répliqua l'employé noir en achevant de transcrire le télégramme. Le pays des Toubabs doit être chaud maintenant! Je voyais bien depuis longtemps déjà que le feu était au pied de l'herbe. Le vent sec a passé dessus, — d'un coup de langue il mouilla la dépêche, — et la flamme est sortie, dit-il.

Le boy partit en courant. Sur la place, il se heurta au charmeur de serpents qui promenait avec nonchalance, en quête d'un public, son sac plein de cobras cracheurs.

— Où cours-tu, Modi M'Benga?

— Ouaï! Ouaï, Kemo Sounkari! Les Toubabs font la guerre dans leur pays!

— Tu dis une chose effroyable!

— Je ne dis que la vérité, vieil homme.

Et le garçon reprit sa course vers le bureau du Commandant.

Plus vite que le feu attisé par le vent d'Est, plus vite que l'eau de la rivière après les grandes tornades, plus vite que le cheval lui-même, la nouvelle, bondissant de village en village, se répandit dans le pays. C'était à la saison des pluies. Depuis cinq semaines déjà, l'eau ne cessait de tomber sur la haute forêt ruisselante, sur la brousse, sur les clairières où les femmes courbées sous l'averse travaillaient à piquer le riz, tandis que, dans les champs de mil, les hommes arrachaient les herbes qui, sous ce tiède déluge, naissent et se développent avec une rapidité stupéfiante. Plus de sentiers. Des herbes où aurait disparu un homme monté sur un cheval, avaient poussé tout le long des chemins, et retombant sous la charge de l'eau, les avaient fait disparaître. Mais le cri que le boy avait jeté au charmeur de serpents, en sortant du télégraphe, s'ouvrit des routes mystérieuses à travers la masse de pluie. On en parla chez les Séreres, chez les Ouolofs et chez les Malinkés; il franchit les rivières, passa chez les Diolas, les Toucouleurs et les gens du Fouladou; et les Mandingues, grands voyageurs, qui à pied ou à cheval, promènent leurs marchandises de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, répandirent la nouvelle chez tous ces Noirs de langue, de race et de mœurs différentes, que des vicissitudes à peu près inconnues ont poussés, au cours du temps, dans ces cantons de l'Afrique Occidentale, au bord du grand fossé de la

mer... Puis les Diolas retournèrent à leurs rizières, les Sérères à leurs champs de mil, les paresseux Balantes, accroupis dans la fumée de leurs cases, se remirent à regarder tomber l'eau, en buvant le dolo (1) fermenté, et les Mandingues recommencèrent de palabrer sur la valeur des graines, la prochaine récolte et les emprunts qu'ils pourraient faire pour subsister jusque-là.

II

Dans le pays des Niôminkas, au village de Niômi, à mi-chemin des deux grands fleuves qui coulent au Sud du pays de Dakar, les Anciens causaient sous le m'bar, le hangar recouvert de paille dont le toit descend jusqu'à terre, et où les gens à la saison des pluies se réunissent pour passer les longues heures de la journée. Un petit feu qui brûlait au milieu, l'emplissait de fumée. Dans un coin, le forgeron réparait des outils, et le bruit des soufflets en peau de chèvre, qu'un enfant gonflait et dégonflait près de lui, accompagnait d'un rythme monotone les conversations paisibles. Dehors, on entendait le bruit mat de l'eau sur la paille détrempée du toit, et l'orchestre assourdissant des crapauds et des grenouilles qui sont, avec les moustiques, les musiciens inlassables de ce pays submergé.

Ce jour-là, les causeurs étaient nombreux. Il y avait le chef du village, le vieux Bakari Silla, d'un âge extraordinairement avancé, et qui, plusieurs fois par jour, répétait cette phrase : « En vérité, dans tout le pays, je puis lever le doigt et dire : « Je suis l'aîné ! » Ses membres débiles ne pouvaient supporter le pagne le plus léger, aussi était-il à peu près nu. Près de lui, son petit-fils, qui lui-même avait le poil blanc, tenait sa tabatière et sa pipe... Il y avait encore Demba N'Dour, le chasseur d'antilopes, retenu au village, car les herbes de la brousse étaient trop hautes maintenant pour qu'on pût apercevoir le gibier; Allassane N'Diaye, l'heureux père de cinq filles, dont les dots allaient l'enrichir et lui donner dans le pays le prestige d'un homme qui peut s'appuyer sur cinq gendres; Bounama Seck, le griot; Boukar N'Diaye, le marchand de parfums, de bougies, de tabac et d'allumettes; Massiré N'Gom le forgeron, aussi habile à fabriquer une pioche qu'un bijou d'argent ou d'or, collier ou

(1) Eau-de-vie de palme.

bracelet de pied; Massamba Dieng, le tisserand, dont le métier, qu'il prenait soin de ne jamais graisser, invitait par son grincement les femmes à entrer dans sa case pour lui commander de l'ouvrage; Lam Maran, le sorcier, et Famara Yafa, le cordonnier, qu'on disait appartenir à cette espèce de gens qui se changent en bêtes la nuit, pour courir dans la forêt.

Survint un colporteur qui, en pénétrant sous le m'bar, fit les salutations d'usage.

— Avez-vous la paix? dit-il.

— La paix seulement! répondirent les gens assis.

— Tous les gens de Niômi ont-ils la paix?

— La paix seulement! Et toi, voyageur, d'où viens-tu?

— C'est de Kaolack que j'arrive; et je dis qu'on m'a dit, là-bas, que les Toubabs font la guerre dans leur pays.

— Tu parles de l'enfer! dit quelqu'un.

— Tu as dit un malheur! fit un autre.

— Les Toubabs font la guerre aux Noirs? demanda le tisserand, que le bruit de son métier avait rendu un peu sourd.

— Non, c'est entre eux qu'ils font la guerre, répéta le colporteur.

— Être fils de la même mère, ne veut pas dire qu'on s'entende! opina sentencieusement le vieux Bakari Silla.

— Les Toubabs sont tous blancs, remarqua le père des cinq filles (qui avait servi en qualité de matelot sur les bateaux qui font de la fumée), mais ils ne se ressemblent pas. Ils ne s'aiment pas plus entre eux qu'un Ouolof n'aime un Mandingue, ou qu'un Toucouleur n'aime un Soninké!

— Être fils de la même mère ne veut pas dire qu'on s'entende! déclara de nouveau le vieux Bakari Silla.

Il y eut un moment de silence, comme pour laisser à cette pensée le temps de pénétrer les cerveaux. Dehors, on entendait toujours le bruit mat de la pluie sur la paille du toit, et le concert inlassable des crapauds et des grenouilles. Des éclairs annonçaient l'orage. A chaque instant, retentissaient les claques vigoureuses que les causeurs s'appliquaient sur les cuisses pour écraser les moustiques qui les piquaient jusqu'au sang.

— La guerre des Toubabs sera dure, reprit le chasseur d'antilopes. Les Toubabs sont les seuls hommes que j'aie vus tuer un oiseau en plein vol, ou une antilope à la nage, quand on ne voit plus que sa tête hors de l'eau.

— Les morts ne pourront pas se compter, ajouta le sorcier, car les Toubabs ignorent les « téré » (1) qui préservent des balles.

— Je les ai vus se servir de fusils qui tiraient cinq fois sans être rechargés, poursuivit le chasseur. Même les hommes qui se cachent derrière les plus gros arbres, ne sont pas à l'abri de ces fusils.

— En vérité, l'univers se déplace ! dit le vieux Bakari Silla. J'ai fait la guerre du temps où l'on se battait l'un devant l'autre et où le sabre était le plus fort. Mais depuis ce temps-là, la poudre et le fusil sont devenus les maîtres du sabre. Et les Toubabs ont avec eux des secrets qui viennent de l'enfer !

— J'ai entendu raconter par des gens qui revenaient de Dakar, fit à son tour le forgeron en tenant levé son marteau, qu'ils se servent d'engins qu'ils appellent « kanou » et qui font du bruit au départ et aussi à l'arrivée.

— Je dis que le kanou est la chose la plus merveilleuse des Toubabs ! proclama le père des cinq filles. S'ils n'avaient eu que le fusil et le sabre, jamais ils n'auraient été nos maîtres !... Vous avez tous entendu parler d'Eli, le roi du Walo ? Il avait juré que jamais les Toubabs n'entreraient dans son pays. Mais au premier coup de kanou, il ne dit mot et prit la fuite. Seul son cheval, qui refusait d'avancer, l'arrêta sur le bord du lac que vous connaissez tous, à l'endroit que depuis ce temps on nomme l'Arrêt du cheval.

— Tu n'as pas dit toute la vérité, Allassane N'Diaye, reprit le chasseur d'antilopes. Les Toubabs, c'est vrai, sont les maîtres du fusil et du kanou ; mais ils sont aussi bien malins pour tenir leur sabre mince et courbe. J'ai vu, dans le Cayor, la guerre de Samba Laobé Fal. Samba Laobé Fal était un homme parmi les hommes ! Son sabre, un homme ne pouvait pas le voir quand il jouait avec. Pourtant il était moins rapide que celui du « Etnant de Sipahis (2) » qui lui avait donné rendez-vous à la sortie du village de Tivaouane, pour la dernière palabre qui devait terminer leur guerre. Mais quand ils furent l'un en face de l'autre, le sang monta aux yeux de Samba Laobé Fal et son caractère sortit de lui-même. Et comme il était à cheval, et le Toubab aussi, il tira son sabre sur le Etnant de Sipahis.

(1) Amulettes.
(2) Lieutenant de spahis.

J'étais jeune et n'avais encore porté d'autre arme que l'arc et les flèches de bois avec lesquelles je m'essayais sur les petites bêtes de la brousse qui entoure notre village. La frayeur et la surprise laissèrent mes jambes attachées par terre. Ce ne fut pas long! Le sabre de Samba Laobé Fal s'agitait comme la queue du lion en colère, et je crus que d'un grand coup il allait fendre le Etnant. Mais celui-ci n'était pas encore destiné à mourir, car le coup dévia, et sa botte seulement fut tranchée. Et c'est là que finit la guerre de Samba Laobé Fal! Je n'ai même pas vu le geste du Toubab, qui n'avait pas l'air de remuer; mais la pointe de sa lame mince et courbe perça le corps de Samba et sortit de l'autre côté. Les vingt cavaliers qui l'avaient accompagné, s'enfuirent en poussant des cris et en tirant des coups de fusil derrière eux. Mais le cri du vanneau n'effraie pas la brousse. On ne les revit plus. La guerre de Samba Laobé Fal était finie.

— En vérité, déclara le forgeron après un moment de silence, le Toubab dont tu parles était protégé, Demba N'Dour, parce que j'ai entendu dire que Samba Laobé Fal était un homme parmi les hommes!

— La guerre sera courte chez les Toubabs, affirma le marchand de bougies et de parfums.

— Elle ne durera pas longtemps, fit une autre voix dans la fumée.

A ce moment, un violent coup de tonnerre roula sur la forêt, et l'on entendit craquer un arbre énorme foudroyé.

— Avez-vous la paix? dit en entrant sous le m'bar un grand jeune homme puissamment charpenté, tout ruisselant de pluie, et qui portait des filets sur son épaule.

— La paix seulement, Samba Diouf! répondirent les gens assis.

— Que j'en perde la vie! reprit le nouvel arrivant. Mais j'ai failli être emporté par le vent dans la rivière!

— Prends garde, mon ami, les caïmans d'hivernage sont mauvais!

— Nous nous connaissons depuis longtemps, riposta le pêcheur. Et je préfère encore les caïmans d'hivernage qui savent éviter les filets, à tous ces jeunes caïmans du printemps qui manquent d'expérience et déchirent tout ce qu'ils rencontrent.

Là dessus, ayant ramassé ses engins, il alla les étendre sur

le chaume du m'bar, et revint s'asseoir près du feu, dans le cercle des causeurs.

— Sais-tu, Samba, que l'univers se déplace? lui dit le faiseur de talismans, en lui passant sa pipe allumée.

— Et qu'est-ce qui lui arrive ?

— Les Toubabs font la guerre dans leur pays !

— Les Toubabs sont fous ! répliqua le jeune homme. Dieu leur a donné les richesses, ils sont nos maîtres à tous, pourquoi donc se font-ils la guerre ? S'ils étaient comme moi, ils ne feraient la guerre qu'aux poissons...

— Par Dieu ! déclara le cordonnier, tu as bon caractère, Samba !

— Les Toubabs sont fous ! répéta le pêcheur. Pour acquérir la richesse, ce n'est pas la peine de se battre. Ainsi, moi, je suis en train de devenir riche sans bouger.

— Que nous dis-tu encore, Diouf ?

— Je parle pour dire que, ce matin, j'ai trouvé au débarcadère un homme du pays des Foulahs, qui m'a dit que Baba Dialo, le frère de ma mère, était mort, me laissant pour héritage six vaches, dont deux pleines, l'une de quatre mois, l'autre de six, deux taureaux, deux jeunes bœufs, trois génisses, des moutons et des chèvres (dont le pêcheur se garda bien de préciser le nombre, car cela porte malheur au troupeau).

— Tu es rempli de chance, Diouf, dit le marchand d'allumettes, de bougies et de parfums. Six vaches, dont deux pleines, l'une de quatre mois, l'autre de six, deux taureaux, deux jeunes bœufs, trois génisses et des chèvres, c'est une richesse ! Cela vaut la peine d'y aller.

— Cela vaut la peine d'y aller, reprit le chasseur d'antilopes. Mais nous ne sommes pas à la saison où on fait voyager les bêtes.

— Le pays des Foulahs est loin... dit le vieux Bakari Silla.

Au milieu de ces propos, les Toubabs et leur guerre avaient été oubliés. On parla du bétail, du mil, de la prochaine récolte. La grande nouvelle apportée par le colporteur mandingue semblait avoir abandonné les esprits, comme la fumée sortie par la paille du toit se dissipait dans l'air mouillé. Les quelques réflexions échangées sur ce sujet, paraissaient avoir épuisé ce que la guerre entre des Blancs pouvait suggérer de pensées à ces Noirs du village de Niômi, perdus dans un déluge de pluie,

au milieu de leurs petits champs conquis sur la brousse et la forêt.

III

Pendant quatre mois, la pluie tomba inlassable, obstinée, avec des accès de fureur qui la précipitaient tout à coup en cataractes furibondes. Les fleuves sortirent de leurs lits, les bas-fonds furent submergés, les gués devinrent impraticables. L'eau emplit les rizières où s'était abattue une foule d'oiseaux aquatiques, les marabouts ardoisés, les hérons gris, les bécasses, les courlis, les ibis et le canard armé qui porte des ergots à ses ailes. Dans les champs, malgré les cris des enfants juchés sur de légers miradors, les singes pillards venaient manger les premières graines d'arachide. Dans la forêt, le fusil du chasseur ne réveillait plus d'échos. C'était le bon temps pour l'antilope qui trouve partout à brouter et à boire, et n'a plus besoin de se rendre au bord des marécages où le danger la guette. Les serpents cachés dans les herbes se faufilent sans crainte ; le boa inoffensif se réveille pour changer de peau et quêter sa subsistance, car le lièvre, le rat, l'écureuil et les autres petits animaux dont il fait sa nourriture, ont cessé de hanter les lieux humides où, pendant la saison sèche, il avait élu domicile. Les grands fauves qui ne peuvent plus que dépister malaisément leurs proies disséminées dans la forêt mouillée, s'approchent, la nuit, des troupeaux parqués à l'entrée des villages sous la garde des bergers. Réveillés dans leurs cases, les gens entendent la panthère pousser son grognement, et la hyène japper d'une façon sinistre, et le lion qui rugit quand il emporte l'épaule ou la cuisse d'une bête attachée à son piquet. Alors, dans un demi-sommeil, chacun pense à ses bœufs, à ses génisses, à ses chèvres, et souhaite que la bête abîmée soit la bête du voisin...

En attendant la fin des pluies, Samba Diouf, le pêcheur, arrachait les herbes voraces qui envahissaient son petit champ ou bien il pêchait au filet les carpes, les brochets, les mulets qui peuplent la rivière en quantités innombrables, ou bien la nuit, quand l'averse faisait trêve et que la lune éclairait le ciel, il se tenait sur son radeau à l'affût du lamentin. Dès que l'énorme mammifère aux seins et au ventre de femme émergeait du marigot pour venir brouter les feuillages dont il est

très friand, le pêcheur, d'un bras vigoureux, lui lançait son harpon auquel se trouvait attaché un flotteur de bois léger., puis s'élançant dans sa pirogue, il donnait la chasse au flotteur qui courait sur l'eau du fleuve, et lorsque la bête épuisée remontait à la surface pour respirer un peu d'air, il l'achevait à coups de matraque.

Au bout du quatrième mois, un grand combat se livra dans les airs entre la pluie et les vents. L'eau d'abord parut triompher, mais enfin les alizés l'emportèrent. Un bref instant, dans l'atmosphère lavée le ciel apparut d'un bleu pur. Les arbres et les choses se montrèrent avec leur relief et l'aspect que donne aux objets leur place dans le paysage. Puis, peu à peu une brume légère supprima l'horizon et fit voir toute la nature comme peinte sur une toile grisâtre ou collée sur quelque verre dépoli. De chaque côté des sentiers, on avait relevé et noué les hautes herbes ; le cheval, le chameau et le piéton pouvaient y cheminer à leur aise ; et maintenant, au lieu d'aller presque nus comme ils le faisaient sous la pluie par crainte de mouiller leurs vêtements, les gens du pays de Niômi avaient repris leurs m'boubous de cotonnade.

A l'heure où le soleil s'incline, Samba Diouf se rendit sous le n'taba, l'arbre à l'épais feuillage où, durant la saison sèche, les Anciens se rassemblent pour bavarder et fumer. Il fit les salutations d'usage, prit place sur les nattes disposées à deux pieds du sol, et après avoir tiré quelques bouffées de la pipe que lui passa le forgeron :

— L'eau du ciel s'est arrêtée, dit-il. Dans mon esprit, et si Dieu le permet, je pense me mettre sur le sentier demain, au second chant du coq, pour aller chercher mon héritage dans le pays des Foulahs.

— Tu as raison, Samba! déclara le sorcier. C'est demain vendredi : il n'y a pas de jour plus favorable pour entreprendre un voyage.

— Le pays des Foulahs est loin ! fit le vieux Bakari Silla. J'y suis allé quand j'étais jeune, l'année où la machine à fumée des Toubabs a traversé les terres. J'ai passé des rivières larges comme la mer, des forêts qui en plein soleil sont plus sombres que la nuit, et des plaines toutes blanches de sel. J'ai rencontré sur ma route des gens d'une grande hospitalité, d'autres aussi qui voulaient me manger, d'autres qui voulaient

me retenir et me faire adorer leurs dieux, d'autres dont j'ignorais la langue et qui ne savaient pas la mienne, au point que j'aurais pu leur dire : « Viens ici que je te tue ! » et qu'ils se seraient approchés. Mais tout cela est loin, car dans tout le pays je puis lever le doigt et dire : Je suis l'aîné! Depuis ce temps, les Toubabs sont venus. Ils ont changé bien des choses. Toi sans doute, Samba, tu pourras voyager tranquille. Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix!

Sur quoi, le tisserand ajouta :

— Je suis allé dans le Pakao, sur le chemin des Foulahs, l'année de la maladie des bœufs. Et j'ai gardé un mauvais souvenir des Mandingues du Pakao. J'ai travaillé chez eux, dans de nombreuses familles, j'ai usé deux navettes et refait trois fois mon métier, mes mains et mes bras se fatiguèrent à tisser leur mauvais coton, et quand je suis parti, mon ventre était vide, mon m'boubou troué. Ils me rassasièrent de paroles, et je n'emportai pour tout cadeau que deux chèvres sans cornes. Dieu veuille que tu les évites, et que Dieu t'accompagne en paix!

— Et moi je suis allé là-bas, l'année de la guerre de Fodé Kaba, pour réparer les fusils et forger les sabres, commença le forgeron.

Et il se mit à chanter :

Fils d'Ali et fils de Badara,
Tous les impies s'inclinent devant toi...

Fodé Kaba me traita bien. Il m'a donné l'esclave qui pile en ce moment mon mil, et deux vaches pleines de cinq mois. Fodé Kaba était un homme! Il m'a donné encore un cheval pour me ramener ici. Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix!

— Samba, dit le griot, évite avec soin de passer chez les Balantes : ils te voleraient jusqu'à ton pantalon ! Évite aussi les Floups : ils te griseraient de vin de palme, te mangeraient la nuit, et ton esprit s'en irait dans les bêtes immondes qu'ils élèvent. Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix!

— Si tu voyages après que le soleil est tombé, ajouta le cordonnier (qui, pour courir dans les ténèbres sous la forme d'une hyène, devait savoir bien des choses), écarte ton chemin des pierres fréquentées par les Génies. Invoque le nom de Dieu en traversant les vallées profondes : elles sont fréquentées par

les Esprits ailés ou habillés de blanc. Mais si tu rencontres un oiseau dont les ailes sont doubles, suis-le sans peur, il éloigne les animaux malfaisants. Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix!

— Évite aussi, dit le chasseur d'antilopes, le pays rempli de marais dont les bêtes à poil s'éloignent. Ces marais sont si larges que l'oiseau qui a sa mère sur un bord n'a pas de frère de l'autre côté. Je ne l'ai pas vu, mais on m'a dit qu'en traversant ces marécages, le perroquet emporte dans ses pattes une branche sèche pour se reposer dessus. Que Dieu te montre la terre solide, et puisses-tu arriver en paix!

De l'autre côté du tronc d'arbre où il était assis, le sorcier dit à son tour :

— Avant de te mettre sur ton chemin, tu viendras dans ma case, Diouf. Je te donnerai une corne d'antilope naine qui écartera de toi les dangers. Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix!

Alors le chef du village leva le doigt et dit :

— Samba Diouf est notre fils. C'est un homme, et il ne craint rien!...

Le soleil, s'inclinant de plus en plus, semblait avoir porté le feu dans la brume où il allait disparaître. Tout était aussi rouge que si le village avait brûlé, et l'eau du marigot elle-même. Les gens qui revenaient des champs portaient des gerbes dans les greniers construits, par crainte de l'incendie, un peu à l'écart du village; des femmes en sortaient, qui venaient de piler le mil ou de décortiquer le riz; d'autres arrivaient de la fontaine, leurs calebasses sur la tête, et toutes disaient aux gens assis :

— Passez-vous la soirée en paix?

— En paix seulement! répondaient les gens assis.

— Parle-moi, Bakari Silla, dit une vieille, s'arrêtant sous le n'taba. Les Toubabs se font-ils toujours la guerre?

Le vieux répondit :

— Je le pense.

Un autre ajouta :

— On le dit.

— Tu le sais, Bakari Silla, poursuivit alors la vieille, les vieillards ne dorment guère. Cette nuit, entendant du bruit, je me suis levée et j'ai vu sortir du puits un Esprit habillé de

blanc. J'ai couru bien vite à ma case, et j'ai vu en me retournant, le Génie qui s'en allait vers le pays des Toubabs.

— Ce que tu as vu cette nuit, n'est pas une chose sans importance ! dit simplement l'Homme sans âge.

Les feux de la brume pâlissaient. Les eaux du marigot avaient cessé d'être rouges. On ramassa les tabatières sur les nattes. Appuyé sur son petit-fils au poil blanc, le vieux Bakari Silla quitta le premier l'assemblée.

— Dieu veuille que la nuit te soit douce ! lui dirent les hommes assis.

— Paix et paix ! répondit l'Ancien.

Sur le même souhait tous les gens prirent congé les uns des autres. Et bientôt il n'y eut plus personne sous l'ombre épaisse des grands arbres, dont les chauves-souris, par centaines, commençaient de s'envoler.

IV

Samba Diouf rentra dans sa case, prit le repas du soir, sans beaucoup de paroles (car celui qui parle ne mange pas), changea le m'boubou qu'il portait dans la journée, pour un m'boubou de cotonnade fine avec des broderies de soie jaune ; puis, ayant répandu sur lui un flacon de « Cœur de Jeannette, » que les factoreries vendaient cette année-là avec un grand succès, il s'en alla chez le marchand de bougies et d'allumettes.

La lune éclairait toute chose, comme si l'on eût été en plein jour. Dans la forêt prochaine et sur les arbres qui bordaient le marigot, chouettes, grands-ducs et vanneaux mêlaient leurs cris aux bêlements des boucs, aux meuglements des veaux et, à l'aboi des chiens à la lune; et, parmi tous ces bruits, au loin, sur la rivière, pareil au glouglou saccadé d'une barrique qui se vide, on entendait résonner le chant d'amour du caïman.

— C'est une bougie et trois noix de kola que je viens chercher, Baboukar.

— Tu vas donc visiter la fille des Sédi ? interrogea le boutiquier (car c'est l'usage de porter en présent une bougie et des noix de kola quand on fait la cour à une femme).

— Tu dis la vérité, fit Samba.

— Alors, va en paix, dit le marchand, et salue pour moi tes Sédi.

— Paix et paix ! répondit Diouf.

Et laissant traîner derrière lui le parfum Cœur de Jeannette, il se dirigea vers l'enclos où s'élevaient les cases de la famille des Sédi.

Les chiens aboyèrent quand il franchit la palissade qui entourait les huttes, dont les chaumes pointus se hérissaient dans la nuit claire.

— Qui est là ? cria une voix un peu traînante et chantante.

— Moi, Samba Diouf !

Et retirant de ses pieds ses sandales, il les plaça devant la porte, la pointe tournée vers le dehors.

Un négrillon se montrant sur le seuil, prit les sandales du visiteur, les tourna la pointe vers la porte, indiquant de cette façon que l'étranger pouvait entrer; et, ce geste rapidement fait, il s'esquiva à toutes jambes vers un autre coin de l'enclos.

Samba Diouf entra dans la case, remplie d'une telle fumée qu'elle en était tout à fait noire.

— Sédi, demanda-t-il, ta journée a-t-elle été bonne ?

— Très bonne, en vérité, Diouf ! fit dans l'obscurité une vague forme vêtue de blanc.

— Toute ta maison est-elle en paix ?

— En paix seulement ! répondit la forme blanche.

Le pêcheur vint s'asseoir près d'elle, sur la claie de bambou placée dans le fond de la case, puis se penchant sur le feu qui se consumait à leurs pieds, il en fit jaillir la flamme, alluma sa bougie et la planta sur le sol, en rassemblant la terre tout autour.

Alors la lumière éclaira le visage de la fille des Sédi. Elle avait le teint clair, couleur de cuivre rouge, des yeux allongés, un nez fin, des lèvres presque minces, une de ces figures en tout semblable à celles qu'on voit peintes sur les sarcophages d'Égypte. Son père en effet était de cette race peuhl, venue, il y a très longtemps, des lointains rivages du Nil. Par sa mère, elle appartenait à la race des Ouolofs, et cela se voyait tout de suite parce que sa tête était rasée, à l'exception de quatre touffes posées sur son crâne poli comme quatre pompons crépus, et dont chacune rappelle une pensée que la tête d'une femme ne doit jamais oublier. Le toupet de devant dit : « Aime, mais ne t'y fie pas. » Celui de derrière : « Un beau-fils n'est point un fils. » Celui de droite : « Le Roi n'est jamais un parent. » Et le quatrième : « Les Anciens méritent d'être laissés au village. » La

gravité de ces préceptes n'enlevait pas leur air comique aux quatre pompons de cheveux posés sur le crâne tondu de la charmante Yamina. Ils lui donnaient un air puéril, bien que sa camisole blanche aux rayures indigo se gonflât sur des seins déjà formés. Ses manches courtes, festonnées de rouge, s'arrêtaient tout de suite au-dessous de l'épaule, laissant voir deux bras admirables, d'une finesse d'attache qu'aurait pu envier l'antilope. Une panthère dans sa deuxième année n'a pas les dents plus blanches que n'en montrait cette fille des hommes, en mangeant les noix de kola que lui avait apportées son ami. Et sous le pagne un triple rang de verroteries invisibles arrondissait, pour le plaisir des yeux, ses hanches qui, sous cet ornement, prenaient une appétissante ampleur.

Près de cette enfant déjà femme, le pêcheur de lamentins faisait un contraste puissant. La courte flamme de la bougie n'arrivait pas à l'éclairer tout entier, depuis son crâne entièrement rasé et plus noir que les ténèbres, jusqu'à ses pieds qui à force de patauger dans l'eau s'étaient élargis, écrasés comme des pattes de canard. C'est à peine si l'on distinguait dans sa face d'ébène son nez largement épaté, ses lèvres aussi noires que le reste du visage; on ne voyait que l'émail de ses yeux légèrement injecté de sang, et ses dents, quand il parlait.

— Diouf, lui demanda Yamina, le fruit est-il tombé parce qu'il était mûr, ou bien parce qu'on a secoué l'arbre?

— Sédi, répondit-il, l'une et l'autre raisons m'ont amené ce soir dans ta case. D'abord, quand je te vois, mon cœur est rafraîchi. Ensuite, je pars demain, au jour, pour le pays des Foulahs, chercher les vaches, les bœufs, les taureaux, les génisses et les chèvres que le frère de ma mère m'a laissés en héritage.

— Les vaches et les bœufs sont-ils en nombre? demanda la jeune fille.

— Ils sont un peu nombreux, assez pour fournir à ton père la dot qu'il réclame. Et je pourrai aussi changer les bracelets légers que tu portes à tes chevilles, contre des bracelets pesants que t'envieront les femmes du village.

— Si Dieu le veut! répondit-elle. Mais le pays des Foulahs est loin! Tu vas traverser des peuples que je ne connais pas, mais dont j'ai entendu parler. On m'a dit que Bakari Faye, le mari de Dana San, qui était parti là-bas, n'en n'était jamais revenu. On n'a jamais su si quelque belle jeune fille de ce pays l'y

avait retenu, ou si, comme on l'a dit, il avait eu les mains et les jambes coupées par des gens qui vont tout nus.

— Tu sais que les Diouf n'ont pas plus peur des hommes que des bêtes, répondit le pêcheur. C'est toi qui donneras aux Diouf les enfants que nous espérons ! Je ne resterai pas longtemps en route, et je serai de retour ici avant que la récolte soit vendue.

Tout en parlant, le jeune homme avait ranimé le feu, car les soirées sont fraîches après la saison des pluies. La flamme se mit à crépiter, éclairant la case enfumée et la paille du toit noircie comme si on l'eût passée au goudron. Dehors, on entendait toujours le glouglou du caïman qui s'était rapproché. A la porte le chien se mit à aboyer. La jeune fille l'apaisa par quelques cris gutturaux, puis elle alla chercher de l'eau à la grande jarre de terre posée sur trois piquets à l'entrée de la case, vida dans une calebasse un flacon d'alcool de menthe, y jeta un petit pain de sucre, et revenant s'asseoir sur la natte, elle reprit de sa voix chantante :

— Samba, j'ai entendu dire que dans le pays des Foulahs, il se tissait des pagnes comme on n'en trouve point par ici.

— En vérité, répondit-il, je vendrai les chèvres que m'a laissées Baba Dialo, mon oncle, pour te rapporter le plus beau !

— Samba, j'ai aussi entendu dire que dans le pays du Sonkodou, il y a des étoffes teintes de couleurs que nous ne connaissons pas. Passeras-tu par le Sonkodou ?

— En vérité, j'y passerai ! Et je vendrai les moutons que m'a laissés le frère de ma mère, pour te rapporter des étoffes teintées de couleurs que nous ne connaissons pas.

Pendant ce temps le sucre avait fondu, et tour à tour ils buvaient l'eau sucrée et croquaient les noix de kola qu'ouvrait la jeune fille, et dont elle offrait les deux parts à son ami dans sa main rougie de henné à l'intérieur et aux ongles.

— Samba, j'ai encore entendu dire qu'un forgeron de Dian-Dian-Bouré forgeait des colliers de perles d'or creuses qui rendent les femmes plus belles. Passeras-tu à Dian-Dian-Bouré?

— En vérité j'y passerai, et je vendrai des bœufs, et s'il le faut une génisse, pour te rapporter un collier.

— Diouf, dit alors la jeune fille, tu es un homme parmi les hommes ! Et c'est toi seulement que j'aime !

Puis ils restèrent sans rien dire, l'un à côté de l'autre, mâchonnant leurs noix de kola et se passant la calebasse.

Enfin le pêcheur se leva.

— La bougie est presque brûlée, dit-il, et je dois encore aller chez Lan Maran, chercher la corne de gazelle qui doit me protéger contre les dangers du chemin.

— Diouf, je n'ai confiance qu'en toi. Et lorsque tu seras parti, je ferai des aumônes pour qu'aucun malheur ne t'arrive.

Elle posa sa petite main dans la large main durcie par la pagaie et le harpon.

— Dieu veuille que Dieu te garde en paix jusqu'à mon retour, Yamina!

— Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix, Samba!

Et le pêcheur s'éloigna, réveillant sur son passage, derrière les palissades, tous les chiens du village, dont les abois se mêlèrent pendant longtemps aux ululements monotones des oiseaux de nuit dans la forêt et au glou-glou du caïman.

V

Les pilons des vieilles femmes qui écrasaient le mil dans les mortiers d'acajou sonore, retentissaient déjà parmi les chants du coq et les cris des aigles pêcheurs, quand Samba Diouf se mit en route de ce pas souple et allongé des Noirs, qui semblent rebondir sur leurs pieds élastiques, pareils à ceux des chameaux.

Pendant deux jours il marcha vers le Sud, dans un pays où le nom de Diouf était encore reconnu quand il traversait un village, et où les gens l'invitaient dans sa langue à partager leur repas. Le deuxième jour, au sortir de la forêt, il trouva devant lui une nappe d'eau si étendue qu'on n'apercevait pas l'autre rive, se crut au bord de la mer et qu'il s'était trompé de chemin. Avisant alors un vieillard étendu dans une pirogue tirée à sec sur le rivage, il se dirigea vers lui, et tous les deux échangèrent les salutations d'usage :

— As-tu la paix ?

— La paix seulement!

— Toute ta maison a-t-elle la paix?

— La paix seulement. Et toi, voyageur, d'où viens-tu?

— Je viens du village de Niômi.

— Et où sont les gens de Niômi? (1)

(1) Question qui rappelle le temps où les villages se déplaçaient sans cesse.

— Ils sont là-bas!

— Les gens de Niômi ont-ils la paix?

— La paix seulement!

— Dieu en soit loué! Comment te nommes-tu?

— Diouf, de la famille des Diouf.

— Diouf, as-tu la paix?

— Paix et paix! Comment te nommes-tu?

— Dabo, de la famille des Dabo.

— Dabo, as-tu la paix?

— La paix seulement! Et maintenant, que dis-tu, Diouf?

— Est-ce la mer qui est devant nous?

— Cette eau est salée comme la mer, mais c'est la rivière de Bandioul. Est-ce que tu vas voyager de l'autre côté de la rivière?

— Je vais dans le pays des Foulahs.

— Le pays des Foulahs est loin! fit l'homme de la maison des Dabo. Je ne sais si tu connais les gens qui habitent là-bas, continua-t-il en montrant l'horizon où l'on n'apercevait que la masse énorme de l'eau, mais ils sont semblables à la barre qui est à l'entrée de la rivière. Qu'il fasse du vent ou qu'il n'en fasse point, elle est toujours agitée.

Cependant la mer qui montait dans l'immense estuaire du fleuve, baignait maintenant la pirogue. Bientôt elle se trouva à flot, et les deux hommes commencèrent de pagayer. Dès qu'ils eurent gagné le large, le vent du Nord se leva; le passeur se fit une voile d'un pagne disposé sur deux bambous; pagayer devint inutile, et la conversation continua.

— Dabo, dis-moi la vérité. Est-ce que jeter l'épervier est profitable ici?

— Dans notre rivière, dit Dabo avec orgueil, les poissons ne finissent plus!

— Tu dois dire la vérité, fit Samba. Mais pardonne-moi, ami, je n'ai jamais eu l'occasion de venir sur vos rivières. Faites-vous sécher le poisson au soleil et à la fumée?

— Nous le faisons, dit le passeur; et, si tu vas dans le pays de Kassa, tu verras que les gens se servent pour monnaie de poisson sec, comme nous faisons chez nous avec des bandes de cotonnade, et comme vous le faites, vous autres, avec des mesures de mil.

— Dis-moi encore la vérité, ô Dabo. Votre rivière a-t-elle des lamentins?

— Non, mon ami, répondit le passeur sur un ton de regret. Notre rivière est trop large et trop profonde.

— Vous manquez donc de quelque chose qui dépasse ce qu'il y a de meilleur! déclara le Niôminka.

Au milieu de ces propos, sous le vent favorable, la pirogue avait atteint l'autre rive. Les deux hommes sautèrent sur la berge et Diouf ayant gratifié le vieillard d'une menue monnaie et des compliments habituels, poursuivit son chemin à travers le pays des gens qui ne parlaient plus sa langue.

On a beau être prévenu, la nouveauté surprend toujours. Dans cette contrée, hommes et femmes allaient nus ou à peu près, mais, au lieu d'habiter des cases, ils vivaient dans des maisons bien bâties, avec de hauts murs de pisé, des montants de bois le long des portes et un toit qui atteignait les premières branches des grands arbres : « Ils vont nus, pensa Samba Diouf, mais ils bâtissent bien! »

Reconnaissant à son m'boubou qu'il était un étranger, des gens qui prenaient leurs repas lui firent signe de venir s'asseoir et de manger avec eux. Bien que le mil qu'on prend sans rien dire, ne soit jamais un bon mil, ce fut avec plaisir qu'il plongea sa large main dans la calebasse de ses hôtes, et but le vin de palme qu'on recueille en abondance de ce côté de la rivière. Puis il reprit son chemin, ayant ainsi complété sa pensée sur les habitants du pays : « Ils vont nus, mais ils bâtissent bien, et ils boivent sans fin du vin de palme. »

Il marcha jusqu'au soir; et avant même d'apercevoir le village où il devait passer la nuit, il entendit des coups de feu qui ne le rassurèrent pas, puis un tam-tam qui lui fit augurer qu'on célébrait là-bas quelque fête. Et en effet, en arrivant au village, il trouva tous les habitants en liesse, rassemblés sur la place autour de calebasses remplies de nourriture jusqu'aux bords. D'ailleurs, pour être en fête, les gens n'en étaient pas moins nus comme de véritables sauvages. Un seul homme portait un m'boubou. Samba se dirigea vers lui, et son bonheur fut grand d'entendre cet homme habillé l'interpeller dans sa langue et lui dire : « Approche-toi, voyageur, et viens partager notre repas. »

— Diouf, du village de Niômi, dit-il en s'asseyant.

— Touré, du Touré Counda, répondit l'homme au m'boubou.

Et les politesses terminées, Touré demanda au Niôminka ce qui l'amenait dans ces parages.

— Je vais dans le pays des Foulahs recueillir les bœufs et les génisses que m'a laissés en héritage Baba Dialo, le frère de ma mère, répondit le pêcheur de lamentins.

— Le pays des Foulahs est loin! constata l'homme au m'boubou.

— En vérité, fit Samba, je suis dans ce pays comme quelqu'un qui aurait perdu sa langue.

— Moi, repartit Touré, j'ai à ma disposition plusieurs langues dans ma bouche. Je voyage à travers des pays différents pour vendre à ceux qui les habitent les objets qu'ils n'ont pas, et j'achète la gomme qui coule de l'arbre à caoutchouc, parce que les Toubabs la recherchent.

— Ami, remarqua le pêcheur, je crois que tu ne feras pas fortune en vendant des pagnes aux gens d'ici! Que leur vends-tu? Des parfums?

— Par ma vie! reprit le colporteur, les gens d'ici ne recherchent point les parfums. Hommes et femmes ne se lavent jamais, et ils ne sentent pas leur odeur.

— Hum! fit Samba. Ces gens parlent une langue que je ne comprends pas, ils vont nus, ils sentent mauvais, mais ils bâtissent bien et boivent abondamment du vin de palme.

Sur quoi, le voyageur puisa avec une écuelle dans une calebasse remplie de la liqueur du palmier, la vida d'un seul trait, et demanda au colporteur :

— Toi qui connais les usages des habitants de ce pays, dis-moi la raison qui les pousse à tirer ainsi des coups de feu, à frapper sur leurs tambours, à se gorger de nourriture et à se réjouir de toute manière.

— C'est, répondit Touré, parce qu'un homme de chez eux est mort.

Et d'un signe de tête il attira le regard du Niôminka vers une sorte d'estrade, faite de claies de bambous posées sur des piquets un peu au-dessus du sol, et qu'ombrageaient des feuillages.

Alors, non sans étonnement Samba Diouf distingua parmi les feuilles, sur cette estrade, un homme mort, assis, les mains posées sur les genoux, et maintenu dans cette position par des pieux fichés en terre. Ses paupières étaient fermées. Un foulard rouge, passé sous son menton et noué sur le sommet de sa tête rasée, empêchait sa mâchoire de retomber. Il n'avait pour tout

vêtement qu'un collier de coquillages, des bracelets aux chevilles et aux bras, et un rang de verroterie qui lui faisait une ceinture sur le ventre. A la couleur grise de sa peau, on devinait que son décès remontait déjà à plusieurs jours.

— Ces gens sont tout à fait insensés, dit Samba. Et j'ai tout lieu de croire que ce sont à peine des hommes, puisqu'ils se réjouissent quand on meurt.

— C'est leur affaire, dit le colporteur mandingue.

Et il apprit à Diouf que les gens du village étaient en train de festoyer suivant la coutume du pays, avec les bœufs qu'avait laissés le défunt.

— En vérité, dit Samba, c'est un bonheur pour moi que le frère de ma mère ne soit pas mort chez ces gens-là! Ils auraient dévoré tout mon troupeau!

— Ils t'auraient laissé les génisses, rectifia le colporteur.

— Et va-t-il pourrir ici? demanda encore Samba, en montrant de la tête le cadavre sous son toit de feuilles.

— Quand son dernier bœuf sera mangé, dit Touré, on l'enfouira dans la terre.

— En vérité, le monde est grand! fit Samba, et celui qui n'a vu que son pays, n'a rien vu...

Et il continua son voyage en compagnie du colporteur qui descendait, lui aussi, vers le Sud, et dont il avait pris une partie du bagage sur sa tête. Ils traversèrent une forêt dont les arbres espacés faisaient, à plus de vingt coudées au-dessus de leurs têtes, un toit qui ne laissait passer qu'une lumière aussi verte que les feuilles. Sous ces arbres, il y en avait d'autres plus petits, mais innombrables, tout couverts de fleurs brillantes. Des lianes allaient d'un arbre à l'autre, chargées de fleurs, elles aussi, qui embaumaient le jasmin. On ne voyait aucun oiseau, on n'entendait aucun chant. Mais de grands singes orangés, qui, au dire de Touré, même pour boire ne touchaient jamais la terre, se poursuivaient de liane en liane, animant de leurs bonds et de leurs cris cette forêt triste par son silence, malgré ses fleurs et ses parfums.

Puis une autre forêt, qui ne ressemblait aucunement à celle qu'ils venaient de traverser, s'ouvrit devant les deux compagnons. Plus droits que des colonnes de pierre, les arbres portaient à leur sommet une aigrette d'immenses feuilles rondes, et à une telle hauteur qu'au jugement du Niôminka,

la balle de son ami Demba N'Dour aurait eu peine à y frapper un oiseau. Si loin que la vue s'étendît, les yeux n'apercevaient que ces fûts gigantesques, également droits et distants les uns des autres. « Une forêt où tous les arbres sont pareils, en vérité, dit le pêcheur, je crois que c'est la fin du monde!... »

Pourtant, au delà de la forêt il y avait encore un village. Les deux voyageurs y entrèrent en même temps qu'une troupe de femmes qui marchaient en poussant des cris et en se déchirant le visage.

— Ouaï, ma mère! s'écria Samba. Un malheur leur est tombé dessus!

— Je ne le pense pas, dit Touré. Et je puis te dire que ces femmes crient et se déchirent le visage parce qu'une d'elles a mis au monde un enfant.

— Hum! fit Samba. Dans ce pays, on frappe le tambour parce qu'un individu est mort, mais on pleure quand un enfant vient au monde. En vérité, ces gens sont fous!

— Ignorer est mauvais, mais ne pas se renseigner est pire! repartit sentencieusement le colporteur mandingue. Ces femmes connaissent dans leur esprit que des malheurs qui ne finissent plus attendent l'enfant qui vient de naître, et elles veulent apitoyer les Génies.

— Tu dis sans doute la vérité, fit Samba. L'univers est plus large que nos têtes, et la sagesse n'habite pas toute dans la même maison...

Le jour suivant, à l'heure où le soleil s'incline, étant encore dans la forêt, ils sentirent tout à coup une forte odeur de charogne, comme si toutes les bêtes d'un troupeau, frappées par la maladie, étaient mortes près de là. En même temps, un grand bruit de sabar (1) arrivait à leurs oreilles. Bientôt ils atteignirent la clairière d'où arrivaient tout ce tapage et cette odeur nauséabonde. On y célébrait la fête de la prophétesse Ayoun Pène, et tout le pays soumis à sa puissance, rassemblé autour des cases qu'elle habitait avec ses serviteurs, chantait, dansait et frappait le tambour. Un peu à l'écart dans la forêt, on égorgeait en l'honneur des Esprits qui inspiraient Ayoun Pène, les bœufs, les chèvres et les cochons grassement nourris d'amandes de palme. Les meuglements et les cris horrifiés se

(1) Sorte de tambour.

mêlaient aux mélopées et au bruit du sabar. Sur la place, des bêtes putréfiées étaient suspendues à des piquets, et chacun venait arracher des morceaux à cette viande.

— En vérité, dit le pêcheur, ces gens sont encore les plus fous que nous ayons rencontrés! Car c'est une chose naturelle de manger du poisson séché, mais il faut être semblables aux singes pour manger de la chair en pourriture.

La nuit tombait. Dans la forêt, les rayons de la lune, filtrant à vingt mètres du sol à travers le dôme serré des feuilles et des branches, éclairaient les fûts gigantesques des acajous, des fromagers, des ébéniers, des bois de rose et des kaïlcédrats. Au pied de ces hautes colonnes, les dévots de la Prophétesse faisaient cuire dans des marmites du riz et la viande pourrie qu'ils avaient arrachée aux bêtes sacrifiées; et ces centaines de petits feux vacillant comme des veilleuses sous l'énorme voûte de feuillage, que l'ombre et la lune mêlées faisaient paraître plus haute encore, donnaient à ce coin de forêt un air de temple fantastique.

— Comment se peut-il, dit Samba, que ces gens adorent une femme? Si je le raconte dans mon pays, on ne me croira pas. Nous autres Niôminka, nous faisons des offrandes à des pierres et à des arbres sacrés, nous connaissons aussi la force du soleil et celle de la lune, mais que des hommes adorent une femme et que cette femme soit leur reine, cela ne peut m'entrer dans l'esprit.

— Tu dis vrai, répondit Touré. Mais je ne me fatigue pas la tête avec ces histoires-là. Le besoin de dormir me tue! J'ai un ami dans le village. Il nous donnera dans sa case des nattes pour y passer la nuit. Nous y serons mieux en vérité que dans cette forêt broussailleuse...

Le troisième jour de leur voyage, le Mandingue prit congé du Niôminka.

— Je ne te conseille pas de me suivre, ô Diouf! lui dit-il, car mes affaires m'appellent dans le pays des Balantes. Pour qui ne connaît pas ces gens-là, il y a danger à circuler chez eux. Je te conseille moins encore de traverser leur pays, lorsque tu reviendras avec les bœufs, les génisses et les chèvres que le frère de ta mère t'a laissés en héritage. Ces Balantes ont tellement l'habitude de dépouiller les passants, qu'une fille de leur race n'épouserait jamais un garçon qui n'a pas volé au moins

un bœuf, la nuit, dans un village. Prends plutôt le chemin qui passe par Karantaba. Tu ne rencontreras sur ta route que des rivières peu larges et profondes, et pour les traverser tu auras tout au plus à te mouiller un pied. Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix !

— Ami, répondit le pêcheur, si ton chemin te conduit une fois au pays de Niômi, arrête-toi devant ma case, je te donnerai une journée de ma pêche.

Puis partageant avec le colporteur la noix de kola de l'amitié :

— Dieu veuille que Dieu t'accompagne en paix ! dit-il.

— Paix et paix ! répondit Touré, en élevant la main.

Et chacun suivit sa voie.

Mais il n'arrive que ce qui plait à Dieu, et ce qui lui répugne n'arrive pas. Samba Diouf n'évita le danger des Balantes que pour tomber dans un pire.

VI

Tandis que le pêcheur poursuivait son voyage et voyait passer sous ses yeux des pays différents et des hommes divers dans leurs langages et leurs mœurs, Baboukar Kamara, l'employé du télégraphe, regardait se dérouler la petite bande bleue où s'inscrivent les signes par lesquels les Toubabs font connaître toutes leurs pensées. Il venait de recevoir la dépêche d'une maison de Dakar à une factorerie de la contrée, et la bande avait cessé de tourner, quand tout à coup elle reprit son chemin et se mit à marcher un bon moment, comme il arrive toutes les fois que le Gouvernement a quelque chose à faire savoir, que ce soit utile ou non.

Baboukar Kamara considéra d'abord avec indifférence le déroulement du papier bleu, puis ses yeux étonnés suivirent de plus près le message, et quand enfin la bande s'arrêta :

— En vérité, dit-il tout haut, aujourd'hui les mères vont pleurer !

— Pourquoi dis-tu que les mères vont pleurer ? demanda Modi M'Benga.

Sans répondre à la question, Baboukar Kamara plia le télégramme et dit :

— Porte ça au bureau du Commandant !

Trois jours plus tard, tous les chefs de village se trouvaient réunis devant la véranda du Manso, — le Manso, c'est-à-dire le Roi, en l'espèce l'Administrateur qui commandait la région.

Accompagné d'un Noir qui lui servait d'interprète, le Manso s'avança sur le perron et dans le parler des Toubabs il prononça ces paroles :

— Vous savez tous que la France fait la guerre à ses ennemis les Allemands. Nous les avons battus dans de nombreux combats. Notre bras est invincible. Mais, pour obtenir une victoire rapide, la France fait appel à tous ses fils, à quelque race qu'ils appartiennent. C'est une mère qui compte sur tous ses enfants! Aucun de vous n'ignore les bienfaits qu'elle vous a apportés. La discorde ne vous trouble plus, les guerres ont cessé entre vous, et les sauvages traitants ne vous emmènent plus en esclavage. Vous pouvez circuler librement dans tout le pays et commercer sans crainte d'être dévalisés en chemin. Tout cela, vous ne l'ignorez pas, c'est à la France que vous le devez. Le moment est venu de lui prouver votre reconnaissance. Aussi voilà ce que j'ordonne. Chaque village fournira un homme par chaque centaine d'habitants qui figurent au recensement. Ces hommes partiront pour Dakar la semaine prochaine. Ils seront bien traités, bien payés, bien nourris. Aussi longtemps que durera leur absence, nous nous occuperons avec sollicitude de leurs femmes et de leurs enfants, et nous leur ferons des pensions. Et lorsqu'ils reviendront, ils jouiront de grands avantages que nous vous ferons connaître en temps opportun. Allez! la France compte sur vous, comme vous pouvez compter sur elle!

A côté du Manso, l'interprète noir, tête baissée et le sourcil contracté, semblait s'efforcer de ne pas perdre un seul mot de ce discours, pour le transmettre fidèlement aux chefs de village assemblés. Quand l'Administrateur eut fini sa harangue, il prit la parole à son tour :

— Le commandant Toubab a dit : la guerre des Toubabs Français n'est pas encore finie. Ils ont tué des ennemis qu'on ne peut plus compter, mais il en reste beaucoup à tuer! A eux seuls ils pourraient exterminer tous les Toubabs Alamans. Mais ils veulent que nous les aidions, parce que leurs ennemis sont puissants. Au deuxième jour de la semaine prochaine, il faudra que chaque village amène un homme par cent habitants, pour

être envoyé chez les Toubabs. Chacun des hommes fourni par le village recevra du Roi des Toubabs une grande somme d'argent. Mais si vous désobéissez, si le village n'envoie pas les hommes qu'il doit envoyer, vous serez frappés d'une amende en bœufs et en argent, que je n'ose pas vous dire! Il tombera sur vos têtes des jours de prison que je ne peux pas compter. Allez, et que chacun le sache dans toutes les cases du pays!

Là-dessus, les chefs de village et ceux qui les accompagnaient quittèrent la maison du Manso et s'éloignèrent par des sentiers différents.

Les Mandingues de Karantaba n'avaient qu'à passer la rivière pour se retrouver chez eux. Il s'entassèrent dans leur pirogue, les jeunes debout, les vieux assis, et traversèrent le fleuve si large à cet endroit que d'une rive à l'autre on ne peut apercevoir un homme.

Les gens attendaient leur retour, accroupis sur les nattes du n'taba, fumant, prisant et devisant, tout en tressant des corbeilles.

— Avez-vous la paix?

— La paix seulement! se dirent les uns aux autres ceux qui étaient restés et ceux qui revenaient.

— Vous êtes allés à Manso-Kounda. Que vous ont-ils dit là-bas?

— Ils nous ont fait appeler pour nous dire que la guerre des Toubabs continue et qu'ils veulent que nous les aidions.

— Mais notre récolte n'est pas vendue! dirent les uns.

— Nous avons nos bêtes à garder! dirent les autres.

— Ils ne demandent chez nous que cinq hommes, et cinq parmi les plus jeunes, dit le chef du village, Fodé Bakari Tambadou.

— Moi, j'irais bien, fit quelqu'un, car je n'ai pas peur de la guerre! Mais on m'a dit qu'il fait très froid dans le pays des Toubabs, et que, si tu craches par terre, ton crachat devient un caillou.

— Dieu m'est témoin, fit un autre, que je ne crains ni la guerre ni la mort! Mais je ne voudrais pas mourir de froid, et le froid me tuerait.

— Moi, j'ai entendu dire que dans le pays des Toubabs il n'y a pas de lune sans pluie.

— Moi, on m'a dit que si la terre de leurs champs colle aux pieds, leurs routes sont si dures qu'elles usent le sabot d'un cheval en une semaine.

— Moi, déclara un adepte du Prophète, on m'a raconté que les Toubabs ne se nourrissent que de graisse de porc. Le Manso a-t-il promis qu'on nous donnerait à manger notre riz du matin et notre mil du soir?

— Je ne suis pas comme vous autres, déclara un des vieux de l'assemblée, et si ma barbe n'était pas blanche, je voudrais bien aller voir le pays des Toubabs. J'ai entendu dire que chez eux les chevaux sont plus grands que nos chameaux, et que leur tête touche les premières branches des arbres. J'aurais voulu monter ces chevaux fameux!

— On voit bien, répliqua un des plus jeunes, que c'est pour toi que Koth Barma chantait : « Il faut laisser les vieillards dans le village. »

— Nous sommes dans la main de Dieu et des Toubabs, reprit l'adepte du Prophète. Et je parle pour dire que faire la guerre chez les Toubabs, cela vaut mieux que s'ils la faisaient chez nous!

— Nous avons jusqu'au deuxième jour de la semaine prochaine pour obéir à l'ordre du Manso, reprit Fodé Bakari Tambadou. D'ici là, peut-être que la guerre sera finie et que nous n'aurons pas à envoyer nos fils, ni à payer une amende en vaches, en bœufs et en argent...

Mais toute la semaine passa et personne ne vint annoncer que la guerre des Toubabs était finie. Et le jour approchait, fixé par le Manso, où chaque village devait fournir les hommes qui lui étaient réclamés.

Trois jeunes gens de Karantaba s'étaient déjà présentés. L'un n'était pas fâché de quitter le village, parce que sa femme ne montrait pas un caractère facile, qu'elle avait la voix plus aigre que celle de l'oiseau-trompette, et qu'on trouvait dans son couss-couss plus de sable que de mil. Un autre, que ses dettes fatiguaient, partait lui aussi volontiers, pensant qu'à son retour personne n'oserait rien réclamer à un homme qui aurait été le compagnon de guerre des Toubabs. Un troisième, qui avait volé un bœuf dans un pays voisin, redoutait quelque vengeance et craignait les sortilèges. Un quatrième, griot de son métier, promettait de s'engager la semaine suivante, heu-

reux de voir du pays, et sachant bien dans sa cervelle que chez les Toubabs comme ailleurs, les griots ne portent point d'armes et se contentent d'encourager les guerriers par leurs chants. Restait à désigner la cinquième recrue. Et Fodé Bakari songeait avec inquiétude que, s'il voulait garder sa place à la tête du village, il allait être forcé d'envoyer son propre fils de l'autre côté de la mer, car un grand nombre de garçons s'étaient trouvé tout à coup des occupations dans la forêt...

Sur la natte de bambou où il était assis avec les autres Anciens, il se mordait le dessus des doigts et se tirait les poils de la barbe, quand il vit s'avancer un homme qui n'était pas du pays.

— Diouf, fils de Diouf, du village de Niômi, et Mandingue par ma mère, fit l'étranger après les saluts d'usage.

Les Mandingues de Karantaba invitèrent le nouveau venu à s'asseoir au milieu d'eux, et comme il comprenait leur langue, la conversation s'engagea :

— Et maintenant, Diouf, où vas-tu?

— A Kolda, dans le pays des Foulahs.

— Le pays des Foulahs est loin !

— Pourrai-je y arriver ce soir ?

— Ami, dit insidieusement Fodé Bakari Tambadou, l'heure est déjà passée où les corps ne font plus d'ombre. Tu devrais voyager la nuit, mais notre brousse est épaisse et jamais nous n'y pénétrons après que le soleil est couché. Demeure plutôt chez nous. Le village est ton village. Tu t'asseoiras devant notre calebasse. Le mil et le riz ne tarissent point ici. Justement, ce matin nous avons tué un bœuf, ta chance te permettra de manger de la viande.

— En vérité, dit Samba, je n'avais jamais voyagé, mais je vois bien que si la terre est grande et si les hommes sont dissemblables, il y a partout de braves gens... Mais la soif me tue !

On lui montra au pied de l'arbre une jarre d'eau posée sur une fourche à trois branches, il y plongea la petite calebasse, et tandis qu'il s'abreuvait :

— Je crois, lui dit Faba Cissé, le vieillard qui l'autre jour parlait d'aller chez les Toubabs pour monter leurs chevaux fameux, je crois qu'au pays des Niôminka vous buvez indifféremment le vin de palme et le vin de mil ?

— Le vin de palme est inépuisable chez nous, dit Samba

avec orgueil, et le vin de mil ne tarit point... Mais vous autres, à Karantaba, buvez-vous du vin de palme ou de mil ?

— Pardonne-moi, répondit Cissé, le vin de palme ne manque pas chez nous, mais c'est seulement l'eau que nous buvons, car nous suivons la voie du Prophète, que la bénédiction soit sur lui !

Fatigué de sa longue course, le voyageur s'était couché sur les nattes, en ramenant avec soin ses pieds sous son m'boubou pour se protéger des moustiques. Et pendant qu'il sommeillait, Faba Cissé, prenant la manche du vieux Fodé Tambadou, l'entraîna à l'écart, du côté des greniers à mil.

— Cet étranger, dit-il, c'est Dieu qui nous l'envoie ! Comme ton fils, il est assez fort pour porter un bœuf de deux mois sur sa tête. Et mieux vaut que ce soit un homme de Niômi qu'un garçon de chez nous, qui traverse la mer pour aller chez les Toubabs.

— Tu dis vrai, ô ami, répondit Tambadou. Et cela, en vérité, m'est déjà venu dans l'esprit. Mais quelle chose, je te le demande, pourrait faire consentir cet étranger qui va chercher un héritage, à se détourner de son chemin pour aller chez les Toubabs, car il me semble que sa tête ne tombe pas entre ses jambes ?

— Tu ne comprends pas le chemin que je veux lui faire prendre ! répliqua Faba Cissé. Ce Diouf est un de ces impies, tu l'as bien entendu, qui boivent jusqu'à perdre la tête et ne plus reconnaître leur père et leur mère. Envoie chercher chez Monna Badhji, — un impie comme lui, — une bagane de vin de palme, et lorsqu'il sera ivre, nous l'attacherons avec des cordes et nous le conduirons au Manso.

— O mon ami, tu es rusé ! mais l'étranger non plus ne manque sans doute pas de cervelle, et il dira au Manso qu'il n'est pas de notre village !

— Il ne sera pas le seul à crier ce mensonge, tu peux en être certain ! Et qu'il soit de Karantaba ou du village de Niômi, qu'est-ce que cela peut faire aux Toubabs ?...

Ce soir-là, dans l'enclos où s'élevaient les cases de l'Ancien du village, le pêcheur de lamentins fit honneur au riz et au bœuf qui emplissaient la calebasse. Longuement il expliqua à ses hôtes pourquoi il s'était mis en chemin pour le pays du Fouladou, et ceux-ci lui souhaitèrent de trouver en bon état ses

génisses et ses bœufs et de les ramener heureusement à Niômi, sans en perdre dans les rivières ni se les faire voler en chemin. La bagane de vin de palme, apportée par Monna Badhji, était à portée de sa main, et Samba, tout en parlant, emplissait et vidait sa calebasse avec d'autant moins de scrupule que Tambadou et les gens de sa maison ne buvaient que de l'eau. Sa langue s'épaissit dans sa bouche. Bientôt il ne distingua plus ce qui se passait autour de lui, et finalement il tomba dans le sommeil de la mort.

Le lendemain, un peu après l'aurore, sa poitrine était oppressée, comme si des cordes l'avaient lié au tronc même d'un de ces palmiers, dont la veille il avait bu la liqueur. Il voulut étendre un bras, mais son bras resta collé à son corps. Il ouvrit alors un œil, et constatant avec surprise que des bandes de cotonnade l'entouraient des pieds à la tête sans lui permettre un mouvement, il se réveilla d'un coup, et se mit à chercher dans son esprit s'il avait fait du tort à quelqu'un, volé une bête ou la femme d'un habitant du pays. Et il commença de crier.

Pendant longtemps, seuls les coqs et le bruit des pilons dans les mortiers lui répondirent. Enfin il entendit des pas, et vit entrer dans la case Fodé Bakari Tambadou, escorté de Faba Cissé.

— As-tu la paix? lui demanda Tambadou.

— Pourquoi m'avez-vous attaché? répondit le pêcheur en gémissant. Je n'ai ni tué ni volé, je n'ai fait de tort à personne et je vais dans le pays des Foulahs pour chercher mon héritage.

— Doucement! ne crie pas si fort, ô Diouf! répondit Faba Cissé. Tu es dans la main de Dieu. Lui seul et nous, nous savons de quoi tu t'es rendu coupable. Mais les Toubabs sont nos maîtres, et c'est devant le Manso que tu t'expliqueras.

— Un homme ivre ne sait ce qu'il fait, ajouta Fodé Tambadou. Et ce qui est pis encore, il ne peut s'en souvenir...

— Ouaï, ma mère! gémit Samba. Qu'ai-je donc fait, dont j'aie perdu la mémoire?

— Ne te fatigue pas la tête, et laisse ton esprit en repos, répliqua Faba Cissé. Le Manso te le dira.

Et les deux compères s'éloignèrent, laissant l'infortuné pêcheur retenu dans ses liens comme un poisson dans un filet,

jusqu'au moment où de nouveau deux hommes pénétrèrent dans la case. L'ayant saisi par la tête et par les pieds, ils le portèrent au bord de l'eau et le jetèrent dens une pirogue où déjà se trouvait un passager, qui chantait à pleine voix.

— Tu as de la chance, lui dit Samba, de pouvoir chanter ainsi, au lieu que moi, je suis attaché comme quelqu'un qui a volé son prochain !

— Ne te fatigue pas la tête, repartit le chanteur. On nous emmène tous les deux à la maison du Manso.

— Et pourquoi, reprit Samba, n'es-tu pas aussi attaché ?

— Je vais faire la guerre chez les Toubabs ! répondit le passager.

— Et pourquoi m'ont-ils attaché ?

— Parce que tu vas, toi aussi, faire la guerre chez les Toubabs !

— Mais je ne suis pas de ce pays ! se récria le Niôminka. Et je ne dois aller chez les Toubabs que si le sort me désigne parmi les gens de mon village.

— Il n'arrive que ce qui doit arriver, et tu n'es pas encore trépassé !

— Non, mon ami, mais par ma vie ! j'ai l'air d'un homme bien malade !

— Si malade qu'il soit, reprit l'autre, un malade peut toujours étrangler un mort...

Et il se remit à chanter.

Poussée par un vent favorable, la pirogue glissait sur la large rivière. Des bancs de carpes et de mulets s'écartaient à son passage et se reformaient derrière elle. Comme pour narguer le pêcheur, un énorme lamentin sortit à demi hors de l'eau son corps luisant de sirène, puis disparut en soulevant de grosses lames avec sa queue. Et longtemps le pauvre Samba suivit, au remous qu'il faisait dans les eaux lourdes, la fuite du puissant animal, sur lequel tant de fois il avait jeté son harpon dans le marigot de Niômi. Enfin il le perdit de vue, et il revint à ses pensées qui, se poussant l'une l'autre, l'amenèrent à proférer ces paroles :

— Si seulement j'avais été à Niômi, j'aurais eu le temps de voir mon sorcier, qui m'aurait donné des téré contre les dangers de la guerre.

— Moi, je n'ai pas besoin de téré ! répartit le griot. Je me

suis contenté d'emprunter de l'argent à toutes les vieilles du village. De cette façon, je suis bien sûr qu'elles feront toutes des prières pour que je revienne sain et sauf, afin de leur rembourser mes dettes...

Cependant la pirogue avait atteint l'autre rive. Les gardes indigènes qui se trouvaient au débarcadère se saisirent du prisonnier, le débarrassèrent de ses liens et le poussèrent devant eux, toujours criant et protestant, vers la maison du Manso.

Au bruit qu'il faisait devant la porte, le Commandant en personne apparut sur le perron.

— Quel est cet énergumène qui crie comme un veau qu'on égorge ? demanda-t-il à l'interprète.

— C'est un homme de Karantaba qui a été désigné par le sort pour aller à la guerre, et qui refuse de partir.

— Qu'on lui fasse passer la visite ! Et s'il est reconnu bon, qu'on l'expédie par le courrier de demain.

Telle fut la sentence du Manso.

Les gardes emmenèrent la nouvelle recrue dans le poste de police, et là Samba put à son aise s'abandonner à ses plaintes.

— Certes, gémissait-il, je ne crains point d'accompagner les Toubabs à la guerre ! Je suis de la race des Niôminka, et nous n'avons peur de personne ! Les Toubabs sont nos maîtres et ce qu'ils veulent est certainement juste ! Mais je ne vois pas pourquoi ces Mandingues de malédiction, ces fils de plusieurs dizaines de pères, ces chacals, ces chiens pourris m'ont pris pour remplacer un de leurs propres enfants, alors que toute ma famille habite au village de Niômi ! Dieu veuille que les cases de ces damnés Mandingues brûlent avec toutes les récoltes ! que tout leur pays se dessèche ! que toutes leurs femmes soient stériles et que la maladie s'abatte sur leurs troupeaux ! Car tous ceux qui m'ont approché peuvent dire que je n'ai jamais diminué la liberté de personne, et eux, ils m'ont traité comme un esclave !

A quoi les gardes indigènes, qui assistaient tous les jours à quelque scène de cette sorte depuis que les engagements pour la guerre avaient commencé, répondaient sans impatience :

— De quoi te plains-tu, étranger ? Quand tu reviendras de la guerre, les vaches et les chèvres que t'a laissées le frère de ta mère auront fait des petits, et ton troupeau sera augmenté. Tu recevras aussi l'argent que le Manso te donnera au retour,

et si ta chance te permet de laisser un de tes membres dans le pays des Toubabs, tu toucheras encore de l'argent et tu n'auras plus besoin de travailler pour le reste de ta vie.

— Que m'importe l'argent ! répondait le prisonnier. Mon filet, mon harpon et ma pirogue suffisaient à me fournir tout ce qui m'était nécessaire. Et avec le troupeau que Baba Dialo m'a laissé, je pouvais acheter à son père la plus belle fille de Niômi !

— Si tu pleures en entrant et en sortant d'une case, fit un des gardes en lui frappant avec bonhomie sur l'épaule, tu ne sauras jamais combien il y a de poutres dans le toit... Viens manger avec nous, en attendant que tu te gaves de la viande du Gouvernement et que tu boives son vin et son café, en quantités que tu n'as jamais connues !

— Je ne refuse pas de manger la nourriture du Gouvernement ! dit Samba. Mais je n'aurais jamais voulu y être forcé par ces bâtards, fils de bâtards, que sont les Mandingues de Karantaba !

Ayant ainsi exhalé sa colère, mais déjà soumis au destin, il s'approcha de la bagane pleine de riz nouveau et arrosé d'huile de palme, et pour la première fois sa main, creusée en forme de cuiller, fit un trou large et profond dans la nourriture du Gouvernement.

Le lendemain, en compagnie d'une vingtaine d'autres Noirs enrôlés comme lui, et en dépit de ses protestations qui, pour être cent fois répétées, n'avaient rien perdu de leur violence, Samba fut conduit au bateau qui, chaque semaine, monte et descend la rivière.

— Ouaï, ma mère ! criait-il, je veux bien aller chez les Toubabs et faire la guerre avec eux. Mais avant de partir, j'aurais voulu revoir mes parents !

— Ce sont des paroles d'enfant ! lui répondit un garde noir en le poussant dans le bateau à fumée.

Lentement d'abord, le vapeur s'éloigna de la rive ; puis ayant pris le courant, il descendit rapidement la rivière. L'eau était lourde et jaune. D'un côté de l'immense nappe s'étendait une plaine couverte de roseaux géants, où se réfugient les antilopes pour fuir les dangers de la forêt dont on apercevait la lisière sombre à l'horizon. Des outardes au vol pesant passaient au-

dessus des roseaux, juste au ras des panaches, tandis que les marabouts, au ventre blanc, aux ailes noires, après avoir pêché abondamment dans les mares, s'élevaient pour digérer à leur aise à des hauteurs vertigineuses. Sur l'autre bord, dont le vapeur qui cherchait les eaux profondes, s'était rapproché davantage, la forêt précipitait l'avalanche de ses arbres gigantesques qui se bousculaient les uns les autres afin d'atteindre la rivière. Les premiers arrivés penchaient avec avidité au-dessus de l'eau jaunâtre leurs branches et leurs lianes enchevêtrées, dans un tel chaos végétal qu'on aurait dit une mêlée, où sans cesse d'autres géants forestiers, chargés de ramures et de lianes, venaient prendre la place de ceux qui s'étaient abreuvés. Déracinés par les eaux et par cette furieuse poussée, les palmiers de la berge se couchaient sur le fleuve, offrant leurs troncs rugueux au repos des jeunes caïmans, et leurs palmes abandonnées au courant semblaient des algues flottantes. L'obsédant parfum de jasmin qu'envoyaient les lianes fleuries, se mêlait par bouffées aux odeurs de l'huile chaude et de la fumée du bateau. A chaque embarcadère le vapeur s'arrêtait, juste le temps de prendre à bord les petits paquets d'hommes fournis par les villages, puis aussitôt il continuait sa route dans le profond courant du fleuve, et descendait plus loin, ramassant d'autres Noirs arrachés à leurs champs, à leur brousse, à leur forêt, pour s'en aller là-bas, de l'autre côté de la mer, faire la guerre chez les Toubabs...

A mesure que l'estuaire s'élargissait et qu'on approchait de la mer, la forêt quittait la rive, laissant la place à des berges vaseuses où des palétuviers formaient une longue ligne vert sombre d'une égalité monotone. Leurs branches, qui descendaient dans la boue pour y prendre racine, étaient chargées de grappes d'huîtres que la marée couvrait et découvrait tour à à tour. Les macreuses et les plongeons, habitués des marécages qui se forment derrière cet épais rideau de feuilles, de racines et de branches, se levaient au bruit du bateau par troupes innombrables; et les pélicans, dérangés dans leur farniente à fleur d'eau, s'en allaient pesamment en file, comme les destroyers d'une escadre. Dans le ciel, les aigles pêcheurs fonçaient vertigineusement sur les bancs de poissons qui descendaient ou remontaient la rivière, saisissant dans leurs serres une carpe ou un brochet qu'ils emportaient dans l'air avec de grands

cris de victoire; des bandes d'oies et de canards sauvages barraient le fleuve de leur vol; et sous les palétuviers, d'étincelants martins-pêcheurs, poursuivis par le bateau à fumée, changeaient inlassablement de place, faisant glisser d'une branche à l'autre l'éclat rapide de leur plumage azuré...

Samba Diouf, accroupi au milieu des autres Noirs, regardait, sans les voir, passer toutes ces choses dans la chaleur accablante. Lassé de se plaindre et de gémir et d'injurier dans son cœur les Mandingues de Karantaba, il s'abandonnait au destin, tandis que près de lui indéfiniment le griot chantait sur un ton de mélopée la chanson des piroguiers :

Eh! l'eau de la mer est belle!
Mais Dieu m'en préserve!
Car je puis mourir de soif, en la regardant.
Dieu m'en préserve!
L'eau de la mer est belle...

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

SUR L'HORIZON DU VATICAN

I

L'ÉGLISE ET LES NATIONS

I. — LE RAYONNEMENT D'UNE GRANDE SOUFFRANCE : BENOÎT XV

Lorsqu'en septembre 1914 cardinaux des pays en guerre et cardinaux des pays neutres, après avoir donné la tiare à Son Éminence Giacomo della Chiesa, eurent agenouillé devant Sa Sainteté Benoît XV leur unanime fidélité, ils se dispersèrent hâtivement, pour faire face, chacun parmi son peuple, aux devoirs civiques que leur imposait leur office même de pasteurs des âmes; et celui qui depuis quelques heures s'appelait le Saint-Père, le Père commun des fidèles, sentit sa paternité planer sur un chaos de frères ennemis.

De leur conflit, que sortirait-il? Et dans l'Europe nouvelle, quelle place tiendrait l'Église? Nombreux étaient, autour du nouveau Pape, les prophètes d'infortune. Dans ce Vatican où Benoît XV s'installait, onze ans d'absence de la France avaient laissé la place libre aux Empires centraux. En des places de choix, l'Autriche, d'avance, apostait ses avocats. Ils avaient d'ailleurs fort à faire, car le geste d'insolite archaïsme par lequel François-Joseph, en 1903, avait exclu le cardinal Rampolla du trône pontifical, laissait à Mgr della Chiesa le plus amer souvenir. Ils redisaient avec un fervent acharnement qu'il existait une solidarité historique entre le Siège apostolique et l'Empire apostolique, et que cette Autriche était une auguste survivance du temps où sur terre régnaient deux moitiés de Dieu, le Pape et

l'Empereur. Benoît XV, qui bientôt, dans ses documents pontificaux, insistera sur la nécessité d'avoir égard aux « justes aspirations des peuples, » n'était pas dupe de ce factice parallèle entre la grandiose idée d'une chrétienté groupant harmonieusement toutes les nations et la médiocre réalité d'une Autriche oppressive et tyrannique. Telle quelle, cependant, insistaient ses interlocuteurs, elle fut en maintes circonstances le contrefort de l'Église romaine. Puis, s'étant ainsi drapés dans un certain traditionalisme dont ils escomptaient l'ascendant, ils traçaient un effrayant tableau des conséquences que pourrait avoir la victoire de l'Entente. Ce serait, disaient-ils, la Russie s'implantant à Constantinople et fermant à Rome, pour jamais, les routes de l'Orient. Ils voyaient, ils montraient le Tsarisme, trônant dans cette basilique de Sainte-Sophie où s'étaient succédé, depuis le concile de Florence jusqu'à l'entrée des Turcs, des patriarches unis à Rome ; et le « schisme », de là, rayonnant sur tous les États balkaniques, les englobant, les maîtrisant, les barricadant contre toute pénétration de l'influence romaine, et murant le Pape en Occident, définitivement. Ils redisaient la marche des armées russes à travers la Galicie, les voies de fait contre le clergé romain : voilà ce qu'est, observaient-ils, la Russie belligérante : que serait donc la Russie triomphante? Leur diagnostic passionné stigmatisait l'Angleterre comme l'ennemie historique du papisme, et la France comme une fille ingrate, « séparée » de l'Église sa mère ; que la victoire, concluaient-ils, assurât à ce groupement de puissances l'hégémonie du monde, et l'opinion universelle serait commandée par des nations qui professeraient à l'endroit de la Papauté une ignorance hostile ; et dans cet Occident même où la Russie la reléguerait, l'Angleterre et la France la condamneraient à vivre effacée.

Telle était l'une des possibilités d'avenir que les interprètes des Puissances centrales mettaient sous les yeux du pape Benoît XV, pour qu'avec son autorité de Pape il tentât de la conjurer. Mais lui, par ailleurs, connaissait d'autres voies de fait commises contre d'autres prêtres, contre d'autres institutions catholiques, et cela sur un territoire qui avait été envahi contrairement au droit des gens ; il avait le droit de se demander si le bras de certains incendiaires, à Louvain, n'avait pas été guidé par un esprit de haine confessionnelle. Un témoin de ces abominations, un calviniste de Hollande, M. Grondijs, avait cru deviner, sous

plus d'un casque à pointe, ce malfaisant sentiment. Rome savait aussi qu'il y avait de l'inquiétude dans les sphères catholiques allemandes : on y redoutait que Berlin ne voulût, comme après 1870, parachever aux dépens du romanisme la victoire poursuivie sur la France, et qu'un nouveau Sedan n'amenât un nouveau *Kulturkampf*. Tout le premier, affirmait-on, le cardinal Hartmann était peu rassuré. A la fin même de 1914, en réponse à la municipalité silésienne de Wartha, qui demandait qu'on autorisât les Rédemptoristes à ouvrir une inoffensive maison de retraite, le représentant de l'administration prussienne ripostait textuellement :

Je suis résolu de donner un avis tout à fait défavorable à l'ouverture d'un établissement aussi moyenâgeux, qui présente pour la science le pire des jougs et qui est entièrement jésuitique. A quoi servent les magnifiques victoires de notre armée, si nous prêtons la main, à l'intérieur, à une servitude cléricale? L'histoire nous fournit l'exemple de la France et de l'Espagne pour nous montrer où en arrivent les peuples chez lesquels on procède de cette manière. L'Église catholique est le plus grand et le plus irréconciliable ennemi de l'État prussien (1).

Quelques mois de guerre avaient suffi pour ressusciter l'esprit et l'accent du *Kulturkampf;* et l'administrateur qui signait ces lignes virulentes et pour qui l'anticatholicisme devenait l'un des aspects nécessaires du patriotisme germanique, avait nom Frédéric-Guillaume prince de Prusse. La Prusse se préparait à redire et à faire redire, au lendemain d'un triomphe qu'elle s'imaginait prochain, ce qu'elle avait dit après Sadowa, ce qu'elle avait dit après Sedan : que Luther était le vrai vainqueur, que la victoire politique et militaire devait être ratifiée par la consolidation du luthéranisme, et que la profession de catholicisme, — religion qui condamnait les nations à la décadence, — ne pouvait convenir à de bons citoyens de Prusse, à de bons soldats de Prusse. Et des échos survenaient à Rome, d'après lesquels l'Allemagne se proposait, en 1917, de célébrer, sur les sept collines mêmes, le centenaire de la Réforme, par l'érection d'un temple grandiose, auquel toutes les villes qu'avait illustrées Luther apporteraient leur tribut : Eisleben fournirait les fonts baptismaux, et Magdebourg

(1) *Nouvelles religieuses*, 15 mars 1920, p. 143.

la chaire; Erfurt apporterait la table de la Cène et Wittenberg, — la ville où s'affichèrent les thèses, — installerait les trois cloches qui, par leurs carillons sonores, attesteraient ce que Luther avait fait pour l'Allemagne et ce qu'à présent l'Allemagne faisait pour lui. Rome informée pouvait pressentir que le militarisme allemand, une fois vainqueur, mettrait au service de la Réforme sa force matérielle et son ascendant politique, que la dévotion de l'Allemagne à l'endroit de la Réforme s'épanouirait comme une manifestation même de l'orgueil allemand, et que dans un univers définitivement subjugué par le pangermanisme, la foi catholique deviendrait une disgraciée, une attardée facilement qualifiée d'intruse, une religion de vaincus Et cette autre possibilité d'avenir, vers laquelle la victoire germanique aurait acheminé l'Europe, était plus alarmante encore pour le Saint-Siège que les malheurs que lui prédisaient, en cas de triomphe de l'Entente, les messagers de l'Allemagne.

Le sang coulait, d'un flot lent et continu; la guerre se traînait; le Pape, parlant de paix, était tantôt mal écouté, tantôt compris autrement qu'il ne le souhaitait. Dans la condamnation qu'il infligeait aux crimes commis contre la justice, il visait la violation de la Belgique; expressément il faisait donner par son secrétaire d'État cette interprétation officielle de ses paroles; mais l'opinion universelle, légitimement fiévreuse, n'accordait pas à ce commentaire de chancellerie l'équitable attention qu'il eût méritée. L'avenir demeurait obscur, opaque; sur l'horizon du Vatican, deux amas de nuages semblaient se disputer le ciel, comme les armées, en bas, se disputaient la terre; et deux groupes de commentateurs y lisaient des menaces pour l'avenir de l'Église, quelle que fût l'issue de la tragique bataille. Benoît XV, empruntant à sa foi même le contrepoison de ses anxiétés, ressaisissait, au delà et au-dessus des nuages, le limpide éclat des promesses éternelles, dont sa vie éphémère était pour un instant la servante; lorsque les spéculations des politiques l'assiégeaient trop indiscrètement, il cherchait un alibi dans son oratoire, et il l'y trouvait.

Mais il s'abandonnait à d'autres raisons de souffrir, à celles que lui multipliait son cœur. D'autres Papes purent éprouver une douceur à régner en pères sur la famille humaine : Benoît XV sentit aussitôt, dans cet honneur même, je ne sais quoi de cruel ; le spectacle de ses fils s'entredéchirant l'attrista pour

toujours. Il y a des tristesses infécondes; elles paralysent, et cette paralysie même leur est chère; elles considéreraient le bon usage de la vie comme un affront aux raisons qu'elles ont de soupirer; le gémissement leur tient lieu d'action. Telle ne fut pas la tristesse de Benoît XV. Encycliques et discours révèlent en lui un Pape d'active compassion; un Pape qui ne se plaint que parce qu'il plaint la misère humaine, et qui ne croit pas avoir rempli tout son office lorsqu'il a demandé à Dieu un regard pour cette misère, à cette misère un regard pour Dieu; un Pape qui tient à apporter un remède, à panser les blessures, à lutter contre les fléaux. La majestueuse parole de Pie IX signifiant à Guillaume Ier: « Tous les baptisés m'appartiennent, » avait étonné les autres confessions; il semblait que Benoît XV la transfigurât, et qu'il l'animât d'un nouvel accent, et qu'elle s'élargît et s'exaltât encore, lorsqu'il aspirait, en tant que représentant du Dieu dont tous les hommes sont les fils, à pousser le cri d'alarme pour toutes les détresses, et à les soulager. Tous les malheurs qu'essayaient de conjurer les antiques liturgies de l'Église assombrissaient son pontificat; quatre ans et deux mois durant, il eut à réciter l'oraison pour la guerre; puis on apprit que sur les rives du moyen Danube la misère physiologique sévissait, et plus loin, sur les bords de la Volga, l'atroce famine. « De la peste, de la famine et de la guerre, délivrez-nous, Seigneur ! » Ce verset des pieuses litanies, reprenant soudainement une vie imprévue, traduisait dans une partie de l'Europe la quotidienne oppression des âmes. Et les traditionnelles oraisons du rituel, priant Dieu d'éloigner la famine et d' « accorder les aliments temporels à ceux qu'il rend participants des mystères éternels, » cessaient d'être des archaïsmes, routinièrement attardés sur des lèvres distraites; elles prêtaient une forme, docilement liturgique, humblement implorante, à l'impérieux gémissement humain. Le Pape entendait, suppliait, lui aussi; mais comme vicaire de Dieu, il sentait qu'à certaines heures la supplication redescendait vers lui-même, vers sa représentative paternité.

Alors se multipliaient ses appels et ses démarches, pour les prisonniers de guerre et pour les grands blessés invalides, pour les condamnés à mort et pour les déportés civils, pour les enfants rachitiques de l'Europe centrale et pour les millions d'êtres qui en Russie avaient faim. Mais l'acharnement des fléaux bravait l'élan de sa bonne volonté; et la vue de tant de maux

contre lesquels il ne pouvait prévaloir rendait sa pitié plus éloquente, et plus pesante sa tristesse. Un jour de 1916, ayant mandé à Rome le cardinal Mercier, il écrivait pour lui, au bas de son portrait, ces mots sobres et décisifs, que bientôt allait commenter, dans la Belgique momentanément asservie, l'éloquence du cardinal : « Votre cause est aussi notre cause. » Ce mot dépeint Benoît XV, plus lumineusement que beaucoup de protocoles : parmi tant d'effusions de sang et de larmes, la chrétienté eut en lui, sans toujours savoir le comprendre, un chef qui s'associait à tout ce qui souffrait, et qui s'y voulait identifier, et qui faisait de toutes ces souffrances sa propre souffrance. Il devait mourir, prématurément, avant que se fût atténué le malaise universel ; et lorsqu'à distance, en son bullaire, on relira la série de ses actes, on y discernera, dans ce qu'ils ont de mélancolique et d'endeuillé, l'écho même d'une immense misère humaine et le souci scrupuleux d'en partager le fardeau.

Il fut le Père accablé d'une humanité accablée, et dans son âme meurtrie certaines profondeurs d'amertume demeuraient inaccessibles. Jérusalem enlevée à l'Islam, revanche de la foi; la Pologne ressuscitée, revanche du droit; la France rentrant en relations avec Rome, revanche du bon sens : ce furent là pour lui des occasions de se réjouir. Discrète et modeste demeurait son allégresse; un peu d'exubérance, une légère note de triomphe, lui eût fait l'effet d'offusquer le deuil universel.

Cependant, de par le monde, amis et ennemis de l'Église, comparant la papauté de 1914 et la papauté des années 1919 à 1922, constataient et proclamaient que la Puissance pontificale avait acquis un rayonnement imprévu, et de nouvelles forces d'attrait. « On voit partout le catholicisme réoccuper, si j'ose dire, le haut du trottoir, » écrivait récemment, dans la *Semaine littéraire de Genève*, un distingué professeur de l'Université genevoise, M. Alexis François; et sa plume, un peu mortifiée, s'emportait contre la révolution russe et contre ce qu'il appelait la défaillance américaine; c'était la faute à Pétrograd, c'était la faute à Washington, si les idées de démocratie et de liberté s'étaient « senties mises en minorité » et si « les gouvernements et les foules, repris tout à coup d'un grand besoin de conservation et d'autorité, s'étaient instinctivement tournés du côté de l'Église romaine. » En mai 1920, au moment où dans Saint-Pierre de Rome Jeanne d'Arc glorifiée parut présenter la France

au Pape et le Pape à la France, un publiciste anarchiste, M. Charles Malato, commentait avec émoi : « Il y a quelque quinze ans, le Vatican semblait ne pas tenir debout. Un cadavre, déclaraient superbement des illusionnés. De la gigantesque guerre qui a fait de l'Europe un champ de carnage et de ruines, dévorant les hommes par millions et les richesses par milliards, sort présentement un vainqueur, le Vatican. » *Le Pape vrai vainqueur de la guerre :* ainsi s'intitulait, en octobre 1920, un article de *l'Ère nouvelle*, l'organe doctrinaire de notre jeune radicalisme. Et le cardinal Gasquet redisait au congrès catholique de Liverpool un mot que lui avait dit un ministre anglais : « On est arrivé à la conviction que personne n'est mieux sorti de la guerre que le Pape, *the man who best came out of the war was the pope* » (1) Ces témoignages si divers, et qui concordent, méritent de nous arrêter : ce pontife, qui par la multiplicité de ses appels apitoyés donnait à l'Église l'attitude d'une personnalité souffrante, fut signalé, de son vivant même, par des observateurs étrangers ou hostiles, comme l'ouvrier de certaines victoires, comme le préparateur de certains resplendissements; et prenant congé, non sans émotion, de ces visions d'anxieuse miséricorde, de componction recueillie, que son propre souvenir grave en nos âmes, nous voilà conduits à regarder le Vatican, à regarder l'Église, tels qu'il les lègue à son successeur. Sous nos yeux, de tout autres aspects vont se dévoiler.

II. — LA TRIBUNE DIPLOMATIQUE EN 1914 ET EN 1922 : L'ÉGLISE ET LES CHANCELLERIES

Il n'y avait eu, en 1914, qu'une poignée de diplomates pour assister à son couronnement : nombreux étaient alors les États qui avaient cessé de prendre le chemin du Vatican. A l'avènement de ce Pape, les sourires du monde avaient fait défaut. Il restait encore, derrière les ambassadeurs d'Autriche et d'Espagne, les ministres de Prusse et de Bavière, de Russie et de Belgique, et les représentants d'un certain nombre d'États de l'Amérique centrale et méridionale, grands et petits : c'était tout.

Le nouveau Pape prend la tiare devant un plus majesteux

(1) *Semaine littéraire*, 29 octobre 1921, p. 517. — *La France libre*, 15 mai 1920. — *Documentation catholique*, 30 octobre 1920, p. 338. — *Nouvelles religieuses*, 1er octobre 1920, p. 452.

parterre. La façade de fracs brodés qui signale à tous les regards la tribune diplomatique est devenue singulièrement plus large. L'ambassadeur d'Espagne est toujours là. Ce qui s'appelle encore Autriche n'est plus représenté que par un ministre. La Bavière continue d'attester, par une représentation spéciale auprès du Pape, que ses traditions et ses intérêts d'État catholique peuvent l'induire, en certaines heures, à tenir au chef de l'Église des propos que le reste du *Reich* n'a pas besoin de connaître; il est bon pour le catholicisme germanique, comme à d'autres égards il est bon pour la France, que cette légation continue de symboliser et d'affirmer le demi-désir qu'ont les Bavarois de demeurer, dans le *Corpus germanicum*, des autonomes, des distincts.

Mais le *Reich*, habile, atténue l'éclat de ce poste en transformant le ministre de Prusse en un ambassadeur d'Allemagne ; et cette modification diplomatique est le fruit de la défaite allemande, en même temps qu'elle en est le signe. Les théoriciens politiques qui systématiquement identifiaient protestantisme et germanisme se montrèrent toujours inquiets et choqués, en apercevant à Rome ce ministre de Prusse qui, par sa seule présence, disaient-ils, semblait sanctionner toutes les prétentions du Pape, tant au temporel qu'au spirituel; la création d'une ambassade même du *Reich*, coïncidant avec l'installation de certains catholiques dans les plus hautes fonctions de l'Empire, atteste que le *Reich* issu de la guerre ne peut plus affecter l'allure sourdement ou bruyamment confessionnelle du *Reich* qui déchaîna la guerre; étant laïque, et non plus « évangélique, » il fait taire, désormais, les vieux canonistes et juristes luthériens qui voudraient subordonner la politique allemande au point de vue de leur Église. Il les a si bien fait taire que, sur sa demande même, Berlin maintenant va posséder un nonce. J'ai quelque plaisir à relire la brochure que publiait il y a bientôt un quart de siècle un professeur de la faculté de théologie protestante de Marbourg, M. Carl Mirbt, sous ce titre : *La légation prussienne à la cour du Pape* (1). Son exclusivisme religieux s'élevait contre cette modeste institution, et finissait par se consoler, en observant que l'absence d'un nonce à Berlin perpétuait l'humiliation de la Curie. Et Berlin, claironnait M. Mirbt, persistera, on peut l'espérer, à refuser un nonce du pape : « les

(1) *Die preussische Gesandschaft am Hof des Papstes.* (Leipzig, Braun, 1899.)

nombreux essais tentés à cet égard par Rome, sous les aspects et sous les prétextes les plus inoffensifs, ont échoué... » L'Allemagne à terre a fait venir le nonce, que l'Allemagne triomphante avait toujours refusé d'accepter : dans la métropole même du germanisme, le romanisme a désormais son représentant; au quatrième centenaire de l'affichage des thèses de Wittenberg succède l'installation à demeure, dans Berlin, d'un délégué de l'« Antéchrist. »

La Belgique, dans la tribune diplomatique, a toujours sa place; et l'officielle préséance de l'ambassadeur d'Allemagne sur le ministre de Belgique est impuissante à prévaloir contre l'ineffaçable prestige qui s'attache aux luttes de la Belgique pour la justice, aux victoires de la justice en faveur de la Belgique. Il y a toujours, à l'*Annuaire pontifical*, un personnage qui s'appelle ministre de Russie, et qui représenta, naguère, le premier Gouvernement issu de la révolution : il a cette émouvante destinée d'être survenu, en une heure toute récente encore, comme délégué d'un régime nouveau, et d'apparaître déjà comme la survivance d'un archaïsme; mais le Vatican, qui sait que les apparences sont trompeuses et qui croit à certaines continuités mystérieuses de l'histoire, se plaît à maintenir auprès de lui ce représentant du vouloir-vivre russe.

Entre le Saint-Siège et les républiques de l'Amérique du Sud, l'intimité s'est resserrée. Elles ont appris, au moment du centenaire de leur émancipation, que leur clergé, jadis, quoi qu'en aient dit certaines légendes trop souvent adoptées par l'histoire, avait puissamment aidé leur avènement à l'autonomie (1); et l'hommage qu'apportent certaines d'entre elles à l'autorité romaine se nuance d'une gratitude pour cette Église dont elles retrouvent l'esprit et l'action au berceau de leur liberté.

Derechef, au delà de l'Océan, ont retenti dans les mémoires populaires ces lyriques accents de Bolivar vainqueur : « Une chaîne plus solide et plus brillante que les astres du firmament nous lie de nouveau à l'Église de Rome. » Par surcroît, le spectacle même de l'atroce guerre européenne a ravivé la reconnaissance des âmes d'outre-mer à l'endroit du geste de médiateur par lequel Pie X, intervenant entre deux États de l'Amérique du Sud, préserva d'un pareil malheur cet autre continent.

(1) Voir Marius André, *Le Correspondant*, 25 juillet 1921.

Rome, qui sait la vitalité catholique de ces jeunes nations, a érigé en nonciatures les internonciatures de Colombie, du Chili, d'Argentine et Uruguay, du Pérou, du Venezuela. Inversement le Venezuela, qui pendant quelque temps ne s'était pas fait représenter auprès du Pape, a retrouvé en 1919 le chemin de Rome, et le Brésil a pris l'initiative d'élever au rang d'ambassade sa légation près le Saint-Siège. On enregistra volontiers, au Vatican, les paroles du député Annibale Toledo, rapporteur du projet de loi qui proposait cette transformation.

Dans la séparation des deux pouvoirs spirituel et temporel telle qu'elle existe dans notre régime politique, expliquait ce député, aucune relation de dépendance n'existe entre eux, c'est exact. Il n'en est pas moins certain que, si notre pays a atteint un degré de civilisation à nul autre inférieur, le fait est dû en grande partie à la salutaire influence du catholicisme sur notre peuple. A mesure que l'activité humaine se déploie sous ses diverses modalités, soit à l'ombre bienfaisante de la paix, soit dans le triste cortège de la guerre, l'âme de l'homme s'imprègne davantage du sentiment religieux et conçoit, par suite, un respect toujours plus profond pour le Souverain Pontife, à qui l'humanité, aux jours d'angoisse du récent conflit européen, fut redevable des services les plus signalés.

On enregistra plus volontiers encore les propos que tint au Pape, en lui remettant ses lettres d'ambassadeur, M. Magalhaes Lima : il semblait qu'au nom même de la République brésilienne, il apportât un acte de foi, lorsqu'il déclarait que la guerre était issue des longues traditions ourdies contre l'idéal chrétien, qui depuis deux mille ans nous a façonnés (1). Lorsqu'on songe aux courants positivistes qui, plusieurs générations durant, formèrent la pensée brésilienne, il semble que ces évolutions intellectuelles de la grande République d'outre-mer apportent au livre de Ferdinand Brunetière : *Sur les chemins de la croyance : du positivisme au catholicisme*, un surcroît de confirmation. Le Chili, le Pérou, ont suivi l'exemple du Brésil : leurs légations sont devenues ambassades.

Aux côtés de ces États dont la présence auprès du Pape n'avait jamais subi d'interruption, on vit survenir ou revenir, d'année en année, d'autres diplomates expédiés par d'autres nations. Il y a maintenant, auprès du Pape, un ministre de

(1) *Documentation catholique*, 1er mars et 31 mai 1919, p. 103 et 546.

Hongrie ; et les deux nationalités issues des décombres de la Monarchie apostolique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, causent chacune avec le Pape par l'intermédiaire d'un ministre. La Roumanie à son tour s'est fait représenter au Vatican. Et les nonciatures de Prague, de Belgrade, de Bucarest, assurent au pouvoir papal, dans ces diverses capitales, des points d'attache. « Le Saint-Siège ne peut celer sa joie, écrivait naguère le cardinal Gasparri au premier messager des intérêts roumains, le prince Ghika, d'avoir à entrer en relations avec un peuple de civilisation latine pour lequel il a nourri constamment les plus vifs et les plus profonds sentiments de sympathie (1). » Un autre État du monde balkanique a dès maintenant ébauché avec le Saint-Siège un premier dialogue, c'est la Grèce ; le ministre de Grèce à Madrid, qui personnellement est un catholique, arrivait à Rome, à l'automne de 1921, pour élaborer un Concordat (2). La Pologne ressuscitée installa tout de suite à Rome un ministre, et les petits États libérés de l'hégémonie russe, Finlande, Esthonie, Ukraine, Lithuanie, ont commencé d'acheminer vers les Palais apostoliques des émissaires de leurs vœux.

Pas de papisme, avait dit l'Angleterre, trois siècles durant. Un instant, à l'époque de la Révolution française, lorsque la flotte britannique de la Méditerranée avait eu besoin des ports pontificaux pour s'y ravitailler, le gouvernement de Londres avait expédié auprès de Pie VI sir John Hippisley et accueilli sur les rives de la Tamise, comme « envoyé extraordinaire de Sa Sainteté le Pape, » Mgr Erskine. Le grand publiciste Burke s'était alors réjoui que le Cabinet britannique se fût libéré de certaines préventions à l'endroit de Rome, qui d'après lui avaient produit un grand mal et empêché beaucoup de bien. « Je dois confesser, écrivait-il, que si la chose dépendait de moi, je nouerais avec la Cour de Rome des relations politiques beaucoup plus caractérisées. Si nous nous y dérobons, c'est de notre côté, non du côté de Sa Sainteté, que sera la bigoterie. » Mais Burke s'était prématurément réjoui ; les missions de sir John Hippisley et de Mgr Erskine étaient demeurées sans lendemain ; et le *bill* de 1848, tendant à l'établissement de relations diplomatiques avec la Cour de Rome, avait été corrigé par de désagréables amendements, qui substituaient aux mots « Souverain Pontife »

(1) Wladimir Ghika, *Revue des Jeunes*, 25 mars 1921, p. 654.
(2) *Nouvelles religieuses*, 15 novembre 1921, p. 508-509.

les mots « Souverain des États romains, » et qui interdisaient à Sa Majesté Victoria d'accueillir à sa Cour les personnages ecclésiastiques que ce souverain lui déléguerait.

Londres et le Vatican, pour dialoguer lorsqu'il fallait dialoguer, s'étaient dès lors contentés, vingt ans durant, d'emprunter le secours des secrétaires de la légation britannique à Florence : tout cela demeurait quasi-officieux. Et cependant la longévité même de la reine Victoria avait accusé le contraste entre la façon presque offensante dont elle tournait le dos en 1850 au chapelain de l'archevêque de Westminster et les honneurs dont elle comblait, lors de ses deux jubilés de 1887 et 1896, les prélats que lui envoyait Léon XIII (1). Pour la première fois en 1903, dans la personne d'Édouard VII, la dynastie britannique avait franchi la porte de bronze ; Léon XIII nonagénaire, en qui l'ampleur même de l'imagination rendait rayonnante la vertu d'espérance, avait connu, ce jour-là, l'une de ses dernières joies. De cette joie de Léon XIII, Benoît XV dut se souvenir lorsque, dès le mois d'octobre 1914, l'Angleterre entama des pourparlers avec lui en vue de l'envoi d'un représentant.

Le 16 décembre de la même année, sir Henry Howard, de la catholique lignée des Norfolk, était formellement chargé par sir Edward Grey de s'en aller à Rome, et de monter au Vatican; et ses premières consignes lui recommandaient de complimenter le nouveau Pape et de lui expliquer les efforts vainement dépensés par le Gouvernement britannique pour maintenir la paix de l'Europe (2). Depuis lors, huit ans ont passé, la présence de l'Angleterre au Vatican continue; M. Lloyd George, aux questions, qui de temps à autre lui sont posées, répond qu'il n'y a pas lieu de la faire cesser ; le prince de Galles, visitant Rome en 1918, renouvela vis-à-vis de la Papauté la démarche de courtoisie inaugurée par Édouard VII ; et le cardinal Bourne commentait, avec une flegmatique netteté : « Cette démarche était un devoir pour l'héritier d'un empire où les catholiques sont en si grand nombre (3). » Halte-là, halte-là! grondait autrefois le cardinal Manning, lorsqu'il lui semblait que le Saint-

(1) Cardinal Gasquet, *Great Britain and the Holy See*, 1792-1808. Rome, Desclée, 1919. — Georges Denis Weil, *Des relations diplomatiques de l'Angleterre et de la Papauté* (*Nouvelle Revue*, 15 juillet et 1er août 1887). — *Nouvelles religieuses*, 1er août 1918, p. 450-452.

(2) De Monzie, *Rome sans Canossa*. (Paris, Albin Michel, 1919.

(3) *Nouvelles religieuses*, 15 juin 1918, p. 338 et 15 juillet 1918, p. 439.

Siège et l'Angleterre allaient entrer en relations (1); il redoutait qu'on ne fît payer trop chèrement au Saint-Siège quelques flatteuses et platoniques politesses, et que ces hommages diplomatiques n'enchaînassent en définitive la souveraine liberté du pape. Manning, ce jour-là, se montrait trop pessimiste : le pontificat même sous lequel le *Foreign office* a noué des relations avec le Saint-Siège ne s'est senti nullement gêné pour canoniser Jeanne d'Arc, victime de l'Angleterre médiévale, nullement gêné, non plus, pour donner à l'Irlande frémissante, par la déclaration du martyre du Vénérable Olivier Plunkett, archevêque d'Armagh, un gage d'ardente affection. Et Manning sans doute eût autrement parlé, s'il avait pu prévoir qu'un jour l'Angleterre serait responsable devant le monde chrétien des destinées de la Palestine : tout le premier, il aurait senti nécessaire que des voies normales s'offrissent alors à Rome pour causer avec l'Angleterre de cette responsabilité-là.

Dans la voie où s'était engagée l'Angleterre, la principauté de Monaco en 1915, la Hollande en 1916, le Luxembourg en 1917, le Portugal en 1918, rentrèrent à leur tour : ce n'étaient pas, eux, des nouveaux venus; ils revenaient, ils renouaient. Et puis à son tour la France renouait. « Par ce retour au passé, protestait le *Grand Orient de France*, va se trouver compromise et démentie la grande œuvre de libération intellectuelle et morale réalisée par la République après un demi-siècle d'efforts. » Une des feuilles de propagande évangélique en Italie, le *Testimonio*, organe des quatre-vingts églises baptistes disséminées à travers la péninsule, répercutait les mêmes alarmes. « Aller au Vatican, y lisait-on, de quelque manière que le rapprochement s'effectue (même sans Canossa), c'est de la part de la France rompre la sainteté de l'exemple qui donnait aliment et vie aux autres nations assoiffées de séparation; c'est renier toute la solennité de l'acte courageusement accompli, c'est ruiner l'effort et l'espoir, et cacher le flambeau sous le boisseau; les rois de la terre ne doivent pas forniquer, aux dépens de la civilisation des peuples, avec la grande prostituée assise sur les Sept Collines (2). »

La République française devait passer outre à cette métaphysique : avant même de s'être officiellement rapprochée du Vatican, elle avait, sous la pression même du réalisme politique,

(1) Hemmer, *le Cardinal Manning*, p. 439-442 (Paris Lethielleux, 1878).
(2) *Il Testimonio*, 25 juin 1918, p. 3.

recommencé de causer avec lui. Elle enregistrait dès 1917 les précieuses déclarations accordées à M. Denys Cochin par le cardinal Gasparri, en vertu desquelles le Saint-Siège promettait de ne rien faire pour abolir ou diminuer, en quelque manière que ce fût, le protectorat de la France dans le Levant méditerranéen (1). Puis en 1919, l'Alsace et la Lorraine, terrains concordataires, devenaient un inévitable sujet de colloques entre la famille nationale dans laquelle les réintégraient nos victoires et le chef suprême de cette famille spirituelle dont font partie la majorité de leurs habitants. En 1920, enfin, la haute prévenance du Saint-Siège réglait notre situation religieuse au Maroc en créant pour un Franciscain de France, qu'allaient entourer bientôt plus de trente missionnaires français, l'office de vicaire délégué, chargé de représenter le vicaire apostolique espagnol dans cette partie du vicariat qui politiquement relève de notre influence (2). L'ambassade extraordinaire de M. Gabriel Hanotaux, puis l'envoi simultané de Mgr Cerretti comme nonce à Paris, et de M. Jonnart comme ambassadeur à Rome, réintroduisirent enfin la France au Vatican.

A l'origine de ces rapprochements décisifs entre Papauté et Angleterre, entre Papauté et France, on discerne à l'œil nu les nécessités politiques révélées ou suscitées par la Grande Guerre; les liens qui se renouèrent, en 1921, entre la Suisse officielle et le Saint-Siège, ont une origine peut-être plus touchante. Depuis 1874 ces deux puissances étaient sans rapports : les fructueuses missions du futur cardinal Ferrata avaient, sous Léon XIII, heureusement aplani les difficultés les plus aiguës; mais les prises de contact entre Berne et Rome étaient restées exceptionnelles. Pour les rendre plus fréquentes, et puis définitivement régulières, il fallut qu'au cours de la Grande Guerre, entre l'esprit de miséricorde du Pontife et les philanthropiques efforts de l'âme helvétique, une collaboration spontanée s'inaugurât. Un prélat vint loger dans Berne, pour mettre le cœur du Pape à proximité des divers belligérants ; Suisse et Vatican, qui ne s'étaient jamais oubliés, achevèrent de se mieux connaître, en s'entr'aidant pour aider l'humanité. De ce poste de charitable avant-garde qu'avait créé le Vatican dans la capitale de la Con-

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er janvier 1918, p. 25-26.

(2) *Documentation catholique*, 26 février 1921, p. 236-237. Voir aussi les premiers numéros de la nouvelle revue : *Le Maroc catholique*.

fédération, sortit, en l'année 1920, l'institution d'une nonciature; il n'y eut en Suisse, pour s'en plaindre, que deux feuilles protestantes de la Thurgovie et de l'Argovie. M. le président Motta, dans une réception offerte au nouveau nonce par les catholiques de Berne, déclarait, avec une joie pacifique, que tous les membres du Conseil fédéral, sans distinction de confession, avaient décidé de renouer avec Rome, et que la Suisse avait été heureuse de collaborer, durant la guerre, à la « mission de paix et d'amour » que s'était assignée le Vatican (1). On apprenait, quelques mois plus tard, que les autorités cantonales de Berne qui, depuis près d'un demi-siècle, ignoraient l'évêque de Bâle, chef spirituel des catholiques bernois, acceptaient de rentrer en rapports avec lui (2). Les derniers vestiges du *Kulturkampf* suisse, qui avaient survécu à la politique pacificatrice de Léon XIII, s'abolissaient ainsi sous Benoît XV.

La Papauté sous Benoît XV a partout multiplié sa présence, et la colline Vaticane a de nouveau concentré sur elle les regards de la diplomatie universelle. Il n'est pas jusqu'aux États d'Extrême-Orient qui ne se soient sentis attirés. Le souci de ménager, en Chine, les prérogatives traditionnelles de la France, imposa quelque trêve à l'impatience qu'eurent un instant la Chine et le Saint-Siège d'entrer en rapports diplomatiques : mais dès 1914, lorsque le vicaire apostolique de Pékin vint annoncer officiellement au président de la République chinoise l'avènement de Benoît XV, l'accueil solennel dont il fut l'objet attesta qu'en Chine l'importance du fait catholique était désormais reconnue. Le mandat conféré au Japon par la Société des Nations pour l'administration des îles Mariannes, Carolines et Marshall, amena le cabinet de Tokio, en 1919, à se mettre en relations avec le Saint-Siège pour régler, dans ces archipels, la situation des missions catholiques; un catholique japonais, le commandant Yamamoto, survint à Rome comme négociateur.

Les jeux de la politique et du hasard, — Rome sait qu'il faut dire : de la Providence, — sont parfois déconcertants. A la date du 6 avril 1915, M. Sonnino, par l'article 15 du traité de Londres, avait à l'avance fait exclure la Papauté du futur congrès de la Paix. La *Consultà*, déjà, à la fin du XIXe siècle,

(1) Renaut, *Le Correspondant*, 10 septembre 1920 ; *Nouvelles religieuses*, 15 décembre 1920, p. 569.
(2) *Nouvelles religieuses*, 1er avril 1921, p. 162-163

avait évincé Léon XIII de la conférence de la Haye, qui visait à prévenir les guerres; au nom des mêmes maximes, elle s'opposait à ce que Benoît XV eût accès dans l'aréopage qui dicterait la paix. Mais en l'été de 1919, un souffle d'intelligente équité passa sur cet aréopage; on prêta l'oreille aux persuasives remarques qu'apportait Mgr Cerretti, alors secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires, au sujet des anciennes missions catholiques allemandes et des mesures à prendre pour que leurs biens ne fussent dévolus qu'à des sociétés de missionnaires expressément catholiques; on stipula formellement l'obligation pour les puissances de l'Entente de « sauvegarder les intérêts des missions, » et, sur la proposition de lord Balfour, la Conférence de la Paix, puis, individuellement, les diverses puissances représentées auprès du Vatican, avisèrent le Saint-Siège de ces résolutions, qui le reconnaissaient, implicitement, comme l'autorité suprême de l'internationalisme catholique. Et le premier État qui venait traiter avec Rome certaines questions relatives aux missionnaires, et qui réparait ainsi, dans une légère mesure, l'ostracisme primitivement infligé au Saint-Siège par la conférence de la Paix, n'était autre que cet Empire japonais qui, durant une grande partie du XIXe siècle, avait prohibé, chez lui, tout apostolat chrétien.

La Rome de Benoît XV, par ce début de contact avec le Japon, s'est mise aux écoutes d'une grave crise de conscience, qui met, là-bas, les âmes catholiques à la gêne. L'histoire a d'étranges recommencements: les scrupules qu'inspirait aux chrétiens des premiers siècles le culte officiel des empereurs romains obsèdent aujourd'hui les catholiques du Japon lorsque l'État leur impose, dans les temples shintoïstes, certaines cérémonies qu'une grande partie du peuple considère encore comme des actes d'adoration religieuse de l'Empereur. Mais non, interviennent alors les exégètes gouvernementaux, il ne s'agit plus là de rien de religieux, mais d'un simple honneur rendu à la personnalité impériale et aux soldats morts pour le pays. Dans la Rome des empereurs chrétiens et dans Byzance son héritière, l'Église autrefois considéra que les survivances du culte impérial étaient « vidées de toute intention idolâtrique, quelque apparence qu'elles en conservassent parfois. » Les explications du gouvernement japonais au sujet des survivances shintoïstes désavoueront-elles avec assez de netteté les exubérances d'un

certain nationalisme religieux, hostile au caractère universel de la foi chrétienne? Pourront-elles être assimilées aux déclarations par lesquelles jadis les empereurs chrétiens affirmaient rejeter toute *superstition* et dont l'Église de jadis se contenta? Du jugement qu'à cet égard émettra la papauté dépendra peut-être la prospérité du catholicisme japonais (1) ; et les relations diplomatiques ébauchées sous Benoît XV permettront à l'Église de mûrir ce jugement et d'en faire un objet de pourparlers avant de le formuler comme un acte de magistère. La Conférence de la Paix, en prenant des décisions qui induisirent le Japon à certains colloques avec la Papauté, joua peut-être un rôle, sans le savoir ni le vouloir, dans l'histoire prochaine du catholicisme japonais : des liens sont ébauchés entre le Pape et le Mikado, et ce n'est pas la Papauté qui les desserrera.

Exclue naguère de la Conférence de la Paix, la Papauté maintenant n'occupe encore aucune place dans la Société des Nations. Cime de la vieille chrétienté, elle pourrait en quelque façon revendiquer, sur cette jeune Société, un droit de paternité, et l'on pourrait presque dire que, tout proche de nous, elle en eut le parrainage, puisque le mot *Societas civitatum* se trouve, dès 1888, dans une lettre de Léon XIII aux évêques du Brésil. Mais ces mêmes nations qui, individuellement, s'empressaient vers Benoît XV n'ont jusqu'ici mis aucune hâte à souhaiter que dans leurs rendez-vous collectifs le Pape fût représenté; et la Papauté, de son côté, n'a jamais expressément fait connaître quelle place exacte elle désirerait occuper au milieu d'elles. Cependant Benoît XV, quelques semaines avant sa mort, a reçu l'hommage de la Société des Nations, et c'est à l'homme de miséricorde que cet hommage s'est adressé. Il avait, le 5 août 1921, lancé un appel en faveur de la Russie affamée. « Du bassin du Volga, écrivait-il, de nombreux millions d'hommes invoquent, en présence de la mort la plus terrible, le secours de l'humanité. Il s'agit d'un peuple déjà souverainement éprouvé par le fléau de la guerre; d'un peuple sur lequel brilla le caractère du Christ et qui a toujours fortement voulu appartenir à la grande famille chrétienne. Bien que séparé de nous par des barrières

(1) Voir le très curieux opuscule qu'ont publié M. Louis Bréhier et Mgr Pierre Batiffol (Paris, Picard, 1920) sous le titre : *Les Survivances du culte impérial romain : à propos des rites shintoïstes* ; et *Nouvelles religieuses*, 15 février et 1er mars 1918, p. 125-128 et 156-159, et 1er avril 1919, p. 224.

que de longs siècles ont élevées, il est d'autant plus près de notre cœur de Père qu'il est plus malheureux. L'immensité de la ruine est telle que tous les peuples doivent s'unir pour y remédier... Notre appel s'adresse avant tout aux peuples chrétiens, qui connaissent l'infinie charité du Divin Rédempteur qui a donné son sang pour nous rendre tous frères. Il s'adresse aussi aux autres peuples civilisés parce que tout homme digne de ce nom doit sentir le devoir d'accourir là où meurt un autre homme. » (1) Je ne crois pas que jamais Benoît XV ait été plus éloquent que dans ce message où il implorait toute l'humanité pour un peuple qui avait faim. La Société des Nations, dans le texte même des résolutions qu'elle prit pour la lutte contre la famine, inséra le témoignage de sa « haute et respectueuse considération » pour le Pape Benoît XV et de sa reconnaissance la plus sincère pour la « généreuse initiative » du Pontife, « qui prouve, une fois encore, la sollicitude avec laquelle Sa Sainteté tient à soulager toutes les souffrances ; » et elle chargea son président de transmettre à Benoît XV copie de ces décisions. Une fois encore, les objections d'ordre diplomatique, derrière lesquelles se retranchaient certaines attitudes de réserve à l'endroit de la papauté, finissaient par s'atténuer et par capituler : on aurait rougi d'opposer au Pontife, lorsqu'il frappait, avec une douloureuse instance, à la porte des cœurs humains, je ne sais quels ergotages de chancellerie, et je ne sais quelles chicanes sur le caractère spécial de sa souveraineté. Le Pape Benoît XV, au moment où il allait descendre dans la tombe, était devenu l'interlocuteur de la Société des Nations, — un interlocuteur dont elle aimait l'esprit d'humanité : c'était un indispensable début, pour des relations qui deviendront peut-être, un jour, moins lointaines et plus fécondes.

III. — LA NAISSANCE D'UNE INTERNATIONALE CHRÉTIENNE OUVRIÈRE. LA RÉSURRECTION DE DEUX PEUPLES CATHOLIQUES

Tribunes diplomatiques, antichambres du Vatican, sont assurément des endroits propices pour mesurer l'ascendant d'une souveraineté ; mais au delà de ces tribunes, au delà de ces antichambres, un pape de 1922, qui jette son regard sur la carte du monde, trouve d'autres motifs de se réjouir.

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er septembre et 1er décembre 1921, p. 387 et 531.

L'Internationale du travail et cette société supranationale qu'est l'Église furent depuis un demi-siècle en conflit ; et bien que Léon XIII, dans une lettre fameuse à Gaspard Decurtins, préconisât une législation internationale du travail, bien que Léon XIII et Pie X, par l'envoi de délégués officiels, collaborassent activement aux efforts et aux vœux de l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs*, l'Église romaine et l'idée chrétienne ne trouvaient aucun accès dans les sphères directrices du mouvement ouvrier. Benoît XV, pour la première fois, a vu s'entr'ouvrir des perspectives nouvelles. Ce fut à Paris, en mars 1919, qu'elles commencèrent de se dessiner : une réunion tenue au siège du syndicat des employés catholiques du commerce et de l'industrie adressa à la Conférence de la Paix un programme de revendications sociales et jeta les assises d'une confédération internationale des syndicats chrétiens de travailleurs, dont le siège était fixé à Bruxelles. Six mois plus tard, à la Conférence internationale du travail tenue à Washington, les délégués ouvriers officiels expédiés par les divers pays étaient tous des socialistes; mais parmi les conseillers qu'ils avaient amenés avec eux se rencontraient sept membres de syndicats chrétiens. Et les sept, avant de quitter Washington, publièrent une déclaration où s'affirmait, à l'écart des partis socialistes, l'existence d'une Internationale ouvrière chrétienne.

Le congrès qu'en juin 1920 cette nouvelle Internationale tint à la Haye révéla l'existence, dans les onze nations représentées, de 3367000 adhérents. Exception faite pour les Allemands et les Hollandais membres de syndicats évangéliques, tous ces adhérents étaient des catholiques. Une force était donc éclose, à laquelle Benoît XV avait exprimé le vœu qu'elle se comportât en « promotrice des véritables intérêts de la classe ouvrière » : après trente ans de commentaires et d'action lente sur les esprits, le programme social tracé par Léon XIII dans l'encyclique sur la condition des ouvriers devenait, pour une Internationale organisée, une charte de revendications collectives.

En vain le marxisme avait-il édicté, pour le monde ouvrier tout entier, que la religion devait être une chose privée : Benoît XV voyait plus de trois millions de volontés ouvrières demander au christianisme, — et le plus grand nombre d'entre elles à l'Église de Rome, — une lumière et une orientation pour

leur effort commun. Le temps n'était plus où l'ensemble du mouvement ouvrier se déroulait en dehors et à l'encontre de l'Église ; l'idée chrétienne commençait à faire ses preuves comme instigatrice de confédérations ouvrières. Léon XIII avait semé, Benoît XV moissonnait. La carte du monde ouvrier, en 1922, n'est plus ce qu'elle était en 1914 ; elle nous montre, en onze pays, les indices d'un fait nouveau, et ce fait est un succès pour la Papauté.

Parmi les remaniements qui viennent de transformer une autre carte, celle de l'Europe, j'en vois deux auxquels depuis longtemps la lignée des Papes aspirait. Avec cette même facilité qu'ont les individus à vivre dans le péché, l'Europe, de génération en génération, acceptait, d'un cœur souvent bien léger, d'être complice de deux iniquités, dont l'une avait été consommée par le seizième siècle et l'autre inaugurée par le dix-huitième : l'oppression de l'Irlande et le partage de la Pologne. Et dans les hymnes qui glorifiaient ces deux siècles-là comme des siècles émancipateurs et comme des siècles de lumière, on taisait ces deux iniquités : les taire, c'était les aider à durer. Un des plus libres esprits du siècle dernier, Émile Montégut, écrivait ici même, en 1855, avec une remarquable acuité :

Si l'oppresseur de l'Irlande était l'Autriche ou la Russie, il n'y aurait pas assez d'invectives, assez de colère pour dénoncer l'injustice et la cruauté du tyran. Malheureusement l'oppresseur de l'Irlande, c'est l'Angleterre, l'Angleterre protestante, constitutionnelle, libérale, industrielle et marchande, le type le plus accompli des nations modernes, le modèle de la civilisation du XIXe siècle. Comment les hommes de notre temps prendraient-ils parti pour l'Irlande (1) ?

Au début de l'année 1848, Lacordaire, prononçant du haut de la chaire l'oraison funèbre d'O'Connell, avait commenté devant ses auditeurs le martyrologe irlandais :

Il est une nation, disait-il, qui n'a point accepté le joug, qui, esclave matériellement, est demeurée libre par l'âme. Une des plus fières puissances du monde s'est prise corps à corps avec elle. Spoliée de sa terre natale par des confiscations gigantesques, elle a cultivé pour ses vainqueurs le champ de ses aïeux, et trouvé dans ses sueurs le pain qui lui suffisait pour vivre avec honneur et pour mourir avec

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1855, p. 890.

foi. La famine lui a disputé ce morceau de pain, elle a levé vers la Providence des yeux qui ne l'accusaient pas. Ni la guerre, ni la spoliation, ni la famine n'ont réussi à la faire périr ni à la faire apostasier.

L'atmosphère où avaient retenti ces paroles était déjà chargée d'orages révolutionnaires. Quinze jours plus tard, ils avaient éclaté, promenant à travers l'Europe de foudroyants messages, installant çà et là le règne de la « liberté » : en Irlande, en ces mêmes années, de par la volonté de la puissance occupante, le règne de la famine avait été officiellement installé. Et l'Irlande esseulée, derrière la brume de ses mers, n'apercevait même pas les sourires libérateurs qui partout en Europe se flattaient d'illuminer l'avenir des peuples. Tout lui était refusé, même la consolation des prometteuses fictions.

Un peu moins profonde était la disgrâce de la Pologne : soit pour elle-même, soit contre le Tsar, on pensait à elle, et l'on bravait sa mise au sépulcre en élevant en son honneur des vivats. Mais la pierre sépulcrale apparaissait bien scellée. La voix de leurs évêques, les rapports souvent surveillés qu'ils entretenaient avec le Vatican, assuraient pourtant à la plainte de ces deux nations quelque écho dans le monde; la colline Vaticane était le point de l'univers où se laissait percevoir le plus distinctement leur lointain murmure, constant et douloureux. Gênée par ce murmure, la diplomatie des grandes puissances tentait parfois d'en amortir le bruit; mais on avait vu Grégoire XVI, dans un soubresaut de rébellion contre ces influences endormeuses, faire savoir à la chrétienté qu'il prêtait l'oreille à la Pologne, et l'on avait entendu Pie IX, dans une allocution consistoriale, répercuter les gémissements qui, là-bas, ne pouvaient être qu'étouffés. Mais c'était en vain. Le principe des nationalités faisait preuve d'étranges timidités ou d'une équivoque partialité : on eût dit qu'il s'empêtrait, qu'il avait peur de lui-même, et peur de ses conséquences, lorsque l'Irlande, lorsque la Pologne, lui demandaient une aide.

Ces deux grandes victimes avaient un trait commun. Dans cette Europe du dix-neuvième et du vingtième siècle, où les sociétés politiques se montraient de moins en moins empressées à faire collectivement des actes de prière, la supplication de la Pologne, la supplication de l'Irlande, élevaient vers Dieu, au grand air, dans les rues et dans les carrefours, autour des pri-

sons et à proximité des lieux d'exécution, des milliers et des milliers de voix; la plainte publique à Dieu était l'un des épisodes de la résistance, elle était l'affirmation solennelle de la ténacité vitale. On vit parfois en Pologne, à quelques pas des mitrailleuses menaçantes, les places publiques s'emplir de foules qui les transformaient en sanctuaires, et qui s'agenouillaient; et devant la porte des geôles irlandaises, d'immenses attroupements murmurant le rosaire communiaient avec les souffrances élues, qui derrière le mur, dans le cachot, confessaient les espérances de l'Irlande. L'élan de la supplication sociale redisait à Dieu, sans cesse, la volonté de ressusciter, et ces populations dont individuellement chaque membre se sentait opprimé s'évadaient de leur sujétion, mystiquement, par la coalition des prières et l'appel collectif au Très-Haut. Le poète Sigismond Krasinski, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, donnait à la prière polonaise une formule qui en résumait très exactement l'esprit : « Seigneur, versifiait-il, nous ne vous demandons pas l'espérance : telle une fleur, elle commence à s'épanouir. Ni la ruine de nos ennemis : cette ruine, nous la voyons luire sur les nuées de l'aurore. Ni de franchir le seuil des cimetières : il est déjà franchi, Seigneur. Ni des armes puissantes : la tempête en fera tomber dans nos mains. Ni un secours quelconque : vous venez d'ouvrir devant nous l'arène du destin. Accordez-nous seulement, au milieu de l'explosion terrible des événements futurs, une volonté droite, nous vous en supplions, ô Père, ô Fils, ô Esprit. » Chaque race prie avec toute son âme, avec tout son génie : le catholicisme polonais savait transfigurer la passivité slave en une vertu magnifique, vertu d'abandon, vertu de confiance en l'activité de Dieu; et dans la prière irlandaise, il y avait plus d'impatience, une façon plus âpre, plus exigeante, de frapper avec confiance aux portes du ciel, une narration plus complaisante des lourdes douleurs terrestres. En février 1919, à la convention tenue par les Irlandais à Philadelphie pour l'anniversaire de la naissance de Washington, le cardinal Gibbons s'écriait :

Quel peuple, ô Seigneur, te servit comme la race irlandaise? Au jour de notre prospérité, de notre prééminence en doctrine et sainteté, ses missionnaires portaient la lumière de l'Évangile à travers l'Europe, depuis les montagnes d'Écosse jusqu'aux plaines de Lombardie. Durant

des siècles de persécution, les meilleurs de ses fils ont saigné tout le sang de leurs veines, martyrs de la religion. Le pain était arraché aux enfants d'Irlande et ses hommes mouraient de faim le long des routes. La tyrannie et le besoin les chassaient par myriades, aux quatre coins du monde. Mais partout où ils se traînaient, ces exilés, ils témoignaient de leur foi : avec les épargnes gagnées par leur sueur et leur travail, ils ont doté la surface de la terre de temples pour te louer, Seigneur. Combien de temps, mon Dieu, l'Irlande doit-elle souffrir encore ? Pendant des siècles, elle fut la plus proche de la croix de ton Fils crucifié. Nous te prions, afin qu'ayant été comme lui fixée au bois de la croix, comme lui elle soit relevée par toi du milieu des morts.

Le pontificat de Benoît XV a vu s'exaucer ces deux prières. Deux nations dont les infortunes politiques étaient souvent apparues comme le châtiment même de leur fidélité catholique ont enfin commencé de connaître ou d'entrevoir l'heure réparatrice. Et comme naguère l'Église persistait à les assister outre-tombe, elle s'est dressée devant leur résurrection, sentant qu'avec elles quelque chose d'elle-même ressuscitait. En cette année 1917 où l'Allemagne s'était flattée d'assurer à l'Église de Luther, sur le sol même de Rome, une installation somptueuse, la Pologne, redevenue personne politique, rentrait dans le sanctuaire qu'en 1580 le pape Grégoire XIII avait offert à ses fils polonais et dans l'hospice que près de là ils s'étaient construit. La diète polonaise, en février 1919, s'ouvrait à la cathédrale de Varsovie par une liturgie que célébrait le futur cardinal Kakowski ; et le futur cardinal Dalbor bénissait solennellement la salle de ses séances. La vie publique de la Pologne nouvelle s'inaugurait ainsi par un culte public. Les héritiers dépossédés de ce qui avait été la Pologne avaient, cent vingt ans durant, en priant ensemble, gardé le sentiment d'être un peuple ; aujourd'hui qu'ils rentraient en libre possession de leur sol et de leur nom, de leurs gloires et de leur Dieu, les prières de l'État prolongeaient naturellement les prières du peuple, comme l'état de gloire prolonge l'état de grâce.

Cependant continuait de s'élever, de plus en plus âpre, la plainte de l'Irlande, et les mandements de ses évêques prenaient un accent de réquisitoires qui n'admettaient plus de délai. Mgr O'Sullivan, consacré évêque de Killarney en janvier 1918, se présentait devant ses diocésains comme tribun de leurs libertés, parce que pasteur de leurs âmes. « L'œuvre d'un prêtre

d'Irlande et d'un évêque d'Irlande, écrivait-il, n'est point enfermée dans les limites du sanctuaire. De tout mon pouvoir, j'ai réclamé dans le passé, je ne cesserai de réclamer dans l'avenir, et de réclamer sans crainte pour notre patrie, la première de toutes les bénédictions sur un peuple et sur un pays, la bénédiction de la liberté et de la vie nationale. »

Le carême de 1919 mobilisait les protestations épiscopales. « L'Irlande, grondait le cardinal Logue, reste privée du droit, aujourd'hui si hautement revendiqué comme naturel à toute nation libre, d'avoir le contrôle plein et entier de ses propres affaires. » L'archevêque de Cashel observait douloureusement : « La guerre a été engagée, dit-on, pour sauver le monde en faveur de la démocratie et assurer la liberté aux nations petites et grandes. Ces belles phrases ne sont que pure insulte à la vérité : la liberté n'est pas accordée à l'Irlande, qui est une des plus anciennes nations civilisées de l'Europe. » « Tandis que chez eux, reprenait l'évêque de Killaloe, les Anglais foulent l'Irlande aux pieds, ils siègent parmi les autres nations à la conférence de la Paix, demandant la *self-determination* comme un droit sacré pour tous les peuples, même pour les races de couleur. Nous protestons contre cette hypocrisie éhontée. »

Le terrorisme s'établissait en Irlande : d'atroces représailles s'échangeaient, dont ici même M. Louis Paul-Dubois traçait le tragique tableau ; il y avait du sang de prêtres, dans ce sang irlandais qui coulait (1) ; les évêques voyaient et sentaient l'injustice provoquer l'injustice, le crime provoquer le crime. Était-ce donc, pour longtemps, la faillite du droit et du Christ? Ils signifiaient tous ensemble aux évêques du monde entier :

Les pasteurs ne parviennent que difficilement à maintenir la loi divine et à en assurer la pratique, pendant que l'oppression sévit à travers le pays. S'il y a anarchie en Irlande, les ministres de la couronne britannique en sont les fauteurs. Ce qui réglera la question irlandaise, ce n'est pas la répression impitoyable, c'est la reconnaissance du droit indéfectible de l'Irlande comme de toute nation, de choisir la forme de gouvernement sous lequel son peuple aura à vivre.

L'Osservatore Romano, organe du Vatican, s'occupait de ce peuple que Benoît XV avait appelé « l'héroïque peuple irlandais,

(1) Meurtres du vicaire Griffin et du chanoine Magner en 1920. (Brown, *Études*, 5 février 1921, p. 299-300.)

vigoureux défenseur en tout temps de la vérité catholique (1), » et *l'Osservatore* disait : « Puisse le gouvernement de l'Angleterre civilisée et libérale faire pour l'Irlande ce qu'il a fait bien d'autres fois dans de semblables circonstances pour tant d'autres peuples, et ce qu'il a promis avant et durant toute la guerre à toutes les petites nationalités! C'est la seule façon de résoudre la question irlandaise qui jette une ombre sur l'auréole de civilisation et de liberté qui entoure la nation anglaise (2). »

Le 27 avril 1921, Benoît XV, intervenant en personne par une lettre au cardinal Logue, et « poussé par cette universelle charité qui embrasse tous les hommes, » conjurait l'Angleterre et l'Irlande « de consentir à examiner dans un esprit de justice si l'heure n'était pas venue de mettre fin aux violences et d'ouvrir des pourparlers (3). » Quelques semaines avant sa mort, les pourparlers s'ouvrirent; quelques jours avant sa mort, un arc en ciel commença d'éclairer l'avenir de la libre Irlande. Et Benoît XV, en son agonie, put avoir la vision d'un peuple qui commençait de revivre. Léon XIII avait dit, dans son encyclique *Libertas* : « Quand un pays est sous le coup ou sous la menace d'une domination qui le tient sous la pression d'une violence injuste, ou prive l'Église de sa liberté légitime, il est permis de chercher une autre organisation politique, laissant la possibilité de jouir de la liberté. » Les regards suprêmes de Benoît XV virent éclore, pour l'Irlande, cette possibilité séculairement souhaitée.

C'est une vieille idée romaine, que dans le grand corps de la chrétienté, chaque peuple a sa fonction propre, on pourrait presque dire son ministère : deux peuples catholiques rappelés à la vie, c'est un enrichissement pour la collectivité chrétienne tout entière, c'est l'augure que dans la vie de la société chrétienne deux fonctions nouvelles vont être remplies. Dans un opuscule où beaucoup de pages pénétrantes retiennent la pensée, M. Etienne Fournol écrivait naguère que la Pologne succède naturellement au rôle et à la force religieuse de l'Autriche et que, si un grand État catholique est mort, un grand État catholique est né (4).

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er avril 1918, p 198.
(2) Victor Bucaille, *Revue des Jeunes*, 15 février 1921, p. 340.
(3) *Documentation catholique*, 15-23 juillet 1921, p. 34.
(4) *Sur les chemins qui mènent à Rome : remarques sur le rétablissement de l'ambassade du Vatican*, p. 60. (Paris, Bossard, 1920.)

Benoît XV certainement en avait le sentiment ; et sans beaucoup d'effort il pouvait observer, dans certaines chancelleries d'Europe, les mêmes hostilités confessionnelles à l'endroit de la Pologne que jadis à l'endroit de l'Autriche. C'est un fait remarquable que, dans sa lettre de 1918 à l'archevêque de Varsovie, par laquelle il fêtait la Pologne ressuscitée, il la prémunissait discrètement, en trois lignes, contre le renouvellement des erreurs qui avaient coûté si cher à l'Autriche. La Pologne renaissante trouva vraiment en Benoît XV un admirable conseiller ; elle sera d'autant plus aimée, et dès lors d'autant plus puissante, qu'elle collaborera plus activement, dans l'Europe orientale, à l'accomplissement des vœux perspicaces que le Pontife formulait en ces termes : « Nous souhaitons à toutes les autres nationalités même non catholiques, précédemment soumises à la Russie, qu'il leur soit accordé de décider elles-mêmes de leur propre sort, de se développer et de prospérer selon leur génie propre et leurs ressources particulières. » L'Autriche a périclité faute d'avoir compris certaines vérités politiques qui, de quelque phraséologie compromettante que parfois elles s'entourassent, étaient, en leur essence, des axiomes de vieux droit chrétien ; la Pologne n'oubliera pas que le programme pontifical qui commenta sa renaissance, et qui l'orienta, mettait en honneur ces vérités politiques.

A plusieurs reprises, dans ses discours de consistoire, Benoît XV insista sur la nécessité de l'effort missionnaire. La force nouvelle que trouvera l'Irlande dans une pleine maîtrise de ses destinées rendra à la race irlandaise, l'une des plus grandes races missionnaires que l'Église ait connues, toutes ses fraîcheurs d'énergie, toutes ses allégresses d'essor. L'âme irlandaise, que de longs siècles de persécution firent s'éprendre du martyre, n'hésitera pas à l'affronter sous d'autres latitudes, pour le Christ et pour Rome. Un admirable outil de propagande, qui pendant des siècles fut à demi séquestré, est désormais à la disposition du Saint-Siège. Il y a des inspirations irlandaises, n'en doutons pas, dans ces manifestations, exigeantes et dévouées, qu'inaugure l'épiscopat des États-Uuis, et qui semblent réclamer, pour l'impérialisme américain, un poste de labeur et d'honneur au service de l'Église catholique. Lorsque les catholiques d'outre-mer aspirent à jouer à côté de la France, en une juxtaposition qui n'a rien d'une subordination, un rôle actif, autonome, dans

la diffusion de la foi romaine, lorsque leur épiscopat et leur « Société pour l'extension de l'Église » élaborent le programme d'une « Section des missions étrangères, » section nettement américaine, à laquelle Rome confierait les intérêts du Christ dans une partie de l'univers (1), ils savent que pour meubler ces cadres tout neufs, qui deviendront prochainement, il est bon qu'on le sache, des émules de nos vieux groupements missionnaires, — Séminaire de Maryknoll, Fils de Saint Paul de la Croix, Sœurs de la divine Providence, — ils auront à leur disposition les prolifiques familles de l'apostolique Irlande.

L'universelle effusion du sang humain, mystère éternel sur lequel Joseph de Maistre aurait une fois de plus médité, fut suivie et comme sanctionnée par la résurrection de deux peuples catholiques, dont la voix, longtemps réputée séditieuse, trouvera désormais accueil dans le concert des nations ; et leur voix y résonnera d'autant plus vivante que du fond de leur tombe ils avaient continué de parler, au moins à Dieu. L'Église, au moment où meurt Benoît XV, possède parmi les nations deux nouveaux témoins de sa foi, deux nouveaux organes de sa vie ; il n'est peut-être pas d'exemple d'un Pape qui ait eu la bonne fortune de léguer à son successeur un aussi riche présent.

Nous élevant d'un degré sur les cimes spirituelles, nous la verrons, dans un second article, planer au-dessus de la guerre universelle pour regarder d'autres divisions, celles qui séparent les Églises, échanger avec ces Églises d'ardents et charitables vœux d'union, et dans ces années mêmes qui déchiraient le monde, poursuivre activement au delà des Marches de Pologne, et de la Manche, et de l'Océan, la réalisation de l'ordre divin : « Que tous soient un. »

GEORGES GOYAU.

(A suivre.)

(1) *Nouvelles religieuses*, 1er et 15 octobre 1919, p. 589, 590 et 626-628 ; 15 mars 1921, p. 143.

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

(NOUVELLE SÉRIE)

IV [1]

LA ROUMANIE ENTRE EN GUERRE

Jeudi, 29 juin 1916.

L'armée russe de Galicie s'étend à 50 kilomètres au sud du Dniester jusqu'à Koloméa ; elle accentue sa conversion vers le nord-ouest, en marchant sur Stanislau.

Pendant le mois de juin, elle a fait 217 000 prisonniers, dont 4 500 officiers; elle a capturé en outre 230 canons et 700 mitrailleuses.

Le général Alexéïew vient d'expédier une note au général Joffre pour lui signaler l'avantage que l'armée de Salonique aurait actuellement à prendre l'offensive contre les Bulgares; il estime que cette offensive obligerait sans doute la Roumanie à se déclarer enfin pour l'Entente. Les conclusions de cette note me semblent très fortes : *Il ne peut guère, à l'avenir, se représenter une situation qui, plus que l'actuelle, assurerait le succès d'une opération partant de Salonique. L'armée russe a produit dans les lignes de défense austro-allemandes une large brèche et les opérations en Galicie ont repris le caractère de la guerre de mouvement. L'Allemagne et l'Autriche attirent dans cette région toutes leurs nouvelles forces et s'affaiblissent dans les Balkans. Un coup frappé sur la Bulgarie garantirait les*

Copyright by Maurice Paléologue, 1922.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1921, 1er et 15 janvier 1922.

derrières de la Roumanie et constituerait une menace sur Buda-Pesth. L'entrée en action, nécessaire et avantageuse, de la Roumanie, deviendrait ainsi inévitable.

Le Haut-Commandement britannique se refuse à entreprendre actuellement une offensive contre les Bulgares; il juge l'opération trop périlleuse. Briand insiste à Londres pour faire prévaloir l'opinion du général Alexéïew.

* * *

Samedi, 1er juillet.

En Galicie, les Russes, qui viennent d'occuper Koloméa, poursuivent les Austro-Allemands vers Stanislau. En Bukovine, ils consolident leurs succès.

Depuis le 4 juin, les armées du général Broussilow ont fait 217 000 prisonniers.

En France, une grande offensive anglo-française s'engage sur la Somme.

* * *

Dimanche, 2 juillet.

Ma dernière intervention au sujet du chemin de fer d'Arkhangelsk n'a pas été vaine. Sazonow m'annonce que, sur un ordre de l'Empereur, le nombre des wagons qui assurent le trafic quotidien de la ligne est porté de 300 à 450 et bientôt à 500.

Bratiano continue de soutenir à Paris que la mauvaise volonté de la Russie est le seul motif qui l'empêche de prendre la décision suprême, ce qui attire sur moi un flot de télégrammes impatients. Pour couper court au jeu équivoque du Gouvernement roumain, le général Alexéïew vient de lui faire savoir « que le moment actuel lui apparaît le plus propice à l'intervention armée de la Roumanie et que *c'est aussi le seul moment où cette intervention puisse intéresser la Russie.* »

J'en parle à Diamandy qui déjeune chez moi ce matin.

— Les atermoiements de M. Bratiano, lui dis-je, me semblent une faute grave. Je comprendrais parfaitement qu'il ne voulût pas la guerre; c'est une politique qui se défend, car on ne fait pas la guerre sans risques. Mais, puisque vous m'affirmez qu'il veut la guerre, puisqu'il l'affirme lui-même, puisqu'il a fixé d'avance sa part de butin, puisqu'il s'est déjà compromis, autant qu'on peut l'être, dans la politique des revendications nationales, comment ne voit-il pas que, stratégiquement, c'est l'heure ou jamais pour la Roumanie de marcher? Les Russes sont en

plein élan d'offensive; les Austro-Hongrois sont encore tout étourdis de leur défaite; les Italiens se sont ressaisis et mordent ferme; les Anglais et les Français attaquent, de toutes leurs forces, sur la Somme. Qu'est-ce que M. Bratiano veut de plus? Ignore-t-il donc que les belles occasions passent vite, en temps de guerre?

— Je suis personnellement de votre avis. Mais je ne doute pas que M. Bratiano n'ait, de son côté, des raisons très fortes pour ajourner encore sa décision finale. Songez qu'il va jouer l'existence même de la Roumanie!...

***

Lundi, 3 juillet.

Les parlementaires russes, qui s'étaient rendus à l'invitation des parlementaires anglais, français et italiens, viennent de rentrer à Pétrograd. Ils ont rendu compte aujourd'hui de leur mission au Conseil de l'Empire et à la Douma. Même en faisant la part de la phraséologie officielle, leurs discours témoignent qu'ils sont pénétrés d'admiration pour l'effort militaire de leurs alliés, de la France surtout.

J'assistais, avec Buchanan et Carlotti, à la séance du Palais Marie et à celle du Palais de Tauride; nous avons été chaleureusement acclamés.

Les membres du Conseil de l'Empire et les députés de la Douma, avec qui j'ai causé, en particulier, Gourko, le prince Lobanow-Rostowsky, Schébeko, Wiélopolski, Milioukow, Chingarew, etc., m'ont tous exprimé, à peu près dans la même forme, la même idée : « Ici, nous ne nous doutons pas de ce que c'est que la guerre. »

***

Mardi, 4 juillet.

Je déjeune à l'ambassade d'Italie; j'y rencontre le président de la Douma, Rodzianko, le comte Sigismond Wiélopolski du Conseil de l'Empire et les deux députés « cadets » Milioukow et Chingarew.

Je cause longuement avec Milioukow sur les conclusions qu'il rapporte de son voyage en Occident :

— Avant tout, me dit-il, nous devons intensifier et coordonner notre effort national. Et ce n'est possible que par un étroit accord, par une intime collaboration du Gouvernement

avec le pays et la Douma. Or ce n'est pas la tendance qui prévaut, en ce moment...

Il a été frappé de l'importance extrême que l'opinion française attache à l'intervention de la Roumanie; il n'a qu'une confiance médiocre dans la valeur de l'armée roumaine; il laisse percer, une fois de plus, sa vieille sympathie, son inépuisable indulgence pour les Bulgares.

Désirant l'interroger plus à fond sur la situation intérieure qui me préoccupe grandement, je l'invite à dîner, dans trois jours, avec Chingarew.

Wiélopolski me prend alors à part et me dit en confidence :

— Je sais, avec certitude, que l'Empereur convoquera prochainement ses ministres à Mohilew pour résoudre enfin la question de l'autonomie polonaise. Sturmer et la plupart de ses collègues y sont plus opposés que jamais. Néanmoins, je crois que Sazonow a chance de l'emporter; car c'est lui qui a pris décidément l'affaire en main; il a trouvé d'ailleurs chez le général Alexéïew un appui énergique.

Il ajoute qu'il a une occasion indirecte de faire bientôt passer une lettre sous les yeux de l'Empereur et qu'il voudrait y glisser une appréciation de moi. Je lui réponds :

— Vous pouvez dire, de ma part, que la proclamation de l'autonomie polonaise serait accueillie en France, non seulement comme le premier acte de réparation historique qui sera sorti de cette guerre, mais comme un acte éminemment politique, d'une portée considérable pour l'avenir, et qui peut faciliter singulièrement l'avance des armées russes en Pologne.

Les nouvelles de Galicie et de Bukovine continuent d'être excellentes. Le total des prisonniers s'élève maintenant à 233 000.

En France, l'offensive sur la Somme est extrêmement dure; mais elle tourne à notre avantage.

***

Mercredi, 5 juillet.

Le général Polivanow vient déjeuner en tête-à-tête avec moi.

Malgré sa disgrâce, il est resté en relations intimes avec le général Alexéïew, qui l'apprécie hautement. Il est donc qualifié pour juger avec compétence la situation stratégique des armées russes. Tout en affirmant qu'il ne parle qu'à titre personnel, il me dit :

— L'offensive de nos armées en Bukovine et Galicie n'est que le prélude de notre offensive générale... Notre principal effort doit se porter sur les armées allemandes; c'est par leur défaite seule que nous obtiendrons définitivement la victoire. Depuis la bataille de Verdun, l'Allemagne n'est plus capable d'entreprendre aucune offensive importante. Mais, pour ne parler que de notre front, nous devons nous attendre, de sa part, à une résistance opiniâtre en avant du Niémen et du Bug, puis plus tard sur le cours même de ces deux rivières et de la Vistule... J'ignore naturellement les intentions du général Alexéïew; je présume néanmoins que son plan est de faire remonter toutes nos armées vers le Nord-Ouest, en pivotant autour de Riga. Le général Kouropatkine, qui est médiocrement doué pour l'offensive, mais qui est remarquable dans la défensive, a donc les qualités de la mission qui lui est confiée. Le général Evert et le général Broussilow, qui sont d'excellents « manœuvriers, » feront le reste. Je m'imagine qu'on leur assignera comme objectifs Wilna, Brest-Litovsk et Lublin.

— Et Cracovie ?

— Je ne crois pas. Du moins, cela dépend de l'attitude qu'adoptera la Roumanie. Si nous étions sûrs que l'armée roumaine entrera en scène à bref délai, notre aile gauche serait couverte et nous n'aurions plus qu'à nous tenir en liaison avec nos nouveaux alliés. En revanche, il est évident que, si la Roumanie reste neutre, nous serons obligés d'être beaucoup plus circonspects et toute l'opération générale en sera ralentie. Mais, quelle que soit la décision du Gouvernement roumain, nous avons besoin de la connaître immédiatement. On n'a pas l'air de se douter, à Bucarest, que nous sommes en pleine action...

***

Jeudi, 6 juillet.

Tandis que les Anglais développent leur offensive entre la Somme et l'Ancre, les Français dépassent la seconde ligne des positions ennemies au Sud de la Somme. Dans les deux zones d'attaque, les Allemands ont laissé environ 13 000 prisonniers.

Depuis le Stokhod jusqu'aux sources du Pruth, c'est-à-dire sur un front de 300 kilomètres, les Russes avancent méthodiquement. Au Nord, en Volhynie, ils menacent Kovel. Au Sud, en Galicie, ils occupent Delatyn, qui commande une des prin-

cipales entrées des Karpathes, sur la ligne de Stanislau à Marmaros-Sziget.

Même activité en Arménie où les Turcs sont refoulés simultanément sur le littoral pontique et à l'Ouest d'Erzeroum.

***

Vendredi, 7 juillet.

J'ai à dîner les deux leaders « cadets, » Milioukow et Chingarew.

Je leur confie mes craintes sur la situation intérieure, sur tout ce que je sens qui se trame autour de Sturmer, et je leur demande :

— Croyez-vous à la possibilité, plus ou moins prochaine, d'événements graves ?

Milioukow, confirmé par Chingarew, me répond :

— Si vous entendez par *événements graves* des troubles populaires ou un coup de force contre la Douma, je peux vous rassurer, au moins pour le présent. Il y aura toujours des grèves, mais locales et sans violences. Les émeutes ne se produiraient que si nos armées subissaient une défaite ; l'opinion publique ne supporterait plus une nouvelle retraite de la Dounaïetz. De même, il faudrait s'attendre à des troubles sérieux, s'il y avait une crise de famine. A ce point de vue, je ne suis pas sans appréhension pour l'hiver prochain... Quant à un coup de force contre la Douma, je ne doute pas que Sturmer et sa bande n'y pensent. Mais nous ne lui en fournirons pas l'occasion ni même le prétexte. Nous sommes résolus à ne relever aucune provocation, à n'y opposer que la patience et la sagesse. Après la guerre, on verra. Mais cette tactique a pour nous un grand inconvénient : elle nous fait accuser de timidité par les milieux libéraux ; elle risque de nous faire perdre, peu à peu, le contact avec les masses qui iront alors aux hommes violents.

Je félicite mes hôtes d'une conduite si patriotique ; mais je conclus de leur langage que, si le danger n'est pas là, il se prépare.

Obligés de rentrer ce soir à Pavlovsk, ils me quittent à dix heures.

J'achève la soirée aux Iles.

C'est une des plus belles nuits d'été que j'aie encore vues à Pétrograd, une nuit tiède, tranquille et claire. Mais, est-ce

réellement la nuit? Non, car il n'y a pas d'ombre. C'est donc le jour? Non, car il n'y a pas de lumière ; il n'y a que des lueurs de crépuscule et d'aurore. Sur la voûte blanchâtre du ciel, on distingue, çà et là, une vague palpitation d'étoiles. A la pointe de l'île Iélaghine, les flots du golfe de Finlande oscillent sous une buée de vapeurs phosphorescentes et argentées. Dans une atmosphère opaline, les bouleaux et les chênes qui bordent les lacs semblent une forêt magique, un décor de rêve et d'incantation...

***

Samedi, 8 juillet.

Sur le front de Riga et dans la région du lac Narotch, les Russes enlèvent toute une série de positions allemandes.

Au centre, ils avancent sur Baranovitchy.

En Volhynie, ils franchissent le Stokhod et s'approchent de Kovel.

En Galicie, ils s'étendent le long des Carpathes.

Depuis le 4 juin, ils ont fait environ 266 000 prisonniers.

Sazonow me répète ce matin :

— C'est maintenant que les Roumains devraient marcher!

Malgré cette longue suite de succès, le public russe manque de confiance. Il n'admettrait pas qu'on mît fin à la guerre avant la victoire; mais il croit de moins en moins à cette victoire.

***

Dimanche, 9 juillet.

Briand reconnaît enfin que, pour obtenir l'intervention de l'armée roumaine, ce n'est plus à Pétrograd qu'il faut agir, c'est à Bucarest. Il vient donc de faire pression sur Bratiano et de le mettre, en quelque sorte, au pied du mur.

Voici la conclusion des instructions adressées à notre ministre, Blondel :

Toutes les conditions posées par M. Bratiano sont aujourd'hui remplies. L'intervention de la Roumanie, pour avoir une valeur, doit être immédiate. L'attaque vigoureuse des armées autrichiennes décimées et en retraite est une tâche relativement facile pour les Roumains et extrêmement utile aux Alliés. Cette intervention achèverait de démoraliser un adversaire déséquilibré et permettrait à la Russie de concentrer toutes ses forces contre l'Allemagne, en donnant à son offensive son maximum d'effica-

cité. La Roumanie prendrait ainsi place dans la coalition au moment psychologique et assurerait légitimement, aux yeux de tous, la large satisfaction de ses aspirations nationales... L'heure présente est solennelle. Les Puissances occidentales n'ont cessé de faire confiance à M. Bratiano et au peuple roumain. Si la Roumanie ne saisit pas l'occasion présente, elle ne retrouvera plus la possibilité de devenir un grand peuple par la réunion de tous ses enfants.

Sazonow, à qui je communique ces instructions, me dit :

— Voilà qui est parfait ! Le général Alexéïew n'en sera pas moins heureux que moi.

***

Mardi, 11 juillet.

La grande offensive de la Somme tourne à la lutte d'usure. Après une pénible progression de deux ou trois kilomètres les assaillants sont, encore une fois, obligés de s'arrêter devant la puissance formidable des retranchements en profondeur.

La guerre de position, avec ses fastidieuses lenteurs, va donc recommencer. Au point de vue de la Russie, cette perspective est grave ; car l'opinion russe n'est déjà que trop encline à croire que l'Allemagne est désormais invincible.

***

Mercredi, 12 juillet.

Tous les ministres, y compris Sazonow, sont partis hier matin pour le Grand-Quartier général, où l'Empereur les a convoqués, afin de résoudre la question de l'autonomie polonaise.

L'offensive franco-anglaise sur la Somme est déjà terminée. Les résultats sont médiocres. On a avancé de deux à quatre kilomètres sur un front de vingt ; on a fait 10 000 prisonniers.

***

Jeudi, 13 juillet.

En l'absence de Sazonow, nous allons ce matin, Buchanan et moi, conférer avec l'adjoint du ministre, le discret, prudent et avisé Nératow.

Nous parlons de la Roumanie, quand brusquement la porte s'ouvre. Sazonow entre, dans sa tenue de voyage. Malgré la fatigue de vingt-quatre heures passées en chemin de fer, il a la mine fraîche, les yeux vifs. Il nous demande en riant :

— Je ne suis pas de trop ?

Puis, s'étant assis, il nous dit :

— Mes chers ambassadeurs, je vais vous donner une bonne nouvelle... Mais à une condition : c'est que, l'un et l'autre, vous me garderez rigoureusement le secret !

Nous levons la main en signe de serment.

Il nous déclare alors :

— L'Empereur a pleinement acquiescé à mes idées, à toutes mes idées, quoique la discussion ait été chaude, je vous l'assure ! N'importe ! J'ai triomphé sur toute la ligne. Aussi Sturmer et Khvostow faisaient une tête ! Mais il y a mieux encore. Sa Majesté a ordonné qu'on lui soumette d'urgence un projet de manifeste pour proclamer l'autonomie de la Pologne et c'est moi qu'Elle a chargé de préparer ce manifeste.

Sa figure est illuminée de joie et de fierté. Nous le félicitons de tout notre cœur. Il reprend :

— Maintenant, je vous dis adieu ; je pars ce soir pour la Finlande, où je travaillerai à tête reposée. Vous me reverrez dans une huitaine de jours.

Mais je l'arrête :

— De grâce, donnez-moi quelques indications sur le programme d'autonomie que l'Empereur a accepté... Soyez généreux ! Je vous ai promis le secret.

— Un vrai secret ?

— Le *secret du Saint-Office*, dont la violation expose aux peines éternelles !

— Alors, je continue mes confidences...

Voici le programme adopté par l'Empereur :

1° Le Gouvernement du Royaume de Pologne comportera un Lieutenant de l'Empereur ou Vice-Roi, un Conseil des ministres et deux Chambres.

2° Toute l'administration du Royaume dépendra de ce Gouvernement, sauf l'armée, la diplomatie, les douanes, les finances d'intérêt commun et les voies ferrées d'intérêt stratégique, qui resteront affaires d'Empire.

3° Les litiges administratifs entre le Royaume et l'Empire seront déférés au Sénat de Pétrograd (qui réunit les attributions de notre Conseil d'État et de notre Cour de cassation) ; une section spéciale sera instituée à cet effet, avec participation égale de sénateurs russes et de sénateurs polonais.

4° L'annexion ultérieure de la Pologne autrichienne et de la Pologne prussienne sera prévue par une formule de ce genre: *Si Dieu bénit le succès de nos armes, tous les Polonais, qui deviendront sujets de l'Empereur et Roi, bénéficieront des dispositions qui viennent d'être édictées.*

Là-dessus, nous laissons Sazonow en tête-à-tête avec Nératow et nous rentrons, Buchanan et moi, à nos ambassades.

***

Lundi, 17 juillet.

L'accord est enfin établi entre les Puissances alliées pour demander collectivement à la Roumanie d'adhérer, sans plus de retard, à leur alliance.

Le général Alexéïew a fixé au 7 août la date extrême, à laquelle l'armée roumaine devra entrer en campagne.

***

Mardi, 18 juillet.

Près de Loutzk, à la frontière de Volhynie, les Russes bousculent les Austro-Allemands, qui leur laissent 13 000 prisonniers.

En Bukovine, les avant-gardes russes franchissent les Carpathes.

***

Jeudi, 20 juillet.

En arrivant ce matin avec Buchanan, chez Nératow, nous sommes frappés de son air grave. Il nous dit:

— J'ai des motifs sérieux de croire que nous allons perdre M. Sazonow.

— Que se passe-t-il?

— Vous savez que M. Sazonow est depuis longtemps combattu et par qui. Son succès de l'autre jour au sujet de la Pologne a été exploité contre lui. Une personne qui lui est très attachée et qui m'inspire toute confiance, m'assure que Sa Majesté a décidé de lui enlever ses fonctions.

D'un homme aussi réservé, aussi prudent que Nératow, de telles paroles ne laissent aucune place au doute.

Nous n'avons pas besoin de nous consulter, Buchanan et moi, pour mesurer toutes les conséquences de ce qui se prépare.

Buchanan demande:

— Avez-vous l'impression que, M. Paléologue et moi, nous

puissions agir encore pour conjurer la disgrâce de M. Sazonow?

— Peut-être.

— Mais que faire ?

Pour fixer nos idées, je prie Nératow de préciser les renseignements qui l'ont si justement inquiété :

— La personne de qui je tiens ces renseignements, nous dit-il, a vu le projet de lettre que Sa Majesté a ordonné de préparer et qui, libellé d'ailleurs en termes amicaux, relève simplement M. Sazonow de ses fonctions pour raisons de santé.

Je m'empare de ces derniers mots, qui me paraissent offrir aux ambassadeurs de France et d'Angleterre un légitime prétexte d'intervention. Puis, m'étant assis quelques instants à la table de Nératow, je rédige un télégramme que nous adresserions simultanément, Buchanan et moi, aux chefs de nos missions militaires à Mohilew, en les invitant à le placer sous les yeux du ministre de la Cour. Voici ce télégramme :

On me rapporte, que la santé de M. Sazonow l'aurait déterminé à offrir sa démission à Sa Majesté. Veuillez vérifier très officieusement cette nouvelle auprès du ministre de la Cour.

S'il en est ainsi, veuillez exposer d'urgence au comte Fréederickz qu'une parole réconfortante de Sa Majesté obtiendrait sans doute de M. Sazonow un nouvel effort, qui lui permettrait de mener sa tâche à terme.

Mon collègue d'Angleterre (... de France) et moi, nous ne pouvons pas en effet ne pas être émus par la pensée des commentaires que la démission du ministre des Affaires étrangères de Russie ne manquerait pas de provoquer en Allemagne; car la fatigue dont il souffre actuellement ne suffirait certes pas à justifier sa retraite.

A cette heure décisive de la guerre, tout ce qui risque d'apparaître comme un changement dans la politique des Alliés pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses.

Nératow approuve entièrement ce télégramme. Nous rentrons aussitôt, Buchanan et moi, à nos ambassades, pour l'expédier à Mohilew.

Dans l'après-midi, je recueille, à bonne source, quelques indications sur l'intrigue ourdie contre Sazonow. Mon informatrice ne sait pas encore à quel point les choses en sont venues et je me garde de le lui apprendre ; mais elle me dit :

— La situation de Sazonow est très compromise ; il a perdu la confiance des Majestés.

— Mais, que lui reproche-t-on ?

— On lui reproche de ne pas s'entendre avec Sturmer, de s'entendre trop bien, au contraire, avec la Douma... Et puis, Raspoutine le déteste, cela suffit.

— Alors, la partie est tout à fait liée entre l'Impératrice et Sturmer ?

— Oui, tout à fait... Sturmer, qui est un malin, a réussi à lui persuader qu'elle peut seule sauver la Russie. Et elle la sauve, en ce moment même ; car elle est partie, hier soir, à l'improviste, pour Mohilew !

***

Vendredi 21 juillet.

En Arménie, les Russes poursuivent brillamment leur offensive.

Sur le littoral pontique, ils occupent Vaksi-Kébir, à l'Ouest de Trébizonde, et leurs avant-gardes pénètrent dans la vallée du Kelkit-Irmak. A l'intérieur, la prise de Gémisch-Kaneh les rend maîtres de la grande route qui, partant de Trébizonde, bifurque vers Erzeroum et Erzinghian. Ils menacent enfin cette dernière ville par une marche rapide sur le cours supérieur de l'Euphrate.

***

Samedi, 22 juillet.

Le général Janin et le général Williams se sont acquittés de leur communication au ministre de la Cour. Voici la réponse du général Janin :

Le ministre de la Cour, bien que n'étant pas d'accord en tout avec M. Sazonow, avait déjà représenté à l'Empereur que son départ, dans les circonstances présentes, produirait certainement une mauvaise impression. L'Empereur lui avait répondu que l'extrême fatigue dont souffre M. Sazonow et qui ne lui laisse ni appétit ni sommeil, ne lui permet vraiment pas de continuer sa tâche ; que d'ailleurs sa décision souveraine était prise. Le comte Fréederickz a promis néanmoins de montrer à l'Empereur les télégrammes identiques des ambassadeurs de France et d'Angleterre, mais il a ajouté qu'il ne demanderait pas à Sa Majesté d'y répondre.

Sazonow, qui est encore en Finlande, a été informé hier de sa disgrâce. Il a reçu la nouvelle avec le calme et la dignité qu'on pouvait attendre de son caractère :

— Au fond, a-t-il dit, Sa Majesté a raison de renoncer à mes services. Sur trop de questions, j'étais en désaccord avec Sturmer.

A la fin de l'après-midi, Nératow me déclare, par un ordre exprès de Sa Majesté, que le changement du ministre des Affaires étrangères ne modifiera en rien la politique extérieure de l'Empire.

***

Dimanche, 23 juillet.

Ce matin, les journaux annoncent officiellement la retraite de Sazonow (1) et son remplacement par Sturmer. Aucun commentaire. Mais les premières impressions qu'on m'apporte sont de stupeur et d'indignation.

Le soir, je dîne, à Tsarskoïé-Sélo, chez la Grande-Duchesse Marie-Pavlowna, avec la princesse Paley, Mme Hélène Narischkine et le service d'honneur.

Après le dîner, la Grande-Duchesse me mène au fond du jardin, me fait asseoir auprès d'elle et nous causons.

— Je ne peux pas, me dit-elle, vous exprimer à quel point je suis navrée pour le présent et inquiète pour l'avenir... D'après vous, comment les choses se sont-elles passées? Je vous confierai, moi, le peu que je sais.

Nous mettons nos renseignements en commun. Voici nos conclusions :

Entre l'Empereur et Sazonow, l'entente était parfaite sur la

(1) Voici le rescrit adressé par l'Empereur à M. Sazonow :

Serge-Dimitriéwitch, depuis votre entrée au service de l'État, ayant consacré votre activité au ministère des Affaires étrangères, vous avez occupé d'importantes fonctions dans la diplomatie et, en 1910, je vous ai appelé au poste responsable du ministère des Affaires étrangères. Exécutant le devoir important de la direction du dit ministère, avec un zèle infatigable, vous vous êtes appliqué entièrement à réaliser mes indications, inspirées par les exigences de la justice et l'honneur de notre chère patrie.

Malheureusement, votre santé, ébranlée par l'excès de travail, vous a déterminé à me demander de vous libérer de la fonction que vous occupiez.

Acquiesçant à cette demande, je considère comme un devoir de vous exprimer pour votre service zélé ma reconnaissance sincère.

Je reste pour vous toujours bienveillant et sincèrement reconnaissant.

NICOLAS.

Au Quartier Impérial, le 7 juillet 1916.

politique étrangère. Ils s'accordaient pareillement sur la question polonaise, puisque l'Empereur s'était rallié à toutes les idées de son ministre et l'avait même chargé de préparer le manifeste au peuple polonais. Sur les autres sujets de la politique intérieure, les tendances libérales de Sazonow n'avaient actuellement aucune occasion de s'affirmer ; il ne pouvait d'ailleurs les traduire qu'à titre d'opinion personnelle, et elles étaient des plus modérées. Enfin, il était dans les meilleurs termes avec le général Alexéïew. Sa disgrâce éclatante ne s'explique donc par aucun motif avouable. L'explication qui malheureusement s'impose est que la camarilla, dont Sturmer est l'instrument, a voulu mettre la main sur le ministère des Affaires étrangères. Depuis quelques semaines, Raspoutine répétait : « J'en ai assez, de Sazonow, j'en ai assez !... » Poussé par l'Impératrice, Sturmer s'est rendu au Grand-Quartier général pour demander le renvoi de Sazonow. L'Impératrice est venue ensuite à la rescousse. L'Empereur a cédé.

La grande-duchesse me demande en terminant :

— Alors, n'est-ce pas, votre impression est mauvaise ?

— Oui, très mauvaise... La monarchie française a vu, elle aussi, d'excellents ministres congédiés par l'influence d'une faction de la cour ; ces ministres s'appelaient Choiseul et Necker ; Votre Altesse Impériale sait ce qui a suivi.

En Volhynie, au confluent de la Lipa et du Styr, l'armée du général Sakharow a mis en déroute les Austro-Allemands et fait 12000 prisonniers.

***

Mardi, 25 juillet.

Je télégraphie à Paris :

Au point de vue de l'avenir, voici comment je considère la situation :

Je ne crains aucun changement immédiat ni même prochain dans la politique extérieure de la Russie et la déclaration que l'Empereur m'a fait parvenir le 22 juillet par M. Nératow, m'inspire toute confiance pour le présent. L'action officielle *de la diplomatie impériale va donc vraisemblablement se poursuivre telle qu'auparavant. Il faut cependant nous attendre à voir des figures nouvelles et un esprit nouveau s'insinuer peu à peu au ministère des Affaires étrangères. Nous devons nous attendre pareillement*

à ce que les secrets de nos négociations ne restent pas ignorés de certaines personnes qui, par leurs tendances germanophiles, par leurs relations indirectes avec l'aristocratie ou la finance allemandes, par leur aversion du libéralisme et de la démocratie, sont tout acquises à l'idée d'une réconciliation avec l'Allemagne.

A l'heure actuelle, ces personnes ne peuvent agir que très sournoisement, très prudemment, dans le sens de leur désir. L'élan national est encore si fort qu'elles se briseraient en découvrant leur jeu. Mais si, dans quelques mois, à la veille de l'hiver, notre effort militaire n'avait pas réalisé toutes nos espérances; si la victoire s'était montrée plus favorable aux armées russes qu'aux nôtres, alors le parti allemand de Pétrograd deviendrait dangereux par les complicités dont il disposerait au ministère des Affaires étrangères.

***

Mercredi, 26 juillet.

Les journaux annoncent que l'ex-ministre de la Guerre, le général Soukhomlinow, détenu à la forteresse des Saints-Pierre-Saint-Paul, est atteint d'une affection mentale qui oblige à le transférer dans une maison de santé.

D'après mes renseignements, il souffre d'une simple neurasthénie. Personne d'ailleurs ne croit au motif allégué pour justifier le transfert.

***

Jeudi, 27 juillet.

Le colonel Rudéanu, attaché militaire de Roumanie à Paris, a négocié, avec les délégués des états-majors alliés, une convention qui fixe à 150 000 hommes l'effectif que le Haut-Commandement roumain emploiera à une attaque immédiate de la Bulgarie, cette attaque devant être conjuguée avec une offensive de l'armée de Salonique. La convention, qui règle en outre les relations des deux groupes d'armées, a été signée le 23 juillet.

L'idée de cette double opération, ayant Sofia pour objectif géographique, est excellente; elle suffirait à justifier notre long effort à Salonique.

Mais il m'est revenu hier, d'une source secrète, que, loin de se préparer à attaquer la Bulgarie, le Gouvernement roumain est en conversation clandestine avec le tsar Ferdinand. Le renseignement est, en partie, vérifié par un télégramme que Buchanan a reçu ce matin du ministre d'Angleterre à Bucarest

et d'après lequel « le Président du Conseil roumain n'a jamais admis la pensée d'attaquer la Bulgarie ni même de lui déclarer la guerre. »

***

Vendredi, 28 juillet.

Le ministre de Russie à Bucarest, Poklewski, télégraphie que Bratiano se refuse catégoriquement à attaquer la Bulgarie ; son collègue d'Angleterre, sir George Barclay, insiste pour que les Puissances alliées renoncent à réclamer cette attaque, « sous peine de perdre irrévocablement le concours de la Roumanie. »

Nous délibérons, Buchanan et moi, avec Nératow. Celui-ci estime que les Puissances alliées doivent exiger de Bratiano l'exécution des engagements spécifiés dans la convention Rudéanu.

Buchanan appuie l'opinion de Barclay. J'appuie l'opinion de Nératow.

Je rappelle tous les sacrifices que la France s'est imposés pour soutenir la cause des Alliés dans la Péninsule balkanique :

— Le public français, dis-je, ne comprendrait pas que l'offensive fût prise à Salonique, sans une contre-partie sur le Danube ; il s'indignerait à l'idée que des soldats français se feraient tuer en Macédoine pour permettre aux Roumains d'annexer plus facilement la Transylvanie. Et puis, sans être grand clerc en stratégie, je crois que les Roumains eux-mêmes ont intérêt à mettre les Bulgares hors de cause avant de s'engager au Nord des Carpathes. Quant aux conversations secrètes qui s'échangent, me dit-on, entre Bucarest et Sofia, je ne doute pas qu'elles échouent. Et, si elles devaient réussir, j'en serais désolé ; car, alors, toutes les forces bulgares se retourneraient contre notre armée de Salonique.

Nératow me donne entièrement raison.

***

Samedi, 29 juillet.

L'armée russe a remporté hier une victoire à Brody, en Galicie.

Cet après-midi, Sturmer vient me faire sa visite officielle.

Cérémonieux et doucereux, à son habitude, il me déclare qu'en lui confiant le portefeuille des Affaires étrangères, l'Em-

pereur lui prescrit de diriger la politique extérieure de l'Empire selon les mêmes principes qu'auparavant, c'est-à-dire en étroite union avec les Gouvernements alliés.

— Je tiens particulièrement, ajoute-t-il, à marcher d'accord avec le Gouvernement de la République. Je vous demande donc tout votre concours et toute votre confiance.

Je le remercie de ses déclarations, en l'assurant du zèle amical que j'apporterai à notre collaboration et je le félicite d'inaugurer ses fonctions sous le présage de la victoire de Brody.

Puis, j'essaie de l'amener à s'expliquer sur l'objet final de sa politique, sur sa façon de concevoir le sort futur de l'Allemagne. Il me semble n'avoir, à cet égard, que des vues très vagues; il paraît même ignorer les idées personnelles de l'Empereur; il prononce pourtant une phrase que j'ai entendu tomber plusieurs fois de la bouche impériale :

— Pas de grâce, pas de miséricorde pour l'Allemagne!

Il prend congé de moi par de longs salamalecks obséquieux. Sur le pas de la porte, il répète :

— Pas de grâce, pas de miséricorde pour l'Allemagne!

***

Dimanche, 30 juillet.

Le Gouvernement britannique demande aujourd'hui au Gouvernement russe de ne pas insister pour que la Roumanie attaque la Bulgarie.

Interrogé par Nératow, je reprends mes arguments d'avant-hier. J'ajoute que je ne pourrais d'ailleurs comprendre à quoi servirait l'envoi de 50 000 Russes dans la Dobroudja, s'ils devaient y rester l'arme au pied, tandis que l'armée de Salonique supporterait tout le choc des armées bulgares.

A la fin de l'après-midi, Nératow me fait savoir que le général Alexéïew n'admettrait pas d'envoyer 50 000 Russes dans la Dobroudja, s'ils n'avaient pour mission d'attaquer immédiatement les Bulgares.

***

Lundi, 31 juillet.

Poursuivant leur offensive sur un front de 150 kilomètres, les armées russes de Volhynie et de Galicie ont bousculé les Austro-Allemands vers Kovel, Wladimir-Volynsky et Lemberg,

en leur prenant 60 000 hommes. Depuis le début de cette vaste opération, les Russes ont fait ainsi 345 000 prisonniers.

En Arménie, les Turcs, chassés d'Erzinghian, fuient vers Karpout et Siwas.

***

Mardi, 1er août.

Briand me télégraphie :

Quant à la déclaration de guerre de la Roumanie à la Bulgarie, j'estime comme sir Edward Grey et d'accord avec le général Joffre, que nous pourrions en dernière analyse ne pas exiger une déclaration de guerre immédiate à la Bulgarie; car il est tout à fait probable que les Allemands pousseront les Bulgares à attaquer tout de suite les Roumains et il sera loisible aux divisions russes d'engager les hostilités.

Il est tout à fait probable également que les Roumains, n'ayant pas préparé leur action au Sud du Danube et ayant concentré la masse de leurs forces dans les Carpathes, recevront un mauvais coup des Bulgares.

***

Jeudi, 3 août.

Sazonow, revenu de Finlande et qui a fait hier ses adieux au personnel du ministère des Affaires étrangères, vient me voir.

Longue et affectueuse causerie. Je le trouve tel que j'étais sûr qu'il serait : calme, digne, sans la moindre amertume, heureux pour lui-même de son indépendance reconquise, affligé et inquiet pour l'avenir de la Russie.

Il me confirme tout ce que j'ai appris sur les circonstances de sa disgrâce :

— Voilà un an, me dit-il, que l'Impératrice m'est hostile. Elle ne m'a jamais pardonné d'avoir supplié l'Empereur de ne pas prendre le commandement des armées. Elle a tant insisté pour obtenir mon renvoi, que l'Empereur a fini par céder. Mais pourquoi ce scandale? Pourquoi ce coup de théâtre? Il était si facile de préparer ma démission sous le prétexte de ma santé! Je m'y serais prêté si loyalement!... Enfin, pourquoi l'Empereur m'a-t-il fait un accueil si confiant, si affectueux, la dernière fois que je l'ai vu?

Puis, avec un accent de profonde tristesse, il résume, pour ainsi dire, son aventure en ces mots :

— C'est l'Empereur qui règne; mais c'est l'Impératrice qui gouverne... sous l'inspiration de Raspoutine. Hélas! Que Dieu nous protège!

***

Vendredi, 4 août.

Promenade solitaire en automobile, sur la route de Sestroretzk, qui borde au Nord la baie de Cronstadt. L'azur profond du ciel, la sérénité de la lumière, l'éloignement infini de l'horizon, la respiration large et paisible des flots composent un merveilleux décor de recueillement.

Je réfléchis aux perspectives sombres que la disgrâce de Sazonow m'oblige à entrevoir. Plus que jamais, l'avenir m'apparaît, selon la belle expression de Bossuet, « une nuit d'énigmes et d'obscurités. » Dorénavant, je dois admettre comme possible une défection de la Russie; c'est une éventualité qui doit entrer désormais dans les calculs politiques et stratégiques du Gouvernement français. Certes, l'empereur Nicolas demeurera jusqu'au bout fidèle à notre alliance; je n'éprouve aucune inquiétude à cet égard. Mais il n'est pas immortel. Combien de Russes, à l'heure présente, même et surtout dans son entourage intime, souhaitent secrètement sa disparition! Que se passerait-il avec un changement de règne? Là-dessus, je ne me fais pas d'illusion : la défection de la Russie serait immédiate. D'ailleurs n'y a-t-il pas un précédent historique? Puis-je oublier la fin de la guerre de Sept Ans et que Pierre III, à peine monté sur le trône, n'eut rien de plus pressé que de lâcher l'alliance française pour se réconcilier honteusement avec Frédéric II?... J'examine tous les aspects et toutes les conséquences de cette hypothèse. Quelque sévérité que j'apporte à cet examen, ce m'est un grand soulagement de reconnaître que ma foi dans notre victoire finale reste inébranlable... Mais une idée qui, à plusieurs reprises déjà, m'avait traversé l'esprit, s'arrête et s'affirme au fond de moi comme la conclusion logique de mes réflexions. Ma conception première de notre victoire finale était trop simpliste. Que l'Allemagne et l'Autriche soient vouées à la défaite, nul doute, c'est sur ce point que ma foi reste inébranlable. Mais, avant que le destin des Empires germaniques ne s'accomplisse, un temps très long s'écoulera, d'autant plus long que l'effort russe sera moins énergique. Si la Russie ne trouve pas en soi la force de jouer son rôle d'alliée jusqu'à la dernière heure, si elle se

retire prématurément de la lutte ou si elle tombe dans les convulsions révolutionnaires, elle dissociera inévitablement sa cause de la nôtre; elle se mettra elle-même dans l'impossibilité de participer aux profits de notre victoire et sa défaite se confondra avec celle des Empires centraux.



Samedi, 5 août.

Le général Alexéïew, se rangeant à l'opinion du général Joffre et de Briand, consent à ce que l'effort de l'armée roumaine soit exclusivement dirigé contre l'Autriche; il accepte donc que les opérations contre la Bulgarie soient différées; il croit d'ailleurs que ces opérations se déclencheront d'elles-mêmes. Il insiste enfin pour qu'on mette fin aux tergiversations de Bratiano, en fixant irrévocablement la date à laquelle l'armée roumaine devra entrer en action.

***

Dimanche, 6 août.

Les atermoiements et les marchandages de Bratiano continuent; je les explique surtout par l'espoir qu'il garde encore d'arriver à une entente directe avec les Bulgares. Fidèle à son jeu, il impute ses retards à la mauvaise volonté de la Russie. D'où, de nouveaux tiraillements entre Paris et Pétrograd.

Ce matin, je suis chargé de faire parvenir à l'Empereur un télégramme du Président de la République.

En remettant ce télégramme à Sturmer, je reprends les arguments dont je l'ai harcelé ces derniers temps et dont le principal, le plus vrai à mes yeux, est l'énormité des sacrifices que la France a déjà consentis à la cause commune, l'usure de nos effectifs depuis les carnages de Verdun.

Sturmer, qui ne redoute rien tant que d'être mis en cause auprès de l'Empereur, me répond d'abord par des protestations de fidélité à l'Alliance, par un panégyrique de Verdun. Il poursuit :

— Je n'attache donc pas moins de prix que votre Gouvernement à obtenir le concours immédiat de la Roumanie. Vous connaissez, d'ailleurs, les idées du général Alexéïew à cet égard. Dans les questions militaires, il a toute autorité auprès de l'Empereur. Or, vous vous rappelez que c'est lui qui a voulu couper court aux tergiversations de M. Bratiano en fixant un

terme aux négociations. Comme il avait raison !... Croyez-moi. Nous avons eu grand tort de rouvrir la discussion avec le Gouvernement roumain; nous aurions dû nous en tenir aux propositions si libérales de notre mémorandum du 17 juillet et ne plus admettre aucun marchandage. Ne voyez-vous donc pas que M. Bratiano ne cherche qu'à gagner du temps? L'échéance fixée primitivement par le général Alexéïew était le 7 août; il a fallu la proroger au 14 août. En exigeant aujourd'hui que votre armée de Salonique prenne l'offensive dix jours avant que la Roumanie n'entre en scène, M. Bratiano ne vise manifestement qu'à se faire accorder un nouveau délai. Je vous le répète : nous avons grand tort de nous prêter ainsi à son jeu, qui n'est que trop évident. Je vous promets néanmoins de rapporter fidèlement à Sa Majesté tout ce que vous venez de me dire.

En me parlant ainsi, Sturmer est sincère, pour un motif qui me dispense d'en chercher aucun autre : c'est que le général Alexéïew a pris en main l'affaire roumaine et que l'Empereur l'approuve dans toutes ses idées. Or, Sturmer, qui sait que le général Alexéïew le dénigre et le méprise, n'est pas homme à lui faire opposition : il le ménage, au contraire, et file doux devant lui.

* * *

Mercredi, 9 août.

Voici la réponse de l'Empereur au télégramme que je lui ai fait parvenir, il y a trois jours, de la part du Président de la République :

Parfaitement d'accord avec vous, M. le Président, quant à la nécessité de l'entrée en action immédiate de la Roumanie, j'ai ordonné à mon ministre des Affaires étrangères d'autoriser mon ministre à Bucarest à signer la convention qui sera arrêtée entre M. Bratiano et les représentants des Puissances alliées.

L'arrivée de renforts allemands et turcs ralentit l'avance des armées russes sur le front galicien; elles approchent néanmoins de Tarnopol et de Stanislau.

* * *

Jeudi, 10 août.

A déjeuner : le général Léontiew, qui va commander une des brigades russes en France, Dimitry Benckendorff, le

comte Maurice Zamoÿski, le comte Ladislas Wiélopolski, etc.

Au fumoir, long aparté avec Zamoÿski et Wiélopolski. Ils me confient l'inquiétude, l'angoisse que leur causent les dispositions nouvelles du Gouvernement russe à l'égard de la Pologne : ils savent que l'Empereur persévère dans ses intentions libérales; mais ils ne le croient pas capable de résister aux manigances du parti réactionnaire, à l'influence quotidienne, harcelante, de Raspoutine et de l'Impératrice.

Zamoÿski devant partir bientôt pour Stockholm, je l'invite à revenir déjeuner avec moi dans quelques jours.

***

Vendredi, 11 août.

Les Italiens sont entrés avant-hier à Goritz, où ils ont fait 15 000 prisonniers; ils poursuivent leur attaque vers l'Est.

Sur la rive droite du Séreth, les Austro-Allemands sont encore une fois bousculés. Les Russes s'emparent de Stanislau.

Ah ! si les Roumains étaient entrés en ligne il y a un mois !...

***

Samedi, 12 août.

Quand je récapitule tous les signes de décomposition politique et sociale que j'ai sous les yeux, je regrette que le génie satirique de Gogol n'ait pas d'héritier dans la littérature russe pour nous donner une nouvelle édition, quelque peu amplifiée et assombrie, des *Ames mortes*

Et je comprends l'exclamation que la lecture de cet âpre chef-d'œuvre arrachait à Pouchkine : « Dieu ! Que la Russie est triste ! »

***

Dimanche, 13 août.

J'ai eu, ces derniers temps, l'occasion de m'entretenir avec des industriels et des négociants, français ou russes, habitant la province, Moscou, Simbirsk, Voronèje, Toula, Rostow, Odessa, le Dontez, et je leur ai demandé à tous si, dans les milieux qu'ils fréquentent, on considère toujours comme le but essentiel de la guerre la conquête de Constantinople.

Leurs réponses ont été presque identiques; je les résume ci-après.

Dans les masses rurales, le rêve de Constantinople, qui n'a jamais été précis, est de plus en plus vague, lointain, irréel. De

temps à autre, un pope rappelle que c'est, pour le peuple russe, un devoir sacré, une obligation sainte d'arracher Tsarigrad aux infidèles et de rétablir la croix orthodoxe sur la coupole de Sainte-Sophie. On l'écoute avec une attention soumise et recueillie, mais sans attacher à son langage une signification plus positive, plus immédiate que s'il avait parlé du Jugement dernier et des peines infernales. Il importe aussi de noter que le *moujik*, qui est éminemment pacifique et compatissant, qui est toujours prêt à fraterniser avec son ennemi, témoigne une horreur croissante pour les cruautés de la guerre.

Dans les milieux ouvriers, on ne s'intéresse aucunement à Constantinople. On estime que la Russie est déjà bien assez vaste et que, au lieu de verser le sang du peuple pour des conquêtes absurdes, le Gouvernement du Tsar ferait beaucoup mieux de soulager les misères du prolétariat.

A un étage supérieur, parmi les bourgeois, les marchands, les chefs d'industrie, les ingénieurs, les avocats, les médecins, etc., on reconnaît l'importance du problème que le sort de Constantinople pose devant la Russie; on n'ignore pas que la voie du Bosphore et des Dardanelles est nécessaire à l'exportation des blés russes et l'on ne veut plus qu'un ordre venu de Berlin puisse intercepter cette voie. Mais on écarte, on réprouve même la thèse historique et mystique des slavophiles et l'on arrive à conclure qu'il suffirait d'obtenir, sous la garantie d'un organisme international, la neutralisation des Détroits.

L'idée d'annexer Constantinople à l'Empire ne conserve plus d'adeptes que dans le camp assez restreint des nationalistes et dans le groupe des libéraux doctrinaires.

Mais, la question de Constantinople et des Détroits mise à part, les dispositions du peuple russe par rapport à la guerre sont généralement satisfaisantes. Sauf dans le parti social-démocrate et dans l'extrême-droite du parti réactionnaire, il n'est personne qui ne soit résolu à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire.

⁂

Lundi, 14 août.

Se disposant à partir bientôt pour Stockholm, le comte Maurice Zamoÿski revient déjeuner en tête-à-tête avec moi. Patriote ardent, esprit droit, clairvoyant et pratique. Notre conversa-

tion, qui dure deux heures, porte exclusivement sur la Pologne et son avenir.

Dans tout ce qu'il me dit ou me laisse entendre, je retrouve l'écho des discussions qui, depuis la disgrâce de Sazonow, passionnent les cercles polonais de Pétrograd, Moscou et Kiew.

Il n'est pas douteux que l'autorité croissante du parti réactionnaire dans le Gouvernement impérial ajourne et complique le règlement de la question polonaise. D'une part, et malgré les succès de l'armée russe en Galicie, les Polonais sont convaincus que la Russie ne sortira pas victorieuse de la guerre et que le tsarisme aux abois se prépare dès maintenant à négocier avec les Empires germaniques une réconciliation dont la Pologne fera les frais. Sous l'aiguillon de cette pensée, ils sentent se ranimer toutes leurs haines de jadis ; ils y ajoutent un mépris sarcastique du colosse russe, dont la faiblesse, l'impuissance, les infirmités morales et physiques s'étalent aujourd'hui en pleine lumière. Mais, par cela même qu'ils n'ont plus aucune foi en la Russie, ils se croiraient dégagés de toute obédience comme de tout scrupule envers elle. Concentrant désormais leurs espoirs sur la France et l'Angleterre, ils élargissent démesurément leurs revendications nationales. L'autonomie sous le sceptre des Romanow ne leur suffit plus : il leur faut l'indépendance totale et absolue, la résurrection intégrale de l'État polonais; ils n'auront de cesse qu'ils n'aient fait triompher leur cause au Congrès de la paix. Plus que jamais, ils dénient à l'Empire des Tsars le droit de régenter les peuples slaves, de parler en leur nom, de présider à leur évolution historique; les Russes doivent enfin comprendre que, dans la hiérarchie de la civilisation, ils sont primés de beaucoup par les Polonais et les Tchèques...

***

Mardi, 15 août.

Chez un grand nombre de Russes, — je dirai presque : chez la plupart des Russes, — l'instabilité morale est telle qu'ils ne se plaisent jamais là où ils sont et qu'ils ne peuvent jouir de rien jusqu'au bout. Il leur faut sans cesse du nouveau, de l'imprévu, des émotions plus intenses, des secousses plus fortes, des joies plus pimentées. D'où, la recherche continuelle des excitants et des narcotiques, un insatiable appétit d'aventures et le goût passionné des égarements.

Pour résumer la conversation qui vient de m'inspirer cette note, je n'ai qu'à transcrire le mélancolique aveu que Tourguenef met sur les lèvres d'une de ses héroïnes, la séduisante Anna-Serguéïewna Odintsow : « Pourquoi, même quand nous jouissons d'une audition musicale, d'une belle soirée ou d'une intime causerie avec quelqu'un qui nous est sympathique, pourquoi cette jouissance nous paraît-elle une allusion à un bonheur inconnu et lointain, plutôt qu'un bonheur réel dont nous jouirions positivement ? » Et l'ami, qui l'écoute, lui répond : « On n'est bien que là où l'on n'est pas ! »



Mercredi, 16 août.

Entre le Dniester et la Zlota-Lipa, les Russes poursuivent leur avance. Ils se sont emparés hier de Jablonitza.

Les négociations de Bucarest sont à la veille d'aboutir...



Vendredi, 18 août.

Bratiano et les ministres des Gouvernements alliés ont signé hier, à Bucarest, le traité d'alliance.

L'histoire dira si Bratiano a bien choisi son heure. Pour moi, je persiste à croire que, par excès de prudence ou de finesse, il a laissé déjà passer trois occasions beaucoup plus favorables que la conjoncture actuelle.

La première occasion était au début de septembre 1914, quand les Russes entraient à Lemberg. A cette époque, l'Autriche et la Hongrie, déconcertées, affolées, étaient incapables de défendre la frontière des Carpathes ; les Roumains auraient trouvé toutes les routes libres devant eux.

La seconde occasion était au mois de mai 1915. A cette date, l'Italie venait d'entrer en scène. Politiquement, et militairement, la Russie était dans toute sa force. Venizélos régnait à Athènes. Et la Bulgarie hésitait encore sur le parti à prendre.

La troisième occasion, enfin, était il y a deux mois et demi, au début de la grande offensive russe, avant l'arrivée des renforts allemands et turcs en Galicie et Transylvanie, avant que Hindenburg, « le maréchal de fer, » eût dirigé sur le front oriental tous les efforts de sa virtuosité stratégique.

Mais, dans l'action, il ne faut jamais s'attarder aux hypo-

thèses rétrospectives; elles ne sont légitimes, elles ne sont utiles que dans la stricte mesure où elles éclairent le présent. A ce point de vue, il est manifeste que la politique dilatoire de Bratiano a rendu beaucoup plus difficile, beaucoup plus aventureuse, l'entreprise où s'engage la Roumanie. Je constate en outre que, par sa faute, le concours des armées russes, leur approvisionnement, leur transport, l'adaptation de leur effort au plan d'action balkanique, ne sont pas préparés. Les choses en sont encore au point où elles étaient, il y a six mois, lors de mes conversations avec Philippesco...

***

Dimanche, 20 août.

J'ai causé, ces derniers jours, avec beaucoup de personnes et de tous les camps. Si je résume leurs confidences et, plus encore peut-être, leurs réticences, j'arrive aux conclusions suivantes.

En dehors et à l'insu de l'Empereur, la camarilla de l'Impératrice s'efforce d'imprimer à la diplomatie russe une orientation nouvelle, je veux dire de préparer une réconciliation avec l'Allemagne. La raison prédominante est la crainte que le parti réactionnaire éprouve à voir la Russie entretenir un commerce si intime et si prolongé avec les Puissances démocratiques de l'Occident; j'ai noté, plusieurs fois déjà, cette considération. Il y a ensuite la communauté d'intérêts industriels et commerciaux qui existait avant la guerre entre l'Allemagne et la Russie et qu'on est impatient de rétablir. Il y a enfin le médiocre résultat que l'offensive des armées russes a obtenu récemment sur la Dvina, et qui prouve que la résistance militaire de l'Allemagne est bien loin d'être épuisée. En revanche, les succès remportés en Galicie et en Arménie ont accrédité l'idée que les profits de la guerre doivent être recherchés du côté de l'Autriche et de la Turquie plutôt que de l'Allemagne...

***

Mardi, 22 août.

L'ancien ministre de l'Agriculture, Krivocheïne, qui est certainement l'esprit le plus ouvert et le plus distingué parmi les impérialistes libéraux, me parlait naguère de la résistance obstinée, invincible, à laquelle on se heurte chez l'Empereur, lorsqu'on lui conseille de faire évoluer le tsarisme vers la monarchie parlementaire; il terminait par ce propos découragé :

— L'Empereur restera toujours l'élève de Pobédonostzew!

C'est en effet au célèbre Procureur suprême du Saint-Synode, ami et collaborateur intime d'Alexandre III, que Nicolas II doit toute son éducation morale et politique. Juriste éminent, théologien érudit, champion fanatique de l'autocratisme orthodoxe, Pobédonostzew apportait à la défense de ses doctrines réactionnaires une foi ardente, un patriotisme exalté, une conscience haute et inflexible, une vaste culture, une rare puissance de dialectique, enfin, — ce qui semblerait contradictoire, — une simplicité parfaite, un grand charme de manières et de conversation. Absolutisme, nationalisme, orthodoxie, tout son programme se résumait dans ces trois points et il en poursuivait l'application avec une rigueur outrancière, avec un mépris souverain des réalités qui lui faisaient obstacle. Conséquemment, il maudissait « l'esprit nouveau, » les principes démocratiques, l'athéisme occidental. Son action opiniâtre et quotidienne laissa, dans le cerveau malléable de Nicolas II, une empreinte indélébile.

En 1896, à l'époque même où il achevait l'instruction politique de son jeune souverain, Pobédonostzew publia un volume de *Pensées*. Je viens de le lire ; j'en extrais ces réflexions qui sont suggestives :

« Un des principes politiques les plus faux est le principe de la souveraineté populaire, l'idée, malheureusement répandue depuis la Révolution française, que tout pouvoir vient du peuple et a sa source dans la volonté nationale... Le plus grand des maux du régime constitutionnel est la formation des ministères selon la méthode parlementaire, fondée sur l'importance numérique des partis... On ne peut séparer le corps de l'esprit. Le corps et l'esprit vivent d'une vie unique et inséparable... L'État athée n'est qu'une utopie, car l'athéisme est la négation même de l'État. La religion est la force spirituelle qui crée le droit. C'est pourquoi les pires ennemis de l'ordre public ne manquent jamais de proclamer que la religion est une affaire personnelle et privée... La facilité avec laquelle on se laisse séduire par les lieux communs de la souveraineté populaire et de la liberté individuelle aboutit à la démoralisation générale et à l'affaiblissement du sens politique. La France nous offre aujourd'hui un exemple frappant de cette démoralisation et de cet affaiblissement ; la contagion gagne déjà l'Angleterre... »

***

Dimanche, 27 août.

L'armée russe développe brillamment ses opérations dans la Haute-Arménie. Elle vient d'occuper Mouch, à l'Ouest du lac de Van. Les Turcs battent en retraite de Bitlis sur Mossoul.

***

Lundi, 28 août.

Hier, l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne, consommant ainsi sa rupture avec le germanisme, et la Roumanie a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie.

***

Mardi, 29 août.

L'ancien président du Conseil, Kokovtsow, étant de passage à Pétrograd, je vais le voir cet après-midi.

Je le trouve plus pessimiste que jamais. Le renvoi de Sazonow et du général Biélaiew l'inquiète au plus haut point :

— L'Impératrice, me dit-il, est désormais toute-puissante. Sturmer, qui est un incapable et un vaniteux, mais qui a de l'astuce, et même de la finesse, quand ses intérêts personnels sont en jeu, a fort bien su la prendre. Il va régulièrement au rapport chez Elle ; il l'informe de tout ; il la consulte sur tout ; il la traite en Régente ; il l'entretient dans l'idée que l'Empereur, ayant reçu ses pouvoirs de Dieu, n'a de compte à rendre qu'à Dieu seul et que, par suite, quiconque se permet de contredire la volonté impériale est sacrilège. Vous jugez si un pareil langage a de la prise sur le cerveau d'une mystique !... C'est ainsi que Khvostow, Krivochéïne, le général Polivanow, Samarine, Sazonow, le général Biélaïew et moi, nous sommes considérés aujourd'hui comme des révolutionnaires, des traîtres, des impies !

— Et vous ne voyez aucun remède à cette situation ?

— Aucun !... C'est une situation tragique.

— Tragique ?... Le mot n'est-il pas excessif ?

— Non. Croyez-moi ! C'est une situation tragique. Égoïstement, je me félicite de n'être plus ministre, de n'avoir aucune responsabilité dans la catastrophe qui se prépare. Mais, comme citoyen, je pleure sur mon pays.

Des larmes lui montent aux yeux. Pour se ressaisir, il par-

court deux ou trois fois la longueur de son cabinet. Puis, il me parle de l'Empereur, sans amertume, sans récrimination, mais avec une profonde tristesse :

— L'Empereur est judicieux, modéré, travailleur. Ses idées sont le plus souvent sages. Il a un sentiment élevé de son rôle et la pleine conscience de ses devoirs. Mais son instruction est insuffisante et la grandeur des problèmes, qu'il a mission de résoudre, dépasse trop souvent la portée de son intelligence. Il ne connaît ni les hommes, ni les affaires, ni la vie. Sa méfiance de soi-même et des autres le met en garde contre toutes les supériorités. Aussi n'admet-il autour de lui que des nullités. Enfin, il est très pieux, d'une piété étroite et superstitieuse, qui le rend très jaloux de son autorité souveraine, puisqu'elle lui vient de Dieu.

Nous reparlons de l'Impératrice :

— Je proteste, dit-il, de toutes mes forces contre les infâmes rumeurs qu'on fait courir sur elle, à propos de Raspoutine. C'est une femme très noble et très pure. Mais c'est une malade, une névrosée, une hallucinée, qui finira dans les délires du mysticisme et de la mélancolie... Je n'oublierai jamais les étranges propos qu'elle m'a tenus, en septembre 1911, lorsque j'ai remplacé le malheureux Stolypine (1) à la présidence du Conseil. Comme je lui exposais la difficulté de ma tâche et que je citais l'exemple de mon prédécesseur, elle m'a arrêté net : « Wladimir-Nicolaïéwitch, ne parlez plus de cet homme. Il est mort, parce que la Providence avait décidé qu'il disparaîtrait ce jour-là. C'est donc fini de lui ; n'en parlez plus jamais. » Elle s'est d'ailleurs refusée à aller prier sur son cercueil et l'Empereur n'a pas daigné assister aux obsèques, parce que Stolypine, tout dévoué qu'il fût aux souverains, dévoué jusqu'à la mort, avait osé leur dire que l'édifice social avait besoin d'être un peu réformé !...

***

Mercredi, 30 août.

Depuis le Stokhod jusqu'aux Carpathes, c'est-à-dire sur un front de 320 kilomètres, les armées russes poursuivent leur progression.

Mais elles n'avancent plus que très lentement, ce qui

(1) Assassiné à Kiew, le 14 septembre 1911. Il était le beau-frère de M. Sazonow.

s'explique par la fatigue des hommes et des chevaux, par la difficulté croissante des communications à l'arrière, par l'usure de l'artillerie, enfin par la nécessité de ménager les munitions.

Ainsi, la Roumanie entre dans la guerre au moment où l'offensive russe est à bout de souffle.

***

Samedi, 2 septembre.

Le forban policier, Manouïlow, dont Sturmer a fait le chef de son secrétariat, vient d'être arrêté ; il serait inculpé de chantage à l'égard d'une banque, ce qui est prouvé d'avance ; car l'escroquerie est son gagne-pain normal, le plus habituel comme le plus véniel de ses péchés.

L'incident ne vaudrait pas d'être noté, si l'arrestation n'avait été décidée par le ministre de la Justice, Khvostow, et opérée à l'insu de Sturmer. Il y a donc quelque dessous, plus ou moins scandaleux, qui apparaîtra bientôt.

***

Dimanche, 3 septembre.

En Galicie, les Russes progressent vers Kalicz.

Au Nord des Alpes Transylvaniennes, les Roumains s'emparent de Brasso. Dans la région supérieure du Séreth moldave, ils opèrent en liaison avec les Russes et franchissent les Carpathes.

Du côté de Salonique, l'armée du général Sarrail attaque avec prudence.

Sur la Somme, reprise énergique de l'offensive anglo-française.

***

Lundi, 4 septembre.

A l'heure du thé, chez Mme S..., nous parlons de l'ennui, qui est le mal chronique de la société russe.

Debout, haute et souple, les mains croisées derrière le dos, comme elle se tient d'habitude, la jolie princesse D... nous écoute en silence. Un regard sceptique et rêveur brille au fond de ses yeux fauves. Soudain, elle laisse tomber négligemment ces mots :

— C'est curieux. Vous autres hommes, quand l'ennui vous prend, il vous abat, il vous fauche les jambes ; vous n'êtes plus bons à rien ; on s'éreinte à vous remonter. Nous autres

femmes, au contraire, l'ennui nous réveille, nous fouette, nous donne envie de faire toutes les sottises imaginables, toutes les folies possibles. Et c'est encore plus difficile de nous retenir que de vous remonter.

L'observation est juste. Généralement, les hommes s'ennuient, par fatigue, par satiété, pour avoir abusé des plaisirs, de l'alcool, du jeu, tandis que, chez les femmes, l'ennui est le plus souvent provoqué par la monotonie de leur existence, par leur insatiable besoin d'émotions, par les appels secrets de leur cœur et de leurs sens. D'où la dépression des uns et l'excitation des autres.

***

Jeudi, 7 septembre.

La faute, que Bratiano a commise en désavouant la convention Rudéanu et que ses alliés ont partagée en acceptant ce désaveu, commence à porter ses conséquences.

Tandis que les troupes roumaines s'avancent au delà des Carpathes, occupant Brasso, Hermannstadt et Orsova, les Austro-Bulgares pénètrent dans la Dobroudja et s'approchent de Silistrie. Un corps roumain, aventuré sur la rive droite du Danube, aux environs de Tourtoukaï, a même subi un grave échec ; il se serait laissé enlever une douzaine de mille hommes et deux cents canons.

Sous le coup de la nouvelle, on s'est affolé à Bucarest ; l'émotion a été d'autant plus forte que, depuis trois jours, la ville est constamment bombardée par les avions ennemis.

***

Vendredi, 8 septembre.

Le général Joffre, justement inquiet du péril qui menace la Roumanie, réclame l'envoi immédiat de 200 000 Russes dans la Dobroudja.

Je soutiens énergiquement sa demande auprès de Sturmer, en lui démontrant que toute la politique de l'Alliance et l'issue même de la guerre sont en jeu. Il me répond :

— Lors de mon récent voyage à Mohilew, j'ai examiné avec le général Alexéïew s'il n'y aurait pas moyen d'intensifier notre action contre la Bulgarie. Le général ne méconnaît certes pas l'énorme avantage que nous aurions à rétablir promptement nos communications avec Salonique. Mais il m'a affirmé que

les ressources lui manquent. Le problème en effet n'est pas simplement d'expédier 200 000 hommes dans la Dobroudja; c'est de constituer ces 200 000 hommes en corps d'armée, avec les officiers, les chevaux, l'artillerie et tous les services accessoires. Cela représenterait cinq corps d'armée; nous ne les avons pas en réserve ; il faudrait donc les prélever sur le front. Et vous savez qu'il n'y a pas un point de notre ligne où l'on ne se batte actuellement. Le général Alexéïew poursuit ses opérations avec d'autant plus de vigueur que la mauvaise saison approche. Je doute donc qu'il accepte de proposer à Sa Majesté l'envoi d'une armée au Sud du Danube. Réfléchissez d'ailleurs au temps qu'il faudrait pour organiser et transporter cette armée. Six semaines, au moins!... Ne serait-ce pas une lourde faute de neutraliser ainsi 200 000 hommes pendant un si long temps?...

— Et l'Empereur?... Lui en avez-vous parlé?

— L'Empereur approuve tout à fait le général Alexéïew.

— La question est assez grave pour mériter un nouvel examen. Je vous prie donc d'insister auprès de Sa Majesté en Lui faisant connaître mes arguments.

— Je rendrai compte aujourd'hui même de notre conversation à Sa Majesté.



Samedi, 9 septembre.

Un financier russe, d'origine danoise, qui est en rapports suivis avec la Suède et qui, par cette voie, est toujours bien renseigné sur l'opinion allemande, me dit :

— Depuis quelques semaines, l'Allemagne traverse une crise générale de lassitude et d'appréhension. Personne ne croit plus à la victoire foudroyante qui donnera la paix triomphale. Seuls, les outranciers du pangermanisme affectent d'y croire encore. La résistance insurmontable des Français à Verdun et l'avance des Russes en Galicie ont causé une déception profonde, qui ne s'atténue pas. On commence aussi à répéter que la guerre sous-marine est une erreur et une sottise, qu'elle n'empêche nullement la France et l'Angleterre de se ravitailler, qu'elle expose les Puissances germaniques à voir les États-Unis se déclarer bientôt contre elles, etc... Enfin le malaise économique augmente et les émeutes, causées par les restric-

tions alimentaires, se multiplient, surtout dans l'Allemagne du Nord... Pour enrayer cette crise de pessimisme, le Kaiser vient de nommer le maréchal Hindenburg chef d'état-major général, en remplacement du général Falkenhayn. Cette nomination a déjà relevé un peu les courages. Désormais, tous les espoirs du peuple allemand se concentrent sur le sauveur de la Prusse orientale, le vainqueur de Tannenberg. La presse officieuse exalte, en termes dithyrambiques, la noblesse de son caractère, la grandeur de ses conceptions, la géniale virtuosité de ses manœuvres; elle ne craint pas de l'égaler à Moltke, de le comparer au Grand Frédéric. On présume qu'il voudra justifier sans retard cette confiance enthousiaste. Comme aucune victoire n'est possible actuellement ni sur le front russe ni sur le front occidental, on suppose qu'il cherchera son coup d'éclat en Roumanie.

***

Mardi, 12 septembre.

La princesse Paley m'a invité à dîner ce soir avec la grande-duchesse Marie-Pavlowna.

La réunion est tout intime : je suis d'autant plus à l'aise pour causer avec la Grande-Duchesse, que je n'ai pas revue depuis la disgrâce de Sazonow.

Nous reprenons notre conversation au point où nous l'avions laissée et nous mesurons le chemin parcouru. Nos renseignements concordent : l'Impératrice s'immisce de plus en plus dans la politique générale; l'Empereur lui résiste de moins en moins.

— Ainsi, me dit la Grande-Duchesse, l'Empereur déteste Sturmer; il le sait incapable et malhonnête; il devine son jeu auprès de l'Impératrice et il en est impatient, car il n'est pas moins jaloux de son autorité vis-à-vis de l'Impératrice que vis-à-vis de tout autre. Mais il n'a pas eu le courage de soutenir Sazonow et il s'est laissé imposer Sturmer.

— Il n'a donc personne auprès de lui pour l'éclairer?

— Personne... Vous connaissez son entourage!... C'est encore le vieux Fréederickz qui lui parle avec le plus de franchise. Mais il n'a aucune autorité... Puis, ne croyez pas que l'Empereur ait tant besoin d'être éclairé. Il sait très bien ce qu'il fait; il a pleinement conscience de ses erreurs et de ses fautes. Son jugement est presque toujours droit. Aussi je suis

sûre que, à l'heure actuelle, il se reproche amèrement le renvoi de Sazonow.

— Alors, pourquoi les commet-il, ces erreurs et ces fautes? Car, en fin de compte, les conséquences retombent directement sur lui.

— Parce qu'il est faible! Parce qu'il n'a pas l'énergie de résister aux exigences et aux scènes de l'Impératrice!... Et puis, pour une autre raison encore et bien plus grave, celle-là : c'est qu'il est fataliste. Quand les choses vont mal, au lieu de réagir, il se répète que Dieu l'a voulu ainsi et il s'abandonne à Dieu!... Je l'ai déjà vu dans cet état d'esprit, après les désastres de Mandchourie et pendant les troubles de 1905.

— Mais, actuellement, est-il dans cet état d'esprit?

— Je crains qu'il n'en soit pas loin; je sais qu'il est triste, qu'il s'inquiète de voir la guerre se prolonger sans résultat.

— Le croyez-vous capable de renoncer à la lutte et de faire la paix?

— Non, jamais; du moins tant qu'il y aura un soldat ennemi sur le territoire russe. Il en a fait le serment devant Dieu et il sait que, s'il y manquait, il compromettrait son salut éternel. Enfin, il a un haut sentiment de l'honneur et il ne trahira pas ses alliés. Là-dessus, il sera toujours inébranlable. Je crois vous l'avoir déjà dit : plutôt que de signer une paix honteuse, une paix de trahison, il irait jusqu'à la mort...

* * *

Mercredi, 13 septembre.

Le général Janin me rend compte d'un entretien qu'il a eu avant-hier avec l'Empereur, à Mohilew, et qui malheureusement me confirme ce que Sturmer me disait il y a cinq jours.

L'Empereur lui a déclaré qu'il n'est pas en état d'expédier 200 000 hommes dans la Dobroudja; il a allégué que les armées de Galicie et d'Asie ont subi de très lourdes pertes ces dernières semaines, et qu'il est obligé de leur envoyer tous les renforts disponibles. En terminant, il a demandé au général Janin de télégraphier au général Joffre qu'il le *prie* instamment de prescrire au général Sarrail une action plus énergique. L'Empereur a répété : « C'est une prière que j'adresse au général Joffre. »

*
* *

Jeudi, 14 septembre.

Depuis quelque temps, le bruit courait que Raspoutine et Sturmer ne s'accordaient plus : on ne les rencontrait plus ensemble; ils n'allaient plus l'un chez l'autre.

Pourtant, ils se voient et confèrent quotidiennement. Leurs conciliabules ont lieu le soir, à l'endroit le plus secret de Pétrograd, à la Forteresse des Saints-Pierre-et-Paul.

La Bastille des Romanow a comme gouverneur le général Nikitine, dont la fille est parmi les plus ferventes dévotes du *staretz*. C'est par elle que s'échangent les messages entre Sturmer et Grichka; c'est elle qui va chercher Raspoutine en ville et qui l'amène dans sa voiture à la Forteresse; c'est dans la maison du gouverneur, c'est dans la chambre même de Mlle Nikitine que se rejoignent les deux complices.

Pourquoi s'enveloppent-ils d'un pareil mystère? Pourquoi ont-ils choisi ce lieu caché? Pourquoi ne se réunissent-ils qu'à la tombée de la nuit? Peut-être, sentant la haine universelle peser sur eux, veulent-ils cacher au public l'intimité de leurs relations. Peut-être craignent-ils que la bombe d'un anarchiste ne vienne troubler leurs entrevues.

Mais, de tous les spectacles tragiques dont la terrible prison d'État conserve le souvenir, en est-il un plus sinistre que les rencontres nocturnes de ces deux scélérats qui perdent la Russie?

MAURICE PALÉOLOGUE

(A suivre.)

NOCTURNE

DEUXIÈME OFFRANDE (1)

Des visages, des visages, des visages, toutes les passions de tous les visages courent à travers mon œil blessé, innombrables, comme le sable chaud à travers le poing. Aucun ne s'arrête. Mais je les reconnais.

N'est-ce pas la foule romaine de mai, le soir du Capitole? Énorme, ondoyante, hurlante.

Je sens ma pâleur brûler comme une flamme blanche. Il n'y a plus rien de moi en moi. Je suis comme le démon du tumulte, je suis comme le génie du peuple libre.

Ma constance de trente années, mon amour et ma charité pour « l'Italia Bella, » le courage de ma solitude, mon chant dans le désert, mon mépris de la méconnaissance et de l'injure, la patience de mon attente, l'inquiétude de mon exil se transforment en une seule masse de force ardente. Tout le passé conflue vers tout l'avenir. Je vis enfin mon *Credo*, en sang et en esprit. Je ne suis plus ivre de moi seul, mais de toute ma race.

Des visages, des visages, des visages formés dans la braise charnelle, imprimés dans du feu sanglant.

Le tumulte a le souffle d'une fournaise, le halètement d'un cratère vorace, la crépitation d'un incendie sauvage.

Ils entraînent et ils sont entraînés. Je monte pour couronner et je monte pour me couronner.

Un printemps épique me soulève et me ravit comme si

Copyright by G. d'Annunzio, 1922.

(1) Voir la *Revue* du 1er février.

toute cette antique pierre triomphale était émue par une sève de pourpre.

Les rixes des hirondelles rasent le cheval vert de Marc Aurèle qui, à chaque cri, semble prêt à désarçonner l'Empereur et à se cabrer vers le destin nouveau.

Le délire confus de la multitude devient une voix claire en moi.

Je parle. Chacun de mes mots retentit sous mon crâne comme répercuté par le métal concave. Chaque souffle force le cercle de ma poitrine. J'en souffre et je suis fier que ma joie soit mêlée de souffrance.

C'est comme la douleur d'une création, c'est comme l'angoisse d'une naissance. La foule hurle, en travail. La foule hurle et se tord pour enfanter son destin.

Au delà de la rampe recouverte de plomb, je vois mille et mille et mille visages, un visage seul : un visage de passion et d'attente, de volonté et de dévouement qui me brûle en pleine poitrine comme une plaie généreuse.

Semblable à une chanson de geste improvisée, ma parole se partage en larges laisses que la clameur complète et transporte.

Dominé par un cri plus haut que tous les autres, je m'arrête, je perds la voix. Il semble que le cri impérieux demande plus que la parole.

Une main inconnue pose devant moi, sur la rampe de plomb, une grande épée recourbée comme un cimeterre.

Je la prends et je la dégaine. Ce cri demandait ce geste. Il semble qu'un éclat de foudre passe sur tout le tumulte.

C'est l'épée de Nino Bixio, l'arme du héros tranchant, avec les noms des victoires inscrits sur la lame fourbie.

J'applique mes lèvres contre l'épée dégainée. Je ne sens point qu'elle est froide, parce que mes lèvres n'ont plus de sang. Tout mon sang brûle dans mon cœur.

Le nouveau silence du peuple est comme un tourbillon qui m'attire et qui me roule, comme un gouffre qui aspire et détruit ma vie.

Je jette ma vie, j'abandonne mon âme au délire. Les derniers mots sont comme ces coups que le fondeur donne avec le mandrin à l'ouverture, hardiment, pour faire couler dans la forme le métal liquéfié.

La foule est comme une coulée incandescente. Toutes les

bouches de la forme sont ouvertes. Une statue gigantesque se fond.

Je me retourne. Je descends. Je vacille dans un léger vertige. La soif me dévore. Je demande en grâce une gorgée d'eau. Les femmes du peuple, pressées, m'entourent de pitié, tandis que j'attends. Une main rude me tend le verre d'eau lustrale. Je me désaltère et je me purifie. Je bois et je fais la libation qui précède le sacrifice.

Je descends. Je ne sais qui me porte. Tout est ardeur et clameur, création et ivresse, menace et victoire, sous un ciel étouffant de bataille où sifflent les flèches des hirondelles.

Nous souffrons d'être sans armes. Nous souffrons de ne pas combattre, de n'être pas changés en une ruée de légions rapides qui franchissent la frontière injuste.

Des jeunes gens échevelés, au visage fou, ruisselants de sueur comme après la lutte, se jettent contre les roues de ma voiture comme pour se briser. Des ouvriers noircis par les scories du travail, courbés par l'attention, déformés par l'effort, des ouvriers de tous métiers qui me semblent avoir tous manié le marteau, battu sur l'enclume le fer rouge, me tendent leurs mains fortes comme pour m'empoigner et pour me broyer dans leur amour soudain.

Des femmes du peuple, puissamment sculptées comme la mère des deux tribuns, du même geste me lancent une fleur et offrent un fils à la guerre.

Le bord d'un drapeau me bande les yeux. C'est le drapeau rouge de Trieste. Je l'ai sans cesse sur la tête. Par instants, il ondoie, s'abaisse et me couvre. Avec mon angoisse je gonfle ses plis.

Je perçois, dans l'ombre rouge de ses plis, le premier tintement de la cloche Capitoline. Mon cœur se fend. Je me lève. La voiture s'arrête. La foule se tait. Ce n'est plus qu'une chaîne de vertèbres parcourue par un même frisson.

La cloche sonne à toute volée. Le grondement du bronze pénètre dans toutes les moelles. Un hurlement immense le domine. La guerre! la guerre!

Sonne-t-elle du fond des siècles morts? Sonne-t-elle du fond des siècles à venir? Nous sommes emportés par la vingtième onde des siècles, — dix et dix, — par le second flot latin, le plus grand.

Elle annonce la guerre, la cloche du peuple. Ce n'est plus un éclat de bronze. C'est un éclat de feu rouge au sommet du ciel romain. La Patrie tout entière l'entend et se dresse.

La guerre! La guerre! La splendeur du couchant est vaincue par ces myriades d'yeux qui flamboient, par cette agitation de drapeaux et de menaces, par cette sublimation du peuple libre, possédé de nouveau par son vrai dieu.

Des visages, des visages, des visages, toutes les passions de tous les visages courent à travers mon œil blessé, innombrables, comme le sable chaud à travers le poing fermé.

* * *

Avoir une trêve, comme cette nuit-là, après le tumulte!

J'étais à demi brûlé comme à présent. J'étais comme un de ces forgerons qui tout le jour travaillent à la forge, en colloque avec le feu traitable, et qui en sortent roussis et bronzés pour la taverne.

En me cherchant moi-même, je ne retrouvais que ma mélancolie. En cherchant mon silence, je ne retrouvais que ma musique.

Durant cette nuit de victoire, je m'acheminai, seul, vers l'Aventin, vers la colline de la Liberté, seul comme un amant solitaire. J'étais possédé par un amour sensuel de Rome, par un amour voluptueux de ma Rome, pareil à celui qui consuma les forces de ma jeunesse. J'avais respiré l'odeur de la multitude et j'étais avide de respirer la respiration secrète de ma Rome, après tant d'années d'éloignement, après tant de saisons de désirs et de regrets.

En gravissant la rue de Sainte-Sabine, je m'arrêtais de temps en temps, sous le faix de ma vie accru au delà de mes forces. Les cinq années perdues en terre lointaine pesaient sur mon âme, m'endolorissaient le cœur; mais mon regret paraissait augmenter, sans limite, ma puissance de possession.

La rue déserte m'appartenait. J'étais seigneur de la colline. Je ne levais point les yeux au ciel pour ne point détruire mon amour d'ici-bas. Je ne voulais connaître de la nuit que ce lambeau qui était la robe sombre de Rome, sa robe sans étoiles.

Mais comme je parvenais sur la place étroite qui s'étend devant le prieuré de Malte, soudain une étoile silencieuse

vacilla devant moi, scintilla à la hauteur de mes paupières.

Mon cœur bondissait, émerveillé.

Mon cœur battait comme dans l'enfance, quand le regard vierge découvre pour la première fois une grâce mystérieuse de la terre.

C'était la première luciole.

***

Cette nuit le démon prend mon œil enflammé dans la paume de sa main et souffle dessus avec toute la force de ses joues gonflées.

Toutes les images s'embrasent.

Voici que la bataille lointaine de la Meuse entre dans mon incendie. Les bataillons ivres d'éther s'avancent comme ces lignes de pins ardentes appelées « contre-feux » dans ma Lande d'exil, troupeaux de flammes animales, et que je vis pousser en avant par les résiniers, à coups de grands rameaux verts.

Ils s'approchent au pas de course. Ils grandissent. Je les vois à travers les pieux et les ronces des réseaux. Je distingue une à une les faces des Bavarois convulsées par la fureur et par la terreur. Ils prennent feu comme des poignées d'étoupe.

Les charniers deviennent des bûchers. Ils ne se consument pas; ils ne tombent pas en cendres. Ils brûlent, lentement, sans flamber, comme la tourbe.

Je reste toute la nuit étendu contre les fils barbelés qui barrent la colline. Je compte les cadavres.

Ils s'empêtrent dans les broussailles de fer; ils s'écrasent dans l'enchevêtrement des fils rompus; ils demeurent suspendus entre deux piquets, comme les larrons mal cloués aux croix; ils se tordent comme les bêtes prises au lacs.

Ils n'ont pas de paupières, ils n'ont pas de lèvres. Je vois leurs yeux fixes et nus; je vois leurs dents fixes et nues.

Je vois le sang couler sur le bois et sur le fer, se grumeler, noircir, visqueux comme la glu qui empâte les gluaux.

Il n'y a plus de rosée, il n'y a plus d'aube sur le monde.

***

Il pleut à verse, en cette soirée des Cendres. C'est une giboulée de mars. J'en écoute le grondement.

J'ai à présent, il me semble, une oreille plus sensible que celle qui fut la musicienne de « la pluie sur la pinède. »

Dans la grande harpe du météore, je distingue toutes les cordes et je pourrais presque les essayer.

Si je pouvais percer deux trous dans le mur du jardin, et passer dehors mes mains desséchées !

L'ondée n'est-elle pas trop violente pour le duvet des petites feuilles nouvelles ?

Nerissa m'envoie sa jeune servante et me fait porter sous la pluie une gerbe de fleurs qu'elle a trouvées à Padoue, cet après-midi.

L'humidité entre dans ma chambre, la fraicheur se répand sur mes draps.

Parlant de la servante, l'infirmière dit avec vivacité : « Elle est venue sans parapluie. Elle ruisselle comme une gouttière. Les fleurs sont toutes trempées. Il faut attendre qu'elles sèchent. »

Ma soif incessante flaire l'odeur humide qui tout à coup imprègne mon obscurité. Mon cœur bat. Je prie ma fille de s'approcher; je la prie de me laisser toucher la gerbe. Je supplie. Je menace d'arracher mon bandeau, de me jeter à bas du lit. On me cède.

Les fleurs sont posées sur la couverture. Je les ai sous mes doigts, voyants comme des yeux. Je les palpe, je les sépare, je les reconnais.

Il y a la jacinthe. Elle est liée avec du fil en petits bouquets. Les tiges sont inégales. Elles forment, ensemble, une grappe touffue. Le parfum, quand on le flaire, augmente, comme la douleur dans une égratignure.

Il y a la *zàgara*. C'est le nom que donne à la fleur de l'oranger la Sicile sarrasinoise. Le mousse d'une goëlette me l'apprit, lorsque j'étais adolescent. Il me plaît tant que, si je prononce le nom, je sens le parfum.

Il y a la *zàgara* de serre : un groupe de feuilles qui, au toucher, bruit, avec, au milieu, les durs boutons. Un à un, je les sens. Il y en a de fermés, il y en a de fendus, il y en a d'entr'ouverts. Il y en a de délicats et de sensibles comme le tétin qui craint la caresse. L'odeur est blanche, acerbe, puérile. Mais il faut la chercher avec les narines au milieu des feuilles

froides et ruisselantes qui me mouillent le menton et m'entrent dans la bouche.

Il y a l'amourette. Elle est la plus trempée de pluie ; elle est toute imprégnée par l'eau des nues. Elle odore davantage à la pointe, comme la dernière phalange des doigts qui manipulent les fards. Il y a, au fond de son odeur, quelque chose de la figue laiteuse, de la petite figue verte. Il y a même, si j'insiste, quelque chose de la reine-claude mûre. Odeur d'herbe plus que de fleur, de fruit plus que de fleur.

Je préfère la *zàgara,* le nom et la chose. Elle est plus fine, plus rare : elle n'est pas nuptiale, elle est virginale. Je la cherche encore, au milieu du feuillage. Elle blanchit le feu de mon œil. Elle est dure et blanche comme la sclérotique.

Je me rappelle les grands bois d'orangers à Villacidro, dans l'île des Sardes. J'étais un souple animal. J'avais deux minces chevilles. Je me déchaussais pour marcher avec mes jeunes pieds sur la fleur neigeuse qui jonchait le sol.

La pluie ne cesse pas. Je l'entends ruisseler sur le jardin, sur la petite place, dans la ruelle. La donatrice n'aura pas la hardiesse de traverser comme sa servante, le déluge que submerge Venise ténébreuse. Mais on eût dit que les fleurs l'annonçaient.

L'ennui de l'immobilité m'accable. Une sourde colère me raidit, de la nuque aux talons. Je vais me lever, me débarrasser de mes bandes et me promener le long des gouttières.

Mon plaisir mélancolique est déjà épuisé. La nuque me bat. Des tiges de la jacinthe coule une humeur odieuse qui m'englue les doigts.

Mais d'où vient cette odeur de violettes ? Il y a donc des violettes dans la pièce ? Qui me les a cachées ?

J'allonge les mains avec précaution pour chercher autour de moi. Je trouve un bouquet qui avait glissé de la couverture vers le rebord. Le cœur me bat. Pour un rien, mon cœur bondit !

C'est un bouquet de violettes. Mouillé, il n'avait plus de parfum. La chaleur du lit le ranime. C'est une surprise exquise. J'en jouis comme si je les avais cueillies moi-même au bord d'une étrange prairie.

Ce ne sont pas les violettes de Padoue ; ce sont pour moi les violettes simples de Pise la dorée.

Je me rappelle une averse de mars à Pise. Nous étions sur la place du Dôme. Tout en secouant les gouttes, nous nous réfugiâmes sous l'architrave du grand portail. Là, nous nous attardâmes, attendant qu'il cessât de pleuvoir. *Imbres effugio,* disait sur la porte l'emblème parlant.

La pluie arrosait l'herbe courte avec une crépitation égale qui nous paraissait profonde comme le murmure de la coquille approchée de l'oreille. Pressés contre le bronze des battants, nous commençâmes à le posséder, à nous mêler à lui.

L'humidité semblait accroître le prix de la matière. Comme des enfants curieux, nous mettions les doigts dans le feuillage de métal, nous caressions les petites têtes enguirlandées qui se montraient entre les olives et les feuilles. Au-dessus de nous parlaient les symboles : *Fons signatus, Hortus conclusus.*

Étonnés, nous allions, parmi le feuillage, à la découverte des lézards, des escargots, des grenouilles, des oiseaux, des fruits sans nombre. Nous avions dans les doigts le plaisir de l'artiste qui avait modelé les formes, sa science et son caprice. Plus nous examinions le bronze, plus sa patine devenait riche, puissante, profonde. Il s'enrichissait de nos yeux affectueux et nous rendait amour pour amour. Au-dessus de nous parlaient les symboles : *Onustior humilior, Tantummodo fulcimentum.*

L'averse allait en diminuant. Il nous semblait qu'elle parvînt jusqu'à nous et qu'en nous elle s'éteignît comme l'harmonie que rend l'écho intérieur du Baptistère. Le pré désert avait je ne sais quelle douceur abandonnée, à l'écart, le long des murs de la vieille cité. Le Cimetière de l'archevêque Ubalde était fermé et recueilli autour de ses cinquante-trois navées de terre du Calvaire.

Alors nous descendîmes du seuil lisse. Nous délaissâmes le bronze et le marbre, pour l'herbe. Le soir tombait. Nous étions seuls. Et la vie nous conduisait par la main, avec indulgence.

On disait que des canaux et des fossés, au delà du Cimetière, se levait, à l'approche du soir, une fièvre silencieuse et qui venait errer sur la pieuse prairie. Mais nous ne sentîmes que le frisson du printemps humide.

Nous cheminions entre le mur du Cimetière et le mur latéral du Dôme, où il y avait un espace mystique pour notre musique.

Évoquées par notre fantaisie, les fresques intérieures nous apparaissaient à travers la pierre.

Et notre musique avait le visage de cette femme vêtue qui se penche, la joue sur son psaltérion.

J'étais vigilant et attentif à mon désir.

J'étais ce que je suis quand ma nature et ma culture, ma sensualité et mon intelligence cessent de lutter et se concilient complètement.

J'étais un mystère musical avec, dans la bouche, la saveur du monde.

Quand je m'arrêtais, ma compagne, qui pour moi avait nom Ghisola, me demandait : « Que cherches-tu ? »

Le soir tombait. L'ombre du marbre était bleue. C'est ce marbre qui, au crépuscule, fait le bleu pareil au lapis lazzuli. Il bleuissait l'herbe comme d'une touche d'outremer.

Le silence s'ouvrait devant nous, se partageait à droite et à gauche, coulait le long de nos flancs, comme le fleuve qui polit le nageur. Notre sentiment était simple et ineffable. Nous étions pauvres et légers, nous étions riches et légers. Nous étions comme deux mendiants sans besace et comme deux souverains sans diadème.

« Que cherches-tu ? » me demandait Ghisolabella, par moments, comme dans une cadence.

Étais-je un chercheur magique de trésors ou de sources ? J'avais en moi toutes mes sources et tous mes trésors.

Je cherchais mon désir. Et voilà que j'avais trouvé !

Je m'arrêtai, fermant à demi les yeux pour retenir sous mes paupières ma félicité. Je n'étais plus qu'un seul sens. Tout mon cerveau palpitait avec mes narines sagaces.

Je me penchai dans l'ombre humide ; je fouillai adroitement, de mes doigts, l'herbe humide. Ma face penchée, elle aussi, se sentait teinte d'outre-mer ; mes mains elles aussi se faisaient azurées.

« Mais que cherches-tu ? Que cherches-tu ? »

J'avais découvert une touffe de violettes.

***

Tout à coup le visage de l'amour s'obscurcit, s'efface. Un cercle de solitude est entre mon lit de misère et le reste du monde.

Les voix familières semblent devenues arides et étrangères.

De toute mon âme, il ne me reste qu'une sourde rancœur contre moi-même, enfouie dans mon corps desséché.

L'ombre a la pâleur de l'abandon.

Je repense à ce blessé que nous retrouvâmes dans une écurie déserte, abandonné là depuis six jours, au milieu de l'horrible puanteur de ses jambes envahies par la gangrène gazeuse, avec, dans la bouche, quelques brins de paille mâchée.

Ne veillait sur lui qu'un licol usé, suspendu à l'anneau d'une mangeoire vide.

* * *

Quelqu'un dans la pièce voisine lit je ne sais quoi à haute voix. J'ai entendu froisser la feuille, mais je ne saisis les mots que par bribes.

J'ai la tête plus basse que les pieds, les pieds joints, les coudes contre les flancs, la bouche ouverte et aride, le cœur angoissé. Je commence à m'engourdir dans ma transpiration pénible.

J'entends le nom de Patrie; et un grand frisson me traverse.

J'entends de nouveau le nom de Patrie; et le même frisson me passe par toutes les moelles.

De ma torpeur, de ma sueur, de ma souffrance, de mon accablement, de mon désespoir naît un bien qu'on ne saurait exprimer.

« La prunelle de l'œil droit : » ne dit-on point cela pour désigner ce qu'on a de plus cher? « Tu as donné la prunelle de ton œil droit à celle que tu aimes ; ta prunelle de voyant, ta lumière de poète. »

La fierté est toujours prompte à se redresser. Hélas! une main douce et sévère la rappelle à l'humilité.

Viennent autour de mon lit ces soldats aveugles qui se pressèrent autour de mon brancard, dans cette ambulance de campagne où je fis le premier arrêt. Il y a celui qui n'a qu'un œil bandé; il y a celui qui a un large bandeau autour de la tête, taché de sang. Il y a celui qui me regarde de son œil découvert et qui pleure. Il y a celui qui, ne pouvant me voir, timidement, me touche et tremble. Ils sont mes frères. Personne, jamais, ne fut pour moi plus voisin qu'ils ne le sont.

C'était un matin gris et cru. Le tonnerre des obusiers se-

couait le jour autour du soleil, comme le vent disperse la cendre d'un tronc qui se consume. Des tas brillants de charbon autour des arbres dépouillés, sur la rive de l'Ausa, noire comme le biez d'une foulerie. Rien de plus.

Sur le seuil de l'ambulance, le blanc des pansements traversés par le sang, la pauvre chair mise hors de combat, la bouche inquiète de celui qui ne voit plus, l'odeur tenace de la tranchée et de la caverne, la stupeur de la bataille obscurcie. Rien de plus.

Les blessés murmurèrent mon nom et se pressèrent dans le couloir, tout émus. Au lieu du casque de fer, ils portaient le turban de ouate et de crêpe. Quelques-uns renversaient la tête pour tenter de m'apercevoir par dessous leur bandeau. Je souriais, le front haut, comme dans le cheminement battu par l'ennemi, en disant : « Courage, mes enfants! »

Un de ceux qui avaient les deux yeux bandés m'appela par mon nom de baptême. C'était un soldat de ma terre des Abruzzes. Il balbutiait, il voulait savoir ce que j'avais.

J'étais fatigué et à jeun, à bout de forces. Avant de me conduire dans la chambre noire pour m'examiner, le médecin me fit étendre sur un brancard couvert d'un drap blanc. Je me couchai sur le dos. L'onde violacée palpitait dans mon œil perdu et l'autre s'éblouissait dans le vertige. Je fermai à demi les paupières. Avec un bruit sourd de désespoir dans ma poitrine, j'entendis passer au-dessus de l'ambulance, le frémissement d'une aile de bataille. Le frémissement emporta le restant de mes forces. Il me disait : « Jamais plus! Jamais plus! Jamais plus! »

Alors le piétinement et la rumeur des voix m'avertirent que les blessés forçaient le seuil. Alors ceux qui n'avaient qu'un œil atteint s'approchèrent et se tinrent près du brancard. Les blessés des deux yeux vinrent, eux aussi, et restèrent autour du brancard. Ils se taisaient. Je les entendais respirer, soupirer. J'entrevoyais ceux qui se trouvaient à ma gauche, l'inclinaison apitoyée de leurs turbans de lin, leurs bouches affligées, leurs mains résignées.

J'avais pitié d'eux comme ils avaient pitié de moi. J'étais leur compagnon; ils étaient mes égaux. J'étais dépouillé de tout privilège, sans particularité, sans relief, sans autre gloire que mon humble sacrifice. Je ne souffrais pas de mon mal; je

souffrais de ne pouvoir plus combattre, de n'avoir plus mes ailes, mes armes, ma tâche. J'étais mis hors la guerre, éloigné du feu, exclu de la forge où se fondait la substance neuve.

Quel était l'aspect de mon visage? Je touchais en cet instant le fond de la tristesse et de la douceur. Jamais rien dans la vie ne m'avait fait ni tant de mal ni tant de bien. Quel était mon aspect patient, sur ce drap, sur ce brancard où tant d'autres simples soldats avaient été couchés? Je me sentais défaillir.

Alors un d'eux fit doucement, en secouant sa tête bandée, avec l'accent naïf de son pays, avec une piété étonnée, un d'eux fit : « *Et c't homme-là, c'est lui!* »

Et je n'oublierai jamais sa voix. Et, si je savais où la retrouver, partout je la chercherais.

*
* *

Un tressaillement plus profond que l'abîme de mes propres maux, plus sombre que toute ma substance et que toute ma douleur.

Un ébranlement atroce qui me déracine de moi-même, et qui me précipite dans une horreur inconnue de sang et d'esprit où je ne sais si de nouveau je nais, si de nouveau je meurs.

C'est ma mère! C'est ma mère! C'est ma mère qui s'attache à mes os, qui se retourne dans mon obscurité, qui se refait chair de ma chair, accablement de ma torture.

Elle était en moi, profondément en moi, au temps de la lutte et de la colère. Je la portais tout au fond de moi comme elle me porta, vivant, dans son haleine et dans son pouls.

Elle bondissait avec mon courage; elle dominait avec moi tout l'espace; elle se penchait avec moi sur la ruine et l'incendie; elle se gonflait dans mon cri avec les veines de mon cou.

Elle criait : « C'est moi! C'est moi! Me voici! » Elle était la voix de mon offrande même. Elle s'offrait aux risques, elle s'exposait à la mutilation et à la tuerie.

Elle s'obscurcissait dans mon lourd sommeil, elle s'appesantissait sur la terre dure, elle s'engourdissait dans mon bras replié sous ma tête, elle endurait ma nuit.

Je ne la regardais point; je ne l'appelais point. Son regard était mon regard, son nom était mon nom. Il n'y avait pas une arme dans toute la violence du monde qui pût trancher le lien maternel.

Elle connut avec moi la tranchée; elle connut avec moi la tanière et la fosse; elle connut la servitude de la boue et l'ivresse du ciel, l'arome du bûcher votif et l'heure ineffable où l'âme et l'aile sont un ange ravi par le souffle de l'Éternel.

Elle disait : « C'est moi! c'est moi! Me voici! » Elle avait soif d'immortalité pour son fils vers ses destins tendu.

« Me voici! » Et à la source de sang qui jaillissait de sa poitrine, tous les soldats ont bu.

C'était un amour si entier qu'il ne me laissait pas reconnaître si d'elle me venait la vie, ou si de moi lui venait la vie.

C'était un feu si aveuglant qu'il ne me laissait pas distinguer si je brûlais, par elle, imparfait, ou si, par moi, elle brûlait, accomplie.

C'était un sacrifice si véhément que je ne savais plus si elle était ma mère ou ma patrie, étant suspendu entre le berceau et la tombe.

Et je ne savais pas si je lui donnais ma jeunesse revenue ou si elle rouvrait, à l'ombre de mes cils, ses fraîches prunelles de colombe.

Ah! pourquoi tout à coup veux-tu que je te regarde? pourquoi veux-tu qu'à travers mes bandelettes, je fixe ta prunelle qui tour à tour me ronge et me tisonne?

Pourquoi te séparer de moi comme je m'arrachai de toi tout sanglant, durant cette orageuse nuit de mars pour pleurer les larmes de l'homme?

* * *

Libérez-moi de cette angoisse : je ne résiste plus. Délivrez-moi de cette terreur : je ne peux plus respirer.

Donnez-moi un peu de lumière. Ouvrez les fenêtres. Tirez-moi de cette ombre affreuse, où je n'ai plus de repos.

Interrompez tout au moins pour une heure ce supplice des visions, ce martyre des apparitions épouvantables.

Je ne sais plus résister.

J'ai envie d'arracher mes bandes et de m'arracher les yeux.

Vous me bandez le front, vous m'enveloppez les paupières, vous me laissez dans l'obscurité.

Et je vois, je vois, toujours je vois. Et de jour et de nuit, toujours je vois.

***

Mon viatique, quand je pris le chemin de la guerre, fut un adieu plus déchirant que celui que donne, avec la dernière lueur de son âme, le moribond sans voix.

Je n'avais plus revu ma mère depuis l'heure de mon départ pour l'exil volontaire.

C'était la semaine de mars qui va du jour de ma naissance au jour de mon nom, chargée d'amour et de souvenirs, et de regrets et de remords.

J'avais commencé à trembler pour elle de loin, comme si le Tronto eût été le bord de sa robe.

J'avais commencé de loin à la sentir dans la terre, comme on sent la saison qui sous terre s'éveille.

Le Tronto pierreux, avec quelques filets d'eau bleue sous un pont de brique blonde, me salua comme elle avait coutume de saluer quand elle était contente.

Les collines basses, les craies jaunes, les tas de pierres étaient à elle. A elle aussi les petits arbres en fleurs. A elle aussi la suavité de la mer sur cette plage mince avec cette longue file de barques brunes tirées à sec deux par deux. Et c'est d'elle que parlaient les femmes en raccommodant les filets, puisqu'elles souriaient.

Je revois tout.

Et mon cœur bondit à cet accent du parler des Abruzzes, là, sur ces rails encombrés de voitures brutales, dans cette gare fourmillante de vie avaricieuse, en face de ce coteau, semé d'oliviers maigres.

Je revois tout.

Un char enluminé s'en va le long du rivage, tiré par une paire de bœufs blancs. N'est-il point chargé de mon enfance agreste comme d'un foin aromatique? Et les bêtes accouplées sous le joug s'enlèvent sur le bleu-vert de la mer, et resplendissent comme là-bas ces voiles gonflées de siroco.

Le sable est cultivé par sillons jusque près des flots. Je reconnais les fèves en longues bandes vertes, et je pense qu'elles sont vraiment de nature animale. Dans un champ, les aubiers décharnés ressemblent à des mains recroquevillées et tordues qui nouent la corde aride de la vigne. La bêche a-t-elle

laissé dans la glèbe, en la coupant, la partie fourbie de son fer? La coupure est si luisante !

Un torrent est blanc et écumeux comme le lait qu'on vient de traire. Une meule noirâtre est toute en or, là où la paille fut entamée au gré des besoins. Un tas désespéré de vignes mortes, brunes et contournées, souffrent sur le sable aveuglant et semblent se tordre comme des tronçons de serpents. Une briqueterie est là, près d'un éboulement d'argile, avec son toit rouge, avec sa cheminée qui fume, avec ses hommes aux poings terreux travaillant à genoux.

Pour toi, pour toi, j'aime cette parcimonie, cette diligence, cette ténacité. Pour toi m'est si chère cette terre humble et humiliée.

Mais tout à coup, au port d'Ascoli, dans une échancrure des collines modestes apparaît la grande montagne. Bleuâtre, aérienne, neigeuse, confondue avec les nuées éclatantes, elle me ravit, ô ma mère, vers ta hauteur taciturne.

O dernier retour puéril vers tes bras qui, dans ton rêve immuable, ne cessèrent jamais de me porter !

Je veux tout revoir, je veux tout reconnaître.

Tu es partout comme l'air et l'eau. Tu fais bonne toute chose, tu fais simple toute chose.

Le pays est pour moi comme une initiation à ta bonté.

Voici la maison. Voici le seuil. Voici l'escalier.

Tu es en haut, soutenue par mes sœurs. Les murs tremblent comme mes os. Mes genoux plient. Mon cœur monte, et se déchire à ta félicité.

Pourquoi donc, une fois encore, ai-je voulu emporter au loin mon cœur déchiré? Pourquoi me laissai-je ravir une fois encore par le désir du *folle volo*, du vol fou? Pourquoi abandonnai-je une fois encore le foyer de toutes les fidélités pour la tente exposée à toutes les tempêtes? Pourquoi mon amour du hasard a-t-il vaincu mon amour filial?

Nè dolcezza di figlio... Ni douceur de fils...

Elle avait repris avec une divine légèreté, sur ses genoux, ma tête qui est si pesante, et elle m'avait refait enfant somnolent. Je me taisais, elle se taisait ; et autour de nous toutes les choses familières murmuraient. Et elles me faisaient tant de

bien et tant de mal ! Et ainsi penché, je regardais sur la pierre du balcon une cavité dans la dalle usée, jadis chère à mon enfance lorsque pendant les averses elle se remplissait d'eau de pluie et que j'attendais, palpitant, que les moineaux vinssent s'y désaltérer comme à un abreuvoir sans danger. Elle était à sec ; et j'en souffrais. Et les doigts de ma mère, de temps en temps, m'effleuraient la joue. Et je pensais qu'elle faisait ainsi, pour sentir si elle était baignée de larmes. Et peut-être ne savait-elle point que son geste les provoquait en moi et les tirait de loin.

Ah ! pourquoi suis-je revenu à moi ?

Que de fois, dans cette douce maison, n'avais-je pas entendu retentir un cri terrible ! Que de fois dans cette vieille maison tranquille, entre la hûche et le bahut, entre le coffre et la table, n'avais-je pas entendu résonner sur mon anxiété la voix eschylienne, vivante comme ma voix elle-même : « Je viens. Qui m'appelle? »

Le haut de l'escalier vit encore le nouvel adieu.

Si la douleur maternelle pouvait vraiment se changer en pierre, au sommet de ce pauvre escalier resplendirait, pour la dévotion des hommes, la plus belle de toutes les statues sacrées.

« Je viens. Qui m'appelle? »

Cinq années d'exil dans l'extrême Occident, sur la croupe sauvage de la dune océanique; une longue suite de jours et d'œuvres, une longue patience, une longue attente.

De même que l'amour de ma mère ne sut jamais découvrir sur ma face les ravages du temps et de la vie, ainsi mon amour conservait d'elle une image spirituelle et tutélaire dont la lumière atténuait les traits sans les confondre.

Dans la maladie aussi je ne voyais qu'un mode mystique d'affinement, qu'un moyen ascétique de sainteté. Et je ne devinais pas de loin ce qui, par compassion, m'était caché.

Je n'ai jamais eu peur de souffrir. D'une telle résistance ma mère m'enseigna l'exemple, dès mes premières années. Et pourtant, comme je m'apprêtais à lui donner l'adieu de guerre, mon cœur ne cessa point de se tordre et de craindre, oppressé par un pressentiment d'insupportable peine.

Oh ! trop long voyage, course que l'anxiété ne pouvait pas accélérer, à travers le pays dévasté, à travers les ruines du

Fùcino, à travers le pays des Marses couvert de décombres et de moissons, plein de veuves et d'orphelins, plein de deuil et de pâleur et de fatigue aux bras meurtris!

Ma piété avait déjà fait un pacte avec la mort, le pacte d'un marin, d'un fantassin, d'un aviateur inconnu. A l'aube du 25 mai, j'avais dit à mes camarades réunis : « Personne de vous, certes, ne savait qu'il aimait à ce point cette Grande Mère. Mais qui de nous le premier saura mourir pour elle? Quelqu'un d'entre nous est-il déjà désigné, déjà élu? Si j'étais celui-là! Si le présage ne m'abusait point, si ne m'abusait point mon pressentiment! »

J'avais dit : « Nous n'avons désormais d'autre valeur que celle de notre sang à verser; nous ne pouvons être mesurés qu'au niveau du sol conquis. Voici l'aube, ô mes camarades, voici la diane; et bientôt ce sera l'aurore. Embrassons-nous et disons-nous adieu. Ce que nous avons fait, est fait. Il faut donc que nous nous séparions et puis que nous nous retrouvions. Notre Dieu nous accorde de nous retrouver, ou vivants ou morts, en un lieu de lumière. »

Mais il fallait s'arracher de la mère mortelle avant de se donner à la mère immortelle.

Je me représentais les adieux des petits soldats, des volontaires de seize ans, des anciens de cinquante, là, à travers cette campagne amère; et j'imaginais les mères debout, sur le seuil ou bien à l'extrémité de la route, droites dans les plis de leur tablier brun.

Et la peur ne cessait de me serrer la gorge. Et la course ne me semblait pas assez rapide; mais chaque arrêt était pour moi un soulagement presque lâche. Et quand j'entrais dans l'ombre des montagnes, je fermais les yeux comme pour n'en plus sortir.

Mon poignet se brise. Ma main est tombée comme une chose desséchée.

J'ai soif. Je meurs de soif. De mon orteil, là-bas, si lointain, à ma gorge de métal qui ne s'humecte jamais, tout mon corps est altéré. Et c'est en vain que je demande une gorgée d'eau.

Dites-moi s'il est une agonie plus cruelle.

12 mars 1916.

Les murs de Pescara, l'arc de brique, l'église lézardée, la place avec ses arbres malingres, l'angle de ma maison négligée.

C'est la petite patrie. Elle est sensible, çà et là, comme ma peau. Elle se glace en moi, elle se réchauffe en moi. Ce qui est vieux me touche, ce qui est nouveau me répugne. Mon angoisse est lourde de l'angoisse de toute une race et de tout le passé.

Ma porte me semble plus petite. Le vestibule est humide et paisible comme une crypte sans reliques. Je chancelle sur la première marche de l'escalier. Je suis effrayé par le silence. J'ai peur de voir là-bas mes sœurs avec leur tête voilée. Une toile d'araignée tremble dans la grille qui donne sur la cour. J'entends une poule chanter. J'entends grincer la poulie du puits. Le passé se précipite sur moi avec un grondement d'avalanche; il me courbe, il m'écrase. Je souffre ma maison jusqu'au toit, jusque dans ses combles, comme si j'en avais fait la charpente avec mes os, comme si je l'avais blanchie avec ma pâleur.

Personne en haut de l'escalier. Je comprends. Ce silence est piété et pudeur. Le malheur est sur la seconde porte, et seul il me conduit par la main.

La première pièce est déserte. Le bonheur d'autrefois n'y laissa que des couteaux affilés pour me déchirer.

La seconde pièce est déserte. Il y a là les livres de mon enfance et de mon adolescence. Il y a là le pupitre à musique de mon frère émigré. Il y a là le portrait de mon père enfant avec le chardonneret posé sur l'index tendu.

J'ai vécu tant d'années dans l'oubli de ces choses; et ces choses peuvent revivre si terriblement en moi!

Dans la troisième pièce, il y a mon lit blanc; il y a la vieille armoire peinte, avec ses miroirs ternis et tachés; il y a le prie-Dieu de noyer où je m'asseyais, furieux, et où je demeurais, maussade, avec une obstination sauvage, pour ne pas avouer que je me sentais mal.

Mes genoux se rompent; et les murs me prennent, m'attachent à eux, me roulent, comme une roue de torture.

Dans la quatrième chambre, il y a le petit Jésus de cire sous son globe de cristal; il y a la Madone aux sept glaives; il y a les images des saints et les reliques rassemblées par la sœur de mon père, morte très pieusement; et il y a mes premières

prières, celles du matin si douces, celles du soir encore plus douces qui, pour rentrer dans mon cœur, me défoncent la poitrine comme si elles étaient devenues les armes de mon ange implacable.

Trois degrés montent à la cinquième pièce, comme trois degrés d'autel.

Elle est pleine d'ombre, sous la voûte arquée. Elle résonne. Mon cœur bat les murs avec le heurt aveugle du destin. Le vaste lit l'occupe où je fus conçu et engendré. Je crois entendre en moi les cris de ma mère qui, lorsque je vins au monde, ne pénétrèrent point mes oreilles bouchées. L'odeur indéfinissable de la maladie me suffoque. Une main me touche et me fait tressaillir. Une main froide me saisit et m'entraîne vers la sixième pièce.

C'est la sixième station : le suaire de Véronique.

Une voix basse me dit : « Elle est là. » Cette voix me glace. Je la reconnais. C'est la voix de la servante admirable, de la créature fidèle, née de nos glèbes, élevée dans notre maison, appelée Marie.

« Elle est là. »

Est-ce ma mère ?

Une pauvre, pauvre chose courbée, une chose informe, une chose de misère et de peine, abaissée, humiliée, perdue.

Est-ce ma mère ?

Je me traîne à ses pieds, je rampe sur le plancher. Je suis vide de tout, si ce n'est de terreur. Je lève la tête, haletant, comme si je me cassais une vertèbre du cou. Je lève la tête et je regarde.

Je regarde ce visage.

C'est *avant* que le destin aurait dû me rendre aveugle.

N'était-il pas ainsi le visage du Sauveur, quand il eut pris sur lui tous les péchés du monde ?

Horrible et sublime, en vérité, avec un regard qui ne me voit pas, qui ne me reconnaît pas, obscurci et fixe, où l'amour n'est qu'une tristesse sans nom, tristesse qui va jusqu'à la mort et plus loin que la mort.

Ma mère !

Une pauvre créature avilie, percluse, défigurée ; et je ne sais quelle effrayante grandeur dans laquelle je pénètre comme en un lieu saint et redoutable, comme dans mon sacrifice même.

Je suis comme son prisonnier atterré. Emprisonnée en elle, mon âme me fixe des profondeurs de ces prunelles inconnues.

Et l'humble femme de la terre dit mon nom, répète mon nom à cette oreille toujours plus inclinée.

Et alors les deux mains se lèvent de dessus les genoux. Toute la vie s'arrête, perd sa couleur, n'est plus rien.

Est-il donc quelque chose qui peut me faire plus mal que le regard sans lumière?

Il y a la bouche, qui n'a plus de beauté, qui n'a plus de douceur, qui n'a plus forme humaine, qui n'a plus voix humaine.

Les deux paumes s'abattent sur ma tête, pesantes comme si elles étaient exsangues et inanimées. Et la bouche veut dire mon nom, mais elle n'a qu'un faible gémissement.

Et je suis vide même de ma terreur. Je n'ai plus mes sens. Je connais une mort que jamais peut-être aucun autre fils de femme ne pourra connaître.

Et comment peux-tu donc, comment peux-tu me faire ainsi mourir encore?

C'est aujourd'hui l'anniversaire de ma naissance.

*
* *

Je dis au docteur qui m'interroge : « Imaginez que j'ai un papillon vivant prisonnier dans la joue et que ses ailes brunes occupent la place de ma paupière inférieure et palpitent sans cesse sur le bord de mon œil. »

Il ne sourit pas; il fronce les sourcils.

Je souris et j'ajoute : « Il ne faut pas le tuer, il faut lui rendre la liberté. »

Je dis au docteur : « Imaginez à présent que j'ai dans l'œil une petite feuille de fougère, d'une de ces fougères arides qui semblent taillées dans une lame de cuivre. »

Il répond : « Savez-vous que si l'on taille en biseau la tige d'une fougère, on y voit la figure de l'Aigle à deux têtes? »

La Sirenetta me dit : « La glycine est déjà fleurie à toutes les fenêtres. »

J'ai dans mon œil triste quelque chose comme une cristallisation d'améthyste claire qui, parfois, de minérale devient végétale et ressemble aux fleurs fermées de la glycine, pareilles à de légères écailles oscillantes.

La Sirenetta a une voix qui apaise, qui assoupit.

Quand elle parle, mon cœur se calme, mon pouls se ralentit.

Elle me rappelle la voix juvénile de ma mère, qui, chaque soir, dans mon petit lit d'enfant, m'endormait avec un conte.

Elle lit les poètes, et le fleuve des songes me transporte à l'ombre des lauriers.

Elle cesse de lire, et tout de suite ma douleur me reprend.

Elle a une prononciation toscane, une pureté siennoise. Ainsi parlait sainte Catherine jeune fille, quand elle cultivait son jardin.

Une abeille a déposé sur ses lèvres le miel votif.

En passant par sa bouche les sonnets de la *Vita nuova* me touchent aussi profondément qu'ils me touchaient à seize ans, lorsque je les lisais en longeant la berge de l'Affrico herbeux, vers le temps de Pâques.

Ma fille a deux yeux bruns d'Orient, de ces yeux sarrasins qui fleurissaient en Sicile au temps du calife de Souabe.

Parfois, quand elle se penche à l'improviste vers moi, ils me semblent disposés dans ses tempes comme ceux des palefrois aux aguets sur les miniatures asiatiques.

Une tête pâle ou plutôt pareille à la fleur du pêcher, avec une chevelure crépue et brune, difficile à diviser en tresses.

Parfois, quand elle est assise sur un coussin bas et taille pour moi les bandes de papier aussi crépitantes que les feuilles sèches du palmier, elle me fait penser à « la fleur de Syrie. »

Elle avait cueilli les rameaux d'olivier dans le verger de Gethsémani ; et elle les tressait avec cet art que l'on apprend dans notre province pour décorer le dimanche des Palmes.

Elle en faisait une natte, aussi longue que mon corps, afin que je puisse m'y étendre sur le dos.

« Les hirondelles sont arrivées, » dit la Sirenetta en pénétrant dans l'ombre, avec un accent contenu qui semble un écho de leur cri.

Je pense, je ne sais pourquoi, au son de ma voix de jadis lorsque, tout enfant, je soulevais le couvercle ferré du puits et que, me penchant sur la margelle de pierre creusée par la corde, je lançais un cri vers le fond où j'entrevoyais mon visage dans l'eau qui reluisait.

J'ai dans les yeux ce bruit d'argent assourdi, dans lequel tremblait la légèreté des capillaires.

Je rabattais le couvercle avec précaution, pour que le choc de la ferrure ne couvrît pas mon cri secret.

Et il me semblait que j'avais emprisonné, dans le puits frais et sombre, quelque chose de vivant, comme un oiseau qui continuerait à voltiger et à chanter en battant des ailes contre la brique humide.

La Sirenetta me dit, — se rappelant qu'un soir je la menai voir l'escalier du Bovolo et que, pour la préparer à l'enchantement, j'avais couvert ses beaux yeux avec mes mains, dans l'étroite *calle*, avant de déboucher dans la cour Contarine, — la Sirenetta me dit : « Ne crois-tu pas que, dans l'escalier du Bovolo, il y ait quelque nid suspendu ? Je veux le revoir pour savoir si les hirondelles y vont habiter, comme je ferais si j'étais l'une des leurs ! »

O petite, décloue-moi d'ici et emporte-moi avec toi !

Je suis fixé par deux clous dans les aisselles et deux clous dans les pieds.

Je reste silencieux. Mais un instinct bondissant de ma chair fatiguée imite l'hirondelle rapide.

Ses petits yeux sauvages s'ouvrent sous mon bandeau.

Elle entre dans la cour Contarine. Un cri, deux cris.

Elle vient du quai des Esclavons.

Elle a passé sur Chioggia.

Elle a volé à Saint-François-du-Désert.

Elle a tourné autour du campanile oriental dans l'île des Arméniens.

Elle s'est posée un instant dans la bouche du Lion, sur la colonne de la Piazzetta, avec la tentation d'y faire son nouveau nid.

Elle entre dans la cour Contarine. Un cri aigu, un éclair blanc.

Elle s'abaisse vers les puits arides rassemblés derrière les grilles.

Puis elle effleure les loges en colimaçon, superposées, avec la rapidité musicale d'une main qui fait un arpège sur les cordes d'une harpe sculptée.

Elle brille et voltige autour des derniers balustres.

Puis je la vois disparaître, je l'entends crier sous la voûte.

Puis je la vois se lancer comme une flèche, franchir les toits, s'enfoncer dans l'azur.

Je l'entends crier de douleur, crier au soleil ma douleur.

* * *

Tandis que mon corps est lavé et parfumé soigneusement par des mains pieuses, comme celui des morts, je suis pris d'un léger assoupissement.

Toutes les apparitions de la nuit d'insomnie se sont évanouies dans la lumière du matin.

Il est accordé à mon œil gauche de voir un peu de lumière.

Les volets sont entreclos, afin que n'entre pas le soleil, mais là-bas la vieille soie rosée du mur se dore.

Je reçois, sur ma paupière nue, une tiédeur qui accompagne la lueur et n'est autre que sa suavité.

Je sens que l'on frictionne mes genoux amaigris. Je les sens polis comme ceux des statues sépulcrales.

Le sommeil que l'équinoxe de printemps m'apporte, est comme le sommeil d'Ilario sur le tombeau de Lucques. Cette lumière ressemble à celle du vitrail qui, là-bas, dans la cathédrale toscane, éclaire la statue gisante.

Je cède très lentement au sommeil, et je sais que je pourrais ne plus me réveiller.

Les mains pieuses me recrouvrent d'un drap frais qui donne la vision du blanc à mon œil aveugle.

Je me suis dérobé à la nuit.

L'âme affligée semble purifiée, comme dirait le Mystique.

Mon sommeil n'est plus un flamboiement de fantômes formidables : c'est une clarté paisible et unie.

L'infirmière a dit : « La façade de la maison est déjà toute habillée de vert *comme Ornella.* »

Le mur s'évanouit; les petites feuilles nouvelles tremblent presque sur mon visage; c'est mon haleine qui les agite.

Combien de temps ai-je dormi? Je sens tout de suite le larmoiement de mon œil malade sous le bandeau. Une larme est arrivée à la commissure des lèvres.

Les larmes que l'âme exprime et celles que verse la paupière irritée, sont-elles amères du même sel?

Je devine l'après-midi. Il m'est resté dans mon corps chétif

quelque chose comme une dorure du sommeil diurne dormi dans la lumière.

J'appelle. Il est trois heures de l'après-midi. J'ai dormi longuement.

L'infirmière sourit et me dit que sont arrivés les musiciens.

J'entends venir de la petite pièce contiguë les accords du violoncelle et du violon.

La Sirenetta paraît sur le seuil. Elle porte une robe rayée, et sa belle tête brune émerge d'une grande collerette blanche, se déplaçant sur le col nu avec cette grâce particulière aux oiseaux et qui semble pour cela obéir à l'instinct du chant.

C'est un ange en tunique qui se détache d'une tribune florentine.

Elle précède la musique et l'annonce.

Les premières notes du cinquième trio du flamand Beethoven me touchent le cœur véritablement, corporellement, comme les baguettes battent le tympanon dans le marbre vivant de Luca della Robbia.

C'est le trio dit des Esprits.

Je l'écoute comme après la mort.

Les musiciens sont cachés ; ils sont de l'autre côté. La petite chambre close est comme une caisse harmonique.

Le piano, le violon, le violoncelle sont trois voix qui parlent comme dans un drame religieux, comme dans un mystère sacré.

J'ai également abaissé le bandeau sur mon œil vivant.

Quand, après la pause, les instruments commencent le largo, je vois une tache jaune se fondre dans une zone violette.

Puis je vois une draperie violette ourlée de jaune recouvrir un relief qui est celui du crucifix.

Les saillies des genoux déchirés soulèvent la draperie au milieu; et quand le violon reprend le thème la draperie au milieu devient pourpre.

Et alors, je sens chaque fois comme un déchirement profond.

J'entrevois l'ombre de ma fille qui se penche sur mon visage.

Ses doigts légers touchent ma joue, sous les bandes, et se mouillent.

Par-dessus les larmes refroidies et visqueuses, s'échappent de mon œil perdu des pleurs chauds et fluides.

La vie de l'âme emplit mes bandelettes.

Je ne me trompe pas. Je suis certain que l'onde a jailli du cil aveugle avant que de l'autre.

A présent mes deux yeux vivent d'une même vie sublime. Ce sont deux sources vivantes.

Je ne sais plus où est mon mal. Mon mal est un bien qui ne se connaît pas.

Mes pleurs débordent. Ma fille y a plongé les doigts, mais n'ose me les essuyer.

Je sens sa tête près de mon oreiller.

Et ma fille, la fille de ma chair, à moi qui suis au seuil de la vieillesse, ma fille dit une parole maternelle, la parole tendre que les mères disent à leurs petits enfants!

Je sens qu'avec cette parole elle me prend sur ses genoux, comme l'antique Pietà, et supporte mes plaies.

Enivrez-moi de musique.

Faites-moi pleurer encore des larmes d'âme!

Touchez avec la mélodie le fond de ma plaie, pour y susciter les couleurs indicibles qui n'apparaissent que dans le spectre lumineux des étoiles!

Les jours passent, les heures se précipitent; et chaque jour sans aube et chaque heure sans changement me retrouve cloué là.

Je ne veux pas guérir. Il me suffit de me cicatriser et de me ressouder. Je veux me remettre debout, je veux renaître.

Mes compagnons m'appellent, mes émules m'attendent. Là-bas, sur la ligne de feu, là-bas, dans le ciel de la bataille, il semble que chaque jour le sommet de l'héroïsme soit atteint; et, le jour suivant, il y a un héros inconnu qui le dépasse.

Je ne me lèverai qu'avec la volonté de le surpasser.

Je sens, quand je me remettrai debout, je sens que je saurai mieux combattre.

De quelle adresse, de quelle ruse, de quelle astuce animales n'userai-je point pour suppléer à la diminution de ma vue? J'aurai l'ennemi toujours à gauche ou de front, si Dieu m'aide. Comme mon sauvage Malatesta, je dirai : « Je vois encore avec l'autre. »

L'ardeur sera la même; mais la hardiesse sera instruite par l'expérience, aiguisée par la patience.

Rien aujourd'hui n'a de mesure. Le courage de l'homme n'a pas de mesure. L'héroïsme est sans limites.

A la cime de la puissance lyrique, il y a le poète héros.

Pindare a coupé ses cordes, a mutilé sa cithare, parce qu'il sait combien il est plus beau de combattre et d'oser.

Le danger opère lyriquement sur moi.

Je ne me suis jamais senti aussi plein de musique que dans les pauses de la bataille.

Je repense au retour de l'incursion aérienne sur Canale, avec Hermann Beltramo; à notre passage dans le ciel de Gorizia, sous les coupoles d'éclats bicolores; à la descente involontaire de trois mille mètres à douze cents, enivrante comme la montée; à notre mutuel signe de dérision vers l'ennemi qui ne corrigeait pas son tir; à mon insouciance de la douleur dans ma main droite presque gelée; à mon emportement musical opposé au ton affaibli du moteur; à ma frénésie de chant.

« Ascension lyrique, radiateurs froids, » fis-je en bondissant du fuselage sur l'herbe de Campoformido.

Et j'avais faim.

Le 27 décembre, après la mort de Joseph Miraglia, je reçus la visite de Giacomo Boni.

Ayant appris la nouvelle en voyage, il était accouru, sans s'arrêter à Grado où précisément il devait se retrouver avec Miraglia (si nous étions revenus de l'entreprise de Zara) pour prendre à vol d'oiseau quelques vues de ce pays battu par les antiques invasions des barbares.

Je le revois à côté de la cheminée flamboyante, assis dans le fauteuil où avait coutume de s'asseoir notre compagnon disparu. Je le revois avec son visage doux, malgré les sourcils froncés, avec ce coloris éclatant, au milieu de son poil gris, pareil à certains procurateurs du Tintoret. Je revois sa touffe sauvage de cheveux sur un front lourd de sagesse et de divination.

Il revenait de l'Alpe où il était monté pour distribuer ses vêtements blancs, ses chaussons faits à la façon de ceux que portaient les chasseurs de sangliers, au temps d'Horace, contraints à passer la nuit sur la neige, munis de jambières, *ocreati*.

Il me racontait que les Alpins, malgré leurs jambes gelées, tentaient de se lever à son passage et souriaient. O gentillesse d'Italie!

En un seul jour, le chirurgien avait coupé les pieds à deux cent cinquante hommes.

Il me racontait que, sur le Carso, c'était encore pis. Les tranchées s'emplissaient d'eau, et les soldats restaient les jambes dans l'eau boueuse jusqu'aux genoux, pendant des jours et des jours. Leurs chaussures étaient de la plus mauvaise qualité, des chaussures de carton, fournies par des marchands frauduleux qui jouissaient de toutes les indulgences quand ils auraient dû être fusillés en masse ou contraints de rester trois jours dans l'eau croupie de la tranchée avec leurs propres chaussures aux pieds. « Trois jours, disait-il, suffisent pour achever un homme, même voleur. »

Et, brusquement, pour interrompre l'horreur et l'abomination, il me raconta qu'en septembre dernier, tout en causant avec Joseph Miraglia, il lui advint de citer une invocation orientale à l'alouette : « *O alouette, pour tes trilles il ne te suffit point du jour entier!* »

Alors le bon pilote lui confia, non sans timidité, qu'un matin, étant parti pour Pola, avant le lever du soleil, et parvenu au milieu de la mer, il vit le disque rouge monter dans les brumes lointaines et toutes les eaux se réjouir à ce premier coup de tympanon. Il lâcha les commandes et croisa les bras. Et tandis que l'*Albatros*, abandonné à lui-même, ondoyait dans l'air tranquille, il se mit à chanter, inventant les paroles et la musique de son chant. Et seulement alors il comprit l'ivresse de saint François dans le Cantique des Créatures. Et plus jamais il ne se rappela ces paroles et cette musique.

« *O alouette, pour tes trilles il ne te suffit point du jour entier!* »

Le mot du poète oriental me revient au cœur comme une mélodie déchirante. Et je pense à l'hymne inconnu de mon compagnon enseveli.

Je ne sais pas si j'ai plus soif d'eau ou de musique ou de liberté.

Je sens le soleil derrière les volets. Je sens qu'il y a une tiédeur de mars claire et languissante sur le canal. Je sens que c'est la marée basse.

Le printemps pénètre en moi comme un nouveau poison. J'ai les reins douloureux, dans une somnolence entrecoupée de sursauts et de frissons.

J'écoute.

Le clapotis contre la rive, laissé par le bateau qui passe.

Les coups sourds de l'onde contre la pierre verdie.

Les cris rauques des mouettes, leur rire morne, leurs rixes stridentes.

Le ronflement d'un moteur marin.

Le sifflet stupide du merle.

Le bourdonnement lugubre d'une mouche qui s'envole et se pose.

Le tic-tac de la pendule qui relie tous les intervalles.

La goutte qui tombe dans la vasque du bain.

Le grincement de la rame dans le tolet.

Les voix humaines au *traghetto*.

Le râteau sur le gravier du jardin.

Les pleurs d'un enfant que l'on ne console point.

Une voix de femme qui parle et que l'on ne comprend pas.

Une autre voix de femme qui dit : « A quelle heure? A quelle heure ? »

Une hirondelle crie désespérément sur une harmonie sombre de canon et de cloche.

Le soir tombe.

Mon bourreau nocturne est derrière la porte.

Comment la pluie de mars peut-elle faire ce bruit argentin, avoir ce son qui brille ?

Déliez-moi les pieds.

Comment la pluie de mars peut-elle avoir ravi les esprits de la danse à la bacchante qui dort ?

Déliez-moi les pieds.

Par ses cheveux, par ses longs, longs cheveux, je vais saisir la pluie de mars, joueuse de crotale.

Voici que la grâce de ma jeunesse entre, sans toucher le seuil, en soulevant le bord de l'arc-en-ciel.

Cette magie est-elle mienne ?

Il est donc vrai que la maladie est d'essence magique?

Tout est présent. Le passé est présent. Le futur est présent.

Voilà ma vraie magie. Dans la douleur et dans les ténèbres, au lieu de devenir plus vieux, je deviens toujours plus jeune.

Écho des temps anciens et futurs.

L'œil est le point magique où se mêlent l'âme et le corps, les temps et l'éternité.

Que dois-je terminer?

Que dois-je commencer?

Je découvre dans les choses une qualité physique nouvelle. Je sens dans tout ce que je touche, dans tout ce que j'entends une nouveauté admirable.

Quel nom donnerai-je aux constellations qui tremblent dans les lointains de ma douleur?

Le mot que j'écris dans l'obscurité perd sa forme et son sens. Il est musique.

« *O alouette, pour tes trilles il ne te suffit point du jour entier!* »

Je songe encore à l'hymne matinal de mon compagnon perdu. Mon cœur rapide est assailli par je ne sais quel besoin de chant.

Le jardin est rempli d'abeilles sonores. Si je tends l'oreille, je crois entendre son bourdonnement.

Il me revient à l'esprit, comme un dessin de mélodie, un souvenir délicieux de la « Diane du Caucase. »

Elle avait de grands domaines... Près de l'étang, muet sous l'émeraude des canards sauvages, s'étendait un grand verger, un beau verger, où il n'y avait que des cerisiers.

Il était gardé par un vieillard barbu comme Charlemagne à la barbe fleurie. Et ce vieillard seul avait soin du rucher. Et les abeilles dociles s'assemblaient dans sa barbe blanche. Et sa barbe parfois devenait un long essaim d'or. Et lui, adossé au tronc d'un cerisier favori, ne bronchait pas. Il respirait doucement. Les yeux mi-clos, il chantait doucement une cantilène du berceau.

J'ai un désir si désespéré de revoir le ciel que par pitié on me porte près de la fenêtre.

Le soleil est couché. La lumière du crépuscule elle-même s'est atténuée. Plus rien ne peut me blesser.

Je suis presque étendu. Je fixe le ciel avec mon œil intact, et le ciel me pénètre comme si j'étais transparent.

Je suis comme une eau qui tremble, comme un de ces petits étangs salés qui restaient sur la plage sablonneuse devant ma maison d'exil, là-bas, dans la Lande.

La Sirenetta est accroupie à mes pieds. J'entrevois un bouquet d'iris foncé, derrière sa tête.

Il semble que son cœur gonflé de vierge entre en moi.

Certes, le mien bat pour deux en ce moment. J'en suis plein de la nuque à l'orteil.

L'agitation trouble l'eau, et le ciel s'éloigne. Je soulève ma bande et je regarde aussi avec mon œil malade.

Dans mon œil malade scintille un reflet d'étoiles qui se brise comme dans un prisme.

— Vois-tu la première étoile dans le ciel? — demandé-je à la Sirenetta.

— Pas encore, répond-elle.

C'est dans mon œil malade qu'est le spectre de l'étoile.

Je demande : « Peut-on voir d'ici la lune nouvelle? »

Elle se lève. Sa figure se découpe sur la vitre. Elle me semble grandie par un soupir réprimé.

— Je ne l'aperçois pas, répond-elle. Veux-tu que j'aille dans le jardin pour tâcher de la découvrir?

Je lui donne mon anxiété. Mon anxiété lui donne une aile qui remplit l'ombre de la chambre.

Elle descend. L'ombre s'épaissit. Le ciel est cendré. Il devient opaque et inerte.

La Sirenetta reparaît. J'entends sa légèreté dans l'escalier comme une mélodie montante.

A-t-elle sous les pieds la faucille de la lune?

Porte-t-elle le diadème de la lune sur son front?

Elle dit : « La nouvelle lune est derrière la maison. Tu ne peux la voir. »

Je suis déçu, comme un enfant à qui l'on n'a point tenu une promesse.

On me remet sur le lit odieux.

Du ciel, il ne reste en moi que le désert de cendre.

GABRIELE D'ANNUNZIO.

Traduit par ANDRÉ DODERET.

(A suivre.)

LES AGENTS ROYALISTES EN FRANCE

AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

L'AFFAIRE PERLET

III (1)

PERLET

Un mois à peine après son arrivée à Londres, Fauche Borel reçut une lettre de son frère François, fixé à Berlin. François Fauche restait, depuis son séjour à Paris, en correspondance avec Perlet, ce pauvre hère de journaliste qui, objet des rancunes jacobines, végétait maintenant, après cent aventures retentissantes, ruiné, sans moyens de refaire sa fortune, mais se vantant de garder au cœur les irréductibles convictions du plus pur royalisme. Perlet écrivait donc à François Fauche, épanchant ses tristesses et ses rancunes, lui confiant sans détour sa douleur de voir la France courbée sous le joug d'un tyran. Très estimé des anciens « fructidorisés, » conservant des relations dans tous les partis, « ayant même, disait-il, pour ami l'un des plus puissants fonctionnaires du nouveau régime, il savait que Bonaparte n'était pas aimé; l'entourage de l'Empereur supportait impatiemment son despotisme et n'aspirait qu'à la délivrance; plusieurs de ses généraux ne cachaient pas leur

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

jalouse hostilité et, si l'on parvenait à grouper ces mécontents, nul doute que la cause du roi ne trouvât en eux des champions résolus ». Tel était le thème de la missive de Perlet à François Fauche. Celui-ci, dont le commerce, plein d'intermittences, était peu prospère, gagné, d'ailleurs, par l'exemple de son frère aux faciles et profitables besognes de la pêche en eau trouble qu'était la politique de l'émigration, aperçut tout le parti que l'on pourrait tirer d'un homme tel que Perlet, bien renseigné, connaissant à fond les gens et les choses de la révolution, et tout disposé, d'ailleurs, par sa haine contre Bonaparte, qui négligeait de l'employer, et par ses rancunes contre les jacobins, qui l'avaient proscrit, à servir les Bourbons auxquels, de notoriété publique, il s'était montré fidèle, même aux plus mauvais jours du Directoire. Un tel homme serait un correspondant précieux et dont ni la sincérité, ni l'attachement ne pouvaient être suspectés. François Fauche répondit donc à Perlet par une lettre très affectueuse, l'invitant à « ouvrir son cœur » et l'assurant que tout ce qu'il pourrait écrire concernant l'état de l'opinion en France serait très utile à la cause royale. Perlet « ouvrit son cœur » et se livra tout entier : — « Les choses, dit-il, étaient beaucoup plus avancées qu'il ne l'avait annoncé dans sa première lettre : il existait à Paris un *Comité secret*, composé de très hautes personnalités et formé dans le but de renverser Bonaparte à la première occasion favorable. Au nombre des membres influents de ce *Comité*, comptaient des maréchaux et des ministres, partisans résolus de la légitimité; l'ami auquel il avait fait allusion en était l'un des plus influents; la police elle-même y était représentée de façon éminente, et cela expliquait le mystère, jusqu'à présent impénétrable, dont bénéficiait cette association aussi puissante que ténébreuse. »

Exultant au reçu de cette stupéfiante révélation, François Fauche ne crut pas pouvoir garder pour lui une communication de cette importance. Il la soumit à M. le comte de Moustier, représentant de Louis XVIII à Berlin; Moustier, non moins surpris et non moins ravi, expédia aussitôt la lettre de Perlet au Roi son maître, fixé, depuis six ans, à Mitau, en Courlande, où il était l'hôte du czar Alexandre. En attendant l'approbation du Prétendant, il fallait « battre le fer » et entretenir activement cette correspondance; mais il convenait d'agir avec une prudence extrême, de crainte de compromettre l'hé-

roïque Perlet, d'abord, et aussi les membres du *Comité* royal qui siégeait, ignoré du monde entier, à Paris. Fauche-Borel fut avisé au plus tôt de l'existence de ce *Comité;* il ne pouvait quitter Londres où il était entré, sur la recommandation de Wickham, dans les bureaux de M. de La Chapelle, chargé d'affaires de Louis XVIII auprès du roi George III, ce qui lui valait une pension annuelle de 400 guinées — 10 600 francs. Mais il importait qu'il informât sans délai le cabinet britannique de la situation nouvelle créée par les confidences de Perlet, de façon à ce que l'Angleterre se tînt prête à agir, — et à payer, — dans le cas où les Bourbons seraient rappelés en France avant d'avoir le temps de se retourner.

En attendant cet heureux jour, la correspondance se poursuivait, extrêmement active, entre Perlet et François Fauche. Ce dernier préconise « les plus minutieuses précautions : » il est effrayé des dangers auxquels « son bien cher ami » s'expose et consterné de sa témérité : « il ne faut pas écrire *en clair;* il ne faut pas signer *Perlet :* ne sait-il donc pas qu'il y a en France un cabinet noir, et que, si une seule de ses lettres y était ouverte, c'en serait fait de lui et de tous les membres du *Comité?* » Et il envoie des formules d'encre invisible ; encore n'ose-t-il tracer ces deux mots et prend-il, pour faire comprendre la chose, un détour : — « M. Guillot part demain pour Paris, il vous porte une petite boîte contenant deux fioles d'*élixir pour les dents.* » — « Quant à moi, proteste-t-il, je ne vous ai point nommé : ma tête tombera avant que votre nom sorte de ma bouche. Les intermédiaires doivent, en effet, rester ignorés jusqu'au terme des récompenses... J'espère que vous brûlez les originaux et que les copies ne restent pas chez vous... » Perlet, il est vrai, semble ne rien craindre, tant est forte et sincère l'ardeur royaliste qui l'anime : il consent cependant, pour rassurer sur son sort le trop craintif François Fauche, à signer du pseudonyme de *Bourlac* et à faire usage des encres sympathiques ; mais celles-ci sont trop corrosives ou trop faibles ; elles brûlent le papier ou manquent de mordant. L'une des lettres est devenue sous leur action complètement indéchiffrable, et il est convenu qu'on réservera ces procédés chimiques pour les secrets d'importance. On fera habituellement usage d'un vocabulaire de convention, et, puisque les correspondants sont l'un et l'autre imprimeurs, leur crypto-

graphie se composera de termes empruntés à leur profession et de noms connus dans le commerce de la librairie : *papier* signifie « artillerie; » *in-quarto,* « armée intérieure; » *petit format,* « tribunal; » *vignettes,* « frégates; » *figures,* « fusillades; » *volumes détachés,* « biens nationaux; » Moreau devient *Firmin Didot;* Louis XVIII, *Fietta;* Macdonald, *Charon;* le parti royaliste, *Fain et Cie;* Desmarest, *Crapelet;* le préfet de police Dubois, *Cellot frères;* le comte d'Avaray, l'intime confident du Roi, *Courtemer;* Fauche-Borel, *Dodeley;* la mère Bonaparte (*sic*), *Mme Masson;* Napoléon, *Le Petit;* Fouché, *Maradan;* l'Autriche, *la veuve Frölich;* etc., etc..., ce qui produit des textes bizarres, tels que celui-ci : — « *Riss et Saucet ne conçoivent pas cette vénération que les compositeurs portent aux vieilles presses. Girvel seul est bouquiniste et telle est la puissance des vertus qui le guident, qu'en moins de six mois, il força les papetiers à l'admirer et à ne plus voir en lui que leur plus utile espérance,* » — ce qui veut dire : — « Les Russes ne conçoivent pas cette vénération que les peuples portent aux vieilles monarchies. Le roi de Suède seul est dans les bons principes et telle est la puissance des vertus qui le guident que, en moins de six mois, il força les nations à l'admirer... » Le stratagème était grossier, car, en supposant que les espions du cabinet noir ouvrissent les lettres de François Fauche, — indiscrétion dont elles étaient préservées, ainsi qu'on le verra bientôt, — ils n'eussent pas manqué de s'étonner du cas extraordinaire de « ce bouquiniste forçant, par la puissance de ses vertus, l'admiration des papetiers. » Mais François Fauche, auteur de ce vocabulaire, était fier de son œuvre : — « On peut tout dire, écrivait-il, sous le masque de la librairie. »

Perlet, d'ailleurs, se dispensait, le plus souvent, d'y recourir. Les nouvelles que, tous les quinze jours, apportaient ses lettres réjouissaient délicieusement François Fauche non moins que Fauche-Borel auquel elles étaient aussitôt expédiées; et mieux encore étaient-elles reçues, en copies, à Mitau, par le comte d'Avaray et par Louis XVIII lui-même. Elles annonçaient, en effet, que le mystérieux *Comité* royaliste de Paris, parmi lequel Perlet comptait tant d'amis puissants, se montrait impatient d'agir et que les heures de Bonaparte étaient comptées. Perlet ne pouvait citer aucun nom, car une telle imprudence « perdrait tout; » mais il donnait comme certain que

les plus hauts dignitaires de la Cour impériale, ceux que Napoléon, dans son aveuglement, considérait comme les indéfectibles soutiens de sa couronne, étaient tous gagnés à la cause des Bourbons et n'attendaient qu'un signe du Roi de Mitau pour procéder à sa restauration. Perlet affirmait ces choses étonnantes avec tant d'autorité ; il en développait les causes profondes avec une si manifeste connaissance des plus ténébreux dessous de la politique, qu'il était impossible de mettre en doute ses assertions. Le comte d'Avaray que l'exil, le malheur et la maladie avaient aigri et qui tenait en méfiance les plus avérés royalistes, le comte d'Avaray croyait en Perlet. Le comte de Moustier, représentant de Louis XVIII à Berlin, croyait en Perlet. Louis XVIII lui-même, le plus prudent et le plus circonspect des hommes, avait foi entière en la sincérité de ce loyal correspondant. Il mandait à Moustier qu'il fallait songer à récompenser un tel zèle ; et, en attendant, il voulait, « malgré sa cruelle pénurie, » supporter les frais de cette décisive correspondance. Dès le mois de mai 1806, la seule inquiétude de François Fauche était que les choses n'allassent trop vite et que le Roi fût pris de court : Mitau est si loin de Paris ! Aussi jugeait-il prudent d'organiser un conseil de Régence qui, au cas où l'on serait surpris par les événements, gouvernerait la France jusqu'à l'arrivée de Sa Majesté. Et c'est ainsi que Perlet lui-même se voyait, — non sans étonnement peut-être, — chargé de composer le gouvernement provisoire qui allait succéder à Napoléon et rendre la France au frère de Louis XVI.

***

Perlet était un mouchard ; le plus obscur, le plus vil, le plus méprisé peut-être de cette tourbe de déclassés dont se composait la police de Desmarest. A son retour de Cayenne où Fructidor l'avait expédié, il n'avait rien retrouvé d'une fortune estimée, d'après ses dires, à 500 000 francs. Le monde avait changé en son absence et il ne parvint ni à rétablir sa situation, ni à trouver un emploi qui l'aidât à vivre. Ayant femme et enfants, las de trainer la misère, il sombra, comme bien d'autres et tenta de s'affilier à la police.

Avant la Révolution, lorsqu'il habitait encore à Genève, il avait là pour ami un prêteur sur gages, nommé Veyrat, qui, accusé d'émission de fausse monnaie, condamné à la prison puis

au bannissement, avait reparu aux bords du Léman lors de la querelle entre « les natifs et les oligarches » et s'était montré terroriste impitoyable. Installé à Paris vers la fin de 1795, Veyrat essaya d'abord d'un petit commerce dans le faubourg Saint-Denis; n'ayant pas réussi au gré de ses ambitions, il entra dans la police et fut créé inspecteur, à l'époque de Fructidor, par le ministre Sotin; destitué par Dondeau, réintégré sous Duval, ne connaissant rien ni des partis ni des hommes de la Révolution, sans attache à aucune coterie, Veyrat n'avait qu'une conviction : il était avide d'argent. Nommé inspecteur général à la Préfecture de police après le 18 brumaire, il fit fructifier son emploi avec une âpreté ingénieuse. Ce qui le rendait redoutable, c'était son intimité avec Constant, le valet de chambre de l'Empereur : on le disait même en rapport direct avec Sa Majesté et chef d'une police particulière chargée de renseigner le souverain sur ce qui se tramait à la Préfecture et au Ministère où l'inspecteur général avait ses entrées.

Tel était le puissant personnage auquel Perlet, à bout de ressources, avait exposé sa situation. Veyrat fut compatissant; il donna audience à Perlet, et l'engagea à « travailler. » Perlet y consentit avec reconnaissance : l'inspecteur général l'essaya d'abord dans quelques menues besognes : il s'agissait, tout simplement, d'aborder, sous un prétexte quelconque, les promeneurs des jardins publics, d'engager avec eux la conversation et, en provoquant leurs confidences, de les amener adroitement à « parler contre le gouvernement, » pour ensuite les dénoncer. On a les premiers rapports de Perlet; c'est puéril et répugnant. Tout de même, Veyrat reconnut en son élève des dispositions manifestes, car il l'enrôla après six mois d'apprentissage. Je ne sais si Veyrat exigeait de ses néophytes un serment d'obéissance passive et d'aveugle servilité; mais on retrouve non daté, écrit de la main de Perlet, cet engagement solennel qui ressemble à une profession de vœux éternels : « Tout ce que tu me diras de faire, je le ferai. Je ne regarderai point en arrière. Éprouve-moi; si tu me trouves faible, sacrifie-moi. Ma détermination irrévocable est de servir ta fortune. Heureux, je veux partager ton bonheur; malheureux, je te serai dévoué. Je t'appartiens; rien au monde ne me fera changer... » A la fin d'août 1805, Perlet recevait des appointements fixes et des gratifications fréquentes. Il était sauvé, — et perdu.

On saisit dès lors comment fut ourdie la nasse où devait se prendre Fauche-Borel : dans les premiers jours de janvier 1806, Desmarest s'aperçoit qu'il est joué par le libraire : le 10, il signale à l'Empereur, ainsi qu'on l'a vu, l'ingratitude de cet intrigant et proteste que « le trompeur tombera dans le piège qu'il a tendu. » Le jour même il a pris ses mesures et cherché parmi ses agents secrets un homme connaissant les Fauche, possédant leur confiance et pouvant engager avec eux une correspondance. Veyrat consulté désigne Perlet, nouvelle recrue dont personne ne soupçonne encore l'enrôlement et qui, différentes fois, a été en relation avec les deux frères aux yeux desquels, en sa qualité de « fructidorisé, » et en raison de ses protestations répétées, il passe pour un militant du parti royaliste. Et tout de suite la correspondance s'établit. Desmarest l'inspire et la dirige : l'idée du *Comité* royaliste, composé de sommités du parti impérialiste, doit être de lui ; car, on le pense bien, ce fameux *Comité*, dont Perlet vante l'activité et la puissance, est une conception purement imaginaire. Le but que vise d'abord Desmarest est seulement d'attirer Fauche-Borel à Paris et de lui faire expier, — chèrement, — sa défection. Mais il importait que l'amorce fût tentante et l'hameçon bien caché : voici de quelles attirantes insinuations s'enveloppait l'invitation : c'est Perlet qui s'adresse à François Fauche : — « ... J'ai des intelligences auprès des autorités... O mon ami ! Si avec tous mes moyens, tous mes préparatifs, il se présentait une bonne occasion et que l'on ne pût en profiter, faute d'un chef !.. Il y aurait de quoi se brûler la cervelle ! J'ai beau me creuser l'esprit pour chercher à Paris le personnage capable de remplir ce but, je ne trouve rien ; et, d'ailleurs, ce serait trop hasarder les intérêts les plus chers du Roi ; c'est au Roi à indiquer ce personnage indispensable qui ne sera connu que de moi jusqu'au moment décisif... Je pourrai, sans le compromettre, lui faire connaître les différents personnages sur lesquels on peut compter... J'appartiens tout entier à Sa Majesté. » Perlet sait que ses lettres sont communiquées à Fauche-Borel ; il sait aussi que celui-ci, très imbu de son « expérience, » et très désireux de ne pas laisser le rôle à un autre, s'offrira de lui-même pour être « ce personnage indispensable » dont la présence à Paris est urgente. Ou plutôt, Perlet n'est déjà plus qu'un instrument aux mains de plus habiles que lui : ayant constaté, par les réponses

de François Fauche, l'incroyable crédulité de Louis XVIII et de son entourage, les policiers de Fouché ont vite envisagé tous les avantages qu'on peut recueillir de cette surprenante confiance : on ne renonce pas, certes, à attirer Fauche-Borel sur le continent; mais on espère avec lui en attirer d'autres : l'un des jeunes fils du comte d'Artois, d'Artois lui-même, peut-être, ou, — qui sait? — décidera-t-on le Prétendant à risquer sa personne royale. En tout cas, on va connaître ainsi les plans, les projets, les ressources de l'exilé et l'importance des subsides qu'il reçoit de l'Angleterre : c'est à quoi tendront peu à peu les cajoleries de la correspondance. Comme le travail est délicat et qu'on redoute, en forçant la note, d'éventer la mine, les plus expérimentés s'y attellent : Perlet n'est, à proprement parler, que l'agent transmetteur : il écrit les lettres; mais c'est Desmarest, le préfet Dubois, Fouché lui-même qui les dictent, et, par cette éminente collaboration, la fourberie atteint au grandiose. Pour bien montrer qu'il s'évertue et que, grâce à son activité, son *Comité* se renforce chaque jour, Perlet informe Fauche qu'il a gagné à la cause royale Veyrat lui-même, le pilier de la police impériale : — « Il est entièrement dévoué et nous ne faisons qu'un; mais il s'est bien expliqué : il ne se mêlera de rien avant d'avoir vu bien clairement que l'on a les moyens d'agir. Faites sentir, mon ami, cette nécessité et répondez-moi nettement sur cela... Il est nécessaire, — et le *Comité* est de cet avis, — qu'il connaisse tous les plans et tout ce que les partisans de *Fietta* (Louis XVIII), soit à Londres, soit ailleurs, ont envie de faire, afin de centraliser les mesures et de ne pas se contrarier. »

Ce stratagème était fécond en avantages : il permettait à Fouché de diriger à sa fantaisie, de son cabinet du quai Malaquais, les affaires de l'émigration, et de choisir même, comme s'ils étaient ses subordonnés, les hommes dont le Roi proscrit s'entourait. L'un d'eux déplaît-il à Paris? Y souhaite-t-on, au contraire, voir tel autre entrer en grâce, rien de plus simple : on introduit dans la lettre de Perlet quelque vive critique et un ou deux mots d'éloge émanant du mystérieux *Comité* : — « Je puis dire que M. d'Avaray n'entend rien aux grandes affaires; ce n'est pas l'homme qu'il faut... » — « La rentrée de Lord Moira au cabinet britannique me redonnerait bien du courage et avancerait sûrement les affaires de notre bon *Fietta*

(Louis XVIII). » Ainsi la plume de Perlet influe-t-elle sur les préférences du Roi de Mitau et des ministres de George III, car les uns et l'autre comptent sur le *Comité*, encore qu'ils n'en connaissent pas la composition. Perlet s'est toujours refusé à citer aucun nom ; mais il procède par allusions qu'on imagine là-bas transparentes, et, la « clairvoyance » de Fauche-Borel aidant, on s'ingénie à mettre des noms sur les chimériques silhouettes qu'esquisse vaguement Perlet.

Sur l'ordre du Roi, François Fauche a passé à son frère la direction de la correspondance : or, malgré la « connaissance approfondie » qu'a Fauche-Borel du personnel révolutionnaire et des dessous de la politique, » il ne parvient pas à percer les ténèbres dont s'entoure le *Comité* de Perlet. Mais là où il affirme ne pas s'illusionner, c'est en comptant sur « les bons sentiments » de Fouché, « qui a sauvé et sauve encore les vrais amis du Roi. » Chose singulière, cette opinion courait, non point seulement dans la cervelle à l'évent de Fauche-Borel, mais parmi toute l'émigration : Fouché le montagnard, Fouché le régicide, le proconsul de Nevers et de Lyon, le terrible policier de Bonaparte, passait, aux yeux des partisans de la légitimité, pour être la providence des royalistes : « Dès 1803, deux chefs chouans, Suzannet et d'Andigné, avaient déjà confié à d'Antraigues que Fouché était prêt à renverser le gouvernement de Bonaparte. » Telle était aussi la croyance du cabinet de Saint-James ; Fouché le savait et, — chose plus singulière encore, — ça ne lui déplaisait pas. Aussi s'amusait-il manifestement à suivre dans la correspondance échangée entre Fauche-Borel et Perlet les efforts du premier pour obtenir « des noms » que l'autre s'obstinait, — par scrupule d'honnêteté, disait-il ! — à ne point révéler, ce dont il eût été bien en peine. Et c'est ainsi que ce *Comité* anonyme et inexistant influa sur la politique de l'émigration et, par contre-coup, sur celle de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie.

Cet imbroglio, qui paraîtrait vaudevillesque s'il n'inspirait tant de répugnance, s'amplifia dès la première année par les soins diligents de Fauche-Borel qui consacrait à la conduite de cette « affaire immense, » tout son zèle et tout son temps. Cet imprimeur, qui imprimait si peu, était, en revanche, un épistolier d'une fécondité déplorable : sous le moindre prétexte, il couvrait huit pages de sa cursive, assez incorrecte, d'ailleurs.

Non seulement il correspondait avec Perlet, mais il recopiait les lettres reçues de lui pour les transmettre au Roi, aux ministres anglais, et il les accompagnait de commentaires interminables et de considérations prolixes sur la situation de l'Europe, ou de billets d'envoi signés de son seul prénom Louis, prenant sous sa plume une allure de plus en plus royale. A force de vivre dans la fréquentation des princes, des ambassadeurs, des hommes d'État, Fauche imaginait être ministre, et ce devait être un spectacle bien curieux que celui de la vaniteuse gravité qu'il apportait à traiter, le plus sérieusement du monde, la mystification dont il était la dupe. Il y a des perles dans ses lettres à l'ami *Bourlac*, — tel était, on le sait, le pseudonyme adopté par Perlet sur la prière instante de Fauche : — « Je suis chargé de vous dire, de la part de *M. Courtemer* (d'Avaray), qu'il se porte bien et de vous témoigner toute la satisfaction que *Fietta* (Louis XVIII) conçoit de votre travail et de celui de votre *Comité*. » A ce *Comité* Fauche revenait sans cesse : il voudrait bien savoir quels personnages le composent : — « Tâchez de nous dire que vous comptez sur Fouché ; on aimerait avoir dans nos affaires un homme à moyens comme lui. » Perlet ayant annoncé que la « majeure partie de la Police de Paris était aux ordres du *Comité*, » cette bourde énorme fut acceptée sans l'ombre de scepticisme : et Fauche tente de se renseigner : — « Êtes-vous bien avec la police de Fouché et de Desmarest, ou travaillez-vous avec celle de Dubois ? » (le Préfet). Le mouchard préférait ne pas s'étendre sur ce sujet ; mais Desmarest, qui avait de l'esprit et aimait à plaisanter, glissa dans l'une des lettres de son agent une allusion discrète à l'offre que, deux ans auparavant, Fauche, prisonnier à la Force, lui avait faite de ses services, en protestant de « son dévouement au gouvernement impérial. » Perlet, jouant l'inquiétude, demande à Fauche si ses convictions royalistes sont bien sincères, et s'il n'a jamais caressé le projet de se rallier à Bonaparte. Fauche, indigné, riposte : — « Je ne comprends pas comment vous pouvez me parler de vos craintes au sujet d'un changement de parti, et de l'idée révoltante que je pourrais être assez vil pour m'être attaché à l'exécrable tyran. Mille fois mourir, avant qu'une idée semblable me prenne ! » Ce que lisant Desmarest dut rire.

On perçoit l'écho de sa gaîté dans les bulletins rédigés sous

sa surveillance et quotidiennement soumis à l'Empereur. Ordinairement graves, leur ton devient goguenard lorsqu'il y est question de « la prochaine défection complète et simultanée de tous les fonctionnaires de l'Empire français en faveur du Prétendant. » On s'y amuse de la naïveté de Fauche-Borel et de la pleine confiance qu'il accorde à « son ami de Paris, » — « du superbe plan de l'agent de Police » (Perlet, que le bulletin ne désigne jamais autrement) plan, qui consiste en « une légation royale à Paris composée d'un militaire marquant, d'un sénateur, etc., dont Fauche serait l'intermédiaire auprès du Roi; » — on y raille la joie crédule du dit Roi, « touché de la plus vive sensibilité en apprenant l'avancement donné à ses affaires par l'agent de Police, » et dont il parle « comme de son plus ferme soutien : » — et l'on ne craint pas d'exposer à l'Empereur lui-même que « la base de ce fameux plan est de renverser le tyran et de purger la France de son infâme séquelle. » Tout cela, d'ailleurs, rapporté aux bulletins, sans détails ni développements, à l'égal d'un simple fait divers, de façon que l'Empereur n'y pouvait, à vrai dire, rien comprendre si quelqu'un ne lui fournissait un complément verbal d'information. On aimerait à penser qu'il ne le réclama point et n'autorisa jamais de son approbation cette supercherie indigne de sa grandeur.

Ce qui surprend, c'est que Louis XVIII, réfléchi et circonspect, le cabinet britannique, prudent et rendu méfiant par l'expérience, s'y fussent laissés prendre. Faut-il donc supposer que la finesse des plus perspicaces était alors émoussée par la brutale incohérence des événements? Après cent ans et plus, ils nous paraissent encore invraisemblables; qu'était-ce donc pour les contemporains? Se représente-t-on le prodigieux effet que dut produire aux cours étrangères, figées depuis des siècles dans la vénération de l'hérédité hiérarchique et des antiques aristocraties, la première page de cet *Almanach impérial pour l'an XIII* où, sous le titre traditionnel : *Naissances et alliances des Princes et Princesses de l'Europe, France*, on lut avec effarement ce nom de Napoléon, suivi de la kyrielle de toute la famille. D'où sortaient ces gens-là? Celle-ci était, il y a dix ans, ouvrière en linge à Marseille; cet autre aujourd'hui qualifié « beau-frère de l'Empereur, grand amiral, maréchal de l'Empire, gouverneur de Paris, » est le fils d'un cabaretier. Et

toute cette bande vous a des « grands aumôniers, » des « pages, » des « dames pour accompagner, » des « hérauts d'armes, » — qui se nomment Sallengros et Zimmermann! Pouvait-on croire à la durée de cette mascarade ? N'était-il pas impossible que ces parvenus risibles eussent des partisans en ce Paris réputé par son tact et son respect des traditions? Depuis le début de la Révolution, les princes exilés, dans une incompréhension parfaite du nouvel esprit de la France, persistaient donc à garder l'illusion que nul ne pouvait rêver sort plus désirable que celui de servir la cause royale et gloire plus enviée que celle de mériter leurs faveurs. Entre eux ils se jalousaient et se craignaient : Louis XVIII redoutait les inconséquences de son frère d'Artois, lequel se méfiait du cousin d'Orléans; tous deux prenaient ombrage de la popularité du prince de Condé et même évitaient de mettre en avant les deux jeunes ducs d'Angoulême et de Berry, de peur que la France, enthousiasmée par leur bonne mine, ne se jetât dans les bras de l'un ou de l'autre. Mais, en dehors de leur propre famille, les Bourbons ne voulaient voir en tous leurs sujets rebelles que des amis prêts à se dévouer. Aussi, dès qu'un homme paraissait émerger de la démocratie ambiante et faisait preuve de quelque supériorité, ils imaginaient n'avoir qu'un mot à dire pour que celui-là se ralliât docilement à leur cause et protestât de sa soumission. C'est ainsi qu'on avait « tâté » Cambacérès, dès 1795, prêt, croyait-on, à « demander sa grâce; » puis on voulut avoir Pichegru, ainsi qu'il a été conté; après Pichegru on s'adressa à Moreau, à Hoche, à Kellermann; on essaya de séduire Boissy d'Anglas, Oudinot; un peu avant le 18 brumaire, on crut pouvoir gagner Talleyrand; — quand on parlait de lui au Roi, on ne disait pas : *Talleyrand*, on disait: l'*Évêque d'Autun;* — mais le dit prélat « demanda l'impossible. » On tenta Barras; on fit des avances à Carnot, encore que ces démarches répugnassent à d'Avaray qui, intransigeant, n'apercevait pas « l'utilité de rallier ces tyrans ensanglantés. » Dès brumaire, on s'attaqua à Lebrun, le troisième Consul, qui riposta par un refus sec et poli; on circonvint Joséphine, la femme de Bonaparte, que Mme Hue, son ancienne amie, assurait être « royaliste; » on pressentit à plusieurs reprises Berthier, le fidèle compagnon de Napoléon; originaire de Versailles, sa mère avait compté jadis au nombre des femmes de chambre du château, et lui-même, à ses débuts, fut employé par Louis XVI

à la confection de la carte des Chasses : si grande était l'aberration de la petite cour du Prétendant qu'on n'y doutait pas des regrets que ce passé flatteur devait éveiller au cœur de Berthier, devenu ministre de la Guerre; mais il se déclara satisfait de sa place actuelle, et ce fut encore pour Mitau une désillusion. On aborda enfin Bonaparte lui-même, — « un gredin très maladroit, » au dire du comte de Vandreuil; — pour le vainqueur d'Arcole, Louis XVIII se mit en frais d'une lettre personnelle, qui lui valut une réponse, de son propre aveu, « insolente. » Et malgré ces déboires répétés, la foi subsistait toujours dans la constante fidélité des « sujets » du Roi et dans sa restauration prochaine. Que ces puériles espérances aveuglassent les émigrés, vivant depuis longtemps à l'étranger, on peut, d'une certaine façon, le comprendre; mais qu'elles ne fussent pas détrompées par les fervents authentiques que les Bourbons comptaient encore à Paris, voilà qui paraît difficilement explicable.

Il est vrai que, depuis l'exécution du duc d'Enghien, au printemps de 1804, il n'y avait plus en France d'agence royale. Il était constant que Bonaparte ne se sentait aucune disposition à jouer le rôle d'un Monck, et pourtant les illusions persistaient toujours : c'est un mal tenace dont on s'efforce de ne pas guérir, tant il est captieux et séduisant: ainsi s'explique la crédulité de la petite cour de Mitau qui, lasse de déceptions, s'obstinait à vouloir être leurrée et, sous le grand déluge où s'étaient noyés tous ses espoirs, accueillait comme la colombe de l'arche, la mystification de l'odieux Perlet, annonçant qu'un revirement était proche et que l'Usurpateur, en apparence triomphant, ne comptait plus un partisan ni un ami.

Les coups répétés du malheur, l'éloignement, l'impossibilité d'un incessant contact avec la France, la préoccupation de tenir le rôle en dépit de l'inattention universelle, et, plus encore, les flatteries mensongères des aventuriers et des besogneux, enveloppaient Mitau d'une sorte de léthargie. C'était alors une ville régulièrement tracée, mais bâtie de maisons de bois, dominées par l'un de ces immenses châteaux que, dans l'obsession de Versailles, bon nombre de souverains, grands et petits, avaient élevés au cours du XVIIIe siècle. La demeure était donc monumentale et pouvait passer pour splendide, digne vraiment d'abriter l'exil de la plus auguste monarchie du monde. Des bosquets coupés d'étangs formaient parc, dissimu-

lant tant bien que mal l'étendue de la dune livide se confondant à l'horizon avec la ligne grise du golfe de Riga. Par malheur, ce noble et triste décor incitait à l'organisation d'une Cour, et l'on n'y manqua pas. Quoique, si l'on excepte les grands appartements, le château fût entièrement démeublé; qu'il n'y eût « point de lits, point de couchettes, point de linge, ni rien de ce qui est indispensable dans la plus chétive maison, » on s'installa, à l'économie, mais de façon à satisfaire l'étiquette. Dans ce grand palais on s'efforça de reconstituer Versailles et les Tuileries, encore qu'on disposât seulement des charités du Czar, un lunatique, dont les munificences étaient intermittentes. Ainsi avait-il eu la délicate pensée de former un détachement de cent anciens gardes du corps du Roi, ayant fait partie de la cavalerie noble de l'armée de Condé et qu'il fit conduire à Mitau dans des fourgons de poste, afin que le Prétendant fût reçu à son débotté avec les honneurs royaux; mais le Czar avait négligé de donner des ordres au sujet du logement, de la paie et de l'habillement de cette maison militaire improvisée, de sorte que, affamés et en loques, réduits à l'aumône des habitants de Mitau, ces gardes du corps n'eurent pour casernement qu'une maison entièrement dégarnie où ne se trouva pas même une botte de paille.

Tout de même, quand on se fut organisé, et après l'arrivée de la Reine, demeurée jusqu'alors en Bohême, et de Madame Royale, fille de Louis XVI, internée à Vienne depuis sa sortie du Temple, la Cour de Mitau prit un semblant de tenue. Le Roi eut « sa maison : » grand aumônier, aumôniers en service, gentilshommes de la Chambre, aides de camp, chambellans par quartier... La Reine et Madame, — qu'on maria sans désemparer à son cousin le duc d'Angoulême, — furent pourvues d'une dame d'honneur, d'une dame pour accompagner et d'un chevalier d'honneur. Près de trois cents Français vivaient dans le château des ducs de Courlande, et d'être là, après tant de dispersions et de misères, dans cette oasis favorable aux illusions, ils souhaitaient que rien ne vînt troubler cette accalmie et ils redoutaient par-dessus tout les porteurs de mauvaises nouvelles. Certes, les bénéfices matériels étaient minces, les portions congrues, les livrées râpées, la chère était maigre, la pénurie grande, car le Roi, qui tenait lui-même les cordons de sa bourse, répartissait parcimonieusement les deux cent mille

roubles que lui servait, — irrégulièrement, — l'Empereur de Russie; mais, comme le dénuement était général et qu'on n'avait point à souffrir des comparaisons, on en prenait son parti, dans l'espoir des revanches prochaines. De ces résignations naissait une sorte d'indolence accrue encore par l'éloignement de la France, et l'on s'explique que, à vivre repliés sur eux-mêmes, isolés sous un climat soporatif, ces naufragés de la Révolution se fussent abandonnés à tous les songes dont pouvait s'agrémenter leur somnolence.

Les gens de passage, ceux que la vie agissante tenait éveillés et qu'un devoir, le hasard ou la simple curiosité amenaient à Mitau, rapportaient de ce Versailles au Bois dormant des impressions lamentables. Le prince de la Trémoille, chef temporaire de l'agence royaliste, au temps du Consulat, échappé à la fournaise de Paris et venu à Mitau dans l'espoir d'y retremper son ardeur, s'en sauvait « écœuré jusqu'au dégoût, » et épouvanté de n'y avoir trouvé que des fossiles endormis, volontairement sourds à tout ce qui troublait leur rêve. La jeune duchesse Dorothée de Biren, la future duchesse de Dino, dont le père avait régné sur la Courlande, fut admise, encore presque enfant, mais déjà douée d'une pénétration singulière, à présenter ses hommages aux Bourbons de France, hébergés dans le château qu'avaient possédé ses ancêtres : on la présenta à « la Reine; » elle en eut peur : — « Je n'avais jamais vu une femme plus laide ni plus sale; ses cheveux gris, coupés en hérisson, étaient couverts d'un mauvais chapeau de paille tout déchiré; son visage était long, maigre et jaune; sa taille petite et grosse soutenait, je ne sais comment, un jupon sale sur lequel flottait un petit mantelet de taffetas noir tout en loques. La messe, les vêpres, le salut, la chasse occupaient le duc d'Angoulême ;... le duc de Gramont cherchait partout un bon dîner; M. d'Agoult soignait déjà Mlle de Choisy... » La petite Dorothée jugeait que « si l'on n'avait été aveuglé par le besoin de trouver intéressants des gens malheureux, » on aurait pris très mauvaise idée des proscrits qu'abritait le domaine de ses pères. — Vers la même époque, c'est-à-dire dans les premiers mois de 1807, le czar Alexandre voulut bien, sur l'instante prière de Louis XVIII, s'arrêter à Mitau qu'il traversait en se rendant à son armée. Les exilés avaient résolu d'éblouir ce puissant allié auquel ils devaient tant : à la poste, il trouva le duc d'Angoulême venu

pour le complimenter ; au pied de l'escalier du château l'attendait le comte d'Avaray qui le conduisit jusqu'au grand salon garni d'un meuble de casimir bleu avec des bordures de casimir jaune. Là se tenait « le roi de France, » empêché par la goutte, — ou par l'étiquette, — de s'avancer au-devant du Czar. Les deux souverains s'embrassèrent et se retirèrent dans le cabinet du Roi où ils restèrent seuls près d'une heure. Puis le Czar consacra quelques instants « à la Reine » et à la duchesse d'Angoulême. Il quitta Mitau le soir même. Louis XVIII fut « enivré par cet entretien ; » quant au Czar, choqué par la pauvreté prétentieusement dissimulée de son hôte, par l'aspect de ce goutteux obèse, par sa loquacité déconcertante, il sortit de là résolu « à abandonner les Bourbons et à ne favoriser en rien leurs projets, » bien persuadé que le Prétendant, « débris d'une grandeur passée, » était un homme médiocre qui ne régnerait jamais.

De même que l'optimisme opiniâtre des Français de Mitau leur montrait des éclaircies d'azur dans le ciel implacablement sombre de leurs destinées, de même l'accoutumance leur celait-elle ce qu'avait de piteux ce pastiche de Cour et ce simulacre de décorum. Les étrangers jugeaient cette affectation presque inconvenante : ces gardes du corps, armés de pied en cap pour la défense de ce monarque perclus qui ne sortait pas de son appartement et que personne ne songeait à attaquer, l'oisiveté de ces gentilshommes, affairés à des riens et imbus de leur importance, cette soumission à une étiquette surannée et dénuée des élégances qui la rendaient naguère supportable, offusquaient comme des enfantillages. Et pourtant, parmi l'Europe submergée par le flot montant de l'idée révolutionnaire, il n'était pas sans grandeur que, en cette sorte d'îlot perdu aux confins du monde civilisé, le descendant de soixante-dix rois recueillît, comme un Robinson, les tristes épaves du grand naufrage où s'était englouti le vieux monde. Il avait groupé autour de lui, ainsi qu'un symbole, les survivants augustes ou humbles des tragédies régicides : la fille de Louis XVI, l'abbé Edgeworth, le prêtre de l'échafaud royal, Hue et Cléry, les derniers serviteurs du Roi martyr et jusqu'au pauvre Turgy, le garçon d'office du Temple. Et quand tous les souverains empressés s'agenouillaient devant Bonaparte en attendant qu'ils le pussent abattre, il était beau de voir le plus noble de tous, réduit à la mendi-

cité, affrontant le cyclone avec intrépidité et se refusant à courber le front. Son indomptable confiance en ses imprescriptibles droits était un reproche pour les uns, un remords pour d'autres, une leçon pour tous; des indifférents, même, en étaient frappés : un officier de Napoléon porteur d'une dépêche à destination de Saint-Pétersbourg et voyageant à grande allure, traverse, un soir d'août 1807, une petite ville russe. C'est la poste : on relaie. A l'auberge, l'officier s'étonne d'entendre tout le monde parler français; la plupart des hommes qui sont là ont à la boutonnière un ruban rouge. — Qu'est-ce? La légion d'honneur? — Non, l'ordre de Saint-Louis. — Comment donc s'appelle cette bourgade? — Mitau. On est en France, en vieille France. Remonté dans sa chaise de poste qui, de nouveau, brûle le pavé, le courrier de l'Empereur, se penchant, aperçoit, dominant les toits de la ville, la longue et superbe façade, toute éclairée, du château qui abrite la royauté proscrite. De ce rapide coup d'œil germera dans son esprit une hantise inconsciente : cet officier de Napoléon, à dix ans de là, sera aux Tuileries, gentilhomme de la chambre du roi Louis XVIII. Cette hantise, bien d'autres la subissent : le grand perturbateur, celui qui secoue et domine le monde, Napoléon, à l'apogée de sa gloire, en est lui-même obsédé. Il savait bien que « dix siècles d'histoire ne pouvaient être effacés par les événements de dix années, » et, dans ses retours de conscience, l'idée le harcelait que la restauration des Bourbons était fatale. — « Je ne suis pas éloigné de croire, notait Pasquier, que, dans son orgueil, il était flatté de ne pouvoir être remplacé que par cette auguste dynastie. » Ça le gênait qu'il y eût là-bas, au fond de la Courlande, un rival sans un canon, sans un soldat, et plus puissant que lui pourtant à cause du principe dont ce banni était le représentant : — « Ah! Si j'étais seulement mon petit-fils! » murmurait-il en contemplant avec tristesse son œuvre éphémère. Pour se délivrer de ce cauchemar, il tenta « d'acheter » à l'exilé son indélébile prérogative : un Prussien eut la platitude de transmettre la proposition; la réponse de l'exilé fut superbe : — « Bonaparte se trompe s'il croit m'engager à transiger sur mes droits... Il les établirait lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment ». Et comme le Prussien insistait, alléguant que, par ce refus hautain, le Roi s'exposait à perdre les subsides pécuniaires de la Russie, déjà

tremblante, Louis XVIII riposta : — « Je ne crains pas la pauvreté. S'il le fallait, je mangerais du pain noir avec mes enfants et mes serviteurs... » Ce n'était pas là un mot « à effet, » puisque, peu auparavant, dans le lamentable exode de Varsovie, la famille royale, à bout de ressources, avait dû vendre ses meubles et mettre en gage les diamants de la fille de Louis XVI. Dans cette extrémité, le proscrit errant ne parlait pas moins de « sa couronne, » de « son sceptre, » de « son trône, » de ses « fidèles sujets: » et cette opiniâtre confiance, accrue de toutes les catastrophes qui auraient dû l'entamer, explique la crédulité tenace du Roi et de ses entours aux rapports invariablement favorables de ses agents comme aux machiavéliques perfidies de ses adversaires. La naïveté et l'aveuglement comptent parmi les plus estimés des apanages de la foi.

Ainsi, sans inspirer l'ombre de méfiance, depuis le début de 1806, se poursuivait entre Mitau et les mouchards de Paris cette correspondance dont on a dit plus haut l'origine et le développement. Les lettres de Perlet parvenaient à Fauche-Borel fixé à Londres, ainsi qu'on l'a vu; celui-ci en adressait copie à son frère François, retiré à Copenhague après l'invasion de la Prusse par les armées françaises, lequel les faisait parvenir en Courlande. Cette correspondance, — on se le rappelle peut-être, — était, d'abord, un piège du subtile policier Desmarest, désireux d'attirer Fauche-Borel en France : il fallait que, pour l'exemple, le libraire se livrât lui-même au châtiment dû à sa félonie : d'où l'invention de ce faux *Comité* royal, composé de personnages aussi éminents qu'imaginaires, et l'incessante objurgation que « quelqu'un, » possédant toute la confiance de l'auguste exilé de Mitau, vînt personnellement se concerter avec eux. Tel était primitivement le traquenard habilement tendu; la facilité avec laquelle les deux Fauche, d'Avaray, le Roi lui-même, « gobaient » cette bourde de taille, avait enhardi les policiers : ils tiraient, de leur stratagème, de précieux renseignements sur la politique de l'émigration; sous prétexte que le *Comité* réclamait d'être tenu « au courant de tout, » Perlet recommandait à son cher Fauche de ne « lui rien cacher; » même, soit que Desmarest eût jugé piquant de solder sa police aux dépens du gouvernement anglais, soit que Perlet eût résolu de refaire sa fortune abolie depuis Fructidor, il insinua à

son correspondant que le *Comité* avait besoin d'argent pour acheter certains concours subalternes et qu'une somme de 500 000 francs aiderait grandement à hâter l'heureux dénouement. Mais le point essentiel, sur lequel on insistait surtout, c'était l'envoi à Paris « d'une personne de confiance, » chargée de se mettre en rapport avec le *Comité*.

Restait à choisir cette « personne de confiance. » Fauche-Borel, comme on l'imagine, souhaitait ne laisser à nul autre le bénéfice de cette aubaine; d'ailleurs, il se jugeait le seul capable d'apprécier, en homme rompu aux grandes affaires, l'importance du mouvement qui se préparait, les personnages qui allaient s'y trouver mêlés, leurs ressources, leurs projets, « d'enflammer leur zèle et d'évaluer les sommes nécessaires, à leurs dépenses secrètes. » C'était lui, du reste, que le *Comité* désirait et Perlet insistait beaucoup, dans l'intérêt de « la cause, » pour qu'il se décidât à se mettre en route. Mais Fauche était un peu refroidi par les admonestations du comte d'Antraigues, grand expert en intrigues et convaincu que « l'affaire Perlet » était une périlleuse mystification. Lord Howich lui-même, secrétaire d'État du ministre des Affaires étrangères, — soit qu'il redoutât les prétentions de Fauche, soit qu'il n'eût en lui qu'une médiocre confiance, — le mettait en garde contre quelque guet-apens et eût préféré envoyer à Paris l'un de ses compatriotes. Fauche, n'ayant pas oublié, lui, le mauvais tour joué à Desmarest et sachant qu'il s'exposait beaucoup en bravant le policier sur son domaine, se résignait, sans trop de peine, à céder la mission à un autre; mais comme il la prévoyait immensément retentissante et lucrative, il tenait absolument à ce qu'elle fût confiée à quelqu'un des siens et il désigna au ministre son neveu Charles Vitel récemment débarqué à Londres.

C'était le plus jeune des deux frères : celui qui, treize ans auparavant, à Genève, s'était, un jour de Terreur, échappé de la maison familiale pour courir à l'endroit où on fusillait son père : on avait dû arracher l'enfant du lieu de l'exécution, ainsi qu'on l'a vu au début de ce récit. Charles comptait maintenant vingt-sept ans : c'était un grand garçon aux traits fins, aux yeux clairs, aux cheveux châtains, à l'air un peu féminin et mélancolique. Il s'était engagé à dix-huit ans dans l'armée anglaise et revenait, en ce mois de décembre 1806, d'une campagne aux Indes où il avait servi, en qualité d'enseigne, sous les ordres de

sir Arthur Wellesley, le futur duc de Wellington. Fauche-Borel avait présenté son neveu à tous les personnages dont il se flattait d'être estimé; le jeune homme plut par sa distinction, sa bonne tenue, sa mine « candide » et distinguée. Quand il se déclara prêt à partir pour Paris, lord Howich lui représenta les dangers de l'entreprise; mais Charles insista, alléguant qu'elle n'offrait pas pour lui autant de difficultés que pour un autre : il connaissait Perlet qu'il avait rencontré à Londres, en 1800, lorsque le déporté revenait de Cayenne; en une heure d'entretien avec cet homme précieux il apprendrait les noms des sénateurs et des maréchaux composant le *Comité*, se présenterait chez les plus qualifiés et reprendrait aussitôt la poste. Il ne ferait donc que toucher barre à Paris, et il serait, d'ailleurs muni d'un passeport en règle, levé à Neuchâtel où il comptait se rendre d'abord, ayant hâte d'embrasser sa mère, son frère et sa sœur qu'il n'avait pas vus depuis huit ans. Dans ces conditions les risques étaient réduits à leur minimum, d'autant que l'honnête et courageux Perlet ne ménagerait au jeune émissaire ni sa protection, ni celle des puissants fonctionnaires ralliés par lui à la cause royale.

Au nombre de ces fonctionnaires, Fauche-Borel, interprétant les réticences de Perlet, plaçait, on ne l'a pas oublié sans doute, Fouché, le ministre de la Police : c'était lui, évidemment, ce haut personnage désigné dans la correspondance sous le pseudonyme de *Maradan*. Perlet n'avait jamais consenti à s'expliquer nettement à ce sujet; mais, puisqu'on disposait d'un émissaire, il fallait en avoir le cœur net. Lord Howich exposa à Charles Vitel l'intérêt extrême que le cabinet britannique attachait au concours de Fouché. — « S'il compte au nombre des membres du *Comité*, dit-il, nous aurons une grande confiance dans la négociation. » Tout de suite, Fauche-Borel, pour montrer son zèle, imagine d'écrire à Fouché une lettre dont Charles sera porteur et qu'il remettra lui-même au ministre de la Police, s'il trouve l'occasion de se rencontrer avec lui. » Cette lettre est ainsi libellée :

Ayant une communication de la plus haute importance à faire parvenir à Votre Excellence, j'aurais besoin à cet effet de deux passeports en blanc pour deux personnes que le ministère de Sa Majesté britannique désire vous adresser : l'un pour moi, en mon nom et avec mon signalement; l'autre en blanc pour une personne de confiance

qui reviendra avec moi auprès de Votre Excellence pour traiter *d'un objet important* qui intéresse essentiellement le salut de l'État et l'existence personnelle du ministre. Si le ministre veut envoyer une personne qui ait toute sa confiance, cette personne recevra les premières communications qui ne laisseront rien à désirer à Son Excellence. Enfin, en priant le ministre de renvoyer mon neveu par la voie particulière des pêcheurs, je propose d'établir de suite, par ce moyen, une correspondance prompte dont le secret sera impénétrable et dont aucun émigré ni agent des princes ne sera instruit.

FAUCHE-BOREL.

Par précaution, cette lettre, tracée sur un papier très mince, fut introduite dans le bambou qui servait de badine à Vitel. Il lui était bien recommandé de ne remettre ce billet qu'à Fouché lui-même. Ainsi, bien lesté d'argent, heureux en expectative de la lieutenance que lord Howich lui a promise pour récompense, curieux de pénétrer en de si romanesques conditions dans ce Paris qu'il n'a jamais vu, Charles Vitel quitte Londres le 6 janvier 1807, poussé par l'inconscience de son oncle vers cet antre redoutable de la Police impériale, où il doit, sur la foi de Perlet, trouver des protecteurs empressés à lui faciliter sa tâche et à le prémunir contre tout danger.

*
* *

Vitel débarqua à Hambourg, muni d'un laissez-passer danois au moyen duquel il put se procurer un passeport pour Neuchâtel. Il traversa l'Allemagne sans malencombre et arriva dans sa famille vers le 1er février. Il séjourna dix jours à Neuchâtel et écrivit de là à Perlet pour l'aviser de son très prochain passage à Paris.

Cette lettre déçut Perlet : c'était Fauche-Borel qu'il espérait livrer à Desmarest. Il était, en outre, fort perplexe : ce jeune Vitel, arrivant investi d'une mission bien définie, ne serait probablement pas aussi facile à berner que son oncle le libraire; il allait exiger des précisions; comment éluder ses questions? Par quel subterfuge nouveau éviter de lui révéler les noms des membres d'un *Comité* qui n'existait pas? Et si Perlet refusait de parler, quel prétexte invoquer pour expliquer son silence sans pourtant éveiller les soupçons de ses dupes de Londres et compromettre la correspondance juste au moment où elle se présentait lucrative?

Perlet confia son embarras à son maître et ami Veyrat. L'inspecteur général de la Police avait ses défauts; mais c'était un homme de ressources, doué d'une sorte de génie pour sa profession et disposant de mille roueries aussi variées qu'ingénieuses : il examina la question et décida que, pour se tirer de cette situation épineuse, il suffisait de placer Perlet dans une position qui lui interdît de répondre aux questions de Vitel en lui permettant cependant de faire parler ce jeune homme dont on pouvait obtenir des renseignements précieux. Il imagina donc de mettre pour quelques jours Perlet en prison, sous prétexte de dettes impayées; durant cette détention fictive, Veyrat se chargerait de surveiller Vitel et d'empêcher qu'il perdît patience.

Charles Vitel arriva à Paris, venant directement de Neuchâtel, le 21 février, et se logea à l'*Hôtel d'Hambourg*, tenu par Paguest, rue de Grenelle Saint-Honoré, non loin du Palais-Royal. Dès le jour suivant, gardant 20 louis d'or en poche, il porta une lettre de crédit de 180 livres sterling à la banque Hottinger, rue du Sentier : il disposait donc de 200 livres sterling, soit environ 5000 francs. Cette opération faite, il se dirigea vers la rue de Tournon qu'habitait Perlet; Mme Perlet était seule à la maison, — on sait pourquoi; — elle reçut le visiteur qui se présenta comme un libraire venu pour entretenir Perlet d'un ouvrage intitulé *les Oiseaux de Paradis*. C'était là le « mot de reconnaissance. » Mme Perlet annonça que son mari était absent. Vitel laissa son nom et son adresse et s'en alla.

Vers le soir, Mme Perlet poussa jusqu'à la prison de Sainte-Pélagie, où s'était fait écrouer Perlet et rendit compte à celui-ci de la visite reçue dans l'après-midi. Perlet lui remit un billet que devait porter à Vitel le surlendemain, à la première heure, son domestique Gallay : il invitait par ce petit mot le neveu de Fauche-Borel à venir le trouver au plus tôt, sans lui indiquer pourtant l'endroit où il se trouvait. Le 24, à dix heures du matin, Gallay était à l'*Hôtel d'Hambourg* et proposait à Vitel de le mener à la maison où logeait momentanément Perlet. Vitel accepta avec empressement et se mit en route, en compagnie du domestique, lequel, soit dit en passant, était lui-même un mouchard de la Préfecture. Ils traversèrent tout Paris; mais lorsqu'on arriva dans les parages déserts du faubourg Saint-Victor, Vitel parut inquiet et demanda où on le

conduisait : — « A la prison de Sainte-Pélagie, » répondit Gallay; ce qu'entendant, Vitel prit peur, protesta qu'il n'irait pas plus loin, que, au surplus, il ne connaissait pas du tout M. Perlet, n'avait aucune affaire avec lui et que le billet s'était trompé d'adresse. Sur quoi il tourna les talons et s'éloigna à grands pas vers des quartiers moins suspects.

Le 26, nouveau billet de Perlet à Vitel. Le détenu de Sainte-Pélagie informe « son jeune ami » qu'il espérait sortir de prison le jour même mais que sa libération est un peu retardée; Vitel peut venir le voir sans rien redouter pour sa sûreté : — « toutes les précautions sont prises pour qu'il soit protégé par la police même. » L'enseigne se décide, va à la prison où Perlet l'attend; ils se reconnaissent; Perlet invite son visiteur à monter dans sa chambre et, là, il l'exhorte « à dire tout ce dont il est chargé, sans crainte du lieu où on se trouve. » Vitel, mis en confiance, raconte sa traversée, son voyage à Neuchâtel; il a, dit-il, l'ordre de regagner promptement l'Angleterre, et il partira aussitôt que Perlet lui aura confié « les papiers instructifs » qu'il doit lui remettre. Malheureusement, Perlet n'est pas libre : il s'en désole; il ne le sera que dans huit jours; mais s'il ne peut, jusque-là, « rien dire ni rien faire, » il questionne longuement Vitel sur la situation des émigrés, sur ce que le jeune homme a pu surprendre, en causant avec son oncle, des projets du gouvernement anglais; il parle avec chaleur, avec dévotion, avec attendrissement, du Roi exilé et de la sainte cause de la légitimité; il témoigne d'une entière soumission aux instructions du cabinet britannique... Et, dès qu'il est seul, il adresse au préfet de Police un rapport détaillé de ce qu'il vient d'apprendre. Tous les soirs Veyrat se glisse dans la prison et s'informe des confidences reçues. Du reste Vitel est « filé » par deux agents; ils ont ordre de ne pas l'inquiéter, car « pour s'assurer s'il a quelque communication ou quelques moyens secrets, on le laisse prolonger ses entretiens avec Perlet. » Et les entretiens se renouvellent, en effet, on le sait par le journal de l'emploi de son temps que tient consciencieusement Vitel et par les rapports que, chaque jour, Perlet envoie à ses chefs.

Ce journal est écrit sur un carnet couvert de parchemin et fermé d'un gros lacet vert-olive. A lire ce laconique memorandum, il semble que l'honnête Vitel s'étonne des atermoiements de son interlocuteur :

— 27 (Février). Allé à S. P. (Sainte-Pélagie). Nouvelles questions. Nouvelles assurances ; mais rien de nouveau.

— 28. Ainsi que la veille. M'engageant à ne pas manquer de revenir le lendemain.

— 1 (Mars). Ainsi que la veille. On voulait tout dire quand on sortirait (de prison).

— 2 et 3. Mêmes visites, mêmes assurances, mêmes questions. Rien de nouveau jusqu'au moment de la sortie.

Malgré le vague soupçon et la nuance d'inquiétude qu'on discerne dans ces brèves notes, Vitel est, avec Perlet, sans réticences : il croit aux hypocrites protestations du mouchard; il voit en lui un courageux militant de la bonne cause ; il se livre, expose tout ce qu'il sait, tout ce qu'il a entendu dire des arrangements que l'émigration et le gouvernement anglais fondent sur l'existence du *Comité*, et même il révèle qu'il porte, dans sa canne, une lettre pour le ministre de la Police. « Les hommes probes, a dit un sage, se tromperont toujours quand ils voudront calculer la marche des scélérats et les divers degrés du crime. » Et pourquoi Vitel s'observerait-il ? Son oncle Fauche-Borel lui a recommandé de témoigner une confiance aveugle en l'ami Perlet, « l'homme admirable, » le « royaliste fidèle, » le « sauveur de la France et de l'Europe. » Le cabinet de Saint-James, lord Howich, le roi Louis XVIII lui-même, bien renseignés, à coup sûr, traitent avec lui ; Vitel est leur délégué officiel : il manquerait à son devoir et compromettrait le succès de sa mission en se montrant réservé. On a un aperçu de ses confidences par les lettres que, chaque jour, Perlet adresse à Veyrat :

— 1er mars... Lord Howich a dit à M. Vitel... que les écrits de moi qu'on lui avait communiqués paraissent les seuls admissibles, les seuls auxquels on pouvait donner pleine et entière confiance, parce qu'il voyait bien qu'ils étaient solides... C'est ce qui a déterminé le ministre à m'envoyer M. Vitel pour se concerter avec moi *et les personnes qu'il suppose composer mon Comité*, sur les moyens de faire passer les millions nécessaires, afin de préparer le rétablissement du Roi... Cet argent est tout prêt à m'être envoyé et entièrement à ma disposition...

... M. Vitel m'a dit que la demande de 500 000 francs que j'avais faite avait d'abord paru bien mesquine ; mais l'arrivée de mes nouvelles lettres a dissipé tout soupçon... Si l'on pouvait assurer le ministère anglais que... Fouché entre dans le plan, alors il serait

convaincu de sa réussite et ferait les plus grands sacrifices d'argent. J'ai répondu... que j'avais bien quelques espérances et que notre *Comité* étant composé des gens les plus marquants, j'en référerais à eux et lui dirais ce qu'il faut en penser. Vitel est dans la plus grande sécurité ; il vient me voir tous les jours... J'ignore encore s'il a des papiers : s'il en a, *il est impossible qu'ils nous échappent.* Je suis bien assuré qu'il ne me cachera rien et qu'on fera de lui tout ce qu'on voudra.

— 3 mars. J'ai passé une partie de la matinée avec mon homme... Le projet bien arrêté entre le Ministère anglais et la Russie est de faire monter Louis XVIII sur le trône. Aussitôt qu'ils seront assurés de la disposition de la France, ils enverront une flotte prendre Louis XVIII et le feront débarquer... à l'endroit que le *Comité* indiquera.

On sent l'importance que se donne le misérable et combien il fait valoir l'invention de son *Comité* : il voit déjà le Roi de Mitau et la flotte anglaise tombant, comme le pauvre Vitel, dans le piège qu'il a dressé et il se fait gloire de sa machination. Le préfet de Police en est tout aussi satisfait : Perlet reçoit, en récompense de ses bons services, une gratification de 2 400 francs. De fait, il a adroitement conduit l'affaire : il a su confesser sa victime sans se « couper » et sans payer ces épanchements d'une seule confidence : il n'a nommé à Vitel aucun des membres du pseudo *Comité* ; ou, plutôt, il en a désigné un, un seul, son ami et son maître, l'inspecteur général Veyrat. Ah ! celui-là, il le présente comme le plus ferme étai de ce *Comité* fantôme, comme l'homme puissant auquel tous les royalistes de Paris doivent l'immunité dont ils bénéficient. C'est « grâce à la protection occulte de Veyrat que Vitel n'a été ni surveillé ni inquiété, » et Perlet conjure le naïf jeune homme de ne jamais oublier, dans le cas où il éprouverait quelque ennui ou serait aux prises avec quelque difficulté, qu'il trouvera en *Monsieur l'Inspecteur* une providence prête à le tirer de tous les dangers.

Veyrat veille sur Vitel, en effet, non pas pour le sauvegarder, mais pour parer à un départ furtif. Sur l'assurance de Perlet, le neveu de Fauche-Borel se croit libre et inviolable, quand déjà il est pris dans un réseau dont il ne se dépêtrera plus : sa sérénité est telle que, las des prudentes temporisations de Perlet, il a décidé de brusquer les choses, de se présenter au ministère de la Police et de solliciter une audience de Fouché, afin de lui remettre le billet caché dans sa badine de bambou. Il a fixé cette démarche au jeudi 4 mars. Mais la Préfecture, informée

par Perlet, que l'enseigne est porteur d'un billet destiné à Fouché, ne laissera pas échapper l'occasion de saisir ce précieux papier avant qu'il soit entre les mains du ministre. Il y a toujours eu, sinon antagonisme, du moins rivalité entre la Préfecture et le Ministère et le préfet Dubois caresse l'espoir de compromettre son ministre en exhibant le mystérieux billet qui, pour être si précautionneusement dissimulé dans une canne, doit se rattacher à quelque grosse intrigue. Il est donc temps d'arrêter Vitel, et, le jeudi, à six heures du matin, comme celui-ci dort encore dans la chambre qu'il occupe à l'*Hôtel d'Hambourg*, des coups sont frappés à sa porte : il se lève, ouvre : les policiers sont là ; il est saisi, emmené, mis dans un fiacre et conduit par deux agents à la Préfecture.

C'était un sinistre lieu, au fond d'un cul-de-sac déclive qu'on appelait la rue de Jérusalem, en souvenir, dit-on, d'un refuge destiné à abriter les pèlerins revenant de Terre-Sainte. Là se trouvait, enclavé dans les vieilles constructions du Palais de Justice, l'hôtel du Préfet, demeure décrépite, vaste et jadis somptueuse; dans ses dépendances avaient été installés les divers services qui, à mesure des besoins, s'étaient annexé les constructions mitoyennes. En cet amas hétéroclite de masures penchées, étayées de grosses poutres, percées de couloirs sinueux où, en raison des différences de niveau, on ne pouvait faire dix pas sans remonter un escalier étroit et branlant comme une échelle, grouillait un monde de fonctionnaires, de scribes, d'agents, de détenus, de surveillants, d'espions, de solliciteurs, errant de bureaux en bureaux, sous des voûtes lézardées par les âges et qu'on n'osait pas réparer dans la crainte d'un écroulement général.

La réputation morale de ce prodigieux taudis valait son aspect extérieur. Fauriel disait qu'« il serait impossible de donner une idée exacte de ce repaire où l'on trouvait tout ce qu'il y a de plus hideux. » Là régna en maître, durant dix ans, le comte Dubois, préfet de Police, « insolent, vain, sot, déconsidéré, uniquement occupé du soin de conserver sa place et d'accroître sa fortune. » Ses manières étaient communes, presque triviales; blasé sur toutes les infamies, corrompu par l'incessante promiscuité avec les mouchards et les criminels, ayant dès longtemps perdu le respect de soi-même et de sa haute

situation, il s'attribuait cyniquement 5 000 fr. par mois sur le revenu de la ferme des jeux et servait à la comtesse sa femme, — fille d'une ancienne servante, — un « pot-de-vin » annuel prélevé sur les taxes de la prostitution. Il mettait à l'occasion la main aux plus viles besognes et l'on a déjà dit qu'il se plaisait à contrôler, voire à inspirer la correspondance de Perlet avec Fauche-Borel.

Quelques-uns de ses acolytes favoris avaient de terribles légendes. Veyrat, d'abord, devant qui tout tremblait à la Préfecture, parce qu'il passait pour y être l'espion de l'Empereur, lequel l'employait, disait-on, à « ses investigations particulières. » Sous ses ordres était Foudras, un ci-devant chapelier de Lyon, son élève, intelligent, souple, insinuant et matois, qui devait un jour supplanter son maître. Le chef de division Bertrand, « homme très massif de formes et très délié d'esprit, presque borgne, tout à fait boiteux ; » chargé des interrogatoires, il était la terreur des prévenus : il savait rendre loquaces les plus taciturnes en leur écrasant les doigts entre deux planchettes, à l'aide d'un tournevis. C'est en songeant à Bertrand que Nodier écrivait : — « Les précautions dont la société s'est armée contre le crime n'ont rien à envier au crime lui-même en bassesse et en férocité. » Pour se borner aux seuls personnages qui ont un rôle en ce récit, il faut mentionner encore l'inspecteur Pasques, un colosse, dont l'aspect formidable épouvantait. Fouché s'attacha cet homme précieux qui obtenait des aveux rien qu'en serrant dans sa main, — forte et broyante comme un étau, — la main d'un accusé récalcitrant.

Le candide Vitel, engouffré dans cet enfer, n'essaya pas de la résistance ; d'abord extrêmement troublé et abattu, il essaya de « quelques détours, » mais pour avouer bientôt qu'il était au service d'Angleterre et envoyé par son oncle Fauche-Borel, désireux d'obtenir un passeport pour Neuchâtel. Le jour même, dès son premier interrogatoire, présidé par Bertrand, en présence, croit-on, du préfet Dubois et de Veyrat, il raconta sa navrante histoire. Encore persuadé, par les affirmations de son oncle et les insinuations de Perlet, que toute la police de l'Empire était acquise à la cause de Louis XVIII, il dit comment il était passé en France pour se mettre en rapport avec le *Comité* royal, — Dubois devait sourire ! — et comment lord Howich, auquel il s'était présenté avant son départ de Londres,

l'avait chargé d'annoncer à ce même *Comité* l'envoi de fonds abondants et le prochain débarquement du Prétendant sur les côtes de France. On écouta Vitel sans l'interrompre.

Quand il eut fini de parler, Bertrand se fit remettre la badine de bambou que, lors de son arrestation, l'enseigne avait laissée dans sa chambre, à l'*Hôtel d'Hambourg*; sur l'insistance de Perlet, Veyrat avait donné l'ordre qu'on apportât cette canne à la Préfecture. En l'apercevant dans les mains de Bertrand, Vitel pâlit : — « Je suis perdu! » murmura-t-il. Comprenant que toute dissimulation était désormais inutile, il indiqua lui-même le nœud du bambou sous lequel se trouvait le billet de son oncle; la badine fut sciée; la lettre retirée, déroulée, lue; non sans déception : on s'attendait à y trouver la preuve que le ministre Fouché était vendu aux royalistes. La découverte de ce papier insignifiant termina l'interrogatoire. Vitel ne pouvait espérer aucune pitié de ces ogres au pouvoir desquels il était tombé et dont pas un ne songea que le crime dont ils accusaient ce malheureux avait été par eux-mêmes perpétré; comme l'araignée ingénieuse, leur police avait sournoisement tendu la toile, sachant bien qu'une proie s'y viendrait prendre; et quoique ce ne fût pas celle qu'ils espéraient, ils se déclaraient, en attendant mieux, satisfaits cependant, puisqu'ils trouvaient en ce succès l'occasion de témoigner au maître leur dévouement et de célébrer leur vigilance.

Napoléon passait tout ce mois de mars 1807 à Osterode, en Prusse orientale, à quatre cents lieues de Paris. Le bulletin du 4 lui fut adressé, comme celui de chaque jour, non sans que Fouché n'eût flétri les ennemis de Sa Majesté, assez obtus pour supposer que sa fidélité à l'Empereur n'était pas indéfectible : il écrivit de sa main, en regard de l'article concernant Vitel, cette protestation indignée : — « Qu'un misérable comme Fauche-Borel imagine une intrigue pour gagner de l'argent, cela se conçoit; mais que le cabinet de Londres soit la dupe d'un pareil fripon, qu'il croye aux plus choquantes invraisemblances, voilà ce qui est extraordinaire. C'est de l'aveuglement. »

Il ne restait plus qu'à attendre les ordres de l'Empereur : c'était un mois de délai.

On garda Vitel à la Préfecture, afin de le tenir en main; interrogé de nouveau le 5 et le 7 mars, il semble bien qu'il ne concevait pas grande inquiétude; encore sous l'impression des

audacieuses affirmations de Perlet, il se persuadait, à la réflexion, que la Police, et Dubois, et Bertrand, et Veyrat lui-même lui étaient favorables, puisqu'ils servaient secrètement la même cause que lui, et il ne voyait dans son arrestation qu'une précaution administrative destinée à le soustraire aux rancunes des adversaires du *Comité* sous la bannière duquel ils étaient enrôlés. Il est même probable qu'on le berna de quelque imbroglio de ce genre, sans quoi on ne comprendrait pas qu'il fût assez naïf pour s'adresser à Veyrat lui-même afin que celui-ci lui facilitât les moyens de « remplir sa mission. » On sait que Perlet lui avait vanté la grande influence et le pur royalisme de Veyrat, et le pauvre enseigne, désireux de terminer sa tâche et de retourner à Londres, ne croyait pouvoir mieux faire que d'implorer l'appui de ce « protecteur » tout-puissant. Veyrat répondit en conseillant au prévenu « de rédiger un mémoire sur les motifs de son voyage, en ayant soin de ne rien dissimuler. » Vitel mit donc par écrit sa confession générale. La confiance de cet enfant en ses tortionnaires est pitoyable; rien ne peut le désabuser; il ignore qu'il y a des méchants; et quand Veyrat le fait appeler pour l'avertir qu'on a saisi et confisqué les 4500 francs déposés à la banque Hottinger et qu'il lui faut se procurer d'autres ressources, il se désole à la pensée d'imposer un sacrifice à sa mère qui n'est pas riche : il note sur son carnet : — « Inquiétude de toute la nuit, n'ayant point de ressources à attendre de ma pauvre mère et ne connaissant personne ici qui puisse m'aider pour le présent. »

Trois jours plus tard, on le transfère à la Tour du Temple où il est reçu par Fauconnier, une vieille relation de sa famille. Ne comprenant rien à cet acharnement du monde contre lui, il pense sortir de peine en implorant Fouché et, dans son journal, il mentionne : — « Le 24, écrit à S. E. le ministre de la Police. » Sa requête est accueillie. Le 27, un inspecteur, — c'est le terrible Pasques, — vient chercher Vitel au Temple pour le conduire au quai Malaquais : enfin, il va donc pouvoir s'expliquer, être mis en relation avec le *Comité*, remplir sa mission et reprendre la route de Londres. Mais il n'est pas reçu par le ministre : c'est chez un « secrétaire » qu'on l'introduit, — Desmarest, probablement, — et, sans doute, la réception est-elle décevante, car, réintégré le même jour au temple, Vitel n'écrira plus sur son carnet. Il paraît avoir perdu tout espoir; il trace, sur

des feuillets qu'on retrouve à son dossier, des pensées mélancoliques, réminiscences d'anciennes lectures ou extraits de livres que lui prête Fauconnier : — « J'emporte avec moi l'idée de n'avoir fait de mal à personne et d'avoir toujours désiré contribuer au bonheur de l'espèce... » — « Je ne crains pas plus de cesser d'être que je n'ai désiré d'exister. » Ou bien, pour distraire son esprit obsédé de l'inexplicable cruauté des hommes, il commence le récit, en anglais, de sa campagne des Indes. Ce sont surtout ses comptes qui le tracassent, et, sagement, il aligne des chiffres : — « Arrivé à Paris avec 20 louis en poche et 180 chez M. Hottinger, ce qui fait 200 livres sterling... Compte d'avoir en entrant à la Préfecture 340 francs qui sont entre les mains de M. l'inspecteur. M. l'inspecteur a payé à l'auberge 82 fr. 16 sols; à la Préfecture 92 fr. 2 sols; *Idem* 32 fr. 2 sols. Il reste entre les mains de M. l'inspecteur 209 fr. 2 sols, plus les 4 500 saisis chez Hottinger. »

Ces 4 500 francs n'étaient point entre les mains de *M. l'Inspecteur :* Perlet, présumant bien que « son jeune homme » n'en aurait plus jamais besoin, avait réclamé la somme en récompense de ses bons services. Mais il ne se jugeait pas suffisamment payé : il songeait, non sans regret, aux millions que l'Angleterre tenait à sa disposition pour le service du *Comité :* fallait-il donc renoncer à cette grandiose aubaine? Bien certainement, l'arrestation de Vitel et ce qui devait s'en suivre allait mettre un terme à l'intrigue si habilement conduite depuis plus d'un an : les ministres anglais, Louis XVIII, Fauche-Borel lui-même, reconnaîtraient qu'ils avaient été dupés et, non seulement Perlet perdrait à leurs yeux tout crédit, mais, son double jeu étant découvert et sa mystification mise à jour, il pourrait bien arriver qu'il eût à s'en repentir. Il importait donc de sauver la situation; mais comment? L'imagination des scélérats est infiniment féconde et ils sont doués d'une pénétration inventive extrêmement rare chez les honnêtes gens. Perlet adressa donc à Fauche-Borel un mot très laconique et conçu en termes émus, lui annonçant l'incarcération de son neveu. Vitel avait été arrêté, écrivait le mouchard, « non pas à Paris, mais en route, » hors, par conséquent, du rayon d'action du *Comité*. Ainsi détournait-il d'abord les soupçons qu'un récit vrai des faits aurait éveillés dans l'esprit de Fauche. Il conjurait, par la même lettre, celui-ci de lui envoyer au plus tôt 600 livres sterling

(14400 fr.), cette somme étant immédiatement indispensable pour tirer Vitel du mauvais pas où il s'était maladroitement fourvoyé. Trois jours plus tard, Perlet insiste : il lui faut l'argent pour « racheter » Vitel; grâce à l'appui du *Comité*, le jeune émissaire sera bientôt libre et rentrera à Londres « muni des pièces les plus propres à fortifier la confiance du cabinet britannique » en la restauration prochaine. Et trois jours plus tard encore, il revient à la charge, tant il redoute que les gazettes n'ébruitent l'incident avant qu'il ait escroqué la somme convoitée : — « Si vos fonds arrivent à temps, je parviendrai à dégager Vitel et à vous le renvoyer porteur de toutes pièces; en attendant, comptez sur tout mon zèle et tout mon dévouement. » Et il ajoutait par scrupule de n'avoir pas encore assez trahi : — « On a voulu me faire croire que M. Vitel était porteur de quelque chose de *très secret; dites-le-moi franchement,* » espérant ainsi alourdir de quelque nouvelle charge l'accusation qui pesait sur le détenu du Temple. Pas un mot, on le voit, des circonstances de l'arrestation, de la prison où est écroué Vitel, du plus ou moins de gravité de la prévention, de la juridiction devant laquelle il doit comparaître. Il importait de tenir en haleine l'angoisse de Fauche-Borel pour qu'il payât, mais non de fixer ses incertitudes, ce qui n'eût pas manqué de décourager sa générosité. Fauche se procura donc les 14 000 francs qu'il envoya au plus vite, de sorte que cet « incident Vitel » rapportait en trois mois à Perlet une vingtaine de mille francs, sans compter l'estime du comte Dubois, préfet de police, qui, quelques mois plus tard, gratifia ce bon serviteur d'un emploi de rédacteur à 400 francs par mois dans les bureaux de la rue de Jérusalem. Il ne fallait point s'attarder sur l'affaire; elle avait « rendu » plus qu'on n'espérait.

On ne s'y attarda pas en effet. Le 4 avril, au matin, les agents Chefdeville et Tavernier vinrent au Temple afin d'y lever l'écrou de Charles Vitel et « d'extraire » celui-ci de la prison d'État. En donnant à Fauconnier décharge du prisonnier, ils annoncèrent « qu'il ne serait pas réintégré. » Vitel fut conduit à l'Hôtel des Conseils de guerre, rue du Cherche-Midi, pour y comparaître devant une commission militaire. Sa culpabilité était démontrée d'avance et les débats furent expédiés : le pauvre garçon se borna à réclamer l'indulgence de ses juges qui le condamnèrent à mort, sans appel ni sursis. Transféré aussitôt à la

prison militaire de l'Abbaye, il écrivit « cinq à six lettres » qui furent remises au gouverneur de Paris. Deux de ces lettres seulement sont connues : elles valent d'être reproduites :

Très chers mère, frère et sœur, Votre Charles vous fait ses adieux; consolez-vous de sa perte; il sera dans peu d'heures plus heureux que vous, et s'il a un regret en quittant cette vie, c'est, Dieu le sait, celui de vous y laisser sans avoir pu vous faire du bien... Soyez heureux s'il est encore possible que vous le soyez ; pensez à moi quelquefois et surtout ne vous laissez pas abattre par la douleur. Vous avoir quittés huit ans, revenir, s'entrevoir, et se quitter pour toujours! Plus heureux que vous je vais revoir notre père... Ah! ne craignez rien, je saurai mourir comme il l'a fait... Adieu ! Je n'ai plus qu'un moment à vivre et il faut vous quitter. L'idée d'une mère, d'un frère et d'une sœur éplorés m'attendrissent ; il faut cependant s'y soumettre et rassembler toutes vos forces pour supporter cette dernière épreuve ; elle est terrible. Adieu encore. Embrassez bien tous nos parents et amis qui s'intéressent à mon sort ; n'ayant jamais eu d'ennemis, je n'ai rien à pardonner, et je demande le pardon de ceux que j'ai pu offenser; j'acquitte entièrement de ma mort les personnes qui m'ont chargé de venir ici; elles ignoraient le danger, trompées par de vils scélérats qui se font un jeu de la fourberie ; j'en suis la victime... Adieu, chers et bien-aimés parents. CHARLES SAMUEL VITEL. *De l'Abbaye, le 4 avril 1807.*

La seconde lettre est destinée à son cousin Auguste Borel; elle contenait la première qu'Auguste était chargé de remettre à Mme Vitel.

Mon cher ami, si les 20 louis que je vous avais demandés, appartenant à ma mère, ne sont pas livrés, je vous prie de ne pas le faire et de les lui rendre; vous lirez l'incluse et vous apprendrez la cause qui épargne cette somme à ma pauvre mère ; consolez-la, mon cher ami, puisque je ne puis le faire qu'en l'affligeant; aidez-la à supporter ce nouveau malheur, et croyez que votre cousin vous en conservera une reconnaissance dans l'autre monde, comme dans le peu de temps qu'il a à rester dans celui-ci... Adieu; dans une heure, dans deux au plus tard, votre cousin aura rejoint son père. CH. S. VITEL. *De l'Abbaye, 4 avril* 1807.

Je vais dîner, mon cher; une troupe de peuple est sous ma fenêtre, regardant la victime qu'on apprête pour le réjouir; je vous assure que jamais je ne me suis trouvé à pareille fête; mais on apprend tous les jours quelque chose; demain, plus bas, je n'apprendrai plus rien! Il me souvient qu'un capitaine anglais me dit dans l'Inde : Poor Vitel,

you will never be happy in this world, you are too good. Je ne sais si la seconde partie de sa prédiction était vraie, mais je sais maintenant que la première n'est pas loin de s'accomplir... Mais ma mère, ma sœur, mon frère ! Il faut vous quitter sans avoir rien fait pour vous!... Je pars, mon ami; encore quelques instants et je ne serai plus ; consolez ma mère, c'est le seul chagrin que m'occasionne ce moment critique. Adieu, adieu! V.

Ces quelques instants, les plus rudes, se prolongèrent, hélas! Vitel ne connaissait rien de Paris; il ignorait la lenteur des derniers apprêts et la longueur du trajet depuis la prison de l'Abbaye, située au débouché de rue de Bucy dans la rue du Four, jusqu'à la plaine de Grenelle où avaient lieu les exécutions militaires. Les habitants du quartier Saint-Germain étaient, eux, accoutumés à ce spectacle : un fiacre et un peloton de cavaliers se rangeaient-ils devant la geôle, contre le porche à fronton triangulaire qui agrémentait la vieille bâtisse, trapue et grise, flanquée de tourelles sans toits à chacun de ses angles, ils comprenaient qu'un condamné partait pour « la Barrière » et ils se massaient dans l'étroit carrefour, afin d'assister à sa sortie. Les femmes du marché Saint-Germain surtout étaient friandes de ces émotions; elles quittaient leurs places et s'attroupaient autour de la voiture pour apprécier l'attitude du moribond. Comme il arrive dans les foules parisiennes, il se trouvait toujours là des gens, informés de tout, pour détailler ce qui se passait à l'intérieur de la prison et commenter les circonstances du crime et du procès. Ils savaient, ce jour-là, que « c'était un Anglais, » — un espion; — en ce moment, on l'entravait avant de le placer dans le fiacre. Tel était l'usage, en effet; mais quand, l'heure venue, les geôliers entrèrent dans la cellule de Vitel et qu'il aperçut, aux mains de l'un d'eux, la corde destinée à le garrotter, il recula d'effroi, croyant qu'on allait l'étrangler. Comprenant qu'il s'agissait seulement d'attacher ses mains, il réclama et obtint la faveur de garder la liberté de ses mouvements. Il but un dernier verre de vin ; il était prêt.

Le ciel, très clair le matin, s'était obscurci ; une bourrasque de grésil et de neige passait sur Paris; il faisait froid. Sur la petite place les cavaliers s'étaient mis en selle, sabre au clair. Les portes s'ouvrirent; le condamné parut, et tout de suite ce fut un murmure de compassion. Comme il est jeune! Les

femmes ne se gênaient pas pour le plaindre. Le cortège s'ébranla, tourna dans la rue du Four, étroite et sinueuse, traversa le carrefour de la Croix-Rouge et s'engagea dans l'interminable rue de Grenelle où se succédaient, presque sans discontinuité, de hauts portails d'aristocratiques hôtels. Il y a encore là de vieilles maisons aux fenêtres desquelles se sont penchés des gens pour voir filer ce fiacre, entouré de gendarmes. Ce qu'on ne peut connaître, c'est l'angoisse silencieuse et poignante du malheureux dont on apercevait le visage dans l'enfoncement de la voiture. Démêle-t-il quelque chose à l'abjecte machination au succès de laquelle on le sacrifie? C'est bien peu probable : il va mourir sans savoir pourquoi. Dans ce Paris réputé pour sa grâce et son aménité, il n'a eu affaire qu'à des monstres : les seuls êtres qu'il y aura connus sont un traître, trois policiers, deux concierges de prison, des espions, des juges implacables, le tortionnaire de Fouché. Et nul ne peut imaginer l'effarement d'horreur qu'il emporte de son enlizement dans ce cloaque, tandis que ses regards passent, sans voir, sur les nobles façades des Invalides que le fiacre laisse à sa gauche avant d'obliquer dans l'avenue de l'École militaire, bordée de guinguettes, de rôtisseries, de tonnelles où boivent des soldats : — c'est dimanche. On suit maintenant les longs portiques à colonnes de l'École militaire, puis on tourne à droite, dans un chemin sans maisons et qui mène aux bâtiments disparates du vieux château de Grenelle. Tout de suite, deux pavillons, écrasés et sinistres, du style tombeau : c'est la Barrière. Un détour à droite encore et l'arrêt : des soldats, des curieux, une longue avenue déserte le long d'un haut mur s'étendant à perte de vue; le condamné qu'on amène; quelques pas dans l'herbe râpée; le peloton qui s'apprête; un officier qui se détache, un papier à la main, et bredouille le jugement; puis le malheureux qu'on place contre le mur; on s'écarte de lui; un commandement; une décharge; un corps qui bondit et roule, dans une contorsion dernière et que des hommes, tout à l'heure, porteront au cimetière de Vaugirard; telle était une exécution militaire à la Barrière de Grenelle et telle fut la fin de Charles Vitel dans cet après-midi sombre et grelottant de printemps.

La nuit qui suivit, Perlet, tout de même, dut mal dormir.

G. LENOTRE.

(*A suivre.*)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

M. MAURICE BARRÈS

III (1)

FACE A L'ACTION

Le 12 juillet 1914, « par une acclamation unanime, » la Ligue des Patriotes, réunie pour se donner un Président, choisissait M. Maurice Barrès comme successeur de Paul Déroulède, mort depuis six mois. Le nouveau Président dénonçait avec vigueur l'active conspiration qu'il voyait se fomenter « pour rompre la Triple-Entente et lui substituer une alliance avec l'Allemagne. » Quelques jours plus tard, il adressait non seulement aux Ligueurs, mais à tous les Français, un appel pour les grouper dans une manifestation fraternelle sur le passage du Président de la République rentrant dans Paris. Et le 5 août, il commençait dans *l'Écho de Paris*, concurremment avec Albert de Mun, cette campagne de presse quotidienne, ou presque quotidienne, qui devait durer plus de quatre années, et qui restera son œuvre la plus belle et la plus méritoire.

I

Se représente-t-on bien, quand on n'est pas « du métier, » la difficulté de l'effort que symbolise ce simple mot : l'article quo-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

tidien? Tous les jours que Dieu fait, trouver un sujet, — et un titre, — d'article, qui pique la curiosité et retienne l'attention; être perpétuellement en garde contre les mille écueils et les faciles tentations de la banalité envahissante; et quand l'article est fini, rêver sans rémission à l'article du lendemain : c'est à ce prix que s'achètent, — plus chèrement qu'on ne pense, — la réputation et l'autorité d'un grand journaliste. A ces difficultés d'ordre général s'ajoutaient, pendant la guerre, des difficultés particulières dont il importe de tenir compte : il s'agissait, parmi les pires angoisses publiques ou privées, de conserver intacte sa liberté d'esprit, de soutenir la confiance sans cesser d'être véridique, de ne pas écrire une ligne qui n'eût pour objet de maintenir et de fortifier l'union sacrée entre tous les citoyens, et qui n'allât à créer l'atmosphère morale d'où devait sortir la victoire, de rester chaleureux et grave sans tomber dans la déclamation et dans la monotonie fastidieuse. Jamais il n'a été plus malaisé, — ni plus nécessaire, — de bien remplir, durant ces longues années tragiques, le noble « ministère de la parole. »

Ce ministère, l'un des plus beaux qu'il y ait au monde, — « servir de lien entre les esprits et les âmes, » — M. Maurice Barrès l'a si magistralement rempli, que les mille ou douze cents articles qu'il a écrits pendant la guerre ont pu résister à l'épreuve décisive des productions éphémères, je veux dire la publication en volume (1). Évidemment, nos arrière-neveux, qui n'auront pas, comme nous, vécu ces années douloureuses, n'éprouveront pas, à en feuilleter l'abondante « chronique, » les sentiments, encore tout palpitants, qui nous animent nous-mêmes : il semble pourtant que ce « papier journal » de nos émotions collectives ne les laissera pas indifférents, et qu'ils sauront bien en percevoir le permanent intérêt.

Intérêt littéraire d'abord. Certes, parmi ces innombrables articles, il en est beaucoup qui, par leur sujet même, ne se prêtent guère aux grandes envolées de style : il est difficile, avouons-le, d'être très éloquent, quand on se propose de nous

(1) La majeure partie des articles de M. Barrès ont été recueillis en une série de volumes auxquels il a donné pour titre collectif *l'Ame française et la Guerre* (Émile-Paul, 1915-1919). Une autre édition à tirage limité a commencé à paraître à la librairie Plon sous le titre de *Chronique de la Grande Guerre*. A cette série se rattache directement le beau volume intitulé *les Familles spirituelles de la France* (Emile-Paul).

renseigner avec une austère précision sur *l'Excellence de nos services de transport*, ou sur la question de savoir *Comment se nourrissent nos soldats*, ou encore sur l'organisation d'une *Fédération nationale des mutilés*. Sachons même à l'écrivain un gré infini de n'avoir pas jugé ces sujets indignes de lui. Il a voulu servir, et il a servi. Non content de chanter nos gloires et de pleurer nos deuils, il a voulu, à sa manière et selon ses forces, coopérer à l'action guerrière : à toutes les bonnes volontés qui s'offraient à lui, pour signaler d'utiles réformes, des progrès à réaliser dans l'armement, les services du front, des ambulances et de l'arrière, il a prêté le secours de sa plume ; il s'est fait, dans tous les ordres d'idées et d'action, le dévoué collaborateur des pouvoirs publics; ses campagnes pour la croix de guerre, pour l'amélioration des services sanitaires, pour l'adoption d'un casque de tranchées, pour les mutilés, ont abouti à des créations bienfaisantes. Par lui de précieuses vies françaises ont été sauvées, des souffrances physiques et morales ont été épargnées à nos soldats et à leurs familles, et la somme du mal qu'a déchaîné la hideuse Allemagne a un peu diminué dans le monde. Quel plus noble usage un écrivain pouvait-il faire de son talent, et que vaut la plus belle « littérature » du monde en face d'une « œuvre de guerre ? » M. Maurice Barrès a mérité qu'un jour les « Poilus de l'Argonne, » en lui envoyant leur offrande pour les Invalides de la guerre, le remerciassent en ces termes :

Ce sont les « Poilus de l'Argonne » qui frappent aujourd'hui à votre porte et viennent vous apporter un peu de leur cœur. Ils ont entendu votre voix, et ils l'ont aimée. Quand, penché sur la tranchée, vous avez chanté, clamé l'héroïsme et la grande vertu de nos soldats, ils se sont dit tout bas, très bas, en songeant surtout à ceux qui étaient tombés : « C'est vrai ! » Et ils vous ont béni silencieusement, au fond de leur âme, pour les hommages que vous avez rendus aux saints de la patrie. Mais, lorsque vous avez accompagné, des champs de bataille aux hôpitaux, leurs camarades mutilés, ils vous ont vraiment aimé. C'était si beau, c'était si bien, qu'un grand écrivain, mieux, qu'un grand poète, mieux encore, qu'un grand patriote s'inclinât sur les plaies saignantes du bon sang de France et sur les glorieux débris de tant de braves ! De cette haute sollicitude pour leurs camarades, les « Poilus de l'Argonne, » ceux-là qui tiennent, accrochés aux pentes de défilés fameux, vous remercient... (1)

(1) *Pour les mutilés*, p. 89.

Si M. Maurice Barrès n'était pas prêt à donner pour cette lettre tous les plus élogieux articles qu'a pu lui valoir son œuvre littéraire, il nous aurait bien amèrement trompés sur lui-même.

Mais si importants qu'ils soient, les problèmes d'organisation matérielle ne sont pas tout à la guerre. La guerre est, au fond et essentiellement, une affaire d'âme, et à qui rêve d'en embrasser tous les aspects et d'en égaler par la pensée et par l'expression l'infinie complexité, on ne saurait souhaiter une âme trop riche, une capacité d'émotion trop vibrante. M. Barrès était trop poète pour ne pas sentir quelle incomparable matière il y avait là pour lui dans le spectacle et la méditation quotidienne de cette guerre d'apocalypse qui se déroulait sur tant de théâtres, qui mettait aux prises tant de peuples divers, et d'où allait surgir tout un monde, et il ne s'est refusé à aucun des motifs qui venaient assaillir son imagination et son cœur. Il a multiplié les « visions de guerre, » visions triomphales ou visions douloureuses, visions angoissantes ou visions joyeuses; il a ramassé à pleines mains toutes les images d'épopée qui, chaque jour, s'offraient à lui :

C'est un paysage matinal, un ciel d'or, d'argent et d'azur. Août 1914! Sur les coteaux, le clairon retentit : au milieu des vignes et des bois, le drapeau tricolore s'avance; l'Alsace entonne *la Marseillaise*. Les fers de l'Alsace sont rompus. Déroulède, nous sommes à Mulhouse! Vive la République française! (1)

Voilà l'entrée en Alsace. Et voici, durant les tragiques journées de la Marne,

Ce vaste Paris de septembre, quasi désert, muet, attentif, et qui ne fut jamais plus délicat, plus noble, plus aimé que dans ces heures de solitude et de péril. Comme il était exposé! Quelle proie il faisait, sous le charmant soleil de septembre! *Son silence surtout était prodigieux!* On allait indéfiniment, sans lassitude, avec l'amitié la plus vive, le long des avenues désertes. Les passants fraternisaient, échangeaient leurs raisons de confiance (2).

Comme toutes ces notations sont d'une fine exactitude! Et quel est celui d'entre nous qui, tandis que la victorieuse bataille faisait rage, n'aurait pu signer ces lignes?

(1) *L'Union sacrée*, p. 38.
(2) *Sur le chemin de l'Asie*, p. 44.

Hier, à Versailles, en voyant la majestueuse solitude du palais, des eaux, des statues et des bosquets centenaires; ce matin, en traversant les cours du Louvre où dorment les joyaux du génie humain, je sentais se former en moi une ardente prière de gratitude et d'amitié pour ceux qui travaillent à vaincre, pour ceux qui donnent leur sang, capable d'engendrer de nouvelles merveilles, afin de protéger, de sauver le trésor hérité des siècles. Et ma prière, où pouvait-elle aller, quand tous veulent être anonymes? Vers toi, ô ma patrie, mère de nos défenseurs (1).

Et voici, dans leurs tranchées, les « saints de la France : »

Ils sont tout roides, à cause de leurs nombreux vêtements épais et de la boue séchée qui les enveloppe d'une sorte de carapace. Quelques-uns ont sur le dos des sacs vides en grosses toiles; d'autres s'abritent sous des morceaux de tôle plissée, qu'ils appuient aux deux parois de la tranchée. Cette vie de lutte *fait briller leurs yeux dans leurs visages broussailleux*, en laissant sur tout leur être une vague expression de sommeil. Ils m'écoutent avec la charmante politesse naturelle des paysans et avec un bon sourire (2).

Veut-on assister maintenant à un service pour les morts, sur le front de Lorraine?

Qu'on se représente la scène. Quelques centaines de soldats, massés autour d'une tombe longue de trente mètres et ornée de drapeaux, de pauvres bouquets et de faisceaux d'armes. A la tête de cette tombe, deux groupes, l'un de paysans sinistrés, l'autre d'officiers et de religieuses, encadrant un autel où monte un prêtre. Il s'incline et ses vêtements sacerdotaux laissent voir son pantalon rouge.

Le prêtre-soldat! figure étonnante qui réapparaît à de longs intervalles dans l'histoire de France, évêque des chansons de geste, moine guerrier des croisades, curé de 1914 : homme en qui résident deux mystères, et qui dispose d'une double puissance pour nous émouvoir. Toutes les têtes se découvrent, toutes les figures se contractent. Et tandis qu'il procède au service divin, chacun se livre aux songeries du cœur. Nous revivons les grands âges primitifs et purs de notre race. Le mensonge s'enfuit; les rites redeviennent capables d'élever, d'emporter les esprits dans le ciel. Au lointain, le canon tonne; nos villages ruinés sonnent leurs cloches malheureuses. ***Et quand, au***

(1) *L'Union sacrée*, p. 156.

(2) *Les Saints de la France*, p. 122-123. — Cf. dans *Sur le chemin de l'Asie*, p. 114, une magnifique évocation des hécatombes allemandes de l'Yser.

sommet de l'office, le prêtre-soldat élève le calice au-dessus du champ de bataille, on entend palpiter les âmes (1).

Ce qui fait le prix de ces notations pittoresques, ce n'est pas seulement qu'elles fixent des « choses vues, » et qu'elles les placent fortement sous nos yeux; c'est qu'elles en dégagent la signification morale et qu'elles s'achèvent en « méditations. » Méditations ardentes d'un poète qui, à chaque instant, entr'ouvre ou déploie ses ailes et qui épanche tout le lyrisme qu'il a dans le cœur. A propos de la mort glorieuse d'un tout jeune écrivain, Marcel Drouet :

Le paysage monotone est sinistre, le danger partout, le noir mystère dans tous les taillis; l'aurore même se lève funèbre. Mais lui, pas un instant, ne s'indigne contre le destin qu'il prévoit et les forces qui l'écrasent. *Sans résister au sort contraire, il glisse au gré du fleuve.* Être mortel et limité, il sauve son honneur, et, gardant la paix de l'âme, sans regrets, ni supplications, ni colère, il se resserre dans ses souvenirs tendres et dans ses hautes espérances. *O mort, que vos vingt ans écourtés valent mieux que notre longue jeunesse vaine!* (2)

Avais-je tort de parler de lyrisme? Et que manque-t-il à cette page, pour en faire une « méditation » de Lamartine, ou, mieux encore peut-être, une « contemplation » de Hugo? Et ceci encore, écrit à propos des dévastations de Lorraine :

C'est en descendant les sentiers fleuris, bordés d'arbustes et pareils à des allées de parc, qui mènent d'Hattonchâtel à Vigneulles et des Côtes de Meuse dans la Voivre, qu'enivré du charme des matinées lorraines, j'accusais le grand Ligier Richier d'excès tragique et de trop de douleur. *Écartons ces branchages, ces vaines minutes rapides du printemps.* Par-dessous, voyons notre terre et sa destinée éternelle. La voilà! C'est bien celle que la grande âme de Ligier prophétisait, il y a quatre siècles. *Je te reconnais : les siècles n'ont point changé : tu es toute en calvaires glorieux et en sépulcres de résurrection* (3).

Poésie et philosophie ne sont pas les Muses ennemies que l'on s'imagine quelquefois; et il est au contraire tout naturel que le lyrisme le plus personnel aboutisse à des vues d'ensemble

(1) *Les Saints de la France*, p. 52-53. — Chateaubriand eût envié ce dernier trait et cette admirable petite phrase.
(2) *L'Amitié des tranchées*, p. 15.
(3) *L'Amitié des tranchées*, p. 343.

sur nos raisons de vivre et sur le sens de notre effort. Ce sont là des questions que M. Barrès a toujours présentes à l'esprit, et toutes les occasions lui sont bonnes pour nous exposer sa philosophie de la guerre :

O guerre redoutable, — s'écrie-t-il à propos de l'entrée en scène de la Turquie, — que nul n'avait désirée, car tous les hommes sensés craignaient que nous ne fussions pas prêts, un miracle, un sursaut du génie national, favorisé par les plus heureuses circonstances, a suppléé à tous les manques, et la victoire se fait sous nos yeux éblouis. Au milieu de nos efforts, de nos angoisses privées, de toute notre humanité douloureuse, qui nous empêchent de la bénir, cette guerre, nous voyons bien qu'elle est le salut. Elle nous sauve, jusqu'en Orient (1).

Quand tous ces articles de guerre ne se recommanderaient pas par ces hautes qualités littéraires, ils resteraient encore un document historique et psychologique de premier ordre. A les relire, non seulement nous y trouvons réunis et commentés pour la première fois des textes et des faits dont l'ensemble forme une importante « contribution » à l'histoire générale d'une époque dont le vivant intérêt ne fera que croître avec le temps ; mais encore nous voyons s'y tisser sous nos yeux toute la trame des sentiments, des émotions et des idées dont nous avons tous vécu, — de quelle vie haletante, fiévreuse, angoissée ! — plus de quatre mortelles années. Quand on voudra, plus tard, reconstituer l'histoire morale de la France pendant la grande guerre, c'est là, dans cette « chronique » qu'il faudra aller puiser à pleines mains. « Je ne vaux, écrivait M. Barrès, que pour exprimer à haute voix nos vœux ardents, pour me faire le servant d'une sorte d'office national et de la supplication de tous. » C'est cela même, et l'on ne saurait mieux définir le rôle que s'est assigné l'auteur des *Déracinés* en écrivant ses articles quotidiens : dans ce long drame aux multiples péripéties qui s'est joué sur la scène du monde, il a comme rempli l'office du chœur dans la tragédie antique (3).

C'est d'abord, en réponse à l'insolent défi de l'Allemagne, la brusque « résurrection française, l'union des Français autour

(1) *Les Saints de la France*, p. 35.
(2) *L'Union sacrée*, p. 253.
(3) C'est M. Barrès qui, le premier, a baptisé *la Voie sacrée* la fameuse route de Bar-le-Duc à Verdun.

des grandes idées de notre race, » le « jour sacré » du 4 août, et l'élan de tout un peuple qui se porte à sa frontière. Puis, c'est la fièvre de la mobilisation et l'attente impatiente des premières batailles. « Une matière enthousiaste passant par des mains qui savent l'ordonner, voilà notre France à cette heure, plus belle, ma foi, que nous n'osions la rêver, nous-mêmes qui, toujours, avons proclamé que le génie français est de vieille formation militaire. » Et tandis que le front intérieur s'organise, que les dévouements s'offrent et se multiplient, une même pensée inquiète hante tous les non-combattants : « J'ai là trois œuvres très utiles, sans compter d'autres soins de propagande, et c'est assez pour remplir les journées, même pour remplir l'esprit. Mais tout cela n'arrive pas à accaparer suffisamment l'âme. *On se surprend à se croire en faute*, c'est ailleurs qu'on voudrait être, là-bas, au champ du devoir. »

Cependant les armées adverses croisent le fer, et le sort des armes nous est d'abord contraire. Les hordes germaniques s'avancent à marches forcées sur Paris. La volonté française se tend dans un effort surhumain. « Voulez-vous que j'emploie le mot de *prière*? Il rend bien ma pensée. A cette heure, dans tout l'univers, l'élite des hommes, les plus cultivés, les plus humains, prient pour le succès de nos armes. Ils voient que la civilisation serait diminuée, si elle était privée de notre nation, de notre ville, plus capables qu'aucune nation et qu'aucune ville de maintenir les idées généreuses dans le monde. » Une partie suprême va se jouer que nous devons aborder avec confiance, car nos armées sont intactes et leurs dispositions morales sont admirables. « Quelque chose d'heureux et de grand se prépare. » Et en effet, au bout de quelques jours d'angoisse, le miracle souhaité s'accomplit; la victoire, que nous avions attendue quarante-quatre ans, redevient enfin française. Un immense soupir d'allégresse salue notre délivrance. « *Ils s'en retournent, les Barbares, comme s'en retournèrent jadis le duc de Brunswick et Attila*. Et nous, d'avoir par nous-mêmes, une fois de plus, assuré notre salut et préparé le salut du monde, quelle grandeur! Toutes les âmes françaises en reçoivent de la lumière et une indéfectible énergie. C'est une fermentation immense dans tout notre pays. Tout un peuple, cet après-midi, battait les murs de Notre-Dame. Chacun de nous cherche où porter ses remerciements aux autels de la patrie. »

Hélas! les Barbares devaient mettre plus de quatre années encore à regagner définitivement les frontières de leur pays. Et durant ces longues et mortelles années, que de deuils, que de misères, que d'émotions et d'inquiétudes, que d'espérances déçues! De toutes ces fluctuations morales, de la trace qu'elles laissaient en notre âme, les articles de M. Barrès nous offrent un miroir fidèle. Qu'elle est belle, par exemple, cette page où l'écrivain traduit si éloquemment les idées qui nous remplissaient le cœur, quand il nous arrivait de funèbres nouvelles de l'immense champ de bataille!

C'est notre devoir, c'est notre salut d'aimer nos morts et de recueillir leur souffle. Quelle énergie de vie ils exhalent! O morts, que vous êtes vivants! La France s'était amusée, par un jeu inexplicable, à s'aller reposer quelques heures dans son sépulcre, car les nations et les individus ont leurs tombeaux toujours prêts, et ses ennemis s'approchaient pour pousser la pierre et l'ensevelir; mais, éveillée en hâte par ses plus jeunes fils, elle est sortie de sa chambre de mort. Elle va avec eux maintenant sur les rudes chemins, rouges de sang, et dit en se frappant la poitrine : « Je leur avais donné une âme héroïque; pourquoi ai-je négligé si longtemps de les armer? Ils vivraient! » Ils n'ont pas cessé d'être. Ils sont seulement transformés. Ils agissent mieux que jamais (1)...

Je ne puis suivre l'écrivain dans tous les développements que lui inspirent les événements tumultueux qui se sont succédé au cours de ces cinquante mois si pleins de choses. Mais ce serait retracer son rôle d'une manière trop incomplète que de passer sous silence les campagnes qu'il a poursuivies coutre le « défaitisme » et contre les partisans d'une paix sans garanties effectives. Lorsqu'en 1917 de tristes politiciens, exploitant la lassitude générale, et subissant, à leur insu, espérons-le, les démoralisantes suggestions de la propagande allemande, se laissèrent aller, envers des traîtres avérés, à des complaisances coupables, le terrible pamphlétaire de *Leurs Figures* se leva pour les démasquer, pour les signaler à la vindicte publique; par ses discours, par ses articles, il porta le fer rouge dans la plaie : on lui doit des mises en accusation retentissantes qui firent reculer les puissances de ténèbres et de mort et contribuèrent singulièrement à purifier l'atmosphère morale de la France mili-

(1) *La Croix de guerre*, p. 300.

tante; il a préparé l'avènement de l'heureuse dictature de M. Clemenceau (1). Et pareillement, il n'a rien négligé pour préparer l'opinion aux revendications que la France aurait à faire valoir lors des négociations du traité de paix.

Quand je rêve, ou plutôt quand je réfléchis, — écrivait-il, — je me vois surtout m'allant promener librement à Luxembourg, où j'ai déjà des amis, et plus loin, dans ces belles villes de Trèves, de Coblence et plus bas encore, pour y faire aimer la France, car *ces populations auront à choisir de se rattacher à nous et de partager fraternellement notre existence, ou bien de garder leurs destinées propres sous la garantie d'une neutralité perpétuelle.*

Il ne peut plus être question, au long de la charmante Moselle et sur la rive gauche du Rhin, d'aucune souveraineté de Bavière, ni de Prusse, d'aucune pensée pangermaniste. Nous voulons la paix du monde, la sécurité pour nos fils et pour nos petits-fils (2).

Hélas! ni M. Wilson, ni M. Lloyd George n'ont voulu entendre la sagesse politique de ce langage. Puissent nos enfants n'avoir pas à se repentir qu'on ne l'ait point écouté!

II

Les nations de l'Europe, — écrivait, dès le 1er mars 1915, M. Barrès, — sous le regard de l'univers attentif à cette grandiose tragédie, sont appelées depuis six mois à faire valoir les titres de leur puissance. Allemagne, que veux-tu? Ton orgueil, justifie-le! Et vous, noble Belgique, Russie, Angleterre, France? Le monde a suspendu ses jugements et décidé qu'il allait connaître à l'épreuve ce qui est admirable (3).

Rien de plus juste que cette observation. Pour les peuples comme pour les individus, la guerre est une grande épreuve, dans toute la force et dans tous les sens du mot; elle met à nu le fort et le faible de chacun; elle déclasse et reclasse les valeurs morales suivant leurs titres d'authentique noblesse. Ce reclassement des vraies valeurs ethniques, M. Barrès s'y est souvenexercé dans ses articles de guerre, et il a pu composer au jour

(1) Voyez, dans *les Tentacules de la Pieuvre*, les pages intitulées : *En regardant au fond des crevasses* (p. 73-154).

(2) *La Croix de guerre*, p. 896, 345, 305.

(3) *De la sympathie à la Fraternité d'armes : les États-Unis dans la Guerre*, Alcan, 1919, p. 1.

le jour de curieux et vivants portraits des principaux peuples engagés dans le tragique conflit. Le fervent « amateur d'âmes » qu'il n'a jamais cessé d'être a voulu profiter de la prodigieuse expérience psychologique qui était instituée sous ses yeux ; et de son œuvre de guerre, on peut dégager, il a dégagé lui-même un certain nombre d'enquêtes morales du plus haut intérêt sur nos amis et nos ennemis, enquêtes dont il y a lieu de grouper et de consigner les résultats.

Sur le compte de l'Allemagne d'abord, on pourrait s'attendre à ce que l'auteur de *Colette Baudoche* s'exprimât sans la moindre espèce d'indulgence. Et, de fait, nul n'a mis plus fortement en lumière sa brutalité, son orgueil, sa voracité, sa lourdeur têtue, son manque absolu d'esprit de finesse. Mais la vivacité du sentiment patriotique ne le rend pas aveugle aux qualités de nos adversaires. Il voit dans l'idéalisme monstrueusement dévoyé de l'Allemagne, dans l'imagination colossalement irréelle où elle s'abandonne, l'origine de son funeste impérialisme ; mais il est trop poète pour condamner sans rémission l'imagination et l'idéalisme. Un jour, à propos d'une page testamentaire qui avait été trouvée sur un Allemand blessé, il se livre à de très suggestives réflexions sur « ce reître du Nord » qui, « près de mourir sous les peupliers de France, » « refait de la poésie nébuleuse de Germanie. » Mais la Prusse a corrompu l'Allemagne ; elle a gâté ses dons les plus précieux. « Guérissons des malades... Le Rhin est un vieux dieu loyal. Quand il aura reçu des instructions, il montera très bien la garde pour notre compte et fera une barrière excellente à la Germanie. Vous verrez, nous nous assoirons comme des maîtres amicaux sur la rive du fleuve, et nous ranimerons ce que la Prusse a dénaturé et dégradé, mais *qui était bien beau. Nous libérerons le génie de l'Allemagne qu'ont aimé follement nos pères.* »

En attendant le salutaire démembrement de l'unité allemande, il faut battre le Hohenzollern. A cette suprême croisade, la France a convié le monde qui, de proche en proche, a répondu à son appel. C'est l'Angleterre qui, la première des grandes puissances non alliées, s'est vaillamment rangée à nos côtés. Elle a fait pour nous secourir, — et pour se secourir elle-même, — un magnifique effort dont jamais l'Allemagne ne l'aurait crue capable. Cet effort, à deux reprises, en 1915 et en 1916, M. Barrès

est allé s'en rendre compte sur place, une première fois dans une visite à l'armée anglaise, puis dans un voyage en Angleterre (1). Il a vu défiler sous le ciel brumeux des Flandres, toutes les races amies de la France, Canadiens des lacs, spahis, Indiens du Nopal, Sikhs et Gourkas; il a admiré l'extraordinaire bariolage de ces troupes exotiques venues librement au secours de la puissance anglaise, et il a eu pour « l'amitié canadienne » les paroles de prédilection fraternelle dont un Français peut difficilement se défendre. Il a contemplé la solidité sportive et le splendide entraînement moral de l'armée de volontaires que l'énergie de Kitchener a fait surgir du sol britannique. Il a été frappé du sérieux de ces robustes soldats « qu'une idée pure a décidés, » et qui « mettent au-dessus de tout la bravoure calme, froide, à toute épreuve. » Il a été émerveillé enfin de la perfection, de l'opulence des services de l'arrière, et de tout le confort que la vieille Angleterre a su assurer à ceux qui se battent pour elle. Lenteur puissante et grave, obstination sereine, profondeur du sentiment moral, ce sont là les traits qui lui paraissent caractériser l'âme anglaise, telle qu'elle se reflète à travers l'armée que nos voisins ont créée, presque de toutes pièces.

Et ce sont aussi les traits qui se sont imposés à son attention au cours du rapide voyage d'étude que, sur l'invitation du gouvernement britannique, M. Barrès a fait en Angleterre, au début de l'offensive de la Somme. Il s'agissait de faire toucher du doigt aux lecteurs de chez nous l'intensité et la résolution de l'effort anglais; l'écrivain français put interroger M. Asquith, M. Lloyd George, « le petit homme à la figure de songe » qui fut, pendant la guerre, un ami si sûr et si fervent, et, depuis la paix, un ami si inconsistant de la France. Partout il constata « sympathie, gratitude, affection pour notre patrie. » « Tout ce que les Anglais ont de ferveur intellectuelle et sentimentale, écrit-il, s'est porté sur nous... Chaque fois que Lloyd George parle en public, il parle de la France. Toujours à un moment il s'avance sur la plate-forme, et il dit : « Et puis, il y a un pays qui s'appelle la France et qui est joliment bien! » Alors les Anglais lancent leurs chapeaux en l'air. » Dans toutes les classes de la société, l'Angleterre a fait sienne la cause de la France et pour la soutenir, cette cause, pour la faire triompher,

(1) Voyez *Une visite à l'armée anglaise*, Berger-Levrault, 1915 (recueilli dans *Pour les mutilés*, Émile-Paul, 1917) et *Voyage en Angleterre*, Émile-Paul, 1919.

elle a déployé une activité admirable qui se manifeste aussi bien à Oxford qu'à Sheffield et à Portsmouth. « Ce grand peuple sérieux » n'a pas « réalisé » du premier coup l'œuvre immense à accomplir; mais une fois qu'il l'a conçue, il s'y est énergiquement attelé, et il la conduira jusqu'au bout. Pour mesurer sa puissance, plus encore que ses formidables usines, c'est sa flotte qu'il faut voir de près. M. Maurice Barrès a eu l'heureuse fortune de survoler en hydravion, — l'hydravion de la bataille du Jutland, — l'escadre anglaise : « Ces côtes couvertes de forêts profondes, écrit-il, et *ce manteau bleu de la mer semé des abeilles la flotte*, et puis, à mesure que l'on monte, cet isolement dans les vastes espaces tout près du ciel, quel enchantement, quelles minutes de spiritualité!... De ma vie, je n'aperçus rien d'aussi grandiose que, depuis le ciel, cette flotte aux aguets, dans un repos terrible, sur cette mer d'Écosse. » A cette date, en effet, rien ne valait pareille vision pour enfoncer en nous le sentiment de notre sécurité et de notre inéluctable victoire.

Ce sont d'autres images, non moins émouvantes et réconfortantes, que l'auteur de *la Mort de Venise* était allé, deux mois auparavant, cueillir en Italie. « Vieux pèlerin des routes d'Italie, » il avait été invité par ses amis italiens à venir passer quelques jours au milieu de leurs armées. Là, il put toucher du doigt les redoutables difficultés que la nature et l'histoire avaient opposées à l'effort militaire de nos alliés et le mérite qu'ils avaient eu à entrer en guerre à nos côtés. L'amitié franco-italienne a procédé par étapes, car le propre du prudent génie italien est de ne rien brusquer, de ménager les transitions, et, d'autre part, en 1914, l'Italie était, aussi peu que possible, matériellement et moralement, préparée à la guerre. Il fallut créer de toutes pièces l'instrument de la définitive libération italienne : la maladresse et la brutalité tudesques, la générosité de l'héroïsme français firent le reste : la Marne, Verdun déterminèrent au delà des Alpes une ferveur d'émulation dont la cause alliée ne pouvait manquer de bénéficier. L'Italie sentit que, dans un conflit où l'idée latine risquait de sombrer, elle se devait à elle-même de participer pleinement au péril commun : elle « se bat, — constate M. Barrès, — pour l'accomplissement de ses destinées nationales, c'est-à-dire pour s'assurer les frontières dont elle ne peut pas se passer, et puis pour la défense de la civilisation. » Reçu par le Roi, — « saisissante figure, bien

inattendue au cœur de cette Italie théâtrale et pleine de feu, » — il a été frappé de « la supériorité morale » de ce souverain sérieux, sage, délicat et bon, et il songe tout naturellement, en le voyant, à « cette conception des devoirs princiers dont notre Louis IX a créé le type incomparable. » « Je crois, déclare-t-il, avoir respiré quelque chose de cette atmosphère inoubliable de courage et de douceur, d'humilité simple et grande, de mélancolie profonde et touchante. » Et il note, d'autre part, chez les officiers, lesquels « demeurent d'une manière extraordinaire des Italiens amoureux d'art, » — et d'art théâtral, — « une aisance, un abandon » qui enchantent sa sensibilité d'artiste. Ce n'est certes point sa visite à d'Annunzio blessé, « plus charmant que jamais en jeune officier, » écoutant de la musique de chambre dans un délicieux décor vénitien, qui atténuera en lui cette impression d'art obstinément mêlé aux spectacles les plus tragiques de la guerre (1). Tant il est vrai que la guerre met en un relief particulièrement vigoureux les traits essentiels, l'âme profonde de chacun des peuples qui y sont engagés.

Cette observation s'applique avec une rigoureuse exactitude à la grande République d'outre-Atlantique. Jusqu'à 1914, on pouvait la croire uniquement absorbée par la « chasse aux dollars, » et elle ne dissimulait point son admiration pour la force allemande. Sur la foi de la propagande germanique, elle croyait naïvement à la « décadence française. » La violation de la neutralité belge, le sursaut d'héroïsme qui dressa la France contre l'envahisseur, la victoire de la Marne dessillèrent les yeux d'un peuple resté très idéaliste sous des apparences parfois contraires. M. Barrès a scrupuleusement épié et très finement noté toutes les phases de la lente évolution qui a fait passer le peuple américain d'une sympathie, d'ailleurs très fervente, à une complète fraternité d'armes. Lettres privées, articles de journaux ou de revues, menus faits de la vie quotidienne lui servent à mesurer « les progrès de la France dans la conscience américaine. » Tout d'abord, d'un élan presque unanime, l'Amérique offre à la France en guerre le généreux hommage de son respect, de son admiration, de son regret de l'avoir méconnue. « Que les mères, écrit magnifiquement M. Barrès, que les mères qui ont perdu leur fils au champ d'honneur recueil-

(1) *Dix jours en Italie*, Crès, 1917. Ces pages sont recueillies dans le livre intitulé : *Pendant la bataille de Verdun*, Émile Paul, 1919 (p. 245-376).

lent ce grand témoignage. Il leur appartient, il est leur joyau, leur parure de fierté sous leurs vêtements noirs. Chacune d'elles, par son enfant, a rétabli l'honneur de la France. Le monde applaudit nos soldats morts et vivants, et regarde avec un silence angoissé les mères debout au pied de la croix. » « Les descendants de ceux qui ont lutté pendant la guerre de Sécession pour l'abolition de l'esclavage et l'émancipation du Noir » ont compris, suivant le mot profond de l'un d'eux, qu' « il s'agit cette fois de l'émancipation du Blanc. » Et c'est bientôt ce que proclament, dans un manifeste solennel, cinq cents Américains, représentant l'élite intellectuelle de leur pays. Enfin, l'Amérique officielle, poussée à bout par les provocations allemandes, se lève à son tour : « un chantier, le plus extraordinaire qui soit au monde et qui fièrement ne voulait rien être d'autre, et qui méprisait les formes où s'attardent les peuples de l'Europe, veut de sa libre volonté devenir davantage une nation. » Spectacle prodigieux : dans une violente crise de conscience, un grand peuple retrouve le principe spirituel qui était sa raison d'être historique, et le Président Wilson continue Lincoln. Mais il y a plus : la levée en masse du peuple américain contre l'immorale Allemagne n'aurait pas été si prompte, ni si unanime, ni si généreusement efficace, si la France n'avait pas dû en bénéficier plus que tout autre peuple. A l'égard de la France, l'Amérique éprouve plus que de la sympathie, plus même que de l'amitié, une ardente, profonde, admirative et respectueuse tendresse. Et cette tendresse est faite non seulement de curieuses affinités électives, mais encore d'un vif et émouvant sentiment de gratitude. Les États-Unis se souviennent de La Fayette plus que nous ne nous en souvenons nous-mêmes, et ils ont voulu nous rendre au centuple tout ce que nous avions fait pour eux lors de leur guerre de l'Indépendance. De là leur enthousiasme, et l'admirable intensité de leur effort. « C'est autour de la cause française que s'est cristallisé le meilleur de la bonne volonté américaine. » Cette bonne volonté, M. Barrès a mis toute sa complaisance à la décrire ; mais il n'a pas cru qu'elle dût prendre fin avec la guerre. Profondément convaincu que les deux tempéraments américain et français, par leurs contrastes mêmes, sont destinés à se compléter l'un l'autre, pour le plus grand bénéfice de chacun d'eux, il appelle de ses vœux une coopération de plus en plus intime

entre les deux nations : « Comme dans ces alliances où deux êtres se complètent sans se porter ombrage, écrit-il, les éléments de l'une et l'autre civilisation ont chance de s'accorder et de s'entr'aider pour une évolution vers des fins pareilles. L'Océan, lac franco-américain, Brest tendant la main à New-York, et la chaîne ininterrompue des bateaux qui amènent aujourd'hui le renfort américain, continueront, la guerre finie, un échange pacifique de bonnes volontés et une entr'aide nationale qui dépasse dans l'histoire des deux pays cette tragique collaboration guerrière d'aujourd'hui. » Noble espérance qui est aujourd'hui celle de tous les Français clairvoyants et généreux.

« Et maintenant la France! » Ce mot qui suffisait à dresser debout, dans un élan d'enthousiasme, les plus grands auditoires américains, M. Maurice Barrès a dû souvent se le répéter à lui-même au cours de ses enquêtes psychologiques sur les diverses nations belligérantes. Il est visible que l'auteur de *l'Ame française et la Guerre* ne perd jamais la France de vue, et qu'à ses yeux aucun objet d'étude ne vaut celui qui consiste à observer et à définir l'âme nationale, telle qu'elle s'est révélée à la lumière de la grande tragédie qui, quatre années de suite, s'est jouée sur la scène du monde. Cette pensée de derrière la tête, — leur titre même en témoigne, — éclate dans tous ses livres de guerre; elle inspire plus précisément encore sa conférence de Londres sur *les Traits éternels de la France* et son livre, son très beau livre sur *les Familles spirituelles de la France.*

Invité par l'Académie britannique à venir parler de la France aux Anglais, M. Barrès a excellemment réalisé une très ingénieuse et profonde idée. Laissons-le nous l'exposer lui-même :

M'étant proposé, nous dit-il, de mettre en valeur les titres de notre nation à l'estime universelle, j'ai produit les lettres les plus émouvantes de nos soldats et de leurs familles et puis des faits authentifiés par les mises à l'ordre de l'armée. En regard, je lisais des fragments sublimes de nos chansons de geste ou bien de nos vieux chroniqueurs. *C'était comme si j'avais pris à poignée dans le médaillier de la France les types les plus glorieux pour les mêler à nos croix de guerre* (1).

Belle image et noble pensée qui a été supérieurement rendue. L'archevêque Turpin et le jeune Vivien, saint Louis et le pape

(1) *Voyage en Angleterre*, p. 27.

Urbain II, Guillaume d'Orange et Jeanne d'Arc, Godefroy de Bouillon et le chevalier d'Assas viennent donner la réplique à Jean Allard-Méeus, à Alain de Fayolle, à Gaston Voizard, à François Laurentie, à Driant, à Jacques Péricard, le héros de « Debout, les morts! » Ce sont les mêmes mots, les mêmes attitudes, les mêmes états d'âme généreux, héroïques et naïvement sublimes qui se renouvellent et se font écho à plusieurs siècles d'intervalle... Je doute qu'un Français puisse relire tout ce discours sans que des larmes d'émotion et d'admiration lui montent aux yeux, sans ressentir ce frisson spécial de fierté qu'on éprouve à Versailles, dans la Galerie des Batailles, à constater qu'un vieux peuple comme le nôtre a derrière lui toute une longue et glorieuse tradition de vertu militaire, et que ses plus beaux gestes se répètent à travers l'histoire. Il est heureux que de telles pages aient été traduites dans presque toutes les langues : l'âme française ne pourrait souhaiter un plus éloquent et plus véridique témoignage.

Ce témoignage se retrouve précisé et développé dans le livre sur *les Diverses familles spirituelles de la France*. Ce livre, — que peut-être n'aurait-on pas attendu jadis de l'auteur de *Leurs Figures*, — on ne saurait trop en louer la généreuse inspiration. C'est le plus beau gage d'union sacrée qu'un écrivain français pût fournir. C'est la plus triomphale réponse que l'on ait jamais faite à ceux qui expliquent toute l'histoire de notre pays par l'opposition et la domination alternée de « deux Frances » ennemies et irréconciliables. Sous la diversité apparente des « familles spirituelles » qui ont surgi sur notre sol, l'écrivain a découvert et mis en un puissant relief l'identité foncière des âmes. Catholiques, protestants, israélites, libres penseurs, syndicalistes, internationalistes, traditionalistes, ils ne cherchent plus à heurter violemment leurs credos respectifs, mais ils puisent dans leurs croyances particulières, des raisons, parfois diverses, parfois analogues, de se sacrifier pour la même cause supérieure et sacrée. Leurs lettres nous font pénétrer dans leur vie intérieure. M. Barrès a feuilleté bon nombre de ces lettres : il en a extrait, classé, commenté avec une respectueuse piété, avec la plus cordiale et la plus intelligente sympathie, les passages les plus significatifs. Et ce livre ainsi composé est l'un des plus émouvants que je connaisse, et celui peut-être où nous pouvons le mieux saisir l'âme de la France en guerre.

Il y a 25 000 prêtres environ dans l'armée française. Qu'ils aient été pour beaucoup dans le magnifique état moral de nos soldats, là-dessus tous les témoignages concordent. Les tragiques réalités de la vie et de la mort ont rendu au catholicisme ses puissants moyens d'action sur les âmes. La vieille religion de nos pères, aux yeux de ces innombrables chrétiens, fervents ou médiocres, qui ont déjà tant souffert et qui, demain peut-être, vont mourir, a perdu ce caractère abstrait, lointain, un peu conventionnel qui, les mirages de la vie aidant, avait naguère rebuté beaucoup d'entre eux, esprits superficiels, ou prévenus, trop aisément dupes des apparences. Vigoureusement simplifiée, ramenée à ses données fondamentales, à ses dogmes essentiels, aux grandes idées de sacrifice, de purification et d'immortalité personnelle qui en sont la substance même, elle reprend tout son empire sur les consciences; elle redevient, comme au temps du christianisme primitif, un aliment souverain de la vie morale. Sous sa toute-puissante influence, l'état d'âme des premiers martyrs est redevenu, sur tout notre front, chose courante et presque normale, et ils sont littéralement légion ceux qui, comme Polyeucte, courent « à la mort, à la gloire, » avec cette ardeur d'abnégation souriante qui est un paradoxal défi jeté à la nature. Mais là encore, là surtout, les prètres ont prêché d'exemple. « Je n'en crois, a dit Pascal, que les témoins qui se font tuer, » et quand il s'agit de pousser les autres au sacrifice suprême, de simples prédications verbales, si éloquentes et si persuasives fussent-elles, seraient totalement insuffisantes. « Rien que pour le mois de septembre 1915 (affaires de Champagne), nous dit M. Barrès, j'ai dans les mains cent cinquante-six dossiers individuels de prêtres et de religieux morts au champ d'honneur; pour les batailles de 1916 à Verdun, deux cent six dossiers d'ecclésiastiques glorieusement morts; et j'ai eu à ma disposition (au début de 1917) les textes officiels de trois mille sept cent cinquante-quatre citations de membres du clergé et des congrégations, parmi lesquels plusieurs ont jusqu'à six ou sept étoiles ou palmes. » Qu'ajouter à l'éloquence de pareils chiffres?

Moins nombreux, plus dispersés que les catholiques, — il n'y a qu'un millier de pasteurs en France, et ils sont quatre cents dans l'armée, — les protestants peuvent difficilement se grouper et se prêter le mutuel réconfort de leurs expériences morales.

Leur idéal, plus intérieur, rejoint d'ailleurs sur tous les points essentiels celui des soldats catholiques : ils insistent particulièrement sur la nécessité du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, sur l'évidente, l'absolue justice de la cause française. « On ne m'envoie pas me faire tuer, écrit magnifiquement l'un d'eux ; je vais combattre, j'offre ma vie pour les générations futures. Je ne meurs pas, je change d'affectation. *Celui qui marche devant nous est assez grand pour que nous ne le perdions pas de vue.* » Quant aux israélites, croyants ou incroyants, préoccupés qu'ils sont, pour la plupart, de montrer qu'ils sont dignes d'appartenir à la communauté française, ils justifient par leur vaillance l'idéalisme qu'ils ont hérité de leur race.

On aurait pu craindre que le pacifisme et l'internationalisme des socialistes ne leur fussent un obstacle à la claire intelligence du grand drame où se sont jouées les destinées nationales; et, de fait, il s'est bien trouvé quelques pèlerins de Zimmerwald et de Kienthal pour pousser à la paix blanche et pour prêcher la réconciliation universelle. Mais l'ensemble du parti, violemment déçu par la trahison de la social-démocratie, profondément convaincu que l'avenir des classes laborieuses était étroitement lié à la victoire française, s'est levé en masse contre l'impérialisme germanique et, pour faire « la guerre à la guerre, » s'est bravement astreint à la stricte discipline qu'il répudiait si follement naguère. Ainsi transformé, l'idéal socialiste a inspiré de très nobles sacrifices et légitimé des actes du plus pur patriotisme. En face des socialistes se dressaient, avant 1914, avec une intransigeante âpreté, ceux qui s'appelaient eux-mêmes les traditionalistes. Avant de libérer la patrie, ils eurent à se libérer eux-mêmes. « Ces vainqueurs de la Marne avaient premièrement, au fond de leur conscience, vaincu la Germanie, dégagé les vertus et les vérités de chez nous, bref, assuré en eux le triomphe de la France... Tous prévoyaient et annonçaient la guerre. » Ils n'eurent qu'à se souvenir du passé pour le continuer ; mais ils l'ont fait avec une générosité admirable ; et le nombre de leurs morts prouve assez le sérieux tragique avec lequel ils ont voulu rendre témoignage à leurs doctrines.

Rendre témoignage : sur ce point ils sont tous d'accord, les soldats de notre France. « Un trait commun à ces diverses familles d'esprit durant cette guerre, — dit fort bien M. Barrès, — c'est qu'elles sentent toutes que le meilleur, le plus haut

d'elles-mêmes, leur part divine est engagée dans le drame, et périrait avec la France. » Catholiques, protestants, socialistes, tous, en défendant la France, défendent leur foi particulière. Et tous ils ont raison. Le génie de la France est assez large et assez humain pour que tous les idéalismes se reconnaissent et se réconcilient en lui. « Cette catholicité, ce souci de l'humanité entière, c'est la marque du génie national, c'est une note généreuse et profonde dans laquelle s'accordent toutes nos diversités. » Pour l'avoir bien montré, pour avoir brossé cet émouvant « tableau où il a cherché, fidèle secrétaire de la France, à préparer les versets d'une Bible éternelle de notre nation, » M. Maurice Barrès a rendu lui aussi un impérissable témoignage à la France éternelle.

III

Enfin il a lui sur le monde, ce jour tant désiré où l'Allemagne, vaincue, dut, à genoux, demander grâce. M. Maurice Barrès qui, quelques jours auparavant, avait, à la Sorbonne, prononcé un éloquent discours pour célébrer l'imminent retour de l'Alsace-Lorraine à la patrie française, fut de ceux qui assistèrent à la rentrée triomphale de nos troupes dans les provinces reconquises. « Minute sacrée » dont il a, d'une main frémissante et ferme pourtant, fixé le radieux souvenir. Le président de la Ligue des Patriotes, le successeur de Déroulède se devait à lui-même d'être à Metz le 19 novembre 1918, le jour où Pétain se fit conduire au tombeau de Dupont des Loges, à Colmar, le 22, le jour où Castelnau y reçut les ovations d'une foule en délire, à Strasbourg, le 25, le jour où Gouraud, Pétain et Castelnau, dans l'immense cathédrale, assistèrent au *Te Deum* de la victoire. Moment unique de l'histoire de France, et qui, par la plénitude et la grandeur des émotions qu'il déchaîna dans les âmes, défie toute parole humaine, fût-ce celle d'un maître du verbe. « Pour moi, écrit modestement, humblement M. Barrès, j'ai le cœur trop petit, l'esprit trop faible ; je ne peux pas saisir, contenir et vous apporter toutes les émotions, toutes les raisons par lesquelles je suis assailli depuis que la marée française a recouvert les terres d'Alsace et de Lorraine et rejoint, revivifié leurs profondes sources indigènes. L'événement dépasse l'expression individuelle et seules des cités

lui peuvent donner une voix. Acceptons notre insuffisance. Les grandes choses doivent être dites simplement. » Voici l'arrivée des premiers officiers dans un village des environs de Metz :

De tous les coins les enfants accourent, tandis que, sur les seuils, les femmes et les hommes restent figés, n'osant croire, pétrifiés de crainte et de bonheur.

Nous demandons le maire : il arrive les mains tendues : « Nous vous attendions depuis quarante-sept ans. »

Rien de plus.

On se regarde avec des yeux pleins de larmes, on se reconnait : on est de même race, il n'y a plus qu'à s'embrasser.

Puis, c'est l'entrée quasi religieuse des soldats de France dans la vieille cité messine. Et cette « chose vue » dans la cathédrale de Strasbourg :

Pétain vient d'inviter Castelnau à se tenir auprès de lui. Je n'oublierai jamais le geste filial du plus vieux des chanoines. Ce vieillard, le chef du chapitre, tenait dans sa main la main du maréchal de France, et ils allaient ainsi comme un enfant avec son père, ou comme deux frères. Sainte familiarité, indicible simplicité de l'héroïsme ! Les orgues exultaient d'allégresse, les lumières faisaient un diadème aux poilus, *les voix escaladaient le ciel*, et tout le monde pleurait... Tous les morts de la guerre et tous les survivants emplissaient la nef, *heureuse de contenir une fois une âme digne de ses beautés.*

Ces gestes, ces mots, ces spectacles inoubliables, il était de toute nécessité morale que l'auteur d'*Au service de l'Allemagne* en fût le témoin émerveillé et l'annaliste fidèle. Il manquerait quelque chose à son œuvre si ces pages, puissamment symboliques, n'y figuraient point. Et l'on conçoit qu'il ait pu écrire : « Jusqu'à la dernière minute de notre vie, quand nous baisserons nos paupières pour nous recueillir, nous trouverons toujours dans notre conscience l'étincelle qu'y déposent ces grands jours (1). »

Mais ce n'est pas seulement en Alsace-Lorraine que « l'appel du Rhin » s'est fait entendre de la France triomphante ; c'est dans tous les pays rhénans. Et toute la France a suivi et « s'en est allée tremper ses drapeaux dans le fleuve. »

Or il faut maintenant préciser les espérances que « ces

(1) *L'Appel du Rhin* : *La Minute Sacrée*, Société littéraire de France, 1919, p. 14, 16, 20, 21, 22, 46.

jours du suaire déchiré » nous ont fait concevoir. « Comment rétablir le commandement de notre race sur le Rhin? » C'est la grande question qui désormais se pose à la conscience française. Tant qu'elle n'a pas été réglée officiellement, entre gouvernements alliés, dans ses données fondamentales, M. Barrès s'est efforcé d'en préparer une solution conforme à l'équité, aux réalités historiques, à l'intérêt de la France et de la civilisation générale. Il recueille et commente avec une pieuse insistance tous les souvenirs que la France a laissés sur la rive gauche du Rhin, les sympathies, parfois à peine refroidies, qu'elle y a fait naître au cours du dernier siècle, les regrets ardents que sa retraite y a provoqués, les espoirs, encore balbutiants, que sa réinstallation y a fait surgir. Dans la Sarre, à Trèves, dans le Luxembourg, il s'enquiert de tous les faits qui sont de nature à favoriser « les amitiés françaises, » « l'indépendance du Palatinat et son développement intellectuel arrêté par le prussianisme. » Et à dénombrer les principaux vestiges, qui n'aspirent qu'à refleurir, de l'influence française dans cette Rhénanie qui a déjà connu et aimé la gloire de nos armes, il s'exalte, il entrevoit pour son apostolat une noble mission nouvelle : « A chaque fois, s'écrie-t-il, que j'ouvre les admirables albums du commandant Esperandieu, et que je vois ces dieux et ces héros gallo-romains remontés à la vie, ressuscités, sortis de terre, quelle ardente impatience j'éprouve de me mettre à notre nouvelle tâche qui est de faire jaillir derechef les antiques sources et d'offrir leur divin rafraîchissement aux provinces rhénanes! (1) »

Les négociateurs du traité de Versailles, s'ils ont connu ces prédications enthousiastes et persuasives, n'ont pas cru devoir en tenir compte; ils ont résisté à « l'appel du Rhin. » Ils n'ont pas voulu donner à la France ses « frontières naturelles; » ils lui ont même refusé ses frontières de 1814; ils se sont contentés de lui restituer celles de 1870. La Rhénanie n'a pas été détachée du Reich, même sous les simples espèces d'un État indépendant et neutre, et le contrôle que nous sommes autorisés à exercer sur elle reste limité, peu durable et précaire. Que, dans son for intime, M. Maurice Barrès ait jugé suffisantes ces concessions finales faites aux légitimes exigences françaises, c'est ce que se refuserait à croire le plus distrait de ses

(1) L'*Appel du Rhin : la France dans les Pays rhénans* (*Une tâche nouvelle*) Société littéraire de la France, 1919, p. 82.

lecteurs. Mais, par patriotisme, par esprit politique aussi, il s'est abstenu de critiquer publiquement les dispositions du traité de paix. Il a accepté la situation de fait que la guerre, — et la volonté anglo-saxonne, — ont créée à la France; il a sincèrement admis que les destinées de la Rhénanie se développassent dans le cadre de l'Empire allemand; mais il n'en a pas moins voulu poursuivre son œuvre de rapprochement franco-rhénan; et pour donner plus de retentissement à son effort de propagande, il a professé à l'Université de Strasbourg sur *le Génie du Rhin* une série de leçons qui, recueillies en volume, ont pour objet de tracer aux nouvelles générations françaises tout un programme d'action en pays rhénan.

Livre très généreux, puisqu'il écarte, de propos délibéré, les souvenirs douloureux de la dernière guerre, et puisqu'il se défend bien de violenter en quoi que ce soit les aspirations naturelles des populations rhénanes. Livre de poète et d'artiste au moins autant que de moraliste et d'homme politique. « Ce qui m'a poussé, avoue-t-il, c'est mon amour du sujet que je voulais traiter. Un tel amour que je ne peux voir où que ce soit, dans la page la plus morne du livre le plus insipide, le nom du fleuve brillant et mystérieux, *sans en recevoir une espèce de commotion, un prodigieux éveil d'intérêt, une curiosité de tout l'être.* » Et encore : « Magie des nuées qui flottent sur le fleuve et ses collines ! Nous tous, gens des deux rives, que nous nous tournions en esprit vers le Rhin, *aussitôt nous sommes pris d'un tressaillement de poésie et d'un mystérieux attrait.* » Et il a beau vouloir « se discipliner » et « se circonscrire, » « concentrer et refroidir son sentiment pour le rendre plus opérant : » il est visible que son « imagination, hantée par *le romantisme du Rhin,* » a donné le branle à sa sensibilité et à sa réflexion, bref, qu'il a été comme ressaisi par le génie de sa race, ce « Mosellan qui trouve dans la vieille Lotharingie son parfait climat moral, » et que, tout en s'efforçant d'exprimer, sur ces graves questions, « la pensée de la France, » il cède obscurément à ces « puissances invincibles du désir et du rêve » qui peut-être, à leur insu, conduisent mystérieusement tous les hommes...

On ne saurait nier en tout cas que la question soit admirablement posée par le conférencier dans la *Préface* de son livre :

Puisque des rapports de tous genres sont inévitables entre la France et la rive gauche que les armées alliées occupent, la meilleure

préparation pour le rôle que nos administrateurs, nos officiers, nos soldats et chacun de nous, nous pouvons avoir à tenir, c'est évidemment l'étude des conditions dans lesquelles ce contact s'est déjà présenté... Quelle aide la plus visible la France a-t-elle donnée à la vie spirituelle, économique, intellectuelle de la rive gauche?... Il s'agit de savoir ce qu'ont fait nos pères, non pour les répéter, mais pour apprendre de leurs succès et de leurs fautes, dans le passé, le secret d'une coopération actuelle franco-rhénane.

Ce captivant programme, M. Maurice Barrès l'a excellemment rempli. Après avoir essayé de définir, d'après les textes de nos écrivains, ce qu'il appelle « le sentiment du Rhin dans l'âme française, » il tâche de caractériser la vie légendaire, religieuse, économique du peuple rhénan, et il n'a point de peine, dans ces divers domaines, à reconnaître l'apport français et à en montrer, relativement à l'apport prussien, la généreuse et féconde influence. Tandis que la Prusse asservit, la France libère. Elle doit reprendre et poursuivre son œuvre, brutalement interrompue par un siècle de domination prussienne. « La France sur le Rhin doit agir d'une telle manière qu'elle incline les Rhénans à un idéal spirituel et social qui les détourne à tout jamais du germanisme de Berlin et qui les amène à rentrer en contact plus étroit avec la culture latine, avec notre esprit occidental. »

Certes, c'est là une noble mission, et M. Barrès, qui nous l'expose avec une chaleur persuasive, a bien raison de penser qu'elle n'est pas au-dessus des forces de la France. Puisque, pendant quinze ans, la France militaire doit vivre en Rhénanie, il sera bon qu'elle suive, en les tempérant peut-être d'un peu de prudence, les directions de M. Barrès. Ce sera conforme à ses généreuses traditions de « nation apôtre; » et qui sait si son intérêt profond ne lui commande pas cette attitude? Car s'il est à craindre qu'on lui refuse éternellement les clefs de sa maison, en travaillant du moins à apprivoiser et à « civiliser » la Rhénanie, et, par la Rhénanie, l'Allemagne tout entière, elle aura, en cas de succès, fait beaucoup pour sa sécurité personnelle et pour la pacification générale.

De cette politique rhénane M. Barrès s'est fait le théoricien et le défenseur, non seulement dans ses conférences de Strasbourg et dans ses articles de journal, mais à la tribune de la Chambre. Au lendemain de la ratification du traité de paix, il

avait été réélu député de Paris sur le large programme du « Bloc national, » dont, avec M. Millerand, il avait été le principal artisan. A ce titre, il avait eu la joie de voir enfin aboutir un projet dont il avait pris depuis longtemps l'initiative : à l'unanimité, le Parlement avait proclamé Jeanne d'Arc patronne de la France et avait décidé de célébrer sa mémoire par une fête nationale. Pour plaider la cause de la sainte de la patrie, pour expliquer les lenteurs de l'opinion parlementaire à se rallier à son idée, l'auteur de *Colette Baudoche* s'était montré bien ingénieusement habile : « J'écarte, disait-il, les petites explications tirées de l'esprit ombrageux des partis, et, allant droit au centre de nos difficultés, je crois pouvoir dire que, par une sorte d'instinct, nous attendions tous une occasion parfaite. Ce n'était pas ingratitude ni indifférence, mais scrupule de respect. Nous attendions d'être plus sûrs de notre accord profond les uns avec les autres, et de notre accord avec cette haute figure. Quelque chose nous avertissait de ne pas nous presser et qu'une heure élue sonnerait, une de ces heures magnanimes qui portent en elles la vertu de hausser les esprits et de réconcilier les cœurs (1). » Ces paroles sont de 1914. Six ans plus tard, les Chambres françaises souscrivaient à cet insinuant et généreux langage.

Heureux les écrivains que les circonstances et la nature de leurs préoccupations et de leur talent amènent à se faire les porte-parole de leur pays ! Le subtil ironiste de *Sous l'œil des Barbares* est devenu l'avocat presque officiel de toutes les grandes causes françaises. Hier, il plaidait pour nos églises ; aujourd'hui, il dénonce « la grande pitié des laboratoires de France (2). » Le monde latin célèbre-t-il le centenaire de Dante : c'est lui qui, à la Sorbonne, rendra au grand poète l'hommage des lettrés de chez nous. L'admirable discours, fin et fort, chaleureux et nuancé, qui dut faire tant de plaisir à nos amis d'Italie, et qui, je le sais, n'a pas été moins goûté des spécialistes les plus avertis que du simple public des honnêtes gens ! Que de choses seraient

(1) *Autour de Jeanne d'Arc*, Édouard Champion, 1916, p. 44. — « On demande quelquefois : « Qu'est-ce qui vous fait plaisir dans la vie ? » Je réponds : « Rien que le travail. » — « Mais encore ? » — « Eh bien ! d'avoir contribué à donner à la France, hier, la Croix de guerre, et, aujourd'hui, le patronage de Jeanne d'Arc. » (*Que Jeanne d'Arc patronne de la France se dresse d'abord à Strasbourg*, *Écho de Paris*, 23 juin 1920).

(2) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1920.

à relever dans cet éloquent et pénétrant morceau, et qui sont, comme eût dit Sainte-Beuve, « devinées de poète à poète ! »

Qu'a-t-il donc, ce Dante, pour attirer les grandes âmes? Qu'a-t-il à leur offrir? *Il leur offre l'expérience d'une vie complète.* On le dénature quand on le fixe par une épithète saisissante dans une seule attitude. Le sombre Alighieri ! Qu'est-ce à dire ? Ceux-là peuvent se contenter de cette épithète qui se sont bornés à relire son *Enfer* et n'ont pas poussé plus loin... Connaissez-vous son portrait du Bargello de Florence?... Voilà le jeune victorieux qu'il fut avant de devenir le vieux vaincu, popularisé par le buste de Naples. Et en lui toute la culture de son époque... *Vox privata,* s'écrie-t-il encore en parlant de lui-même. Nous connaissons cette voix si fière. C'est la voix des Milton, des Voltaire, des Chateaubriand, des Hugo. Dante a reçu sa mission de son génie d'artiste. Il possède une conception architecturale de la société et ne peut se passer de la faire connaître. *Tout homme, pourvu seulement qu'il soit un être de grandes pensées, trouve en lui un élargissement de son âme et des espaces pour son rêve* (1).

Mais tout serait à citer dans ce noble discours. Ce jour-là encore, M. Maurice Barrès a eu la bonne fortune d'exprimer « la pensée de la France. »

Arrivé au terme de cette longue étude, je suis pris d'un scrupule. A suivre dans tous ses méandres une pensée très mobile, très accueillante et très diverse, en ai-je bien saisi et fait sentir la suite et l'unité? N'ai-je pas, à plus d'une reprise, laissé *la ligne* de ce robuste, souple et complexe talent se briser entre mes lourdes mains de critique? Certes, il a beaucoup changé, et dans le grave orateur du *Génie du Rhin* et du discours sur Dante, il serait assez difficile de reconnaître le biographe amusé de Bérénice. Mais qu'on aille au fond des choses : il a évolué, il s'est développé, épanoui, plus qu'il n'a changé. L'auteur des *Barbares* avait « de l'avenir » et des parties sérieuses dans l'esprit ; et d'autre part, en cherchant bien, il ne serait pas impossible de trouver çà et là, dans ses derniers ouvrages, encore un peu d'égotisme et de dilettantisme littéraire. N'ayons pas le pharisaïsme de nous en étonner. Ce qui est certain, c'est que le romancier des *Déracinés* a très librement, mais très fidèlement suivi le mouvement de la pensée de son temps. Parti du pur individualisme, il a progressivement élargi

(1) *La grande Mission de Dante, Revue hebdomadaire,* 11 juin 1921.

son moi jusqu'à lui faire contenir et exprimer le nationalisme intégral : un nationalisme sans étroitesse, et qui sait être juste et libéral, même à l'égard de ses ennemis, mais qui n'en est pas moins un nationalisme résolu : les « Barbares » ont été repoussés jusqu'aux frontières du monde hellénique et latin. Né romantique, de par ses hérédités et ses premières lectures, il a débuté par le romantisme le plus exalté et le plus nuageux; et, comme un vin généreux qui peu à peu se dépouille, il est allé se clarifiant, se simplifiant, se disciplinant et, sans répudier toutes ses rêveries de poète, il a connu le prix de l'ordre, de la sobriété, de la raison, bref, il s'est rangé à la tradition classique. Dilettantisme, pessimisme, nihilisme, il a commencé par sacrifier, — avec combien d'autres! — à tous ces faux dieux de sa jeunesse ; mais il les a reniés à temps, et par la plume et par l'exemple, il a fini par glorifier les saines vertus et le nécessaire optimisme de l'homme d'action.

Cette évolution est toute pleine d'enseignements que tous les candidats à la gloire pourront méditer avec fruit. Si M. Maurice Barrès s'était trop longtemps attardé aux jeux d'esprit qui remplissent ses premiers livres, il aurait été sans doute l'éternel élu des petites chapelles littéraires ; il n'aurait jamais été le grand écrivain national, admiré de tous, qu'il est devenu depuis. Par la riche variété de son œuvre, par la multiplicité de ses dons, par la souplesse pénétrante d'une pensée singulièrement agile, aiguë, hospitalière, par toute son activité d'écrivain et d'homme public, par le tour et l'accent de sa personnalité morale, par la grâce et la vivacité prenante d'un style tour à tour nerveux, familier, poétique, et dont la vivante spontanéité s'accompagne de beaucoup d'art, M. Maurice Barrès a noblement tenu en haleine les âmes qui ont préparé la victoire française et qui l'ont si magnifiquement gagnée.

VICTOR GIRAUD.

L'HEURE DU TRANSSAHARIEN

Depuisque, — dans ce raid en avion qui devait le transporter de Touggourt au Niger, et que seul accomplit le commandant Vuillemin, — l'héroïque général Laperrine est tombé aux confins du Hoggar, on parle beaucoup du Sahara.

On en parle et, ce qui est mieux, on y agit.

Une piste pour automobiles est aménagée aujourd'hui jusqu'à Tamanrasset. L'année dernière, l'adjudant Poivre, avec une voiture munie d'un système à chenille, a atteint Timiaouine. Dans quelques jours, six automobiles pourvues de propulseurs spéciaux tenteront d'aboutir au Niger, et vraisemblablement y réussiront. Certes, ces raids et ces reconnaissances en avion et en automobile, et l'organisation des communications régulières qui pourra en résulter, rendront de précieux services pour la liaison des deux grandes masses de notre domaine africain; mais il serait prématuré et imprudent de conclure qu'entre elles la jonction est désormais faite.

De tels procédés peuvent convenir pour la transmission postale ou le transport de quelques personnages importants; ils resteront impuissants à créer cet échange de personnel et de matériel, de troupes, d'approvisionnements, de produits de toute sorte, en somme cet instrument stratégique et économique que le rail seul pourrait assurer normalement. Il manque à l'avion la capacité de tonnage et à l'automobile, sur de pareils terrains, la capacité de vitesse. Les conducteurs du raid précité comptent pouvoir effectuer le parcours d'Alger à Tombouctou en 15 jours, à raison de 200 kilomètres par jour. Une locomotive franchirait cette distance en trois jours en remor-

quant un train. Et ce train pourrait partir tous les deux jours, sinon quotidiennement. Entre les deux systèmes de liaison, il y a un abîme; jamais les premiers ne pourront remplacer le dernier. On peut donc espérer, et on doit surtout souhaiter, qu'avions et automobiles ne soient que les avant-coureurs du Transsaharien.

***

Parler du Transsaharien au moment où nous nous débattons dans la complexité des problèmes que soulèvent le règlement de la paix et la reprise de l'équilibre mondial, voilà de quoi étonner écopeut-être tous ceux qui, ne l'ayant pas étudiée, estiment que cette question est d'ordre secondaire, sinon même du domaine de l'utopie.

Or il n'en est pas qui, au triple point de vue stratégique, nomique et social, soit à la fois plus positive et plus urgente, ni qui puisse exercer une influence plus décisive et plus profonde sur nos destinées.

L'utilité stratégique est tellement évidente qu'il est presque superflu d'en entreprendre la démonstration. S'il est en effet un enseignement qui ressort de toute notre histoire, et que la dernière guerre a confirmé d'éclatante manière, c'est que la capacité stratégique d'une nation dépend étroitement, non seulement du nombre de ses combattants, mais aussi de sa capacité économique. Aucun peuple d'Europe ne peut désormais, en cas de conflit, prétendre à la victoire, s'il ne peut jeter dans la balance le poids d'un effort prolongé et supérieur à celui de ses concurrents ou de ses ennemis, et, par conséquent, recevoir de ses alliés ou de ses colonies le maximum de ressources qu'ils peuvent lui procurer. Et cela implique la liberté de ses communications maritimes. C'est pour n'avoir pu acquérir ou conserver cette liberté que nous avons perdu au xiiie siècle l'Empire franc de la Méditerranée orientale, au xviiie siècle le Canada et les Indes, et, plus tard, Malte et l'Égypte. C'est pour l'avoir possédée que nous avons pu, dans la dernière guerre, recevoir l'appui et l'aide de nos alliés et de nos colonies, et que l'Allemagne, malgré la supériorité initiale due à une longue et formidable préparation, a succombé.

En l'état d'insuffisance de notre marine de guerre, insuffisance que vient de consacrer, en l'aggravant, la Conférence

de Washington, il est vraisemblable qu'il nous serait impossible, si les circonstances l'exigeaient, d'assurer avec nos seuls moyens la liberté de nos communications interocéaniques. En admettant que ces communications puissent être sauvegardées, l'aide de nos colonies ne pourrait nous parvenir que lentement et pour ainsi dire au compte-goutte, alors qu'avec le Transsaharien nos ressources principales, celles de l'Afrique française totale, nous seraient déversées à jet continu.

Pouvons-nous aujourd'hui espérer que l'ère des guerres est désormais close, ou qu'en cas de conflit, nous aurions à nos côtés, comme hier, les flottes de l'Amérique, de l'Angleterre, de l'Italie et du Japon? De telles hypothèses forment une base trop incertaine pour y édifier une politique d'avenir. Écartons-les donc, et examinons dans quelle mesure, en cas de conflit, nous pourrions sûrement recevoir l'aide de nos colonies. Un simple coup d'œil sur la mappemonde nous fait apparaître notre Empire africain, ce bloc compact et rapproché de la France, comme le fondement même, d'ailleurs large et solide, de tout notre édifice colonial, dont les autres parties, infiniment plus petites, sont distantes et éparses.

A cet aspect géographique correspondent des réalités positives. Sur 3 milliards 200 millions, représentant le commerce général de tout notre domaine d'outre-mer en 1913, dernière année des évaluations normales, l'Afrique figurait pour 2 milliards 130 millions, — plus des deux tiers; et la proportion est plus forte aujourd'hui, s'étant accrue de notre mandat sur le Cameroun et le Togo. Sur 900000 hommes, combattants ou ouvriers, que nous a fournis ce même domaine pendant la guerre, 650000, plus des deux tiers, dont 500000 combattants, provenaient de l'Afrique. Et c'est encore l'Afrique qui, par ses envois incessants de céréales, de vins, de moutons, d'oléagineux, de bois, de minerais et de phosphates, constitua la plus grande part de nos apports coloniaux.

Aussi bien, avant la guerre, on avait pu constater que la part de la France dans le commerce général de nos colonies, était en raison inverse de leur éloignement de la Métropole : 70 p. 100 pour l'Afrique du Nord, 53 p. 100 pour le Sénégal; 46 p. 100 pour la Guinée, 28 p. 100 pour l'Indochine. Car ce n'est pas seulement la distance, c'est aussi la pénurie et le prix élevé de notre fret, qui écartaient de notre marché les produits

de nos colonies lointaines. N'a-t-on pas vu la viande frigorifiée de Madagascar être avantageusement concurrencée par celle de l'Argentine, et nos bois de la côte d'Ivoire prendre surtout le chemin de Hambourg?

***

Si notre domaine africain constitue le plus grand réservoir de nos ressources d'outre-mer, il offre aussi l'avantage d'être le seul avec lequel, en temps de guerre, nous puissions avoir la certitude de rester en liaison.

Compter, en effet, sur la maîtrise de l'Océan paraît, pour longtemps encore, bien au-dessus de nos propres moyens. En revanche, il nous suffirait de le vouloir, c'est-à-dire d'organiser une flotte méditerranéenne convenablement aménagée et outillée, par conséquent composée en grande partie de croiseurs rapides, torpilleurs, sous-marins et hydravions, pour conserver, quoi qu'il arrive, la liberté de nos communications dans la partie de la Méditerranée occidentale qui sépare les rives de France de celles de l'Afrique du Nord.

Mais l'Afrique du Nord n'est qu'une partie de notre Empire africain, non la plus étendue, mais jusqu'ici la plus riche parce que, pourvue de nombreux cadres européens et d'un réseau ferré à peu près suffisant, elle a pu, sûr les deux tiers de ses surfaces cultivables, être mise en valeur.

Au delà du Sahara, qui n'est pas du tout la mer de sable que beaucoup trop de Français imaginent, s'ouvrent ces larges et longues vallées du Sénégal et du Niger, de l'Oubangui et du Chari, ces vastes plaines du Tchad, ces « Indes Noires, » comme les a dénommées E.-M. de Vogüé, qui contiennent en puissance, mais par notre faute encore en sommeil, d'inépuisables ressources en hommes, en troupeaux, en matières premières et en produits textiles ou alimentaires de toute sorte : richesses insoupçonnées auxquelles il ne manque, pour éclore, que les voies de pénétration et d'évacuation qui leur apporteraient le mouvement, la circulation, la vie.

Les bords de cet immense Empire, les rivages du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Cameroun et du Gabon, sont plus ou moins mis en valeur, parce que plus ou moins pénétrés par le rail; mais ces bords s'ouvrent sur l'Océan. En temps de paix, ils sont séparés de la métropole par

de longues distances qu'aggravent encore l'insuffisance, la lenteur et la cherté de nos services maritimes; en temps de guerre, ils risqueraient d'en être irrémédiablement coupés.

Dans cette âpre lutte économique où nos alliés mêmes sont de redoutables concurrents, dans celle plus tragique encore où pourrait nous jeter un nouveau conflit mondial, sommes-nous assez riches pour laisser inexploitées les ressources du centre de l'Afrique? Sommes-nous assez forts pour risquer d'être privés de ces 180 000 combattants noirs qu'il nous a fournis et qui, dans quelques années, pourraient dépasser 300 000? (1)

« Nous sommes un peuple de cent millions d'hommes, » ne cesse de répéter un général illustre qui fut l'un des plus magnifiques artisans de notre victoire. Belle parole, mais qui restera à l'état de parole, si nous ne nous hâtons pas de mettre en valeur, en même temps que le sol, le capital humain de l'Afrique équatoriale, affaibli, décimé par les maladies consécutives à l'insuffisance de nourriture et au manque absolu d'hygiène. Si nous manquons à cette tâche, nous resterons la nation de 39 à 40 millions d'hommes, à natalité stationnaire ou fléchissante, en face d'une Allemagne de 60 à 63 millions d'âmes, à natalité toujours en progrès.

* * *

Assurément la question stratégique est aujourd'hui le point essentiel. Elle ne nous dispense pas cependant de nous demander quels services pourrait, au point de vue économique, nous rendre notre domaine central africain.

Quelques cas concrets suffiront à nous en faire mesurer l'étendue.

Qui ne connaît aujourd'hui l'importance majeure de la question du coton, et qui n'en redoute la crise prochaine? C'est nous qui sommes les plus menacés. Avant la guerre, nous importions 280 à 300 000 tonnes de coton, dont la presque totalité nous venait d'Amérique et nous coûtait environ 600 millions par an. Aujourd'hui, cette importation, momentanément ralentie, nous coûterait plus du double (2). Demain, nous risquons

(1) Le nouveau projet de loi sur la constitution des cadres et effectifs fait état de 52 régiments indigènes : 32 d'infanterie, 14 de cavalerie, 6 d'artillerie. Ce sont là les formations du temps de paix; en guerre elles seraient augmentées.

(2) Nos importations de coton, en 1920, nous ont coûté 1 milliard 658 millions.

d'en être privés, car l'Amérique tend de plus en plus à organiser des filatures sur son propre territoire et à se réserver la plus grande et, en tout cas la meilleure part de sa production.

Où pourrons-nous alors trouver le coton nécessaire à nos nombreuses filatures du Nord, du Centre, de l'Est (1)? Qui pourra nous le fournir? Ce n'est pas l'Angleterre menacée elle-même et qui développe fébrilement la production cotonnière de l'Égypte et des Indes. Ce n'est pas l'Indochine dont l'exportation, limitée à 7 ou 8 000 tonnes, est en grande partie absorbée par le Japon. Ce pourra être, pour une faible part, la Cilicie, si les événements permettent sa mise en valeur et si nous n'y sommes pas prévenus par des concurrents au change avantageux.

Si, au contraire, nous possédions le réseau ferré nécessaire pour les transports, nous pourrions facilement trouver dans notre Afrique centrale, sur les bords du Sénégal, du Niger, du Chari et dans certaines régions du Tchad, plus d'un million d'hectares favorables à la culture cotonnière, et qui, lorsque leur rendement aurait atteint sa valeur normale, pourraient nous procurer au moins 200 000 tonnes de grains. Le coton à l'état naturel pousse un peu partout dans ces régions; irrigué et cultivé, il donnerait de magnifiques rendements. L'ingénieur du Gouvernement Général de l'Afrique occidentale française, M. Bélime, estime à 160 000 tonnes le rendement possible de la région du Niger comprise entre Bamako et Tombouctou. Il nous suffirait donc d'organiser en temps utile la production cotonnière de notre Afrique centrale, pour éviter le désastre économique qu'amènerait infailliblement la fermeture de la plus grande partie de nos filatures, désastre dont la répercussion sociale, en jetant sur le pavé des milliers de familles ouvrières, pourrait être considérable.

Le même raisonnement peut s'appliquer aux laines, aux cuirs, aux viandes frigorifiées, tous produits pour lesquels nous sommes encore tributaires de l'étranger dans des proportions démesurées. Nous importons 160 000 tonnes de laines coûtant plus d'un milliard, 350 000 tonnes de cuirs et peaux et 143 000 tonnes de viandes frigorifiées coûtant 8 à 900 millions; et encore des oléagineux, du caoutchouc et du café, alors que,

(1) 630 filatures, employant plus de 10 millions de broches et de 300 000 ouvriers.

dans toute la vallée du Niger et dans les régions voisines du Tchad, nous pourrions largement développer l'élevage des bœufs et des moutons à laine, la culture des arachides et du café.

Tout compte fait, la mise en valeur de notre Afrique centrale eût pu nous épargner avant la guerre environ 6 milliards d'importation étrangère; aujourd'hui elle nous en épargnerait 10 à 12 milliards, dont la moitié contribuerait à développer la prospérité et la richesse de cette incomparable région de production, et dont l'autre moitié représenterait une économie absolue.

Or, ne nous y trompons pas, *cette mise en valeur ne sera jamais réalisée sans le Transsaharien.*

Jusque-là, privées de cadres européens, de médecins, de vétérinaires, d'ingénieurs agricoles, de chefs de culture, toutes ces terres équatoriales à l'Est de Gao et jusqu'au Tchad et depuis le Tchad jusqu'au Congo, resteront plus ou moins incultes et désertiques, périodiquement ravagées par la maladie du sommeil, par des épidémies, des épizooties fréquentes, consécutives aux années de sécheresse qui entraînent des famines ou des disettes, qui anémient en tout cas les populations et les rendent éminemment accessibles à toutes les maladies.

***

Alors à quoi bon, dira-t-on, faire à grands frais aboutir le rail dans des régions où la main-d'œuvre fait défaut et n'a aucun désir de travailler?

Ceux qui raisonnent ainsi constatent les effets sans remonter aux causes. Ils méconnaissent cette grande loi économique que, dans les régions susceptibles de produire, c'est au rail de créer la production et non à la production de précéder le rail; et qu'un pays dépourvu de voies de pénétration et d'évacuation est fatalement voué à la déchéance, comme un corps qui serait privé de système artériel et veineux. Sans aller chercher bien loin les exemples, il suffira de rappeler que lorsque fut commencée, en 1882, la ligne ferrée de Saint-Louis à Dakar, elle traversait une région à peu près déserte : en 1886, elle transportait 10 000 tonnes de produits et 200 000 tonnes en 1910.

L'expérience est sur ce point d'accord avec la logique. Pourquoi travailleraient-ils pour produire au delà de leurs besoins immédiats, ces Noirs ancestralement habitués aux pratiques de la

cueillette, puisque le produit de leur travail resterait sur place sans emploi et sans profit? Et qui, d'ailleurs, pourrait les initier à de meilleures méthodes de culture, leur enseigner, ne fût-ce que par l'exemple, l'utilité de se mieux vêtir, de se mieux nourrir, de se mieux loger et de constituer des réserves pour les années mauvaises, sinon des cadres européens? Or quels capitalistes, quels techniciens, quels agriculteurs, quels cadres européens en un mot, se rendront volontiers dans un pays où l'on est pour ainsi dire coupé de toute communication avec le reste du monde?

Considérons, par exemple, la région la plus peuplée, la plus fertile, la plus rapprochée des lignes ferrées : cette boucle du Niger qui vient d'être érigée en province sous le nom de Haute-Volta. Sa capitale, qui est en même temps son centre, Ouagadougou, est à plus de 600 kilomètres de Koulikoro, point terminus du chemin de fer de Dakar, et à plus de 900 kilomètres de Bouaké, point terminus du chemin de fer de Grand-Bassam ; c'est-à-dire, selon que l'on prend l'un ou l'autre itinéraire, à plus de un ou deux mois de Paris, — et cela en faisant le calcul purement théorique qu'on sautera du wagon dans le bateau et inversement, sans perdre un seul jour (1). S'il s'agit des régions du Tchad, — qu'on les aborde par l'Ouest, par le Sénégal; ou par le Sud, par le Congo, — il faut compter près de trois mois. Et même lorsque seront construits les deux tronçons ferrés de Pointe-Noire à Brazzaville et de Bangui à Fort-Crampel, qui permettront d'aller de l'Océan au Tchad par voies ferrées et voies fluviales alternées, le trajet de Marseille ou Bordeaux au Tchad exigera encore près de deux mois. Les touristes et les fonctionnaires seuls peuvent se permettre un tel gaspillage de temps. Et si en temps de paix les marchandises lourdes, et notamment les bois, peuvent commodément emprunter cette route, elles risqueront, en cas de conflit, de la trouver fermée, comme toutes celles d'ailleurs qui aboutissent à l'Océan.

Que le rail, au contraire, vienne mettre la Haute-Volta et les régions du Tchad à trois ou quatre jours d'Alger, à cinq ou six jours de Paris, qu'il y apporte un afflux normal de médecins, de vétérinaires, d'ingénieurs, de chefs de culture, de médicaments, d'instruments agricoles; que des capitalistes, des industriels,

(1) On vient d'organiser un service de convois automobiles entre Bouaké et Ouagadougou; mais, outre qu'ils sont fort dispendieux, ces transports ne dispensent pas du long circuit de Grand-Bassam à Bordeaux.

des commerçants puissent les visiter; et toutes ces régions, actuellement en léthargie, s'éveilleront à l'activité et à la vie. Leur capital potentiel est assez riche pour justifier toutes les entreprises, le jour où les communications avec l'extérieur seront mieux organisées.

En même temps, et par l'effet automatique de ce double courant que produit toujours le rail, le développement de l'hygiène et du mieux-être des indigènes leur créera de nouveaux besoins et ouvrira aux produits fabriqués de la métropole ce vaste marché que peut et doit offrir une population de vingt millions de Noirs évoluant vers la civilisation et, de ce fait, bientôt doublée. Souvenons-nous que le nombre des indigènes d'Algérie, qu'on nous accusait d'avoir ruinés et refoulés, a doublé en moins de cinquante ans. Ils étaient 2 300 000 en 1871 : ils sont 4 700 000 en 1921.

***

Et c'est là qu'apparaissent le sens profond, le côté humain, la grandeur même de l'œuvre du Transsaharien.

Car, dans cette mise en valeur de l'Afrique centrale, il ne s'agit pas seulement d'intérêts stratégiques et économiques, de profits financiers et matériels, il s'agit aussi de la responsabilité morale, du rôle civilisateur que nous avons assumés. En nous installant sur ces territoires, en chassant les roitelets barbares qui y exerçaient la pire des tyrannies, en abolissant la traite et l'esclavage, nous avons accompli une œuvre de haute humanité, mais nous avons détruit une organisation millénaire qui s'imposait par la terreur, sans doute, mais entretenait cependant du mouvement, de l'activité, de la vie. Nous n'avons encore rien mis à la place. Des cités autrefois peuplées et bruyantes, telles que Tombouctou, Gao, Agadès, Zinder, sont aujourd'hui silencieuses et à peu près désertiques. Isolées dans leurs terres respectives, n'ayant aucun trafic, oisives et imprévoyantes, ces populations ne cultivent que tout juste le mil indispensable à leur subsistance. Insuffisamment nourries, mal vêtues et mal abritées, elles vivent en état permanent de réceptivité et de moindre résistance. Les bœufs, les moutons suivent le même sort. En somme, gens et bêtes multiplient ou périssent selon les hasards des bonnes ou mauvaises années.

Au demeurant, la mortalité, la morbidité, l'incertitude de

l'avenir y sont telles que, si on a pu fixer à 12000 hommes le chiffre du recrutement des tirailleurs sénégalais en 1922, il n'a pas été possible d'évaluer les quelques milliers d'hommes que pourra fournir l'Afrique équatoriale.

Prenons garde qu'en persévérant dans cette carence, nous ne facilitions les revendications des nations surpeuplées, naturellement portées à prétendre qu'une nation qui n'est pas capable de mettre en valeur toutes les terres qu'elle occupe, doit céder la place à celles qui ont un excédent de population. Nous avons autour de nous trop d'envieux qui, sans avoir jamais produit l'héroïque phalange de nos explorateurs et de nos soldats coloniaux, sans avoir jamais couru les risques, les périls et les sacrifices que nous avons affrontés ou consentis, sont cependant tout prêts à nous reprocher de n'avoir occupé tant de colonies que pour en fermer l'accès aux autres peuples; ignorants qu'ils sont, ou feignent d'être, des longs et lents efforts nécessaires pour amener des terres vierges et des races primitives aux premiers degrés de la culture et de la civilisation.

***

Mais une autre question se pose. Où les prendrons-nous, avec notre faible et décroissante natalité, ces cadres français dont nous faisons état pour le relèvement et la mise en valeur de notre Afrique centrale?

Nous les prendrons, si on leur constitue certains avantages, et, à défaut d'avantages, certaines facilités, d'abord parmi les six à sept milliers de Français de la métropole qui, chaque année, émigrent en Amérique, en Argentine, au Brésil, au Mexique, au Chili ou ailleurs, et qui pour la plupart sont perdus pour la patrie française, puisqu'à la deuxième génération ils sont naturalisés Américains; ensuite et surtout en Afrique du Nord et particulièrement dans cette Algérie qu'on se plaît à considérer comme un prolongement de la France, ce qui n'est pas très exact, mais dont le grand rôle est de devenir la clef de voûte, le centre de rayonnement et le seuil de toute l'Afrique française.

Car si on peut trouver dans la métropole les cadres techniques, c'est en Algérie surtout et en Tunisie qu'on pourra recruter la plus grande partie des cadres pratiques nécessaires pour l'exploitation agricole de ces fertiles régions du Soudan et du Tchad. C'est aux petits-fils de ceux qui ont su défricher les

marais pestilentiels de la Mitidja, et faire, de cette contrée que le maréchal Clauzel appelait alors « l'infecte Mitidja, » l'un des plus splendides domaines de culture qu'il soit possible d'imaginer; c'est à cette belle et vigoureuse race des colons algériens qu'il faudra s'adresser pour mettre en valeur l'Afrique centrale.

Tandis, en effet, qu'en France, même en supposant qu'on réussisse à remonter la funeste pente où nous sommes engagés, la natalité semble destinée à rester stationnaire, en Algérie, grâce à l'incessant afflux des immigrants Espagnols, Italiens, Siciliens, Maltais, dont les fils, par le jeu automatique de la loi de 1889, se font ou se laissent naturaliser Français, il se fonde une race nouvelle, franco-algérienne ou franco-latine, jeune, énergique, entreprenante, et qui a doublé en moins de vingt ans. C'est à cette greffe française, à ce centre d'essaimage français, qu'il faudra faire appel pour procurer à notre Afrique centrale les cadres, l'ossature dont elle a tant besoin.

On ne connait pas assez, en France, le grand rôle que l'Algérie peut jouer dans nos destinées.

L'État n'accorde pas un intérêt suffisant à cette « colonisation officielle » qui a fait sa grandeur et sa force, et qui seule pourra réaliser l'œuvre d'intensification du peuplement français nécessaire pour assimiler le nombre toujours croissant des immigrants étrangers, et pour favoriser le débordement sur l'Afrique centrale, lorsque sera construit le Transsaharien.

Une évolution caractéristique parait d'ailleurs devoir faciliter et provoquer même cette future émigration. Par un contraste assez inquiétant, la colonisation agricole de l'Algérie semble entrer en régression, au moment même où la natalité s'accroit. A la suite des larges vides qu'a creusés la guerre chez les colons, et aussi, il faut bien le dire, de certaines réformes politiques un peu trop hâtives qui les ont mécontentés ou menacés dans leur sécurité, beaucoup de terres ont été rachetées par les indigènes dont la population ne cesse d'augmenter et que la guerre a enrichis. Ces terres sont devenues en partie incultes.

Les surfaces cultivées qui avaient atteint leur maximum en 1914, en dépassant 3 millions d'hectares, ne représentent plus aujourd'hui que 2 200 000 hectares.

En revanche, malgré les pertes subies pendant la guerre et au cours des deux désastreuses années sèches 1919-1920, la population qui était de 2 700 000 âmes en 1871, est de 5 250 000

en 1921. Elle a doublé en cinquante ans. Pour peu qu'elle suive cette courbe ascendante, et que les indigènes continuent à pratiquer la culture extensive qui produit à peine 5 quintaux de céréales à l'hectare, il n'est pas douteux que le moment viendra où l'Algérie devra déborder sur l'Afrique centrale.

Gouverner, c'est prévoir. Il faut dès à présent se préoccuper de préparer cet exode qui constituera en somme, pour les deux parties de l'Afrique française, un égal bienfait.

Or, tandis qu'insoucieux de nos intérêts et de nos devoirs, nous avons perdu vingt années à piétiner sur place, d'autres ont avancé. Dans la Gold Coast anglaise, le chemin de fer de Secondi dont le point terminus, Koumassi, était déjà plus rapproché du centre de la Haute-Volta que Bamako, est activement poussé vers le Nord. Il tend à attirer à lui tout le trafic de la contrée. Dans la région du Tchad, dans notre Afrique équatoriale absolument dépourvue de voies ferrées, la ligne de Lagos à Kano, dans la Nigeria anglaise, affleure du cercle de Zinder, tandis qu'un embranchement va bientôt s'élever jusqu'à la lisière du Tchad à Dikoa. Dans tout le Nord du Cameroun, les produits concentrés à Garoua sont dirigés sur la côte de la Nigeria par le Bénoué et le Niger. En même temps le chemin de fer du Soudan anglo-égyptien se prolonge par El-Obéïd, jusqu'à El-Facher, tout près de notre frontière de l'Ouadaï. Ainsi, par le Sud et par l'Est, les lignes anglaises abordent ces territoires du Niger et du Tchad dénués du rail français. Les ingénieurs, les prospecteurs, les missionnaires, les capitalistes suivront. Assisterons-nous, inertes, à cet encerclement ?

***

Ce ne sont cependant pas les difficultés techniques, ni même financières, qui ont pu et peuvent encore nous empêcher de faire le Transsaharien. Il n'est pas de ligne ferrée dont la construction soit à la fois plus facile et moins coûteuse.

Sur presque tout le parcours, un sol résistant et plat; pas de ponts, pas de tunnels, pas d'ouvrages d'art, sauf de loin en loin quelques remblais pour traverser de rares et courtes parties sablonneuses. Que la ligne parte d'Ouargla ou de Colomb Béchar, ou de ces deux points à la fois, pour aboutir au Tidikelt, elle peut à peu près totalement éviter les deux grands Ergs en suivant les vallées de la Saoura, de l'Igharghar ou de

l'Oued-Mya, puis contourner les dunes de l'Ech-Chache, en longeant les massifs du Mouydir et du Hoggar; et de là, par le plateau pierreux du Tanezrouft, gagner l'Adrar des Ifoghas et le point de resserrement de la boucle du Niger, à Tosaye, où l'on jetterait un pont pour la prolonger jusqu'à Ouagadougou.

Sans doute la question de l'eau est plus difficile à régler, bien qu'à vrai dire les solutions abondent; soit qu'on creuse des puits artésiens dont le rendement est parfois tellement considérable qu'il donne naissance à de véritables lacs, comme à El-Goléa; soit que, sur une partie du parcours, on double la voie d'une conduite d'eau comme l'ont proposé l'ingénieur Souleyre et M. Sabattier; soit qu'on remplace la traction à vapeur par la traction électrique (projet Berthelot) ou par un moteur à combustion interne (projet du colonel Godefroy).

Ces spécialistes, et plus récemment encore l'ingénieur Fontanielle, qui ont étudié sur place le tracé et les procédés d'établissement du Transsaharien, en affirment la facilité d'exécution.

Ils ont d'ailleurs pris soin d'évaluer les dépenses et les recettes éventuelles de leurs projets. Les premières varient, — selon qu'il s'agit d'une voie étroite ou d'une voie large, d'un parcours allant seulement jusqu'au Niger ou jusqu'à Ouagadougou, ou encore avec embranchement sur le Tchad, — entre 500 millions et 1 milliard 500 millions.

Admettons ce dernier chiffre. Serait-ce une dépense inconsidérée, au regard des 5 ou 6 milliards d'économies qu'avant dix ans le Transsaharien pourrait nous procurer sur nos importations étrangères?

Quant aux recettes, tous s'accordent à conclure que, dès la deuxième année, elles couvriraient les frais d'exploitation, et qu'en dix ans le capital de construction serait entièrement amorti.

***

Pourquoi donc, alors que l'Amérique a fait le chemin de fer de New-York à Saint-Francisco, de 5600 kilomètres, à travers le Farwest; alors que la Russie a fait celui de Kazan à Wladivostok, de 9000 kilomètres, à travers la Sibérie; que l'Angleterre, maîtresse désormais de l'ancienne Afrique orientale allemande, est en train d'achever son chemin de fer du Cap au Caire, toutes œuvres infiniment plus difficiles et coûteuses que le Transsaharien, pourquoi la France, depuis trente années qu'elle

occupe l'Afrique centrale de l'Ouest, n'a-t-elle pas encore son chemin de fer de la Méditerranée au Niger?

Pourquoi, dans le vaste projet de la mise en valeur de notre domaine colonial, doublement remarquable par le fond et par la forme, par la conception de l'ensemble et le souci des détails, que vient de déposer M. Sarraut, n'est-il pas fait même une allusion au Transsaharien? Pourquoi cette question si grave, si foncièrement nationale, de la jonction de notre Afrique du Nord avec le Soudan, paraît-elle avoir si peu préoccupé jusqu'ici nos législateurs et nos gouvernants?

Nous touchons ici à l'un des points les plus sensibles et les plus délicats de notre politique coloniale.

Nous avons un domaine d'outre-mer dont les possessions coloniales, réparties sur les quatre parties du monde, dépendent du ministère des Colonies. Mais nous avons aussi l'Algérie, terre française rattachée au ministère de l'Intérieur, et encore des Protectorats, tels que la Tunisie et le Maroc, qui ressortissent au ministère des Affaires étrangères; en somme, un domaine d'outre-mer régi par trois ministres différents. Quel est celui qui eût dû prendre l'initiative dans cette question du Transsaharien, intéressant à la fois l'Algérie, les Protectorats et l'Afrique occidentale? Et, en supposant qu'ils fussent tous les trois d'accord sur le principe, quel est celui qui eût pu imposer sa décision? Bien qu'il soit inadmissible que de pareilles questions de forme aient pu reléguer dans l'oubli l'étude d'un aussi capital problème, il n'est cependant pas douteux que ce manque de direction supérieure et de centralisation au sommet de notre vaste domaine africain, constitue un point faible, sinon un obstacle, dans ses destinées.

Pour créer cette unité de méthode et de direction, pour mettre fin aux frictions et aux tergiversations qui ont maintes fois résulté de cette trilogie de pouvoirs coloniaux, on a proposé soit d'instaurer un grand ministère de la France extérieure, soit de créer, pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, un ministère de l'Afrique du Nord. C'est trop ou pas assez. Car la première solution constituerait une trop lourde charge, et la seconde, tout en tendant à unifier ce qui ne peut pas être unifié, ne résoudrait que partiellement la question. Elle consacrerait même et fortifierait une dualité qu'il importe, au contraire, de faire disparaître.

L'heure est venue de comprendre que notre Afrique du Nord et notre Afrique centrale doivent constituer un Empire Africain; et que si ces deux masses sont en réalité des fédérations, des groupes d'États ou de régions devant conserver leurs mœurs et leurs administrations locales, elles gagneraient cependant à être pourvues d'une direction supérieure qui créerait l'accord sur les questions d'intérêt commun. En somme, l'Afrique est une chose, et les Colonies sont une autre chose. Et de même que l'Angleterre a son « Colonial-Office » et son « India-Office, » nous devrions avoir notre ministère des Colonies et notre ministère de l'Afrique. Si ce dernier eût existé, il est probable que nous aurions depuis longtemps le Transsaharien, « cette épine dorsale de l'Afrique française encore invertébrée, » et que nous ne serions pas réduits à en envisager la construction à une époque où les matériaux et la main-d'œuvre sont le plus coûteux et nos finances le plus obérées.

Car, au fond, c'est bien là, dans cette question financière, que gît la principale, la seule difficulté.

La nécessité et les avantages du Transsaharien, au triple point de vue stratégique, économique et social, ne sont pas niables. Mais où trouver les fonds pour le construire? On ne peut pas songer à les incorporer, même par tranches annuelles, dans un budget déjà trop lourd, et moins encore à se les procurer par un emprunt. Seule, une société ou compagnie concessionnaire pourrait les réunir, à la condition que les intérêts des actionnaires ou obligataires fussent garantis par l'État. Et c'est bien en effet à l'État qu'en dernière analyse ce devoir paraît incomber.

Le Transsaharien n'est pas une œuvre d'intérêt colonial ou local, mais d'intérêt national.

Par cela, il se distingue et il est indépendant des projets de chemins de fer locaux envisagés dans le programme de M. Sarraut, chemins de fer dont l'exécution repose en grande partie sur les emprunts à contracter par les colonies intéressées, tandis que la construction du Transsaharien importe à la fois à notre sécurité et à notre prospérité comme à celles de l'Afrique entière.

Si cependant, entre les deux projets, il fallait faire un choix, il paraît incontestable qu'en raison de son caractère stratégique et national, plus nettement accusé depuis que la conférence de

Washington a réduit notre armement naval, le Transsaharien devrait avoir la priorité.

***

Notre avenir colonial est doublement inscrit, et dans l'histoire et sur la carte.

Qu'on consulte l'histoire, on constate que, par deux fois, notre force d'expansion nous a donné de vastes, mais lointains empires coloniaux, l'empire franc méditerranéen, le Canada, les Indes, et que, par deux fois, nous les avons perdus.

Qu'on consulte la carte, — cette humble carte des écoliers où l'on voit notre domaine colonial figurer en rouge sur la mappemonde, — on verra la France reposer sur l'Afrique française comme une tête sur un vaste corps.

La France ne peut plus se dérober à ses destinées africaines; et si elle veut les accomplir, si elle veut réaliser tous les espoirs qu'elle a accumulés, tous les avantages et les bénéfices qu'elle peut revendiquer, elle est obligée de construire la voie impériale qui, à travers l'Afrique unifiée, reportera ses frontières, son influence et son prestige jusqu'au Congo.

Conçoit-on quel magnifique avenir économique, quelle force stratégique, quelle puissance de rayonnement, quelle prospérité matérielle et morale, pourra procurer, dans un quart de siècle, cette voie ferrée prolongée et doublée, au Nord de la Méditerranée, par la canalisation du Rhône et de la Saône? Grâce à elle, le cerveau de la France pourra commander à la masse africaine, tout entière vivifiée et dont pourront jaillir les multiples forces latentes encore en sommeil.

Ce sera le véritable *instrumentum regni* d'un peuple qui, ne voulant rien ajouter au domaine qui lui est reconnu, entend seulement être maître chez lui, et pouvoir dire comme au banquet de Trimalcion : *omnia nascuntur domi* (nous trouvons tout dans notre maison).

***

Il faut conclure.

La question du Transsaharien qui, à la veille de la guerre, venait à peine de sortir d'une longue période d'oubli, se présente aujourd'hui sous un aspect nouveau.

Car, d'une part, les enseignements de la guerre ont démontré la nécessité de mettre rapidement en valeur toutes les parties

de notre domaine africain; et d'autre part, la diminution consentie de notre flotte de haut bord, ne nous permettant plus en cas de conflit de compter avec certitude sur la liberté de l'Océan, nous impose le devoir d'assurer par la Méditerranée, nos communications avec *la totalité* de l'Afrique française.

On peut donc dire que la construction du Transsaharien est une conséquence directe et impérieuse de la Conférence de Washington.

Une situation nouvelle nous impose de nouveaux devoirs.

Nous avons jusqu'ici appliqué dans notre politique africaine un système exclusif de *pénétration périphérique*, système empirique et fragmentaire, propre à favoriser les exploitations locales et à former l'armature extérieure de notre édifice africain, mais impuissant à aménager l'intérieur qui menace ruine; système, en tout cas, qui aboutit, en temps de paix, à livrer en grande partie à l'Angleterre l'exploitation de notre Afrique centrale, et en temps de guerre à compter exclusivement sur son bon vouloir pour conserver nos communications avec toute cette partie de notre domaine Africain; en somme, au double point de vue économique et stratégique, à nous placer sous la dépendance d'une nation amie, mais qui n'a pas et ne peut pas avoir, sur les grandes questions mondiales, les mêmes conceptions et les mêmes intérêts. L'heure est venue de nous libérer de cette servitude; et, par un système de pénétration transsaharienne combiné avec une doctrine navale méditerranéenne, de récupérer l'indépendance et les sûretés dont aucune grande nation ne saurait se passer.

Nous vivons dans l'obscurité. Nul ne peut savoir ce que seront l'Europe et le monde dans vingt ans, ce que deviendront l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie; comment se dénouera l'énigme russe et de quel côté penchera ce grand corps quand il se relèvera; comment évolueront la Chine et le Japon, l'Espagne et l'Italie. Et si nous essayons de porter nos regards au delà du chaos actuel, nous voyons confusément se dessiner les contours d'une mappemonde nouvelle : le Japon débordant sur la Chine, l'Allemagne sur la Russie, l'Angleterre s'efforçant d'élargir encore la grande voie des Indes..., et nous voyons aussi s'élever et grandir les germes de futurs conflits.

Dans ce monde, quelle sera la zone d'influence de la France? dans ces luttes quel sera son point d'appui ? Si elle ne veut pas

s'exposer à de fâcheuses surprises et à de cruels mécomptes, il faut qu'elle s'habitue à l'idée de rechercher en elle-même la principale garantie de sa force et de sa sécurité. Cette garantie, elle pourra surtout la trouver en Afrique, mais dans une Afrique matériellement unifiée, compacte, solidement reliée à la Métropole.

Sachons le comprendre pendant qu'il en est temps encore; sachons concevoir que, dans l'incertitude des temps à venir, nous avons la chance de pouvoir asseoir nos destinées sur une politique africaine dont les directives pourraient se formuler ainsi:

Par une doctrine navale appropriée à nos moyens, assurer l'inviolabilité de nos communications méditerranéennes.

Par un système de colonisation offrant aux émigrants les facilités et la sécurité nécessaires, intensifier en Algérie et Tunisie le peuplement français, créer le centre d'essaimage qui débordera sur l'Afrique centrale.

Enfin, par la construction du Transsaharien, articuler et vivifier cet Empire Africain qui, dans un demi-siècle, pourra constituer le grand réservoir de nos forces.

Voilà une ligne droite solidement jalonnée; suivons-la.

Sans rien abandonner de nos alliances et de nos autres espoirs, qu'elle soit l'axe central et fixe d'une politique qui ne variera plus au gré des événements immédiats ou des changements de ministère.

En un mot, ayons une politique africaine et coloniale à larges vues et à longue échéance; et rappelons-nous que seuls peuvent durer et grandir les peuples capables de persévérer dans un idéal rationnellement conçu et fermement suivi.

M. Millerand va bientôt visiter l'Afrique du Nord. Si peuplées, si vivantes et luxuriantes que lui apparaîtront ces régions ensoleillées de l'Afrique Arabo-Berbère, il ne manquera pas de se souvenir que ce n'est là, cependant, que le vestibule de notre magnifique domaine; et qu'au delà de nos deux Atlas, au delà du Sahara, il y a tout ce vaste monde de l'Afrique noire, attendant pour s'éveiller et entrer dans le cycle des évolutions et des progrès décisifs, le trait d'union ferré, qui, le rattachant à sa sœur aînée, le rapprochera de la France.

Général Aubier.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : *Dans l'ombre de la Cathédrale*, drame lyrique en trois actes, d'après le roman de M. Blasco Ibanez; poème de MM. Maurice Léna et Henry Ferrare, musique de M. Georges Hüe. — Reprise de *Don Juan*. — Le *Don Juan de Mozart*, de Charles Gounod. — Théâtre de l'Opéra : *La Mégère apprivoisée*, comédie lyrique en quatre actes, d'après l'adaptation de P. Delair; paroles de MM. Henri Cain et Edouard Adenis, musique de M. Charles Silver.

Dans l'ombre de la Cathédrale est un drame socialiste et conservateur, une impie et pieuse histoire, où l'avantage final reste à la religion. Dans l'ombre de la cathédrale, de la cathédrale de Tolède, furent élevés deux frères, Esteban et Manuel. Manuel, qui donnait de grandes et saintes espérances, Manuel a mal tourné, s'étant fait anarchiste et démagogue errant. Esteban, lui, n'a pas tourné du tout : il est demeuré fidèle à sa croyance, ainsi qu'au service de sa cathédrale, dont il est devenu quelque chose comme le sacristain en chef. La profession d'anarchiste a perdu Manuel. Il revient, misérable, malade, auprès de son frère, qui l'accueille tendrement. La vieille Tomasa, leur tante, ne fête pas avec moins de joie le retour du neveu prodigue. Prodigue, mais non repentant. Son premier soin est de prêcher à tout le petit personnel de la cathédrale le communisme, l'athéisme, la haine du capital, les droits du travail et autres fariboles. On dirait du Jaurès en musique. Et cela n'est pas sans rappeler aussi, dans un jargon socialo-lyrique assez fâcheux, certains endroits du *Messidor* de M. Bruneau ou les moins bons passages de *Louise*.

Jusqu'ici, l'ombre de la cathédrale n'a point assagi Manuel. Mais ce que n'a pas fait la vieille église, une jeune et pauvre fille l'accomplira. Esteban eut jadis une enfant, Sagrario. Elle s'est perdue elle aussi par amour, non de toute l'humanité, mais d'un seul homme. Abandonnée, consumée elle aussi par la maladie et la misère, mais

humble, mais pénitente, elle revient. Son père, intraitable d'abord, consent à lui pardonner. Alors, émus l'un et l'autre de pitié réciproque, Manuel commence d'aimer sa nièce et celle-ci d'aimer son oncle. Amour pur, mystique, idéal, auquel il semble que leur passé commun les ait médiocrement préparés, mais qui va les racheter tous deux.

Voilà donc Manuel « sur les chemins de la croyance. » Un soir de fête, de la fête de la Vierge, le demi-converti consent à garder jusqu'au jour la chapelle de la Madone, la Madone elle-même, et les joyaux dont elle est, à l'espagnole, pompeusement parée. (*Les joyaux de la Madone.* Il y eut naguère un opéra de ce nom. Mais c'était une autre histoire. Achevons celle-ci.)

Pendant sa nocturne veillée, Manuel sent bien encore, au fond de son âme, le doute revenir et gronder la révolte. Soudain surgissent de l'ombre trois de ses auditeurs d'hier, employés de l'église. Ceux-là, passant de la doctrine à la pratique, ont résolu de faire main basse, au nom du travail, sur le capital que représentent les bijoux de la Vierge. Manuel indigné les défendra. Mais d'abord il se défend lui-même, lui, l'apôtre de l'idée pure, de l'idée rédemptrice et non de l'action criminelle. Peu sensibles à la distinction, les camarades l'assomment à demi. De sa main défaillante, il peut du moins sonner la cloche d'alarme. Fuite des cambrioleurs; arrivée d'Esteban, de Sagrario et de la tante, plus quelques chanoines; conversion finale et totale du généreux anarchiste, qui meurt, — longuement, selon l'usage, — entre les bras de Sagrario défaillante, en entonnant le *Salve Regina*.

Tout cela, qui fait, paraît-il, un beau, très beau roman, ne donne au théâtre, faute de préparations, de transitions et de développements, qu'un drame assez sommaire, et quelque peu heurté. Le style n'en est pas toujours d'une pureté parfaite. Il ne faut pas dire, ni même chanter : « Partie à Madrid » ou encore : des âmes qui « tendrement se causent. »

Pour la musique, arrivez au commencement. Les premières pages sont excellentes. Un thème paisible et grave y est exposé, puis, avec un soupçon de fugue, développé. C'est, le premier de tous, ainsi qu'il convient, et ce sera constamment, au cours de l'ouvrage, le « motif » religieux, le signe ou la figure sonore des gens et des choses d'église, et de l'église, de la cathédrale. Mais celle-ci voulait davantage. Et les pieux accessoires qui s'ajouteront à la mélodie principale, ne suffiront pas non plus pour créer le « milieu, » ou l'atmosphère, dont la musique, en ce sujet, devait et pouvait nous

envelopper. Comment? C'est son secret. Et c'est notre regret, à nous, qu'elle y ait échoué. Certes, ni les oraisons ne manquent, ni même les « offices, » *Pater noster*, *Ave Maria*, *Salve Regina*, bénédictions et « saluts. » L'Opéra-Comique a trouvé son spectacle pour les matinées du dimanche. Avec tout cela, ou plutôt malgré tout cela, je vois bien la cathédrale, mais je ne l'entends pas, ou pas assez. Elle n'est que le décor du drame, quand elle en devrait être l'âme, l'âme chantante, mais chantant autre chose qu'une phrase d'orchestre, même belle, plus un cantique, d'ailleurs fort agréable, pour voix d'enfants, (dernier acte), et, çà et là, de courtes psalmodies.

Laissons de côté la prédication politique et sociale. Elle est franchement déplorable. La musique en est creuse et vide, par où d'ailleurs elle a tout au moins le mérite de s'ajuster exactement aux paroles et aux idées. Toute cette partie, eût dit Lemaître, fait boum-boum. Et j'ai peur que la contre-partie, sentimentale, amoureuse, (dans les scènes entre Manuel et Sagrario), ne fasse quelquefois un peu, un tout petit peu gnan-gnan. Il y a là certain récit édifiant de mariage blanc qui sent l'imagerie de sainteté. Mieux vaut, beaucoup mieux, une précédente image : celle de Sagrario pardonnée, sinon consolée, et tirant humblement l'aiguille auprès de Manuel, son compagnon de misère, de mélancolie, et déjà d'amour. L'orchestre et la voix se mêlent, s'entrelacent ici avec bien de la tristesse et de la douceur.

Et puis, si l'on se rappelle, — d'un peu loin déjà, — la partition de M. Hüe, et qu'on la compare à d'autres, à tant d'autres, antérieures, on l'estime davantage. Cette musique est sérieuse, elle est honnête; elle est exempte de mauvais goût, de charlatanisme et d'excentricité. Elle n'est même pas dépourvue, à l'orchestre au moins, de toute velléité mélodique et chantante : témoin, après le « motif » religieux cité plus haut, et dans un tout autre genre, le thème alerte, cordial, et symphoniquement traité, de la bonne tante Tomasa. Le mouvement, le désordre de la foule, de la foule des mendiants, aux abords de la cathédrale, est un tableau vivant, très vivant. Et s'il est vrai, comme l'a dit un moraliste, que, même en musique, « tôt ou tard on ne jouit que des âmes, » nous reconnaissons volontiers que dans la crise suprême où se débat son âme, son âme douloureuse, certains accents de Manuel n'ont pas été loin de nous faire éprouver cette sorte de joie.

« Dans l'ombre de la cathédrale, » ou plutôt à sa lumière, aux mille

feux des cierges, des pierreries dont la robe de la Madone étincelle, le moment du ballet galamment dansé devant l'autel, à la mode espagnole, nous parut le meilleur moment, le vrai « moment musical » de la soirée. Nous avons beaucoup aimé ce brillant épisode, autant pour l'éclat, pour la grâce aussi de la musique même, que pour le concert original que forment ici la symphonie, la pantomime et les oraisons. Et puis, et surtout, ici, rien qu'ici, la musique est vraiment à l'aise et nous y met. Elle est libre de se développer, de se déployer, au lieu, comme ailleurs, partout ailleurs, de se rompre au gré des paroles qui la hachent, quand elles ne l'étranglent pas. Il faut le dire et le redire, la tyrannie du verbe et la servitude des sons, voilà, dans l'état présent de la musique de théâtre, le grand désordre et le pire dégât.

A suivre les mots, à les poursuivre, à tâcher de les noter et de les commenter au passage, (si vite qu'ils passent), à leur faire un sort à chacun, la musique aujourd'hui se fatigue, s'essouffle et continuellement se brise. Nous ne parlons, bien entendu, que de la musique d'orchestre, l'autre, — la musique vocale, — ayant disparu du théâtre depuis de longues et dures années. Mais, symphonique même, la musique se réduit et s'écourte. Que sont devenus les grands partis pris, les généreuses effusions d'autrefois! Wagner lui-même ne s'en privait pas : le Wagner de la *Walkyrie* (*Adieux de Wotan*), et de *Siegfried* (chant de la forge), et de *Tristan* (nocturne à deux voix du second acte), et de *Parsifal* (scènes du temple). Aujourd'hui, plus rien ne dure. C'est à peine si quelque chose commence. Plus de « morceaux » en musique, dit-on. Mais c'est la musique elle-même, et tout entière, qu'on a mise en morceaux, et si petits! Quel déchet, ou quelle déchéance! Et quelle disette aussi! Que pauvres sont les formes, et rares les idées, pour ne pas dire absentes! Si d'aventure on nous demande : « Qu'est-ce qu'une idée? Avez-vous l'idée d'une idée? » nous ne répondrons pas comme le cocher Patersen dont parle Henri Heine : « Une idée, c'est une bêtise qu'on se fourre dans la tête. » Un de nos plus distingués confrères, critique musical sous le nom de Jean Darnaudat et, sous un autre nom, bien autre critique encore, s'interrogea lui même sur ce sujet, et justement à propos de l'œuvre de M. Hüe. « Définition difficile, » a-t-il écrit. « Une idée musicale, quelquefois c'est une longue mélodie; quelquefois un bout de phrase; quelquefois deux accords, ou même deux notes; quelquefois un simple roulement de timbales. Quel phénomène secret! Où est le Platon musical qui nous en donnera la formule synthétique? » Et voici la synthèse qu'en deux formules, Jean Darnaudat proposait : « Il y a idée quand on ne voudrait pour

rien au monde s'en aller à ce moment-là, quand on se sent cloué sur son fauteuil. Pour le dire plus savamment, l'idée doit, je pense, se reconnaître à un certain signe, à un certain sentiment de nécessité. » Savamment ou familièrement, cela n'est pas mal dit. Eh bien ! voyez-vous, le malheur, c'est que, dans la musique actuelle, il y a trop peu de ces moments où pour rien au monde on ne voudrait s'en aller.

L'interprétation de l'ouvrage de M. Hüe fut louable. M. Friant se montra chaleureux, M. Vieuille cordial, et touchante Mlle Davelli. Il est seulement fâcheux que MM. les directeurs de l'Opéra-Comique aient laissé tout le personnel, (chanoines, chantres et chantrillons), de la cathédrale, et de la cathédrale de Tolède ! prononcer le latin comme on ne le prononça jamais dans les églises d'Espagne et comme enfin il n'est plus permis désormais, — grâces en soient rendues à S. E. le cardinal-archevêque ! — de le prononcer dans les églises de Paris.

« Je m'asseyais devant ma table de travail vers l'heure de minuit. Une bouteille d'excellent vin de Tokay était à ma droite, mon écritoire à ma gauche, une tabatière pleine de tabac de Séville devant moi. En ce temps-là, une jeune et belle personne de seize ans, que j'aurais voulu n'aimer que comme un père, habitait avec sa mère dans ma maison. Elle entrait dans ma chambre pour les petits services de l'intérieur, chaque fois que je sonnais pour demander quelque chose. J'abusais un peu de la sonnette, surtout quand je sentais ma verve tarir ou se refroidir. Cette charmante personne m'apportait alors tantôt un biscuit, tantôt une tasse de café, tantôt seulement son beau visage toujours gai, toujours souriant, fait exprès pour rasséréner l'esprit fatigué et pour ranimer l'inspiration poétique. Je m'assujettis ainsi à travailler douze heures de suite, à peine interrompues par quelques distractions, pendant deux grands mois. Pendant tout ce temps ma belle jeune fille restait avec sa mère dans la chambre voisine, occupée soit à la lecture, soit à la broderie, soit au travail de l'aiguille, afin d'être toujours prête à venir au premier coup de sonnette. Craignant de me déranger de mon travail, elle s'asseyait quelquefois immobile, sans ouvrir la bouche, sans cligner les paupières, me regardant fixement écrire, respirant doucement, souriant gracieusement et quelquefois paraissant prête à fondre en larmes sur l'excès du travail dans lequel j'étais absorbé. Je finis par sonner moins souvent et par me passer de ses services pour ne pas me distraire... »

C'est dans ces conditions, assez convenables au sujet comme au

héros, qu'un abbé italien, Da Ponte, écrivit d'après Molière, — de très loin après, — pour être mise en musique par son ami Mozart, l'histoire de Don Giovanni : « *giovane estremamente licenzioso*, » disent les programmes du temps. Le librettiste n'assista pas à la première représentation, qui fut, comme vous savez, donnée à Prague, avec un succès éclatant. Mais à Vienne, dit-il, *Don Giovanni* « ne fit aucun plaisir. » A l'Opéra-Comique, le mois dernier, ce fut, pour nous du moins, comme à Vienne. Nous sommes tenté, nous cédons même à la tentation d'en vouloir à ceux et à celles qui sont arrivés à nous gâter, à nous ôter le plaisir d'entendre l'un des plus purs chefs-d'œuvre, peut-être le plus pur, de la musique de théâtre et de la musique tout court. Aucun interprète ne fut cette fois, *the right man*... et *the right woman* non plus. Par leur faute, par leur très grande faute à tous, pas un seul instant *Don Giovanni, dramma giocoso in due atti*, ne parut dramatique ni joyeux. Avant tout, au lieu de *Don Giovanni*, c'était comme toujours *Don Juan*, et, suivant la coutume aussi, non pas en deux actes, mais en quatre. Ne se décidera-t-on jamais à garder au moins la coupe originale, singulièrement plus légère et plus vive que l'autre, sinon le texte italien, qu'on est hélas! obligé de traduire! Que de traductions depuis cent trente-six ans! Et lesquelles! La présente est peut-être la pire. Pour s'en convaincre, il n'est que d'ouïr la sérénade chantée par M. Vanni Marcoux dans les deux langues tour à tour. On ne perd pas un mot de l'un et de l'autre idiome, et pour le français, c'est dommage. Autre exemple, encore plus fâcheux, ridicule même, et dans un passage qui ne prête point à rire :

Don Giovanni ! a cenar teco
M'invitasti : son venuto.

Telles sont les premières paroles du convive de pierre. « Don Giovanni ! Tu m'as invité à souper avec toi : je suis venu. » Rien de plus simple, de plus naturel. Que la traduction le soit également, si possible. Mais en tout cas, il est au moins un mot que jamais, sous aucun prétexte, on ne devrait traduire : c'est le premier, c'est le nom. Autant, sur les quatre notes fameuses, « *Don Gio-van-ni!* » est terrible, autant est horrible « *Don Ju-an-an!* » Cela ne tient pas du chant, mais du braire. Qu'on n'aille pas non plus chercher à côté et remplacer, comme il est arrivé souvent, l'apostrophe initiale et nominale, par quelque chose dans ce genre : « *Un con-vi-ve* », ou dans ce goût : « *Voi-ci l'heu-re.* » Il est naturel, encore un coup, il est logique

d'appeler les gens par leur nom, et le Commandeur n'y manque pas. Que si l'on trouve singulier de nommer en italien un personnage espagnol sur un théâtre français, à la bonne heure, mais alors que la règle soit la même pour tous : que Mazetto devienne Mazet, faisons de Leporello Petit-Lièvre et donnons du « Monsieur Octave » à Don Ottavio.

Si la traduction a paru cette fois plus que jamais traîtresse, la mise en scène, (les costumes du moins, non les décors), pourrait être qualifiée de belle infidèle. Trop de rubans, de soie et de satin. On a vêtu comme princes et princesses les gens, les bonnes gens de la noce de Mazetto et de Zerline, des villageois. Zerline, toute en riches dentelles, avait l'air d'une infante. En revanche, on a dévêtu le trio des masques de ses dominos consacrés. C'est un tort, c'en est même deux. Sur le fond clair d'un tableau de fête, il faut ces trois taches sombres. Elles annoncent le drame. Et puis et surtout, don Ottavio, Donna Anna et Donna Elvire ayant gardé leurs habits de tout à l'heure, Don Juan, qui n'a fait que les rencontrer aux quatre coins de la ville, ne peut manquer de les reconnaître chez lui, même sous le masque, et tout de suite.

Pour les paroles, pour le vestiaire, passe encore. Mais il y a la musique. Et, dans l'occurrence, elle n'a pas médiocrement pâti. « Tout de même, » disaient les plus accommodants, que La Fontaine estime les plus habiles, « tout de même, mieux vaut ce *Don Juan* — là que pas du tout. » Mais ce *Don Juan* — là ne fut presque pas du tout *Don Juan*. Pourquoi? Pour trop de raisons, et qu'il serait long, cruel peut-être, et d'ailleurs inutile de déduire. Le régisseur du théâtre de Prague, au temps de Mozart, s'appelait *Guardasoni*. Il nous a toujours paru que ce nom valait à lui seul un avertissement, un programme. Régisseurs, directeurs, chanteurs, cantatrices, chefs d'orchestre, instrumentistes, quand vous touchez à Mozart, avant tout, plus qu'à tout, prenez garde aux sons.

C'est à propos de *Don Juan* que Gounod écrivait naguère : « Il est impossible de dresser un catalogue complet des abus et des licences de toute sorte qui dans l'exécution dénaturent le sens et compromettent l'impression d'une phrase musicale. On peut néanmoins les ramener à quelques chefs sous lesquels se résument à peu près les infractions les plus habituelles aux règles de l'art et du simple bon sens, à savoir :

Le mouvement.

La mesure.

Les nuances.
La respiration.
La prononciation.
Le chef d'orchestre.

Comme dit Leporello, « *il catalogo è questo,* » et chacun des « chefs » ci-dessus énumérés mériterait au moins un paragraphe. Chacun fournit jadis un chapitre à Gounod, à la fin de son petit livre: « *Le Don Juan de Mozart* » (1). Au début on lisait ceci : « *Don Juan* est populaire, indiscuté, consacré à jamais. Est-il compris? » Pas toujours, la dernière reprise vient de le prouver. Gounod ajoutait: « Je le dédie » (ce livre), « je le dédie surtout aux jeunes compositeurs et aux interprètes de *Don Juan.* » Et encore : « Je n'ai point l'intention de donner ici de leçon à qui que ce soit. » Pourquoi donc? Aussi bien, le livre en donne plus d'une, en tout genre, que les interprètes, et que chacun de nous peut recevoir et ferait bien de méditer. Leçons d'ordre technique ; leçons aussi d'ordre en quelque sorte moral, qui font de l'ouvrage un essai de psychologie musicale, l'analyse, — à propos d'un chef-d'œuvre et dans le chef-d'œuvre même, — de ce qu'un psychologue musicien, Charles Lévêque, appelait le rapport entre les forces du son et celles de l'âme. Puisqu'il s'agit de Mozart, nous ne dirons pas seulement les forces, mais les grâces, toutes les grâces, celles de l'esprit et celles du cœur.

Pas une page, pas une phrase, pas une note même de *Don Juan* n'était étrangère à Gounod. Il tirait d'un fragment une vue d'ensemble, une loi générale, une de celles au moins qui régissent le génie de Mozart.

Ceci, par exemple, à propos de l'air de Zerline : « *Batti, batti.* » « Les seize premières mesures établissent tout d'abord la forme mélodique du morceau avec cette tranquillité tonale qui révèle la sécurité de l'inspiration et qui, de plus, est un véritable enchantement pour l'oreille et pour l'esprit de l'auditeur. C'est, le plus souvent, l'absence ou l'insuffisance de l'idée qui entraîne à l'abus des modulations si fréquent dans une foule de compositions modernes. On redoute l'unité tonale comme une pauvreté et l'on se jette dans des divagations harmoniques sans fin dont l'inévitable résultat est la plus fatigante monotonie. »

Voilà sans doute une première leçon pour certains. Et peut-être en voici, pour d'autres, une seconde : « Mozart donne à ses person-

(1) 1 vol. ; Paul Ollendorff, 1890.

nages un contour musical d'une si frappante justesse, qu'il est impossible de se méprendre sur la qualité de chacun d'eux. Il les dessine et il les peint. Il les fait voir. Qu'il s'agisse d'un grand seigneur comme Don Juan, d'un gentilhomme comme Don Ottavio, d'une grande dame comme Donna Anna ou Donna Elvire, de villageois comme Zerline ou Mazetto, d'un dignitaire comme le Commandeur, d'un valet comme Leporello, *toujours* la forme musicale est l'image fidèle, nette et saisissante du personnage; elle en reproduit le caractère, le rang, l'attitude noble ou vulgaire; et cela non par ce procédé commode et banal d'unité factice qui consiste à coller, en manière d'étiquette, sur un personnage une *formule* une fois adoptée, et à la reproduire avec une persistance obsédante. L'unité, chez Mozart, c'est l'identité, non la monotonie; c'est la permanence de l'individu sous la variété de l'accidentel; c'est quelque chose d'analogue à la physionomie d'une écriture sous la différence des lettres dont elle se compose. »

Et pourtant, si pleine que soit la vie personnelle dont ils vivent, les personnages de Mozart s'élèvent, s'étendent constamment au-dessus, au delà d'eux-mêmes. Ils ne se contentent pas d'être : ils représentent et ils signifient. Ils prennent au sérieux l'enseignement que l'instituteur des jeunes Crépin donnait plaisamment à ses élèves: ils procèdent du particulier au général.

Gounod encore une fois a raison : « Nous nous reconnaissons tous en lui (en Mozart). » Mais en lui nous devinons aussi quelque chose de supérieur à nous, je veux dire l'idée, — au sens platonicien, — ou l'essence du sentiment que tel personnage exprime, et qui le dépasse. Ainsi dans le sextuor, lorsque Leporello, découvert sous le manteau de son maître et menacé de la bastonnade, supplie, à genoux, qu'elle lui soit épargnée, sa voix n'est pas seulement la sienne. Si vaste est la musique, et si haute, et si profonde, que dans la misérable requête d'un poltron de valet, nous croyons ouïr aussi toutes les plaintes, toutes les prières, celles même des plus nobles douleurs. Et la sérénade, fameuse entre toutes les sérénades, pour qui, pour quel « objet » Don Juan déguisé la chante-t-il? Pour une camériste, une figurante, qu'on ne fait qu'entrevoir et qui disparaît. Mais la médiocrité de la destinataire, loin de le rabaisser, rehausserait plutôt le prix de l'exquise chanson. Qu'importe vers quelle fenêtre elle monte et quelle femme l'écoute, assurément sans la comprendre, si la divine beauté de la musique l'élève, l'ennoblit et pour jamais en fait un soupir de l'éternel, de l'idéal amour.

Il était une fois à Padoue, (époque de la Renaissance), un bon vieillard nommé Batista. Il était père de deux filles, très différentes d'humeur : Bianca, douce autant que jolie, et la belle Catarina, plus méchante encore que belle, querelleuse, emportée, grande bailleuse d'injures et même de soufflets. Craignant le tête-à-tête avec elle, le père a juré de ne marier la colombe qu'après s'être défait de la pie-grièche. Auprès de Bianca s'est déjà glissé, déguisé en maître de luth, le gentil Cambio. Mais qui voudra jamais de la mégère ? — Un hardi seigneur de Vérone, Petruccio. Insolences, bourrades, rien ne le rebute. N'a-t-il pas entendu mugir la tempête sur mer et, dans les combats, le canon? Qu'est-ce que la colère d'une femme? L'éclat d'une châtaigne sous la cendre. « Cateau, lui dit-il d'emblée, Cateau, je t'ai vue; tu m'as plu; je te veux; je t'aurai. Je suis né tout exprès pour te mater. » Et il la matera. Elle crie, il rugit; elle brise, il extermine; elle invective, il lui clôt la bouche d'une riposte ou d'un baiser. Le dimanche fixé pour la noce, il vient, le rude fiancé, mais en retard d'une couple d'heures, et dans un accoutrement de carnaval, suivi d'un valet fait comme lui. C'est en tel équipage qu'il conduit son Euménide à l'autel.

Et là, quelle cérémonie! Il sacre, il tempête, gourme le sacristain, renverse le prêtre et le piétine, demande alors du vin pour se rafraîchir et, prenant la mariée par le cou, lui plante sur les lèvres un tel baiser, que tous les échos de la chapelle en claquent. Vous n'êtes pas au bout, ma mie. Le cortège à peine de retour au palais, deux chevaux sont préparés : l'un pour le valet, l'autre pour le maître et sa dame. En dépit du beau-père, de toute la noce terrifiée, il l'enlève à la pointe de l'épée, et la voilà, vêtue encore de sa robe nuptiale, galopant en croupe, de nuit, par la pluie et le vent. La cheval bronche; elle roule dans la boue du chemin. On arrive enfin au château. « Quoi donc! gronde Petruccio. Personne pour nous recevoir! Holà! drôles, coquins! » Les gens accourent, s'excusent, s'empressent. Le cuisinier sert le souper : « Il ne vaut rien. Cateau, je vous défends de manger. Eh! quoi ! ce lit est fait comme un lit d'auberge! » (Et les draps et les oreillers de voler en l'air.) « Cateau, je vous défends de dormir. Mon amour, vous reposerez dans ce fauteuil. » A demi morte d'inanition, de fatigue et de sommeil, vaincue par ses propres armes, massacrée avec son humeur à elle, Catarina se laisse tomber et s'endort. Quelques menues épreuves encore, et la voilà soumise. Sa fureur, avant de s'éteindre, jette, de plus, quelques éclairs, mais les derniers. « Mon amour, dit Petruccio, regarde à l'horizon monter la lune, rouge de

pudeur comme une jeune épousée. — La lune, dites-vous, et qui monte! mais... c'est le soleil qui descend. — Quoi! serai-je encore et toujours contredit! Par le fils de ma mère, c'est la lune. — Soit, mon doux seigneur, je veux aussi que ce soit la lune, ou, s'il vous plaît, une torche, une chandelle. — Non, tu mens à présent, c'est le soleil béni. » Catarina alors, avec une explosion de joie : « Gloire à Dieu! et que ce ne soit plus le soleil ou que ce le soit encore, il n'importe. Désormais, mon bien-aimé, je ne veux plus voir que par tes yeux. » Le fameux mouvement d'Hamlet : « Doute des étoiles, du soleil... » n'est pas plus spontané, plus touchant que celui-ci, que cet oubli de soi-même, cette abdication, cette remise aveugle des sens, de la raison et de l'être tout entier à la merci de l'amour.

Cependant qu'est-il arrivé de Bianca, l'autre sœur, et de son jouvenceau? Comme Juliette et Roméo, ils se sont mariés en secret. Le père, tout à la joie de retrouver sa Catarina domptée, pardonne aux amoureux. Voilà tout le monde réuni. Mais la douce Bianca, seule, manque à la fête. « Où donc est-elle? demande son mari. Qu'un valet me l'aille chercher. » Et bientôt le valet de revenir, assez penaud. Bianca refuse de paraître. A la fin pourtant elle arrive, mais récalcitrante, revêche, quasi mégère à son tour. Cette vicissitude fait tout le dénouement d'une comédie par où nous apprenons : d'abord, qu'un mari peut toujours venir à bout de la pire des femmes; ensuite, que la plus aimable des jeunes filles, à peine mariée, se changera peut-être en pécore. L'une de ces deux leçons nous rassure, et l'autre nous inquiète.

Ce que nous venons de raconter, c'était une comédie, non plus tout à fait de Shakspeare, mais de Paul Delair, d'après Shakspeare, que représenta le Théâtre-Français voilà quelque trente ans. Mise en musique à l'Opéra, la dite comédie est encore un peu moins qu'elle n'était alors d'après Shakspeare. La vicissitude finale a été supprimée, ainsi que d'autres choses, shakspeariennes aussi. Quant à la musique ajoutée, elle manque d'originalité d'abord, et puis, et bien davantage, de gaîté. De ces deux manques, le second, en un tel sujet, a paru le plus sensible.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE SCIENTIFIQUE

DES POIDS ET DES MESURES

Si l'on me demandait quelle est de toutes les œuvres, de toutes les idées, de toutes les entreprises jaillies de ce pays celle qui a porté le plus loin dans l'espace, celle qui portera le plus loin dans le temps la gloire du nom français, je répondrais sans hésiter : c'est le système métrique des poids et mesures. Aussi loin qu'on peut trouver des hommes sur cette planète, — et chaque jour davantage comme on verra ci-dessous, — c'est avec des termes français, suivant des normes françaises, avec des objets issus d'une idée française qu'ils désignent, pèsent, mesurent les choses. Aussi longtemps qu'il y aura des peuples dans l'avenir sur la croûte lentement refroidie de ce globe, on peut affirmer qu'il en sera ainsi.

De toutes les idées jaillies de la Révolution française, le système métrique est la seule dont les conquêtes n'ont fait que s'accroître, dont les annexions durent encore et grandiront sans fin. Elle est la plus belle et la plus durable victoire de la Révolution. et nos ennemis mêmes, ceux d'hier, ceux d'aujourd'hui, se sont joyeusement rangés sous sa loi.

Ce nous est donc un devoir de suivre attentivement les progrès de cette colonisation du monde par une idée française. Ces progrès, la sixième Conférence générale des poids et mesures qui vient de se tenir à Paris nous donne une occasion de les marquer ici.

La conférence précédente, la cinquième, s'était tenue en 1913. Que d'événements depuis lors ! Que de deuils, de gloires, de misères, de vicissitudes politiques! On a vu dans les huit dernières années qui ont séparé ces deux conférences, vaciller toutes nos notions, on a vu

déchirer tous les rêves de l'idéalisme, on a vu la guerre semer la désolation, l'héroïsme et la cruauté à travers le monde, on a vu les plus mornes désillusions succéder aux plus triomphales espérances. Une seule chose a continué à travers tout cela sa marche lente et sûre : le système métrique. Et alors même qu'ils fabriquaient contre nous des obus, c'était en millimètres que les Allemands appréciaient leurs calibres et en kilogrammes qu'ils mesuraient leur chargement, c'était quelque chose de français qui, en dépit d'eux-mêmes, avait conquis sans retour jusqu'à leurs instruments brutaux de conquête. Sur toute la terre, pendant ces huit années terribles, le système français des poids et mesures a poursuivi ses progrès d'une marche aussi régulière, fatale et sans retour que celle des éléments naturels. Telle est la force des idées lorsqu'elles sont simples et grandes.

Ἀεὶ ὁ Θεὸς γεωμετρεῖ, disait le philosophe antique, et en divinisant ainsi l'art de mesurer les choses il voulait assurément marquer son importance essentielle. Cette importance ne saurait être exagérée tant dans la science que dans la vie pratique des peuples.

Elle est si considérable dans la science que certains savants vont jusqu'à ramener celle-ci tout entière à une sorte de métrologie. C'est ainsi qu'il y a quelques jours encore un de nos meilleurs mathématiciens, M. Émile Borel, écrivait (*Le Temps*, 5 février 1922) : « La science a comme but de connaître et de prévoir les phénomènes, et ce but ne peut être atteint que par la description exacte, numérique, de ces phénomènes ; expliquer le monde ne peut signifier pour le savant que donner du monde une description numériquement exacte. »

J'avoue que cette définition de la science me paraît un peu trop limitative, car elle ne considère que la quantité en excluant tout ce qui est purement qualitatif. Certes, il est très beau de savoir que 2 grammes d'hydrogène combinés à 16 grammes d'oxygène donnent 18 grammes d'eau. C'est là une constatation scientifique au premier chef. Mais la constatation purement qualitative que de l'oxygène combiné à de l'hydrogène peut donner de l'eau (la combinaison peut donner aussi de l'eau oxygénée) est certainement scientifique aussi. Pourtant la définition de M. Borel la laisse en dehors de la science. Cette définition conduirait à rayer de la science la plupart des conquêtes de la biologie et des sciences naturelles. Elle ne saurait donc être acceptée sans réserves formelles, mais le seul fait qu'un esprit aussi distingué que M. Borel ait pu la formuler suffit à montrer

quelle importance a pour le savant la connaissance des relations numériques existant entre les objets, la mensuration, l'art de mesurer.

C'est ce qu'a lumineusement exposé M. Émile Picard, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, lorsque, ouvrant récemment la sixième conférence générale des poids et mesures, il s'exprimait ainsi :

« Dans maintes recherches scientifiques l'âge héroïque est passé, où, avec un matériel très simple, on pouvait faire de grandes découvertes. Quoique tout reste possible aux hommes de génie qui, de loin en loin, ouvrent des voies nouvelles avec des moyens de fortune, le progrès scientifique résulte le plus souvent aujourd'hui de longs et patients efforts, qu'il s'agisse de laborieux calculs ou de minutieuses observations et expériences. L'astronome trouve à peine suffisant le centième de seconde et des mesures sur des quantités infiniment petites lui sont nécessaires pour évaluer l'infiniment grand. Le physicien apporte une extrême précision dans la recherche des densités et trouve des gaz nouveaux dans l'atmosphère. Le chimiste modifie sur les éléments avec les nombreuses décimales des masses atomiques et les corps isotopes... Nous accumulons approximations sur approximations, mais un des articles de notre foi scientifique est que ces approximations successives sont convergentes, comme disent les mathématiciens, et que nous approchons sans cesse d'un petit nombre de vérités toujours plus compréhensives, synthèses des nombreuses vérités partielles peu à peu découvertes.

« C'est peut-être une chimère, mais elle soutient des générations de chercheurs dans leur labeur jamais terminé.

« Où trouverait-on un plus bel exemple de la patience inlassable du savant que parmi les métrologistes, en lutte tous les jours avec une matière en apparence inerte, mais se transformant cependant comme un être vivant... »

Si on veut me permettre de résumer d'un trait ce qui se dégage de tout cela, il me semble que dans les sciences (j'entends dans les sciences expérimentales, sources seules de toute vérité, selon le mot profond d'Henri Poincaré) la métrologie, la détermination des relations numériques des phénomènes soit en quelque sorte l'achèvement de l'œuvre, celle-ci consistant d'abord dans la constatation du phénomène lui-même. Lorsque Rœntgen remarque qu'en faisant tomber des rayons cathodiques sur une anticathode métallique, il émane de celle-ci des rayons ultrapénétrants doués de la propriété d'impressionner les plaques photographiques et de décharger les corps

chargés d'électricité à travers des écrans formés des substances opaques les plus variées, il constate un fait scientifique qualitatif de la plus haute importance. Ce n'est qu'ensuite que les mensurateurs, les métrologistes font passer, si j'ose dire, la nouvelle recrue sous la toise, et recherchent les relations numériques existant entre l'intensité des rayons cathodiques générateurs et celle des rayons X émis, entre le pouvoir ionisant de ceux-ci et l'épaisseur d'écran traversée, entre l'absorption de ces rayons par l'écran et la densité de la matière dont il est formé, etc... Hâtons-nous d'ajouter que les relations numériques, métrologiques ainsi trouvées conduisent souvent à la découverte d'un nouveau phénomène qualitatif. C'est ainsi que l'argon, ce gaz rare de notre atmosphère, a été trouvé par une détermination rigoureuse des densités d'échantillons de gaz azote de provenances différentes, et qui avait montré que la densité de l'azote atmosphérique différait un peu de celle de l'azote obtenu chimiquement.

En résumé, la métrologie n'est pas toute la science, mais elle est l'adjuvant indispensable, le complément nécessaire de l'observation qualitative des phénomènes. C'est ainsi qu'un joaillier commence par apprécier d'abord qualitativement l'*eau* d'un diamant qu'il doit estimer, puis ensuite le pèse, pour établir sa valeur en tenant compte de ces deux facteurs.

Si la métrologie constitue un des piliers de la science, son rôle n'est pas moins essentiel dans la vie sociale de l'humanité tout entière.

Comme l'a rappelé naguère M. Ch. Lallemand, de l'Académie des sciences, dans une belle étude sur les *Nouvelles unités légales de mesures industrielles* (et nous avons abondamment puisé dans cette étude de l'éminent géodésien), l'un des premiers besoins de l'homme a été d'évaluer, en la rapportant à une commune mesure, la grandeur des objets qui l'entouraient.

Cette commune mesure devait répondre à une double condition : 1° Elle devait permettre d'exprimer par des nombres simples les grandeurs en question. Celles-ci ne devaient donc être ni trop grandes ni trop petites. Il serait par exemple incommode d'exprimer en kilomètres la taille des objets familiers qui sont dans nos maisons. 2° L'unité choisie devait être en tous temps et lieux facile à reconstituer, tout au moins avec une certaine approximation ; la possibilité du commerce, du troc, du partage des terres était à ce prix.

L'homme s'est ainsi trouvé naturellement amené à choisir sur son corps même les divers *étalons* de longueur dont il avait besoin, et à

choisir en conséquence ses *unités* de mesure. De là ces unités, *pouce*, *pied*, *coudée*, *brasse*, *toise* que tous les peuples ont employées à l'origine et que les Anglais et les Américains utilisent encore.

Mais comme la *coudée* ou le *pouce* varient d'un individu à l'autre, on a rapidement été forcé, pour assurer la sécurité des transactions commerciales, de fixer au moyen d'étalons officiels la grandeur des unités fondamentales, et d'arrondir les rapports des unités entre elles. C'est ainsi qu'en Angleterre comme en France on décréta anciennement que le *pied* contiendrait douze *pouces*. L'ancien pied français équivaut d'ailleurs à 324 de nos millimètres, tandis que le pied anglais égale 304 millimètres. Les archéologues de l'avenir en déduiront peut-être que les sportives compatriotes de M. Lloyd George avaient en moyenne les pieds plus petits que les Parisiennes. Sied-il de les détromper ?

Pour peser les marchandises, on créa de même une unité conventionnelle, la livre (du latin *libra*, balance), avec des subdivisions arbitrairement adoptées.

D'autre part, — pour ne parler que de la France, — à côté de la toise carrée ou du pied carré comme unités de superficie, on employait chez nous la *perche* (carré de 18 pieds de côté pour la perche de Paris ou de 22 pieds pour celle de l'administration des Eaux et Forêts). Pareillement, à côté du pied cube et de la toise cube on employait pour mesurer les capacités le *boisseau* valant 0,38 pied cube et le *setier* valant 12 *boisseaux*. On pourrait multiplier ces exemples de la complication des anciennes mesures variables par ailleurs d'une province à l'autre, et qui, comme M. Bigourdan l'a lumineusement montré dans son beau livre sur *Le système métrique des poids et mesures* (1), rendait par exemple très difficile le transport des blés. Ainsi, pour exprimer en livres, un poids donné en grain, il fallait diviser ce dernier par 9216.

Le système métrique institué par la Convention nationale en 1795 est né de la nécessité de supprimer ces incohérences, ces difficultés signalées presque unanimement dans les cahiers des États généraux. C'est ainsi que la plupart des unités des diverses catégories dérivèrent du mètre, défini comme étant la dix-millionième partie du quart du méridien terrestre, du kilogramme (masse du décimètre cube d'eau au maximum de densité et de la seconde, et que les unités secondaires devinrent des multiples et sous-multiples décimaux des unités principales. Admirable monument de la simplicité synthétique et de la clarté françaises !

(1) Gauthier-Villars, éditeur.

Les multiples et sous-multiples étaient indiqués par les préfixes bien connus : déci, centi, milli; déca, hecto, kilo. Une loi récente (3 avril 1919) a ajouté à ces préfixes dès longtemps usuels les préfixes méga, hectokilo, myria désignés abréviativement par M, kk, ma et qui indiquent respectivement les unités secondaires un million, 100 000, 10 000 fois plus grandes. C'est ainsi qu'un mégamètre = 1 000 000 mètres = 1 000 kilomètres. Il faut y ajouter, en ce qui concerne les longueurs, le *micron* qui égale un millième de millimètre.

Le rapport que vient de présenter à la sixième Conférence générale M. Ch. Ed. Guillaume, directeur du Bureau international des Poids et Mesures, présente un tableau impressionnant des progrès réalisés depuis la Conférence de 1913, soit qu'on considère l'extension politique, administrative du système métrique, soit qu'on considère les perfectionnements et déterminations métrologiques nouvellement réalisés dans la fabrication et la surveillance des étalons.

Parmi les rares pays civilisés où le système métrique n'était pas encore obligatoire ou parfaitement organisé, on peut citer le Vénézuela où une ordonnance du 9 mars 1914 en a imposé l'emploi, le Canada où une loi a mis en harmonie le système employé avec les résolutions des Conférences des Poids et Mesures. En Chine, un décret de 1914 a donné un important commencement d'exécution à la loi antérieure qui rendait dans ce vaste pays le système métrique obligatoire en principe. Il a été décidé que l'obligation peut être imposée par les ministères les plus directement intéressés aux poids et mesures (agriculture, commerce). Ces ministères ont maintenant la faculté de restreindre l'emploi du système chinois unifié. Celui-ci est un des deux systèmes légaux existant actuellement en Chine et qui tous deux reposent sur les prototypes internationaux du mètre et du kilogramme : c'est le système de mesures fondé sur le « pied » du service des Travaux publics et de la balance du Trésor, et qui dérive du système métrique par l'intermédiaire du « pied » et avec des multiples et sous-multiples décimaux ; l'autre système légal en Chine est le système métrique international des poids et mesures, dont le décret indiqué ci-dessus prépare indubitablement l'adoption exclusive et obligatoire à bref délai. Déjà un décret en a imposé l'emploi dans les chemins de fer dès le 1er janvier de cette année.

L'adoption prochaine et obligatoire du système métrique en Chine ne manquera pas d'avoir des conséquences importantes pour cette réorganisation économique du monde si chère à nos amis

anglais. La plus curieuse peut-être des conséquences de cette réforme chinoise est qu'elle ne manquera pas d'entraîner à bref délai l'adoption si tenacement retardée du système métrique par eux. Cela paraît paradoxal *a priori*. C'est pourtant fort simple.

Une des raisons pour lesquelles, — à côté des savants anglais qui depuis longtemps emploient le système métrique, — les commerçants britanniques se sont montrés si réfractaires à ce système est la suivante : les commerçants d'Extrême-Orient, et spécialement de Chine, ont pour principaux fournisseurs les Anglais ; ils ont l'habitude des mesures et des poids usuels dans le Royaume-Uni. Avec le sens pratique avisé qui les caractérise, les commerçants britanniques ont pensé qu'adopter le même système de mesures que les Français, les Allemands, etc., ce serait mettre à égalité, en présence de l'acheteur chinois, des concurrents dangereux pour eux, alors que ces concurrents sont handicapés, mis en posture défavorable par les habitudes dudit commerçant chinois, habitudes qu'il faut donc se bien garder de changer. C'est pourquoi de nombreux commerçants anglais avaient engagé à Pékin une campagne énergique contre la loi rendant obligatoire en Chine le système métrique.

C'est pourquoi aussi le jour où cette obligation y sera effectivement réalisée, un des principaux obstacles à l'adoption du système métrique en Angleterre sera tombé. Ce jour-là on peut s'attendre, — tant est grand et compris même par beaucoup d'Anglais l'avantage de ce système, — à ce que la Chambre des Communes ne se contente pas, pour rejeter le système, d'arguments humoristiques comme celui par lequel M. Lloyd George fit échouer la réforme un jour. Au milieu d'une tempête de rires approbateurs, il s'écria, ou à peu près : « Comment voulez-vous que nous adoptions un système aussi compliqué que le système métrique? Croyez-vous que l'ouvrier anglais, le jour où il aura envie de boire une pinte de stout, consentira à demander au barman 0,568 litre de bière? »

Cette boutade où se reconnaît bien l'adroite malice du Premier britannique eut naguère le succès que l'on peut imaginer et la réforme fut rejetée une fois de plus aux Communes. Gageons qu'il en sera autrement lorsque la Chine... car alors l'intérêt britannique dans son sens le plus terre à terre, je veux dire, l'intérêt pécuniaire immédiat des commerçants britanniques, commandera ce qu'il interdisait la veille.

A côté de la Chine, il est un autre géant parmi les nations : la Russie. C'est la Révolution chinoise qui a introduit le système

métrique parmi les Célestes. Pareillement c'est la Révolution qui vient de lui donner droit de cité en Russie. C'est d'une Révolution déjà qu'il avait jailli chez nous. Voilà certes un argument, — je n'ose dire le seul, — en faveur des Révolutions. J'espère en tous cas qu'il ne suffira pas à faire haïr le système métrique par ceux qui professent des sentiments « réactionnaires. » Tout cela prouve, pour le moins, qu'à quelque chose malheur est bon.

Donc en Russie, sous l'ancien régime, une loi autorisa en 1900 l'emploi du système métrique. Mais l'obligation n'existait pas.

Lorsqu'en février 1917 éclata la Révolution, la propagande en faveur du système métrique que dirigeait le physicien Egorof s'intensifia. Le 14 septembre 1918 le conseil des commissaires du peuple publiait un décret concernant l'introduction du système métrique décimal et international des poids et mesures.

Le décret fixait au 1er janvier 1922 l'adoption des unités métriques dans les affaires gouvernementales, en même temps que l'interdiction de produire toutes autres mesures ou tous autres poids que ceux représentant des unités métriques. L'emploi obligatoire de ces dernières devait être généralisé à partir du 1er janvier 1924.

En raison de la situation présente de la Russie, ces dates devront être prorogées. La seule confection des poids nécessaires conduirait à utiliser, en effet, 70 000 tonnes de fonte.

Cependant, malgré les difficultés de l'heure, les applications du nouveau système se multiplient. Sur les routes, le long des voies ferrées, les bornes marquant les *verstes* sont déplacées et on pose à leur place des bornes kilométriques. Dans les chemins de fer les *pouds* sont remplacés par des kilogrammes. A Reval, on voit passer chaque jour des centaines de bascules métriques destinées aux gares et stations de chemins de fer.

Deux mille séries de poids échantillons sont en construction, ainsi que des types d'étalons de longueur. Ces types sont construits d'après le mètre n° 28 et le kilogramme n° 12 sanctionnés par la première conférence générale des poids et mesures et qui ont été déclarés comme étalons nationaux de la Russie.

Enfin dans la Pologne détachée de la Russie et en Bessarabie, les gouvernements polonais et roumain ont également rendu obligatoire le système métrique qui était déjà appliqué depuis longtemps dans ces pays.

Il est assez curieux que ce soient en somme les pays anglo-saxons qui sont les plus réfractaires à l'emploi obligatoire du système métri-

que. A côté de l'Angleterre, les États-Unis sont encore en partie dans l'expectative. Cependant une nouvelle loi y est en préparation pour rendre le système métrique décimal seul système légal.

Telle est le bilan des progrès politiques, — si j'ose ainsi parler, — du système métrique.

Au point de vue purement technique, diverses choses intéressantes sont à signaler.

On sait depuis quelques années que le mètre, ou plutôt l'étalon métallique réalisé par les savants de la Révolution conservé aux Archives nationales et dont la copie gardée au Pavillon de Breteuil sert de prototype, est un peu plus court que la dix-millionième partie du quart du méridien terrestre. Cela résulte des mesures goédésiques les plus récentes. La différence est faible, puisque le prototype n'est trop court que d'environ un cinquième de millimètre. La petitesse de cette différence fait honneur à l'exactitude des mesures des géodésiens du dix-huitième siècle, mais enfin elle est réelle. Elle est telle que si le mètre est défini de la façon qu'avait fait la Convention, un acheteur de 5 000 mètres de drap n'en reçoit en réalité que 4 999. Il aurait le droit, légitimement, de se dire volé. Je ne sais plus quel humoriste a eu l'idée de calculer quelle somme représentait pour les consommateurs français l'erreur ainsi commise à leur détriment depuis qu'on leur vend des marchandises métrées. Il a trouvé un nombre fantastique de milliards, plus que l'Allemagne ne nous en doit.

Il y a d'ailleurs à cela une compensation, car des déterminations faites naguère avec une haute précision ont montré que le prototype métallique du kilogramme, qui sert depuis la Révolution à la fabrication des poids commerciaux, est de 27 milligrammes plus lourd que le kilogramme théorique de la Convention défini comme étant la masse d'un décimètre cube d'eau au maximum de densité. Si donc le consommateur a été lésé pour ce qui se mètre, il a été beaucoup trop généreusement servi pour ce qui concerne toute la marchandise pesée. C'est une belle compensation.

La vérité est que tout ceci ne peut être qu'un paradoxe humoristique, pour deux raisons. D'abord les mesures dans la pratique commerciale ne se font pour ainsi dire jamais avec une précision atteignant le cinq-millième pour les longueurs et le trois-millionième pour les poids, quantités qui représentent les écarts des étalons révolutionnaires par rapport à leur définition théorique. Ensuite et surtout, il y a longtemps que le mètre et le kilogramme ont cessé d'être définis

légalement comme le voulait la Convention. Aujourd'hui on dit légalement : le mètre est la longueur à 0° du prototyte international déposé au Pavillon de Breteuil ; le kilogramme est la masse du prototype en platine iradié déposé au Pavillon de Breteuil à Sèvres. De la sorte, il n'y a pas d'écart entre la théorie et la pratique.

Mais voici qu'une autre question s'est posée. Les prototypes internationaux de poids et mesures et leur réplique conservée dans chaque pays adhérent au système métrique ne varient-ils pas ? Conservent-ils la même longueur dans ce monde où tout, même la matière en apparence la plus inerte, est en mouvement et en évolution constante?

Des mesures d'une haute précision ont été réalisées tout récemment dans le dessein de répondre à cette question. On a employé à cet effet les méthodes les plus exactes et notamment l'évaluation du mètre en longueur d'ondes par la méthode de Fizeau et de Michelson dont j'ai récemment entretenu ici-même mes lecteurs.

Le résultat, assez inattendu, de toutes ces déterminations, et qui vient d'être communiqué à la conférence des poids et mesures, a été le suivant :

Les étalons servant de témoins du mètre international n'ont pas depuis trente ans subi de variation appréciable de leur longueur. En revanche, les étalons qui sont d'autres copies de ce mètre et qui servent d'étalon d'usage du Bureau International ont subi depuis trente ans un allongement incontestable et égal à environ quatre dixièmes de microns, c'est-à-dire quatre dix-millièmes de millimètres.

C'est peu. Mais ce peu a suffi pour mettre en émoi tous les métrologistes, émoi qui, communiqué par eux à l'Académie des Sciences, a éveillé des échos prolongés jusqu'au fond des cabarets humoristiques qui ornent les coteaux montmartrois.

On a cherché à expliquer par diverses hypothèses cet allongement de règles métalliques qu'on croyait invariables. La plus plausible, à l'heure actuelle, de ces hypothèses est la suivante : on sait que sur toutes ces copies du mètre international la longueur du mètre est définie par la distance existant entre deux traits parallèles très fins tracés sur deux « mouches » placées dans la règle de platine iradié ; il semble qu'il se soit produit une usure dissymétrique de ces traits, due aux nettoyages nombreux auxquels ces « mouches » ont été soumises, et qui ont nécessité des frottements légers exercés avec une tendance naturelle à les diriger vers les extrémités des règles. L'hypothèse est d'autant plus plausible que les règles sur lesquelles on a constaté cet allongement sont les règles d'usage du bureau, c'est-à-

dire celles qui sont de beaucoup le plus fréquemment nettoyées. Quoiqu'il en puisse être, cet allongement intempestif de quelques étalons métriques ne laisse pas, en dépit de sa petitesse, de causer un très grand émoi parmi les métrologistes. Des mesures sérieuses sont envisagées par eux pour surveiller désormais encore plus étroitement que jamais la constance des étalons de mesure et y mettre bon ordre, si elle venait à manifester derechef quelque caprice.

En tout cas, ce phénomène, quelle qu'en soit la cause définitive (*adhuc sub judice lis est*), suffit à montrer que les règles à traits ne sont pas à l'abri des vicissitudes que l'on croyait naguère exclusivement réservées aux règles à bouts. Les règles étalons à bouts sont des règles métalliques où la longueur du mètre est définie par celle qui sépare les deux extrémités de la règle. Telle est la règle étalon établie par la Convention et déposée aux Archives. On conçoit que la construction des règles à bouts soit plus difficile. Mais on croyait par surcroît que leur longueur devait être plus facilement sujette à variation par suite de l'usure et de déformation des bouts nécessairement soumis à des chocs, contacts et pressions pendant les comparaisons.

Il semble que ce n'est pas nécessairement le cas.

En particulier un savant suédois, M. Johansson, a établi depuis peu des étalons à faces planes en aciers spéciaux, qui permettent des mesures d'une haute précision et dont la planéité est si parfaite que lorsqu'on en accote deux bout à bout l'adhérence est telle que le bloc ainsi formé exige pour être rompu un effort considérable, et qui atteint 15 kilogs par centimètre carré de surface adhérente.

L'expérience a prouvé que ces étalons calibrés permettent des mesures extrêmement précises. De plus, en utilisant des jeux de ces étalons de calibres un peu différents on peut réaliser des règles composites de longueur très variée. C'est ainsi qu'avec un jeu de 36 étalons calibrés créés par M. Johansson, on construira des calibres composites variant *de micron en micron* entre 3^{mm} et 203^{mm}.

Il nous reste enfin à signaler que dans le but de satisfaire aux besoins nouveaux de la technique industrielle — auxquelles ne répondaient pas en nombre suffisant les unités définies par la Convention — le Gouvernement et les Chambres (après avis des plus hautes autorités techniques et notamment de M. Violle, rapporteur de ces projets à l'Académie des Sciences), ont par la loi du 2 avril 1919 et le décret du 26 juillet 1919 défini des unités nouvelles. Ce nouveau système d'unités est étroitement dérivé du système métrique conventionnel, mais il a à la base non plus le mètre, le kilogramme et la seconde

(M. K. S.), mais le mètre, la tonne et la seconde (M. T. S.); la tonne est en effet mieux adaptée que le kilog aux besoins des grandes industries ; elle offre en outre l'avantage d'être très voisine de la tonne anglaise (1 ton = 1016 kg), circonstance qui est de nature à faciliter à nos voisins d'outre-Manche l'adoption du nouveau système. Enfin il y a plus d'homogénéité, de commune mesure entre le mètre et la tonne (masse d'un mètre cube d'eau) qu'entre le mètre et le kilogramme (masse d'un *décimètre* cube d'eau). Tout cela assure au système M. T. S. d'unités industrielles un brillant et utile avenir.

La place me manque pour exposer, dans leur détail, les noms et valeurs des nouvelles unités géométriques, mécaniques, calorifiques, optiques. Quelques-unes ont des noms un peu étranges. Ainsi dans le système M. T. S. la nouvelle unité de force est le *sthène* (du grec sthénos, force), force qui en une seconde communique à une masse d'une tonne une accélération d'un mètre. Le sthène vaut à peu près 102 kilogrammes-poids et dix millions de dynes.

L'unité M. T. S. d'énergie est le *Kilojoule;* c'est le travail produit par un sthène dont le point d'application se déplace de un mètre dans la direction de la force; l'unité M. T. S. de puissance est pratiquement égale au *kilowatt* des électriciens.

L'unité M. T. S. de pression est la *pièze* (du grec *piezos*, pression), qui est la pression, qui, répartie sur 1 m², produit un effort total de 1 sthène. La pression atmosphérique normale correspond à 1 013 hectopièze, et le kilogramme-poids par centimètre carré vaut 0,98 hectopièze.

En calorimétrie on a défini, en partant des mêmes unités, la *thermie*, etc.

Ces noms effrayeront peut-être les misonéistes. Qu'ils se souviennent des doléances que fit entendre, le 14 thermidor, an III, à la Convention, le délégué de la Section de Bonne-Nouvelle, s'agissant du mètre et du kilogramme : « Ces noms, déclama-t-il, nouveaux et inintelligibles au plus grand nombre de citoyens, ne sont pas nécessaires au maintien de la République. »

Ils ont persisté quand même ces noms. Ainsi feront ceux qu'on a donnés aux nouvelles unités industrielles M. T. S., car ils correspondent à des nécessités à la fois théoriques et pratiques.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Trois faits, qui se sont produits cette quinzaine en Allemagne, nous apportent des lumières nouvelles sur l'état mental et moral du peuple allemand. Le 30 janvier, à Gleiwitz, en Haute-Silésie, des officiers français, dans le plein exercice de leur droit, ont découvert et saisi un dépôt d'armes, de munitions et d'équipements. Dans la nuit suivante, une troupe d'Allemands organisés, de l'effectif d'une compagnie, se sont approchés sans bruit de la caserne où est cantonné le 27e bataillon de chasseurs à pied français ; au commandement d'un chef, ils ont jeté, par les fenêtres, sur nos soldats endormis, une volée de grenades ; deux chasseurs furent tués sur le coup, deux sont morts depuis, une vingtaine sont blessés. Malgré la soudaineté de l'attaque, le poste courut aux armes, les assaillants repoussés laissèrent deux morts sur le carreau. Le même jour, à Oberglogau, une tentative analogue est déjouée; en plusieurs points de la Silésie des dépôts d'armes sont saisis. Ainsi se révèle une fois de plus l'existence d'organisations militaires secrètes; ces unités constituées ont leurs armes, leurs chefs et sont prêtes à se mobiliser au premier signal ; elles bénéficient de la complicité morale des autorités. Dans une telle affaire, il y a des coupables et des responsables. Les coupables paraissent appartenir à la classe ouvrière; si criminels qu'ils soient, ils apparaissent, eux aussi, comme des victimes de la haine implacable et aveugle de tout le parti militaire prussien qui les arme et, à force de mensonges, les jette à la bataille. Les assassins de nos soldats sont les ennemis du Gouvernement de Berlin aussi bien que les nôtres et ceux de toute civilisation humaine. C'est le cas, pour M. Wirth, de prouver sa bonne foi en faisant prompte justice, non seulement des coupables, mais surtout des responsables, c'est-à-dire des autorités locales et, plus elles sont haut placées, plus la justice doit les atteindre. Si nous avions perdu la guerre et

que pareil crime fût commis en France contre des troupes allemandes, qu'arriverait-il? Si, la première fois qu'un soldat français a été victime d'un attentat, nous avions fusillé les coupables ou, à leur défaut, les autorités responsables, le commandant Montalègre et les braves petits chasseurs de Gleiwitz seraient encore vivants. Inutile d'ajouter quelques millions à la note impayée des réparations : c'est sur place qu'il faut châtier. Le chancelier Wirth se plaignait, dans son discours du 10 janvier que nous voulions perpétuer la politique de la force. Comment n'y serions-nous pas ramenés, puisque c'est la seule que ces Prussiens comprennent? Le triste événement qui met en deuil des mères françaises fera-t-il réfléchir les Anglais ou Américains qui trouvent rigoureuse notre politique à l'égard de l'Allemagne? Peut-être voudront-ils nous aider à mener à bien cette œuvre de « déprussianisation » de l'Allemagne, qu'ils réclamaient avec nous durant la guerre, que nous aurions dû, ensemble, faire aboutir en Rhénanie et en Hanovre, en Silésie et dans l'Allemagne du Sud, et sans laquelle l'Allemagne restera un élément de danger et de trouble?

La grève des « cheminots » a une autre signification. Elle est, au fond, dirigée contre les projets fiscaux du cabinet Wirth. Le mouvement, qui a pris de grandes proportions, va accroître le déficit déjà « colossal » de l'exploitation des chemins de fer; il nuira aux producteurs comme aux consommateurs; seules les populations rhénanes sont protégées contre lui par les autorités interalliées. La grève ne sert que les intérêts des grands industriels dont Hugo Stinnes est le chef de file; ces magnats de l'industrie tiennent, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la place qu'y occupaient, jusqu'à 1918, les généraux et l'État-major; ils fondent leur domination sur la ruine de l'État et travaillent à concentrer toutes les forces allemandes de production entre quelques mains. A la formule ancienne des cartels qui consistait à opérer la concentration « horizontale » des divers établissements d'une même spécialité industrielle, — par exemple faire le trust des charbonnages, des aciéries, — ils ont substitué la concentration « verticale, » beaucoup plus rationnelle et puissante; elle consiste à réunir dans les mêmes mains toutes les usines ou organes par lesquels une même matière passe, se transforme et se transporte avant d'arriver au marché consommateur. Par exemple, une grande firme métallurgique possédera ses mines de charbon et de fer, ses fonderies, ses aciéries; elle s'associera à d'autres firmes de même nature pour avoir ses chemins de fer, ses wagons, ses bateaux sur les canaux et sur la mer. L'Allemagne ne peut plus prétendre au premier rang pour

la production de la fonte ou de l'acier; elle a donc intérêt à transformer chaque tonne d'acier en produits finis : instruments de chirurgie, ressorts de montre, machines-outils, etc. Les grandes firmes ont leurs journaux, leurs députés, leur parti politique. L'État ne sera bientôt plus qu'une délégation des grandes firmes. Ainsi, d'après la conception des industriels allemands, la concentration « verticale, » poussée à ses extrêmes limites, rejoint la conception marxiste et prépare l'absorption du néo-bolchévisme pour l'exploitation de la Russie et de l'Europe. La grève des cheminots, dirigée surtout contre l'État propriétaire des chemins de fer, fait le jeu des grands « capitaines d'industrie » et prépare l'opération qu'ils méditent pour se rendre maîtres des chemins de fer de l'Allemagne (1). Entre les grandes firmes et les puissants syndicats ouvriers, ce n'est pas la guerre qui se prépare, c'est la coopération et, pour ne pas nous payer, la complicité. C'est, ne l'oublions pas, la conjonction des intérêts du parti industriel et du parti militaire qui a décidé la guerre de 1914 ; c'est la même coalition qui a décidé d'abolir le Traité de Versailles et qui travaille à rester maîtresse du Gouvernement sous M. Wirth comme elle l'a été sous le docteur Simons.

Le chancelier Wirth sera-t-il assez fort pour résister? C'est ce qui donne tout son sens et son intérêt au troisième fait, à savoir l'entrée de M. Walter Rathenau dans le cabinet en qualité de ministre des Affaires étrangères. Pour la première fois depuis qu'il existe un chancelier du Reich, sa fonction est séparée de celle de ministre des Affaires étrangères. Si M. Rathenau est un grand industriel, il n'appartient pas au « parti industriel, » et même il s'en présente comme l'adversaire. Ses tendances socialisantes, ses déclarations sur la nécessité pour le Reich de tenir ses engagements, lui ont aliéné la vieille Allemagne conservatrice et pangermaniste qui ne lui pardonne pas les accords de Wiesbaden. La déception et la colère des chefs du parti « populiste », les Streseman, les Stinnes, soulignent l'importance de l'entrée de M. Rathenau à la Wilhelmstrasse. Les démocrates, dont l'attitude restait ambiguë, déclarent qu'ils donneront tout leur appui au cabinet Wirth; les partis de droite se déclarent ses adversaires. Depuis longtemps le docteur Wirth

(1) Voyez : *le Problème de la socialisation en Allemagne*, par Marcel Tardy, dans la nouvelle et excellente *Bibliothèque de la Société d'Études et d'informations économiques*. Voyez aussi, dans la *Revue d'Économie politique : la Question des réparations depuis la paix*, par Y... Cette initiale cache l'une des personnalités les mieux qualifiées pour bien connaître le problème des réparations.

marchait d'accord avec M. Rathenau, mais, en l'appelant au Gouvernement, le chancelier fait un acte de courage qui est à son honneur.

Les conceptions de M. Rathenau sont connues; il les a exposées officiellement à Cannes après le départ de M. Briand, le 12 janvier Après avoir affirmé que « l'Allemagne est déterminée à s'exécuter jusqu'à la limite de ses facultés », il s'applique à démontrer que ces facultés sont actuellement très limitées en raison de la faible valeur du mark-papier. Les Alliés, en modérant leurs exigences immédiates, permettaient au Gouvernement du Reich de remettre l'ordre dans ses finances et, par suite, en améliorant le cours du mark, de s'acquitter plus aisément. La thèse, habilement présentée, est connue. Retenons la conclusion : l'Allemagne, bien que disposant de moins de ressources que les États riches, « est en situation de prendre la part qu'on a songé à lui offrir dans la restauration de l'Europe, d'autant plus qu'elle connaît bien les conditions techniques et économiques et les usages des pays de l'Est... Elle se croit d'autant plus le droit de participer au développement des pays de l'Est et du centre de l'Europe qu'elle a tenu un rôle dans l'histoire politique et économique de ces pays... Elle a résisté à la désorganisation politique et sociale qui, triomphante chez elle, serait devenue un danger pour le monde entier. C'est pourquoi elle croit devoir se consacrer, selon ses forces, à la reconstitution, non seulement des régions dévastées de l'Ouest, mais de l'Europe orientale et centrale, et prendre ainsi sa part de la tâche que se sont tracée les grandes Puissances. »

Prenons garde aux perspectives d'avenir qui se dessinent sous les apparences modestes d'un concours apporté dans l'intérêt général à une reconstitution de la Russie. M. Rathenau nous rappelle que son passé, son voisinage, son expérience du caractère russe, prédisposent l'Allemagne à une collaboration avec la Russie. L'Allemagne, sans flotte de guerre, sans colonies, va trouver en Russie le plus beau terrain de colonisation. Par là, la politique de M. Rathenau rejoint celle des Stinnes et des Helfferich; les puissants cartels de production et de vente que le « parti industriel » est en train de constituer s'amalgameront avec les grands trusts d'État que les bolchévistes travaillent à mettre sur pied et deviendront les maîtres de la Russie; c'est vers l'Est que l'Allemagne espère retrouver sa richesse et sa force; c'est la Russie qu'elle espère un jour mobiliser pour jeter ses masses d'hommes sur l'Occident et venger sa défaite. Et qui ne voit l'imprudence de la politique anglaise qui pousse l'Allemagne précisément dans la direction où elle désire aller, la seule où elle puisse

trouver les moyens de redevenir dangereuse pour la paix européenne? Car la conjonction de l'Allemagne organisatrice et de la Russie, réservoir d'hommes et de richesses, est de nature à mettre en péril non seulement la frontière du Rhin mais encore Constantinople et les Indes. Dans cette voie périlleuse la Conférence de Gênes sera la première étape. Telle est la terrible antinomie qui pèse sur la reconstruction de l'Europe et que les peuples qui n'ont pas avec l'Allemagne une frontière continentale ne peuvent pas voir sous le même aspect où elle nous apparaît; l'expérience des siècles et le retour d'incidents douloureux comme celui de Gleiwitz nous ont appris à nos dépens que la sagesse du peuple allemand a tout juste la durée de sa faiblesse. C'est pourquoi le problème consiste à concilier les précautions indispensables à notre sécurité et le relèvement économique nécessaire de l'Allemagne.

A ce point de vue, l'existence d'une Pologne forte apparaît comme particulièrement indispensable à l'équilibre de la nouvelle Europe et c'est avec une vive satisfaction que nous voyons un grand journal anglais, le *Morning Post*, le reconnaître. « Si la Pologne devait un jour perdre son indépendance, c'est le Traité de Versailles qui croulerait immédiatement... Si, par malheur, la barrière polonaise cessait d'exister, la conjonction russo-allemande se réaliserait automatiquement. Varsovie a donc une importance incalculable pour le maintien de la paix européenne. » C'est la vérité même. Puissent les Anglais s'en pénétrer! C'est aussi ce qui fait l'importance européenne de la question lithuanienne, du problème de Vilna et des élections très favorables aux Polonais qui viennent d'avoir lieu dans cette ville et dans les districts environnants.

La *Gazette de Francfort* du 29 janvier a publié le texte intégral de la réponse du Gouvernement allemand à la note de la Commission des réparations. Elle s'inspire des mêmes conceptions que l'exposé de M. Rathenau à Cannes. Elle fait grand état des réformes financières que le cabinet Wirth se propose de réaliser cette année augmentation des impôts, compression des dépenses, qui équilibreront le budget de 1922, pourvu que le mark ne subisse pas de nouvelle dépréciation, et laisseront un solde de 16 milliards 1/2 de marks-papier applicable aux dépenses résultant du Traité de paix et des réparations. Le chancelier affirme cependant ne pouvoir donner satisfaction aux exigences des Alliés. Tout, selon lui, se réduit à un problème de crédit. « Rétablir la confiance du monde dans la solvabilité de l'Allemagne, c'est la prémisse indispensable pour une solu-

tion satisfaisante du problème. » La Conférence de Gênes donnera-t-elle à l'Allemagne ce crédit? Est-ce bien cela d'ailleurs qu'elle en espère? N'est-ce pas plutôt la revision du Traité de Versailles? Que la Conférence de Gênes entraîne nécessairement la revision du Traité de Versailles, Trotsky l'a démontré à l'envoyé spécial du *New-York Times:* « Le but du pacte de Versailles était d'écraser d'Allemagne et d'isoler la Russie derrière un réseau de fils de fer barbelés. Aujourd'hui la Russie et l'Allemagne sont invitées à venir à Gênes discuter des plans pour changer en reconstructions les réparations inspirées par la haine à Versailles. Qu'est-ce donc, sinon la revision? » En Italie d'importants journaux, ceux notamment de M. Nitti, tiennent le même langage. L'un d'eux demande que la France en finisse avec « le bivouac et l'orgie dans le pays des vaincus. » M. Dernbourg, et avec lui la masse de l'opinion allemande, en attend « la fin de l'oppression des vaincus par les vainqueurs. » Et M. Lucien Le Foyer, — un Français, lui, il est utile de spécifier, — estime que ce « concile de la civilisation » marquera « la défaite de la victoire ».

Mais la reconstruction de l'Europe, le crédit à l'Allemagne, la remise sur pied de la Russie, ne sont-ce pas les États-Unis d'Amérique qui, surtout, y pourraient pourvoir? Or le Gouvernement de Washington manifeste son intention formelle de s'abstenir. M. Hoover, qui fut naguère le « grand ravitailleur » de l'Europe après l'armistice, admettrait cependant la participation des États-Unis à la Conférence de Gênes, pourvu que le Gouvernement bolchéviste démobilisât l'armée rouge et que la France réduisît son armée. Sans insister sur ce que l'assimilation a d'injurieux à l'égard de la France et d'une armée aux côtés de laquelle ont combattu des soldats américains, constatons qu'il n'y a aucune chance pour que le Gouvernement des Soviets démobilise l'armée rouge. Que va faire, sans l'Amérique, la Conférence de Gênes? Que ferait-elle d'ailleurs, même avec elle? La grande combinaison de M. Lloyd George qui consistait à faire rentrer, à la Conférence de Gênes, les Américains dans les affaires européennes, est à vau l'eau. Seuls ceux, individus ou nations, qui ont intérêt à troubler l'Europe et à remettre en question les résultats des traités voient s'approcher avec confiance les ides de mars.

En attendant, on cherche, entre Londres et Paris, à préciser, dans des conversations diplomatiques, un programme pratique et limité pour la Conférence. M. Poincaré et lord Hardinge, lord Curzon et le comte de Saint-Aulaire poursuivent, sans précipitation, l'entretien au sujet du pacte franco-britannique. Ce qui importe plus que les

textes, c'est que les deux pays donnent, le plus tôt possible et avec éclat, le spectacle de leur entente et de leur volonté d'agir d'un commun accord en face des difficultés nouvelles qui surgissent chaque jour. La Conférence de Gênes sera une occasion sans précédent de manifester cette solidarité qui en imposera aux fauteurs de troubles, quels qu'ils soient. Lord Grey, dans un nouveau discours, courageux et noblement inspiré, prononcé le 27 à Édimbourg, s'est élevé contre la politique de l'isolement et a montré l'utilité, pour les deux pays, de revenir à l'entente cordiale. Il faut, à son avis, revenir aux méthodes pratiquées de 1904 à 1914, quand les deux cabinets agissaient l'un vis-à-vis de l'autre avec une entière franchise et une volonté constante de collaboration. Où, depuis l'armistice, n'avons-nous pas trouvé sur notre route l'opposition plus ou moins ouverte de la politique ou des agents britanniques? Partout, comme en vertu d'un mot d'ordre, les Anglais travaillent contre l'influence française. C'est cette atmosphère de défiance et de malveillance qu'il importe, de part et d'autre, de dissiper. Les négociations difficiles qui se poursuivent entre Londres et Paris pour le règlement de la question d'Orient en offriront l'occasion aux deux Gouvernements.

Le nouveau livre de M. John Maynard Keynes aura-t-il une heureuse influence pour le rapprochement politique des deux pays? Il suffit pour en douter d'en connaître le titre : *A Revision of the Peace Treaty;* demander la revision du traité de paix, c'est prendre la mauvaise route, celle qui aboutit à une impasse; la bonne voie est celle d'un accord sur les modes d'exécution du Traité de Versailles. M. Keynes, s'il évalue très au-dessous de leur valeur les indemnités dues à la France, a du moins le mérite d'insister, avec de solides arguments, pour l'annulation réciproque des dettes des Alliés les uns envers les autres. Cette thèse a reçu récemment l'approbation chaleureuse de M. Asquith. Rien ne serait plus équitable; rien non plus n'amènerait plus sûrement une détente des changes et ne préparerait mieux la détente des esprits. Pour arriver à l'allègement des charges qui pèsent sur l'Allemagne, c'est la seule voie légitime, dans laquelle il faudra bien, après beaucoup de détours, finir par s'engager.

Nous en sommes, pour le moment, bien éloignés, et c'est des États-Unis que nous viennnent de justes sujets d'alarme et de tristesse. Sur la proposition de M. Mac-Cormick, le Sénat a voté une motion invitant le Gouvernement à déclarer aux Alliés qu'ils devront avoir payé leurs dettes de guerre aux États-Unis dans un délai de vingt-cinq ans, y compris les intérêts à 4 1/4 pour 100 au minimum. Le projet a été

envoyé à la Chambre des représentants, qui le votera sans doute à son tour. M. Mac-Cormick, dans une polémique avec des journaux français, s'est défendu d'être animé d'un sentiment malveillant à l'égard de l'Europe en général et de la France en particulier. Des Pyrénées à la Volga, a-t-il dit en substance, il y a plus de douze Gouvernements qui, presque tous, sont les débiteurs des États-Unis dont la créance totale atteint sept milliards de dollars. Or, ces États, ex-associés, ou ex-ennemis, ou ex-neutres, — car M. Mac-Cormick les met dans le même sac, — font des dépenses dépassant leurs ressources, non seulement pour la reconstruction, ce qui serait acceptable, mais pour de fortes armées, pour un trop grand nombre de fonctionnaires civils, pour les intérêts de leurs dettes intérieures; leur budget est en déficit continu et grandissant; cette situation jette l'inquiétude dans l'esprit du citoyen américain; il se demande s'il n'est pas en quelque sorte complice de l'entretien de grandes armées et de fonctionnaires parasites; il ne comprend pas pourquoi l'Europe n'accomplit pas les réformes et les économies que les États-Unis ont réalisées. — Ces scrupules sont nouveaux; ils dénotent une parfaite ignorance des conditions réelles de la vie politique dans l'Europe continentale, mais surtout, ils révèlent avec quelle adresse les uns, avec quelle candeur les autres, ont tiré parti des imprudences de la délégation française à la Conférence de Washington. « De la France vient tout le mal; elle ne rêve que guerre et conquête; elle ne pense qu'à anéantir la pauvre Allemagne... » Les Américains ne détestent pas de s'admirer dans le rôle hautement moral de pacificateurs et de redresseurs de torts; les succès qu'ils ont remportés à la Conférence de Washington les ont quelque peu grisés; ils se flattent de désarmer l'Europe et d'assurer le règne perpétuel de la paix et du droit. Les États-Unis sont créanciers de la France; les Français affirment que le remboursement de leur dette dépend des paiements de l'Allemagne et de la Russie; il en résulte, conclut la *Chicago Tribune* (26 janvier), que les États-Unis ont le droit de s'assurer que la politique actuelle de la France est compatible avec la solvabilité de l'Allemagne et de la Russie; « nous avons un intérêt matériel à savoir si la politique française est sensée ou insensée. »

On voit ici percer le bout de l'oreille, d'une oreille allemande. M. Poincaré ayant affirmé le droit pour les Alliés d'établir, si l'Allemagne se soustrait à ses obligations, « un contrôle sérieux et efficace sur le budget du Reich, les émissions de papier et les exportations, » voici les États-Unis qui laissent entendre qu'ils pour-

raient eux aussi exiger de la France un droit de regard sur ses finances et sa politique. Il y a là un avertissement et un danger. Nous ne nous arrêterons pas à discuter la thèse qu'a fait momentanément triompher M. Mac-Cormick. Les Américains qui, sur leur continent, ne peuvent pas avoir d'ennemi assez puissant pour leur donner quelque alarme, sont doués d'assez de bon sens et gardent assez de sympathie pour la France de La Fayette et de Foch, pour comprendre quels sentiments nous éprouvons quand ils assimilent les dettes que nous avons contractées envers eux en combattant côte à côte avec leurs soldats sur le front de la liberté, avec les dettes dont les Allemands se sont chargés en nous attaquant et en ravageant systématiquement les provinces les plus riches et les plus civilisées de la Belgique et de la France. Les Américains s'apercevront un jour que, des politiques successives où les entraînent leurs élus, la plus noble fut celle qui les amena dans les tranchées de France, et que la plus loyale serait de continuer une œuvre si bien commencée. La Société des Nations de Wilson, avec ses imperfections, est encore plus pratique que le Parlement universel de Gênes ou le « Comité des Nations » qu'on voudrait instaurer à Washington.

Pour le moment, l'opinion américaine est tout à la joie de l'heureuse conclusion de la Conférence de Washington. Le président Harding, dans son discours de clôture, a affirmé que « la foi jurée par ces traités marque le début d'une époque nouvelle et meilleure dans le progrès de l'humanité. » C'est beaucoup dire ! Tenons-nous en à la déclaration du secrétaire d'État Hughes : « L'esprit qui a animé les délibérations importe plus encore que les résultats acquis. » Chaque nation a consenti des sacrifices méritoires. La limitation des armements navals devient une réalité. La paix est assurée dans le Pacifique ; mais on peut se demander si elle a jamais été sérieusement menacée. Les Japonais ont signé avec les Chinois un traité au sujet du Chan-Toung qu'ils s'engagent à rendre à son propriétaire légitime, ainsi que le chemin de fer que les Chinois rachèteront par annuités. L'intégrité de l'Empire chinois est de nouveau proclamée intangible ; la « porte ouverte » et l'égalité des droits pour toutes les nations en Chine sont garantis. Le prince Tokugawa et ses collègues japonais ont adroitement manœuvré ; ils ont réservé les droits spéciaux qui résultent, pour leur pays, de son voisinage avec l'empire chinois ; c'est, pour eux, l'essentiel ; par cette petite porte, que ne passera-t-il pas ? Les Japonais n'ont nullement besoin d'une grande puissance navale pour continuer en Chine, en Mandchourie, en Sibérie

leur politique d'influence et d'infiltration ; et, si un jour les circonstances les invitaient à se départir de la réserve qu'ils ont pris à Washington l'engagement moral d'observer, les Américains s'apercevraient peut-être qu'ils se sont bénévolement privés du seul moyen efficace d'intervenir utilement dans les mers chinoises.

A Washington, le vrai succès est pour les Anglais. Ils ont sacrifié l'alliance avec le Japon, qui leur était devenue plus onéreuse qu'utile, ils ont consenti à partager avec les Américains leur suprématie navale ; ils ont en réalité acquis la certitude que, pendant dix ans, les Américains ne profiteront pas des embarras économiques et financiers de l'Angleterre pour acquérir sur les mers une supériorité qu'il deviendrait impossible de rattraper. Ils ont eu l'art, tout en conquérant à bon marché les sympathies américaines, de déchaîner l'opinion contre la France « militariste. » Jusqu'au bout, contre toute évidence, Lord Lee a maintenu, à l'encontre de M. Sarraut, son interprétation erronée de l'article du commandant Castex ; le *Times* du 5 le lui reproche loyalement ; mais, sur l'opinion américaine, l'effet reste produit. Un bon discours de M. Sarraut, avant la clôture, a commencé de dissiper les malentendus ; il faudra du temps pour achever de détruire le résultat de quelques maladresses et de beaucoup de calomnies.

Habemus pontificem! Le six février au matin, après trois jours de scrutins négatifs, le cardinal Achille Ratti, archevêque de Milan, a été élu Pape et a pris le nom de Pie XI. Depuis la mort de Benoît XV, son nom était prononcé avec faveur ; il avait l'avantage d'être, à la fois, archevêque et diplomate. Il n'avait été promu cardinal qu'au consistoire du 16 juin dernier, à son retour de Pologne. A l'Ambrosienne et à la Vaticane, Mgr Ratti s'est acquis l'estime et la sympathie des savants et des lettrés ; c'est un humaniste qui monte sur le siège de Pierre. C'est aussi un homme d'action, car son premier geste a été un acte d'une haute portée : pour la première fois depuis l'entrée des Italiens à Rome, le nouveau Pape a donné sa première bénédiction de la loggia *extérieure* de Saint-Pierre, *Urbi et Orbi*. C'est la fin d'un deuil de cinquante-deux ans. Sous le nom de Pie XI, le nouveau chef de l'Église continuera la politique de Benoît XV.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

SEPTIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1[er] Janvier

Livraison du 15 Janvier

Livraison du 1er Février

Livraison du 15 Février

Paris. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 56230.